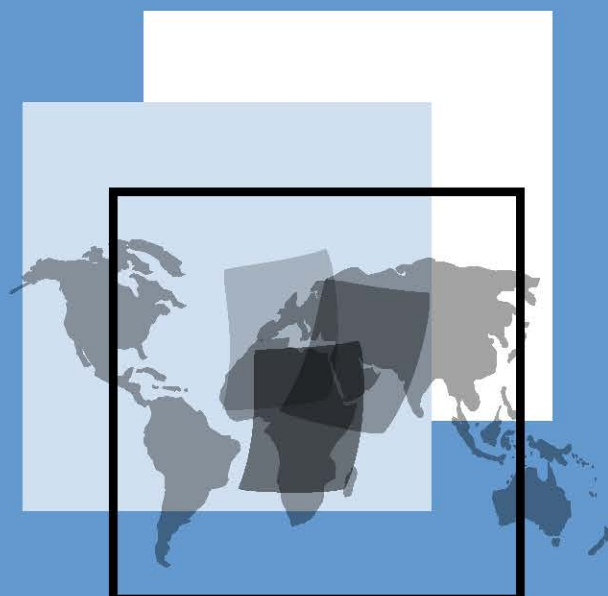




Bureau
international
du Travail

Genève

Application des normes internationales du travail, 2015 (I)



RAPPORT III (Partie 1A)

Rapport
de la Commission d'experts
pour l'application des conventions
et recommandations

Conférence internationale du Travail, 104^e session, 2015

Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

(articles 19, 22 et 35 de la Constitution)

**Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations**

Rapport III (Partie 1A)

**Rapport général
et observations concernant certains pays**

ISBN 978-92-2-229005-5 (imprimé)
ISBN 978-92-2-229006-2 (pdf Web)
ISSN 0251-3218

Première édition 2015

La publication d'informations relatives aux mesures prises en ce qui concerne les conventions et recommandations internationales du travail n'implique l'expression, de la part du Bureau international du Travail, d'aucun avis quant au statut juridique de l'Etat qui a communiqué ces informations (y compris la communication d'une ratification ou d'une déclaration), ni quant à l'autorité de cet Etat sur les zones ou territoires au sujet desquels ces informations sont communiquées; dans certains cas, cela peut présenter des problèmes sur lesquels le Bureau international du Travail n'est pas compétent pour se prononcer.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse.

Mis en pages par TTF: réf. RapportIII(1A)-2015-[NORME-141218-1]-Fr
Imprimé par le Bureau international du Travail, Genève, Suisse

La **Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations** est un organe indépendant, constitué de juristes ayant pour mission d'examiner l'application des conventions et recommandations de l'OIT dans les Etats Membres de cette Organisation. Son rapport annuel couvre de nombreux aspects touchant à l'application des normes de l'OIT. La structure de ce rapport, telle que modifiée en 2003, se présente comme suit:

- a) La **note au lecteur** donne des indications sur la commission d'experts et la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail (leurs mandats, leurs modes de fonctionnement et le cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent leurs travaux respectifs) (**vol. 1A, pp. 1-4**).
- b) **Partie I: Le rapport général** rend compte du déroulement des travaux de la commission d'experts, de la mesure dans laquelle les Etats Membres s'acquittent de leurs obligations constitutionnelles s'agissant des normes internationales du travail, et met en relief des questions d'intérêt général qui se dégagent des travaux de la commission (**vol. 1A, pp. 5-39**).
- c) **Partie II: Les observations concernant certains pays** ont trait à l'envoi des rapports, à l'application des conventions ratifiées (voir section I) et à l'obligation de soumettre les instruments aux autorités compétentes (voir section II) (**vol. 1A, pp. 41-588**).
- d) **Partie III: L'étude d'ensemble**, dans laquelle la commission examine l'état de la législation et de la pratique ayant trait à un domaine spécifique couvert par un certain nombre de conventions et de recommandations. Cet examen concerne l'ensemble des Etats Membres, qu'ils aient ratifié les conventions en question ou non. L'étude d'ensemble est publiée dans un volume séparé (rapport III (Partie 1B)). Cette année, elle porte sur la convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921, la convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, et la recommandation (n° 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975 (**vol. 1B**).

Enfin, un **Document d'information sur les ratifications et les activités normatives** est préparé par le Bureau et complète les informations contenues dans le rapport de la commission d'experts. Ce document offre en premier lieu une vue d'ensemble des développements récents afférents aux normes internationales du travail, de la mise en œuvre des procédures de contrôle spéciales et de la coopération technique menée dans le domaine des normes internationales du travail. Ce document contient, sous forme de tableaux, des informations sur les ratifications des conventions et protocoles et des «profils par pays» (**vol. 2**).

Le rapport de la commission d'experts est également disponible à l'adresse suivante: www.ilo.org/global/standards/lang--fr/index.htm.

	<i>Page</i>
NOTE AU LECTEUR	1
Vue d'ensemble des mécanismes de contrôle de l'OIT	1
Rôle des organisations d'employeurs et de travailleurs	1
Origines de la création de la Commission de l'application des normes de la Conférence et de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	2
La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	2
La Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail	3
La commission d'experts et la Commission de l'application des normes de la Conférence	4
PARTIE I. RAPPORT GÉNÉRAL	5
I. INTRODUCTION	7
Composition de la commission	7
Méthodes de travail	8
Relations avec la Commission de l'application des normes de la Conférence	9
Mandat	11
II. RESPECT DES OBLIGATIONS	13
A. Rapports sur les conventions ratifiées (articles 22 et 35 de la Constitution)	13
B. Examen par la commission d'experts des rapports sur les conventions ratifiées	17
C. Rapports au titre de l'article 19 de la Constitution	31
D. Soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence (article 19, paragraphes 5, 6 et 7, de la Constitution)	31
III. COLLABORATION AVEC DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET FONCTIONS RELATIVES À D'AUTRES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX	35
Collaboration avec des organisations internationales en matière de normes	35
Traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme	35
Code européen de sécurité sociale et son Protocole	36
ANNEXE AU RAPPORT GÉNÉRAL	37
Composition de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	37
PARTIE II. OBSERVATIONS CONCERNANT CERTAINS PAYS	41
I. OBSERVATIONS CONCERNANT LES RAPPORTS SUR LES CONVENTIONS RATIFIÉES (ARTICLES 22, 23, PARAGRAPHE 2, ET 35, PARAGRAPHES 6 ET 8, DE LA CONSTITUTION)	43
Observation générale	43
Observations générales	43
Liberté syndicale, négociation collective et relations professionnelles	47
Travail forcé	153
Élimination du travail des enfants et protection des enfants et des adolescents	199
Égalité de chances et de traitement	285
Consultations tripartites	355
Administration et inspection du travail	367
Politique et promotion de l'emploi	419
Orientation et formation professionnelles	451
Sécurité de l'emploi	455
Salaires	459
Temps de travail	467
Sécurité et santé au travail	475
Sécurité sociale	525
Protection de la maternité	541
Politique sociale	545
Travailleurs migrants	547

	<i>Page</i>
Gens de mer	551
Pêcheurs	559
Dockers	561
Peuples indigènes et tribaux	565
Catégories particulières de travailleurs.....	575
II. OBSERVATIONS CONCERNANT LA SOUMISSION AUX AUTORITÉS COMPÉTENTES DES CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL (ARTICLE 19 DE LA CONSTITUTION)	577
ANNEXES	
I. Tableau des rapports sur les conventions ratifiées, reçus au 6 décembre 2014 (articles 22 et 35 de la Constitution).....	591
II. Tableau statistique des rapports sur les conventions ratifiées, reçus au 6 décembre 2014 (article 22 de la Constitution)	605
III. Liste des observations des organisations d'employeurs et de travailleurs	608
IV. Résumé des informations communiquées par les gouvernements en ce qui concerne l'obligation de soumettre les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes	622
V. Informations communiquées par les gouvernements en ce qui concerne l'obligation de soumettre les conventions et les recommandations aux autorités compétentes (31 ^e à 102 ^e session de la Conférence internationale du Travail, 1948-2013).....	624
VI. Situation générale des Etats Membres relative à la soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence (à la date du 6 décembre 2014).....	637
VII. Liste par pays des commentaires présentés par la commission.....	639

Liste des conventions et protocoles par sujet

Les conventions fondamentales apparaissent en gras et les conventions prioritaires en italique.

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention ou protocole pas en vigueur.
- Convention retirée.

1 Liberté syndicale, négociation collective et relations professionnelles

C011	Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
C084	Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
C087	Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
C098	Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949
C135	Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
C141	Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
C151	Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978
C154	Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

2 Travail forcé

C029	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
C105	Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
◆ P029	Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930

3 Elimination du travail des enfants et protection des enfants et des adolescents

★	C005	Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
★	C006	Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919
★	C010	Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
★	C015	Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
●	C033	Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932
★	C059	Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
★	C060	Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
	C077	Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
	C078	Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
	C079	Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
	C090	Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948
★	C123	Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
	C124	Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965
	C138	Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973
	C182	Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

4 Egalité de chances et de traitement

C100	Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951
C111	Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958
C156	Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

5 Consultations tripartites

C144	<i>Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976</i>
------	--

6 Administration et inspection du travail

- C063 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938
- ★ C081 *Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947*
- C085 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C129 *Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969*
- C150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- P081 Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

7 Politique et promotion de l'emploi

- C002 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- C034 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C088 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- C096 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C122 *Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964*
- C159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983
- C181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

8 Orientation et formation professionnelles

- C140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974
- C142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

9 Sécurité de l'emploi

- C158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

10 Salaires

- C026 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928
- C094 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C095 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C099 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

11 Temps de travail

	C001	Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
★	C004	Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
	C014	Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
	C020	Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925
	C030	Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930
■	C031	Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931
●	C041	Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
	C043	Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
■	C046	Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
	C047	Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
	C049	Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935
■	C051	Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
●	C052	Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936
■	C061	Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
●	C067	Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939
★	C089	Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
★	C101	Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
	C106	Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
	C132	Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970
	C153	Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979
	C171	Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990
	C175	Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994
	P089	Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

12 Sécurité et santé au travail

	C013	Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
	C045	Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
●	C062	Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937
	C115	Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960
	C119	Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963
	C120	Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
	C127	Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
	C136	Convention (n° 136) sur le benzène, 1971
	C139	Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
	C148	Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
★	C155	Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
	C161	Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985
	C162	Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986
	C167	Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
	C170	Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
	C174	Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993
	C176	Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995
	C184	Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001
	C187	Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006
	P155	Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

13 Sécurité sociale

- ★ C012 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- ★ C017 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C018 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C019 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- ★ C024 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C025 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927
- C035 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C036 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C037 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C038 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C039 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C040 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933
- ★ C042 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C044 Convention (n° 44) du chômage, 1934
- C048 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- ★ C102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962
- C121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967
- C130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969
- C157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

14 Protection de la maternité

- ★ C003 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- C103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952
- C183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

15 Politique sociale

- ★ C082 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

16 Travailleurs migrants

- C021 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926
- C066 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C097 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

17 Gens de mer

★	C007	Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
★	C008	Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufage), 1920
★	C009	Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920
★	C016	Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921
★	C022	Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
★	C023	Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926
★	C053	Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
★◆●	C054	Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
★	C055	Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
★●	C056	Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
★◆●	C057	Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936
★	C058	Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936
★	C068	Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
★	C069	Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
★◆●	C070	Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
	C071	Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
★◆●	C072	Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
★	C073	Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
★	C074	Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
★◆●	C075	Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
★◆●	C076	Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946
★●	C091	Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949
★	C092	Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
★◆●	C093	Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
●	C108	Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
★◆●	C109	Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958
★	C133	Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
★	C134	Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970
★	C145	Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
★	C146	Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
★	C147	Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976
★	C163	Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
★	C164	Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
★	C165	Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
★	C166	Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987
★	C178	Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
★	C179	Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
★	C180	Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996
	C185	Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003
	MLC, 2006	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)
	P147	Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

18 Pêcheurs

- ★ C112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959
- C125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966
- ◆ C188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

19 Dockers

- C027 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C028 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929
- C032 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

20 Peuples indigènes et tribaux

- C050 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C064 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C065 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C086 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947
- C104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955
- C107 Convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957
- C169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

21 Catégories particulières de travailleurs

- C083 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- ★ C110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977
- C172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991
- C177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996
- C189 Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011
- P110 Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

22 Conventions sur les articles finals

- C080 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946
- C116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Index des commentaires par convention

C001			
Guinée équatoriale	468	Mauritanie	186
Portugal	471	Qatar	190
C003		République centrafricaine	172
Mauritanie	543	République démocratique du Congo	193
Panama	543	Tchad	195
C011		Turquie	196
Burundi	60	C030	
C012		Guinée équatoriale	469
Haïti	535	Panama	470
C013		C037	
Comores	476	Djibouti	528
Espagne	476	C038	
Ex-République yougoslave de Macédoine	480	Djibouti	528
Slovénie	508	C042	
C014		Algérie	525
Chine	467	Comores	527
C017		Haïti	535
Argentine	525	Honduras	536
Comores	526	C047	
Haïti	535	Ouzbékistan	469
Sierra Leone	539	C062	
C019		Burundi	475
Comores	526	Guinée	481
Djibouti	527	Pérou	499
Malaisie péninsulaire (Malaisie)	537	Rwanda	506
Maurice	538	Tunisie	511
République dominicaine	528	C063	
Sarawak (Malaisie)	538	Djibouti	377
Thaïlande	539	C067	
C024		Pérou	470
Djibouti	528	C071	
Haïti	535	Liban	555
C025		Pérou	555
Haïti	535	C079	
C026		Paraguay	270
Burundi	459	C081	
Djibouti	460	Allemagne	367
Ouganda	463	Bangladesh	368
République bolivarienne du Venezuela	464	Burundi	372
C029		Colombie	372
Algérie	153	Comores	374
Arabie saoudite	155	Congo	375
Argentine	157	Guatemala	378
Australie	159	Guinée-Bissau	382
Autriche	161	Guyana	383
Bangladesh	163	Haïti	384
Bénin	165	Honduras	386
Burundi	167	Inde	388
Cambodge	168	Israël	390
Cameroun	171	Kenya	390
Colombie	174	Liban	391
Congo	175	Luxembourg	392
Dominique	176	Madagascar	393
Egypte	177	Malaisie	395
Erythrée	179	Malawi	396
Guyana	182	Maroc	398
Malaisie	183	Mauritanie	400
Malawi	185	Pakistan	402

Panama	405	Thaïlande	448
Pays-Bas	407	C094	
Pérou	409	Burundi	459
Qatar	411	Guinée	462
République de Corée	375	Jamaïque	463
Slovénie	414	C095	
Soudan	415	Grèce	460
Turquie	415	République islamique d'Iran	462
Yémen	417	Sierra Leone	464
C087		C097	
Algérie	48	Région administrative spéciale	
Allemagne	49	de Hong-kong (Chine)	547
Argentine	51	Sabah (Malaisie)	548
Bangladesh	53	C098	
Bélarus	55	Allemagne	50
Bulgarie	58	Angola	51
Burundi	61	Bulgarie	59
Cambodge	63	Burundi	62
Cameroun	65	Cambodge	64
Congo	69	Comores	69
Djibouti	72	Croatie	71
El Salvador	75	Djibouti	73
Equateur	79	El Salvador	76
Erythrée	82	Equateur	80
Fidji	84	Erythrée	83
Gabon	87	Fidji	86
Géorgie	88	Gambie	87
Grèce	91	Géorgie	89
Guatemala	93	Ghana	90
Guinée équatoriale	99	Grèce	92
Haïti	100	Guatemala	96
Honduras	102	Guinée équatoriale	99
Jamaïque	109	Guinée-Bissau	98
Japon	110	Guyana	100
Kazakhstan	114	Haïti	101
Kiribati	117	Honduras	103
Lesotho	118	Hongrie	106
Libéria	119	Iraq	108
Lituanie	120	Jamaïque	109
Madagascar	121	Japon	111
Malawi	125	Jordanie	113
Malte	126	Kazakhstan	116
Maurice	127	Kiribati	117
Mauritanie	128	Lesotho	118
Mexique	129	Libéria	120
Myanmar	131	Madagascar	122
Namibie	132	Malaisie	123
Nicaragua	134	Mali	125
Niger	135	Malte	126
Nigéria	136	Maurice	127
Région administrative spéciale		Namibie	132
de Macao (Chine)	66	Népal	133
République bolivarienne du Venezuela	146	Nicaragua	134
Swaziland	141	Niger	135
Tchad	143	Pays-Bas	139
Turquie	144	République dominicaine	73
C088		Royaume-Uni	140
Angola	420	Sao Tomé-et-Principe	140
Canada	423	C100	
Espagne	430	Algérie	285
Nigéria	445	Burundi	290
Sierra Leone	446	Espagne	297

Fédération de Russie	333	Cameroun	291
Grèce	299	Comores	292
Guyana	301	Espagne	298
Honduras	302	Fédération de Russie	334
Japon	306	Gambie	299
Kazakhstan	309	Grèce	300
Liban	314	Guinée	301
Malaisie	315	Kazakhstan	309
Malawi	316	Koweït	311
Mauritanie	317	Lettonie	313
Mongolie	320	Liban	314
Nouvelle-Zélande	322	Malawi	317
Ouzbékistan	325	Mauritanie	318
Pérou	327	Mongolie	320
Philippines	329	Niger	321
République bolivarienne du Venezuela	350	Nigéria	321
Royaume-Uni	332	Nouvelle-Zélande	323
Rwanda	336	Ouganda	324
Sainte-Lucie	337	Papouasie-Nouvelle-Guinée	325
Sao Tomé-et-Principe	337	Pérou	328
Sénégal	338	Qatar	330
Slovaquie	341	République bolivarienne du Venezuela	351
Sri Lanka	343	République de Corée	293
Thaïlande	347	République de Moldova	319
Ukraine	348	République dominicaine	295
Uruguay	349	République islamique d'Iran	303
C102		Royaume-Uni	332
Grèce	529	Rwanda	336
Libye	537	Sao Tomé-et-Principe	338
Mauritanie	538	Sénégal	339
C103		Serbie	340
Guatemala	541	Seychelles	340
Sri Lanka	543	Slovaquie	341
Zambie	544	Soudan	342
C105		Sri Lanka	344
Afghanistan	153	Suisse	345
Algérie	154	Tadjikistan	346
Bahreïn	162	Tunisie	347
Bangladesh	163	Ukraine	349
Belize	165	Uruguay	350
Bénin	166	Zimbabwe	352
Cambodge	170	C114	
Cameroun	171	Libéria	559
Egypte	177	C115	
Erythrée	180	Observation générale	475
Etat plurinational de Bolivie	167	Guinée	481
Fidji	181	Guyana	484
Ouganda	187	République arabe syrienne	510
Ouzbékistan	188	C117	
Région administrative spéciale de Hong-kong (Chine)	173	Guinée	545
République arabe syrienne	194	Panama	545
Thaïlande	195	Portugal	545
C106		C118	
Etat plurinational de Bolivie	467	Barbade	526
Indonésie	469	Guinée	533
C107		C119	
El Salvador	566	Madagascar	485
C111		Malte	486
Algérie	285	Nicaragua	492
Arabie saoudite	287	Sierra Leone	507
Burundi	290	C120	
		Madagascar	485

Belgique	214
Bénin	215
Burkina Faso	219
Burundi	222
Cambodge	224
Cameroun	226
Chili	231
Chine	232
Chypre	234
Colombie	235
Comores	235
Congo	238
Costa Rica	240
Côte d'Ivoire	242
Cuba	244
Dominique	246
Egypte	247
Erythrée	251
Etat plurinational de Bolivie	217
Ethiopie	255
Fidji	258
Guyana	259
Mali	260
Mauritanie	263
Niger	267
République centrafricaine	228
République démocratique du Congo	271
Turquie	280
C139	
Guinée	483
Guyana	484
Nicaragua	493
Pérou	500
C140	
Brésil	451
Guinée	451
Guyana	452
C141	
Observation générale	47
C142	
Guinée	451
Portugal	453
République de Moldova	452
C144	
Antigua-et-Barbuda	355
Burundi	355
Chili	356
El Salvador	358
Espagne	358
Guinée	359
Irlande	359
Jordanie	359
Madagascar	360
Nigéria	360
Pakistan	361
Pérou	361
Pologne	361
Portugal	362
Région administrative spéciale de Hong-kong (Chine)	356
République bolivarienne du Venezuela	365
République dominicaine	357

Royaume-Uni	363	Mexique	491
Sao Tomé-et-Principe	363	Turquie	514
Sierra Leone	364	Uruguay	518
Suriname	364	C162	
Tchad	364	Espagne	479
Togo	365	Guatemala	481
C148		Pays-Bas	498
Anguilla (Royaume-Uni)	505	Zimbabwe	522
Espagne	478	C167	
Guinée	483	Mexique	491
Saint-Marin	507	Norvège	495
C149		Uruguay	518
Fédération de Russie	575	C169	
Pologne	575	Colombie	565
C150		Equateur	567
Bénin	371	Fidji	568
Ghana	377	Guatemala	568
Guinée	382	Norvège	570
Guyana	384	Paraguay	571
C151		République bolivarienne du Venezuela	572
Antigua-et-Barbuda	51	République centrafricaine	565
Botswana	57	C170	
Colombie	67	Zimbabwe	523
El Salvador	78	C171	
Mali	125	République dominicaine	468
Pérou	139	C173	
Tchad	144	Portugal	464
C152		C176	
Guinée	561	Pérou	501
République de Moldova	562	Philippines	502
C153		Zambie	521
Equateur	468	C181	
C154		Espagne	432
Argentine	53	Italie	440
Colombie	67	Japon	443
Grèce	93	Uruguay	450
Sao Tomé-et-Principe	141	C182	
C155		Albanie	199
Espagne	478	Algérie	201
Mexique	486	Angola	202
Norvège	494	Antigua-et-Barbuda	206
Nouvelle-Zélande	495	Australie	207
Pays-Bas	497	Bahreïn	212
Portugal	503	Bangladesh	213
République bolivarienne du Venezuela	518	Bénin	215
Suède	508	Botswana	219
Turquie	511	Burkina Faso	220
Uruguay	517	Burundi	222
C158		Cambodge	224
Australie	455	Cameroun	226
Espagne	456	Chine	233
République bolivarienne du Venezuela	457	Chypre	235
C159		Colombie	236
Equateur	429	Congo	239
Espagne	432	Costa Rica	241
Guinée	435	Côte d'Ivoire	243
Italie	439	Egypte	248
Japon	440	El Salvador	249
C160		Equateur	250
Saint-Marin	413	Etat plurinational de Bolivie	218
C161		Etats-Unis	253
Guatemala	480	Ethiopie	257

Fidji	258	Comores	579
Mali	262	Congo	579
Mauritanie	265	Côte d'Ivoire	580
Ouzbékistan	269	Croatie	580
République centrafricaine	229	Djibouti	580
République démocratique du Congo	272	Dominique	580
République dominicaine	244	El Salvador	580
Suriname	274	Etat plurinational de Bolivie	579
Tchad	275	Ex-République yougoslave de Macédoine	581
Thaïlande	276	Fidji	581
Turquie	280	Gabon	581
Yémen	281	Grenade	581
C183		Guinée	581
Belize	541	Guinée équatoriale	581
Italie	541	Guinée-Bissau	581
Lituanie	542	Haïti	582
Mali	542	Iles Salomon	582
MLC, 2006		Iraq	582
Observation générale	551	Irlande	582
C187		Jamaïque	582
Malaisie	485	Jordanie	582
République de Corée	476	Kazakhstan	583
Royaume-Uni	504	Kirghizistan	583
Suède	509	Kiribati	583
Observations générales		Koweït	583
Afghanistan	43	Libéria	584
Burundi	43	Libye	584
Dominique	44	Madagascar	584
Gambie	44	Mali	584
Ghana	44	Mauritanie	584
Guinée	44	Mexique	584
Guinée équatoriale	44	Mozambique	585
Haïti	45	Niger	585
Malaisie péninsulaire (Malaisie)	45	Ouganda	585
Saint-Marin	45	Pakistan	585
Sao Tomé-et-Principe	45	Papouasie-Nouvelle-Guinée	586
Somalie	45	République arabe syrienne	588
Tadjikistan	45	République de Moldova	585
Terres australes et antarctiques françaises (France)	44	République démocratique du Congo	586
Soumission aux autorités compétentes		Rwanda	586
Albanie	577	Sainte-Lucie	586
Angola	577	Saint-Kitts-et-Nevis	586
Antigua-et-Barbuda	577	Saint-Vincent-et-les Grenadines	586
Azerbaïdjan	577	Sao Tomé-et-Principe	587
Bahamas	578	Seychelles	587
Bahreïn	578	Sierra Leone	587
Bangladesh	578	Somalie	587
Belize	578	Soudan	587
Brésil	579	Suriname	587
Burundi	579	Tadjikistan	588
Chili	579	Togo	588
		Vanuatu	588

Index des commentaires par pays

Afghanistan		Bahreïn	
C105.....	153	C105.....	162
Observation générale.....	43	C182.....	212
Albanie		Soumission aux autorités compétentes.....	578
C182.....	199	Bangladesh	
Soumission aux autorités compétentes.....	577	C029.....	163
Algérie		C081.....	368
C029.....	153	C087.....	53
C042.....	525	C105.....	163
C087.....	48	C182.....	213
C100.....	285	Soumission aux autorités compétentes.....	578
C105.....	154	Barbade	
C111.....	285	C118.....	526
C122.....	419	C135.....	55
C138.....	200	Bélarus	
C182.....	201	C087.....	55
Allemagne		Belgique	
C081.....	367	C138.....	214
C087.....	49	Belize	
C098.....	50	C105.....	165
C122.....	419	C183.....	541
C129.....	367	Soumission aux autorités compétentes.....	578
Angola		Bénin	
C088.....	420	C029.....	165
C098.....	51	C105.....	166
C182.....	202	C138.....	215
Soumission aux autorités compétentes.....	577	C150.....	371
Anguilla (Royaume-Uni)		C182.....	215
C148.....	505	Botswana	
Antigua-et-Barbuda		C151.....	57
C138.....	206	C182.....	219
C144.....	355	Brésil	
C151.....	51	C122.....	422
C182.....	206	C140.....	451
Soumission aux autorités compétentes.....	577	Soumission aux autorités compétentes.....	579
Arabie saoudite		Bulgarie	
C029.....	155	C087.....	58
C111.....	287	C098.....	59
Argentine		Burkina Faso	
C017.....	525	C138.....	219
C029.....	157	C182.....	220
C087.....	51	Burundi	
C138.....	207	C011.....	60
C154.....	53	C026.....	459
Australie		C029.....	167
C029.....	159	C062.....	475
C122.....	421	C081.....	372
C158.....	455	C087.....	61
C182.....	207	C094.....	459
Autriche		C098.....	62
C029.....	161	C100.....	290
C138.....	209	C111.....	290
Azerbaïdjan		C138.....	222
C138.....	209	C144.....	355
Soumission aux autorités compétentes.....	577	C182.....	222
Bahamas		Observation générale.....	43
C138.....	210	Soumission aux autorités compétentes.....	579
Soumission aux autorités compétentes.....	578	Cambodge	
		C029.....	168

C087	63	C182.....	243
C098	64	Soumission aux autorités compétentes.....	580
C105	170	Croatie	
C122	423	C098.....	71
C138	224	Soumission aux autorités compétentes.....	580
C182	224	Cuba	
Cameroun		C138.....	244
C029	171	Djibouti	
C087	65	C019.....	527
C105	171	C024.....	528
C111	291	C026.....	460
C138	226	C037.....	528
C182	226	C038.....	528
Canada		C063.....	377
C088	423	C087.....	72
C122	424	C098.....	73
Chili		C122.....	428
C138	231	Soumission aux autorités compétentes.....	580
C144	356	Dominique	
Soumission aux autorités compétentes	579	C029.....	176
Chine		C138.....	246
C014	467	Observation générale	44
C122	426	Soumission aux autorités compétentes.....	580
C138	232	Egypte	
C182	233	C029.....	177
Chypre		C105.....	177
C122	427	C138.....	247
C138	234	C182.....	248
C182	235	El Salvador	
Colombie		C087.....	75
C029	174	C098.....	76
C081	372	C107.....	566
C138	235	C144.....	358
C151	67	C151.....	78
C154	67	C182.....	249
C169	565	Soumission aux autorités compétentes.....	580
C182	236	Equateur	
Comores		C087.....	79
C013	476	C098.....	80
C017	526	C153.....	468
C019	526	C159.....	429
C042	527	C169.....	567
C081	374	C182.....	250
C098	69	Erythrée	
C111	292	C029.....	179
C122	427	C087.....	82
C138	238	C098.....	83
Soumission aux autorités compétentes	579	C105.....	180
Congo		C138.....	251
C029	175	Espagne	
C081	375	C013.....	476
C087	69	C088.....	430
C138	238	C100.....	297
C182	239	C111.....	298
Soumission aux autorités compétentes	579	C122.....	430
Costa Rica		C136.....	477
C122	428	C144.....	358
C135	70	C148.....	478
C138	240	C155.....	478
C182	241	C158.....	456
Côte d'Ivoire		C159.....	432
C138	242	C162.....	479

C181.....	432
Etat plurinational de Bolivie	
C105.....	167
C106.....	467
C138.....	217
C182.....	218
Soumission aux autorités compétentes.....	579
Etats-Unis	
C182.....	253
Ethiopie	
C138.....	255
C182.....	257
Ex-République yougoslave de Macédoine	
C013.....	480
Soumission aux autorités compétentes.....	581
Fédération de Russie	
C100.....	333
C111.....	334
C149.....	575
Fidji	
C087.....	84
C098.....	86
C105.....	181
C138.....	258
C169.....	568
C182.....	258
Soumission aux autorités compétentes.....	581
France	
C122.....	433
Gabon	
C087.....	87
Soumission aux autorités compétentes.....	581
Gambie	
C098.....	87
C111.....	299
Observation générale.....	44
Géorgie	
C087.....	88
C098.....	89
Ghana	
C098.....	90
C150.....	377
Observation générale.....	44
Grèce	
C087.....	91
C095.....	460
C098.....	92
C100.....	299
C102.....	529
C111.....	300
C122.....	433
C154.....	93
Grenade	
Soumission aux autorités compétentes.....	581
Guatemala	
C081.....	378
C087.....	93
C098.....	96
C103.....	541
C122.....	434
C129.....	380
C161.....	480

C162.....	481
C169.....	568
Guinée	
C062.....	481
C081.....	381
C094.....	462
C111.....	301
C115.....	481
C117.....	545
C118.....	533
C121.....	534
C134.....	555
C136.....	482
C139.....	483
C140.....	451
C142.....	451
C144.....	359
C148.....	483
C150.....	382
C152.....	561
C159.....	435
Observation générale.....	44
Soumission aux autorités compétentes.....	581
Guinée équatoriale	
C001.....	468
C030.....	469
C087.....	99
C098.....	99
Observation générale.....	44
Soumission aux autorités compétentes.....	581
Guinée-Bissau	
C081.....	382
C098.....	98
Soumission aux autorités compétentes.....	581
Guyana	
C029.....	182
C081.....	383
C098.....	100
C100.....	301
C115.....	484
C129.....	383
C137.....	561
C138.....	259
C139.....	484
C140.....	452
C150.....	384
Haïti	
C012.....	535
C017.....	535
C024.....	535
C025.....	535
C042.....	535
C081.....	384
C087.....	100
C098.....	101
Observation générale.....	45
Soumission aux autorités compétentes.....	582
Honduras	
C042.....	536
C081.....	386
C087.....	102
C098.....	103

C100	302
Hongrie	
C098	106
C122	436
Iles Salomon	
Soumission aux autorités compétentes	582
Inde	
C081	388
Indonésie	
C106	469
Iraq	
C098	108
Soumission aux autorités compétentes	582
Irlande	
C144	359
Soumission aux autorités compétentes	582
Islande	
C122	437
Israël	
C081	390
Italie	
C122	438
C159	439
C181	440
C183	541
Jamaïque	
C087	109
C094	463
C098	109
Soumission aux autorités compétentes	582
Japon	
C087	110
C098	111
C100	306
C159	440
C181	443
Jordanie	
C098	113
C135	113
C144	359
Soumission aux autorités compétentes	582
Kazakhstan	
C087	114
C098	116
C100	309
C111	309
Soumission aux autorités compétentes	583
Kenya	
C081	390
Kirghizistan	
Soumission aux autorités compétentes	583
Kiribati	
C087	117
C098	117
Soumission aux autorités compétentes	583
Koweït	
C111	311
Soumission aux autorités compétentes	583
Lesotho	
C087	118
C098	118

Lettonie	
C111	313
Liban	
C071	555
C081	391
C100	314
C111	314
Libéria	
C087	119
C098	120
C114	559
Soumission aux autorités compétentes	584
Libye	
C102	537
C121	537
C128	537
C130	537
Soumission aux autorités compétentes	584
Lituanie	
C087	120
C183	542
Luxembourg	
C081	392
Madagascar	
C081	393
C087	121
C098	122
C119	485
C120	485
C127	485
C129	395
C144	360
Soumission aux autorités compétentes	584
Malaisie	
C029	183
C081	395
C098	123
C100	315
C187	485
Malaisie péninsulaire (Malaisie)	
C019	537
Observation générale	45
Malawi	
C029	185
C081	396
C087	125
C100	316
C111	317
C129	398
Mali	
C098	125
C138	260
C151	125
C182	262
C183	542
Soumission aux autorités compétentes	584
Malte	
C087	126
C098	126
C119	486
Maroc	
C081	398

Maurice			
C019.....	538		
C087.....	127		
C098.....	127		
Mauritanie			
C003.....	543		
C029.....	186		
C081.....	400		
C087.....	128		
C100.....	317		
C102.....	538		
C111.....	318		
C122.....	444		
C138.....	263		
C182.....	265		
Soumission aux autorités compétentes.....	584		
Mexique			
C087.....	129		
C155.....	486		
C161.....	491		
C167.....	491		
Soumission aux autorités compétentes.....	584		
Mongolie			
C100.....	320		
C111.....	320		
Mozambique			
Soumission aux autorités compétentes.....	585		
Myanmar			
C087.....	131		
Namibie			
C087.....	132		
C098.....	132		
Népal			
C098.....	133		
Nicaragua			
C087.....	134		
C098.....	134		
C119.....	492		
C139.....	493		
Niger			
C087.....	135		
C098.....	135		
C111.....	321		
C135.....	136		
C138.....	267		
Soumission aux autorités compétentes.....	585		
Nigéria			
C087.....	136		
C088.....	445		
C111.....	321		
C144.....	360		
Norvège			
C155.....	494		
C167.....	495		
C169.....	570		
Nouvelle-Zélande			
C100.....	322		
C111.....	323		
C155.....	495		
Ouganda			
C026.....	463		
C105.....	187		
C111.....	324		
Soumission aux autorités compétentes.....	585		
Ouzbékistan			
C047.....	469		
C100.....	325		
C105.....	188		
C182.....	269		
Pakistan			
C081.....	402		
C144.....	361		
Soumission aux autorités compétentes.....	585		
Panama			
C003.....	543		
C030.....	470		
C081.....	405		
C117.....	545		
Papouasie-Nouvelle-Guinée			
C111.....	325		
Soumission aux autorités compétentes.....	586		
Paraguay			
C079.....	270		
C169.....	571		
Pays-Bas			
C081.....	407		
C098.....	139		
C129.....	408		
C155.....	497		
C162.....	498		
Pérou			
C062.....	499		
C067.....	470		
C071.....	555		
C081.....	409		
C100.....	327		
C111.....	328		
C127.....	499		
C139.....	500		
C144.....	361		
C151.....	139		
C176.....	501		
Philippines			
C100.....	329		
C176.....	502		
Pologne			
C144.....	361		
C149.....	575		
Portugal			
C001.....	471		
C117.....	545		
C122.....	446		
C142.....	453		
C144.....	362		
C155.....	503		
C173.....	464		
Qatar			
C029.....	190		
C081.....	411		
C111.....	330		
Région administrative spéciale de Hong-kong (Chine)			
C097.....	547		
C105.....	173		

C144	356	Soumission aux autorités compétentes.....	586
Région administrative spéciale de Macao (Chine)		Saint-Kitts-et-Nevis	
C087	66	Soumission aux autorités compétentes.....	586
République arabe syrienne		Saint-Marin	
C105	194	C148.....	507
C115	510	C160.....	413
Soumission aux autorités compétentes	588	Observation générale	45
République bolivarienne du Venezuela		Saint-Vincent-et-les Grenadines	
C026	464	Soumission aux autorités compétentes.....	586
C087	146	Sao Tomé-et-Principe	
C100	350	C098.....	140
C111	351	C100.....	337
C144	365	C111.....	338
C155	518	C144.....	363
C158	457	C154.....	141
C169	572	Observation générale	45
République centrafricaine		Soumission aux autorités compétentes.....	587
C029	172	Sarawak (Malaisie)	
C138	228	C019.....	538
C169	565	Sénégal	
C182	229	C100.....	338
République de Corée		C111.....	339
C081	375	Serbie	
C111	293	C111.....	340
C135	70	Seychelles	
C187	476	C111.....	340
République de Moldova		Soumission aux autorités compétentes.....	587
C111	319	Sierra Leone	
C142	452	C017.....	539
C152	562	C088.....	446
Soumission aux autorités compétentes	585	C095.....	464
République démocratique du Congo		C119.....	507
C029	193	C125.....	559
C138	271	C144.....	364
C182	272	Soumission aux autorités compétentes.....	587
Soumission aux autorités compétentes	586	Slovaquie	
République dominicaine		C100.....	341
C019	528	C111.....	341
C098	73	Slovénie	
C111	295	C013.....	508
C144	357	C081.....	414
C171	468	Somalie	
C182	244	Observation générale	45
République islamique d'Iran		Soumission aux autorités compétentes.....	587
C095	462	Soudan	
C111	303	C081.....	415
Royaume-Uni		C111.....	342
C098	140	Soumission aux autorités compétentes.....	587
C100	332	Sri Lanka	
C111	332	C100.....	343
C144	363	C103.....	543
C187	504	C111.....	344
Rwanda		Suède	
C062	506	C155.....	508
C100	336	C187.....	509
C111	336	Suisse	
Soumission aux autorités compétentes	586	C111.....	345
Sabah (Malaisie)		Suriname	
C097	548	C144.....	364
Sainte-Lucie		C182.....	274
C100	337	Soumission aux autorités compétentes.....	587

Swaziland			
C087.....	141		
Tadjikistan			
C111.....	346		
C122.....	447		
Observation générale.....	45		
Soumission aux autorités compétentes.....	588		
Tchad			
C029.....	195		
C087.....	143		
C144.....	364		
C151.....	144		
C182.....	275		
Terres australes et antarctiques françaises (France)			
Observation générale.....	44		
Thaïlande			
C019.....	539		
C088.....	448		
C100.....	347		
C105.....	195		
C122.....	448		
C182.....	276		
Togo			
C144.....	365		
Soumission aux autorités compétentes.....	588		
Tunisie			
C062.....	511		
C111.....	347		
Turquie			
C029.....	196		
C081.....	415		
C087.....	144		
C138.....	280		
C155.....	511		
C161.....	514		
C182.....	280		
Ukraine			
C100.....	348		
C111.....	349		
Uruguay			
C100.....	349		
C111.....	350		
C155.....	517		
C161.....	518		
C167.....	518		
C181.....	450		
Vanuatu			
Soumission aux autorités compétentes.....	588		
Yémen			
C081.....	417		
C182.....	281		
Zambie			
C103.....	544		
C176.....	521		
Zimbabwe			
C111.....	352		
C162.....	522		
C170.....	523		

Note au lecteur

Vue d'ensemble des mécanismes de contrôle de l'OIT

Depuis la création de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en 1919, le mandat de l'Organisation comprend l'adoption de normes internationales du travail et la promotion de leur ratification et leur application dans ses Etats Membres et le contrôle de cette application, comme moyens essentiels à la réalisation de ses objectifs. Afin de suivre les progrès réalisés par ses Etats Membres dans l'application des normes internationales du travail, l'OIT a développé des mécanismes de contrôle uniques au niveau international ¹.

En vertu de l'article 19 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres ont, dès l'adoption d'une norme internationale du travail, un certain nombre d'obligations, notamment celles de soumettre l'instrument nouvellement adopté aux autorités nationales compétentes et de faire rapport périodiquement sur les mesures prises pour donner effet aux dispositions des conventions non ratifiées et des recommandations.

Il existe plusieurs mécanismes de contrôle permettant à l'Organisation d'examiner le respect des obligations incombant aux Etats Membres résultant des conventions ratifiées. Ce contrôle est possible grâce à une procédure régulière, fondée sur l'envoi de rapports annuels (article 22 de la Constitution de l'OIT) ², et à des procédures spéciales, fondées sur des réclamations ou des plaintes adressées au Conseil d'administration par les mandants de l'OIT (articles 24 et 26 de la Constitution). Depuis 1950, il existe une procédure spéciale pour traiter des plaintes en matière de liberté syndicale qui repose principalement sur le Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration. Ce comité peut être saisi de plaintes même quand l'Etat Membre concerné n'a pas ratifié les conventions pertinentes relatives à la liberté syndicale.

Rôle des organisations d'employeurs et de travailleurs

En raison même de sa structure tripartite, l'OIT a été la première organisation internationale à associer directement à ses activités les partenaires sociaux. La participation des organisations d'employeurs et de travailleurs aux mécanismes de contrôle est prévue par l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution, aux termes duquel les rapports et les informations soumis par les gouvernements en application des articles 19 et 22 doivent être communiqués aux organisations représentatives.

¹ Pour des informations détaillées sur l'ensemble des procédures de contrôle, voir le *Manuel sur les procédures en matière de conventions et recommandations internationales du travail*, Département des normes internationales du travail, Bureau international du Travail, Genève, Rev. 2012.

² Des rapports sont demandés tous les trois ans pour les conventions fondamentales et de gouvernance et tous les cinq ans pour les autres. Les rapports sont transmis par les gouvernements selon un regroupement des conventions par sujet.

En pratique, les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs peuvent notamment transmettre à leurs gouvernements des commentaires sur les rapports concernant l'application par ces derniers des normes internationales du travail. Par exemple, elles peuvent attirer l'attention sur la non-conformité du droit ou de la pratique avec l'application d'une convention ratifiée. De plus, toute organisation d'employeurs ou de travailleurs peut adresser directement au Bureau des commentaires sur l'application des normes internationales du travail. Le Bureau les transmettra au gouvernement concerné qui aura la possibilité d'y répondre avant qu'ils soient examinés par la commission d'experts³.

Origines de la création de la Commission de l'application des normes de la Conférence et de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

Au cours des premières années d'existence de l'OIT, l'adoption des normes internationales du travail et les activités de contrôle régulières avaient lieu chaque année dans le cadre de séances plénières de la Conférence internationale du Travail. Toutefois, l'augmentation considérable du nombre de ratifications des conventions a rapidement entraîné une augmentation importante du nombre de rapports annuels soumis. Il est apparu très vite que la séance plénière de la Conférence ne pourrait plus se charger en même temps de l'examen de l'ensemble de ces rapports, de l'adoption de nouvelles normes et d'autres questions importantes. C'est pourquoi la Conférence a adopté, en 1926, une résolution⁴ instituant chaque année une commission de la Conférence (dénommée par la suite Commission de l'application des normes de la Conférence) et a demandé au Conseil d'administration de nommer une commission technique (dénommée par la suite Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations) chargée de préparer un rapport pour la Conférence. Ces deux commissions sont devenues les deux piliers du système de contrôle de l'OIT.

La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

Composition

La commission d'experts est composée de 20 experts⁵. Juristes de grande réputation à la fois nationale et internationale, ils sont nommés par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur général. Les nominations sont faites à titre personnel, le choix s'opérant parmi des personnalités réputées pour leur impartialité, leurs compétences et leur indépendance et choisies dans toutes les régions du monde, le but étant que la commission bénéficie d'une expérience directe des différents systèmes juridiques, économiques et sociaux. Chaque membre est nommé pour une période de trois ans renouvelable. En 2002, la commission a décidé que ses membres exerceraient leurs fonctions pendant une durée maximum de quinze ans, soit un nombre maximum de quatre renouvellements après le premier mandat de trois ans. A sa 79^e session (novembre-décembre 2008), la commission a décidé d'élire son/sa président/e pour une période de trois ans, renouvelable une seule fois pour une nouvelle période de trois ans. La commission élit un rapporteur au début de chaque session.

Travaux de la commission

La commission d'experts se réunit chaque année en novembre-décembre. Conformément au mandat qui lui a été confié par le Conseil d'administration⁶, la commission est appelée à examiner:

- les rapports annuels prévus par l'article 22 de la Constitution et portant sur les mesures prises par les Etats Membres afin de donner effet aux dispositions des conventions auxquelles ils sont parties;
- les informations et rapports concernant les conventions et recommandations communiqués par les Etats Membres conformément à l'article 19 de la Constitution;
- les informations et rapports sur les mesures prises par les Etats Membres conformément à l'article 35 de la Constitution⁷.

³ Voir les paragraphes 75 à 84 du Rapport général.

⁴ Voir annexe VII, *Compte rendu* de la 8^e session de la Conférence internationale du Travail, 1926, vol. I.

⁵ Dix-sept experts sont actuellement nommés.

⁶ Mandat de la commission d'experts, Minutes de la 103^e session du Conseil d'administration (1947), annexe XII, paragr. 37.

⁷ L'article 35 porte sur l'application des conventions aux territoires non métropolitains.

La commission d'experts a pour tâche d'indiquer dans quelle mesure la législation et la pratique de chaque Etat apparaissent conformes aux conventions ratifiées et dans quelle mesure les Etats s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la Constitution de l'OIT au regard des normes. Dans l'accomplissement de cette tâche, la commission fait toujours siens les principes d'indépendance, d'objectivité et d'impartialité⁸. Les commentaires de la commission d'experts sur la manière dont les Etats Membres s'acquittent de leurs obligations normatives prennent la forme d'*observations* ou de *demandes directes*. En règle générale, les observations sont formulées dans les cas les plus graves ou les plus persistants de manquement aux obligations. Elles sont publiées dans le rapport annuel de la commission d'experts qui est ensuite présenté à la Commission de l'application des normes de la Conférence chaque année en juin. Les demandes directes ne sont pas publiées dans le rapport de la commission d'experts mais sont communiquées directement au gouvernement intéressé et peuvent être consultées en ligne⁹. En outre, la commission d'experts examine, dans le cadre d'une étude d'ensemble, l'état de la législation et de la pratique ayant trait à un domaine spécifique couvert par un certain nombre de conventions et recommandations sélectionnées par le Conseil d'administration¹⁰. Cette étude d'ensemble est fondée sur les rapports soumis en vertu des articles 19 et 22 de la Constitution et concerne ainsi tous les Etats Membres, qu'ils aient ratifié ou non les conventions en question. Cette année, l'étude d'ensemble porte sur les instruments relatifs au droit d'association (agriculture) et aux organisations de travailleurs ruraux.

Le rapport de la commission d'experts

Au terme de son examen, la commission établit un rapport annuel. Le rapport se présente en deux volumes¹¹.

Le premier (Rapport III (Partie 1A))¹² contient deux parties:

- **Partie I:** le **Rapport général** rend compte, d'une part, du déroulement des travaux de la commission d'experts et des questions spécifiques y relatives qu'elle a traitées et, d'autre part, de la mesure dans laquelle les Etats Membres s'acquittent de leurs obligations constitutionnelles s'agissant des normes internationales du travail.
- **Partie II:** les **observations concernant certains pays** ont trait au respect des obligations liées à l'envoi des rapports, à l'application des conventions ratifiées regroupées par sujet et à l'obligation de soumettre les instruments adoptés aux autorités compétentes.

Le second volume contient l'**étude d'ensemble** (Rapport III (Partie 1B)).

La Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail

Composition

La Commission de l'application des normes de la Conférence est l'une des deux commissions permanentes de la Conférence. Elle est tripartite et comprend, à ce titre, des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs. A chaque session, la commission élit son bureau qui est composé d'un président (membre gouvernemental), de deux vice-présidents (membre employeur et membre travailleur), ainsi que d'un rapporteur (membre gouvernemental).

⁸ Voir le paragraphe 29 du Rapport général.

⁹ Voir le paragraphe 53 du Rapport général. Les observations et les demandes directes se trouvent dans la base de données NORMLEX, accessible à l'adresse suivante: <http://www.ilo.org>.

¹⁰ En vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008, un dispositif de discussions annuelles récurrentes dans le cadre de la Conférence a été mis en place pour permettre à l'Organisation de mieux comprendre la situation et les besoins divers de ses Membres en rapport avec les quatre objectifs stratégiques de l'OIT, à savoir: emploi; protection sociale; dialogue social et tripartisme; et principes et droits fondamentaux au travail. Le Conseil d'administration a considéré que les rapports récurrents préparés par le Bureau aux fins de la discussion de la Conférence devraient bénéficier des informations sur la législation et la pratique des Etats Membres contenues dans les études d'ensemble, ainsi que des résultats de la discussion de celles-ci par la Commission de la Conférence. En conséquence, les thèmes des études d'ensemble ont été alignés sur les objectifs stratégiques de l'OIT.

¹¹ Un *Document d'information sur les ratifications et les activités normatives* (Rapport III (Partie 2)) accompagne le rapport de la commission d'experts. Ce document offre une vue d'ensemble des développements récents touchant aux normes internationales du travail, de la mise en œuvre des procédures spéciales et de la coopération technique menée dans le domaine des normes internationales du travail. Il comprend en outre, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des «profils par pays» qui rassemblent les principales informations relatives aux normes pour chaque pays.

¹² Cette désignation reflète l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail qui comporte comme question inscrite d'office la question III relative aux informations et rapports sur l'application des conventions et recommandations.

Travaux de la commission

La Commission de l'application des normes de la Conférence se réunit chaque année, lors de la session de juin de la Conférence. Aux termes de l'article 7 du Règlement de la Conférence, elle a pour mandat d'examiner:

- les mesures prises pour donner effet aux conventions ratifiées (*article 22 de la Constitution*);
- les rapports communiqués conformément à l'article 19 de la Constitution (*études d'ensemble*);
- les mesures prises au titre de l'article 35 de la Constitution (*territoires non métropolitains*).

La commission doit présenter un rapport à la Conférence.

Faisant suite à l'examen technique et indépendant de la commission d'experts, la procédure de la Commission de l'application des normes de la Conférence donne aux représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs l'occasion d'examiner ensemble la manière dont les Etats s'acquittent de leurs obligations normatives, en particulier en ce qui concerne les obligations relatives aux conventions ratifiées. Les gouvernements ont la possibilité de compléter les informations qui figurent dans les rapports examinés par la commission d'experts, d'indiquer les autres mesures adoptées ou proposées depuis la dernière session de cette commission, d'attirer l'attention sur les difficultés qu'ils rencontrent pour remplir leurs obligations et de solliciter une assistance pour surmonter ces obstacles.

La Commission de l'application des normes de la Conférence examine le rapport de la commission d'experts, ainsi que des documents envoyés par les gouvernements. Les travaux de la Commission de la Conférence débutent par une discussion générale sur la base, essentiellement, du Rapport général de la commission d'experts. La Commission de la Conférence discute ensuite l'étude d'ensemble. Elle examine aussi les cas de manquements graves à l'obligation de faire rapport ou à d'autres obligations liées aux normes. Enfin, et ceci constitue l'objet principal de ses travaux, la Commission de la Conférence examine un certain nombre de cas individuels d'application de conventions ratifiées ayant fait l'objet d'observations par la commission d'experts. La Commission de la Conférence invite les représentants des gouvernements concernés à assister à l'une de ses séances pour discuter des observations en question. Après avoir entendu les représentants des gouvernements concernés, les membres de la Commission de la Conférence peuvent poser des questions ou faire des commentaires. A l'issue de la discussion, la Commission de la Conférence adopte des conclusions sur le cas en question.

Dans le rapport¹³ qu'elle soumet pour adoption à la Conférence en séance plénière, la Commission de l'application des normes de la Conférence peut inviter l'Etat Membre dont le cas individuel a été discuté à accepter une mission d'assistance technique du Bureau international du Travail visant à améliorer sa capacité de remplir ses obligations ou d'autres types de mission. Elle peut aussi prier un gouvernement de transmettre des informations complémentaires ou de tenir compte de certaines de ses préoccupations lorsqu'il établira son prochain rapport pour la commission d'experts. Dans ce même rapport, la commission attire l'attention de la Conférence sur certains cas, tels que les cas de progrès et les cas de défaut grave d'application de conventions ratifiées.

La commission d'experts et la Commission de l'application des normes de la Conférence

Dans de nombreux rapports, la commission d'experts a souligné l'importance de l'esprit de respect mutuel, de coopération et de responsabilité dont les relations entre la commission d'experts et la Commission de la Conférence ont toujours été empreintes. A ce titre, il est d'usage que le/la président(e) de la commission d'experts assiste en tant qu'observateur/observatrice à la discussion générale de la Commission de la Conférence, y compris la discussion de l'étude d'ensemble, et qu'il/elle ait, en outre, la possibilité de s'adresser à cette commission, à l'occasion de l'ouverture de la discussion générale, et de faire quelques remarques à la fin de la discussion de l'étude d'ensemble. De même, les vice-présidents employeur et travailleur de la Commission de la Conférence sont invités à rencontrer la commission d'experts lors de ses sessions pour avoir des entretiens sur des questions d'intérêt commun dans le cadre d'une séance spécialement prévue à cet effet.

¹³ Le rapport est publié dans le *Compte rendu des travaux* de la Conférence. Depuis 2007, il fait également l'objet d'une publication séparée. Voir, pour ce qui est du dernier rapport: «Commission de l'application des normes de la Conférence, Extraits du Compte rendu des travaux, Conférence internationale du Travail, 103^e session, Genève, 2014».



Partie I. Rapport général

I. Introduction

1. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, instituée par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail pour examiner les informations et rapports fournis par les Etats Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux articles 19, 22 et 35 de la Constitution, sur les mesures prises en ce qui concerne les conventions et recommandations, a tenu sa 85^e session à Genève du 19 novembre au 6 décembre 2014. La commission a l'honneur de présenter son rapport au Conseil d'administration.

Composition de la commission

2. La composition de la commission est la suivante: M. Mario ACKERMAN (Argentine), M^{me} Leila AZOURI (Liban), M. Lelio BENTES CORRÊA (Brésil), M. James J. BRUDNEY (Etats-Unis), M. Halton CHEADLE (Afrique du Sud), M^{me} Graciela Josefina DIXON CATON (Panama), M. Rachid FILALI MEKNASSI (Maroc), M. Abdul G. KOROMA (Sierra Leone), M. Pierre LYON-CAEN (France), M^{me} Elena MACHULSKAYA (Fédération de Russie), M^{me} Karon MONAGHAN (Royaume-Uni), M. Vitit MUNTARBHORN (Thaïlande), M^{me} Rosemary OWENS (Australie), M. Paul-Gérard POUGOUÉ (Cameroun), M. Raymond RANJEVA (Madagascar), M. Ajit Prakash SHAH (Inde), M. Yozo YOKOTA (Japon). L'annexe I du Rapport général contient une courte biographie de tous les membres de la commission.

3. La commission a été profondément attristée d'apprendre le décès, survenu le 17 mars 2014, de M. Dierk Lindemann (Allemagne), qui était membre de la commission depuis mars 2012. Expert des questions maritimes, M. Lindemann a fait bénéficier la commission de ses vastes connaissances et de ses précieuses compétences dans le domaine du droit du travail maritime international. Il a aussi siégé dans divers autres organes de l'OIT et fut notamment l'un des principaux artisans de l'adoption historique de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006). La commission tient à exprimer sa profonde reconnaissance pour la contribution de M. Lindemann à ses travaux ainsi que pour sa dévotion et sa compétence au service de la justice sociale et des normes internationales du travail, aux niveaux national et international.

4. De plus, la commission note avec regret que M. Denys Barrow, SC (Belize), qui était membre de la commission depuis 2005, a présenté sa démission. La commission tient à exprimer sa vive appréciation pour la manière exceptionnelle dont M. Barrow a honoré ses obligations au cours de son mandat à la commission et, en particulier, elle le félicite chaleureusement pour l'excellence avec laquelle il s'est acquitté de ses responsabilités en tant que rapporteur de la commission en 2011 et 2012.

5. M. Yozo Yokota a informé la commission de sa décision de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat venant à expiration à la fin de l'année. La commission souhaite exprimer sa vive appréciation pour la façon remarquable avec laquelle il a accompli ses tâches tout au long de ses douze années de service auprès de la commission et tient, notamment, à lui présenter ses chaleureuses félicitations pour la manière brillante avec laquelle il a rempli sa lourde et délicate tâche à la tête de la commission durant les trois années de son mandat de président.

6. Durant cette session, la commission a eu le plaisir d'accueillir M^{me} Azouri, nommée par le Conseil d'administration à sa 321^e session (juin 2014). M. Koroma a poursuivi l'exercice de son mandat en tant que président et la commission a élu M^{me} Owens en qualité de rapporteur.

Méthodes de travail

7. Depuis quelques années, la commission procède à un examen approfondi de ses méthodes de travail. En 2001, elle a constitué une sous-commission sur les méthodes de travail chargée de guider sa réflexion de manière efficace. Cette sous-commission a pour mandat d'examiner les méthodes de travail de la commission, ainsi que tout sujet connexe, et de lui faire des recommandations appropriées. La sous-commission s'est réunie huit fois entre 2002 et 2011¹. La commission a examiné ses méthodes de travail en séance plénière lors de ses sessions de 2005, 2006, 2012 et 2013².

8. Cette année, la sous-commission sur les méthodes de travail s'est réunie sous la direction de M. Bentes Corrêa, qui a été élu à sa présidence³. Après l'examen du rapport et des recommandations de la sous-commission, la commission souhaite indiquer que:

- elle a dûment pris note de l'invitation que lui a faite le Conseil d'administration, en mars 2014, à continuer d'examiner ses méthodes de travail en vue d'améliorer encore son efficacité et son efficience;
- l'examen par la commission d'experts de ses méthodes de travail est un processus permanent entamé dès sa création et au cours duquel la commission a toujours tenu dûment compte des avis exprimés par les mandants tripartites;
- dans sa réflexion sur les possibilités d'améliorer et de renforcer ses méthodes de travail, la commission d'experts s'efforce en particulier de trouver les moyens d'adapter ses méthodes de travail de manière à mieux relever ses défis, en particulier ceux liés à sa charge de travail et à la nécessité de mieux aider les mandants tripartites à remplir leurs obligations en matière de normes internationales du travail.

9. Plus particulièrement, la commission s'est penchée sur la question de la **rationalisation du contenu de son rapport**. A cet égard, la commission considère qu'il est nécessaire de préciser que l'objectif de la commission est de garantir une meilleure compréhension de ses travaux et de leur conférer davantage de qualité et de visibilité, ce qui aura pour effet non seulement de faciliter le travail de la Commission de la Conférence, mais aussi d'aider les mandants tripartites, et les gouvernements en particulier, à mieux identifier et comprendre les demandes de la commission, à les mettre en œuvre dans le souci de se conformer à leurs obligations découlant des normes internationales du travail et à faire rapport de manière effective. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de trouver le bon équilibre. En particulier, la commission a discuté de l'importance d'assurer une certaine uniformité dans la réalisation de ses travaux, notamment pour ce qui est de l'application des critères de distinction entre observations et demandes directes⁴, et du langage utilisé pour formuler ses avis et ses demandes. Elle a souligné que la cohérence du contrôle de l'application des conventions ratifiées doit être assurée non seulement par thème, mais aussi par pays.

10. La commission a aussi étudié les possibilités d'améliorer l'**organisation de ses travaux** pour l'aider à s'acquitter plus efficacement de sa charge de travail dans la durée limitée de sa session. A cet égard, elle a convenu que plusieurs mesures mises en œuvre les dernières années devraient être maintenues; en particulier, la Sous-commission sur la rationalisation du traitement de certains rapports devrait poursuivre ses activités, dans les modalités décrites au paragraphe 11 ci-dessous. Enfin, il est important que la commission soit en mesure de fonctionner avec ses membres au complet. Il est préoccupant que cela n'ait plus été le cas depuis la 70^e session de la commission, en 2001. En conséquence, la commission exprime l'espoir que les sièges vacants seront pourvus dans un avenir proche. En outre, la commission souhaite saluer le fait qu'une proposition ait été présentée au bureau du Conseil d'administration, en novembre 2014, quant à la possibilité d'augmenter de deux le nombre des membres de la commission d'experts⁵.

11. La Sous-commission sur la rationalisation du traitement de certains rapports (créée en 2012 par la commission d'experts dans le but de rationaliser la manière dont elle traite certaines informations, en particulier celles liées à l'obligation de présenter des rapports) s'est également réunie cette année, avant que la commission entame ses travaux. La sous-commission a préparé les projets d'observations et de demandes directes «générales» portant sur les manquements à l'obligation de présenter des rapports sur l'application des conventions ratifiées (articles 22 et 35 de la Constitution)⁶ et à l'obligation de communiquer copie des rapports sur les conventions ratifiées aux organisations d'employeurs et de

¹ Voir CEACR: 73^e session (novembre-décembre 2002), paragr. 4 à 8 du Rapport général; 74^e session (novembre-décembre 2003), paragr. 7 à 9 du Rapport général; 75^e session (novembre-décembre 2004), paragr. 8 à 10 du Rapport général; 78^e session (novembre-décembre 2007), paragr. 7 à 8 du Rapport général; 79^e session (novembre-décembre 2008), paragr. 8 à 9 du Rapport général; 80^e session (novembre-décembre 2009), paragr. 7 à 8 du Rapport général; 81^e session (novembre-décembre 2010), paragr. 6 à 13 du Rapport général; 82^e session (novembre-décembre 2011), paragr. 6 à 12 du Rapport général.

² Voir CEACR: 76^e session (novembre-décembre 2005), paragr. 6 à 8 du Rapport général; 77^e session (novembre-décembre 2006), paragr. 13 du Rapport général.

³ La sous-commission est ouverte à tout membre de la commission d'experts qui souhaite participer à ses travaux.

⁴ Voir le paragraphe 53 du Rapport général. Dans le but de donner davantage de visibilité aux demandes directes pourrait être ajouté dans NORMLEX, à la fin des observations, un lien hypertexte indiquant que la commission soulève d'autres points dans une demande directe et qui permettrait au lecteur d'accéder à la demande directe correspondante en un seul clic.

⁵ Voir document GB.322/INS/5, paragr. 120.

⁶ Voir le paragraphe 40 du Rapport général.

travailleurs représentatives (article 23, paragraphe 2, de la Constitution)⁷. Elle a également préparé les «répétitions» de la commission (une observation ou demande directe peut être répétée lorsqu'un rapport sur l'application d'une convention ratifiée était attendu mais n'a pas été reçu, ou que le rapport qui a été reçu ne répondait pas aux précédents commentaires de la commission). Cette année, la sous-commission a examiné 556 répétitions (contre 472 en 2013). La sous-commission a présenté, en vue de son adoption en plénière, son rapport à la commission d'experts en attirant l'attention sur les questions les plus importantes qui avaient été soulevées lors de son examen.

Relations avec la Commission de l'application des normes de la Conférence

12. Un esprit de respect mutuel, de collaboration et de responsabilité a toujours prévalu dans les relations de la commission avec la Conférence internationale du Travail et sa Commission de l'application des normes. La commission a toujours pris pleinement en considération les débats de la Commission de la Conférence, non seulement sur les questions générales en rapport avec les normes internationales du travail, et notamment les procédures de contrôle, mais aussi sur celles touchant à la manière dont les Etats s'acquittent de leurs obligations en matière de normes. Ces dernières années, la commission a également accordé la plus grande attention aux commentaires sur ses méthodes de travail qui lui sont adressés par les membres de la Commission de l'application des normes et du Conseil d'administration.

13. Dans ce contexte, la commission a pris note que, à sa 320^e session (mars 2014), le Conseil d'administration a invité la commission d'experts et la Commission de l'application des normes de la Conférence à poursuivre leur dialogue informel. En conséquence, elle s'est à nouveau félicitée de la participation de son président à la discussion générale de la Commission de l'application des normes de la 103^e session (mai-juin 2014) de la Conférence internationale du Travail. Elle a pris note de la décision de la Commission de la Conférence de demander au Directeur général de renouveler l'invitation au président de la commission d'experts pour la 104^e session (juin 2015) de la Conférence et l'a acceptée.

14. Le président de la commission d'experts a invité la vice-présidente employeur (M^{me} Sonia Regenbogen) et le vice-président travailleur (M. Marc Leemans) de la Commission de l'application des normes de la 103^e session (mai-juin 2014) de la Conférence internationale du Travail à participer à une séance spéciale de la commission lors de sa présente session. Ils ont tous deux accepté cette invitation. Les principaux points qui ont été abordés pendant la discussion et qui ont trait aux travaux de la commission d'experts peuvent se résumer comme suit.

15. La vice-présidente employeur s'est félicitée de la possibilité d'un dialogue direct, transparent et continu entre la Commission de l'application des normes de la Conférence et la commission d'experts. Ce dialogue est essentiel pour assurer le fonctionnement normal et équilibré du système normatif de l'OIT, en particulier dans les circonstances actuelles. Elle a ajouté que le travail de la commission d'experts est un élément vital du système de contrôle et que les employeurs apprécient hautement le travail effectué par la commission dans un temps très court.

16. Les employeurs ont estimé encourageant que le Conseil d'administration ait décidé de donner au dialogue tripartite une véritable chance de résoudre le différend relatif à la question du droit de grève et de la convention n° 87. Ils se félicitent de ce que la réunion tripartite de trois jours prévue en février 2015 offre une occasion unique et précieuse pour les mandants tripartites de discuter de la question en profondeur. Ils ont exprimé le souhait que, dans ces circonstances, la commission d'experts aidera les mandants dans leurs efforts visant à résoudre ce différend. Les employeurs ont déclaré apprécier les éclaircissements concernant le mandat de la commission d'experts apportés dans le rapport général de 2014, éclaircissements qu'ils souhaiteraient voir apparaître également dans les rapports ultérieurs. Ils ont reconnu que le mandat de la commission d'experts autorise un certain degré d'interprétation; il est important, toutefois, que la commission reconnaisse les paramètres entourant son mandat au sein du système de contrôle. La commission devrait s'abstenir de toute création indirecte de normes, la responsabilité d'établir des normes internationales du travail appartenant uniquement aux mandants de l'OIT, et ce sur la base du principe du dialogue social tripartite, lequel a fait de l'OIT une institution unique dans le système des Nations Unies et garantit sa pertinence dans le monde du travail.

17. Les employeurs ont souligné l'importance du groupe de travail sur les méthodes de travail de la Commission de la Conférence qui se réunira en mars pour discuter des mesures qui s'imposent pour assurer le bon fonctionnement de la Commission de la Conférence en 2015, notamment de recommandations relatives à la liste des cas individuels soumis à la discussion. Les employeurs sont conscients que la sélection de ces cas individuels est un processus éminemment politique, dont la responsabilité incombe aux membres employeurs et travailleurs de la Commission de la Conférence. Toutefois, pendant la session de novembre du Conseil d'administration, le groupe des employeurs a émis une proposition tendant à ce que la commission d'experts puisse être chargée d'élaborer un projet de liste de 25 cas individuels, cette année seulement, à titre provisoire, en attendant qu'un accord sur les modalités futures se dégage au sein du groupe de travail sur les méthodes de travail de la Commission de la Conférence.

⁷ Voir le paragraphe 44 du Rapport général.

18. Les employeurs ont réitéré leur soutien au système de contrôle de l'OIT et leur volonté de trouver une solution équitable et durable aux problèmes très complexes auxquels il est confronté. Ils ont à nouveau exprimé leur appréciation quant à l'importance de la contribution de la commission d'experts au système de contrôle et, grâce à elle, à l'impact réel que l'OIT peut avoir dans le monde du travail.

19. Le vice-président travailleur a observé que les échanges entre la commission d'experts et les vice-présidents de la Commission de la Conférence sont une occasion unique pour un dialogue ouvert et constructif en dehors du cadre institutionnel formel. Evoquant l'actuel contexte institutionnel conflictuel, il a réaffirmé la confiance absolue des travailleurs dans la commission d'experts et leur soutien à son rôle et son mandat.

20. Les travailleurs considèrent qu'il est essentiel que la commission d'experts poursuive ses travaux, sur toutes les conventions et pour tous les pays, conformément à son mandat. En procédant à une analyse impartiale et technique de l'application, en droit et dans la pratique, des conventions par les Etats Membres, la commission d'experts indique aux autorités nationales le sens dans lequel orienter leur action. Il est donc essentiel que la commission ne s'impose pas de limites, car ces limites ne seraient pas en conformité avec son mandat et compromettraient sa fonction de contrôle et d'avis juridique. En conséquence, les travailleurs ont exprimé leur préoccupation quant à la prudence dont semble récemment faire preuve la commission d'experts dans l'examen de certaines conventions.

21. Les travailleurs ont rappelé que le Conseil d'administration s'est félicité de l'exposé par la commission d'experts de son mandat dans son rapport général de 2014. S'agissant de la proposition du groupe des employeurs que la commission d'experts identifie, à titre exceptionnel, la liste de 25 cas individuels que la Commission de la Conférence devra examiner en 2015, ils ont souligné que la constitution de cette liste est une responsabilité qui incombe aux partenaires sociaux, à la lumière de l'analyse juridique entreprise par la commission d'experts. Toute autre méthode utilisée pour constituer cette liste serait contraire à la Constitution de l'OIT. Si la commission d'experts devait être appelée à constituer un projet de liste de 25 cas devant être discutés par la Commission de la Conférence, cela aurait pour effet d'atténuer l'importance des cas de «double note de bas de page» qu'elle identifie, et ajouterait une dimension politique à ses travaux. En l'absence de décision du Conseil d'administration ou de la Conférence, la commission d'experts devrait poursuivre ses travaux conformément à son mandat.

22. Les travailleurs considèrent qu'il ne faudrait pas que la controverse juridique sur l'interprétation d'une convention dure trop longtemps. De l'avis des travailleurs, la solution la plus facile pour une telle controverse consisterait à confirmer que les avis de la commission d'experts constituent une interprétation de la convention faisant autorité. Ils ont également proposé que certains membres de la commission puissent être à disposition pendant les sessions de la Commission de la Conférence de façon à ce qu'ils puissent donner, à la demande, les éclaircissements nécessaires sur leurs avis et opinions, dans un rôle similaire à celui que joue le Conseiller juridique du BIT dans d'autres commissions de la Conférence.

23. La commission d'experts a dit à nouveau apprécier vivement les modalités qui permettent depuis longtemps aux deux commissions d'entretenir un dialogue constructif sur des questions d'intérêt commun. Le contexte institutionnel actuel, avec notamment les décisions prises par le Conseil d'administration au titre du suivi des discussions de la Commission de la Conférence de 2012, est l'occasion d'adopter une démarche tournée vers l'avenir. De même, le contexte multilatéral, avec les discussions en cours sur un vaste programme de développement durable pour l'après-2015, est également porteur de perspectives qui nécessitent que l'OIT soit ouverte sur l'avenir et tire le meilleur parti de l'avantage unique que constituent sa structure tripartite et son système normatif.

24. Pour ce qui est des points plus spécifiques, la commission d'experts a dûment pris note que l'exposé de son mandat dans son rapport général de 2014 a été accueilli favorablement par le Conseil d'administration. En procédant à une analyse impartiale et technique de la façon dont les conventions sont appliquées dans la législation et la pratique par les Etats Membres, la commission d'experts est guidée par la Constitution de l'OIT. Elle a rappelé que l'existence et le fonctionnement de la commission sont ancrés dans le tripartisme et que son mandat a été déterminé par la Conférence internationale du Travail et le Conseil d'administration. Le consensus tripartite sur le système de contrôle de l'OIT est donc un paramètre important des travaux de la commission qui, bien qu'indépendante, ne fonctionne pas de manière autonome. Les divergences de vues entre les mandants ont par conséquent une incidence sur les travaux de la commission et lui imposent de veiller tout particulièrement à se conformer strictement à son mandat et à ses principes fondamentaux d'indépendance, d'objectivité et d'impartialité. Dans ce contexte, la commission d'experts a réaffirmé qu'elle continuera à poursuivre la pratique actuelle consistant à identifier ce qu'elle estime être un nombre adéquat de cas de double note de bas de page sur la base d'une évaluation indépendante, objective et impartiale.

25. La commission d'experts a ajouté qu'elle continuera à examiner et améliorer ses méthodes de travail, comme elle l'a fait au fil des années. A cet égard, les efforts qu'elle consent pour rationaliser ses commentaires ont pour seul but d'améliorer la cohérence, la qualité et la visibilité de ses travaux, sans en affecter le fond. En dernière analyse, cela devrait permettre à la commission de faire face à une charge de travail accrue tout en faisant en sorte que ses commentaires continuent à orienter de manière effective l'action des autorités nationales.

26. Enfin, la commission s'est dite une fois encore prête à contribuer à résoudre les défis auxquels est actuellement confronté le système de contrôle, d'une manière qui soit conforme à son mandat et à son statut au sein du système. Elle a affirmé la conviction que la poursuite de son dialogue avec la Commission de la Conférence conforterait le fonctionnement et l'impact du système de contrôle de l'OIT dans son ensemble.

27. Faisant suite à la discussion, la vice-présidente employeur s'est félicitée des commentaires qui ont été formulés à propos de la nécessité d'être tourné vers l'avenir et d'exploiter les synergies, en particulier en vue de la réunion tripartite de février et du lancement du mécanisme d'examen des normes, ainsi que pour ce qui est des objectifs du développement durable. Elle partage les points de vue qui ont été exprimés quant au fait que l'indépendance de la commission d'experts est ancrée dans le contexte tripartite de l'OIT, et se félicite de ce que la commission tient compte de l'avis des partenaires sociaux dans ses travaux. Elle a aussi dit apprécier les efforts déployés par la commission pour revoir ses méthodes de travail afin d'améliorer l'efficacité et la qualité de ses travaux. La meilleure façon pour la commission d'experts de contribuer à résoudre les problèmes que connaît actuellement le système de contrôle est de poursuivre son mandat et y rester fidèle.

28. Le vice-président travailleur a réitéré que le mandat de la commission d'experts est clair et qu'elle doit poursuivre ses travaux conformément à celui-ci. Tout en convenant de la nécessité de formuler les commentaires de la commission avec concision, les travailleurs soulignent la dimension pédagogique des travaux de la commission. Plus de clarté et de cohérence contribueraient à mieux faire comprendre et accepter par les mandants tripartites les orientations données par la commission.

Mandat

29. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations est un organe indépendant établi par la Conférence internationale du Travail; ses membres sont nommés par le Conseil d'administration. Elle est constituée de juristes ayant pour mission d'examiner l'application des conventions et recommandations de l'OIT dans les Etats Membres de cette Organisation. La commission d'experts procède à une analyse impartiale et technique de la façon dont les conventions ratifiées sont appliquées dans la législation et la pratique par les Etats Membres, en gardant à l'esprit les diverses réalités nationales et les différents systèmes juridiques. Ce faisant, elle examine la portée juridique, le contenu et la signification des dispositions des conventions. Ses avis et recommandations ont un caractère non contraignant, leur objet étant de guider l'action des autorités nationales. Ils tirent leur valeur persuasive de la légitimité et de la rationalité du travail de la commission qui est basé sur son impartialité, son expérience et son expertise. Le rôle technique de la commission et son autorité morale sont largement reconnus, en particulier du fait qu'elle poursuit sa tâche de contrôle depuis plus de quatre-vingt-cinq ans et en raison de sa composition, de son indépendance et de ses méthodes de travail qui se fondent sur un dialogue continu avec les gouvernements et prennent en compte les informations fournies par les organisations d'employeurs et de travailleurs. Cela se reflète dans l'intégration des avis et recommandations de la commission dans les législations nationales, dans des instruments internationaux et dans les décisions des tribunaux.

II. *Respect des obligations*

A. **Rapports sur les conventions ratifiées** (articles 22 et 35 de la Constitution)

30. La majeure partie du travail de la commission consiste dans l'examen des rapports fournis par les gouvernements au sujet des conventions ratifiées par les Etats Membres et de celles qui ont été déclarées applicables aux territoires non métropolitains.

Modalités pour la présentation des rapports

31. La commission rappelle qu'à sa 306^e session (novembre 2009) le Conseil d'administration a décidé de porter de deux à trois ans le cycle de présentation des rapports pour les conventions fondamentales et celles relatives à la gouvernance et de maintenir un cycle de cinq ans pour les autres conventions.

32. En plus des rapports demandés conformément au cycle, la commission a également examiné les rapports demandés spécialement à certains gouvernements pour l'un des motifs suivants:

- a) un premier rapport était dû après ratification;
- b) un rapport a été demandé par la commission en dehors du cycle régulier de soumission des rapports ⁸;
- c) les rapports dus pour la période antérieure n'avaient pas été reçus ou ne contenaient pas les informations demandées;
- d) des rapports ont été expressément demandés par la Commission de la Conférence.

33. La commission a également examiné un certain nombre de rapports qui n'avaient pas pu être examinés à sa précédente session.

34. Il arrive que les rapports ne soient pas accompagnés de la législation correspondante, des statistiques ou encore d'autres documents nécessaires à un examen complet. Lorsque cette documentation n'était pas déjà disponible, le Bureau, comme la commission l'en avait chargé, a écrit aux gouvernements concernés pour leur demander de fournir les documents indispensables pour permettre à la commission de remplir pleinement sa tâche.

35. Les rapports dus pour des conventions ratifiées doivent être envoyés au Bureau entre le 1^{er} juin et le 1^{er} septembre de chaque année. Ces dates ont été fixées en tenant dûment compte du temps nécessaire, au besoin, pour la traduction des rapports, pour effectuer des recherches dans la législation et pour consulter d'autres documents pertinents pour l'examen des rapports.

Rapports demandés et reçus

36. Cette année, un total de **2 383** rapports (en vertu des articles 22 et 35 de la Constitution) concernant l'application des conventions ratifiées a été demandé aux gouvernements, contre 2 319 l'an dernier. A la fin de la présente session de la commission, **1 709** rapports sont parvenus au Bureau. Ce chiffre représente **71,71** pour cent des rapports demandés. L'an dernier, le Bureau avait reçu 1 719 rapports, représentant 74,12 pour cent des rapports demandés ⁹. La

⁸ Voir le paragraphe 57 du Rapport général.

⁹ L'annexe I au présent rapport énumère les rapports reçus et non reçus, classés par pays/territoire et par convention. L'annexe II donne, pour chaque année depuis 1932, le nombre et le pourcentage de rapports reçus à la date prescrite, à la date de la réunion de la commission d'experts et à la date de la session de la Conférence internationale du Travail.

commission note en particulier que **75** des **107** premiers rapports dus sur l'application des conventions ratifiées étaient parvenus à la fin de la session de la commission (l'an dernier, 40 des 77 premiers rapports dus avaient été reçus).

37. Un total de **2 251** rapports a été demandé aux gouvernements au titre de l'article 22 de la Constitution; **1 597** de ces rapports sont parvenus au Bureau à la fin de la présente session de la commission. Ce chiffre représente **70,95** pour cent des rapports demandés (contre 72,52 pour cent l'an dernier). La commission tient à exprimer sa gratitude à l'égard des **100** Etats Membres qui ont soumis tous les rapports dus cette année.

38. Un total de **132** rapports a été demandé pour les conventions déclarées applicables avec ou sans modification aux territoires non métropolitains en vertu de l'article 35 de la Constitution; **112** rapports, soit **84,85** pour cent, ont été reçus à la fin de la présente session de la commission (contre 98,60 pour cent l'an dernier).

39. La commission observe avec *préoccupation* que la proportion de rapports reçus au 1^{er} septembre 2014 reste faible (**38,9** pour cent contre 34,1 pour cent à sa précédente session). Elle rappelle que le fait qu'un nombre significatif de rapports soient reçus après le 1^{er} septembre perturbe le bon fonctionnement de la procédure de contrôle. *Elle est donc conduite à réitérer sa demande pour que les Etats Membres consentent un effort particulier pour faire en sorte que leurs rapports soient soumis dans les délais l'an prochain.*

Respect de l'obligation d'envoyer des rapports

40. Cette année à nouveau, la plupart des gouvernements qui devaient envoyer des rapports sur l'application des conventions ratifiées ont communiqué la totalité ou presque des rapports (voir annexe I du présent rapport). Lors de l'examen des manquements des Etats Membres à leurs obligations en la matière, la commission adopte des commentaires «généraux» (figurant au début de la partie II (section I) du présent rapport). Elle formule des observations générales dans deux cas: 1) lorsque aucun des rapports dus n'a été envoyé pendant deux ans ou plus; et 2) lorsqu'un premier rapport n'a pas été envoyé pendant deux ans ou plus. Elle formule une demande directe générale lorsqu'un pays n'a pas envoyé les rapports dus, ou la majorité des rapports dus, dans l'année en cours.

41. Les **11** pays suivants n'ont pas fourni les rapports dus depuis deux ans ou plus: **Burundi, Dominique, Guinée équatoriale, France – Terres australes et antarctiques françaises, Gambie, Guinée, Haïti, Malaisie péninsulaire, Saint-Marin, Somalie et Tadjikistan.**

42. **Quatre** pays n'ont pas fourni de premiers rapports depuis deux ans ou plus:

Manquement à l'envoi de premiers rapports sur l'application des conventions ratifiées	
Etats	Conventions n ^{os}
Afghanistan	– depuis 2012: conventions n ^{os} 138, 144, 159 et 182
Guinée équatoriale	– depuis 1998: conventions n ^{os} 68 et 92
Ghana	– depuis 2013: conventions n ^{os} 144 et 184
Sao Tomé-et-Principe	– depuis 2007: convention n ^o 184

43. *La commission prie instamment les gouvernements concernés de faire tous les efforts possibles pour fournir les rapports demandés sur les conventions ratifiées et de s'efforcer tout spécialement de fournir les premiers rapports dus.* Tout comme la Commission de la Conférence, elle souligne l'importance particulière des premiers rapports, qui constituent la base sur laquelle la commission procède à une première évaluation de l'application des conventions spécifiques concernées. La commission a conscience que, lorsque aucun rapport n'a été envoyé depuis longtemps, des problèmes administratifs ou autres sont souvent à l'origine des difficultés rencontrées par les gouvernements dans le respect de leurs obligations constitutionnelles. Dans de tels cas, il est important que les gouvernements fassent appel à l'assistance du Bureau et que celle-ci soit apportée dans les meilleurs délais¹⁰. La commission prie le Bureau d'apporter l'assistance technique appropriée, en particulier dans le cas des premiers rapports, ceux-ci étant des rapports détaillés qui, en tant que tels, doivent être préparés en suivant le formulaire de rapport approuvé par le Conseil d'administration pour chaque convention¹¹.

¹⁰ Dans certains cas exceptionnels, l'absence de rapports est le résultat de difficultés plus générales liées à la situation nationale et qui souvent empêchent la réalisation de toute assistance technique par le Bureau.

¹¹ Les rapports détaillés doivent être rédigés conformément au formulaire de rapport approuvé par le Conseil d'administration pour chaque convention. Ils sont demandés l'année suivant l'entrée en vigueur d'une convention ou lorsque la commission d'experts ou la Commission de la Conférence demande spécifiquement un rapport détaillé. Les rapports simplifiés sont demandés sur une base régulière. Voir les décisions du Conseil d'administration à cet égard (documents GB.282/LILS/5 (novembre 2001) et GB.283/LILS/6 (mars 2002)).

44. Dans une observation générale, qui figure également au début de la partie II (section I) du présent rapport, la commission examine le respect, par les Etats Membres, de l'obligation énoncée à l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution de communiquer aux organisations d'employeurs et de travailleurs représentatives des copies des rapports sur les conventions ratifiées. La commission relève que pratiquement tous les gouvernements ont rempli leurs obligations à cet égard. Dans cette observation générale, elle traite des cas dans lesquels aucun des rapports fournis par un pays ne précise les organisations d'employeurs et de travailleurs auxquelles une copie a été transmise, ainsi que des cas dans lesquels la majorité des rapports qui ont été reçus ne le précise pas non plus. La commission rappelle que, conformément au caractère tripartite de l'OIT, le respect de cette obligation constitutionnelle a pour objet de permettre aux organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs de participer pleinement au contrôle de l'application des normes internationales du travail¹². Si un gouvernement manque à son obligation, ces organisations sont privées de leur possibilité de faire des commentaires et un élément essentiel du tripartisme est perdu. ***La commission appelle l'ensemble des Etats Membres à s'acquitter de leur obligation au titre de l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution. Elle demande en outre aux gouvernements de communiquer copie des rapports aux organisations d'employeurs et de travailleurs représentatives de telle sorte que celles-ci disposent de suffisamment de temps pour envoyer leurs commentaires éventuels.***

Réponses aux commentaires de la commission

45. Les gouvernements sont priés de répondre, dans leurs rapports, aux observations et demandes directes de la commission. La majorité des gouvernements a fourni les réponses demandées. Conformément à la pratique établie, le Bureau a écrit à tous les gouvernements qui n'ont pas fourni de telles réponses pour leur demander de communiquer les informations nécessaires.

46. Cette année, les cas dans lesquels le rapport du gouvernement ne contient pas d'information répondant aux commentaires de la commission sont au nombre de **397** (concernant **39** pays). Ils étaient 476 (concernant 69 pays) l'année précédente.

Manquement à l'envoi d'informations en réponse aux commentaires de la commission d'experts	
Etats	Conventions nos
Allemagne	81, 98, 129, 140, 150 et 160
Angola	1, 14, 29, 74, 87, 89, 91, 105, 106, 107, 138 et 182
Barbade	63, 105, 122, 135, 138 et 182
Belize	22, 23, 29, 55, 92, 105, 133, 134, 138, 147, 150, 154 et 182
Brunei Darussalam	182
Burundi	11, 14, 17, 26, 27, 29, 42, 52, 62, 64, 81, 87, 89, 94, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144 et 182
Cabo Verde	29, 138 et 182
Croatie	14, 29, 87, 106, 122, 132, 138 et 182
Dominique	8, 14, 16, 19, 29, 87, 94, 97, 105, 111, 135, 138, 144, 147, 150, 169 et 182
France (Terres australes et antarctiques françaises)	8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 73, 74, 92, 108, 133, 134, 146 et 147
Gambie	29, 87, 98, 100, 105, 111, 138 et 182
Grenade	8, 81 et 87
Guinée	3, 16, 62, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 105, 111, 113, 115, 117, 118, 121, 122, 132, 133, 134, 136, 139, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 152, 156 et 159
Guinée équatoriale	1, 29, 30, 87, 98, 103, 105, 111, 138 et 182
Guinée-Bissau	68, 69, 73, 74, 81, 91, 92, 98 et 108

¹² Voir le paragraphe 75 du Rapport général.

Manquement à l'envoi d'informations en réponse aux commentaires de la commission d'experts	
Etats	Conventions n ^{os}
Haïti	1, 12, 14, 17, 24, 25, 30, 42, 81, 87, 98, 100, 106, 107 et 111
Iles Salomon	45
Irlande	22, 23, 53, 68, 69, 73, 74, 81, 92, 98, 108, 144, 147, 160, 178 et 180
Kirghizistan	81, 111, 115, 119, 120, 142, 148, 154, 159 et 184
Liban	14, 45, 81, 88, 98, 115, 120, 122, 127, 136, 139, 142, 148, 159, 170, 174 et 176
Libéria	81, 87 et 98
Madagascar	13, 81, 87, 88, 98, 117, 119, 120, 127, 129, 144 et 159
Malaisie (Péninsulaire)	19 et 45
Malaisie (Sarawak)	14 et 19
Mauritanie	3, 14, 29, 52, 62, 81, 87, 89, 96, 98, 100, 111, 112, 114, 122, 138 et 182
Niger	87, 98, 119, 135, 148, 154, 155, 161 et 187
Nigéria	45, 87, 88, 98, 100, 111, 144, 155 et 159
Ouganda	12, 26, 29, 45, 100, 105, 111, 144, 158, 159 et 162
Papouasie-Nouvelle-Guinée	45, 100 et 111
République démocratique du Congo	29, 105, 135, 138, 150 et 182
Sainte-Lucie	100, 111, 154 et 158
Saint-Kitts-et-Nevis	100, 111 et 144
Saint-Marin	88, 100, 103, 111, 140, 143, 148, 150, 156, 159, 160 et 182
Saint-Vincent-et-les Grenadines	100, 111 et 144
Samoa	100 et 111
Sao Tomé-et-Principe	88, 98, 100, 111, 135, 144, 151, 154, 155 et 159
Sierra Leone	17, 26, 45, 81, 88, 94, 95, 100, 101, 111, 119, 125, 126 et 144
Swaziland	87, 96, 100, 111, 144 et 160
Tadjikistan	14, 29, 32, 45, 47, 52, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 95, 97, 98, 100, 103, 105, 106, 111, 113, 115, 119, 120, 122, 126, 138, 142, 143, 148, 149, 155, 159 et 182
Tunisie	62, 88, 100, 111, 120, 122 et 159

47. La commission note avec *préoccupation* que le nombre de commentaires sans réponse reste élevé. Ceci a conduit la Commission de la Conférence et la commission, avec l'appui du Bureau, à accorder une attention plus soutenue aux cas de manquements à l'obligation d'envoyer des informations en réponse aux commentaires de la commission. Elle souligne que la valeur que les mandants de l'OIT attachent au dialogue avec les organes de contrôle sur l'application des conventions ratifiées se trouve considérablement diminuée par le défaut des gouvernements à s'acquitter de leurs obligations en la matière. *La commission prie instamment les pays concernés de faire parvenir toutes les informations dues et d'avoir recours à l'assistance du Bureau si nécessaire.*

Suivi des cas de manquements graves, par les Etats Membres, à des obligations spécifiques citées dans le rapport de la Commission de l'application des normes

48. Comme le fonctionnement du système de contrôle repose, en premier lieu, sur les informations contenues dans les rapports envoyés par les gouvernements, la commission et la Commission de la Conférence considèrent que les cas de manquements des Etats Membres à remplir leurs obligations à cet égard doivent faire l'objet d'une attention aussi soutenue que ceux relatifs à l'application des conventions ratifiées. Les deux commissions ont donc décidé de renforcer, avec l'assistance du Bureau, le suivi donné à ces cas de manquements.

49. La commission a été informée que, pour faire suite aux débats de la Commission de la Conférence en juin 2014, le Bureau a envoyé des lettres spécifiques aux 26 Etats Membres cités aux paragraphes pertinents du rapport de la Commission de la Conférence concernant ces cas de manquements ¹³.

50. La commission se félicite que, depuis la fin de la session de la Conférence, dix des pays concernés ont rempli au moins en partie leurs obligations constitutionnelles ¹⁴.

51. La commission espère que le Bureau poursuivra l'assistance technique soutenue qu'il apporte aux Etats Membres à cet égard ¹⁵. Enfin, la commission se félicite de la bonne collaboration qu'elle entretient avec la Commission de la Conférence sur cette question d'intérêt commun capitale au bon déroulement de leurs travaux respectifs.

B. Examen par la commission d'experts des rapports sur les conventions ratifiées

52. Dans l'examen des rapports reçus sur les conventions ratifiées et sur celles qui ont été déclarées applicables aux territoires non métropolitains, la commission a attribué, selon sa pratique, à chacun de ses membres, la responsabilité initiale d'un groupe de conventions. Chaque membre soumet ses conclusions préliminaires, sur les instruments dont il ou elle a la charge, à la commission en séance plénière pour discussion et approbation. Les décisions relatives aux commentaires sont adoptées par consensus.

Observations et demandes directes

53. La commission a constaté que, dans certains cas ¹⁶, la manière dont les conventions ratifiées sont mises en œuvre n'appelle pas de commentaires. Cependant, dans d'autres cas, la commission a estimé qu'il y avait lieu d'attirer l'attention des gouvernements intéressés sur la nécessité de prendre des mesures supplémentaires pour donner effet à certaines dispositions des conventions ou de fournir des informations complémentaires sur des points déterminés. Comme les années précédentes, les commentaires de la commission ont été rédigés soit sous la forme d'«observations», qui sont reproduites dans le rapport de la commission, soit sous celle de «demandes directes», qui ne sont pas publiées dans le rapport de la commission, mais sont communiquées directement aux gouvernements intéressés et sont disponibles en ligne ¹⁷. En règle générale, les observations sont formulées dans les cas les plus graves ou les plus persistants de manquements aux obligations. Elles soulignent des divergences importantes entre les obligations découlant d'une convention et la législation et/ou la pratique correspondantes des Etats Membres. Elles peuvent porter sur l'absence de mesures visant à donner effet à une convention ou à agir de manière appropriée à la suite de demandes de la commission. Elles peuvent aussi, le cas échéant, mettre en valeur un cas de progrès. Les demandes directes permettent à la commission d'entamer un dialogue continu avec les gouvernements, le plus souvent lorsque les questions abordées sont de nature essentiellement technique. Elles peuvent aussi servir à clarifier certains points lorsque l'information disponible ne permet pas d'apprécier pleinement dans quelle mesure les obligations sont remplies. Les demandes directes servent en particulier à examiner les premiers rapports soumis par les gouvernements quant à l'application des conventions.

54. Les observations formulées par la commission figurent à la partie II du présent rapport avec, pour chaque sujet, une liste des demandes directes qui s'y rapportent. Un index de toutes les observations et demandes directes, classées par pays, figure en annexe VII du présent rapport.

¹³ Voir le rapport de la Commission de la Conférence, 2014, paragr. 179, 180 et 183.

¹⁴ Cambodge, Comores, El Salvador, Ghana, Mauritanie, République arabe syrienne, Rwanda, Timor-Leste, Turkménistan et Vanuatu.

¹⁵ Voir le paragraphe 86 du Rapport général.

¹⁶ 249 rapports.

¹⁷ Les observations et les demandes directes se trouvent dans la base de données NORMLEX, sur le site Internet de l'OIT (www.ilo.org/normes).

Suivi des procédures pour l'examen des réclamations au titre de l'article 24 de la Constitution et des plaintes au titre de l'article 26 de la Constitution

55. Selon la pratique établie, la commission examine les suites données par les gouvernements aux recommandations des comités tripartites (institués pour examiner les réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution) et des commissions d'enquête (instituées pour examiner des plaintes en vertu de l'article 26 de la Constitution), après qu'elles ont été approuvées (comités tripartites) ou notées (commissions d'enquête) par le Conseil d'administration. Les informations correspondantes sont examinées par la commission et font partie intégrante de son dialogue avec les gouvernements concernés dans le cadre de l'examen des rapports fournis sur l'application des conventions correspondantes mais aussi de tous les commentaires éventuels soumis par les organisations d'employeurs et de travailleurs. La commission a jugé utile de mieux mettre en valeur les cas dans lesquels elle assure le suivi des recommandations issues de ces procédures de contrôle constitutionnel et dont les tableaux suivants donnent un aperçu.

Liste des cas pour lesquels la commission examine les suites données par les gouvernements aux recommandations des commissions d'enquête (plaintes au titre de l'article 26)	
Etat	Convention n°
Bélarus	87

Liste des cas pour lesquels la commission examine les suites données par les gouvernements aux recommandations des comités tripartites (réclamations au titre de l'article 24)	
Etats	Conventions n°s
République dominicaine	19
Equateur	169
Espagne	158
Japon	100, 159 et 181
Mexique	155
Pays-Bas	81, 129 et 155
Pérou	71 et 81
Portugal	155
Qatar	29

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

56. La commission examine également les suites données aux conclusions de la Commission de l'application des normes. Les informations correspondantes font partie intégrante de son dialogue avec les gouvernements concernés dans le cadre de l'examen des rapports fournis sur l'application des conventions correspondantes mais aussi de tous les commentaires éventuels soumis par les organisations d'employeurs et de travailleurs. La commission a jugé utile de mieux mettre en valeur les cas dans lesquels elle assure le suivi des conclusions adoptées par la Commission de l'application des normes lors de la dernière session de la Conférence internationale du Travail (103^e session, mai-juin 2014), comme cela est fait dans le tableau suivant. La commission note qu'il n'y a pas eu de conclusions dans 19 cas.

Liste des cas pour lesquels la commission a examiné le suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103 ^e session, mai-juin 2014)	
Etats	Conventions n ^{os}
Bangladesh	81
Bélarus	87
République dominicaine	111
Grèce	102
Niger	138
Yémen	182

Notes spéciales

57. Comme d'habitude, dans les observations, la commission a indiqué par des notes spécifiques – communément appelées notes de bas de page – ajoutées à la fin de ses commentaires les cas pour lesquels, du fait de la nature des problèmes rencontrés dans l'application des conventions en question, il est apparu approprié de demander aux gouvernements de communiquer un rapport plus tôt que prévu et, dans certains cas, de fournir des données complètes à la Conférence lors de sa prochaine session, en juin 2015.

58. Aux fins d'identifier les cas pour lesquels elle insère des notes spéciales, la commission a recours aux critères de base décrits ci-après, tout en tenant compte des considérations générales suivantes. Premièrement, ces critères sont indicatifs. Tout en appliquant ces critères, la commission peut également tenir compte des circonstances particulières du pays et de la durée du cycle de soumission des rapports. Deuxièmement, ces critères sont applicables aux cas dans lesquels un rapport anticipé est demandé, souvent désignés comme «note de bas de page simple», ainsi qu'aux cas dans lesquels le gouvernement est prié de fournir des informations détaillées à la Conférence, souvent désignés comme «note de bas de page double». La différence entre ces deux catégories est une question de degré. Troisièmement, un cas grave justifiant une note spéciale pour fournir des détails complets à la Conférence (note de bas de page double) pourrait ne recevoir qu'une note spéciale pour fournir un rapport anticipé (note de bas de page simple) dans la mesure où il aurait fait l'objet d'une discussion récente au sein de la Commission de la Conférence. Enfin, la commission souhaite souligner qu'elle fait preuve de retenue dans son usage des «notes de bas de page doubles» par respect à l'égard des décisions prises par la Commission de la Conférence quant aux cas qu'elle souhaite discuter.

59. Les critères dont la commission tient compte sont les suivants:

- la gravité du problème; la commission souligne à ce propos qu'il est important d'envisager le problème dans le cadre d'une convention particulière et de tenir compte des questions qui touchent aux droits fondamentaux, à la santé, à la sécurité et au bien-être des travailleurs, ainsi qu'à tout effet préjudiciable, notamment au niveau international, sur les travailleurs et les autres catégories de personnes protégées;
- la persistance du problème;
- l'urgence de la situation; l'évaluation d'une telle urgence est nécessairement liée à chaque cas, selon des critères types en matière de droits de l'homme, tels que des situations ou des problèmes qui menacent la vie et dans lesquels un préjudice irréversible est prévisible; et
- la qualité et la portée de la réponse du gouvernement dans ses rapports ou l'absence de réponse aux questions soulevées par la commission, notamment les cas de refus caractérisé et répété de la part de l'Etat de se conformer à ses obligations.

60. De plus, la commission désire souligner que sa décision de ne pas mentionner un cas pour lequel elle aurait, par le passé, attiré l'attention de la Commission de la Conférence, en double note de bas de page, n'implique en aucun cas que ce cas soit considéré comme un cas de progrès.

61. Au cours de sa 76^e session (novembre-décembre 2005), la commission a décidé que l'identification des cas pour lesquels un gouvernement est prié de fournir des informations détaillées à la Conférence s'effectue en deux étapes: dans un premier temps, l'expert ayant la responsabilité initiale d'un groupe particulier de conventions recommande à la commission l'insertion de notes spéciales; dans un second temps, compte tenu de l'ensemble des recommandations formulées, la commission prendra, après discussion, une décision finale et collégiale, une fois qu'elle aura examiné l'application de toutes les conventions.

62. Cette année, la commission a prié les gouvernements de fournir des données complètes à la Conférence, lors de sa prochaine session de 2015, dans les cas suivants:

Liste des cas dans lesquels la commission a prié les gouvernements de fournir des données complètes à la Conférence , lors de sa prochaine session de juin 2015	
Etats	Conventions n^{os}
Etat plurinational de Bolivie	138
Cambodge	182
Cameroun	182
Erythrée	29
République bolivarienne du Venezuela	87

63. La commission a prié les gouvernements de fournir des rapports détaillés lorsque des rapports simplifiés auraient dû être soumis, dans les cas suivants ¹⁸:

Liste des cas dans lesquels la commission a demandé des rapports détaillés lorsque des rapports simplifiés auraient dû être soumis	
Etats	Conventions n^{os}
Argentine	154
Bangladesh	81
Botswana	151
Croatie	98
Mauritanie	81
Tchad	151
Turquie	151

64. En outre, la commission a demandé des rapports anticipés à intervalle d'un, deux ou trois ans selon les circonstances, dans les cas suivants:

Liste des cas dans lesquels la commission a demandé des rapports anticipés	
Etats	Conventions n^{os}
Afrique du Sud	144
Algérie	144
Antigua-et-Barbuda	144 et MLC, 2006
Arabie saoudite	111
Argentine	87, 144 et 154
Australie	MLC, 2006
Bangladesh	81 et 87
Bélarus	87
Belgique	154
Bénin	MLC, 2006

¹⁸ Les rapports détaillés doivent être rédigés conformément au formulaire de rapport approuvé par le Conseil d'administration pour chaque convention.

Liste des cas dans lesquels la commission a demandé des rapports anticipés	
Etats	Conventions n^{os}
Bosnie-Herzégovine	MLC, 2006
Brésil	137 et 140
Burkina Faso	144
Burundi	144
Cambodge	87
Cameroun	87 et 122
Chine – Région administrative spéciale de Hong-kong	144
Colombie	169
Comores	98
Congo	87
Corée, République de	187
Danemark	MLC, 2006
République dominicaine	19 et 111
Egypte	105
El Salvador	144
Equateur	87 et 98
Erythrée	105
Espagne	88, 151, 158, 159 et 181
Ex-République yougoslave de Macédoine	162
Fidji	87 et 169
Grèce	95
Guatemala	87, 162 et 169
Guyana	140
Haïti	107
Honduras	81
Hongrie	87 et 140
Iles Marshall	MLC, 2006
Inde	81
Indonésie	106
Lettonie	MLC, 2006
Luxembourg	87, 96 et 135
Madagascar	88 et 117
Malawi	159
Malte	117
Maurice	19
Mauritanie	3, 96 et 102
Mexique	87 et 155

Liste des cas dans lesquels la commission a demandé des rapports anticipés	
Etats	Conventions n ^{os}
Moldova, République de	152
Mongolie	159
Monténégro	162
Myanmar	87
Norvège	137, 167 et MLC, 2006
Nouvelle-Zélande	155
Ouganda	26
Ouzbékistan	105 et 182
Pakistan	81 et 144
Panama	MLC, 2006
Paraguay	169
Pays-Bas	81, 129 et 155
Pays-Bas – Aruba	122, 140 et 142
Pérou	81 et 144
Philippines	176 et MLC, 2006
Pologne	181 et MLC, 2006
Portugal	142 et 155
Qatar	29, 81 et 111
Royaume-Uni	100
Russie, Fédération de	142
Sénégal	144
Singapour	MLC, 2006
Suisse	MLC, 2006
Suriname	181
Swaziland	87
Togo	MLC, 2006
Tunisie	107
Turquie	81, 155 et 161
Uruguay	162
Venezuela, République bolivarienne du	26, 144 et 158
Yémen	158
Zimbabwe	176

Cas de progrès

65. A la suite de son examen des rapports envoyés par les gouvernements, conformément à la pratique établie, la commission mentionne dans ses commentaires les cas dans lesquels elle exprime sa **satisfaction** ou son **intérêt** par rapport aux progrès réalisés dans l'application des conventions considérées.

66. Lors de ses 80^e et 82^e sessions (2009 et 2011), la commission a apporté les précisions suivantes sur l'approche générale élaborée au cours des années concernant l'identification des cas de progrès:

- 1) L'expression par la commission de son intérêt ou de sa satisfaction ne signifie pas qu'elle estime que le pays en question se conforme à la convention d'une manière générale, si bien que, dans le même commentaire, **la commission peut exprimer sa satisfaction ou son intérêt sur une question particulière tout en exprimant par ailleurs son regret au sujet d'autres questions importantes** qui, à son avis, n'ont pas été traitées de manière satisfaisante.
- 2) La commission tient à souligner qu'**un constat de progrès est limité à une question particulière liée à l'application de la convention et à la nature de la mesure prise par le gouvernement considéré**.
- 3) La commission exerce son choix lorsqu'il s'agit de prendre note d'un progrès, en tenant compte de la nature spécifique de la convention et des circonstances particulières du pays considéré.
- 4) Le constat d'un progrès peut se référer à différentes sortes de mesures concernant la législation, la politique ou la pratique nationales.
- 5) Si elle exprime sa satisfaction par rapport à l'adoption d'une législation, la commission peut également envisager des mesures propres à assurer le suivi de leur application en pratique.
- 6) Dans l'identification des cas de progrès, la commission tient compte aussi bien des informations fournies par les gouvernements dans leurs rapports que des commentaires des organisations d'employeurs et de travailleurs.

67. Depuis qu'elle a commencé à relever les cas de **satisfaction** dans son rapport, en 1964¹⁹, la commission a continué à utiliser les mêmes critères généraux. La commission exprime sa satisfaction dans les cas dans lesquels, **suite aux commentaires qu'elle a formulés sur un problème particulier, les gouvernements ont pris des mesures, que ce soit par l'adoption d'une nouvelle législation, d'un amendement à la législation existante ou par une modification significative de la politique ou de la pratique nationales, réalisant ainsi une plus grande conformité avec leurs obligations découlant des conventions considérées**. Lorsqu'elle exprime sa satisfaction, la commission indique au gouvernement et aux partenaires sociaux que, selon elle, le problème particulier est réglé. Le fait de relever les cas de satisfaction a un double objectif:

- reconnaître formellement que la commission se félicite des mesures positives prises par les gouvernements pour faire suite à ses commentaires; et
- fournir un exemple aux autres gouvernements et aux partenaires sociaux qui font face à des problèmes similaires.

68. Le détail de ces cas de progrès se trouve dans la partie II du présent rapport; il s'agit de **34** cas dans lesquels des mesures de cette nature ont été prises, dans **29** pays. La liste complète en est la suivante:

Liste des cas dans lesquels la commission a été à même d'exprimer sa satisfaction pour certaines mesures prises par les gouvernements des pays suivants	
Etats	Conventions n ^{os}
Albanie	182
Antigua-et-Barbuda	182
Argentine	138
Australie	182
Autriche	138
Bahreïn	182
Bangladesh	182
Barbade	118
Bénin	105 et 138

¹⁹ Voir le paragraphe 16 du rapport de la commission d'experts soumis à la 48^e session (1964) de la Conférence internationale du Travail.

Liste des cas dans lesquels la commission a été à même d'exprimer sa satisfaction pour certaines mesures prises par les gouvernements des pays suivants	
Etats	Conventions n ^{os}
Colombie	81
Costa Rica	138
Cuba	138
Chypre	138 et 182
Egypte	149
Equateur	169
Fidji	182
France	149
Géorgie	87 et 98
Honduras	81
Jordanie	98
Lituanie	87
Mexique	161
République de Moldova	111
Niger	135
Royaume-Uni	98
Sénégal	13
Suriname	182
Turquie	87
Uruguay	111, 161 et 167

69. Le nombre total des cas dans lesquels la commission a été amenée à **exprimer sa satisfaction** devant des progrès enregistrés suite à ses commentaires s'élève à **2 980** depuis qu'elle a entrepris de les énumérer dans son rapport.

70. Dans les cas de progrès, la commission a formalisé en 1979 la distinction entre les cas pour lesquels elle exprime sa satisfaction et ceux pour lesquels elle exprime son **intérêt**²⁰. D'une manière générale, les cas d'intérêt portent sur des **mesures qui sont assez élaborées pour augurer d'autres progrès et au sujet desquels la commission voudrait poursuivre le dialogue avec le gouvernement et les partenaires sociaux**. La pratique de la commission a évolué de telle manière que les cas dans lesquels elle exprime son intérêt peuvent actuellement englober un large éventail de mesures. La considération primordiale est que les mesures concourent à la réalisation générale des objectifs de la convention considérée. Il peut s'agir:

- de projets de législation devant le Parlement ou d'autres propositions de modifications de la législation qui ont été transmises à la commission ou qui lui sont accessibles;
- de consultations au sein du gouvernement et avec les partenaires sociaux;
- de nouvelles politiques;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'activités dans le cadre d'un projet de coopération technique ou suite à une assistance ou à des conseils techniques du Bureau;
- de décisions judiciaires; selon le niveau du tribunal, l'objet traité et la force de telles décisions dans un système juridique déterminé, les décisions judiciaires sont généralement considérées comme des cas d'intérêt, à moins qu'il n'y ait un motif irréfutable de noter une décision judiciaire particulière comme un cas de satisfaction; ou

²⁰ Voir le paragraphe 122 du rapport de la commission d'experts soumis à la 65^e session (1979) de la Conférence internationale du Travail.

- dans le cadre d'un système fédéral, la commission peut également noter comme cas d'intérêt les progrès réalisés par un Etat, une province ou un territoire.

71. Le détail de ces cas se trouve soit dans la partie II du présent rapport, soit dans les demandes adressées directement aux gouvernements concernés; il s'agit de **144** cas dans lesquels des mesures de cette nature ont été prises, dans **82** pays. La liste complète en est la suivante:

Liste des cas dans lesquels la commission a relevé avec intérêt différentes mesures prises par les gouvernements des pays suivants	
Etats	Conventions n^{os}
Albanie	138 et 182
Algérie	29 et 105
Allemagne	87
Arabie saoudite	111
Argentine	29, 144 et 182
Australie	29, 160 et 182
Bahreïn	182
Bangladesh	29, 81 et 182
Belgique	132
Belize	183
Bénin	150 et 182
Etat plurinational de Bolivie	29, 105 et 182
Bosnie-Herzégovine	182
Bulgarie	182
Burkina Faso	81, 122 et 182
Cambodge	138
Cameroun	29
Chili	63, 138, 144 et 182
Chine	182
Colombie	81, 151 et 182
Comores	1, 111 et 182
République de Corée	111
Costa Rica	29, 122, 150 et 182
République dominicaine	150
Egypte	96 et 149
El Salvador	107, 150, 151 et 182
Emirats arabes unis	81
Equateur	29, 96, 142, 149, 159, 169 et 182
Estonie	138
Etats-Unis	144
Ex-République yougoslave de Macédoine	144
Fidji	87
France	29, 149 et 182

Liste des cas dans lesquels la commission a relevé avec intérêt différentes mesures prises par les gouvernements des pays suivants	
Etats	Conventions n^{os}
France – Polynésie française	63
Gabon	150
Grèce	87 et 98
Guatemala	81, 122 et 169
Honduras	81
Hongrie	122 et 142
République islamique d'Iran	111
Iraq	98
Italie	159
Japon	100
Jordanie	81
République démocratique populaire lao	182
Lettonie	81 et 129
Libye	88
Lituanie	87
Malaisie	187
Malawi	111
Mali	29, 81, 144 et 182
Malte	111
Maroc	13, 81 et 162
Maurice	81 et 88
République de Moldova	111 et 142
Monténégro	13
Namibie	98
Niger	111
Ouzbékistan	182
Panama	3, 81 et 138
Paraguay	169
Pays-Bas – Curaçao	87
Pays-Bas – Saint-Martin	87
Pérou	139 et 176
Philippines	144
Pologne	111
Portugal	29 et 117
Royaume-Uni	120 et 144
Rwanda	138
Samoa	111

Liste des cas dans lesquels la commission a relevé avec intérêt différentes mesures prises par les gouvernements des pays suivants	
Etats	Conventions n ^{os}
Sénégal	111
Seychelles	111
Slovaquie	100
Slovénie	148
Soudan	81
Sri Lanka	103 et 144
République tchèque	138
Togo	81, 144 et 187
Tunisie	117 et 142
Turquie	81 et 87
Ukraine	111
Uruguay	111, 159, 167 et 184
République bolivarienne du Venezuela	169
Zimbabwe	111

Application pratique

72. Dans le cadre de son évaluation de l'application des conventions dans la pratique, la commission prend note des informations contenues dans les rapports des gouvernements, à savoir celles portant sur les décisions judiciaires, les statistiques et l'inspection du travail. L'envoi de ces informations est du reste prévu par la plupart des formulaires de rapport, voire par les termes mêmes de certaines conventions.

73. La commission constate que **485** rapports reçus cette année contiennent des informations sur l'application pratique des conventions; **54** rapports contiennent des informations sur la jurisprudence nationale. La commission note aussi que **431** des rapports reçus contiennent des informations sur les statistiques et l'inspection du travail.

74. La commission tient à insister auprès des gouvernements sur l'importance de l'envoi de telles informations qui sont indispensables pour compléter l'examen de la législation nationale et aident la commission à identifier les questions soulevant de réels problèmes d'application pratique. La commission souhaite également encourager les organisations d'employeurs et de travailleurs à lui communiquer des informations précises et actuelles sur l'application des conventions dans la pratique.

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

75. A chacune de ses sessions, la commission rappelle que la contribution des organisations d'employeurs et de travailleurs est essentielle pour l'évaluation par la commission de l'application des conventions ratifiées dans la législation et la pratique nationales. Les Etats Membres sont tenus, au titre de l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution, de communiquer aux organisations d'employeurs et de travailleurs représentatives des copies des rapports transmis en application des articles 19 et 22 de la Constitution. Le respect de cette obligation constitutionnelle a pour objet de permettre aux organisations d'employeurs et de travailleurs représentatives de participer pleinement au contrôle de l'application des normes internationales du travail. En outre, la commission relève que de nombreuses conventions requièrent la consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs ou leur collaboration dans diverses matières.

76. Depuis sa dernière session, la commission a été saisie de **1 143** observations (contre 1 001 l'an dernier), dont **309** (contre 298 l'an dernier) communiquées par des organisations d'employeurs et **834** (contre 703 l'an dernier) par des organisations de travailleurs.

77. La majorité des observations reçues (soit **1 036**) portent sur l'application de conventions ratifiées (voir l'annexe III de ce rapport)²¹. Ces commentaires se répartissent comme suit: **510** observations concernent l'application des

²¹ Des précisions sur les commentaires des organisations d'employeurs et de travailleurs reçus dans l'année en cours et portant sur l'application des conventions sont disponibles sur la base de données NORMLEX, sur le site Internet de l'OIT (www.ilo.org/normes).

conventions fondamentales; **94** observations concernent l'application des conventions relatives à la gouvernance et **432** observations concernent l'application des autres conventions. En outre, **107** observations concernent les rapports fournis, au titre de l'article 19 de la Constitution, sur les instruments relatifs au droit d'association (agriculture) et aux organisations de travailleurs ruraux.

78. La commission note que, parmi les observations reçues cette année au sujet de l'application des conventions ratifiées, **771** ont été directement transmises au Bureau qui, conformément à la pratique établie par la commission, les a communiquées aux gouvernements intéressés pour commentaires. La commission rappelle que les commentaires des organisations d'employeurs et de travailleurs doivent parvenir au Bureau au plus tard le 1^{er} septembre afin que les gouvernements aient suffisamment de temps pour y répondre et qu'elle puisse examiner les questions soulevées lors de sa session du mois de novembre de la même année. Dans **265** cas, les gouvernements ont transmis les commentaires des organisations d'employeurs et de travailleurs avec leurs rapports, en ajoutant parfois leurs propres commentaires.

79. La commission relève que, en général, les organisations d'employeurs et de travailleurs se sont efforcées de recueillir et de présenter des éléments de droit et de fait sur l'application pratique des conventions ratifiées. La commission rappelle qu'il est essentiel que ces organisations donnent des informations précises ayant une véritable valeur ajoutée par rapport à celles fournies par les gouvernements et aux questions traitées dans les commentaires de la commission, soit des informations qui permettent d'actualiser, voire de renouveler, l'analyse de l'application des conventions et de mettre l'accent sur de réels problèmes d'application pratique. Des commentaires généraux relatifs aux conventions, mais qui ne concernent pas leur application dans un pays en particulier, sont traités d'une manière plus appropriée dans le cadre de l'examen par la commission des études d'ensemble ou au sein d'autres instances de l'OIT.

80. La commission rappelle qu'à sa 77^e session (novembre-décembre 2006) elle a saisi le Bureau de certaines orientations quant à la procédure à suivre pour traiter les observations d'organisations d'employeurs et de travailleurs ayant trait à l'application d'une convention ratifiée reçus au cours d'une année où aucun rapport n'est dû. A sa 80^e session (novembre-décembre 2009), la commission a examiné cette procédure à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration de porter de deux à trois ans le cycle de présentation des rapports pour les conventions fondamentales et celles relatives à la gouvernance.

81. La commission confirme que, lorsque les observations reçues d'organisations d'employeurs ou de travailleurs reprennent simplement celles faites les années précédentes, ou portent sur des questions d'ores et déjà soulevées par la commission, elles seront examinées conformément au cycle régulier, c'est-à-dire l'année où le rapport du gouvernement est dû, et il ne sera pas demandé de rapport au gouvernement en dehors de ce cycle. Cette procédure pourrait également être suivie dans le cas des observations qui apportent des informations supplémentaires sur la législation et la pratique se rapportant à des questions déjà soulevées par la commission ou sur des modifications de la législation d'importance mineure même si, dans de tels cas, il peut être envisagé, suivant les circonstances, de demander un rapport anticipé.

82. Cependant, lorsque – contrairement à ces simples répétitions – ces observations contiennent des allégations sérieuses faisant état de cas graves de non-respect d'une convention donnée, le gouvernement sera prié de répondre à ces allégations en dehors du cycle régulier de présentation des rapports et la commission examinera lesdites observations l'année de leur réception, dès lors que les allégations qui sont contenues vont au-delà de simples déclarations. Les observations se rapportant à d'importantes modifications législatives ou à des propositions qui ont des répercussions d'importance fondamentale sur l'application d'une convention seront examinés de la même manière, de même que le seront les observations qui se réfèrent à de nouvelles propositions législatives mineures ou à des projets de loi non encore examinés, lorsqu'un examen anticipé par la commission pourrait être utile au gouvernement lors de la phase de rédaction législative.

83. La commission souligne que la procédure exposée ci-dessus vise à donner effet aux décisions prises par le Conseil d'administration portant sur l'espacement du cycle de présentation des rapports et l'adoption concomitante, dans ce contexte, de mesures de sauvegarde visant à garantir le maintien d'un contrôle efficace de l'application des conventions ratifiées. L'une de ces mesures de sauvegarde consiste à reconnaître dûment la possibilité dont les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent se prévaloir d'attirer l'attention de la commission sur des sujets de préoccupation particuliers touchant à l'application de conventions ratifiées, y compris une année où aucun rapport n'est dû; en de tels cas, les commentaires reçus directement par le Bureau sont transmis aux gouvernements concernés dans les meilleurs délais afin de garantir le respect des règles fondamentales de procédure. La commission continuera d'exercer une attention pleine et entière sur tous les éléments portés à sa connaissance en vue d'assurer un suivi effectif, actualisé et régulier de l'application des conventions ratifiées dans le cadre du nouveau cycle de présentation des rapports – plus espacé en ce qui concerne les conventions fondamentales et celles relatives à la gouvernance.

84. Les observations reçues d'organisations d'employeurs et de travailleurs qui soulèvent des questions d'application de conventions ratifiées peuvent être examinées, selon qu'il convient, dans les observations de la commission (formulées dans la partie II du rapport) ou dans des demandes adressées directement aux gouvernements.

Cas dans lesquels le besoin en termes d'assistance technique doit être souligné

85. L'une des caractéristiques majeures du système de contrôle de l'OIT réside dans la combinaison entre l'examen des organes de contrôle et les conseils pratiques donnés aux Etats Membres par le biais de la coopération et l'assistance techniques. En plus du suivi renforcé des cas de manquements graves de certains Etats Membres à honorer certaines obligations spécifiques liées à l'obligation de faire rapport mentionnée au paragraphe 48 ci-dessus, la Commission de la Conférence, dans ses conclusions sur les cas individuels, et la commission, dans ses commentaires, ont fait toutes deux référence de manière plus systématique à l'assistance technique. Les cas pour lesquels, de l'avis de la commission, l'assistance technique serait particulièrement utile pour aider les Etats Membres à remédier aux lacunes en droit et en pratique dans l'application des conventions ratifiées sont repris dans le tableau suivant, et la partie II du rapport de la commission donne des précisions sur ces cas.

Liste des cas pour lesquels l'assistance technique aux Etats Membres serait particulièrement utile	
Etats	Conventions n ^{os}
Algérie	100
Arabie saoudite	111
Bangladesh	81
Bulgarie	1
République centrafricaine	150
Colombie	81
Djibouti	120
République dominicaine	111
Equateur	119, 136, 139, 148 et 162
Erythrée	138
Ex-République yougoslave de Macédoine	155
Guatemala	81, 129, 161 et 162
Guyana	81 et 129
Honduras	81 et 100
République islamique d'Iran	111
Japon	100
Kenya	81
Libye	102, 121, 128 et 130
Mali	13, 81 et 111
Mauritanie	81
Mongolie	100
Panama	81
Pérou	139
Soudan	81
Turquie	81 et 155
Ukraine	100
Yémen	182

Renforcer l'assistance technique pour améliorer l'application des normes internationales du travail

86. Rappelant les résultats positifs obtenus par le programme d'activités assorties de délais relatifs aux normes internationales du travail financé par le Compte de programmes spéciaux (SPA), la commission note qu'une assistance technique intensive visant plus de 40 pays s'est poursuivie en 2014 afin d'assister ces pays en vue de la ratification et/ou la mise en œuvre des normes internationales du travail et de renforcer la capacité des ministères du Travail à remplir les obligations constitutionnelles (y compris l'élaboration de rapports sur la mise en œuvre des conventions ratifiées). Plus de 78 activités ont été menées qui ont permis à un nombre important de partenaires tripartites et autres acteurs de recevoir une formation sur les conventions ratifiées par leur pays et sur le fonctionnement du système de contrôle de l'OIT. La commission note en particulier que neuf analyses de lacunes législatives ont été effectuées (**Cameroun, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Gabon, Honduras, Paraguay, Sénégal, Soudan et Togo**) et que 18 projets de lois du travail ont bénéficié des commentaires du Bureau (**Algérie, Angola, Bangladesh, Costa Rica, Egypte, El Salvador, Gabon, Haïti, Inde, Jordanie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Niger, Pérou, Serbie, Viet Nam et Yémen**).

87. Des informations détaillées sur ce programme d'assistance technique, sur les activités réalisées et les résultats obtenus figurent dans le Rapport III (Partie 2)²². Le tableau qui suit fournit quelques informations à ce sujet:

Assistance technique fournie en 2014		
Soutien en vue de la ratification	Renforcement des capacités dans le domaine des obligations constitutionnelles, y compris l'élaboration de rapports	Soutien en vue d'une mise en œuvre effective des conventions ratifiées
Bénin (conventions n°s 155 et 187), Botswana (conventions n°s 81, 122, 129 et 151), Cameroun (conventions n°s 102, 142, 144, 155 et 187), Chili (convention n° 143 et MLC, 2006), Chine (MLC, 2006), Côte d'Ivoire (convention n° 188 et MLC, 2006), Honduras (MLC, 2006), Inde (convention n° 181), Indonésie (MLC, 2006), Namibie (convention n° 188), Maldives (MLC, 2006), Philippines (convention n° 151), Fédération de Russie (conventions n°s 140 et 151), Sénégal (conventions n°s 183 et 189), Soudan (convention n° 144 et MLC, 2006), Sri Lanka (convention n° 183), Togo (conventions n°s 183 et 189).	Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Chine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Danemark-Groenland, Djibouti, Egypte, El Salvador, Erythrée, France, Gabon, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, République de Moldova, Mongolie, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Tchad, Togo, Yémen et Zambie.	Afrique du Sud, Bangladesh, Etat plurinational de Bolivie, Cambodge, Chili, Guatemala, Indonésie, République islamique d'Iran, Lesotho, Malawi, Namibie, Népal, Pakistan, Paraguay, Philippines, Rwanda, Soudan, Swaziland et Tchad.

88. La commission se félicite de la solide et stable collaboration instaurée en matière de NIT entre le Bureau et le Centre international de formation de Turin, Italie. Cette collaboration permet la réalisation d'un nombre important d'activités visant à soutenir les mandants tripartites en vue de la ratification et de la mise en œuvre effective des conventions et à renforcer leurs capacités en matière d'obligations constitutionnelles. En outre, la commission souligne la pertinence des activités relatives au système normatif de l'OIT en faveur des parlementaires, juges, juristes, professeurs de droit, journalistes et professionnels des médias. Compte tenu de l'importance du renforcement des capacités nationales pour le bon fonctionnement du système normatif de l'OIT, la commission espère que cette intégration entre les actions du Bureau et du Centre de Turin se renforcera encore davantage.

89. La commission, conformément à ce qui a été souligné par la Conférence internationale du Travail et le Conseil d'administration au sujet de la stratégie normative de l'OIT, estime que l'assistance technique est un aspect essentiel pour soutenir le système normatif de l'OIT, y compris son système de contrôle. Dans ce cadre, la commission exprime l'espoir que soit formulé dans un avenir proche un programme d'assistance technique complet et doté de ressources suffisantes pour aider les mandants à mieux appliquer les normes internationales du travail dans la législation et la pratique.

²² Rapport III (Partie 2), CIT, 104^e session, Genève, 2015.

Contrôle de l'application de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

90. La commission note que 28 Membres ont ratifié la convention n° 185. Cependant, le rythme des ratifications est lent et plusieurs membres ont fait état de difficultés techniques et autres s'agissant de la mise en œuvre de la convention au niveau national. La commission a noté que, à sa 320^e session, en mars 2014, le Conseil d'administration, après avoir examiné un document intitulé «Coopération internationale relative à la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003», a estimé que, en raison de la complexité des questions techniques soulevées dans le document, qui portent à la fois sur des questions maritimes et de contrôle/visa aux frontières, il serait important de connaître l'avis d'experts quant à la faisabilité, au coût et aux avantages de diverses solutions techniques et autres. En conséquence, le Conseil d'administration a décidé de convoquer une réunion tripartite, devant se réunir du 4 au 6 février 2015, et associant experts maritimes et experts des visas afin d'examiner la faisabilité et de réaliser une analyse coûts-avantages des diverses options envisageables pour aborder les divers aspects de l'application de la convention n° 185, pour les Etats du pavillon, les Etats du port et les Etats pourvoyeurs de gens de mer, qu'ils aient ou non ratifié la convention, ainsi que pour les armateurs et les gens de mer. Compte tenu de cette réunion destinée en particulier à étudier les questions et solutions liées à l'application au niveau national, la commission a décidé de reporter l'examen des rapports nationaux sur l'application de la convention n° 185 à 2015, afin de pouvoir prendre en compte les décisions qui seront prises par le Conseil d'administration lorsqu'il aura pris connaissance de l'avis que remettra la réunion d'experts en février 2015.

C. Rapports au titre de l'article 19 de la Constitution

91. La commission rappelle que le Conseil d'administration a décidé d'aligner le sujet des études d'ensemble sur celui des discussions annuelles récurrentes dans le cadre de la Conférence et mises en place en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008. Cette année, les gouvernements ont été appelés à fournir, au titre de l'article 19 de la Constitution, des rapports aux fins de l'étude d'ensemble sur les instruments suivants: la convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921, la convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, et la recommandation (n° 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975²³. Conformément à la pratique suivie ces dernières années, cette étude a été préparée sur la base d'un examen préliminaire effectué par un groupe de travail constitué de six membres de la commission.

92. Un total de 404 rapports avait été demandé aux Etats Membres au titre de l'article 19 de la Constitution et 220 rapports ont été reçus. Ce chiffre représente 54,45 pour cent des rapports demandés.

93. La commission constate avec *regret* que les 20 pays suivants n'ont fourni, pour les cinq dernières années, aucun des rapports demandés au titre de l'article 19 de la Constitution sur des conventions non ratifiées et sur des recommandations: Comores, Congo, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Iles Marshall, Iles Salomon, Kiribati, Libéria, Libye, République démocratique du Congo, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Tuvalu, Vanuatu et Zambie.

94. *La commission insiste à nouveau auprès des gouvernements pour qu'ils fournissent les rapports demandés afin que ses études d'ensemble puissent être aussi complètes que possible.* Elle espère que le Bureau fournira toute l'assistance technique nécessaire à cette fin.

D. Soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence (article 19, paragraphes 5, 6 et 7, de la Constitution)

95. Conformément à son mandat, la commission a examiné cette année les informations suivantes communiquées par les gouvernements des Etats Membres en vertu de l'article 19 de la Constitution de l'Organisation:

- a) informations supplémentaires concernant les mesures prises pour soumettre aux autorités compétentes les instruments adoptés par la Conférence de 1967 (51^e session) à juin 2012 (101^e session) (conventions n°s 128 à 189, recommandations n°s 132 à 202 et protocoles);
- b) réponses aux observations et aux demandes directes formulées par la commission à sa 84^e session (novembre-décembre 2013).

96. L'article 19 de la Constitution établit l'obligation de soumettre aux autorités compétentes *tous* les instruments adoptés par la Conférence sans exception et sans distinction aucune entre les conventions, les protocoles et les recommandations. La soumission faite par les gouvernements au Parlement doit être accompagnée d'une déclaration précisant son attitude sur les suites à donner aux instruments. Parallèlement, les gouvernements restent entièrement libres

²³ Voir Rapport III (Partie 1B), CIT, 104^e session, Genève, 2015.

quant à la teneur des propositions qu'ils formulent lors de la soumission des instruments. Le but essentiel de la soumission est de promouvoir des mesures au plan national pour la mise en œuvre des instruments adoptés par la Conférence, mais elle n'implique pas une obligation de proposer la ratification des conventions/protocoles ou d'accepter les recommandations. La commission souligne à nouveau que l'obligation de soumission constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. L'obligation de soumission assure que les instruments adoptés par la Conférence sont portés à l'attention du public par la soumission à un organe parlementaire et stimule le dialogue tripartite au niveau national.

97. L'annexe IV de la deuxième partie du rapport contient un résumé des plus récentes informations reçues spécifiant l'autorité compétente à laquelle a été soumise la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, ainsi que la date de cette soumission. En outre, l'annexe IV résume les informations transmises par les gouvernements concernant les instruments adoptés les années précédentes qu'ils ont soumis à l'autorité compétente en 2014.

98. D'autres informations statistiques se trouvent dans les annexes V et VI de la deuxième partie du rapport. L'annexe V, établie sur la base des éléments communiqués par les gouvernements, présente la situation de chacun des Etats Membres par rapport à son obligation constitutionnelle de soumission. L'annexe VI donne une vue d'ensemble de la situation des instruments adoptés depuis la 51^e session (juin 1967) de la Conférence. Les données statistiques figurant aux annexes V et VI sont régulièrement mises à jour par les services compétents du Bureau et sont accessibles par Internet.

101^e session

99. A sa 101^e session (juin 2012), la Conférence a adopté la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012. Le délai de douze mois prévu pour la soumission de la recommandation n° 202 aux autorités compétentes a pris fin le 14 juin 2013, et celui de dix-huit mois a pris fin le 14 décembre 2013. Au total, 75 gouvernements sur 185 Etats Membres ont déjà soumis la recommandation n° 202. A cette session, la commission a examiné les informations nouvelles sur les mesures prises en ce qui concerne la recommandation n° 202 par les 15 gouvernements suivants: **Arabie saoudite, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Cameroun, Canada, Grèce, Luxembourg, Maurice, Mongolie, Portugal, Sénégal, Singapour et Sri Lanka.**

103^e session

100. A sa 103^e session (mai-juin 2014), la Conférence a adopté le protocole à la convention sur le travail forcé, 1930, et la recommandation sur des mesures complémentaires en vue de la suppression effective du travail forcé (recommandation n° 203). Le délai de douze mois prévu pour la soumission du protocole à la convention n° 29 et de la recommandation n° 203 prendra fin le 11 juin 2015, et celui de dix-huit mois le 11 décembre 2015. La commission prend note avec *intérêt* que les six gouvernements suivants ont soumis le protocole à la convention n° 29 et la recommandation n° 203: **Honduras, Israël, Luxembourg, Maroc, Norvège et Philippines.**

Problèmes spéciaux

101. Pour faciliter les travaux de la Commission de l'application des normes, ce rapport ne mentionne que les gouvernements qui n'ont pas fourni d'informations sur la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes depuis au moins sept sessions. **Cette période commence à la 94^e session (maritime, février 2006) et se termine à la 101^e session (2012) parce que la Conférence n'a pas adopté de convention ni de recommandation à ses 93^e (2005), 97^e (2008), 98^e (2009) et 102^e (2013) sessions.** Cette période a été considérée comme étant suffisamment longue pour justifier que les gouvernements concernés soient invités à exposer à une séance spéciale de la Commission de l'application des normes de la Conférence les raisons de ce retard dans la soumission.

102. La commission note que, à la date de la clôture de sa 85^e session, soit au 6 décembre 2014, les 37 gouvernements suivants étaient dans cette situation: **Angola, Azerbaïdjan, Bahreïn, Brésil, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, El Salvador, Guinée, Guinée équatoriale, Haïti, Iles Salomon, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Libye, Mali, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Tadjikistan et Vanuatu.**

103. La commission est consciente des situations exceptionnelles que certains de ces pays connaissent depuis plusieurs années et qui font qu'ils sont parfois privés des institutions nécessaires à l'accomplissement de l'obligation de soumission. A la 103^e session de la Conférence (mai-juin 2014), certaines délégations gouvernementales ont fourni des informations sur les raisons pour lesquelles leur pays n'avait pu s'acquitter de son obligation constitutionnelle de soumission des conventions, recommandations et protocoles au parlement national. Comme la commission d'experts, la Commission de la Conférence a elle aussi exprimé sa profonde préoccupation devant le non-respect de cette obligation. Elle a rappelé que le respect de cette obligation constitutionnelle consistant à soumettre les instruments adoptés par la Conférence aux parlements nationaux revêt la plus haute importance pour l'efficacité des activités normatives de l'Organisation.

104. Les pays précités font l'objet d'observations publiées dans ce rapport, et les conventions, recommandations et protocoles qu'ils n'ont pas soumis sont indiqués dans les annexes statistiques. La commission croit utile d'attirer l'attention des gouvernements concernés afin que ceux-ci puissent prendre dès à présent et de toute urgence les mesures appropriées pour rattraper le retard accumulé. Elle rappelle que les gouvernements peuvent bénéficier des mesures que le Bureau peut mettre en place à leur demande en vue de les assister dans les démarches à accomplir pour soumettre rapidement au Parlement les instruments en suspens.

Commentaires de la commission et réponses des gouvernements

105. Comme dans ses précédents rapports, la commission présente à la section III de la deuxième partie du présent rapport des observations individuelles portant sur des points sur lesquels l'attention des gouvernements doit être plus particulièrement attirée. Les observations concernent les cas où il n'a pas été communiqué d'informations depuis au moins cinq sessions de la Conférence. En outre, des demandes d'informations complémentaires sur d'autres points ont été directement adressées à un certain nombre de pays (voir la liste des demandes directes à la fin de la section III).

106. La commission rappelle l'importance qui s'attache à ce que les gouvernements communiquent les informations et documents demandés dans le questionnaire figurant à la fin du mémorandum adopté par le Conseil d'administration en mars 2005. La commission doit être saisie pour examen d'un résumé ou d'une copie des documents par lesquels les instruments ont été soumis aux organes parlementaires et aussi être informée des propositions formulées sur la suite à donner à ces instruments. L'obligation de soumission n'est donc accomplie que lorsque les instruments adoptés par la Conférence ont été soumis au parlement. La commission espère pouvoir prendre acte dans son prochain rapport de progrès concernant le processus de soumission. Elle rappelle à nouveau la possibilité pour les gouvernements de faire appel à l'assistance technique du BIT, en particulier des spécialistes des normes sur le terrain.

III. Collaboration avec des organisations internationales et fonctions relatives à d'autres instruments internationaux

Collaboration avec des organisations internationales en matière de normes

107. Dans le cadre de la coopération instaurée avec d'autres organisations internationales sur des questions concernant l'application d'instruments internationaux portant sur des sujets d'intérêt commun, l'OIT a conclu des arrangements spéciaux avec les Nations Unies, certaines institutions spécialisées ainsi que d'autres organisations intergouvernementales²⁴. En particulier, il est demandé à ces organisations d'indiquer si elles possèdent des informations sur l'application de certaines conventions qui pourraient être utiles à la commission d'experts dans son examen de l'application de ces conventions.

Traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

108. La commission rappelle que les normes internationales du travail et les dispositions apparentées des traités des droits de l'homme des Nations Unies sont complémentaires et se renforcent mutuellement. Elle souligne que la coopération continue entre l'OIT et l'ONU pour l'application et le contrôle de l'application des instruments pertinents est indispensable, en particulier dans le contexte des réformes de l'ONU tendant à instaurer une plus grande cohérence et une plus grande coopération à l'intérieur du système, ainsi qu'une approche du développement fondée sur les droits de l'homme.

109. La commission se félicite du fait que le Bureau continue de fournir régulièrement aux organes de l'ONU chargés de l'application des traités des informations sur l'application des normes internationales du travail, conformément aux arrangements pris par l'OIT et l'ONU. Par ailleurs, elle suit en permanence les travaux de ces organes et, le cas échéant, prend leurs commentaires en considération. La commission considère qu'un contrôle international cohérent est un point de départ essentiel d'une action de renforcement de l'exercice et du respect des droits économiques, sociaux et culturels à l'échelon national. La commission a d'ailleurs eu l'occasion de poursuivre sa collaboration avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies dans le cadre de leur réunion annuelle, qui s'est tenue le 25 novembre 2014 à l'invitation de la Fondation Friedrich Ebert, sur le thème, cette année, du programme de développement post-2015.

²⁴ Les organisations suivantes sont concernées: l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Agence internationale de l'énergie atomique (concernant la convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960) et l'Organisation maritime internationale (OMI).

Code européen de sécurité sociale et son Protocole

110. Conformément à la procédure de contrôle établie en vertu de l'article 74, paragraphe 4, du Code européen de sécurité sociale et des arrangements conclus entre l'OIT et le Conseil de l'Europe, la commission d'experts a examiné 20 rapports concernant l'application du Code et, le cas échéant, de son Protocole. Les conclusions de la commission sur ces rapports seront aussi communiquées au Conseil de l'Europe pour examen et approbation par son comité d'experts en matière de sécurité sociale. Les conclusions de la commission ainsi approuvées devraient donner lieu à l'adoption, par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, de résolutions sur l'application du Code et de son Protocole par les pays concernés.

111. Forte de sa double responsabilité tant à l'égard de l'application du Code qu'à l'égard des conventions internationales du travail touchant au domaine de la sécurité sociale, la commission veille à développer une analyse cohérente de l'application des instruments européens et des instruments internationaux et à coordonner les obligations des Etats parties à ces instruments. La commission identifie également les situations nationales dans lesquelles le recours à l'assistance technique du Conseil de l'Europe et du Bureau peut s'avérer être un moyen efficace d'améliorer l'application du Code.

* * *

112. Enfin, la commission désire exprimer sa gratitude pour l'aide précieuse qui lui a été apportée, une fois de plus, par les fonctionnaires du Bureau, dont la compétence et le dévouement lui permettent d'accomplir une tâche toujours plus considérable et complexe dans un délai limité.

Genève, le 6 décembre 2014

(Signé) Abdul G. Koroma
Président

Rosemary Owens
Rapporteur

Annexe au rapport général

Composition de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

M. Mario ACKERMAN (Argentine)

Docteur en droit, chaire de droit du travail, directeur du cycle post-universitaire de spécialisation en droit du travail («maestría») à la Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires; directeur de la *Revista de Derecho Laboral*; ancien conseiller auprès du Parlement argentin; ancien directeur national de l'Inspection du travail du ministère du Travail et de la Sécurité sociale de la République d'Argentine.

M^{me} Leila AZOURI (Liban)

Docteur en droit; professeur de droit social à la Faculté de droit de l'Université La Sagesse à Beyrouth; directrice de recherches à la Faculté de droit et des sciences politiques et administratives et à l'Ecole doctorale de droit de l'Université libanaise; ancienne directrice de la Faculté de droit de l'Université libanaise; membre du bureau exécutif de la Commission nationale de la femme libanaise et présidente de la Commission nationale chargée de l'établissement des rapports soumis par le gouvernement libanais au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW); experte juridique auprès de l'Organisation de la femme arabe.

M. Lelio BENTES CORRÊA (Brésil)

Juge du Tribunal supérieur du travail (Tribunal Superior do Trabalho) du Brésil; ancien Procureur du travail du Brésil; maîtrise en droit de l'Université d'Essex, Royaume-Uni; professeur (Equipe du travail et Centre des droits de l'homme) à l'*Instituto de Ensino Superior de Brasília*; professeur à l'Ecole nationale des juges du travail et à l'Ecole supérieure des procureurs.

M. James J. BRUDNEY (Etats-Unis)

Professeur de droit à la Faculté de droit de l'Université de Fordham, New York, N.Y.; coprésident du *Public Review Board* du Syndicat des travailleurs de l'industrie automobile d'Amérique (UAW); ancien professeur invité à l'Université d'Oxford, Royaume-Uni; ancien invité de la Faculté de droit de l'Université de Harvard; ancien professeur de droit au *Moritz College of Law* de l'Université de l'Ohio; ancien conseiller principal et directeur-conseil à la Sous-commission du travail du Sénat des Etats-Unis; ancien avocat; ancien greffier à la Cour suprême des Etats-Unis.

M. Halton CHEADLE (Afrique du Sud)

Professeur de droit public à l'Université du Cap; ancien conseiller spécial auprès du ministre de la Justice; ancien conseiller juridique principal au Congrès des syndicats sud-africains (COSATU); ancien conseiller spécial auprès du ministre du Travail; ancien président de l'équipe spéciale de rédaction de la loi sud-africaine sur les relations professionnelles.

M^{me} Graciela DIXON CATON (Panama)

Ancienne présidente de la Cour suprême de justice de Panama; ancienne présidente de la Chambre de cassation pénale et de la Chambre des affaires générales de la Cour suprême de Panama; ancienne présidente de l'Association internationale des femmes juges; ancienne présidente de la Fédération latino-américaine des juges; ancienne consultante nationale UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance); arbitre à la Cour d'arbitrage de la Chambre officielle de commerce de Madrid; arbitre au Centre de résolution des conflits (CESCON) de Panama et au Centre de conciliation et arbitrage de la Chambre de commerce de Panama; membre d'un cabinet d'avocats.

M. Abdul G. KOROMA (Sierra Leone)

Juge à la Cour internationale de Justice (1994-2012); ancien président du Centre Henri Dunant pour le dialogue humanitaire à Genève; ancien membre de la Commission du droit international; ancien ambassadeur et ambassadeur plénipotentiaire dans de nombreux pays et aux Nations Unies.

M. Pierre LYON-CAEN (France)

Avocat général honoraire à la Cour de cassation (Chambre sociale); membre du Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine et de la Commission nationale consultative des droits de l'homme; présidence de la Commission arbitrale des journalistes; ancien directeur adjoint du Cabinet du Garde des Sceaux, ministre de la Justice; ancien Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine); ancien président du Tribunal de grande instance de Pontoise (Val d'Oise); ancien élève de l'Ecole nationale de la magistrature.

M^{me} Elena MACHULSKAYA (Fédération de Russie)

Professeur de droit, Département du droit du travail, Faculté de droit, Université Lomonosov (Université d'Etat de Moscou); professeur de droit, Département des procédures civiles et du droit du travail, Université d'Etat russe du pétrole et du gaz; secrétaire de l'Association russe de droit social et de droit du travail; membre du Comité européen des droits sociaux; membre (bénévole) de la Commission présidentielle des droits des personnes handicapées.

M. Rachid FILALI MEKNASSI (Maroc)

Docteur en droit; professeur de l'enseignement supérieur à l'Université Mohammed V de Rabat; consultant auprès d'organismes publics nationaux et internationaux, notamment la Banque mondiale, le PNUD, la FAO, l'UNICEF et l'USAID; coordinateur national du projet «Développement durable grâce au Pacte mondial», BIT (2005-2008); ancien chargé d'études au Département étranger de la Banque centrale (1975-1978); ancien responsable du service juridique au Haut-Commissariat aux anciens résistants (1973-1975).

M^{me} Karon MONAGHAN (Royaume-Uni)

Conseillère de la Reine; juge suppléant de la Haute Cour: ancienne juge du Tribunal du travail (2000-2008); avocate en exercice à Matrix Chambers, spécialisée dans la législation sur la discrimination et l'égalité, les droits de l'homme et le droit européen et dans le droit public et le droit du travail; a occupé diverses fonctions consultatives – entre autres, conseillère spéciale auprès de la Chambre des communes (Commission économique, de l'innovation et des qualifications) aux fins de l'enquête relative aux femmes sur le lieu de travail (2013-14).

M. Vitit MUNTARBHORN (Thaïlande)

Professeur de droit; membre éminent de l'Université Chulalongkorn, Bangkok; ancien Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée; ancien Rapporteur spécial de l'ONU chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants; commissaire de la Commission internationale des juristes; ancien président du Comité de coordination des procédures spéciales de l'ONU; président de la commission d'enquête sur la Côte d'Ivoire (2011); membre du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine; membre de la commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie (2012 à ce jour); lauréat en 2004 du prix de l'UNESCO pour la promotion d'une culture des droits de l'homme.

M^{me} Rosemary OWENS (Australie)

Professeur de droit Dame Roma Mitchell et ancienne doyenne (2007-2011) de la Faculté de droit de l'Université d'Adélaïde; Officier de l'Ordre d'Australie; membre puis directrice (2014-15) de l'Académie de droit australienne; ancienne rédactrice en chef et actuellement membre du conseil de rédaction de la *Revue australienne de droit du travail*; membre de l'Association australienne du droit du travail (et ex-membre de son bureau exécutif national); maître de conférence au Conseil australien de la recherche; présidente de la Commission consultative ministérielle du gouvernement de l'Australie-Méridionale sur l'équilibre entre le travail et la vie privée (2010-2013); présidente et membre du Conseil de gestion du Centre des femmes actives (Australie-Méridionale) (1990-2014).

M. Paul-Gérard POUYOUÉ (Cameroun)

Professeur agrégé des facultés de droit; professeur invité ou associé à plusieurs universités; chef du Département de théorie du droit, épistémologie juridique et droit comparé et directeur du Master théories et pluralismes juridiques de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II; président à plusieurs reprises du jury du Concours d'agrégation du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), section droit privé et sciences criminelles; ancien membre (1993-2001) du Conseil scientifique de l'Agence universitaire de la francophonie; ancien membre (2002-2012) du Conseil de l'Ordre international des palmes académiques du CAMES; membre de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale, de la Fondation internationale pour l'enseignement du droit des affaires, de l'Association Henri Capitant et de la Société de législation comparée; Fondateur et directeur de la revue *Juridis périodique*; président de l'Association pour la promotion des droits de l'homme en Afrique centrale (APDHAC).

M. Raymond RANJEVA (Madagascar)

Membre de la Cour internationale de Justice (1991-2009), vice-président (2003-2006), président (2005) de la Chambre constituée par la Cour internationale de Justice pour connaître de l'affaire du différend frontalier Bénin/Niger; juge doyen de la cour (février 2006-2009); licence en droit, Université de Madagascar (Antananarivo, 1965); doctorat d'Etat en droit de l'Université de Paris II; agrégé des facultés de droit et des sciences économiques, section droit public et science politique (Paris, 1972); docteur *honoris causa* des Universités de Limoges, de Strasbourg et de Bordeaux-Montesquieu; professeur titulaire de chaire (1981-1991) à l'Université de Madagascar et professeur dans d'autres institutions. De nombreuses fonctions administratives occupées, y compris celle de premier recteur de l'Université d'Antananarivo (1988-1990); membre de plusieurs délégations malgaches à plusieurs conférences internationales; chef de la délégation de Madagascar à la Conférence des Nations Unies sur la codification du Traité de la succession d'Etats en matière de traités (Vienne, 1976-77); premier vice-président pour l'Afrique de la Conférence internationale des facultés de droit et de sciences politiques d'expression française (1987-1991); membre de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale; membre du Tribunal international du sport; membre de l'Institut du droit international; membre de nombreuses sociétés académiques et professionnelles, nationales et internationales; Curatorium de l'Académie de droit international; membre du Conseil pontifical justice et paix; président de la Société africaine pour le droit international depuis 2012.

M. Ajit Prakash SHAH (Inde)

Ancien juge en chef de la Haute Cour de Madras (Chennai) et de la Haute Cour de New Delhi; ancien juge de la Haute Cour de Bombay (Mumbai); spécialiste des questions du travail et de l'égalité; ses décisions marquantes portent notamment sur le travail en sous-traitance et le travail des enfants (Plan d'action de Delhi contre le travail des enfants), sur le travail maritime et sur les droits en matière d'emploi des personnes vivant avec le VIH/sida.

M. Yozo YOKOTA (Japon)

Président du «Centre d'enseignement et de formation sur les droits de l'homme» (Japon); conseiller spécial auprès du ministère de la Justice du Japon; membre de la Commission internationale des juristes; ancien président de l'Association japonaise pour les études sur les Nations Unies; ancien professeur de l'Université de Chuo, de l'Université de Tokyo et de l'Université internationale chrétienne; ancien membre de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme de l'ONU.




Partie II. Observations concernant certains pays^{*}

^{*} Conformément à la décision prise à sa 81^e session (novembre-décembre 2010), la commission rappelle qu'elle suit une approche spécifique pour identifier des cas de progrès dans le cadre de ses commentaires. Cette approche est décrite aux paragraphes 65 à 71, Partie I (Rapport général), du présent rapport. La commission rappelle notamment que l'identification de cas de progrès ne signifie pas qu'elle estime que le pays en question se conforme à la convention d'une manière générale. En outre, le constat d'un progrès est limité à une question particulière liée à l'application de la convention et à la nature de la mesure prise par le gouvernement considéré.

I. Observations concernant les rapports sur les conventions ratifiées (articles 22, 23, paragraphe 2, et 35, paragraphes 6 et 8, de la Constitution)

Observation générale

La commission rappelle que l'obligation de communiquer copie des rapports sur les conventions ratifiées aux organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, établie à l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution, a pour objet de permettre à ces organisations de présenter leurs propres observations sur l'application des conventions ratifiées. La commission souligne que les informations reçues des organisations d'employeurs et de travailleurs attestent de leur implication dans le système de présentation des rapports, et ces informations ont souvent permis d'avoir une meilleure connaissance et compréhension des difficultés rencontrées dans les pays. Suite à son observation générale de l'année dernière, la commission se félicite du fait que la quasi-totalité des pays ont respecté cette obligation cette année. Toutefois, la commission note qu'aucun rapport fourni par les pays suivants n'indique à quelles organisations d'employeurs et de travailleurs une copie a été communiquée: **Angola** (2014), **Comores** (2014), **Côte d'Ivoire** (2013 et 2014), **République islamique d'Iran** (2014), **Kazakhstan** (2014), **Malte** (2014) et **Timor-Leste** (2014). Pour les pays suivants, la commission note qu'une majorité des rapports reçus n'indiquent pas les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs auxquelles copies de ces rapports ont été communiquées: **Algérie** (2013 et 2014), **Liban** (2014), **Libye** (2014), **Monténégro** (2014) et **Rwanda** (2013). La commission prie les gouvernements concernés de remplir sans tarder leur obligation constitutionnelle.

Observations générales

Afghanistan

La commission note avec *préoccupation* que les premiers rapports sur l'application des conventions n^{os} 138, 144, 159 et 182, dus depuis 2012, n'ont pas été reçus. Elle note également que le rapport dû cette année, sur l'application de la convention n^o 105, n'a pas été reçu. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. Elle espère que le gouvernement soumettra prochainement tous les rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Burundi

La commission note avec *préoccupation* que, pour la quatrième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et qu'à ce jour 27 rapports sont encore dus (pour des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques), dont la plupart doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. Elle rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous les rapports dus, conformément à son obligation constitutionnelle.

Dominique

La commission note avec *préoccupation* que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et que 20 rapports sont encore dus à ce jour (pour des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques), qui doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. Elle rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

France

Terres australes et antarctiques françaises

La commission note que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions déclarées applicables aux Terres australes et antarctiques françaises n'ont pas été reçus et que 19 rapports sont encore dus à ce jour (pour des conventions fondamentales et techniques), dont la plupart doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Gambie

La commission note avec *préoccupation* que, pour la troisième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et que huit rapports sont encore dus à ce jour, qui concernent tous des conventions fondamentales et doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. Elle exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Ghana

La commission note que les premiers rapports sur l'application des conventions n^{os} 144 et 184, dus depuis 2013, n'ont pas été reçus. Elle note également que les rapports dus cette année concernant les conventions n^{os} 108, 150 et 151 n'ont pas été reçus, dont deux d'entre eux doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. Elle exprime l'espoir que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Guinée

La commission note avec *préoccupation* que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et que 38 rapports sont dus à ce jour (pour des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques), dont la plupart doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. Elle exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Guinée équatoriale

La commission note avec une *profonde préoccupation* que, pour la huitième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et que 14 rapports sont encore dus à ce jour (pour des conventions fondamentales et techniques), dont la plupart doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. Sur ces 14 rapports, deux sont des premiers rapports sur l'application des conventions n^{os} 68 et 92, dus depuis 1998. Notant qu'une assistance technique a été fournie sur ces questions en 2012, la commission invite instamment le gouvernement à prendre sans tarder les mesures nécessaires pour soumettre ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Haïti

La commission note que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et que 15 rapports sont encore dus à ce jour (pour des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques), qui doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. Elle espère que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Malaisie

Malaisie péninsulaire

La commission note que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus. Deux rapports sont dus à ce jour sur les conventions n^{os} 19 et 45, qui doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Saint-Marin

La commission note avec **préoccupation** que, pour la quatrième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et que 23 rapports sont encore dus à ce jour (pour des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques), dont certains doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. Elle exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Sao Tomé-et-Principe

La commission note avec **préoccupation** que le premier rapport sur l'application de la convention n^o 184, dû depuis 2007, n'a pas été reçu. Elle souligne que, en septembre 2013, le pays a reçu une assistance technique du Bureau dans le cadre du Programme assorti de délais en vue d'une meilleure application des normes internationales du travail financé par le Compte de programmes spéciaux (SPA). La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement ce premier rapport, conformément à son obligation constitutionnelle.

Somalie

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, pour la neuvième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et que 13 rapports sont encore dus à ce jour (pour des conventions fondamentales et techniques). La commission espère que, dès que la situation nationale le permettra, le Bureau sera en mesure d'apporter toute l'assistance nécessaire afin que le gouvernement puisse soumettre les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées, conformément à son obligation constitutionnelle.

Tadjikistan

La commission note avec **préoccupation** que, pour la troisième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus et que 37 rapports sont encore dus à ce jour (pour des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques), y compris le premier rapport sur l'application de la convention n^o 177. La plupart des rapports dus doivent inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau. Elle exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: *Allemagne, Angola, Barbade, Belize, Cabo Verde, Canada, Comores, Congo, Croatie, Etats-Unis: Guam, Grenade, Guinée-Bissau, Iles Marshall, Iles Salomon, Irlande, Kirghizistan, Kiribati, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie: Sabah, Malaisie: Sarawak, Malte, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Portugal, République démocratique du Congo, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sierra Leone, Swaziland, Thaïlande, Tunisie, Tuvalu et Vanuatu.*

Liberté syndicale, négociation collective et relations professionnelles

Observation générale

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Dans son étude d'ensemble de 2015 sur «les instruments relatifs au droit d'association et aux organisations de travailleurs ruraux», la commission note l'engagement commun des Etats Membres à assurer aux travailleurs agricoles la liberté syndicale à l'instar des travailleurs de l'industrie (convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921), et celui d'associer d'urgence les organisations de travailleurs ruraux à la politique nationale de développement économique et social, pour améliorer durablement et efficacement les conditions de vie et de travail en milieu rural (convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975).

La commission constate que les populations rurales demeurent souvent isolées, vulnérables, voire marginalisées, ce qui se traduit parmi leurs communautés par la persistance du travail des enfants, du travail forcé et de la discrimination, particulièrement contre les femmes et minorités, et autres conditions de vie et de travail intolérables. Les nombreux obstacles qui entravent en droit et dans la pratique la création, le développement et l'efficacité des organisations de travailleurs ruraux tels qu'ils sont désignés par les gouvernements et les partenaires sociaux constituent autant d'entraves interdépendantes à la mobilisation efficiente des travailleurs ruraux en faveur de l'amélioration durable et efficace de leurs conditions de travail et de vie. La commission rappelle que la convention n° 141 prescrit aux Etats Membres l'adoption de mesures favorables à la création et au développement d'organisations de travailleurs ruraux fortes, indépendantes et efficaces à même de contribuer efficacement au développement économique et social et assurer que les travailleurs ruraux bénéficient des avantages qui en découlent. Des politiques nationales et des programmes spécifiques devraient promouvoir la liberté d'association en milieu rural en tant que moyen efficace d'assurer la participation pleine et véritable des travailleurs ruraux au développement national en bénéficiant des avantages qui en découlent. La convention n° 141 comme la recommandation n° 149 sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, indiquent les voies pertinentes de nature à soutenir la conception et la mise en œuvre de politiques nationales de développement adaptées, ce que de nombreux gouvernements considèrent comme particulièrement difficile.

La commission encourage donc les gouvernements à prendre des mesures concrètes pour promouvoir la plus large compréhension possible de la nécessité de développer les organisations de travailleurs ruraux et de la contribution qu'elles peuvent apporter au développement social et économique à l'échelle nationale, notamment au moyen de campagnes d'information sur les droits, d'émissions dans les médias, de séminaires à l'échelle locale pour les parties prenantes, de visites de terrain et de programmes scolaires (*article 6* de la convention et *paragraphes 14 et 15* de la recommandation n° 149).

La commission salue les actions novatrices prises par des gouvernements et partenaires sociaux pour promouvoir l'organisation des travailleurs ruraux, y compris dans le cadre de coopératives et d'autres organisations de travailleurs, comme les associations et syndicats d'exploitants agricoles, de producteurs ou de migrants (*articles 3 et 4* de la convention et *paragraphes 6 et 7* de la recommandation n° 149). La commission souligne la nécessité de s'assurer que ces organisations sont en mesure de représenter, promouvoir et défendre d'une manière appropriée les intérêts des travailleurs ruraux par la négociation collective et en participant à des programmes agricoles et autres, afin de favoriser l'accès des travailleurs ruraux au crédit, aux services, à l'éducation et à la formation, et à la sécurité sociale (*paragraphes 4 et 5* de la recommandation n° 149).

La commission rappelle que les Etats Membres peuvent envisager d'adapter la législation au secteur rural en mettant en place des systèmes adéquats – inspection du travail ou services spécialisés –, pour assurer l'application effective de la législation et en prenant des mesures appropriées pour promouvoir un dialogue constructif avec ces organisations (*article 5, paragraphe 2*, de la convention, et *paragraphes 8 à 13* de la recommandation n° 149). La commission encourage également les gouvernements à prendre des mesures utiles pour relever les capacités des dirigeants et membres d'organisations de travailleurs ruraux et à déployer des programmes adaptés visant les femmes ainsi que les jeunes en milieu rural (*paragraphes 16 et 17* de la recommandation n° 149).

En phase avec les conclusions de son étude d'ensemble, la commission invite tous les gouvernements à instituer des politiques nationales exhaustives pour promouvoir la participation des travailleurs ruraux, au moyen de leurs organisations, au développement économique et social. Elle demande aux gouvernements de donner, dans leurs prochains rapports attendus en 2016, des informations complètes sur les mesures de promotion prises ou envisagées. La commission rappelle que tous les Etats Membres peuvent bénéficier de l'assistance technique du BIT en vue d'une approche complète et intégrée de la promotion des organisations de travailleurs ruraux, conformément aux principes énoncés dans ces trois instruments importants.

Algérie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 sur la persistance de violations de la convention dans la pratique et prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard. La commission note également les observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014.

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu à la Commission de l'application des normes de la Conférence, en juin 2014, concernant l'application de la convention par l'Algérie.

Article 2 de la convention. Droit de constituer des organisations syndicales. Depuis de nombreuses années, les commentaires de la commission portent sur l'article 6 de la loi n° 90-14 du 2 juin 1990 qui limite le droit de fonder une organisation syndicale aux personnes de nationalité algérienne d'origine ou acquise depuis au moins dix ans. A cet égard, rappelant que le droit syndical doit être garanti aux travailleurs et aux employeurs sans distinction d'aucune nature et que les étrangers devraient aussi disposer du droit de constituer un syndicat, la commission avait ainsi prié le gouvernement de modifier l'article 6 de la loi n° 90-14. La commission note que le gouvernement indique une nouvelle fois dans son rapport que la question est à l'examen dans le cadre de la finalisation du Code du travail. ***La commission veut croire que la modification de l'article 6 de la loi n° 90-14 interviendra sans délai supplémentaire afin que soit reconnu à tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, le droit de constituer une organisation syndicale. Elle prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.***

Articles 2 et 5. Droit des travailleurs, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier, et de constituer des fédérations et des confédérations. Depuis de nombreuses années, les commentaires de la commission portent sur les articles 2 et 4 de la loi n° 90-14 qui, lus conjointement, ont pour effet d'autoriser la constitution des fédérations et confédérations uniquement dans la même profession, branche ou dans le même secteur d'activité. Rappelant que, aux termes de la convention, les organisations syndicales, quel que soit le secteur auquel elles appartiennent, devraient pouvoir constituer ou s'affilier aux fédérations et confédérations de leur choix, la commission avait demandé au gouvernement de prendre des mesures nécessaires pour modifier la loi dans ce sens. Dans son rapport, le gouvernement réitère que les critères entourant la constitution de fédérations et de confédérations syndicales seront précisés dans le cadre de la finalisation du projet de Code du travail. La commission attire l'attention du gouvernement sur le fait qu'une législation qui exige que les membres d'une même organisation appartiennent à des professions, occupations ou branches d'activités identiques impose une restriction qui n'est admissible que lorsqu'elle est appliquée aux organisations de base, et à condition que ces dernières puissent librement constituer des organisations interprofessionnelles ou s'affilier à des fédérations et confédérations de leurs choix. ***En conséquence, la commission veut croire que, dans le cadre de la réforme législative en cours, le gouvernement procèdera sans délai supplémentaire à la révision de l'article 4 de la loi n° 90-14 afin de lever tout obstacle à la constitution par les organisations de travailleurs, quel que soit le secteur auquel elles appartiennent, de fédérations et de confédérations de leur choix. Elle prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.***

Application de la convention dans la pratique. La commission note que lors de la discussion qui a eu lieu à la Commission de l'application des normes de la Conférence, en juin 2014, le gouvernement a fourni des éléments de réponse aux allégations formulées précédemment par la CSI, l'Internationale de l'éducation (IE), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) et le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (SNAPEST). S'agissant des obstacles allégués à l'enregistrement de syndicats, le gouvernement a indiqué que les retards dans l'enregistrement de certains syndicats découlent de la nécessité de mise en conformité des statuts des organisations concernées avec les exigences de la loi. En ce qui concerne les allégations d'actes d'intimidation et de menaces à l'encontre de dirigeants syndicaux et de syndicalistes, le gouvernement a déclaré que les allégations ne sont étayées d'aucune preuve concrète et qu'aucune plainte pour menace de mort n'a été déposée auprès des juridictions compétentes. La commission note néanmoins que, dans sa communication de 2014, la CSI dénonce des actes graves de harcèlement de la part des forces de l'ordre à l'encontre de syndicalistes, ainsi que la persistance de difficultés pour les syndicats nouvellement constitués d'obtenir leur enregistrement. ***Tout en priant le gouvernement de fournir ses commentaires en réponse aux observations de la CSI, la commission souligne que les droits syndicaux des organisations de travailleurs et d'employeurs découlant de la convention ne peuvent s'exercer que dans un climat exempt de violence, de pressions ou de menaces de toutes sortes à l'encontre des dirigeants et des membres de ces organisations, et qu'il est de la responsabilité du gouvernement de garantir le respect de ce principe.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Allemagne

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1957)

La commission note les observations de 2012 de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), ainsi que celles qu'elle a reçues le 1^{er} septembre 2014 de l'OIE et de la Confédération des associations allemandes d'employeurs (BDA), selon lesquelles la convention est pleinement mise en œuvre dans la pratique. **La commission note également les observations reçues le 1^{er} septembre 2014 de la Confédération syndicale internationale (CSI) concernant l'application pratique de la convention, et elle prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

La commission note les observations détaillées fournies en 2012 par la Confédération allemande des syndicats (DGB) concernant l'interdiction de grève pour les fonctionnaires (*Beamte*), dans lesquelles la DGB dénonce en particulier le fait que le gouvernement insiste toujours sur la cohérence entre le statut de fonctionnaires (*Beamter*) et l'exercice de l'autorité publique, alors que: i) le fait d'accorder le statut de fonctionnaire (*Beamter*) n'est pas fondé sur les devoirs et les responsabilités, mais plutôt sur des considérations budgétaires (par exemple, la pension des fonctionnaires ne doit être financée qu'à la fin de leur carrière et non pas être versée régulièrement par l'employeur pendant la période de service); ii) l'activité purement pédagogique des enseignants ne comprend des éléments relevant de l'autorité publique que dans les fonctions élevées et est également exercée par des employés du service public (*Arbeitnehmer des öffentlichen Dienstes*) et par des employés du secteur privé dans le cas des écoles privées; et iii) les fonctionnaires (*Beamte*) qui travaillent dans des entreprises de l'Etat accomplissent les mêmes tâches après la privatisation de l'entreprise. La commission note également que la DGB insiste sur le fait que l'ampleur du problème est toujours considérable, puisqu'il touche 1,65 million de fonctionnaires (*Beamte*) parmi lesquels 600 000 travaillent en tant qu'enseignants dans les écoles publiques et 130 000 travaillent dans des entreprises d'Etat privées dans les services des chemins de fer et les services postaux. En outre, la commission note que la DGB critique également le recours à des travailleurs temporaires en tant que briseurs de grève dans les services non essentiels, en fournissant des exemples concrets de ce recours et en dénonçant l'absence d'interdiction générale. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires au sujet des observations de la DGB.**

Article 3 de la convention. Droit des organisations de travailleurs d'organiser leur gestion et leurs activités, et de formuler leurs programmes. La commission rappelle que, depuis bon nombre d'années, elle demande l'adoption de mesures visant à reconnaître le droit d'avoir recours à la grève aux fonctionnaires qui n'exercent pas une autorité au nom de l'Etat. Dans sa précédente observation, la commission notait avec intérêt que, dans sa décision de 2010, le Tribunal administratif de Düsseldorf a indiqué que, dans la mesure où l'interdiction générale de la grève des fonctionnaires en Allemagne est contraire au droit international, l'imposition de mesures disciplinaires pour avoir participé à une grève est inacceptable lorsque le fonctionnaire concerné (*Beamter*) – en l'espèce, l'enseignant – ne fait pas partie de l'administration de l'Etat («principe de l'interprétation la plus conforme possible au droit international»). La commission avait prié le gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport toutes mesures concrètes prises ou envisagées, à la lumière de la décision suscitée du Tribunal administratif de Düsseldorf, pour veiller à ce que tous les fonctionnaires qui n'exercent pas des fonctions d'autorité au nom de l'Etat puissent recourir à la grève pour défendre leurs intérêts économiques, sociaux et professionnels.

La commission prend note du fait que le gouvernement se réfère à une décision du 27 février 2014 du Tribunal administratif fédéral dans les procédures de recours à l'encontre de la décision susmentionnée du Tribunal administratif de Düsseldorf. La commission note avec **intérêt** que, selon le tribunal: i) si l'interdiction constitutionnelle de grève dépend du statut du groupe et s'applique à tous les fonctionnaires (*Beamte*) quelles que soient leurs tâches et leurs responsabilités, cette interdiction est en opposition avec la Convention européenne des droits de l'homme dans le cas des fonctionnaires (*Beamte*) qui n'exercent pas dans des domaines réellement souverains, tels que les enseignants dans les écoles publiques, et que ce problème doit être réglé par le législateur fédéral; et ii) dans le cas des fonctionnaires (*Beamte*) qui exercent une autorité souveraine – par exemple l'armée, la police ou l'application de la loi dans les unités administratives générales, judiciaires, diplomatiques et publiques, qui élaborent, mettent en œuvre et appliquent des actes juridiques –, l'interdiction n'est pas en opposition avec la Convention européenne des droits de l'homme, si bien qu'aucune mesure n'est requise. Le gouvernement ajoute que: i) pour ce qui est des fonctionnaires (*Beamte*) qui n'exercent pas une autorité souveraine (*hoheitliche Befugnisse*), le législateur peut donc parvenir à un équilibre des postes juridiques incompatibles en ayant recours à l'article 33(5) de la Loi fondamentale et de la Convention européenne des droits de l'homme; ii) entre-temps, l'interdiction de grève pour les fonctionnaires (*Beamte*), telle que prévue par la Constitution, reste en vigueur; et iii) la décision soulève de nombreuses questions d'ordre constitutionnel et, les représentants syndicaux ayant annoncé qu'ils allaient soumettre la question à la Cour constitutionnelle fédérale et que deux cas portant sur le même sujet lui ont déjà été soumis, les mesures législatives ne devraient pas empêcher le Tribunal constitutionnel fédéral d'apporter des éclaircissements et des solutions à ces problèmes.

Rappelant qu'elle souligne depuis de nombreuses années qu'une restriction au droit de grève, ou même une interdiction, ne peut s'appliquer que dans le cas des fonctionnaires exerçant des fonctions d'autorité au nom de l'Etat, la

commission rappelle que, de son point de vue, les enseignants, les travailleurs des services postaux et des chemins de fer ayant le statut de fonctionnaire n'exercent pas de fonctions d'autorité au nom de l'Etat et devraient donc être autorisés à exercer le droit de grève sous réserve de la possibilité d'établir un service minimum. ***A la lumière de la décision susmentionnée du Tribunal administratif fédéral et étant donné le nombre toujours important de fonctionnaires (Beamte) qui n'exercent pas de fonctions d'autorité au nom de l'Etat et qui sont touchés par l'interdiction de grève, la commission prie le gouvernement: i) de s'abstenir à l'avenir d'imposer des sanctions disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires qui n'exercent pas de fonctions d'autorité au nom de l'Etat qui participent à des grèves pacifiques; et ii) d'entamer un dialogue national global avec les organisations représentatives du service public afin d'étudier les possibilités de rendre la législation conforme à la convention. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur toute décision prise à ce sujet par le Tribunal constitutionnel fédéral.***

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. ***La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.***

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et la Confédération des associations allemandes d'employeurs (BDA) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014, selon lesquelles la convention est pleinement appliquée en droit et en pratique.

La commission note par ailleurs que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 4 de la convention. Droit de négociation collective par rapport aux conditions d'emploi des fonctionnaires publics non commis à l'administration de l'Etat, notamment les enseignants. La commission avait noté que, en réponse à ses commentaires antérieurs, le gouvernement déclare que l'exclusion des fonctionnaires publics (*Beamte*) de la négociation collective est conforme à la convention puisque la situation des fonctionnaires publics est expressément exclue de l'application de la convention, conformément à son *article 6*. La commission avait noté par ailleurs, selon le rapport du gouvernement, que les employés du service public (*Arbeitnehmer des öffentlichen Dienstes*), par exemple les enseignants employés dans le cadre de conventions collectives dans les services de l'éducation des *Länder*, bénéficient du droit de négociation collective, alors que les fonctionnaires publics (*Beamte*) n'ont pas le droit de négocier collectivement parce que la réglementation par voie législative de la fonction publique est un principe traditionnel de la fonction publique prévu par la Constitution conformément à l'article 33(5) de la loi fondamentale et que les fonctionnaires publics (*Beamte*) ont le devoir d'exercer leurs fonctions de manière légale, impartiale et désintéressée. Le gouvernement avait souligné aussi que, même pour des groupes particuliers de fonctionnaires publics (*Beamte*), la négociation collective qui vise à conclure des conventions collectives est incompatible avec le principe de la réglementation par voie législative de la fonction publique, et qu'une telle situation est valable quelle que soit l'issue des négociations salariales organisées par les employés du service public (*Arbeitnehmer des öffentlichen Dienstes*). En outre, la commission avait noté, d'après l'indication du gouvernement, que, dans le but de pallier l'incapacité de mener des négociations collectives, les fédérations de syndicats de fonctionnaires publics participent à l'élaboration initiale de la réglementation générale concernant la loi sur la fonction publique, conformément à l'article 118 de la loi fédérale sur les fonctionnaires publics (*Bundesbeamtengesetz* (BBG)) et à l'article 53 de la loi sur le statut des fonctionnaires publics (*Beamtenstatusgesetz*). Le gouvernement avait estimé que le système actuel de participation des syndicats protège de manière suffisante les intérêts des fonctionnaires publics (*Beamte*) et qu'aucun changement n'est donc nécessaire à cet égard.

La commission croit comprendre que la position du gouvernement concernant le droit de négociation collective des fonctionnaires publics (*Beamte*) est déterminée par les dispositions de la Constitution. La commission réitère que les négociations ne doivent pas nécessairement aboutir à des instruments juridiquement contraignants dans la mesure où il est tenu compte en toute bonne foi des résultats des négociations en question. La commission constate aussi, d'après l'indication du gouvernement, que, contrairement aux enseignants jouissant du statut de fonctionnaires publics (*Beamte*), les enseignants ayant le statut d'employés du secteur public (*Arbeitnehmer des öffentlichen Dienstes*) bénéficient du droit de négocier collectivement (lequel est également, comme le constate la commission, accordé aux enseignants du secteur privé). La commission voudrait souligner à ce propos que, conformément à son *article 6*, la convention «ne traite pas de la situation des fonctionnaires publics affectés à l'administration de l'Etat» et couvre donc l'ensemble des travailleurs du service public autres que ceux qui sont commis à l'administration de l'Etat. La commission estime donc qu'il convient d'établir une distinction entre, d'une part, les fonctionnaires dont les activités sont propres à l'administration de l'Etat – fonctionnaires des ministères et autres organismes gouvernementaux comparables – et les fonctionnaires agissant en tant qu'auxiliaires des précédents et, d'autre part, les autres personnes employées par le gouvernement, par les entreprises publiques ou par des institutions publiques autonomes. Seule la première catégorie de ces travailleurs peut être exclue du champ d'application de la convention.

Tout en rappelant qu'aux termes de l'article 6 de la convention les travailleurs du service public qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat, y compris les enseignants, doivent bénéficier du droit de négociation collective, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport les mesures prises ou envisagées pour rechercher, de concert avec les organisations syndicales concernées, les moyens selon lesquels le système actuel pourrait être développé de manière à donner pleinement effet aux principes énoncés ci-dessus.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Angola

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1976)

La commission note les observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 concernant des questions déjà traitées par la commission.

Articles 4 et 6 de la convention. Droit de négociation collective des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de:

- garantir que, dans le cadre de la nouvelle Constitution adoptée en 2010, les organisations syndicales de fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat disposent du droit de négocier avec leurs employeurs publics non seulement les salaires, mais aussi les autres conditions d'emploi;
- modifier les articles 20 et 28 de la loi n° 20-A/92 sur le droit de négociation collective de sorte que l'arbitrage obligatoire ne puisse être imposé que dans le cadre des services essentiels au sens strict du terme (à savoir ceux dont l'interruption mettrait en danger, dans l'ensemble ou dans une partie de la population, la vie, la sécurité ou la santé de la personne).

La commission note de nouveau l'indication du gouvernement que la loi n° 20-A/92 sur le droit de négociation collective, la loi n° 21-C/92 sur les syndicats et la loi n° 23/91 sont en cours de révision et que les projets de loi correspondants seront communiqués au Bureau dès lors qu'ils feront l'objet d'une discussion publique. *Tout en rappelant la possibilité de recourir à l'assistance technique du Bureau dans le cadre du processus de révision législative, la commission espère que le gouvernement tiendra compte de tous les commentaires formulés de façon à rendre la législation pleinement conforme à la convention et le prie de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Antigua-et-Barbuda

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (ratification: 2002)

Articles 4 et 5 de la convention. Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir aux fonctionnaires et à leurs organisations une protection juridique suffisante contre la discrimination antisyndicale et l'ingérence, ainsi que de communiquer et de fournir des informations sur les cas de discrimination antisyndicale. La commission note que, selon les informations contenues dans le rapport du gouvernement, aucun cas de discrimination antisyndicale n'est à notifier et que la constitution d'Antigua-et-Barbuda accorde des droits inaliénables aux citoyens. *La commission prie à nouveau au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir aux fonctionnaires et à leurs organisations une protection juridique suffisante contre la discrimination antisyndicale et l'ingérence, et le prie de fournir toute information sur tout cas de discrimination antisyndicale (en particulier sur les procédures de protection appliquées et les sanctions infligées).*

Argentine

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle prend également note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2013 (ainsi que de la réponse du gouvernement en date du 31 août 2014), de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA Autonome) en date des 31 août et 24 octobre 2014 (ainsi que de la réponse du gouvernement), de la Confédération générale du travail de la République argentine (CGT RA) en date du 1^{er} septembre 2014 et de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA des travailleurs) en date du 5 août 2014. La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la CSI et de la CTA Autonome concernant des allégations de violation des droits syndicaux dans des cas concrets.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la CTA Autonome et de la CSI au sujet de mesures d'emprisonnement, de licenciements de syndicalistes, de traitement préférentiel accordé aux

organisations «progouvernementales» dans le cadre du dialogue social ainsi que de l'indication du gouvernement selon laquelle certaines de ces questions ont été soumises aux autorités judiciaires. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats des procédures engagées.**

La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle, entre janvier et octobre 2013, 298 organisations ont obtenu le statut syndical (*personería gremial*, statut spécial qui octroie des droits exclusifs, comme le droit de conclure des conventions collectives, le droit des dirigeants à une protection spéciale, le droit à percevoir les cotisations syndicales retenues à la source par l'employeur, etc.) et 682 ont été enregistrées. La commission prend note des informations générales fournies par le gouvernement qui témoignent d'un développement important de l'activité syndicale (approbation de 1 699 conventions et accords collectifs en 2013) couvrant 4 304 000 travailleurs; ces conventions et ces accords ont été conclus au niveau sectoriel ou de l'entreprise.

Articles 2 et suivants de la convention. Autonomie syndicale et principe de non-ingérence de l'Etat. La commission rappelle que depuis de nombreuses années ses commentaires portent sur les dispositions de la loi n° 23551 de 1988 sur les associations syndicales (LAS) et de son décret d'application n° 467/88, qui ne sont pas conformes à la convention:

Statut syndical

- l'article 28 de la loi, qui impose à une association, pour pouvoir disputer à une autre le statut syndical (la *personería gremial*), de compter un nombre d'affiliés «considérablement supérieur»; et l'article 21 du décret d'application n° 467/88, qui définit le sens des termes «considérablement supérieur» en indiquant que l'association qui demande ce statut doit compter au moins 10 pour cent d'affiliés cotisants de plus que l'association qui a ce statut;
- l'article 29 de la loi, qui dispose que le statut syndical (*personería gremial*) ne peut être conféré à un syndicat d'entreprise que lorsqu'il n'existe pas d'autre syndicat ayant ce statut dans le secteur d'activité, la catégorie ou le secteur géographique concernés; et l'article 30 de la loi, qui fait obligation aux syndicats de corps de métier, de profession ou de catégorie, pour obtenir le statut syndical, de démontrer qu'ils défendent des intérêts différents de ceux du syndicat qui bénéficie de ce statut, syndicat qui ne doit pas déjà représenter les mêmes travailleurs que le syndicat qui demande le statut syndical;

Avantages découlant du statut syndical

- l'article 38 de la loi, qui ne permet qu'aux associations ayant le statut syndical et non aux autres de retenir sur les salaires les cotisations syndicales; et les articles 48 et 52 de la loi, qui prévoient que seuls les représentants des associations dotées du statut syndical bénéficient d'une protection spéciale (immunité syndicale).

La commission note les décisions rendues par la Cour suprême de justice et par d'autres instances judiciaires nationales et provinciales déclarant inconstitutionnels divers articles de la législation susmentionnée, en particulier en ce qui concerne les questions relatives au statut syndical. La commission **regrette** que le gouvernement se borne à déclarer que ces décisions ont une portée limitée aux cas d'espèce. **La commission souligne que ces décisions judiciaires vont dans le sens des demandes de modifications qu'elle adresse au gouvernement et prie donc instamment ce dernier de tirer toutes les conséquences des décisions judiciaires rendues en vue de la mise en conformité de la législation avec la convention.**

A cet égard, la CGT RA avait signalé, au sujet des commentaires de la commission, que les partenaires sociaux sont face à un défi important compte tenu des jugements de la Cour suprême de justice sur la liberté syndicale dans lesquels celle-ci a déclaré inconstitutionnels divers articles examinés par la commission (en particulier les questions relatives au statut syndical). Néanmoins, la CGT RA indique que la liberté syndicale est garantie par la législation nationale, et elle constate que de nouveaux syndicats ont été enregistrés, en l'occurrence près de 1 000 entre 2003 et 2013.

Pour leur part, la CTA des travailleurs et la CTA Autonome soulignent dans leurs observations distinctes que, malgré les incompatibilités qui existent entre la législation et les dispositions de la convention, le gouvernement n'a toujours pas soumis de projet de loi ou d'initiative législative au congrès et n'a pas organisé de consultations tripartites permettant de réformer cette législation; et ce malgré l'assistance technique fournie par le BIT et malgré les décisions rendues par la Cour suprême de Justice de la nation déclarant l'inconstitutionnalité des articles 28, 29, 30 et 38 et, en 2013, l'article 31 a) de la LAS.

La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles, étant donné l'importance de la loi n° 23551, toute initiative ou mesure en vue de l'application d'une norme qui régit la vie des associations professionnelles, pour pouvoir progresser et avoir la validité appropriée sur les plans social, culturel et politique, dépend de tous les acteurs qui interagissent dans le système des relations professionnelles (Etat, employeurs et travailleurs). C'est pourquoi la réforme implique un engagement politique des acteurs du système, qui donne lieu à des convergences que le gouvernement s'efforce de trouver, conformément aux avis émis par la mission d'assistance technique du BIT en mai 2010 au sujet de l'importance que doit avoir le dialogue social dans la recherche de ces convergences en vue d'une réforme. Le gouvernement indique que le pays est doté d'un système de relations professionnelles qui, sans préjudice des

modifications nécessaires qui doivent être faites et qui semblent appropriées compte tenu des avancées, est inclusif et constitue un outil fondamental pour améliorer les conditions d'emploi.

La commission rappelle que le gouvernement avait indiqué qu'il s'efforce en permanence de favoriser un dialogue social tripartite afin de parvenir aux consensus nécessaires pour mieux se conformer aux observations formulées par les organes de contrôle de l'OIT. ***La commission constate que le gouvernement n'a pas fourni d'informations concernant de nouvelles convocations au dialogue tripartite pour poursuivre les progrès dans ce sens et elle le prie instamment et fermement de prendre sans délai, après un examen tripartite des questions en instance avec les partenaires sociaux, les mesures nécessaires pour mettre la loi sur les associations syndicales et son décret d'application pleinement en conformité avec la convention. La commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations relatives à des résultats concrets à cet égard, à la lumière de ses commentaires et des décisions d'inconstitutionnalité des dispositions de la LAS rendues par la Cour suprême de justice de la nation.***

La commission ***regrette*** l'action pénale pour usurpation d'autorité présumée intentée au niveau provincial contre le secrétariat au Travail (action pénale mentionnée par le gouvernement) pour avoir indiqué à un gouverneur, dans le cadre d'un conflit du travail, qu'il convenait d'appliquer les conventions relatives à la liberté syndicale de manière ample afin que tous les intéressés puissent intervenir. ***La commission estime que l'action du secrétariat au Travail s'inscrit dans le cadre des obligations incombant à tout Etat en relation avec l'OIT et qu'elle ne devrait pas donner lieu à une action pénale.***

Articles 2 et 5. Droits des fédérations et des confédérations. La commission rappelle que depuis 2005 elle avait noté, dans ses observations, que la demande de reconnaissance du statut syndical formulée par la CTA en août 2004 était en attente d'une réponse. La commission prend note de l'information de la CTA Autonome selon laquelle des avancées en la matière ont été enregistrées puisque la résolution signée par le secrétariat au Travail de la nation a rendu officielle la scission de la CTA historique en deux nouvelles organisations: la CTA Autonome et la CTA des travailleurs, qui conservent leur capacité légale à représenter tous les travailleurs du pays en leur qualité d'organisations syndicales de troisième rang. La commission note que, comme indiqué par la résolution en question, la CTA des travailleurs fera l'objet de l'inscription au registre syndical n° 2027 (statut sans les droits exclusifs des organisations ayant le statut syndical) et que la CTA Autonome fait également une demande en ce sens au ministère du Travail dans l'optique d'une inscription légale. La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles les problèmes qui existaient nécessitaient des accords complexes entre les parties et que des efforts ont été faits pour que la question soit traitée de manière objective. Selon le gouvernement, ce sont les protagonistes eux-mêmes qui n'ont pas engagé les actions nécessaires compte tenu des désaccords intrasyndicaux. La commission observe que le gouvernement confirme qu'il est finalement parvenu à la reconnaissance réciproque de deux organisations par un acte officialisé devant les autorités du ministère du Travail. ***La commission prend note de ces informations et espère que la procédure engagée à la suite de la demande d'inscription de la CTA Autonome au registre syndical aboutira dans un futur très proche, et elle prie le gouvernement de communiquer des informations à ce sujet.***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations sur l'application de la convention présentées en 2014 par la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA Autonome), la Confédération générale du travail de la République argentine (CGT RA) et la Fédération judiciaire argentine (FJA), sur la négation du droit de négociation collective des travailleurs du pouvoir judiciaire.

La commission note que cette question a été déjà traitée en 2012 par le Comité de la liberté syndicale (voir 364^e rapport, cas n° 2881, paragr. 231), qui a recommandé à l'Etat, «conformément à l'article 5 de la convention n° 154, de prendre les mesures adaptées aux conditions nationales, y compris par la voie législative si nécessaire, pour promouvoir la négociation collective entre les autorités du pouvoir judiciaire et les organisations syndicales concernées». ***La commission invite le gouvernement à suivre les recommandations du Comité de la liberté syndicale et lui rappelle que l'assistance technique du Bureau est à sa disposition.***

[Le gouvernement est prié de communiquer un rapport détaillé en 2015.]

Bangladesh

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1972)

La commission note qu'il n'a pas été reçu de rapport du gouvernement.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. ***La commission prend note de la réponse du gouvernement aux***

observations de la CSI de 2013 et le prie de fournir ses commentaires sur la dernière communication de cette confédération. Elle prend note également des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

Dans ses commentaires précédents, prenant note des observations de la CSI faisant état du meurtre d'un syndicaliste, d'un dirigeant syndical et de deux travailleurs grévistes, la commission avait prié le gouvernement de donner des informations détaillées sur toutes enquêtes diligentées suite aux allégations graves d'actes de violence et de harcèlement. La commission note que, dans sa plus récente communication, la CSI allègue de nombreux nouveaux cas d'actes de violence contre des syndicalistes. Elle **déplore** que le gouvernement n'ait communiqué aucune information sur les enquêtes qui auraient été prévues ou menées suite à ces allégations, notamment sur l'avancement de l'enquête concernant le meurtre d'un syndicaliste commis en 2012. **La commission prie instamment le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les allégations récentes de faits de violence et de harcèlement et d'indiquer l'état de l'enquête sur le meurtre d'un syndicaliste commis en 2012.**

Articles 2 et 3 de la convention. *Droit de constituer librement des organisations, d'élire leurs représentants et de formuler leur programme d'action.* Compte tenu des préoccupations exprimées par la CSI, qui indique que les progrès du syndicalisme enregistrés récemment dans le secteur du prêt-à-porter (RMG) sont loin d'être aussi visibles dans les autres secteurs d'activité du pays, la commission avait prié le gouvernement de continuer de communiquer des informations détaillées et des données statistiques sur l'enregistrement de nouveaux syndicats dans les différents secteurs. Elle note que, d'après de récentes observations de la CSI, bien qu'il y ait de réels progrès sur le plan de l'enregistrement de syndicats, les syndicats enregistrés ne représentent toujours qu'une fraction infime des quatre millions de travailleurs occupés dans le secteur du prêt-à-porter, et un grand nombre de demandes d'enregistrement doivent encore être instruites, tandis que des dizaines d'autres ont été rejetées par une décision discrétionnaire du directeur du travail. **La commission prie de nouveau le gouvernement de communiquer des informations détaillées, y compris des statistiques, sur l'enregistrement de nouveaux syndicats et de fournir sa réponse aux questions soulevées par la CSI dans ses observations.**

Réforme législative. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris dûment note d'amendements apportés à la loi sur le travail du Bangladesh (BLA) en juillet 2013 et des indications du gouvernement selon lesquelles les mesures nécessaires seraient prises pour poursuivre la réforme de la BLA selon un processus tripartite tenant compte des conditions économiques et sociales du pays, l'assistance technique du BIT pouvant être sollicitée dans ce cadre. **Regrettant qu'aucun nouvel amendement n'ait été apporté à la loi sur le travail sur certains aspects fondamentaux, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures prises en vue d'en revoir et modifier les dispositions suivantes: champ d'application de la loi (art. 1(4), 2(49) et (65), et (175)); restrictions affectant le droit de se syndiquer dans l'aviation civile et chez les gens de mer (art. 184(1), (2) et (4), 185(3)); restrictions affectant le droit de se syndiquer dans certains groupes d'établissements (art. 183(1)); restrictions concernant l'appartenance syndicale (art. 2(65), 175, 185(2), 193 et 300); intervention dans les activités des syndicats (art. 196(2)(a) et (b), 190(e) et (g), 192, 229(c), 291 et 299); ingérence dans les élections syndicales (art. 196(2)(d) et 317(d)); ingérence dans le droit des organisations d'élaborer librement leurs statuts (article 179(1)); restrictions excessives du droit de grève (articles 211(1), (3), (4) et (8), et 227(c)), sous peine de sanctions particulièrement rigoureuses (art. 196(2)(e), 291, et 294 à 296); droits préférentiels excessifs pour les agents à la négociation collective (art. 202(24)(c) et (e), et 204); annulation de l'enregistrement de syndicats (art. 202(22)) et sanctions excessives (art. 301).**

En outre, la commission note avec un **profond regret** que les travailleurs doivent toujours parvenir à rassembler 30 pour cent de l'ensemble des travailleurs de l'établissement ou groupe d'établissements considéré pour pouvoir enregistrer un syndicat ou maintenir son enregistrement, et que les syndicats dont le nombre d'adhérents tombe en deçà de ce chiffre perdent leur enregistrement (art. 179(2) et 190(f)), et que, au surplus, il ne peut être enregistré plus de trois syndicats au sein d'un même établissement ou groupe d'établissements (art. 179(5)). La commission tient à souligner une fois de plus que le fait d'imposer un seuil aussi élevé pour pouvoir constituer un syndicat ou maintenir son enregistrement viole le droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix tel que prévu par l'article 2 de la convention. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions susvisées de la loi sur le travail et de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Observant que le gouvernement avait fait état précédemment d'un processus de rédaction de règles d'application complémentaires de la loi sur le travail modifiée, la commission veut croire que la règle 10 du Règlement des relations du travail (IRR) de 1977 sur laquelle elle avait fait des commentaires n'est désormais plus appliquée, qu'un nouveau règlement sera promulgué sans délai, et que cet instrument garantira que les pouvoirs conférés au greffe des syndicats ne permettront aucune interférence de celui-ci dans les affaires internes des syndicats. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès concernant l'élaboration de ce règlement et d'en communiquer copie lorsqu'il aura été approuvé.

Article 5. *Droit des organisations de constituer des fédérations.* **La commission prie à nouveau le gouvernement de réviser l'article 200(1) de la loi sur le travail afin d'assurer que la règle concernant le nombre minimum de**

syndicats devant être réunis pour former une fédération (aujourd'hui de cinq) ne soit pas excessive et ne porte pas atteinte, de ce fait, au droit des organisations de travailleurs de constituer des fédérations. Elle le prie également de modifier cet article de telle sorte que les travailleurs puissent constituer des fédérations couvrant un éventail de professions plus étendu et qu'il ne soit pas imposé aux membres d'un syndicat d'appartenir à plus d'une division administrative.

Droit de se syndiquer dans les zones franches d'exportation (ZFE). La commission rappelle avoir commenté en détail dans son observation précédente les différentes dispositions de la loi de 2010 sur les associations de prévoyance des travailleurs et les relations socioprofessionnelles dans les ZFE (loi EWWAIRA) qu'il conviendrait de modifier afin de rendre cet instrument conforme à la convention. Les dispositions ainsi visées étaient les articles 6, 7, 8, 9, 12, 16 et 24, réglementant de manière excessive la formation d'associations ouvrières de prévoyance (WWA) ou organisant celles-ci au niveau supérieur d'une manière contraire à la convention, et les articles 10, 20, 21, 24, 27, 28, 34, 38, 46 et 80 rendant possible l'ingérence du gouvernement dans les affaires internes des WWA. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note d'informations du gouvernement selon lesquelles un comité interministériel avait été constitué pour élaborer un nouvel instrument du travail qui serait conforme aux normes internationales et susceptible de devenir une loi applicable aux travailleurs des ZFE. La commission note cependant que, d'après les récentes observations de la CSI, le Cabinet a déposé en juillet 2014 une proposition de loi du Bangladesh sur le travail dans les ZFE qui a été élaborée sans aucune consultation des représentants des travailleurs et qui n'apporte aucune réponse aux préoccupations exprimées jusque-là dans le contexte de cette convention. **La commission prie instamment le gouvernement de mener des consultations pleines et entières avec les organisations de travailleurs et d'employeurs du pays en vue d'élaborer une nouvelle législation applicable aux ZFE qui soit pleinement conforme aux dispositions de la convention. Elle le prie de communiquer dans son prochain rapport des informations détaillées sur tout progrès réalisé à cet égard et de communiquer copie de cette législation lorsqu'elle aura été adoptée.**

Rappelant l'importance prééminente qui s'attache à la liberté syndicale en tant que droit de l'homme fondamental, la commission veut croire que des progrès tangibles pourront être constatés dans un proche avenir quant à la conformité de la législation et de la pratique à la convention sur chacun des aspects susmentionnés.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Barbade

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971 (ratification: 1977)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Protection des représentants des travailleurs. La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles un projet de loi sur les droits en matière d'emploi est en cours de finalisation et devrait être prochainement promulgué. La commission note que la loi susvisée prévoit la protection contre le licenciement motivé par la qualité actuelle ou future de membre du bureau syndical, de délégué d'entreprise, de responsable de la sécurité et de la santé, ou de délégué syndical. En outre, la loi prévoit que l'autorité du travail renvoie les cas n'ayant pas été réglés au niveau du Département du travail devant un tribunal. Les sanctions imposées en cas d'infraction à la loi, lorsque celle-ci aura été adoptée, ont été fixées sous forme d'amende allant de 2 000 à 20 000 dollars des États-Unis, et une indemnité pourrait aussi être versée au plaignant dans certaines circonstances. **La commission prie le gouvernement de communiquer copie de la nouvelle législation sur les droits en matière d'emploi lorsque celle-ci aura été adoptée.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Bélarus

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1956)

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

Suivi des recommandations de la commission d'enquête (plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu devant la Commission de l'application des normes de la Conférence en juin 2014 à propos de l'application de la convention. Elle prend également note du rapport, transmis au Conseil d'administration en mars 2014, de la mission de contacts directs qui s'est rendue dans le pays en janvier 2014 en vue d'obtenir un panorama complet de la situation des droits syndicaux dans le pays et d'aider le gouvernement à mettre

en œuvre, rapidement et efficacement, toutes les recommandations en suspens qui ont été formulées par la commission d'enquête.

La commission prend note des observations soumises par la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 à propos de l'application de la convention. Elle prend également note des observations transmises par le Congrès biélorussien des syndicats démocratiques (BKDP) reçues le 28 août 2014, alléguant de nombreuses violations des conventions, notamment le refus d'enregistrer des structures syndicales affiliées aux membres du BKDP (entre 2013 et 2014 par exemple, l'enregistrement de l'organisation de premier échelon du Syndicat des travailleurs de la radio et de l'électronique (REP) de la région de Bobruisk aurait été refusé à cinq reprises); et de l'adoption de la législation affectant les droits et les intérêts des travailleurs en l'absence de toute consultation préalable du BKDP, qui est membre du Conseil tripartite pour l'amélioration de la législation dans le domaine social et du travail (ci-après le Conseil tripartite). **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires détaillés à ce sujet.** La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs de constituer des organisations. La commission rappelle que, dans ses précédentes observations, elle avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de modifier le décret présidentiel n° 2 et son règlement d'application, afin d'éliminer les obstacles à l'enregistrement des syndicats (adresse légale et critère de 10 pour cent minimum de l'effectif). La commission note à cet égard que, au cours de sa visite au Bélarus, la mission de contacts directs a entendu des allégations faisant état des difficultés que continuent à rencontrer les nouvelles organisations syndicales pour obtenir une adresse légale, en dépit du fait qu'aient été élargies les possibilités relatives au type de local pouvant répondre au critère de l'adresse légale, celui-ci incluant dorénavant les habitations privées. Elle note également que, bien que le critère de l'adresse légale ait été assoupli, l'enregistrement de nouvelles organisations se heurte toujours à des obstacles importants. La mission de contacts directs a exprimé sa déception que le décret n° 2 n'ait pas été modifié et qu'aucune proposition n'aille en ce sens. En outre, la mission de contacts directs a noté que, alors que selon le gouvernement il n'existerait pas de demande d'enregistrement en suspens, les représentants du BKDP ont indiqué que des obstacles subsistent et que, d'une manière générale, les syndicats indépendants sont découragés et ne sollicitent pas leur enregistrement en raison des obstacles auxquels ils se heurtent. En outre, la mission de contacts directs a pris connaissance d'allégations détaillées faisant état des importantes difficultés rencontrées par les travailleurs qui souhaitent s'organiser en dehors de la structure de la Fédération des syndicats du Bélarus (FTUB).

Au vu de ce qui précède, la commission **regrette profondément** l'absence de mesures tangibles prises par le gouvernement ainsi que l'absence de toute proposition concrète de modification du critère de l'adresse légale, lequel semble continuer à faire obstacle, dans les faits, à l'enregistrement des syndicats et de leurs organisations de premier échelon. Elle **regrette** en outre que le critère de 10 pour cent minimum de l'effectif imposé pour la création d'un syndicat d'entreprise n'ait pas été supprimé malgré le fait que le gouvernement ait laissé entendre qu'il prendrait des mesures à cet effet lors de sa déclaration devant la Commission de la Conférence en juin 2013. **La commission prie de nouveau instamment le gouvernement d'agir en concertation avec les partenaires sociaux pour modifier le décret n° 2 et régler la question de l'enregistrement des syndicats dans la pratique. Elle prie le gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport tout progrès réalisé à cet égard.**

Par ailleurs, la commission rappelle que, dans ses commentaires de 2012 et 2013, elle avait examiné le cas de l'entreprise «Granit», et en particulier l'allégation selon laquelle la direction de l'entreprise refusait d'accorder à une organisation de base du Syndicat indépendant du Bélarus (BNP) l'adresse légale qui, conformément au décret n° 2, est requise pour pouvoir enregistrer un syndicat. La commission note que la mission de contacts directs a longuement traité de la question du conflit qui a surgi dans l'entreprise, lequel a bien été examiné par le Conseil tripartite, mais n'a pas pu être réglé. Les informations contradictoires reçues par la mission de contacts directs renforcent sa conviction qu'il est nécessaire d'élaborer des mécanismes permettant de trouver à l'avenir une solution acceptable à ce type de litige, en recourant à des enquêtes, au dialogue et à la médiation, dans le respect total des principes de la liberté syndicale. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique avoir accepté l'assistance technique du BIT afin de réaliser une série d'activités destinées à améliorer le dialogue social et la coopération entre les mandants tripartites à tous les échelons, ainsi qu'à améliorer la connaissance et la prise de conscience des droits associés à la liberté syndicale. Le gouvernement souligne qu'une de ces activités consiste en un atelier sur le règlement des conflits et la médiation. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats et les suites concrètes de cette activité.**

Articles 3, 5 et 6. Droit des organisations de travailleurs, y compris les fédérations et confédérations, d'organiser leurs activités. La commission rappelle qu'elle avait précédemment exprimé ses préoccupations à propos des allégations de refus réitérés auxquels se seraient heurtés le BKDP, le BNP et le REP, suite à leurs demandes d'autorisation de manifestations et de réunions. Elle rappelle aussi qu'elle avait pris note avec préoccupation des allégations du BKDP selon lesquelles, après avoir rencontré plusieurs travailleuses (sur le chemin de leur travail), la présidente de l'organisation régionale du BNP de Soligorsk avait été arrêtée par la police le 4 août 2010, puis reconnue coupable de délit administratif et condamnée à une amende. Selon le BKDP, le tribunal avait considéré que, en rencontrant des membres du syndicat non

loin du portail d'entrée de l'entreprise, cette dirigeante syndicale avait violé la loi sur les activités de masse. La commission avait demandé au gouvernement de communiquer ses commentaires sur les faits ainsi allégués par le BKDP. La commission **regrette profondément** que le gouvernement ne fournisse aucune information à cet égard. **Rappelant que les manifestations pacifiques sont protégées par la convention et que les réunions et manifestations publiques ne doivent pas être arbitrairement interdites, la commission prie instamment le gouvernement de diligenter une enquête, en collaboration avec les organisations précitées, sur tous les cas allégués de refus d'autoriser la tenue de manifestations et de réunions et d'attirer l'attention des autorités compétentes sur le droit des travailleurs de manifester et de se réunir pacifiquement pour la défense de leurs intérêts professionnels. La commission prie le gouvernement de s'assurer que l'exercice du droit de réunion est protégé effectivement contre toute intimidation ou tout autre acte arbitraire.**

A cet égard, la commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, elle demande au gouvernement de modifier la loi sur les activités de masse, qui fait peser des restrictions sur ces activités et qui prévoit la dissolution de toute organisation (y compris un syndicat) pour une seule infraction à ses dispositions (art. 15), tandis que ses organisateurs peuvent être accusés de violation du Code administratif, encourant ainsi une peine de détention administrative. La commission **regrette profondément** que, comme a pu le constater la mission de contacts directs, il n'ait pas envisagé de modifier la loi. **En conséquence, la commission est amenée à réitérer sa demande précédente.**

S'agissant de sa précédente demande de modification du décret présidentiel n° 24 relatif à l'utilisation de l'aide gratuite de l'étranger, la commission note que la mission de contacts directs a constaté que, bien qu'il n'y ait actuellement aucune intention de modifier le décret, dans les faits, les syndicats ne sont pas empêchés de recourir à une aide financière. En outre, la commission note que le gouvernement indique qu'en aucun cas des demandes d'enregistrement d'une telle aide n'ont été refusées et que les organisations qui ont demandé leur enregistrement l'ont obtenu. Tout en prenant note de cette information, la commission rappelle que le décret interdit l'utilisation d'une aide gratuite de l'étranger pour, entre autres choses, tenir des réunions publiques, des rassemblements, des cortèges, des manifestations, des piquets, des grèves ou organiser des séminaires ou d'autres formes de campagnes auprès de la population. Le non-respect de cette disposition fait encourir à l'organisation de lourdes amendes ainsi que, éventuellement, la cessation de ses activités. La commission rappelle que le droit reconnu aux *articles 5 et 6* de la convention implique le droit de bénéficier de liens qui peuvent avoir été noués avec une organisation internationale de travailleurs ou d'employeurs. Une législation qui interdit à un syndicat national ou une organisation nationale d'employeurs d'accepter une aide financière venant d'une organisation internationale de travailleurs ou d'employeurs, à moins que cette aide ait été approuvée par le gouvernement, et qui permet d'interdire une organisation s'il est avéré qu'elle a reçu une telle aide sans l'autorisation prescrite n'est pas conforme à ce droit. Bien qu'il n'y ait pas eu d'allégations spécifiques concernant l'application pratique de ce décret, la commission réitère que l'autorisation préalable prescrite par le décret n° 24 afin de pouvoir bénéficier d'une aide gratuite de l'étranger et les restrictions qu'il impose à l'utilisation de cette aide sont incompatibles avec le droit des organisations d'employeurs et de travailleurs d'organiser leurs propres activités et de bénéficier de l'assistance que peuvent leur apporter des organisations internationales de travailleurs et d'employeurs. **En conséquence, la commission prie de nouveau instamment le gouvernement de modifier, en consultation avec les partenaires sociaux, le décret n° 24 pour faire en sorte que les organisations de travailleurs et d'employeurs puissent effectivement organiser leur administration et leurs activités et bénéficier de l'aide d'organisations internationales de travailleurs et d'employeurs, conformément aux articles 5 et 6 de la convention. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.**

La commission note avec **regret** que, comme le constate dans ses conclusions la mission de contacts directs, bien que la situation ait évolué en ce qui concerne les droits syndicaux, aucun changement fondamental ou progrès significatif n'a été constaté pour ce qui est de la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête s'agissant de la modification de la législation en vigueur. **Notant que le gouvernement a accepté l'assistance technique du Bureau, la commission exprime l'espoir que ce regain d'engagement aux côtés de l'OIT et de coopération avec tous les partenaires sociaux se traduira par des résultats concrets en vue d'une mise en œuvre rapide et efficace de toutes les recommandations encore en suspens formulées par la commission d'enquête.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Botswana

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (ratification: 1997)

Application de la convention dans la pratique. La commission prie le gouvernement de formuler ses commentaires sur les observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 31 août 2014

concernant des cas de discrimination antisyndicale, le refus de reconnaître des syndicats et les restrictions à la négociation collective dans la pratique.

Article 1 de la convention. Application de la convention au personnel pénitentiaire. Dans ses commentaires précédents, la commission avait rappelé que la convention s'applique aux services pénitentiaires. **Prenant note de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle il n'y a pas eu de fait nouveau concernant cette question, la commission espère une fois encore que le gouvernement prendra les mesures nécessaires dans un proche avenir pour modifier la loi sur la fonction publique, la loi sur les syndicats et les organisations d'employeurs et la loi sur les conflits du travail, afin d'assurer aux services pénitentiaires de jouir des droits consacrés par la convention, et prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Article 5. Protection contre les actes d'ingérence. Dans ses précédents commentaires, la commission avait indiqué que la législation actuelle n'assure pas une protection adéquate des organisations d'agents publics contre les actes d'ingérence des autorités publiques dans leur constitution, leur fonctionnement et leur administration. La commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle la loi sur les services publics est toujours en cours de révision et qu'elle introduira une disposition comparable à celle de l'article 56 de la loi sur les syndicats et les organisations d'employeurs, en vertu de laquelle tout acte de l'employeur tendant à faire de l'appartenance à un syndicat ou la participation à des activités syndicales une condition d'emploi, ou à interdire l'appartenance à un syndicat ou la participation à des activités syndicales, sera illégal. La commission rappelle néanmoins que le point soulevé concerne des actes d'ingérence des autorités publiques, tels que prévus en détails à l'article 2 de la convention. **La commission invite le gouvernement à garantir que la loi sur la fonction publique révisée inclut une disposition relative à cette question et lui rappelle qu'il peut, s'il le souhaite, solliciter l'assistance technique du Bureau à cet égard. La commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau qui garantirait que la législation protège de manière adéquate les organisations d'agents publics contre les actes d'ingérence des autorités publiques.**

[Le gouvernement est prié de communiquer un rapport détaillé en 2015.]

Bulgarie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1959)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 et des commentaires du gouvernement à propos des questions de législation soulevées par la CSI. La commission prend note également des commentaires fournis par le gouvernement à propos des observations exprimées en 2013 par la CSI sur des questions de législation. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires sur les observations de 2013 et 2014 de la CSI relatives à l'application de la convention dans la pratique. Elle prend également note des observations de la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (KNSB-CITUB) communiquées avec le rapport du gouvernement et prie le gouvernement de transmettre ses commentaires sur les informations communiquées à propos de l'application de la convention dans la pratique.** La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014.

Article 3 de la convention. Droit des organisations de travailleurs d'organiser leur gestion et leurs activités et d'élaborer leurs programmes. La commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, elle formule des commentaires sur la nécessité de modifier les dispositions suivantes:

- i) L'article 11(2) de la loi sur le règlement des différends collectifs du travail, qui prévoit que la décision de recourir à la grève doit être prise à la majorité simple des travailleurs de l'entreprise ou de l'unité concernée, et son article 11(3), qui dispose que la durée de la grève doit être déclarée. La commission note que le gouvernement indique qu'aucune modification législative n'a été apportée à l'article 11 au cours de la période considérée.
- ii) L'article 51 de la loi sur le transport ferroviaire de 2000, qui prévoit que, lorsqu'une action revendicative est décidée conformément à cette loi, les travailleurs et les employeurs doivent fournir à la population des services de transport satisfaisants correspondant à 50 pour cent au moins du volume du transport fourni avant la grève. La commission note que le gouvernement indique que, lors des travaux du groupe de travail d'experts interinstitutions créé en 2010 afin de préparer des propositions de modifications à la législation, des représentants du ministère des Transports et des Communications se sont opposés à ce que les propositions relatives à la loi sur le transport ferroviaire soient mises à l'examen, en insistant sur le fait que les efforts devraient se concentrer sur la stabilisation financière des chemins de fer bulgares, laquelle se traduirait en dernière analyse par une amélioration des droits des salariés, de telle sorte qu'aucune proposition législative n'a été déposée.
- iii) L'article 47 de la loi sur les fonctionnaires, qui limite le droit de grève des fonctionnaires, y compris ceux n'exerçant pas de fonction d'autorité au nom de l'Etat. La commission note que le gouvernement indique que, à la fin de 2012, le groupe de travail d'experts interinstitutions a rédigé un projet de loi modifiant la loi sur les fonctionnaires qui était soumis à l'examen du Conseil de la réforme administrative (CRA). Après son rejet par le CRA, le projet lui a été une

nouvelle fois soumis à la fin de 2013 et, après son acceptation par le CRA, le projet de loi a été discuté dans le cadre de la Commission de la législation du travail du Conseil national de coopération tripartite, sans que les représentants des partenaires sociaux donnent leur approbation. En outre, le ministère de la Défense a publié une déclaration disant que l'interdiction des grèves de fonctionnaires dans son ministère n'a rien d'excessif.

D'une manière plus générale, la commission note que le gouvernement indique que le ministère du Travail et de la Politique sociale a rendu compte des points de non-conformité entre la législation nationale et les instruments internationaux qui ont été ratifiés et a soumis cette question à l'examen du Mécanisme national de coordination sur les droits de l'homme qui est habilité à proposer aux instances et institutions publiques concernées de déposer des amendements à la législation nationale sur les droits de l'homme. Le 30 mai 2014, à l'initiative du ministre des Affaires étrangères, a été adoptée une décision visant à créer un groupe de travail interinstitutions qui proposera un mécanisme ainsi que des mesures concrètes pour remédier dès que possible aux cas de non-conformité. Toutefois, la commission prend note du point de vue du KNSB-CITUB qui estime qu'il n'existe pas, de la part du chef du gouvernement, de volonté de remédier aux problèmes soulevés par la commission.

La commission veut croire que les commentaires qu'elle formule depuis longtemps seront dûment pris en compte dans les travaux du groupe de travail interinstitutions qui sera créé dans le cadre du Mécanisme national de coordination sur les droits de l'homme et permettront d'accélérer la mise en conformité de la législation avec la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau survenu à cet égard, en particulier sur les mesures proposées par le groupe de travail interinstitutions précité et sur le résultat des délibérations au sein du Mécanisme national de coordination sur les droits de l'homme.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1959)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (KNSB/CITUB) soumises avec le rapport du gouvernement et prie le gouvernement de communiquer ses commentaires au sujet des informations relatives à l'application pratique de la convention.

La commission prend note des observations reçues le 1^{er} septembre 2014 de la part de la Confédération syndicale internationale (CSI), ainsi que des commentaires du gouvernement au sujet des questions législatives soulevées par la CSI en 2013 et 2014. *La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires concernant les observations de la CSI de 2013 et 2014 relatives à l'application pratique de la convention.*

Article 1 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans son observation antérieure, la commission avait invité le gouvernement à compiler des données sur la durée moyenne dans la pratique des procédures judiciaires relatives à la discrimination fondée sur les activités syndicales, et notamment des procédures d'appel, en indiquant le montant moyen de l'indemnisation accordée et les sanctions infligées, et à communiquer de telles informations dans son prochain rapport. La commission note, d'après le rapport du gouvernement, que: i) les dispositions sur l'égalité de traitement du Code du travail ont été complétées par les dispositions de la loi sur la protection contre la discrimination, laquelle prévoit des procédures spécialisées en matière de discrimination qui lui sont propres, et ce devant la Commission de protection contre la discrimination; ii) en ce qui concerne la prévention, l'article 333(3) du Code du travail protège certains responsables syndicaux contre le licenciement, en exigeant le consentement préalable du syndicat tout au long de la période de leur mandat et six mois après; iii) en ce qui concerne la réparation, l'article 225(1) du Code du travail prévoit, dans tous les cas de licenciement abusif, une indemnisation représentant la rémunération brute du travailleur pour la période de chômage, pour une durée maximale de six mois, et l'article 71(1)(n° 3) de la loi sur la protection contre la discrimination prévoit, dans les cas de discrimination, une indemnisation sans limite maximale aussi bien pour les dommages matériels que pour les dommages non matériels; iv) l'article 71(1)(n° 2) de la loi sur la protection contre la discrimination prévoit la possibilité d'ordonner de supprimer l'infraction, de rétablir la situation antérieure à l'infraction et d'éviter de commettre de nouveaux actes discriminatoires; et v) en termes de sanctions, l'article 78(1)(n° 2) de la loi sur la protection contre la discrimination prévoit une amende comprise entre 250 et 2 000 BGN (125 à 1 000 euros) à l'encontre de l'auteur avéré de la discrimination (le montant est doublé en cas de récidive). En outre, la commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement portant sur des exemples d'application de la loi sur la protection contre la discrimination à des cas de discrimination fondée sur l'affiliation syndicale ou les activités syndicales.

La commission estime que l'indemnisation applicable pour licenciement abusif, conformément à l'article 225(1) du Code du travail (jusqu'à six mois de salaire), peut être dissuasive pour un certain nombre de petites et moyennes entreprises, mais ne l'est probablement pas à l'égard des grandes entreprises ou des entreprises à productivité importante ou à bénéfices élevés, et que de même l'amende infligée conformément à l'article 78(1)(n° 2) de la loi sur la protection contre la discrimination manque d'effet dissuasif. *Tout en prenant note des actes de discrimination antisyndicale allégués par la KNSB/CITUB et la CSI et rappelant l'importance, en cas de discrimination antisyndicale, d'infliger des amendes dissuasives et d'accorder une réparation adéquate susceptible de représenter une sanction suffisamment dissuasive de manière à assurer l'application de l'article 1 de la convention dans la pratique, la commission invite le*

gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour renforcer les sanctions et les mesures de réparation, en consultation avec les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs. Compte tenu des exemples de cas fournis, la commission prie additionnellement le gouvernement d'indiquer: i) les montants maximums et moyens de l'indemnisation ordonnée dans les dernières années conformément à l'article 71(1)(n° 3) de la loi sur la protection contre la discrimination; ii) si et dans quelles circonstances la réintégration, en vertu de l'article 71(1)(n° 2) de la loi sur la protection contre la discrimination, peut être ou a déjà été ordonnée; et iii) la durée moyenne dans la pratique des procédures judiciaires (y compris des procédures d'appel) concernant la discrimination antisyndicale, ainsi que des procédures devant la Commission de protection contre la discrimination. La commission souhaiterait recevoir des éclaircissements sur les cas concrets où s'appliquent respectivement: a) l'article 225(1) du Code du travail; et b) les articles 71 et 78 de la loi sur la protection de la discrimination.

Article 2. Protection contre les actes d'ingérence. La commission avait précédemment noté que la législation nationale ne prévoit pas de protection adéquate des organisations de travailleurs contre les actes d'ingérence de la part des employeurs ou des organisations d'employeurs et avait demandé au gouvernement d'indiquer les mesures législatives prises ou envisagées à ce propos. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, qu'aucune modification n'a été apportée à la législation pertinente au cours de la période de référence. La commission rappelle que la législation nationale devrait interdire expressément tous les actes d'ingérence mentionnés dans la convention et prévoir expressément des procédures de recours rapides associées à des sanctions dissuasives en vue d'assurer l'application dans la pratique de l'article 2 de la convention. **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires en vue de modifier en conséquence la législation nationale et de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.**

Articles 4 et 6. Négociation collective dans le secteur public. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle demande au gouvernement de modifier la loi sur la fonction publique de manière que le droit de négociation collective de tous les travailleurs du service public, autres que ceux qui sont commis à l'administration de l'Etat, soit dûment reconnu dans la législation nationale. Tout en constatant, d'après la déclaration du gouvernement, qu'un groupe de travail interdépartemental avait été constitué pour élaborer des propositions concernant la loi sur la fonction publique, la commission avait exprimé le ferme espoir que la loi sur la fonction publique serait bientôt mise en conformité avec les prescriptions de la convention. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, qu'un groupe de travail d'experts interinstitutionnel a élaboré, fin 2012, un projet de loi visant à modifier la loi sur la fonction publique, en vue de réglementer les conventions collectives dans le service public. Le projet de loi susmentionné a été soumis pour examen au Conseil de la réforme administrative (CAR), a été rejeté, puis soumis à nouveau au CAR pour réexamen à la fin de 2013. Suite à l'avis favorable du CAR, le projet de loi a été discuté dans le cadre de la Commission de la législation du travail du Conseil national de la coopération tripartite, mais les représentants des partenaires sociaux n'ont pas accordé leur approbation. En outre la commission note, d'après l'indication du gouvernement, que le ministère du Travail et de la Politique sociale a signalé des cas de non-conformité de la législation nationale par rapport aux instruments internationaux ratifiés et les a soumis pour examen au Mécanisme national de coordination sur les droits de l'homme, habilité à proposer aux organismes et institutions pertinents de l'Etat d'entamer le processus de modification de la législation nationale sur les droits de l'homme et que le 30 mai 2014, sur proposition du ministre des Affaires étrangères, la décision a été adoptée de créer un groupe de travail interinstitutionnel qui devra proposer un mécanisme et des mesures concrètes destinés à régler le plus rapidement possible la question de la non-conformité de la législation. **La commission veut croire qu'il sera dûment tenu compte des commentaires qu'elle formule depuis longtemps, au cours des travaux du groupe de travail interinstitutionnel qui doit être créé dans le cadre du Mécanisme national de coordination sur les droits de l'homme. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute évolution à ce propos, en particulier sur les mesures proposées par le groupe de travail interinstitutionnel susmentionné et sur l'issue des discussions au sein du Mécanisme national de coordination sur les droits de l'homme.**

Burundi

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921 (ratification: 1963)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, ses commentaires portent sur la nécessité de modifier le décret n° 1/90 du 25 août 1967 sur les associations rurales, qui prévoit qu'en cas d'attribution publique le ministre de l'Agriculture peut constituer des associations rurales (art. 1), auxquelles il est obligatoire d'adhérer (art. 3) et dont il fixe les statuts (art. 4). Il prévoit également que les obligations des agriculteurs qui sont membres de ces associations comprennent, entre autres, la prestation de services en faveur de l'entreprise commune, le versement d'une cotisation unique ou périodique, la fourniture des produits de récolte ou d'élevage et l'observance de règles de discipline culturelle ou autre (art. 7), sous peine de saisie des biens du membre (art. 10).

La commission avait noté que, selon le gouvernement, le décret en question n'a pas encore été abrogé mais que son abrogation devrait intervenir sans plus tarder. *La commission exprime le ferme espoir que, finalement, le gouvernement prendra des mesures efficaces pour modifier ou abroger le décret-loi n° 1/90 du 25 août 1967. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard dans son prochain rapport.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014 et par la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) dans une communication reçue le 26 septembre 2014. *La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les questions soulevées, notamment les allégations relatives aux menaces de mort à l'encontre de dirigeants syndicaux, à une attaque du président du Syndicat libre des médecins du Burundi (SYMEBU) ainsi qu'à d'autres actes d'intimidation de syndicalistes.*

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2 de la convention. Droit des fonctionnaires sans distinction d'aucune sorte de constituer les organisations de leur choix et de s'y affilier. La commission note avec regret une nouvelle fois le défaut de dispositions réglementaires relatives à l'exercice du droit syndical des magistrats et observe que cette situation est à l'origine des difficultés d'enregistrement du Syndicat des magistrats du Burundi (SYMABU). La commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires sans délai pour adopter les dispositions réglementaires en question de manière à garantir et déterminer clairement le droit syndical des magistrats.

Droit d'affiliation syndicale des mineurs. La commission soulève depuis plusieurs années la question de la conformité de l'article 271 du Code du travail avec la convention, dans la mesure où cet article dispose que les mineurs âgés de moins de 18 ans ne peuvent adhérer aux syndicats professionnels sans autorisation expresse des parents ou des tuteurs. *La commission prie le gouvernement de reconnaître le droit d'affiliation syndicale des mineurs de moins de 18 ans exerçant une activité professionnelle, sans que l'autorisation parentale ou tutélaire soit nécessaire.*

Article 3. Droit des organisations de travailleurs et d'employeurs d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leur activité et de formuler leur programme d'action sans ingérence des pouvoirs publics. Election des dirigeants syndicaux. La commission rappelle que ses commentaires antérieurs portaient sur l'article 275 du Code du travail qui fixe les conditions suivantes pour accéder à un poste de dirigeant ou d'administrateur syndical:

- *Antécédents pénaux.* L'article 275(3) du Code du travail indique que les dirigeants syndicaux ne doivent pas avoir été condamnés à une peine définitive sans sursis et privative de liberté dépassant six mois de servitude pénale. La commission rappelle qu'une condamnation pour un acte qui, par sa nature, ne met pas en cause l'intégrité de l'intéressé et ne présente pas de risques véritables pour l'exercice des fonctions syndicales ne doit pas constituer un motif de disqualification pour être élu comme dirigeant syndical.
- *Appartenance à la profession.* L'article 275(4) du Code du travail dispose que les dirigeants syndicaux doivent avoir exercé la profession ou le métier depuis au moins un an. La commission a demandé au gouvernement d'assouplir sa législation en acceptant la candidature des personnes ayant travaillé antérieurement dans la profession ou en levant les conditions d'appartenance à la profession pour une proportion raisonnable de dirigeants.

La commission demande une nouvelle fois au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 275(3) et (4) du Code du travail en tenant pleinement compte des principes énoncés ci-dessus.

Droit des organisations d'organiser librement leurs activités et de formuler leurs programmes d'action. Dans ses précédents commentaires, la commission a soulevé la question de la succession de procédures obligatoires préalables au déclenchement de la grève (art. 191 à 210 du Code du travail), qui semblent conférer au ministre du Travail le pouvoir d'empêcher toute grève. *Rappelant que le droit de grève est un des moyens essentiels dont disposent les syndicats pour promouvoir et défendre les intérêts de leurs membres, la commission prie instamment le gouvernement d'adopter et de communiquer le texte d'application du Code du travail sur les modalités d'exercice du droit de grève, ceci en tenant compte des principes qu'elle rappelle ci-dessus.*

La commission a aussi relevé que, aux termes de l'article 213 du Code du travail, la grève est légale quand elle est déclenchée après avis conforme de la majorité simple des effectifs de l'établissement ou de l'entreprise. La commission a rappelé que, s'agissant d'un vote de grève, le mode de scrutin, le quorum et la majorité requis ne doivent pas être tels que l'exercice du droit de grève ne devienne en pratique très difficile. *La commission prie le gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport les mesures prises pour modifier l'article 213 du Code du travail à la lumière des commentaires qu'elle rappelle ci-dessus.*

Dans sa précédente observation, la commission a noté que le gouvernement a adopté un décret-loi interdisant l'exercice du droit de grève et de manifestation sur tout le territoire national pendant la période électorale. Selon le gouvernement, dans les

faits, ce décret-loi n'a pas été appliqué. *La commission prie le gouvernement d'indiquer si ce décret-loi a été abrogé suite aux élections.*

La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que les organisations syndicales puissent exercer pleinement leur droit d'organiser librement leurs activités sans ingérence des pouvoirs publics.

La commission note que le gouvernement a mis en place un comité tripartite chargé de proposer rapidement de nouvelles dispositions du Code du travail qui tiendraient compte, entre autres, des revendications des partenaires sociaux, des rapports de l'inspection du travail et des commentaires de la commission. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement des travaux de révision du Code du travail et rappelle que l'assistance technique du Bureau est à sa disposition.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1997)

La commission prend note des commentaires soumis par la Confédération syndicale internationale (CSI), dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014, et par la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU), dans une communication reçue le 26 septembre 2014, sur l'application de la convention. *La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.*

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Caractère non dissuasif des sanctions prévues par le Code du travail en cas de violation des articles 1 (protection des travailleurs contre les actes de discrimination antisyndicale) et 2 (protection des organisations d'employeurs et de travailleurs contre les actes d'ingérence des uns à l'égard des autres) de la convention. La commission avait noté que, selon le gouvernement, les dispositions en cause seraient modifiées avec la collaboration des partenaires sociaux afin de renforcer les sanctions. *La commission regrette qu'aucune modification n'ait été apportée à la législation et, rappelant la nécessité de prévoir des sanctions suffisamment dissuasives, espère que le gouvernement pourra apporter les modifications nécessaires à sa législation dans un proche avenir. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.*

Article 4. Droit de négociation collective dans la pratique. La commission avait précédemment noté qu'il n'existait qu'une seule convention collective au Burundi. La commission avait noté que, selon le gouvernement, il revient aux partenaires sociaux de prendre l'initiative de proposer des conventions collectives et qu'en définitive ils se contentent de conclure des accords d'entreprises qui sont très nombreux dans les entreprises parapubliques. La commission rappelle que, bien que la convention ne comporte aucune disposition prévoyant que le gouvernement a le devoir d'assurer l'application de la négociation collective par des moyens obligatoires à l'égard des partenaires sociaux, cela ne signifie pas que les gouvernements doivent s'abstenir de toute mesure visant à établir un mécanisme de négociation collective. *La commission avait noté la mise en place d'un programme de renforcement des capacités des acteurs du dialogue social et prie de nouveau le gouvernement de fournir des indications sur les mesures précises prises pour promouvoir la négociation collective, ainsi que de fournir des données d'ordre pratique sur l'état de la négociation collective et, notamment, le nombre de conventions collectives conclues jusqu'à ce jour et les secteurs d'activité concernés. La commission espère que le gouvernement pourra faire état, dans son prochain rapport, de progrès substantiels.*

Article 6. Droit de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat. La commission avait demandé au gouvernement de lui préciser si des dispositions impliquant des restrictions au champ de la négociation collective de l'ensemble des fonctionnaires publics au Burundi sont encore en vigueur, notamment en ce qui concerne la fixation des salaires, par exemple: 1) l'article 45 du décret-loi n° 1/23 du 26 juillet 1988, prévoyant que le conseil d'administration des établissements publics fixe, après approbation du ministre de tutelle, le niveau de rémunération des emplois permanents et temporaires et détermine les conditions d'engagement et de licenciement; et 2) l'article 24 du décret-loi n° 1/24, prévoyant que le conseil d'administration des établissements publics fixe le statut du personnel de l'administration personnalisée sous réserve de l'approbation du ministre compétent. La commission avait noté que le gouvernement avait indiqué que ces articles sont toujours en vigueur, mais qu'en réalité les fonctionnaires de l'Etat participent à la détermination de leurs conditions de travail. Selon le gouvernement, le droit de négociation collective leur est reconnu, et c'est d'ailleurs pour cela que les conventions dans les secteurs de l'éducation et de la santé existent; au niveau des établissements publics ou des administrations personnalisées, les travailleurs participent à la fixation des rémunérations car ils sont représentés aux conseils d'administration, et les revendications d'ordre salarial sont présentées à l'employeur par les conseils d'entreprise ou les syndicats, le ministre de tutelle n'intervenant que pour sauvegarder l'intérêt général; dans certains ministères, les organisations syndicales ont obtenu des primes pour compléter les salaires. *La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre des mesures en vue d'aligner la législation à la pratique et, notamment, de modifier les articles 45 du décret-loi n° 1/23 et 24 du décret-loi n° 1/24, de sorte que les organisations de fonctionnaires et d'employés publics non commis à l'administration de l'Etat puissent négocier leurs salaires et autres conditions de travail.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Cambodge

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1999)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu devant la Commission de l'application des normes de la Conférence en mai-juin 2014 à propos de l'application de la convention.

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. Elle note par ailleurs les observations de l'OIE et de la Fédération cambodgienne des employeurs et des associations d'entreprises (CAMFEBA) reçues le 1^{er} septembre 2014 concernant les progrès réalisés depuis la ratification de la convention et les défis résultant d'une multiplicité d'organisations syndicales. Celles-ci évoquent une prolifération de syndicats minoritaires sans caractère représentatif, qui ne suscite pas un environnement propice à des relations professionnelles harmonieuses.

La commission prend note en outre des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 31 août 2014, qui portent en particulier sur les assassinats, les arrestations et les détentions de travailleurs ayant participé aux manifestations, et sur un blocage de l'enregistrement de nouveaux syndicats indépendants. Elle prend note en outre des observations de l'Internationale de l'éducation (IE) et de son affiliée, l'Association nationale des travailleurs de l'éducation pour le développement (NEAD), reçues le 10 septembre 2014 dans une communication traitant des graves violences dirigées contre les manifestants et de l'absence d'un cadre légal permettant aux enseignants et aux fonctionnaires de créer des syndicats, ainsi que des intimidations dont ils font l'objet lorsqu'ils s'affilient à une association. La commission note que le gouvernement, répondant aux précédentes observations des organisations de travailleurs, indique la formation, en décembre 2012, d'un groupe de travail tripartite chargé d'étudier le contrat de travail et assure qu'aucun affilié d'un syndicat ayant rempli ses obligations et respecté la loi n'a été démis de ses fonctions.

La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires sur les observations communiquées par l'OIE, la CAMFEBA, la CSI, l'IE et la NEAD. Elle prie aussi le gouvernement de répondre à l'allégation de la CSI selon laquelle l'enregistrement d'au moins 30 nouveaux syndicats indépendants a été bloqué en raison de nouveaux critères imposés pour la circonstance et que la nouvelle obligation imposée aux dirigeants syndicaux de présenter un extrait de casier judiciaire pose problème à ceux qui ont été mis en examen pour cause d'activités syndicales légitimes.

Dans sa précédente observation, la commission avait pris note des conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale dans le cas n° 2318; elle avait exhorté le gouvernement à faire en sorte que des enquêtes complètes et indépendantes sur les meurtres de Chea Vichea, Ros Sovannareth et Hy Vuthy soient promptement menées, et elle avait prié le gouvernement de mener une enquête indépendante et impartiale sur les poursuites engagées contre Born Samnang et Sok Sam Oeun, les deux individus qui ont été condamnés pour le meurtre de Chea Vichea à l'issue d'un procès caractérisé par l'absence de garantie pour le droit à la défense. La commission accueille favorablement l'information reçue du gouvernement selon laquelle, le 25 septembre 2013, la Cour suprême a abandonné les charges retenues contre Born Samnang et Sok Sam Oeun et que ceux-ci ont été remis en liberté. La commission note que le gouvernement indique en outre que les autorités compétentes enquêtent toujours afin de découvrir les coupables de ces meurtres et que les cas de Ros Sovannareth et Hy Vuthy sont toujours devant les tribunaux. ***La commission prie à nouveau le gouvernement de faire en sorte que des enquêtes complètes et indépendantes sur les meurtres des syndicalistes Chea Vichea, Ros Sovannareth et Hy Vuthy soient menées promptement afin que les coupables soient punis, et de mettre un terme à la situation actuelle d'impunité, et elle espère qu'il sera bientôt en mesure de faire état de progrès à cet égard.***

Droits syndicaux et libertés publiques. Dans son observation précédente, la commission priait instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les droits syndicaux des travailleurs sont pleinement respectés et que les syndicalistes sont en mesure d'exercer leurs activités dans un climat exempt d'intimidation et de danger pour leur sécurité personnelle et leur vie, ainsi que pour celles de leurs familles. La commission note que le gouvernement indique que les autorités n'interfèrent pas dans le droit des organisations syndicales et que le gouvernement n'a arrêté personne qui n'ait pas agi contrairement à la loi. La commission prend note avec ***préoccupation*** des autres allégations de violence grave et de harcèlement à l'encontre de membres et de dirigeants de syndicats qui ont eu lieu depuis le mois de janvier 2014, et en particulier de l'information fournie par la CSI et la NEAD à propos des grèves et manifestations des 2 et 3 janvier 2014 relatives à la détermination du salaire minimum, qui ont entraîné des décès, des violences graves et des attaques, ainsi que l'arrestation de 23 travailleurs et, par la suite, de leurs procès dont il est allégué qu'ils étaient entachés de vices de procédure. La commission note par ailleurs les allégations de l'OIE et de la CAMFEBA selon lesquelles les violences de janvier 2014 ont commencé au sein du mouvement syndical. La commission prend également note des informations reçues de la CSI à propos de la création d'un nouveau Comité de règlement des grèves et manifestations qui serait composé des chefs des forces armées, et des allégations selon lesquelles, après les manifestations du mois de janvier, le gouvernement a recouru de manière répétée à la force pour disperser les manifestations et les

défilés, notamment lors de la Journée internationale de la femme et du 1^{er} mai, et a arrêté des responsables syndicaux pour avoir participé à ces manifestations. La CSI allègue en outre que des propriétaires d'ateliers de confection ont entamé des actions judiciaires civiles et pénales pour des dégâts provoqués à leurs biens, sans qu'ils soient en mesure d'en apporter la preuve, et qu'ils ont eu recours au système judiciaire pour harceler des syndicalistes en déposant des plaintes dépourvues de tout fondement. **Rappelant que, en l'absence de libertés publiques, les droits syndicaux sont limités ou inexistant, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les libertés publiques soient pleinement respectées et que les syndicalistes soient en mesure d'exercer leurs activités dans un climat exempt d'intimidation et de danger pour leur sécurité personnelle et leur vie, ainsi que pour celles de leurs familles. La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la création, les buts et le fonctionnement du Comité de règlement des grèves et manifestations, et pour faire en sorte que des enquêtes complètes soient promptement menées sur les événements des 2 et 3 janvier 2014 par des organes indépendants ayant la confiance de toutes les parties. La commission prie le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Indépendance du pouvoir judiciaire. Dans sa précédente observation, la commission avait, comme la Commission de la Conférence en 2013, prié le gouvernement d'indiquer si les projets de loi sur le statut des juges et des procureurs et sur l'organisation et le fonctionnement des tribunaux avaient été adoptés, et de fournir des informations à cet égard et sur les progrès réalisés en vue de la création de tribunaux du travail. **Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle ces lois ont été adoptées par l'Assemblée nationale et transmises au Sénat, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout renforcement des capacités, ou toute autre mesure prise en relation avec ces lois afin de garantir l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire en pratique. La commission prie par ailleurs le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés en vue de la création de tribunaux du travail.**

Projet de loi sur les syndicats. Dans sa précédente observation, la commission priait le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises en vue de l'adoption de la nouvelle loi, et elle exprimait l'espoir que les partenaires sociaux seraient pleinement consultés tout au long du processus et que la loi prendrait en compte tous ses commentaires, en particulier celui demandant que les droits inscrits dans la convention soient pleinement garantis aux fonctionnaires, aux enseignants, aux travailleurs du transport aérien et maritime, aux juges et aux travailleurs domestiques. La commission note que le gouvernement indique que les partenaires sociaux ont été consultés sur le projet de loi, lequel sera amendé en conséquence. Elle note en outre que le gouvernement indique que les travailleurs du transport aérien et maritime sont couverts par la loi, tandis que les fonctionnaires, les enseignants, les militaires et les policiers sont couverts par d'autres textes de loi. **Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi sur les syndicats devrait être adopté pour le début de 2015, la commission veut croire que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires afin d'accélérer l'adoption des amendements législatifs prenant en compte tous ses précédents commentaires, garantissant les droits inscrits dans la convention à tous les travailleurs, que ce soit par la loi sur les syndicats ou par toute autre mesure législative pertinente. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1999)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014, qui portent en particulier sur des actes graves de discrimination antisyndicale, ainsi que des observations de l'Internationale de l'éducation (IE) et de son affiliée, l'Association nationale des travailleurs de l'éducation pour le développement (NEAD), reçues le 10 septembre 2014, se référant à des actes de discrimination antisyndicale et au refus du droit de négociation collective des enseignants et des fonctionnaires.

Articles 1 et 3 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale. Dans sa précédente observation, la commission avait prié instamment le gouvernement d'assurer une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. La commission note que le gouvernement se réfère aux dispositions de la loi de 1997 sur le travail réglementant le licenciement pour infraction à la législation et exigeant l'autorisation de l'inspection du travail pour licencier des «délégués syndicaux». La commission note que, en vertu du Prakas n° 305 du 22 novembre 2001 et de l'article 373 de la loi sur le travail, les sanctions imposées pour des actes de discrimination antisyndicale comprennent une amende de 61 à 90 jours du salaire quotidien de base et/ou une peine d'emprisonnement de six jours à un mois. **Soulignant que la discrimination antisyndicale peut compromettre l'existence même des syndicats, la commission prie une fois encore le gouvernement d'assurer une protection adéquate contre tous actes de discrimination antisyndicale, licenciements et autres actes préjudiciables commis contre des dirigeants et des membres syndicaux, y compris en prévoyant des sanctions suffisamment dissuasives, et prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute mesure prise à cet égard, que ce soit par le biais de la prochaine loi sur les syndicats ou par d'autre législation**

pertinente. La commission demande au gouvernement de communiquer ses observations sur les commentaires de la NEAD et de la CSI alléguant des licenciements, des menaces et des actes de discrimination, particulièrement dans le contexte du recours accru à des contrats à durée déterminée, à l'encontre des travailleurs du secteur public et autres travailleurs au motif de leur affiliation ou de leurs activités syndicales. La commission demande additionnellement au gouvernement de fournir des informations sur la nature des plaintes, le résultat des procédures administratives ou judiciaires correspondantes ainsi que la copie des décisions judiciaires rendues.

Article 4. Reconnaissance des syndicats aux fins de la négociation collective. Dans sa précédente observation, la commission avait abordé les moyens de déterminer l'organisation la plus représentative aux fins de la négociation collective. *Notant l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi sur les syndicats doit être adopté début 2015, la commission veut croire que la nouvelle législation respectera le principe de détermination de l'organisation la plus représentative d'après des critères objectifs, préétablis et précis, et qu'elle supprimera la possibilité pour les tiers d'opposer des objections à l'octroi du statut le plus représentatif à une organisation syndicale. La commission prie le gouvernement de communiquer copie de la législation une fois qu'elle aura été adoptée.*

Articles 4 et 6. Droit de négociation collective des fonctionnaires. Dans sa précédente observation, la commission avait demandé de garantir que tous les fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat jouissent du droit à la négociation collective. La commission rappelle qu'une distinction doit être établie entre, d'une part, les fonctionnaires dont les activités sont propres à l'administration de l'Etat – par exemple, dans certains pays, les fonctionnaires des ministères et autres organismes gouvernementaux comparables ainsi que leurs auxiliaires – qui peuvent être exclus du champ d'application de la convention et, d'autre part, toutes les autres personnes employées par le gouvernement, les entreprises publiques ou les institutions publiques autonomes, qui devraient bénéficier des garanties de cet instrument (voir étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 172). La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle la nouvelle législation sur les syndicats ne couvrira pas les fonctionnaires. *La commission encourage le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour garantir, en droit et en pratique, le droit de tous les fonctionnaires de négocier collectivement, y compris les enseignants, à la seule exception possible de ceux commis à l'administration de l'Etat.*

Application de la convention dans la pratique. Dans sa précédente observation, la commission avait demandé au gouvernement de communiquer des statistiques sur les conventions collectives. La commission note, selon l'indication du gouvernement, que la négociation collective n'est pas très prisée par les parties en raison d'un manque de confiance, de volonté et de sincérité, et parce qu'il n'y a pas de coopération sur le lieu de travail, et prend note aussi du nombre de conventions collectives conclues entre 1999 et 2013. La commission observe néanmoins que le gouvernement ne donne pas d'informations détaillées sur le nombre de travailleurs couverts, la période sur laquelle portent ces conventions, ou leur authenticité, ce point ayant précédemment fait l'objet des préoccupations de la commission. *La commission prie une nouvelle fois le gouvernement de fournir ces informations et de prendre les mesures nécessaires pour encourager et promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de procédure de négociation volontaire de conventions collectives entre les employeurs ou les organisations d'employeurs et les syndicats.*

Consultations relatives au projet de loi sur les syndicats. Dans sa précédente observation, la commission avait demandé au gouvernement de faire en sorte que les partenaires sociaux soient pleinement consultés sur le projet de loi sur les syndicats, et avait exprimé le ferme espoir que le projet de loi final sur les syndicats tiendrait compte de tous ses commentaires. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que l'un des trois ateliers sur le projet de loi tenus en 2014 était tripartite. *La commission souligne que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour qu'une consultation significative des partenaires sociaux ait lieu concernant toute réforme de la législation du travail et pour assurer leur participation pleine et entière et sur un pied d'égalité dans tous les fora de dialogue social pertinents.*

La commission invite le gouvernement à garantir la pleine conformité aux dispositions de la convention, en particulier concernant les questions susmentionnées et demande au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard, que ce soit par le biais de la prochaine loi sur les syndicats ou par d'autres mesures législatives pertinentes. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique du Bureau à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Cameroun

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014. La commission prend également note des observations de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC) reçues le 10 octobre 2014 concernant des restrictions au droit de syndicalisation dans certaines

entreprises nommément désignées. **La commission prie instamment le gouvernement de fournir ses commentaires sur les questions soulevées et de prendre sans délai les mesures correctives et d'infliger les sanctions adéquates s'il est avéré que le droit des travailleurs de constituer ou de s'affilier à l'organisation de leur choix est entravé dans certaines entreprises.** Par ailleurs, la commission note les observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014.

Articles 2 et 5 de la convention. Réforme législative. Depuis de nombreuses années, les commentaires de la commission portent sur la nécessité:

- de modifier la loi n° 68/LF/19 du 18 novembre 1968 (qui soumet l'existence juridique d'un syndicat ou d'une association professionnelle de fonctionnaires à l'agrément préalable du ministre en charge de l'administration territoriale);
- de modifier les articles 6(2) et 166 du Code du travail (portant sur la sanction de promoteurs d'un syndicat non encore enregistré qui se comporteraient comme si le syndicat avait été enregistré);
- d'abroger l'article 19 du décret n° 69/DF/7 du 6 janvier 1969 (qui prévoit l'autorisation préalable pour l'affiliation des syndicats de fonctionnaires à une organisation internationale).

La commission note que le gouvernement renvoie une fois de plus au processus de réforme législative en cours en indiquant que la révision du Code du travail conditionne celle des autres textes visés. Le gouvernement indique que les questions touchant le secteur public sont traitées en consultation avec les syndicats de la fonction publique et que la question particulière de leur affiliation internationale sera réglée lorsque l'encadrement juridique des syndicats de fonctionnaires sera assuré par le département en charge de tous les syndicats professionnels. **Rappelant une nouvelle fois que le processus de réforme législative (révision du Code du travail, adoption de la loi sur les syndicats, abrogation des textes réglementaires qui ne sont pas conformes à la convention) a débuté depuis de nombreuses années, la commission prie instamment le gouvernement d'achever ce processus sans délai supplémentaire de manière à donner pleinement effet aux dispositions de la convention sur les points rappelés. La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées à cet égard.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Chine

Région administrative spéciale de Macao

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (notification: 1999)

La commission prend note des observations sur l'application de la convention, soumises par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014, en particulier au sujet de l'ingérence du gouvernement dans les activités syndicales dans le secteur des jeux. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.** En outre, la commission prend note de la réponse du gouvernement concernant les travailleurs migrants indiquant que les travailleurs autochtones et les travailleurs non originaires de Macao bénéficient des mêmes garanties légales en matière de liberté syndicale. La commission prend note par ailleurs des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014.

Article 2 de la convention. Droit d'organisation des travailleurs à temps partiel et des gens de mer. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que les articles 3.3(2) et 3.3(3) de la loi sur les relations de travail excluent les gens de mer et les travailleurs à temps partiel du champ d'application de la loi et elle avait souligné la nécessité d'adopter un cadre législatif qui permettrait à ces catégories de travailleurs d'exercer les droits consacrés par la convention. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que la loi sur les relations de travail des gens de mer a été élaborée et qu'elle est toujours en cours de discussion. En ce qui concerne les travailleurs à temps partiel, le gouvernement indique qu'en 2013 les représentants des employeurs et des travailleurs ont engagé des discussions au sein de la Commission permanente de coordination des affaires sociales (CPCS) au sujet des règlements proposés sur le travail à temps partiel. Le gouvernement fait par ailleurs part de son intention de soumettre les règlements à l'Assemblée législative dans un proche avenir. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que, bien que les deux projets de loi soient spécialement élaborés pour tenir compte de la nature particulière des relations de travail des gens de mer et des travailleurs à temps partiel, en principe, la loi sur les relations de travail est applicable à ces travailleurs en ce qui concerne leurs droits fondamentaux de constituer librement des organisations et de s'affilier à ces organisations. **La commission veut croire que tout nouveau cadre législatif ou réglementaire concernant les gens de mer et les travailleurs à temps partiel leur accordera expressément les droits consacrés par la convention. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures concrètes prises à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Colombie

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (ratification: 2000)

La commission prend note des observations du Syndicat des travailleurs des entreprises municipales de Cali (SINTRAEMCALI), de la Confédération générale du travail (CGT), de la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) et de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT), reçues entre le 4 juin et le 1^{er} septembre 2014, qui portent sur des questions examinées par la commission. La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de 2014 du SINTRAEMCALI et à celles de la CUT de 2011.

Article 7 de la convention. Participation des organisations d'agents publics à la détermination de leurs conditions d'emploi. Dans ses commentaires de l'année dernière au sujet de l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, la commission avait pris note de l'adoption du décret n° 1092 du 24 mai 2012, et de la signature, par le gouvernement national et les centrales syndicales CUT, CGT et CTC et d'autres organisations d'agents publics, de l'accord collectif national du 16 mai 2013. La commission avait également noté qu'il avait été convenu d'envisager la modification du décret n° 1092 qu'avaient contesté certaines des organisations nationales de travailleurs. La commission note avec *intérêt* l'adoption, à la suite d'un dialogue avec les centrales syndicales, du décret n° 160 du 5 février 2014 qui abroge le décret n° 1092, dans le but de perfectionner et d'unifier les négociations dans des entités où sont en place plusieurs syndicats. La commission note que les différentes organisations syndicales qui ont communiqué des observations au sujet de l'application de la convention, sans préjudice des lacunes signalées par certaines de ces organisations, s'accordent à considérer que le décret n° 160 constitue un progrès par rapport au texte précédent. La commission note en particulier que, contrairement au décret n° 1092, le décret n° 160 dispose expressément que: i) les questions salariales peuvent être l'objet non seulement d'une concertation mais aussi de négociations; ii) les relations entre les entités publiques et les organisations syndicales d'agents publics constituent un sujet de négociation; iii) les parties recevront les informations nécessaires sur les questions soumises à la négociation; et iv) la procédure de négociation aboutit formellement à la signature d'une convention collective. Par ailleurs, la commission note que le décret n° 160 continue d'exclure les pensions du domaine tant de la négociation que de la concertation. La commission traite cette question dans le cadre de l'examen de l'application de la convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981.

La commission prend également note avec *intérêt* des indications suivantes du gouvernement à l'effet que: i) à la suite de l'accord collectif national, ont été négociés, en 2013, 300 cahiers de revendications dans l'administration publique, qui ont abouti à 236 accords complets; ii) la résolution n° 2143 du 28 mai 2014 donne aux directions territoriales du ministère du Travail la responsabilité de promouvoir et de garantir la négociation collective dans le secteur public; iii) dans le cadre du comité sectoriel du secteur public, qui relève de la Commission permanente de concertation des politiques salariales et du travail, l'Etat et les organisations syndicales d'agents publics examinent, sur la base d'un ordre du jour défini d'un commun accord, tout un ensemble de questions ayant trait aux intérêts économiques et sociaux des agents publics; et iv) dans ce cadre, il a été convenu de réviser le budget général de la nation en vue d'augmentations salariales pour 2015.

Article 8. Mécanismes pour le règlement des différends survenant à propos de la détermination des conditions d'emploi. La commission note que la CUT, la CTC et la CGT indiquent que le mécanisme de négociation collective applicable aux agents publics ne dispose pas de moyens efficaces pour régler des différends étant donné que, d'une part, le décret n° 160 ne prévoit pas le recours à l'arbitrage et que, d'autre part, il n'y aurait ni ressources économiques ni effectifs suffisants pour mener à bien efficacement la médiation prévue dans ce décret. **La commission prie le gouvernement d'envisager, dans le cadre du dialogue social avec les organisations de travailleurs les plus représentatives du secteur public, l'amélioration des mécanismes de médiation en place, et d'indiquer tout fait nouveau à cet égard. La commission demande aussi au gouvernement d'indiquer s'il existe la possibilité juridique et les mécanismes nécessaires pour recourir à l'arbitrage lorsque, d'un commun accord, les deux parties à la négociation sur les conditions d'emploi des agents publics le souhaitent.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981 (ratification: 2000)

La commission prend note des observations du Syndicat des travailleurs des entreprises municipales de Cali (SINTRAEMCALI), de la Confédération générale du travail (CGT), de la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) et de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT), reçues entre le 4 juin et le 1^{er} septembre 2014, à propos de questions examinées par la commission et qui posent des difficultés quant à l'application pratique de la convention dans les entités tant publiques que privées. La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la CUT, de l'Association syndicale des employés publics du ministère de la Défense, des Forces armées, de la Police nationale et entités associées (ASODEFENSA), de la Fédération syndicale mondiale (FSM), de l'Association

des employés de la Banque de la République (ANEBRE) et du SINTRAEMCALI, observations formulées respectivement en 2011, 2012, 2013 et 2014.

Article 5 de la convention. Promotion de la négociation collective. La commission prend note de l'adoption du décret n° 160 de 2014 relatif aux procédures de négociation et de règlement des différends avec les organisations de fonctionnaires et de la conclusion d'un nombre important de conventions collectives dans l'administration publique, sujet que la commission aborde dans le cadre de l'examen de l'application de la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978. La commission prend également note que le gouvernement mentionne l'adoption, après consultations tripartites au sein de la Commission permanente de concertation des politiques salariales et du travail, du décret n° 089 de 2014, qui régleme les alinéas 2 et 3 de l'article 374 du Code substantif du travail visant à promouvoir la négociation collective par le biais de l'unification de la négociation ou de la négociation concentrée.

Impact des pactes collectifs conclus avec des travailleurs non syndiqués sur la promotion de la négociation collective. Dans ses observations de 2011 et de 2014, la CUT indique que: i) la pratique du pacte collectif signé avec des travailleurs non syndiqués est amplement utilisée pour décourager l'exercice de la liberté syndicale et de la négociation collective; ii) les statistiques font apparaître l'effet très négatif de ces pactes sur le taux d'adhésion syndicale; iii) dans la pratique, les pactes collectifs sont fréquemment utilisés pour fixer par avance un plafond maximal des prestations économiques que l'employeur est disposé à octroyer, et ils nuisent de ce fait au processus de négociation collective; iv) 203 pactes collectifs ont été signés en 2013; et v) malgré de nombreuses plaintes déposées, les autorités n'ont à ce jour prononcé aucune sanction pénale pour recours illégal aux pactes collectifs. La commission prend note que le gouvernement répète dans son rapport que: i) lorsque, au sein d'une même entreprise, un pacte collectif et une convention collective coexistent, l'employeur doit respecter le droit à l'égalité et ne peut sous couvert d'accord, quel qu'il soit, offrir des avantages ou faire des concessions qui améliorent les conditions de certains travailleurs au détriment des autres; ii) la loi n° 1453 de 2011 sanctionne quiconque signe un pacte collectif dans lequel, de manière générale, on accorde de meilleures conditions que celles qui figurent dans les conventions collectives; et iii) les inspecteurs du travail ont été formés, avec l'appui du BIT, à gérer les plaintes relatives aux pactes collectifs. ***Tout en prenant note des indications du gouvernement, la commission rappelle que, en vertu du devoir, énoncé dans la convention, de promouvoir la négociation collective, les pactes collectifs avec des travailleurs non syndiqués ne devraient être possibles qu'en l'absence d'organisations syndicales représentatives. En conséquence, la commission prie de nouveau le gouvernement, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, de prendre des mesures à cette fin et de fournir des informations sur toute avancée en la matière. Elle le prie également de fournir des informations sur le nombre de conventions et de pactes collectifs conclus dans le pays.***

Article 5 b). Sujets couverts par la négociation collective. Exclusion de la question des pensions. La commission prend note que la CUT, la CTC, le SINTRAEMCALI et l'ANEBRE dénoncent l'exclusion persistante de la question des pensions dans le cadre de la négociation collective, suite à la réforme de l'article 48 de la Constitution du pays par l'acte législatif n° 01 de 2005. La commission prend note que le gouvernement indique dans son rapport que: i) l'acte législatif n° 01 de 2005 ne compromet pas le fondement de la négociation collective car il se réfère à un sujet différent de la réglementation des conditions de travail et/ou d'emploi ou des relations entre les travailleurs et les employeurs; ii) la réforme constitutionnelle de 2005 garantit l'équité et la viabilité financière du système général des pensions; et iii) le récent jugement n° 555 du 24 juillet 2014 de la Cour constitutionnelle, réunie en plénière, confirme que les dispositions des conventions collectives qui contenaient des prévisions relatives aux pensions ont expiré le 31 juillet 2010, dans le respect, d'une part, des droits acquis des personnes qui remplissaient les conditions d'accès à la pension prévue dans le cadre de la convention collective au moment de l'entrée en vigueur de la réforme, et, d'autre part, des attentes raisonnables des travailleurs qui, au 31 juillet 2010, remplissaient les conditions requises. ***A cet égard, la commission prie le gouvernement d'indiquer si, en vertu de ce jugement, les syndicats signataires des conventions collectives antérieures au 31 juillet 2010 peuvent conclure des accords comportant des dispositions en matière de pensions pour tenir compte de la situation des travailleurs qui ne remplissaient que partiellement les conditions d'accès à la pension au titre de la convention collective, en particulier si les cotisations versées étaient supérieures à celles du régime actuel.***

La commission rappelle que la mise en place par voie législative d'un système général et obligatoire de pension de retraite est compatible avec la négociation collective dans le cadre d'un système complémentaire. ***Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux représentatifs, de prendre les mesures nécessaires pour ne pas interdire aux parties à la négociation collective, tant dans le secteur privé que public, d'améliorer les pensions par le biais de prestations complémentaires si cela est possible du point de vue budgétaire pour les entreprises et les institutions publiques. La commission prie le gouvernement de fournir les informations sur toute évolution à cet égard et lui rappelle qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du BIT.***

Article 5 e). Organes et procédures de règlement des conflits et promotion de la négociation collective. La commission prend note que les centrales syndicales dénoncent la lenteur excessive du fonctionnement des tribunaux d'arbitrage du fait de mesures dilatoires de la part de certains employeurs et de l'absence de réponse appropriée de la part des autorités publiques face à ces pratiques, qui affecteraient gravement l'exercice du droit de négociation collective.

Observant que ce sujet fait l'objet de discussions au sein de la Commission permanente de concertation des politiques salariales et du travail, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le dialogue social en cours permette de surmonter les difficultés indiquées et de fournir les informations sur toute évolution en la matière. La commission prie en outre le gouvernement d'examiner, dans le cadre du dialogue social, les nombreux cas concrets d'entrave à la négociation collective signalés dans les observations des centrales syndicales.

Couverture de la négociation collective dans le secteur privé. La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires au sujet de l'affirmation de la CUT selon laquelle moins de 1 pour cent de la population active est couverte par une convention collective et de fournir des informations sur les mesures prises pour encourager la négociation collective dans le secteur privé.

Comores

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1978)

Article 2 de la convention. Discrimination antisyndicale. La commission note avec regret que le rapport du gouvernement ne répond pas aux observations de 2011 de la Confédération des travailleurs et travailleuses des Comores (CTC) qui font état de nombreux licenciements de membres et de dirigeants syndicaux dans les secteurs parapublic et portuaire. La commission prie instamment le gouvernement de diligenter une enquête à cet égard et d'indiquer les résultats de cette dernière.

Article 4. Promotion de la négociation collective. Depuis plusieurs années, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour promouvoir la négociation collective dans les secteurs public et privé. La commission avait noté les commentaires de l'Organisation patronale des Comores (OPACO) selon lesquels les conventions collectives dans les secteurs de la pharmacie et de la boulangerie, qui faisaient l'objet de négociations depuis plusieurs années, n'avaient pas encore abouti et que des négociations dans le secteur de la presse étaient en cours. La commission avait noté avec regret que, selon l'OPACO, le gouvernement n'avait pris aucune mesure pour promouvoir la négociation collective ni dans le secteur public ni dans le secteur privé. La commission avait de nouveau regretté l'absence de progrès concernant les négociations collectives en cours et avait exprimé le ferme espoir qu'elles aboutiraient dans un proche avenir. La commission avait finalement noté que, selon la CTC, la négociation collective ne connaissait toujours pas de progrès et qu'elle n'était ni structurée ni encadrée à quelque niveau que ce soit, et que les organes paritaires dans la fonction publique n'avaient pas encore été mis en place.

La commission prend note de la demande d'assistance technique exprimée par le gouvernement dans son rapport. La commission exprime le ferme espoir que l'assistance technique du Bureau pourra se concrétiser dans un très proche avenir et prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour promouvoir la négociation collective tant dans le secteur privé que dans le secteur public. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Congo

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. La commission note avec préoccupation les allégations relatives à l'enlèvement en juin 2013 de M. Dominique Ntsienkoulou, membre de la Concertation pour la revalorisation de la profession d'enseignant (CRPE), par des agents de la Direction départementale de la surveillance du territoire (DDST) et sa disparition depuis lors. La commission prie instamment le gouvernement de diligenter sans délai une enquête à cet égard et de fournir ses commentaires sur ces allégations graves ainsi que sur les allégations d'arrestation arbitraire de syndicalistes enseignants par la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) en avril 2013.

Article 3 de la convention. Droit des organisations de travailleurs d'exercer librement leurs activités et de formuler leur programme d'action. La commission rappelle que ses commentaires précédents portaient sur la nécessité de modifier la législation relative au service minimum à maintenir dans le service public, indispensable pour la sauvegarde de l'intérêt général et organisé par l'employeur (art. 248-15 du Code du travail), pour le limiter aux opérations strictement nécessaires pour la satisfaction des besoins de base de la population et garantir qu'il s'agit d'un service minimum négocié. La commission rappelle que le gouvernement s'était engagé à tenir compte des principes rappelés dans le processus de révision du Code du travail en cours. La commission prie le gouvernement de faire état dans son prochain rapport de tout fait nouveau à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

République de Corée

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations reçues le 1^{er} septembre 2014 de la part de la Confédération syndicale internationale (CSI) alléguant de nombreuses violations dans la pratique des droits syndicaux, et notamment des licenciements antisyndicaux qui touchent le Syndicat des fonctionnaires coréens et le Syndicat des cheminots coréens. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce propos.**

Par ailleurs, la commission prend note des observations formulées par la Fédération des syndicats coréens (FKTU) ainsi que des commentaires du gouvernement à leur sujet, reçus tous les deux le 4 septembre 2014.

Article 2 de la convention. Facilités accordées aux représentants des travailleurs. La commission note que la FKTU dénonce en particulier le fait que le système actuel du congé payé vise à réduire le nombre de responsables syndicaux à plein temps; limite la marge de négociation autonome et maintient les restrictions législatives à l'égard du paiement du salaire aux responsables syndicaux à plein temps; et que l'introduction de ce système est allée de pair avec une intervention administrative excessive, des inspections et des ordres pour des mesures correctives. En outre, la commission note, d'après les indications du gouvernement, que la limite maximum du congé a été étendue pour les petits syndicats qui ont probablement vu leurs activités syndicales s'affaiblir considérablement après l'introduction du nouveau système; que la limite maximale du congé est accordée en tenant compte du temps de trajet des responsables syndicaux, dont les lieux de travail sont dispersés à travers le pays; et que, alors que l'octroi aux travailleurs d'un congé payé pour se livrer aux activités syndicales n'est pas considéré comme une pratique déloyale de travail en vertu de l'article 81(4) de la loi sur les syndicats et l'harmonisation des relations de travail (TULRAA), les conventions collectives prévoyant l'obligation pour les employeurs de verser les salaires aux responsables syndicaux à plein temps, indépendamment de l'octroi d'un congé payé, pour accomplir leurs activités syndicales, ou de financer les coûts de fonctionnement du syndicat en plus de ce qui est nécessaire pour la fourniture de locaux, sont considérées comme illégales (art. 31(3)).

Dans ses commentaires antérieurs, tout en notant que les articles 24(2), 81(4) et 90 de la TULRAA prévoient l'interdiction pour un employeur de verser des salaires aux responsables syndicaux à plein temps, cet acte étant considéré comme une pratique déloyale de travail, la commission avait prié le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour modifier ces dispositions de façon à permettre aux parties à la négociation collective de réguler librement la question du versement des salaires aux responsables syndicaux à plein temps. La commission note avec **regret** que la loi révisée en 2010 maintient l'interdiction du paiement des salaires aux responsables syndicaux à plein temps, ainsi que les sanctions pénales à l'encontre des employeurs et des syndicats qui enfreignent cette interdiction. Elle réitère que le paiement du salaire aux responsables syndicaux à plein temps devrait faire l'objet d'une négociation libre et volontaire entre les parties. **La commission invite le gouvernement à engager des consultations avec les organisations les plus représentatives de travailleurs et d'employeurs sur ces questions et de fournir des informations sur toute évolution à ce propos. Dans l'intervalle, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations pratiques sur la manière dont les limites maximales du congé sont appliquées, les plaintes pour pratiques déloyales de travail reçues, les sanctions infligées, etc.**

Costa Rica

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971 (ratification: 1977)

La commission prend note des observations sur l'application de la convention soumises par la Fédération syndicale mondiale (FSM) et l'Union nationale des employés de la caisse et de la sécurité sociale (UNDECA) de 2013, et constate qu'elles se réfèrent à des questions déjà traitées par le Comité de la liberté syndicale en juin 2014 (voir rapport n° 372, cas n° 2929, paragr. 99 à 109). La commission prend également note des observations soumises par la Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN) dans une communication reçue le 3 septembre 2014 au sujet de cas de licenciement antisyndical, qui sont actuellement examinés par l'autorité judiciaire. La commission prend en outre note des observations reçues le 28 août 2014 par l'Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE), lesquelles signalent que la jurisprudence de la Cour suprême de justice accorde déjà une protection complète en cas de licenciement de dirigeants syndicaux ou de membres d'une organisation syndicale et d'actes de discrimination à leur encontre. La commission observe que la CTRN souligne que la durée moyenne des procédures antisyndicales est excessive et qu'elles durent en moyenne cinq ans. La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations des organisations syndicales.

Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait constaté que le nombre de représentants syndicaux protégés était réduit (article 365 du Code du travail (un dirigeant pour les 20 premiers travailleurs syndiqués, plus un autre par tranche supplémentaire de 25 travailleurs, jusqu'à un maximum de quatre)) et elle avait considéré qu'il conviendrait

d'étendre la protection à un plus grand nombre de représentants, sans préjudice d'une protection satisfaisante contre les actes de discrimination antisyndicale qui doit être assurée de manière générale à tous les travailleurs. La commission prend note que la question de la protection contre les actes de discrimination antisyndicale fait l'objet d'un projet de loi portant sur la réforme des procédures en matière de travail (dossier législatif n° 15990) qui, selon les informations du gouvernement, continue à être examiné par l'assemblée législative, est actuellement la priorité parlementaire, prévoit une procédure très rapide que l'employeur devra effectuer avant le licenciement et une procédure sommaire devant l'autorité judiciaire avec des délais impérieux pour prouver le motif de licenciement, et des sanctions sévères en cas de refus de réintégration du travailleur s'il n'est pas prouvé que le motif de son licenciement est valable. La commission observe que ces questions ont été traitées en 2013 dans le cadre de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et rappelle les conclusions qu'elle a formulées à cette occasion, à savoir: «Notant les efforts faits pour résoudre le problème de la lenteur des procédures en cas de discrimination antisyndicale, la commission espère que les divergences persistantes qui ont empêché l'adoption de la loi n° 15990 sur la réforme des procédures relatives au travail seront surmontées prochainement.» ***La commission espère vivement pouvoir constater des progrès tangibles dans un futur très proche et prie le gouvernement de transmettre le texte de la loi dès qu'elle sera adoptée.***

Par ailleurs, la commission avait pris note d'un autre projet de loi (n° 13475) portant également sur l'amélioration de la protection existante contre la discrimination antisyndicale et avait demandé au gouvernement de fournir des informations à cet égard. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la suite donnée au projet n° 13475.***

Croatie

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1991)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend dûment note de la discussion qui s'est déroulée au sein de la Commission de la Conférence en juin 2014.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2014, et prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur l'application dans la pratique des dispositions de la convention. La commission prend en outre note des commentaires du gouvernement sur les observations de l'Association des syndicats croates (MATICA) de 2013.

Article 1 de la convention. Protection des travailleurs contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans ses précédents commentaires, la commission, se référant aux allégations de retard excessif des tribunaux dans le traitement des cas de discrimination antisyndicale, avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur les progrès accomplis en ce qui concerne les mesures visant à améliorer l'efficacité de la protection légale. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement à la Commission de la Conférence, selon lesquelles: i) un processus exhaustif de réforme judiciaire est en cours depuis quelques années, dans le cadre duquel de nombreuses lois ont été modifiées, les tribunaux ont été restructurés et leur compétence territoriale modifiée, et les techniques de l'information ont progressé, ce qui a considérablement fait reculer le nombre de cas non résolus; et ii) la loi sur l'inspection du travail a été adoptée et est entrée en vigueur le 20 février 2014 et l'Unité d'inspection a été établie en tant qu'unité distincte relevant du ministère du Travail et du système de pensions depuis le 1^{er} janvier 2014. ***La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées en vue d'accélérer les procédures judiciaires concernant les cas de discrimination antisyndicale et de communiquer des informations concrètes, y compris des statistiques concernant l'impact de ces mesures sur la durée des procédures.***

Articles 4 et 6. Promotion de la négociation collective dans le service public. Dans ses précédents commentaires, la commission, se référant aux allégations antérieurement formulées par le Syndicat des employés de l'Etat et des administrations locales de Croatie (SDLSN) selon lesquelles la loi du 19 février 2010 sur les salaires des collectivités locales et régionales limite le droit des salariés des collectivités locales et régionales moins bien dotées financièrement de négocier collectivement les éléments fondamentaux de la formation des salaires, avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle les salaires des fonctionnaires des collectivités locales et régionales sont ajustés sur les salaires des fonctionnaires de l'Etat, et elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application de cet ajustement dans la pratique. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement à la Commission de la Conférence selon lesquelles: i) les éléments fondamentaux de la formation des salaires pour le calcul de la rémunération des fonctionnaires de toutes les collectivités locales et régionales, y compris les moins bien dotées financièrement, sont déterminés par la négociation collective (art. 9 de la loi); ii) les éléments fondamentaux de la formation des salaires dans les collectivités qui perçoivent des aides supérieures à 10 pour cent de leurs recettes ne doivent pas être supérieurs à ceux des fonctionnaires (art. 16); iii) cette restriction a pour but de faire en sorte que les collectivités qui n'ont pas

suffisamment de revenus pour couvrir leurs dépenses et qui s'appuient sur l'aide de l'Etat pour la rémunération de leurs employés ne puissent augmenter les salaires de façon excessive par rapport à leurs recettes. La commission rappelle que les modalités spéciales de négociation collective dans la fonction publique, en particulier en ce qui concerne les dispositions salariales et autres qui ont des incidences budgétaires, sont compatibles avec la convention. ***Notant que le SDLSN critique le système actuel, la commission invite le gouvernement à engager un dialogue avec les organisations de travailleurs les plus représentatives des collectivités locales et régionales en vue de réfléchir à d'éventuelles améliorations du système de négociation collective pour ce qui est des éléments fondamentaux de la formation des salaires.***

En outre, la commission avait pris note des allégations selon lesquelles la loi sur l'exécution du budget de l'Etat de 1993 permet au gouvernement de modifier la teneur d'une convention collective du secteur public pour des raisons financières. Rappelant que, en règle générale, une disposition légale autorisant une des parties à modifier unilatéralement le contenu de conventions collectives conclues est contraire aux principes de la négociation collective, la commission avait prié le gouvernement de communiquer copie des dispositions législatives pertinentes ainsi que des informations sur leur application dans la pratique. La commission note, d'après les informations fournies par le gouvernement à la Commission de la Conférence, que cette loi n'est plus en vigueur, que la procédure normale veut que l'on adopte annuellement une loi sur l'exécution du budget de l'Etat, et que la loi sur l'exécution du budget de l'Etat de la République de Croatie pour 2014 a récemment été adoptée, mais n'a pas encore été traduite dans une des langues de travail de l'OIT. ***La commission prie le gouvernement de transmettre une copie de cette loi de 2014 et souligne l'importance de veiller à ce que toute future loi sur l'exécution du budget de l'Etat ne permette pas au gouvernement de modifier la teneur de conventions collectives en vigueur dans le service public pour des raisons financières.***

En référence aux précédentes allégations de la MATICA, dénonçant le contenu de la loi sur les critères de participation aux organes tripartites et de représentativité à la négociation collective, adoptée le 13 juillet 2012 (loi de 2012 sur la représentativité), la commission avait souhaité recevoir les observations des organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives à ce sujet, de manière à lui permettre d'évaluer les critères de représentativité en vigueur. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle: i) la loi de 2012 sur la représentativité, qui était contestée, n'est plus en vigueur; ii) une nouvelle loi sur la représentativité des syndicats et des associations d'employeurs (loi de 2014 sur la représentativité) a été adoptée et est entrée en vigueur le 7 août 2014, conjointement avec plusieurs instruments dont la nouvelle loi du travail; iii) la loi de 2014 sur la représentativité a été élaborée en étroite collaboration avec tous les partenaires sociaux représentatifs, y compris la MATICA, et après de nombreuses consultations avec ceux-ci. La commission note que le gouvernement appelle l'attention sur certaines nouveautés de la nouvelle législation qui visent à répondre aux questions soulevées antérieurement par la MATICA (par exemple, la possibilité de prolonger l'application d'une convention collective arrivée à échéance devrait être énoncée dans la convention collective en question; les syndicats professionnels doivent remplir les mêmes critères généraux de représentativité que les autres syndicats). ***Afin de pouvoir examiner la conformité de la loi de 2014 sur la représentativité avec la convention, la commission prie le gouvernement de fournir le texte de cet instrument et de la nouvelle loi du travail ainsi que des informations complémentaires sur les dispositions pertinentes et leur application dans la pratique, et exprime l'espoir que les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives feront part de leurs points de vue ou de leurs observations éventuelles à l'égard de la nouvelle législation, de manière à lui permettre d'évaluer les nouveaux critères de représentativité, et de déterminer si les critères établis recueillent l'agrément des partenaires sociaux les plus représentatifs.***

[Le gouvernement est prié de communiquer un rapport détaillé en 2015.]

Djibouti

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1978)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014 relatives à la persistance de mesures d'intimidation et à la répression à l'encontre de syndicalistes de l'Union djiboutienne du travail (UDT) et de l'Union générale des travailleurs djiboutiens (UGTD). La commission prend note de la réponse du gouvernement qui nie pour l'essentiel les faits allégués. La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

Article 3 de la convention. *Droit des organisations de travailleurs d'organiser librement leur gestion et leurs activités.* La commission note en particulier avec une **profonde préoccupation** les allégations de la CSI concernant le fait que M. Adan Mohamed Abdou, secrétaire général de l'UDT, qui devait participer à la 103^e session de la Conférence internationale du Travail (mai-juin 2014) en tant qu'observateur de la CSI, a été arrêté à l'aéroport de Djibouti et s'est vu confisquer ses documents de voyage et ses bagages. A cet égard, la commission note que la Commission de vérification

des pouvoirs a aussi exprimé sa profonde préoccupation au sujet de l'arrestation de M. Mohamed Abdou à l'aéroport de Djibouti et a observé que l'incident semble confirmer que le harcèlement dont l'UDT déclare être l'objet n'a toujours pas cessé [deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, Conférence internationale du Travail, 103^e session, Genève, mai-juin 2014, paragr. 18]. La commission note que, dans sa réponse, le gouvernement se borne à indiquer qu'il ne reconnaît pas la qualité de représentant des travailleurs de M. Mohamed Abdou qui est un élu politique occupant un mandat de député. Le gouvernement rappelle que la législation de Djibouti interdit à un dirigeant politique d'occuper un mandat syndical. ***La commission rappelle qu'elle avait déjà relevé dans son observation de 2011 que la confiscation des documents de voyage de M. Mohamed Abdou par les autorités, en décembre 2010, l'avait empêché de répondre à ses obligations de représentation aux niveaux régional et international. Déplorant cette nouvelle restriction par les autorités de la liberté de mouvement de M. Mohamed Abdou, la commission prie le gouvernement de communiquer une copie de la législation spécifique ou de toute autre base légale ayant motivé l'interdiction de sortie du territoire qui a empêché ce dernier de participer à la Conférence internationale du Travail en mai-juin 2014 et de respecter pleinement les droits garantis par la convention.***

Questions législatives. La commission rappelle que ses commentaires portent, depuis de nombreuses années, sur la nécessité de prendre des mesures pour amender les dispositions législatives suivantes:

- l'article 5 de la loi sur les associations qui impose aux organisations l'obligation d'obtenir une autorisation préalable avant de se constituer en syndicats;
- l'article 23 du décret n° 83-099/PR/FP du 10 septembre 1983 qui confère au Président de la République de larges pouvoirs de réquisition des fonctionnaires.

La commission veut croire que le gouvernement fera état dans son prochain rapport de progrès concrets à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1978)

Articles 1 et 2 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014 relatives à la persistance d'actes de discrimination antisyndicale, notamment des licenciements, à l'encontre de syndicalistes de l'Union djiboutienne du travail (UDT) et de l'Union générale des travailleurs djiboutiens (UGTD). La commission note la réponse du gouvernement qui nie pour l'essentiel les faits allégués. Par ailleurs, la commission prend note des observations formulées conjointement par l'Internationale de l'éducation (IE), le Syndicat des professeurs des collèges et des lycées de Djibouti (SPCLD) et le Syndicat des enseignants du premier degré (SEP) dans une communication reçue le 10 septembre 2014 dénonçant le harcèlement, des mutations arbitraires et des licenciements d'enseignants syndicalistes. La commission note également la réponse du gouvernement niant l'existence des faits allégués. A cet égard, la commission note que l'IE et le SEP ont présenté en février 2014 une plainte devant le Comité de la liberté syndicale sur les mêmes faits allégués et que la plainte sera examinée prochainement.

De manière générale, la commission constate avec ***préoccupation*** que certaines organisations syndicales semblent toujours rencontrer des difficultés pour exercer leurs activités sans entrave. ***Rappelant l'obligation aux termes de la convention de garantir aux travailleurs une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale (article 1 de la convention) et d'assurer aux organisations de travailleurs et d'employeurs une protection adéquate contre tous actes d'ingérence (article 2), la commission prie avec fermeté le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le plein respect de ces obligations pour toutes les organisations syndicales en activité dans le pays.***

République dominicaine

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1953)

La commission prend note des observations, reçues le 28 novembre 2013, de la Confédération nationale d'unité syndicale (CNUS) et de la Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC). La commission constate que ces observations concernent des cas de licenciements antisyndicaux et de restriction de l'exercice du droit de négocier collectivement. Par ailleurs, la commission ***regrette*** que le gouvernement n'ait pas envoyé ses commentaires à propos de l'observation de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2013, alléguant des pratiques antisyndicales dans différentes entreprises et institutions. ***La commission demande au gouvernement de diligenter des enquêtes sur les faits allégués par la CNUS, la CASC et la CSI et d'indiquer les résultats de ces dernières ainsi que les mesures prises à cet égard.***

Application de la convention dans le secteur privé

Articles 1 et 2 de la convention. Absence de sanctions suffisamment dissuasives contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales; durée des procédures en cas de violation des droits syndicaux. Dans sa précédente observation, concernant l'obligation de l'Etat d'assurer, en vertu des *articles 1 et 2* de la convention, une protection rapide et efficace contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales, la commission avait demandé au gouvernement de communiquer des informations sur l'application pratique des sanctions prévues dans les articles 720 et 721 du Code du travail (amendes d'un montant représentant sept à douze mois de salaires minimums mensuels), notamment des données statistiques et des informations sur la durée des procédures associées. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, grâce aux activités de sensibilisation du ministère du Travail, il y a peu de cas d'infractions relatives à des actes antisyndicaux dans la pratique, et que les quelques cas relevés sont en instance devant les tribunaux. La commission note également que, dans leurs observations, la CNUS et la CASC indiquent que l'application de l'article 721 du Code du travail par les juges de paix donne lieu à des difficultés de procédure et ne permet pas d'imposer les sanctions adéquates. En outre, les organisations syndicales font valoir que si, d'une manière générale, des progrès ont été réalisés en matière de rapidité des procédures judiciaires, cette tendance ne concerne pas les procédures relatives à des actes antisyndicaux qui peuvent durer de trois à sept ans.

Etant donné l'absence de réponse du gouvernement sur ce dernier point soulevé par la CNUS et la CASC, point dont elle prend note avec préoccupation, la commission, prenant également note de la création de la Commission spéciale pour la révision et l'actualisation du Code du travail, prie une fois encore le gouvernement, après consultation des partenaires sociaux les plus représentatifs, d'adopter des réformes tant procédurales que de fond, de manière à permettre l'application efficace et rapide de sanctions dissuasives en cas d'actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard ainsi que des données statistiques spécifiques sur la durée des procédures judiciaires relatives aux actes antisyndicaux.

Article 4. Promotion de la négociation collective. Majorité requise pour négocier collectivement. Depuis de nombreuses années, les commentaires de la commission soulignent la nécessité, pour que la législation nationale favorise la négociation collective, de modifier les articles 109 et 110 du Code du travail qui imposent à un syndicat de représenter la majorité absolue des travailleurs de l'entreprise ou des travailleurs employés dans la branche d'activité concernée pour pouvoir négocier collectivement. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, en vertu du décret n° 286-13, la Commission spéciale pour la révision et l'actualisation du Code du travail a été créée et que l'un des objectifs explicites du processus de révision du Code du travail est d'adapter la législation nationale aux conventions de l'OIT ratifiées. La commission rappelle qu'elle considère que, si aucun syndicat ne représente plus de 50 pour cent des travailleurs, les droits de négociation collective devraient être accordés à tous les syndicats de l'unité, à tout le moins au nom de leurs propres membres (voir l'étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 234). **La commission espère que le processus de révision du Code du travail en cours débouchera très prochainement sur la modification des articles 109 et 110 dans le sens indiqué. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Droit de négociation collective dans la pratique. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement selon lesquelles 17 conventions collectives ont été enregistrées en 2013, couvrant 8 962 travailleurs; l'une de ces conventions a été signée dans les zones franches et couvre 1 074 travailleurs. La commission note également que deux ateliers relatifs à la négociation collective ont été organisés par le gouvernement tout au long de l'année 2012. **La commission prie le gouvernement de poursuivre les mesures d'encouragement et de promotion de la négociation collective et de fournir des informations sur l'impact de ces mesures. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des statistiques sur le nombre total de conventions collectives en vigueur dans le pays et sur le nombre de travailleurs couverts.**

Application de la convention dans la fonction publique

Articles 1, 2 et 6. Protection des fonctionnaires qui ne sont pas commis au service de l'administration de l'Etat contre la discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait exprimé l'espoir que la protection contre la discrimination antisyndicale, prévue par la loi n° 41-08 sur la fonction publique, qui ne couvrait que les membres fondateurs d'un syndicat et un certain nombre de ses dirigeants, s'étendrait aussi aux actes de discrimination fondée sur l'affiliation syndicale ou la participation à des activités syndicales légitimes. La commission avait demandé que le gouvernement prévoie une protection spécifique des associations de fonctionnaires contre tout acte de l'employeur ainsi que des sanctions suffisamment dissuasives contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales dans la fonction publique. **La commission prie une fois encore le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer aux fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat la protection susmentionnée et de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Articles 4 et 6. Droit de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait observé que la loi n° 41-08 relative à la fonction publique et son règlement d'application ne contiennent pas de disposition en matière de négociation collective, et avait invité le

gouvernement à prendre, en consultation avec les partenaires sociaux les plus représentatifs, des mesures visant à reconnaître sur le plan légal le droit des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat de négocier collectivement. La commission note, selon la réponse du gouvernement, que le ministère de l'Administration publique a fait appel aux services de deux experts en vue d'analyser les droits collectifs des fonctionnaires et d'adapter la réglementation nationale à la convention. **Rappelant que le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau s'il le souhaite, la commission espère une fois encore que le gouvernement prendra, dans un proche avenir, les mesures nécessaires visant à reconnaître sur le plan légal le droit des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat de négocier collectivement. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

El Salvador

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2006)

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle prend note également des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2014, qui portent sur des questions examinées par la commission.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de 2011 de la CSI qui portent sur l'assassinat de M. Victoriano Abel Vega, secrétaire général du Syndicat des travailleurs et des employés municipaux de la municipalité de Santa Ana. Le gouvernement indique que ce cas a été confié à la Division centrale de renseignement des services du Procureur général de la République et qu'il fait l'objet d'une enquête active. La commission **déplore profondément** et condamne fermement l'assassinat de M. Victoriano Abel Vega, faisant l'objet du cas n° 2923 examiné par le Comité de la liberté syndicale. **Rappelant que l'absence de décision de justice contre les coupables de crimes de dirigeants syndicaux et de syndicalistes constitue de fait une impunité qui aggrave le climat de violence et d'insécurité, ce qui est extrêmement préjudiciable à l'exercice des activités syndicales, la commission exhorte le gouvernement à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour déterminer les responsabilités et sanctionner les coupables de ce crime.**

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de 2013 de l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP) qui portent sur des projets de loi visant à permettre au Président de la République de décider quelles personnes représenteront le secteur des employeurs dans les organes de direction paritaires ou tripartites, point qui fait l'objet du cas n° 2980 du Comité de la liberté syndicale. La commission prend note à ce sujet des observations conjointes de l'OIE et de l'ANEP qui ont été reçues le 2 septembre 2014 et qui dénoncent l'inobservation des recommandations formulées par le Comité de la liberté syndicale dans ce cas. **Rappelant l'importance, en vertu de l'article 3 de la convention, de garantir la pleine autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs pour choisir leurs représentants dans les organes paritaires ou tripartites, et de les consulter de manière approfondie sur les projets de loi relatifs à cette question, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer pleinement cette disposition de la convention.**

Article 2 de la convention. Droit des organisations de travailleurs, sans distinction d'aucune sorte et sans autorisation préalable, de constituer les organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations. Exclusion de certaines catégories de travailleurs des garanties de la convention. Dans son commentaire précédent, la commission avait demandé au gouvernement: i) de préciser si les fonctionnaires et les agents du service public, dont il est question dans les articles 4 et 73, paragraphe 2, de la loi sur la fonction publique (LSC), jouissent des garanties prévues par la convention; ii) de prendre les mesures nécessaires pour que les fonctionnaires qui sont privés du droit d'association en vertu des articles 47, 219 et 236 de la Constitution jouissent des garanties prévues par la convention. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport ce qui suit: i) la plupart des catégories d'agents publics mentionnés à l'article 4 de la LSC (en particulier les agents du recouvrement, les payeurs, les trésoriers, les intendants, les magasiniers, les vérificateurs aux comptes, ainsi que le personnel contractuel sans pouvoir de décision qui n'occupent pas des postes de direction ou de confiance) jouissent des garanties prévues dans la convention; ii) un avant-projet de réforme de la LSC a été présenté le 24 mai 2011 et a fait l'objet d'un accord avec les organisations syndicales et prévoit la modification de l'article 4 de cette loi et la réduction du nombre des catégories d'agents publics exclues de la fonction publique; iii) les agents qui ne bénéficient pas des dispositions en matière de droit collectif du travail sont par conséquent visés par l'article 73 de la LSC, lu conjointement avec les articles 47, 219 et 236 de la Constitution; iv) ces dispositions n'ont pas empêché l'enregistrement de deux syndicats d'agents du pouvoir judiciaire.

Tout en prenant bonne note de la déclaration du gouvernement sur la reconnaissance du droit de syndicalisation de la plupart des catégories de travailleurs mentionnées à l'article 4 de la LSC, la commission rappelle que, à la seule exception des forces armées et de la police, tous les travailleurs sans distinction ont le droit, en vertu de l'article 2 de la convention, de constituer des syndicats et de s'y affilier. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre les**

mesures nécessaires pour réviser les articles 47, 219 et 236 de la Constitution, ainsi que les articles 4 et 73 de la LSC dans le sens indiqué, et d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.

Affiliation à plus d'un syndicat. Dans ses commentaires précédents, la commission avait souligné la nécessité de modifier l'article 204 du Code du travail qui interdit de s'affilier à plus d'un syndicat. La commission note que le gouvernement indique que l'interdiction d'être affilié à plus d'un syndicat est une mesure qui vise à protéger les associations professionnelles elles-mêmes. A ce sujet, la commission rappelle qu'il est important, à la lumière de l'article 2 de la convention, de permettre aux travailleurs qui exercent plus d'une activité professionnelle dans différentes professions ou différents secteurs de s'affilier au syndicat correspondant et, s'ils le souhaitent, de s'affilier simultanément à un syndicat de branche et à un syndicat d'entreprise. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 204 du Code du travail dans le sens indiqué et de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Nombre minimum d'affiliés pour créer une organisation. Dans ses commentaires précédents, la commission avait souligné la nécessité de modifier l'article 211 du Code du travail et l'article 76 de la LSC qui établissent qu'il faut au moins 35 travailleurs pour pouvoir constituer une organisation de travailleurs, et l'article 12 qui dispose qu'il faut au moins sept employeurs pour pouvoir constituer une organisation d'employeurs. A ce sujet, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les dispositions relatives au nombre minimum de travailleurs pour constituer un syndicat visent à ce que les organisations syndicales aient la force et la représentativité suffisantes. La commission rappelle que le nombre minimum exigé dans ces cas devrait être raisonnable afin de ne pas entraver la constitution d'organisations. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions susmentionnées dans le sens indiqué et de fournir des informations sur toute évolution à ce sujet.**

Conditions requises pour obtenir la personnalité juridique. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé au gouvernement de prendre des mesures pour modifier l'article 219 du Code du travail qui dispose que, dans la procédure d'enregistrement du syndicat, l'employeur doit certifier le statut de salariés des membres fondateurs. **Tout en prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle il cherchera dans la pratique d'autres mécanismes pour constater le statut de salariés des membres d'un syndicat, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 219 du Code du travail de manière à prévoir, par exemple, que la certification sera effectuée par le ministère du Travail, après vérification de la liste des salariés de l'entreprise ou de l'établissement fournie par l'employeur. La commission prie le gouvernement d'indiquer toute évolution à cet égard.**

Délai d'attente pour la constitution d'un nouveau syndicat lorsque son enregistrement a été refusé. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé de modifier l'article 248 du Code du travail afin que soit éliminé le délai d'attente requis pour formuler une nouvelle demande de constitution d'un syndicat. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, dans la pratique, des mécanismes internes ont été établis qui permettent à une organisation syndicale de présenter une nouvelle demande de constitution le lendemain du refus de son enregistrement. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour traduire dans la législation la pratique susmentionnée et de modifier en conséquence l'article 248 du Code du travail. La commission prie le gouvernement d'indiquer toute évolution à cet égard.**

Article 3. Droit des organisations de travailleurs et d'employeurs d'élire librement leurs représentants. **Tout en notant qu'il n'y a pas eu de modifications à cet égard depuis ses derniers commentaires, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre des mesures pour modifier les articles 47, paragraphe 4, de la Constitution, 225 du Code du travail et 90 de la LSC qui disposent qu'il faut être «salvadorien de naissance» pour être membre du conseil de direction d'un syndicat. Elle le prie de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, prendra les mesures nécessaires pour modifier les dispositions susmentionnées. La commission prie le gouvernement de faire état de tout fait nouveau à cet égard et lui rappelle qu'il peut recourir à l'assistance technique du Bureau.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2006)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 qui portent sur des questions traitées par la commission et sur plusieurs allégations d'actes de discrimination antisyndicale dans des municipalités et dans le secteur privé. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.**

Article 1 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale. La commission note que le gouvernement fait état de la présentation le 21 janvier 2014 de l'avant-projet de la loi qui régit le secteur du travail et la prévoyance sociale et qui qualifie d'infractions très graves les actes de discrimination antisyndicale, lesquelles sont

passibles de sanctions d'un montant compris entre un et dix salaires minimums mensuels. **Rappelant l'importance que les amendes imposées en cas d'actes de discrimination antisyndicale soient effectives et dissuasives, la commission prie le gouvernement de continuer de prendre les mesures nécessaires pour modifier la législation conformément au principe susmentionné en renforçant encore plus les sanctions applicables dans ce cas et d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.**

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur les initiatives prises pour renforcer l'efficacité de la protection contre la discrimination antisyndicale dans la fonction publique. La commission examine ces éléments dans ses commentaires sur l'application de la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978.

Article 2. Protection contre les actes d'ingérence. La commission, comme dans ses commentaires précédents, souligne la nécessité de compléter l'article 205 du Code du travail et l'article 247 du Code pénal afin que la législation interdise expressément tous les actes tendant à entraîner la constitution d'organisations de travailleurs dominées par un employeur ou une organisation d'employeurs, ou à soutenir des organisations de travailleurs par des moyens financiers ou autrement, dans le dessein de placer ces organisations sous le contrôle d'un employeur ou d'une organisation d'employeurs. **Notant que le rapport du gouvernement ne fait pas mention d'initiatives spécifiques à ce sujet, la commission réitère ses commentaires précédents et prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. *Questions législatives en suspens depuis plusieurs années.* La commission rappelle que, depuis des années, elle formule des commentaires sur certaines dispositions du droit interne afin qu'elles soient rendues pleinement conformes à l'article 4 de la convention en ce qui concerne la promotion de la négociation collective:

- *conditions requises pour pouvoir négocier une convention collective.* **Tout en prenant note à nouveau de l'indication du gouvernement selon laquelle deux syndicats dans une même entreprise peuvent s'allier pour atteindre le pourcentage minimum de représentation (plus de 50 pour cent) nécessaire pour négocier collectivement, la commission prie à nouveau le gouvernement de modifier les articles 270 et 271 du Code du travail, et 106 et 123 de la loi sur la fonction publique (LSC) afin que, lorsque aucun syndicat ne représente au moins 50 pour cent des travailleurs, les droits de négociation collective soient reconnus à tous les syndicats, au moins pour leurs propres membres;**
- *révision des conventions collectives.* **Tout en prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle il considérera la révision des conventions en vigueur comme une renégociation de ces conventions, la commission prie à nouveau le gouvernement de modifier l'article 276, paragraphe 3, du Code du travail afin que la renégociation d'une convention collective en vigueur ne soit possible qu'à la demande des parties concernées;**
- *recours judiciaire en cas de refus d'enregistrer une convention collective.* **Tout en prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 279 du Code du travail exclut seulement les recours administratifs, la commission prie le gouvernement de modifier cet article afin qu'il indique clairement qu'un recours judiciaire peut être intenté contre la décision du Directeur général de refuser l'enregistrement d'une convention collective;**
- *approbation des conventions collectives conclues avec une institution publique.* **Tout en prenant note des réformes en cours pour accélérer la procédure d'approbation ministérielle, la commission prie à nouveau le gouvernement, en ce qui concerne les clauses des conventions collectives qui ont un impact économique, de modifier l'article 287 du Code du travail et l'article 119 de la LSC afin d'éliminer l'obligation d'une approbation ministérielle préalable pour les conventions collectives dans une institution publique, et de la remplacer par une disposition prévoyant la participation de l'autorité budgétaire à la négociation collective, et non lorsque la convention collective a déjà été signée.**

La commission veut croire à nouveau que le gouvernement prendra dans un avenir proche, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, les mesures nécessaires pour réformer dans le sens indiqué les dispositions législatives susmentionnées. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut demander l'assistance technique du Bureau.

Article 6. Exclusion de certains salariés du secteur public des garanties prévues par la convention. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de modifier l'article 4(1) de la LSC, de sorte que tous les fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat puissent bénéficier des garanties de la convention. La commission note que le gouvernement fait état de la présentation le 24 mai 2011 d'un avant-projet de réforme de la LSC qui modifie son article 4 et diminue le nombre des catégories de fonctionnaires qui sont exclues de la carrière administrative. **La commission veut croire que, dans un avenir proche, la révision de la loi sur la fonction publique sera approuvée afin que tous les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat puissent bénéficier des garanties de la convention. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.**

Application de la convention dans la pratique. La commission salue les informations fournies par le gouvernement sur l'inscription de sept conventions collectives dans le secteur public (y compris le ministère des Finances). Par ailleurs, la commission prend note à nouveau de l'indication du gouvernement selon laquelle, si les enseignants du secteur public bénéficient du droit de négociation collective, à ce jour aucune convention collective n'a été conclue et aucune négociation n'a été commencée avec cette catégorie de travailleurs. ***La commission prie donc à nouveau le gouvernement de promouvoir le droit de négociation collective des enseignants du secteur public et de fournir des informations sur toute évolution à cet égard. D'une manière générale, la commission prie le gouvernement de continuer d'indiquer les mesures prises pour promouvoir la négociation collective dans les différents secteurs d'activité du pays (nombre de conventions collectives en vigueur, nombre de travailleurs couverts, etc.).***

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (ratification: 2006)

Article 1 de la convention. Exclusion des fonctionnaires des garanties de la convention. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note de la modification de l'article 47 de la Constitution, qui a permis de reconnaître le droit des fonctionnaires, des agents publics et des employés municipaux de former des associations professionnelles ou syndicats. A la suite de cette réforme constitutionnelle, la commission avait également demandé des informations sur une éventuelle modification de l'article 4 k) et l) de la loi sur la fonction publique (LSC) qui excluait certaines catégories d'employés publics des garanties de la convention. La commission note que le gouvernement fait état de la présentation, le 24 mai 2011, à la suite d'un dialogue fructueux avec les 59 syndicats de la fonction publique, d'un avant-projet de réforme de cette loi qui prévoit la modification de son article 4 et la réduction du nombre des catégories de fonctionnaires exclus de la carrière administrative. A ce sujet, la commission rappelle que, en vertu de l'article 1 de la convention, les seules catégories de fonctionnaires pour lesquelles la législation nationale peut déterminer la mesure dans laquelle les garanties prévues par la convention s'appliquent sont: i) les fonctionnaires de haut rang dont on considère normalement, en raison de leurs fonctions, qu'ils ont des capacités de décision ou qu'ils occupent des postes de direction; ii) les fonctionnaires tenus à la plus grande confidentialité; et iii) les forces armées et la police. ***Tout en notant que le gouvernement se réfère dans son rapport à plusieurs projets de réforme législative dans le domaine de la fonction publique, la commission veut croire que la révision de la LSC sera adoptée prochainement, de sorte que tous les fonctionnaires couverts par la convention jouissent effectivement des garanties de la convention. La commission demande au gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.***

Article 4. Protection contre la discrimination antisyndicale et contre les actes d'ingérence. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'avant-projet de loi sur la fonction publique qui a été présenté à l'Assemblée législative établit une protection contre tout acte de discrimination antisyndicale et contient des dispositions relatives à la protection des représentants syndicaux. A ce sujet, notant que la LSC ne contient pas de disposition sur ces points, la commission rappelle la nécessité que la législation nationale interdise expressément tout acte de discrimination antisyndicale contre les fonctionnaires et tout acte d'ingérence des autorités publiques dans la constitution, le fonctionnement ou l'administration des organisations de fonctionnaires, et prévoient des sanctions dissuasives lorsque ces actes sont commis. ***La commission veut croire que la réforme législative en cours permettra d'appliquer pleinement l'article 4 de la convention et demande au gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.***

Article 6. Facilités à accorder aux organisations de fonctionnaires. La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle le Tribunal de la fonction publique se réfère à l'article 6 de la convention quand il est consulté sur des questions ayant trait aux facilités qui doivent être accordées aux organisations de fonctionnaires. La commission note également que l'avant-projet de loi sur la fonction publique contient des dispositions relatives aux facilités à accorder aux représentants syndicaux. ***Notant que la LSC ne contient pas de disposition sur ces questions, la commission veut croire que la réforme législative en cours permettra d'appliquer pleinement l'article 6 de la convention. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à ce sujet.***

Article 7. Participation à la détermination des conditions d'emploi. La commission prend note avec ***intérêt*** de l'information fournie par le gouvernement, à savoir que sept conventions collectives ont été conclues avec des institutions publiques et que deux autres conventions collectives sont en cours de négociation. La commission fait bon accueil aussi à la formation sur la négociation collective qui est dispensée aux dirigeants syndicaux du secteur public (1 288 personnes ont été formées). Par ailleurs, la commission renvoie à son observation sur l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, dans laquelle elle demande la révision des dispositions législatives relatives à la négociation des conditions de travail des fonctionnaires.

Equateur

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1967)

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014. La commission prend également note des observations conjointes de l'Internationale des services publics (ISP)-Equateur, du Comité permanent intersyndical et de l'Union nationale des travailleurs de l'éducation (UNE), reçues le 4 septembre 2014, indiquant en particulier que: i) les articles 345 et 346 du nouveau Code organique intégral pénal sanctionnent lourdement l'exercice de la grève dans le secteur public; ii) le projet de Code organique des relations professionnelles et le projet de modifications constitutionnelles présenté le 26 juillet 2014 ne sont pas conformes à la convention; iii) Carlos Figueroa, ex-secrétaire exécutif de la Fédération médicale équatorienne, a été mis en détention le 22 juillet 2014, malgré les mesures conservatoires accordées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Enfin, la commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 qui portent sur des questions examinées par la commission et qui, par ailleurs, font état de la détention, avec Carlos Figueroa, de Fernando Villavicencio, ex-dirigeant syndical dans le secteur pétrolier. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires au sujet des observations susmentionnées.**

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la CSI de 2013 et de l'ISP la même année. Le gouvernement indique en particulier que la chambre pénale de la Cour nationale de justice a annulé la condamnation à huit ans de prison de M^{me} Mery Zamora, ex-présidente de l'Union nationale des éducateurs, qui avait pour origine la suspension d'un service public.

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs de constituer des organisations. Impossibilité de constituer plus d'une organisation syndicale dans l'administration publique. En ce qui concerne l'article 326.9 de la Constitution en vertu duquel, aux fins des relations de travail dans les institutions étatiques, la main-d'œuvre devrait être représentée par une seule organisation, la commission prend note avec **préoccupation** de l'indication du gouvernement selon laquelle cette disposition vise à éviter la formation de plusieurs organisations poursuivant les mêmes objectifs, et a pour but l'établissement d'une seule organisation puissante et solide. A cet égard, la commission rappelle que le droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix, prévu à l'article 2 de la convention, implique que le pluralisme syndical doit rester possible dans tous les cas, y compris dans la fonction publique, et que, par conséquent, l'unicité syndicale imposée par la loi est contraire à la convention. **Soulignant qu'il est important que les travailleurs puissent changer de syndicat ou en constituer un nouveau pour des raisons d'indépendance, d'efficacité ou de choix idéologique, la commission prie le gouvernement de modifier l'article 326.9 de la Constitution afin de le mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 2 de la convention, et de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard.**

Articles 2 et 3. Questions législatives en suspens depuis plusieurs années. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle formule des commentaires sur certaines dispositions du droit interne, afin de les mettre en conformité avec les articles 2 et 3 de la convention:

- *Nombre de travailleurs excessivement élevé (30) requis pour constituer des associations, des comités d'entreprise ou des assemblées visant à organiser des comités d'entreprise.* La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il prendra en compte les commentaires de la commission à cet égard, dans la révision en cours de la législation du travail. **La commission veut croire par conséquent que les articles 443, 452 et 459 du Code du travail seront modifiés dans le sens indiqué, et prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard.**
- *Obligation d'être équatorien pour faire partie de la direction d'un syndicat.* La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les articles 443 et 466 du Code du travail ne prévoient pas l'obligation d'être équatorien pour faire partie de la direction d'un syndicat. La commission observe néanmoins que l'article 459, alinéa 4, du Code du travail impose la nationalité équatorienne pour faire partie de la direction du comité d'entreprise. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de modifier l'article 459, alinéa 4, du Code du travail, et de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**
- *Droit de réélection des dirigeants d'organisations de travailleurs et d'employeurs.* La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle: i) le droit équatorien reconnaît clairement que l'élection des dirigeants des organisations syndicales relève de l'organisation concernée; ii) l'«alternance dans la direction» établie à l'article 326, alinéa 8, de la Constitution de la République est nécessaire pour encourager le principe démocratique et abandonner les anciennes pratiques de discrimination et de pérennisation au pouvoir. A cet égard, la commission rappelle qu'elle considère incompatible avec la convention toute disposition législative, quelle qu'en soit la forme, qui restreint ou interdit la réélection aux fonctions syndicales. **En conséquence, la commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 326, alinéa 8, de la Constitution dans le sens indiqué, et de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard.**

- *Droit des fédérations et des confédérations d'organiser leurs activités et de formuler leur programme d'action.* La commission note que le gouvernement ne communique pas de commentaires concernant la nécessité de réviser l'article 498 du Code du travail qui dénie de manière implicite le droit de grève pour les fédérations et confédérations. La commission rappelle que le déni du droit de grève aux fédérations et aux confédérations pose des difficultés en ce qui concerne l'application aussi bien de l'article 3 que de l'article 6 de la convention concernant les droits des fédérations et des confédérations. **La commission prie encore une fois le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 498 du Code du travail et de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard.**

Article 3. Peines de prison en cas de suspension des services publics ou leur entrave. La commission note que l'article 346 du Code organique intégral pénal, adopté le 3 février 2014, prévoit des peines de prison de un à trois ans aux personnes qui empêchent, entravent ou paralysent le fonctionnement normal d'un service public ou résistent avec violence au rétablissement de ce service ou prennent de force un bâtiment public ou une installation publique. La commission observe avec **préoccupation** que cette disposition pénale s'applique à l'organisation ou à la participation à des grèves pacifiques. A cet égard, la commission rappelle qu'aucune sanction pénale ne doit être imposée à un travailleur ayant participé à une grève pacifique et que, en aucun cas, des mesures d'emprisonnement ou des amendes ne doivent être imposées. De telles sanctions ne pourraient être envisagées que si, pendant une grève, des violences contre les personnes ou les biens ou d'autres violations graves des droits ont été commises, et elles ne peuvent être imposées qu'en vertu de la législation qui sanctionne de tels actes (par exemple dans le cas de non-assistance à personnes en danger, de blessures volontaires, ou de dommages délibérément causés à la propriété). A cet égard, la commission rappelle également qu'elle demande depuis de nombreuses années la modification du décret n° 105 du 7 juin 1967, qui prévoit des peines d'emprisonnement à l'encontre des personnes qui participent à des arrêts de travail et à des grèves illicites. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier le Code organique intégral pénal ainsi que le décret n° 105 du 7 juin 1967 dans le sens indiqué, et de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Tout en notant que le Président de la République a annoncé le 15 novembre 2014 une proposition de révision de plusieurs aspects du Code du travail, la commission espère que le gouvernement adoptera, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, les mesures nécessaires pour modifier les dispositions législatives et réglementaires susmentionnées. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1959)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 qui portent sur des questions soulevées par la commission, ainsi que sur des licenciements antisyndicaux dans une entreprise du secteur bananier. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.** La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la CSI des années précédentes, ainsi que des observations de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) de 2006. La commission **regrette** que le gouvernement n'ait pas communiqué des commentaires complets à propos des observations de la Confédération syndicale des travailleuses et travailleurs de l'Equateur (CSE), reçues le 6 septembre 2013, ni aux observations de l'Internationale des services publics (ISP)-Equateur, reçues le 16 septembre 2013, qui indiquent l'incompatibilité de nombreuses dispositions du droit interne relatif au secteur public avec la convention, dont le contenu est examiné dans le cadre de la présente observation.

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note de la discussion qui s'est tenue à la Commission de la Conférence en juin 2014 sur l'application de la convention par l'Equateur. La commission apprécie l'invitation formulée par le gouvernement à cette occasion pour qu'une mission de l'OIT se rende dans le pays en vue de traiter des questions soulevées concernant l'application de la convention, et note que cette visite a été programmée début 2015.

Application de la convention dans le secteur privé

Article 1 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation prévoie une disposition spécifique garantissant la protection contre les actes de discrimination antisyndicale à l'embauche. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement demande des éclaircissements sur ce point dans la mesure où il considère qu'il ne peut y avoir de discrimination antisyndicale à l'embauche étant donné que ce n'est qu'après avoir

intégré l'entreprise qu'une personne peut adhérer à une association ou à un syndicat de travailleurs. A cet égard, la commission rappelle que l'article 1 de la convention inclut la discrimination antisyndicale au moment du recrutement individuel du travailleur, afin que la non-appartenance du travailleur à un syndicat ou la résiliation de son affiliation syndicale ne soit pas une condition d'emploi, ainsi que de certaines pratiques comme l'établissement de «listes noires» de personnes syndiquées pour empêcher leur recrutement. **Dans ces circonstances, la commission demande une fois encore au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation prévoit une disposition spécifique garantissant la protection contre les actes de discrimination antisyndicale à l'embauche, et de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait souligné la nécessité de modifier l'article 221 du Code du travail (précédemment art. 229, paragr. 2) relatif à la présentation du projet de convention collective, de telle sorte que les organisations syndicales minoritaires qui regroupent moins de la moitié des travailleurs auxquels le Code du travail est applicable puissent négocier, seules ou conjointement (lorsqu'il n'y a pas d'organisation majoritaire représentant tous les travailleurs), au nom de leurs membres. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que les prescriptions de l'article 221 ont pour objectif de donner davantage de légitimité à la négociation collective. A cet égard, la commission rappelle que l'exigence d'un pourcentage trop élevé de représentativité pour qu'une organisation puisse être autorisée à négocier collectivement peut faire obstacle à la promotion et au développement d'une négociation collective libre et volontaire au sens de la convention, et que la disposition de l'article 221 peut priver un syndicat représentatif, mais qui ne réunit pas la majorité absolue, de la possibilité de négocier. **La commission demande donc une fois encore au gouvernement de prendre les mesures pour modifier l'article 221 du Code du travail dans le sens indiqué et de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Par ailleurs, la commission rappelle que plusieurs centrales syndicales nationales ont allégué que les partenaires sociaux n'étaient pas consultés sur le projet de réforme du Code du travail en cours. **Tout en notant les informations communiquées par le gouvernement dans son rapport sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, qui mentionnent les initiatives prises pour faire connaître amplement le projet au public et que, d'autre part, le Président de la République a annoncé le 15 novembre 2014 une nouvelle proposition de révision du Code du travail sur plusieurs aspects, la commission demande au gouvernement de veiller à ce que tout projet de réforme soit soumis à des consultations substantielles avec les organisations de travailleurs et d'employeurs représentatives afin de rechercher, dans toute la mesure du possible, des solutions convenant à toutes les parties.**

Application de la convention dans le secteur public

Articles 1 et 2. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission rappelle que le Comité de la liberté syndicale lui a communiqué l'examen des aspects législatifs du cas n° 2926 qui porte sur des allégations de nombreux licenciements antisyndicaux dans le secteur public au moyen du recours à la «démission obligatoire assortie d'une indemnisation» créé en vertu du décret exécutif n° 813, lequel autorise l'administration publique, moyennant le paiement d'une indemnisation, à mettre un terme d'une manière unilatérale aux fonctions des agents publics sans avoir à préciser les motifs de la cessation de la relation de travail. A cet égard, la commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'élément concernant l'absence, dans la loi organique sur le service public (LOSEP), la loi organique sur les entreprises publiques (LOEP), la loi organique sur l'enseignement supérieur (LOES) et la loi organique sur l'éducation interculturelle (LOEI), de dispositions spécifiques en matière de discrimination antisyndicale et d'ingérence. **Dans ces circonstances, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que la législation applicable au secteur public contienne: i) des dispositions garantissant que tous les actes constitutifs de discrimination antisyndicale visés à l'article 1 de la convention sont effectivement interdits; ii) des dispositions garantissant que tous les actes constitutifs d'ingérence visés à l'article 2 de la convention sont effectivement interdits; iii) des dispositions prévoyant des sanctions dissuasives en cas d'actes antisyndicaux.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté que la LOSEP et la LOEP contiennent des dispositions qui accroissent, en particulier en matière de rémunération, les limites au droit de négociation collective dans le secteur public fixées par les mandats constitutifs n°s 002 et 004 ainsi que le décret exécutif n° 1406, et que ces limites étaient incompatibles avec la convention. La commission prend note, selon l'indication du gouvernement, que les mandats constitutifs n°s 002 et 004 ont pour objectif: i) de réglementer le droit de négociation collective des travailleurs et non de l'interdire; ii) le respect du principe d'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale dans les entités du secteur public; et iii) de supprimer les privilèges et les abus qui épuisaient les ressources économiques de l'Etat. La commission note en revanche que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations sur les limites au champ matériel de la négociation collective contenues dans la LOSEP et la LOEP. A cet égard, la commission prend note avec une **préoccupation** particulière que, en vertu de l'article 51 k) de la LOSEP, il incombe au ministère des Relations professionnelles de déterminer dans tous les organismes du secteur public soumis à cette loi le taux d'augmentation des rémunérations et de toute autre prestation entraînant une dépense. Elle prend aussi note des dispositions transitoires 5 et 14 qui interdisent dans le secteur public, y compris dans les entreprises publiques, les dépenses autres que celles prévues dans la législation applicable. **Rappelant qu'il existe des mécanismes permettant de**

concilier la protection du principe d'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale dans le secteur public et le respect des disponibilités budgétaires, d'une part, et la reconnaissance du droit de négociation collective, de l'autre, la commission demande encore une fois au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour restaurer le droit de négociation collective sur l'ensemble des domaines qui touchent les conditions de travail et de vie des travailleurs du secteur public visés par la convention, et de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.

Contrôle du caractère abusif des conventions collectives dans le secteur public par le ministère des Relations professionnelles. La commission note que le Comité de la liberté syndicale lui a soumis l'examen des aspects législatifs du cas n° 2684 (372^e rapport, paragr. 282 et 285, juin 2014) concernant la violation du droit de négociation collective découlant des accords ministériels n°s 00080 et 00155 qui attribuent au ministère des Relations professionnelles le contrôle du caractère abusif des conventions collectives dans le secteur public. La commission note, selon l'indication du gouvernement, que: i) les décrets ministériels n'empêchent pas la négociation collective, mais la réglementent en fixant des paramètres de négociation; et ii) l'autorité administrative n'est pas juge et partie dans les processus de révision des contrats collectifs du secteur public, puisqu'elle soutient équitablement les employeurs et les travailleurs. La commission rappelle que l'éventuel contrôle du caractère abusif des clauses des conventions collectives devrait incomber à l'autorité judiciaire et que, pour restaurer le principe de négociation collective libre et volontaire prévu par la convention, il convient d'annuler les dispositions de droit interne qui attribuent au ministère des Relations professionnelles le contrôle du caractère abusif des conventions collectives dans le secteur public, ce qui suppose de modifier également le décret exécutif n° 225 de 2010. ***Dans ces circonstances, la commission demande encore une fois au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la détermination de l'éventuel caractère abusif des clauses des conventions collectives du secteur public relève de la compétence du pouvoir judiciaire.***

Article 6. Champ d'application de la convention. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté que, en vertu de la LOEP, la LOSEP, la LOES et la LOEI, la liste des fonctionnaires exclus du champ d'application des lois susmentionnées va au-delà de ce qu'autorise l'article 6 de la convention, prévoyant l'exclusion du champ d'application de la convention des fonctionnaires publics commis à l'administration de l'Etat. La commission note que, selon les indications du gouvernement; i) il n'existe pas en Equateur de fonctionnaire public qui ne travaille pas pour l'administration de l'Etat; et ii) les personnes énoncées dans l'article 26 de la LOEP (fonctionnaires nommés et révoqués librement, généralement ceux qui occupent des postes de direction, de gestion, de représentation, de conseil, de confiance, de consultation et les fonctionnaires de carrière ne disposent pas du droit de négociation collective du fait qu'ils exercent des fonctions de confiance et qu'ils appartiennent à la hiérarchie des établissements et entreprises publics). A cet égard, la commission rappelle que, pour donner effet à l'article 6 de la convention, une distinction doit être établie entre, d'une part, les fonctionnaires dont les activités sont propres à l'administration de l'Etat (par exemple, dans certains pays, les fonctionnaires des ministères et autres organismes gouvernementaux comparables ainsi que leurs auxiliaires) qui peuvent être exclus du champ d'application de la convention et, d'autre part, toutes les autres personnes employées par le gouvernement, les entreprises publiques ou les institutions publiques autonomes, qui devraient bénéficier des garanties de cet instrument (voir étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 172). ***Dans ces circonstances, la commission demande encore une fois au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que toutes les catégories de fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat bénéficient du droit de négociation collective.***

La commission espère que le gouvernement prendra en compte la totalité des commentaires qu'elle formule depuis plusieurs années et qu'il prendra, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, les mesures nécessaires pour réformer les dispositions législatives et réglementaires susmentionnées, y compris celles contenues dans le Code du travail qui sont actuellement en cours de révision. La commission veut croire que la mission de suivi de la discussion de la Commission d'application des normes sera en mesure de constater des avancées dans ce domaine.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Erythrée

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2000)

La commission prend note des commentaires du gouvernement sur les observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) en 2012 relatives au droit des syndicats d'élire librement leurs représentants. S'agissant des allégations de la CSI selon lesquelles tous les syndicats, y compris la Confédération nationale des travailleurs érythréens et les organisations qui lui sont affiliées, sont tenus par le gouvernement sous une vigilance étroite et les assemblées publiques de plus de sept personnes sont interdites, la commission rappelle que le droit des organisations syndicales d'organiser librement leur gestion et leur activité, y compris de tenir des réunions et des manifestations publiques, est un élément essentiel de la liberté syndicale. ***La commission prie le gouvernement de fournir de plus amples informations***

sur les moyens mis en œuvre pour assurer le respect de ce droit dans la pratique. La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014 et de la réponse du gouvernement à cet égard.

Article 2 de la convention. Droits des travailleurs et des employeurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations de leur choix et de s'affilier à de telles organisations. Dans ses commentaires précédents, la commission avait exprimé l'espoir que la Proclamation sur la fonction publique serait adoptée à brève échéance, de sorte que tous les fonctionnaires aient le droit de se syndiquer, conformément à la convention. Le gouvernement déclare à nouveau que le processus d'élaboration de cette proclamation aborde la dernière étape avant l'approbation de cet instrument et que, en vertu de son article 58(1), les fonctionnaires auront le droit de se syndiquer. **Observant avec préoccupation que le gouvernement annonce comme imminente l'adoption de la Proclamation sur la fonction publique depuis douze ans, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le processus d'adoption de cet instrument, de manière que tous les fonctionnaires bénéficient sans délai supplémentaire du droit de se syndiquer, comme le prévoit la convention. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut, s'il le souhaite, faire appel à l'assistance technique du Bureau à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2000)

Articles 1 et 2 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission avait exprimé l'espoir que le gouvernement prendrait sans délai les mesures nécessaires pour que la Proclamation sur le travail de 2001 soit modifiée de manière à renforcer la protection contre la discrimination antisyndicale. Dans son plus récent rapport, le gouvernement indique à nouveau que le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale s'emploie actuellement à l'élaboration d'un instrument visant à modifier l'article 23 de la Proclamation sur le travail de manière à étendre la protection prévue à tous les actes de discrimination antisyndicale et à protéger les travailleurs contre le licenciement lié à l'appartenance ou à l'activité syndicale, notamment en privilégiant dans une telle éventualité la réintégration de l'intéressé. **La commission prie le gouvernement d'accélérer le processus d'adoption de cet instrument, de manière à garantir dans les meilleurs délais la protection des dirigeants syndicaux et des travailleurs syndiqués contre la discrimination antisyndicale au moyen de dispositions prévoyant des réparations adéquates en termes pécuniaires et sur le plan de l'emploi (étant entendu que la meilleure solution est la réintégration), et en étendant cette protection à l'embauche et contre toutes les mesures dommageables pouvant être prises dans le cadre de l'emploi, notamment les mesures de licenciement, de transfert, de réaffectation ou de rétrogradation.**

Sanctions applicables dans les cas de discrimination antisyndicale ou d'actes d'ingérence. La commission avait rappelé qu'une amende de 1 200 nakfa érythréens (ERN) (approximativement 80 dollars des Etats-Unis) telle que prévue à l'article 156 de la Proclamation sur le travail en cas de discrimination antisyndicale ou d'acte d'ingérence ne constitue pas une sanction suffisante et elle avait demandé que le gouvernement fournisse des informations sur tout progrès concernant la modification de cette disposition. Le gouvernement réitère que, en cas de violations répétées des droits syndicaux établis par la législation nationale, les articles 703 et 721 du Code pénal transitoire seraient applicables – encore qu'il n'ait pas été enregistré à ce jour de décisions de juridictions compétentes sanctionnant des violations de cet ordre – et que, d'autre part, le processus de rédaction d'un instrument visant à modifier l'article 156 de la Proclamation sur le travail est actuellement en cours. **La commission prie le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que des sanctions suffisamment dissuasives soient prévues dans le cas de licenciements antisyndicaux ou d'autres actes de discrimination antisyndicale ou d'ingérence.**

Articles 1, 2, 4 et 6. Travailleurs domestiques. Dans ses commentaires précédents, la commission avait exprimé l'espoir que la nouvelle réglementation sur le travail domestique reconnaîtrait expressément à ces travailleurs les droits syndicaux inscrits dans la convention. Le gouvernement déclare à nouveau que les travailleurs domestiques ne sont pas expressément exclus de la définition des «salariés» figurant à l'article 3 de la Proclamation sur le travail et qu'il ne leur est donc pas interdit de se syndiquer et de négocier collectivement, mais que, nonobstant, il prendra des dispositions propres à ce que les droits établis par la convention soient inscrits dans la future réglementation applicable aux travailleurs domestiques. **Rappelant qu'en vertu de l'article 40 la Proclamation sur le travail le ministre compétent peut, par voie de réglementation, déterminer les dispositions de ladite proclamation qui sont applicables aux travailleurs domestiques, la commission exprime le ferme espoir que les droits consacrés par la convention seront prochainement expressément reconnus à l'égard des travailleurs domestiques soit au moyen d'une réglementation prise en application de l'article 40, soit au moyen de la nouvelle réglementation sur les travailleurs domestiques annoncée par le gouvernement.**

Article 6. Secteur public. La commission avait exprimé l'espoir que la nouvelle Proclamation sur la fonction publique reconnaîtrait expressément les droits inscrits dans la convention aux fonctionnaires relevant de l'Administration centrale du personnel (CPA) qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat. Le gouvernement indique à nouveau que les fonctionnaires se répartissent en deux catégories: ceux qui travaillent dans la CPA et ceux qui travaillent dans des

entreprises publiques ou semi-publiques, les seconds étant couverts par la Proclamation sur le travail et ayant à ce titre le droit, comme les autres travailleurs, de se syndiquer et de négocier collectivement. Il déclare également que, s'agissant des fonctionnaires relevant de la CPA, le projet correspondant de Proclamation sur la fonction publique n'a pas encore été adopté et que, à ce jour, aucune négociation collective n'a été engagée entre ces fonctionnaires et le gouvernement. ***La commission prie le gouvernement de communiquer des informations précises sur l'état d'avancement du projet de Proclamation sur la fonction publique et de communiquer le texte. Elle exprime le ferme espoir que, plus d'une décennie après la ratification de cette convention, le gouvernement sera enfin en mesure de faire état de l'adoption de la proclamation susmentionnée, assurant ainsi aux fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat le bénéfice des droits inscrits dans la convention, notamment du droit à la négociation collective.***

Articles 4 et 6. Négociation collective dans la pratique. La commission prend note des commentaires du gouvernement en réponse aux observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2012. ***La commission prie à nouveau le gouvernement de faire état de toute mesure prise en vue de promouvoir le développement de la négociation collective dans les secteurs public et privé.***

Fidji

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2002)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle prend note également des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014.

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 102^e session, juin 2013)

La commission rappelle qu'une plainte alléguant l'inexécution de la convention par les Fidji avait été déposée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT par un certain nombre de délégués travailleurs à la session de 2013 de la Conférence internationale du Travail, que cette plainte avait été déclarée recevable et qu'elle est toujours devant le Conseil d'administration. La commission prend note du rapport d'une mission de contacts directs effectuée aux Fidji du 6 au 11 octobre 2014, qui a été soumis au Conseil d'administration au titre de l'examen de la plainte déposée en vertu de l'article 26. Elle prend note avec *intérêt* des conclusions suivantes du rapport de mission: «les récentes élections et l'installation d'une nouvelle assemblée parlementaire ont fait apparaître des conditions propices à une évolution positive de la situation, permettant d'envisager des avancées concrètes et tangibles en réponse aux demandes des organes de contrôle de l'OIT. La mission s'est particulièrement réjouie du dialogue franc et ouvert qu'elle a pu engager avec toutes les parties concernées et de leur réelle volonté de faire progresser le pays sur la base du respect mutuel.» ***La commission prend note du protocole d'accord sur l'avenir des relations du travail aux Fidji, signé par les partenaires sociaux, et elle veut croire que cet instrument constituera une base de progrès par rapport à tous les problèmes d'application de la convention qui sont posés.***

Droits syndicaux et libertés publiques. La commission note avec *intérêt* que, d'après le rapport de mission, le nouveau commissaire de police a relancé l'enquête ouverte sur l'agression du dirigeant syndical, M. Félix Antony, dont il avait été question dans les commentaires précédents. ***La commission, comme l'a fait la mission, espère que M. Antony coopérera de toutes les manières qu'il pourra à cette enquête et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.***

La commission rappelle qu'elle avait également évoqué les affaires concernant M. Daniel Urai (président du Congrès des syndicats de Fidji (FTUC)) et M. Goundar, accusés d'avoir pris part à un rassemblement illégal et d'avoir ainsi enfreint les dispositions du Règlement d'urgence sur l'ordre public (PER). La commission note avec *regret* que, selon le rapport de la mission, la procédure engagée contre M. Daniel Urai reste maintenue. ***La commission veut croire que toutes les charges retenues contre l'intéressé au motif de l'exercice d'une activité syndicale seront abandonnées sans délai supplémentaire et elle exprime l'espoir que cette affaire sera déclarée close dans un très proche avenir. La commission prie le gouvernement d'indiquer si des charges sont encore retenues à l'encontre de M. Goundar.***

Questions d'ordre législatif. La commission rappelle qu'elle avait demandé dans ses précédents commentaires que le gouvernement modifie les dispositions suivantes du décret n° 35 de 2011 sur les industries nationales essentielles (ENID) de manière à les rendre conformes à la convention: l'article 6 (annulation de l'enregistrement de tous les syndicats existants dans les industries nationales essentielles); l'article 7 (obligation pour tous les dirigeants syndicaux d'être des salariés de l'entreprise considérée); les articles 10 à 12 (obligation pour les syndicats de solliciter auprès du Premier ministre l'autorisation de se porter candidat en tant que représentant d'une unité de négociation; détermination par le Premier ministre de la composition et du domaine de compétence de l'unité de négociation à des fins d'élections; organisation et supervision des élections par le greffier des syndicats); l'article 14 (obligation, pour un syndicat, de représenter au moins 50 pour cent des travailleurs de l'unité de négociation considérée pour pouvoir être enregistré);

l'article 26 (impossibilité de porter les litiges relatifs à des droits devant les instances judiciaires; arbitrage obligatoire du gouvernement dès lors que l'enjeu d'un conflit franchit un certain seuil économique); l'article 27 (restrictions considérables affectant le droit de grève).

La commission note que le gouvernement se déclare persuadé que la mission de contacts directs offrira un terrain favorable à la résolution des problèmes qui se posent à propos de l'ENID et qu'elle permettra au gouvernement nouvellement élu de débattre et trancher ces problèmes devant le nouveau Parlement, guidé en cela par les recommandations du Comité de la liberté syndicale et de la commission d'experts.

La commission observe avec **préoccupation** que les industries couvertes par l'ENID sont maintenant plus nombreuses. L'ENID est désormais applicable à l'égard d'un certain nombre de banques privées, de la Direction des contributions directes et des douanes des Fidji, de l'Industrie des télécommunications des Fidji, de la Compagnie aérienne des Fidji, de la Direction de l'électricité et de l'eau des Fidji, des industries du pin et de l'acajou, des services de lutte contre l'incendie et des collectivités locales. La commission note en outre que, selon le rapport de mission:

La mission a entendu de nombreux témoignages reflétant une profonde préoccupation quant aux répercussions de l'ENID sur le mouvement syndical dans le pays et sur la possibilité pour les travailleurs d'exercer leurs droits syndicaux. De fait, au-delà des modifications législatives particulières déjà demandées par les organes de contrôle, les informations recueillies par la mission auprès de tous les intéressés, y compris les entreprises visées par le décret et leurs unités de négociation respectives, lui ont permis de comprendre que le décret entrave le fonctionnement normal des syndicats. [...] L'annulation de l'enregistrement de syndicats et l'abrogation de conventions collectives ont été suivies non pas de l'apparition de syndicats d'entreprise, mais plutôt de la création d'unités de négociation dans lesquelles les représentants des salariés doivent créer de nouvelles structures juridiques pour pouvoir collecter les cotisations. Même si les représentants des salariés peuvent consulter des syndicats extérieurs à l'entreprise, ils restent isolés pour négocier avec les représentants de la direction qui, eux, font appel à des avocats beaucoup mieux formés à ce type d'exercice, entraînant ainsi un sérieux déséquilibre entre les parties, sans parler des représailles auxquelles les représentants des salariés à la négociation sont exposés puisqu'ils ont à craindre pour leur emploi. Compte tenu des témoignages établissant que les procédures judiciaires dirigées contre des entreprises auxquelles l'ENID est devenu applicable ont été annulées sur la base des dispositions dudit décret excluant toute procédure de cette nature, la mission considère que de telles craintes sont parfaitement fondées.

La commission note que, selon le rapport de mission, tous les représentants d'une unité de négociation et syndicats concernés ont exprimé leur souhait de voir rétablir la Promulgation sur les relations d'emploi (ERP) et que les employeurs considèrent eux aussi que ladite promulgation constituerait le cadre le plus propice à des relations socioprofessionnelles constructives, même si d'autres amendements à cet instrument seraient appropriés. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'examiner sérieusement la possibilité d'abroger totalement l'ENID, selon les orientations soutenues par les partenaires sociaux la dernière fois que cette question a été analysée par le sous-comité du Conseil consultatif tripartite des relations d'emploi (ERAB), et de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

S'agissant de l'ERP de 2007, la commission rappelle à nouveau sa requête d'amender les dispositions suivantes de l'instrument afin de le rendre conforme à la convention: l'article 3(2) (interdiction faite aux gardiens de prison de se syndiquer); l'article 125(1)(a) (pouvoir excessif et discrétionnaire conféré au greffier des syndicats de déterminer si un syndicat satisfait aux conditions d'enregistrement établies par l'ERP); l'article 119(2) (impossibilité faite aux travailleurs exerçant plus d'une activité professionnelle de s'affilier à plus d'un syndicat); l'article 127 (obligation faite aux dirigeants syndicaux d'être des salariés de la branche d'activité du secteur ou de la profession correspondante depuis au moins six mois et interdiction faite aux étrangers de siéger dans les instances dirigeantes d'un syndicat); l'article 184 (intervention du gouvernement dans les règlements intérieurs des syndicats); l'article 128 (pouvoirs excessifs conférés au greffier des syndicats d'inspecter à tout moment la comptabilité de ces organisations); les articles 169, 170, 175(3)(b), 180, 181(c) et 191(1)(c) (restrictions excessives affectant l'activité syndicale); et les articles 250 et 256(a) (peines d'emprisonnement prévues à l'encontre des organisateurs d'une grève illégale).

La commission prend note de la synthèse présentée par le gouvernement de la révision de l'ERP par le sous-comité de l'ERAB, qui avait mené à bien ses travaux à la fin de l'année 2013, formulant des propositions d'amendements pour 412 dispositions, dont 98 pour cent avaient été convenus par consensus majoritaire. Le gouvernement indique en outre que le sous-comité a proposé à l'unanimité l'élaboration, la mise au point et la mise en application d'un nouveau règlement pour le Tribunal des relations d'emploi (ERT) de manière à favoriser une évolution des mentalités au sein de cette institution dans un sens conforme à la politique de l'ERP; et que le projet de ce règlement était achevé en février 2014. Le texte final du projet révisé d'ERP a été transmis à l'Office du Sollicitor général le 21 mars 2014. Après examen par cette instance, il sera soumis au Cabinet.

La commission prend note de ces informations avec intérêt et elle exprime le ferme espoir que le projet révisé d'ERP sera soumis au Parlement dans un proche avenir et qu'il s'avérera pleinement conforme à la convention. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.

S'agissant des décrets applicables au secteur public qui suppriment pour les travailleurs de ce secteur toute voie de recours devant les juridictions judiciaires ou administratives et restreignent les droits qui leur sont reconnus par la convention, la commission note que le gouvernement se déclare persuadé que la mission de contacts directs constituera un

point de départ favorable à la résolution des problèmes qui se posent à propos de l'ENID et qu'elle permettra au gouvernement nouvellement élu de débattre et trancher ces problèmes devant le nouveau Parlement, guidé en cela par les recommandations du Comité de la liberté syndicale et de la commission d'experts. **La commission demande à nouveau que le gouvernement prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer que les fonctionnaires disposent de voies de recours judiciaires véritables et efficaces contre toute décision ou mesure de l'administration affectant leurs conditions d'emploi, notamment l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la convention. Elle le prie de communiquer des statistiques et toutes informations pertinentes sur les mécanismes existants de règlement des conflits collectifs. De plus, la commission prie le gouvernement de signaler tout progrès de la révision des décrets relatifs à la fonction publique dans un sens propre à rendre ces décrets conformes aux conventions fondamentales de l'OIT, ou toute mesure qui concernerait leur modification ou leur abrogation.**

Enfin, la commission note que, d'après son rapport, la mission de contacts directs a appris la publication d'un nouveau décret électoral (n° 11 de 2014) dont l'article 154 prévoit que l'office électoral sera responsable de l'organisation de toutes les élections de tous les syndicats enregistrés. **Prenant note des préoccupations exprimées par les organisations d'employeurs et de travailleurs à cet égard, la commission rappelle que l'article 3 de la convention dispose que ces organisations doivent pouvoir élire librement leurs représentants, loin de toute intervention des autorités publiques, et elle exprime le ferme espoir que toute supervision d'élections au sein d'organisations d'employeurs ou de travailleurs sera assurée par une instance indépendante, d'une manière qui ne portera pas atteinte à ce droit. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Questions soulevées par la CSI

La commission rappelle avoir pris note avec inquiétude dans ses précédents commentaires d'allégations de la CSI concernant: i) les dérogations particulièrement étendues que la nouvelle Constitution prévoit (art. 19 et 20) par rapport aux droits relatifs à la liberté syndicale, dérogations dont l'application porterait atteinte à des principes fondamentaux et entérinerait l'existence de décrets particulièrement préjudiciables; ii) l'interdiction faite par le décret sur les partis politiques aux personnes ayant une fonction au sein d'organisations d'employeurs ou de travailleurs d'appartenir à un parti politique ou d'exercer une activité politique, y compris d'exprimer un simple soutien politique; et iii) les menaces et les intimidations proférées par l'armée et par la direction de l'entreprise publique, Société sucrière de Fidji (FSC), à l'égard des membres du Syndicat des travailleurs de l'industrie sucrière de Fidji (FSGWU) avant, pendant et après la tenue d'un vote sur la grève en juillet 2013. La commission observe que le gouvernement n'a donné aucune précision à propos de ces questions, si ce n'est que de réitérer que les dérogations autorisées par l'article 19 de la Constitution des Fidji permettent d'imposer des limitations au droit fondamental de la liberté syndicale «aux fins de la régulation de services essentiels ou d'industries essentielles, dans l'intérêt supérieur de l'économie fidjienne et des citoyens des Fidji». La commission note à cet égard que l'article 19(2) de la Constitution permet d'imposer des limitations aux fins de la régulation de processus syndicaux ou concernant la négociation collective. **Considérant que de telles limitations peuvent être interprétées dans un sens autorisant des restrictions particulièrement étendues de ce droit fondamental, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute décision d'une juridiction compétente interprétant lesdites dispositions, et elle veut croire que, comme souligné dans le rapport de la mission de contacts directs, lorsqu'ils interpréteront les dispositions de la Constitution, les tribunaux s'appuieront sur le droit international comme cela est prévu à l'article 7(1)(b) de cette dernière. De même, la commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les questions soulevées à propos du décret sur les partis politiques et des menaces dirigées contre les membres du FSGWU.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1974)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014, des observations, reçues le 14 octobre 2014, de l'Association des enseignants de Fidji (FTA), et des observations du Syndicat des travailleurs des mines des Fidji (FMWU) remises à la mission de contacts directs qui s'est rendue dans le pays en octobre 2014. **La commission demande au gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations détaillées en réponse à ces observations.**

Article 1 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale. Se référant au conflit de longue date dans l'exploitation minière Vatukoula (refus de reconnaître un syndicat et licenciement de grévistes, il y a plus de quinze ans), la commission rappelle que, dans ses commentaires précédents, elle avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Fonds fiduciaire d'assistance sociale de Vatukoula (VSATF) avait été créé pour bénéficier à quelque 800 personnes. Certains crédits avaient été alloués et divers types d'aide avaient été fournis aux mineurs licenciés en vue de leur réaffectation, et des mesures avaient été prises en vue de la création de petites et microentreprises ainsi que de l'éducation des personnes à charge. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises pour indemniser les personnes concernées et de continuer à dialoguer**

avec les représentants du Syndicat des travailleurs des mines des Fidji, afin de parvenir rapidement et de manière efficace à un règlement du conflit qui soit mutuellement satisfaisant. La commission veut croire que, après vingt-quatre ans, ce conflit de longue date, qui a causé tant de difficultés aux travailleurs licenciés, sera finalement réglé de manière équitable.

Article 4. Promotion de la négociation collective. La commission rappelle que ses commentaires précédents portaient sur plusieurs dispositions du décret de 2011 sur les industries nationales et essentielles (ENID) qui n'étaient pas conformes à la convention. *Se référant à ses commentaires au titre de l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la commission prie instamment le gouvernement d'envisager sérieusement la pleine abrogation du décret ENID, conformément aux mesures approuvées par les partenaires sociaux lors de leur dernier examen du décret au sein du sous-comité du Conseil consultatif sur les relations d'emploi tripartites (ERAB). La commission demande aussi au gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.*

Gabon

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

La commission rappelle que ses précédents commentaires faisaient référence à des observations reçues en 2011 de la Confédération syndicale internationale (CSI) concernant des restrictions au droit de grève dans le secteur public au motif récurrent d'assurer la sécurité publique. *En l'absence de réponse à cet égard, la commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de grèves survenues dans le secteur public dans la période couverte par son prochain rapport, les secteurs concernés et le nombre de grèves ayant été interdites au motif de trouble possible à l'ordre public.*

La commission s'était également référée aux observations reçues de l'Internationale de l'éducation (IE) qui dénonçaient l'adoption de divers textes réglementaires rendant l'exercice des activités syndicales de plus en plus difficile dans le secteur de l'éducation, en particulier une note circulaire du directeur de l'Académie provinciale de l'Estuaire du 4 avril 2011 (n° 000294/MENESRSIC/SG/DAPE) interdisant aux organisations syndicales de mener toute activité dans les établissements, lieux de travail des enseignants. Selon l'IE, cette circulaire violait non seulement les dispositions de la convention, mais aussi la loi n° 18/92 portant création et fonctionnement des organisations syndicales. La commission avait alors demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les représentants des organisations syndicales aient la possibilité d'accéder aux enseignants dans les établissements, dans le respect de la légalité. *En l'absence de réponse sur ce point, la commission prie instamment le gouvernement d'indiquer les mesures prises dans le secteur de l'éducation pour garantir que les organisations syndicales ont accès aux établissements scolaires afin de leur permettre de remplir leurs fonctions de représentation et de défense des intérêts de leurs membres.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Gambie

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2000)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Champ d'application de la convention. *Fonctionnaires, membres du personnel pénitentiaire et travailleurs domestiques.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de garantir que les droits prévus dans la convention soient assurés pour les membres du personnel pénitentiaire, les travailleurs domestiques et les fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat. La commission avait noté avec regret que la nouvelle loi sur le travail ne s'appliquait pas aux catégories de travailleurs susmentionnées (art. 3(2)). Elle avait rappelé que seuls les forces armées, la police et les fonctionnaires commis à l'administration de l'Etat peuvent être exclus des garanties de la convention. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que le droit à la négociation collective au titre de la partie XIII de la loi sur le travail est un droit collectif garanti à l'ensemble des travailleurs. La commission relève que, bien que le personnel pénitentiaire, les travailleurs domestiques et les fonctionnaires soient exclus de l'application de la loi sur le travail, l'article 3(3) autorise le Secrétaire d'Etat à étendre l'application de la loi à toute catégorie de travailleurs exclue, par une ordonnance publiée au *Journal officiel*. *La commission prie par conséquent le gouvernement d'indiquer si les salariés exclus au titre de l'article 3(2) de la loi sur le travail bénéficient des droits à la négociation collective en vertu de la partie XIII de la loi sur le travail suite à une ordonnance publiée au Journal officiel par le Secrétaire d'Etat et, dans l'affirmative, elle lui demande de produire une copie de ladite ordonnance. La*

commission prie également le gouvernement d'indiquer comment ces catégories de travailleurs bénéficient d'une protection suffisante contre des actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales, conformément aux articles 1 et 2 de la convention.

Article 4. Mesures destinées à encourager et promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de procédures de négociation volontaire entre les employeurs, ou leurs organisations, et les organisations de travailleurs. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté qu'aux termes de l'article 130 de la loi, pour être reconnu comme agent de négociation exclusif, un syndicat devait représenter une certaine proportion de travailleurs engagés en vertu d'un contrat de travail (30 pour cent dans le cas d'un syndicat unique et au moins 45 pour cent si l'établissement concerné occupe 100 personnes au moins; dans ce cas, l'agent de négociation peut être composé de deux syndicats ou plus). La commission avait rappelé que, lorsque, dans un système prévoyant la désignation d'un agent de négociation exclusif, aucun syndicat ne regroupe le pourcentage requis pour être désigné, des droits de négociation collective devraient être accordés à tous les syndicats dans l'unité de négociation, au moins pour leurs propres membres. La commission avait également noté que l'article 131 de la loi prévoyait qu'un employeur pouvait, s'il le désirait, organiser un vote à bulletin secret à la suite d'une demande en vue de la désignation d'un agent de négociation exclusif. La commission avait rappelé que l'organisation d'un vote, en vue de la détermination de la représentativité, devrait être effectuée par les autorités ou par une partie indépendante à la demande d'un syndicat. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre la législation en conformité avec la convention, sur la base des principes susmentionnés. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère du Travail a engagé des consultations avec le gouvernement central en vue de soumettre des modifications au Parlement, pour approbation. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Géorgie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1999)

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014. La commission prend également note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), de l'Internationale de l'éducation (IE) et du Syndicat libre du personnel enseignant et scientifique de Géorgie (ESFTUG), ainsi que de la Confédération géorgienne des syndicats (GTUC), reçues respectivement les 1^{er}, 17 et 29 septembre 2014. **Tout en notant la réponse du gouvernement aux observations de 2013 de la GTUC, la commission le prie de fournir des commentaires détaillés en réponse aux observations formulées par les organisations syndicales en 2014 et mentionnées ci-dessus.**

Article 2 de la convention. Nombre minimum de membres pour constituer une organisation de travailleurs. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé au gouvernement de réviser l'article 2(9) de la loi sur les syndicats afin de réduire le nombre minimal exigé pour constituer un syndicat, fixé à 100 personnes. A cet égard, la commission note que le gouvernement indique que la disposition mentionnée a été révisée le 22 juin 2012, le nombre minimal exigé pour constituer un syndicat ayant été réduit à 50 personnes. Tout en accueillant favorablement cette évolution positive, la commission rappelle que, si l'exigence d'un nombre minimal de membres n'est pas en soi incompatible avec la convention, le seuil devrait être fixé à un niveau raisonnable de façon à ne pas entraver la constitution d'organisations, particulièrement au sein des petites et moyennes entreprises. **La commission prie donc le gouvernement d'examiner, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, l'impact pratique de ce changement et de prendre des mesures pour la révision de cette disposition dans le cas où il serait établi que le nouveau nombre minimum exigé entraverait toujours la constitution de syndicats dans les petites et moyennes entreprises.**

Article 3. Droit des organisations de travailleurs d'organiser librement leurs activités et de formuler leurs programmes. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement que les amendements au Code du travail adoptés le 12 juin 2013 ont permis de mettre en place un nouveau mécanisme de résolution des conflits collectifs de travail et de prendre en considération les commentaires de la commission. Au sujet de la révision du Code du travail, la commission note avec **satisfaction**: i) l'abrogation de l'ancien article 48(5) qui permettait à l'une ou l'autre des parties, si aucun accord n'était trouvé dans les quatorze jours, de soumettre le différend à un tribunal ou à une instance d'arbitrage, ainsi que l'adoption du nouvel article 48(8) en vertu duquel les parties peuvent à tout moment se mettre d'accord pour soumettre conjointement le différend à l'arbitrage; ii) la suppression des restrictions relatives à la durée de la grève qui étaient imposées par l'ancien article 49(8) du code; et iii) l'élimination des anciens articles 51(4) et 51(5) du code qui qualifiaient d'illégales les grèves menées par des travailleurs informés de la résiliation de leur contrat avant le déclenchement du conflit ainsi que les grèves menées, après l'expiration de leur contrat, par des travailleurs engagés pour une durée déterminée.

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), de l'Internationale de l'éducation (IE) et du Syndicat libre du personnel enseignant et scientifique de Géorgie (ESFTUG) ainsi que de la Confédération géorgienne des syndicats (GTUC) reçues respectivement les 1^{er}, 17 et 29 septembre 2014 qui portent sur les questions abordées ci-après par la commission et alléguant des cas graves d'ingérence, y compris la constitution d'organisations de travailleurs sous la domination d'employeurs dans le secteur public, de nombreux actes de discrimination antisyndicale dans les secteurs public et privé ainsi que des obstacles à la négociation collective dans le secteur de l'éducation publique. **Tout en notant sa réponse aux observations de 2013 de la GTUC, la commission prie le gouvernement de fournir des commentaires détaillés en réponse aux observations formulées par les syndicats en 2014 et mentionnées ci-dessus.**

Articles 1 et 3 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que le Code du travail ne contenait aucune disposition expresse interdisant les licenciements au motif d'affiliation à un syndicat ou de participation à des activités syndicales et que, en vertu de l'article 5(8) du Code du travail, l'employeur n'était pas tenu de justifier sa décision lorsqu'il ne recrute pas un candidat, même en cas d'allégation de discrimination antisyndicale. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réviser le Code du travail en consultation avec les partenaires sociaux de manière à ce que le code assure une protection adéquate des membres des syndicats et des dirigeants syndicaux contre la discrimination antisyndicale. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le Code du travail a été modifié le 12 juin 2013 afin d'inclure les prescriptions de la convention dans la législation nationale. A cet égard, la commission note avec **satisfaction** que: i) les articles 2 et 40(2) du Code du travail révisé interdisent de manière expresse la discrimination antisyndicale tant à l'embauche qu'au cours de la relation de travail; ii) les articles 37 et 40(2) du Code du travail interdisent de manière expresse le licenciement au motif d'une discrimination antisyndicale; iii) selon les dispositions mentionnées, la charge de la preuve incomberait à l'employeur si le salarié se réfère à des circonstances de nature à établir un doute raisonnable quant au motif antisyndical de l'interruption du contrat de travail par l'employeur. **Tout en notant l'indication du gouvernement selon laquelle les nouvelles règles en matière de charge de la preuve s'appliquent également aux plaintes portant sur la discrimination à l'embauche, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toutes plaintes relatives à la discrimination antisyndicale à l'embauche et tous jugements pertinents rendus à cet égard et d'indiquer si l'article 5.8 du Code du travail a été invoqué dans ces cas et dans quelle mesure cela a fait obstacle à la détermination de l'existence ou non d'une discrimination.**

Article 2. Ingérence des employeurs dans les affaires internes des syndicats. La commission note que le nouvel article 40(3) du Code du travail prévoit que: i) toute forme d'ingérence dans les activités de l'une envers l'autre est interdite aux associations d'employeurs et de travailleurs; ii) l'ingérence signifie toute pratique consistant à intervenir dans une association sur le plan financier ou par tout autre moyen dans l'objectif de placer les activités de l'organisation concernée sous le contrôle d'une autre organisation. **La commission prie le gouvernement de confirmer que cette disposition couvre non seulement les actes d'ingérence des organisations entre elles, mais également lorsque des employeurs individuels s'ingèrent dans les activités des associations de travailleurs, et d'indiquer les indemnités ou sanctions prévues dans de tels cas par l'article 40(3) du Code du travail. La commission prie le gouvernement de communiquer toute décision administrative ou judiciaire à cet égard.**

Enfin, la commission note les observations de la GTUC concernant l'absence d'une inspection du travail et la conséquence de cette situation sur la protection contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence en pratique. **Faisant bon accueil de l'indication du gouvernement selon laquelle la mise en place d'une agence d'Etat de surveillance des conditions de travail et des questions de droits du travail est en cours en consultation avec les partenaires sociaux et l'appui du projet du BIT sur l'amélioration du respect des lois sur le travail en Géorgie, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les progrès réalisés à cet égard et sur l'application de la convention en pratique, y compris des statistiques sur le nombre de cas de discrimination antisyndicale et d'ingérence confirmés, les indemnités allouées et les sanctions prononcées.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 41 et 43 du Code du travail de manière à assurer que la position des syndicats n'est pas affaiblie par l'existence d'autres représentants des salariés ou par des pratiques discriminatoires favorisant le personnel non syndiqué et à promouvoir la négociation collective avec les organisations syndicales. La commission note avec **satisfaction** que, dans le cadre de la révision du Code du travail en 2013, les articles 41 et 43 ont été modifiés et: i) les conventions collectives sont à présent conclues seulement avec les associations de travailleurs; et ii) les clauses contractuelles seront déclarées nulles et non avenues si elles vont à l'encontre d'une convention collective, à l'exception des cas où la clause améliore les conditions des travailleurs.

La commission note également que le gouvernement indique que, selon les informations fournies par les syndicats, 42 conventions collectives encore en vigueur ont été conclues de 2011 à 2013 (28 en 2011, six en 2012 et huit en 2013).

La commission prie le gouvernement de continuer d'indiquer les actions prises pour promouvoir la négociation collective dans les secteurs public et privé, ainsi que le nombre de conventions collectives signées et le nombre de travailleurs couverts par ces dernières.

Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la nature et le nombre de cas allégués de violation des droits syndicaux examinés par la Commission tripartite du partenariat social (TSPC) ainsi que sur les suites données à ses décisions et recommandations. La commission note que selon le gouvernement: i) le fonctionnement et la composition de la TSPC ont été modifiés par le Code du travail révisé et la résolution n° 258 du 7 octobre 2013; ii) la nouvelle TSPC s'est réunie pour la première fois le 1^{er} mai 2014, et ses discussions ont inclus le système de médiation des différends collectifs de travail en général ainsi que les conflits en cours dans les entreprises *Georgian Railway LTD* et *Georgian Post LTD* et dans le secteur de l'éducation et celui des mines et de la métallurgie; iii) avec l'appui du projet du BIT sur *l'amélioration du respect des lois du travail en République de Géorgie*, une procédure de sélection et des formations de candidats médiateurs ont été menées; et iv) le nouveau Département du travail et de la politique de l'emploi du ministère du Travail fonctionne tel un modérateur avec les partenaires sociaux dans la résolution de différends collectifs de travail et se trouve activement engagé dans le processus de négociation en cours dans les entreprises *Georgian Railway LTD* et *Georgian Post LTD*.

La commission salue les initiatives prises pour renforcer l'administration du travail et pour institutionnaliser le dialogue social et prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur ce processus. Tout en soulignant l'importance d'inclure pleinement les partenaires sociaux dans la résolution des différends collectifs de travail, la commission prie également le gouvernement d'indiquer les résultats de la médiation des conflits du travail en cours.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ghana

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1959)

Articles 1 et 3 de la convention. Discrimination antisyndicale. Dans son observation précédente, la commission avait prié le gouvernement de diligenter les enquêtes nécessaires concernant les allégations de discrimination antisyndicale présentées en 2009 et 2011 par la Confédération syndicale internationale (CSI) et, dans tous les cas où celles-ci s'avéreraient fondées, de veiller à l'application de sanctions suffisamment dissuasives. La commission avait également demandé au gouvernement de répondre aux commentaires de la CSI relatifs à la décision de 2008 de la Haute Cour d'Accra, en vertu de laquelle les employeurs pouvaient licencier des travailleurs sans aucun motif pour écarter les syndicalistes de leurs entreprises. La commission note que le gouvernement indique avoir pris les mesures nécessaires pour enquêter sur les allégations de la CSI et qu'il se réfère à l'interdiction de la discrimination antisyndicale prévue dans la loi du travail de 2003 mais qu'il n'a pas répondu spécifiquement à ses commentaires précédents. ***La commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la nature et les résultats des enquêtes diligentées concernant les allégations de discrimination antisyndicale portées par la CSI et, dans les cas où celles-ci étaient avérées, de fournir des informations sur les indemnités versées ou sanctions prononcées.***

Article 4. Reconnaissance des syndicats aux fins de la négociation collective. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de s'assurer que la législation prévoit clairement la tenue d'élections pour déterminer quel est le syndicat le plus représentatif aux fins de la négociation collective, lorsqu'il existe plusieurs syndicats. La commission note que le gouvernement réitère sa déclaration selon laquelle les syndicats ont la prérogative de décider de bonne foi de la procédure qui leur convient le mieux, et que le syndicat auquel est conféré le certificat de négociation collective est tenu de consulter ou, le cas échéant, d'inviter les autres syndicats à participer au processus de négociation. Le gouvernement indique en outre que le Directeur du travail organisera une réunion afin de discuter avec les représentants syndicaux sur les modalités de vérification et les lieux pour l'organisation d'élections de représentativité. La commission rappelle de nouveau que, lorsqu'une législation nationale prévoit une procédure obligatoire de reconnaissance des syndicats en tant qu'agents de négociation exclusifs, elle devrait l'assortir de certaines garanties. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que la législation prévoit clairement la tenue d'élections pour déterminer quelle est l'organisation syndicale la plus représentative aux fins de la négociation collective, dans les situations où plus d'un syndicat est en place sur le lieu de travail, et de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.***

Article 5. Personnel pénitentiaire. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement d'adopter les mesures législatives nécessaires pour s'assurer que les membres du personnel pénitentiaire jouissaient du droit d'organisation et du droit de négociation collective. La commission note que le gouvernement a indiqué que l'exclusion du personnel pénitentiaire de la loi sur le travail est raisonnablement nécessaire dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public ou bien encore pour la protection des droits et libertés d'autrui et que les préoccupations exprimées sont prises en considération par les autorités concernées. ***Rappelant de nouveau que les garanties de la***

convention s'appliquent aux membres du personnel pénitentiaire, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que le personnel pénitentiaire puisse exercer les droits que lui garantit la convention par l'intermédiaire d'organisations en mesure de défendre leurs intérêts, y compris au moyen de la négociation collective, que ce soit par une modification de la loi sur le travail ou par d'autres moyens législatifs, et de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.

Grèce

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 et de la réponse du gouvernement à la communication de la CSI de 2013. ***La commission prend note en particulier des observations de la CSI, faisant état d'affrontements avec les forces de police lors d'une manifestation sur un chantier naval, ayant conduit à l'arrestation de travailleurs et à des charges retenues contre 12 syndicalistes, et prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard dans son prochain rapport. La commission note également les observations de la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT) et de la Fédération panhellénique des marins (PNO) reçues le 19 novembre 2014 concernant l'imminence d'un procès pour participation à une grève générale en 2013 et prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.*** La commission prend par ailleurs note de la réponse du gouvernement aux observations de la Fédération syndicale mondiale (FSM).

La commission prend également note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014, et des observations de 2013 de l'OIE et de la Fédération grecque des entreprises et des industries (SEV).

Article 3 de la convention. La commission rappelle que, dans ses précédents commentaires, elle avait demandé au gouvernement de répondre aux préoccupations soulevées par la Confédération générale grecque du travail (GSEE) concernant l'arrêt des activités de l'Organisation pour l'hébergement des travailleurs (OEK) et du Fonds social des travailleurs (OEE). La commission note, selon l'indication du gouvernement, que l'Organisation pour la médiation et l'arbitrage (OMED) a repris à son compte tous les droits et obligations de ces deux organes. Elle note aussi avec ***intérêt*** que depuis 2013 les syndicats bénéficient à nouveau d'un financement annuel, qu'une décision conjointe ministérielle a été émise en 2014 sur la couverture financière des syndicats, et que l'Institut du travail de la GSEE, dont l'objet, selon le gouvernement, est d'appuyer l'organisation et l'action collectives des travailleurs pour améliorer leur niveau de vie, accorde diverses aides financières aux syndicats.

Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle les ordonnances de réquisition civile pour empêcher une action collective dans le secteur maritime ont été prises pour mettre fin aux effets les plus négatifs pour la santé publique qu'ont eu six jours de grève consécutifs et qu'aucune restriction n'a été imposée aux grèves de la PNO pendant la période décembre 2010-février 2012. La commission prend note des informations communiquées par la CSI concernant plusieurs ordonnances de réquisition civile émises en 2013 pour le secteur maritime, le transport public et les enseignants des écoles publiques du secondaire. Elle prend aussi note de la réponse détaillée du gouvernement, faisant état des risques qu'ont fait courir les grèves de longue durée pour la sécurité et la santé des citoyens des îles et qui ont donné lieu aux ordonnances de réquisition dans le secteur maritime, ainsi que d'autres considérations relatives aux autres grèves. La commission prend également note des observations formulées par l'OIE et la SEV selon lesquelles le caractère essentiel des services à la communauté peut être essentiellement fonction des circonstances particulières prévalant dans le pays, et que des services non essentiels peuvent devenir essentiels lorsqu'une grève excède une certaine durée ou s'étend au-delà d'une certaine portée, mettant ainsi en danger la vie, la sécurité ou la santé personnelle de tout ou partie de la population. L'OIE et la SEV indiquent que tel aurait été le cas en Grèce, lors de la grève de six jours dans le secteur maritime.

La commission prend dûment note de toutes ces indications et espère que le gouvernement aura recours aux ordonnances de réquisition civile uniquement lorsque la grève met en danger la vie, la sécurité ou la santé personnelle de tout ou partie de la population. La commission note cependant avec préoccupation la procédure pénale enclenchée à l'encontre de marins et, rappelant que des sanctions pénales ne devraient être envisagées que dans les cas où il y a eu des violences à l'encontre de personnes ou de biens pendant une grève ou en cas d'infraction grave aux dispositions du Code pénal qui ne sont pas contraires aux articles 3, paragraphe 2, et 8 de la convention, la commission veut croire que le gouvernement aura ce principe à l'esprit et le prie de fournir des informations détaillées en réponse aux observations de la FIT et de continuer de fournir des informations sur l'utilisation des ordonnances de réquisition civile.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 et de la réponse du gouvernement aux observations de 2013 de la CSI. Elle prend note aussi des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014, ainsi que de la réponse du gouvernement aux observations de 2013 de l'OIE et de la Fédération grecque des entreprises et des industries (SEV). Enfin, la commission prend note des observations de la SEV reçues le 25 septembre 2014.

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 102^e session, juin 2013)

Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note de l'organisation de plusieurs ateliers et séminaires sur la promotion de bonnes relations professionnelles et du dialogue social en temps de crise, et du fait qu'un accord de coopération, dont l'un des domaines thématiques est le dialogue social, était en cours de négociation entre le BIT et le gouvernement. La commission note avec *intérêt* la signature de l'accord de coopération avec le BIT ainsi que les activités en cours dans ce cadre, en relation avec la convention.

Article 4 de la convention. Promotion de la négociation collective. La commission note avec *intérêt* que la Confédération générale grecque du travail (GSEE), la Confédération générale des professionnels, des artisans et des commerçants (GSEVEE), la Confédération nationale grecque du commerce (ESEE) et l'Association grecque des entreprises du tourisme (SETE) ont conclu une autre convention collective générale sur le travail pour l'année 2014. La commission prend note également de l'indication du gouvernement relative à l'implication des partenaires sociaux dans la préparation et l'élaboration d'un certain nombre de politiques, au nombre desquelles le Plan d'action national de garanties pour les jeunes, et à l'élaboration d'un système intégré d'identification des besoins du marché du travail. Le gouvernement se réfère aussi à la création, en avril 2014, du Conseil gouvernemental pour l'emploi chargé de promouvoir de nouvelles initiatives ayant pour but de soutenir l'emploi, dont le fonctionnement se fera également avec la participation des partenaires sociaux, y compris leur participation à un dispositif de consultation permanent, à la planification et à l'évaluation des politiques et programmes pour l'emploi.

Conventions collectives au niveau de l'entreprise et association de personnes. La commission rappelle ses précédents commentaires concernant la loi n° 3845/2010 qui dispose que: «Les clauses des conventions collectives conclues au niveau de la profession et de l'entreprise pourront (désormais) s'écarter des termes des conventions sectorielles et des conventions collectives générales nationales, de même que les termes des conventions collectives sectorielles pourront s'écarter de ceux des conventions collectives générales nationales. L'ensemble des modalités d'application de cette disposition peut être défini par décision ministérielle.» S'agissant de la question de l'association de personnes, la commission avait noté que la loi n° 4024/2011 prévoit que, lorsqu'une entreprise n'a pas de syndicat, une association de personnes est habilitée à conclure une convention collective pour cette entreprise. La commission avait précédemment exprimé sa préoccupation quant au fait que, étant donné que les petites entreprises sont majoritaires sur le marché du travail grec, les avantages donnés aux associations de personnes confirmés avec l'abolition du principe de faveur, énoncés tout d'abord dans la loi n° 3845/2010 et appliqués de manière concrète par la loi n° 4024/2011, ont des effets préjudiciables graves pour tout le fondement de la négociation collective dans le pays.

La commission relève à présent, d'après les dernières statistiques fournies par le gouvernement, que, en 2013, 409 conventions collectives d'entreprise ont été conclues, dont 218 par des associations de personnes et 191 par des syndicats. Au 30 juin 2014, 188 conventions collectives au niveau de l'entreprise avaient été signées, dont 96 entre les employeurs et des associations de personnes et 92 avec des syndicats. De plus, 86 accords sectoriels, deux accords professionnels nationaux et trois accords professionnels locaux ont été soumis au département compétent du ministère du Travail, de la Sécurité sociale et du Bien-être, mais à ce jour aucune décision arbitrale n'a été rendue.

La commission prend note également de l'observation de la CSI sur ce point selon laquelle, en 2013, 313 conventions collectives d'entreprise ont été signées, 178 desquelles par des associations de personnes (dont 156 prévoient des baisses de salaire) et seulement 135 par des syndicats (dont 42 prévoient des baisses de salaire).

Rappelant l'importance de la promotion de la négociation collective avec les organisations de travailleurs et par conséquent de l'amélioration de la couverture de la négociation collective, la commission prie de nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour promouvoir la négociation collective avec les syndicats à tous les niveaux, y compris en envisageant, en consultation avec les partenaires sociaux, la possibilité de former des sections syndicales dans les petites entreprises.

La commission prend note des observations de la SEV selon lesquelles le Conseil d'Etat a décidé que la disposition de la loi n° 4046 du 14 février 2012, prévoyant la suppression du recours unilatéral à l'arbitrage obligatoire, est inconstitutionnelle. La SEV critique ce jugement comme étant contraire à la convention et elle exprime en outre sa profonde préoccupation que de nouveaux recours unilatéraux à l'arbitrage obligatoire n'en viennent à étouffer la

négociation collective, comme cela a toujours été le cas en Grèce. La commission note que dans son rapport le gouvernement se borne à se référer à la décision du Conseil d'Etat mais ne répond pas aux préoccupations exprimées par la SEV.

La commission rappelle que, dans ses commentaires précédents relatifs au régime d'arbitrage avant la suppression du recours unilatéral, elle avait considéré que ce régime n'était pas contraire à la convention dans la mesure où le recours unilatéral à l'arbitrage obligatoire se limitait à la fixation du salaire de base à l'échelle nationale, sectorielle ou professionnelle, dans un contexte où les mécanismes de fixation du salaire minimum devaient encore être développés. La commission souligne cependant que, en règle générale, les dispositions législatives autorisant l'une quelconque des parties à recourir unilatéralement à l'arbitrage obligatoire pour le règlement d'un différend n'ont pas pour effet de promouvoir la négociation collective volontaire et sont donc contraires à la convention. ***La commission espère que les décisions prises par le gouvernement pour répondre à la décision du Conseil d'Etat prendront pleinement en compte les différents éléments susmentionnés, et prie le gouvernement de répondre pleinement aux préoccupations exprimées par la SEV.***

Articles 1 et 3. Protection contre le licenciement antisyndical. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de communiquer ses observations au sujet des commentaires formulés par la GSEE quant à la vulnérabilité des travailleurs au licenciement antisyndical dans le cadre de la mise en place de modalités souples de travail. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique qu'il n'y a pas eu de changements législatifs susceptibles de diminuer le niveau de protection des dirigeants syndicaux. La commission rappelle cependant que les commentaires de la GSEE se rapportent d'une manière plus générale à l'impact que pourraient avoir la situation actuelle du pays et les mesures facilitant des modalités souples de travail, en risquant d'affaiblir l'application *pratique* des protections légales. ***La commission prie par conséquent de nouveau le gouvernement de communiquer avec son prochain rapport des informations et des statistiques sur les plaintes pour discrimination antisyndicale et sur les mesures de réparation prises.***

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981 (ratification: 1996)

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la Fédération syndicale mondiale (FSM). Elle prend note également des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. Elle prend note en outre de la réponse du gouvernement aux observations de 2013 de l'OIE et de la Fédération grecque des entreprises et des industries (SEV). La commission note enfin les observations formulées par la SEV dans une communication reçue le 25 septembre 2014, qui sont traitées dans ses commentaires au titre de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

Article 5 de la convention. La commission rappelle que, dans ses commentaires précédents, elle avait prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises pour réexaminer avec les partenaires sociaux les différentes mesures qui avaient été prises pour modifier unilatéralement les termes et conditions d'emploi des travailleurs du secteur public afin de limiter leur impact et de garantir la protection du niveau de vie des travailleurs.

La commission prend note de l'information fournie par le gouvernement selon laquelle le nouveau système de classification des postes dans la fonction publique et les fonctionnaires réservistes ne sont pas inclus dans la liste des questions susceptibles de faire l'objet de conventions collectives dans le cadre législatif en vigueur. Le gouvernement ajoute que le département compétent du ministère de la Réforme administrative et de la Gouvernance électronique tient compte des demandes, observations et propositions des organes concernés.

La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour promouvoir la négociation collective pour tous les groupes de travailleurs, y compris ceux de la fonction publique, mesures progressivement élargies à toutes les questions liées aux conditions de travail et d'emploi, et d'indiquer tout réexamen avec les partenaires sociaux de l'impact des changements unilatéraux apportés aux conditions d'emploi au cours des dernières années.

Guatemala

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1952)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), de la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG), du Mouvement syndical, indigène et paysan guatémaltèque (MSICG) et de l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA), reçues les 1^{er}, 3 et 22 septembre 2014. Ces observations portent sur des questions déjà à l'examen par la commission et en particulier les allégations relatives à des actes de violence extrêmement graves qui touchent le mouvement syndical.

Par ailleurs, la commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014. La commission prend note aussi des observations conjointes du Comité de coordination des

associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF) et de l'OIE reçues le 28 août 2014. Dans ces observations, les organisations indiquent qu'elles sont préoccupées par le climat de violence qui affecte le pays, mais qu'elles font bon accueil aux initiatives suivantes: i) les mesures prises par le ministère public à ce sujet; ii) le rapport de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) qui porte sur les décès violents de syndicalistes et sur leurs conséquences; et iii) la création de la Commission de traitement des différends devant l'OIT en matière de liberté syndicale et de négociation collective.

Plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT pour non-respect de la convention

La commission note que, à sa 322^e session (novembre 2014), le Conseil d'administration a décidé de reporter à sa 323^e session (mars 2015) la décision de constituer une commission d'enquête pour examiner la plainte déposée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT par plusieurs délégués travailleurs à la 101^e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2012) pour non-respect par le Guatemala de la convention. La décision du Conseil d'administration s'est fondée sur les éléments fournis par le gouvernement et par les organisations d'employeurs et de travailleurs du Guatemala, ainsi que sur les informations réunies par la mission du BIT (ci-après la mission), qui a eu lieu du 8 au 11 septembre 2014, pour donner suite à la feuille de route que le gouvernement du Guatemala a adoptée le 17 octobre 2013, en consultation avec les partenaires sociaux du pays, pour accélérer la mise en œuvre du protocole d'accord conclu le 26 mars 2013 entre le groupe des travailleurs du Conseil d'administration du BIT et le gouvernement du Guatemala.

Droits syndicaux et libertés publiques. La commission **regrette** le fait que, depuis des années, elle est amenée à examiner, à l'instar du Comité de la liberté syndicale, des allégations de graves actes de violence contre des dirigeants syndicaux et des syndicalistes, et la situation d'impunité à ce sujet. La commission note à nouveau que, dans le cadre des cas n^{os} 2445, 2540, 2609, 2768 et 2978, le Comité de la liberté syndicale note avec une grande préoccupation que les allégations sont extrêmement graves et portent notamment sur de nombreux assassinats (depuis 2004, le Comité de la liberté syndicale a examiné 58 cas d'assassinats), ainsi que sur des actes de violence à l'encontre de dirigeants syndicaux et de syndicalistes dans un climat d'impunité persistante.

La commission note que les centrales syndicales du Guatemala ont indiqué à la mission ce qui suit: i) il n'y a pas de progrès substantiels dans les enquêtes sur les actes de violence commis contre des syndicalistes qui ont été dénoncés devant l'OIT; ii) la situation d'impunité persiste en ce qui concerne les assassinats de syndicalistes; iii) l'instruction en vue de poursuites pénales effectives contre les délits commis contre des syndicalistes, en discussion depuis 2013 entre le groupe de travail syndical du ministère public et le procureur général et ayant fait l'objet d'un accord, n'a jamais eu lieu; iv) les organisations syndicales n'ont été invitées à participer à aucune étape des procédures pénales portant sur les assassinats de syndicalistes et elles n'ont pas non plus été admises comme parties plaignantes; v) le protocole pour la mise en œuvre de mesures de sécurité immédiates et préventives en faveur des défenseurs des droits de l'homme au Guatemala, présenté en août 2014 par le ministère de l'Intérieur, ne fait mention ni des syndicalistes ni des activités syndicales; vi) à plusieurs occasions, le ministère de l'Intérieur a annoncé la mise en service d'une ligne téléphonique pour les plaintes sur les délits commis contre les syndicalistes, mais celle-ci n'est pas fonctionnelle; et vii) le rapport de la CICIG sur les assassinats de 58 dirigeants syndicaux et syndicalistes porté à la connaissance de l'OIT confirme l'impunité qui existe au Guatemala.

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, selon les informations communiquées à la mission par le Mouvement syndical populaire autonome du Guatemala et l'Autorité de coordination des Global Unions au Guatemala, 16 syndicalistes ont été assassinés entre le 2 janvier 2013 et le 20 août 2014. À ce sujet, la commission note que le ministère public a indiqué à la mission que tous les cas font actuellement l'objet d'enquêtes, qu'un mandat d'arrêt a été délivré à propos d'un de ces cas et qu'un mandat d'arrêt a été demandé pour un autre cas.

La commission note que le gouvernement indique qu'il prend toutes les mesures en son pouvoir pour lutter contre la violence et l'impunité et que, en particulier, le gouvernement indique ce qui suit:

- sur 70 assassinats de dirigeants syndicaux et de syndicalistes (58 cas ont été examinés à ce jour par le Comité de la liberté syndicale et il y a eu 12 autres cas depuis 2013), le ministère public indique que: 42 cas font l'objet d'une enquête; dans 8 cas, des jugements de condamnation ont été prononcés; dans 3 cas, un verdict d'acquiescement a été prononcé; dans 11 cas, des mandats d'arrêt ont été délivrés; dans 2 cas, des mandats d'arrêt ont été demandés; dans 2 cas, les poursuites pénales ont été interrompues; dans 1 cas, un non-lieu a été prononcé; et, dans 1 cas, on est en attente de l'audience;
- donnant suite à la convention de collaboration signée en 2013 avec le ministère public, la CICIG a présenté le 31 juillet 2014 un rapport sur l'état d'avancement des enquêtes sur la mort de syndicalistes au Guatemala. Dans ce rapport, la CICIG a examiné les dossiers d'enquête établis par le ministère public. À propos de ce rapport, le gouvernement souligne ce qui suit: i) la CICIG a limité son analyse à 37 cas au sujet desquels les dossiers du ministère public contenaient des éléments qui démontraient que les victimes étaient des syndicalistes; ii) dans 6 de ces 37 cas, il y a des liens avérés ou probables entre le mobile du crime et les activités syndicales de la victime; iii) la CICIG a formulé des suggestions pour améliorer les méthodes d'enquête du ministère public; iv) dans leur

majorité, les décès ont eu lieu là où la violence est la plus forte dans le pays; v) il n'a pas été constaté, du moins dans les cas à l'examen, de pratiques visant à exterminer des syndicalistes au Guatemala;

- l'Unité spéciale de contrôle des délits commis contre les syndicalistes a été renforcée avec la nomination de nouveaux membres (leur nombre est passé de 5 en 2011 à 12 en 2014). Cette unité spécialisée s'est vu confier tous les cas de délits contre des syndicalistes qui font l'objet d'enquêtes dans le pays;
- conformément à l'accord conclu le 30 août 2013 par le ministère public et les organisations syndicales, le groupe de travail syndical du ministère public s'est réuni à six reprises;
- des discussions sont en cours avec les organisations syndicales au sujet d'une ordonnance en vue de poursuites pénales effectives sur les délits commis contre des syndicalistes;
- le 1^{er} août 2014, le ministère de l'Intérieur a émis l'accord ministériel n° 550-2014, qui modifie l'accord précédent de 2013 et qui permet aux membres et dirigeants de syndicats de participer au groupe de travail technique syndical permanent pour une protection intégrale, en tant que membres et non en tant qu'observateurs;
- sept syndicalistes bénéficient de mesures de protection et trois autres demandes de protection ont été reçues;
- 3 millions de quetzales (environ 384 000 dollars des Etats-Unis) ont été destinés à la protection de syndicalistes et, en 2015, une augmentation budgétaire sera demandée;
- en septembre 2014, une convention-cadre de coopération a été signée par l'organisme judiciaire, le ministère public, le ministère de l'Intérieur et le ministère du Travail et de la Prévision sociale, qui prévoit la formation d'un groupe de coordination interinstitutionnelle dont la fonction sera de faciliter l'échange d'informations sur les délits commis contre des travailleurs syndiqués; et
- la collaboration avec le BIT, en vue de la formation des enquêteurs et des procureurs du ministère public en matière de normes internationales du travail, se poursuit.

La commission note enfin que la mission a rencontré un représentant de la CICIG qui a indiqué que ladite commission a examiné seulement, sur la base des informations disponibles, les enquêtes effectuées par le ministère public, qu'elle n'a pas mené à bien des enquêtes et qu'il faudrait revoir les critères d'enquête pour déterminer si les assassinats en question sont liés aux activités syndicales des victimes. De même, le procureur général a indiqué à la mission que le rapport de la CICIG n'est pas définitif et qu'il s'agit d'un instrument supplémentaire utile pour les enquêteurs du ministère public. ***Tout en prenant dûment note de certaines mesures prises par les autorités pour améliorer l'efficacité des enquêtes sur les assassinats de dirigeants syndicaux et de syndicalistes (renforcement de l'Unité de contrôle spéciale des délits commis contre des syndicalistes, coordination entre les différents ministères et institutions publiques), la commission prie fermement le gouvernement de continuer de faire tout son possible pour: i) enquêter sur tous les actes de violence commis contre des dirigeants syndicaux et des syndicalistes, y compris les actes dénoncés en 2013 et 2014, afin de déterminer les responsabilités et de sanctionner les coupables, en prenant pleinement en compte au cours des enquêtes les activités syndicales des victimes; ii) assurer une protection rapide et efficace aux dirigeants syndicaux et syndicalistes en situation de risque. La commission prie le gouvernement de continuer de faire état de toutes les mesures prises et des résultats obtenus à cet égard.***

Articles 2 et 3 de la convention. Problèmes d'ordre législatif. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle demande au gouvernement de prendre des mesures pour modifier les dispositions législatives suivantes:

- l'article 215 c) du Code du travail qui prévoit de réunir la majorité absolue des travailleurs d'un secteur déterminé pour pouvoir constituer un syndicat de branche;
- les articles 220 et 223 du Code du travail qui prévoient l'obligation d'être d'origine guatémaltèque et de travailler dans l'entreprise ou dans le secteur économique en question pour pouvoir être élu dirigeant syndical;
- l'article 241 du Code du travail qui prévoit que, pour être licite, la grève doit être déclarée non par la majorité des votants, mais par la majorité des travailleurs; et l'article 4, alinéas d), e) et g), du décret n° 71-86, modifié par le décret législatif n° 35-96 du 27 mars 1996, qui prévoit la possibilité d'imposer l'arbitrage obligatoire dans les services non essentiels et crée d'autres obstacles au droit de grève, ainsi que les articles 390, alinéa 2, et 430 du Code pénal et le décret n° 71-86, qui prévoient des sanctions professionnelles et des sanctions civiles et pénales applicables en cas de grève de fonctionnaires ou de travailleurs de certaines entreprises.

En outre, la commission demande depuis plusieurs années au gouvernement de prendre des mesures pour que plusieurs catégories de travailleurs du secteur public (engagés en vertu du poste 029 et d'autres postes du budget) jouissent des garanties prévues dans la convention.

La commission rappelle que le gouvernement s'est engagé, en vertu de la feuille de route de 2013, à présenter à la Commission tripartite sur les questions internationales du travail les projets de réforme législative nécessaires, et à ce que le Congrès de la République adopte la législation correspondante. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement ainsi que du rapport de la mission qui indique ce qui suit: i) le gouvernement a soumis le 10 décembre 2013 trois projets de réforme aux mandants tripartites (le gouvernement a joint à son rapport copie de ces projets); ii) les

partenaires sociaux ont présenté leurs propositions de réforme; iii) étant donné l'impossibilité de parvenir à un accord tripartite sur la révision de la législation, le gouvernement a soumis au Congrès de la République les propositions de réforme des partenaires sociaux ainsi que les commentaires pertinents de la commission. La commission note que les organisations syndicales ont déclaré à la mission que le gouvernement n'avait pas présenté de projets de loi pour adapter la législation nationale à la convention.

Tout en notant que les projets de loi élaborés par le gouvernement ne permettent pas, en ce qui concerne la plupart des dispositions qui font l'objet d'une révision, de rendre la législation conforme à la convention, la commission note que, pendant la mission, le Congrès de la République et le Département des normes internationales du travail du Bureau ont signé une déclaration d'intention qui prévoit la possibilité d'organiser des activités sur les normes internationales du travail et une assistance technique pour l'élaboration de projets de loi dans le domaine du travail. ***Dans ces conditions, la commission exprime le ferme espoir que le Congrès de la République adoptera prochainement les réformes législatives demandées par la commission. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.***

Application de la convention dans la pratique. La commission accueille favorablement la création de la Commission de traitement des différends devant l'OIT en matière de liberté syndicale et de négociation collective, qui a été établie dans le cadre de l'application de la feuille de route et avec l'aide du représentant spécial du Directeur général du BIT au Guatemala. ***La commission veut croire que cet organe, tripartite et dirigé par un médiateur indépendant, contribuera à résoudre les nombreux cas de plaintes pour violation de la convention que les organisations syndicales ont signalés.***

Enregistrement d'organisations syndicales. La commission prend note des informations récurrentes des organisations syndicales sur les entraves à l'enregistrement des organisations syndicales. La commission note en particulier les points suivants: i) la dénonciation de la pratique de l'administration du travail qui consisterait à adresser la liste des fondateurs d'un syndicat en cours de formation à l'employeur afin de s'assurer qu'ils travaillent dans l'entreprise; ii) la dénonciation de nombreux cas dans lesquels l'enregistrement d'une organisation syndicale serait refusée au motif qu'y sont affiliés des travailleurs précaires de l'administration publique. ***La commission prie le gouvernement de veiller à abolir les pratiques susmentionnées au cours de l'enregistrement de syndicats, et d'examiner, dans le cadre de la Commission de traitement des différends devant l'OIT en matière de liberté syndicale et de négociation collective, les cas concrets que les organisations syndicales dénoncent afin de régler les problèmes rapidement. La commission prie le gouvernement de faire état des résultats obtenus à cet égard.***

Secteur des maquilas. La commission rappelle que, depuis des années, elle prend note des commentaires d'organisations syndicales faisant état de problèmes graves dans l'application de la convention en ce qui concerne les droits syndicaux dans les *maquilas* (zone franche d'exportation). La commission note que le gouvernement mentionne l'existence de trois syndicats à l'échelle de l'entreprise qui déploient leurs activités dans le secteur des *maquilas*. ***Dans ces conditions, la commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour garantir et promouvoir le plein respect des droits syndicaux dans le secteur des maquilas. Elle invite le gouvernement, dans le cadre de la campagne de sensibilisation qu'il s'est engagé à mener en 2013, à porter une attention particulière au secteur des maquilas et à continuer de fournir des informations sur l'exercice dans la pratique des droits syndicaux dans ce secteur.***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1952)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 et du Mouvement syndical, indigène et paysan guatémaltèque (MSICG) reçues le 3 septembre 2014, qui portent sur des questions examinées par la commission et qui soulignent tout particulièrement de nombreux actes de discrimination antisyndicale qui ne donneraient pas lieu à une protection appropriée de la part des autorités publiques.

Par ailleurs, la commission prend note également des observations conjointes du Comité de coordination des associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 28 août 2014, dans lesquelles ces organisations se félicitent de la création de la Commission de traitement des différends portés devant l'OIT en matière de liberté syndicale et de négociation collective.

La commission rappelle que plusieurs délégués travailleurs, à la 101^e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2012), ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT pour non-respect par le Guatemala de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. La commission note que, dans le cadre de l'examen de la décision de constituer éventuellement une commission d'enquête pour examiner la plainte (décision que le Conseil d'administration examinera à nouveau à sa 323^e session en mars 2015), une mission tripartite de haut niveau de l'OIT s'est rendue dans le pays en septembre 2013, et que plusieurs de ses conclusions portent sur la capacité de l'inspection du travail et du pouvoir judiciaire de garantir une protection appropriée contre la discrimination antisyndicale. La commission note aussi que, pour donner suite aux conclusions de la mission tripartite de haut niveau, le gouvernement a adopté en octobre 2013, en consultation avec les partenaires sociaux du Guatemala, une

feuille de route dont le contenu est en lien avec l'application de la convention. La commission prend note également de la mission du Bureau qui s'est déroulée du 8 au 11 septembre 2014 en relation avec le suivi donné à la feuille de route.

Article 1 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale. Procédures judiciaires efficaces. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé au gouvernement de promouvoir les réformes de procédures et de fond nécessaires pour résoudre les cas de discrimination antisyndicale et de lenteur de la justice du travail, y compris au moyen de procédures plus efficaces et plus rapides et de sanctions plus dissuasives. A ce sujet, la commission note que les organisations syndicales continuent de dénoncer d'importants retards judiciaires en ce qui concerne des actes antisyndicaux, en raison notamment de la possibilité d'intenter de multiples recours dilatoires. Le MSICG dénonce en outre la pratique judiciaire qui consiste à traiter les licenciements illicites de dirigeants syndicaux par la voie judiciaire ordinaire, si bien que la réintégration de ces dirigeants n'est effective que lorsque la cour d'appel le confirme, ce qui peut prendre des années. Par ailleurs, la commission note que le CACIF affirme que 98 pour cent des tribunaux du travail dans le pays disposent d'un système de procédure orale qui a permis d'accélérer les auditions. La commission note également que le gouvernement communique des statistiques générales sur la durée des procédures judiciaires en matière de travail mais qu'il ne fournit pas de données spécifiques sur la durée des procédures relatives à des actes de discrimination antisyndicale et que, en particulier, il n'indique pas les délais moyens nécessaires pour que la réintégration d'un travailleur soit ordonnée et exécutée. La commission note enfin que plusieurs cas en instance devant le Comité de la liberté syndicale portent sur la situation de nombreux travailleurs licenciés pour des motifs syndicaux, lesquels attendent depuis des années que la décision de les réintégrer qui a été prononcée en première instance soit examinée par une cour d'appel. ***Dans ces conditions, et notant les engagements pris par le gouvernement dans le cadre de la feuille de route, la commission, tout en prenant note du processus en cours qui vise à accélérer la procédure judiciaire en matière de travail, prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réduire significativement les délais judiciaires dans les cas de réintégration de travailleurs. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.***

La commission rappelle aussi que, depuis de nombreuses années, elle demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme au degré élevé de non-exécution de décisions de réintégration de syndicalistes licenciés, et que cette demande figure dans les conclusions de la Mission tripartite de haut niveau de l'OIT de 2013. A ce sujet, la commission note que le gouvernement indique ce qui suit: i) l'accord n° 26-2012 institue l'unité de vérification du pouvoir judiciaire qui est chargée de contrôler l'exécution de toutes les décisions de justice en matière de travail; ii) l'instruction générale n° 05-2013 du Procureur général de la République permet de poursuivre pénalement les auteurs du délit de désobéissance en cas d'inexécution d'injonctions judiciaires en matière de travail; iii) en 2014, il y a eu 663 réintégrations contre 60 en 2010; et iv) 477 cas de désobéissance à des injonctions judiciaires en matière de travail ont été examinés par le ministère public, 53 de ces cas ont été déferés à un organe juridictionnel et ont donné lieu à trois décisions de condamnation, tandis qu'il n'a pas encore été fixé de date d'audience pour 33 cas. De plus, la commission note ce qui suit: i) le CACIF fait bon accueil à l'action de l'unité de l'organisme judiciaire chargée de l'exécution et de la vérification des réintégrations et des procédures spéciales en matière de travail; ii) les centrales syndicales soulignent que les statistiques du ministère du Travail démontrent que 277 décisions définitives de réintégration n'ont pas été exécutées et que, dans 402 autres cas, les travailleurs réintégrés n'ont pas reçu leurs salaires échus. ***Dans ces conditions, tout en prenant bonne note des initiatives prises pour mettre un terme à l'inexécution des décisions de réintégration de syndicalistes licenciés, la commission prie le gouvernement d'accroître significativement les moyens disponibles pour éliminer effectivement ces déficiences et garantir le respect des résolutions judiciaires. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard, ainsi que les résultats obtenus.***

Action efficace de l'inspection du travail. Dans ses commentaires précédents, étant donné la gravité des problèmes de discrimination antisyndicale, la commission avait demandé au gouvernement de prendre des mesures complémentaires pour améliorer l'inspection du travail. A ce sujet, la commission note que, dans ses conclusions, la mission tripartite de haut niveau s'est dite préoccupée par l'impossibilité pour l'inspection d'imposer des sanctions administratives, et a considéré urgent de mener les réformes législatives nécessaires pour que l'inspection du travail puisse s'acquitter de son mandat qui est de veiller au respect effectif de la législation du travail. La commission note que le gouvernement indique ce qui suit: i) depuis 2012, l'inspection du travail a été renforcée par le recrutement de 100 inspecteurs supplémentaires et par la réorganisation et la modernisation de ses services; ii) le gouvernement a adressé au Congrès de la République le projet de loi n° 4703 qui attribue des facultés de sanction à l'organisme judiciaire, projet sur lequel la Commission du travail du Congrès de la République a donné un avis favorable. De plus, la commission note ce qui suit: i) les organisations de travailleurs considèrent qu'accorder des facultés de sanction à l'inspection du travail est indispensable pour lutter efficacement contre la discrimination antisyndicale; ii) le CACIF estime que le projet de loi n° 4703 est approprié, en particulier parce qu'il correspond au critère de la Cour constitutionnelle sur l'inconstitutionnalité du pouvoir de sanction de l'inspection du travail. ***Dans ces conditions, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la réforme législative en cours aboutisse à davantage d'efficacité et de célérité pour imposer des sanctions dissuasives contre les actes de discrimination antisyndicale. La commission demande au gouvernement***

d'indiquer tout fait nouveau à cet égard et, spécifiquement, le nombre de sanctions prononcées pour actes antisyndicaux et le montant des indemnités.

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note du faible nombre de pactes collectifs dans le secteur privé. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, de 2011 à mai 2014, 80 pactes collectifs ont été homologués. Le gouvernement ajoute en ce qui concerne les *maquilas* qu'aucun pacte n'a été enregistré depuis 2013. La commission note que le rythme des homologations de pactes collectifs continue de baisser et exprime sa **préoccupation** devant le nombre très faible de pactes collectifs et l'absence de négociations collectives dans le secteur des *maquilas* depuis 2013. **Notant que, dans la feuille de route, le gouvernement s'est engagé à mener une importante campagne nationale de sensibilisation sur la liberté syndicale, la commission le prie de mettre à profit cette campagne pour promouvoir énergiquement les mécanismes de négociation collective en se souciant tout particulièrement du secteur des maquilas. La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises et leurs résultats.**

Application de la convention dans la pratique. La commission fait bon accueil à la création de la Commission de traitement des différends portés devant l'OIT en matière de liberté syndicale et de négociation collective, qui a été établie dans le cadre de l'application de la feuille de route, avec l'assistance du représentant spécial du Directeur général du BIT au Guatemala. **La commission veut croire que cet organe, tripartite et dirigé par un médiateur indépendant, contribuera à résoudre les nombreux cas de discrimination antisyndicale et d'entraves à la négociation collective dénoncés par les organisations syndicales. La commission prie le gouvernement d'indiquer les résultats obtenus.** Enfin, la commission prend note avec **préoccupation**, à la lecture de différents rapports, du nombre élevé de plaintes pour violation de la convention dans les municipalités. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application de la convention dans les municipalités, et de fournir des informations sur les résultats obtenus.**

Guinée-Bissau

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1977)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des commentaires de la Confédération syndicale internationale (CSI) du 4 août 2011 faisant état de la négociation des salaires dans le cadre du Conseil national tripartite de consultation sociale et de la faiblesse des dispositions de la loi générale du travail en matière de protection contre la discrimination antisyndicale. De même, la commission prend note des commentaires de l'Union nationale des travailleurs de Guinée (UNTG-CS) du 30 août 2011 qui se réfèrent à la nécessité de renforcer les capacités de l'Inspection générale du travail et des tribunaux pour garantir l'application des lois du travail. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à cet égard.**

Articles 4 et 6 de la convention. Champ d'application de la convention. Travailleurs agricoles et portuaires. La commission avait pris note de la volonté du gouvernement de poursuivre le processus de révision de la Loi générale du travail qui contient, dans son titre XI, des dispositions concernant la négociation collective, ainsi que de l'adoption de mesures pour garantir dans ce texte aux travailleurs agricoles et portuaires les droits prévus dans la convention. La commission relève l'information du gouvernement contenue dans son rapport, selon laquelle ce processus de révision juridique est en cours. La commission avait noté l'indication du gouvernement à savoir que le projet de code prévoyait l'adaptation de l'application de ses dispositions aux caractéristiques particulières du travail effectué par les travailleurs agricoles et portuaires. **La commission prie le gouvernement d'indiquer l'état d'avancement de ce projet et veut croire que celui-ci garantira aux travailleurs agricoles et portuaires les droits prévus dans la convention.**

La commission prend note de la déclaration faite par le gouvernement dans son rapport selon laquelle il n'existe aucune législation qui régit spécifiquement cette question, celle-ci étant traitée dans le cadre de forums créés à cet effet, comme par exemple le Conseil permanent de la concertation sociale. La commission rappelle qu'elle avait demandé au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises en vue de l'adoption de la loi spéciale qui, en vertu de l'article 2, paragraphe 2, de la loi n° 8/41 sur la liberté syndicale, devait réglementer le droit de négociation collective des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat. **La commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

La commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur l'évolution de la situation en ce qui concerne la promotion de la négociation collective dans le secteur public et le secteur privé (activités de formation et d'information, séminaires avec les partenaires sociaux, etc.) et d'envoyer des statistiques sur les conventions collectives (par secteur) conclues et sur le nombre de travailleurs couverts par celles-ci. La commission note qu'il ressort des commentaires de la CSI que la situation de la négociation collective n'est pas satisfaisante et elle rappelle, à nouveau, au gouvernement que l'article 4 de la convention dispose que «des mesures appropriées aux conditions nationales doivent, si nécessaire, être prises pour encourager et promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges des procédures de négociation volontaire des conventions collectives entre les employeurs et les organisations d'employeurs, d'une part, et les organisations de travailleurs, d'autre part, en vue de régler par ce moyen les conditions d'emploi». **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures concrètes afin de promouvoir une plus grande utilisation pratique de la négociation collective dans les secteurs privé**

et public et de fournir des informations sur l'évolution de la situation, sur le nombre de nouvelles conventions collectives signées et sur le nombre de travailleurs couverts par celles-ci. La commission espère que le prochain rapport du gouvernement contiendra des informations complètes sur les points soulevés ainsi que sur les commentaires de la CSI.

Tout en rappelant au gouvernement qu'il peut, s'il le désire, recourir à l'assistance technique du Bureau.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guinée équatoriale

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

En outre, elle note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission rappelle à nouveau que, depuis plusieurs années, elle demande au gouvernement: i) de modifier l'article 5 de la loi n° 12/1992, qui dispose que les organisations de salariés peuvent être professionnelles ou sectorielles, afin de garantir aux travailleurs la possibilité de constituer des syndicats d'entreprise, s'ils le souhaitent; ii) de modifier l'article 10 de la loi n° 12/1992, qui prescrit à une organisation professionnelle notamment de représenter au moins 50 salariés pour pouvoir obtenir la personnalité juridique, en abaissant ce nombre de salariés à un niveau raisonnable; iii) de confirmer que la révision de la loi fondamentale en 1995 (loi n° 1 de 1995) a entraîné la reconnaissance du droit de grève dans les services d'utilité publique et que ce droit s'exerce effectivement dans les conditions prévues par la loi; iv) d'indiquer les services considérés comme essentiels et la façon dont sont déterminés les services minima qui doivent être garantis et qui sont prévus à l'article 37 de la loi n° 12/1992; et v) d'indiquer si les fonctionnaires qui n'exercent pas des fonctions d'autorité au nom de l'Etat jouissent du droit de grève (art. 58 de la loi fondamentale).

La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la législation afin de la rendre pleinement conforme aux dispositions de la convention et d'indiquer dans son prochain rapport les mesures prises ou envisagées à cet égard. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra sans délai toutes les mesures à sa portée pour reprendre un dialogue constructif avec l'OIT.

En outre, la commission avait noté les commentaires de la Confédération syndicale internationale (CSI) sur l'application de la convention et sur le fait que l'on continue de refuser de reconnaître plusieurs syndicats, à savoir l'Union syndicale des travailleurs de Guinée équatoriale (UST), le Syndicat indépendant des services (SIS), l'Association syndicale des enseignants (ASD) et l'Organisation des travailleurs agricoles (OTC). La commission rappelle à nouveau que le pouvoir discrétionnaire de l'autorité compétente d'accepter ou de refuser la demande d'enregistrement revient à imposer une autorisation préalable, incompatible avec l'article 2 de la convention. **Dans ces conditions, la commission prie instamment le gouvernement d'enregistrer sans tarder les organisations syndicales qui ont satisfait aux dispositions légales et de fournir des informations dans son prochain rapport à ce sujet.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2001)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 4 de la convention. Négociation collective. La commission a pris note des commentaires antérieurs de la Confédération syndicale internationale (CSI) qui font état, de nouveau, du refus des autorités de reconnaître divers syndicats, à savoir l'Union syndicale des travailleurs de Guinée équatoriale (UST), le Syndicat indépendant des services (SIS), l'Association syndicale des enseignants (ASD) et l'Organisation des travailleurs agricoles (OTC), ainsi que de l'absence d'un cadre législatif en vue de la négociation collective. Elle souligne de nouveau que l'existence de syndicats constitués librement par les travailleurs est une condition nécessaire à l'application de la convention. **La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour créer les conditions propices à la formation de syndicats qui puissent négocier collectivement pour réglementer les conditions d'emploi.**

Article 6. Droit des fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat de négocier collectivement. La commission avait noté que, selon les commentaires de la CSI, le droit des fonctionnaires de constituer des syndicats n'a pas encore été reconnu par la loi, alors que l'article 6 de la loi n° 12/1992 sur les syndicats et les relations collectives du travail dispose que la syndicalisation des fonctionnaires de l'administration publique sera régie par une loi spéciale. La commission avait pris note du fait que la CSI indique également que le cadre juridique de la négociation collective reste déficient et ambigu. **La commission prie instamment le gouvernement d'indiquer si la loi spéciale en question a été adoptée et si elle garantit le droit d'organisation et de négociation collective des fonctionnaires et prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur l'application de la convention en ce qui concerne les fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat. La commission rappelle au gouvernement qu'elle peut recourir à l'assistance technique du Bureau à ce sujet. Elle exprime le**

ferme espoir que le gouvernement prendra sans délai toutes les mesures nécessaires pour reprendre un dialogue constructif avec l'OIT.

Point V du formulaire de rapport. Application pratique. La commission prie le gouvernement de communiquer des statistiques sur le nombre d'organisations syndicales, sur le nombre de conventions collectives signées avec les organisations syndicales, ainsi que sur le nombre de travailleurs et les secteurs couverts.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guyana

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1966)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne répond pas aux questions en instance. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Dans son observation précédente, la commission avait noté que, conformément à la loi sur la reconnaissance des syndicats, seuls les syndicats recueillant l'appui de 40 pour cent au moins des travailleurs étaient reconnus. La commission prend note de l'indication du gouvernement, à savoir qu'à la demande du Congrès des syndicats la loi sur la reconnaissance des syndicats reconnaît les syndicats qui étaient reconnus avant l'adoption de la loi, sans qu'ils n'aient à prouver qu'ils sont majoritaires (art. 32). Tous les syndicats ont bénéficié de cette disposition qui, selon le gouvernement, n'est plus applicable étant donné que l'ensemble des certifications prévues dans cet article ont été délivrées. Étant donné que la représentativité des syndicats peut évoluer, la commission rappelle une fois de plus que, si aucun syndicat ne regroupe plus de 40 pour cent des travailleurs dans l'unité de négociation, les droits de négociation collective devraient être accordés à tous les syndicats de l'unité concernée, au moins pour leurs propres membres (voir l'étude d'ensemble sur la liberté syndicale et la négociation collective, 1994, paragr. 241). *La commission espère que des progrès significatifs concernant cette question seront réalisés prochainement et demande au gouvernement de fournir des informations sur les résultats des consultations.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Haïti

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1979)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. *La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.*

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission rappelle qu'elle prie le gouvernement, depuis de nombreuses années, de modifier la législation nationale, notamment le Code du travail, pour la rendre conforme aux dispositions de la convention. Dans ses précédentes observations, la commission avait relevé que le gouvernement faisait état de la constitution d'un comité de réflexion sur la réforme du Code du travail, qu'il indiquait en outre que cette réforme prendrait en compte les commentaires de la commission et qu'à cette fin il bénéficiait de l'assistance technique du Bureau. La commission avait alors exprimé l'espoir que le gouvernement continue de bénéficier d'une telle assistance afin de permettre des progrès réels dans la révision de la législation pour la rendre pleinement conforme à la convention. À cet égard, la commission prend note de l'assistance technique que le pays a continué de recevoir en 2012, notamment dans le cadre des travaux en cours pour la réforme du Code du travail. La commission note que le gouvernement réitère, dans son rapport, que les partenaires sociaux ont soumis leurs propositions dans le processus d'élaboration du nouveau Code du travail et qu'il y a lieu de croire que les points soulevés par la commission trouveront réponse dans cette réforme. La commission rappelle que ses commentaires concernaient notamment:

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier:

- la nécessité de modifier les articles 229 et 233 du Code du travail de façon à garantir que les mineurs ayant l'âge minimum légal d'admission à l'emploi puissent exercer leurs droits syndicaux sans autorisation parentale;
- la nécessité de modifier l'article 239 du Code du travail de façon à permettre aux travailleurs étrangers d'accéder aux fonctions de dirigeants syndicaux, tout au moins après une période raisonnable de résidence dans le pays;
- la nécessité de garantir aux travailleurs domestiques les droits consacrés dans la convention (l'article 257 du Code du travail prévoit que le travail domestique n'est pas régi par ce code, et la loi adoptée en 2009 par le Parlement pour modifier

cet article – loi qui n’a pas été promulguée, mais à laquelle le gouvernement se référerait dans ses précédents rapports – ne reconnaît pas non plus les droits syndicaux aux travailleurs domestiques).

Article 3. Droit des organisations de travailleurs d’organiser leurs activités et de formuler leurs programmes d’action:

- la nécessité de réviser les dispositions du Code du travail relatives au recours à l’arbitrage obligatoire afin de garantir que ce dernier ne soit possible, pour mettre fin à un conflit collectif du travail et à une grève, que dans certaines circonstances, à savoir: 1) lorsque les deux parties au conflit en conviennent; ou 2) lorsque la grève peut faire l’objet de restrictions, voire d’une interdiction, c’est-à-dire: a) dans le cadre de conflits concernant des fonctionnaires qui exercent des fonctions d’autorité au nom de l’Etat; b) dans le cadre de conflits survenant dans les services essentiels au sens strict du terme; ou c) dans des situations de crise nationale ou locale aiguë mais pour une durée limitée et dans la mesure nécessaire pour faire face à la situation uniquement.

Tout en étant consciente des difficultés que rencontre le pays, la commission veut croire qu’avec l’assistance technique dont il bénéficie, notamment pour la réforme du Code du travail, et la volonté politique réaffirmée par le gouvernement, ce dernier sera en mesure, dans son prochain rapport, de faire état de progrès dans la révision de la législation nationale pour la rendre pleinement conforme à la convention. La commission prie le gouvernement d’envoyer copie de tout nouveau texte adopté.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d’organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1957)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 31 août 2014. *La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.*

La commission note que le rapport du gouvernement n’a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux commentaires de la Confédération syndicale internationale (CSI) en date du 31 juillet 2012, qui portent notamment sur des questions d’ordre législatif déjà soulevées par la commission et sur des allégations de licenciements antisyndicaux et d’obstacles à l’exercice des droits syndicaux, en particulier dans les zones franches. La CSI soulève également le problème du respect des droits syndicaux des travailleurs de l’économie informelle. *Notant que l’emploi informel représente la majeure partie de l’emploi en Haïti, la commission prie le gouvernement d’indiquer de quelle manière est assurée l’application de la convention aux travailleurs de l’économie informelle et de préciser, notamment, si des mesures spécifiques ont été prises pour traiter les difficultés particulières rencontrées par ces travailleurs. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur l’application de la convention dans les zones franches.*

La commission rappelle qu’elle prie le gouvernement, depuis de nombreuses années, de modifier la législation nationale, notamment le Code du travail, pour la rendre conforme aux dispositions de la convention. Dans ses précédentes observations, la commission avait relevé que le gouvernement faisait état de la constitution d’un comité de réflexion sur la réforme du Code du travail, qu’il indiquait en outre que cette réforme prendrait en compte les commentaires de la commission et qu’à cette fin il bénéficiait de l’assistance technique du Bureau. La commission avait alors exprimé l’espoir que le gouvernement continue de bénéficier d’une telle assistance afin de permettre des progrès réels dans la révision de la législation nationale pour la rendre pleinement conforme à la convention. A cet égard, la commission prend note de l’assistance technique que le pays a continué de recevoir en 2012, notamment dans le cadre des travaux en cours pour la réforme du Code du travail.

La commission rappelle que ses commentaires concernaient notamment:

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale des travailleurs en matière d’emploi. La commission rappelle que ses commentaires précédents concernaient la nécessité d’adopter une disposition spécifique prévoyant une protection contre la discrimination antisyndicale à l’embauche, ainsi que d’adopter des dispositions assurant de façon générale aux travailleurs une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale (motivés par l’affiliation ou l’activité syndicale) au cours de l’emploi, accompagnées de procédures efficaces et rapides et de sanctions suffisamment dissuasives.

A cet égard, la commission relève que l’article 251 du Code du travail prévoit que: «Tout employeur, qui, pour empêcher un salarié de s’affilier à un syndicat, d’organiser une association syndicale ou d’exercer ses droits de syndiqué, le congédiera ou le suspendra, le rétrogradera ou réduira son salaire, sera passible d’une amende de 1 000 à 3 000 gourdes (soit environ 25 à 75 dollars des Etats-Unis) à prononcer par le tribunal du travail, sans préjudice de la réparation à laquelle le salarié aura droit.» La commission note que le gouvernement réitère, dans son rapport, que les partenaires sociaux ont commencé à soumettre leurs réflexions pour l’élaboration du nouveau Code du travail et que les points soulevés par la commission en ce qui concerne la protection contre la discrimination antisyndicale à l’embauche et en cours d’emploi devront faire l’objet d’une attention spéciale dans le cadre de la réforme en cours. *La commission prie le gouvernement de s’assurer que, dans le cadre de la réforme du Code du travail, les sanctions prévues en cas de discrimination antisyndicale en cours d’emploi soient renforcées, afin de garantir qu’elles soient suffisamment dissuasives. Elle le prie en outre de s’assurer qu’une disposition spécifique prévoyant une protection contre la discrimination antisyndicale à l’embauche soit adoptée.*

Article 4. Promotion de la négociation collective. La commission rappelle que ses commentaires précédents concernaient également la nécessité de modifier l'article 34 du décret du 4 novembre 1983, notamment en ce qu'il confère au Service des organisations sociales de la Direction du travail du ministère des Affaires sociales et du Travail le pouvoir «d'intervenir dans l'élaboration des conventions collectives de travail et dans les conflits collectifs de travail au sujet de tout ce qui concerne la liberté syndicale». **Notant que le gouvernement indique que cette question devra faire l'objet d'une attention spéciale dans le cadre de la réforme législative en cours, la commission espère que le gouvernement s'appuiera sur l'assistance technique fournie par le Bureau dans ce cadre pour modifier l'article 34 du décret du 4 novembre 1983, afin de garantir que le Service des organisations sociales ne puisse intervenir dans la négociation collective qu'à la demande des parties. La commission prie le gouvernement de transmettre copie de tout amendement adopté en ce sens.**

Droit de négociation collective des fonctionnaires et employés publics. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les dispositions de la législation à cet égard.**

Droit de négociation collective dans la pratique. La commission accueille favorablement l'information selon laquelle, à l'issue de la formation tripartite sur les normes internationales du travail et le système de contrôle de l'OIT, organisée par le Bureau en juillet 2012 à Port-au-Prince, à destination des acteurs du secteur textile, les participants ont affirmé la nécessité, afin de continuer à renforcer le dialogue entre les acteurs du secteur, d'établir un forum de dialogue bipartite permanent qui se réunirait chaque mois pour discuter de tous les thèmes liés à l'OIT, ainsi que de tout autre thème lié aux relations de travail. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les activités de ce forum de dialogue et espère que ce processus pourra être étendu à d'autres secteurs, avec l'assistance technique du Bureau.**

Enfin, la commission avait noté qu'il existe une seule convention collective dans le pays. Le gouvernement a indiqué qu'il est impératif que le comité de réflexion sur la réforme du Code du travail tienne compte des possibilités de promouvoir la négociation collective pour toutes les catégories de travailleurs. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les possibilités ainsi identifiées, ainsi que sur l'évolution de la situation (nombre de conventions collectives conclues, secteurs concernés, nombre de travailleurs couverts).**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Honduras

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2013 et du 1^{er} septembre 2014, ainsi que de celles de l'Internationale de l'éducation (IE) reçues le 10 septembre 2014. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard et souligne que ces observations ont trait à des assassinats et à des menaces contre des dirigeants et des membres syndicaux.** Elle note que les documents du ministère public transmis par le gouvernement font état de huit assassinats de syndicalistes ou dirigeants syndicaux et d'un délit de menaces, entre 2013 et 2014; la CSI fait également état de l'assassinat du père du dirigeant syndical M. Victor Crespo (qui a été contraint de s'exiler car il a été menacé de mort). La commission est **profondément préoccupée** par ces crimes et attire l'attention du gouvernement sur le principe selon lequel les droits des organisations de travailleurs et d'employeurs ne peuvent s'exercer que dans un climat exempt de violence, de pressions ou de menaces, dans lequel les droits humains sont pleinement respectés, et qu'il revient au gouvernement de garantir le respect de ces principes. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'état des procédures pénales et exprime le ferme espoir que les coupables des assassinats et des menaces seront sanctionnés par des peines proportionnelles à la gravité des délits commis contre les dirigeants syndicaux.**

La commission note également que les questions soulevées par la CSI et l'IE ont trait au conflit entre les autorités et les organisations d'enseignants qui a été porté à la connaissance du Comité de la liberté syndicale dans le cadre du cas n° 3032, dans lequel l'IE est l'organisation plaignante.

La commission prend également note des observations formulées par la Centrale générale des travailleurs (CGT) sur l'application de la convention, faisant état d'une dégradation des conditions de travail et d'une augmentation des contrats précaires qui rendent quasiment impossible l'exercice du droit syndical. **La commission prie le gouvernement de soumettre ces points au dialogue tripartite.**

La commission prend note des commentaires de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) de 2013 et du 1^{er} septembre 2014.

Articles 2 et suivants de la convention relative à la constitution, à l'autonomie et aux activités des organisations syndicales. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle souligne la nécessité de modifier plusieurs articles du Code du travail afin de les rendre conformes à la convention. Ces commentaires portaient sur les points suivants:

- l'exclusion du champ d'application du Code du travail et, par conséquent, du bénéfice des droits et garanties prévus par la convention des travailleurs des exploitations agricoles ou d'élevage qui n'emploient pas de manière permanente plus de dix travailleurs (art. 2, paragr. 1, du Code du travail);
- l'interdiction de plus d'un syndicat dans une seule et même entreprise ou institution, ou dans un seul et même établissement (art. 472 du Code du travail);
- la nécessité de réunir 30 travailleurs pour pouvoir constituer un syndicat (art. 475 du Code du travail);
- les conditions imposées pour être membre des instances dirigeantes d'un syndicat, d'une fédération ou d'une confédération: être Hondurien (art. 510 *a*) et 541 *a*) du Code du travail); appartenir à l'activité correspondante (art. 510 *c*) et 541 *c*) du Code du travail); et savoir lire et écrire (art. 510 *d*) et 541 *d*) du Code du travail); et
- l'interdiction pour les fédérations et les confédérations de déclarer la grève (art. 537 du Code du travail); l'obligation de recueillir une majorité des deux tiers de tous les membres de l'organisation syndicale pour déclarer la grève (art. 495 et 563 du Code du travail); la faculté pour le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de mettre fin à un conflit dans les services d'exploitation, de raffinage, de transport et de distribution du pétrole (art. 555, paragr. 2, du Code du travail); la nécessité d'une autorisation gouvernementale ou d'un préavis de six mois pour tout arrêt ou suspension du travail dans les services publics qui ne dépendent pas directement ou indirectement de l'Etat (art. 558 du Code du travail); la soumission à l'arbitrage obligatoire, sans possibilité de déclarer la grève tant que la sentence arbitrale reste applicable (deux ans), des conflits collectifs dans les services publics qui ne sont pas essentiels au sens strict du terme (c'est-à-dire ceux dont l'interruption mettrait en danger la vie, la sécurité ou la santé de l'ensemble ou d'une partie de la population) (art. 554, paragr. 2 et 7, 820 et 826, du Code du travail).

La commission accueille favorablement le fait que le gouvernement ait élargi le mandat de la mission de contacts directs qui a eu lieu au Honduras du 21 au 25 avril 2014 concernant l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, de manière à y inclure les questions soulevées par la commission d'experts dans le cadre de la convention.

La commission accueille favorablement le fait qu'une commission technique du Secrétariat du travail et de la sécurité sociale ait élaboré une proposition de modification de 13 articles du Code du travail pour les mettre en conformité avec la convention, avec l'assistance technique du Bureau, cette proposition ayant ensuite été présentée au Conseil économique et social pour examen et approbation, en tenant compte des recommandations de la commission d'experts. La commission note cependant qu'une feuille de route prévoyant la soumission de cette proposition au Congrès national en septembre 2014 pour approbation a été établie mais la soumission n'a pas été réalisée.

La commission espère que toutes les initiatives auxquelles se réfère le gouvernement permettront de mettre la législation en conformité avec les prescriptions de la convention. La commission exprime le ferme espoir que, avec l'assistance technique du Bureau et en consultant pleinement les partenaires sociaux, le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour qu'un projet de réforme du Code du travail soit présenté au Congrès national afin de le mettre en conformité avec la convention. La commission veut croire que ce processus tiendra compte des questions qu'elle soulève. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations dans son prochain rapport sur toute mesure prise à cet égard et espère être en mesure d'observer des progrès dans un très proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2013 et de la réponse fournie par le gouvernement. *Elle prend note des observations de la CSI reçues le 1^{er} septembre 2014 et de celles de l'Internationale de l'éducation (IE) reçues le 10 septembre 2014, et elle prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.* La commission observe que bon nombre des points soulevés par l'IE ont déjà été soumis au Comité de la liberté syndicale dans le cadre du cas n° 3032, dans lequel elle comparaît en tant qu'organisation plaignante.

Concernant le conflit qui oppose le gouvernement aux organisations du personnel enseignant, depuis plusieurs années, la commission observe que la CSI et l'IE commentent cette question de manière détaillée et que le rapport de la mission de contacts directs de 2014 indique un déficit de dialogue social et de nombreuses réformes légales et mesures unilatérales prises par les autorités, lesquelles ont entraîné des actions de protestation des organisations du personnel enseignant, qui se sont accompagnées d'actes de violence. *La commission souligne qu'il est important de restaurer la confiance entre le gouvernement et les organisations syndicales et espère que les autorités promouvront une culture de dialogue social avec les organisations du personnel enseignant afin de contribuer à régler les problèmes actuels.*

La commission prend également note des observations relatives à l'application de la convention soumises par la Centrale générale des travailleurs (CGT) qui dénoncent le gel des salaires dans la fonction publique et elle prie le gouvernement de formuler ses commentaires à cet égard.

**Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes
(Conférence internationale du Travail, 102^e session, juin 2013)**

Articles 1 et 2 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, ses commentaires concernent:

- L'absence de protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale, étant donné que les sanctions prévues à l'article 469 du Code du travail contre les personnes qui portent atteinte au droit à la liberté d'association, à savoir de 200 à 10 000 lempiras (200 lempiras équivalent à quelque 12 dollars des Etats-Unis), sont clairement insuffisantes et purement symboliques. La commission avait pris note que, selon le gouvernement, la protection contre tout acte de discrimination portant atteinte à la liberté syndicale dans le cadre de l'emploi est garantie par les dispositions suivantes: i) l'article 128(14) de la Constitution de la République qui reconnaît le droit d'association à l'employeur comme au travailleur; ii) l'article 517 du Code du travail qui accorde une protection spéciale de l'Etat aux travailleurs qui présentent à l'employeur une proposition visant à créer un syndicat et prévoit que, de la date de la présentation de la proposition à la réception du document attestant de la personnalité juridique, aucun des travailleurs ayant présenté la proposition ne peut être licencié, transféré, ou voir ses conditions de travail s'aggraver sans motif valable reconnu au préalable par l'autorité compétente; et iii) les dispositions du Code pénal qui prévoient les sanctions mentionnées par la commission. La commission avait à nouveau prié le gouvernement d'adopter, en consultation avec les partenaires sociaux, les mesures nécessaires pour modifier les sanctions prévues à l'article 469 du Code du travail afin que celles-ci aient un caractère dissuasif. En outre, la commission avait à nouveau demandé que le gouvernement indique des cas concrets dans lesquels l'article 321 du décret numéro 191-96 du 31 octobre 1996 (qui fixe les sanctions pénales en cas de discrimination) a été appliqué afin d'imposer des sanctions pour des actes de discrimination antisyndicale.
- L'absence de protection adéquate et complète contre tous les actes d'ingérence, et de sanctions suffisamment efficaces et dissuasives contre les actes de cette nature. A cet égard, la commission notait que, d'après le gouvernement, la législation comporte des dispositions tendant à garantir aux organisations de travailleurs une protection adéquate contre tout acte d'ingérence des employeurs, comme c'est le cas de l'article 511 du Code du travail qui dispose que les affiliés qui, en raison de leurs responsabilités dans l'entreprise, représentent l'employeur ou occupent des postes de direction ou de confiance, ou pourraient aisément exercer une contrainte induite sur leurs collègues, ne peuvent pas faire partie des instances dirigeantes d'un syndicat d'entreprise ou de base ni exercer des fonctions au sein de ce syndicat. A cet égard, la commission avait rappelé que la protection de l'article 2 de la convention est plus large que celle de l'article 511 du Code du travail et que, afin de garantir que l'article 2 de la convention est effectivement appliqué en pratique, il faut que la législation prévoie expressément des voies de recours et des sanctions suffisamment dissuasives contre les actes d'ingérence des employeurs visant les travailleurs et les organisations de travailleurs, y compris contre les mesures qui tendraient à favoriser la constitution d'organisations de travailleurs placées sous la tutelle d'un employeur ou d'une organisation d'employeurs, ou à soutenir économiquement ou par d'autres moyens des organisations de travailleurs afin de les placer sous la tutelle d'un employeur ou d'une organisation d'employeurs. La commission avait demandé à nouveau au gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux, les mesures nécessaires dans le sens indiqué. La commission observe que la proposition du gouvernement soumise au Conseil économique et social (CES) en 2014 prend en compte cette demande.

Article 6. Droit des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat de négocier collectivement. Dans ses précédents commentaires, la commission avait rappelé que, si l'article 6 de la convention permet d'exclure de son champ d'application les fonctionnaires commis à l'administration de l'Etat, les autres catégories de fonctionnaires et agents de la fonction publique doivent bénéficier des garanties prévues par la convention et par conséquent pouvoir négocier collectivement leurs conditions d'emploi, en particulier leurs conditions salariales. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de modifier les articles 534 et 536 du Code du travail suivant lesquels les syndicats de salariés du secteur public ne peuvent pas présenter de revendications ni conclure de conventions collectives. La commission avait à nouveau prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation soit modifiée en tenant compte du principe susmentionné.

Dans sa précédente observation, la commission avait pris note de la discussion sur l'application de la convention qui a eu lieu à la Commission de l'application des normes en juin 2013 et dans laquelle cette dernière, après avoir noté que les autorités préparaient un projet et une proposition de réforme partielle du Code du travail avec l'assistance technique du BIT, et tenant compte de la teneur des recommandations de la commission d'experts, avait souligné qu'il était important que le projet de réforme législative présenté par le gouvernement fasse l'objet de consultations avec toutes les organisations de travailleurs et d'employeurs concernées, et elle exprimait le ferme espoir que les projets en question soient soumis prochainement au pouvoir législatif. La Commission de l'application des normes avait demandé au gouvernement d'accepter une mission de contacts directs pour parvenir à la pleine application de la convention et de développer le dialogue tripartite afin de surmonter les problèmes posés.

La commission prend note du rapport de la mission de contacts directs au Honduras qui s'est effectuée du 21 au 25 avril 2014; elle apprécie que le gouvernement ait inclus dans le mandat de la mission non seulement les questions relatives à la convention n° 98, mais aussi celles se rapportant à la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

La commission tient à mettre en lumière les conclusions suivantes de la mission de contacts directs relatives au contexte et aux difficultés des relations professionnelles, ainsi qu'à la nécessité de promouvoir le dialogue social par le truchement de l'organisme tripartite qu'est le Conseil économique et social (CES):

La mission prend note des faits importants qui favoriseront cet objectif d'harmonisation. En premier lieu, la ratification de la convention n° 144 en date du 12 juin 2012 et, deuxièmement, la publication récente, le 29 mars 2014, de la loi sur le Conseil économique et social (un organisme précédemment réglementé par voie d'accord ministériel), des éléments qui augurent bien de l'avenir du dialogue social. Cette loi établit, au premier alinéa de son article 2, que «des décisions du CES peuvent être prises en considération préalablement à l'approbation des avant-projets de loi réglementant les matières socio-économiques, qui présentent une importance particulière dans la réglementation de ces matières et des autres compétences énoncées à l'article 4»; en outre, le paragraphe 3 de son article 7 dispose que, dans le cadre de ses compétences, le CES peut donner effet aux obligations contenues dans la convention n° 144 et dans les autres conventions de l'OIT qui ont été ratifiées.

Bien que, en 2013 et 2014, certaines expériences de dialogue social tripartite aient été couronnées de succès, comme par exemple la signature d'accords de détermination des salaires minima, les centrales syndicales ont signalé à la mission certaines carences importantes du dialogue social imputables au gouvernement précédent ainsi qu'au gouvernement actuellement en place. Il s'agit, pour une part, de l'absence de consultations tripartites à propos de divers textes de loi importants (par exemple, la nouvelle loi sur l'emploi par heures, ou certains textes légaux se rapportant à la prévoyance sociale) ou de procédures de consultation ou préparatoires à la consultation n'ayant pas tenu compte du souhait exprimé par les centrales syndicales d'être consultées ensemble et dans un délai suffisant (et non, comme ce fut le cas, séparément). Les centrales syndicales ont indiqué qu'il s'agit là d'un point important pour elles, dans la mesure où elles préparent une unification du mouvement syndical.

La mission a pris note des déclarations du gouvernement à propos du contexte politique, économique et social; elle a aussi noté son désir d'aborder les problèmes de ce type avec dynamisme, rapidité et créativité, en tenant compte de l'importance, de la difficulté et de l'urgence des défis économiques et sociaux. A cet égard, la mission souhaite insister sur le fait qu'il est important que, pour pouvoir affronter les problèmes socio-économiques et les problèmes liés au travail, les autorités assurent une consultation en profondeur avec les centrales de travailleurs et avec le Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP), afin de dégager, dans toute la mesure possible, des solutions communes. A cet égard, il est crucial que l'impulsion qu'a reçue le CES par la nouvelle loi qui le régit fasse en sorte que cet organisme tripartite intensifie un dialogue social en profondeur, lequel requiert de concilier l'urgence des mesures à prendre invoquées par le gouvernement avec, dans la mesure du possible, les solutions que partagent les partenaires sociaux, ce qui implique de laisser suffisamment de temps à ce dialogue.

La mission souligne que, ces dernières années, la confiance des organisations syndicales dans le gouvernement a diminué en raison d'un large conflit opposant les autorités et les organisations du secteur de l'enseignement, qui a donné lieu à des modifications de la loi sans consultations, à des sanctions contre un grand nombre d'enseignants et à une restructuration unilatérale des collèges professionnels. Ce conflit ne relève pas du mandat de la présente mission (les organisations syndicales ont déposé plainte auprès d'un autre organe de l'OIT: le Comité de la liberté syndicale). Toutefois, ce conflit et ses caractéristiques particulières, qui incluent notamment des décisions et des lois prises en l'absence de consultations, des mesures dirigées contre les organisations d'enseignants, leurs dirigeants et leurs affiliés, ont détérioré dans une grande mesure le climat de confiance qui régnait entre les centrales syndicales et le gouvernement.

Cette détérioration de la confiance provient aussi pour une grande part du fait, confirmé par les centrales syndicales et le COHEP, qu'ont été adoptées sur des questions liées au travail des lois qui touchent les intérêts des employeurs et des travailleurs sans que celles-ci aient fait l'objet de consultations ou, à tout le moins, de consultations dignes de ce nom (comme la loi sur l'emploi par heures et la loi sur l'Institut national de prévoyance sociale du corps enseignant). De même, les centrales syndicales et le COHEP déplorent, à juste titre, que le Congrès national ait modifié, par le biais de certaines lois, le contenu d'accords paritaires (entre les organisations syndicales et le COHEP) ou tripartites. La mission a signalé ce problème au président du Congrès national qui s'est montré très réceptif à ce message et a dit comprendre l'importance capitale du respect des accords tripartites lorsque leur contenu doit être ratifié par le Congrès national en vue de leur insertion dans un texte de loi. Quoi qu'il en soit, la commission recommande une action de sensibilisation auprès des membres de la Commission du travail du Congrès national et des députés en général quant à l'importance de ce principe.

La mission rappelle que les questions en suspens touchent à l'exercice des droits fondamentaux au travail et attire l'attention sur le fait que les réformes légales demandées par la CEACR doivent être menées à terme le plus rapidement possible, après une discussion tripartite en profondeur qui devra nécessairement se dérouler au sein du CES. Par la suite, plusieurs interlocuteurs ont indiqué à la mission qu'un avant-projet de Code de procédure du travail pourrait contribuer à une justice plus rapide et effective et, par conséquent, à une meilleure protection contre les infractions au Code du travail. La mission espère que ce texte sera soumis au CES.

La mission s'est félicitée de l'attachement du COHEP au dialogue social et à la négociation collective, qui s'inscrit dans la ligne d'une longue tradition de concertation, un attachement que partagent les centrales syndicales.

La mission souligne que le COHEP et les centrales syndicales ont demandé avec insistance que, s'agissant du CES: i) la représentation du gouvernement se fasse au plus haut niveau; ii) il lui soit alloué un financement suffisant pour lui permettre de remplir les missions techniques que requièrent ses fonctions; iii) le BIT fournisse une assistance à la partie technique du CES; et iv) il soit garanti que le CES puisse se réunir une fois par mois, ou au besoin plus fréquemment. La mission note avec intérêt que

le gouvernement manifeste son accord sur ces points et sur le fait que, comme le souhaitent les partenaires sociaux, les députés du Congrès national soient associés aux étapes finales du processus de consultation afin de garantir le respect des accords tripartites.

La mission prend note des déclarations du gouvernement selon lesquelles il n'a toujours pas déterminé le périmètre des zones d'emploi et de développement économique (ZEDE) et, par conséquent, il n'a pas non plus arrêté les modalités de régulation autonome en matière de travail et de procédure. La mission suggère que la CEACR suive cette question et elle estime que le gouvernement devrait communiquer à cette dernière des informations sur l'évolution des droits syndicaux dans ces zones.

Par ailleurs, les centrales syndicales ont dénoncé un niveau élevé de corruption dans les services de l'inspection du travail et, comme il en a été discuté avec les différentes autorités, la mission suggère que le BIT procède à un audit qui portera, d'une part, sur un diagnostic technique du fonctionnement de l'inspection et, d'autre part, sur les accusations de corruption, cela afin de prendre les mesures correctives qui s'imposent.

La mission espère fermement que les mesures indiquées dans les présentes conclusions feront l'objet d'une feuille de route et d'un plan d'action qui détermineront de manière appropriée les étapes et les objectifs intermédiaires qui permettront des résultats tangibles allant dans le sens des commentaires formulés par la CEACR.

La commission prend note des déclarations contenues dans le rapport du gouvernement, selon lesquelles: i) le CES a approuvé la feuille de route en vue de la discussion de la proposition d'harmonisation du Code du travail tenant compte des recommandations de la commission d'experts et des commentaires techniques du BIT; cette proposition porte également sur la question du droit à la négociation collective des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat; ii) depuis 2010, le ministère public n'a enregistré aucune plainte pour délit de discrimination (pour harcèlement antisyndical) au détriment d'organisations syndicales, mais neuf plaintes ont été enregistrées à la Commission nationale des droits de l'homme et trois à l'Inspection générale du travail dont deux portent sur l'absence de prélèvement des cotisations syndicales; et iii) les zones d'emploi et de développement économique (ZEDE) (loi organique du 12 juin 2013) n'ont pas été créées et aucune avancée substantielle n'a été constatée.

La commission rappelle que les points en question portent sur des droits fondamentaux et ne posent pas de difficulté sur le plan technique du fait que, comme l'indique le rapport de la mission, «tant le gouvernement que les partenaires sociaux partagent l'objectif consistant à mettre la législation nationale en totale conformité avec les conventions n^{os} 87 et 98», il incombe aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour, conjointement avec les organisations de travailleurs les plus représentatives, satisfaire aux recommandations de la Commission de l'application des normes de 2013 et procéder aux modifications législatives demandées. Elle observe que la feuille de route du Conseil économique et social prévoyait la discussion et l'approbation des réformes légales par le Congrès national en septembre 2014 et, au vu de ce retard, elle prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet et elle exprime le ferme espoir qu'elle pourra constater des progrès tangibles dans un avenir proche compte tenu de l'importance capitale des questions législatives en suspens.

Application de la convention dans la pratique. Par ailleurs, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'exercice des droits syndicaux dans les zones franches d'exportation (à ne pas confondre avec les ZEDE qui, selon le gouvernement, n'ont pas encore été créées) et, plus concrètement, sur les dénonciations d'infractions aux droits syndicaux garantis par la convention et sur le nombre des conventions collectives et les secteurs couverts.

Enfin, la commission note avec **préoccupation** les accusations faisant état d'un degré élevé de corruption dans les services de l'inspection du travail, et elle observe que le gouvernement a réagi positivement à la proposition de la mission de contacts directs relative à la réalisation d'un audit de la part du BIT. **La commission prie le gouvernement de l'informer à cet égard et, plus particulièrement, sur les cas de corruption liés à l'exercice des droits syndicaux.**

Hongrie

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1957)

La commission prend note des commentaires du gouvernement au sujet des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2012.

Par ailleurs, la commission prend note des observations de la représentation des travailleurs au sein du Conseil national pour l'OIT au cours de sa réunion du 3 septembre 2014, communiqués dans le rapport du gouvernement, ainsi que des commentaires du gouvernement à leur sujet.

La commission prend note du rapport du gouvernement, et notamment des informations fournies concernant: i) l'entrée en vigueur de la loi fondamentale de Hongrie du 1^{er} janvier 2012, prévoyant le droit d'organisation et le droit de négociation collective dans ses articles VIII et XVII; et ii) l'adoption de la loi n° XCIII de 2011 sur le Conseil national, économique et social, qui abroge la loi n° LXXIII de 2009 sur le Conseil national de conciliation des intérêts.

Article 1 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale. La commission avait précédemment noté que: i) l'article 82 du Code du travail prévoit une indemnisation ne dépassant pas 12 mois de salaire

en cas de licenciement abusif de responsables ou de membres syndicaux; ii) l'article 83 prévoit la réintégration en cas de licenciement en violation de la condition de consentement préalable de l'organisme syndical le plus haut placé, avant de procéder au licenciement d'un responsable syndical; et iii) le Code du travail ne prévoit pas de sanction pour acte de discrimination antisyndicale contre les responsables et les membres des syndicats. Tout en notant que la loi de 1996 sur l'inspection du travail prévoit une amende obligatoire dans le cas où l'employeur n'accorde pas la protection en matière d'emploi prévue dans le Code du travail aux travailleurs occupant un poste syndical élu, et des sanctions particulièrement sévères pour infractions répétées qui enfreignent les droits de plusieurs travailleurs, la commission avait prié le gouvernement de communiquer des informations concernant le montant des amendes et des informations sur d'autres sanctions infligées par l'inspection du travail en cas d'acte de discrimination antisyndicale contre des responsables ou des membres syndicaux. Par ailleurs, ayant précédemment pris note de nombreuses allégations d'actes spécifiques de discrimination antisyndicale et de retards allégués dans les procédures concernées, la commission avait invité le gouvernement à organiser un espace de dialogue avec les organisations les plus représentatives de travailleurs et d'employeurs au sujet du fonctionnement et de la durée des procédures existantes.

La commission note, d'après les indications du gouvernement, que: i) l'article 83 du Code du travail prévoit la réintégration, aussi bien en cas de licenciement en violation du principe de l'égalité de traitement qu'en cas de licenciement en violation de la condition du consentement préalable de l'organisme syndical le plus haut placé, avant de procéder au licenciement d'un responsable syndical; ii) l'article 3(1)(l)-(n) de la loi sur l'inspection du travail a été abrogé le 1^{er} janvier 2012, ce qui signifie que le contrôle du respect du Code du travail concernant l'organisation des syndicats et la protection des responsables et des membres syndicaux ne relève plus de l'inspection du travail et que les amendes ne sont plus infligées dans ce contexte; iii) l'Autorité de l'égalité de traitement peut, en cas de discrimination contre des responsables ou des membres syndicaux, imposer des amendes se situant entre 50 000 et 2 millions de HUF (200 à 8 100 dollars des Etats-Unis), conformément à la loi CXXV de 2003 sur l'égalité de traitement et la promotion de l'égalité de chances (loi sur l'égalité de traitement); iv) aux termes du décret NGM n° 1 de 2012 sur les conditions et les méthodes de reconnaissance relatives aux relations de travail harmonieuses, un employeur n'a pas droit à une aide budgétaire s'il fait l'objet d'une amende pour violation de la loi sur l'égalité de traitement, à moins qu'aucune récidive n'ait eu lieu au cours des deux ans qui suivent la décision en question; et v) les procédures en matière de discrimination antisyndicale et leur durée sont déterminées par les règles de procédure des tribunaux et l'Autorité de l'égalité de traitement, et l'organisation d'un espace de dialogue concernant leurs procédures représenterait un risque pour l'impartialité des tribunaux et des autorités administratives.

La commission prie le gouvernement: i) d'indiquer si, compte tenu du fait que l'article 16(1)(a) de la loi sur l'égalité de traitement prévoit que l'Autorité de l'égalité de traitement (ETA) peut ordonner la suppression d'une situation représentant une violation de la loi, l'ETA peut ordonner sur cette base la réintégration en cas de licenciement antisyndical de responsables et de membres syndicaux; ii) de fournir des informations sur la question de savoir si l'ETA peut ordonner une indemnisation sur la base de l'article 82 du Code du travail; et iii) de communiquer des informations sur la durée moyenne de la procédure devant l'ETA concernant la discrimination antisyndicale (y compris de toutes procédures de recours ultérieur devant les tribunaux), ainsi que sur la durée moyenne de la procédure strictement judiciaire.

Article 2. Protection contre les actes d'ingérence. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour adopter des dispositions législatives spécifiques interdisant les actes d'ingérence. La commission note que le gouvernement indique à nouveau que la Constitution et la législation nationale en vigueur (art. 6, 7 et 271(4) et Partie 3 du Code du travail) sont suffisantes pour empêcher les actes d'ingérence; et que, en présence de tels actes, les tribunaux peuvent assurer l'application du Code du travail, et l'Autorité de l'égalité de traitement peut appliquer les mêmes sanctions que celles infligées pour violation du principe de l'égalité de traitement. La commission constate que les dispositions du Code du travail et de la loi sur l'égalité de traitement ne couvrent pas spécifiquement les actes d'ingérence tendant à provoquer la création d'organisations de travailleurs dominées par un employeur ou une organisation d'employeurs, ou à soutenir des organisations de travailleurs par des moyens financiers ou autrement, dans le dessein de placer ces organisations sous le contrôle d'un employeur ou d'une organisation d'employeurs. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour adopter des dispositions législatives spécifiques interdisant de tels actes d'ingérence de la part de l'employeur et comportant des dispositions explicites sur des procédures de recours rapide, associées à des sanctions efficaces et suffisamment dissuasives contre les actes d'ingérence.***

Article 4. Conclusion de conventions collectives. En réponse à sa demande antérieure, la commission prend note des données statistiques fournies par le gouvernement sur le nombre et la couverture des conventions collectives récemment conclues, ainsi que des informations sur la négociation collective au niveau sectoriel.

Iraq

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1962)

La commission prend note des commentaires de la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 31 août 2014 faisant état, en particulier, de menaces et d'accusations contre les dirigeants syndicaux et de restrictions à la liberté de manifester.

Libertés publiques et droits syndicaux. Dans son observation précédente, la commission avait exprimé l'espoir que, dans un proche avenir, les droits syndicaux et le droit de négocier collectivement pourraient s'exercer dans un climat exempt de toute violence, menace ou crainte quelconque et elle avait demandé au gouvernement de communiquer ses commentaires en réponse aux allégations particulièrement graves de la CSI dénonçant des actes de violence contre des syndicalistes et des actes d'ingérence dans les activités des syndicats. La commission prend note des indications formulées antérieurement par le gouvernement concernant la phase dans laquelle l'Iraq s'est engagé, prévoyant de revoir la législation nationale pour tenir compte des transformations économiques et sociales. ***Rappelant une fois de plus qu'un mouvement syndical véritablement libre et indépendant ne peut exister que dans un climat de respect des droits humains fondamentaux, la commission attend du gouvernement qu'il prenne toutes dispositions propres à assurer l'exercice normal de la liberté syndicale et de la négociation collective, dans un climat exempt de toute violence, menace ou crainte. Elle le prie de communiquer des informations détaillées en réponse aux allégations de la CSI relatives aux menaces et aux accusations visant des dirigeants syndicaux et aux restrictions de la liberté de manifester.***

Projet de Code du travail. Dans son observation précédente, la commission avait rappelé la nécessité de faire en sorte que le processus législatif parvienne à son terme dans un très proche avenir, de manière à assurer l'application effective du droit de se syndiquer et du droit de négocier collectivement, voulant croire que le gouvernement ferait état de l'adoption de dispositions prenant pleinement en considération ses commentaires précédents. La commission note que le gouvernement indique que les articles 135 à 142 (chap. 16) du nouveau projet de Code du travail, qui ont trait à la négociation collective et aux conventions collectives, ont été retirés du code et sont devenus une loi indépendante sur les organisations syndicales, laquelle doit être examinée en première lecture par le Majlis Al Nouwab et, d'autre part, qu'un projet de loi sur les fédérations syndicales et professionnelles a été transmis au secrétariat général du Conseil des ministres le 5 février 2013. ***La commission exprime à nouveau l'espoir que le gouvernement fera état, dans un proche avenir, de l'adoption d'une législation assurant l'application effective du droit de se syndiquer et du droit de négocier collectivement et qu'il prendra en considération les aspects suivants.***

Articles 1 et 2 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission rappelle la nécessité de dispositions assurant une protection adéquate contre toutes mesures (concernant l'embauche, le transfert, la rétrogradation, le licenciement ou toute autre mesure préjudiciable à l'intéressé) qui pourraient constituer une discrimination antisyndicale à l'égard de travailleurs syndiqués ou de dirigeants syndicaux, de telles dispositions devant prévoir une procédure efficace et rapide garantissant leur application dans la pratique et être assorties de sanctions suffisamment dissuasives.

Article 4. Reconnaissance des syndicats aux fins de la négociation collective. La commission avait rappelé la nécessité de prévoir que, lorsqu'aucun syndicat ou groupement de syndicats ne représente plus de 50 pour cent des travailleurs intéressés, le droit de négocier collectivement, au moins au nom de leurs propres membres, ne devrait pas être dénié aux syndicats représentés dans l'unité concernée. A cet égard, elle note que le gouvernement indique que l'article 137(1) du nouveau projet de Code du travail établit une obligation de négocier de bonne foi lorsqu'une demande d'ouverture de négociations collectives émanant d'une organisation enregistrée représentant plus de 50 pour cent des salariés au niveau de l'entreprise ou lorsque cette demande émane de plusieurs syndicats représentant ensemble plus de 50 pour cent des travailleurs auxquels la convention collective devrait s'appliquer. ***La commission prie à nouveau le gouvernement de faire en sorte que la législation prévoie que, lorsqu'aucun syndicat ou groupement de syndicats ne représente plus de 50 pour cent des travailleurs concernés, le droit de négocier collectivement, au moins au nom de leurs propres membres, ne soit pas dénié aux syndicats représentés dans l'unité concernée.***

Articles 1, 2, 4 et 6. Champ d'application de la convention. La commission avait rappelé que les droits établis par la convention doivent être pleinement garantis à tous les travailleurs du secteur privé et à ceux du secteur public qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat. ***La commission prie le gouvernement d'assurer que ces droits sont applicables à l'égard de tous les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat.***

Monopole syndical. La commission avait rappelé la nécessité de supprimer tous obstacles au pluralisme syndical, ce qui impliquait d'abroger la loi n° 52 de 1987 sur l'organisation des syndicats ainsi que la décision gouvernementale n° 8750 de 2005. La commission note que le gouvernement indique que la législation pertinente est actuellement en cours de réactualisation dans le sens du pluralisme syndical et que, depuis 2003, plusieurs syndicats sont apparus hors du champ d'application de la loi n° 52 de 1987 sur l'organisation des syndicats. Elle note avec ***intérêt*** que le gouvernement indique que la décision gouvernementale n° 8750 de 2005 a été abrogée et que, le gel de ses avoirs ayant été levé, la fédération

iraquienne des industries dispose aujourd'hui librement de ses biens meubles et immeubles. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la loi n° 52 de 1987 sur l'organisation des syndicats soit abrogée.**

Jamaïque

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014 dans laquelle il est allégué une série de divergences entre la législation et la convention: i) sanctions au motif de la participation dans la constitution ou l'affiliation à une organisation qui n'est pas officiellement reconnue; ii) restrictions du droit des syndicats d'organiser leur administration; iii) restrictions et sanctions excessives en cas de grève. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Droit des organisations d'organiser librement leur activité et de formuler leur programme d'action. La commission rappelle que, dans ses observations précédentes, elle s'était référée aux larges facultés qu'a le ministre de soumettre un différend du travail à l'arbitrage (art. 9, 10 et 11(A) de la loi sur les relations du travail et les conflits du travail). La commission note que, dans son rapport, le gouvernement répète qu'il envisage sérieusement de prendre en considération la demande de l'OIT de modifier ses articles et qu'il espère pouvoir donner une réponse positive dans son prochain rapport. **Dans ces conditions, la commission exprime à nouveau l'espoir que les articles 9, 10 et 11(A) de la loi sur les relations de travail et les conflits du travail seront modifiés en tenant compte du fait que le recours à l'arbitrage obligatoire pour mettre fin à un conflit du travail n'est acceptable que s'il est demandé par les deux parties ou bien dans les cas où la grève peut être restreinte, voire interdite, comme par exemple dans le cadre d'un conflit dans le secteur public qui concernerait des fonctionnaires exerçant une autorité au nom de l'Etat, ou encore dans le cas d'un conflit dans des services essentiels au sens strict du terme, à savoir ceux dont l'interruption mettrait en danger la vie, la sécurité ou la santé des personnes dans tout ou partie de la population. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1962)

La commission prend note des commentaires du gouvernement qui portent sur les observations soumises en 2008 par la Confédération syndicale internationale (CSI) au sujet de l'exercice des droits syndicaux dans les zones franches d'exportation (ZFE). La commission note en particulier que, selon le gouvernement, les zones autrefois considérées comme ZFE ont cessé leurs activités. La commission prend note des observations formulées par la CSI dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014, qui portent principalement sur des questions qu'elle a déjà soulevées.

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 4 de la convention. Droit de négociation collective. La commission rappelle que plusieurs de ses commentaires précédents portaient sur les questions suivantes:

- le déni du droit des travailleurs de négocier collectivement dans une unité de négociation lorsque ces travailleurs ne représentent pas plus de 40 pour cent des effectifs de l'unité considérée ou lorsque, cette première condition étant remplie, un syndicat unique engagé dans la procédure d'obtention de sa reconnaissance ne recueille pas 50 pour cent des voix des travailleurs lors d'un scrutin ordonné par le ministre (article 5(5) de la loi n° 14 de 1975 et article 3(1)(d) de son règlement d'application); et
- la nécessité de prendre des mesures pour modifier la législation de telle sorte qu'un scrutin soit possible lorsqu'un ou plusieurs syndicats sont déjà reconnus comme agent(s) négociateur(s) et qu'un autre syndicat prétend compter davantage d'adhérents que les autres dans l'unité de négociation considérée et revendique de ce fait un statut plus représentatif en tant qu'agent négociateur dans cette unité.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il n'a pas encore pris de mesure pour modifier la législation au sujet de ces deux questions, mais qu'il s'efforcera de modifier la législation dès que possible. **La commission exprime à nouveau l'espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires dans un très proche avenir pour modifier la législation en réduisant la proportion indiquée et en autorisant l'organisation d'un scrutin en cas de conflits concernant la représentativité, afin que cette législation soit conforme à la convention. La commission prie le gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport tous faits nouveaux à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Japon

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1965)

La commission prend note des observations en date du 7 août 2014 formulées par la Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO) et communiquées avec le rapport du gouvernement, ainsi que de la réponse du gouvernement à leur égard, et des observations de la Fédération du commerce du Japon (NIPPON KEIDANREN) qui ont été également communiquées avec le rapport du gouvernement. La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. ***La commission prend note aussi des observations en date du 25 septembre 2014 soumises par la Confédération nationale des syndicats (ZENROREN) et par la Fédération japonaise des syndicats de travailleurs des préfectures et des municipalités (JICHIROREN) en date du 16 octobre 2014, et prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet avec son prochain rapport.***

Article 2 de la convention. Droit d'organisation des sapeurs-pompiers et du personnel pénitentiaire. La commission rappelle ses commentaires précédents sur la nécessité de reconnaître le droit d'organisation des sapeurs-pompiers et du personnel pénitentiaire. La commission avait pris note aussi de l'indication du gouvernement selon laquelle un comité sur le droit d'organisation du corps des sapeurs-pompiers avait été constitué en janvier 2010 au ministère des Affaires internes et des Communications afin d'examiner le droit d'organisation du corps des sapeurs-pompiers, en tenant compte aussi bien du respect des droits fondamentaux au travail que de la nécessité d'assurer la fiabilité du service et la sécurité de la population. La commission avait noté également que, selon le rapport de ce comité publié en décembre 2010, l'octroi du droit d'organisation des sapeurs-pompiers n'entraînait aucun obstacle pratique. Aucune décision finale à ce sujet n'avait été prise alors.

La commission note que, dans son dernier rapport, le gouvernement rappelle l'historique de l'interprétation de la portée de la convention, que partage également la NIPPON KEIDANREN, et les efforts déployés depuis une quinzaine d'années pour introduire le système de la Commission du corps des sapeurs-pompiers afin que les sapeurs-pompiers puissent participer à la détermination des conditions de travail. La commission prend note aussi de l'information selon laquelle, au 31 mars 2013, la Commission du corps des sapeurs-pompiers avait tenu des réunions dans 99,5 pour cent des casernes de sapeurs-pompiers dans l'ensemble du pays. Le gouvernement s'efforce chaque année de promouvoir le fonctionnement des commissions du corps des sapeurs-pompiers en faisant connaître les conditions opérationnelles et en diffusant des documents d'information. Le gouvernement indique que le Parlement n'a pas donné suite au projet de loi sur la relation de travail des agents de la fonction publique locale, qui octroyait le droit d'organisation au corps des sapeurs-pompiers, et que le ministre chargé de la réforme de la fonction publique a organisé des réunions pour permettre aux parties intéressées d'exprimer leurs vues.

La commission prend note des préoccupations de la JTUC-RENGO concernant le refus persistant d'octroyer le droit d'organisation aux sapeurs-pompiers ainsi que de sa crainte que le déni de ce droit fondamental ne devienne définitif. La JTUC-RENGO estime aussi qu'un refus persistant de ce droit ne tiendrait pas compte des études théoriques contenues dans le rapport de décembre 2010 du groupe chargé d'examiner la nature du droit d'organisation des sapeurs-pompiers.

En ce qui concerne le personnel pénitentiaire, la commission note que le gouvernement, appuyé par la NIPPON KEIDANREN, affirme à nouveau qu'il estime que, en raison de ses fonctions, ce personnel doit être inclus dans la catégorie des forces de police et que le droit d'organisation doit leur être refusé, conformément à l'article 9 de la convention. La commission prend note aussi des observations de la JTUC-RENGO selon lesquelles le fait que des effectifs ont été réaffectés dans des établissements pénitentiaires a conduit à ce que des personnes qui jouissaient autrefois du droit d'organisation et étaient affiliées à des syndicats ont dû se désaffilier et ont été privées de ce droit fondamental. La JTUC-RENGO ajoute que le gouvernement n'a pas mené de discussions concrètes sur le droit d'organisation du personnel pénitentiaire. La commission rappelle à nouveau que les fonctions exercées par les agents pénitentiaires ne devraient pas justifier leur exclusion du droit d'organisation, mais que les modalités d'exercice de leurs droits peuvent être l'objet d'une réglementation spécifique.

La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour garantir le droit d'organisation aux sapeurs-pompiers et au personnel pénitentiaire.

Article 3. La commission rappelle que, dans son observation précédente, elle avait pris note des conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale dans les cas n°s 2177 et 2183 (357^e rapport, paragr. 730), ainsi que de l'indication du gouvernement au sujet du nouveau système de relations professionnelles. La commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé pour que les employés du secteur public, tout comme leurs homologues du secteur privé, bénéficient du droit de grève avec, comme possibles exceptions, les fonctionnaires qui

exercent des fonctions d'autorité au nom de l'Etat et les travailleurs employés dans les services essentiels au sens strict du terme. La commission note que la Diète n'a pas approuvé les projets de loi établissant le nouveau système de relations professionnelles. Le gouvernement ajoute que, en vertu de l'article 12 de la loi sur la réforme de la fonction publique, il y a eu des échanges et des consultations au sujet des mesures à prendre en vue du système autonome de relations professionnelles et que, par la suite, un nouveau projet de loi a été approuvé. Il prévoyait que le Bureau du cabinet chargé du personnel «s'efforcerait de parvenir à des accords sur les mesures axées sur le système autonome de relations professionnelles, conformément à l'article 12 de la loi sur la réforme de la fonction publique, en obtenant le soutien de la population et en entendant les vues des organisations de travailleurs».

La commission prend note des observations de la JTUC-RENGO selon lesquelles la loi sur la fonction publique nationale et la loi sur la fonction publique locale, présentées en 2014 à la Diète, ne contiennent pas de dispositions sur le système juridique en ce qui concerne les questions qui ont été soulevées dans le cadre de l'examen de l'application des conventions n^{os} 87 et 98. La JTUC-RENGO se dit profondément préoccupée par le fait que cette situation n'évoluera pas dans un avenir proche. La commission note aussi que la NIPPON KEIDANREN approuve fermement la résolution supplémentaire que la Commission du cabinet de la chambre des conseillers a adoptée le 10 avril 2014, qui est de rechercher des accords sur les mesures à prendre en vue du système autonome de relations professionnelles, en obtenant le soutien de la population. La NIPPON KEIDANREN est également favorable à l'idée que le gouvernement continue d'examiner soigneusement et d'envisager des mesures en vue du système autonome de relations professionnelles pour les agents de la fonction publique locale, en tenant compte des vues des organisations de travailleurs et en envisageant des modifications pour les agents de la fonction publique nationale. Tout en notant que la loi sur la fonction publique nationale ne prévoit pas de mesures en vue du système autonome de relations professionnelles, la commission note que le Bureau du cabinet chargé du personnel a pour fonction d'examiner les mesures axées sur le système autonome de relations professionnelles, en prenant constamment en considération les vues des parties intéressées. Cependant, la commission note aussi que, selon la JTUC-RENGO, le Bureau du cabinet chargé du personnel, qui a été établi le 30 mai 2014, n'a ni entendu ni consulté les organisations du personnel sur la mise en place d'un système autonome de relations professionnelles.

En ce qui concerne les garanties compensatoires pour les travailleurs privés du droit de mener des actions revendicatives, la commission note que le gouvernement fait mention de l'Autorité nationale du personnel (NPA) qui continue d'avoir autorité pour garantir l'équité dans la nomination des agents de la fonction publique nationale. Par ailleurs, la commission prend note des observations de la JTUC-RENGO selon lesquelles le système de recommandation de la NPA ne fonctionne pas en tant que mesure compensatoire.

La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les progrès accomplis pour réexaminer cette question, y compris sur les efforts déployés par le Bureau du cabinet chargé du personnel, et d'indiquer dans son prochain rapport les mesures prises ou envisagées pour que les fonctionnaires qui n'exercent pas d'autorité au nom de l'Etat et les travailleurs qui n'assurent pas des services essentiels au sens strict du terme puissent exercer des actions revendicatives sans risque d'être sanctionnés. La commission prie également le gouvernement de répondre aux observations de la JTUC-RENGO, à savoir que la NPA ne suffit pas pour constituer une mesure compensatoire pour les personnes dont le droit de grève peut être restreint. Elle prie aussi le gouvernement de faire état des mesures prises pour renforcer les mécanismes actuels au moyen de procédures de conciliation et d'arbitrage appropriées, impartiales et rapides, dans lesquelles les parties auront confiance, auxquelles ils pourront participer à tous les stades, et au moyen desquelles les décisions arbitrales, une fois prises, auront force contraignante et seront appliquées pleinement et rapidement.

Enfin, la commission prend note des informations suivantes du gouvernement: il n'y a plus d'entreprises d'Etat au Japon, et la liberté syndicale ainsi que les droits d'organisation, de négociation et d'action collective sont protégés par la Constitution du Japon, qui garantit également ces droits aux travailleurs des entreprises privées revêtant un intérêt public important. En ce qui concerne les entreprises ayant une utilité sociale, le gouvernement indique qu'un système pour notifier les actions ayant trait à des différends dans les relations de travail a été établi, et que le ministre de la Santé, du Travail et de la Protection sociale peut rendre publique la date du début de ces actions afin de réduire au minimum les inconvénients pour la vie quotidienne des citoyens que des actions imprévues entraîneraient.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1953)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération des syndicats japonais (JTUC-RENGO) et communiquées avec le rapport du gouvernement, et de la réponse du gouvernement à ces commentaires, ainsi que des observations de la Fédération du commerce du Japon (NIPPON KEIDANREN), communiqués également avec le rapport du gouvernement. ***La commission prend note aussi des observations présentées par la Confédération nationale des syndicats (ZENROREN), reçues le 25 septembre 2014, et prie le gouvernement de communiquer avec son prochain rapport ses commentaires à ce sujet.***

Articles 4 et 6 de la convention. Droits de négociation collective des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat, dans le cadre de la réforme de la fonction publique. La commission rappelle que ses commentaires précédents portaient sur la nécessité de prendre des mesures pour promouvoir la négociation collective pour les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat, dans le cadre des consultations en cours sur la réforme de la fonction publique.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la Diète n'a pas approuvé les projets de loi sur la réforme de la fonction publique, qui établissaient un nouveau cadre pour la fonction publique nationale dans lequel les deux parties (travailleurs et employeur) négocient et déterminent de manière autonome la question des conditions de travail et prévoyaient de promouvoir la réforme du système de gestion et de rémunération des effectifs. Le gouvernement ajoute que, en vertu de l'article 12 de la loi sur la réforme, des entretiens et des consultations sur les mesures à prendre en vue du système autonome de relations travailleurs-employeur ont eu lieu et que, par la suite, un nouveau projet de loi a été approuvé. Il prévoit que le bureau du Cabinet chargé du personnel «s'efforcera de parvenir à des accords sur les mesures visant ce système autonome, sur la base de l'article 12 de la loi de réforme de la fonction publique, en obtenant le soutien de la population et en prenant en compte les vues des organisations de travailleurs».

La commission prend note des observations de la JTUC-RENGO qui indiquent que la loi sur la fonction publique nationale et la loi sur la fonction publique locale, présentées à la Diète en 2014, ne contiennent pas de dispositions sur le système légal ayant trait aux questions qui ont été soulevées au sujet de l'application des conventions n^{os} 87 et 98. La JTUC-RENGO se dit profondément préoccupée par le fait que cette situation n'évoluera pas dans un avenir proche. La commission prend note aussi de la déclaration de la NIPPON KEIDANREN qui appuie fermement la résolution supplémentaire du 10 avril 2014 du Comité du Cabinet de la chambre des conseillers, laquelle vise à parvenir à des accords sur les mesures à prendre en vue du système autonome de relations travailleurs-employeur, en obtenant le soutien de la population. La NIPPON KEIDANREN est favorable à l'idée que le gouvernement continuera d'examiner et de considérer soigneusement les mesures en vue du système autonome susmentionné pour les agents de la fonction publique locale, après consultation des organisations de travailleurs et en prenant en compte l'évolution des mesures axées sur les agents de la fonction publique nationale. Tout en notant que la loi sur la fonction publique nationale ne prévoit pas de mesures aux fins du système autonome de relations travailleurs-employeur, la commission note que le bureau du Cabinet chargé du personnel est chargé d'examiner les mesures en vue du système autonome de relations travailleurs-employeur en prenant en compte les vues de toutes les parties prenantes. La commission prend note néanmoins des observations de la JTUC-RENGO selon lesquelles le bureau du Cabinet chargé du personnel, qui a été établi le 30 mai 2014, n'a procédé ni à des entretiens ni à des consultations avec les organisations du personnel sur la mise en place d'un système autonome de relations professionnelles.

La commission note avec **regret** que l'ensemble des projets de loi de réforme, qui découlent de consultations longues et approfondies avec les partenaires sociaux et la société civile au Japon depuis de nombreuses années, n'ont finalement pas été adoptés et que, en conséquence, nombre de fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat restent privés de leurs droits de négociation collective. **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour dialoguer avec les partenaires sociaux afin de réexaminer le système actuel et de garantir, dans un avenir très proche, les droits de négociation collective à l'ensemble des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat. La commission prie aussi le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises par le bureau du Cabinet chargé du personnel pour entamer des consultations avec les partenaires sociaux sur ces questions, comme l'exige la loi.**

La commission note que les observations de la JTUC-RENGO et de la ZENROREN soulèvent également un certain nombre de questions subsidiaires qui ont trait aux réductions salariales décidées unilatéralement en 2013 et qui sont examinées dans le cadre des cas n^{os} 2177 et 2183 par le Comité de la liberté syndicale. La commission prend note de la réponse du gouvernement selon laquelle cette mesure provisoire spéciale, qui vise à répondre à la nécessité de relancer les économies régionales après le séisme qui a frappé l'est du Japon, est arrivée à son terme le 31 mars 2014.

Enfin, la commission prend note des observations de la JTUC-RENGO selon lesquelles une modification récente de la législation applicable a abouti à la suppression des droits de négociation collective pour le personnel des services nationaux de foresterie. La commission note avec **regret** l'information fournie par le gouvernement au sujet de l'adoption d'un instrument législatif en vertu duquel le personnel de ces services relève désormais du champ d'application de la loi sur la fonction publique nationale. **La commission rappelle son observation précédente dans laquelle elle souligne qu'une interprétation restrictive devrait être donnée aux termes «fonctionnaires commis à l'administration de l'Etat». La commission demande au gouvernement d'indiquer les mesures prises pour que les effectifs des services nationaux de foresterie bénéficient pleinement des garanties de la convention, y compris du droit de négociation collective.**

Jordanie

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1968)

La commission prend note des observations transmises par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 31 août 2014, qui portent en particulier sur les droits syndicaux des fonctionnaires, des travailleurs domestiques et des travailleurs agricoles.

Articles 1 à 6 de la convention. Champ d'application de la convention. Travailleurs étrangers. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que la loi n° 26 de 2010 n'exigeait plus d'avoir la nationalité jordanienne pour devenir membre d'un syndicat ou d'une association d'employeurs, mais qu'elle exigeait toujours que les membres fondateurs, et peut-être même les dirigeants syndicaux, soient des citoyens jordaniens. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il n'est pas interdit aux travailleurs étrangers de devenir dirigeants syndicaux, et les associations d'employeurs ainsi que les syndicats élaborent leurs propres conditions pour l'élection de ces dirigeants. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures législatives nécessaires pour veiller à ce que les travailleurs étrangers puissent devenir membres fondateurs et dirigeants de syndicats et d'associations d'employeurs.**

Travailleurs domestiques et travailleurs agricoles. Dans ses précédents commentaires, la commission avait soulevé la question de l'inclusion des travailleurs domestiques et agricoles dans le champ d'application du Code du travail. La commission note avec **satisfaction** que les modifications apportées en 2008 au Code du travail étendent la protection du code aux travailleurs domestiques et aux travailleurs agricoles, et ce, d'après le gouvernement, en particulier vis-à-vis des questions en relation avec les prescriptions de la convention. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si les cuisiniers et les jardiniers bénéficient, de par la modification de 2008, des garanties visées dans la convention et si des règlements applicables à une catégorie quelconque de travailleurs, y compris les travailleurs domestiques et agricoles, les cuisiniers et les jardiniers, ont été émis conformément à l'article 3 de la loi n° 48 portant modification de la loi sur le travail.**

Age minimum. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que l'article 98(f) du Code du travail disposait que, pour devenir membre d'un syndicat, il fallait être âgé d'au moins 18 ans. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'âge d'accès en la matière a été fixé conformément à la législation nationale. **La commission prie à nouveau le gouvernement de garantir le droit d'organisation des mineurs ayant atteint l'âge minimum d'accès à l'emploi, qu'ils soient travailleurs ou apprentis, et de fournir des informations sur les mesures adoptées ou envisagées à cet égard.**

Article 2. Protection contre les actes d'ingérence. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé au gouvernement de prendre des mesures en pleine concertation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives pour renforcer les sanctions en cas d'ingérence, telles qu'elles sont prévues à l'article 139 du Code du travail, car elle considérait que des amendes d'un montant compris entre 50 et 100 dinars jordaniens (JOD) (entre 70 et 140 dollars des Etats-Unis) n'avaient aucun effet dissuasif. **Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle il étudiera cette question lors de la modification de la législation, la commission exprime l'espoir que le gouvernement prendra bientôt les mesures nécessaires pour modifier la législation sur ce point.**

Articles 4 et 6. Droit de négociation collective. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur le droit de négociation collective dans le secteur public. La commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle les récentes modifications apportées à la Constitution autorisent le droit de s'organiser et de négocier collectivement dans le secteur public, et plusieurs secteurs de la fonction publique ont été réglementés. La commission note également l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de loi sur les activités syndicales des travailleurs du secteur public a été établi. **La commission prie le gouvernement de communiquer les récentes modifications constitutionnelles ainsi que le projet de loi sur les activités syndicales des travailleurs du secteur public, et elle exprime le ferme espoir que la législation nationale reconnaîtra expressément le droit à la négociation collective dans le secteur public.**

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971 (ratification: 1979)

Article 2 de la convention. Facilités accordées aux représentants des travailleurs. Dans ses commentaires précédents, la commission avait relevé que la seule facilité accordée aux représentants des travailleurs par la loi était un congé rémunéré de quatorze jours pour suivre des cours, et elle avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les représentants syndicaux jouissent de facilités leur permettant d'exercer leurs fonctions syndicales rapidement et de façon efficace. La commission rappelle que la recommandation (n° 143) concernant les représentants des travailleurs, 1971, donne des exemples de ces facilités: temps libre pour assister à des réunions, des congrès, etc.; accès à tous les lieux de travail de l'entreprise lorsque cela est nécessaire; accès à la direction de l'entreprise lorsque cela est

nécessaire; distribution aux travailleurs des publications et d'autres documents écrits du syndicat; mise à la disposition des représentants des facilités d'ordre matériel et des informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, etc.

La commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 107 du Code provisoire du travail de 2010 dispose que la Commission tripartite pour les questions de travail définit les conditions nécessaires pour permettre aux représentants syndicaux d'exercer leurs fonctions. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le contenu et les résultats des consultations tripartites tenues par la Commission tripartite pour les questions de travail sur l'ensemble des sujets liés aux mesures nécessaires pour s'assurer que les représentants syndicaux se voient accorder des facilités leur permettant d'exercer leurs fonctions syndicales rapidement et de façon efficace.***

Kazakhstan

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2000)

La commission note les observations de la Confédération des syndicats libres du Kazakhstan (CFTUK) et de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues respectivement les 3 et 8 septembre 2014. ***La commission exprime l'espoir que le prochain rapport du gouvernement contiendra des informations détaillées sur les questions soulevées par ces organisations.***

La commission note en outre les observations sur l'application de la convention, reçues le 1^{er} septembre 2014 par l'Organisation internationale des employeurs (OIE).

La commission note l'adoption de la loi sur la Chambre nationale des entrepreneurs (2013) et de la loi sur les syndicats (2014), ainsi que l'amendement en 2012 du Code du travail.

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs et des employeurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations et de s'y affilier. La commission avait prié précédemment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier sa législation pour garantir le droit syndical aux juges (art. 23(2) de la Constitution et art. 11(4) de la loi sur les associations sociales). Le gouvernement déclare à nouveau dans son rapport que, en vertu de l'article 23(1) de la Constitution, les juges comme les autres citoyens ont le droit de s'associer librement pour exercer et défendre leurs intérêts collectifs, à condition de ne pas utiliser ces associations pour influencer l'administration de la justice ou pour des fins politiques. Le gouvernement fait valoir que l'interdiction prévue à l'article 23(2) de la Constitution, qui interdit aux juges de former des partis politiques et des syndicats, ne limite pas leur droit de s'affilier à des associations publiques non commerciales. Il fait mention en particulier de l'Union des juges de la République du Kazakhstan. La commission estime que l'Union des juges a pour but de protéger les intérêts de la communauté judiciaire mais qu'elle n'est pas une organisation de travailleurs au sens de la convention. La commission rappelle à nouveau que les seules exceptions autorisées par la convention concernent les membres de la police et des forces armées, et que les fonctions exercées par les juges ne justifient pas leur exclusion du droit d'association. ***La commission prie donc de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier sa législation et pour s'assurer que les juges, comme les autres travailleurs, peuvent constituer des organisations pour défendre et promouvoir leurs intérêts, conformément à la convention. La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises à cet égard.***

La commission avait demandé précédemment au gouvernement de garantir que le personnel des services de lutte contre les incendies et le personnel pénitentiaire jouissent du droit syndical. Elle note que, dans son rapport, le gouvernement répète que l'article 23 de la Constitution et la loi n° 380-IV sur les organes de la force publique interdisent aux employés de ces organes, notamment le personnel des services de lutte contre les incendies et le personnel pénitentiaire, de constituer des organisations et de s'y affilier. La commission insiste sur le fait que la ratification d'une convention s'accompagne de l'obligation de donner pleinement effet aux droits et garanties qu'elle contient, dans la législation et dans la pratique nationales. La commission rappelle que, si les forces armées et la police peuvent être exclues de l'application de la convention, il ne saurait en être de même pour le personnel du service de lutte contre les incendies et du personnel pénitentiaire. ***La commission prie donc à nouveau le gouvernement de garantir que ces catégories de travailleurs jouissent du droit de constituer des organisations et de s'y affilier pour défendre et promouvoir leurs intérêts. La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées à cet égard.***

Droit de constituer des organisations sans autorisation préalable. La commission avait noté précédemment que, conformément à l'article 10(1) de la loi sur les associations sociales qui s'applique aux organisations d'employeurs, un nombre minimal de dix personnes pour créer une association est requis. Elle avait demandé au gouvernement de modifier sa législation afin de réduire ce nombre requis. La commission note avec ***regret*** que le gouvernement ne fournit aucune information sur les mesures prises à cette fin. ***En conséquence, la commission prie de nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour modifier la législation afin d'abaisser le nombre requis pour créer une association dans la mesure où cette législation s'applique aux organisations d'employeurs.***

Droit de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier. La commission note que, conformément aux articles 11(3), 12(3), 13(3) et 14(4) de la loi sur les syndicats, et sous menace d'être désinscrits conformément à l'article 10(3) de la loi, les syndicats aux niveaux des secteurs territorial et local doivent obligatoirement être affiliés à une association de syndicats nationale dans les six mois qui suivent leur enregistrement. La commission rappelle que le libre exercice du droit de constituer des organisations et de s'y affilier implique le droit des travailleurs à décider librement s'ils veulent s'associer à une structure syndicale de niveau supérieur ou en devenir membres. En d'autres termes, la question de l'affiliation à un syndicat de niveau supérieur ne devrait être gérée que par les travailleurs et leurs organisations. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires en vue de modifier en conséquence les dispositions législatives susmentionnées et de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.**

Article 3. Droit des organisations d'organiser leur activité et de formuler leurs programmes d'action. Code du travail. La commission avait demandé aussi au gouvernement de modifier l'article 298(2) du Code (en vertu duquel la décision de faire grève est prise lors d'une réunion (conférence) des travailleurs (représentants des travailleurs) rassemblant pas moins de la moitié des effectifs totaux, la décision étant adoptée si au moins les deux tiers des personnes présentes à la réunion (conférence) l'ont approuvée par voie de scrutin) afin de prévoir une majorité moins élevée pour appeler à la grève. La commission note avec **satisfaction** que cette disposition a été modifiée afin de prévoir un vote par la majorité des travailleurs présents à la réunion (conférence). La commission note en outre que la prescription visant à indiquer la durée de la grève (art. 299(2)(2) du Code du travail) a été abrogée.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information sur les organisations qui mènent des «activités industrielles dangereuses» au regard de l'article 303(1) du Code du travail et sur les catégories de travailleurs dont le droit de grève est limité dans ce cas. **La commission prie de nouveau le gouvernement d'indiquer, en donnant des exemples concrets, quelles organisations relèvent de cette catégorie d'organisations. La commission prie de nouveau le gouvernement d'indiquer quelles sont les autres catégories de travailleurs dont le droit de grève peut être limité en vertu d'autres textes législatifs, comme l'indique l'article 303(5) du Code du travail, et de communiquer copie de ces textes.**

En ce qui concerne les transports ferroviaires et publics, la commission avait noté précédemment que, en vertu de l'article 303(2) du Code du travail, il est possible d'organiser une grève si un ensemble de services indispensables, déterminé sur la base d'un accord préalable avec les organes exécutifs des collectivités locales, est maintenu afin que les besoins essentiels des usagers soient satisfaits ou que les installations fonctionnent dans des conditions de sécurité ou sans interruption. A cet égard, la commission avait demandé au gouvernement de modifier l'article 303(2) du Code du travail pour assurer qu'un service minimum est effectivement et exclusivement un service minimum et que les organisations de travailleurs peuvent participer à la définition de ce service. La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information sur ce point. **En conséquence, la commission réitère sa précédente demande et prie le gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport toutes les mesures prises ou envisagées à cette fin.**

Rappelant que l'interdiction du droit de grève devrait être limitée aux fonctionnaires exerçant des fonctions d'autorité au nom de l'Etat, la commission avait précédemment demandé au gouvernement d'indiquer si les fonctionnaires «de l'administration» peuvent exercer le droit de grève. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'interdiction du droit de grève concerne seulement les fonctionnaires et exclut les «fonctionnaires de l'administration» ainsi que les «fonctionnaires de la fonction publique» (enseignants, médecins, employés de banque, etc.).

Loi sur la Chambre nationale des entrepreneurs. La commission note que, conformément à l'article 3(2) de la loi, la Chambre nationale des entrepreneurs a pour principal objectif de consolider l'action des entrepreneurs dans le pays. Par son intermédiaire, les entrepreneurs améliorent et défendent leurs droits et leurs intérêts, en prenant part, notamment, aux activités de divers organes de l'Etat et en participant au développement et à la rédaction de la législation qui touchent à leurs intérêts. Conformément à l'article 9(1) de la loi, la chambre représente les intérêts et les droits des entrepreneurs dans les divers organes de l'Etat ainsi que dans les organisations internationales. **La commission prie le gouvernement de préciser si cette dernière disposition implique que seuls les représentants de la chambre ont pour fonction de représenter les employeurs du Kazakhstan auprès de l'OIT et, si tel est le cas, de prendre les mesures nécessaires afin de modifier l'article 9(1) de la loi, de sorte que son contenu soit conforme aux articles 2 et 3 de la convention.**

La commission note en outre que, conformément à l'article 5(1)(1) et (2) de la loi, le gouvernement approuve les tarifs maximaux d'adhésion dont les membres de la chambre doivent s'acquitter et établit la procédure s'y rapportant. Suite à l'article 19(2) de la loi, le gouvernement participe aux travaux du Congrès (organe directeur suprême) de la chambre et a le droit de faire veto sur ses décisions. En outre, conformément à l'article 21(1) de la loi, le présidium (organe directeur) de la chambre est composé, entre autres, de représentants du gouvernement et de 16 parlementaires. Si, comme cela semble être le cas, la Chambre nationale des entrepreneurs est une organisation d'employeurs dans le sens de la convention, la commission estime que les dispositions susmentionnées restreignent sa liberté, de même que celle de ses organisations membres, de gérer les fonds et d'effectuer un contrôle global des actes et des décisions internes de la chambre, ce qui met en question l'indépendance de cette structure vis-à-vis du gouvernement, de même que sa capacité à représenter effectivement les intérêts de ses membres sans ingérence du gouvernement. **Compte tenu de ce qui précède, la**

commission prie le gouvernement de fournir des commentaires détaillés sur les questions soulevées concernant la loi sur la Chambre nationale des entrepreneurs et de prendre des mesures en vue de sa modification afin de la rendre conforme à la convention. Elle rappelle au gouvernement qu'il peut, s'il le souhaite, solliciter l'assistance technique du Bureau.

Article 5. Droit des organisations de constituer des fédérations et des confédérations ainsi que celui de s'affilier à des organisations internationales. La commission avait demandé précédemment au gouvernement de prendre des mesures pour modifier l'article 106 du Code civil et l'article 5 de la Constitution afin de supprimer l'interdiction pour les organisations internationales d'accorder une aide financière aux syndicats nationaux. La commission note que, selon le gouvernement, les partis politiques et les syndicats sont des associations qui ont la capacité d'influer sur l'opinion politique de la population et sur les politiques publiques et gouvernementales dans divers domaines de la vie publique. Le gouvernement affirme à nouveau que, pour cette raison, l'article 5(4) de la Constitution interdit aux personnes étrangères, y compris des organisations internationales, de financer des partis politiques et des syndicats. Le gouvernement estime que cette disposition protège les intérêts, les valeurs et la sécurité de l'Etat. La commission rappelle que la législation qui interdit à un syndicat national d'accepter une aide financière d'une organisation internationale de travailleurs à laquelle il est affilié porte atteinte aux principes concernant le droit de s'affilier à des organisations internationales de travailleurs, et que toutes les organisations de travailleurs et d'employeurs devraient avoir le droit de recevoir une aide financière de la part d'organisations internationales de travailleurs et d'employeurs, respectivement, qu'elles y soient affiliées ou non. ***La commission prie donc de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 106 du Code civil, ainsi que l'article 5 de la Constitution, afin de supprimer cette interdiction. Elle le prie également d'indiquer les mesures prises ou envisagées à cet égard.***

La commission note que, conformément à l'article 13(2) de la loi sur les syndicats, un syndicat fonctionnant au niveau d'un secteur ne doit inclure pas moins de la moitié des effectifs totaux de travailleurs du secteur ou des secteurs connexes; ou pas moins de la moitié des organisations du secteur ou des secteurs connexes; ou ne devra comprendre les subdivisions structurelles et les organisations membres sur le territoire de plus de la moitié de l'ensemble des régions, villes d'importance nationale et de la capitale. La commission estime que ces seuils excessivement élevés prescrits pour constituer une organisation de niveau supérieur (par exemple un syndicat au niveau d'un secteur) sont en opposition avec l'article 5 de la convention. ***Notant les observations formulées à ce sujet par la CFTUK et la CSI, la commission prie le gouvernement de collaborer avec les organisations syndicales pertinentes, y compris la CFTUK, en vue de réviser à la baisse les seuils fixés à l'article 13(2) de la loi sur les syndicats. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.***

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats libres du Kazakhstan (CFTUK) et de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues les 3 et 8 septembre 2014, respectivement.

Champ d'application de la convention. La commission avait précédemment demandé au gouvernement de modifier sa législation de façon à veiller à ce que les services de lutte contre les incendies et les services pénitentiaires jouissent du droit d'organisation et de négociation collective. La commission note que dans son rapport de 2012 le gouvernement indique que la modification de la législation sur ces points serait anticonstitutionnelle, car l'article 23 de la Constitution interdit aux personnes employées par les «organes d'application de la loi» de créer des syndicats et d'y adhérer. La commission souligne que la ratification d'une convention porte obligation de donner plein effet, dans la législation et la pratique nationales, aux droits et garanties consacrés par cette convention. La commission rappelle que, bien que les forces armées et la police puissent être exclues de l'application de la convention, il ne saurait en aller de même pour le personnel des services de lutte contre les incendies et le personnel pénitentiaire. ***La commission prie par conséquent le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que ces catégories de travailleurs jouissent du droit de s'organiser et de négocier collectivement et elle lui demande d'indiquer les mesures prises à cette fin.***

Article 4 de la convention. Droit de négociation collective. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de modifier l'article 282(2) du Code du travail (2007) qui régit la procédure de négociation collective afin que, lorsqu'il existe dans la même entreprise à la fois un représentant syndical et un représentant élu par les travailleurs qui ne sont pas membres d'un syndicat, la présence de ce dernier ne serve pas à affaiblir la position du syndicat dans la négociation collective. La commission note que, malgré la modification du Code du travail en 2012, cette disposition continue à disposer que les salariés qui ne sont pas membres d'un syndicat ont le droit d'être représentés soit par un organisme syndical, soit par d'autres représentants et que, lorsqu'il existe plusieurs représentants des travailleurs dans l'entreprise, ceux-ci peuvent créer un organe représentatif conjoint aux fins de la négociation collective. La commission rappelle qu'autoriser d'autres représentants des travailleurs à négocier collectivement lorsqu'il existe un syndicat représentatif dans l'entreprise peut non seulement affaiblir la position du syndicat concerné, mais aussi porter

atteinte aux droits garantis par l'article 4 de la convention. **La commission renouvelle sa demande précédente et exprime l'espoir que le prochain rapport du gouvernement contiendra des informations sur les mesures prises à cet égard.**

La commission avait précédemment prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application, dans la pratique, de l'article 91 du Code des infractions administratives (2001), en vertu duquel le refus non motivé de conclure une convention collective est passible d'une amende. Elle note qu'un nouveau Code des infractions administratives a été adopté en juillet 2014 et qu'il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Aux termes de l'article 97(2) de ce nouveau code, une amende pouvant s'élever jusqu'à 300 unités de l'indice de calcul mensuel est imposée en cas de refus non motivé de conclure une convention collective. **Rappelant que la législation qui impose une obligation de résultat, en particulier lorsque des sanctions sont appliquées pour assurer qu'un accord est conclu, est contraire aux principes de la négociation libre et volontaire, la commission prie le gouvernement d'abroger cette disposition et d'indiquer les mesures prises à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Kiribati

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2000)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission rappelle que, depuis un certain temps, elle formule des commentaires sur la nécessité de modifier plusieurs dispositions de la loi sur les organisations syndicales et les organisations d'employeurs et du Code des relations professionnelles en ce qui concerne le nombre requis minimum de membres, le droit des fonctionnaires de constituer des organisations de leur choix et de s'affilier à ces organisations, le droit des organisations d'élire librement leurs représentants et d'organiser leurs activités, et la procédure de règlement des différends, afin de les rendre conformes à la convention. La commission note que le gouvernement a demandé au Bureau international du Travail d'effectuer un examen technique du projet de Code sur l'emploi et les relations professionnelles (projet de 2013), et que les commentaires du Bureau ont été transmis au gouvernement. **Se félicitant que certaines questions aient été traitées dans le projet de code de 2013 et notant l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle les réformes de la législation du travail sont actuellement examinées par le Comité directeur de l'Agenda du travail décent, la commission exprime l'espoir que tous ses commentaires, qu'elle a formulés en détail dans sa demande directe, seront pleinement pris en compte à cette occasion. Elle prie le gouvernement de fournir des informations dans son prochain rapport sur tout fait nouveau en ce qui concerne l'adoption de ce projet de législation.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2000)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission avait noté que le gouvernement a demandé au Bureau international du Travail de faire un examen technique du projet de Code sur l'emploi et les relations professionnelles (projet de 2013), et que les commentaires du Bureau ont été communiqués au gouvernement. **Ayant noté, d'après l'indication du gouvernement dans son rapport, que la réforme de la législation du travail est actuellement examinée par le Comité directeur de l'Agenda du travail décent (DWASC), la commission espère que tous ses commentaires seront pleinement pris en considération dans ce processus et prie le gouvernement de communiquer des informations dans son prochain rapport sur tout fait nouveau concernant l'adoption de ce projet de législation.**

Articles 1 et 3 de la convention. Protection efficace contre la discrimination. Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement de prendre des mesures pour que la législation établisse des sanctions suffisamment dissuasives contre les actes de discrimination antisyndicale. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que le DWASC examinera cette question dans le cadre de la réforme actuelle de la législation du travail. Néanmoins, la commission note que, si le projet de 2013 interdit le licenciement ou la discrimination dans l'emploi pour des raisons antisyndicales, aucune sanction spécifique n'est imposée en cas d'infraction à cette disposition. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour modifier les dispositions du projet de 2013, de sorte que des sanctions suffisamment dissuasives soient imposées lorsqu'un travailleur est licencié ou qu'il subit tout autre préjudice en raison de son appartenance à un syndicat ou de sa participation aux activités légitimes de celui-ci.**

Articles 2 et 3. Protection efficace contre l'ingérence. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté qu'il n'existe, dans la législation nationale, aucune disposition législative particulière qui traite de la question de l'ingérence. Le DWASC, s'inquiétant du fait que le soutien financier généralement accordé par le gouvernement (employeur) aux syndicats d'infirmières et d'enseignants, à l'occasion de leur journée nationale respective, ne soit considéré comme un acte d'ingérence au regard de la convention, est convenu de traiter la question dans la prochaine modification possible. La commission s'est félicitée que l'article 22(1) du projet de 2013 interdise l'ingérence d'un syndicat ou d'une organisation d'employeurs dans la formation ou

le fonctionnement d'un syndicat ou d'une organisation d'employeurs. Elle a noté, cependant, qu'il n'est prévu ni de procédures efficaces ni de sanctions spécifiques en cas d'infraction à cette disposition. ***La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour modifier les dispositions du projet de 2013, afin que l'interdiction de l'ingérence soit étendue aux employeurs et que des sanctions suffisamment dissuasives et des procédures rapides soient établies lorsque de tels actes se produisent.***

Article 4. Droit de négocier collectivement. La commission avait précédemment noté que la législation ne reconnaît pas le droit à la négociation collective et qu'aucune disposition ne garantit ce droit aux fédérations et aux confédérations. La commission a noté que: i) l'article 41 du Code des relations professionnelles tel que modifié en 2008 a reconnu le droit à la négociation collective de tous les syndicats ou groupes de syndicats, y compris aux fonctionnaires, en vertu des conditions de service nationales; ii) le gouvernement avait indiqué avoir besoin de temps pour mettre efficacement en œuvre ce droit, dans la mesure où la négociation collective a été récemment introduite à Kiribati; et iii) d'autres exigences procédurales pour appuyer l'exercice efficace de la négociation collective seront intégrées dans le processus de réforme de la législation du travail. La commission a observé que, si, en vertu de l'article 70 du projet de 2013, les fédérations et les confédérations sont autorisées à négocier collectivement, l'article 4 (définition de la convention collective) et l'article 74 (début de la négociation collective) se réfèrent uniquement aux employeurs, à leurs organisations et aux syndicats. ***La commission veut croire que les dispositions du projet de 2013 seront modifiées afin que l'ensemble du code garantisse la possibilité aux fédérations et aux confédérations de participer à la négociation collective à des niveaux supérieurs à celui de l'entreprise.***

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Lesotho

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1966)

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

Article 3 de la convention. Droit des organisations de travailleurs et d'employeurs d'organiser leurs activités et de formuler leurs programmes. Dans ses commentaires antérieurs, la commission s'était référée à l'article 198F du Code du travail qui accorde des avantages particuliers aux syndicats représentant plus de 35 pour cent des travailleurs, et à l'article 198G(1) du Code du travail qui prévoit que seuls les membres d'un syndicat enregistré qui représente plus de 35 pour cent des travailleurs d'une entreprise, qui occupe dix travailleurs ou plus, sont autorisés à élire parmi eux des représentants syndicaux. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que, suite à l'avis du conseiller parlementaire, selon lequel la législation du travail en vigueur et les modifications proposées (en particulier le projet de loi de modification de 2006) devraient être codifiées dans un texte de loi unique, l'assistance technique du BIT a soutenu la nomination d'un consultant indépendant et un groupe de travail a été établi dans le cadre du Comité consultatif national sur le travail (NACOLA) pour diriger le processus de révision. ***La commission veut croire que le gouvernement veillera à ce que, dans le cadre de la révision prochaine de la législation du travail, la distinction entre les syndicats les plus représentatifs et les syndicats minoritaires n'ait pas pour effet, dans la législation ou la pratique, d'accorder des privilèges de nature à influencer indûment le choix de l'organisation par les travailleurs.***

Article 5. Service public. Droit de constituer des fédérations et des confédérations. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement de veiller à ce que les associations de fonctionnaires constituées conformément à la loi sur les services publics bénéficient du droit d'établir des fédérations et des confédérations et de s'affilier aux organisations internationales. ***Notant qu'il n'a pas répondu de manière spécifique à ce point, la commission espère fermement que, dans le cadre des discussions entre le ministère du Travail et de l'Emploi et le ministère du Service public concernant une possible modification de la législation, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour veiller à ce que les fonctionnaires soient en mesure d'établir des fédérations et des confédérations et de s'y affilier et de s'affilier aux organisations internationales.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1966)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 4 août 2011.

La commission rappelle que ses précédents commentaires portaient sur les aspects suivants.

Article 4 de la convention. Conditions de représentativité imposées à un syndicat pour sa reconnaissance en tant qu'agent de négociation exclusif. La commission rappelle qu'elle avait précédemment noté que, en vertu de l'article 198B(2) du Code du travail dans sa teneur modifiée, les litiges appelant la tenue d'élections pour déterminer le syndicat le plus représentatif doivent être tranchés par un vote et non être suspendus à la décision discrétionnaire d'un arbitre. La commission rappelle que les organisations nouvelles, ou les organisations recueillant un nombre de voix suffisamment

élevé, devraient pouvoir demander la tenue d'un nouveau scrutin une fois qu'un délai raisonnable s'est écoulé depuis le scrutin précédent.

Reconnaissance du syndicat le plus représentatif. La commission rappelle qu'elle avait précédemment noté que, en vertu de l'article 198(1)(b) du Code du travail, un syndicat représentatif est défini comme étant «un syndicat enregistré qui représente la majorité des salariés d'un employeur», et qu'en vertu de l'article 198A(1)(c), «une majorité des salariés engagés par un employeur signifie plus de 50 pour cent de ces salariés». La commission rappelle que, lorsqu'aucun syndicat ne représente plus de 50 pour cent des travailleurs intéressés, le droit de négocier collectivement, tout au moins au nom de leurs propres membres, devrait être reconnu à tous les syndicats de l'unité considérée.

La commission note que le gouvernement indique qu'un processus de consolidation de la législation du travail est actuellement en cours, avec l'assistance technique du BIT, et que les questions soulevées par la commission seront prises en considération en tant que questions clés. **La commission exprime l'espoir qu'une législation s'avérant pleinement conforme aux droits établis par la convention sera adoptée dans un très proche avenir, et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Conventions collectives dans le secteur de l'éducation. La commission prend note de la référence faite par le gouvernement à l'affaire *Bokang Vincent Lelimo c. président du Tribunal du travail et consorts* (LAC/A/04/05) dans laquelle cette instance, siégeant en appel, a décidé dans son jugement rendu en 2006 que les enseignants du secteur public ne sont pas des fonctionnaires et qu'à ce titre, conformément à l'avis du gouvernement, ils jouissent du droit de négocier collectivement. Dans son observation précédente, la commission avait prié le gouvernement de communiquer copie de la loi de 2010 sur l'éducation et de la loi n° 1 de 2010 sur le Code du travail (amendement) afin de pouvoir apprécier la mesure dans laquelle les droits syndicaux garantis par la convention sont reconnus. **La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer copie de la loi de 2010 sur l'éducation et de la loi n° 1 de 2010 sur le Code du travail (amendement), ces documents n'ayant pas été reçus avec le dernier rapport. La commission veut croire en outre que le gouvernement communiquera des informations détaillées sur toute la convention collective à laquelle les enseignants des secteurs public ou privé seraient parvenus.**

Libéria

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. La commission rappelle en outre les observations de 2012 de la Confédération syndicale internationale (CSI) concernant l'application de la convention. **La commission prie de nouveau le gouvernement de transmettre ses commentaires à cet égard.** Concernant les observations de la CSI de 2008 et 2010, relatives à de graves actes de violence à l'encontre de grévistes et à la fermeture d'une station de radio appartenant à un syndicat, la commission prend note des commentaires du gouvernement sur la nécessité de l'intervention des forces de l'ordre et de la fermeture temporaire de la station de radio du syndicat afin de restaurer le calme. A cet égard, la commission rappelle que le droit d'exprimer des opinions par la voie de la presse et autres médias constitue l'un des éléments essentiels des droits syndicaux. Les autorités ne devraient recourir à la force publique en cas de grève que dans des circonstances exceptionnelles et des situations où l'ordre public est gravement menacé, et un tel recours aux forces de l'ordre doit être proportionnel à la gravité de la situation. **La commission prie le gouvernement de s'assurer à l'avenir du plein respect de ces principes.**

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. La commission note, par ailleurs, que le projet de loi sur le travail décent en discussion depuis plusieurs années a été adopté par le pouvoir législatif et qu'il entrera en vigueur une fois qu'il aura été promulgué par la Présidente de la République.

Articles 2 et 3 de la convention. Droit des travailleurs de constituer les organisations de leur choix et de s'y affilier. Droit des organisations de travailleurs d'élire librement leurs représentants. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle formule des commentaires sur la nécessité de modifier ou d'abroger les dispositions suivantes de la loi sur le travail qui ne sont pas en conformité avec les dispositions de la convention:

- l'article 4506, qui interdit aux travailleurs des entreprises de l'Etat et de l'administration publique de constituer une organisation syndicale;
- l'article 4601-A, qui interdit aux travailleurs de l'agriculture d'adhérer à des organisations de travailleurs de l'industrie; et
- l'article 4102, paragraphes 10 et 11, qui instaure un contrôle des élections syndicales par le Conseil de contrôle des pratiques du travail.

La commission veut croire que le projet de loi sur le travail décent entrera en vigueur très prochainement et que son contenu tient compte de toutes les questions soulevées par la commission tel que l'avait indiqué le gouvernement

dans son dernier rapport. La commission prie le gouvernement de faire état de tout fait nouveau à cet égard. Dans son commentaire précédent, la commission avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle la législation garantissant le droit d'organisation des fonctionnaires (ordonnance sur la fonction publique) était en cours de révision avec l'assistance technique du Bureau. *La commission veut croire que le processus législatif en cours permettra la pleine application de la convention en ce qui concerne les fonctionnaires et prie le gouvernement de faire état de tout fait nouveau à cet égard.*

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1962)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. La commission note par ailleurs que le projet de loi sur le travail décent en discussion depuis plusieurs années a été adopté par le pouvoir législatif et qu'il entrera en vigueur une fois qu'il aura été promulgué par la Présidente de la République.

Articles 1, 2 et 4 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence. Promotion de la négociation collective. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle formule des commentaires sur la nécessité d'adopter les dispositions législatives garantissant:

- une protection adéquate contre la discrimination antisyndicale à l'embauche et pendant la relation de travail, accompagnée de sanctions suffisamment efficaces et dissuasives;
- une protection adéquate aux organisations de travailleurs contre les actes d'ingérence des employeurs et de leurs organisations, y compris des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives; et
- le droit à la négociation collective aux salariés des entreprises d'Etat et aux fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat.

La commission veut croire que le projet de loi sur le travail décent entrera en vigueur très prochainement et que son contenu tiendra compte de toutes les questions soulevées par la commission, tel que l'avait indiqué le gouvernement dans son dernier rapport. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.

Article 6. Fonctionnaires publics non commis à l'administration de l'Etat. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle la législation garantissant le droit des fonctionnaires et des employés des entreprises de l'Etat de négocier collectivement (ordonnance sur la fonction publique) était en cours de révision avec l'assistance technique du Bureau. *La commission veut croire que le processus législatif en cours permettra de donner pleine application à la convention en ce qui concerne les fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat et prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.*

Lituanie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1994)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2011 et de celles reçues le 1^{er} septembre 2014, ainsi que des commentaires fournis par le gouvernement en réponse le 29 octobre 2014. La commission prend note des observations de 2011 de la Confédération des syndicats de Lituanie (LPSK) qui portent sur les questions que la commission soulève ci-après. La commission prend également note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014 et des commentaires du gouvernement à propos des observations de 2010 de la LPSK et du syndicat lituanien «Sandrauga».

Article 3 de la convention. Droit des organisations d'organiser librement leurs activités et de formuler leurs programmes. La commission avait précédemment demandé au gouvernement de modifier l'article 80, paragraphe 3, du Code du travail de manière à prévoir que, dans le cas où les parties à un différend collectif du travail au sujet du service minimum ne parviennent pas à un accord, tout différend soit réglé par une autorité indépendante et impartiale. La commission avait également demandé au gouvernement de modifier l'article 78, paragraphe 1, du Code du travail afin de garantir aux travailleurs dans les services essentiels, lorsque le droit de grève fait l'objet de restrictions ou d'une interdiction, de bénéficier de garanties compensatoires et de participer à la définition et à la mise en œuvre de la procédure de règlement, qui devrait par ailleurs présenter des garanties suffisantes d'impartialité et de rapidité. La commission note, selon l'indication du gouvernement, que les articles du Code du travail liés aux conflits collectifs du travail ont été modifiés le 15 mai 2014. La commission note avec *satisfaction* que la modification récente de l'article 80, paragraphe 3, prévoit que, en cas d'impossibilité pour les parties de parvenir à un accord concernant les services minima, il incombe au système d'arbitrage du travail établi dans la juridiction du tribunal de district, où se trouve le siège enregistré de l'entreprise ou de l'entité concernée par ce conflit du travail, de prendre la décision finale. La commission note avec *intérêt* que, en vertu de la modification récente, les demandes présentées par les travailleurs dans les services essentiels ne sont plus réglées par le gouvernement mais par le système d'arbitrage du travail. *La commission invite le gouvernement à*

fournir des informations dans son prochain rapport sur les actions entreprises pour mettre en œuvre les nouvelles dispositions législatives, y compris des décisions judiciaires ou administratives à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Madagascar

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération chrétienne des syndicats malgaches (SEKRIMA) dans une communication reçue le 30 août 2013 et par la Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires Malagasy (FISEMARE) dans une communication reçue le 31 août 2014. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les questions soulevées.**

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport les résultats de l'enquête indépendante que le gouvernement déclare mener sur les actes antisyndicaux dans le secteur maritime ainsi que des informations sur toute mesure éventuellement prise à cet égard.

Questions législatives. Dans ses précédents commentaires, la commission avait relevé que la loi n° 2003-044 du 28 juillet 2004 portant Code du travail ne tenait pas compte de plusieurs points de non-conformité avec la convention qu'elle avait soulevés auparavant. La commission prend note de l'indication dans le rapport du gouvernement selon laquelle les commentaires de la commission seront transmis au Conseil national du travail en vue d'une analyse du Code du travail et qu'il appartiendra au Conseil de prendre les mesures adéquates. La commission espère que des modifications seront prochainement apportées au Code du travail et qu'elles tiendront dûment compte des commentaires qu'elle formule depuis plusieurs années. La commission rappelle qu'ils portent sur les points suivants:

Article 2 de la convention. Travailleurs régis par le Code maritime. La commission avait relevé que le Code du travail maintient l'exclusion de son champ d'application des travailleurs régis par le Code maritime et que ce dernier ne contient pas de dispositions suffisamment claires et précises garantissant aux travailleurs auxquels il s'applique le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer, ainsi que les droits y afférents. En outre, la commission avait noté que le Code maritime de 2000 était en cours de révision et qu'un projet de nouveau Code maritime qui inclut de nouvelles dispositions garantissant aux marins le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer, ainsi que tous les droits y afférents, a été présenté en août 2008. **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que ce droit soit reconnu dans la législation.**

Article 3. Représentativité des organisations de travailleurs et d'employeurs. La commission avait noté que l'article 137 du Code du travail prévoit que la représentativité des organisations d'employeurs et de travailleurs participant au dialogue social au niveau national «est établie par les éléments apportés par les organisations concernées et l'administration du travail». **La commission demande au gouvernement d'éviter toute ingérence des autorités publiques dans la détermination de la représentativité des organisations professionnelles et de prendre ainsi des mesures pour garantir que cette détermination s'effectue selon une procédure présentant toutes les garanties d'impartialité, par un organe indépendant ayant la confiance des parties.**

Arbitrage obligatoire. La commission avait relevé que, en vertu des articles 220 et 225 du Code du travail, en cas d'échec de la médiation, le différend collectif est soumis par le ministère chargé du travail et des lois sociales soit à une procédure contractuelle d'arbitrage, conformément à la convention collective des parties, soit à la procédure d'arbitrage du tribunal du travail du ressort. La sentence arbitrale est une décision finale et sans appel, qui met fin au litige et notamment à la grève qui aurait pu être déclenchée entre temps. A cet égard, la commission rappelle que le recours à l'arbitrage pour faire cesser un conflit collectif ne peut se justifier qu'à la demande des deux parties et/ou en cas de grève dans les services essentiels au sens strict du terme. **La commission demande au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour modifier les dispositions du Code du travail concernant l'arbitrage selon le principe rappelé.**

Réquisition. La commission avait noté que l'article 228 du Code du travail dispose que le droit de grève «ne peut être limité par la réquisition que dans le cas de troubles à l'ordre public ou dans le cas où la grève mettrait en danger la vie, la sécurité ou la santé de tout ou partie de la population». La commission rappelle que la référence aux cas de «crise nationale aiguë» et non à la notion de troubles à l'ordre public refléterait davantage la position des organes de contrôle de l'OIT et pourrait de surcroît conduire à l'abrogation de l'article 21 de la loi n° 69-15 du 15 décembre 1969 – qui prévoit la possibilité de réquisitionner les travailleurs en cas de proclamation de l'état de nécessité nationale. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires dans ce sens.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1998)

Commentaires des organisations syndicales. La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans deux communications reçues le 24 août 2011 et le 1^{er} septembre 2014, concernant des actes de discrimination antisyndicale, des actes de licenciements antisyndicaux et des difficultés dans la négociation collective sur les zones franches industrielles. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission prend note des observations formulées par la Confédération chrétienne des syndicats malgaches (SEKRIMA) dans une communication reçue le 30 août 2013 et par la Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires Malagasy (FISEMARE) dans une communication reçue le 31 août 2014. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

En ce qui concerne l'absence de dialogue social dans le secteur minier et les zones franches d'exportation, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle la négociation collective commence à se développer dans le secteur minier sous l'impulsion des sociétés minières, et les entreprises des zones franches d'exportation ne manquent pas de prendre part aux discussions faites au niveau du Conseil national du travail où siègent également les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives. La commission prend note des nouveaux commentaires en date du 24 août 2010 de la CSI qui indique qu'une étude de 2009 du mouvement syndical a révélé que les conventions collectives étaient signées surtout dans les entreprises publiques, et que le processus de privatisation a rendu obsolète la plupart des conventions collectives conclues dans les secteurs du rail, de la télécommunication, de l'énergie, etc. Par ailleurs, selon la CSI, la majorité des cas avérés de discrimination antisyndicale concernaient les employeurs des zones franches d'exportation où les organisations syndicales sont peu implantées; d'autres cas de discrimination seraient aussi possibles dans la mesure où les syndicats ont l'obligation de fournir les listes de tous leurs adhérents, ce qui, selon la CSI, ouvre la porte à des pratiques antisyndicales. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires en réponse aux observations de la CSI.**

Article 4 de la convention. Critère de représentativité. Dans sa précédente observation, en référence à l'article 183 du Code du travail qui prévoit des critères de détermination de la représentativité des organisations d'employeurs et de travailleurs, la commission avait noté l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de décret sur l'organisation syndicale et la représentativité n'avait pu être adopté par le Conseil national du travail en l'absence d'unanimité, mais que les discussions se poursuivaient sur la question. Dans son dernier rapport, le gouvernement indique que le projet de décret a reçu l'avis favorable du Conseil national du travail en décembre 2008 et qu'il est en attente d'une adoption en Conseil des ministres. **La commission prie le gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport tout fait nouveau concernant l'adoption du décret sur l'organisation syndicale et la représentativité et, le cas échéant, de fournir copie du texte. Elle espère que le texte adopté tiendra compte du principe selon lequel la détermination de la représentativité syndicale devrait toujours se faire d'après des critères objectifs et préétablis, de façon à éviter toute possibilité de partialité ou d'abus.**

Promotion de la négociation collective. En référence aux dispositions du Code du travail concernant la négociation collective, la commission avait demandé au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures adoptées pour promouvoir la négociation collective dans les entreprises employant moins de 50 travailleurs ainsi que sur les conventions collectives conclues dans ces entreprises. La commission note que, selon le rapport du gouvernement, l'Institut national du travail promeut la négociation collective via la sensibilisation et la formation des délégués du personnel, des délégués syndicaux et autres travailleurs sur la question, notamment sur les techniques de négociation; l'institut organise annuellement des ateliers qui reçoivent une forte participation des entreprises de moins de 50 salariés (25 à 30 en moyenne). **La commission prend note de ces informations. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de conventions collectives conclues dans les entreprises employant moins de 50 travailleurs et d'indiquer le nombre de travailleurs et les secteurs couverts.**

Article 6. Négociation collective des marins. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que le Code du travail exclut de son champ d'application les travailleurs maritimes et avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que soient adoptées des dispositions spécifiques garantissant les droits de négociation collective des marins régis par le Code maritime. La commission note que le gouvernement indique que le ministère du Travail a participé à l'élaboration du projet de nouveau Code maritime et que les droits fondamentaux des marins ont été respectés. Cependant, la crise politique et sociale a suspendu l'adoption du projet de Code maritime au niveau du Conseil des ministres. **La commission veut croire que le projet de nouveau Code maritime prévoira le bénéfice des droits garantis par la convention aux travailleurs maritimes et elle espère que le gouvernement sera en mesure de faire part de son adoption dans son prochain rapport.**

Négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat. Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement d'adopter des dispositions formelles reconnaissant clairement à tous les fonctionnaires et employés du secteur public non commis à l'administration de l'Etat la protection contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales et le droit de négocier collectivement sur leurs conditions d'emploi. Dans son rapport, le gouvernement indique que le Conseil supérieur de la fonction publique (CSFOP) sert de plate-forme de négociation et de dialogue pour les fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant la fonction publique doivent requérir l'avis du CSFOP qui est composé en nombre égal de représentants des départements ministériels et de représentants des centrales syndicales les plus représentatives. Le gouvernement ajoute que certains décrets d'application – notamment relatifs au régime de déplacement, la rémunération, etc. – de la loi n° 2003-011 du

3 septembre 2003 portant statut général des fonctionnaires sont applicables aux agents non encadrés de l'Etat régis par la loi n° 94-025 du 17 novembre 1994, cela en dépit de l'absence de texte spécifique. La commission prend note de ces informations. La commission a considéré que la situation d'incertitude demeure quant au cadre juridique applicable pour ce qui concerne la négociation collective des fonctionnaires, ce qui peut entraver son développement et irait à l'encontre des prescriptions de la convention. La commission relève également qu'aucune mesure n'a été prise concernant la protection contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales dans le secteur public. **En conséquence, la commission est amenée une nouvelle fois à demander au gouvernement d'adopter des dispositions formelles reconnaissant clairement à tous les fonctionnaires et employés du secteur public non commis à l'administration de l'Etat la protection contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales et le droit de négocier collectivement sur leurs conditions d'emploi. La commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires dans ce sens et fera état des progrès accomplis dans son prochain rapport. Par ailleurs, la commission prie le gouvernement de communiquer toute convention collective conclue dans le secteur public.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Malaisie

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1961)

La commission prend note des observations formulées par la Fédération syndicale mondiale (FSM) et le Syndicat national des employés de banque (NUBE) dans une communication reçue le 9 janvier 2014. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 4 de la convention. Reconnaissance des syndicats aux fins de la négociation collective. Durée de la procédure de reconnaissance d'un syndicat. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des commentaires de la Confédération syndicale internationale (CSI) réitérant des questions précédemment soulevées par la commission au sujet du retard important dans le traitement des réclamations des syndicats pour obtenir la reconnaissance aux fins de la négociation collective. La commission avait demandé au gouvernement de transmettre des informations plus précises au sujet des commentaires de la CSI, compte tenu des dispositions de la loi sur les relations professionnelles (IRA), et d'indiquer la durée moyenne de la procédure de reconnaissance d'un syndicat ainsi que les conditions exigées pour obtenir cette reconnaissance. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en application des nouvelles législations, la durée moyenne de la procédure de reconnaissance d'un syndicat est de neuf mois à condition que les parties impliquées ne contestent pas la procédure devant les tribunaux ou ne soulèvent pas de questions susceptibles de provoquer des retards. **La commission considère que cette durée moyenne de la procédure est excessivement longue et prie le gouvernement de prendre des mesures pour modifier la législation afin de réduire la durée de la procédure de reconnaissance des syndicats.**

Procédure de reconnaissance. La commission note également que le gouvernement indique que, pour qu'il soit reconnu, il faut que le syndicat concerné passe un test de compétence (appliqué par le Département des relations professionnelles) afin de vérifier si la majorité des travailleurs de l'entreprise est devenue membre du syndicat en question. La commission note toutefois que le gouvernement ne fait pas référence à la législation applicable en l'espèce. **La commission demande donc au gouvernement d'indiquer quelles sont les conditions à remplir pour passer le test de compétence et quelles sont les dispositions législatives pertinentes applicables.**

De plus, la commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, lors du dépôt d'une demande de reconnaissance, une fois que le syndicat concerné a rempli le formulaire A relatif à l'entreprise, l'employeur dispose de vingt et un jours pour accepter ou refuser la demande. Si l'entreprise rejette la demande de reconnaissance, que ce soit à la fin de la période de vingt et un jours ou à n'importe quel autre moment avant, le syndicat doit en informer le Directeur général des relations professionnelles (DGIR) dans les quatorze jours après avoir reçu cette notification de l'entreprise. Il appartient ensuite au DGIR de prendre la mesure appropriée. La commission note également que l'article 9, paragraphe 5, de l'IRA prévoit que c'est au ministre que revient le dernier mot pour déterminer si la reconnaissance est accordée par les employeurs aux syndicats. Toutefois, une partie qui s'estime lésée peut demander à la Cour suprême d'examiner la question pour revenir sur la décision. **Tout en rappelant une fois de plus que la durée de ces procédures est excessivement longue, la commission demande au gouvernement d'indiquer quels sont les critères applicables aux décisions du DGIR et/ou du ministre.**

Sanctions applicables en cas de refus d'appliquer les ordres de reconnaissance et de réintégration. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note de la déclaration du gouvernement au sujet des commentaires faits auparavant par la CSI concernant l'inefficacité des tribunaux du travail pour appliquer les dispositions de la convention. Sur ce point, la commission avait noté, d'après les commentaires de la CSI, que le gouvernement n'appliquait pas les sanctions prises contre les employeurs qui s'opposaient aux directives des autorités accordant une reconnaissance aux syndicats ou qui refusaient de se conformer aux injonctions du tribunal du travail de réintégrer les travailleurs licenciés illégalement. La commission avait prié le gouvernement de soumettre ses commentaires sur ces questions.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle: i) le tribunal du travail est compétent pour rendre des jugements sur les conflits du travail, en application de l'article 26 de l'IRA et, dans les cas de licenciement, de l'article 20 de l'IRA; ii) l'article 56, paragraphes 1, 3 et 4, et l'article 60 de l'IRA prévoient que des procédures et des sanctions sont applicables aux employeurs qui s'opposent aux directives des autorités accordant une reconnaissance aux syndicats ou qui

ont refusé de se conformer aux injonctions du tribunal du travail de réintégrer des travailleurs licenciés illégalement; et iii) le Département des relations professionnelles a créé une division juridique chargée d'engager des procédures judiciaires à l'encontre de toute partie contrevenant à la loi. ***Dans ces circonstances, la commission prie le gouvernement de fournir des détails sur la composition et le fonctionnement de la division juridique du Département des relations professionnelles, et de transmettre copie de ses règles de procédure. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations et des statistiques sur les sanctions prises ces deux dernières années à l'encontre des employeurs qui se sont opposés aux directives des autorités accordant une reconnaissance aux syndicats ou qui ont refusé de se conformer aux injonctions du tribunal du travail de réintégrer les travailleurs licenciés illégalement.***

Travailleurs migrants. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que, bien que les travailleurs étrangers et nationaux jouissent des mêmes droits et que les travailleurs migrants peuvent adhérer à un syndicat, les travailleurs migrants ne peuvent pas être élus aux instances dirigeantes d'un syndicat aux termes de la loi sur les syndicats. Elle avait rappelé à cet égard que les travailleurs, y compris les travailleurs migrants, devraient jouir du droit d'élire librement leurs représentants, et elle avait prié le gouvernement de présenter ses commentaires sur l'exercice en droit et dans la pratique des droits syndicaux par les travailleurs migrants. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle: i) pour s'organiser et être élu en qualité de représentants syndicaux, les travailleurs étrangers ont besoin de l'autorisation du ministre des Ressources humaines; ii) il existe actuellement des syndicats qui comptent des travailleurs étrangers dans leurs rangs; et iii) des travailleurs étrangers ont été nommés représentants de certains syndicats. La commission considère que l'obligation pour les travailleurs d'obtenir l'autorisation du ministre des Ressources humaines pour être élus représentants syndicaux constitue une violation du droit des organisations syndicales de choisir librement leurs représentants aux fins de la négociation collective. ***La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour modifier la législation.***

Champ de la négociation collective. La commission avait précédemment prié instamment le gouvernement de modifier la législation de manière à mettre l'article 13(3) de l'IRA, qui comporte des restrictions à la négociation collective en matière de transfert, de licenciement et de réintégration (plusieurs des questions connues sous le nom de «prérogatives internes de la direction») en pleine conformité avec l'article 4 de la convention. La commission note avec ***regret*** que le gouvernement indique dans son rapport qu'il n'est pas nécessaire de modifier la disposition en question et qu'il réitère que: i) l'article 13(3) de l'IRA n'est pas destiné à restreindre la négociation collective, mais plutôt à accorder aux employeurs le droit de gérer leur entreprise de la manière la plus efficace possible et de les protéger contre les abus du processus de négociation collective; et ii) ces prescriptions ne sont pas absolues et les questions qui les concernent peuvent être portées devant le Département des relations professionnelles et, au cas où celui-ci ne parvient à aucun règlement, l'affaire est soumise au tribunal du travail (art. 13(8) de l'IRA). La commission prend note en outre de la jurisprudence *Sarawak Commercial Banks Association c. Sarawak Bank Employees' Union*, produite par le gouvernement. Elle estime cependant que l'article 13 de l'IRA restreint la portée des questions négociables. La commission rappelle que les mesures prises unilatéralement par les autorités pour restreindre l'étendue des sujets négociables sont souvent incompatibles avec la convention; des discussions tripartites en vue de l'établissement, sur une base volontaire, de directives pour la négociation collective constituent une méthode particulièrement appropriée pour résoudre ces difficultés (voir étude d'ensemble de 1994 sur la liberté d'association et la négociation collective, paragr. 250). ***La commission prie par conséquent à nouveau le gouvernement de modifier l'article 13(3) de l'IRA de manière à supprimer ces restrictions aux sujets soumis à la négociation collective et d'ouvrir des discussions tripartites en vue de l'élaboration, sur une base volontaire, de directives pour la négociation collective.***

Arbitrage obligatoire. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que l'article 26(2) de l'IRA autorisait l'arbitrage obligatoire, par le ministre du Travail, de sa propre initiative, même en cas d'échec de la négociation collective. La commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que la législation n'autorise l'arbitrage obligatoire que dans les services essentiels au sens strict du terme, pour les fonctionnaires exerçant une fonction d'autorité au nom de l'Etat ou en cas de crise nationale aigüe. La commission note que le gouvernement affirme de nouveau que, bien que la disposition en question accorde des pouvoirs discrétionnaires au ministre pour porter un conflit du travail devant le tribunal d'arbitrage, dans la pratique, le ministre n'a jamais exercé ce pouvoir de façon arbitraire et il ne prend sa décision qu'après avoir reçu une notification du Département des relations professionnelles lui apprenant l'échec des tentatives de conciliation pour résoudre le conflit à l'amiable. La commission rappelle une fois de plus que l'imposition d'une procédure d'arbitrage obligatoire, lorsque les parties ne se sont pas mises d'accord sur un projet de convention collective, pose des problèmes au regard de l'application de la convention. ***La commission réitère par conséquent ses commentaires précédents et prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour garantir que la législation n'autorise l'arbitrage obligatoire que dans les services essentiels au sens strict du terme, pour les fonctionnaires exerçant une fonction d'autorité au nom de l'Etat ou en cas de crise nationale aigüe.***

Restrictions en matière de négociation collective dans le secteur public. La commission demande depuis de nombreuses années au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat ont le droit de négocier collectivement leurs conditions de salaire et de rémunération et d'autres conditions d'emploi. La commission note avec regret que le gouvernement, invoquant les particularités de la fonction publique, déclare une fois de plus qu'il maintiendra la politique consistant à ne pas s'engager dans un type ou un autre de négociation collective avec les salariés du secteur public. Le gouvernement fait de nouveau remarquer que les syndicats peuvent exprimer leur point de vue sur les questions relatives à leurs conditions de travail par l'intermédiaire du Conseil paritaire national et de la Commission paritaire départementale. Mais la commission, tout en reconnaissant la singularité de la fonction publique qui autorise l'adoption de modalités spéciales, considère que la simple consultation avec les syndicats de fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat ne répond pas aux exigences de l'article 4 de la convention. ***En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les fonctionnaires qui ne sont pas***

commis à l'administration de l'Etat aient le droit de négocier collectivement leurs conditions de salaire et de rémunération et d'autres conditions d'emploi, conformément à l'article 4 de la convention.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Malawi

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1999)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 et prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard. La commission prend également note des observations fournies par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

Article 3 de la convention. Droit des organisations d'organiser librement leurs activités et de formuler leurs programmes. Dans sa précédente observation, la commission avait prié le gouvernement de communiquer la version finale du projet de loi de 2006 sur les relations professionnelles (amendement), ainsi que des informations détaillées sur la mise en place et le début des travaux de la sous-commission du Conseil consultatif tripartite du travail (chargée de dresser une liste des services essentiels au sens de la loi sur les relations professionnelles). La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que la version finale de la loi sur les relations professionnelles n'est pas encore prête et que le processus de révision devrait redémarrer en 2014. Le gouvernement indique en outre que la sous-commission du Conseil consultatif tripartite du travail n'est pas encore en place et qu'elle espère qu'elle le sera bientôt. *La commission veut croire que la sous-commission du Conseil consultatif tripartite du travail sera mise en place dans un avenir proche et qu'elle sera en mesure de commencer ses travaux sur la révision de la version finale de la loi sur les relations professionnelles. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.*

Mali

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1964)

La commission rappelle que ses précédents commentaires portaient sur la nécessité de permettre à la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM) de participer aux organes de consultation tripartites pour lesquels elle manifeste un intérêt et demandaient au gouvernement de fournir des informations sur l'organisation d'élections professionnelles prévues par le Code du travail. La commission prend note que le gouvernement indique qu'il prévoit l'organisation de ces élections professionnelles prochainement. Dans ce sens, le 5 mars 2014, le gouvernement a adopté un arrêté portant création de commissions électorales (nationales, régionales et locales) et il indique avoir demandé aux partenaires sociaux, y compris la CSTM, de désigner leurs représentants à la Commission électorale nationale. *La commission veut croire que le gouvernement fera état dans son prochain rapport de la tenue de ces élections professionnelles et elle espère que leurs résultats permettront de déterminer sans ambiguïté les organisations représentatives aux fins de la négociation collective à tous les niveaux.*

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (ratification: 1995)

Article 1 de la convention. Champ d'application de la convention. Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement de préciser de quelle manière les agents des organismes publics régis par des statuts spécifiques sont couverts par les garanties prévues dans la convention. La commission note que le gouvernement renvoie à cet égard aux articles 43, 44, 47, 49, 50 et 51 de la loi n° 89-85/AN-RM du 1^{er} novembre 1989 portant statut du personnel des sociétés et entreprises d'Etat et du personnel malien des sociétés d'économie mixte qui leur reconnaissent les droits prévus dans la convention.

Articles 4 et 5. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. Dans ses précédents commentaires, rappelant que le Statut général des fonctionnaires ne contient pas de disposition spécifique en matière de protection contre la discrimination antisyndicale et l'ingérence, la commission avait demandé au gouvernement d'adopter des mesures à cet égard. La commission note une nouvelle fois avec *regret* que le gouvernement n'a pris aucune initiative à cet égard. *La commission se voit contrainte de réitérer sa demande et veut croire que le gouvernement prendra rapidement les mesures nécessaires pour que la législation inclue des dispositions précises assurant une protection adéquate contre la discrimination antisyndicale des agents publics et contre les actes d'ingérence des autorités publiques dans la formation, le fonctionnement et l'administration des organisations d'agents publics, le tout assorti de recours efficaces et rapides et de sanctions suffisamment dissuasives.*

Article 7. Procédures de détermination des conditions d'emploi. Dans ses précédents commentaires, la commission avait relevé qu'il n'était pas établi que les organisations d'agents publics puissent participer à la détermination de leurs conditions de travail à travers la négociation ou d'autres méthodes au sein des commissions administratives paritaires et avait ainsi demandé au gouvernement de reconnaître, comme le prescrit la convention, le droit de négociation collective aux fonctionnaires, du moins à ceux qui ne sont pas commis à l'administration de l'Etat. ***Observant avec regret que le gouvernement se borne à prendre note de ses précédentes recommandations, la commission se voit obligée de les réitérer avec fermeté et veut croire que le gouvernement prendra rapidement les mesures nécessaires pour la promotion de la négociation collective entre les autorités publiques et les organisations d'agents publics, du moins celles représentant les fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat.***

Article 8. Règlement des différends. La commission avait prié le gouvernement d'indiquer les dispositions prévoyant des procédures de règlement des différends survenant au cours de négociations entre les autorités publiques et les organisations représentatives des agents publics dans la détermination des conditions d'emploi. La commission prend note de la réponse du gouvernement selon laquelle, depuis l'adoption du décret n° 103/P-RM du 19 février 2010 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale du travail, il revient à cette dernière direction de promouvoir la consultation des partenaires sociaux et de contribuer au règlement amiable des conflits collectifs du travail.

Malte

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1965)

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Droit des organisations d'organiser leurs activités et de formuler leur programme librement. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté qu'en vertu de l'article 74(1) et (3) de la loi de 2002 sur l'emploi et les relations professionnelles (EIRA), lorsqu'un conflit soumis à la conciliation en vue d'un règlement amiable ne se conclut pas par un règlement, l'une quelconque des parties peut en notifier le ministre, qui saisit alors le tribunal pour règlement.

La commission rappelle qu'un arbitrage obligatoire visant à mettre un terme à un conflit collectif n'est acceptable que s'il y est fait appel par les deux parties au conflit, ou bien que si le conflit concerne un service public et des fonctionnaires exerçant l'autorité au nom de l'Etat ou des services essentiels au sens strict du terme, à savoir ceux dont l'interruption mettrait en danger, dans toute ou partie de la population, la vie, la sécurité ou la santé des personnes. ***La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 74(1) et (3) de l'EIRA de telle sorte que ces principes soient respectés. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard et d'indiquer dans son prochain rapport toute mesure prise en vue de rendre sa législation conforme à la convention.***

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1965)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement de fournir des précisions au sujet des procédures applicables à l'examen des allégations de licenciements pour motifs antisyndicaux des fonctionnaires, des travailleurs portuaires et des travailleurs du transport public, étant donné que ces catégories de travailleurs ne relèvent pas de la juridiction du tribunal du travail, conformément à l'article 75(1) de la loi de 2002 sur l'emploi et les relations professionnelles (EIRA). La commission avait noté que, selon le rapport du gouvernement, les fonctionnaires ont le droit de faire appel à la Commission du service public, organe indépendant (les membres sont nommés par le Président sur proposition du Premier ministre suite à des consultations avec le chef de l'opposition et ils ne peuvent être révoqués, sauf en cas d'incapacité ou de faute grave) prévu à l'article 109 de la Constitution de Malte. La commission note également que le rôle principal de la Commission du service public est de garantir que les sanctions disciplinaires prises à l'encontre des fonctionnaires publics soient justes, rapides et efficaces. ***S'agissant des cas de licenciements pour motifs antisyndicaux, la commission prie le gouvernement d'indiquer si la Commission du service public a le pouvoir d'octroyer des mesures compensatoires – y compris la réintégration ainsi que des compensations salariales rétroactives – qui constituent des sanctions suffisamment dissuasives contre les actes de discrimination antisyndicale. En outre, la commission prie de nouveau le gouvernement d'indiquer les procédures applicables à l'examen des allégations de licenciements pour motifs antisyndicaux des fonctionnaires publics, des travailleurs portuaires et des travailleurs du transport public.***

Articles 2 et 3. Protection contre les actes d'ingérence. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait fait observer que l'EIRA ne prévoit pas expressément la protection des organisations d'employeurs et de travailleurs contre les actes

d'ingérence des unes à l'égard des autres, ou de procédure de recours rapide et efficace ou de sanctions en cas d'infractions, contrairement aux prescriptions de la convention. **La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer, dans son prochain rapport, les mesures prises ou envisagées pour introduire dans la législation une disposition interdisant expressément les actes d'ingérence, ainsi que des sanctions suffisamment dissuasives contre de tels actes.**

Article 4. Négociation collective. La commission rappelle qu'elle avait demandé au gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées afin de modifier l'article 6 de la loi sur les fêtes nationales et autres jours fériés de manière à s'assurer que cette disposition: i) ne rende pas automatiquement nulle et non avenue toute disposition des conventions collectives existantes qui accordent aux travailleurs le droit de récupérer des jours fériés tombant un samedi ou un dimanche; et ii) n'interdise pas à l'avenir des négociations volontaires sur la question de l'octroi aux travailleurs du droit de récupérer des jours de fête nationale ou fériés tombant un samedi ou un dimanche au titre d'une convention collective (voir 342^e rapport du Comité de la liberté syndicale, cas n° 2447, paragr. 752). **La commission prie de nouveau le gouvernement d'indiquer toutes mesures prises ou envisagées en vue de modifier l'article 6 de la loi sur les fêtes nationales et autres jours fériés.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Maurice

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2005)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014, ainsi que des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle note en outre les observations de la Fédération générale des travailleurs (GWF) et de quatre syndicats de l'industrie du sucre, reçues le 22 août 2013, ainsi que la réponse que le gouvernement a faite à ces observations.

Article 2 de la convention. Droit de constituer des organisations et de s'y affilier. Dans ses précédents commentaires, la commission priait le gouvernement de fournir des informations complémentaires sur le nombre de syndicats et le taux de syndicalisation dans les zones franches d'exportation (ZFE), notamment en ce qui concerne les travailleurs migrants, ainsi que sur les activités menées par l'Unité spéciale des travailleurs migrants. La commission note les informations fournies par le gouvernement selon lesquelles l'Unité spéciale des travailleurs migrants procède régulièrement à des visites d'inspection sur les lieux de travail où ils sont employés, afin de vérifier la conformité de leurs contrats de travail et de la législation les concernant. Les membres de cette unité vérifient si les travailleurs migrants ont une copie de leurs contrats de travail et les informent de leurs droits et obligations. En cas de non-conformité, des inspections de suivi sont effectuées afin de vérifier si des mesures de correction ont été prises. Pour la période à l'étude, un total de 976 inspections régulières ont eu lieu ainsi que 435 visites de suivi. La commission note en outre les statistiques gouvernementales relatives aux membres de dix syndicats, dont des travailleurs des ZFE, et observe qu'aucun d'entre eux n'est un travailleur migrant. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour veiller à ce que les travailleurs migrants soient effectivement autorisés à exercer dans la pratique le droit de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, tel que prévu par la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1969)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues en septembre 2014, des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Fédération des employeurs de Maurice (MEF), reçues respectivement le 21 juillet 2011 et le 1^{er} septembre 2014, ainsi que des observations de la Fédération générale des travailleurs (GWF) et de quatre syndicats de l'industrie du sucre, reçues le 22 août 2013. **La commission prie le gouvernement de procéder aux enquêtes nécessaires sur les allégations de discrimination antisyndicale présentées par la CSI et, dans tous les cas dans lesquels ces allégations s'avéreraient justifiées, de garantir l'application de sanctions suffisamment dissuasives.**

Articles 1 à 3 de la convention. Sanctions contre la discrimination antisyndicale et l'ingérence. La commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle il a augmenté le montant maximum des amendes pouvant être imposées en cas de discrimination antisyndicale ou d'ingérence, en adoptant la loi de 2013 sur les relations de travail (amendements), qui modifie les articles 31, 103 et 104 de la loi de 2008 sur les relations de travail (ERA).

Article 4. Négociation collective. Dans sa précédente observation, la commission avait prié le gouvernement de communiquer ses observations sur l'allégation selon laquelle le nombre des conventions collectives signées en 2009 avait diminué de 70 pour cent; d'indiquer toute mesure concrète prise pour promouvoir la négociation collective dans le secteur spécifique des zones franches d'exportation (ZFE), le secteur textile et pour les travailleurs migrants; et de fournir des

informations sur la mise en place du nouveau mécanisme tripartite. La commission note que le gouvernement indique qu'il ne dispose pas de statistiques lui permettant de formuler des commentaires sur la diminution alléguée du nombre des conventions collectives. La commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle le Forum tripartite national s'est réuni à quatre reprises depuis sa création en septembre 2010 et de la possibilité que soit créé un service de conciliation à la demande des parties à un différend (art. 79A de l'ERA). La commission note que le gouvernement indique que 43 conventions collectives ont été enregistrées au cours de la période comprise entre juin 2010 et mai 2014. ***Notant que le gouvernement réitère qu'il n'existe pas d'obstacle juridique à la négociation collective dans les ZFE, le secteur textile ou pour les travailleurs migrants, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure concrète prise ou envisagée pour encourager et promouvoir la création et l'utilisation de dispositifs de négociation volontaire entre les employeurs ou leurs organisations et les organisations de travailleurs, en vue d'une réglementation des termes et conditions d'emploi au moyen de conventions collectives dans les ZFE, le secteur textile et pour les travailleurs migrants. Afin de pouvoir examiner le fonctionnement de la négociation collective dans la pratique, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour compiler des statistiques sur les conventions collectives en vigueur dans le pays (nombre de conventions dans la fonction publique et dans le secteur privé, sujets traités et nombre de travailleurs concernés) et sur l'utilisation des services de conciliation.***

Article 4. Ingérence dans la négociation collective. La commission prend note des observations de l'OIE et de la MEF alléguant que le gouvernement est intervenu dans le processus de négociation collective dans l'industrie du sucre en portant devant le Conseil national de rémunération (NRB) les 21 questions qui ne pouvaient pas être résolues par la négociation collective. Selon le gouvernement, le NRB est un organe indépendant habilité à faire des recommandations, et le gouvernement l'a saisi après que de longues négociations eurent abouti à une impasse. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le différend a été résolu, et la procédure engagée à cet égard par la MEF devant les tribunaux a été retirée.

Mauritanie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1961)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle prend également note des observations de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) reçues le 31 août 2014, ainsi que de la réponse du gouvernement. La commission note les observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014.

Elections professionnelles. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur le processus engagé en juin 2014 à la requête des organisations syndicales, dont la CLTM, pour adopter un cadre légal dans la détermination de critères de représentativité dans les secteurs privé et public et en vue de l'organisation d'élections de représentativité syndicale. Selon le gouvernement, ce processus a abouti à un projet de décret relatif à la détermination de la représentativité des organisations syndicales adopté en Conseil des ministres le 4 septembre 2014. ***Notant que le gouvernement sollicite l'assistance technique du Bureau pour achever le processus, y compris dans les modifications nécessaires au projet de décret cité et des arrêtés qui seront pris pour son application, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur tout fait nouveau à cet égard.***

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Modifications législatives. Depuis plusieurs années, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier sa législation de manière à la rendre pleinement conforme à la convention. La commission relève que dans son rapport le gouvernement indique que, dans le cadre de la révision des textes d'application du Code du travail, une commission technique composée d'inspecteurs du travail prendra les mesures nécessaires pour modifier la législation de manière à la rendre pleinement conforme à la convention, et que tous les articles faisant l'objet de commentaires de la part de la commission feront l'objet d'une attention particulière. ***La commission note ces indications et exprime le ferme espoir que le prochain rapport du gouvernement fera état de progrès concrets dans la révision du Code du travail pour le rendre pleinement conforme à la convention. La commission veut croire que le gouvernement tiendra dûment compte à cet égard de l'ensemble des points qu'elle rappelle ci-après. A cet égard, la commission note que le gouvernement manifeste le souhait de continuer de bénéficier de l'assistance technique du Bureau.***

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix ainsi que celui de s'affilier à ces organisations. Mineurs ayant l'âge d'accès à l'emploi. La commission demande depuis plusieurs années au gouvernement de modifier l'article 269 du Code du travail afin de lever toute entrave à l'exercice du droit syndical par les mineurs ayant accès au marché du travail. La commission rappelle qu'aux termes de l'article 2 de la convention l'âge minimum de libre affiliation à un syndicat doit être le même que celui fixé pour l'admission à l'emploi, ceci sans que l'autorisation parentale ou du tuteur soit nécessaire. ***La commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour modifier l'article 269 du Code du travail afin de garantir le droit syndical aux mineurs ayant l'âge minimum***

légal d'admission à l'emploi (14 ans aux termes de l'article 153 du Code du travail), tant comme travailleurs que comme apprentis, sans que l'autorisation parentale ou du tuteur soit nécessaire.

Magistrats. Les commentaires de la commission portent depuis plusieurs années sur la nécessité de garantir l'exercice de la liberté syndicale aux magistrats. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que les magistrats ont préféré se regrouper en mutuelle pour défendre leurs intérêts et qu'ils n'ont pas manifesté le désir de se constituer en syndicat. La commission se voit obligée de rappeler une nouvelle fois que les magistrats ne relèvent pas des éventuelles exceptions autorisées à l'article 9 de la convention et qu'ils doivent jouir, comme toutes les autres catégories de travailleurs, du droit de constituer des organisations de leur choix ainsi que de celui de s'y affilier, conformément à l'article 2 de la convention. **La commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour garantir que les magistrats bénéficient du droit de constituer des organisations professionnelles de leur choix ainsi que de celui de s'y affilier.**

Article 3. Droit des organisations de travailleurs d'élire librement leurs représentants et d'organiser leur gestion et leur activité librement, sans ingérence des autorités publiques. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que l'article 278 du Code du travail étend la procédure de constitution des syndicats aux changements intervenus dans leur administration ou direction et a donc pour effet de soumettre lesdits changements aux décisions positives soit du procureur, soit des tribunaux. La commission avait ainsi indiqué que cette disposition comporte de sérieux risques d'ingérence des autorités publiques dans l'organisation et le fonctionnement des syndicats et unions de syndicats. Elle avait rappelé que l'élaboration ou la modification des statuts d'une organisation de travailleurs relèvent des organisations concernées et qu'elles ne devraient pas être soumises à l'accord préalable des pouvoirs publics pour entrer en vigueur. **La commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour modifier l'article 278 du Code du travail afin de permettre que tout changement intervenu dans l'administration ou la direction d'un syndicat puisse prendre effet dès que les autorités compétentes en seraient saisies et sans que leur approbation soit nécessaire.**

Arbitrage obligatoire. Depuis de nombreuses années, la commission observe que les articles 350 et 362 du Code du travail prévoient le recours à l'arbitrage obligatoire dans des situations dépassant le cadre des services essentiels au sens strict du terme ou ne pouvant être considérées comme constituant une crise nationale aiguë. La commission rappelle que l'interdiction ou la limitation du droit de grève par le biais de l'arbitrage obligatoire ne peut se justifier que dans le cas: 1) des services essentiels au sens strict du terme, c'est-à-dire ceux dont l'interruption mettrait en danger, dans l'ensemble ou dans une partie de la population, la vie, la sécurité ou la santé de la personne; 2) d'une crise nationale aiguë, et ce pour une durée limitée et seulement dans la mesure nécessaire pour faire face à la situation. **La commission attend du gouvernement qu'il modifie les articles pertinents du Code du travail afin de ne limiter l'interdiction de la grève, par le biais de l'arbitrage obligatoire, qu'aux services essentiels au sens strict du terme ainsi qu'aux situations de crise nationale aiguë.**

Durée de la médiation. Dans ses précédents commentaires concernant l'interdiction de la grève pendant toute la durée de la médiation prévue à l'article 362 du Code du travail, la commission avait rappelé qu'il était possible d'exiger l'épuisement des procédures de médiation et de conciliation avant le déclenchement de la grève, à condition que les procédures ne soient pas si complexes ou n'entraînent des délais si longs qu'une grève licite devienne impossible en pratique ou soit privée de toute efficacité. Cependant, la commission avait estimé que la durée maximale (cent vingt jours) pour la phase de médiation prévue à l'article 346 du Code du travail était excessive. **La commission veut croire que le gouvernement modifiera l'article 346 du Code du travail afin de réduire la durée maximale de la phase de médiation avant le déclenchement d'une grève.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Mexique

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1950)

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle prend également note des observations de la Confédération des chambres industrielles des Etats-Unis du Mexique (CONCAMIN) jointes au rapport du gouvernement, dans lesquelles celle-ci indique qu'il serait important que l'Etat puisse garantir la continuité des services publics sans préjudice des droits que les travailleurs peuvent exercer sur le plan judiciaire. La commission prend note, par ailleurs, des observations de l'Union nationale des travailleurs (UNT) reçues le 1^{er} septembre 2014 au sujet de questions examinées par la commission. Enfin, la commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 au sujet de questions examinées par la commission et qui dénoncent en outre des situations de violation des droits syndicaux, notamment l'assassinat, le 16 novembre 2013, de MM. Juan Lucena Ríos et José Luis Sotelo Martínez, agriculteurs dirigeants de la communauté El Paraíso. **Notant avec regret que le gouvernement n'a pas fourni de commentaires au sujet des observations formulées par la CSI en 2010, la commission prie le gouvernement de diligenter des enquêtes sur les allégations contenues dans les observations de 2010 et de 2014 de la CSI et de fournir des informations sur l'issue de ces enquêtes.**

Article 2 de la convention. Registre des organisations syndicales. La commission prend note de l'adoption, le 30 novembre 2012, du décret portant modification (ajout et dérogation) de diverses dispositions de la loi fédérale du travail (LFT). Dans ce contexte, la commission accueille favorablement l'adoption d'une série de dispositions visant à renforcer le fonctionnement transparent et démocratique des organisations syndicales dans le respect de leur autonomie,

notamment le nouvel article 365*bis* de la LFT, qui prévoit l'obligation incombant au secrétariat du Travail et de la Prévoyance sociale et aux comités de conciliation et d'arbitrage de publier les registres et les statuts syndicaux. A cet égard, la commission prend note que l'UNT indique que la prescription légale de publication du registre des syndicats n'est appliquée dans aucun conseil local des 37 Etats de l'union. L'UNT ajoute que l'absence de publication du registre au niveau local favorise la persistance de faux syndicats (appelés syndicats de protection) dont l'existence entrave le libre exercice des droits syndicaux. ***Observant que, dans le contexte du cas n° 1694 dont est saisi le Comité de la liberté syndicale, le gouvernement s'est engagé à dialoguer avec les organisations syndicales pour trouver une solution au phénomène des syndicats de protection, la commission prie le gouvernement de mentionner, lors de ces discussions, l'application effective au niveau local de la législation relative à la publication des registres syndicaux, et de fournir des informations sur toute initiative prise à cet égard.***

Articles 2 et 3. *Pluralisme syndical dans les organes de l'Etat et réélection de dirigeants syndicaux.* La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle formule des commentaires au sujet des dispositions suivantes:

- i) interdiction de la coexistence de plusieurs syndicats au sein d'un même organe de l'Etat (art. 68, 71, 72 et 73 de la loi fédérale sur les travailleurs au service de l'Etat (LFTSE));
- ii) interdiction faite aux membres d'un syndicat de cesser de faire partie de ce syndicat (clause d'exclusion en vertu de laquelle ces personnes perdent leur emploi si elles quittent le syndicat) (art. 69 de la LFTSE);
- iii) interdiction, pour les syndicats de fonctionnaires, de s'affilier à des organisations syndicales ouvrières ou agricoles (art. 79 de la LFTSE);
- iv) extension des restrictions applicables aux syndicats en général, à la Fédération des syndicats de travailleurs au service de l'Etat, unique centrale reconnue par l'Etat (art. 84 de la LFTSE);
- v) imposition par voie législative du monopole syndical de la Fédération nationale des syndicats des établissements bancaires (art. 23 de la loi portant réglementation du titre XIII*bis*, paragr. B, de l'article 123 de la Constitution);
- vi) interdiction de réélection au sein des syndicats (art. 75 de la LFTSE).

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en vertu de la jurisprudence de la Cour suprême de Justice et du Tribunal fédéral de conciliation et d'arbitrage, fondée sur la Constitution fédérale, les restrictions législatives mentionnées à la liberté syndicale des fonctionnaires ne sont pas applicables. Elle prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en vertu de la réforme constitutionnelle en matière de droits de l'homme, adoptée en 2011, les traités internationaux ratifiés acquièrent automatiquement force exécutoire. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions législatives mentionnées en vue de les mettre en conformité avec la jurisprudence nationale et la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.***

Article 3. *Droit d'élire librement les représentants syndicaux.* Interdiction faite aux étrangers d'accéder aux fonctions de dirigeant syndical (art. 372, II, de la LFT). La commission prend note avec **regret** que cette interdiction n'a pas été supprimée suite à la réforme de la LFT et souligne donc à nouveau qu'il conviendrait de permettre aux travailleurs étrangers d'accéder aux fonctions de dirigeant syndical, à tout le moins s'ils résident dans le pays d'accueil depuis une période raisonnable. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la LFT dans le sens du principe mentionné et de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.***

Article 3. *Droit des organisations de travailleurs d'organiser leurs activités et de formuler leur programme d'action.* La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle prie le gouvernement de modifier la législation relative au droit de grève des travailleurs au service de l'Etat – y compris les travailleurs du secteur bancaire et ceux de nombreuses administrations publiques décentralisées, comme la Loterie nationale ou l'Office du logement – seulement dans les cas où leurs droits font l'objet de violations générales et systématiques (art. 94, titre 4, de la LFTSE, et art. 5 de la loi portant réglementation du titre XIII*bis*, paragr. B, de l'article 123 de la Constitution). La commission estime que, sans préjudice des restrictions au droit de grève qui peuvent s'appliquer aux travailleurs employés dans des services essentiels au sens strict du terme ou dans des services d'importance primordiale, ces travailleurs au service de l'Etat – y compris les travailleurs du secteur bancaire – qui n'exercent pas de fonctions d'autorité au nom de l'Etat devraient pouvoir exercer leur droit de grève également dans les cas graves qui ne sont pas pour autant des cas de violation générale et systématique de leurs droits. ***La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions législatives en question comme indiqué et de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.***

Par ailleurs, la commission rappelle que diverses lois et règlements relatifs aux services publics (loi portant réglementation du service ferroviaire, loi du registre national des véhicules, loi sur les voies générales de communication et règlement intérieur du secrétariat aux Communications et aux Transports) comportent des dispositions prévoyant la réquisition de personnel dans les cas où l'économie nationale pourrait être touchée. Tout en prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle, dans la pratique, ces réquisitions n'ont jamais été mises en application dans les voies de communication mentionnées, la commission rappelle que la réquisition forcée de travailleurs en grève ne saurait être

justifiée que pour assurer le fonctionnement des services essentiels au sens strict du terme. **En conséquence, la commission prie de nouveau le gouvernement de modifier la législation comme indiqué et de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande quelle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Myanmar

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1955)

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. Elle note les observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2014 et la réponse du gouvernement à cet égard.

Cadre général de la liberté d'association. La commission prend note de l'information fournie par le gouvernement selon laquelle, après l'adoption en 2012 de la loi sur l'organisation du travail (LOL), il existe à présent 1 384 organisations syndicales de base, 45 organisations syndicales de sous-district, deux fédérations syndicales, 28 organisations d'employeurs de base, une organisation d'employeurs de sous-district et une fédération d'employeurs, toutes librement constituées en vertu de la loi. Le gouvernement indique également que le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de l'Union et le greffier en chef ont rencontré les dirigeants de trois fédérations syndicales informelles, à savoir la Fédération des syndicats du Myanmar (FTUM), la Fédération agricole et paysanne du Myanmar (AFFM) et la Fédération syndicale du Myanmar (MTUF) afin de déterminer les modalités pour leur reconnaissance comme fédérations officielles. De plus, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de l'Union et le greffier en chef mènent régulièrement des discussions avec ces dirigeants afin de les consulter sur les défis, les difficultés et les progrès constatés dans l'application du principe de la liberté d'association. Le gouvernement se réfère également à un Comité consultatif de projet (PAC) dont l'objectif immédiat est d'examiner les nouvelles dispositions de la loi sur le travail ou les dispositions amendées de cette loi afin de placer la législation nationale en plus étroite conformité avec les normes internationales du travail. Le gouvernement indique que la LOL sera révisée, en temps utile, en coopération avec le conseiller technique en chef du BIT sur la liberté syndicale. De plus, un groupe d'experts a été constitué pour mettre en œuvre la réforme de la loi sur le travail et exécuter les activités de renforcement des capacités institutionnelles, dans le cadre du Groupe de travail sectoriel sur les possibilités d'emploi, avec les représentants des ministères compétents, du BIT et d'autres agences et institutions internationales.

La commission prend note des observations de la CSI selon lesquelles, bien que la LOL contienne un certain nombre d'améliorations, elle considère que ses principales dispositions ne sont manifestement pas conformes à la convention ou sont ambiguës et que leur mise en œuvre et leur contrôle sont irréguliers. De plus, la CSI observe qu'aucune des questions soulevées dans ses observations de 2012 ou de celles soulevées dans la demande directe n'a été traitée par le gouvernement. Elle note en outre que, bien qu'il y ait eu une augmentation encourageante du nombre des syndicats enregistrés, certaines questions relatives à la procédure d'enregistrement restent peu claires. Ni la FTUM ni aucune autre association syndicale n'ont été reconnues par le gouvernement, laissant ainsi les travailleurs sans porte-parole au niveau national et sans la capacité d'engager un dialogue tripartite officiel. **La commission prie le gouvernement de répondre en détail à ces observations dans son prochain rapport.**

Libertés publiques. La commission prend note de la réponse du gouvernement à ses précédents commentaires, selon laquelle aucune personne du nom de Naw Bay Bay n'est détenue et il existe 40 détenus du nom de Nyo Win et, par conséquent, le gouvernement aurait besoin de davantage d'informations pour déterminer la situation de l'intéressé.

La commission prend note également de l'information fournie par le gouvernement selon laquelle l'article 9(d) de la loi n° 15/2011 sur le droit de réunion et de manifestation pacifiques a été abrogé et le ministère de l'Intérieur a été averti de la révision des articles 8(d), 12(c) et (f). La CSI fait cependant état du harcèlement persistant de dirigeants syndicaux et de travailleurs participant à des campagnes de recrutement syndical et indique que, malgré des modifications mineures intervenues en 2014, le gouvernement continue d'arrêter et de condamner des travailleurs et des militants qui participent à des réunions pacifiques comme les y autorise la loi n° 15/2011. **Compte tenu des préoccupations exprimées par la CSI au sujet de la persistance des arrestations et détentions en application de la loi, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'état de la révision de la loi.**

Article 2 de la convention. Cadre législatif. Droit des travailleurs de constituer des organisations. La commission rappelle ses précédents commentaires dans lesquels elle avait pris note des préoccupations exprimées par la CSI en ce qui concerne l'exigence d'un nombre minimum d'adhérents pour constituer une organisation de travailleurs à différents niveaux. La commission rappelle que si l'exigence d'un nombre d'adhérents minimum n'est en elle-même pas incompatible avec la convention, ce nombre devrait être fixé d'une manière raisonnable afin de ne pas faire obstacle à la création d'organisations. Elle note à cet égard que l'article 4(a) de la LOL exige un nombre de 30 adhérents, mais que cet

article se réfère de plus à la nécessité que 10 pour cent des travailleurs soient affiliés dans le corps de métier ou l'activité pour que puisse être constituée une organisation syndicale de base. Une telle exigence pourrait rendre particulièrement difficile l'exercice par les travailleurs de leur droit de constituer des organisations dans les grandes entreprises. La CSI se réfère aussi à ce qu'elle considère comme une structure syndicale excessivement rigide qui empêche l'enregistrement des syndicats de plus haut niveau, et elle souligne le fait que, à ce jour, aucune confédération syndicale nationale n'a été reconnue aux termes de la loi.

Compte tenu des cas spécifiques signalés par la CSI de travailleurs dont il est allégué qu'ils avaient été confrontés à de graves difficultés dans l'exercice de leur droit de constituer des organisations du fait des exigences stipulées à l'article 4 de la LOL, la commission prie le gouvernement de revoir ces exigences en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs concernées, en vue de leur modification, de manière à ce que le simple fait de constituer une organisation ne fasse pas l'objet d'exigences déraisonnables et de manière à faciliter la reconnaissance des organisations de niveau national qui peuvent participer au dialogue social tripartite sur des questions en cours d'étude par le gouvernement, susceptibles de porter atteinte aux intérêts socio-économiques des travailleurs.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Namibie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1995)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues en 2011 et le 1^{er} septembre 2014 et des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

Article 2 de la convention. Droit d'organisation du personnel pénitentiaire. Dans son observation précédente, la commission avait noté, d'après les indications du gouvernement, que celui-ci avait engagé des consultations avec le Conseil des ministres avec l'espoir que celui-ci l'autorise à procéder aux modifications législatives nécessaires pour garantir aux services pénitentiaires les droits prévus dans la convention et elle avait exprimé l'espoir que les modifications législatives nécessaires seraient adoptées dans un proche avenir. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que la nouvelle législation n'a pas été soumise au Conseil des ministres et qu'une proposition avait été faite en août 2014 en vue de l'organisation d'une réunion tripartite comprenant le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le ministre des Services pénitentiaires, un représentant syndical afin de discuter des moyens de rechercher une solution à cette question avec l'assistance technique du Bureau. *La commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le processus d'adoption des modifications législatives visant à permettre aux services pénitentiaires de bénéficier, sans délai supplémentaire, des garanties prévues dans la convention. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1995)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2011 ainsi que de celles reçues le 1^{er} septembre 2014.

Articles 1 et 4 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale et promotion de la négociation collective dans les zones franches d'exportation (ZFE). Dans son observation précédente, la commission avait prié le gouvernement de transmettre ses commentaires sur les observations de la CSI relatives aux difficultés rencontrées pour appliquer les dispositions de la convention dans les ZFE. La commission note que le gouvernement indique que l'exclusion des ZFE de certaines normes relatives aux conditions d'emploi a été abolie, du fait qu'il a constaté que les travailleurs de ces zones sont soumis à des conditions de travail dangereuses, à des bas salaires, à de lourdes charges de travail et à la privation des droits au travail. *Dans ce contexte, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures qu'il prend afin d'assurer la pleine application de la convention dans les ZFE dans la pratique, en particulier en promouvant la négociation collective et une protection effective contre la discrimination antisyndicale.*

Article 6. Droits du personnel pénitentiaire. Dans sa précédente observation, la commission avait exprimé l'espoir que les garanties de la convention seraient étendues, dans un avenir proche, aux services pénitentiaires par l'adoption de la nouvelle loi sur le travail. La commission note que le gouvernement indique que la nouvelle législation n'a pas été soumise au Cabinet mais que, en août 2014, a été proposée une réunion tripartite avec la participation du ministre du Travail et de la Protection sociale, du ministre des Services pénitentiaires et d'un représentant syndical, et comptant également avec l'assistance technique du BIT, afin de discuter des moyens de régler cette question. *La*

commission veut croire que le gouvernement prendra des mesures pour faire en sorte que le personnel pénitentiaire bénéficie dans un avenir proche des garanties de la convention et prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau en rapport avec l'adoption d'une nouvelle législation en la matière.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Népal

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1996)

La commission prend note des observations fournies par l'Internationale de l'éducation (IE) dans une communication reçue le 31 août 2014 et prie le gouvernement de formuler ses commentaires à cet égard.

La commission note que le gouvernement n'a pas répondu aux points soulevés par la Confédération syndicale internationale (CSI) les années précédentes en rapport avec les licenciements antisyndicaux, les menaces dirigées contre des affiliés de syndicats et la faiblesse de la négociation collective due au fait que les conventions collectives ne couvrent qu'une proportion très limitée de travailleurs de l'économie formelle. **La commission prie le gouvernement de procéder à une enquête sur ces questions et de communiquer ses conclusions ainsi que des informations sur les solutions éventuellement apportées.**

La commission rappelle que, dans son observation précédente, elle avait noté que le processus de rédaction d'une nouvelle Constitution était en cours et que le gouvernement s'efforcerait de veiller à ce que les lois et règlements soient compatibles avec la convention. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que des consultations tripartites sont en cours en vue de modifier la loi sur le travail de 1992. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau relatif à l'élaboration de la nouvelle Constitution ainsi qu'à la modification de la loi sur le travail de 1992 en indiquant l'incidence que cela pourrait avoir sur les points soulevés ci-après.**

Article 1 de la convention. Discrimination antisyndicale. Dans son précédent rapport, le gouvernement avait indiqué qu'une protection maximale contre les actes de discrimination antisyndicale serait garantie expressément à l'occasion de la prochaine réforme du marché du travail et de la révision de la législation applicable par le groupe de travail tripartite. La commission note que le gouvernement réitère dans son rapport que la disposition de la Constitution relative à la discrimination, conjointement avec l'article 23(a) de la loi sur les syndicats et l'article 53(6) de la loi sur la fonction publique qui concernent les mutations, sont les seules dispositions en vigueur sur la question. La commission souligne que cette protection ne répond pas aux critères de l'article 1 de la convention. Elle rappelle que l'article 1 de la convention garantit à tout travailleur une protection adéquate contre tous les actes de discrimination antisyndicale et que les dispositions législatives sont insuffisantes si elles ne s'accompagnent pas de procédures efficaces et rapides et de sanctions suffisamment dissuasives pour en assurer l'application (voir étude d'ensemble sur la liberté syndicale et la négociation collective, 1994, paragr. 223 et 224). **En conséquence, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour prévoir dans la législation: i) l'interdiction expresse de tous les actes portant préjudice aux travailleurs, qui sont commis au motif de leur appartenance à un syndicat ou de leur participation à des activités syndicales, au moment du recrutement, pendant l'emploi ou au moment du licenciement (par exemple, mutations, rétrogradations, refus d'une formation, licenciements); et ii) des sanctions efficaces et suffisamment dissuasives en cas de violation de cette interdiction. La commission prie le gouvernement de communiquer, dans son prochain rapport, des informations concernant tout progrès à cet égard.**

Article 2. Actes d'ingérence. La commission avait noté que le gouvernement indiquait que la question de l'ingérence antisyndicale serait examinée dans le cadre de la réforme du marché du travail. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport qu'il existe environ 286 syndicats enregistrés auprès du ministère du Travail, lesquels sont affiliés à 12 fédérations syndicales et sept syndicats de fonctionnaires; le fait que 86 nouveaux syndicats se soient ajoutés au cours des huit dernières années prouve, à son avis, que le gouvernement ne s'ingère pas dans la création de syndicats et témoigne du respect du principe interdisant de placer ces organisations sous le contrôle des employeurs ou de leurs organisations. **La commission réitère ses commentaires précédents et prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées afin d'inscrire dans la législation l'interdiction des actes d'ingérence visés à l'article 2 de la convention, ainsi que des procédures de recours rapides et des sanctions dissuasives contre de tels actes. La commission prie le gouvernement de communiquer, dans son prochain rapport, des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 4. Négociation collective. Arbitrage obligatoire. La commission avait noté précédemment que, en vertu de l'article 9(4) du projet de loi sur la Commission nationale du travail, cette commission sera habilitée, dans le cadre de l'application de la loi de 1957 sur les services essentiels et à l'article 30 de la loi sur les syndicats, à arbitrer les différends dans les secteurs de l'hôtellerie et des transports et dans les cas où les autorités estiment que le développement économique du pays l'exige. La commission avait rappelé que l'arbitrage obligatoire pour mettre fin à un conflit collectif

n'est acceptable que s'il se fait à la demande des deux parties ou dans le cadre d'un conflit dans le secteur public impliquant des fonctionnaires commis à l'administration de l'Etat ou dans les services essentiels au sens strict du terme, à savoir les services dont l'interruption mettrait en danger la vie, la sécurité individuelle ou la santé d'une partie ou de l'ensemble de la population. **La commission réitère ses précédents commentaires et prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'arbitrage obligatoire ne puisse avoir lieu qu'en accord avec les principes susmentionnés et de transmettre copie de la loi sur la Commission nationale du travail lorsqu'elle aura été adoptée.**

Composition des organes d'arbitrage. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que l'article 6 du projet de loi sur la Commission nationale du travail dispose que le Comité de nomination chargé de déterminer la composition de la Commission nationale du travail sera constitué, entre autres, de deux personnes dûment nommées par la Fédération de la Chambre de commerce et d'industrie du Népal. La commission avait demandé au gouvernement d'éviter toute référence à la Fédération de la Chambre de commerce et d'industrie du Népal ou à toute autre organisation dans le projet de loi sur la Commission nationale du travail, et de faire plutôt référence à l'organisation d'employeurs «la plus représentative». La commission avait noté que le gouvernement avait indiqué dans son précédent rapport qu'il accueillait favorablement cette suggestion. **La commission prie le gouvernement de transmettre des informations sur tout progrès réalisé à cet égard dans son prochain rapport.**

Mesures pour promouvoir la négociation collective. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement met en lumière les efforts qu'il déploie pour assurer la négociation collective, et qu'il indique avoir mis la dernière main, en août 2013, à un accord sur le salaire minimum pour les travailleurs de l'industrie et ceux des plantations de thé, à la suite des nécessaires consultations tripartites. **La commission prie le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées pour promouvoir la négociation collective, ainsi que des données statistiques sur la portée des conventions collectives d'ores et déjà conclues et sur le nombre et les catégories de travailleurs couverts.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut recourir, s'il le souhaite, à l'assistance technique du Bureau pour aborder les questions juridiques précitées.

Nicaragua

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1967)

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014 et de la réponse du gouvernement à cet égard. La commission prend note également de la réponse du gouvernement aux commentaires de 2011 de la Confédération syndicale internationale (CSI) et aux observations de 2005 et 2006 de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) (devenue CSI), pour lesquelles la commission avait demandé une réponse dans une demande directe en 2010.

Article 3 de la convention. Droit des organisations de travailleurs d'organiser librement leurs activités et de formuler leurs programmes d'action. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle se réfère à la nécessité de prendre des mesures pour modifier les articles 389 et 390 du Code du travail, en vertu desquels un conflit collectif est soumis à un arbitrage obligatoire, à l'échéance d'un délai de trente jours à compter de la déclaration de la grève. A cet égard, la commission note que, dans son rapport présenté en mai 2014, le gouvernement indique qu'il n'y a pas de modification, dans la législation et dans la pratique à l'échelle nationale, des dispositions des articles 389 et 390 du Code du travail. **La commission rappelle à nouveau que, si une fois écoulé le délai de trente jours suite à l'appel à la grève il est recouru à l'arbitrage obligatoire, la décision qui sera prise ne devrait être impérative pour les parties que si ces dernières l'ont acceptée, s'il s'agit d'un service essentiel au sens strict du terme ou si la grève a lieu dans une situation de crise nationale aiguë. Dans ces conditions, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 389 et 390 du Code du travail dans le sens indiqué et de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1967)

Article 4 de la convention. Promotion de la négociation collective. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement de continuer à communiquer des informations détaillées sur l'exercice des droits syndicaux dans les zones franches. A cet égard, la commission prend note, selon les informations du gouvernement, que 10 719 personnes sont affiliées à 59 organisations syndicales actives au niveau national dans les zones franches. Le gouvernement indique également que, au total, 20 conventions collectives ont été signées au niveau national dans les zones franches, couvrant 48 180 travailleuses. La commission prend note des mesures prises par le gouvernement pour encourager la négociation collective dans les zones franches, en particulier de la création en 2010 de la Commission tripartite du travail des zones franches et de la signature, en décembre 2012, d'un accord tripartite de stabilité du travail et de la production pour les zones franches, entre les organisations de travailleuses et l'Association nicaraguayenne de

l'industrie, du textile et de la confection (ANITEC), la Fédération des chambres nicaraguayennes des zones franches privées (FCNZFP), le ministère du Travail et la Commission nationale des zones franches (CNZF), qui fixe les pourcentages d'augmentation du salaire minimum pour 2014-2017. **La commission note avec intérêt ces informations et prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour encourager la négociation collective dans tous les domaines au niveau national, y compris les zones franches, et de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard.**

Niger

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1961)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 3 et 10 de la convention. Dispositions relatives à la réquisition. La commission rappelle que depuis de nombreuses années elle demande au gouvernement de modifier l'article 9 de l'ordonnance n° 96-009 du 21 mars 1996 fixant les conditions d'exercice du droit de grève des agents de l'Etat et des collectivités territoriales dans un sens propre à restreindre son application aux seuls cas où un arrêt de travail peut provoquer une crise nationale aiguë, aux fonctionnaires exerçant des fonctions d'autorité au nom de l'Etat, ou encore aux services essentiels au sens strict du terme. Le gouvernement avait précédemment indiqué que la révision de l'ordonnance en question évoluait normalement dans le cadre des travaux du Comité national tripartite chargé de la mise en œuvre des recommandations des journées de réflexion sur le droit de grève et la représentativité des organisations. Cependant, dans son rapport de 2006, le gouvernement indiquait que le processus de révision de l'ordonnance n'avait pas pu suivre son cours en raison d'un désaccord entre les partenaires sociaux et le gouvernement et aussi de problèmes de représentativité des organisations syndicales. **La commission avait noté avec regret que dans son dernier rapport le gouvernement ne faisait pas état de mesures prises pour modifier l'article 9 de l'ordonnance n° 96-009 malgré les demandes répétées de la commission. Elle veut croire que le gouvernement ne manquera pas de prendre sans délai toutes les mesures nécessaires à cette fin et rappelle la possibilité de faire appel à l'assistance technique du Bureau à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1962)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1, 2, 4 et 6 de la convention. Champ d'application de la convention. Fonctionnaires. La commission avait noté que les magistrats, les enseignants-chercheurs des universités et institutions assimilées, le personnel des administrations, services et établissements publics de l'Etat qui présentent un caractère industriel et commercial, le personnel des douanes, des eaux et forêts, de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature, des collectivités territoriales et de l'administration parlementaire sont exclus de l'application de la loi n° 2007-26 du 23 juillet 2007, telle que modifiée par la loi n° 2008-47 du 24 novembre 2008, portant statut général de la fonction publique de l'Etat (art. 41). **La commission prie le gouvernement d'indiquer les dispositions législatives garantissant l'application des dispositions de la convention à ces catégories de fonctionnaires.**

Articles 2 et 3. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence à l'encontre des fonctionnaires. La commission avait noté que le statut général de la fonction publique prévoit, en son article 14, que les agents de la fonction publique jouissent des droits et libertés reconnus par la Constitution et qu'ils peuvent créer des syndicats professionnels, y adhérer et y exercer des mandats dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. La commission avait noté que ni le statut général de la fonction publique ni le décret n° 2008-244/PRN/MFP/T du 31 juillet 2008 portant modalités d'application de la loi n° 2007-26 du 23 juillet 2007 portant statut général de la fonction publique de l'Etat ne contiennent de disposition qui interdit explicitement les actes de discrimination ou d'ingérence antisyndicale, ou qui garantit une protection adéquate aux organisations de travailleurs contre des actes de discrimination antisyndicale ou des actes d'ingérence, au moyen de sanctions et de procédures efficaces et rapides. **La commission prie le gouvernement d'indiquer s'il existe des règlements en vigueur qui assurent de telles protections aux fonctionnaires.**

Article 6. Droit de négociation collective des fonctionnaires. La commission avait noté que l'article 33 du statut général de la fonction publique prévoit l'existence d'un conseil consultatif de la fonction publique compétent pour connaître toutes questions d'ordre général concernant la fonction publique. La commission observe par ailleurs que, en vertu de l'article 329 du décret n° 2008-244/PRN/MFP/T du 31 juillet 2008 portant modalités d'application de la loi sur la fonction publique, en attendant la désignation des organisations professionnelles des fonctionnaires et des contractuels les plus représentatives, les représentants du personnel au conseil consultatif de la fonction publique, aux commissions d'avancement et de titularisation et au conseil de discipline sont désignés par le ministre chargé de la fonction publique dans le respect de dispositions relatives au corps, aux catégories et/ou aux grades exigés. La commission considère que la détermination des organisations les plus représentatives aux fins de la consultation doit se faire d'après des critères objectifs, précis, préétablis dans la législation, car cette appréciation ne saurait être laissée à la discrétion des gouvernements, de façon à éviter toute possibilité de partialité ou d'abus. **La commission prie le gouvernement de prendre dès que possible les mesures nécessaires, par voie législative ou autre, pour assurer que la**

représentativité des organisations syndicales de la fonction publique aux fins de la consultation soit déterminée selon des critères conformes aux principes de la liberté syndicale.

La commission rappelle cependant que tous les fonctionnaires non commis à l'administration de l'Etat devraient non seulement être consultés dans le cadre d'organes paritaires, mais aussi jouir du droit de négociation collective de leurs conditions d'emploi. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour garantir le droit de négociation collective de ces fonctionnaires, et de fournir des informations sur toute mesure prise dans ce sens.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971 (ratification: 1972)

Article 2 de la convention. Facilités accordées pour permettre aux représentants des travailleurs de remplir rapidement et efficacement leurs fonctions. La commission rappelle que ses commentaires précédents portaient sur la nécessité de modifier l'article 175, paragraphe 2, du Code du travail qui interdisait à tout employeur de prélever les cotisations syndicales sur les salaires de son personnel et de les payer en lieu et place de celui-ci. La commission note avec **satisfaction** que l'article 187 du nouveau Code du travail (loi n° 2012-45 du 25 septembre 2012) prévoit désormais la possibilité de collecter les cotisations syndicales sur autorisation écrite du travailleur par un prélèvement sur le salaire au profit du syndicat de son choix.

Nigéria

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission prend également note des observations de l'Association des hauts fonctionnaires du Nigéria (ASCSN) qui remet en cause la véracité des allégations contenues dans les observations transmises par l'Internationale de l'éducation (IE) et le Syndicat des enseignants du Nigéria (NUT) en 2012. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires en relation aux deux observations suscitées.**

La commission prend note des observations formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014.

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) en date des 31 juillet et 31 août 2012 sur l'application de la convention, alléguant en particulier que le 24 octobre 2011: une attaque a été lancée contre une réunion syndicale de la part d'une équipe combinée de l'armée, de la police et des services de sécurité; une agression physique a été perpétrée contre Osmond Ugwu, président du Forum des agents de l'Etat Enugu; d'autres syndicalistes qui assistaient à la réunion ont été battus; Messieurs Ugwu et Raphael Elobuiké, syndicalistes, ont été arrêtés; le dirigeant syndical et le syndicaliste ont été maintenus en détention jusqu'à la fin de 2011 pour allégation de tentative d'assassinat d'un policier; et allégations de torture et de voies de fait au cours de la détention. La commission rappelle que les droits des organisations des travailleurs et d'employeurs ne peuvent s'exercer que dans un climat exempt de violence, de pressions ou de menaces de toutes sortes contre les dirigeants et les membres de ces organisations. Elle souhaite aussi rappeler que l'arrestation et la détention, même pour une courte période, de dirigeants syndicaux et de syndicalistes, pour exercice d'activités légitimes en relation avec leur droit d'association constitue une violation des principes de la liberté syndicale. La commission rappelle aussi que, dans des cas d'allégations de torture ou de mauvais traitements au cours de la détention, les gouvernements devraient mener des enquêtes sur les plaintes à ce sujet de manière que les mesures appropriées, y compris la réparation des préjudices subis et les sanctions infligées aux responsables de ces actes, soient prises pour veiller à ce qu'aucun prisonnier ne soit soumis à un tel traitement. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires au sujet de ces allégations et d'assurer le respect des principes susmentionnés.**

Par ailleurs, la commission note, d'après les commentaires soumis par l'Internationale de l'éducation (IE) et le syndicat des enseignants du Nigéria (NUT) le 31 août 2012, que les employeurs des enseignants dans les établissements d'enseignement privé s'opposent au souhait exprimé par leurs travailleurs de s'affilier au NUT et que les enseignants des institutions fédérales d'enseignement ont été contraints de s'affilier à l'Association des hauts fonctionnaires du Nigéria et se sont ainsi vu dénier le droit d'appartenir à leur syndicat professionnel. La commission rappelle que les enseignants devraient avoir le droit de constituer les organisations de leur choix et de s'y affilier, sans autorisation préalable, pour assurer la promotion et la défense de leurs intérêts professionnels. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à ce propos.**

Libertés publiques. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté, d'après l'indication du gouvernement, l'arrestation de huit suspects dans le cadre de l'assassinat de M. Alhaji Saula Saka, président de la zone de Lagos de l'Union nationale des travailleurs des transports routiers. La commission avait prié le gouvernement de fournir des informations

concernant les résultats des enquêtes en cours et de toute procédure judiciaire menée à cet égard. La commission note que le gouvernement indique à nouveau dans son rapport que l'assassinat de M. Saula Saka a eu lieu à la suite de querelles internes au sein du syndicat, que la police enquête toujours sur cette affaire criminelle et que les informations actualisées sur le cas seront transmises dès que le rapport de police sera reçu. **La commission prie instamment le gouvernement de communiquer les informations actualisées signalées ainsi que les informations détaillées sur les résultats des enquêtes menées au sujet des graves allégations de violence contre les syndicalistes. La commission prie aussi instamment le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les résultats de toute procédure judiciaire menée à cet égard et de veiller, en cas de condamnation, à ce que toute décision rendue contre les auteurs soit exécutée.**

Questions législatives

Article 2 de la convention. Monopole syndical imposé par la législation. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait exprimé ses préoccupations à propos du monopole syndical imposé par la législation et avait demandé au gouvernement à ce propos de modifier l'article 3(2) de la loi sur les syndicats qui restreint la possibilité pour les autres syndicats de se faire enregistrer, dès lors qu'il existe déjà un syndicat. La commission note, d'après l'indication du gouvernement dans son rapport, que l'affiliation syndicale est volontaire et se fait sur la base du secteur d'activité. La commission rappelle que, en vertu de l'article 2 de la convention, les travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit de constituer les organisations de leur choix et de s'affilier à de telles organisations et qu'il est important que les travailleurs aient le droit de constituer un nouveau syndicat pour des raisons d'indépendance, d'efficacité ou de choix idéologique. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de modifier l'article 3(2) de la principale loi sur les syndicats en tenant compte des principes susmentionnés.**

Liberté syndicale dans les zones franches d'exportation (ZFE). Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté, d'après la déclaration du gouvernement, que le ministère fédéral du Travail et de la Productivité poursuit ses entretiens avec l'autorité chargée des ZFE sur la question de la syndicalisation et de l'accès de l'inspection du travail aux ZFE. La commission avait également noté, d'après les commentaires de la CSI, que, conformément à l'article 13(1) du décret de 1992 de l'autorité chargée des ZFE, il est difficile pour les travailleurs de constituer des syndicats ou de s'y affilier dans la mesure où il est pratiquement impossible pour les représentants des travailleurs d'avoir librement accès aux ZFE. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que: 1) l'autorité chargée des ZFE n'est pas opposée aux activités syndicales; 2) la partie iii) des lignes directrices du ministère fédéral du Travail et de la Productivité relatives à l'administration du travail, à la sous-traitance et à l'externalisation dans le secteur du pétrole et du gaz s'applique aux ZFE; et 3) la syndicalisation a été entamée, comme c'est le cas pour les travailleurs du Syndicat uni des entreprises publiques, de la fonction publique et des services techniques et de loisirs qui ont commencé à organiser leurs membres dans le cadre de ce syndicat. **Compte tenu de l'engagement exprimé par le gouvernement pour traiter cette question, la commission accueille favorablement les informations concernant le début de syndicalisation dans les ZFE et prie le gouvernement de transmettre une copie des lignes directrices ministérielles susmentionnées. La commission prie le gouvernement de continuer à veiller à ce que les travailleurs des ZFE bénéficient du droit de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier, comme prévu par la convention. En outre, la commission prie le gouvernement de communiquer dans son prochain rapport des informations sur l'issue des mesures prises pour que les représentants des organisations de travailleurs aient raisonnablement accès aux ZFE.**

Organisation syndicale dans les différents départements et services de l'administration publique. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait prié le gouvernement de modifier l'article 11 de la loi sur les syndicats, qui dénie le droit syndical au personnel du Département des douanes et de l'accise, du Département de l'immigration, des services pénitentiaires, de l'Imprimerie nationale des titres et de la monnaie, de la Banque centrale du Nigéria et des télécommunications du Nigéria. La commission avait noté que cet article n'avait pas été modifié par la loi (de modification) sur les syndicats. La commission avait noté que, selon la déclaration du gouvernement, le projet de loi sur les relations collectives du travail, à l'examen devant la Chambre basse du Parlement, devait traiter cette question. La commission note, selon le rapport du gouvernement, que le projet de loi sur les relations collectives du travail est toujours en cours d'examen devant l'Assemblée nationale. **La commission s'attend fermement à ce que la loi sur les relations collectives du travail visant à modifier l'article 11 de la loi sur les syndicats soit adoptée dans un proche avenir. La commission prie aussi le gouvernement de transmettre une copie de la loi sur les relations collectives du travail, une fois qu'elle sera adoptée.**

Exigence d'un nombre minimum de membres. La commission s'était précédemment déclarée préoccupée au sujet de l'article 3(1) de la loi sur les syndicats qui impose un minimum de 50 travailleurs pour constituer un syndicat, compte tenu du fait que, même si cette règle est concevable en ce qui concerne les syndicats dans l'industrie, elle peut avoir pour effet de faire obstacle à la création de syndicats d'entreprise, notamment dans les petites entreprises. La commission avait noté, d'après la déclaration du gouvernement, que l'article 3(1)(a) s'applique à l'enregistrement des syndicats nationaux et que, au niveau de l'entreprise, il n'y a pas de limite au nombre de travailleurs requis pour constituer un syndicat. La commission note, d'après l'indication du gouvernement dans son rapport, que le pays applique un système par industrie et que les travailleurs des petites entreprises constituent des branches du syndicat national. **Tout en prenant note de ces informations, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires en vue de modifier l'article 3(1) de la loi sur les syndicats afin d'indiquer clairement que la condition minimale de 50 travailleurs ne s'applique pas à la formation de syndicats au niveau de l'entreprise.**

Article 3. Droit des organisations d'organiser leur gestion et leurs activités et de formuler leurs programmes sans ingérence de la part des autorités publiques. Administration des organisations syndicales. La commission rappelle que, dans ses commentaires antérieurs, elle avait prié le gouvernement de modifier les articles 39 et 40 de la loi sur les syndicats, de manière à limiter les pouvoirs du greffe des syndicats de contrôler la comptabilité des organisations à tout moment et de veiller à ce que ce pouvoir se limite à celui de se faire remettre des rapports financiers périodiques ou d'enquêter sur une plainte. La commission note, d'après la déclaration du gouvernement, que le projet de loi sur les relations collectives du travail qui traite de

cette question n'a pas encore été promulgué. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que la loi sur les relations collectives du travail prendra pleinement en considération ses commentaires et sera adoptée sans délai.**

Activités et programmes. La commission rappelle qu'elle avait précédemment formulé des commentaires au sujet des restrictions à l'exercice du droit de grève (article 30 de la loi sur les syndicats, tel que modifié par l'article 6(d) de la loi (de modification) sur les syndicats, imposant l'arbitrage obligatoire, exigeant une majorité de l'ensemble des membres d'un syndicat enregistré pour lancer un appel de grève, définissant les «services essentiels» de manière très large, comportant des restrictions relatives aux objectifs de la grève et imposant des sanctions pénales, y compris l'emprisonnement pour recours à des grèves illégales; et article 42 de la loi sur les syndicats, tel que modifié par l'article 9 de la loi (de modification) sur les syndicats, interdisant les rassemblements et les grèves qui empêchent les avions de voler, gênent la circulation sur les autoroutes ou entravent les activités dans les institutions ou les autres lieux de travail). La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que: 1) le droit de grève des travailleurs n'est pas interdit; 2) le projet de loi sur les relations collectives du travail a tenu compte de la question des services essentiels; 3) dans la pratique, les fédérations syndicales organisent une grève ou un mouvement de protestation contre les politiques socio-économiques du gouvernement sans encourir de sanctions; et 4) l'article 42, dans sa teneur modifiée, vise uniquement à garantir le maintien de l'ordre public. La commission espère fermement que, au cours du processus de révision de la législation, toutes les mesures seront prises en vue de modifier les dispositions susmentionnées de la loi sur les syndicats, en tenant compte des commentaires de la commission au sujet de ces questions (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales à la lumière de la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable de 2012, paragr. 117 à 161). **La commission prie le gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport les mesures prises ou envisagées à cet égard.**

Par ailleurs, la commission avait précédemment prié le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour que les travailleurs des ZFE aient le droit d'organiser librement leur gestion et leurs activités et de formuler leurs programmes sans ingérence de la part des autorités publiques. La commission note que le gouvernement réitère que l'autorité chargée des ZFE n'est pas opposée aux activités syndicales et se réfère aux lignes directrices relatives à l'administration du travail, à la sous-traitance et à l'externalisation dans le secteur du pétrole et du gaz. **La commission prie le gouvernement de transmettre une copie des lignes directrices en question.**

Article 4. Dissolution par l'autorité administrative. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait prié le gouvernement de modifier l'article 7(9) de la loi sur les syndicats en supprimant le large pouvoir du ministre d'annuler l'enregistrement d'organisations de travailleurs et d'employeurs, considérant que cette possibilité de dissolution par voie administrative, telle que prévue par cette disposition, comporte un risque grave d'ingérence des pouvoirs publics dans l'existence même des organisations. La commission note que le gouvernement réitère sa position antérieure selon laquelle la question a été traitée dans le cadre du projet de loi sur les relations collectives du travail qui est actuellement devant l'Assemblée nationale. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que la loi sur les relations collectives du travail sera promulguée sans délai et qu'elle traitera de manière adéquate de cette question.**

Articles 5 et 6. Droit des organisations de constituer des fédérations et des confédérations et de s'affilier à des organisations internationales. La commission avait noté que l'article 8(a)(1)(b) et (g) de la loi de 2005 (de modification) sur les syndicats exige que les fédérations regroupent 12 syndicats ou plus pour pouvoir être enregistrées et avait demandé des informations pratiques à ce sujet. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement se réfère à la loi de 1996 sur les syndicats (affiliation internationale) et transmet une copie de cette loi. La commission note, selon l'article 1(2) de la loi susmentionnée, que la demande d'affiliation internationale d'un syndicat doit être soumise pour approbation au ministre. La commission estime qu'une législation qui exige l'autorisation du gouvernement en vue de l'affiliation internationale d'un syndicat est incompatible avec le principe de l'affiliation libre et volontaire des syndicats aux organisations internationales. En ce qui concerne la condition prévue à l'article 8(a)(1)(b) et (g) de la loi de 2005 (de modification) sur les syndicats selon laquelle les fédérations doivent regrouper 12 syndicats ou plus, la commission rappelle que la condition d'un nombre minimum excessivement élevé de syndicats nécessaire pour constituer une organisation de niveau supérieur est contraire à l'article 5. **La commission prie le gouvernement de modifier l'article 8(a)(1)(b) et (g) de la loi de 2005 (de modification) sur les syndicats et l'article 1 de la loi de 1996 sur les syndicats (affiliation internationale) de manière à prévoir un nombre minimum raisonnable de syndicats affiliés et à ne pas entraver la constitution de fédérations et de veiller à ce que l'affiliation internationale des syndicats n'exige pas l'autorisation du gouvernement.**

Tout en notant, d'après la déclaration du représentant du gouvernement devant la Commission de l'application des normes de la Conférence en 2011, que cinq projets de loi sur le travail ont été élaborés avec l'assistance technique du BIT, la commission exprime à nouveau le ferme espoir que les mesures appropriées seront prises pour que les modifications nécessaires aux lois susmentionnées soient adoptées dans un très proche avenir en vue de les mettre pleinement en conformité avec la convention. La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées à cet effet. Enfin, la commission invite à nouveau le gouvernement à accepter une mission du BIT en vue de traiter les questions en suspens.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pays-Bas

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations présentées par la Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV) dans une communication reçue le 28 août 2014.

Article 1 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale autres que le licenciement antisyndical. La commission avait précédemment demandé au gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli en vue d'une protection complète contre les actes de discrimination syndicale autres que le licenciement (déjà existante) de membres et de représentants syndicaux (c'est-à-dire une protection contre les actes portant préjudice pendant l'emploi, par exemple les mesures de transfert, de réaffectation, de rétrogradation ou de privation totale ou partielle de la rémunération, des prestations sociales ou de la formation professionnelle, et la protection au moment de l'embauche). La commission note que le gouvernement se réfère à la protection contre la discrimination antisyndicale au moment de l'embauche et de la sélection qui est garantie par: i) un code de conduite, le code de recrutement de l'Association néerlandaise pour la gestion du personnel et le développement des entreprises (NVP), et la procédure de présentation de plaintes correspondante par laquelle un travailleur qui conteste une procédure de sélection ou de recrutement peut saisir la Commission des plaintes prévue dans le code de recrutement de la NVP ou la justice pour demander réparation; ii) la supervision par l'Agence néerlandaise de protection des données du respect de la législation qui régit l'utilisation des données personnelles, par exemple la loi sur la protection des données; et iii) l'obligation de l'employeur d'être loyal (art. 7:611 du Code civil). **La commission prie le gouvernement de fournir des précisions sur les plaintes et les procédures en cas de discrimination antisyndicale à l'embauche et sur l'issue des actions en justice.**

Par ailleurs, notant l'absence d'information concernant la protection contre les actes de discrimination antisyndicale pendant l'emploi (autres que le licenciement), la commission invite à nouveau le gouvernement à entamer des discussions avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives afin de renforcer la protection des membres et des représentants de syndicats contre les actes de discrimination antisyndicale.

Article 4. Promotion de la négociation collective. La commission avait demandé précédemment au gouvernement de donner des informations sur l'issue de l'action judiciaire intentée par la FNV KIEM (affiliée de la FNV) contre le gouvernement à la suite d'un avis publié par l'Autorité néerlandaise de la concurrence (NMA) qui décourageait la négociation collective sur les conditions de travail en sous-traitance (c'est-à-dire les travaux effectués par des personnes qui ne travaillent pas nécessairement sous l'autorité stricte de l'employeur et qui peuvent avoir plus d'un lieu de travail). La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la Cour de justice de l'Union européenne a été saisie d'une demande d'interprétation préjudicielle, que cette procédure est en cours et que la Cour de justice n'a pas tranché. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations dans son prochain rapport sur l'issue de cette action en justice.**

Pérou

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (ratification: 1980)

Article 7 de la convention. Participation des organisations d'agents publics à la détermination de leurs conditions d'emploi. La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP), de la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP) et de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) concernant la loi n° 30057 du 4 juillet 2013 sur la fonction publique, reçues respectivement le 29 août, le 1^{er} septembre et le 22 septembre 2014. La CATP et la CGTP indiquent que la loi n° 30057 ainsi que les lois budgétaires du pays refusent aux fonctionnaires le droit à la négociation collective et la participation à la détermination des questions de rémunération et autres questions d'ordre économique.

La commission note, selon les informations du gouvernement dans son rapport, que: i) dans un rapport du 4 février 2014 la *Defensoria del Pueblo* a conclu que les articles 42, 43 et 44 de la loi n° 30057 font obstacle de façon injustifiée au droit à la négociation collective; et ii) dans une décision du 22 mai 2014, en dépit de l'absence de majorité permettant de déclarer fondée la demande en inconstitutionnalité de la loi n° 30057, le tribunal constitutionnel a toutefois demandé au Congrès de la République d'adopter, sur la base de la convention, une norme prévoyant un mécanisme qui garantisse un dialogue véritable entre les travailleurs de la fonction publique et l'administration publique en matière de rémunération.

La commission observe que les lois budgétaires du secteur public pour les années fiscales 2013 et 2014 (loi n° 29951 et loi n° 30114) interdisent le réajustement, l'augmentation ou la création de prestations à caractère économique pour les travailleurs du secteur public, quel que soit le mécanisme. La commission observe également que l'article 42 de la loi n° 30057 prévoit expressément le droit des agents de la fonction publique de demander l'amélioration de leurs conditions d'emploi non économiques, notamment le changement de leurs conditions de travail ou d'emploi, selon les possibilités

budgétaires et l'infrastructure de l'entité dont ils relèvent et la nature des fonctions qu'ils y exercent. La commission observe que l'article 43 de la loi susmentionnée définit les conditions de travail ou d'emploi pouvant être négociées comme les permis, les licences, la formation, les uniformes, l'environnement de travail et, d'une manière générale, toutes les conditions qui facilitent l'activité des agents de la fonction publique. La commission note également que l'article 44, b), de la loi dispose que, lors de la négociation, la contre-proposition ou les propositions de compensations économiques de l'entité publique sont nulles de plein droit.

La commission note avec **préoccupation** que les dispositions législatives susmentionnées excluent toute forme de participation, y compris la négociation collective, lors de la détermination des questions salariales ou d'ordre économique dans tout le secteur public, ce qui est contraire à l'article 7 de la convention en vertu duquel la détermination des conditions d'emploi couvre les aspects économiques.

Rappelant les obligations spécifiques du gouvernement découlant de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, en ce qui concerne le droit des agents de la fonction publique non commis à l'administration de l'Etat de négocier collectivement, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre la législation en conformité avec les articles 4 et 6 de la convention n° 98 concernant la négociation collective en matière de rémunération avec les organisations représentant la catégorie mentionnée d'agents publics, ainsi que la convention n° 151 afin de garantir, s'agissant des fonctionnaires commis à l'administration de l'Etat, l'existence de mécanismes de participation à la détermination des conditions d'emploi, y compris les questions de rémunération et autres questions d'ordre économique. La commission prie le gouvernement de faire état de tout fait nouveau à cet égard et rappelle qu'il peut solliciter l'assistance technique du Bureau.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Royaume-Uni

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1950)

Article 1 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale. Dans ses commentaires précédents, notant l'indication du gouvernement selon laquelle il avait pris connaissance de l'existence de listes noires dans le secteur de la construction, la commission lui avait demandé de l'informer sur l'élaboration d'un règlement pour lutter contre l'inscription de personnes sur des listes noires au motif de leur appartenance à un syndicat ou de leurs activités syndicales. La commission prend note avec **satisfaction** de l'entrée en vigueur du règlement de 2010 (listes noires) de la loi de 1999 sur les relations d'emploi, qui interdit l'établissement, l'utilisation, la vente ou la fourniture de listes noires contenant des renseignements sur les membres de syndicats ou les personnes prenant part à des activités syndicales dans le but de prendre des mesures discriminatoires contre des travailleurs au motif de leur affiliation à un syndicat et de leur participation à des activités syndicales. Le gouvernement indique également dans son rapport qu'un règlement interdisant en Irlande du Nord l'inscription de syndicalistes sur des listes noires a été approuvé le 10 juin 2014 par l'Assemblée de l'Irlande du Nord et qu'il a transmis au bureau du Commissaire à l'information les allégations formulées en juillet 2013 et en avril 2014 par la Commission des affaires écossaises selon lesquelles la pratique des listes noires se poursuivait.

La commission note que le Congrès des syndicats a soulevé plusieurs points au sujet de l'efficacité du règlement dans une communication qui est jointe au rapport du gouvernement. La commission invite le gouvernement à répondre à ces préoccupations et de fournir des informations sur toute plainte déposée et sur les décisions correspondantes prises par les autorités. La commission accueille favorablement les mesures prises par le gouvernement pour transmettre au bureau du Commissaire à l'information les allégations selon lesquelles la pratique des listes noires se poursuit en Ecosse. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard et de fournir en particulier des éléments sur l'effectivité de la prévention des listes noires dans l'ensemble du pays.

Sao Tomé-et-Principe

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1992)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement d'indiquer les sanctions applicables en cas de discrimination antisyndicale portant atteinte à la liberté syndicale, et en cas d'ingérence des employeurs et de leurs organisations dans les affaires des organisations de travailleurs, et inversement. La commission note que le gouvernement avait indiqué que la législation ne prévoit pas de sanctions contre les actes de discrimination antisyndicale. **Dans ces conditions, la commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures**

nécessaires pour que soit adoptée une législation adéquate prévoyant des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives contre les actes de discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence d'employeurs à l'égard des organisations syndicales, conformément aux dispositions de la convention. La commission demande au gouvernement d'indiquer s'il existe une protection juridique spécifiquement applicable aux travailleurs syndiqués qui seraient victimes d'actes de discrimination antisyndicale en raison de leurs activités syndicales légitimes.

Article 4. La commission observe que le droit de négociation collective est couvert par la loi n° 5/92 du 28 mai 1992, mais qu'il ne fait l'objet d'aucune réglementation légale. La commission avait noté également que, d'après les informations du gouvernement, la négociation collective ne s'applique pas à la fonction publique. La commission avait noté que le gouvernement fait état dans différents rapports du projet de loi sur le régime juridique de la négociation collective, lequel n'a toujours pas été adopté. Dans ces conditions, la commission rappelle l'importance d'adopter ce projet de loi dans les plus brefs délais, afin de garantir à tous les travailleurs des secteurs privé et public, y compris les fonctionnaires de la fonction publique, le droit de négociation collective de leurs conditions de travail et d'emploi. **La commission prie le gouvernement d'indiquer l'évolution de la démarche législative concernant le projet de loi et de prendre les mesures proportionnelles à ses possibilités pour que le projet de loi soit adopté dans un proche avenir, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives.**

Application pratique. Enfin, la commission avait noté la déclaration du gouvernement indiquant qu'aucune convention collective n'a été établie dans le pays, étant donné sa taille géographique. **La commission prie le gouvernement de faire appel à l'assistance technique du BIT pour remédier à ce problème important.**

La commission note que, selon le gouvernement, la Direction du travail du ministère du Travail pourrait faire office d'intermédiaire entre les parties à la négociation collective, notamment pour garantir l'efficacité de l'accord. **La commission prie le gouvernement de communiquer d'autres informations sur le rôle de la Direction du travail dans le processus de négociation collective.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981 (ratification: 2005)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission observe que la négociation collective ne fait l'objet d'aucune réglementation et prie le gouvernement d'indiquer si le droit de négociation collective s'applique également à la fonction publique.

La commission a pris note que, dans le cadre de l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, le gouvernement a fait état d'un projet de loi sur le régime juridique de la négociation collective, lequel n'a toujours pas été adopté. La commission rappelle l'importance d'adopter ce projet de loi dans les plus brefs délais, afin de garantir à tous les travailleurs des secteurs privé et public, y compris les fonctionnaires de la fonction publique, le droit à la négociation collective de leurs conditions de travail et d'emploi, ainsi que le droit de réglementer, au moyen des conventions collectives, les relations entre les travailleurs et les employeurs, et les relations entre les employeurs (ou les organisations d'employeurs) et une organisation (ou plusieurs) de travailleurs. **La commission prie le gouvernement d'indiquer l'évolution de la procédure législative concernant le projet de loi et de prendre les mesures nécessaires pour que le projet de loi soit adopté dans un avenir très proche.**

La commission rappelle au gouvernement que, en vertu de la convention, le développement de règles de procédure de la négociation collective doit encourager la consultation et la négociation avec les organisations de travailleurs et les organisations d'employeurs les plus représentatives. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures en ce sens.**

La commission a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle la Direction du travail du ministère du Travail pourrait faire office d'intermédiaire entre les parties à la négociation collective, notamment pour garantir l'efficacité de l'accord. **La commission prie le gouvernement de communiquer d'autres informations sur le rôle de la Direction du travail dans le processus de négociation collective.**

Enfin, la commission a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle aucune convention collective n'a été établie dans le pays, en raison de sa taille géographique. **La commission invite le gouvernement à faire appel à l'assistance technique du BIT pour remédier à ce problème important.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Swaziland

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1978)

La commission prend note des observations reçues le 1^{er} septembre 2014 de la Confédération syndicale internationale (CSI). La commission prend également note des observations reçues le 1^{er} septembre 2014 de l'Organisation internationale des employeurs (OIE).

La commission note que le gouvernement a communiqué des informations actualisées sur les questions restées en suspens dans le cadre de la mission d'investigation de haut niveau de l'OIT qui a eu lieu au Swaziland en janvier 2014, ainsi que de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail en juin 2014.

**Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes
(Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)**

La commission prend note de la discussion qui s'est tenue à la Commission de la Conférence en juin 2014, en particulier concernant la révocation de l'enregistrement du Congrès syndical du Swaziland (TUCOSWA) par le gouvernement et le refus de reconnaître le plein exercice de ses droits syndicaux. En ce qui concerne la modification de la loi sur les relations professionnelles (IRA) pour permettre l'enregistrement de fédérations, demandée par les organes de contrôle de l'OIT depuis deux ans, la commission prend note de la communication envoyée par le gouvernement à la Commission de l'application des normes de la Conférence, dans laquelle il indique que le Parlement a été dissous le 31 juillet 2013 et que le Cabinet a été pleinement constitué le 4 novembre 2013. La législature suivante s'est officiellement ouverte le 7 février 2014. Sept mois se sont écoulés sans activité parlementaire, ne laissant au gouvernement que cinq mois pour remplir ses engagements avant la Conférence internationale du Travail. Il a donc été difficile pour le gouvernement de prendre les mesures législatives nécessaires, dans la mesure où il n'y avait pas d'autorité législative pour adopter les modifications à la loi sur les relations professionnelles.

Enregistrement de fédérations de travailleurs et d'employeurs. La commission prend note avec **préoccupation** du récent communiqué de presse n° 12/2014 publié en octobre 2014 par le gouvernement qui imposait, en attendant la modification de l'IRA par le Parlement, la cessation immédiate du fonctionnement de toutes les fédérations. Il a été aussi mis fin aux fonctions de tous les membres des organes officiels des fédérations. La commission observe que ce communiqué concerne non seulement le TUCOSWA et d'autres fédérations de travailleurs souhaitant s'enregistrer, mais également la Fédération des employeurs et chambres de commerce du Swaziland (FSE-CC) et la Fédération des entreprises du Swaziland (FESBC), lesquelles ont été aussi radiées; et la commission **déplore** cette décision gouvernementale qui a pour objectif de faire taire les partenaires sociaux dans le pays et constitue une violation grave des articles 3, 5 et 6 de la convention.

La commission note cependant qu'en novembre 2014 le gouvernement a fait état de l'adoption par le Parlement de la loi sur les relations professionnelles (modifiée), 2014 (loi n° 11 de 2014 publiée dans la Gazette du gouvernement le 13 novembre 2014), introduisant des dispositions relatives à l'enregistrement des fédérations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que des dispositions modificatrices sur la responsabilité pénale et civile des syndicats. La commission note, selon l'indication du gouvernement, que la loi résulte d'un consensus tripartite et que son effet est immédiat.

La commission accueille favorablement les derniers développements ayant conduit à l'adoption de la loi n° 11 de 2014 qui permet désormais l'enregistrement et la reconnaissance légales des fédérations de travailleurs et d'employeurs. **Tout en prenant note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il est prêt à traiter les demandes d'enregistrement afin de donner pleinement effet au principe de liberté syndicale, la commission veut croire que les autorités enregistreront immédiatement le TUCOSWA, la FSE-CC et la FESBC, en leur reconnaissant la personnalité juridique, dès présentation de leur demande d'enregistrement, de manière à se conformer pleinement aux articles 2, 3 et 5 de la convention. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Dans l'intervalle, la commission prie instamment le gouvernement de garantir à toutes les fédérations de travailleurs et d'employeurs le plein exercice de leurs droits syndicaux en attendant leur enregistrement effectif au titre de la loi modifiée, notamment le droit de participer à des protestations et à des manifestations pacifiques pour la défense des intérêts professionnels de leurs membres, et d'empêcher toute ingérence ou les représailles à l'égard de leurs membres et dirigeants.

La commission, prenant note des conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale dans le cas n° 2949 (373^e rapport du Comité de la liberté syndicale, nov. 2014), note avec une **profonde préoccupation** que l'avocat du TUCOSWA, M. Maseko, a été arrêté et condamné à une peine de prison particulièrement longue alors qu'il défendait une contestation constitutionnelle du syndicat relative à sa radiation. La commission note également que les dernières observations de la CSI portent également sur la situation de M. Maseko qui est toujours en prison. **La commission, comme l'a déjà fait le Comité de la liberté syndicale, prie instamment le gouvernement de procéder à la libération immédiate et sans conditions de M. Maseko et de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Questions législatives. Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement de modifier l'IRA de manière à reconnaître le droit de grève dans les services sanitaires. La commission note avec **satisfaction** la suppression des services sanitaires de la liste des services essentiels par la Note légale n° 149 de 2014 publiée dans la Gazette officielle. Par ailleurs, la commission prend dûment note des informations communiquées par le gouvernement au sujet des demandes qu'elle lui adresse depuis longtemps concernant les amendements et les modifications à apporter aux textes de loi et proclamations ci-après:

- Le projet de loi sur le service public: La commission note que le projet a été examiné par le Conseil consultatif du travail et qu'il est maintenant devant le ministère de la Fonction publique pour adoption. Le projet sera ensuite présenté au Cabinet pour approbation et publication, puis sera envoyé au Parlement pour application des procédures.
- La loi sur les relations professionnelles (IRA): En ce qui concerne les précédentes recommandations de la commission concernant les responsabilités civile et pénale des dirigeants syndicaux, la commission note la modification apportée par le gouvernement au paragraphe 40 de la loi, mentionnée dans sa dernière réponse.
- La proclamation de 1973 et ses règlements d'application: S'agissant du statut de cette proclamation, la commission note que le gouvernement rappelle que la proclamation a été rendue caduque par l'entrée en vigueur de la Constitution qui est désormais la loi suprême dont découlent toutes les autres. L'exercice de tous les pouvoirs, exécutif, judiciaire et législatif, est donc orienté par la Constitution et non par la proclamation de 1973.
- La loi sur l'ordre public de 1963: Depuis de nombreuses années, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la loi sur l'ordre public de sorte qu'elle ne puisse être invoquée dans le but de réprimer une grève légitime et pacifique. La commission note l'indication du gouvernement, mentionnant un manque de compétence au niveau national à cet égard, et qu'il a demandé l'assistance du Bureau. Un mandat a été attribué au bureau sous-régional de l'OIT à Pretoria en avril 2014, et le processus d'élaboration commencera dès qu'un rédacteur législatif aura été désigné.
- Le projet de loi sur les services pénitentiaires (prison): Pour ce qui est de la reconnaissance du droit d'association pour le personnel pénitentiaire, la commission note que le Conseil consultatif du travail a achevé ses débats sur le projet et a élaboré un rapport faisant état de ses positions à propos de ce projet. Les commentaires du conseil seront soumis au ministère chargé des services pénitentiaires.
- Le Code de bonnes pratiques relatif aux actions revendicatives et aux actions du travail: La commission note que le code a été examiné par les partenaires sociaux et la police, et qu'une assistance technique pour faciliter le processus de finalisation et d'application de ce code a été demandée au Bureau.

La commission veut croire que le gouvernement s'efforcera de fournir, dans son prochain rapport, des informations détaillées sur les progrès concrets et définitifs concernant ces points législatifs et administratifs de manière à se conformer aux dispositions de la convention.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Tchad

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission note les observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle prend note de la réponse du gouvernement aux observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) en 2012 et 2013.

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations et de s'y affilier. La commission rappelle qu'elle avait prié le gouvernement de prendre des mesures pour modifier l'article 294, alinéa 3, du Code du travail, en vertu duquel les mineurs âgés de moins de 16 ans peuvent adhérer à un syndicat, sauf opposition de leur père, de leur mère ou de leur tuteur, afin de reconnaître le droit syndical aux mineurs ayant l'âge minimum légal pour accéder au marché du travail selon le code (14 ans), tant comme travailleurs que comme apprentis, sans l'intervention parentale ou du tuteur.

Article 3. Droit des organisations d'employeurs et de travailleurs d'organiser librement leur gestion et leurs activités. La commission rappelle qu'elle avait prié le gouvernement de prendre des mesures pour modifier l'article 307 du Code du travail et pour que le contrôle exercé par les autorités publiques sur les finances syndicales n'aille pas au-delà de l'obligation pour les organisations de soumettre des rapports périodiques. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle cette disposition n'a jamais été appliquée et qu'il a procédé à sa suppression dans le projet de révision du Code du travail.

La commission veut croire que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires afin d'achever la révision du Code du travail dans un proche avenir, et que celui-ci donnera pleinement effet aux dispositions de la convention sur les points rappelés ci-dessus. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (ratification: 1998)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement ne contient pas les informations demandées ni ne fait état de mesures prises pour donner suite aux recommandations qu'elle formule depuis de nombreuses années sur la mise en œuvre de plusieurs dispositions essentielles de la convention. *La commission se voit obligée de les réitérer et prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires sur chacun des points suivants.*

Article 1 de la convention. Champ d'application. Notant que l'article 3 du statut général de la fonction publique exclut de son champ d'application les agents des collectivités locales et des établissements publics ainsi que les auxiliaires de l'administration, régis par un texte particulier, la commission prie le gouvernement de préciser les textes en vigueur qui reconnaissent à tous ces corps de fonctionnaires les droits et garanties prévus dans la convention. Dans la mesure où des textes régissant les statuts particuliers de ces fonctionnaires leur octroieraient ces droits et garanties, la commission prie le gouvernement d'en communiquer copie.

Article 4. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale. La commission note que, si l'article 10 du statut général de la fonction publique prévoit qu'aucune discrimination ne peut être faite entre les fonctionnaires en raison de leurs opinions syndicales, aucune disposition du statut en question ou des autres textes applicables aux agents publics ne prévoit de protection contre la discrimination dans l'exercice des activités syndicales. La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour que la législation inclue des dispositions expresses assurant une protection adéquate contre la discrimination des agents publics en raison de leur affiliation ou leurs activités syndicales.

Article 5. Protection contre les actes d'ingérence. Notant que ni le statut général de la fonction publique ni les autres textes applicables aux agents publics ne contiennent de dispositions interdisant les actes d'ingérence des autorités publiques dans les affaires internes des syndicats et rappelant la nécessité, en vertu de la convention, de garantir pleinement une protection adéquate des organisations contre tous les actes d'ingérence des autorités publiques dans leur formation, leur fonctionnement et leur administration, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour l'inclusion de telles dispositions de protection dans la législation.

Article 6. Facilités devant être accordées aux représentants des travailleurs. Notant la réponse du gouvernement sur l'absence dans le statut général de la fonction publique de dispositions prévoyant expressément des facilités, la commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures, comme le requiert la convention, afin d'assurer, par l'adoption de dispositions législatives ou d'autres moyens, que des facilités sont accordées aux représentants des organisations d'agents publics reconnues, de manière à leur permettre de remplir rapidement et efficacement leurs fonctions aussi bien pendant leurs heures de travail qu'en dehors de celles-ci.

Article 7. Procédures de détermination des conditions d'emploi. La commission prie instamment le gouvernement de fournir le texte du décret fixant la composition, le fonctionnement et la désignation des membres du Comité consultatif de la fonction publique, et d'indiquer toute consultation ou tout accord conclu avec des organisations syndicales dans la fonction publique au cours des dernières années.

Article 8. Règlement des différends. Notant la réponse du gouvernement sur l'absence de disposition à cet égard, la commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures pour instituer une procédure présentant des garanties d'indépendance et d'impartialité (telles que la médiation, la conciliation ou l'arbitrage), en vue du règlement des différends survenant à propos de la détermination des conditions d'emploi des agents publics.

La commission veut croire que le gouvernement prendra sans délai et en consultation avec les organisations représentatives concernées toutes les mesures nécessaires afin de donner suite à ses commentaires et donner ainsi pleinement effet aux dispositions de la convention. La commission prie instamment le gouvernement de faire état des progrès réalisés dans ce sens.

[Le gouvernement est prié de communiquer un rapport détaillé en 2016.]

Turquie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération turque des associations d'employeurs (TISK) relatifs à l'application de la convention, qui font l'objet d'une communication reçue le 1^{er} septembre 2014. Elle prend également note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) dans une communication reçue le 1^{er} septembre 2014, et de la réponse du gouvernement.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations formulées précédemment par la Confédération des syndicats turcs authentiques (HAK-İŞ), la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DİSK)

et l'Union des syndicats des employés des municipalités et des entités de droit privé de l'Etat (BEM-BIR-SEN) sur la loi n° 6356 sur les syndicats et la négociation collective.

Libertés publiques. La commission rappelle qu'elle formule depuis un certain nombre d'années des commentaires sur la situation en Turquie sur le plan des libertés civiles. Elle prend note à nouveau avec **préoccupation** d'allégations récentes de la CSI concernant d'importantes restrictions à la liberté des syndicalistes de tenir des assemblées, notamment à travers les faits suivants: l'intervention violente de la police contre une manifestation de «sit-in» qui s'était tenue en janvier 2014 pour soutenir 56 membres de la Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK), l'arrestation de 91 travailleurs en avril 2014 et le placement en détention, accompagné d'interventions violentes de la police, de plus de 140 manifestants ayant célébré le 1^{er} mai.

La commission rappelle une fois de plus que le respect des libertés publiques est une condition préalable essentielle à la liberté d'association et elle prie instamment le gouvernement de continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un climat exempt de toutes violences, pressions ou menaces, afin que les travailleurs et les employeurs puissent exercer pleinement et librement les droits qui leur sont reconnus par la convention. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard. Elle le prie également de diligenter des enquêtes sur les nouvelles allégations de recours à la violence dans le cadre d'interventions de la police ou d'autres forces de sécurité et de communiquer ses commentaires sur les questions soulevées par la CSI.

Article 2 de la convention. Questions d'ordre législatif. La commission rappelle que sa précédente observation portait notamment sur l'article 15 de la loi n° 6289 sur les syndicats de fonctionnaires et la négociation collective modifiant la loi n° 4688, article qui interdit à plusieurs catégories de travailleurs, dont les hauts fonctionnaires, les magistrats, le personnel civil des institutions militaires et les gardiens de prison, de constituer un syndicat ou de s'affilier à un syndicat.

La commission note avec **intérêt** que, d'après les informations communiquées par le gouvernement et par la TISK, les termes «personnel civil des institutions militaires» ont été supprimés de la loi n° 4688 suite à une décision de la Cour constitutionnelle d'avril 2013. La commission prend note des observations du gouvernement et de la TISK selon lesquelles la limitation du droit des hauts fonctionnaires de se syndiquer est permise par l'article 1 de la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978.

La commission tient à rappeler que l'article 2 de la convention garantit le droit élémentaire de tous les travailleurs, «sans distinction d'aucune sorte», de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à de telles organisations, sans qu'il ne soit question de la nature des fonctions des intéressés, les seules limitations admises par la convention concernant les membres des forces armées et de la police. La convention n° 151, elle aussi ratifiée par la Turquie, a été conçue pour compléter la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, en énonçant certaines dispositions concernant notamment la protection contre la discrimination antisyndicale et la détermination des conditions d'emploi en ce que celles-ci concernent le service public en général, et non pour contredire ou diluer les droits élémentaires d'association garantis à tous les travailleurs par la convention n° 87. La commission a déclaré néanmoins qu'il peut être interdit aux hauts fonctionnaires de s'affilier à des organisations syndicales à la condition qu'ils aient le droit de créer leurs propres organisations pour la défense de leurs intérêts (voir étude d'ensemble de 2013 sur la négociation collective dans la fonction publique, paragr. 43 et suivants; et étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 66). **En conséquence, la commission prie le gouvernement de faire état des mesures prises pour revoir, au moyen, soit d'un amendement, soit de l'adoption d'une loi distincte, la loi n° 4688 dans sa teneur modifiée par la loi n° 6289, de manière à garantir que les hauts fonctionnaires, les magistrats et le personnel pénitentiaire puissent jouir de leurs droits élémentaires de se syndiquer.**

La commission prend note avec **intérêt** de l'entrée en vigueur le 7 novembre 2012 de la loi n° 6356 sur les syndicats et les conventions collectives, qui abroge la loi n° 2821 sur les syndicats et la loi n° 2822 sur les conventions collectives, les grèves et les lock-out, à propos desquelles elle formulait des commentaires depuis plusieurs années.

La commission prend dûment note des observations faites par le gouvernement et la TISK suite à ses précédents commentaires concernant la loi sur les associations n° 5253, observations selon lesquelles les dispositions de cette loi ne s'appliquent pas aux syndicats puisqu'elles sont désormais remplacées par celles de la loi n° 6356 réglant ces questions.

La commission note avec **satisfaction** que l'article 62 de la nouvelle loi a entraîné le retrait d'un certain nombre de services de la liste de ceux dans lesquels la grève est interdite et que la loi n° 6356 a en outre abrogé des restrictions antérieures affectant les grèves à motivation politique, les grèves de solidarité, les occupations de locaux et les grèves du zèle afin de se conformer aux modifications constitutionnelles de 2010 et, en outre, qu'un jugement récent de la Cour constitutionnelle a retiré les services bancaires et les services de transport publics urbains de la liste des services essentiels annexée à la loi. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout cas d'application pratique de cette disposition.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1982)

La commission prend note des observations de l'Alliance syndicale indépendante (ASI), de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE) reçues respectivement les 30 août, 1^{er} septembre et 24 septembre 2014. La commission prend note aussi des commentaires du gouvernement au sujet des observations de l'ASI et de l'UNETE, ainsi que des observations de l'UNETE de 2013.

La commission prend note aussi des observations conjointes de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS) reçues le 1^{er} septembre 2014 qui, d'une part, portent sur des questions que la commission examine déjà et qui, d'autre part, dénoncent des cas de violation de la convention dans la pratique. La commission prend note des commentaires correspondants du gouvernement. Enfin, elle prend note des observations supplémentaires conjointes de l'OIE et de la FEDECAMARAS reçues le 31 octobre 2014 et le 28 novembre 2014 qui dénoncent de nouvelles situations de violation de la convention, en particulier: i) la détention pendant douze heures du président de CONINDUSTRIA, M. Eduardo Garmendia; ii) la soumission du président de la FEDECAMARAS, M. Jorge Roig, à une surveillance rapprochée et à des actes de harcèlement; iii) une recrudescence des attaques verbales contre la FEDECAMARAS par des hautes instances de l'Etat via les médias de communication; iv) l'adoption par le Président de la République en novembre 2014 de 50 décrets-lois sur d'importantes questions économiques et relatives à la production sans consultation de la FEDECAMARAS. **La commission prend note avec préoccupation de ces allégations et prie le gouvernement de transmettre ses commentaires à cet égard.**

La commission note que, à la demande du Conseil d'administration, une mission tripartite de haut niveau de l'OIT s'est rendue en République bolivarienne du Venezuela du 27 au 31 janvier 2014 afin d'examiner toutes les questions en cours d'examen qui avaient trait au cas n° 2254 en instance devant le Comité de la liberté syndicale (actes de violence ou de harcèlement à l'encontre de dirigeants employeurs, déficiences graves du dialogue social, y compris absence de consultation sur la législation sociale et du travail, promotion d'organisations parallèles, etc.). La commission prend note du rapport de la mission et du fait que, à la suite de l'examen par le Conseil d'administration de ce rapport à sa 320^e session (mars 2014), pendant laquelle le gouvernement a exprimé ses vues au sujet des conclusions de la mission, le Conseil d'administration (voir document GB.320/INS/8):

- a) a pris note de l'information contenue dans le rapport de la mission tripartite de haut niveau en République bolivarienne du Venezuela (27-31 janvier 2014) et remercié la mission pour son travail;
- b) a prié instamment le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela d'élaborer et d'appliquer, en consultation avec les partenaires sociaux nationaux le plan d'action tel que recommandé par la mission tripartite de haut niveau, et demandé au Directeur général du BIT de fournir l'assistance requise nécessaire à cet effet; et
- c) a soumis le rapport de la mission tripartite de haut niveau au Comité de la liberté syndicale pour qu'il en tienne compte lors du prochain examen du cas n° 2254, à sa réunion de mai-juin 2014.

La commission note que, après la mission, le Comité de la liberté syndicale a examiné à nouveau, en juin 2014, le cas n° 2254 (372^e rapport, approuvé par le Conseil d'administration à sa 321^e session de juin 2014). La commission prend note des conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale.

Droits syndicaux et libertés publiques. Assassinats de dirigeants syndicaux et de syndicalistes, détentions à la suite de manifestations. La commission rappelle que, dans ses commentaires précédents, elle avait pris note d'allégations concernant l'assassinat de dirigeants syndicaux et de syndicalistes, en particulier dans le secteur de la construction. La commission note que, dans ses observations de 2013, l'UNETE a dénoncé six agressions violentes perpétrées entre novembre 2008 et janvier 2010 dans le cadre de manifestations, qui auraient entraîné la mort de six dirigeants syndicaux et de trois travailleurs. De plus, la commission note que, dans ses observations de 2014, l'UNETE fait mention d'un rapport de septembre 2012 de l'Observatoire vénézuélien des conflits sociaux, qui a dénombré 65 assassinats de syndicalistes en 2012, en particulier dans le secteur de la construction, et que les organisations syndicales continuent de dénoncer un degré élevé d'impunité en ce qui concerne l'ensemble des actes de violence antisyndicale.

La commission note que, dans sa réponse aux observations de 2013 de l'UNETE, le gouvernement indique ce qui suit: i) dans cinq des six cas dénoncés, il est ressorti des enquêtes de la police que l'homicide n'était pas lié aux activités syndicales des victimes; ii) à propos du dernier cas qui porte sur le décès de deux travailleurs à la suite d'une intervention de la police pendant une manifestation, tous les responsables de ces faits ont été jugés et condamnés de manière appropriée, et la famille des victimes a été indemnisée; iii) il est surprenant que l'UNETE ait attendu entre trois et cinq ans pour dénoncer ces cas, d'autant plus si l'on considère que, entre 2008 et 2010, l'UNETE représentait les travailleurs vénézuéliens à la Conférence internationale du Travail. La commission note aussi que le gouvernement réfute à nouveau, dans son rapport de 2014, l'existence d'assassinats antisyndicaux et qu'il suggère de demander aux organisations

syndicales d'adresser des informations précises sur le statut de syndicalistes des victimes. ***Dans ces conditions, rappelant que, dans ses rapports précédents, le gouvernement s'était référé à l'homicide de 13 syndicalistes et de deux travailleurs, à la détention des auteurs présumés et aux conclusions d'un groupe de travail tripartite de haut niveau de 2011 sur la violence dans le secteur de la construction, la commission prie le gouvernement d'indiquer la suite donnée à ce groupe de travail tripartite et les résultats des procédures judiciaires portant sur les 13 homicides mentionnés. Par ailleurs, la commission veut croire que les organisations syndicales communiqueront le nom des syndicalistes victimes d'homicide en 2012 et autant de précisions que possible sur les circonstances de leurs décès, y compris sur tout élément indiquant le caractère antisyndical de ces actes.***

Dénonciation d'une politique d'incrimination de l'action syndicale. La commission note que la CSI, l'ASI et l'UNETE dénoncent de nombreux cas de dirigeants syndicaux (150 selon l'ASI et l'UNETE) qui sont l'objet de procédures pénales au motif d'avoir mené des activités syndicales et font état de la condamnation et de la détention de plusieurs de ces dirigeants. En outre des situations examinées par le Comité de la liberté syndicale (voir les cas n^{os} 2727, 2763, 2968 et 3082), les organisations syndicales dénoncent ce qui suit: i) une procédure pénale intentée contre quatre travailleurs de Sintra Callao pour avoir participé à la paralysie des activités de la Mina Isidora, qui sont accusés des délits d'association de malfaiteurs, d'incitation à la délinquance et d'entrave au travail; ii) la détention de 11 travailleurs de Petróleos de Venezuela, section Anaco, pour avoir occupé pacifiquement le ministère du Travail, et la détention de dix travailleurs de la mairie métropolitaine de Caracas, pour avoir manifesté devant le Tribunal suprême de Justice; iii) une procédure pénale, assortie de privation de liberté, intentée contre huit travailleurs de CIVETCHI, qui sont accusés d'association de malfaiteurs et d'extorsion, ces mesures constituant des représailles à leur encontre pour avoir tenté de constituer une organisation syndicale.

En ce qui concerne le cas CIVETCHI, la commission prend note des indications suivantes du gouvernement: i) le cas CIVETCHI n'a aucun lien avec l'exercice de la liberté syndicale; ii) plusieurs personnes ont été détenues, certaines étrangères à l'entreprise, pour avoir tenté de porter atteinte à cette entreprise; iii) cette procédure touche des travailleurs qui ont été identifiés comme étant des syndicalistes; iv) l'ensemble des travailleurs de CIVETCHI continuent de mener sans entrave leurs activités syndicales. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les procédures judiciaires relatives à ce cas, d'enquêter sur les autres cas dénoncés par les organisations syndicales et de communiquer les conclusions des enquêtes. D'une manière générale, prenant note avec préoccupation des conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale dans les cas n^{os} 2727, 2763 et 2968, la commission rappelle que l'exercice pacifique des droits de manifestation et de grève ne doit donner lieu ni à des détentions ni à des sanctions pénales. La commission prie le gouvernement de garantir le plein respect de ce principe. La commission examine les aspects législatifs de cette question plus loin.***

Actes de violence et intimidations à l'encontre de la FEDECAMARAS et de ses dirigeants. En ce qui concerne l'enlèvement et des attaques à main armée contre quatre dirigeants de cette organisation le 27 octobre 2010 (M^{me} Albis Muñoz et MM. Noel Álvarez, Luis Villegas et Ernesto Villasmil), qui se sont soldés par des blessures par balle pour la dirigeante Albis Muñoz, la commission prend note du rapport de la mission:

La mission note que l'audience concernant l'agression de M^{me} Albis Muñoz a été fixée au 17 mars 2014; elle souligne qu'il est important que les procédures judiciaires relatives aux différents cas de violence susmentionnés aboutissent très rapidement afin que les responsables soient identifiés et sévèrement punis.

En outre, la commission note que l'OIE et la FEDECAMARAS déclarent que l'audience d'ouverture du jugement a été reportée à deux occasions, en raison de l'absence de l'accusé, et qu'une troisième date pour l'audience n'a pas encore été fixée. A ce sujet, la commission note également que le gouvernement réaffirme que l'agression des dirigeants de la FEDECAMARAS en tant que délit de droit commun a fait l'objet d'une enquête peu de jours après les faits. ***Dans ces conditions, tout en notant avec préoccupation que, plus de quatre ans après la détention des auteurs présumés de l'agression commise le 27 octobre 2010, la justice ne s'est pas encore prononcée, la commission exprime à nouveau le ferme espoir que la procédure pénale aboutira dans les meilleurs délais, et qu'elle permettra de déterminer les responsabilités et d'identifier et de sanctionner les auteurs matériels et intellectuels des faits et que les peines appliquées aux personnes déclarées coupables correspondront à la gravité des faits. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.***

Par ailleurs, la commission prend note des observations de l'OIE et de la FEDECAMARAS au sujet des agressions verbales, y compris d'ordre personnel, que les plus hauts responsables de l'Etat ont proférées dans les médias à l'encontre de la FEDECAMARAS et de ses dirigeants, qu'ils ont accusés de mener une «guerre économique» contre le pays. La commission note que l'OIE et la FEDECAMARAS demandent au gouvernement de cesser d'utiliser la FEDECAMARAS comme un instrument politique en la rendant responsable de la situation économique et de la pénurie de produits dans le pays. La commission note que le gouvernement indique ce qui suit: i) ce sont les actes de la FEDECAMARAS et non les déclarations du gouvernement qui ont créé un climat de violence, d'intimidation et de crainte; ii) compte étant tenu d'actes tels que la participation directe au coup d'Etat de 2002, l'organisation d'une grève illégale des employeurs et un sabotage pétrolier pour obtenir la démission du président constitutionnel, ou son soutien public à l'action de propriétaires terriens

qui a entraîné la mort de centaines de dirigeants paysans qui se trouvaient entre les mains de groupes paramilitaires, la FEDECAMARAS doit demander publiquement pardon et faire acte de contrition afin que soit créé un climat de confiance.

La commission prend note des conclusions de la mission au sujet des faits susmentionnés:

La mission a pris note avec préoccupation d'informations récentes qu'elle a reçues concernant, d'une part, les attaques personnelles formulées dans les médias contre les dirigeants de la FEDECAMARAS, du CONSECOMERCIO et de la VENAMCHAM, accusés de mener une «guerre économique» contre le gouvernement et, d'autre part, la perpétration de nouveaux actes de violence contre le siège de la FEDECAMARAS par certaines organisations boliviennes, et l'incitation, de la part du gouvernement, au vandalisme et au saccage de supermarchés et de commerces. La mission souligne la gravité de ces faits et rappelle qu'un climat exempt d'intimidations, de menaces ou d'excès de langage est indispensable à l'exercice des droits syndicaux et de la liberté d'association. Ce n'est que si un tel climat est instauré que les organisations professionnelles pourront exercer normalement leurs activités et que pourront se développer des relations professionnelles stables et solides.

La commission exprime sa **profonde préoccupation** en raison des formes graves et différentes de stigmatisation et d'intimidation signalées par la mission. Comme le Comité de la liberté syndicale, la commission attire à nouveau l'attention du gouvernement sur le principe fondamental selon lequel les droits des organisations de travailleurs et d'employeurs reconnus par la convention ne peuvent être exercés que dans un climat exempt de violence, d'intimidation et de crainte. **En conséquence, la commission exhorte le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter ce type d'actes et de déclarations contre des personnes et des organisations qui défendent légitimement les intérêts des employeurs dans le cadre de la convention.**

Article 2 de la convention. Fourniture aux autorités publiques des listes d'affiliés syndicaux. Ayant précédemment noté que la nouvelle loi organique sur le travail, les travailleurs et les travailleuses (LOTTT) maintient le caractère non confidentiel de l'affiliation syndicale, la commission avait estimé que l'affiliation syndicale des travailleurs ne doit être portée ni à la connaissance de l'employeur ni à celle des autorités, sauf dans les cas où les affiliés décident de leur gré de faire connaître leur condition d'affilié aux fins de la retenue sur leur salaire de leur cotisation syndicale. La commission prend note des nouvelles observations de l'UNETE de 2014 sur cette question et souligne qu'il existe des mécanismes qui permettent de mesurer objectivement la représentativité des organisations syndicales sans qu'il soit nécessaire de fournir la liste des affiliés syndicaux aux autorités. **Rappelant que, comme l'a recommandé la mission, le gouvernement peut demander l'assistance technique du Bureau à ce sujet, la commission prie à nouveau le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux représentatifs, de prendre les mesures nécessaires pour réviser dans le sens indiqué l'article 388 de la LOTTT.**

Articles 2 et 3. Enregistrement des organisations et des statuts syndicaux. La commission prend note des observations de 2014 de l'UNETE dans lesquelles elle indique que: i) l'obligation d'adapter les statuts syndicaux aux exigences de l'article 367 de la LOTTT, qui imposent aux syndicats des attributions et des objectifs sans lien avec leur nature, est un moyen décisif pour soumettre le mouvement syndical; ii) depuis la création en mai 2013 du registre national des syndicats, l'administration du travail a refusé la plupart des demandes d'enregistrement des nouvelles organisations, les actualisations de statuts des syndicats existants et les rapports financiers respectifs des organisations syndicales, violant de manière flagrante l'indépendance syndicale. La commission note que le gouvernement déclare ne pas comprendre les prétendues difficultés causées par le registre national des syndicats étant donné que la LOTTT ne fait que reprendre le contenu de la loi du travail de 1936 et de la loi organique du travail de 1991. A ce sujet, la commission souligne à nouveau le caractère trop étendu des finalités des organisations syndicales (et d'employeurs) prévues aux articles 367 et 368 de la LOTTT, finalités qui incluent de nombreuses responsabilités incombant aux autorités publiques. **En ce sens, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs représentatives, les mesures nécessaires pour réviser les articles 367 et 368 de la LOTTT dans le sens indiqué et de fournir des informations sur toute évolution à cet égard. La commission prie également le gouvernement d'indiquer le nombre d'enregistrements et d'actualisations de l'enregistrement qui ont été acceptés ou refusés et d'indiquer les motifs des refus.**

Article 3. Libre élection des représentants syndicaux et rôle du Conseil national électoral (CNE). La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle demande au gouvernement de mettre fin à l'intervention du Conseil national électoral (CNE) dans les élections syndicales. La commission prend note des observations de la CSI et de l'UNETE sur la persistance des ingérences dans les élections syndicales qui consistent en ce qui suit: i) refus de l'administration publique de s'occuper des organisations qu'elle considère en «retard électoral»; ii) maintien de l'exigence, de la part du ministère du Travail, que les syndicats présentent le certificat délivré par le CNE de reconnaissance électorale pour qu'ils puissent conclure valablement une convention collective; iii) blocage dans les services consultatifs juridiques du CNE du certificat de reconnaissance électorale de plusieurs syndicats alors que les normes électorales du CNE ont été respectées. A ce sujet, la commission prend note des indications suivantes du gouvernement: i) le pouvoir électoral est indépendant du pouvoir exécutif, et son rôle constitutionnel est de garantir les droits électoraux des travailleurs et de tous les citoyens; ii) la participation du CNE au processus électoral est facultative, mais les élections des conseils de direction doivent être notifiées préalablement au CNE; iii) les résultats des élections syndicales doivent être démontrés par des documents qui sont transmis au CNE afin que les organisations syndicales

puissent exercer leurs droits prévus par la loi; iv) c'est seulement dans le cas où un conseil de direction ne s'est pas fait dûment enregistrer qu'il doit démontrer sa légitimité au moment de conclure un accord; v) cette procédure vise à protéger les affiliés contre les situations dans lesquelles un conseil de direction non reconnu cherche à négocier en leur nom; vi) dans les cas où les organisations syndicales négocient «en privé» une convention collective, la vérification de leur légitimité est plus sévère au motif que, dans ces cas, pas même les affiliés ne connaissent le contenu des accords; et vii) l'article 420 de la LOTTT sur le retard électoral, qui interdit la représentation collective des affiliés par un conseil de direction dont le mandat est arrivé à son terme ou qui a refusé d'organiser des élections, vise seulement à protéger les droits démocratiques des travailleurs.

Tout en prenant note des informations fournies par le gouvernement, la commission souligne à nouveau que les élections syndicales constituent une affaire interne des organisations dans laquelle les autorités, y compris le CNE, ne devraient pas intervenir. **En conséquence, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre des mesures pour:** i) **veiller à ce que les normes en vigueur établissent que c'est l'autorité judiciaire qui décide des recours portant sur des élections syndicales;** ii) **supprimer le principe selon lequel le retard électoral empêche les organisations syndicales de négocier collectivement;** iii) **supprimer l'obligation de communiquer au CNE le calendrier électoral;** iv) **supprimer la publication dans la Gazette électorale des résultats des élections syndicales en tant que condition pour reconnaître ces élections.** De plus, la commission demande à nouveau au gouvernement de prendre des mesures pour réviser les dispositions suivantes de la LOTTT qui restreignent le droit des organisations syndicales d'organiser librement l'élection de leurs représentants: i) **l'article 387 qui dispose que, pour être éligibles, les dirigeants doivent avoir convoqué dans les délais requis des élections syndicales lorsqu'ils étaient dirigeants d'une autre organisation;** ii) **l'article 395 qui dispose que le fait de ne pas avoir versé leurs contributions ou cotisations syndicales n'empêche pas les affiliés, hommes ou femmes, d'exercer leur droit de vote;** iii) **l'article 403 qui impose un système de vote qui institue pour l'élection du conseil de direction le scrutin uninominal et la représentation proportionnelle;** et iv) **l'article 410 qui impose un référendum pour mettre un terme à des fonctions syndicales.** La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.

La commission note finalement que le gouvernement n'a pas fourni d'informations sur les motifs concrets de la déclaration de nullité, par le CNE, du congrès de la Centrale des travailleurs du Venezuela (CTV) dont la CSI a fait état en 2011. **La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.**

Article 3. Droits des organisations de travailleurs d'organiser librement leur activité et de formuler leur programme d'action. La commission note que l'UNETE et l'ASI dénoncent à nouveau l'adoption de lois et de règlements qui interdiraient le droit de grève et prévoieraient en cas d'infraction de lourdes peines d'emprisonnement. La commission note que le gouvernement indique ce qui suit: i) le droit de grève est consacré par la Constitution et la législation du pays; ii) aucune loi n'interdit le droit de grève; iii) il n'a pas connaissance de cas dans lesquels aurait été limité l'exercice du droit de grève une fois accomplie la procédure légale établie dans la LOTTT. A ce sujet, la commission note que le Comité de la liberté syndicale a porté à sa connaissance les aspects législatifs du cas n° 2727 en ce qui concerne l'impact de la loi pour la défense des personnes dans l'accès aux biens et aux services. La commission note avec **préoccupation** que les articles 68 et 140 de cette loi prévoient de manière très ample des peines de prison en cas d'action ou d'omission qui empêchent, directement ou indirectement, la production, la fabrication, l'importation, le stockage, le transport, la distribution et la commercialisation de biens. De plus, la commission note avec **préoccupation** que l'article 55 de la loi sur les coûts et justes prix prévoit des peines d'emprisonnement pour des faits analogues.

La commission rappelle que l'interdiction du droit de grève des fonctionnaires n'est admissible que pour les fonctionnaires qui exercent des fonctions d'autorité au nom de l'Etat, dans les services essentiels (c'est-à-dire ceux dont l'interruption pourrait mettre en danger la vie, la sécurité ou la santé de l'ensemble ou d'une partie de la population) et dans les cas de crise nationale aiguë (c'est-à-dire les situations qui se développent notamment en cas de conflits graves, d'insurrections ou encore de catastrophes naturelles, sanitaires ou humanitaires tels que les conditions normales de fonctionnement de la société civile ne sont plus réunies). La commission rappelle aussi que l'on ne devrait pas imposer des sanctions pénales aux travailleurs qui mènent à bien une grève pacifique et dans aucun cas, par conséquent, des peines d'emprisonnement ou des amendes. Ces sanctions ne sont possibles que lorsque, pendant la grève, des actes de violence sont commis contre des personnes ou contre des biens, ou d'autres infractions graves prévues dans la législation pénale (non-assistance à personne en danger, lésions ou dommages causés délibérément à des personnes ou à des biens, etc.). **En conséquence, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réviser, conformément à ces principes, les articles 68 et 140 de la loi pour la défense des personnes dans l'accès aux biens et services ainsi que l'article 55 de la loi sur les coûts et justes prix.** La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.

La commission rappelle également ses commentaires précédents sur la nécessité que ce soit une autorité judiciaire ou indépendante, et non le ministère du Pouvoir populaire chargé des questions du travail, qui détermine les domaines ou activités qui, pendant l'exercice de la grève, ne peuvent pas être paralysés, au motif que cela compromettrait la production de biens et de services essentiels dont l'arrêt entraîne des dommages pour la population (art. 484 de la LOTTT). La commission rappelle aussi que le système de désignation des membres du conseil d'arbitrage en cas de grève dans les

services essentiels devrait garantir la confiance des parties dans le système, étant donné que, conformément à la législation en vigueur, si les parties ne parviennent pas à un accord, les membres du conseil d'arbitrage sont alors choisis par l'inspecteur du travail (art. 494). **La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.**

Dialogue social. La commission rappelle que, depuis des années, elle prie le gouvernement: i) de veiller à ce que toute la législation adoptée en matière de travail et de questions sociales et économiques, qui touchent les travailleurs, les employeurs et leurs organisations, fasse préalablement l'objet de véritables consultations approfondies avec les organisations d'employeurs et de travailleurs indépendantes les plus représentatives et à ce que des efforts soient suffisamment déployés pour parvenir, dans la mesure du possible, à des solutions communes; ii) en tenant compte des allégations de discrimination exprimées par la FEDECAMARAS et plusieurs organisations de travailleurs, de s'appuyer exclusivement sur des critères de représentativité dans le cadre de son dialogue et de ses relations avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, de s'abstenir de toute forme de favoritisme ou d'ingérence et de respecter l'article 3 de la convention.

La commission prend note des conclusions de la mission à ce sujet:

La mission souligne que le dialogue inclusif (entre toutes les parties intéressées) préconisé par la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela est pleinement compatible avec l'existence d'organes tripartites de dialogue social et que, quelles que soient les expériences négatives du tripartisme que le pays a pu connaître dans le passé, elles ne peuvent ni remettre en cause l'application des conventions de l'OIT relatives à la liberté syndicale, à la négociation collective et au dialogue social ni invalider le profit que tire l'ensemble des Etats Membres de l'OIT du tripartisme.

[...] Rappelant, dans le même sens que le Comité de la liberté syndicale, la nécessité et l'importance de la mise en place d'organes structurés de dialogue social tripartite dans le pays, et observant qu'il n'y a pas eu de progrès tangibles à cet égard, la mission estime essentiel que des mesures soient prises sans attendre pour instaurer un climat de confiance fondé sur le respect des organisations d'employeurs et des organisations syndicales afin de promouvoir des relations professionnelles stables et solides. Elle encourage vivement le gouvernement à élaborer un plan d'action, assorti d'un calendrier d'exécution précis, qui prévoit:

[...] la constitution d'une table ronde tripartite, avec la participation du BIT, dirigée par un président indépendant jouissant de la confiance de tous les secteurs et dont la composition respecte pleinement la représentativité des organisations de travailleurs et d'employeurs, qui se réunirait de manière régulière afin d'examiner toute question ayant trait aux relations professionnelles choisie par les parties et dont l'un des objectifs principaux serait la réalisation de consultations sur tout nouveau projet de loi concernant les questions relatives au travail et les questions sociales et économiques (y compris dans le cadre de la loi d'habilitation). Les critères de représentativité des organisations de travailleurs et d'employeurs doivent être déterminés selon des procédures objectives qui respectent pleinement les principes établis par l'OIT. La mission estime donc important que le gouvernement puisse faire appel à l'assistance technique du Bureau pour définir ces critères et procédures; ...

De plus, la commission note que l'UNETE indique dans ses observations de septembre 2014 que le gouvernement n'a pas donné suite aux conclusions de la mission et aux recommandations correspondantes du Conseil d'administration et qu'il n'y a pas de volonté pour créer un mécanisme tripartite. La commission note aussi que, dans leurs observations de septembre 2014, l'OIE et la FEDECAMARAS indiquent ce qui suit: i) la mission a facilité la reprise des contacts entre la FEDECAMARAS et le gouvernement, après quinze ans de suspension; ii) en avril 2014, le vice-ministre du Travail a reçu dans ses bureaux le président de la FEDECAMARAS, et la FEDECAMARAS a participé à la «Conférence nationale de la paix» sur l'invitation du Président de la République; iii) dans ce cadre a été institué un groupe de travail économique dans lequel plusieurs secteurs d'activité ont présenté des propositions pour essayer de résoudre les principaux obstacles de la conjoncture économique du pays; iv) toutefois, cinq mois après cette initiative, il n'y a pas eu de résultats importants, les réunions ont été sporadiques et elles n'ont permis que des progrès conjoncturels dans des secteurs comme celui de l'alimentation; v) de fait, le gouvernement n'a pas tenu compte de la recommandation de la mission de constituer des organes structurés de dialogue social; vi) le gouvernement continue d'affirmer qu'il suffit de mener des consultations élargies, mais il ne considère pas comme importante la représentativité des partenaires consultés; vii) la FEDECAMARAS n'a pas été consultée en vue de l'examen de questions législatives qui touchent le monde du travail, comme le projet de loi sur le conseil des travailleurs et le projet de loi sur le premier emploi. A ce sujet, la commission note que le gouvernement indique ce qui suit: i) il y a dans le pays un ample dialogue inclusif, comme l'a reconnu la mission, qui constitue un progrès important par rapport au dialogue entre dirigeants qui existait autrefois; ii) le gouvernement a invité la FEDECAMARAS à participer à d'innombrables réunions de dialogue; iii) la FEDECAMARAS a toujours refusé d'y participer, dans le cadre de sa stratégie politique, ce qui n'a pas empêché des centaines d'organisations d'employeurs affiliées à la FEDECAMARAS de participer au dialogue; iv) le président de la FEDECAMARAS a participé en avril 2014 à la Conférence nationale de la paix; v) les consultations se poursuivent avec tout un ensemble d'organisations en vue de la constitution de la table ronde de dialogue tripartite qui est mentionnée au paragraphe 54.2) du rapport de la mission; vi) il n'est pas du ressort d'une table ronde tripartite de procéder à des consultations sur des lois; cela porterait ouvertement atteinte au cadre juridique et à la Constitution du pays.

La commission, comme la mission, avait déjà souligné la nécessité et l'importance de constituer des organes structurés de dialogue social tripartite dans le pays, ce qui est tout à fait compatible avec le dialogue inclusif que préconise la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela. **Tout en prenant note de l'ensemble des informations fournies, la commission prie instamment le gouvernement, en application de la décision du Conseil d'administration de**

mars 2014, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour créer la table ronde de dialogue tripartite mentionnée au paragraphe 54.2) du rapport de la mission et de veiller à ce que sa composition respecte dûment la représentativité des organisations de travailleurs et d'employeurs. A ce sujet, la commission rappelle au gouvernement qu'il peut demander l'assistance technique du Bureau. Dans l'attente de la création de cet organe, la commission prie le gouvernement de soumettre à des consultations approfondies avec les organisations de travailleurs et d'employeurs représentatives tous les projets de loi ou de règlement relatifs à des questions relevant de la compétence des parties. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.

[Le gouvernement est prié de fournir des données complètes à la Conférence à sa 104^e session et de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 87** (Algérie, Angola, Bélarus, Burundi, Cambodge, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Comores, Congo, Croatie, Djibouti, Dominique, El Salvador, Equateur, Erythrée, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grenade, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Islande, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mexique, République de Moldova, Mongolie, Myanmar, Namibie, Pays-Bas: Curaçao, Pays-Bas: Partie caribéenne des Pays-Bas, Pays-Bas: Sint Maarten, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Turquie); la **convention n° 98** (Algérie, Angola, Cambodge, Congo, Espagne, Gabon, Géorgie, Guinée, Irlande, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Lituanie, Malawi, Maroc, Mauritanie, République de Moldova, Namibie, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Slovaquie, Tadjikistan); la **convention n° 135** (Antigua-et-Barbuda, Australie, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cameroun, Chypre, Dominique, El Salvador, Iraq, Kazakhstan, Luxembourg, Mongolie, Pays-Bas, Pays-Bas: Aruba, Pologne, République démocratique du Congo, Roumanie, Royaume-Uni, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Slovaquie, Sri Lanka, Yémen); la **convention n° 151** (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Espagne, Gabon, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Royaume-Uni, Royaume-Uni: île de Man, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Turquie, Uruguay); la **convention n° 154** (Belgique, Belize, Brésil, Chypre, Guatemala, Hongrie, Kirghizistan, Maroc, Niger, Roumanie, Sainte-Lucie, Slovénie, République-Unie de Tanzanie, Uruguay).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 87** (Israël, Lettonie); la **convention n° 135** (Monténégro, Rwanda); la **convention n° 154** (Ouzbékistan, Slovaquie).

Travail forcé

Afghanistan

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1963)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant un travail obligatoire imposées aux personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission se réfère depuis de nombreuses années aux dispositions suivantes du Code pénal, en vertu desquelles des peines de prison comportant une obligation de travailler peuvent être infligées:

- articles 184(3), 197(1) a) et 240 concernant, notamment, la publication et la propagation de nouvelles, informations, déclarations fausses ou partiales ou de la propagande tendancieuse provocatrice touchant aux affaires intérieures du pays et portant atteinte au prestige et à la réputation de l'Etat ou ayant pour but de nuire à l'intérêt et aux biens publics; et
- article 221(1), (4) et (5) concernant toute personne qui crée, établit, gère ou administre une organisation sous la dénomination de parti, société, union ou groupe dans le but de porter atteinte ou anéantir l'une des valeurs nationales fondamentales reconnues, dans les domaines politique, social, économique ou culturel de l'Etat; toute personne qui fait de la propagande, par quelque moyen que ce soit, pour développer une telle organisation ou accroître le nombre de ses membres, adhère à une telle organisation ou à l'une de ses branches, ou établit des relations avec elle, directement ou par l'intermédiaire d'une autre personne.

La commission s'est référée également à cet égard aux paragraphes 154 et 163 de son étude d'ensemble de 2007, *Eradiquer le travail forcé*, dans lesquels elle souligne que la convention n'interdit pas d'appliquer des sanctions comportant du travail obligatoire aux personnes qui utilisent la violence, incitent à la violence ou préparent des actes de violence. Toutefois, les peines comportant du travail obligatoire relèvent du champ d'application de la convention dès lors qu'elles sanctionnent une interdiction d'exprimer une opinion ou une opposition contre l'ordre politique, social ou économique établi. La situation est similaire lorsque, en raison de l'interdiction de partis ou d'associations politiques, certaines opinions politiques sont interdites, sous peine de sanctions comportant du travail obligatoire.

Tout en notant que le gouvernement a indiqué que cette question serait examinée, la commission réitère l'espoir que les dispositions pénales susmentionnées seront revues à la lumière de la convention, de manière à ce qu'aucune peine comportant un travail forcé ou obligatoire ne soit imposée en tant que sanction de l'expression d'opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique, et que le gouvernement indiquera dans son prochain rapport les mesures prises à cet effet.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Algérie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1962)

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Service civil. Depuis plusieurs années, la commission attire l'attention du gouvernement sur l'incompatibilité avec la convention des articles 32, 33, 34 et 38 de la loi n° 84-10 du 11 février 1984 relative au service civil, telle que modifiée en 1986 et 2006, qui permettent d'imposer aux personnes ayant reçu un enseignement ou une formation supérieurs dans les filières ou spécialisations jugées prioritaires pour le développement économique et social un service d'une durée de un à quatre ans avant de pouvoir exercer une activité professionnelle ou obtenir un emploi. Les filières concernées ont d'abord été restreintes aux spécialisations de médecine, pharmacie et chirurgie dentaire pour ne concerner désormais que les médecins spécialisés de la santé publique, ceci afin de répondre à la nécessité d'apporter les soins spécialisés indispensables aux populations des régions isolées. Le service civil peut également être effectué auprès des établissements relevant du secteur privé de la santé (art. 2 de l'ordonnance n° 06-06 du 15 juillet 2006). Le gouvernement a précédemment indiqué que le service civil constitue la contribution des assujettis au développement économique, social et culturel du pays. Il s'agit d'un devoir national et moral des spécialistes en médecine vis-à-vis des populations installées dans les régions du grand sud, du sud et des hauts plateaux. Ceux-ci bénéficient d'un régime indemnitaire attractif variant de 100 à 150 pour cent de la rémunération principale perçue, ainsi que de nombreux autres avantages et, par conséquent, beaucoup de médecins spécialistes se portent volontaires pour exercer dans ces régions.

La commission note que, dans son dernier rapport, le gouvernement précise que les médecins spécialistes concourent à veiller à la protection sanitaire des populations enclavées, mission pouvant être assimilée à des situations de force majeure. Il ajoute que la question du service civil a été examinée lors des assises nationales de la santé qui ont regroupé, en juin 2014, les acteurs de la santé et les partenaires sociaux. Une réflexion a été engagée sur la réforme du système

national de santé notamment à travers la révision des modalités de la couverture sanitaire dans les régions du sud et des hauts plateaux.

La commission rappelle qu'aux termes des articles 32 et 38 de la loi le refus d'accomplir le service civil et la démission de l'assujetti sans motif valable entraînent l'interdiction d'exercer une activité pour son propre compte, de s'établir en qualité de commerçant, d'artisan ou d'être promoteur d'un investissement économique privé; toute infraction étant punie selon l'article 243 du Code pénal. De même, aux termes des articles 33 et 34 de la loi, tout employeur privé est tenu de s'assurer, avant tout recrutement, que le candidat au travail n'est pas concerné par le service civil ou qu'il l'a accompli sur pièces justificatives, et tout employeur privé employant sciemment un citoyen qui se soustrait au service civil est passible d'une peine d'emprisonnement et d'une amende. Ainsi, et bien que les assujettis au service civil bénéficient de conditions de travail (rémunération, ancienneté, promotion, retraite, etc.) semblables à celles de travailleurs réguliers du secteur public, ils participent à ce service sous la menace d'être frappés, en cas de refus, de l'incapacité d'accéder à toute activité professionnelle indépendante et à tout emploi dans le secteur privé, ce qui fait entrer le service civil dans la notion de travail obligatoire au sens de l'article 2, paragraphe 1, de la convention. ***La commission veut croire que la réflexion autour du service civil, dont le gouvernement avait déjà fait état dans le passé, d'une part, et la réflexion autour de la réforme du système de santé, d'autre part, permettront d'aboutir à l'adoption de mesures incitatives efficaces permettant de supprimer le caractère obligatoire du service civil (et les sanctions qui l'accompagnent) qui ne concerne désormais que les médecins spécialistes de la santé publique. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement pourra faire état dans son prochain rapport de l'abrogation ou de l'amendement de la loi n° 84-10 du 11 février 1984 relative au service civil, afin d'assurer sa conformité avec la convention.***

Article 2, paragraphe 2 a). Service national. Se référant à ses précédents commentaires, la commission note l'adoption de la loi n° 14-06 du 9 août 2014 relative au service national qui abroge l'ordonnance n° 74-103 du 15 novembre 1974 portant Code du service national. La commission note avec ***intérêt*** que, selon l'article 4 de la loi, le service national obligatoire «s'accomplit en la forme militaire au sein des structures de l'Armée nationale populaire» et que la nouvelle loi ne fait donc plus référence à la participation des citoyens au fonctionnement des différents secteurs économiques et administratifs. ***La commission prie le gouvernement d'indiquer si les textes d'application de la loi relative au service national ont été adoptés. Elle espère qu'à cette occasion les dispositions de l'arrêté du 1^{er} juillet 1987, en vertu desquelles les appelés universitaires, après trois mois de formation militaire, servent dans des secteurs d'activités nationales prioritaires, seront formellement abrogés.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1969)

Incidence du travail pénitentiaire obligatoire sur l'application de la convention. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, si le gouvernement indiquait que le travail carcéral était une activité volontaire des détenus, le caractère volontaire de ce travail ne ressortait pas de la législation (article 2 de l'arrêté interministériel du 26 juin 1983 portant modalités d'utilisation de la main-d'œuvre pénitentiaire par l'Office national des travaux éducatifs et article 96 de la loi n° 05-04 du 6 février 2005 portant Code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus). La commission a souligné que le travail pénitentiaire obligatoire peut avoir une incidence sur l'application de la convention dès lors qu'il est imposé comme sanction de l'expression d'opinions politiques ou de la participation à des grèves. ***En l'absence d'information de la part du gouvernement sur ce point, la commission insiste une nouvelle fois sur le fait que, si dans la pratique le travail pénitentiaire est volontaire, il serait nécessaire d'apporter les modifications en ce sens dans la législation afin d'éviter toute ambiguïté juridique.***

Article 1 a) de la convention. Sanctions imposées pour l'expression d'opinions politiques ou d'une opposition à l'ordre établi. 1. *Loi relative aux partis politiques et loi relative à l'information.* La commission note l'adoption le 12 janvier 2012 de la loi n° 12-04 relative aux partis politiques, abrogeant l'ordonnance n° 97-09 du 6 mars 1997 portant loi organique relative aux partis politiques qui faisait l'objet de ses précédents commentaires, ainsi que de la loi n° 12-05 relative à l'information. La commission relève avec ***intérêt*** que ces deux lois ne se réfèrent pas aux peines de prison parmi les sanctions applicables aux infractions qu'elles prévoient.

2. *Définition du terrorisme.* La commission a précédemment relevé que l'article 87bis du Code pénal relatif aux «actes terroristes ou subversifs» permet d'imposer des peines d'emprisonnement aux personnes reconnues coupables d'une série d'actions définies de manière relativement large. Tout en notant que le gouvernement avait indiqué que cet article ne concernait que les actes affectant la sûreté de l'Etat, l'intégrité du territoire, l'unité nationale, la stabilité et le fonctionnement normal des institutions, et ce avec recours à la violence, la commission a relevé que, compte tenu de la manière dont elles étaient libellées, les dispositions de cet article pourraient être utilisées pour punir des actes pacifiques d'opposition politique ou sociale. Elle s'était notamment référée aux actions ayant pour objet de: «entraver la circulation ou la liberté de mouvement sur les voies et occuper les places publiques par attroupements; porter atteinte aux moyens de communication et de transport, aux propriétés publiques et privées, en prendre possession ou les occuper indûment; faire obstacle à l'action des autorités publiques ou au libre exercice du culte et des libertés publiques ainsi qu'au

fonctionnement des établissements concourant au service public; faire obstacle au fonctionnement des institutions publiques».

La commission observe que le gouvernement n'a fourni aucune information sur la manière dont ces dispositions sont appliquées dans la pratique. Elle rappelle que, si la législation antiterroriste répond à la nécessité légitime de protéger la sécurité de la population contre le recours à la violence, elle peut néanmoins devenir un moyen de répression de l'exercice pacifique des droits fondamentaux et des libertés publiques, tels que la liberté d'expression, la liberté de réunion et la liberté d'association, notamment lorsqu'elle est libellée en termes vagues et généraux. ***Par conséquent, la commission prie le gouvernement de s'assurer que le champ d'application de l'article 87bis du Code pénal est défini de manière suffisamment restrictive pour ne pas être utilisé pour condamner les personnes qui manifestent pacifiquement leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi à une peine d'emprisonnement aux termes de laquelle elles seraient astreintes à un travail.***

3. *Loi relative aux associations.* La commission prend note de l'adoption le 12 janvier 2012 de la loi n° 12-06 relative aux associations. Elle relève que, aux termes de l'article 39 de la loi, l'association peut faire l'objet d'une suspension d'activité ou d'une dissolution «en cas d'ingérence dans les affaires internes du pays ou d'atteinte à la souveraineté nationale» et que, selon l'article 46, «tout membre ou dirigeant d'une association non encore enregistrée ou agréée, suspendue ou dissoute, qui continue à activer en son nom», est passible d'une amende et d'une peine d'emprisonnement de trois à six mois. La commission observe que, comme c'était le cas avec la législation précédemment en vigueur, des personnes pourraient être condamnées à une peine de prison sur la base des dispositions précitées de la loi n° 12-06 et, de ce fait, être soumises à un travail pénitentiaire parce que, en exprimant certaines opinions politiques ou en manifestant une opposition idéologique à l'ordre politique social ou économique établi, elles n'ont pas respecté les restrictions au droit d'association prévues dans la loi. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires (législatives ou autres) pour s'assurer que les articles 39 et 46 de la loi n° 12-06 du 12 janvier 2012 relative aux associations ne peuvent pas être utilisés pour sanctionner les personnes qui, à travers l'exercice de leur droit d'association, expriment des opinions politiques ou s'opposent à l'ordre politique, économique ou social établi.***

Article 1 d). Sanctions imposées pour participation à une grève. 1. La commission note avec intérêt que l'ordonnance n° 11-01 du 23 février 2011 portant levée de l'état d'urgence a abrogé le décret n° 93-02 du 6 février 1993 portant prorogation de la durée de l'état d'urgence instauré par le décret présidentiel n° 92-44 du 9 février 1992, qui conférerait des pouvoirs de réquisition des travailleurs pour accomplir leurs activités professionnelles habituelles en cas de grève non autorisée ou illégale.

2. La commission s'est précédemment référée à certaines dispositions de la loi n° 90-02 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs du travail et à l'exercice du droit de grève qui prévoient des restrictions à l'exercice du droit de grève, et notamment aux articles 37 et 38 qui établissent la liste des services essentiels dans lesquels le droit de grève est limité et pour lesquels il est nécessaire d'organiser un service minimum obligatoire. Elle a relevé par ailleurs que, aux termes de l'article 55, alinéa 1, de la loi, est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à deux mois et/ou d'une amende quiconque a amené ou tenté d'amener, maintenu ou tenté de maintenir une cessation concertée et collective de travail contraire aux dispositions de cette loi, même sans violences ou voies de fait contre les personnes ou contre les biens.

La commission rappelle que l'article 1 d) de la convention interdit de sanctionner la participation à des grèves par une peine d'emprisonnement aux termes de laquelle la personne condamnée peut être astreinte à un travail obligatoire. ***La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que, tant en droit qu'en pratique, aucun travailleur ne peut être condamné à une peine de prison pour avoir participé pacifiquement à une grève, et de communiquer des informations sur l'application pratique de l'article 55, alinéa 1, de la loi n° 90-02.***

Arabie saoudite

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1978)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que de la discussion détaillée qui a eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence, en juin 2014, au sujet de l'application de la convention par l'Arabie saoudite. Elle prend également note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et du Conseil des chambres saoudiennes (CSC), reçues le 31 août 2014.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Vulnérabilité des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé. Dans ses précédents commentaires, la commission s'est référée à la situation de vulnérabilité des travailleurs migrants, en particulier des travailleurs domestiques, auxquels ne s'appliquent pas les dispositions du Code du travail et qui sont soumis au système de parrainage pour l'obtention d'un visa. A cet égard, la commission a noté le rapport publié en 2012 par la Confédération syndicale internationale (CSI), selon lequel les

travailleurs migrants sont forcés de travailler de longues heures, souvent toute la journée, avec peu ou pas de temps de repos; et que le système de parrainage, aussi appelé système *kafala*, lie les travailleurs migrants à un employeur en particulier, ce qui limite leurs opportunités et leur liberté. Les travailleurs migrants ne sont pas autorisés à changer d'employeur ou à quitter le pays sans le consentement écrit de leur employeur. Selon la CSI, ce système, associé à la pratique de la confiscation des documents de voyage et de la rétention des salaires, place les travailleurs dans des situations analogues à de l'esclavage. La commission a cependant noté que le gouvernement déclarait être conscient de l'ampleur et de la gravité de la situation des travailleurs domestiques migrants et qu'il s'était engagé à accélérer le processus d'adoption de textes réglementant les conditions de travail de cette catégorie de travailleurs. La commission a noté que le règlement relatif aux travailleurs domestiques et aux catégories de travailleurs assimilés avait été approuvé en vertu de l'arrêté n° 310 du 7 septembre 2013 adopté par le Conseil des ministres. Ce règlement régit l'emploi des travailleurs domestiques et de catégories similaires de travailleurs par le biais d'un contrat écrit et détermine le type de travail à effectuer, les salaires, les droits et obligations des parties, la période d'essai, la durée du contrat et les modalités de sa reconduction. Tout en notant que ce règlement constituait un premier cadre de réglementation des conditions de travail des travailleurs domestiques, la commission a observé que celui-ci n'abordait pas plusieurs facteurs identifiés par la commission comme augmentant la vulnérabilité de ces travailleurs à l'imposition de travail forcé. En particulier, le règlement ne traite pas de la possibilité de changer d'employeur ou de quitter le pays sans l'autorisation écrite de l'employeur, ni de la question de la confiscation des passeports. En outre, il ne semble pas offrir aux travailleurs domestiques migrants la possibilité d'introduire un recours auprès d'une autorité compétente pour les plaintes qui ne revêtent pas un caractère financier. La commission a à nouveau prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour protéger pleinement les travailleurs domestiques contre les pratiques et conditions abusives qui relèvent de l'imposition de travail forcé.

Pendant la discussion au sein de la Commission de la Conférence, en juin 2014, le gouvernement a décrit les diverses mesures prises récemment afin de protéger les travailleurs domestiques migrants, notamment à travers la création d'un nouveau programme en ligne portant sur les questions relatives aux travailleurs domestiques migrants, l'inauguration d'un service téléphonique accessible 24 heures sur 24 dans neuf langues pour diffuser des informations et des conseils sur les droits des travailleurs domestiques, ainsi que diverses activités de sensibilisation à la question, notamment par le biais des médias. En outre, le gouvernement a souligné que le règlement sur les travailleurs domestiques, adopté en septembre 2013, prévoit diverses mesures de protection des travailleurs domestiques en rapport avec leurs conditions de travail. Il s'agit notamment de protections en matière de paiement régulier des salaires, d'heures de travail, de congés de maladie et de jours de repos. Sont également prévues l'imposition de sanctions et d'amendes ou l'interdiction de recruter des travailleurs pendant un certain nombre d'années pour les employeurs qui ont enfreint la réglementation. En outre, le gouvernement avait déjà pris une série d'initiatives telles que l'enregistrement en ligne des contrats de travail et la signature, avec des pays d'origine, d'accords bilatéraux définissant clairement les droits et obligations de chaque partie. La commission note que, si la Commission de la Conférence a reconnu les diverses mesures adoptées par le gouvernement, les membres employeurs et les membres travailleurs ont souligné que d'autres mesures s'imposaient afin de mettre en place et d'appliquer des mesures effectives pour identifier et éliminer tous les cas de travail forcé dans le pays. De plus, la commission constate que plusieurs membres de la Commission de la Conférence ont exprimé de vives préoccupations face au fait que des travailleurs, qui étaient entrés de leur plein gré en Arabie saoudite en quête d'opportunités économiques, ont par la suite été soumis par des employeurs à du travail forcé s'accompagnant de restrictions à leur liberté de mouvement, du non-paiement de leur salaire et de la confiscation de leur passeport.

L'OIE et la CSC indiquent dans leurs observations de 2014 que diverses initiatives ont été prises par le gouvernement afin de combattre et d'éliminer les pratiques de travail forcé, en particulier à l'égard des travailleurs migrants et des travailleurs domestiques. La volonté du gouvernement d'améliorer la situation de ces travailleurs est confirmée, par exemple, par l'adoption de l'arrêté n° 310 du 7 septembre 2013, qui réglemente de manière plus équitable les rapports entre un employeur et un travailleur domestique. Par ailleurs, l'OIE et la CSC considèrent que la signature d'accords bilatéraux avec des pays d'origine, comme par exemple celui signé avec le gouvernement indonésien, constitue un premier développement. Selon eux, les accords bilatéraux définissant des contrats de travail types et instaurant des sanctions pour les agences de recrutement favorisant les pratiques de travail forcé contribuent à apporter une protection adéquate aux travailleurs étrangers et leur permettent de continuer à envoyer de l'argent dans leur pays d'origine. L'OIE et la CSC préconisent une augmentation du nombre de ces accords. Toutefois, bien que des changements aient été apportés à la loi, l'évolution de la pratique demandera plus de temps, en particulier pour ce qui a trait à la libre circulation des travailleurs migrants sans l'autorisation écrite de leur employeur et au recours à une autorité compétente pour les plaintes ne revêtant pas un caractère financier.

La commission note en outre que le gouvernement indique dans son rapport que la législation nationale et la pratique ont pour objectif d'éliminer le système de parrainage. Le gouvernement réitère que le règlement sur les travailleurs domestiques énonce les droits et les obligations des parties contractantes. Ceux-ci sont également reproduits dans tous les accords bilatéraux qui contiennent des contrats d'emploi types. Le gouvernement se réfère ensuite à l'adoption par le ministère du Travail d'un plan intégré constitué de diverses initiatives telles que: i) la mise en place d'un programme

électronique intitulé «Musaned» qui mène une action de sensibilisation expliquant les droits des travailleurs; ii) le programme de protection des salaires qui assure le suivi du paiement des prestations financières dues aux travailleurs du secteur privé; et iii) un centre de contact gratuit proposé en huit langues différentes et qui permet aux travailleurs de prendre connaissance de leurs droits et obligations. Le gouvernement indique également que le Code du travail accorde au travailleur le droit de quitter son travail même si l'employeur n'approuve pas son départ dans un certain nombre de cas comme, par exemple, lorsque le travailleur domestique subit des actes de violence. Enfin, le gouvernement déclare que, si un travailleur est soumis à des pratiques assimilables au travail forcé, l'employeur responsable fera l'objet de sanctions pénales, conformément aux dispositions du règlement interdisant la traite des personnes promulgué le 20 juillet 2009.

La commission salue les diverses mesures prises par le gouvernement afin de protéger les travailleurs domestiques migrants, ainsi que de l'adoption du nouveau règlement qui constitue un premier pas sur la voie de la réglementation des conditions de travail de ces travailleurs. Elle note toutefois que ni ces mesures ni le règlement ne se prononcent sur la possibilité de quitter le pays sans le consentement écrit de l'employeur, ni sur celle de la confiscation des passeports. A cet égard, la commission prend note des informations contenues dans le rapport de la mission de contacts directs de février 2014 relative à l'application par l'Arabie saoudite de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, selon lesquelles les représentants du gouvernement ont indiqué que le système «Kafil» avait été aboli par la loi il y a de cela plusieurs années, mais ils ont reconnu que la pratique peut subsister et, par conséquent, des dispositions légales sont en cours de préparation afin de remédier à cette situation. Par ailleurs, il semble que les travailleurs migrants n'aient toujours pas recours à une autorité compétente pour les plaintes qui ne revêtent pas un caractère financier. A cet égard, la commission souligne à nouveau l'importance d'adopter des mesures efficaces pour garantir que le système d'emploi des travailleurs migrants ne mette pas les travailleurs concernés dans une situation de vulnérabilité accrue, en particulier lorsqu'ils sont soumis à des pratiques abusives de la part des employeurs telles que la confiscation du passeport, la privation de liberté et les violences physiques et sexuelles, de telles pratiques pouvant transformer la relation de travail en une situation relevant du travail forcé. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour protéger les travailleurs domestiques migrants contre des pratiques abusives et conditions qui relèvent du travail forcé, notamment en s'assurant que, dans la pratique, les victimes ne sont pas traitées comme des délinquants et qu'elles sont en mesure de s'adresser aux autorités judiciaires compétentes afin d'obtenir réparation en cas d'abus et d'exploitation, ceci en tenant compte des situations spécifiques des hommes et des femmes. En outre, notant que le gouvernement indique que la législation nationale prévoit des sanctions pénales pour les employeurs qui engagent des travailleurs domestiques pour des tâches assimilées à du travail forcé, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les sanctions appliquées dans la pratique à cet égard. Elle encourage également le gouvernement à continuer de négocier des accords bilatéraux avec des pays d'origine, compatibles avec les normes internationales du travail, et à s'assurer de leur application totale et effective, de telle sorte que les travailleurs domestiques migrants soient protégés contre des pratiques et des conditions abusives qui relèvent de l'imposition de travail forcé. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les sanctions infligées aux agences de recrutement pour pratiques abusives, et notamment pour imposition de travail forcé. Enfin, la commission encourage le gouvernement à continuer de collaborer avec les pays d'origine afin de prendre des mesures de protection des travailleurs domestiques migrants avant leur départ.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Argentine

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1950)

La commission prend note des observations formulées sur l'application de la convention par la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA des travailleurs), reçues le 25 août 2014, ainsi que celles formulées par la Confédération générale des travailleurs de la République argentine (CGT RA), reçues le 1^{er} septembre 2014.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et d'exploitation au travail. La commission a précédemment noté que les nombreuses mesures prises par le gouvernement pour renforcer le cadre juridique et institutionnel de lutte contre la traite des personnes, tant à des fins d'exploitation au travail que d'exploitation sexuelle, témoignaient de son engagement à cet égard. Elle a invité le gouvernement à poursuivre sur cette voie et à renforcer la coordination de l'action des acteurs qui participent à cette lutte pour assurer une meilleure réponse judiciaire et mieux protéger les victimes. La commission note que le gouvernement accompagne son rapport d'une publication du ministère de la Justice et des Droits de l'homme intitulée «Traite des personnes-Politiques de l'Etat pour sa prévention et sa répression» qui contient des informations détaillées sur les mesures prises par les différents organes de l'Etat pour approfondir et adapter leur action et obtenir des résultats en matière de sensibilisation, prévention, formation des agents publics, protection, coopération interinstitutionnelle et internationale et répression.

a) *Cadre juridique et institutionnel*

La commission note avec **intérêt** que la loi n° 26.842 du 26 décembre 2012 a modifié la loi n° 26.364 du 29 avril 2008 sur la prévention et la répression de la traite des personnes et l'assistance aux victimes, renforçant ainsi le cadre législatif et institutionnel dans ce domaine. La loi a simplifié la définition de la traite des personnes contenue à l'article 145*bis* et *ter* du Code pénal en supprimant la référence aux moyens utilisés pour commettre le délit et en précisant que le consentement de la victime est inopérant. La tromperie, la fraude, la violence, les menaces, l'abus d'autorité ou de la situation de vulnérabilité constituent désormais des circonstances aggravantes faisant passer la peine de prison encourue de quatre à huit ans à cinq à dix ans (la peine pouvant aller jusqu'à quinze ans quand la victime est mineure). La loi prévoit également la création du conseil fédéral pour la lutte contre la traite et l'exploitation des personnes et pour la protection et l'assistance des victimes, qui constitue le cadre permanent d'action et de coordination institutionnelles et devra concevoir la stratégie de lutte contre la traite et l'exploitation des personnes, ainsi que la création d'un comité exécutif du même nom qui devra mettre en œuvre le programme national de lutte contre la traite et l'exploitation des personnes. ***La commission encourage le gouvernement à s'assurer que les objectifs que la loi a fixés au programme national de lutte contre la traite et l'exploitation des personnes seront réalisés. Prière de fournir des informations à cet égard et notamment sur les plans d'action biannuels adoptés par le comité exécutif ainsi que sur ses rapports d'activité.***

Action du ministère public. Dans ses précédents commentaires, la commission a relevé le rôle fondamental joué par le ministère public de la nation dans la répression de la traite des personnes. Elle note la création en avril 2013 de la PROTEX, unité spéciale pour la traite et l'exploitation des personnes au sein du ministère public qui remplace l'UFASE et continue à assister les différents ministères publics du pays. Ainsi, le site Internet de PROTEX contient un résumé des décisions de justice, de la doctrine et de la législation afin de faciliter le rassemblement des preuves lors de l'instruction des affaires de traite. La commission note que la loi de 2012 précitée prévoit également la création au sein du ministère public d'un système synchronisé de plaintes concernant les délits de traite et d'exploitation des personnes. ***La commission prie le gouvernement de s'assurer que la PROTEX disposera des moyens et des capacités pour mener à bien son action dans la lutte contre la traite des personnes sur tout le territoire national. Prière également d'indiquer l'impact qu'a eu l'adoption de la nouvelle législation sur le travail de cette unité et sur le nombre d'instructions et de procédures judiciaires initiées dans les affaires de traite et d'exploitation au travail.***

Action des forces de police et allégations de corruption. Dans ses précédents commentaires, la commission a demandé au gouvernement de mener des enquêtes et, le cas échéant, sanctionner les cas de corruption et de complicité des agents de la force publique dans les affaires de traite des personnes. La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la traite des personnes a recommandé à cet égard au gouvernement d'adopter une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption et de s'assurer que les fonctionnaires impliqués dans le crime de la traite sont poursuivis et sévèrement punis (A/HRC/17/35/Add.4). La commission **regrette** que le gouvernement n'ait fourni aucune information à ce sujet. Elle rappelle que les victimes de la traite se trouvent généralement dans une situation de vulnérabilité qui les empêche de faire valoir leurs droits et qu'il appartient donc aux autorités de l'Etat d'agir pour les identifier, les protéger et faire reconnaître leur qualité de victimes. La commission souligne que tous les efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la traite des personnes peuvent se voir affaiblis si au sein des autorités de l'Etat persistent des pratiques de corruption et de complicité. ***La commission prie instamment le gouvernement de s'assurer que des enquêtes sont dûment diligentées dans les cas de corruption et de complicité des agents de la force publique et que des sanctions appropriées et dissuasives sont infligées.***

Action de l'inspection du travail. La commission a demandé au gouvernement d'indiquer les mesures prises pour s'assurer que l'inspection du travail dispose des capacités humaines et matérielles adéquates pour mener ses actions de manière efficace sur l'ensemble du territoire. Elle note que le gouvernement se réfère à l'acquisition de deux véhicules utilitaires par les équipes mobiles d'inspection pouvant accueillir trois inspecteurs et équipés de postes de travail et d'une antenne satellite. Les équipes mobiles réalisent un travail de contrôle et de sensibilisation dans les zones reculées et difficiles d'accès du pays où l'Etat est peu ou pas présent. Tous les inspecteurs sont désormais dotés de tablettes grâce auxquelles ils peuvent en temps réel vérifier si les travailleurs sont enregistrés auprès du système de prévoyance sociale et croiser ces données avec celles de l'administration fiscale. Le gouvernement précise que les infractions constatées dans le cadre des inspections, qui pourraient également constituer des délits de traite ou d'exploitation au travail, sont automatiquement dénoncées auprès de la juridiction fédérale de garde. Il ajoute que les contrôles dans le secteur du textile ont été renforcés et que, entre 2010 et 2014, 3 338 établissements ont été contrôlés; sur les 24 352 travailleurs présents, 28,7 pour cent n'étaient pas enregistrés. La commission note que la CGT RA souligne le déficit structurel dont souffre le système d'inspection du travail. Si la situation s'est améliorée au niveau national, notamment dans le secteur de l'agriculture, avec l'incorporation de nouveaux agents, des problèmes de coordination avec les provinces demeurent en raison de l'absence d'une politique centralisée et coordonnée. ***Rappelant que l'inspection du travail constitue un maillon essentiel de la lutte contre la traite des personnes à des fins d'exploitation au travail, la commission encourage le gouvernement à continuer de prendre des mesures pour renforcer la capacité d'action de l'inspection du travail, en particulier dans les secteurs où l'incidence du travail forcé est connue (agriculture, textile, travail domestique, industrie du sexe) et les zones géographiques correspondantes.***

b) *Article 25. Application de sanctions pénales efficaces*

La commission a précédemment constaté que la réunion des preuves pour traduire en justice des auteurs de crime de traite des personnes était difficile et que le nombre total de condamnations restait assez limité comparé au nombre de victimes secourues et de personnes arrêtées. La commission relève d'après le rapport annuel du ministère public de la nation que, depuis l'adoption de la loi de 2008 et jusqu'à fin 2013, 1 172 enquêtes préliminaires ont été ouvertes qui, pour 60 pour cent d'entre elles, ont débouché sur des poursuites judiciaires; et 253 affaires ont été renvoyées devant les juridictions, concernant 690 inculpés et 1 134 victimes. Pour la même période, 76 décisions de justice ont été rendues pour délit de traite. **La commission rappelle l'importance de sanctionner ceux qui imposent du travail forcé par des peines de prison revêtant un caractère réellement dissuasif et espère que la nouvelle définition de la traite des personnes contribuera à apporter une meilleure réponse judiciaire à ces délits. La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le nombre et la nature des sanctions imposées.**

c) *Assistance aux victimes*

La commission note que le Programme national de secours et d'accompagnement des victimes de la traite des personnes, qui succède au bureau du même nom, est composé d'une équipe multidisciplinaire qui aide à l'identification des victimes et leur apporte une assistance psychologique, médicale et juridique. A cet égard, en septembre 2012, un protocole d'action a été adopté qui établit les principes directeurs de cette protection. Le programme gère également la ligne téléphonique nationale gratuite mise en place en 2012. Depuis 2008 et jusqu'au 30 juin 2014, 6 992 victimes ont été prises en charge (54 pour cent d'entre elles sont étrangères, 51 pour cent ont été victimes d'exploitation au travail et 48 pour cent d'exploitation sexuelle). **La commission prie le gouvernement de continuer à renforcer les moyens dont dispose le Programme national de secours et d'accompagnement des victimes de la traite des personnes afin qu'il puisse assurer à toutes les victimes la protection prévue dans la loi et afin de créer de nouvelles antennes régionales. Notant que la loi de 2008 prévoit que les amendes infligées et le produit des biens saisis, suite à la constatation des délits qu'elle incrimine, doivent être affectés aux programmes d'assistance des victimes, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre de cette disposition et sur la manière dont ces fonds sont utilisés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Australie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1932)

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphes 1 et 2 c), de la convention. Privatisation des prisons et travail pénitentiaire. Travail des prisonniers au profit d'entreprises privées. Dans les commentaires qu'elle formule depuis de nombreuses années, la commission a souligné que la privatisation du travail pénitentiaire va au-delà des conditions expressément prévues à l'article 2, paragraphe 2 c), de la convention qui exclut le travail pénitentiaire obligatoire du champ d'application de la convention. Elle a rappelé que tout travail ou service exigé d'une personne comme conséquence d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire n'est compatible avec la convention que si deux conditions sont satisfaites, à savoir que ledit travail ou service soit exécuté sous la surveillance et le contrôle des autorités publiques et que ladite personne ne soit pas concédée ou mise à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées. Ces deux conditions s'appliquent de façon cumulative, c'est-à-dire que le fait qu'un détenu reste en permanence sous la surveillance et le contrôle d'une autorité publique ne dispense pas en soi le gouvernement de remplir la deuxième condition, à savoir que ledit détenu ne soit pas concédé ou mis à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées. Si l'une des deux conditions n'est pas observée, la situation ne relève pas de l'exception prévue par la convention, et par conséquent le travail exigé des détenus dans ces circonstances est interdit par l'article 1, paragraphe 1, de la convention. Toutefois, la commission a considéré que, lorsque les garanties nécessaires existent pour s'assurer que les détenus concernés acceptent volontairement un travail en donnant formellement leur consentement libre et éclairé et sans être soumis à des pressions ou à la menace d'une peine quelconque, comme l'exige l'article 2, paragraphe 1, de la convention, ce travail ne relèverait pas du champ d'application de cet instrument.

A cet égard, la commission a précédemment noté que des prisons privées existaient à Victoria, en Nouvelle-Galles du Sud, au Queensland, en Australie-Méridionale et en Australie-Occidentale alors qu'il n'en existait pas en Tasmanie, dans le Territoire du Nord et dans le Territoire de la capitale australienne. Elle a également noté que le gouvernement avait réitéré son point de vue selon lequel sa loi et sa pratique sont conformes à la convention, puisque les prisonniers détenus dans des établissements pénitentiaires à gestion privée restent sous la surveillance et le contrôle des autorités publiques, comme exigé à l'article 2, paragraphe 2 c), de la convention, et puisque le secteur privé n'a pas le droit de déterminer lui-même les conditions de travail des détenus, ces conditions étant fixées par les pouvoirs publics. Le gouvernement considérerait donc que les prisonniers ne sont pas «concédés ou mis à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées», puisque leur «garde légale» demeure confiée aux autorités publiques jusqu'à

leur libération. Le gouvernement a également indiqué qu'aucun Etat australien n'envisage actuellement de modifier sa législation et sa pratique.

La commission a cependant noté un certain nombre de tendances positives dans l'application pratique de la législation en vigueur dans certains Etats australiens. Ainsi, en *Nouvelle-Galles du Sud*, s'agissant du caractère volontaire du travail, l'emploi de prisonniers dans les établissements pénitentiaires revêt un caractère volontaire. Le gouvernement a indiqué que, pour garantir l'obtention du consentement «éclairé» des prisonniers à un travail pour des compagnies privées, les mesures suivantes sont appliquées dans les établissements pénitentiaires gérés par le secteur privé (Junee et Parklea): un détenu souhaitant exercer un travail doit remplir un formulaire, le signer et le soumettre au directeur de l'industrie; s'il estime qu'il a été contraint de travailler, le détenu peut porter la question à l'attention de son superviseur immédiat ou du Comité de valorisation des détenus, ou bien encore présenter une plainte officielle au directeur général de l'établissement pénitentiaire ou au bureau du médiateur. Le gouvernement a également déclaré que les établissements pénitentiaires à gestion privée de *Nouvelle-Galles du Sud* ont pour obligation de respecter la présente convention.

S'agissant de l'*Australie-Méridionale*, la commission a noté que, en application de l'article 29(1) de la loi de 1982 sur les services pénitentiaires, le travail pénitentiaire est obligatoire, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire. Elle a pris note également de l'indication du gouvernement selon laquelle les détenus à la prison de Mt Gambier (la seule prison à gestion privée de l'*Australie-Méridionale*) présentent une demande écrite pour participer aux programmes de travail. Le gouvernement a aussi indiqué que les détenus du Centre de prélibération d'Adélaïde sont autorisés à présenter leur candidature à un emploi extérieur dans des entreprises privées, et que tout travail exécuté à l'extérieur par des détenus est volontaire.

S'agissant du *Queensland*, la commission a noté que le travail pénitentiaire est obligatoire en application de l'article 66 de la loi de 2006 sur les services pénitentiaires. Elle a pris note également du fait que le gouvernement a réitéré que les détenus ne sont pas obligés de participer à un programme de travail agréé. Selon le gouvernement, bien qu'aucun consentement formel des détenus ne soit requis, le programme de travail est une initiative volontaire qui permet aux détenus d'exécuter des projets de travail utiles grâce auxquels ils développent leurs compétences pratiques, ce qui facilite ensuite leur réinsertion sociale. Le gouvernement a aussi indiqué que le refus d'un détenu de participer à un programme de travail n'entraîne aucune conséquence.

En ce qui concerne l'*Australie-Occidentale*, la commission a noté que le travail pénitentiaire est obligatoire en vertu de l'article 95(4) de la loi sur les prisons. Elle a également pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle cette disposition n'était pas appliquée, les détenus n'étant pas contraints de participer à des programmes de travail, même dans les établissements pénitentiaires à gestion privée. Dans son rapport de 2011, le gouvernement a indiqué qu'il existe actuellement six camps de travail pour les détenus dans la région de l'*Australie-Occidentale*, dont le but est la réinsertion des détenus. Selon le gouvernement, ce placement en camp de travail est volontaire et a lieu après soumission d'une demande écrite par l'intéressé.

Dans son dernier rapport, le gouvernement déclare qu'en *Australie-Occidentale* les détenus ne sont pas engagés dans une relation d'emploi avec les prisons ou le Département des services pénitentiaires. Cela a été confirmé par la Commission des relations du travail de l'Australie-Occidentale, dans l'affaire *Ireland contre Commissaire des services pénitentiaires* (2009, WAIRC 00123), dans laquelle la commission a considéré que la relation entre un prisonnier et l'Etat, dans le cadre de la loi sur les prisons et ses textes d'application, n'a pas le caractère d'une relation entre employé et employeur.

La commission note cependant que, dans la même décision, la Commission des relations du travail déclare que «la possibilité de choisir [d'exercer un travail pénitentiaire] est supprimée lorsque le requérant devient un condamné. Il pourrait alors être contraint de travailler. (...) L'utilisation du terme "pourrait" [dans la règle 43(1) du règlement sur les prisons] donne à un directeur le pouvoir discrétionnaire de contraindre un condamné à travailler. Lorsqu'une telle instruction est donnée à l'intéressé, ce dernier ne peut la refuser. Cela est confirmé à l'article 69 de la loi sur les prisons, qui définit comme infraction pénitentiaire le fait de ne pas dûment exercer le travail qui a été assigné.» (2009, WAIRC 00123, paragr. 62). De même, dans sa décision sur la même affaire, la cour d'appel des relations du travail a souligné: «en tant que condamné (...), le requérant n'a pas exercé volontairement le travail pénitentiaire. L'article 95 de la loi sur les prisons et la règle 43 du règlement sur les prisons ont pour effet que le requérant était contraint de travailler. En étant affecté à un travail pénitentiaire, le requérant était tenu de travailler, et ce de la façon dont un gardien de prison lui ordonnait de le faire.» (2009, WASCA 162).

Dans ce contexte, la commission considère que l'absence de relation formelle d'emploi n'exclut pas la nécessité de s'assurer que le consentement des détenus est formellement exigé. A cet égard, la commission souligne une fois de plus que le travail de détenus pour des entreprises privées ne peut être considéré comme compatible avec l'interdiction explicite prévue par la convention que lorsque les garanties nécessaires existent pour s'assurer que le prisonnier concerné accepte *volontairement* un travail sans être soumis à des pressions ou à la menace d'une peine quelconque, comme l'exige l'article 2, paragraphe 1, de la convention. La commission a estimé que, dans ce contexte de captivité, il est nécessaire d'obtenir des prisonniers un consentement formel au travail pour des entreprises privées dans les prisons gérées par l'Etat

ou dans des prisons à gestion privée, et que ce consentement doit être donné par écrit. De plus, dans la mesure où ce consentement formel est obtenu dans un contexte de privation de liberté et sans véritable alternative, certains facteurs sont nécessaires pour authentifier et confirmer l'expression d'un consentement libre et éclairé. La commission rappelle que l'indicateur le plus fiable du consentement au travail réside dans le fait que ce travail soit exécuté dans des conditions se rapprochant de celles d'une relation de travail libre, ce qui comprend l'octroi d'une rémunération (avec retenues et cotisations éventuelles), la sécurité sociale et la sécurité et santé au travail.

Compte tenu des considérations qui précèdent, la commission exprime le ferme espoir que les mesures nécessaires seront prises, tant en droit que dans la pratique, en Australie-Occidentale et dans les autres juridictions où ce consentement pourrait ne pas être exigé, pour s'assurer qu'un consentement formel, libre et éclairé est exigé des prisonniers pour tout travail dans des établissements pénitentiaires à gestion privée, ainsi que pour tout travail des prisonniers au profit de compagnies privées, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux de la prison, de manière à ce que ce consentement soit exempt de toute menace d'une peine quelconque au sens de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, telle que la perte de privilèges ou une évaluation défavorable du comportement prise en compte en vue de la réduction de la peine. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les détenus qui, à *Victoria*, travaillent pour des établissements à gestion publique et des établissements à gestion privée ont les mêmes droits et prérogatives, et que dans les deux cas leur consentement doit être obtenu pour l'exercice d'un travail. ***La commission prie le gouvernement d'indiquer comment le consentement éclairé des détenus pour travailler pour des entreprises privées est obtenu dans la pratique, quelles mesures sont prises pour s'assurer que ce consentement est donné librement et formellement et à quels moyens de recours le détenu peut avoir accès s'il est allégué que son consentement n'a pas été librement donné.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Autriche

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphes 1 et 2 c), de la convention. Travail des détenus pour des entreprises privées. Depuis un certain nombre d'années, la commission examine la situation des détenus, qui sont obligés de travailler, sans leur consentement, dans des ateliers gérés par des entreprises privées et fonctionnant dans les prisons d'Etat. La commission s'est référée à cet égard à l'article 46, paragraphe 3, de la loi sur l'exécution des peines telle que modifiée par la loi n° 799/1993, aux termes duquel les détenus peuvent être concédés à des entreprises du secteur privé qui utilisent alors leur travail dans des ateliers ou autres lieux de travail sous gestion privée, à l'intérieur ou à l'extérieur des prisons. La commission a souligné à plusieurs reprises que la pratique suivie à cet égard par l'Autriche correspond à tous égards à ce que l'article 2, paragraphe 2 c), de la convention expressément interdit, à savoir qu'une personne soit «concédée» à une entreprise privée. Elle a observé en particulier que la convention vise non seulement les situations dans lesquelles des détenus sont «employés» par une entreprise privée ou sont réduits à une situation de servitude à l'égard d'une entreprise privée, mais aussi celles dans lesquelles les détenus sont «concédés» à des entreprises privées tout en restant sous l'autorité et le contrôle de l'administration pénitentiaire.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement concernant l'augmentation en janvier 2014 des salaires perçus par les détenus, suite à la majoration de l'indice salarial de 37,89 pour cent par rapport à l'indice du 1^{er} mars 2010. Elle note également que le gouvernement réitère que les détenus travaillant pour des entreprises privées jouissent de droits et bénéficient de conditions de travail qui sont comparables à ceux et celles d'une relation de travail libre. Le gouvernement déclare en outre que seulement 2,5 pour cent des entreprises opérant dans les prisons autrichiennes sont des entreprises privées et qu'il est veillé à ce que les détenus qui souhaitent travailler en prison y aient consenti librement et en pleine connaissance de cause.

La commission note en outre que, dans ses observations jointes au rapport du gouvernement, la Chambre fédérale du travail indique qu'aucune plainte de la part des détenus en ce qui concerne leurs conditions de travail ne semble avoir été enregistrée. La chambre fédérale considère également qu'il est souhaitable de poursuivre l'intégration des détenus dans les systèmes d'assurance sociale et de veiller à ce que les détenus qui désirent travailler puissent le faire.

Tout en prenant note des informations du gouvernement selon lesquelles les détenus consentent librement et en pleine connaissance de cause au travail, la commission souligne une fois de plus qu'aux termes de l'article 46, paragraphe 3, de la loi sur l'exécution des peines actuellement en vigueur le consentement exprès des intéressés pour le travail dans des ateliers gérés par des entreprises privées opérant dans les prisons n'est pas requis, un tel consentement n'étant requis que lorsque ce travail s'effectue hors de la prison. En l'absence d'un tel consentement exprès, les autres paramètres invoqués par le gouvernement ne sauraient être considérés comme démontrant l'existence d'une relation d'emploi librement acceptée. La commission attire une fois de plus l'attention du gouvernement sur le fait que le travail de

détenus pour le compte d'entreprises privées n'est compatible avec la convention que s'il ne constitue pas un travail obligatoire, ce qui présuppose le consentement formel libre et éclairé de l'intéressé, ainsi que des garanties et sauvegardes couvrant les aspects essentiels d'une relation de travail, tels que le salaire, la sécurité et santé au travail et la sécurité sociale. *La commission prie par conséquent instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que, conformément à la convention, le consentement de l'intéressé, libre et éclairé, est requis pour que celui-ci puisse travailler pour le compte d'entreprises privées, que ce soit à l'intérieur de la prison ou hors de celle-ci. Elle le prie d'indiquer en particulier quelles dispositions ont été prises pour assurer que le consentement d'un détenu à un tel travail est obtenu sans la menace d'une peine quelconque, et que ce consentement est corroboré par des facteurs objectifs et mesurables tels que des conditions d'emploi approchant celle d'une relation d'emploi libre en termes de salaire, de santé et sécurité au travail et de sécurité sociale.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Bahreïn

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1998)

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler imposées pour l'expression de certaines opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre public, social ou économique établi. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que des peines d'emprisonnement (assorties, en vertu de l'article 55 du Code pénal, de travail pénitentiaire obligatoire) peuvent être imposées en application de certaines dispositions de la législation nationale dans des circonstances qui sont contraires à ou incompatibles avec la convention:

- article 22 du décret législatif n° 47 de 2002 régissant la presse, l'impression et la publication: publication ou diffusion d'écrits dont la diffusion n'a pas été autorisée;
- article 68 du décret législatif n° 47 de 2002 précité: critique ou atteinte à la religion officielle de l'Etat, ses fondements et ses principes, critique du Roi ou mise en cause de celui-ci pour un acte, quel qu'il soit, du gouvernement;
- article 25 de la loi n° 26 du 23 juillet 2005 sur les associations politiques: violation de toute disposition de la loi pour laquelle aucune sanction spécifique n'a été prévue;
- article 13 de la loi n° 32 de 2006, qui modifie le décret législatif n° 18 du 5 septembre 1973 régissant les assemblées, réunions et cortèges publics: organisation ou participation à des réunions, cortèges, manifestations et rassemblements publics sans préavis ou en violation d'un ordre officiel contre leur organisation; violation de toute autre disposition de la loi.

La commission a constaté que le champ d'application de ces dispositions ne se limite pas aux actes de violence ou à l'incitation à la violence mais permet de constituer un moyen de coercition politique et de sanction de l'expression non violente d'opinions critiques à l'égard de la politique gouvernementale et de l'ordre politique établi. Ces dispositions permettent également de punir par des peines comportant un travail obligatoire, divers actes non violents liés à la constitution ou au fonctionnement d'associations politiques, et de l'organisation de réunions et de manifestations.

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information sur les questions soulevées concernant les dispositions susmentionnées. Le gouvernement indique cependant que la loi n° 51 de 2012, portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal, remplace l'article 168 qui sanctionnait d'une peine d'emprisonnement la publication de fausses nouvelles ou de fausses déclarations, ainsi que la production d'informations visant à nuire à la sécurité publique ou à porter préjudice à l'intérêt public ainsi que l'article 169 qui sanctionnait d'une peine d'emprisonnement la publication de fausses nouvelles ou de faux documents qui pourraient troubler l'ordre public ou nuire à l'intérêt supérieur du pays. Le gouvernement indique également que les dispositions modifiées n'incluent pas l'obligation de travailler dans les sanctions qu'elles prévoient.

Prenant note de ces informations, la commission observe que les textes des articles 168 et 169 modifiés sont pratiquement inchangés, notamment en ce qui concerne l'imposition d'une peine d'emprisonnement de deux ans qui, en vertu de l'article 55 du Code pénal, est assortie d'une obligation de travailler. La commission rappelle, se référant également aux paragraphes 302 à 304 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, que parmi les activités qui, en vertu de l'article 1 a) de la convention, ne doivent pas faire l'objet d'une sanction comportant un travail obligatoire figurent celles qui s'exercent dans le cadre de la liberté d'exprimer des opinions politiques ou idéologiques, ainsi que de divers autres droits généralement reconnus, tels que, par exemple, les droits d'association et de réunion, droits par lesquels les citoyens cherchent à faire connaître et accepter leur opinion, et qui peuvent se trouver affectés par des mesures de coercition politique. *A la lumière des considérations qui précèdent, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les affaires dans lesquelles, ces dernières années, une peine de prison a été prononcée sur la base des dispositions de la législation nationale précitées, y compris des informations sur la nature des infractions*

qui ont donné lieu à l'imposition de ces peines. Elle exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires, dans le cadre de la révision de la législation en cours, afin de s'assurer qu'aucune peine d'emprisonnement comportant du travail obligatoire ne soit imposée aux personnes qui, sans recourir à la violence, expriment des opinions politiques ou s'opposent à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Bangladesh

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1972)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes. La commission a précédemment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les mécanismes de contrôle de l'application de la législation afin que les affaires de traite des personnes fassent effectivement l'objet d'enquêtes et de poursuites judiciaires.

La commission prend note avec *intérêt* de l'adoption de la loi de 2012 sur la dissuasion en matière de traite des êtres humains et l'abolition de la traite, dont l'article 6 interdit la traite des personnes. La loi prévoit également la création d'un fonds de prévention de la traite des êtres humains ainsi que d'une autorité nationale de lutte contre la traite. En outre, la loi comporte des dispositions relatives à la protection et à la réadaptation des victimes, et notamment à l'accès à des mesures de réparation et à l'assistance juridique et psychologique. Par ailleurs, la commission prend note de l'adoption du Plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains (2012-2014), ainsi que des différentes autres mesures prises pour traiter la question de la traite des personnes, présentées en détail dans les rapports annuels du ministère de l'Intérieur sur la lutte contre la traite. La commission constate à cet égard que 209 procédures concernant la traite des personnes ont été engagées en 2012, ayant abouti à huit condamnations et à la libération de 333 victimes (rapport sur la lutte contre la traite des êtres humains, ministère de l'Intérieur, 2012). En 2013, le ministère de l'Intérieur a fait état de 366 procédures initiées, ayant abouti à six condamnations et à la libération de 1 090 victimes. *Prenant dûment note de ces informations, la commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts afin de prévenir, réprimer et combattre la traite des personnes, et de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que toutes les personnes engagées dans la traite et dans d'autres infractions connexes fassent l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites judiciaires. La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le nombre de condamnations et sur les sanctions spécifiques infligées, ainsi que sur les difficultés rencontrées par les autorités compétentes pour identifier les victimes et engager des poursuites judiciaires. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures spécifiques prises et les résultats concrets obtenus en matière de protection, d'aide et de réadaptation des victimes.*

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1. Restrictions de la liberté des travailleurs de quitter leur emploi. Depuis plusieurs années, la commission se réfère à certaines dispositions de la loi n° LIII de 1952 sur le maintien des services essentiels et de la deuxième ordonnance n° XLI de 1958 sur les services essentiels, qui limitent la possibilité des personnes employées par le gouvernement central ou dans les services essentiels de mettre fin à leur emploi, limitation dont le non-respect est passible de peines d'emprisonnement. La commission note que le gouvernement indique à nouveau que l'article 27 de la loi sur le travail (BLA 42/06) garantit à tous les travailleurs la liberté de mettre fin à leur emploi moyennant un préavis et qu'en conséquence les lois de 1952 et 1958 ne sont plus appliquées dans la pratique. *Notant les indications réitérées du gouvernement, la commission veut croire que les mesures nécessaires seront prises en vue d'abroger la loi n° LIII de 1952 sur le maintien des services essentiels et la deuxième ordonnance n° XLI de 1958 sur les services essentiels, de manière à mettre la législation nationale en conformité avec la convention et avec la pratique indiquée.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1972)

Article 1 a) de la convention. Peines comportant un travail obligatoire imposées en tant que sanction de l'expression de certaines opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Depuis de nombreuses années, la commission se réfère aux articles 16 à 20 de la loi n° XIV de 1974 sur les pouvoirs spéciaux, en vertu desquels les personnes qui publient des rapports préjudiciables ou enfreignent les ordonnances sur le contrôle et l'approbation préalable de certaines publications, ou sur la suspension ou la dissolution de certaines associations, sont passibles de peines d'emprisonnement. La commission a noté que les peines d'emprisonnement peuvent être assorties de l'obligation d'accomplir un travail pénitentiaire en vertu de l'article 53 du Code pénal et de l'article 3(26) de la loi sur les clauses générales.

La commission prend note de la déclaration réitérée du gouvernement selon laquelle les dispositions de la loi sur les pouvoirs spéciaux ne concernent pas les relations d'emploi mais sont destinées à améliorer le système administratif. A cet égard, se référant également au paragraphe 302 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission attire de nouveau l'attention du gouvernement sur le fait que les sanctions comportant du travail obligatoire, y compris du travail pénitentiaire obligatoire, sont incompatibles avec l'article 1 a) de la convention lorsqu'elles sanctionnent une interdiction d'exprimer pacifiquement une opinion ou une opposition non violente à l'ordre politique, social ou économique établi. Par conséquent, l'éventail d'activités qui doit être protégé d'une sanction comportant du travail forcé ou obligatoire en application de cette disposition comprend la liberté d'expression d'opinions politiques ou idéologiques, ainsi que divers autres droits généralement reconnus, tels que le droit d'association et de réunion, au moyen desquels les citoyens cherchent pacifiquement à assurer la diffusion et l'acceptation de leurs opinions et qui peuvent eux aussi être affectés par des mesures de coercition politique. ***La commission veut donc croire que les mesures nécessaires seront prises pour abroger ou modifier les articles 16 à 20 de la loi n° XIV de 1974 sur les pouvoirs spéciaux afin de s'assurer qu'aucune peine d'emprisonnement comportant du travail obligatoire ne soit imposée aux personnes qui, sans avoir recours à la violence, expriment des opinions politiques opposées à l'ordre politique, social ou économique établi, et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. Dans l'attente de l'adoption de ces mesures, la commission prie de nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur l'application pratique de ces dispositions, en transmettant notamment copie des décisions de justice pertinentes et en indiquant les sanctions infligées.***

Article 1 c). Peines comportant un travail obligatoire en tant que mesures de discipline du travail La commission a précédemment observé que les articles 292 et 293 de la loi du Bangladesh sur le travail de 2006, qui abroge et remplace l'ordonnance sur les relations professionnelles de 1969, comportent des dispositions comparables à celles des articles 54 et 55 de l'ordonnance abrogée. Les articles 292 et 293 prévoient des peines d'emprisonnement pouvant comporter un travail obligatoire en cas de violation ou de non-application d'un accord. A cet égard, la commission a noté que la loi sur le travail était en cours de révision et a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires, dans le cadre de ce processus de révision, pour mettre les dispositions susmentionnées en conformité avec la convention.

La commission note que le gouvernement indique que, compte tenu de la situation socio-économique du pays, les articles 292 et 293 ne semblent pas comporter d'élément de travail obligatoire. La commission note avec ***regret*** que, en dépit des commentaires qu'elle a formulés sur ce point, la loi sur le travail (modification), adoptée en 2013, n'amende pas les articles susmentionnés de la loi sur le travail de 2006. ***La commission exprime le ferme espoir que les mesures nécessaires seront prises, sans plus attendre, de manière à ce qu'aucune sanction comportant un travail pénitentiaire obligatoire ne puisse être en tant que punition pour violation de la discipline du travail.***

Mesures disciplinaires applicables aux gens de mer. Dans ses commentaires antérieurs, la commission s'est référée aux articles 198 et 199 de l'ordonnance n° XXVI de 1983 sur la marine marchande, aux termes desquels un marin peut être ramené de force à bord pour accomplir ses obligations, ainsi qu'aux articles 196, 197 et 200(iii), (iv), (v) et (vi) de la même ordonnance, qui prévoient des peines d'emprisonnement (comportant un travail pénitentiaire obligatoire) pour divers manquements à la discipline du travail.

La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle aucun marin ne peut être amené de force à bord d'un navire pour y travailler. Le gouvernement indique également que, suite à la ratification en 2014 de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), si des divergences étaient constatées les mesures nécessaires seraient prises pour mettre l'ordonnance sur la marine marchande en conformité avec la MLC, 2006. ***Prenant dûment note de cette information, la commission encourage vivement le gouvernement à prendre les mesures nécessaires, dans le cadre d'une future révision de la législation sur la marine marchande, pour modifier ou abroger les dispositions susmentionnées de l'ordonnance sur la marine marchande, de manière à s'assurer que les infractions à la discipline du travail qui ne mettent pas en danger la sécurité du navire ou la vie ou la santé des personnes ne soient pas sanctionnées par des peines d'emprisonnement comportant un travail obligatoire, et que les marins ne soient pas ramenés de force à bord pour y accomplir leurs obligations. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard.***

Article 1 d). Peines comportant un travail obligatoire en tant que punition pour avoir participé à des grèves. La commission a précédemment noté que les articles 211(3) et (4) et 227(1)(c) de la loi du Bangladesh de 2006 sur le travail, qui abroge et remplace l'ordonnance de 1969 sur les relations professionnelles, prévoient plusieurs restrictions au droit de grève similaires à celles de l'ordonnance abrogée. La commission a observé que l'inobservation de ces restrictions était passible de peines d'emprisonnement pouvant comporter l'obligation de travailler en détention (art. 196(2)(e), lu conjointement avec art. 291(2); et art. 294(1)), ce qui est contraire aux dispositions de la convention.

La commission note que le gouvernement réitère que de telles restrictions au droit de grève sont justifiées compte tenu du contexte socio-économique actuel du pays. Elle note avec ***regret*** que, en dépit des commentaires qu'elle formule depuis de nombreuses années sur cette question, la loi sur le travail (modification) adoptée en 2013, n'abroge pas ou ne modifie pas les articles susmentionnés de la loi de 2006 sur le travail.

La commission rappelle à cet égard que l'article 1 d) de la convention interdit le recours à toute forme de travail forcé ou obligatoire, y compris au travail pénitentiaire obligatoire, en tant que punition pour avoir participé pacifiquement à une grève. Se référant au paragraphe 315 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission attire également l'attention du gouvernement sur le fait que, dans tous les cas, les sanctions imposées devraient être proportionnées à la gravité de la faute commise, et les autorités devraient exclure le recours à des mesures d'emprisonnement pour le simple fait d'organiser une grève pacifique ou d'y participer. *Se référant également à ses commentaires adressés au gouvernement au titre de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la commission veut croire que les mesures nécessaires seront prises pour abroger ou modifier les dispositions susmentionnées de la loi de 2006 sur le travail (telle que modifiée en 2013) et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. Dans l'attente de l'adoption de telles mesures, la commission prie le gouvernement de communiquer copie de toute décision judiciaire pertinente prononcée sur la base des dispositions susmentionnées qui pourraient définir ou illustrer leur portée.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Belize

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1983)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 c) et d) de la convention. Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler pour manquement à la discipline du travail ou participation à des grèves. La commission se réfère depuis de nombreuses années à l'article 35(2) de la loi sur les syndicats, en vertu duquel une peine d'emprisonnement (comportant l'obligation de travailler en vertu de l'article 66 du Règlement des prisons) peut être infligée à toute personne employée par le gouvernement, une autorité municipale ou tout employeur assurant des services d'approvisionnement en électricité ou en eau, de liaisons ferroviaires, de santé, et d'assistance sanitaire ou médicale ou de communication, ou tout autre service qui peut être déclaré comme service public par le gouverneur lorsque, volontairement et dans l'intention de nuire, cette personne rompt son contrat de service en sachant ou en ayant de bonnes raisons de penser que la conséquence probable de cette rupture engendrera un préjudice ou un danger ou de graves inconvénients pour la collectivité. La commission a également noté que l'article 2 de la loi n° 92 de 1981 sur le règlement des conflits dans les services essentiels a déclaré services essentiels le service national du feu, les services postaux, les services monétaires et financiers (banques, Trésor public, autorité monétaire), les aéroports (aviation civile et services de sécurité des aéroports) et l'autorité portuaire (services des pilotes et de la sécurité), et que la loi n° 51 de 1988 a déclaré service essentiel le régime de sécurité sociale administré par la branche de la sécurité sociale.

La commission a rappelé à cet égard que l'imposition de sanctions comportant l'obligation de travailler pour manquement à la discipline du travail ou participation à des grèves est incompatible avec la convention. Elle a également relevé que l'article 35(2) de la loi sur les syndicats se réfère non seulement au préjudice ou au danger, mais également à l'éventualité d'inconvénients graves pour la collectivité, et que cet article s'applique non seulement aux services essentiels mais également à d'autres services tels que la plupart de ceux placés sous l'autorité du gouvernement ou d'une municipalité, et la plupart des services bancaires, postaux et de transport.

Le gouvernement indique dans son rapport que l'une des tâches principales du Conseil consultatif du travail récemment réactivé est la révision de la législation nationale, et que ce conseil a regroupé la législation devant être révisée en six thèmes, parmi lesquels les droits syndicaux. Le gouvernement déclare également que, bien que la législation sur les syndicats n'ait pas encore été examinée, il est prévu de la réviser en vue de la mettre en conformité avec les conventions internationales du travail, et que les préoccupations de la commission au sujet de l'article 35(2) de la loi sur les syndicats seront certainement prises en considération.

Tout en prenant dûment note de ces informations, la commission veut croire que le processus de révision de la loi sur les syndicats sera achevé dans un proche avenir, de manière à ce qu'aucune peine comportant une obligation de travailler ne puisse être imposée en tant que sanction pour manquement à la discipline du travail ou participation pacifique à des grèves.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Bénin

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

Article 2, paragraphe 2 a), de la convention. Caractère purement militaire des travaux exécutés dans le cadre des lois sur le service militaire obligatoire. Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de modifier les textes réglementant le service militaire obligatoire afin de restreindre le champ d'application des activités pouvant être imposées aux recrues dans le cadre de cette obligation aux seuls travaux ou services revêtant un caractère purement militaire. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, bien que dans la pratique le service militaire d'intérêt national ait été interrompu depuis 2010, la législation de 2007

portant institution du service militaire d'intérêt national reste à mettre en conformité avec les dispositions des conventions de l'OIT sur le travail forcé.

La commission rappelle que, pour être exclus du champ d'application de la convention et ne pas constituer un travail forcé, les travaux ou services exigés en vertu des lois sur le service militaire obligatoire doivent revêtir un caractère purement militaire. Or tant la loi n° 63-5 du 26 juin 1963 sur le recrutement en République du Bénin que la loi n° 2007-27 du 23 octobre 2007 portant institution du service militaire d'intérêt national et son décret d'application (décret n° 2007-486 du 31 octobre 2007 portant modalités générales d'organisation et d'accomplissement du service militaire d'intérêt national) permettent d'affecter les appelés au service militaire d'intérêt national à des tâches de développement socio-économique:

- article 35 de la loi n° 63-5, selon lequel le service militaire actif a également pour but de parfaire la formation des conscrits et de les employer, notamment, dans des unités spécialisées de l'armée de terre pour participer à l'œuvre de construction nationale;
- articles 2 et 5 de la loi n° 2007-27, selon lesquels le service militaire d'intérêt national a pour but la mobilisation des citoyens en vue de leur participation aux tâches de développement du pays; et les appelés peuvent être affectés dans des administrations, unités de production, institutions et organismes afin de participer à l'accomplissement des tâches pertinentes d'intérêt national à caractère social ou économique;
- article 18 du décret n° 2007-486 qui prévoit que, après deux mois de formation militaire, civique et morale, les appelés accomplissent pendant neuf mois des tâches de développement socio-économique.

La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour mettre les dispositions de l'article 35 de la loi n° 63-5 sur le recrutement au Bénin ainsi que celles de la loi n° 2007-27 portant institution du service militaire d'intérêt national et son décret d'application (décret n° 2007-486) en conformité avec la convention.

La commission rappelle en outre que la loi n° 83-007, du 17 mai 1983, régissant le service civique patriotique, idéologique et militaire est également contraire à l'article 2, paragraphe 2 a), de la convention dans la mesure où elle prévoit que les assujettis à ce service civique et militaire peuvent être affectés, en fonction de leurs aptitudes professionnelles, dans une unité de production et pourraient de ce fait se voir imposer des travaux qui n'ont pas un caractère purement militaire. ***La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle la loi n° 83-007 a cessé de s'appliquer et, par conséquent, elle veut croire que le gouvernement ne manquera pas de prendre les mesures nécessaires en vue de son abrogation formelle.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1961)

Article 1 c) de la convention. *Travail imposé en tant que mesure de discipline du travail.* La commission prend note de l'adoption du Code maritime en République du Bénin (loi n° 2010-11 du 27 décembre 2010) qui abroge le Code de la marine marchande de 1968. La commission note avec **satisfaction** que les manquements à la discipline du travail qui faisaient l'objet de ses précédents commentaires (comme, par exemple, l'absence irrégulière du bord ou le refus d'obéir à un ordre) ne sont plus passibles de peines de prison.

Article 1 a). *Peines de prison comportant l'obligation de travailler imposées en tant que sanction de l'expression d'opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi.* 1. **Législation relative à la presse et à la communication.** La commission a précédemment pris note de la préparation d'un projet de loi regroupant l'ensemble des textes régissant la presse en vue de leur adaptation aux exigences de ce secteur et de leur mise en conformité avec les conventions internationales, et elle a exprimé l'espoir que ce projet serait prochainement adopté. La commission a en effet attiré l'attention du gouvernement, pendant de nombreuses années, sur certaines dispositions de la loi n° 60-12 du 30 juin 1960 sur la liberté de la presse en vertu desquelles des peines de prison peuvent être imposées pour sanctionner divers actes ou activités liés à l'exercice de la liberté d'expression. Or les détenus condamnés à une peine de prison peuvent être affectés à des travaux de rééducation sociale selon l'article 67 du décret n° 73-293 du 15 septembre 1973 portant régime pénitentiaire. La commission s'est référée plus précisément aux articles suivants de la loi: article 8 (dépôt de la publication auprès des autorités avant sa livraison au public), article 12 (interdiction des publications de provenance étrangère, en langue française ou vernaculaire, imprimées hors du territoire ou sur le territoire), article 23 (offense au Premier ministre), article 25 (publication de fausses nouvelles), articles 26 et 27 (diffamation et outrages). Pour les mêmes raisons, la commission a également attiré l'attention du gouvernement sur les dispositions suivantes de la loi n° 97-010 du 20 août 1997, portant libéralisation de l'espace audiovisuel et dispositions pénales spéciales relatives aux délits en matière de presse et de communication audiovisuelle: article 79, alinéa 3 (cris ou chants séditieux proférés contre les pouvoirs légalement établis dans les lieux ou réunions publics); article 81 (offense à la personne du Président de la République); et article 80 (provocation adressée aux forces de sécurité publique dans le but de les détourner de leur devoir de défense, de sécurité ou d'obéissance qu'elles doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur demandent pour l'exécution des lois et règlements militaires).

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que le projet de Code de l'information et de la communication a certes été transmis à l'Assemblée nationale pour adoption, mais qu'il prévoit encore certaines peines privatives de liberté, notamment pour l'offense au Président de la République, ce qui explique le lobbying des professionnels des médias auprès du Parlement. Le gouvernement précise que, depuis quelques années, lorsque les tribunaux prononcent des peines de prison dans ce domaine, ces dernières sont soit assorties de sursis, soit non exécutées si elles sont fermes. Par ailleurs, l'action des organes de contrôle des médias aide à garantir le respect des règles déontologiques par les professionnels des médias et à éviter les dérives, ce qui permet de limiter le nombre de cas de violation de ces règles portés devant les tribunaux.

La commission exprime le ferme espoir que, dans le cadre du processus d'adoption du Code de l'information et de la communication, les dispositions précitées des lois n^{os} 60-12 et 97-010 seront modifiées ou abrogées de manière à garantir qu'aucune peine de prison, aux termes de laquelle un travail pénitentiaire peut être exigé, ne puisse être imposée pour le simple fait d'exprimer des opinions politiques ou de manifester pacifiquement une opposition à l'ordre politique, social ou économique établi, conformément à l'article 1 a) de la convention. Dans l'attente de cette révision, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique des dispositions précitées des lois n^{os} 60-12 et 97-010 par les juridictions nationales, en indiquant notamment les sanctions imposées.

2. *Législation concernant les partis politiques.* Se référant à sa précédente demande directe, la commission prend note des informations communiquées par le gouvernement qui confirment qu'aucune peine de prison n'a été infligée à des dirigeants politiques en application des dispositions du titre VI de la Charte des partis politiques (loi n^o 2001-21 du 21 février 2001).

Etat plurinational de Bolivie

Convention (n^o 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1990)

Article 1 d) de la convention. Sanction pour participation à des grèves. Dans ses précédents commentaires, la commission a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires en vue de la modification ou de l'abrogation des articles 2, 9 et 10 du décret-loi n^o 2565 du 6 juin 1951 ainsi que de l'article 234 du Code pénal aux termes desquels des peines de prison pouvaient être imposées pour participation à des grèves. La commission note avec *intérêt* que l'article 234 du Code pénal a été abrogé par la loi n^o 316 du 11 décembre 2012 sur la dépénalisation du droit de grève et la protection du droit syndical en matière pénale.

La commission note cependant que la loi n^o 316 n'a pas abrogé les articles 2, 9 et 10 du décret-loi n^o 2565 du 6 juin 1951 qui établissent des sanctions pénales pour participation à des grèves générales et de solidarité. Elle rappelle que la convention interdit d'astreindre une personne au travail, y compris au travail pénitentiaire, parce qu'elle a participé pacifiquement à une grève. Ainsi, les peines de prison, lorsqu'elles comportent du travail obligatoire – comme cela est le cas dans l'Etat plurinational de Bolivie en vertu de l'article 48 du Code pénal et des articles 181 et suivants de la loi d'exécution des peines n^o 2298 de 2001 –, relèvent de la convention dès lors qu'elles sanctionnent la participation à une grève. *Notant que le gouvernement a précédemment indiqué que les dispositions des articles 2, 9 et 10 du décret n^o 2565 de 1951 ne s'appliquent pas dans la pratique, la commission veut croire que le gouvernement continuera sur la voie de la mise en conformité de sa législation avec la convention et, pour cela, elle le prie de prendre les mesures nécessaires pour modifier ou abroger les dispositions précitées.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Burundi

Convention (n^o 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1963)

La commission prend note des observations communiquées par la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU), reçues le 26 septembre 2014, dans lesquelles la COSYBU réitère ses remarques et ses demandes concernant les travaux de développement communautaires obligatoires. La commission note par ailleurs avec *regret* que, pour la troisième année consécutive, le gouvernement n'a pas fourni de rapport sur l'application de la convention.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. 1. *Travaux de développement communautaire obligatoires.* La commission a précédemment noté l'indication du gouvernement selon laquelle le décret-loi n^o 1/16 du 29 mai 1979, qui permettait d'imposer des travaux de développement communautaires obligatoires sous peine de sanctions, a été remplacé par la loi n^o 1/016 du 20 avril 2005 portant organisation de l'administration communale. Selon cette loi, dans le but de promouvoir le développement économique et social des communes sur des bases tant individuelles que collectives et solidaires, les communes peuvent coopérer à travers un système d'intercommunalité, et il appartient au conseil communal de fixer le programme de développement communautaire, d'en contrôler l'exécution et d'assurer l'évaluation de celui-ci. La loi prévoit également qu'un texte réglementaire devra

déterminer l'organisation, les mécanismes et les règles de procédure de l'intercommunalité. La commission a relevé que le principe des travaux communautaires a été maintenu dans la loi sans que le caractère volontaire de la participation à ces travaux ne soit expressément prévu et sans que les modalités de participation à ces travaux n'aient été fixées. Elle a également noté, d'après les informations disponibles sur le site Internet du gouvernement et de l'Assemblée nationale, que des travaux communautaires semblent être organisés sur une base hebdomadaire et englober des travaux de reboisement, de nettoyage et de construction d'infrastructures économiques et sociales telles que des écoles, des lycées ou des centres de santé.

La commission note que la COSYBU a formulé des observations sur le déroulement et la participation aux travaux de développement communautaires obligatoires en 2008, 2012, 2013 et 2014. La COSYBU a indiqué que les travaux communautaires sont décidés de manière unilatérale sans que la population ne soit consultée et que les forces de police sont mobilisées pour fermer les rues et ainsi empêcher la population de se déplacer à l'occasion de ces travaux. La COSYBU a demandé au gouvernement de trouver une solution dans les meilleurs délais pour garantir expressément dans la législation le caractère volontaire de la participation à ces travaux.

Tout en notant que le gouvernement a précédemment indiqué que la loi ne prévoit pas de sanctions à l'encontre des personnes qui n'exécutent pas les travaux communautaires, la commission observe que des travaux communautaires sont réalisés par la population sans qu'un texte ne réglemente la nature des travaux, les modalités dans lesquelles ils peuvent être exigés de la population ni la manière dont ils sont organisés. ***Dans ces conditions, la commission exprime une nouvelle fois l'espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour adopter le texte devant réglementer la loi n° 1/016 du 20 avril 2005 portant organisation de l'administration communale, notamment en ce qui concerne la participation et l'organisation des travaux communautaires, et qu'à cette occasion le caractère volontaire de la participation à ces travaux sera expressément établi. Dans cette attente, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le type et la durée des travaux communautaires réalisés et le nombre de personnes concernées.***

2. *Travaux agricoles obligatoires.* Depuis de nombreuses années, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre en conformité avec la convention plusieurs textes qui prévoient la participation obligatoire à certains travaux agricoles. Elle a souligné la nécessité de consacrer le caractère volontaire des travaux agricoles découlant, d'une part, des obligations relatives à la conservation et à l'utilisation des sols et, d'autre part, de l'obligation de créer et d'entretenir des superficies minimales vivrières (ordonnances n°s 710/275 et 710/276 du 25 octobre 1979), ainsi que d'abroger formellement certains textes portant sur les cultures obligatoires, le portage et les travaux publics (décret du 14 juillet 1952, ordonnance n° 1286 du 10 juillet 1953 et décret du 10 mai 1957). ***Notant que le gouvernement a précédemment indiqué que ces textes, qui dataient de l'époque coloniale, ont été abrogés et que le caractère volontaire des travaux agricoles est désormais consacré, la commission demande une nouvelle fois au gouvernement de communiquer copie des textes qui abrogent la législation précitée et qui consacrent le caractère volontaire de ces travaux agricoles.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Cambodge

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1969)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. 1. *Traite des personnes.* En ce qui concerne sa demande antérieure au sujet des mesures prises par le gouvernement en vue de renforcer ses efforts pour combattre la traite des personnes, notamment dans le cadre du Plan d'action national 2011-2013 sur la suppression de la traite et de l'exploitation sexuelle, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le cadre des mesures destinées à assurer le respect de la loi, il a procédé au contrôle des lieux susceptibles de servir à la prostitution; fourni des conseils et des mesures de réadaptation aux travailleurs du sexe; et donné des instructions à 700 propriétaires d'entreprise sur les questions relatives à l'exploitation sexuelle. En outre, le gouvernement indique de manière succincte qu'il a pris des mesures pour informer les agences de recrutement des risques liés à l'utilisation des faux documents, ainsi que de l'importance de fournir aux migrants une formation préalable à leur départ.

Par ailleurs, la commission prend note des informations statistiques transmises par le gouvernement sur le nombre de cas de traite des personnes et d'exploitation sexuelle portés devant la justice, ainsi que sur le nombre de victimes et de personnes accusées identifiées. La commission note, en particulier, que le nombre de victimes de traite et d'exploitation sexuelle identifiées semble avoir baissé de manière importante au cours de la période d'application du plan d'action national. C'est ainsi par exemple que, alors que 497 victimes de traite avaient été identifiées en 2011, les rapports du gouvernement montrent que 297 ont été identifiées en 2012 et seulement 76 en 2013. Tout en prenant note des statistiques susmentionnées, la commission constate qu'aucune information n'a été fournie par le gouvernement sur le nombre de condamnations, les sanctions infligées à l'encontre des auteurs, les mesures spécifiques prises pour protéger ou aider les victimes, ou sur tout autre élément susceptible de permettre d'évaluer l'impact de l'action menée par le gouvernement pour prévenir la traite, poursuivre les auteurs et protéger les victimes. ***En conséquence, la commission encourage***

fermement le gouvernement à s'assurer que des enquêtes approfondies et des poursuites soient engagées contre les auteurs de la traite des personnes, et le prie de continuer à communiquer des informations sur le nombre de procédures judiciaires engagées, ainsi que sur le nombre de condamnations et sur les peines spécifiques infligées. La commission prie également le gouvernement de transmettre des informations sur les mesures prises pour protéger toutes les victimes de la traite et pour faciliter leur accès à une assistance immédiate et à des voies de recours efficaces.

2. ***Vulnérabilité des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé.*** La commission a précédemment pris note des informations figurant dans le rapport de la Confédération syndicale internationale (CSI) pour l'examen par le Conseil général de l'OMC des politiques commerciales du Cambodge de novembre 2011, selon lesquelles les travailleurs migrants originaires du Cambodge sont vulnérables à l'imposition de travail forcé, en particulier les femmes domestiques se trouvant en Malaisie et les hommes travaillant à bord des navires de pêche en Thaïlande. Le rapport soulignait également que la législation nationale sur le recrutement, le placement et la protection des travailleurs migrants est limitée et dépassée et que, bien que le ministère du Travail ait commencé en 2011 à dispenser une formation préalable au départ sur le thème de la migration sûre, les travailleurs migrants cambodgiens ne sont souvent pas au courant de leurs droits. A cet égard, la commission prend note du sous-décret n° 190 de 2011 sur «la gestion de l'envoi de travailleurs cambodgiens à l'étranger par l'intermédiaire des agences d'emploi privées», ainsi que de huit proclamations (Prakas) qui complètent le sous-décret de 2011. Par ailleurs, la commission note que le gouvernement indique que le ministère du Travail et de la Formation professionnelle a élaboré, en collaboration avec le projet Triangle de l'OIT, un guide d'orientation préalable au départ à l'intention des travailleurs migrants, et qu'il met à jour actuellement la politique nationale de migration en vue du travail. En ce qui concerne les mesures de coopération internationale, le gouvernement indique que le projet de mémorandum d'accord avec le gouvernement de la Malaisie est actuellement en discussion. En outre, le gouvernement indique que de nouveaux employés ont été nommés pour gérer les questions de migration en vue du travail dans les ambassades du Cambodge en Malaisie et en Thaïlande. ***La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour s'assurer que les travailleurs migrants, et notamment les travailleurs domestiques migrants, sont pleinement protégés contre les pratiques abusives et les situations relevant du travail forcé, et de communiquer dans son prochain rapport des informations à cet égard. Prière également de fournir des informations sur l'application pratique du sous-décret n° 190 de 2011 concernant la migration en vue du travail et les agences d'emploi privées, ainsi que sur les Prakas qui le complètent (par exemple, sur l'inspection des agences d'emploi privées, les mécanismes de plainte dont disposent les travailleurs migrants, etc.), en indiquant les résultats concrets obtenus.***

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphes 1 et 2 c). ***Travail imposé dans les centres de réadaptation des toxicomanes.*** La commission a précédemment pris note de la circulaire de 2006 sur la mise en œuvre des mesures d'éducation, de traitement et de réadaptation des toxicomanes, qui prévoit que les autorités locales doivent créer des centres de traitement obligatoire destinés aux toxicomanes. La commission a noté à cet égard, d'après les informations publiées dans un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) intitulé «Evaluation du traitement obligatoire des consommateurs de drogues au Cambodge, en Chine, en Malaisie et au Viet Nam», que la plupart des personnes se trouvant dans les centres de réadaptation pour drogués au Cambodge ne sont pas internées de leur plein gré; qu'elles peuvent avoir été admises à la suite d'une procédure judiciaire, à la demande de leur famille, ou simplement à la suite d'une arrestation. La commission a également noté, d'après l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, que les personnes enfermées dans les centres de réadaptation de toxicomanes sont soumises à du travail obligatoire.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'admission dans les centres de réadaptation peut être demandée par les membres de la famille ou les tuteurs; elle peut être la conséquence d'une décision des autorités compétentes ou des autorités locales adressée aux centres qui fournissent des services de désintoxication et de réadaptation aux toxicomanes; ou encore avoir lieu sur la base d'une demande volontaire de l'intéressé. Le gouvernement précise également que, bien que les programmes de formation et d'enseignement professionnels soient fournis dans le cadre de la réadaptation des toxicomanes, les personnes qui se trouvent dans les centres de réadaptation ne sont pas tenues de travailler. ***Tout en prenant note de ces informations, la commission prie le gouvernement d'indiquer quelles sont les garanties qui existent, dans la législation ou dans la pratique, pour veiller à ce que les personnes détenues dans les centres de réadaptation des toxicomanes qui n'ont pas été condamnées par une décision de justice ne soient pas soumises à l'obligation d'accomplir un travail, comme prévu à l'article 2, paragraphe 2 c), de la convention. La commission demande à nouveau au gouvernement de fournir, avec son prochain rapport, copie des textes pertinents régissant les centres de réadaptation des toxicomanes qui sont mentionnés par le gouvernement dans son rapport, et en particulier du sous-décret n° 162 du 22 décembre 2010 sur la création du Centre national de traitement et de réadaptation des toxicomanes; de la Prakas n° 253 du 25 janvier 2002 sur la mise en œuvre de la politique de parrainage destinée aux victimes de la drogue dans le centre de réadaptation du ministère des Affaires sociales et de la Réadaptation des anciens combattants et des jeunes, ainsi que de son annexe n° 8; et de la Prakas n° 863 du 9 août 2001 sur la formation professionnelle et l'éducation des prisonniers.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1999)

Article 1 a) de la convention. Peines d'emprisonnement comportant une obligation de travail sanctionnant l'expression de certaines opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission a noté précédemment que, en vertu de l'article 61 des dispositions de 1992 relatives aux institutions judiciaires, à la loi pénale et aux procédures applicables au Cambodge pour la période de transition, les faits d'incitation à la haine contre une nation, une race ou une religion à travers des discours ou des assemblées publiques, par des écrits, publications, illustrations ou films ou tout autre moyen de communication audiovisuelle («incitation à la discrimination») sont passibles de peines pouvant s'élever à une année d'emprisonnement (peines qui sont assorties d'une obligation de travail en prison conformément à l'article 68 de la loi de 2011 sur les prisons). Elle a relevé également que, en vertu de l'article 41 de la loi sur les partis politiques de 1997, diverses infractions relatives à l'administration ou à la gestion d'un parti politique qui a été dissous, dont les activités ont été suspendues par un tribunal ou dont l'enregistrement a été refusé, sont elles aussi passibles de peines pouvant s'élever à une année d'emprisonnement.

La commission note que le gouvernement indique que l'article 41 de la loi sur les partis politiques de 1997 n'a jamais été appliqué dans la pratique et que l'article 61 de la loi de 1992 a été abrogé et remplacé par le Code pénal de 2009. Le gouvernement se réfère en particulier aux articles du Code pénal qui concernent la diffamation, les manifestations publiques et les injures à des représentants de la force publique. La commission observe à cet égard que, si les délits de diffamation et d'injures (art. 305-309) ne sont passibles que de peines d'amende, de nombreuses peines d'emprisonnement restent prévues par le Code pénal dans des situations qui relèvent de l'article 1 a) de la convention; de telles sanctions sont donc incompatibles avec la convention:

- l'article 445, punissant les insultes au roi;
- les articles 504 et 505, punissant la provocation directe en vue de commettre un délit grave ou une discrimination sur la base de motifs ethniques, nationaux, raciaux ou religieux par le biais de discours ou réunions publics, publications ou tout autre support audiovisuel;
- l'article 511, punissant l'injure faite à un fonctionnaire ou une personne exerçant un mandat public électif dans l'exercice de ses fonctions, par des paroles, des gestes, des écrits, des dessins ou des objets;
- l'article 517, punissant la célébration, dans un lieu de culte ouvert au public, d'une cérémonie bouddhiste sans l'autorisation d'une autorité religieuse.

Se référant aux paragraphes 302 et 303 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission attire à nouveau l'attention du gouvernement sur le fait que les sanctions comportant une obligation de travail, y compris un travail pénitentiaire obligatoire, sont incompatibles avec la convention dès lors que ces peines sanctionnent l'interdiction d'exprimer une opinion ou de manifester une opposition à l'ordre politique, social ou économique établi. ***En conséquence, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre les dispositions susmentionnées du Code pénal ainsi que l'article 41 de la loi sur les partis politiques de 1997 en conformité avec la convention, soit en limitant leur champ d'application aux seuls actes de violence ou d'incitation à la violence, soit en substituant les peines d'emprisonnement par d'autres types de sanctions (par exemple des amendes), de manière à garantir qu'aucune peine comportant une obligation de travail ne puisse être imposée en tant que sanction à l'égard de ceux qui ont ou expriment certaines opinions politiques. Dans l'attente de l'adoption de ces mesures, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur l'application des dispositions susmentionnées dans la pratique en communiquant, le cas échéant, copie de toute décision de justice qui serait de nature à en définir ou en illustrer la portée.***

La commission prend note de l'adoption, le 21 octobre 2009, de la loi sur les manifestations pacifiques qui remplace la loi de 1991 sur les manifestations. Elle note à cet égard que le gouvernement indique que si la liberté d'expression et le droit de manifester pacifiquement sont garantis par la Constitution, ces droits ne doivent pas s'exercer d'une manière qui attente à la liberté ou à la dignité d'autrui ou à la tradition de la nation, à l'ordre public ou à la sécurité nationale.

La commission se réfère à cet égard aux préoccupations exprimées par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Cambodge dans son rapport d'août 2014, après que le gouvernement a interdit en janvier 2014 toute manifestation, suite aux nombreuses manifestations qui se sont multipliées à la fin de l'année 2013. Le rapporteur spécial a observé à ce sujet que, si des mesures limitant les libertés publiques et politiques peuvent être prises dans certaines situations d'urgence, en l'occurrence, les autorités ne semblent pas avoir officiellement proclamé un état d'urgence en raison d'une menace pour la vie de la nation. Le rapporteur indique en outre que sept opposants parlementaires ont été arrêtés en juillet 2014 alors qu'ils manifestaient pour la levée de cette interdiction, qui était toujours en vigueur au moment de l'établissement de son rapport (A/HRC/27/70, paragr. 17, 21 et 22). ***Se référant aux explications développées sous le premier point de la présente observation, la commission prie le gouvernement***

d'indiquer quelles sont les dispositions légales sur la base desquelles l'interdiction des manifestations a été imposée, et notamment les dispositions légales et les faits ayant justifié l'arrestation des manifestants.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Cameroun

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

Article 2, paragraphe 2 c), de la convention. Travail des détenus au profit d'entités privées. Depuis de nombreuses années, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour compléter sa législation, de manière à ce que le consentement des détenus travaillant au profit d'entités privées soit formellement exigé. Selon l'article 24 du Code pénal, tel que modifié par la loi n° 90-61 du 19 décembre 1990, les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement sont astreintes au travail. En outre, le décret n° 92-052 du 27 mars 1992 portant régime pénitentiaire autorise la cession de main-d'œuvre pénale aux entreprises privées et aux particuliers (art. 51 à 56), et l'arrêté n° 213/A/MINAT/DAPEN du 28 juillet 1988 fixe un certain nombre de conditions à l'utilisation de la main-d'œuvre pénale, notamment les taux de cession de cette dernière. Or aucun de ces deux textes n'exige le consentement formel et éclairé des détenus pour être concédés à des entreprises privées et/ou à des particuliers.

La commission note que le gouvernement indique que les cessions de main-d'œuvre sont négociées entre les entités privées ou l'Etat et les régisseurs de la prison. Il précise qu'il semble difficile de faire prévaloir le principe du consentement libre et éclairé des détenus au travail dans la mesure où ils encourent une peine privative de liberté et, selon l'article 56 du décret n° 92-052, indépendamment des corvées habituelles et des cessions de main-d'œuvre pénale, ils peuvent être utilisés par l'administration pénitentiaire à des travaux productifs et d'intérêt général.

La commission rappelle que, pour que le travail réalisé par les détenus pour le compte de particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées ne soit pas considéré comme du travail forcé, il est nécessaire que les détenus acceptent volontairement ce travail. Il convient donc d'obtenir formellement leur consentement libre et éclairé. En outre, compte tenu des conditions de captivité dans lesquelles ils se trouvent, certains facteurs sont nécessaires pour authentifier et confirmer l'expression d'un tel consentement. La commission estime que l'indicateur le plus fiable du consentement au travail réside dans le fait que le travail est exécuté dans des conditions se rapprochant de celles d'une relation de travail libre, notamment en termes de rémunération, heures de travail et sécurité et santé au travail. *La commission exprime le ferme espoir que, comme il s'y était engagé par le passé, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour adopter les textes d'application du décret n° 92-052 portant régime pénitentiaire, et que ces textes prévoient expressément que les personnes condamnées à une peine de prison expriment formellement leur consentement libre et éclairé à tout travail exécuté au profit d'entités privées, et qu'ils bénéficient de conditions de travail proches de celles d'une relation de travail libre.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1962)

Article 1 a) de la convention. Imposition de peines de prison comportant l'obligation de travailler en tant que sanction de l'expression d'opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Dans ses précédents commentaires, la commission a demandé au gouvernement de s'assurer que les dispositions de la législation nationale appelées infra ne sont pas utilisées comme fondement pour condamner à des peines d'emprisonnement (et de ce fait à du travail pénitentiaire obligatoire) les personnes qui expriment une opinion politique ou manifestent une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Dans la mesure où les personnes condamnées à une peine de prison sont astreintes au travail (article 24 du Code pénal et article 49 du décret n° 92-052 portant régime pénitentiaire), les dispositions de la législation nationale qui prévoient des peines de prison pour sanctionner des activités à travers lesquelles les personnes expriment des opinions politiques peuvent avoir une incidence sur l'application de la convention. Tel est le cas des dispositions suivantes:

- l'article 113 du Code pénal qui punit d'un emprisonnement de trois mois à trois ans celui qui émet ou propage des nouvelles mensongères lorsque ces nouvelles sont susceptibles de nuire aux autorités publiques ou à la cohésion nationale;
- l'article 154, alinéa 2, du Code pénal qui punit d'un emprisonnement de trois mois à trois ans celui qui, par des paroles ou des écrits au public, incite à la révolte contre le gouvernement et les institutions de la République;
- l'article 157, alinéa 1 a), du Code pénal qui punit d'un emprisonnement de trois mois à quatre ans celui qui, par quelque moyen que ce soit, incite à résister à l'application des lois, règlements ou ordres légitimes de l'autorité publique;
- l'article 33, alinéas 1 et 3, de la loi n° 90-53 portant sur la liberté d'association qui prévoit une peine d'emprisonnement de trois mois à un an pour les administrateurs ou fondateurs d'une association qui serait

maintenue ou reconstituée illégalement après jugement ou décision de dissolution et pour les personnes qui ont favorisé la réunion des membres de l'association dissoute en leur conservant l'usage du local dont elles disposent. L'article 4 précise que sont nulles et de nul effet les associations fondées sur une cause ou en vue d'un objet contraire à la Constitution, ainsi que celles qui auraient pour but de porter atteinte notamment à la sécurité, à l'intégrité territoriale, à l'unité nationale, à l'intégration nationale et à la forme républicaine de l'Etat. En outre, l'article 14 prévoit que la dissolution d'une association ne fait pas obstacle aux poursuites judiciaires qui peuvent éventuellement être engagées contre les responsables de cette association.

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique qu'il respecte le principe de la liberté d'association et d'expression, comme en témoigne le nombre élevé d'associations, de journaux et de médias agréés. Le gouvernement ajoute qu'il ne dispose pas de données concernant les journalistes détenus pour avoir diffusé de fausses nouvelles et astreints à un travail obligatoire. La commission relève que, dans le rapport du ministère de la Justice sur l'Etat des droits de l'homme au Cameroun en 2012, une section est consacrée aux poursuites judiciaires contre les journalistes. Il ressort de ces informations qu'un abondant contentieux existe devant les juridictions pénales concernant les journalistes qui sont poursuivis pour diffamation ou propagation de fausses nouvelles. La commission relève également que, dans ses observations finales relatives au troisième rapport périodique de la République du Cameroun, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Union africaine s'est déclarée «grandement préoccupée par le maintien dans l'arsenal juridique camerounais de dispositions portant répression du délit de presse» et a recommandé au gouvernement d'«amender les dispositions du Code pénal en vue de la dépénalisation des délits de presse» (15^e session, mars 2014).

La commission prend note de ces informations avec *préoccupation* et rappelle que, si une personne peut, de quelque manière que ce soit, être astreinte au travail pénitentiaire parce qu'elle a exprimé certaines opinions politiques ou s'est opposée à l'ordre politique, social ou économique établi, cette situation relève du champ d'application de la convention. *Par conséquent, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement procédera à l'examen des dispositions législatives précitées du Code pénal et de la loi n° 90-53 portant sur la liberté d'association, à la lumière des explications fournies sur l'étendue de la protection garantie par la convention, de telle sorte qu'aucune peine de prison qui, au Cameroun, est assortie de l'obligation de travailler, ne puisse être imposée aux personnes qui expriment une opinion politique ou s'opposent à l'ordre politique, économique et social établi de manière pacifique. Dans cette attente, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute décision de justice qui aurait été prononcée sur la base des dispositions précitées du Code pénal et de la loi portant sur la liberté d'association.*

République centrafricaine

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. 1. *Violations commises dans le cadre des hostilités entre les groupes armés.* La commission prend note de différents rapports émanant de plusieurs organes des Nations Unies concernant la crise grave à laquelle est confrontée la République centrafricaine. Elle note en particulier la dernière résolution adoptée par le Conseil de sécurité, le 10 avril 2014, dans laquelle ce dernier se déclare gravement préoccupé par les multiples violations du droit international humanitaire et les violations généralisées des droits de l'homme et exactions, ... commises par d'anciens éléments de la Séléka et des milices, en particulier les «anti-Balaka» (S/RES/2149(2014)). Par ailleurs, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes exprime sa préoccupation face aux pratiques de recrutement forcé des femmes et des filles, l'esclavage sexuel et les mariages forcés imposés par les groupes armés (document CEDAW/C/CAF/CO/1-5 du 18 juillet 2014). La commission note cependant que, dans leur déclaration faite à la presse, le 24 juillet 2014, les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies se sont félicités de la signature de l'accord de cessation des hostilités et de la violence entre les groupes armés en République centrafricaine au cours du Forum sur la paix et la réconciliation nationale en République centrafricaine, qui s'est tenu à Brazzaville le 23 juillet 2014. Ils ont souligné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du conflit au moyen d'un dialogue politique global sans exclusive, d'un processus de réconciliation nationale, d'une action pour mettre fin à l'impunité et de la formulation d'une stratégie de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement, y compris des enfants précédemment associés aux forces et aux groupes armés, et du rétablissement d'institutions étatiques efficaces (Conseil de sécurité SC/11491-AFR/2941).

Tout en étant consciente de la complexité de la situation et des efforts déployés par le gouvernement de transition pour rétablir la paix et la sécurité, la commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour mettre fin aux violences perpétrées contre les civils, en particulier les femmes et les enfants, pour les contraindre au travail forcé, y compris l'esclavage sexuel. La commission espère que la signature de l'accord de cessation des hostilités et de la violence entre les groupes armés en République centrafricaine permettra de mener à bien la transition vers la restauration de l'état de droit, la sécurité et la fin du climat d'impunité, qui sont indispensables pour permettre aux victimes de faire valoir leurs droits et à la justice de sanctionner les coupables.

2. *Oisiveté, population active et imposition d'activités obligatoires.* Depuis de nombreuses années, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'abroger formellement les dispositions suivantes de la législation nationale, qui sont contraires à la convention dans la mesure où elles constituent une contrainte directe ou indirecte au travail:

- l'ordonnance n° 66/004 du 8 janvier 1966 relative à la répression de l'oisiveté, modifiée par l'ordonnance n° 72/083 du 18 octobre 1972, selon laquelle toute personne valide, âgée de 18 à 55 ans, qui ne peut justifier d'une activité normale susceptible d'assurer sa subsistance ou de la poursuite de ses études, est considérée comme oisive et passible d'une peine de un à trois ans de prison;
- l'ordonnance n° 66/038 de juin 1966 concernant le contrôle des citoyens actifs selon laquelle toute personne âgée de 18 à 55 ans, qui ne peut justifier de son appartenance à une des huit catégories de la population active, sera invitée à cultiver un terrain désigné par les autorités administratives. Elle sera en outre considérée comme vagabonde si elle est appréhendée hors de la sous-préfecture dont elle est originaire et sera passible d'une peine d'emprisonnement;
- l'ordonnance n° 75/005 du 5 janvier 1975 qui fait obligation à tout citoyen de justifier de l'exercice d'une activité commerciale, agricole ou pastorale et rend les contrevenants passibles des sanctions les plus sévères;
- l'article 28 de la loi n° 60/109 du 27 juin 1960 sur le développement de l'économie rurale selon lequel des surfaces minima à cultiver seront fixées pour chaque collectivité rurale.

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique qu'un comité interministériel a été chargé d'étudier ces textes en vue de leur abrogation ou de leur amendement et que le ministère du Travail ne ménagera aucun effort à cette fin. ***La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement ne manquera pas de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les travaux du comité interministériel débouchent sur des propositions concrètes et qu'il soit procédé formellement à l'abrogation des dispositions de la législation nationale qui sont contraires à la convention.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Chine

Région administrative spéciale de Hong-kong

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (notification: 1997)

Article 1 a) de la convention. Peines d'emprisonnement comportant une obligation de travail punissant l'expression de certaines opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Depuis un certain nombre d'années, la commission se réfère aux dispositions législatives suivantes, en vertu desquelles des peines d'emprisonnement (comportant une obligation de travail en vertu de la règle 38 du règlement des prisons) peuvent être imposées pour les infractions suivantes:

- l'impression, la publication, la vente, la distribution, l'importation, etc., de publications séditionnaires ou le fait de tenir des propos séditionnaires (art. 10 de l'ordonnance sur les crimes et délits, chap. 200);
- diverses infractions à l'interdiction d'impression ou de publication (art. 18(i) et 20 de l'ordonnance sur l'enregistrement des journaux locaux, chap. 268; règles 9 et 15 du règlement sur l'enregistrement des agences de presse, chap. 268A; règles 8 et 19 du règlement sur l'enregistrement et la distribution des journaux, chap. 268B; règles 7 et 13 du règlement sur le contrôle des documents imprimés, chap. 268C); et
- diverses infractions au règlement concernant les réunions, cortèges et rassemblements publics (art. 17A de l'ordonnance sur l'ordre public, chap. 245).

La commission note que le gouvernement réitère que la liberté de la presse, la liberté d'opinion et la liberté d'expression sont protégées par la loi fondamentale et l'ordonnance de Hong-kong sur la Charte des droits (chap. 383). Le gouvernement indique également qu'aucune affaire se rapportant à l'application de la convention n'a été portée devant les tribunaux.

La commission observe à cet égard que, dans ses conclusions finales concernant le rapport périodique de Hong-kong (Chine), le Comité des droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par l'application pratique de certaines notions contenues dans l'ordonnance relative à l'ordre public, notamment celles de «trouble de l'ordre public» ou d'«attroupement illégal», qui peuvent favoriser l'imposition de restrictions excessives aux droits visés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le comité des Nations Unies s'est également déclaré préoccupé par le nombre croissant d'arrestations de manifestants et de poursuites engagées contre eux et par certaines informations selon lesquelles Hong-kong (Chine) aurait enregistré une détérioration de la liberté de la presse et de la liberté universitaire, qui se traduirait par des arrestations, des agressions et le harcèlement de journalistes et d'universitaires (CCPR/C/CHN-HKG/CO/3, 29 avril 2013, paragr. 10 et 13).

La commission rappelle que l'article 1 a) de la convention interdit de punir par des peines comportant un travail obligatoire, notamment un travail pénitentiaire obligatoire, les personnes qui, sans avoir recouru à la violence, ont exprimé des opinions politiques ou manifesté leur opposition à l'ordre politique, social ou économique établi. ***La commission exprime donc le ferme espoir que des mesures appropriées seront prises en vue de rendre les dispositions susmentionnées conformes à la convention, soit en limitant leur portée aux actes de violence ou d'incitation à la violence, soit en remplaçant les sanctions comportant une obligation de travail par d'autres sanctions (par exemple des amendes), de manière à s'assurer qu'aucune sanction comportant une obligation de travail ne puisse être imposée pour punir l'expression d'opinions politiques. Afin de pouvoir établir que les dispositions susmentionnées ne sont pas appliquées aux actes par lesquels des citoyens cherchent à faire connaître et accepter leurs opinions, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur leur application dans la pratique, en communiquant copie de toute décision de justice qui en définit ou en illustre la portée.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Colombie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1969)

La commission prend note des observations conjointes de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de l'Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI), reçues le 29 août 2014, ainsi que des observations de la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC), de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT) et de la Confédération générale du travail (CGT), reçues respectivement le 29 août, le 31 août et le 1^{er} septembre 2014.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes. La commission a précédemment noté que le problème de la traite des personnes continuait à se poser en Colombie à une échelle importante malgré l'engagement du gouvernement à lutter contre ce fléau et la mise en place d'un cadre législatif et institutionnel complet. La commission s'est référée à la loi n° 985 de 2005 adoptant des mesures de lutte contre la traite des personnes et de protection des victimes, ainsi qu'à la stratégie nationale intégrale contre la traite des personnes (2007-2012), couvrant les volets de la prévention, de la protection des victimes, de la coopération internationale et de l'investigation policière et judiciaire.

La commission prend note des informations complètes et détaillées communiquées par le gouvernement sur les mesures prises pour mettre en œuvre la stratégie nationale. Sur le volet de la prévention, le gouvernement se réfère aux multiples campagnes de sensibilisation menées par toutes les autorités publiques intervenant dans la lutte contre la traite. Au sein du ministère de l'Intérieur, 32 comités départementaux et 48 comités municipaux ont été constitués pour coordonner les actions dans ce domaine. Le ministère du Travail a mené des activités de formation des inspecteurs du travail afin de faciliter leur intervention dans les cas de traite à des fins d'exploitation au travail. La police a créé un groupe d'investigation sur la traite des personnes et l'Institut colombien du bien-être familial (ICBF) a mis en place une ligne téléphonique gratuite pour recevoir les plaintes des victimes et leur prodiguer une assistance. S'agissant de la protection des victimes, le ministère de l'Intérieur a établi un centre opérationnel antitraite qui, en 2013, a reçu 60 victimes provenant de l'étranger qui ont toutes reçu une assistance avant d'être pour la plupart rapatriées. Le gouvernement se réfère également aux efforts déployés par le Comité interinstitutionnel de lutte contre la traite des personnes pour encourager les mécanismes de coopération bilatérale et régionale, et cite les accords bilatéraux signés avec l'Argentine, le Chili, El Salvador, l'Equateur, le Honduras. Enfin sur le plan judiciaire, des activités de formation ont été menées par le ministère de l'Intérieur auprès des fonctionnaires de la justice pour assurer une meilleure compréhension de la traite et optimiser les enquêtes et les procédures judiciaires. Le ministère du Travail a également mené des activités visant à étudier le concept d'exploitation au travail de manière à pouvoir en établir les éléments constitutifs. Des procédures d'intervention en cas de suspicion de situation de traite ont été mises en place par l'Unité administrative spéciale de migration de Colombie ainsi que par la police nationale. Il résulte de ces actions qu'en 2013 la police a démantelé sept réseaux criminels transnationaux et un réseau national; 28 personnes ont été arrêtées et 11 décisions de justice ont été rendues condamnant les coupables à des peines de prison comprises entre huit et dix ans. En outre, selon un rapport du Ministère public, au 31 décembre 2013, il y avait 143 enquêtes judiciaires ouvertes dont 87 pour exploitation sexuelle et 21 pour exploitation au travail.

Dans leurs observations, l'ensemble des partenaires sociaux reconnaissent les mesures prises par les différentes entités compétentes dans le cadre de la stratégie nationale. L'OIE et l'ANDI soulignent les résultats obtenus en matière judiciaire pour protéger les victimes et renforcer l'inspection du travail. Pour la CUT cependant, l'efficacité de la stratégie reste fragile, puisque les chiffres montrent que le phénomène ne diminue pas mais persiste. Parmi les causes de la traite, la CUT se réfère à l'impact du conflit armé interne sur la traite des femmes et la prostitution forcée ainsi qu'à la difficulté d'accéder au marché formel du travail. Soulignant que les victimes de la traite sont dans leur écrasante majorité des femmes, la CGT se réfère aux discriminations historiques dont elles ont été victimes et souligne la nécessité d'une véritable politique publique qui tienne compte de la question du genre et de la question territoriale. La CTC insiste sur les carences de l'inspection du travail qui n'est pas en mesure d'accéder aux zones rurales ou aux sites d'exploitation minière.

Enfin, tant la CUT que la CTC soulignent la nécessité de renforcer la protection des travailleurs en situation de vulnérabilité (femmes, enfants, travailleurs indigènes).

La commission note par ailleurs que, dans ses observations finales de mai 2013, le Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille prend note des efforts constants que mène la Colombie pour combattre l'infraction que constitue la traite des personnes. Il réaffirme néanmoins sa préoccupation devant le fait que l'Etat partie est l'un des principaux pays d'origine des victimes de la traite dans la région, surtout de la traite des femmes et des filles (document CMW/C/COL/CO/2).

La commission prend note de l'ensemble de ces informations et encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour lutter contre le phénomène complexe de la traite des personnes, complexité accentuée par le fait que la Colombie est un pays de départ, de transit et de destination pour la traite et qu'un grand nombre de personnes ont été déplacées suite au conflit armé interne. La commission prie le gouvernement d'indiquer comment sont évalués la mise en œuvre et l'impact des mesures prises dans les quatre domaines de la stratégie nationale et quelles ont été les mesures prises pour surmonter les obstacles identifiés et adapter la stratégie nationale en conséquence. Soulignant que la coordination des acteurs est essentielle pour identifier les situations de traite des personnes et pouvoir disposer des éléments pour initier les poursuites judiciaires adéquates, la commission prie le gouvernement de continuer de prendre les mesures nécessaires à cette fin et de fournir des informations à ce sujet. Prie également de fournir des informations sur les procédures judiciaires engagées contre les responsables de la traite en précisant les peines prononcées. Enfin, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour renforcer la coopération avec les pays dans lesquels ses citoyens sont victimes de traite et pour assurer leur protection, notamment quand ils reviennent en Colombie.

Article 2, paragraphe 2 a). Caractère purement militaire des travaux exécutés dans le cadre du service national obligatoire. Dans ses précédents commentaires, la commission a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre en conformité avec la convention la législation réglementant le service militaire obligatoire. En effet, la conception du service militaire obligatoire en Colombie, qui peut se réaliser selon différentes modalités, est plus large que l'exception autorisée par la convention. Ainsi dans le cas des soldats bacheliers, la condition posée par la convention pour exclure le service militaire de son champ d'application, à savoir que le service militaire soit affecté à des travaux d'un caractère purement militaire, n'est pas respectée. La commission s'est référée à cet égard :

- aux articles 11 et 13 de la loi n° 48 de 1993 réglementant le service de recrutement et de mobilisation selon lequel les soldats, en particulier les soldats bacheliers, devront «réaliser des activités dans le domaine de la promotion du bien-être de la population et de la préservation de l'environnement»;
- à l'article 50 de la loi n° 65 de 1993 et au décret n° 537 de 1994 qui réglemente le service militaire des bacheliers au sein de l'Institut pénitentiaire et carcéral national: les soldats bacheliers peuvent réaliser leur service militaire en tant qu'auxiliaires du corps de garde et de surveillance pénitentiaire nationale et ont pour fonction d'assister le personnel des établissements pénitentiaires en vue d'assurer la surveillance, le contrôle et la réinsertion des détenus.

La commission note que, dans leurs observations, la CUT et la CTC demandent que des mesures urgentes soient prises pour mettre fin à cette modalité du service militaire obligatoire, et la CGT souligne la composante discriminatoire de cette pratique, puisque les soldats bacheliers sont majoritairement les jeunes en situation de pauvreté et de vulnérabilité. En outre, la CTC attire l'attention sur les irrégularités dans le processus de recrutement des appelés, irrégularités constatées par le Conseil d'Etat. La commission observe par ailleurs à cet égard que les informations fournies par le gouvernement concernent uniquement la procédure établie pour traiter les demandes d'exemption du service militaire obligatoire, notamment celles des victimes d'infractions pénales.

Rappelant que selon les statistiques fournies précédemment par le gouvernement les soldats bacheliers sont plus nombreux que les soldats réguliers, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour revoir l'ensemble de la législation réglementant le service militaire obligatoire et la mettre en conformité avec l'article 2, paragraphe 2 a), de la convention, aux termes duquel le travail exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire doit revêtir un caractère purement militaire.

Congo

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2, paragraphe 2 a), de la convention. 1. Travail exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire. Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la non-conformité de l'article 1 de la loi n° 16 du 27 août 1981 portant institution du service national obligatoire avec la convention. En vertu de cette disposition, le service national est une institution destinée à permettre à tout citoyen de participer à la défense et à la construction de la nation, et comporte deux volets: le service militaire et le service civique. La commission a souligné à maintes reprises que les travaux

imposés à des recrues dans le cadre du service national obligatoire, et notamment ceux ayant trait au développement du pays, ne présentent pas de caractère purement militaire et, de ce fait, sont contraires à l'article 2, paragraphe 2 a), de la convention.

La commission note que le gouvernement indique une nouvelle fois qu'il s'engage à abroger la loi susmentionnée et que cela se concrétisera dans le cadre de la révision du Code du travail qui est en cours. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que, à l'occasion de la révision du Code du travail, les mesures nécessaires seront prises pour modifier ou abroger la loi portant institution du service national obligatoire afin de la mettre en conformité avec la convention. Prière de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet effet.**

2. *Brigades et chantiers de jeunesse.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle la loi n° 31-80 du 16 décembre 1980 sur l'orientation de la jeunesse était tombée en désuétude depuis 1991. Cette loi prévoyait que le parti et les organisations de masse devaient créer progressivement toutes les conditions pour la formation des brigades de jeunes et l'organisation des chantiers de jeunesse (nature des travaux accomplis, nombre de personnes concernées, durée et conditions de leur participation, etc.).

La commission note à nouveau l'indication du gouvernement selon laquelle il s'engage à abroger la loi susmentionnée et que cela se concrétisera à travers la révision du Code du travail qui est en cours. **La commission exprime le ferme espoir que, à l'occasion de la révision du Code du travail, les mesures nécessaires seront prises afin d'abroger formellement la loi n° 31-80 du 16 décembre 1980 sur l'orientation de la jeunesse.**

Article 2, paragraphe 2 d). *Réquisition des personnes pour accomplir des travaux d'intérêt public allant au-delà des cas de force majeure.* Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la non-conformité avec la convention de la loi n° 24-60 du 11 mai 1960, qui permet de réquisitionner des personnes pour accomplir des travaux d'intérêt public en dehors des cas de force majeure prévus par l'article 2, paragraphe 2 d), de la convention; les personnes réquisitionnées qui refusent de travailler étant en outre passibles d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an.

La commission note à nouveau l'indication du gouvernement selon laquelle cette loi est tombée en désuétude et peut être considérée comme abrogée, étant donné que le Code du travail (art. 4) et la Constitution (art. 26), qui interdisent le travail forcé, abrogent toutes les dispositions nationales qui leur sont contraires. Le gouvernement précise que, pour éviter toute ambiguïté juridique, un texte sera publié permettant de distinguer clairement les travaux d'intérêt public qui ne sont pas à confondre avec le travail forcé interdit par le Code du travail et la Constitution. Le gouvernement indique également que la pratique consistant à mobiliser les populations pour des travaux collectifs, sur la base des dispositions de l'article 35 des statuts du Parti congolais du travail (PCT), n'existe plus. Les tâches de désherbage, d'assainissement, etc. sont effectuées par des associations, par des agents de l'Etat et des collectivités locales sur une base volontaire, donc non contraignante. Par ailleurs, le caractère volontaire des travaux d'intérêt collectif sera établi dans le Code du travail en cours de révision de manière à mettre clairement en conformité la législation nationale avec les dispositions de la convention. **La commission prend note de ces informations et espère que des mesures appropriées seront prises pour clarifier la situation tant en droit que dans la pratique, notamment à travers l'adoption d'un texte permettant de distinguer les travaux d'intérêt public du travail forcé.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Dominique

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1983)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphes 1 et 2 a) et d), de la convention. *Obligations relatives au service national.* Depuis plusieurs années, la commission prie le gouvernement d'abroger ou de modifier la loi de 1977 sur le service national, en vertu de laquelle les personnes âgées de 18 à 21 ans sont tenues d'accomplir le service national et, dans le cadre de ce service, de participer à des projets de développement et d'auto-assistance relatifs aux logements, aux écoles, à la construction, à l'agriculture et à la construction routière; les personnes ne remplissant pas cette obligation encourent une amende et une peine de prison (art. 35(2) de la loi). La commission a observé que, malgré les déclarations faites à plusieurs reprises par le gouvernement selon lesquelles le service national avait été créé pour faire face aux catastrophes naturelles, la loi ne contient aucune référence aux catastrophes naturelles mais définit les objectifs du service national comme «visant à mobiliser les énergies du peuple de la Dominique pour atteindre le maximum d'efficacité et à utiliser ces énergies pour promouvoir la croissance et le développement économique de l'Etat». La commission a souligné que les dispositions ci-dessus ne sont conformes ni à cette convention ni à la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, qui interdit expressément le recours au travail forcé ou obligatoire «en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique».

Le gouvernement indique dans son rapport que la question concernant la modification de la législation a été incluse dans l'Agenda du travail décent, et que les mesures nécessaires seront prises pour répondre, avec l'assistance technique du BIT, aux demandes concernant le respect des conventions. **Tout en ayant pris note des indications du gouvernement, dans ses rapports précédents, selon lesquelles la loi de 1977 sur le service national n'a pas été incluse dans la révision des lois de la Dominique de 1990, et selon lesquelles l'article 35(2) de la loi n'a pas été appliqué dans la pratique, la commission veut croire que les mesures appropriées seront prises dans un proche avenir pour abroger formellement la loi susmentionnée, de façon à mettre**

la législation nationale en conformité avec les conventions n^{os} 29 et 105, et que le gouvernement fournira, dans son prochain rapport, des informations sur les progrès réalisés à cet égard.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Egypte

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1955)

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Utilisation de conscrits à des fins non militaires. Depuis un certain nombre d'années, la commission se réfère à l'article 1 de la loi n° 76 de 1973, dans sa teneur modifiée par la loi n° 98 de 1975 concernant le service (civique) général, en vertu duquel les jeunes gens et les jeunes filles ayant terminé leurs études et qui viennent en excédent des besoins des forces armées peuvent être orientés vers des travaux de développement dans les collectivités rurales et urbaines, vers des coopératives agricoles et des coopératives de consommateurs ou encore vers des unités de production dans des usines. La commission a considéré que de telles dispositions sont incompatibles avec la présente convention et avec la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, laquelle prévoit l'abolition de toute forme de travail obligatoire en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. Le gouvernement a précédemment indiqué à cet égard qu'une proposition avait été soumise au Comité de révision de la législation du ministère de la Solidarité sociale en vue de modifier la loi sur le service (civique) général de manière à établir le caractère volontaire d'un tel service.

La commission note que le gouvernement déclare que la promulgation de la proposition mentionnée ci-dessus a été retardée en raison de l'absence d'une autorité législative dans le pays. *La commission encourage vivement le gouvernement à poursuivre ses efforts en vue de modifier la loi n° 76 de 1973 de manière à garantir que la participation de jeunes gens et jeunes filles au service (civique) général revêt un caractère volontaire, conformément aux conventions n^{os} 29 et 105. Dans l'attente de cette révision, la commission prie une nouvelle fois le gouvernement de communiquer des informations sur l'application de cette législation dans la pratique, y compris sur le nombre des personnes qui ont demandé à être exemptées d'un tel service, le nombre de celles dont la demande a été rejetée et sur toute sanction qui aurait été imposée.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1958)

Article 1 a) de la convention. Peines comportant une obligation de travailler imposées en tant que sanction de l'expression de certaines opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Depuis un certain nombre d'années, la commission se réfère à certaines dispositions en vertu desquelles des peines d'emprisonnement (aux termes desquelles, en vertu des articles 16 et 20 du Code pénal, un travail obligatoire peut être imposé) peuvent être imposées dans des situations relevant de l'article 1 a) de la convention et sont par conséquent incompatibles avec la convention:

- l'article 178 (3) du Code pénal, dans sa teneur modifiée par la loi n° 536 du 12 novembre 1953, et la loi n° 93 du 28 mai 1995, visant la production ou la possession, en vue de leur distribution, leur vente, etc., de toutes représentations graphiques pouvant porter atteinte à la réputation du pays par le fait qu'elles sont contraires à la vérité, qu'elles décrivent les choses de manière inexacte ou qu'elles mettent en avant des aspects inappropriés;
- l'article 80(d) du Code pénal, dans sa teneur modifiée par la loi n° 112 du 19 mai 1957, en ce qui concerne la diffusion délibérée à l'étranger par un citoyen égyptien de rumeurs ou informations tendancieuses relatives à la situation du pays dans le but d'altérer la réputation ou l'estime de l'Etat, de même que l'exercice de toute activité de nature à porter atteinte à l'intérêt national;
- l'article 98(a)*bis* et (d) du Code pénal, dans sa teneur modifiée par la loi n° 34 du 24 mai 1970, qui incrimine l'apologie, par quelque moyen que ce soit, de l'opposition aux principes fondamentaux du régime socialiste de l'Etat, l'incitation à l'aversion ou au mépris de ces principes, l'incitation à l'opposition à l'union des forces de travail populaires, la création d'une association ou d'un groupe poursuivant l'un des objectifs susvisés ou l'appartenance à un tel groupe, ou encore l'obtention d'une aide matérielle destinée à la poursuite de tels objectifs;
- les articles 98(b) et (b)*bis* et 174 du Code pénal relatifs à la propagation de certaines doctrines;
- l'article 102*bis* du Code pénal, dans sa teneur modifiée par la loi n° 34 du 24 mai 1970, concernant la diffusion ou la possession en vue de leur diffusion de fausses nouvelles, de rumeurs tendancieuses ou de propagande révolutionnaire pouvant porter atteinte à la sécurité publique, répandre le trouble dans la population ou léser des intérêts publics;

- l'article 188 du Code pénal concernant la diffusion de fausses nouvelles, etc., pouvant léser des intérêts publics;
- la loi sur les assemblées publiques n° 14 de 1923 et la loi sur les assemblées n° 10 de 1914, instaurant des pouvoirs généraux d'interdiction des assemblées et de dissolution de celles-ci, y compris dans des lieux privés.

La commission note que le gouvernement indique à nouveau que, s'agissant de l'article 98(a)*bis* et (d) du Code pénal, les peines d'emprisonnement ne sont applicables que dans le cas de la création d'associations ou organisations en opposition avec les principes fondamentaux du système socialiste de l'Etat ou de participation à de telles associations, et nullement dans le cas de l'expression pacifique d'opinions politiques contraires à l'ordre politique établi. S'agissant des articles 98(b) et (b)*bis* et 174 du Code pénal, le gouvernement réitère que les peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ne sont applicables que dans les cas de propagation de certaines doctrines visant à bouleverser les principes fondamentaux de la Constitution ou renverser l'ordre social par l'usage de la force ou d'autres moyens illégaux. Enfin, s'agissant de la loi de 1923 sur les assemblées publiques, le gouvernement déclare que ses dispositions ont pour but la sauvegarde de la sécurité publique et la prévention des infractions qui peuvent résulter d'assemblées publiques. Ainsi, seuls les actes excédant l'expression pacifique d'opinions sont répréhensibles en vertu de cette loi. Le gouvernement réitère également que la peine de travaux forcés a été abolie, la loi n° 126 de 2008 l'ayant supprimée du Code pénal.

A cet égard, la commission attire à nouveau l'attention du gouvernement sur le fait que le champ d'application de la convention ne se limite pas aux peines de «travaux forcés» ou aux autres condamnations à des peines de travail particulièrement rigoureuses, par opposition à un travail pénitentiaire ordinaire. La convention interdit de recourir «à toute forme» de «travail forcé ou obligatoire» en tant que sanction, punition, mesure de coercition d'éducation ou de discipline, dans les circonstances couvertes par l'article 1 a), c) et d).

La commission souligne également que des sanctions comportant une obligation de travail, y compris de travail pénitentiaire, sont incompatibles avec l'article 1 a) de la convention dès lors qu'elles punissent le fait d'avoir exprimé pacifiquement des opinions ou une idéologie contraires à l'ordre politique, social ou économique établi. Par conséquent, il existe une série d'actes qui, en vertu de cette disposition, ne devraient pas être passibles de peines comportant une obligation de travail, actes qui découlent du droit d'exprimer librement des opinions politiques ou une idéologie, et d'autres droits généralement reconnus, comme le droit d'association et d'assemblée, à travers lesquels les citoyens cherchent à faire connaître et accepter leurs opinions et qui peuvent être affectés par des mesures de coercition politique.

Dans ce contexte, la commission prend note de l'indication succincte du gouvernement selon laquelle, dans la pratique, l'application des dispositions susmentionnées ne viole pas la convention. Le gouvernement déclare également qu'il veille à l'application des dispositions de la législation qui garantissent la liberté d'expression. La commission observe toutefois que les dispositions susvisées ne visent pas seulement des actes de violence ou d'incitation à la violence mais aussi des actes, comme l'apologie, sous quelque forme que ce soit, d'une opposition aux principes fondamentaux du système socialiste de l'Etat, tendant ainsi à permettre de porter atteinte à des principes comme ceux de la liberté d'expression et de la liberté d'assemblée.

Compte tenu des considérations qui précèdent, la commission note avec **regret** que, malgré les commentaires qu'elle a adressés au gouvernement à cet égard, une nouvelle loi sur les manifestations a été promulguée en novembre 2013, qui confère aux autorités locales en charge de la sécurité des pouvoirs étendus pour interdire des rassemblements publics, et qui prévoit des sanctions excessives, notamment des peines de prison, à l'égard de ceux qui enfreindraient une telle interdiction. La commission note également que, suite à l'adoption de cette loi de 2013, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a exprimé sa profonde préoccupation devant les restrictions de plus en plus graves et les attaques physiques dont les médias et les activistes de la société civile sont devenus la cible en Egypte, notamment le harcèlement, l'arrestation et la poursuite en justice de journalistes nationaux ou internationaux. La Haute-Commissaire souligne notamment «la gravité des accusations portées contre des journalistes, notamment celles d'atteinte à l'unité nationale et à la paix sociale, de diffusion de fausses nouvelles, ou encore d'appartenance à une "organisation terroriste", accusations si larges et si vagues qu'elles renforcent la conviction de chacun que leur cible réelle, c'est la liberté d'expression». Toujours selon la Haute-Commissaire, depuis sa promulgation en novembre 2013, la nouvelle loi sur les manifestations «a servi à arrêter et condamner par dizaines des manifestants, y compris des militants politiques» (HCDH, bulletin de presse, 23 juin 2014).

La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer qu'aucune peine d'emprisonnement comportant une obligation de travailler ne puisse être imposée à l'égard de personnes qui, sans recourir à la violence, ont exprimé des opinions politiques ou une idéologie contraires à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission veut croire que les mesures nécessaires seront prises pour que les dispositions susvisées du Code pénal, de la loi n° 14 sur les réunions publiques de 1923, de la loi n° 10 sur les réunions de 1914 et de la loi de 2013 sur les manifestations soient mises en conformité avec la convention et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.

Article 1 b). Utilisation de conscrits à des fins de développement économique. La commission invite le gouvernement à se reporter, à cet égard, à l'observation qu'elle formule sur l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.

Article 1 d). Sanctions pénales comportant une obligation de travailler punissant la participation à des grèves. Depuis de nombreuses années, la commission se réfère aux articles 124, 124A et C et 374 du Code pénal, en vertu desquels tout salarié du secteur public participant à une grève est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant s'élever à un an (durée qui peut être doublée dans certaines circonstances), peines qui comportent une obligation de travail en vertu de l'article 20 du Code pénal.

La commission note que le gouvernement a indiqué en 2010 que les articles 124, 124A et C et 374 du Code pénal sont applicables dans les cas où l'interruption du service met en péril la santé ou la sécurité de la population, comme par exemple si des médecins des hôpitaux publics s'abstenaient de s'occuper des patients. Le gouvernement a ajouté que la Cour de cassation a rendu des arrêts à cet égard, y compris une décision condamnant un membre du personnel infirmier pour avoir incité ses collègues d'un hôpital public à suspendre le travail et pour les dommages causés par l'assemblée de travailleurs.

La commission rappelle à cet égard que l'article 1 d) de la convention interdit le recours sous quelque forme que ce soit au travail forcé ou obligatoire, y compris au travail pénitentiaire obligatoire, en tant que sanction pour avoir participé pacifiquement à des grèves. Se référant au paragraphe 315 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que, en tout état de cause, les sanctions imposées devraient être proportionnées à la gravité de l'infraction commise, et les autorités devraient exclure le recours à des mesures d'emprisonnement contre ceux qui organisent une grève ou y participent. ***Par conséquent, la commission veut croire que les mesures nécessaires seront enfin prises pour que les dispositions susvisées du Code pénal soient modifiées ou abrogées, et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. Dans l'attente de l'adoption de telles mesures, la commission prie le gouvernement de communiquer copie de toute décision de justice rendue en application de ces articles, notamment les arrêts rendus par la Cour de cassation auxquels il a fait référence.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Erythrée

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 2000)

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Service national obligatoire. Depuis un certain nombre d'années, la commission se réfère à l'article 3(17) de la Proclamation relative au travail de l'Erythrée (n° 118/2001), selon lequel l'expression «travail forcé» n'inclut pas le service national obligatoire. Elle a noté que, en vertu de l'article 25(3) de la Constitution, les citoyens doivent accomplir leur devoir de service national. Elle a par ailleurs noté que, bien que la durée du service national obligatoire ait initialement été fixée à dix-huit mois (aux termes de la Proclamation n° 82 de 1995 relative au service national), la conscription de tous les citoyens âgés de 18 à 40 ans pour une période indéterminée a été institutionnalisée avec le lancement de la «Campagne de développement Warsai Yakaalo», qui a été approuvée par l'Assemblée nationale en 2002. A cet égard, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle l'obligation d'accomplir le service national obligatoire fait partie des obligations civiques normales de tout citoyen, et par conséquent relève du domaine des exceptions prévues dans la convention, en particulier: le travail ou service exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire ainsi que le travail ou service exigé dans les cas de force majeure.

S'agissant du lien entre service national et travail exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle tout travail ou service exigé en vertu de l'article 5 de la Proclamation de 1995 relative au service national constitue un travail à caractère purement militaire. Le gouvernement indique, toutefois, que les conscrits peuvent aussi être appelés à s'acquitter d'autres tâches, comme la construction de routes et de ponts. Selon le gouvernement, des conscrits du service national ont participé à de nombreux programmes, notamment de reforestation, de préservation des sols et de l'eau, de reconstruction, ainsi qu'à des activités visant à améliorer la sécurité alimentaire. La commission note par ailleurs que, aux termes de l'article 5 de la proclamation susmentionnée, les objectifs du service national visent, entre autres buts, à créer une nouvelle génération, caractérisée par l'amour du travail et la discipline et qui soit prête à servir et à participer à la reconstruction de la nation; ainsi qu'à développer et à renforcer l'économie en «investissant dans la valorisation du travail de la population en tant que richesse potentielle».

A cet égard, la commission note que, dans son rapport, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Erythrée (mai 2014) indique que le service national érythréen englobe tous les domaines de la vie civile et est en cela bien plus large que le service militaire. La rapporteuse spéciale souligne que le service national ne revêt pas de caractère volontaire, est d'une durée indéterminée et relève du travail forcé. Elle fait état en outre de rafles régulièrement menées par la police militaire chez les particuliers, sur les lieux de travail, dans les lieux publics et dans la rue, à la

recherche de déserteurs et de conscrits insoumis, ainsi que pour enrôler des personnes qu'elle juge aptes au service national (A/HRC/26/45, paragr. 34, 38, 71 et 73).

La commission rappelle que, aux termes de l'article 2, paragraphe 2 a), de la convention, les travaux ou services exigés en vertu des lois sur le service militaire obligatoire ne sont exclus du champ d'application de la convention qu'à la condition qu'ils revêtent un caractère purement militaire. Cette condition vise expressément à empêcher la réquisition de conscrits pour la réalisation de travaux publics, et a son corollaire à l'article 1 b) de la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, qui interdit le recours au travail forcé ou obligatoire «en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique». La commission attire par conséquent l'attention du gouvernement sur le fait que les travaux imposés aux conscrits dans le cadre du service national qui comportent des activités relatives au développement national ne sont pas à caractère purement militaire. La commission rappelle en outre que, dans des circonstances particulières, telles que les cas de force majeure, les conscrits peuvent être appelés à exécuter des activités non militaires. Toutefois, afin de respecter les limites de l'exception prévue à l'article 2, paragraphe 2 d), de la convention, le pouvoir de mobiliser de la main-d'œuvre devrait être restreint aux véritables situations d'urgence ou cas de force majeure survenant de manière abrupte et imprévisible et qui appellent des contre-mesures immédiates. En outre, la durée et l'étendue du service obligatoire, ainsi que les fins auxquelles les autorités y recourent devraient être limitées au strict nécessaire eu égard à la situation.

Tout en prenant note des informations fournies par le gouvernement, ainsi que de sa description factuelle de la situation du pays, qu'il considère être sous la «menace d'une guerre et d'une famine», la commission observe que la pratique généralisée et systématique d'imposer du travail obligatoire à la population pour une période indéfinie, dans le cadre du programme du service national, sort largement du cadre des exceptions prévues par la convention. Les obligations étendues imposées à la population – ainsi que le fait pour les conscrits de ne pas avoir la liberté de quitter le service national, comme indiqué par le gouvernement – sont incompatibles tant avec la convention n° 29 qu'avec la convention n° 105, qui interdisent toutes deux le recours au travail forcé ou obligatoire en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. *A la lumière des considérations qui précèdent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier ou abroger la Proclamation n° 82 de 1995 relative au service national, ainsi que la déclaration de 2002 intitulée «Campagne de développement Warsai Yakaalo», afin de supprimer la base légale sur laquelle se fonde le recours au travail obligatoire dans le contexte du service national, et de mettre ces textes en conformité avec les conventions n°s 29 et 105. Dans l'attente de l'adoption de telles mesures, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes en vue de limiter l'imposition de travaux ou de services obligatoires à la population aux véritables cas d'urgence ou de force majeure, et de veiller à ce que la durée et l'étendue de ce travail ou de ces services obligatoires, ainsi que les fins auxquelles ils sont destinés, soient limitées à ce qui est strictement nécessaire eu égard à la situation.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de fournir des données complètes à la Conférence à sa 104^e session, et de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 2000)

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler imposées pour l'expression de certaines opinions politiques ou la manifestation de leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission a noté précédemment que, en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Erythrée, certains droits et libertés fondamentaux garantis par la Constitution peuvent être restreints dans l'intérêt de la sécurité nationale, la sécurité publique ou le bien-être économique du pays ou encore pour le maintien de l'ordre public, etc. Elle a également noté que, en vertu de certaines dispositions de la Proclamation sur la presse (n° 90/1996), le non-respect des restrictions imposées aux services d'imprimerie et de publication (à savoir l'impression ou la réédition d'un journal ou d'une publication érythréens non agréés; l'impression ou la diffusion d'un journal ou d'une publication étrangers qu'il est interdit d'introduire en Erythrée; la publication de nouvelles ou d'informations inexacts troublant l'ordre public (art. 15(3), (4) et (10)) est passible de peines d'emprisonnement aux termes desquelles un travail obligatoire peut être imposé en vertu de l'article 110 du Code pénal transitoire de 1991.

A cet égard, la commission note que le gouvernement réaffirme qu'aucune restriction aux droits et aux libertés fondamentaux n'a été imposée à ce jour. Elle prend note par ailleurs des informations fournies par le gouvernement concernant les dispositions législatives garantissant, par exemple, la liberté de réunion et de religion ainsi que le droit à un procès équitable.

La commission note toutefois que la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Erythrée indique dans son rapport de mai 2014 que les violations de droits telles que les atteintes à la liberté d'expression et d'opinion, de réunion, d'association et de religion sont toujours aussi nombreuses. Elle souligne, par

exemple, que plus de 50 personnes ont été arbitrairement arrêtées et placées en détention à la suite de la tentative de coup d'Etat de janvier 2013 et que ces personnes sont encore détenues au secret. Elle observe en outre que, à ce jour, le gouvernement n'a fourni aucune information en ce qui concerne la situation des onze éminents politiciens et des dix journalistes indépendants qui ont été arrêtés pour s'être opposés publiquement à la politique du Président en 2001 (A/HRC/26/45, paragr. 20 à 22).

Se référant au paragraphe 302 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission rappelle que l'article 1 a) de la convention interdit le recours au travail forcé ou obligatoire «en tant que mesure de coercition ou d'éducation politique ou en tant que sanction à l'encontre de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi». En conséquence, la gamme des activités ne devant pas faire l'objet d'une sanction assortie de travail forcé ou obligatoire en vertu de cette disposition comporte notamment la liberté d'exprimer des opinions politiques ou idéologiques ainsi que divers autres droits généralement reconnus, tels que le droit d'association et de réunion qui permet aux citoyens de diffuser leurs opinions et de les faire accepter, ces activités pouvant également être l'objet de mesures de coercition politique. **A la lumière des considérations qui précèdent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer qu'aucune peine d'emprisonnement assortie de l'obligation de travailler ne soit imposée aux personnes qui, sans avoir recours à la violence, expriment des opinions politiques ou manifestent leur opposition à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission exprime en outre le ferme espoir que des mesures seront prises, dans le cadre de la procédure de révision législative actuelle, pour mettre les dispositions susmentionnées de la Proclamation sur la presse (n° 90/1996) en conformité avec la convention. Prière de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 1 b). Service national obligatoire à des fins de développement économique. La commission se réfère à ses commentaires concernant le service national obligatoire adressés au gouvernement au titre de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, dans lesquels elle a souligné que la conscription systématique et généralisée de la population afin de réaliser des travaux obligatoires pour une période indéterminée dans le cadre du programme du service national est incompatible avec les conventions n°s 29 et 105, qui interdisent le recours au travail forcé ou obligatoire en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éliminer, en droit comme en pratique, toute possibilité de recourir au travail obligatoire dans le cadre du service national en tant que moyen de mobiliser de la main-d'œuvre à des fins de développement économique.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Fidji

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1974)

Article 1 a) de la convention. Peines de prison comportant une obligation de travail imposées en tant que sanction de l'expression de certaines opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission a noté précédemment que, en vertu des dispositions du décret n° 44 de 2009 sur les crimes et délits, des peines d'emprisonnement (comportant une obligation de travail en vertu de l'article 43(1) de la loi de 2006 sur les prisons et les établissements pénitentiaires) peuvent être imposées dans des situations relevant de l'article 1 a) de la convention et sont par conséquent incompatibles avec la convention:

- l'article 65(2) prévoit des peines d'emprisonnement pour le fait de: a) déclarer ou de diffuser des informations, par quelque moyen que ce soit, y compris par voie électronique, par des pancartes ou des représentations dont l'auteur entend qu'elles soient lues ou entendues, qui sont de nature à: i) inciter à la haine ou à la rivalité à l'égard d'une communauté; ii) susciter l'inimitié ou des dispositions négatives entre les différents groupes religieux, communautés ou catégories de la communauté; iii) perturber autrement l'ordre public en suscitant des sentiments d'hostilité entre communautés; ou b) formuler des déclarations visant à intimider ou menacer une communauté ou un groupe religieux autre que celui de la personne intéressée qui sont susceptibles d'inquiéter, d'alarmer ou de provoquer un sentiment d'insécurité parmi les membres de cette communauté ou de ce groupe religieux;
- l'article 67(b), (c) et (d) prévoit des peines d'emprisonnement à l'égard de toute personne qui aura tenu des propos séditieux ou imprimé, publié, vendu, proposé à la vente, diffusé ou reproduit des publications séditieuses, ou importé une publication séditieuse.

La commission a rappelé que des sanctions comportant une obligation de travail sont incompatibles avec la convention lorsqu'elles sanctionnent le fait d'avoir exprimé pacifiquement des opinions non violentes ou manifesté une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. En conséquence, elle a prié le gouvernement de prendre des mesures afin de revoir les dispositions susvisées pour les mettre en conformité avec la convention.

La commission note que le gouvernement déclare que les articles 65(2) et 67(a), (b) et (c) du décret sur les crimes et délits visent à protéger la paix de toutes les personnes et de toutes les communautés des Fidji, eu égard notamment aux tensions interethniques qui, à leur paroxysme, se sont traduites par des coups d'Etat en 1987 et en 2000. Le gouvernement déclare également qu'aucune personne ni aucun groupe de personnes n'ont jamais été inculpés sur la base de ces dispositions.

La commission observe que le décret (modificateur) n° 1 de 2012 sur l'ordre public modifie certaines dispositions de la loi sur l'ordre public (POA) de 1969 afin de renforcer les peines d'emprisonnement applicables dans les cas suivants:

- l'article 10, qui modifie l'article 14(b) de la POA, porte de trois mois à trois ans les peines d'emprisonnement prévues dans les cas suivants: *a)* le recours à la menace, à des mots insultants ou injurieux ou le comportement destiné à provoquer un trouble à l'ordre public dans un lieu public ou une assemblée; ou *b)* le refus d'obtempérer, sans excuse valable, aux ordres d'un fonctionnaire de police prescrivant de se disperser ou de ne pas causer d'obstruction ou à des injonctions visant à préserver l'ordre dans un lieu public;
- l'article 13, qui modifie l'article 17 de la POA, établit un nouvel élément constitutif du délit «d'incitation aux antagonismes interraciaux» (à travers la diffusion de déclarations ou rumeurs de nature à miner l'économie ou la réputation financière des Fidji), article 17(1)(a)(v), et porte de un an à dix ans la peine d'emprisonnement applicable en cas de violation de cet article et de ses dispositions subséquentes.

La commission observe que les dispositions du décret sur les crimes et délits ainsi que du décret (modificateur) sur l'ordre public examinées ci-dessus sont formulées dans des termes suffisamment généraux pour permettre l'application de peines comportant une obligation de travail comme sanction de l'expression pacifique de certaines opinions ou d'une opposition à l'ordre politique, social ou économique établi, et que de telles peines sont incompatibles avec la convention. ***La commission exprime donc le ferme espoir que des mesures appropriées seront prises en vue de modifier les dispositions susvisées soit en les abrogeant, soit en limitant leur portée à des actes de violence ou d'incitation à la violence, soit encore en remplaçant les peines comportant une obligation de travailler par d'autres sanctions (telles que des amendes), de manière à garantir qu'aucune forme de travail forcé ou obligatoire (notamment de travail pénitentiaire obligatoire) ne puisse être imposée aux personnes qui, sans avoir recouru à la violence ni prôné la violence, ont exprimé certaines opinions politiques ou manifesté une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi.***

Article 1 d). ***Peines comportant une obligation de travail sanctionnant la participation à des grèves.*** La commission a noté précédemment que, en vertu des articles 250 et 256(a) de la promulgation n° 36 de 2007 sur les relations d'emploi (ERP), l'organisation de grèves illégales ou la participation à de telles grèves est passible de peines pouvant atteindre deux années d'emprisonnement (peines aux termes desquelles un travail obligatoire peut être imposé). Elle a également noté que, d'après les indications du gouvernement, bien que l'ERP soit en cours de révision, aucune proposition tendant à modifier l'article 250 n'avait été soumise. La commission note que le gouvernement indique succinctement que la révision de l'ERP est désormais terminée et que, depuis l'adoption de la promulgation en 2007, aucune personne n'a été poursuivie pour participation à une grève illégale sur la base de l'article 250 devant le Tribunal des relations du travail.

La commission note également que, en vertu de l'article 27 du décret du 29 juillet 2011 sur les activités nationales essentielles (emploi), les grèves dans les services essentiels sont passibles de peines pouvant atteindre cinq années d'emprisonnement. Se référant au paragraphe 315 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission rappelle que les autorités ne devraient pas recourir à des mesures d'emprisonnement contre ceux qui organisent ou participent pacifiquement à des grèves. ***La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions susvisées de la promulgation n° 36 de 2007 sur les relations d'emploi et du décret de 2011 sur les activités nationales essentielles (emploi) soient modifiées ou bien abrogées, de manière à ce que les personnes ayant organisé ou participé pacifiquement à une grève n'encourent pas des peines d'emprisonnement assorties d'une obligation de travail. Elle le prie de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Guyana

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1966)

La commission note avec ***regret*** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes. La commission a noté l'adoption en 2005 de la loi sur la lutte contre la traite des êtres humains ainsi que de l'indication donnée par le gouvernement, selon laquelle 300 volontaires ont été formés pour repérer les cas de traite des personnes. ***La commission saurait gré au gouvernement de bien vouloir fournir des informations sur les points suivants:***

- les activités du groupe spécial chargé d'élaborer et de mettre en application un plan national de prévention de la traite des personnes, dont il est question à l'article 30 de la loi susmentionnée, en joignant des copies de tout rapport, étude et enquête portant sur ce sujet ainsi qu'une copie du plan national;
- les données statistiques sur la traite, qui sont recueillies et publiées par le ministère de l'Intérieur en vertu de l'article 31 de la loi;
- les poursuites judiciaires éventuellement engagées en application de l'article 3, paragraphe 1, de la loi de 2005, en communiquant copie des décisions de justice correspondantes et en indiquant les peines imposées. Prière également de préciser les mesures prises pour s'assurer que cette disposition est strictement appliquée, comme l'exige l'article 25 de la convention.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Malaisie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1957)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note de la discussion détaillée qui a eu lieu en juin 2014 au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence au sujet de l'application de la convention par la Malaisie. Elle note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. 1. *Situation de vulnérabilité des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé, y compris la traite de personnes.* La commission a précédemment noté que, selon les observations formulées en 2011 par la Confédération syndicale internationale (CSI), certains travailleurs qui entrent de leur plein gré en Malaisie à la recherche d'opportunités économiques sont par la suite victimes de travail forcé pour le compte d'employeurs ou de recruteurs informels. Ces travailleurs migrants sont employés dans les plantations et sur les chantiers de construction, dans les industries textiles et comme travailleurs domestiques. Leur liberté de mouvement est restreinte, ils sont victimes de tromperie et de fraude en matière de salaires, leur passeport est confisqué, et ils sont soumis à la servitude pour dettes. S'agissant des travailleurs domestiques, leur situation est particulièrement difficile, avec des arriérés de salaire de trois à six mois. Selon la CSI, il n'y a eu aucune poursuite pénale initiée à l'encontre des employeurs ou des recruteurs qui soumettent des travailleurs à des conditions relevant du travail forcé. La commission a noté également les informations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) selon lesquelles, jusqu'en 2009, il y avait environ 2,1 millions de travailleurs migrants en Malaisie. Selon l'OIM, les travailleurs migrants en Malaisie peuvent être victimes de non-paiement de salaire, se voir confisquer leur passeport ou assigner de lourdes charges de travail et être confinés ou placés en isolement.

La commission a noté que, en juin 2013, la Commission de la Conférence avait prié instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces afin de s'assurer que les auteurs font l'objet de poursuites judiciaires et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives sont imposées, et de veiller à ce que les victimes ne soient pas traitées comme des criminels et sont en mesure de s'adresser aux autorités judiciaires compétentes en vue d'obtenir réparation en cas d'abus et d'exploitation. La Commission de la Conférence avait également encouragé le gouvernement à continuer à négocier des accords bilatéraux avec des pays d'origine pour que les travailleurs migrants, une fois dans le pays, soient protégés contre les pratiques abusives et les situations relevant du travail forcé.

La commission a noté également que, dans ses commentaires soumis en août 2013, la CSI a déclaré que la situation et le traitement des travailleurs migrants dans le pays s'étaient encore détériorés, exposant davantage de travailleurs migrants à des pratiques abusives et au travail forcé. Selon la CSI, le gouvernement n'a pas pris de mesures pour contrôler que des travailleurs migrants ne sont pas victimes de tromperie sous la forme de faux documents ou de modifications du contrat de travail à leur arrivée. De plus, malgré les dispositions législatives qui les protègent, la plupart des migrants travaillent de nombreuses heures et sont sous-rémunérés ou perçoivent en retard leur salaire. Selon les estimations, environ 90 pour cent des employeurs retiennent les passeports des travailleurs migrants, lesquels craignent de signaler ces abus ou même de demander des informations sur les droits au travail. Les travailleurs migrants qui quittent leur employeur en raison d'abus deviennent de fait des travailleurs sans papiers, susceptibles d'être expulsés. La CSI a indiqué que le gouvernement a continué de poursuivre pénalement des travailleurs migrants et a identifié 500 000 travailleurs migrants sans papiers en vue de leur expulsion sans s'assurer dûment qu'ils n'étaient pas des victimes de travail forcé. La CSI a demandé instamment au gouvernement d'abolir le système de sous-traitance de main-d'œuvre et d'inclure les travailleurs domestiques dans le champ d'application de la loi sur les normes minimales d'emploi.

A cet égard, la commission a pris note de l'information fournie par le gouvernement dans son rapport de 2013 concernant certaines mesures prises pour protéger les travailleurs migrants, notamment la création d'une équipe spéciale chargée du contrôle de l'application de la loi, composée de 43 fonctionnaires pour renforcer les activités visant à lutter

contre les problèmes liés au travail forcé. Or la commission a noté avec préoccupation que ces mesures ne se sont pas traduites par des résultats tangibles concernant la détection ou la sanction de pratiques de travail forcé. Elle a instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour protéger les travailleurs migrants contre les pratiques abusives et les situations relevant du travail forcé, et de veiller à ce que les victimes de ces abus puissent faire valoir leurs droits afin de mettre un terme aux violations et obtenir réparation.

La commission note que, au cours de la discussion sur l'application de la convention au sein de la Commission de la Conférence, en juin 2014, le gouvernement a indiqué qu'il menait actuellement, sur l'ensemble du pays, un programme de sensibilisation sur l'arrêté de 2012 relatif aux salaires minimaux, destiné à prévenir l'exploitation au travail des travailleurs migrants. De plus, afin de réglementer le recrutement des travailleurs migrants, le gouvernement a indiqué qu'il a signé des mémoranda d'accord avec huit pays d'origine (Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam), et un mémorandum d'accord distinct sur le recrutement et le placement des travailleurs domestiques, avec le gouvernement de l'Indonésie. Le gouvernement a également indiqué que des accords de coopération étaient en cours de négociation avec quatre autres pays. ***Tout en prenant dûment note de ces informations, la commission encourage vivement le gouvernement à continuer de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques migrants, sont pleinement protégés contre les pratiques abusives et les situations relevant du travail forcé, et elle demande au gouvernement de fournir des informations à cet égard. Rappelant le rôle central que joue l'inspection du travail dans la lutte contre le travail forcé, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus suite à la création de l'équipe spéciale chargée du contrôle de l'application de la loi, ainsi que sur toute difficulté rencontrée par cette équipe et par les autres agents compétents à cet égard dans l'identification des victimes du travail forcé, y compris de la traite de personnes, et dans l'initiation de procédures judiciaires. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la mise en œuvre des accords bilatéraux avec les pays d'origine et sur toute autre mesure de coopération prise à cet égard, de même que sur les résultats concrets ainsi obtenus.***

2. *Traite des personnes.* La commission a précédemment noté que, selon les observations de la CSI soumises en 2011, la Malaisie est un pays de destination et, dans une moindre mesure, un pays d'origine et de transit pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de traite, en particulier à des fins de prostitution et de travail forcés. La CSI a également indiqué que les poursuites judiciaires dans les affaires de traite à des fins de travail forcé sont rares. La commission a noté le lancement du Plan national d'action contre la traite des personnes (2010-2015) et les informations fournies par le gouvernement sur le nombre des poursuites et condamnations portant sur des cas de traite, qui ne précisaient pas les sanctions spécifiques prononcées à l'encontre des personnes condamnées. La commission a noté que, lors de la discussion qui a eu lieu en juin 2013 au sein de la Commission de la Conférence, plusieurs orateurs ont exprimé leurs préoccupations face à l'ampleur de la traite de personnes dans le pays, et à l'absence d'informations relatives aux sanctions spécifiques imposées aux personnes condamnées au titre de la loi contre la traite de personnes. La Commission de la Conférence a par conséquent prié instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour lutter contre la traite des personnes et pour renforcer la capacité des autorités publiques concernées à ce sujet.

La commission note que, en juin 2014, au cours de la discussion sur l'application de la convention au sein de la Commission de la Conférence, le gouvernement a réaffirmé son engagement à lutter contre la traite des personnes et a fourni des informations sur les diverses mesures prises à cet effet, notamment les mesures visant à renforcer la capacité du personnel chargé de l'application de la loi et des initiatives de sensibilisation, ou encore des mesures visant à mieux protéger les victimes de la traite. Le gouvernement a indiqué qu'au total, 128 cas ont été portés en 2013 devant les tribunaux au titre de la loi contre la traite des personnes, ce qui a entraîné cinq condamnations, six acquittements, trois cas pour lesquels les poursuites ont été abandonnées et a permis de porter secours à un total de 650 victimes. Au moment où se tenait la Conférence, 114 cas étaient encore en instance devant les tribunaux. A cela, le gouvernement a ajouté que les peines d'emprisonnement imposées auront un effet dissuasif pour les éventuels auteurs de traite de personnes.

La commission note en outre que, même si les membres de la Commission de la Conférence ont reconnu les diverses mesures prises par le gouvernement, certains délégués ont insisté sur le fait que d'autres actions s'imposaient en vue de l'élaboration et de l'application de mesures effectives qui soient à la hauteur de l'ampleur du phénomène de traite des personnes. ***Compte tenu des développements qui précèdent, la commission encourage vivement le gouvernement à poursuivre ses efforts de prévention, répression et lutte contre la traite des personnes et de prendre les mesures nécessaires pour que toutes les personnes se livrant à la traite des personnes et à des infractions connexes fassent l'objet d'enquêtes rigoureuses et des poursuites judiciaires appropriées. La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur le nombre de condamnations et les sanctions spécifiques infligées. Elle le prie également de l'informer des résultats concrets obtenus grâce à la mise en œuvre du Plan national d'action contre la traite des personnes (2010-2015), tant en ce qui concerne la prévention et la répression de la traite que la protection et la réinsertion des victimes.***

La commission note que, en juin 2014, les membres travailleurs et les membres employeurs de la Commission de la Conférence ont à nouveau prié le gouvernement d'accepter de recevoir une mission d'assistance technique du BIT pour assurer pleinement l'application effective de la convention. ***A la lumière de ces considérations, la commission espère que***

le gouvernement examinera sérieusement la possibilité de recourir à l'assistance technique du BIT dans un très proche avenir afin de l'aider à poursuivre ses efforts en vue d'assurer la pleine application de la convention, dans le but de protéger tous les travailleurs, y compris les travailleurs migrants, contre des pratiques abusives pouvant relever du travail forcé.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Malawi

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1999)

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. 1. *Servitude pour dettes.* Dans ses commentaires précédents, la commission a soulevé la question du travail forcé dans les plantations de tabac suite aux allégations émanant de différentes organisations de travailleurs. Elle a noté que le gouvernement niait ces allégations, en précisant que les inspecteurs du travail du Malawi n'avaient jamais eu connaissance de tels cas et qu'aucune plainte pour travail forcé n'avait été déposée. La commission a également noté que, dans son rapport au titre de l'examen périodique par le Conseil général de l'Organisation internationale du commerce (OMC) des politiques commerciales du Malawi (2010), la Confédération syndicale internationale (CSI) avait souligné que, dans les plantations, spécialement celles produisant du tabac, les travailleurs qui louent les terres qu'ils cultivent sont exploités dans le cadre d'un système d'endettement et contraints au travail par les propriétaires.

La commission note l'indication succincte du gouvernement dans son dernier rapport selon laquelle le projet de loi sur le louage de services a été examiné par le Cabinet puis renvoyé au ministère du Travail pour révision. La commission prend note également de l'information contenue dans le rapport de janvier 2014 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, selon lequel quelque 300 000 familles de métayers dans le pays qui cultivent le tabac vivent dans des conditions extrêmement précaires. Le Rapporteur spécial souligne que les revenus de ces familles dépendent de la quantité et de la qualité du tabac qui est vendu aux propriétaires à chaque récolte et que, dans certains cas, elles n'ont plus aucun revenu après avoir remboursé les crédits qui couvrent leurs besoins alimentaires pendant la saison de croissance (A/HRC/25/57/Add.1, paragr. 47). Se référant aux explications contenues au paragraphe 294 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission rappelle que la manipulation du crédit et de la dette par l'employeur reste au cœur du mécanisme par lequel les travailleurs vulnérables se retrouvent piégés dans des situations de travail forcé. Par exemple, les travailleurs agricoles pauvres peuvent être amenés à s'endetter en acceptant des prêts relativement modestes mais cumulés ou des avances sur salaire de l'employeur lors de périodes de difficultés. ***La commission exprime donc à nouveau l'espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour adopter dans les plus brefs délais la loi sur le louage de services et, ainsi, renforcer la protection des travailleurs qui louent les terres qu'ils cultivent contre les mécanismes de dette qui peuvent engendrer la servitude pour dettes. La commission prie le gouvernement de communiquer copie de la loi dès qu'elle aura été adoptée.***

2. *Traite des personnes.* La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de loi sur la traite des personnes a été préparé et sera présenté au Parlement. Ce projet portera sur des questions concernant la traite interne et transfrontière de personnes. Le gouvernement indique également qu'il mène des activités pour sensibiliser les tribunaux, la police et les communautés à la question de la traite de personnes. Il précise en outre que les cas de traite sont actuellement poursuivis en vertu des dispositions du Code pénal, lorsque les victimes sont des adultes, et de la loi de 2010 sur le soin, la protection et la justice concernant les enfants, lorsque les victimes sont des enfants.

La commission note néanmoins que le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, dans ses observations finales de juillet 2014, s'est déclaré préoccupé par les retards dans l'adoption d'une législation portant spécialement sur la traite, par la prévalence de la traite des personnes dans l'Etat partie et par le manque de données officielles sur son ampleur. Le Comité des droits de l'homme exprime également ses profonds regrets face à l'absence de programmes pour protéger et assister les victimes (CCPR/C/MWI/CO/1/Add.1). ***Par conséquent, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer de l'adoption dans un très proche avenir d'une législation complète contre la traite des personnes, prévoyant notamment des sanctions appropriées pour que les responsables de traite soient poursuivis et sanctionnés. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour protéger et assister les victimes de traite. Enfin, la commission prie le gouvernement de transmettre des informations détaillées sur les mesures spécifiques prises pour prévenir et combattre la traite des personnes, ainsi que des statistiques sur le nombre de cas de traite examinés par les autorités, et sur les sanctions infligées.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mauritanie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1961)

Dans ses précédents commentaires, la commission a prié instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour continuer de lutter de manière efficace contre l'esclavage et ses séquelles et de fournir des informations détaillées et concrètes sur les mesures prises à cet égard. La commission note avec **regret** que, malgré des demandes expresses en ce sens, le gouvernement n'a pas fourni de rapport en 2013 et 2014. Elle prend note des observations formulées par la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) reçues le 31 août 2014 ainsi que de la réponse du gouvernement. Elle note également les informations contenues dans le rapport publié en août 2014 par la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences (A/HRC/27/53/Add.1).

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Esclavage et pratiques analogues.

a) Application effective de la législation

La commission rappelle que la loi n° 2007/48 du 9 août 2007 portant incrimination et répression des pratiques esclavagistes (ci-après la loi de 2007) définit, incrimine et réprime les pratiques esclavagistes en distinguant les crimes d'esclavage des délits d'esclavage. Parmi ces délits «quiconque s'approprie les biens, les fruits et les revenus résultant du travail de toute personne prétendue esclave ou extorque ses fonds est punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 50 000 à 200 000 ouguiyas» (art. 6). La loi habilite les associations des droits de l'homme à dénoncer les infractions et à assister les victimes et prévoit la gratuité de la procédure judiciaire pour les victimes (art. 15). La commission a constaté que si la loi avait fait l'objet d'une large publicité afin de favoriser la compréhension de la nature criminelle de l'esclavage, il ressortait de l'ensemble des informations disponibles que les victimes continuaient à rencontrer des difficultés pour être entendues et faire valoir leurs droits, tant au niveau des autorités administratives, et notamment la force publique, que des autorités judiciaires.

Dans ses observations de 2013, la CLTM a considéré que les mesures d'accompagnement de la loi de 2007 sont restées lettre morte et qu'il était toujours extrêmement difficile pour les victimes de porter leur cas devant les instances administratives et judiciaires compétentes. La commission relève à cet égard que, dans son rapport de 2014, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies indique qu'elle reste préoccupée par le faible nombre de poursuites judiciaires initiées sur la base de la loi de 2007 et souligne la nécessité pour les institutions et parties prenantes d'appliquer la loi, sans idées préconçues. A cet égard, la commission relève que, dans le rapport annuel de la Commission nationale des droits de l'homme de Mauritanie (CNDH), publié en mai 2014 et disponible sur le site Internet de cette institution, il est fait référence à la décision du Conseil supérieur de la magistrature du 30 décembre 2013 de créer une cour spéciale chargée des crimes de pratiques esclavagistes.

La commission rappelle que, en vertu de l'article 25 de la convention, les Etats qui ratifient la convention ont l'obligation de s'assurer que les sanctions pénales prévues par la loi pour exaction de travail forcé sont réellement efficaces et strictement appliquées. Elle souligne à cet égard que les victimes de l'esclavage se trouvent dans une situation de grande vulnérabilité économique et psychologique qui requiert une action spécifique de l'Etat. ***Soulignant que depuis l'adoption de la loi de 2007, un seul cas a donné lieu à une condamnation judiciaire, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures appropriées pour s'assurer que les victimes d'esclavage sont effectivement en mesure de faire valoir leurs droits, et que lorsque les autorités administratives ou judiciaires sont saisies de plaintes, celles-ci diligemment les enquêtes de manière rapide, efficace et impartiale sur l'ensemble du territoire, comme l'exige la loi de 2007. Prenant dûment note de la décision visant à établir une juridiction spéciale chargée des crimes de pratiques esclavagistes, la commission espère que les mesures seront prises pour instituer cette juridiction dans les plus brefs délais et s'assurer qu'elle disposera de moyens d'action à la hauteur de la gravité des crimes dont elle aura à connaître. Enfin, la commission prie le gouvernement d'indiquer le nombre de cas d'esclavage qui ont été signalés aux autorités, le nombre de ceux pour lesquels une enquête a été menée et le nombre de ceux qui ont abouti à une action en justice.***

b) Cadre stratégique et institutionnel de lutte contre l'esclavage

Dans ses précédents commentaires, la commission a souligné que les réponses à apporter au phénomène complexe de l'esclavage et à ses manifestations doivent s'inscrire dans le cadre d'une stratégie globale couvrant tous les domaines d'action et notamment la sensibilisation, la prévention, les programmes spécifiques permettant aux victimes de sortir de leur situation de dépendance économique et psychologique, le renforcement des capacités des autorités de poursuite et judiciaires, la coopération avec la société civile, ainsi que la protection et la réinsertion des victimes. La commission a précédemment noté les mesures prises dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté dans le cadre du Plan national de lutte contre les séquelles de l'esclavage (PESE) et a souligné l'importance d'adopter des mesures complémentaires ciblant les populations victimes ou à risque; la CLTM ayant indiqué à cet égard en 2013 que le PESE a été détourné de son objectif et n'a pas atteint les villages des anciens esclaves.

La commission note qu'en mars 2013 a été créée l'Agence nationale Tadamoun pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage, l'insertion et la lutte contre la pauvreté (décret n° 048-2013). Elle relève que, tant dans ses observations de 2013 que de 2014, la CLTM considère que cette agence ne dispose pas des moyens d'agir et que, un an après sa création, elle ne peut faire état d'un bilan dans le domaine de la lutte contre les séquelles de l'esclavage. Le gouvernement indique en réponse que l'agence a pour mission la conception et l'exécution sur le terrain des programmes économiques et sociaux à travers des actions portant sur l'accès à l'eau potable et aux services de base, la promotion de l'habitat et des activités génératrices de revenus à destination des couches les plus vulnérables de la société en vue de résorber les inégalités et encourager la cohésion sociale. L'agence est également habilitée à dénoncer les infractions à la loi de 2007 et à assister les victimes.

La commission relève également d'après les informations disponibles dans les rapports précités de la CNDH et de la Rapporteuse spécial des Nations Unies que, en mars 2014, les autorités mauritaniennes ont adopté la feuille de route pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage. Cette feuille de route, préparée de façon participative avec les départements publics concernés et avec l'appui du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, contient 29 recommandations dans les domaines juridique, économique et social, et de la sensibilisation. Pour chaque recommandation, les entités responsables de son exécution ont été identifiées et des délais ont été fixés.

La commission salue la mise en place de l'agence Tadamoun et l'adoption de la feuille de route qui constituent deux mesures importantes pour faire avancer la lutte contre l'esclavage en Mauritanie. ***La commission considère cependant que pour que la feuille de route pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage constitue une impulsion efficace dans le combat contre ces pratiques, le gouvernement doit prendre les mesures appropriées pour que des résultats concrets et rapides puissent être constatés dans la pratique. La commission veut croire que le gouvernement ne manquera pas de fournir, dans son prochain rapport, des informations détaillées sur la mise en œuvre des 29 recommandations contenues dans la feuille de route pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage. Notant que les recommandations n°s 28 et 29 se réfèrent à la création d'une commission de suivi des mesures programmées et leur évaluation périodique, la commission prie le gouvernement d'indiquer si cette commission a été créée et de préciser les activités qu'elle a menées. Enfin, la commission rappelle l'importance de mener des travaux de recherche permettant de disposer d'un état des lieux de la réalité de l'esclavage afin de mieux planifier les interventions publiques et de s'assurer que les activités développées par l'agence Tadamoun ciblent l'ensemble des victimes et les régions concernées, et prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises à cette fin.***

La commission note que, dans son rapport, la CNDH souligne qu'«il est impératif d'initier des programmes de sensibilisation autour de l'illégalité et de l'illégitimité de l'esclavage et de la loi de 2007 en impliquant fortement les autorités religieuses, les élus et la société civile». Elle recommande que «cette sensibilisation soit mise en œuvre avec l'implication effective des autorités religieuses dont les positions et avis sur la question devraient être sans équivoques». ***La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour sensibiliser la population et les autorités responsables de faire appliquer la loi à la problématique de l'esclavage. Prière également d'indiquer les mesures prises pour renforcer les capacités de ces autorités en vue d'assurer une meilleure identification et protection des victimes.***

En conclusion, la commission rappelle que, afin de lui permettre d'évaluer adéquatement la politique menée par le gouvernement, il est essentiel que ce dernier communique des informations complètes et détaillées à cet égard dans les rapports qu'il a l'obligation de soumettre sur l'application de la convention.

Ouganda

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1963)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 a) de la convention. Peines de prison comportant l'obligation de travailler sanctionnant l'expression d'opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Depuis un certain nombre d'années, la commission se réfère à la législation suivante:

- la loi n° 20 de 1967 sur l'ordre public et la sécurité, habilitant les autorités à restreindre le droit d'association ou de communication entre les individus, indépendamment de la commission d'un délit, sous peine de sanctions comportant du travail obligatoire; et
- les articles 54(2)(c), 55, 56 et 56(A) du Code pénal, habilitant le ministre à déclarer illégale l'association de deux ou plusieurs personnes, de sorte que tout discours, toute publication ou toute activité au nom de cette association ou pour la soutenir deviennent eux-mêmes illégaux et passibles d'une peine d'emprisonnement comportant l'obligation de travailler.

La commission note l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement. Toutefois, selon le site Internet du gouvernement, l'article 56 du Code pénal continue d'être appliqué dans la pratique, étant donné que le Procureur général a rendu en 2012 une ordonnance déclarant certaines associations illégales. A cet égard, la commission rappelle à nouveau que l'article 1 a) de la convention interdit de recourir à toute forme de travail forcé ou obligatoire, y compris au travail pénitentiaire obligatoire, en tant que mesure de coercition politique ou en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment

certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission souligne aussi que la protection prévue par la convention ne se limite pas aux activités tendant à l'expression d'opinions s'éloignant des principes établis. Ainsi, lorsque des activités tendent à des changements fondamentaux dans les institutions de l'Etat, ces activités relèvent de la protection prévue par la convention dès lors que les intéressés ne recourent ni n'appellent à la violence. ***Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les dispositions susmentionnées de la loi n° 20 de 1967 sur l'ordre public et la sécurité, et du Code pénal, soient modifiées ou abrogées afin de s'assurer qu'aucune peine de prison comportant une obligation de travailler ne puisse être imposée aux personnes qui, sans user de violence ni prôner la violence, expriment certaines opinions politiques ou leur opposition à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations sur les mesures prises à cet égard.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Ouzbékistan

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1997)

La commission note le rapport du gouvernement reçu le 1^{er} septembre 2014. Elle prend note également des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues respectivement le 31 août et le 1^{er} septembre 2014, ainsi que de la réponse du gouvernement à ces deux communications, reçue le 29 octobre 2014. La commission prend note en outre des observations du Conseil de la Fédération des syndicats de l'Ouzbékistan (CFTUU), reçues le 24 octobre 2014. Ces observations ont été transmises au gouvernement pour commentaires.

Article 1 b) de la convention. Mobilisation et utilisation de main-d'œuvre à des fins de développement économique dans l'agriculture (production de coton). La commission a précédemment noté les allégations formulées par l'OIE et la CSI concernant le recours persistant au travail forcé d'adultes favorisé par l'Etat à des fins de développement économique dans la production de coton. Elle a également noté que le gouvernement rejetait ces allégations, en affirmant que les travailleurs appelés à participer à des travaux agricoles sont engagés sur la base de contrats d'emploi individuels et perçoivent, pour le travail qu'ils effectuent, une rémunération qui vient s'ajouter au salaire de leur travail habituel. La commission a également pris note des informations figurant dans le rapport de novembre 2013 de la mission de haut niveau sur le contrôle du travail des enfants pendant la récolte de coton de 2013. Il était souligné dans ce rapport que, étant donné que le contrôle effectué se limitait aux situations relevant de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, les résultats obtenus ne pouvaient pas permettre d'établir s'il y avait ou non des pratiques de travail forcé impliquant des adultes. Le rapport souligne néanmoins que les équipes de contrôle avaient été en mesure de prendre note d'autres éléments relevant du mandat de l'OIT, comme ceux concernant le recrutement de main-d'œuvre pour la récolte de coton, les conséquences de la mécanisation sur le marché du travail et la mise en œuvre des droits fondamentaux des travailleurs, y compris le respect et l'application pratique de la présente convention. Compte tenu de ce contexte, la commission a prié instamment le gouvernement de poursuivre sa coopération avec l'OIT et les partenaires sociaux, dans le cadre d'un programme par pays afin d'assurer la pleine application de la convention et l'élimination totale du recours au travail forcé dans la production de coton.

A cet égard, la commission salue l'élaboration et l'adoption, en avril 2014, d'un programme par pays de promotion du travail décent (PPTD). Le PPTD identifie les priorités, objectifs, résultats et indicateurs de performance concrets pour la coopération entre le Bureau, les partenaires sociaux et le gouvernement durant la période 2014-2016. La commission prend note en particulier des mesures proposées dans le contexte de ce programme en vue de s'assurer que les conditions de travail et d'emploi dans l'agriculture, y compris dans la production de coton, sont conformes aux normes fondamentales. A cette fin, la composante du PPTD relative à l'application de la convention n° 105 établit quatre indicateurs de performance, à savoir:

- une enquête sur les conditions de travail dans l'agriculture, y compris dans l'industrie de la culture du coton, qui contient des recommandations visant à améliorer le recrutement de la main-d'œuvre et les pratiques destinées à la retenir;
- la législation et la pratique nationales sont révisées et font l'objet d'un suivi;
- un certain nombre d'inspecteurs du travail bénéficient de connaissances et de capacités accrues pour identifier les pratiques de travail forcé;
- un certain nombre de tables rondes sont organisées sur le travail forcé, à l'intention aussi bien du monde des affaires que des représentants des gouvernements et administrations locaux, des établissements d'enseignement, des syndicats et des médias.

La commission note également qu'une table ronde a été organisée à Tashkent les 6 et 7 août 2014 pour préparer et élaborer des mesures pratiques en vue de mettre en œuvre les différentes composantes adoptées pour le PPTD, en particulier en ce qui concerne l'assistance du BIT pour le contrôle du travail des enfants durant la récolte de coton de 2014 et la préparation de l'enquête, qui doit être menée dans un proche avenir, sur les pratiques de recrutement et les conditions de travail dans l'agriculture et la culture du coton. La commission salue ces développements démontrant que le gouvernement est prêt à collaborer avec le BIT et les partenaires sociaux.

La commission note que, dans ses observations reçues en août 2014, la CSI déclare que, en dépit d'un certain nombre de mesures prises par le gouvernement, telles que l'adoption du PPTD, le recours systématique à une main-d'œuvre forcée dans la production du coton continue d'affecter des exploitants agricoles; des travailleurs des secteurs public et privé, y compris des enseignants, des médecins et des infirmières; des chômeurs; et des bénéficiaires de l'aide sociale publique. Selon la CSI, les causes profondes du travail forcé dans l'industrie du coton se trouvent dans le système de contrôle intégral que le gouvernement exerce sur ce secteur, qui a un impact négatif sur les exploitants agricoles et sur la main-d'œuvre mobilisée par l'Etat. La CSI allègue en outre que, au cours de la récolte de 2013, le gouvernement a de nouveau assigné des quotas de production de coton qui, au niveau local, ont été imposés aux personnes concernées en fonction du volume de coton se trouvant dans les champs. Les travailleurs et les exploitants agricoles qui ne réussissaient pas à atteindre les quotas assignés ont été menacés d'être licenciés de leur emploi habituel, de perdre leurs terres et de faire l'objet d'enquêtes exceptionnelles. Par exemple, selon la CSI, les administrations hospitalières ont donné pour instruction aux médecins, aux infirmières et aux autres membres de leur personnel de récolter le coton ou de contribuer pour environ la moitié de leur salaire à la récolte de coton, sous peine de licenciement. Les habitants des différentes communautés ont été contraints de récolter du coton sous la menace d'une restriction de leur accès à l'électricité et aux prestations sociales.

Dans ses observations transmises en septembre 2014, l'OIE souligne que, en acceptant l'assistance technique du Bureau en 2013 et en adoptant le PPTD en 2014, le gouvernement et les partenaires sociaux de l'Ouzbékistan ont prouvé leur engagement à renforcer leur coopération avec l'OIT et les autres organisations compétentes aux fins de l'adoption de mesures en faveur d'une pleine application des conventions. A cet égard, l'OIE déclare qu'elle attend du gouvernement et des partenaires sociaux qu'ils continuent de coopérer avec l'OIT pour éliminer le travail forcé. L'OIE salue également la préparation d'une enquête sur les conditions de travail dans l'agriculture, et elle souligne que l'imposition de travail forcé va au-delà de l'emploi obligatoire de fonctionnaires et de travailleurs du secteur privé durant la récolte de coton puisqu'elle comprend également l'obligation pour les exploitants agricoles de suivre des directives en matière de gestion des terres, de technologies agricoles et de systèmes d'exploitation. L'OIE exprime l'espoir que le gouvernement fournira aux partenaires sociaux internationaux et à l'OIT des informations sur les résultats de l'enquête susmentionnée, y compris des statistiques sur le nombre d'adultes travaillant dans l'agriculture, le montant des salaires, les cas dans lesquels des pratiques de travail forcé auraient été identifiées et les sanctions appliquées en la matière.

La commission note en outre que, dans ses observations soumises en septembre 2014, le CFTUU fournit des informations sur un certain nombre de mesures prises par le gouvernement, en coopération avec les partenaires sociaux, dans le but d'appliquer efficacement les conventions de l'OIT en ce qui concerne le travail forcé et le travail des enfants, y compris au moyen du dialogue social, de campagnes de sensibilisation, de mise en place de services téléphoniques spéciaux et d'une coopération technique avec le Bureau. Le CFTUU fournit également des informations sur les mesures prises par les syndicats qui, jusqu'à la récolte de coton de 2014, ont montré la voie à suivre pour améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs employés à cette récolte et s'assurer qu'aucun enfant de moins de 18 ans ne soit engagé dans ce travail. A cet égard, le CFTUU indique que les syndicats ont organisé des ateliers, dans toutes les provinces et tous les districts, pour informer les fonctionnaires, les responsables gouvernementaux, le Conseil des exploitants agricoles, les établissements d'enseignement, les établissements financiers et les associations publiques des exigences des conventions de l'OIT sur le travail forcé et le travail des enfants, et des questions relatives au paiement des salaires et à l'accès à l'alimentation, aux services médicaux et aux activités de loisirs pour les récolteurs de coton.

La commission note que le gouvernement déclare, en se référant également à la définition du travail forcé figurant à l'article 2 de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, que le recrutement de travailleurs sur une base volontaire pour participer à la récolte du coton ne saurait être considéré comme du travail forcé puisque les travailleurs sont libres de mettre fin à leur emploi à n'importe quel moment, puisse une situation de coercition se produire. De plus, dans sa réponse aux observations de l'OIE du 29 octobre 2014, le gouvernement réitère qu'à son avis les personnes participant à la récolte du coton sont habituellement motivées par la possibilité de compléter leur revenu. Le gouvernement fournit également des informations sur le nombre de mesures prises pour renforcer la coopération avec les partenaires sociaux dans le pays, y compris en ce qui concerne l'application des conventions de l'OIT sur le travail forcé et le travail des enfants. Ces mesures comprennent par exemple l'organisation de séminaires sur l'application des normes internationales du travail, la diffusion d'informations sur les activités menées en vue de résoudre le problème du travail forcé et du travail des enfants, et les campagnes de sensibilisation du grand public, des exploitants agricoles et du monde des affaires à ces questions.

La commission note en outre que le gouvernement indique, dans sa réponse aux observations de la CSI, qu'il a émis une instruction officielle, à l'intention de l'ensemble des organisations concernées, sur l'interdiction de la mobilisation

forcée de travailleurs sans leur accord volontaire en vue de leur participation à la récolte du coton. Selon le gouvernement, les violations de cette instruction sont passibles de graves sanctions. Le gouvernement indique également que des mesures sont en train d'être prises pour institutionnaliser le recrutement volontaire des récolteurs de coton par l'intermédiaire des institutions du marché du travail. S'agissant des allégations répétées présentées par la CSI, selon lesquelles des employés du secteur public sont tenus de signer de nouveaux contrats contenant une clause conditionnelle sur leur participation volontaire aux travaux agricoles et d'élevage, le gouvernement nie l'existence d'une ordonnance ou d'un règlement prévoyant une telle condition. Il précise que la législation du travail en vigueur autorise le transfert temporaire d'un travailleur à d'autres activités, sans l'accord de la personne concernée.

Tout en notant les considérations ci-dessus, la commission observe que, aux fins des conventions n^{os} 29 et 105, le terme «travail forcé ou obligatoire» désigne «tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré». Dans ce contexte, le fait de «s'offrir de plein gré» se réfère au consentement libre et éclairé des travailleurs pour s'engager dans une relation d'emploi, ainsi qu'à leur liberté de quitter leur emploi à n'importe quel moment, sans crainte de représailles ou de la perte d'un quelconque privilège. A cet égard, la commission rappelle, se référant également au paragraphe 271 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, que, même dans les cas où l'emploi est à l'origine le résultat d'un accord conclu librement, le droit des travailleurs au libre choix de leur travail, sans faire l'objet de la menace d'une peine quelconque, reste inaliénable. En conséquence, même si les transferts temporaires d'emploi peuvent être inhérents à certaines professions et activités, la commission considère que l'application dans la pratique de dispositions, ordonnances ou règlements autorisant le transfert systématique de travailleurs pour exercer des activités qui ne sont pas liées à leur profession habituelle (par exemple le transfert d'un professionnel des soins de santé à un emploi agricole) devrait être examinée avec soin pour s'assurer que cette pratique n'ait pas pour effet de transformer une relation contractuelle fondée sur la volonté des parties en un service imposé par la loi. La commission souligne également que, bien que certaines formes de travail ou de service obligatoire (comme le travail faisant partie des obligations civiques normales des citoyens ou les menus travaux de village) soient explicitement exclues du champ d'application des conventions sur le travail forcé, ces exceptions sont limitées à des travaux ou services mineurs exercés dans l'intérêt direct de la population et n'incluent pas un travail dont l'objet est de bénéficier à un groupe plus large ou un travail à des fins de développement économique, ce qui est explicitement interdit par la présente convention.

A la lumière de ces considérations, et pour permettre à la commission de s'assurer que le recrutement et l'engagement de personnes dans la récolte du coton s'effectuent de manière compatible avec la convention, la commission encourage fermement le gouvernement à poursuivre la coopération avec l'OIT et les partenaires sociaux afin que l'enquête sur les pratiques de recrutement et les conditions de travail dans l'agriculture, et en particulier dans la production de coton, soit effectivement menée et que ses résultats soient ensuite diffusés. S'agissant de la référence du gouvernement à une instruction officielle sur l'interdiction de la mobilisation forcée de travailleurs pour la récolte du coton, la commission prie le gouvernement d'indiquer comment cette instruction est appliquée, si des infractions ont été constatées et, dans l'affirmative, de fournir des informations sur les sanctions imposées. La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour garantir l'élimination totale du recours au travail obligatoire de travailleurs des secteurs public et privé, ainsi que d'étudiants, pour la récolte du coton, et elle le prie de fournir des informations sur les mesures prises à cette fin et sur les résultats concrets obtenus.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Qatar

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1998)

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Travail forcé des travailleurs migrants. La commission note que, à sa 320^e session (mars 2014), le Conseil d'administration a approuvé le rapport du comité tripartite établi pour examiner la réclamation présentée par la Confédération syndicale internationale (CSI) et l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) alléguant l'inexécution de la convention n° 29 par le Qatar. Ce comité a conclu que certains travailleurs migrants présents dans le pays pouvaient se trouver dans des situations de travail forcé en raison de la présence de certaines pratiques, dont en particulier la substitution de contrats, les restrictions à la liberté de mettre un terme à la relation de travail et à la liberté de quitter le pays, le non-paiement des salaires et la menace de représailles. Le comité a considéré que le gouvernement devait prendre d'autres mesures pour respecter son obligation de supprimer le recours au travail forcé sous toutes ses formes, conformément à l'article 1 de la convention. Le Conseil d'administration a adopté les conclusions du comité tripartite et a prié le gouvernement de:

- revoir sans délai le fonctionnement du système de parrainage;

- veiller sans délai à ce que les travailleurs migrants puissent accéder à la justice et ainsi faire effectivement valoir leurs droits;
- veiller à ce que des sanctions appropriées soient appliquées aux auteurs d'infractions.

a) Fonctionnement du système de parrainage (Kafala). La commission note que le recrutement des travailleurs migrants et leur emploi sont régis par la loi n° 4 de 2009 sur le système de parrainage. Dans le cadre de ce système, les travailleurs migrants ayant obtenu un visa doivent avoir un parrain. Ce parrain doit s'acquitter des formalités pour obtenir le permis de séjour du travailleur et, lorsque la procédure d'obtention du permis de séjour arrive à son terme, l'employeur a l'obligation de rendre au travailleur son passeport (art. 19). La loi interdit aux travailleurs de changer d'employeur, un transfert temporaire de parrainage n'étant possible que si une action en justice est pendante concernant l'employeur et le travailleur. En outre, les travailleurs ne peuvent quitter le pays à titre provisoire ou définitif sans être en possession d'un visa de sortie délivré par leur parrain (art. 18). Si le parrain refuse d'accorder un visa de sortie à un employé, une procédure spéciale est prévue par la loi (art. 12). La commission note que le comité tripartite a constaté que, si certaines dispositions de la loi n° 4 de 2009 offrent une certaine protection aux travailleurs, leur application pratique soulève des difficultés, notamment la procédure d'enregistrement des travailleurs, qui se traduisent par la confiscation de passeports ou le nombre très limité des transferts de parrainage. Le comité a également souligné que certaines dispositions de la loi, en limitant la possibilité pour les travailleurs migrants de quitter le pays ou de changer d'employeur, empêchent les travailleurs qui seraient victimes de pratiques abusives de se libérer de ces situations. Il en est de même de la pratique de rétention des passeports qui prive les travailleurs de leur liberté de mouvement.

La commission prend dûment note de l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de loi a été préparé, qui abroge le système de parrainage et le remplace par des contrats de travail. Le projet autoriserait les travailleurs à changer d'employeur lorsque leur contrat à durée limitée expire ou après cinq ans pour les contrats à durée illimitée. Le gouvernement indique que des amendements sont également prévus pour permettre aux travailleurs de quitter leur employeur après avoir obtenu une autorisation de l'autorité gouvernementale compétente. Il ajoute que les efforts seront renforcés pour veiller à ce que les passeports des travailleurs ne soient pas retenus et à ce que les employeurs qui violent cette obligation soient sanctionnés comme le prévoit la loi.

La commission veut croire que la nouvelle législation applicable aux travailleurs migrants sera adoptée prochainement et qu'elle sera rédigée de manière à leur assurer la pleine jouissance de leurs droits au travail et à les protéger contre toute forme d'exploitation relevant du travail forcé. La commission espère que, pour atteindre cet objectif, la législation permettra de:

- ***supprimer les restrictions et les obstacles qui limitent la liberté de mouvement de ces travailleurs et les empêchent de mettre fin à leur relation de travail en cas d'abus;***
- ***autoriser les travailleurs à quitter leur emploi à certains intervalles ou après avoir respecté un préavis raisonnable;***
- ***revoir la procédure de délivrance des visas de sortie;***
- ***garantir l'accès à des mécanismes de plaintes rapides et efficaces pour permettre aux travailleurs migrants de faire valoir leurs droits sur tout le territoire;***
- ***garantir des mécanismes de protection et d'assistance quand leurs droits sont violés.***

b) Accès à la justice. La commission relève que le comité tripartite a observé que, si la législation prévoit la mise en place de différents mécanismes de traitement des plaintes, les travailleurs semblent rencontrer certaines difficultés à en faire usage. Le comité a estimé que des mesures devraient être prises pour lever ces obstacles, par exemple en sensibilisant les travailleurs à leurs droits, en protégeant les victimes présumées de travail forcé et en renforçant la coopération avec les pays fournisseurs de main-d'œuvre. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi prévoit que les travailleurs migrants devront soumettre leur plainte au Département des relations de travail du ministère du Travail qui les examinera sans délai et qu'aucuns frais de justice ne seront à la charge du travailleur. Ce département a été équipé de tablettes pour recevoir les plaintes, disponibles dans plusieurs langues, et l'effectif d'interprètes a été renforcé. En outre, une ligne téléphonique gratuite et une adresse électronique ont été mises à la disposition des travailleurs pour pouvoir déposer des plaintes qui sont traitées par une équipe spécialement formée à cette fin. Enfin, un bureau a été établi au sein de la cour pour aider les travailleurs à initier les procédures auprès des tribunaux et les assister tout au long de la procédure judiciaire.

Tout en prenant dûment note de ces informations, la commission rappelle que la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvent les travailleurs migrants nécessite des mesures spécifiques qui leur permettent de faire valoir leurs droits sans crainte de représailles. ***La commission prie instamment le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour renforcer la capacité de ces travailleurs afin que, dans la pratique, ils puissent s'adresser aux autorités compétentes et obtenir réparation en cas de violation de leurs droits ou d'abus sans crainte de représailles. La commission prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour sensibiliser le public à la problématique du travail forcé des migrants, ainsi que les autorités compétentes, de manière à ce que tous les acteurs***

concernés soient à même d'identifier les cas d'exploitation au travail, les dénoncer et protéger les victimes. La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer une assistance psychologique, médicale et juridique aux victimes et de fournir des informations sur le nombre de centres d'hébergement existants, le nombre de personnes bénéficiant de cette assistance, et sur les accords bilatéraux signés avec les pays fournisseurs de main-d'œuvre. Enfin, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises sur le plan législatif et pratique pour assurer une protection effective des travailleurs domestiques.

c) *Application de sanctions. Sanctions des violations de la législation du travail.* La commission note que le comité tripartite a constaté l'absence d'informations sur les sanctions infligées pour violation de la législation du travail et de la loi sur le système de parrainage. Il a souligné que la détection et la sanction effective de ces violations contribuent à la prévention des pratiques de travail forcé. La commission note que le gouvernement fournit des statistiques sur le nombre de poursuites judiciaires et de condamnations concernant les questions d'arriérés de salaires, de rémunérations de congés ou d'heures supplémentaires. De janvier à juin 2014, 448 procédures ont été engagées et 379 condamnations prononcées. S'agissant de la question des arriérés de salaires, le gouvernement se réfère à un projet législatif visant à créer une unité spéciale de protection des salaires au sein du Département de l'inspection du travail et prévoyant l'obligation des employeurs de verser les salaires directement par virement bancaire. Le gouvernement fournit également des informations sur les mesures prises pour renforcer l'inspection du travail, notamment à travers l'extension de sa couverture géographique, l'augmentation du nombre d'inspecteurs du travail et l'amélioration de leur statut et la dotation en matériel informatique moderne. Ainsi, le nombre de visites d'inspection est passé de 46 624 en 2012 à 50 538 en 2013. ***La commission encourage vivement le gouvernement à continuer sur la voie du renforcement du contrôle des conditions de travail des travailleurs migrants et de l'application effective de sanctions pour les violations constatées. A cet égard, elle prie le gouvernement de continuer de sensibiliser et former l'inspection du travail afin qu'elle puisse identifier et faire cesser les pratiques qui renforcent la vulnérabilité des travailleurs migrants et les exposent au travail forcé, à savoir la confiscation des passeports, les arriérés de salaires, les pratiques abusives des agences de placement et, en particulier, la question des frais de recrutement et les substitutions de contrats de travail. La commission prie également le gouvernement d'indiquer comment l'inspection du travail coopère avec le ministère public pour que les infractions constatées donnent lieu à des poursuites pénales. Enfin, la commission renvoie aux commentaires qu'elle formule sous la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947.***

Impositions de sanctions pénales. La commission note que le comité tripartite a appelé le gouvernement à prendre des mesures efficaces afin que, conformément à l'article 25 de la convention, des sanctions appropriées soient appliquées aux employeurs qui recourent à des pratiques de travail forcé. La commission constate avec ***préoccupation*** que, si le gouvernement se réfère aux dispositions de la législation nationale qui garantissent la liberté du travail et sanctionnent l'imposition de travail forcé (art. 322 du Code pénal et loi n° 15 de 2011 sur la lutte contre la traite de personnes), il ne fournit toujours pas d'informations sur des poursuites judiciaires engagées sur la base de ces dispositions. La commission observe à ce sujet que la situation des travailleurs migrants au Qatar a été examinée par de nombreux organes des Nations Unies qui ont tous exprimé leur grande préoccupation face aux abus dont sont victimes un grand nombre de travailleurs migrants (documents A/HRC/26/35/Add.1 du 23 avril 2014 et CEDAW/C/QAT/CO/1 du 10 mars 2014). ***Rappelant que l'absence de sanctions infligées aux personnes qui imposent du travail forcé crée un climat d'impunité propice à la perpétuation de ces pratiques, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que, conformément à l'article 25 de la convention, des sanctions efficaces et dissuasives sont effectivement appliquées aux personnes qui imposent du travail forcé. La commission prie le gouvernement de s'assurer que, compte tenu de la gravité de ce crime, les autorités de police et de poursuite agissent «d'office», indépendamment de toute action des victimes. Elle le prie également de fournir des informations sur les procédures judiciaires engagées et sur les sanctions prononcées.***

La commission note également que, lors de sa 322^e session (nov. 2014), le Conseil d'administration a déclaré recevable la plainte déposée par des délégués de la Conférence internationale du Travail, en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, alléguant l'inexécution par le Qatar des conventions n^{os} 29 et 81, et a demandé au gouvernement et aux organisations d'employeurs et de travailleurs du Qatar de fournir des informations pertinentes qui seront examinées à sa prochaine session (mars 2015).

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

République démocratique du Congo

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence ainsi que des observations formulées par la Confédération syndicale du Congo (CSC) sur l'application de la convention, reçues le 28 août 2014.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Travail forcé et esclavage sexuel dans le cadre du conflit armé. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note des informations émanant de la CSC, de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de rapports établis par plusieurs organes des Nations Unies confirmant la persistance de graves violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité de l'Etat et divers groupes armés dans le cadre du conflit armé qui sévit en République démocratique du Congo. Ces informations se réfèrent à des actes d'enlèvement de femmes et d'enfants en vue de leur utilisation comme esclaves sexuels, à l'imposition de travail forcé lié à l'exploitation illégale des ressources naturelles dans beaucoup de zones riches en ressources, principalement dans la Province Orientale, les Kivus et le Nord-Katanga, aux enlèvements de personnes pour les contraindre à prendre part à des activités telles que les travaux domestiques, la coupe du bois, l'extraction de l'or et la production agricole au profit de groupes armés. Tout en étant consciente de la complexité de la situation et des efforts déployés par le gouvernement pour rétablir la paix et la sécurité, la commission a rappelé que le non-respect de la règle de droit, le climat d'impunité et la difficulté pour les victimes d'accéder à la justice contribuent à ce que ces graves violations de la convention continuent à être commises.

La commission note que, lors de la discussion sur l'application de la convention au sein de la Commission de l'application des normes, le représentant gouvernemental a déclaré que, avec l'appui de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), les territoires qui étaient sous le contrôle de groupes armés ont été repris par l'armée régulière, et que le gouvernement a engagé des poursuites et organisé des procès qui ont abouti à de sévères condamnations des auteurs de ces crimes. Il a également réaffirmé la volonté du gouvernement de poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme et de mettre fin à l'impunité, soulignant que les faits évoqués par la commission relevaient désormais largement du passé. Le gouvernement a déployé, avec l'appui de la coopération internationale, des brigades de police spécialisées, dites brigades de proximité, pour rétablir l'autorité de l'Etat et ainsi assurer la protection des populations civiles. Tout en notant la difficulté de la situation et les efforts déployés par le gouvernement, de nombreux intervenants ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour lutter contre l'impunité et assurer une protection adéquate des victimes de ces violations. La nécessité de renforcer l'inspection du travail, en particulier dans les zones d'exploitation minière, a également été soulignée.

La commission note que, dans sa communication d'août 2014, tout en reconnaissant les efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre les violations massives des droits de l'homme, la CSC confirme que le travail forcé reste et demeure très préoccupant puisqu'il s'intensifie. La CSC se réfère, à titre d'exemple, aux événements de juillet 2014 en Ituri (Province Orientale) où un groupe armé a enlevé des femmes et des enfants pour les soumettre à l'exploitation sexuelle et au travail forcé dans l'extraction et le port des minerais. Ainsi, selon la CSC, les mesures destinées à sanctionner les auteurs de ces actes ne sont ni fermes ni efficaces et l'impunité encourage leur propagation.

La commission prend également note des différents rapports émanant notamment du Secrétaire général des Nations Unies, du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur la situation en République démocratique du Congo (document A/HRC/27/42, documents S/2014/697, S/2014/698 et S/2014/222). La commission relève que ces derniers reconnaissent les efforts accomplis par le gouvernement pour poursuivre pénalement les auteurs des violations des droits de l'homme, y compris les fonctionnaires de l'Etat. Ils demeurent cependant préoccupés par la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo et par les rapports récurrents faisant état de violences, y compris de violence sexuelle, par des groupes armés et des forces armées nationales, notamment dans les provinces de l'est de la République démocratique du Congo. Le conseil de sécurité a rappelé à cet égard qu'il ne doit pas y avoir d'impunité pour les personnes responsables d'atteintes aux droits de l'homme. Le Haut-Commissaire souligne, quant à lui, que le système judiciaire fait face à des défis nombreux pour enquêter et poursuivre les violations des droits de l'homme, le manque de moyens, de personnel et d'indépendance des tribunaux militaires, quand ils existent, constituant également un problème.

La commission prend note de l'ensemble de ces informations et prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour mettre fin aux violences perpétrées contre les civils dans le but de les soumettre au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. Considérant que l'impunité contribue à la propagation de ces violations graves, la commission veut croire que le gouvernement continuera de lutter avec détermination contre l'impunité et à doter les juridictions civiles et militaires des moyens appropriés afin de s'assurer que les auteurs de ces violations graves de la convention

sont traduits en justice et sanctionnés. La commission prie également le gouvernement de prendre des mesures pour protéger les victimes et leur permettre de se réinsérer.

Article 25. Sanctions pénales. La commission rappelle que, mises à part les dispositions de l'article 174c et 174e relatives à la prostitution forcée et à l'esclavage sexuel, le Code pénal ne prévoit pas de sanctions pénales adaptées pour sanctionner l'imposition du travail forcé. En outre, les sanctions prévues par le Code du travail à cet égard ne revêtent pas le caractère dissuasif requis par l'article 25 de la convention (l'article 323 du Code du travail établissant une peine de servitude pénale principale de six mois au maximum et une amende, ou l'une de ces deux peines seulement). **La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires en vue de l'adoption dans les plus brefs délais de dispositions législatives adéquates pour que, conformément à l'article 25 de la convention, des sanctions pénales efficaces et dissuasives puissent être effectivement appliquées aux personnes qui imposent du travail forcé.**

Abrogation de textes permettant d'imposer un travail à des fins de développement national, comme moyen de recouvrement de l'impôt, et aux personnes en détention préventive. Depuis plusieurs années, la commission demande au gouvernement d'abroger formellement ou de modifier les textes législatifs et réglementaires suivants qui sont contraires à la convention:

- la loi n° 76-011 du 21 mai 1976 relative à l'effort de développement national et son arrêté d'application, l'arrêté départemental n° 00748/BCE/AGRI/76 du 11 juin 1976 portant exécution de tâches civiques dans le cadre du programme national de production vivrière: ces textes, qui visent à accroître la productivité dans tous les secteurs de la vie nationale, obligent, sous peine de sanction pénale, toute personne adulte et valide, qui n'est pas considérée comme apportant déjà sa contribution dans le cadre de son emploi, à effectuer des travaux agricoles et de développement décidés par le gouvernement;
- l'ordonnance-loi n° 71/087 du 14 septembre 1971 sur la contribution personnelle minimum, dont les articles 18 à 21 permettent au chef de la collectivité locale ou au bourgmestre de prononcer la contrainte par corps avec obligation de travailler à l'encontre des contribuables qui ne se seraient pas acquittés de leur contribution personnelle minimum;
- l'ordonnance n° 15/APAJ du 20 janvier 1938 relative au régime pénitentiaire dans les prisons des circonscriptions indigènes, qui permet d'imposer du travail aux personnes en détention préventive (cette ordonnance ne faisant pas partie de la liste des textes abrogés par l'ordonnance n° 344 du 15 septembre 1965 régissant le travail pénitentiaire).

La commission note que le représentant gouvernemental a indiqué à ce sujet au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence qu'un projet de loi abrogeant les anciens textes autorisant le recours au travail forcé à des fins de développement national se trouve devant le Parlement et qu'il sera communiqué dès qu'il aura été adopté. La commission note que la CSC indique à cet égard que ce projet de loi ne constitue pas une priorité pour le Parlement. **La commission veut croire que le gouvernement pourra faire état dans son prochain rapport de l'abrogation formelle des textes précités auxquels elle se réfère depuis de nombreuses années et dont le gouvernement indique qu'ils sont caducs.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République arabe syrienne

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1958)

Article 1 a), c) et d) de la convention. **Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler imposées en tant que punition de l'expression d'opinions politiques, mesure de discipline du travail ou punition pour participation à des grèves.** Depuis de nombreuses années, la commission se réfère à certaines dispositions du Code pénal économique, du Code pénal, du Code du travail agricole et de la loi sur la presse qui prescrivent des peines d'emprisonnement comportant l'obligation de travailler comme mesure de coercition politique ou sanction pour l'expression d'opinions politiques contraires à l'ordre politique établi, comme mesure de discipline du travail et en tant que sanction pour participation à des grèves. La commission a précédemment noté l'indication du gouvernement selon laquelle celui-ci s'efforçait de résoudre les problèmes identifiés par la commission dans ses commentaires dans le cadre de l'adoption du nouveau Code pénal. La commission a noté la déclaration du président du Conseil de sécurité des Nations Unies du 3 août 2011 (6 598^e réunion) qui faisait part de sa grave préoccupation devant la détérioration de la situation en République arabe syrienne, condamnant les violations courantes des droits de l'homme et le recours à la force contre des manifestants pacifiques et soulignait que la seule solution à la crise était un processus politique prenant en compte les préoccupations légitimes de la population et permettant l'exercice de la liberté d'expression et de la liberté de réunion. La commission a en outre relevé que, le 14 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme avait exigé des autorités syriennes qu'elles mettent fin immédiatement à toutes les attaques perpétrées à l'encontre des journalistes et qu'elles assurent une protection adéquate, respectent pleinement la liberté d'expression et permettent aux médias indépendants et internationaux de travailler (A/HRC/21/32, paragr. 46).

La commission souligne que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire de plusieurs résolutions, ont continué à condamner fermement toutes les violations et atteintes à la législation internationale des droits de l'homme et toutes les violations du droit international humanitaire commises à l'encontre de la population civile. En septembre 2014, l'Assemblée générale a condamné toutes les violations et atteintes dont sont victimes les journalistes et des militants actifs dans les médias, ainsi que des défenseurs des droits de l'homme, et elle a reconnu le rôle qu'ils jouent en rendant compte des manifestations ainsi que des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits (A/HRC/27/L.5/Rev.1, paragr. 17). A la lumière de ce qui précède, la commission exprime à nouveau sa **profonde préoccupation** quant à la situation actuelle des droits de l'homme dans le pays et rappelle que les restrictions des libertés et droits fondamentaux peuvent avoir une incidence sur l'application de la convention dès lors que le non-respect de ces restrictions est passible de sanctions aux termes desquelles un travail obligatoire est imposé. **Notant avec regret que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les personnes qui expriment des opinions ou manifestent leur opposition à l'ordre politique, social ou économique établi bénéficient de la protection conférée par la convention et qu'elles ne font en aucun cas l'objet de sanctions pénales comportant l'obligation de travailler. A cet égard, la commission exprime le ferme espoir que, dans le cadre du processus d'adoption du Code pénal ou de toute autre disposition pertinente, les commentaires de la commission seront pris en compte afin d'assurer le respect de la convention.**

Tchad

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

Article 2, paragraphe 2 a), de la convention. Travaux d'intérêt général imposés dans le cadre du service militaire obligatoire. Depuis de nombreuses années, la commission demande au gouvernement de prendre des mesures pour modifier la législation relative au service militaire obligatoire afin d'en assurer la conformité avec l'article 2, paragraphe 2 a), de la convention. La commission a noté que, conformément à l'article 14 de l'ordonnance n° 001/PCE/CEDNACVG/91 portant réorganisation des forces armées dans le cadre du service militaire obligatoire, les appelés du contingent aptes au service sont classés en deux factions: la première, dont l'importance est fixée chaque année par décret, est incorporée et astreinte au service actif; la deuxième reste à la disposition de l'autorité militaire pendant deux ans et peut être appelée à effectuer des travaux d'intérêt général par ordre du gouvernement. Or, pour être exclus du champ d'application de la convention et ne pas être considérés comme du travail forcé, les travaux ou services exigés au titre des lois sur le service militaire obligatoire doivent revêtir un caractère purement militaire. Dans son rapport, le gouvernement indique qu'il prendra les mesures nécessaires pour mettre les dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 001/PCE/CEDNACVG/91 en conformité avec la convention. **La commission prend dûment note de cette information et espère que les dispositions de l'article 14 de l'ordonnance portant réorganisation des forces armées de 1991 seront modifiées dans les plus brefs délais de manière à garantir que les travaux imposés dans le cadre du service militaire obligatoire revêtent un caractère purement militaire.**

Article 2, paragraphe 2 c). Travail imposé par une autorité administrative. Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de modifier ou d'abroger l'article 2 de la loi n° 14 du 13 novembre 1959 autorisant le gouvernement à prendre des mesures administratives d'éloignement, d'internement ou d'expulsion contre les personnes dont les agissements sont dangereux pour l'ordre et la sécurité publics, en vertu duquel les personnes ayant encouru une condamnation pénale comportant interdiction de séjour pourront être utilisées à des travaux d'intérêt public pendant un temps dont la durée sera fixée par arrêté du Premier ministre. Cette disposition permet aux autorités administratives d'imposer du travail aux personnes faisant l'objet d'une mesure d'interdiction de séjour et ayant purgé leur peine. La commission note que le gouvernement indique qu'il prendra les mesures nécessaires pour modifier ou abroger l'article 2 de la loi n° 14 de 1959 précitée. **Compte tenu du fait que cette question fait l'objet des commentaires de la commission depuis de nombreuses années et que le gouvernement s'est déjà référé dans le passé à un projet d'abrogation de ce texte, la commission veut croire qu'il fera état dans son prochain rapport des progrès réalisés à cet égard.**

Thaïlande

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1969)

La commission prend note des observations du Congrès national du travail de Thaïlande (NCTL) transmises par le gouvernement et reçues le 6 août 2014.

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler imposées pour punir l'expression de certaines opinions politiques. Code pénal. La commission a noté précédemment que l'article 112 du Code pénal punit d'une peine de trois à quinze ans d'emprisonnement quiconque diffame, insulte ou menace le Roi, la Reine, le Prince héritier ou le Régent, et que les articles 14 et 15 de la loi de 2007 sur les délits informatiques punissent de peines pouvant atteindre cinq ans d'emprisonnement l'utilisation d'un ordinateur pour la commission d'une infraction

concernant la sécurité nationale au sens des dispositions du Code pénal (notamment de son article 112). La commission a également noté que, d'après le rapport du 4 juin 2012 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le nombre des affaires de lèse-majesté poursuivies par la police et par les tribunaux avait augmenté et que, dans ce contexte, le Rapporteur spécial a instamment prié le gouvernement d'organiser de larges consultations en vue de modifier la législation pénale relative aux crimes de lèse-majesté, en particulier l'article 112 du Code pénal et la loi sur les délits informatiques (A/HRC/20/17, paragr. 20). Enfin, la commission a noté que, d'après la compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans le cadre de la procédure d'examen périodique universelle du Conseil des droits de l'homme, l'Equipe de pays des Nations Unies en activité en Thaïlande a indiqué qu'un certain nombre de personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement particulièrement longues pour des infractions de lèse-majesté.

La commission note que le gouvernement déclare que les dispositions susvisées ont trait à la protection de la population. Il indique qu'il s'est efforcé de ménager un juste équilibre entre la protection de la monarchie et le droit des individus d'exprimer leurs opinions. L'article 112 du Code pénal, qui est centré sur la responsabilité pénale dans le contexte de la sécurité du pays, repose sur la tradition, la culture et l'histoire du pays, avec le Roi qui constitue l'élément central de l'unité du peuple thaï. Le gouvernement précise néanmoins qu'un processus de révision est en cours, dans le cadre duquel il est prévu d'examiner les aspects susceptibles d'être améliorés ainsi que les modalités pour appliquer de manière équitable la législation pertinente. Il déclare également qu'il partage les recommandations du Conseil des droits de l'homme, y compris celle qui concerne la promotion de la liberté d'expression et la garantie de procédures publiques et transparentes ainsi qu'un droit à la défense adéquat pour toutes les personnes poursuivies pour violation de la législation sur les infractions de lèse-majesté et la loi sur les délits informatiques. Il précise qu'à cet égard un certain nombre d'organes gouvernementaux compétents ont été chargés de définir un plan de travail pour la mise en œuvre de ces recommandations.

La commission note à cet égard que le NCTL partage le point de vue du gouvernement au sujet de la finalité de l'article 112 du Code pénal, mais il indique également qu'il est partisan d'une révision de la peine prévue par cet article de manière à ne punir que les actes intentionnels d'atteinte à la monarchie.

Prenant note de ces déclarations, la commission rappelle que l'article 1 a) de la convention interdit de recourir au travail forcé ou obligatoire, y compris au travail pénitentiaire obligatoire, en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Si la convention n'interdit pas de sanctionner par des peines comportant une obligation de travailler les personnes qui ont recouru à la violence, incité à la violence ou encore se sont livrées à des actes préparatoires visant à la violence, la protection prévue par la convention ne se limite pas aux actes consistant à exprimer ou manifester des opinions s'écarter des principes établis. Même quand certaines activités tendent à susciter des changements fondamentaux dans les institutions de l'Etat, elles relèvent de la protection prévue par la convention dès lors qu'elles ne sont pas accompagnées d'actes de violence ni d'appels à recourir à la violence. ***La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que l'article 112 du Code pénal soit abrogé ou modifié, de telle sorte que les personnes qui expriment de manière pacifique certaines opinions politiques ne puissent être sanctionnées par une peine d'emprisonnement aux termes de laquelle elles seraient astreintes à un travail obligatoire. La commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations sur les mesures spécifiques prises à cet égard, notamment dans le cadre du plan de travail élaboré par certains organes gouvernementaux.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Turquie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1998)

La commission prend note des observations de la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK), reçue le 2 janvier 2014.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes.

a) *Mesures de contrôle de l'application de la législation.* La commission a précédemment pris note des informations communiquées par la Confédération syndicale internationale (CSI) selon lesquelles la traite existe dans le pays et la plupart des cas sont liés à la prostitution de femmes originaires d'Europe de l'Est et au travail forcé de personnes originaires d'Asie centrale.

La commission note que, dans sa communication, la TİSK indique que la Turquie est un pays de destination et de transit pour les femmes, les hommes et les enfants victimes de la traite, que le gouvernement accorde une attention particulière à cette question, que des progrès notables ont été réalisés pour porter ces affaires devant la justice et que le nombre d'acquittements dans ces affaires a diminué.

La commission prend également note des informations figurant dans le rapport du gouvernement au sujet de l'application de l'article 227(3) du Code pénal (qui interdit de déplacer une personne à l'intérieur du pays à des fins de

prostitution ou de l'envoyer à l'étranger à cette fin) selon lesquelles les 177 décisions rendues en 2011 et 2012 ont abouti à la condamnation de 23 personnes. Le gouvernement indique également que, en 2011, 77 procédures ont été initiées sur la base de l'article 80 du Code pénal (sur la traite), concernant 678 suspects, et que 86 autres ont été ouvertes en 2012, concernant 560 suspects. Dans les 166 affaires jugées en 2011 et 2012, concernant 912 suspects, 70 personnes ont été condamnées à une peine de prison.

La commission note que le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, dans ses observations finales du 13 novembre 2012, s'est inquiété du nombre de cas de traite et du fait que seuls quelques-uns d'entre eux ont donné lieu à des enquêtes, des poursuites et des condamnations (CCPR/C/TUR/CO/1, paragr. 15). ***Tout en prenant note du nombre important d'affaires portées devant les tribunaux, la commission encourage le gouvernement à redoubler d'efforts pour veiller à ce que tous les auteurs d'actes de traite fassent l'objet de poursuites judiciaires et à ce que, dans la pratique, des peines de prison suffisamment efficaces et dissuasives leur soient imposées. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, y compris sur la formation et le renforcement des capacités des autorités chargées d'appliquer la loi et sur les résultats obtenus. Prière également de communiquer des informations sur le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de peines spécifiquement appliquées sur la base des articles 80 et 227(3) du Code pénal.***

b) *Protection et assistance des victimes.* La commission a précédemment noté que, selon les informations de la CSI, les dépositaires de l'autorité publique n'utilisaient pas suffisamment les procédures d'identification des victimes de la traite et que nombre de ces victimes étaient placées en détention ou expulsées. La CSI a également indiqué que la Turquie n'avait mis en place aucun centre d'accueil pour ces victimes et qu'elle n'accordait pas de ressources adéquates aux organisations non gouvernementales offrant leur assistance et leurs services à ces personnes. La commission a également noté que l'Equipe de pays des Nations Unies en Turquie signalait, dans un rapport établi en 2010 par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en vue de l'Examen périodique universel, qu'en Turquie l'accès des victimes de la traite des personnes à la justice restait limité et que les mécanismes de réparation et d'indemnisation n'étaient toujours pas dotés d'un financement viable des pouvoirs publics (A/HRC/WG.6/8/TUR/2, paragr. 42).

La commission note que dans sa communication la TISK indique que le gouvernement a adopté une approche axée sur les victimes pour combattre la traite en prenant des mesures législatives et administratives à cet effet. La TISK indique qu'il existe désormais des centres d'accueil pour les victimes de la traite à Ankara et à Istanbul et qu'un foyer a été ouvert à cette fin à Antalya. A cet égard, la commission note que le gouvernement déclare que le ministère des Affaires étrangères a financé ces centres pour la période 2014-2016 et qu'il a créé un mécanisme de financement durable pour ces établissements. Le gouvernement affirme également qu'un visa humanitaire de six mois est délivré aux victimes de la traite. Le retour sûr et volontaire des victimes est garanti par la coopération entre la police, l'Organisation internationale pour les migrations, les organismes de liaison dans les pays de départ et les organisations non gouvernementales. La commission prend également note des informations figurant dans le rapport du gouvernement selon lesquelles les nouvelles affaires liées à la traite portées devant les tribunaux en 2011 et 2012 concernaient 1 117 victimes.

Prenant note du nombre de victimes de traite identifiées dans le pays et des diverses mesures prises pour leur assurer une protection, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts afin d'identifier les victimes et de leur fournir protection et assistance (notamment médicale, psychologique et juridique) et de communiquer des informations sur le nombre de personnes bénéficiant de ces services.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 29** (Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Belize, Bénin, Etat plurinational de Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Djibouti, République dominicaine, Dominique, Egypte, El Salvador, Equateur, Erythrée, Estonie, Fidji, Finlande, France, France: Polynésie française, Gambie, Guinée équatoriale, Kiribati, Malaisie, Malawi, Mali, Ouganda, Portugal, Qatar, République démocratique du Congo, Suisse, Tadjikistan, Tchad, République tchèque, Timor-Leste, Tunisie, Turquie, Vanuatu); la **convention n° 105** (Afghanistan, Angola, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Etat plurinational de Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, République centrafricaine, Chine: Région administrative spéciale de Hong-kong, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Congo, Cuba, Djibouti, République dominicaine, Dominique, Egypte, Equateur, Erythrée, Fidji, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Kiribati, Malawi, Mali, Ouganda, Ouzbékistan, République démocratique du Congo, Tadjikistan, Tchad, République tchèque, Thaïlande, Turquie, Vanuatu).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 105** (El Salvador, Estonie).

Elimination du travail des enfants et protection des enfants et des adolescents

Albanie

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

Article 3 a) de la convention. Vente et traite d'enfants en vue de leur exploitation sexuelle commerciale. Dans ses commentaires précédents, la commission a observé que, bien que la traite d'enfants à des fins d'exploitation d'ordre économique ou sexuel tombe sous le coup de la loi pénale, dans la pratique, la situation sur ce plan restait une source de préoccupation. Elle a pris note des informations communiquées par le gouvernement concernant la Stratégie nationale contre la traite et la mise en œuvre de diverses mesures visant à faire barrage à la traite d'enfants. Elle s'est cependant déclarée préoccupée par la persistance du phénomène de la traite d'enfants de moins de 18 ans en Albanie.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement concernant les récentes mesures prises dans le cadre de la Stratégie nationale contre la traite, notamment l'instauration en 2014 de règles de procédure concernant l'identification et la prise en charge des victimes avérées ou potentielles de pratiques relevant de la traite, qui permettent de mener une action coordonnée et exhaustive d'identification, de prise en charge et de protection des victimes. Le gouvernement indique que la mise en œuvre de ces règles a renforcé les moyens d'action dont disposent les personnes investies de l'autorité publique, les services de la sécurité sociale et ceux de l'inspection du travail d'Etat dans ce domaine.

La commission prend note, en outre, de l'adoption de la loi n° 10347 du 11 avril 2014, dont les articles 3(e) et 24 interdisent la vente et la traite des enfants. Le gouvernement indique que, en application de cette loi et pour parvenir aux objectifs fixés par le Plan d'action en faveur des enfants 2012-2015, il a créé des Unités de protection de l'enfance (CPU), organes conçus pour collaborer avec l'inspection du travail au niveau des municipalités et communes en vue d'une application plus stricte des sanctions prévues en cas de violations et pour renforcer les moyens de l'inspection du travail, s'agissant de l'identification des enfants vulnérables. Enfin, la commission prend note de la loi n° 144 du 2 mai 2013, qui a modifié le Code pénal en alourdissant les peines punissant les crimes commis sur des enfants, notamment les crimes relevant de la traite.

La commission prend dûment note des mesures prises sur les plans législatif et programmatique en faveur de la protection de l'enfance contre la traite. Elle note cependant que, dans ses observations finales de 2012 portant sur les deuxième, troisième et quatrième rapports périodiques de l'Albanie (CRC/C/ALB/CO/2-3, paragr. 17 et 82), le Comité des droits de l'enfant se déclarait préoccupé de constater que l'Albanie reste un pays source pour la traite d'enfants axée sur l'exploitation sexuelle, et il relevait incidemment l'absence de données chiffrées concernant ce phénomène. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts, dans le cadre de la Stratégie nationale contre la traite comme dans celui de l'application des règles de procédure concernant les victimes, pour lutter contre la traite des personnes de moins de 18 ans et pour assurer que ces actes donnent lieu à des enquêtes rigoureuses, que leurs auteurs fassent l'objet de poursuites énergiques et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées. La commission prie le gouvernement de fournir des données sur le nombre d'enfants sujets à la traite à des fins d'exploitation sexuelle ventilées, dans la mesure du possible, par âge et par sexe.**

Article 3 c). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants. Faisant suite à ses commentaires précédents, la commission prend note avec **satisfaction** de l'adoption de la loi n° 10347 du 11 avril 2014 sur la protection des droits de l'enfant, dont l'article 23, lu conjointement avec l'article 3, incrimine le fait d'entraîner une personne de moins de 18 ans dans l'utilisation, la production et le trafic de stupéfiants. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de cette nouvelle loi, incluant le nombre et la nature des violations détectées.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces devant être prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. Enfants des rues et enfants appartenant à des groupes minoritaires. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté qu'un nombre particulièrement élevé d'enfants albanais – garçons et filles – n'ayant parfois que 4 ou 5 ans étaient engagés dans la mendicité et que la plupart appartiennent aux communautés rom ou égyptienne. Elle a noté en outre que le gouvernement déclarait que le principal problème avec la communauté rom réside dans son faible niveau d'éducation (avec un illettrisme élevé et de très faibles taux de scolarisation des enfants), ses conditions de vie médiocres, sa pauvreté, l'incidence élevée des phénomènes de traite, trafic et prostitution et que, si des mesures ont été prises pour améliorer la fréquentation des écoles par les enfants roms, il n'a pas été tiré pleinement parti des possibilités d'enseigner en langue rom dans les écoles.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement concernant une initiative intitulée «Soutien aux familles et aux enfants vivant dans la rue» lancée par plusieurs institutions en 2014, initiative qui vise à

assurer une protection de ces enfants contre toutes les formes d'abus, d'exploitation et de négligence. La commission note en outre que le gouvernement se réfère au Plan d'action en faveur des enfants (2012-2015) ainsi qu'au Plan d'action de la Décennie pour l'inclusion des Roms (2010-2015), instruments qui comportent l'un et l'autre comme objectif une évaluation des taux d'inscription et de fréquentation des enfants roms dans les écoles maternelles et dans l'enseignement obligatoire, et une progression de ces taux. La commission prend note à cet égard des informations communiquées par le gouvernement dans sa réponse écrite au Comité des droits de l'enfant sur ses deuxième, troisième et quatrième rapports périodiques (CRC/C/ALB/2-4) de 2012, qui énumèrent diverses réformes législatives et institutionnelles concernant l'inscription et la fréquentation des enfants roms dans les écoles, ainsi que de son programme de coopération avec l'UNICEF visant à mettre en place des incitations à la scolarisation de ces enfants. Elle prend note, en outre, des données statistiques communiquées par le gouvernement faisant apparaître que, pour l'année scolaire 2012-13, 664 enfants roms ont fréquenté des établissements préscolaires, 3 231 enfants roms ont fréquenté un établissement d'enseignement obligatoire et tous les enfants roms ont bénéficié du remboursement intégral du coût de leurs manuels scolaires.

Tout en prenant dûment note des mesures prises par le gouvernement pour la protection des enfants vivant dans la rue et l'extension des opportunités offertes aux enfants roms en termes de scolarisation, la commission note que, dans ses observations finales (CRC/C/ALB/CO/2-3, paragr. 70), le Comité des droits de l'enfant observait que, contrairement à ce que prévoit la législation, les enfants des minorités, notamment les enfants roms, n'ont que très peu de possibilités de bénéficier d'un enseignement dans leur propre langue et d'apprendre leur histoire et leur culture dans le cadre des programmes nationaux d'enseignement, et il appelait le gouvernement à mettre en place un enseignement dans la langue des enfants des minorités, notamment des Roms. Elle note en outre que, d'après un rapport d'évaluation de 2012 réalisé par l'Inspection nationale de l'enseignement pré-universitaire (IKAP) avec l'assistance de l'UNICEF sur la mise en œuvre du programme «de deuxième chance» axé sur l'éducation des enfants ayant abandonné leur scolarité, malgré les mesures prises par le gouvernement pour que leur scolarisation progresse, le nombre des enfants roms qui vont à l'école reste très faible. ***En conséquence, la commission prie le gouvernement d'intensifier les efforts déployés pour que des mesures efficaces dans un délai déterminé soient prises, y compris dans le cadre du Plan d'action en faveur des enfants (2012-2015), du Plan d'action de la Décennie pour l'inclusion des Roms (2010-2015), en coopération avec l'UNICEF, pour assurer la protection des enfants roms contre les pires formes de travail des enfants, notamment contre la traite, la mendicité forcée et le travail dans la rue. Elle le prie également de donner des informations sur le déploiement de l'initiative dite «Soutien aux familles et aux enfants vivant dans la rue» et sur ses résultats.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Algérie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1984)

Article 1 de la convention. Politique nationale. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté qu'un plan national d'action (PNA) a été lancé officiellement le 25 décembre 2008 sous le thème «l'Algérie digne des enfants» pour la période de 2008 à 2015 et que ce PNA inclut un volet concernant le travail des enfants. Le PNA appelle notamment au développement et à la mise à jour de la législation relative à la protection de l'enfant, ainsi qu'au renforcement et au développement des mécanismes d'application de la législation en vigueur.

La commission note les informations du gouvernement selon lesquelles une série d'actions ont été mises en œuvre dans le cadre du PNA, notamment: la tenue d'une conférence nationale pour l'enfance; la conception et l'opérationnalisation du système de suivi et d'évaluation du PNA; l'organisation d'ateliers de promotion des droits de l'enfant; et des activités de sensibilisation concernant les droits de l'enfant. La commission note cependant que, dans ses observations finales du 18 juillet 2012, le Comité des droits de l'enfant a exprimé sa préoccupation face au manque d'allocations budgétaires spécifiques pour la mise en œuvre du PNA et face à la faible capacité technique du système de suivi et d'évaluation du PNA (CRC/C/DZA/CO/3-4, paragr. 15). ***La commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour lutter contre le travail des enfants et de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. Elle prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'impact du PNA, ou de toute autre mesure, sur l'élimination du travail des enfants de moins de 16 ans.***

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que la loi n° 90-11 relative aux conditions de travail du 21 avril 1990 ne s'applique pas aux relations de travail qui ne résultent pas d'un contrat, tel que le travail des enfants pour leur propre compte. Par ailleurs, la commission a constaté que les dispositions de l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant Code du commerce réglementent la possibilité pour les mineurs émancipés de l'un ou l'autre sexe, âgés de 18 ans accomplis, de faire acte de commerce dans l'économie formelle. Cependant, elles ne réglementent pas toutes les activités économiques qu'un enfant de moins de 16 ans peut effectuer dans l'économie informelle ou pour son propre compte et qui sont couvertes par la convention, par exemple dans le secteur agricole ou domestique, où l'exploitation économique des enfants est plus fréquente. A cet égard, la commission a précédemment noté qu'environ 300 000 enfants âgés de moins de 16 ans travaillent en Algérie.

La commission note les informations du gouvernement selon lesquelles, au cours du premier trimestre de 2012, et sur 12 227 organismes contrôlés par les services de l'inspection du travail, seuls 14 travailleurs (sur 93 794 travailleurs inspectés) avaient moins de 16 ans. Ces cas ont donné lieu à l'établissement de procès-verbaux d'infraction, lesquels ont été transmis aux juridictions compétentes en vue d'engager des procédures judiciaires. En 2013, 17 procès-verbaux d'infraction pour non-respect de l'âge légal ont été dressés par les inspecteurs du travail concernant l'emploi de 90 enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum légal d'admission à l'emploi ou au travail. Cependant, la commission note que, dans ses observations finales du 18 juillet 2012 (CRC/C/DZA/CO/3-4, paragr. 15), le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par le fait que les autorités utilisent souvent des statistiques douteuses pour évaluer la situation des enfants vulnérables et élaborer des politiques pour traiter des problèmes les concernant, notamment ceux qui travaillent dans l'économie informelle (paragr. 21) et par le fait que l'âge minimum d'admission à l'emploi n'est pas respecté en Algérie en ce qui concerne les enfants travaillant dans l'économie informelle (paragr. 71).

La commission note une nouvelle fois avec **regret** que le rapport du gouvernement est muet sur la question des enfants travaillant à leur propre compte ou dans l'économie informelle et sur la façon dont le gouvernement entend les protéger de manière à ce qu'ils bénéficient de la protection de la convention. **En conséquence, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour renforcer et adapter les services de l'inspection du travail de manière à ce que la protection prévue dans la convention soit assurée aux enfants qui travaillent à leur propre compte ou dans l'économie informelle. A cet égard, elle prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que des données sur le nombre et la nature des violations impliquant des enfants de moins de 16 ans qui travaillent pour leur propre compte ou dans le secteur informel soient disponibles, et de fournir ces informations dans son prochain rapport.**

Article 3, paragraphes 1 et 2. Age minimum d'admission aux travaux dangereux et détermination de ces types de travaux. En ce qui concerne l'adoption d'une liste de travaux dangereux, la commission prie le gouvernement de se référer à ses commentaires détaillés sous la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

Articles 3 et 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants et sanctions. Alinéa a). Vente et traite d'enfants. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 303bis 4 de la loi n° 09-01 du 25 février 2009 interdit la traite des personnes, notamment aux fins d'exploitation économique et sexuelle, et que la peine encourue est l'emprisonnement de cinq à quinze ans et l'amende de 500 000 DA à 1 500 000 DA, avec des peines aggravées à l'encontre des trafiquants d'enfants (article 303bis 5).

La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application de ces dispositions dans la pratique. Elle observe avec **regret** que le gouvernement ne fournit aucune information à ce sujet dans son rapport. En outre, la commission note avec **préoccupation** que, dans ses observations finales du 18 juillet 2012 (CRC/C/DZA/CO/3-4, paragr. 77), le Comité des droits de l'enfant a constaté que peu de mesures ont été prises pour appliquer la loi n° 09-01 du 25 février 2009 et que l'Algérie continue de considérer les victimes de la traite, y compris les enfants, comme des migrants en situation irrégulière et de les expulser, parfois dans des conditions qui mettent leur vie en danger. Le comité s'est également dit particulièrement préoccupé de constater qu'aucune enquête n'avait été ouverte, aucune poursuite engagée et aucune condamnation prononcée du chef de traite en 2010 et que certains trafiquants bénéficieraient de complicités au sein de la police algérienne; et que les enfants victimes de traite risquent d'être emprisonnés en raison des activités illégales, comme la prostitution, auxquelles ils se livrent parce qu'ils sont victimes de traite ou n'ont pas de permis de séjour. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour assurer l'élimination dans la pratique de la vente et la traite des enfants, en veillant à ce que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes qui se livrent à de tels actes, y compris des fonctionnaires de l'Etat soupçonnés de complicité, soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique. Elle prie le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations détaillées sur l'application de cette nouvelle loi dans la pratique, notamment sur le nombre des infractions signalées, des enquêtes menées, des poursuites engagées, des condamnations prononcées et des sanctions pénales imposées. Finalement, la commission prie instamment le gouvernement de faire en sorte que les enfants de moins de 18 ans victimes de traite en Algérie soient considérés comme des victimes plutôt que comme des contrevenants.**

Alinéas b) et c). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques et utilisation, recrutement ou offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants. Dans ses commentaires précédents, la commission a constaté qu'aucune disposition législative n'interdit ces pires formes de travail des enfants et a prié le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour y remédier.

La commission note encore une fois avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient aucune nouvelle information à cet égard. La commission rappelle au gouvernement qu'aux termes de l'article 3 b) et c) de la convention l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de production de matériel ou de spectacles pornographiques,

ainsi qu'à des fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, constituent l'une des pires formes de travail des enfants. Par ailleurs, en vertu de l'article 1, des mesures immédiates et efficaces doivent être prises de toute urgence pour assurer l'interdiction de ces pires formes de travail des enfants. ***La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre de toute urgence les mesures nécessaires afin d'assurer, en droit et dans la pratique, l'interdiction de l'utilisation, du recrutement ou de l'offre d'un enfant de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ainsi qu'à des fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, et de prévoir des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard dans son prochain rapport.***

Article 4, paragraphe 1. Détermination des travaux dangereux. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle la question de la détermination des types de travaux dangereux avait été prise en compte dans le cadre du nouveau Code du travail en cours d'élaboration. Elle a noté qu'une liste des types de travaux interdits devait être établie par voie réglementaire.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient aucune nouvelle information à ce sujet. Elle note que, dans ses observations finales du 18 juillet 2012, le Comité des droits de l'enfant s'est dit inquieté de ce que l'Algérie n'ait pas encore défini les types de travaux dangereux interdits aux personnes de moins de 18 ans bien que des milliers d'enfants continuent d'être soumis aux pires formes de travail des enfants, notamment dans le secteur agricole, ou comme vendeurs de rue ou domestiques. Elle rappelle à nouveau au gouvernement que, en vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, les types de travaux dangereux doivent être déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées. ***Faisant observer qu'elle soulève cette question depuis plusieurs années, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates afin d'assurer l'adoption de la législation pertinente aux types de travaux dangereux interdits aux enfants, et ce de toute urgence. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard dans son prochain rapport.***

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que les enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, et prévoir l'aide pour soustraire les enfants de ces pires formes de travail, et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Traite d'enfants. Se référant à ses commentaires précédents, la commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur les mesures prises pour prévenir la traite des enfants et soustraire les victimes et les réadapter socialement. Or elle note que, dans ses observations finales du 18 juillet 2012 (CRC/C/DZA/CO/3-4, paragr. 77), le Comité des droits de l'enfant s'est dit particulièrement préoccupé de constater que le gouvernement n'a toujours pas ouvert de foyers d'accueil pour les victimes de la traite et qu'il interdit même la société civile d'en ouvrir sous peine de sanctions pénales pour hébergement de migrants en situation irrégulière. En outre, l'Algérie n'apporte aucune assistance médicale et psychologique aux enfants en vue de leur rétablissement et de leur réinsertion sociale. ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour établir des services destinés à soustraire les enfants victimes de la vente et de la traite et pour les réadapter et les intégrer socialement. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Angola

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Vente et traite des enfants. La commission avait précédemment pris note de l'indication de l'Union nationale des travailleurs angolais (UNTA) selon laquelle il existait des cas de traite d'enfants dans le pays. Elle avait également noté que le Comité des droits de l'enfant s'était dit préoccupé par l'ampleur du problème de l'exploitation sexuelle et de la traite des enfants. La commission avait noté que, si la loi angolaise pénalise l'enlèvement, le travail forcé et la servitude pour dettes, elle n'interdit pas la traite des personnes, notamment des enfants. A cet égard, la commission avait noté que, en vertu de l'article 183 du projet de Code pénal (achevé en 2006), il était interdit de recruter ou de recevoir des personnes de moins de 18 ans à des fins de prostitution dans un pays étranger. La commission avait relevé que le projet de Code pénal interdisait certains types de traite d'enfants mais pas la vente et la traite des enfants à des fins d'exploitation par le travail ni la traite à l'intérieur du pays.

La commission note que, en vertu de l'article 12 de la nouvelle Constitution de l'Angola de 2010, le gouvernement respecte et applique les principes de la Charte des Nations Unies, notamment en répudiant la traite des êtres humains. Toutefois, la commission relève que l'article 12 n'interdit ni ne pénalise la traite des êtres humains. La commission prend note de la déclaration faite par le gouvernement dans son rapport du 26 février 2010 présenté au Comité des droits de l'enfant, selon

laquelle la traite n'est pas définie dans la législation nationale, et que la prévention et la lutte contre ce phénomène nécessitent notamment des réformes législatives (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 175). La commission prend également note de la déclaration faite par le gouvernement dans sa réponse du 24 août 2010 concernant la liste de points à traiter du Comité des droits de l'enfant, selon laquelle le projet de Code pénal a été présenté au Parlement pour examen et approbation (CRC/C/AGO/Q/2-4/Add.1, paragr. 60 et 61). La commission note que le rapport du gouvernement ne donne pas d'informations indiquant si le projet de Code pénal a été amendé pour que la traite à l'intérieur du pays ou la traite des enfants à des fins d'exploitation par le travail y soit mentionnée. **La commission prie instamment le gouvernement d'adopter sans tarder les mesures nécessaires pour s'assurer que la législation nationale comprend des dispositions interdisant la traite des personnes de moins de 18 ans à l'intérieur du pays ainsi que la vente et la traite de ces personnes à des fins d'exploitation sexuelle, et de prévoir des sanctions en la matière.**

Alinéa b). *Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques.* La commission avait précédemment noté que l'article 184(1) du projet de Code pénal interdit à quiconque d'encourager, faciliter, permettre, utiliser ou offrir une personne de moins de 16 ans, notamment pour produire des photographies, des films ou des gravures pornographiques. Elle avait rappelé au gouvernement que, en vertu de l'article 3 b) de la convention, tout Membre qui ratifie la convention doit interdire l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'une personne de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques.

La commission note que le rapport du gouvernement ne donne pas d'informations sur ce point. Toutefois, elle note que le projet de Code pénal est toujours à l'examen au Parlement. **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour s'assurer que le prochain Code pénal interdit l'utilisation, le recrutement ou l'offre de toute personne de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques, conformément à l'article 3 b) de la convention. Elle prie le gouvernement de fournir copie du Code pénal modifié dès qu'il sera adopté.**

Article 4, paragraphe 1. Détermination des types d'emploi ou de travail dangereux. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la loi générale du travail de 2000 (loi n° 2/00) avait abrogé le décret n° 58/82, dans lequel figurait une liste exhaustive des types de travail dangereux interdits aux personnes de moins de 18 ans. La commission avait relevé que l'article 284(1) de la loi n° 2/00 interdit l'emploi de mineurs à des travaux dangereux mais que, en vertu de l'article 284(2), cette interdiction concerne uniquement l'emploi dans les théâtres, cinémas, night-clubs, cabarets, discothèques et autres établissements semblables, ou l'emploi en tant que vendeurs ou dans des publicités pour des produits pharmaceutiques.

La commission relève que l'interdiction des travaux dangereux aux mineurs prévue à l'article 284(2) de la loi n° 2/00 ne semble concerner que les types de travail susceptibles de nuire à la moralité de l'enfant, et non les types de travail susceptibles de nuire à leur santé ou à leur sécurité. A cet égard, la commission rappelle à nouveau au gouvernement que, en vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, les types de travail qui, par leur nature ou les conditions dans lesquels ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant doivent être déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées. S'agissant des types de travail susceptibles de nuire à la santé et à la sécurité de l'enfant, la commission prend note de la déclaration faite par le gouvernement dans son rapport du 26 février 2010 au Comité des droits de l'enfant. Cette déclaration concerne l'emploi d'enfants à des activités dangereuses et à des travaux relevant de l'exploitation: pêche en haute mer dans la province de Namibe, travail dans les mines de diamant, les agglomérations transfrontières, les marchés et les terminaux d'autobus (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 432). La commission attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe 3 de la recommandation (n° 190) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, qui prévoit que, en déterminant les types de travail dangereux interdits aux mineurs, il faudrait, entre autres, prendre en considération: a) les travaux qui exposent les enfants à des sévices physiques, psychologiques ou sexuels; b) les travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés; c) les travaux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux, ou qui impliquent de manipuler ou porter de lourdes charges; d) les travaux qui s'effectuent dans un milieu malsain pouvant, par exemple, exposer des enfants à des substances, des agents ou des procédés dangereux, ou à des conditions de température, de bruit ou de vibrations préjudiciables à leur santé; et e) les travaux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement difficiles, par exemple pendant de longues heures, ou la nuit, ou pour lesquels l'enfant est retenu de manière injustifiée dans les locaux de l'employeur. **Par conséquent, la commission prie le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour s'assurer que la détermination des types de travail dangereux interdits aux mineurs comprend les types de travail nuisibles à la moralité de l'enfant, mais également les types de travail nuisibles à leur santé et à leur sécurité, conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la convention. Elle espère qu'à ce sujet le gouvernement tiendra compte des types de travail énumérés au paragraphe 3 de la recommandation n° 190.**

Article 5. Mécanismes de surveillance. Inspection du travail. La commission avait précédemment pris note de l'indication de l'UNTA selon laquelle des cas d'enfants travaillant dans le secteur informel avaient été signalés. Elle avait noté, dans ses commentaires concernant la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, que la plupart des mineurs qui travaillaient étaient employés dans l'économie informelle.

La commission note que, dans sa communication du 2 juin 2009 concernant les observations de l'UNTA, le gouvernement déclare que l'inspection du travail mène des initiatives pour exercer un contrôle dans le secteur informel, avec l'aide des unités de contrôle des provinces. Le gouvernement indique aussi que, malgré les efforts consentis pour réglementer le secteur informel, celui-ci n'est pas près de disparaître. **En conséquence, la commission prie le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour renforcer et adapter les capacités de l'inspection du travail et des unités des provinces afin d'assurer une meilleure surveillance des enfants qui travaillent dans l'économie informelle. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises en la matière afin de lutter contre les pires formes de travail des enfants dans le secteur informel, et sur les résultats obtenus.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa a). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite. La commission avait précédemment pris note de l'information de l'OIT/IPEC selon laquelle près de 44 pour cent des enfants angolais ne vont pas à l'école. Elle avait également noté que, en collaboration avec l'UNESCO, l'Angola mettait en œuvre un Plan d'action national d'éducation pour tous (2001-2015) (Plan d'action national), et que des mesures avaient été prises dans le cadre de la réforme du système d'enseignement.

La commission prend note de la déclaration faite par le gouvernement dans sa réponse du 24 août 2010 concernant la liste de points à traiter du Comité des droits de l'enfant, selon laquelle le ministère de l'Éducation a élaboré un ensemble de mesures en vue de l'évaluation à mi-parcours du Plan d'action national (CRC/C/AGO/Q/2-4/Add.1, paragr. 35). La commission prend note de l'indication donnée par le gouvernement dans son rapport du 26 février 2010 au Comité des droits de l'enfant, selon laquelle, en partenariat avec l'UNICEF, il a mis en œuvre une stratégie pour l'alphabétisation et la remise à niveau (2006-2015), laquelle vise à accélérer l'apprentissage en favorisant l'apprentissage autonome et la validation des acquis dans divers contextes éducatifs formels et non formels (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 354). Le gouvernement indique aussi que le nombre d'élèves fréquentant les écoles primaires a augmenté entre 2004 et 2006, même si, en raison des effets du conflit armé qui persistent, la progression a été plus importante dans les provinces continentales que dans les provinces côtières, et que des disparités garçons-filles en termes de taux de scolarisation demeurent (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 338 et 339). Le gouvernement indique dans ce rapport que les taux d'échec et d'abandon des élèves sont élevés dans le pays, et que, en raison du manque de ressources de leurs familles, seulement 37,2 pour cent des enfants qui entrent en première classe achèveront le sixième degré (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 344).

A cet égard, la commission note que, dans ses observations finales du 1^{er} décembre 2008, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a noté avec préoccupation que les enfants des zones rurales, les enfants des familles pauvres et les filles ont un accès limité à l'éducation. Le comité s'est également dit préoccupé par le fait que le budget alloué ne suffise pas à faire face à l'augmentation du nombre d'enfants en âge scolaire, et par le manque d'installations scolaires et de qualifications professionnelles chez les enseignants, en particulier dans les zones reculées et les bidonvilles (E/C.12/AGO/CO/3, paragr. 38 et 39). Considérant que l'éducation contribue à prévenir l'engagement des enfants dans les pires formes de travail des enfants, la commission exprime sa **préoccupation** devant le fait que les enfants issus de plusieurs groupes vulnérables ont moins de chances d'aller à l'école et d'achever leur scolarité. **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts dans le cadre du Plan d'action national pour renforcer le fonctionnement du système d'enseignement et faciliter l'accès à l'éducation de base gratuite, notamment pour les enfants des zones reculées et des régions touchées par le conflit, ainsi que pour les enfants de familles pauvres, les enfants des zones rurales et les filles. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur l'issue de l'évaluation du Plan d'action national, et sur les mesures prises ultérieurement pour renforcer ce plan. Enfin, la commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour offrir aux enfants qui n'ont pas suivi un enseignement de type classique des possibilités d'enseignement extrascolaire et de formation professionnelle.**

Alinéa b). Soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. La commission avait précédemment pris note de l'indication faite par le gouvernement dans son rapport d'août 2004 présenté au Comité des droits de l'enfant (CRC/C/3/Add.66, paragr. 250), selon laquelle les rapt d'enfants étaient apparus pendant le conflit armé. A la fin du conflit, un programme de protection des enfants avait été mis en place, permettant d'accueillir des milliers d'enfants dans des centres d'accueil et dans des camps de déplacés et de réfugiés, surtout des filles victimes d'exploitation sexuelle ou d'esclavage. Elle avait pris note de l'information de l'OIT/IPEC selon laquelle l'exploitation sexuelle et économique des filles et des garçons, notamment la traite d'enfants dans certaines parties du pays, était apparue comme un réel problème. A cet égard, la commission avait noté que le gouvernement avait mis au point le plan national d'action et d'intervention contre l'exploitation sexuelle et commerciale des enfants (Plan national d'action et d'intervention), qui visait notamment à protéger et défendre les droits des enfants victimes d'exploitation sexuelle et commerciale, à réadapter les victimes et à prévenir leur exclusion sociale.

La commission prend note de la déclaration faite par le gouvernement dans son rapport du 26 février 2010 présenté au Comité des droits de l'enfant, selon laquelle le Plan national d'action et d'intervention n'a pas été mis en œuvre avec l'efficacité voulue (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 189). Le gouvernement indique que le Plan national d'action et d'intervention s'est révélé inadapté au contexte actuel, et qu'il doit être revu sans tarder (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 432). Il indique que l'Institut national de l'enfance (INAC) évalue actuellement la mise en œuvre du Plan national d'action et d'intervention afin de renforcer la stratégie (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 432 et 412).

La commission prend note de l'information figurant dans le rapport sur la traite selon laquelle le gouvernement compte essentiellement sur les organisations religieuses, les organisations de la société civile et les organisations internationales pour protéger et aider les victimes de la traite, mais que le nombre de victimes orientées vers ces services par le gouvernement a augmenté. Le rapport indique aussi que, en partenariat avec l'UNICEF, l'INAC assure le fonctionnement de 18 réseaux de protection de l'enfance, lesquels font office de centres de crise pour les victimes de la traite et d'autres infractions, âgées de 9 à 16 ans, et que les victimes de plus de 16 ans sont orientées vers des foyers gérés par l'Organisation des femmes angolaises. **La commission prie instamment le gouvernement d'adopter sans tarder des mesures pour revoir et renforcer le Plan national d'action et d'intervention afin d'assurer sa mise en œuvre effective avec la participation des enfants, notamment les initiatives visant les enfants victimes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Elle prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour identifier les enfants victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, et pour s'assurer que les victimes identifiées sont orientées vers les services appropriés en vue de leur réadaptation et de leur réinsertion dans la société. Elle le prie de fournir des informations sur les résultats obtenus.**

Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques. 1. Ex-enfants soldats et enfants déplacés suite aux conflits. La commission avait précédemment noté que le Comité des droits de l'enfant s'était dit profondément préoccupé

par le manque d'attention accordée au sort des ex-enfants soldats, en particulier des filles. La commission avait également noté que le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés s'était déclaré préoccupé par le grand nombre d'enfants déplacés à l'intérieur du pays dans des conditions épouvantables. Elle avait pris note de l'information de l'OIT/IPEC selon laquelle plus de 100 000 enfants étaient séparés de leurs familles en raison de la guerre. A cet égard, elle avait noté que le gouvernement avait mis en œuvre un programme de réadaptation des mineurs démobilisés dans huit provinces, et qu'il avait adopté une stratégie de protection des enfants après guerre (PWCP), mise en œuvre de 2002 à 2006.

La commission prend note de l'indication donnée par le gouvernement dans sa réponse du 24 août 2010 concernant la liste de points à traiter du Comité des droits de l'enfant, selon laquelle, en 2002, après la fin de la guerre, le retour et la réinsertion des personnes directement touchées par le conflit (y compris des enfants déplacés et des anciens soldats) étaient une priorité du gouvernement. Le gouvernement indique que le nombre de personnes déplacées était d'environ 4 millions, parmi lesquelles 40 pour cent d'enfants (CRC/C/AGO/Q/2-4/Add.1, paragr. 38). Le gouvernement indique aussi dans son rapport du 26 février 2010 présenté au Comité des droits de l'enfant qu'il met en œuvre un programme pour le retour et la réinstallation des populations déplacées, des réfugiés et des autres personnes directement affectées par le conflit armé, lequel accorde une attention spéciale aux enfants. D'après ce rapport, le gouvernement provincial de Cabinda a mené une série de projets pour fournir des services spéciaux aux enfants dans le cadre de la réinsertion des groupes vulnérables directement affectés par le conflit armé. Le projet de soutien à la réinsertion des groupes vulnérables inclut un ensemble de services de formation professionnelle (cuisiniers, couturiers/brodeurs), l'apprentissage de compétences vitales à l'aide de microcrédits, des services de protection de l'enfance et des soins de santé primaire (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 368 et 369). **La commission prie le gouvernement d'intensifier ses efforts pour réadapter et réinsérer les enfants touchés par le conflit, y compris les ex-enfants soldats. Elle lui demande de fournir des informations sur le nombre d'enfants qui ont bénéficié des mesures prises en la matière.**

2. *Enfants des rues.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle le déplacement d'un nombre élevé de personnes pendant le conflit armé avait eu pour conséquence l'apparition du phénomène des enfants des rues. La commission avait également noté que le gouvernement avait institué des centres d'accueil avec l'objectif de faire sortir ces enfants de la rue, et qu'il était également prévu de construire 600 centres d'accueil régionaux destinés aux enfants ayant besoin de protection. Toutefois, la commission avait pris note d'un rapport indiquant qu'au moins 10 000 enfants travaillent dans les rues de la capitale de Luanda, et avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle le phénomène des enfants des rues existait aussi dans d'autres grandes villes, comme Benguela, Lobito, Lubango et Malang.

La commission prend note de la déclaration faite par le gouvernement dans son rapport du 26 février 2010 au Comité des droits de l'enfant, selon laquelle, même si le nombre d'enfants vivant dans la rue a diminué grâce à l'amélioration relative des conditions de vie des citoyens, il demeure important (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 397). La commission prend note de l'indication faite par le gouvernement dans ce rapport selon laquelle des initiatives sont menées pour que les enfants des rues réintègrent leurs familles ou soient placés dans des familles d'accueil. Cette action est menée dans le cadre du Programme de localisation et de réunification familiales, qui aide les enfants séparés de leurs et placés dans des institutions à retrouver leurs familles. Le gouvernement indique aussi que les facteurs qui contribuent au phénomène des enfants des rues n'ont pas été éliminés, mais que 1 545 enfants des rues ont été accueillis à Casa Pia de Luanda (un foyer pour enfants) en vue d'être réinsérés dans leurs familles. Il indique qu'une coopération a lieu avec les différents partenaires publics pour exécuter des programmes de développement et de rénovation des institutions privées qui accueillent ces enfants (et qui proposent des programmes d'éducation et de formation professionnelle) (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 398-401).

La commission prend note de l'indication du gouvernement figurant dans sa réponse du 24 août 2010 relative à la liste de points à traiter du Comité des droits de l'enfant, selon laquelle certains enfants qui travaillent et vivent dans la rue ont bénéficié de services de réinsertion sociale: 239 enfants des rues en 2007, 240 en 2008 et 260 en 2009. Presque tous étaient des garçons (CRC/C/AGO/Q/2-4/Add.1, p. 14). **Rappelant que les enfants des rues sont particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants, la commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour les en protéger et pour prévoir leur réadaptation et leur réinsertion. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants des rues qui ont bénéficié des possibilités d'éducation et de formation professionnelle dans les institutions pour enfants.**

3. *Enfants orphelins en raison du VIH/sida et autres enfants vulnérables (OEV).* Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission prend note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement du 26 février 2010 présenté au Comité des droits de l'enfant, selon laquelle le nombre des OEV pourrait être d'environ 200 000 d'ici à 2010, et qu'il est en augmentation dans le pays (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 263 et 264). Le gouvernement indique aussi dans ce rapport qu'il a commencé en 2007 à préparer le Plan national d'action en faveur des OEV, lequel comprend le renforcement des capacités des familles, des communautés et des institutions pour répondre aux besoins de ces enfants, ainsi que le développement des services et des mécanismes de protection sociale qui leur sont destinés (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 261 et 374). Le gouvernement indique aussi que les allocations accordées aux OEV augmentent (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 50). Toutefois, la commission prend note de l'indication du gouvernement figurant dans son rapport d'activité par pays de mars 2010, présenté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/sida, selon laquelle seulement 16,8 pour cent des foyers comprenant des OEV bénéficient d'une aide extérieure minimale. **La commission rappelle que les orphelins en raison du VIH/sida et les autres enfants vulnérables risquent davantage d'être engagés dans les pires formes de travail des enfants et, en conséquence, prie instamment le gouvernement d'adopter des mesures efficaces sans tarder dans le cadre du Plan national d'action en faveur des enfants rendus orphelins et vulnérables par le VIH/sida, pour s'assurer que ces enfants sont protégés de ces pires formes de travail. Elle le prie de fournir des informations sur les mesures concrètes adoptées en la matière et sur les résultats obtenus, notamment en ce qui concerne la proportion de foyers comprenant des orphelins en raison du VIH/sida et d'autres enfants vulnérables qui bénéficient de services d'aide et d'allocations.**

Application de la convention dans la pratique. Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission prend note de la déclaration faite par le gouvernement dans son rapport du 26 février 2010 présenté au Comité des droits de l'enfant, selon laquelle des enfants angolais sont engagés dans les pires formes de travail des enfants, notamment les enfants employés à des travaux dangereux (dans les mines de diamant et la pêche), les enfants qui travaillent dans les rues et les enfants qui font l'objet d'une exploitation sexuelle à des fins commerciales (CRC/C/AGO/2-4, paragr. 432). La commission prend également note de l'information donnée par le gouvernement dans ce rapport selon laquelle 20 enfants victimes de la traite ont été identifiés par des responsables de l'application de la loi en 2007, et que des enfants avaient fait l'objet d'une traite dans la province de Zaïre. Le gouvernement déclare dans ce rapport que, en raison de la longueur de la frontière commune, le contrôle est malaisé, que des enfants angolais de la capitale sont emmenés en RDC, et que des enfants congolais faisant l'objet d'une traite sont emmenés en Angola depuis Kinshasa (paragr. 172 à 175). **Prenant note du contexte difficile du pays, la commission se dit profondément préoccupée par la situation des personnes de moins de 18 ans engagées dans les pires formes de travail des enfants et prie en conséquence instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer en pratique la protection des enfants de ces formes de travail, notamment la traite, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, l'utilisation aux fins d'activités illicites et les travaux dangereux. Elle prie aussi le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour s'assurer que l'on dispose de suffisamment de données sur ces formes de travail des enfants, et de fournir, dans son prochain rapport, des informations sur la nature, l'étendue et l'évolution des pires formes de travail des enfants, sur le nombre d'enfants protégés par les mesures donnant effet à la convention, sur le nombre et la nature des infractions, des enquêtes, des poursuites, des condamnations et des sanctions. Dans la mesure du possible, toutes ces informations devraient être ventilées par sexe et par âge.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Antigua-et-Barbuda

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1983)

Article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention. **Age minimum d'admission au travail dangereux et détermination des types de travail dangereux.** La commission a précédemment noté, d'après l'indication du gouvernement, que des consultations ont été menées avec les syndicats de travailleurs et la fédération des employeurs au sujet des activités et professions qui doivent être interdites aux personnes de moins de 18 ans. Elle a noté que, bien qu'une recommandation ait été formulée à ce propos, celle-ci n'avait pas été soumise au Conseil national du travail, le gouvernement ayant l'intention d'actualiser la législation sur la santé et la sécurité au travail. La commission a ensuite noté, d'après la déclaration du gouvernement, que les modifications proposées à l'article du Code du travail concernant la santé et la sécurité au travail avaient été transmises au Conseil des ministres, mais qu'elles n'avaient pas encore été adoptées. Elle a enfin noté, d'après l'indication du gouvernement, qu'une assistance technique était recherchée en vue de l'élaboration d'une législation nouvelle et spécifique sur la santé et la sécurité au travail.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne comporte aucune information concernant d'éventuelles modifications à ce propos à la législation nationale sur le travail. Cependant, le gouvernement indique qu'il prendra les mesures nécessaires à ce sujet. En conséquence, la commission rappelle à nouveau au gouvernement que l'article 3, paragraphe 1, de la convention prévoit que l'âge minimum d'admission à tout type d'emploi ou de travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents ne devra pas être inférieur à 18 ans. Elle rappelle aussi au gouvernement que, aux termes de l'article 3, paragraphe 2, de la convention, les types d'emploi ou de travail dangereux seront déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées. **Observant que la convention a été ratifiée par Antigua-et-Barbuda il y a plus de trente ans, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce qu'une liste des activités et professions interdites aux personnes de moins de 18 ans soit adoptée dans un proche avenir, conformément à l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention. Elle encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts à ce propos en modifiant la législation sur la santé et la sécurité au travail, et à fournir des informations sur les progrès réalisés à ce sujet. Enfin, elle prie le gouvernement de transmettre une copie des modifications qui seront apportées à la législation sur la santé et la sécurité au travail, une fois adoptées.**

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

Article 3 de la convention. **Pires formes de travail des enfants.** Alinéa b). **Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques.** La commission a constaté que la loi de 2003 sur la prise en charge des enfants et la protection des enfants, qui prévoit la prise en charge des enfants utilisés dans la production de matériel pornographique, ne comportait pas d'interdiction complète de cette pire forme de travail des enfants. Elle a également noté que l'interdiction prévue à l'article 15(1)(b) de la loi de 2006 sur l'usage improprie de l'informatique ne semble pas inclure la production de pornographie enfantine qui n'est pas

diffusée au moyen d'un support informatique ni n'assure la protection de tous les enfants de moins de 18 ans, comme exigé à l'article 3 b) de la convention. Elle a, en conséquence, demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que la loi interdisant l'utilisation, le recrutement ou l'offre de toutes les personnes de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques soit adoptée, et que cette loi prévoise des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives à l'encontre des personnes reconnues coupables d'un tel crime.

La commission note que, aux termes de l'article 15(2) et (3) de la loi sur la traite des personnes, quiconque commet le crime de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle d'un enfant, ou exploite sexuellement un enfant, ou prive de liberté ou restreint la liberté personnelle d'un enfant à des fins d'exploitation sexuelle, sera passible d'une amende n'excédant pas un million de dollars ou de l'emprisonnement pour une durée maximum de vingt-cinq ans ou des deux peines à la fois. La commission note avec *satisfaction* que, en ce qui concerne l'article 2 de la loi sur la traite des personnes, «l'exploitation sexuelle» comprend le fait de contraindre une personne à participer à la production d'une pornographie enfantine ou d'un autre matériel pornographique.

Alinéa d) et article 4, paragraphe 1. Travail dangereux et détermination des travaux dangereux. En ce qui concerne l'adoption de la liste des types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans, la commission prie le gouvernement de se référer à ses commentaires détaillés formulés au titre de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973. Par ailleurs, la commission attire l'attention du gouvernement sur l'article 4, paragraphe 1, de la présente convention, selon lequel les types de travail visés à l'article 3 d) doivent être déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, en prenant en considération les normes internationales pertinentes, et en particulier le paragraphe 3 de la recommandation n° 190.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Argentine

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1996)

Article 2, paragraphes 2 et 5, de la convention. Relèvement de l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a noté la déclaration du gouvernement, adressée au Directeur général, relevant officiellement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail de 15 à 16 ans. La commission note avec *satisfaction* que, aux termes de la loi n° 26.390 sur l'interdiction du travail des enfants et la protection des adolescents qui travaillent, l'âge minimum national a été relevé à 16 ans. Par ailleurs, la commission note que l'âge minimum de 16 ans a également été incorporé dans la loi n° 26.727 sur le régime du travail agricole ainsi que dans la loi n° 26.844 sur le régime des contrats spéciaux qui s'appliquent aux travailleurs qui relèvent de cas spéciaux, tels que le travail domestique.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Australie

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2006)

La commission prend note des observations du Conseil australien des syndicats (ACTU) reçues le 1^{er} septembre 2014.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa b). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. Législation des provinces. Nouvelle-Galles du Sud (NSW). Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que la division 15 A de la loi sur les crimes et délits, qui incrimine notamment la pornographie mettant en scène des enfants, ne s'applique que dans le cas d'enfants de moins de 16 ans. Le gouvernement a indiqué que, l'âge minimum du consentement sexuel étant en NSW de 16 ans, une modification de la définition de l'enfant comme étant une personne de moins de 18 ans pour ce qui concerne la pornographie mettant en scène des enfants aurait conduit à ériger en infraction des actes qui, en d'autres circonstances, ne sont pas contraires à la loi.

La commission prend note à cet égard des observations de l'ACTU selon lesquelles la NSW n'a toujours pas adopté les mesures nécessaires pour rendre applicables inclusivement aux enfants de moins de 18 ans les dispositions interdisant la pornographie mettant en scène des enfants afin que ces dispositions soient conformes à l'article 3 b) de la convention.

La commission note que le gouvernement se réfère à la nouvelle définition de la notion de «représentation d'agression d'enfants» introduite par l'article 91 FB de la loi modificative sur les crimes et délits de 2010 (pornographie mettant en scène des enfants et matériel y relatif), qui remplace les mots «spectacles pornographiques» et les mots «pornographie mettant en scène des enfants» aux sens visés à l'article 91 G et à l'article 91 H de la loi sur les crimes et délits. Aux termes de l'article 91 FB de la loi modificative, les termes «représentation d'agression d'enfants» désignent

tout support présentant, d'une manière qu'un individu raisonnable percevra en toutes circonstances comme attentatoire: a) une personne qui est effectivement ou est censée être un enfant présenté comme victime de torture, de cruauté ou de viol; b) une personne qui est effectivement ou est censée être un enfant qui se livre ou semble se livrer à une posture ou une activité sexuelle (en présence ou non d'autres personnes). La commission note que le gouvernement indique que le relèvement à 18 ans de l'âge en deçà duquel la participation à des spectacles pornographiques est interdite engendrerait des difficultés sur le plan des poursuites étant donné qu'il est plus difficile de déterminer l'âge exact d'une personne ayant entre 17 et 19 ans que celui d'une personne ayant entre 14 et 16 ans.

La commission est donc conduite à observer que, si la législation de la NSW assure la protection des enfants de moins de 16 ans par rapport à leur utilisation pour la production de matériel pornographique, les enfants de plus de 16 ans *peuvent* bénéficier d'une telle protection dans la mesure où ils semblent avoir moins de 16 ans. La commission souligne à nouveau l'importance qui s'attache à établir une distinction entre l'âge du consentement sexuel et l'âge jusqu'auquel les enfants doivent être protégés contre toute exploitation sexuelle. A ce titre, elle considère que toutes les personnes de moins de 18 ans ont droit d'une manière absolue à la protection contre l'exploitation sexuelle et que ni l'âge légal du consentement sexuel ni l'apparence physique d'un enfant ne doivent influencer de quelque manière sur l'obligation d'interdire les pires formes de travail des enfants. Elle rappelle une fois de plus au gouvernement que la convention se fonde sur l'âge de l'enfant et non sur son apparence physique. ***Par conséquent, rappelant que, en vertu de l'article 3 b) de la convention, l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques sont considérés comme faisant partie des pires formes de travail des enfants et que, conformément à l'article 1, ces pires formes de travail des enfants doivent être interdites de toute urgence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour étendre cette interdiction aux personnes de moins de 18 ans, de manière à préciser que la liberté sexuelle reconnue aux enfants à partir de 16 ans par la législation pénale n'inclut pas la liberté de participer à des spectacles pornographiques.***

Articles 3 d) et 4, paragraphe 1. Travaux dangereux et déterminations des types de travaux dangereux. Législation des provinces. NSW, Australie-Méridionale et Tasmanie. La commission a observé qu'il n'existe pas d'interdiction légale de la participation d'enfants de moins de 18 ans à des travaux dangereux dans ces trois provinces. Elle a donc demandé que les gouvernements respectifs de ces provinces prennent les mesures nécessaires pour que l'âge d'admission à des travaux dangereux soit fixé à 18 ans, de manière à ce que leur législation soit conforme aux dispositions de la convention.

La commission note avec **satisfaction** que les gouvernements de NWS, d'Australie-Méridionale et de Tasmanie, au moyen de la loi de 2012 sur la santé et la sécurité au travail (loi WHS), qui étend à tous les travailleurs, y compris ceux qui ne sont pas rémunérés, les dispositions ayant trait à la protection de la santé et à la sécurité, et au moyen du règlement d'application éponyme (règlement WHS), interdisent désormais d'employer des enfants de moins de 18 ans à un travail à haut risque. La commission note que, aux termes de l'article 89 (2) d) du règlement WHS, une autorisation de «travail à haut risque» ne peut être délivrée que pour les personnes qui ont au moins 18 ans. Le «travail à haut risque» est défini à l'article 5 dudit règlement comme visant tout travail mentionné à l'annexe 3 comme entrant dans le champ de l'autorisation du travail à haut risque, cette annexe contenant une liste de 28 types d'activités classées comme étant à haut risque: travail sur échafaudage; opérations d'élingage et mise en œuvre de grues et autres appareils de levage; mise en œuvre de gerbeurs et autres engins élévateurs; mise en œuvre de machines fonctionnant sous pression.

Victoria. La commission a noté précédemment que l'article 12 de la loi de 2003 sur l'emploi d'enfants interdit d'employer un enfant (celui-ci étant défini comme étant une personne de moins de 15 ans) à la vente au porte-à-porte, à bord d'un bateau de pêche, sur un chantier de construction ou pour tout autre travail faisant l'objet d'une interdiction, et que la loi sur les mines de 1958 interdit l'emploi d'enfants de moins de 14 ans dans une mine et l'emploi d'enfants de moins de 17 ans à des travaux souterrains dans une mine. En conséquence, elle a demandé que le gouvernement de cette province prenne les mesures nécessaires pour interdire l'emploi d'enfants de moins de 18 ans à des travaux de nature à porter atteinte à la santé ou la moralité ou mettre en péril la sécurité des intéressés.

La commission note qu'aucune modification n'a été apportée à la législation du Victoria à cet égard. Elle rappelle donc une fois de plus au gouvernement que, en vertu de l'article 3 d) de la convention, tout travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est susceptible de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant, est constitutif de l'une des pires formes de travail des enfants et que, en vertu de l'article 1 de la convention, tout Membre doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants, et ce de toute urgence. ***La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer qu'aucun enfant de moins de 18 ans ne puisse être engagé dans un travail susceptible de nuire à sa santé, à sa sécurité ou à sa moralité.***

La commission soulève par ailleurs d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Autriche

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

Article 7 de la convention. Travaux légers. La commission a précédemment noté que, en vertu de l'article 5(a)(1) de la loi sur l'emploi des enfants et des adolescents (ECYPA), les enfants âgés de 12 ans peuvent être employés en dehors des heures prévues pour l'école: 1) dans des activités, au sein d'entreprises qui emploient uniquement les membres de la famille du propriétaire; 2) chez des particuliers; 3) pour faire des courses; dans des activités auxiliaires des sports et des aires de jeux, pour la cueillette de fleurs, de plantes herbacées, de champignons et de fruits et autres activités semblables, à condition qu'il s'agisse de travaux légers et occasionnels et que les travaux accomplis dans une entreprise commerciale ou dans le cadre d'une relation d'emploi ne figurent pas au paragraphe 3. La commission a rappelé au gouvernement que, en vertu de l'article 7, paragraphe 1, de la convention, seuls les enfants à partir de 13 ans pourront être autorisés à effectuer des travaux légers, à condition que ceux-ci ne risquent pas de porter préjudice à leur santé ou à leur développement et qu'ils ne soient pas de nature à porter préjudice à leur assiduité scolaire ou à leur participation à des programmes de formation professionnelle. La commission a noté, d'après les informations du gouvernement que, à la suite de négociations avec les partenaires sociaux, un projet de loi proposant d'élever à 13 ans l'âge minimum autorisé pour effectuer des travaux légers et occasionnels avait été élaboré et était en cours d'adoption.

La commission note avec **satisfaction** que l'article 5(a)(1) de l'ECYPA a été remplacé par l'article 3 de la loi fédérale sur les marchés publics (BGB1. I) n° 93/2010, qui élève de 12 à 13 ans l'âge minimum autorisé pour effectuer des travaux légers.

Application de la convention dans la pratique. La commission note l'information contenue dans le rapport du gouvernement sur les infractions concernant l'emploi des enfants et des jeunes en 2010-2013, ventilées par secteur économique et province fédérale. En 2013, au total, trois infractions concernant des enfants et 1 990 infractions concernant des jeunes ont été relevées. La plupart des infractions relevées ont eu lieu dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration; de la vente, de l'entretien et de la réparation de véhicules à moteur; de la manufacture de biens; et de la construction. Sur l'ensemble des infractions relevées, 559 concernaient le maintien de registres sur les enfants et les jeunes; 556 infractions concernaient les pauses, les périodes de repos, le repos nocturne, le repos le dimanche et les jours fériés et la durée du travail hebdomadaire; 281 infractions concernaient la durée maximale de travail; et 25 infractions concernaient les travaux interdits et réglementés. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre et la nature des violations détectées dans ses prochains rapports.**

Azerbaïdjan

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1992)

Article 2, paragraphe 1, de la convention. 1. *Champ d'application et application de la convention dans la pratique.* La commission a précédemment constaté que les dispositions du Code du travail relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail ne semblent pas s'appliquer au travail accompli sans contrat de travail, et notamment aux travailleurs indépendants et au travail dans le secteur informel. Elle a noté, d'après la déclaration du gouvernement, que la convention fait partie de la législation du travail du pays et doit en conséquence être appliquée par tous les employeurs et les particuliers. En outre, la commission a noté, d'après la déclaration du gouvernement au cours des discussions au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence en juin 2011, que, en janvier 2011, 20 000 enfants travaillaient dans l'agriculture, parmi lesquels 5 000 à leur propre compte. La Commission de la Conférence a à ce propos prié instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes pour veiller à ce que la protection prévue dans la convention soit fournie aux enfants qui travaillent à leur compte ou dans l'économie informelle.

La commission note, d'après les informations fournies par le gouvernement dans son rapport au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, qu'au cours de la période 2012-13 le service d'inspection du travail a soumis à l'inspection 16 887 entreprises dans tous les secteurs d'activité économique, et notamment 431 entreprises agricoles, indépendamment de leur forme de propriété ou de leur régime juridique, et a relevé cinq cas de violation des droits des travailleurs de moins de 18 ans, dans lesquels une amende totale de 5 000 nouveaux manat azerbaïdjanais (environ 6 374 dollars des Etats-Unis) a été infligée aux employeurs reconnus coupables. En outre, la commission note, d'après l'indication du gouvernement, que le ministère du Travail et de la Protection sociale et le Comité public sur la famille, les femmes et les enfants ont signé un plan d'action conjoint pour la période 2013-2015 destiné à prévenir l'exploitation du travail des enfants, lequel est mis en œuvre en collaboration avec les organismes compétents de l'Etat, les organisations non gouvernementales (ONG) et les partenaires sociaux. La commission note, cependant, que le Comité des droits de l'enfant, dans ses observations finales de 2012, s'est déclaré préoccupé par le nombre élevé d'enfants qui travaillent de manière informelle dans l'agriculture, dans les plantations de thé, de tabac et de coton, y compris dans des conditions dangereuses (CRC/C/AZE/CO/3-4, paragr. 69). **La commission prie en conséquence à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la capacité et étendre la portée des services d'inspection du travail afin de mieux surveiller les enfants qui travaillent dans**

l'économie informelle, particulièrement dans les plantations de coton, de tabac et de thé. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures spécifiques prises à ce propos, ainsi que sur les résultats réalisés. Par ailleurs, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre et la nature des infractions relatives à l'emploi des enfants et des adolescents, détectées par l'inspection du travail, le nombre de décès, blessures ou maladies liés au travail des enfants dans l'agriculture et, séparément, dans toute autre occupation, le nombre de personnes poursuivies et les sanctions infligées. Enfin, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures appliquées dans le cadre du plan d'action conjoint pour éliminer le travail des enfants et sur l'impact de telles mesures.

2. *Age minimum d'admission à l'emploi ou au travail.* La commission a précédemment noté que, au moment de la ratification de la convention, l'âge minimum de 16 ans a été spécifié, conformément à l'article 2, paragraphe 1, de la convention. Cependant, elle a noté que l'article 42(3) du Code du travail autorise une personne ayant atteint l'âge de 15 ans à être partie à un contrat de travail, alors que l'article 249(1) dispose que «les personnes de moins de 15 ans ne doivent en aucun cas être employées». La commission a noté à ce propos que, à la suite de l'assistance technique du BIT, un projet avait été élaboré intitulé «Au sujet des modifications et ajustements concernant certaines lois de la République d'Azerbaïdjan en vue de donner effet à la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973» (projet de modification de la législation du travail), qui proposait de modifier l'article 249(1) du Code du travail en vue de relever de 15 à 16 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que la révision de la législation du travail est toujours en cours avec le soutien technique du BIT. ***La commission prie donc à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'adoption, dans un proche avenir, des modifications de la législation du travail, visant à fixer à 16 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail dans tous les secteurs. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard ainsi qu'une copie du texte définitif, une fois qu'il sera adopté.***

Article 7. Travaux légers. La commission a précédemment noté que l'article 249(2) du Code du travail permet aux jeunes ayant atteint l'âge de 14 ans d'accomplir, après les heures d'école, des travaux légers ne comportant aucun risque pour leur santé, avec le consentement écrit de leurs parents. Elle a également noté que le projet de modification de la législation du travail visait à modifier le paragraphe 2 de l'article 249 du Code du travail en vue de disposer que les personnes âgées de 15 à 16 ans sont autorisées à accomplir des travaux légers qui n'affectent pas leur santé et leur développement, la fréquentation scolaire dans l'enseignement secondaire obligatoire, l'orientation professionnelle et d'autres programmes de formation, ou la possibilité d'en tirer profit. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que la législation du travail est actuellement en cours de modification en vue de spécifier les types d'activités de travaux légers autorisés aux enfants âgés de 15 à 16 ans. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'adoption, dans un proche avenir, des modifications de la législation du travail visant à déterminer les types d'activités de travaux légers autorisés aux personnes âgées de 15 à 16 ans. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à ce propos et de transmettre une copie du texte modifié, une fois adopté.***

Bahamas

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Politique nationale. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, selon une étude réalisée en juin 2005 dans le cadre du projet régional de l'OIT et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) concernant le travail des enfants, intitulée «Révision des lois sur le travail des enfants aux Bahamas – Un guide pour la réforme législative» (Etude du projet régional OIT/ACDI sur le travail des enfants), le ministère du Travail et de l'Immigration avait mis en place un Comité national sur le travail des enfants ayant pour mission de formuler des recommandations sur la politique à mener dans ce domaine. ***Notant de nouveau que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à ce sujet, la commission exprime l'espoir qu'une politique nationale sur le travail des enfants sera élaborée dans un avenir proche. Elle prie de nouveau le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations sur tout progrès enregistré dans ce sens.***

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application. La commission avait précédemment noté que l'article 50(1) de la loi de 2001 sur l'emploi dispose qu'un enfant (c'est-à-dire toute personne de moins de 14 ans) ne doit être employé dans aucune entreprise, sauf dans les cas expressément prévus dans la première annexe de cet instrument. Elle avait également noté que, d'après l'étude relative au projet régional sur le travail des enfants de l'OIT et de l'ACDI, on trouve des enfants qui travaillent dans un éventail d'activités si étendu qu'il y a lieu de penser que le travail des enfants existe. De plus, elle avait noté que, selon l'étude relative au projet régional sur le travail des enfants de l'OIT et l'ACDI, l'administration de l'inspection du travail ne dispose ni des ressources humaines ni du cadre administratif qui serait nécessaire pour assurer l'inspection des lieux de travail par rapport au travail des enfants, et que la majorité des enfants travaillent dans l'économie informelle, secteur qui échappe en règle générale à l'attention de l'inspection du travail. La commission avait noté que le gouvernement avait indiqué qu'il consulterait les

organes compétents à ce sujet et qu'il avait engagé une procédure de recrutement de nouveaux inspecteurs du travail. Compte tenu de ces éléments, la commission avait observé que l'âge minimum d'admission à l'emploi ne s'applique qu'aux entreprises, alors que la plupart des enfants qui travaillent le font dans l'économie informelle. Elle avait rappelé au gouvernement que la convention vise toutes les branches d'activité économique et tous les types d'emploi et de travail, qu'ils relèvent ou non d'une relation d'emploi contractuelle, et que ce travail soit rémunéré ou non. **Notant l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement, la commission exprime de nouveau l'espoir qu'en engageant de nouveaux inspecteurs du travail l'inspection du travail renforcera son action concernant les enfants qui travaillent à leur propre compte ou qui travaillent dans l'économie informelle. A cet égard, elle prie de nouveau le gouvernement d'adapter et de renforcer les services de l'inspection du travail afin de garantir que la protection prévue par la convention soit assurée aux enfants qui travaillent dans ces secteurs. La commission prie le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations sur toutes mesures prises à cet égard.**

Article 2, paragraphes 2 et 5. Relèvement de l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. La commission avait précédemment noté que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, fixé par les Bahamas au moment de la ratification, était de 14 ans. Elle avait également noté que l'article 50(1) de la loi sur l'emploi prévoit l'interdiction générale de l'emploi d'enfants de moins de 14 ans dans toute entreprise, avec un certain nombre d'exceptions.

La commission note que l'article 7(2) de la loi sur la protection de l'enfant dispose qu'aucun enfant de moins de 16 ans ne doit être employé, sauf dans les cas déterminés au paragraphe 3, lequel prévoit que des enfants de moins de 16 ans peuvent être employés dans toute profession dans laquelle son emploi est autorisé par une autre loi ou prescrit par la présente loi. **La commission prie le gouvernement d'indiquer s'il a l'intention de relever l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, tel qu'initialement fixé (14 ans), à 16 ans, conformément à la loi sur la protection de l'enfant, et de modifier la loi sur l'emploi afin de supprimer cette disparité dans la législation nationale. Dans l'affirmative, la commission saisit cette occasion pour attirer l'attention du gouvernement sur les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de la convention, qui dispose que tout Membre ayant ratifié cette convention pourra, par la suite, informer le Directeur général du Bureau international du Travail, par de nouvelles déclarations, qu'il a relevé l'âge minimum spécifié précédemment. La commission serait reconnaissante au gouvernement d'envisager la possibilité de faire parvenir au Bureau une déclaration de cette nature.**

Article 2, paragraphe 3. Age de fin de scolarité obligatoire. La commission avait noté que, en vertu de l'article 22(3) de la loi sur l'éducation, l'âge de fin de scolarité obligatoire est fixé à 16 ans. Elle avait également noté que, selon des données de 2005 de l'Institut de statistique de l'UNESCO, le taux de scolarisation dans le primaire est de 92 pour cent pour les filles et 89 pour cent pour les garçons et, dans le secondaire, de 84 pour cent pour les filles et 83 pour cent pour les garçons. La commission avait en outre noté que, selon le rapport de l'UNESCO de 2008 intitulé: *L'éducation pour tous en 2015 – Un objectif accessible?* (Rapport 2008 de l'UNESCO sur l'éducation pour tous), des progrès avaient été accomplis pour atteindre l'objectif de l'éducation pour tous. La commission avait toutefois noté que, d'après le rapport de l'UNESCO de 2008, les Bahamas risquaient de ne pas avoir atteint l'objectif de l'éducation pour tous d'ici à 2015 en raison de la lenteur des progrès.

La commission note l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement. **Considérant que l'éducation obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le travail des enfants, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour accroître le taux de scolarisation et le taux d'achèvement à la fois dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire, afin d'atteindre l'objectif de l'éducation pour tous d'ici à 2015, et elle le prie de fournir des informations sur les résultats obtenus dans ce sens.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travail dangereux. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la législation nationale ne contient aucune disposition déterminant les types de travaux susceptibles de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents de moins de 18 ans. Elle avait également noté que le gouvernement indiquait qu'il entendait aborder ce problème dans le cadre des amendements prévus à la loi sur l'emploi, après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs. La commission avait noté à cet égard que le gouvernement indiquait avoir pris des dispositions avec le bureau régional de l'OIT pour établir une liste des travaux dangereux dans le cadre de son programme de pays pour le travail décent.

La commission note l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement. Elle note cependant qu'une délégation des Bahamas a participé à l'atelier sous-régional de l'OIT sur l'élimination de l'admission des enfants à des travaux dangereux dans un certain nombre de pays des Caraïbes, qui a eu lieu en octobre 2011. La commission note que cet atelier avait pour but de renforcer les compétences nécessaires à l'établissement d'une liste des travaux dangereux au moyen de consultations internes et d'une collaboration. **La commission invite par conséquent instamment le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'adoption, dans un proche avenir, des dispositions légales déterminant les types de travaux dangereux à interdire aux personnes de moins de 18 ans. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur les consultations tenues avec les organisations d'employeurs et de travailleurs concernées par ce sujet.**

Article 7. Travaux légers. La commission avait précédemment noté que l'article 7(3)(a) de la loi sur la protection de l'enfant prévoit qu'un enfant de moins de 16 ans peut être occupé par ses parents ou son tuteur à des travaux légers de caractère domestique, agricole ou horticole. Elle avait prié le gouvernement de préciser le nombre d'heures et les conditions dans lesquelles des travaux légers de caractère agricole, horticole ou domestique peuvent être effectués par des enfants de moins de 16 ans. La commission avait noté que le gouvernement avait indiqué qu'il s'engageait à fournir à la commission des informations sur les mesures prises ou envisagées par rapport aux dispositions ou aux règles qui détermineraient les activités constituant des travaux légers et les conditions dans lesquelles de telles activités peuvent être entreprises par des adolescents de 12 ans et plus. **Notant de nouveau l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement, la commission invite instamment le gouvernement à prendre ces mesures dans un proche avenir afin de donner effet à la convention sur ce point. Elle prie de nouveau le gouvernement de fournir toute information sur les progrès accomplis en la matière.**

Article 9, paragraphe 1. Sanctions. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la loi sur la protection de l'enfant ne prévoit pas de sanctions en cas d'infraction à l'article 7, relatif au travail des enfants. Elle avait prié le gouvernement d'indiquer les dispositions légales qui prévoient des sanctions en cas d'infraction aux dispositions donnant effet à la convention.

La commission note l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement. Elle rappelle de nouveau que, en vertu de l'article 9, paragraphe 1, de la convention, toutes les mesures nécessaires, y compris des sanctions appropriées, doivent être prises par l'autorité compétente en vue d'assurer l'application effective des dispositions de cette convention. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour veiller à ce que la réglementation prévoit des sanctions en cas d'infraction à l'article 7 de la loi sur la protection de l'enfant, relatif au travail des enfants. Elle prie le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations sur les progrès accomplis en la matière.**

Article 9, paragraphe 3. Registres d'emploi. La commission avait pris note, dans ses précédents commentaires, de l'indication du gouvernement selon laquelle certaines dispositions de la loi sur l'emploi donnent effet à cet article de la convention, notamment l'article 61(1) qui dispose que l'employeur doit conserver un registre des états de paie pour chaque salarié pendant trois ans. La commission avait observé que cette disposition de la loi sur l'emploi ne répond pas aux prescriptions de l'article 9, paragraphe 3, de la convention. Elle avait observé également que la loi sur la protection de l'enfant ne contient pas de disposition prescrivant la tenue par l'employeur de registres ou autres documents.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en vertu de l'article 71(a) de la loi sur l'emploi, les employeurs sont tenus d'établir et conserver, pour la période prescrite par la loi après l'achèvement du travail, des registres contenant les noms, adresses, âges, rémunérations, nombres d'heures travaillées, congés annuels et autres conditions de travail de chacun de leurs employés, tels qu'ils sont prescrits par la loi. En vertu de l'article 71(b), les employeurs sont tenus de fournir ces informations au ministère du Travail, si le ministre les demande. Le gouvernement indique également qu'il est en train d'étudier une proposition des organisations de travailleurs visant à modifier l'article 71 de la loi sur l'emploi pour permettre à un travailleur ou à son représentant syndical de demander à son employeur de communiquer au ministre du Travail les informations contenues dans ces registres. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès accomplis en ce qui concerne la modification de l'article 71 de la loi sur l'emploi et de transmettre une copie du nouvel article une fois modifié.**

Application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique. **Notant l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement, la commission prie de nouveau ce dernier de fournir des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique, y compris, par exemple, des statistiques sur l'emploi des enfants et des adolescents, en particulier dans l'économie informelle, de même que des extraits de rapports des services d'inspection et des informations sur le nombre et la nature des infractions signalées ainsi que sur les sanctions imposées. Dans la mesure du possible, ces informations devraient être ventilées par âge et par sexe.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Bahreïn

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

Articles 3 d) et 4 de la convention. Travaux dangereux et détermination des travaux dangereux. La commission a noté précédemment que l'article 51 de la loi sur le travail prévoit que les adolescents de moins de 16 ans peuvent être employés dans des activités et professions autres que celles qui sont reconnues dangereuses ou insalubres et sont énumérées à ce titre dans un arrêté pris conjointement par le ministère de la Santé et le ministère du Travail et des Affaires sociales. Elle a cependant noté que, d'après les indications du gouvernement, la loi sur le travail devait être modifiée afin de prévoir la protection prescrite par la convention à l'égard des personnes de moins de 18 ans.

La commission note avec **satisfaction** que le gouvernement a adopté une nouvelle loi sur le travail n° 36 de 2012 qui interdit notamment d'utiliser des mineurs de moins de 18 ans à des travaux dangereux et à des travaux mettant en danger leur santé et leur moralité (art. 27). La commission note également avec **intérêt** que le ministère du Travail a promulgué l'ordonnance n° 23 de 2013 qui contient une liste de 34 professions et industries interdites aux enfants de moins de 18 ans dont les travaux souterrains et miniers; le travail dans les fours de fonderie et le traitement des minerais; la fabrication d'explosifs; la production d'alcool, de batteries électriques, de ciment, de peintures, de charbon, d'étain; le travail dans des entrepôts d'engrais, des raffineries de pétrole et de substances chimiques, dans les abattoirs; le transport routier et ferroviaire de passagers; le chargement et déchargement de marchandises; le travail d'accompagnateur dans des aires de jeux; les processus de réfrigération et de congélation; et les processus de teinture et de blanchissage des textiles.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Bangladesh

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Vente et traite d'enfants. La commission a précédemment noté que les articles 5(1) et 6(1) de la loi sur la répression de la violence envers les femmes et les enfants (loi sur la répression) interdisent la vente et la traite de femmes (quel que soit leur âge) et d'enfants aux fins de prostitution et d'actes immoraux. Elle a noté que, aux termes de l'article 2(k) de la loi sur la répression, telle que modifiée en 2003, le terme «enfant» désigne toute personne de moins de 16 ans. Elle a demandé au gouvernement de s'assurer que la législation nationale interdit la vente et la traite des garçons de 16 à 18 ans ainsi que la vente et la traite d'enfants, qu'il s'agisse de garçons ou de filles, à des fins d'exploitation par le travail.

La commission note avec **satisfaction** que le gouvernement a promulgué la loi n° 3 de 2012 sur la prévention et l'élimination de la traite (loi sur la traite de 2012) qui contient des dispositions interdisant la traite d'enfants de moins de 18 ans à des fins d'exploitation sexuelle ou d'exploitation par le travail. Elle note que, aux termes des articles 3 et 6 de la loi sur la traite de 2012, toute personne qui commet un délit de vente, d'achat, de recrutement, d'accueil, de déportation, de transfert ou d'envoi à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire du Bangladesh d'un enfant (défini comme une personne de moins de 18 ans aux termes de l'article 2(14)) à des fins d'exploitation sexuelle, d'exploitation par le travail ou de toute autre forme d'exploitation sera sanctionnée d'une peine d'emprisonnement rigoureuse qui ne pourra pas être inférieure à cinq ans et d'une amende de 50 000 takas. La commission note également que l'article 21 de la loi sur la traite de 2012, prévoit la création d'un tribunal des délits de traite des personnes, au niveau du district, qui sera compétent pour juger des délits sanctionnables au titre de cette loi. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application des dispositions de la loi sur la traite de 2012, y compris sur le nombre de délits liés à la traite d'enfants dont a été saisi le tribunal des délits de traite personnes et sur les sanctions appliquées.**

Articles 3 d) et 4, paragraphe 1. Travail dangereux. 1. Détermination des travaux dangereux. La commission a précédemment prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'adoption de la liste des types de travail dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans.

La commission note avec **satisfaction** que le gouvernement, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, a adopté une liste de 38 types de travail dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans. Cette liste comprend: le travail dans des ateliers automobiles et dans la mécanique électrique; la recharge des batteries; la fabrication des bidis, des cigarettes, des allumettes; la taille des briques ou des pierres; la fabrication de plastique, de savon, de pesticides, d'objets en cuir; le travail des métaux; la soudure; le travail sur des chantiers de construction; le séchage ou le blanchiment; le tissage; le travail dans les usines chimiques; la boucherie; le travail en tant qu'aide des conducteurs de camion, de tampo ou d'autocar; et le travail dans les ports et sur les navires.

2. Travail domestique des enfants. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que les enfants domestiques travaillaient dans des conditions assimilables à la servitude. Elle a également noté que les enfants domestiques constituaient un groupe à haut risque échappant aux contrôles habituels de l'inspection du travail et qui est victime d'abus et d'exploitation. Ces enfants ont souvent de longues journées de travail, une rémunération peu élevée, voire inexistante, une mauvaise alimentation, une surcharge de travail et des risques liés aux conditions de travail qui ont des effets sur leur santé physique. La commission a exprimé sa vive préoccupation devant le nombre et la situation des enfants travaillant comme domestiques dans le pays, et elle a prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en droit comme dans la pratique, pour protéger les enfants domestiques de moins de 18 ans contre le travail dangereux.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il a formulé un projet de politique de protection et de bien-être des travailleurs domestiques. Elle note que ce projet de politique contient des dispositions interdisant l'emploi d'enfants de moins de 14 ans à des travaux domestiques et le recrutement d'enfants domestiques pour effectuer des travaux lourds et dangereux. Ce projet de politique propose également la mise en place d'un système d'enregistrement des travailleurs domestiques; des sanctions en cas d'acte illégal à l'encontre des travailleurs domestiques; et la création de dispositifs d'inspection et de contrôle réguliers impliquant les organisations gouvernementales et les membres de la société civile dans la protection des droits des travailleurs domestiques. **La commission exprime le ferme espoir que le projet de politique de protection et de bien-être des travailleurs domestiques soit adopté dans un proche avenir. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour appliquer cette politique, en particulier en ce qui concerne la protection des enfants domestiques contre les travaux dangereux, et sur les résultats obtenus en termes de nombre d'enfants domestiques dont l'emploi aura été empêché, de retrait d'enfants domestiques des travaux dangereux et d'enfants domestiques réadaptés.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa a). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite. Faisant suite à ses commentaires précédents, la commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles, par

l'intermédiaire du projet de Services aux enfants à risque, un total de 2 692 enfants (1 345 filles et 1 347 garçons) a bénéficié de services comprenant notamment une éducation informelle, une éducation au développement des compétences et une formation aux moyens d'existence. La commission note également que, d'après le rapport du gouvernement, dans le cadre du projet d'enseignement de base pour les enfants travailleurs difficilement accessibles des zones urbaines, un total de 146 942 enfants travailleurs, âgés de 10 à 14 ans, a reçu une éducation de base, et que 31 089 de ces enfants ont été scolarisés dans des établissements d'enseignement primaire. De plus, 3 402 enfants de plus de 13 ans ont reçu une formation aux moyens d'existence. Le projet de protection sociale adaptée aux besoins des enfants, 2012-2016 (CSPB), mis en œuvre avec l'assistance technique de l'UNICEF, fournit sous conditions des transferts en espèces de 2 000 takas par mois, durant une période pouvant aller jusqu'à dix-huit mois, pour les enfants défavorisés afin qu'ils ne s'engagent pas dans le travail des enfants.

La commission note également que, d'après le rapport de pays de juillet 2011 du programme «Comprendre le travail des enfants au Bangladesh», un projet intitulé «Amélioration de la qualité et de l'accès de l'enseignement secondaire», destiné aux garçons et aux filles pauvres, fournit des subventions et une aide au paiement des frais d'éducation à 800 000 garçons et filles et un appui au paiement des frais d'éducation à 500 000 filles supplémentaires. La commission note également que, d'après des informations de l'OIT/IPEC, le gouvernement, dans le cadre des efforts qu'il déploie pour assurer l'éducation pour tous, a créé des installations d'enseignement pour 916 000 enfants dans 26 646 centres d'apprentissage de 89 sous-districts sélectionnés et six villes divisionnaires pour faire en sorte que les enfants défavorisés de 7 à 14 ans, y compris les enfants qui travaillent, soient scolarisés dans l'enseignement primaire. La commission prend note également de l'information du gouvernement selon laquelle une politique nationale d'éducation 2010 a été adoptée afin d'assurer l'éducation primaire obligatoire jusqu'à la huitième année, avec ensuite des possibilités d'enseignement professionnel, et pour assurer l'inscription des élèves dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire et la poursuite de leur scolarité dans ces établissements. La commission note que, d'après les statistiques de l'UNICEF pour 2012, le taux net de scolarisation à l'école primaire était de 77,2 pour cent pour les garçons et de 81,2 pour cent pour les filles. Elle prend bonne note des mesures prises par le gouvernement. ***Considérant que l'éducation contribue à empêcher que les enfants ne s'engagent dans les pires formes de travail des enfants, la commission encourage fermement le gouvernement à poursuivre ses efforts en vue d'offrir une éducation de base gratuite pour, ce faisant, garantir leur inscription dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire et faire en sorte qu'ils y poursuivent leur scolarité. La commission prie également le gouvernement de fournir des statistiques actualisées et ventilées sur les taux de scolarisation et les taux d'abandon scolaire.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Belgique

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1988)

Article 3, paragraphe 3, de la convention. Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, aux termes de l'article 8 de l'arrêté royal relatif à la protection des jeunes au travail du 3 mai 1999 (arrêté royal de 1999), il est interdit d'employer des jeunes de moins de 18 ans aux travaux dangereux prévus à l'alinéa 2 de l'article 8 de l'arrêté, à savoir les travaux qui impliquent une exposition à des agents toxiques, cancérogènes, causant des altérations génétiques héréditaires, ayant des effets néfastes pour le fœtus pendant la grossesse ou ayant tout autre effet néfaste chronique sur l'être humain. Cependant, l'article 10 de l'arrêté prévoit que les «jeunes au travail», c'est-à-dire tout travailleur mineur âgé de 15 ans ou plus qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein, l'apprenti, le stagiaire, l'élève et l'étudiant (article 2) peuvent exécuter les travaux dangereux sous les conditions de sécurité prévues dans l'article.

La commission a noté qu'un nouveau Code sur le bien-être au travail était en processus d'adoption. Elle a noté que ce nouveau code devait consolider les arrêtés royaux relatifs au bien-être des travailleurs, incluant l'arrêté royal de 1999, qui devait être modifié de manière à relever à 16 ans l'âge minimum du jeune au travail et ainsi faire en sorte que les jeunes ne pourraient désormais être occupés à des travaux dangereux qu'à partir de l'âge de 16 ans. Toutefois, la commission a noté que le Code sur le bien-être au travail n'avait toujours pas été publié.

La commission note une nouvelle fois avec **regret** l'indication du gouvernement selon laquelle, la volonté politique ayant été concentrée sur d'autres sujets, la publication du Code sur le bien-être au travail serait à nouveau repoussée. Cependant, le gouvernement indique que, afin de se conformer aux prescriptions de la convention, la Direction générale pour l'humanisation du travail a élaboré un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal de 1999 – en dehors de la finalisation du Code sur le bien-être au travail, mais qui y sera intégré par la suite – de façon à ce que cet arrêté puisse être signé et publié plus rapidement. Il est notamment prévu d'ainsi modifier l'article 10 de cet arrêté de manière à relever l'âge minimum du jeune au travail à 16 ans.

La commission rappelle à nouveau au gouvernement que, en vertu de l'article 3, paragraphe 3, de la convention, la législation nationale pourra, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs, autoriser l'exécution de

travaux dangereux par des adolescents dès l'âge de 16 ans à condition que leur santé, leur sécurité et leur moralité soient pleinement garanties et qu'ils aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle. *Notant que la commission soulève ce point depuis plus de dix ans, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que, soit le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal de 1999, soit le nouveau Code sur le bien-être au travail, entre en vigueur dans les plus brefs délais. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau réalisé à cet égard dans son prochain rapport.*

Bénin

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

Article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention. Age minimum d'admission aux travaux dangereux et détermination de ces types de travail. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que le projet de décret portant fixation de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans – y compris le travail domestique – avait été approuvé par le Conseil national du travail au cours de sa session de juin 2010 et qu'il avait été transmis au gouvernement pour adoption.

La commission note avec *satisfaction* que le décret n° 2011-029 portant fixation de la liste des travaux dangereux en République du Bénin a été adopté le 31 janvier 2011. Ce décret contient une liste détaillée des types de travail considérés trop dangereux et dans lesquels les enfants de moins de 18 ans ne peuvent pas s'engager. Ceux-ci comprennent des travaux de construction métallique, tôlerie, ferblanterie, menuiserie, agriculture, élevage, pêche, commerce, transport, concassage et taille de pierres, orpaillage, coiffure et travaux domestiques. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application du décret n° 2011-029, notamment le nombre et la nature de violations concernant des adolescents engagés dans des travaux dangereux.*

Articles 6 et 9, paragraphe 1. Apprentissage et sanctions. La commission a précédemment noté que la violation des dispositions du Code du travail ou des arrêtés relatifs à l'emploi des enfants est passible, en vertu des articles 298 à 308 du Code du travail, d'une amende et d'une peine d'emprisonnement.

La commission note l'information transmise par le gouvernement dans les rapports relatifs aux visites d'inspection dans les ateliers effectuées en 2013 et 2014. Selon ces rapports, le Service départemental de la formation continue et de l'apprentissage a effectué des visites d'inspection dans la ville de Porto-Novo (2013) et dans le département du Borgou-Alibori (2014). Ces visites ont permis de relever des cas de non-respect de l'âge minimum requis pour l'apprentissage; des enfants de 9 à 12 ans ont été détectés travaillant dans des ateliers comme apprentis. La commission note également les informations du gouvernement selon lesquelles les visites d'inspection effectuées par le Service départemental de la formation continue et de l'apprentissage ont permis de relever la précarité des conditions de travail des enfants dans les ateliers et centres d'apprentissage, la non-rémunération des apprentis et les châtiments corporels auxquels ils peuvent être assujettis.

La commission note cependant les informations contenues dans les rapports précités qui indiquent que les patrons d'artisans demeurent réticents à fournir les informations demandées par les équipes de contrôle et que ces équipes arrivent rarement à rencontrer les patrons eux-mêmes pour les sensibiliser. En outre, les inspecteurs rapportent qu'ils privilégient le dialogue et la sensibilisation plutôt que l'application de sanctions. Bien que le dialogue et la sensibilisation soient des moyens importants dans la prévention et l'élimination du travail des enfants, la commission rappelle que l'article 9, paragraphe 1, de la convention requiert que l'autorité compétente prenne toutes les mesures nécessaires, y compris des sanctions appropriées, en vue d'assurer l'application effective des dispositions de la présente convention. *La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que des sanctions efficaces et suffisamment dissuasives soient appliquées dans la pratique en cas d'infraction aux dispositions relatives à l'âge minimum d'admission de 14 ans à l'apprentissage. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard et sur le nombre et la nature des sanctions infligées dans la pratique.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats autonomes (CSA-Bénin), transmises par la Confédération syndicale internationale (CSI) en date du 30 août 2013.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants et application de la convention dans la pratique. Alinéa a). Vente et traite d'enfants. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté l'adoption de la loi n° 2006-04 du 5 avril 2006 portant conditions de déplacement des mineurs et répression de la traite d'enfants en République du Bénin, laquelle interdit notamment la vente et la traite des enfants aux fins d'exploitation économique et sexuelle. La commission a cependant exprimé sa préoccupation devant l'ampleur du phénomène de la traite interne des

enfants à des fins d'exploitation économique au Bénin et devant la diminution du nombre de condamnations suite à l'adoption de la loi n° 2006-04.

La commission prend note de l'observation de la CSA-Bénin selon laquelle le phénomène de la traite des enfants existe toujours au Bénin, et les enfants sont convoyés dans les pays limitrophes pour servir dans les mines, les champs ou à titre de domestiques, faisant en sorte que le Bénin constitue un pays de transit. La CSA-Bénin fait également observer que le phénomène de la traite s'est accentué parce que les parents en extrême pauvreté choisissent de sacrifier leur enfant afin de garantir des revenus réguliers.

Le gouvernement indique, dans son rapport, que des efforts ont été faits depuis 2010 en matière de lutte contre la traite des enfants. Le gouvernement mentionne notamment l'installation de cinq nouveaux commissariats de police au niveau des zones frontalières, portant ainsi à 21 le nombre de commissariats de police aux frontières. En outre, trois brigades frontalières civiles et unités de surveillance frontalière ont été installées en 2012. Le gouvernement indique également qu'il y a eu des condamnations et sanctions contre des auteurs de traite des enfants.

Cependant, la commission note avec **préoccupation** que, selon les estimations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 40 000 enfants sont victimes de traite au Bénin. Les secteurs principaux dans lesquels les enfants sont exploités sont le service domestique et l'agriculture, incluant les exploitations de coton et de noix de cajou. Les enfants sont également forcés de travailler dans le secteur de la pêche, dans les mines et carrières, en tant que vendeurs dans les rues, ainsi que dans l'industrie du transport. **Par conséquent, la commission prie le gouvernement de renforcer ses efforts afin d'assurer, dans la pratique, la protection des enfants de moins de 18 ans contre la vente et la traite aux fins d'exploitation de leur travail. A cet égard, elle prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes qui se livrent à la vente et à la traite d'enfants soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique, conformément à la législation nationale en vigueur. La commission prie le gouvernement de fournir des informations concrètes sur l'application de la loi n° 2006-04, en communiquant notamment des statistiques sur le nombre de condamnations et sanctions pénales prononcées.**

Article 3 d). Travaux dangereux. Enfants vidomégons. La commission a précédemment noté que le Bénin comptait un nombre important d'enfants *vidomégons*, des enfants placés auprès d'un tiers par leurs parents ou par une personne intermédiaire dans le but de leur faire acquérir une éducation ou de les faire travailler et qui sont, pour la plupart, des enfants non scolarisés issus de zones rurales. Elle a noté que ce phénomène, autrefois considéré comme une marque de solidarité traditionnelle entre parents et membres d'une famille, connaît quelques déviations. Certains enfants impliqués dans ce système sont victimes de maltraitance, voire même de violences physiques et psychologiques. La commission a noté que le projet de décret portant fixation de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans – lequel inclurait les travaux de maison – avait été approuvé par le Conseil national du travail au cours de sa session de juin 2010 et qu'il avait été transmis au gouvernement pour adoption. La commission a également noté l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de Code de protection de l'enfant, transmis à la Cour suprême pour avis, contenait des dispositions concernant les enfants *vidomégons*.

La commission prend bonne note que le décret n° 2011-029 portant fixation de la liste des travaux dangereux en République du Bénin a été adopté le 31 janvier 2011. Ce décret porte le travail domestique aux niveaux des travaux moyennement et hautement dangereux et interdit aux enfants de moins de 18 ans de s'y engager. La commission note également que le gouvernement indique, dans son rapport communiqué au titre de l'application de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, que le projet de loi portant Code de l'enfant est à étude à l'Assemblée nationale avec l'espoir qu'il sera adopté avant la fin de l'année 2014. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces afin de veiller à ce que le décret n° 2011-029 soit effectivement appliqué et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées contre les personnes ayant soumis des enfants de moins de 18 ans à des travaux domestiques dangereux. Elle prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard, ainsi que sur les progrès réalisés dans l'adoption du Code de l'enfant.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que les enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et prévoir l'aide pour les soustraire à ces formes de travail. Enfants travaillant dans les mines et carrières. La commission note l'observation faite par la CSA-Bénin selon laquelle, dans certaines localités du pays, il n'est pas rare de voir les enfants mineurs travailler avec leurs parents, notamment dans le concassage des pierres pour la vente.

A cet effet, la commission note qu'une étude a été menée dans le cadre du projet de l'OIT/IPEC ECOWAS II, laquelle révèle que 2 995 enfants ont été trouvés travaillant dans 201 différents sites miniers; 88 pour cent d'entre eux sont des enfants en âge scolaire. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour protéger les enfants des travaux dangereux dans le secteur des mines et carrières. Elle prie le gouvernement de transmettre des informations concrètes sur le nombre d'enfants qui auront été protégés ou soustraits de ce type de travail dangereux, puis réadaptés et intégrés socialement.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Etat plurinational de Bolivie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1997)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 31 août 2014, ainsi que de la réponse du gouvernement, reçue en date du 26 novembre 2014.

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Age minimum d'admission à l'emploi ou au travail. La commission rappelle ses précédents commentaires dans lesquels elle a noté que, aux termes de l'article 126(1) du Code de l'enfance et de l'adolescence, l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail était de 14 ans, et que l'article 58 de la loi générale du travail interdisait tout travail d'enfants de moins de 14 ans, ce qui était en conformité avec l'âge minimum fixé par le gouvernement lors de sa ratification de la convention.

La commission prend note de l'observation présentée par la CSI concernant l'adoption par le gouvernement du nouveau Code de l'enfance et de l'adolescence du 17 juillet 2014, qui modifie l'article 129 du code précédent en abaissant l'âge minimum du travail des enfants à 10 ans pour les travailleurs indépendants et à 12 ans pour les enfants engagés dans une relation d'emploi, dans des circonstances exceptionnelles. La CSI fait valoir que ces dérogations à l'âge minimum de 14 ans sont incompatibles avec les exceptions de la convention à l'âge minimum autorisé pour des travaux légers, aux termes de l'article 7, paragraphe 4, qui n'autorise pas le travail des enfants de moins de 12 ans. La commission prend note également de la déclaration de la CSI selon laquelle le fait d'autoriser des enfants à travailler dès l'âge de 10 ans aura inévitablement des conséquences sur leur scolarité obligatoire, laquelle, dans l'Etat plurinational de Bolivie, a une durée fixée à douze ans, c'est-à-dire au moins jusqu'à l'âge de 16 ans. De plus, la CSI allègue que, en opérant une distinction entre l'âge minimum pour des travaux légers effectués par des enfants travailleurs indépendants (10 ans) et l'âge minimum dans une relation d'emploi (12 ans), le code fait une discrimination entre ces deux groupes d'enfants qui devraient bénéficier du même niveau de protection.

La commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport ainsi que dans sa réponse aux allégations de la CSI, selon laquelle les nouvelles dérogations à l'âge minimum de 14 ans, telles que définies à l'article 129 du code, ne peuvent être enregistrées et autorisées qu'à la condition que le travail exercé ne menace pas le droit à l'éducation, la santé, la dignité ou le développement intégral de l'enfant.

La commission **déplore vivement** les récentes modifications apportées à l'article 129 du Code de l'enfance et de l'adolescence, qui autorise l'autorité compétente à approuver le travail d'enfants et d'adolescents âgés de 10 à 14 ans dans des activités indépendantes et le travail d'enfants et d'adolescents âgés de 12 à 14 ans pour une tierce partie. La commission souligne que l'objectif de la convention est d'éliminer le travail des enfants et qu'elle autorise et encourage le relèvement de l'âge minimum, mais pas son abaissement une fois qu'il a été fixé. La commission rappelle que l'Etat plurinational de Bolivie a fixé un âge minimum de 14 ans lorsqu'il a ratifié la convention, et que la dérogation à l'âge minimum d'admission à l'emploi aux termes de l'article 129 du Code de l'enfance et de l'adolescence n'est pas conforme avec cette disposition de la convention. De plus, la commission note avec une **profonde préoccupation** la distinction faite entre l'âge minimum pour les enfants travailleurs indépendants, fixé à 10 ans, et l'âge minimum pour les enfants engagés dans une relation d'emploi, fixé à 12 ans. Comme la commission l'a noté dans son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales (paragr. 550 et 551), elle est fermement convaincue que les enfants travailleurs indépendants devraient se voir garantir au moins la même protection législative, d'autant plus qu'un grand nombre d'entre eux travaillent dans l'économie informelle et dans des conditions dangereuses. **La commission prie par conséquent instamment et fermement le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour s'assurer que soit amendé l'article 129 du Code de l'enfance et de l'adolescence du 17 juillet 2014 fixant l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, y compris le travail pour son propre compte, afin de mettre cet âge en conformité avec celui spécifié au moment de la ratification et avec les prescriptions de la convention, soit au minimum 14 ans.**

Article 7, paragraphes 1 et 4. Travaux légers. La commission note que les articles 132 et 133 du Code de l'enfance et de l'adolescence du 17 juillet 2014 autorisent les enfants de moins de 14 ans à travailler, sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente, dans des conditions qui limitent leurs horaires de travail, ne sont pas dangereuses pour leur vie, leur santé, leur intégrité ou leur image et n'interfèrent pas avec leur accès à l'éducation. La commission rappelle que, aux termes de la clause de flexibilité figurant à l'article 7, paragraphes 1 et 4, de la convention, les lois ou règles nationales peuvent autoriser l'emploi de personnes de 12 à 14 ans à des travaux légers qui ne sont pas susceptibles de porter préjudice à leur santé ou à leur développement et qui ne sont pas de nature à porter préjudice à leur assiduité scolaire, à leur participation à des programmes d'orientation ou de formation professionnelles approuvés par l'autorité compétente ou à leur aptitude à bénéficier de l'instruction reçue. La commission note cependant que les articles 132 et 133 du Code de l'enfance et de l'adolescence ne fixent pas un âge minimum de 12 ans, tel que requis par l'article 7, paragraphe 4. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour assurer la modification des articles 132 et 133 du Code de l'enfance et de l'adolescence du 17 juillet 2014 afin de fixer un âge minimum de 12 ans pour l'admission aux travaux légers, conformément aux prescriptions de l'article 7, paragraphes 1 et 4, de la convention.**

Article 9, paragraphe 3. Tenue de registres. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que la législation nationale ne contenait pas de dispositions donnant effet à l'obligation de l'employeur de tenir des registres. La commission note que, aux termes de l'article 138 du Code de l'enfance et de l'adolescence, des registres des enfants qui travaillent sont à présent obligatoires pour l'obtention des autorisations de travail. Bien que prenant note des efforts déployés par le gouvernement pour la prescription de registres, la commission constate avec **regret** que ces registres incluent l'autorisation de travailler pour des enfants de 10 à 14 ans. A cet égard, elle attire l'attention du gouvernement sur ses commentaires sous l'article 2, paragraphe 1, selon lesquels aucune autorisation de travailler ne devrait être accordée pour des enfants de moins de 14 ans. En outre, elle rappelle au gouvernement que, en vertu de l'article 9, paragraphe 3, de la convention, la législation nationale doit prescrire les registres que l'employeur doit tenir et conserver à disposition et qui doivent indiquer le nom et l'âge ou la date de naissance, dûment attestés, des personnes occupées par lui ou travaillant pour lui et dont l'âge est inférieur à 18 ans. **La commission prie par conséquent le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour harmoniser cette disposition du Code de l'enfance et de l'adolescence avec la convention sur ces deux points, ainsi que de fournir des informations sur le travail des enfants, ventilées par âge et par sexe.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de fournir des données complètes à la Conférence à sa 104^e session et de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2003)

Articles 3 a) et 7, paragraphe 2 a) et b), de la convention. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et fournir une aide directe pour soustraire les enfants de ce travail et pour les réadapter et les intégrer socialement. Servitude pour dettes et travail forcé et obligatoire dans l'industrie de la canne à sucre et dans la cueillette des noix du Brésil. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté la fréquence et les conditions d'exploitation des enfants qui travaillent dans des conditions dangereuses dans les plantations de canne à sucre et dans la cueillette des noix.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient pas de nouvelle information concernant les mesures prises ou envisagées – que ce soit des mesures nationales ou des mesures prises dans un délai déterminé – axées sur l'élimination des pires formes de travail des enfants dans les plantations de canne à sucre et les plantations où s'effectue la cueillette des noix du Brésil. La commission note cependant que le gouvernement a mis en œuvre un projet concernant les droits des enfants travaillant dans les plantations de canne à sucre et dans la cueillette des noix ainsi que dans les mines, qui a pour but, entre autres, d'appliquer des mesures visant à empêcher que des enfants ne travaillent dans ces conditions dangereuses. Selon le rapport sur l'état d'avancement du projet, 5 000 familles ont été contactées et sensibilisées dans les plantations de canne à sucre entre mai et novembre 2013, y compris 2 900 enfants de moins de 13 ans, et 2 500 enfants ont été identifiés dans les plantations de noix. La commission prend note également du programme gouvernemental de mesures d'incitation pour les entreprises «Triple Sello» qui conditionne l'offre de certaines prestations à l'apport de preuves par l'entreprise qu'elle ne pratique aucune forme de travail des enfants, y compris dans les travaux liés à la cueillette des noix. La commission note également que, sur la base du Plan d'action 2013-2017 avec l'UNICEF, un programme a été mis en place dans 17 municipalités boliviennes de production de noix et de canne à sucre pour fournir aux enfants une aide à l'éducation et que 3 400 enfants ont été réinsérés dans l'enseignement de base. Enfin, la commission prend note des statistiques du gouvernement, lequel indique le nombre d'enquêtes menées dans les plantations de canne à sucre mais ne fournit pas d'information concernant le nombre des infractions ou les sanctions imposées en pareil cas. **Notant l'absence d'information concrète sur ce point, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris des mesures efficaces prises dans un délai déterminé dans le contexte des projets susmentionnés, pour empêcher les enfants de devenir victimes de servitude pour dettes ou de travail forcé dans l'industrie de la canne à sucre et celle de la cueillette des noix du Brésil et pour soustraire les enfants victimes de ces pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. La commission prie également le gouvernement d'expliquer comment il s'assure que les personnes qui ont recours au travail d'enfants de moins de 18 ans dans l'industrie de la canne à sucre et celle de la cueillette des noix du Brésil, dans des conditions de servitude pour dettes ou de travail forcé, font l'objet de poursuites et que des sanctions efficaces et dissuasives leur sont appliquées.**

Articles 3 d) et 7, paragraphe 2 a) et b). Travaux dangereux. Enfants qui travaillent dans les mines. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour la prévention, l'aide et la soustraction. La commission a précédemment pris note du fait que plus de 3 800 enfants travaillaient dans les mines d'étain, de zinc, d'argent et d'or dans le pays et que, bien que l'article 134 du Code de l'enfance et de l'adolescence contenait une liste détaillée des types de travaux dangereux interdits aux adolescents, y compris le travail effectué par des enfants dans les mines, il n'y avait pas d'information sur l'application de la législation nationale dans la pratique. Elle a de plus pris note des mesures de sensibilisation éducative et des alternatives économiques offertes aux familles des enfants qui travaillaient dans les mines.

La commission prend note des statistiques du gouvernement selon lesquelles 8 pour cent seulement des 62 inspections dans les mines ont permis de découvrir des enfants y travaillant alors qu'ils étaient âgés de moins de 12 ans. Cependant, la commission note aussi que, selon le rapport sur l'état d'avancement du projet relatif aux droits humains des enfants dans les plantations de canne à sucre et de noix du Brésil et dans les mines, environ 2 000 enfants ont été identifiés en 2013 comme engagés dans des activités professionnelles dans les mines artisanales traditionnelles des municipalités de Potosí et Oruro. La commission note aussi les statistiques fournies par le médiateur (Défenseur du peuple) selon lesquelles 145 adolescents ont été découverts en train de travailler dans des mines de Cerro Rico en juin et juillet 2014. ***Notant l'indication du gouvernement selon laquelle il a l'intention d'élaborer une politique nationale d'élimination du travail des enfants au cours des deux prochaines années, la commission le prie de poursuivre ses efforts pour élaborer cette politique et de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour empêcher que des enfants exercent des travaux dangereux dans les mines, pour les soustraire à ces travaux et pour les réadapter.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Botswana

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Article 4, paragraphe 1, de la convention. Détermination du travail dangereux. La commission a noté précédemment que, selon les déclarations du gouvernement, le Conseil consultatif tripartite du travail avait établi un projet de liste des types de travail dangereux, projet qui devait être diffusé pour approbation auprès des divers ministères compétents. La commission a donc instamment prié le gouvernement de poursuivre les efforts visant à l'adoption dans un proche avenir de la liste déterminant les types de travail dangereux pour lesquels il sera interdit d'employer des personnes de moins de 18 ans.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle la liste de ces types de travail dangereux n'a pas encore été finalisée. ***La commission exprime le ferme espoir que la liste déterminant les types de travail dangereux dont l'accès doit être interdit aux personnes de moins de 18 ans sera adoptée dans un très proche avenir. Elle prie le gouvernement d'en communiquer copie lorsqu'elle sera adoptée.***

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces devant être prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Aide directe nécessaire pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants. Enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note des déclarations du gouvernement selon lesquelles une action était déployée à la fois pour empêcher que des enfants ne soient soumis à une exploitation sexuelle commerciale et pour retirer ceux qui se trouvaient dans une telle situation, et que deux organismes, à savoir Humana People to People et Childline Botswana, déployaient leurs efforts dans ce sens. La commission a demandé que le gouvernement intensifie les efforts déployés en collaboration avec l'OIT/IPEC afin d'assurer l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire de leur situation les enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.

La commission note que le gouvernement déclare que les enfants faisant l'objet d'exploitation sexuelle commerciale sont considérés comme justifiant de la protection prévue par la loi de 2009 sur l'enfance. Elle note également que, selon l'article 54 de cette loi, le ministre compétent développera, en faveur des enfants victimes d'abus ou d'exploitation, des programmes et des mesures de réhabilitation s'appuyant notamment sur des activités de conseil sociales et d'autres formes de soutien psychologique propres à assurer la réinsertion de ces enfants. ***La commission prie le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé visant à soustraire les enfants à l'exploitation sexuelle commerciale et assure l'aide nécessaire et appropriée aux adolescents ou enfants victimes de ces pires formes de travail des enfants, en application de l'article 54 de la loi sur l'enfance. Elle le prie également de fournir des informations sur le nombre des enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale qui auront effectivement été soustraits à cette situation et dont on aura assuré la réadaptation et l'intégration sociale.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Burkina Faso

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1999)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que le travail des enfants touchait 41,1 pour cent des enfants de 5 à 17 ans au Burkina Faso, soit 1 658 869 enfants travailleurs. Près de 30 pour cent des enfants de 5 à 9 ans et 47,6 pour cent des enfants de 10 à 14 ans travaillaient dans des secteurs économiques variés. A cet égard, la commission a noté que la majorité des enfants travaillaient dans l'agriculture et l'élevage, et les groupes les plus exposés exerçaient leurs activités comme apprentis dans l'économie informelle sur les sites d'orpillage et, particulièrement pour les filles, comme

domestiques, vendeuses ou apprenties. La commission a noté que le gouvernement a adopté, le 15 février 2012, le Plan d'action national de lutte contre les pires formes de travail des enfants au Burkina Faso 2011-2015 (PAN/PFTE), élaboré en collaboration avec l'OIT/IPEC, dont l'objectif général est de réduire l'incidence du travail des enfants d'ici à 2015.

La commission note les informations du gouvernement selon lesquelles, dans le cadre de la mise en œuvre du PAN/PFTE, 126 contrôles ont été menés en 2013 en matière de travail des enfants, dont 104 sur les sites d'orpaillage, 10 dans les champs et 12 dans le secteur de l'économie informelle. Ces contrôles ont permis de recenser 1 411 enfants en situation de travail, dont 1 195 dans le secteur de l'orpaillage et 215 dans l'économie informelle (menuiserie, mécanique, couture, petit commerce, etc.). Le gouvernement indique aussi que, en 2013, 50 séances de renforcement des capacités des acteurs intervenant en matière de lutte contre le travail des enfants ont eu lieu; 107 rencontres de sensibilisation ont été organisées qui ont permis de toucher environ 30 000 personnes; et le Comité national de coordination (CNC) du PAN/PFTE a été créé. En outre, le gouvernement indique qu'il a entrepris un certain nombre d'actions visant le renforcement de la capacité de l'inspection du travail en matière d'inspection du travail des enfants, dont l'élaboration et la validation d'un module sur le travail des enfants en vue de son intégration dans les curricula de formation des inspecteurs et contrôleurs du travail et la création d'un plan de formation pour les inspecteurs du travail traitant de divers domaines dont celui de la lutte contre le travail des enfants.

Tout en prenant bonne note des mesures prises par le gouvernement, la commission exprime sa **préoccupation** devant le nombre important d'enfants sous l'âge minimum d'admission à l'emploi qui travaillent au Burkina Faso. **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants. A cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'impact du PAN/PFTE et des mesures de renforcement de l'inspection du travail en termes du nombre d'enfants travailleurs de moins de 15 ans qui ont pu ainsi bénéficier de la protection accordée par la convention, en particulier en ce qui concerne les enfants travaillant dans l'économie informelle. La commission prie en outre le gouvernement de continuer de fournir des informations sur l'application de la convention dans la pratique en donnant, par exemple, des statistiques récentes ventilées par sexe et par tranche d'âge et relatives à la nature, l'étendue et l'évolution du travail des enfants et des adolescents travaillant en dessous de l'âge minimum spécifié par le gouvernement lors de la ratification, et des extraits de rapports des services d'inspection.**

Article 9, paragraphe 1. Sanctions. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté avec intérêt que, aux termes de l'article 5 de la loi n° 029-2008/AN du 15 mai 2008 portant lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées, les auteurs des infractions constitutives des pires formes de travail des enfants, dont les travaux dangereux, sont punis d'une réclusion criminelle de dix à vingt ans.

La commission note que, dans son rapport fourni au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, le gouvernement indique que 14 mises en demeure ont été dressées par les directions régionales du travail et de la sécurité sociale en 2013 à l'encontre de concessionnaires de sites d'orpaillage pour se conformer à la législation en matière de travail des enfants. La commission rappelle que, aux termes de l'article 9, paragraphe 1, de la convention, l'autorité compétente doit prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'application de sanctions appropriées, en vue d'assurer l'application effective des dispositions qui donnent effet à la convention. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'une personne reconnue coupable de violation aux dispositions donnant effet à la convention, en particulier celles relatives au travail dangereux, soit poursuivie et que des sanctions appropriées soient imposées. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les types de violations détectées, le nombre des personnes poursuivies et les sanctions imposées.**

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

Articles 3 a) et 7, paragraphe 1, de la convention. Vente et traite d'enfants et sanctions. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté la grande ampleur de la traite interne et transfrontalière d'enfants à des fins d'exploitation de leur travail. La commission a noté que, bien que la législation burkinabé interdise effectivement la vente et la traite des enfants et prévoit des peines d'emprisonnement allant de cinq à vingt-cinq ans, le gouvernement n'avait fourni aucune information sur l'application de sanctions aux auteurs de violations relatives à la traite d'enfants. En outre, la commission a observé que les données disponibles sur les cas de traite des enfants enregistrés par les tribunaux ne permettaient pas de savoir si l'ensemble des cas de trafiquants présumés avaient fait l'objet de poursuites.

La commission observe que le gouvernement ne fournit aucune information sur cette question dans son rapport. Elle note que, dans ses observations finales du 10 juillet 2013 concernant le rapport du Burkina Faso soumis en application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/BFA/CO/1, paragr. 20), le Comité des droits de l'enfant exprime son inquiétude devant la faiblesse alarmante du nombre de poursuites en ce qui concerne, notamment, la pratique du confiage (placement des enfants vivant à la campagne auprès de membres de leurs familles vivant en ville, notamment pour qu'ils réalisent des tâches domestiques), qui s'apparente souvent à la vente d'enfants. La commission rappelle encore une fois au gouvernement que la traite des enfants est un crime à caractère grave et que, en vertu de

l'article 7, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective et le respect des dispositions donnant effet à la convention, y compris par l'application de sanctions pénales suffisamment efficaces et dissuasives. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient prononcées contre les personnes reconnues coupables de traite d'enfants. Elle prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations à cet égard. La commission prie en outre le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application dans la pratique de la loi portant lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées, en communiquant notamment des statistiques sur le nombre et la nature des infractions signalées, les enquêtes menées, les poursuites engagées, les condamnations prononcées et les sanctions pénales imposées.**

Article 6. Plan d'action et application de la convention dans la pratique. 1. *Vente et traite d'enfants.* La commission a précédemment noté que le Plan d'action national de lutte contre la traite et les violences sexuelles faites aux enfants au Burkina Faso (PAN-LTVS), qui définit des stratégies claires de lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle des enfants, était en cours d'élaboration.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'adoption du PAN-LTVS a été suspendue en attendant les résultats d'une étude évaluative nationale de la lutte contre la traite des enfants, qui est en cours de finalisation et qui sera assortie d'un plan d'action national avec de nouvelles stratégies, s'il y a lieu. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'adoption du PAN-LTVS dans les plus brefs délais et de fournir des informations sur les résultats obtenus suite à sa mise en œuvre. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard, ainsi que sur les résultats de l'étude évaluative nationale de la lutte contre la traite des enfants.**

2. *Plan d'action national de lutte contre les pires formes de travail des enfants au Burkina Faso 2011-2015 (PAN/PFTE).* La commission a précédemment noté que le travail des enfants touche 41,1 pour cent des enfants de 5 à 17 ans au Burkina Faso, soit 1 658 869 enfants travailleurs, et que 1 447 146 enfants sont astreints à des travaux dangereux au Burkina Faso, soit une proportion de 35,8 pour cent par rapport au nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans. A cet égard, la commission a noté que l'objectif du PAN/PFTE 2011-2015 est de réduire l'incidence du travail des enfants d'ici à 2015 à travers l'adoption de mesures pour l'éradication de toutes les pires formes de travail des enfants.

La commission note les informations du gouvernement portant sur les mesures prises dans le cadre de la mise en œuvre du PAN/PFTE. Tout en prenant note des mesures adoptées par le gouvernement, la commission doit exprimer sa **préoccupation** face à la situation et au nombre considérable d'enfants de moins de 18 ans astreints aux travaux dangereux. **La commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour éliminer ces pires formes de travail des enfants. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur tous progrès réalisés à cet égard et les résultats obtenus. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la nature, l'ampleur et les tendances des pires formes de travail des enfants, le nombre d'enfants couverts par les mesures donnant effet à la convention, et sur le nombre et la nature des infractions signalées, des enquêtes, poursuites, condamnations et sanctions infligées. Dans la mesure du possible, les données devraient être ventilées selon l'âge et le sexe.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques. Enfants des rues. Dans ses commentaires précédents, la commission s'est félicitée des mesures prises par le gouvernement pour protéger les enfants en situation de rue au Burkina Faso, dont des enfants *talibés* (ou *garibous*), et a encouragé le gouvernement à poursuivre ses efforts en la matière.

La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, faisant de la lutte contre les pires formes de travail des enfants une priorité, a pu identifier 3 446 nouveaux enfants en situation de rue, dont 300 ont pu être replacés en famille, 1 070 scolarisés et 372 placés en formation professionnelle. La commission note cependant que, dans ses observations finales du 23 septembre 2013, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, tout en notant avec intérêt l'attention que le Burkina Faso accorde à la question de l'exploitation des enfants *garibous* et les mesures prises en vue de leur protection et éducation, se dit préoccupé par la persistance de ce phénomène malgré l'interdiction de la mendicité au Burkina Faso (CERD/C/BFA/CO/12-19, paragr. 11). **La commission incite donc vivement le gouvernement à poursuivre ses efforts et le prie de continuer à fournir des informations sur le nombre d'enfants en situation de rue qui ont pu être protégés contre les pires formes de travail des enfants, et réadaptés et intégrés socialement dans le cadre des diverses mesures prises à cet effet. La commission prie en outre le gouvernement d'indiquer toutes autres mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour empêcher que les enfants de moins de 18 ans ne deviennent victimes de travail forcé ou obligatoire, tel que la mendicité, ainsi que pour repérer les enfants *garibous* qui sont obligés de mendier et les soustraire de telles situations tout en assurant leur réadaptation et leur intégration sociale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Burundi

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que la Confédération syndicale internationale (CSI) indiquait que le travail des enfants constituait un sérieux problème au Burundi, notamment dans l'agriculture et dans les activités informelles en milieu urbain. Elle avait également noté l'indication du gouvernement selon laquelle la crise sociopolitique que traversait le pays avait aggravé la situation des enfants. En effet, certains d'entre eux étaient obligés d'exécuter des travaux «hors normes» afin de faire vivre leurs familles, lesquels étaient très fréquents dans le secteur informel et l'agriculture. La commission avait noté que les dispositions de l'article 3 du Code du travail, lues conjointement avec celles de l'article 14, interdisaient le travail des enfants de moins de 16 ans dans les entreprises publiques et privées, y compris dans les exploitations agricoles, lorsque ce travail était effectué pour le compte et sous la direction d'un employeur.

Dans son rapport, le gouvernement avait confirmé que la réglementation du pays ne s'applique pas au secteur informel et que, par conséquent, il échappe à tout contrôle. Néanmoins, la question d'étendre l'application de la législation du travail à ce secteur est à discuter dans un cadre tripartite lors de la révision du Code du travail et de ses mesures d'application. La commission avait rappelé au gouvernement que la convention s'applique à tous les secteurs de l'activité économique et qu'elle couvre tous les types d'emploi ou de travail, qu'il existe ou non une relation d'emploi contractuelle, notamment pour le travail effectué pour son propre compte. ***Elle exprime à nouveau le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour étendre le champ d'application de la convention aux travaux accomplis en dehors d'une relation d'emploi, notamment dans le secteur informel et l'agriculture. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations à cet égard.***

Article 2, paragraphe 3. Age de fin de scolarité obligatoire. La commission avait noté les indications de la CSI selon lesquelles la guerre avait affaibli le système éducatif du fait de la destruction de nombreuses écoles et de la mort ou de l'enlèvement d'un grand nombre d'enseignants. Selon la CSI, le taux de scolarisation des filles était le plus faible et le taux d'analphabétisme des filles le plus élevé. La commission avait noté que, selon un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) de 2004 sur les données relatives à l'éducation, le décret-loi n° 1/025 du 13 juillet 1989 portant réorganisation de l'enseignement au Burundi ne prévoyait pas un enseignement primaire gratuit et obligatoire. L'accès à l'enseignement primaire s'effectuait vers l'âge de 7 ou 8 ans et durait six ans. Les enfants terminaient donc l'enseignement primaire vers 13 ou 14 ans et devaient ensuite passer un concours d'entrée pour accéder à l'enseignement secondaire. La commission avait en outre noté que le gouvernement avait, en 1996, élaboré un Plan d'action global de l'éducation dont l'objectif était d'améliorer le système éducatif, notamment en réduisant les inégalités et les disparités dans l'accès à l'éducation et en atteignant un taux brut de scolarisation de 100 pour cent en l'an 2010.

La commission avait pris bonne note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport concernant les différentes mesures prises en matière d'éducation. Elle avait noté que, en vertu de l'article 53, alinéa 2, de la Constitution de 2005, l'Etat a le devoir d'organiser l'enseignement public et d'en favoriser l'accès. Elle avait noté également que l'éducation de base est gratuite et que le nombre d'enfants scolarisés a triplé durant l'année scolaire 2006. En 2007, des écoles primaires seraient construites et d'autres écoles, mobiles et transitoires, seraient créées. En outre, des cellules de coordination pour l'éducation des filles avaient été créées et plus de 1 000 enseignants seraient recrutés. ***La commission encourage à nouveau le gouvernement à poursuivre ses efforts en matière d'éducation et à fournir des informations sur l'impact des mesures susmentionnées concernant l'augmentation de la fréquentation scolaire et la réduction du taux d'abandon scolaire, avec une attention particulière aux filles. Elle prie également à nouveau le gouvernement d'indiquer l'âge de fin de scolarité obligatoire ainsi que les dispositions de la législation nationale prévoyant cet âge.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 99^e session, juin 2010)

Articles 3 et 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants et sanctions. Alinéa a). Recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté avec préoccupation l'utilisation des enfants par les forces armées de l'Etat soit comme soldats, soit comme auxiliaires dans les camps, soit encore comme agents de renseignement, ainsi que par le fait que l'âge minimum de l'enrôlement dans les forces armées soit bas. Elle avait noté que le Code pénal a été révisé afin de mieux protéger les enfants contre les crimes de guerre et qu'il disposait désormais que le recrutement d'enfants de moins de 16 ans dans des conflits armés constituait un crime de guerre. Elle avait donc prié le gouvernement de prendre des mesures de toute urgence afin de modifier la législation

nationale et interdire le recrutement forcé des enfants de moins de 18 ans dans un conflit armé. En outre, la commission avait noté que, considérant l'accalmie relative sur une grande partie du territoire national depuis l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation d'août 2000 et l'Accord global de cessez-le-feu, le gouvernement avait amorcé la mise en œuvre d'un vaste programme de démobilisation et de réintégration des ex-combattants à travers trois organisations, soit la Commission nationale de démobilisation, de réintégration et de réinsertion (CNDRR), la Structure nationale enfants soldats (SEN), ainsi que le projet de l'OIT/IPEC intitulé «Prévention et réintégration des enfants enrôlés dans des conflits armés: un programme interrégional».

La commission se réfère à la Commission de l'application des normes de la Conférence qui, dans ses conclusions, a prié le gouvernement de faire en sorte que les auteurs de recrutement forcé d'enfants de moins de 18 ans par les groupes armés et les forces rebelles soient poursuivis et que des peines suffisamment efficaces et dissuasives soient effectivement appliquées. **Faisant observer que la situation au Burundi demeure fragile et que le risque que des enfants soldats soient recrutés existe encore, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la protection des enfants de moins de 18 ans contre le recrutement forcé en vue de leur utilisation dans des conflits armés, en assurant que des enquêtes approfondies et des poursuites efficaces des contrevenants soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées en pratique. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Alinéa b). Utilisation, recrutement ou offre d'enfants à des fins de prostitution. La commission avait noté que, dans sa communication, la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) avait indiqué que l'extrême pauvreté dans laquelle se trouve la population pousse les parents à autoriser leurs enfants à s'engager dans la prostitution. Elle avait noté que, bien que la législation nationale interdise cette pire forme de travail des enfants, l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants à des fins de prostitution demeure un problème dans la pratique.

La commission note que la Commission de l'application des normes de la Conférence a conclu que, bien que la loi interdise l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, celle-ci reste un sujet de vive préoccupation dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces de toute urgence afin d'assurer que les personnes qui utilisent, recrutent ou offrent un enfant de moins de 18 ans à des fins de prostitution soient poursuivies et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre et la nature des infractions signalées et des sanctions pénales appliquées.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, les soustraire de celles-ci et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. 1. *Enfants soldats.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, dans le cadre du projet interrégional de l'OIT/IPEC, du programme de l'ONU de démobilisation, réintégration et prévention et du programme Structure nationale enfants soldats, des milliers d'enfants soldats avaient été démobilisés et réintégrés socialement. La commission avait noté que, selon le gouvernement, tous les enfants étaient démobilisés sauf ceux utilisés par le FNL, car ce dernier n'avait pas encore déposé ses armes.

La commission prend bonne note de l'indication du gouvernement selon laquelle les enfants qui avaient été enrôlés dans les FNL ont été réintégrés dans la vie civile et beaucoup d'entre eux ont repris l'école. A cet égard, dans son Septième rapport sur le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi du 30 novembre 2010, le Secrétaire général des Nations Unies indique que la réintégration de 626 enfants précédemment associés à des groupes armés a pris fin avec succès le 31 juillet 2010 (S/2010/608, paragr. 48). Sur ces 626 enfants, plus de 104 sont retournés à l'école dans leur communauté d'origine et les autres ont suivi une formation professionnelle ou des activités génératrices de revenus.

Cependant, la commission note que le représentant gouvernemental à la Commission de l'application des normes de la Conférence a indiqué que la lutte contre la pauvreté au Burundi représente le problème de base faisant obstacle à une réinsertion sociale réussie des enfants soldats démobilisés. **Se référant aux conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence, la commission encourage vivement le gouvernement à continuer de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé en vue de la réadaptation et de l'intégration sociale des enfants précédemment impliqués dans des conflits armés.**

2. *Exploitation sexuelle à des fins commerciales.* La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour soustraire les enfants de moins de 18 ans de la prostitution et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. La commission note que, dans le cadre du Programme d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (PAN), élaboré en collaboration avec l'OIT/IPEC pour la période 2010-2015, un des objectifs est de réduire la vulnérabilité des enfants face aux pires formes de travail des enfants par la mise en œuvre de programmes de développement communautaire, intégrant notamment l'éducation et la réintégration socio-économique des enfants engagés ou retirés de ces pires formes de travail. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales effectivement soustraits de cette situation et réadaptés et intégrés socialement, notamment suite à la mise en œuvre du PAN.**

La Commission de l'application des normes de la Conférence exprime également sa vive préoccupation face au fait que le nombre d'enfants travaillant dans la rue reste élevé et que ces enfants sont exposés à diverses formes d'exploitation. **Rappelant que les enfants de la rue sont particulièrement exposés aux pires formes de travail des enfants, la commission encourage vivement le gouvernement à continuer ses efforts pour les protéger de ces pires formes, pour soustraire les enfants du travail dans la rue et pour les réadapter et les intégrer socialement. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'impact du PAN à cet égard, ainsi que sur le nombre d'enfants de la rue effectivement soustraits de leur situation et réintégrés socialement par l'action des centres de protection et de réinsertion des enfants des rues.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Cambodge

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1999)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note du nombre élevé d'enfants qui travaillent, notamment dans le secteur informel, dans l'agriculture et dans le cadre de la famille. Elle a également noté que les enfants qui travaillent constituent une des cibles prioritaires de la politique nationale du gouvernement en matière d'éducation non formelle. Elle a vivement encouragé le gouvernement à redoubler d'efforts afin d'améliorer progressivement la situation.

La commission note que le gouvernement cite le Plan stratégique du ministère du Travail et de la Formation professionnelle du gouvernement royal du Cambodge. Elle note également que la Fédération cambodgienne des employeurs et des associations d'entreprises (CAMFEBA) a mis en place avec l'aide de l'OIT/IPEC un Plan d'action pour l'élimination du travail des enfants (CAMFEBA-PAECL) au Cambodge (2012-2016); suivant son libellé, ce plan d'action a été développé à partir de politiques gouvernementales existantes destinées à renforcer et concrétiser les objectifs du gouvernement en matière de réduction et d'élimination du travail des enfants dans le pays d'ici à 2016. La commission note à cet égard que le CAMFEBA-PAECL fait référence à la deuxième phase du Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (2013-2017), qui a pour but l'élimination du travail des enfants dans le pays d'ici à 2016. La commission prend également note du programme par pays de promotion du travail décent de l'OIT pour le Cambodge (2011-2015) qui donne notamment la priorité aux progrès effectifs réalisés en vue de l'élimination du travail des enfants et au renforcement des capacités des parties prenantes nationales. Enfin, elle note que le gouvernement indique que 8 993 enfants, dont 3 324 filles, ont été soustraits au travail des enfants entre juin 2013 et juillet 2014.

La commission prend note des efforts du gouvernement pour coordonner les plans d'action et coopérer avec les partenaires sociaux afin d'éliminer le travail des enfants dans le pays. Toutefois, elle note aussi que, suivant l'Etude de 2012 sur la main-d'œuvre et le travail des enfants au Cambodge, sur le nombre des enfants ayant une activité économique, estimé à 755 245 au Cambodge, 56,9 pour cent (429 380) étaient engagés dans le travail des enfants contraire à la convention, dont 55,1 pour cent (236 498) l'étaient dans des travaux dangereux. Parmi ces enfants effectuant du travail dangereux, près de 5,3 pour cent étaient des enfants âgés de 5 à 11 ans, 15,8 pour cent étaient des enfants de 12 à 14 ans et 42 pour cent des enfants de 15 à 17 ans. La commission se doit d'exprimer sa **préoccupation** devant le nombre significatif d'enfants n'ayant pas l'âge minimum d'admission à l'emploi qui travaillent au Cambodge et effectuent notamment des travaux dangereux. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de continuer à intensifier ses efforts, notamment dans le cadre du Plan d'action national et du programme par pays de promotion du travail décent, afin d'atteindre son objectif consistant à éliminer le travail des enfants d'ici à 2016, en particulier pour ce qui est du travail dangereux. La commission prie également le gouvernement de continuer à transmettre des informations statistiques actualisées sur l'emploi des enfants et des adolescents ainsi que les rapports de l'inspection du travail s'il en existe.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2006)

Articles 3 a) et 7, paragraphe 1, et article 7, paragraphe 2 a) et b), de la convention. Vente et traite d'enfants et sanctions. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé à des fins de prévention, d'assistance et de soustraction. La commission a précédemment pris note des mesures adoptées par le gouvernement pour lutter contre la vente et la traite d'enfants, mais elle a aussi noté le nombre élevé de femmes et d'enfants qui continuent de faire l'objet de traite, depuis le Cambodge et dans ce pays, à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé.

La commission note que le gouvernement se réfère au Plan d'action national sur la traite et l'exploitation sexuelle des enfants (PNA-TIPSE) (2011-2014) et indique que 125 enfants ont échappé à la traite à des fins d'exploitation sexuelle et d'exploitation par le travail ou ont été soustraits et réintégrés dans l'enseignement et la société. Toutefois, la commission prend note des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les quatrième et cinquième rapports périodiques combinés du Cambodge (CEDAW/C/KHM/CO/4-5, paragr. 24) en 2013, selon lesquelles l'application de la loi sur la répression de la traite reste en grande partie inefficace et que la traite des filles à des fins d'exploitation sexuelle se poursuit.

La commission note par ailleurs que le rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime intitulé «Procédures d'identification des victimes au Cambodge» souligne (p. 24) la nécessité d'un complément d'information sur la nature et l'ampleur de la traite dans le pays et préconise des approches cohérentes et normalisées de l'identification des victimes, ainsi qu'une approche systématique de la collecte et de l'analyse des données. Le rapport note aussi (p. 14) que,

bien que le gouvernement ait pris des mesures afin de coordonner les efforts nationaux de lutte contre la traite, il reste encore à convertir ces efforts et ces politiques en une action concrète et dotée de moyens financiers. A cet égard, le rapport évoque le manque de ressources financières des organes chargés de l'application des lois qui les prive des moyens de procéder à des enquêtes ainsi que de l'équipement et de la formation qui s'imposent. ***La commission encourage vivement le gouvernement à redoubler d'efforts afin de lutter contre la vente et la traite d'enfants par une application effective de sa législation interdisant la traite, notamment en adoptant des mesures faisant en sorte que des enquêtes approfondies et des poursuites vigoureuses soient menées à l'encontre des auteurs de tels actes, particulièrement en renforçant les capacités des organes chargés de l'application des lois, y compris les capacités financières. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard, ainsi que sur le nombre des enquêtes effectuées, des poursuites engagées, des condamnations prononcées et des sanctions pénales infligées. Enfin, elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre d'enfants qui ont été protégés de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou par le travail, et sur le nombre d'enfants victimes de la traite qui ont été soustraits de l'exploitation à des fins sexuelles ou par le travail puis réadaptés et intégrés socialement.***

Article 3 a). Travail obligatoire dans des centres de réadaptation des toxicomanes. La commission se réfère à l'observation qu'elle adresse en 2014 au gouvernement au titre de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, à propos du travail obligatoire dans des centres de réadaptation de toxicomanes, et dans laquelle elle note que la majorité des personnes résidant dans ces centres au Cambodge ne sont pas là de leur plein gré; elles ont souvent été admises à la suite d'une procédure judiciaire, à la demande de leur famille ou simplement à la suite d'une arrestation; et que des informations indiquent que les personnes se trouvant dans ces centres sont soumises à du travail obligatoire. A cet égard, la commission note avec ***préoccupation*** que, suivant le Comité des droits de l'enfant, dans ses observations finales (CRC/C/KHM/CO/2-3, paragr. 38) de 2011, des enfants auraient été soumis à de mauvais traitements dans des centres de réadaptation pour toxicomanes. ***La commission prie le gouvernement d'indiquer quelles mesures de protection existent, en droit comme en pratique, pour garantir que les enfants de moins de 18 ans internés dans des centres de réadaptation pour toxicomanes et qui n'ont pas fait l'objet d'une condamnation judiciaire, ne soient pas soumis à l'obligation de travailler. La commission prie également le gouvernement de transmettre des copies des textes pertinents régissant le statut des enfants internés dans des centres de réadaptation pour toxicomanes.***

Article 7, paragraphe 2 a). Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'enseignement de base gratuit. La commission a précédemment pris note du Plan d'action national pour l'éducation pour tous (EPT) pour la période 2003-2015, qui vise à garantir un accès équitable à l'éducation de base et plus, à favoriser une amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'éducation, et à accroître les capacités en vue de décentraliser l'éducation.

La commission prend note du Plan national de développement stratégique (2014-2018) qui vise à élargir l'accès à l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire, ainsi qu'à l'enseignement non formel, technique et professionnel. Elle prend également note des informations fournies récemment par le gouvernement à propos des efforts entrepris par le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et du Sport dans le cadre du Plan stratégique pour l'éducation afin d'assurer son bon fonctionnement et d'obtenir des résultats, notamment en se concentrant sur les enfants marginalisés et vulnérables et sur les filles menacées de décrochage scolaire.

Tout en prenant note de ces mesures, la commission note aussi les informations tirées de l'étude sur la main-d'œuvre et le travail des enfants au Cambodge en 2012 réalisée par l'OIT/IPEC en 2013, selon laquelle seuls 3 des 4 millions d'enfants (79 pour cent) âgés de 5 à 17 ans sont scolarisés. La proportion de filles non scolarisées (11,8 pour cent) est plus importante que celle des garçons (10,3 pour cent), une part importante de ces enfants (59,4 pour cent) ne fréquente pas l'école parce qu'ils n'en ont pas les moyens ou n'ont pas d'école située à proximité. La commission note aussi avec ***préoccupation*** que, d'après les statistiques de 2012 de l'UNICEF, le taux net de fréquentation de l'école primaire – 85,2 pour cent pour les garçons et 83,4 pour cent pour les filles – a fortement baissé, tombant à 45,9 pour cent pour les garçons et 44,7 pour cent pour les filles dans l'enseignement secondaire. ***Considérant que l'éducation contribue à empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, la commission encourage vivement le gouvernement à redoubler d'efforts pour améliorer le fonctionnement de son système national d'éducation. A cet égard, elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises dans le cadre du Plan national de développement stratégique (2014-2018) afin d'augmenter le taux de fréquentation scolaire et de réduire le taux de décrochage, en particulier dans l'enseignement secondaire.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de fournir des données complètes à la Conférence à sa 104^e session et de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Cameroun

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC), reçues le 10 octobre 2014.

Articles 1 et 2, paragraphe 1, de la convention. Politique nationale, âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission a constaté que le Code du travail s'applique uniquement dans le cadre d'une relation d'emploi et ne protège pas les enfants qui effectuent un travail sans relation d'emploi contractuelle. Elle a noté que les ressources allouées à l'inspection du travail ne suffisaient pas à mener des enquêtes efficaces et que cette dernière ne menait pas d'inspections dans le secteur de l'économie informelle. La commission a également exprimé sa préoccupation devant le grand nombre d'enfants de moins de 14 ans qui travaillent au Cameroun et a noté avec regret que le Plan national de lutte contre le travail des enfants – évoqué par le gouvernement depuis 2006 – n'avait toujours pas été élaboré.

La commission prend bonne note de l'adoption du Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (PANETEC) 2014-2016, en mars 2014 à Yaoundé. En outre, le gouvernement ainsi que l'UGTC indiquent qu'un Comité national de lutte contre le travail des enfants a été mis sur pied suite à l'adoption de l'arrêté n° 082/PM du 27 août 2014. La commission note que, dans le cadre du PANETEC, le renforcement des moyens d'intervention des inspecteurs du travail et l'extension de leur champ d'intervention constituent des priorités d'action. Des moyens conséquents d'intervention (logistique et transport, budget de fonctionnement et des opérations) seront alloués aux services d'inspection du travail pour leur permettre d'étendre efficacement leurs interventions contre le travail des enfants.

Cependant, la commission note que, selon une étude développée conjointement par le gouvernement et le programme «Comprendre le travail des enfants» en 2012 (étude UCW 2012), plus de 1 500 000 enfants de moins de 14 ans travaillent au Cameroun. Les enfants économiquement occupés sont très jeunes; plus d'un quart des enfants camerounais âgés de 7 et 8 ans sont engagés dans une forme de travail économique (27 et 35 pour cent respectivement) et courent des risques graves (abus, blessures, maladies) sur leur lieu de travail en raison de leur très jeune âge. La commission note également que le gouvernement indique que les enfants exercent essentiellement leurs activités dans l'économie informelle. A cet égard, se référant à l'étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales (paragr. 345), la commission fait observer que, dans certains cas, le nombre restreint d'inspecteurs du travail ne permet pas de couvrir l'ensemble de l'économie informelle. C'est pourquoi elle invite les Etats parties à renforcer les capacités de l'inspection du travail. La commission exprime à nouveau sa *profonde préoccupation* devant le grand nombre d'enfants de moins de 14 ans qui travaillent au Cameroun, y compris dans les travaux dangereux. ***La commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour assurer l'éradication effective du travail des enfants en dessous de l'âge minimum d'admission à l'emploi, en veillant notamment à renforcer l'inspection du travail dans le secteur informel. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre du PANETEC et sur les résultats obtenus.***

Article 2, paragraphe 3. Age de fin de scolarité obligatoire. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'âge de fin de scolarité obligatoire est de 14 ans et que l'enseignement primaire est gratuit. La commission a prié le gouvernement de renforcer ses efforts afin de permettre aux enfants de moins de 14 ans d'accéder à l'enseignement obligatoire de base.

La commission note que, selon l'étude UCW 2012, le taux de fréquentation scolaire des enfants travailleurs est nettement inférieur à celui des enfants non travailleurs, et ce à tous les âges. Le taux de scolarisation est de 70 pour cent chez les enfants de 6 à 14 ans qui travaillent, mais il se situe à 86 pour cent chez les enfants qui ne travaillent pas. A cet égard, la commission note que l'un des axes stratégiques du PANETEC est de promouvoir l'éducation en assurant une éducation primaire de qualité pour tous et l'accès des enfants vulnérables à une éducation universelle. ***Considérant que l'enseignement obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts afin de permettre aux enfants de moins de 14 ans d'accéder à l'enseignement obligatoire de base. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur les progrès accomplis à cet égard ainsi que sur les résultats obtenus, notamment dans le cadre du PANETEC.***

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

Articles 3 a), 5 et 7, paragraphe 1, de la convention. Vente et traite des enfants, mécanismes de surveillance et sanctions. La commission a précédemment noté que, en plus du contrôle effectué par la brigade des mœurs instituée au sein du BCN-Interpol à Yaoundé, un numéro a été mis à la disposition de la population pour susciter et encourager les dénonciations anonymes. De plus, trois officiers de contact sont chargés de mener des investigations à toute heure. La commission a toutefois noté que le Comité des droits de l'enfant a exprimé son regret devant le faible degré d'application

de la loi n° 2005/015 du 20 décembre 2005 relative à la lutte contre le trafic et la traite des enfants, ainsi que l'absence de données et le manque de mesures correctives.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le numéro mis à la disposition de la population est bel et bien fonctionnel et que les auteurs et co-auteurs de trafic et traite ont fait l'objet de poursuites judiciaires et ont reçu des sanctions pénales. A cet effet, la commission note que, selon le rapport du ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2012, deux affaires ont été jugées concernant des cas de traite et de trafic de personnes, impliquant cinq enfants au total.

Tout en prenant note de ces informations, la commission note avec une **profonde préoccupation** que, selon l'étude développée conjointement par le gouvernement et le programme «Comprendre le travail des enfants» en 2012 (étude UCW 2012), l'incidence de la traite des enfants semble être très élevée au Cameroun; les estimations contenues dans l'étude passant de 600 000 à 3 millions d'enfants victimes. Les enfants sont souvent déplacés pour exploiter leur force de travail, notamment dans la domesticité, les exploitations agricoles, les activités industrielles non réglementées, les chantiers de construction et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Une des caractéristiques de la traite des enfants est qu'elle s'appuie sur des coutumes traditionnelles fortement établies dans les cultures camerounaises, telles que le «confiage» des enfants, et les coutumes de migration pour le travail. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes qui se livrent à la vente et à la traite d'enfants de moins de 18 ans soient menées à leur terme, notamment en renforçant les capacités des organes chargés de faire appliquer la loi n° 2005/015, et de s'assurer que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard ainsi que sur les résultats obtenus.**

Article 3 b) et c). *Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques et aux fins d'activités illicites.* Dans ses commentaires précédents, la commission a constaté que la législation nationale ne comportait pas de dispositions interdisant l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. La commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle les interdictions susmentionnées seraient prises en compte dans le projet de Code de protection de l'enfant.

La commission note à nouveau avec **regret** l'indication du gouvernement selon laquelle le Code de protection de l'enfant est toujours en cours d'adoption. **Notant que le gouvernement se réfère à l'adoption du Code de protection de l'enfant depuis 2006, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que ce code soit adopté dans les plus brefs délais et qu'il prévoit des dispositions interdisant l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques, ainsi qu'aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants. Des sanctions correspondantes aux infractions susmentionnées devront également être prévues.**

Article 6. *Programmes d'action et application de la convention dans la pratique. Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (PANETEC).* La commission note que, selon l'étude UCW 2012, plus de 1 500 000 enfants de 5 à 14 ans, soit 28 pour cent de cette tranche d'âge, travaillent au Cameroun, souvent dans des conditions dangereuses. En outre, 164 000 enfants âgés de 14 à 17 ans sont astreints à un travail dangereux.

La commission note qu'avec la collaboration de l'OIT, dans le cadre du projet de l'OIT/IPEC «Programme d'action global sur le travail des enfants» (GAP 11), le PANETEC 2014-2016 a été adopté. L'objectif général du PANETEC est d'éliminer les pires formes de travail des enfants d'ici à 2016, tout en renforçant le cadre et les mécanismes institutionnels en vue de l'abolition à long terme de toutes les formes de travail des enfants. A cet effet, le PANETEC repose sur six axes stratégiques, dont notamment l'harmonisation de la législation nationale avec les normes internationales du travail et le renforcement de l'application de la loi; la promotion de l'éducation; et l'amélioration du système de protection sociale. **Cependant, étant gravement préoccupée par le grand nombre d'enfants engagés dans des travaux dangereux et autres pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces afin de s'assurer que le PANETEC soit mis en œuvre dans les plus brefs délais et de communiquer des informations sur son impact sur l'élimination des pires formes de travail des enfants.**

Article 7, paragraphe 2. *Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Enfants particulièrement exposés à des risques. 1. Orphelins du VIH/sida.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté avec préoccupation que le nombre d'enfants orphelins en raison du virus semblait avoir augmenté à 300 000 en 2007 et à 327 600 en 2009. La commission a également noté qu'il existait peu de structures d'accueil et d'autres formes de protection de remplacement pour les enfants privés de milieu familial.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle il a créé des structures d'accueil pour les enfants affectés ou infectés par le VIH/sida. Elle note également que, dans le cadre du PANETEC, il est envisagé de prendre des mesures pour l'adoption du Code de protection de la famille, lequel pourrait apporter des solutions tendant à améliorer la prise en charge de certaines catégories d'enfants vulnérables, dont les orphelins et, plus particulièrement, les orphelins en raison du VIH/sida. Cependant, la commission note que, selon les estimations d'ONUSIDA pour 2013,

approximativement 510 000 enfants sont orphelins en raison du VIH/sida au Cameroun. *Exprimant à nouveau sa profonde préoccupation devant l'augmentation du nombre d'enfants orphelins du VIH/sida, la commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour veiller à ce que ces enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Elle le prie de communiquer des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus dans le cadre du PANETEC, notamment en ce qui concerne l'adoption du Code de protection de la famille, ainsi que sur le nombre d'enfants orphelins du VIH/sida ayant été reçus par les structures d'accueil établies pour leur bénéfice.*

2. *Enfants dans le travail domestique.* La commission note que, dans le cadre du projet de l'OIT/IPEC GAP 11, une consultation a été menée en 2014 pour évaluer et combler les lacunes dans les services sociaux et proposer des solutions pertinentes pour la protection des enfants travailleurs domestiques. Dans l'étude menée à cet effet, il a été révélé qu'il y a une nette prédominance des filles (70 pour cent) sur les garçons (30 pour cent) dans l'exécution des services domestiques. Les enfants domestiques rencontrés ont entre 12 et 18 ans (en moyenne 15 ans). L'étude a également révélé que 85 pour cent des enfants interrogés déclarent travailler indifféremment, de jour comme de nuit, selon la volonté de leur employeur; 85 pour cent des enfants domestiques n'ont pas de pause quotidienne fixée à heure et durée établies. Ils travaillent en moyenne entre douze et quinze heures effectives par jour, et seuls 20 pour cent des enfants ont un jour de repos fixe. Le rapport de la consultation indique que, bien que des services sociaux existent au Cameroun, l'absence de politique globale, aggravée par le manque de statistiques, empêche de mesurer avec exactitude l'impact de ces services sur les enfants travailleurs domestiques. Les lacunes relevées incluent notamment l'absence de structure publique ou privée spécialement dédiée à la protection des enfants travailleurs domestiques et de stratégie globale de protection des enfants, ou plus précisément d'élimination du travail des enfants dans le travail domestique. *Estimant que les enfants domestiques sont particulièrement exposés aux pires formes de travail des enfants, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour protéger les enfants qui travaillent comme domestiques des pires formes de travail des enfants, pour prévoir l'aide directe et nécessaire pour les y soustraire et pour assurer leurs réadaptation et intégration sociale, notamment dans le cadre du projet de l'OIT/IPEC GAP 11. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de fournir des données complètes à la Conférence à sa 104^e session et de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

République centrafricaine

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a noté que 57 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans travaillaient en République centrafricaine (44 pour cent des garçons et 49 pour cent des filles). Elle a noté l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le cadre de l'adoption de la nouvelle loi n° 09.004 portant Code du travail de la République centrafricaine en janvier 2009, le Département du travail s'était attelé à l'élaboration de textes d'application de ce code. Le gouvernement a indiqué qu'une politique nationale qui vise l'abolition progressive du travail des enfants et l'augmentation de l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail serait élaborée dès la parution des textes d'application.

La commission constate à nouveau que les textes d'application du Code du travail n'ont toujours pas été publiés et que, par conséquent, la politique nationale visant l'abolition progressive du travail des enfants n'a pas été adoptée à ce jour. Le gouvernement indique cependant qu'une telle politique nationale est en cours d'élaboration. La commission doit encore une fois exprimer sa **profonde préoccupation** devant le nombre considérable d'enfants de moins de 14 ans qui travaillent, ainsi que devant l'absence de politique nationale destinée à lutter contre ce phénomène. *Observant que le gouvernement évoque l'adoption d'une politique nationale visant l'abolition effective du travail des enfants depuis de nombreuses années déjà, la commission le prie à nouveau instamment de prendre des mesures immédiates pour élaborer et mettre en œuvre une telle politique dans les plus brefs délais. Elle prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce qu'un nombre suffisant de données actualisées soient recueillies sur la situation des enfants qui travaillent en République centrafricaine et de communiquer des informations à ce sujet une fois qu'elles seront disponibles.*

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application et âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. Enfants travaillant pour leur propre compte ou dans l'économie informelle. La commission a précédemment noté que le Code du travail prévoit que ses dispositions ne s'appliquent pas aux travailleurs indépendants (art. 2), mais régit uniquement les rapports professionnels entre les travailleurs et les employeurs résultant des contrats de travail (art. 1). A cet égard, la commission a soulevé avec préoccupation qu'un nombre toujours plus élevé d'enfants de moins de 14 ans travaillaient dans l'économie informelle et étaient souvent occupés à des travaux dangereux.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles il éprouve de sérieuses difficultés financières à procéder au renforcement des capacités des services de l'inspection du travail de manière à garantir que les enfants travaillant à leur propre compte ou dans l'économie informelle bénéficient de la protection de la convention. Le gouvernement indique qu'il n'arrive donc pas à doter les services de l'inspection du travail en moyens appropriés et matériels pour l'accomplissement de sa mission. Cependant, des activités de sensibilisation sont menées en partenariat avec l'UNICEF en vue de sensibiliser les opérateurs économiques sur la protection des enfants qui travaillent dans l'économie informelle et dans les travaux dangereux. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'impact des activités de sensibilisation pour assurer que les enfants qui travaillent pour leur propre compte ou dans l'économie informelle bénéficient de la protection de la convention.**

Article 2, paragraphe 3. Age de fin de scolarité obligatoire. La commission a précédemment noté que, d'après les statistiques de l'UNESCO de 2009, les taux nets de scolarisation au primaire semblaient avoir légèrement augmenté malgré le fait qu'ils restaient encore relativement peu élevés, notamment chez les filles (57 pour cent chez les filles contre 77 pour cent pour les garçons).

La commission note que, dans le cadre du Plan national d'action sur l'éducation pour tous (PNA-EPT), le gouvernement, à travers le ministère de l'Éducation et en partenariat avec l'UNICEF, a institué un Comité pour la campagne nationale de sensibilisation sur le droit à l'éducation des enfants qui a démarré ses activités sur l'étendue du territoire avant qu'elles soient suspendues en raison de l'insécurité créée par la crise politico-militaire. La commission observe en effet que, d'après les statistiques de l'UNESCO pour l'année scolaire s'achevant en 2011, les taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire semblent être passés à 78 pour cent pour les garçons et 59 pour cent pour les filles, marquant encore une fois une légère augmentation. **Considérant que la scolarité obligatoire constitue l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour améliorer les taux de scolarisation des enfants de moins de 14 ans, en portant une attention particulière à la scolarisation des filles. Elle prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus.**

Article 3, paragraphe 2. Age minimum d'admission aux travaux dangereux et détermination de ces types de travail. La commission a précédemment noté que l'article 261 du Code du travail dispose qu'un arrêté conjoint du ministre du Travail et du ministre de la Santé publique, pris après avis du Conseil national permanent du travail, déterminera la nature des travaux et des catégories d'entreprises interdites aux enfants et l'âge limite auquel s'applique l'interdiction.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'adoption de la liste des emplois ou travaux dangereux est imminente. **Rappelant que, en vertu de l'article 3, paragraphe 2, de la convention, les types de travail dangereux doivent être déterminés en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer que la liste des emplois ou travaux interdits aux enfants et adolescents de moins de 18 ans soit adoptée dans les plus brefs délais. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 9, paragraphe 3. Registre d'employeur. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a noté que l'article 331 du Code du travail prévoit que certaines entreprises ou établissements, ainsi que certaines catégories d'entreprises ou d'établissements, peuvent être exemptées de l'obligation de tenir un registre d'employeur en raison de leur situation, de leur faible importance ou de la nature de leur activité, par arrêté du ministère du Travail, après avis du Conseil national permanent du travail. La commission a rappelé au gouvernement que l'article 9, paragraphe 3, de la convention ne prévoit pas de telles exemptions.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il s'engage à faire en sorte que la législation soit en conformité avec cette disposition de la convention. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que sa législation soit conforme à la convention, en assurant qu'aucun employeur ne puisse être exempté de l'obligation de tenir un registre des personnes de moins de 18 ans occupées par eux ou travaillant pour eux, dans les plus brefs délais.**

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Article 3 a) de la convention. Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. Recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. Dans ses commentaires antérieurs la commission a constaté que, malgré l'adoption du Code du travail de 2009 qui interdit le recrutement forcé ou obligatoire des enfants de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans des conflits armés sur tout le territoire de la République centrafricaine et les signatures de l'Accord global de paix de Libreville de 2008 et de la Déclaration de N'Djamena du 9 juin 2010, des enfants demeuraient associés aux rangs des différents groupes armés et des milices d'autodéfense locales. En effet, des enfants se trouvaient toujours dans les rangs et continuaient de se battre avec les différents groupes armés, à savoir: l'Armée populaire pour la restauration de la République et de la démocratie (APRD); l'Union des forces démocratiques pour le

rassemblement (UFDR); la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP); le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLJC); et le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC).

La commission prend note des informations contenues dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité du 15 mai 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé (A/68/878-S/2014/339). Selon ce rapport, la situation des droits de l'homme n'a cessé de s'aggraver tout au long de 2013 en République centrafricaine, avec la multiplication des groupes armés et la valse des alliances: d'un côté la CPJP, la CPJP fondamentale, le FDPC, et l'UFDR, qui ont donné naissance à la coalition Séléka ou sont plus ou moins associées à l'ex-coalition Séléka; de l'autre les anti-balaka, milice de défense locale apparue durant le second semestre en réponse aux attaques systématiques perpétrées par l'ex-coalition Séléka contre la population civile. Les anti-balaka aussi bien que la coalition Séléka ont systématiquement recruté et utilisé des enfants. L'ONU a établi que 171 garçons et 17 filles ont été recrutés et utilisés et, selon ses estimations, plusieurs milliers d'enfants ont été et sont encore associés aux ex-Séléka et aux anti-balaka. Le Secrétaire général a exprimé sa vive préoccupation devant la crise humanitaire actuelle et le climat persistant d'anarchie et d'impunité.

A cet égard, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le recrutement forcé des enfants de moins de 18 ans par les groupes armés et les milices d'autodéfense fait l'objet d'une vive préoccupation de la part du gouvernement de transition. A cet effet, une commission spéciale d'enquête et d'investigation vient d'être instituée par décret au sein du ministère de la Justice, qui aura la charge de procéder à des enquêtes approfondies sur les crimes et délits relatifs au recrutement des enfants de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans les conflits armés et la poursuite et la condamnation des auteurs.

La commission exprime également sa **profonde préoccupation** face à la situation actuelle, d'autant plus qu'elle entraîne d'autres violations des droits de l'enfant, tels les enlèvements, les meurtres et les violences sexuelles. Elle rappelle à nouveau que, en vertu de l'article 3 a) de la convention, le recrutement forcé ou obligatoire d'enfants de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans des conflits armés est considéré comme l'une des pires formes de travail des enfants et que, en vertu de l'article 1 de la convention, les Etats Membres doivent prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'élimination des pires formes de travail des enfants, et ce de toute urgence. **La commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour mettre un terme, dans la pratique, au recrutement forcé d'enfants de moins de 18 ans par tous les groupes armés du pays. Se référant au Conseil de sécurité qui, dans sa résolution n° 2068 du 19 septembre 2012, rappelle «la responsabilité qu'ont tous les Etats de mettre fin à l'impunité et de poursuivre quiconque est responsable [...], de crimes de guerre et d'autres crimes odieux commis sur la personne d'enfants», la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour assurer que des enquêtes et des poursuites des contrevenants soient entreprises et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées aux personnes reconnues coupables d'avoir recruté et utilisé des enfants de moins de 18 ans dans des conflits armés. Elle le prie de communiquer des informations sur le nombre d'enquêtes menées, de poursuites engagées et de condamnations prononcées en application des dispositions du Code du travail.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas b) et c). Aide directe pour soustraire les enfants des pires formes de travail et leur assurer l'accès à l'éducation de base gratuite et à la formation professionnelle. *Enfants soldats.* Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'UNICEF était chargée de coordonner le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des enfants en République centrafricaine et que des centaines, sinon des milliers d'enfants soldats avaient été démobilisés et réintégrés.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle des mesures ont effectivement été prises en partenariat avec UNICEF afin de prévoir une aide directe et appropriée pour soustraire les enfants victimes de recrutement forcé dans les rangs des groupes armés et assurer leur réadaptation et intégration sociale. Entre autre, l'UNICEF a initié des modules de formation professionnelle en mécanique, menuiserie, maçonnerie, etc., au profit des enfants démobilisés. Le gouvernement indique que la reprise des hostilités a freiné ces mesures, mais que le programme serait relancé avec le retour progressif de la paix.

A cet égard, la commission note avec une **vive préoccupation** que, selon le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité du 15 mai 2014, la montée de l'insécurité a provoqué le réenrôlement d'enfants. Ainsi, le 1^{er} avril 2013, 41 enfants (36 garçons et 5 filles) démobilisés de la CPJP en août 2012, qui se trouvaient dans un centre de transit et d'orientation, ont été réenrôlés par des éléments de l'ex-Séléka à Ndélé et Bria, villes du nord-est du pays. En décembre, cinq garçons démobilisés de l'ex-Séléka ont été réenrôlés par des anti-balaka à Bangui.

La commission note en effet que, selon le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, l'insécurité a limité l'action humanitaire dans une grande partie du pays. Cependant, le 26 novembre 2013, face au réenrôlement d'enfants éloignés des groupes armés auxquels ils avaient été associés, le ministère de la Défense a donné à l'ONU accès sans conditions aux casernes et zones de cantonnement aux fins de contrôle, et les autorités de transition ont renouvelé cet engagement en décembre 2013. Au total, 149 enfants enrôlés dans l'ex-Séléka en ont ainsi été éloignés. Début 2014, le gouvernement de transition a procédé à la révision de la stratégie nationale de désarmement, démobilisation et réintégration. L'ONU travaille en étroite collaboration avec les autorités de transition sur la question, le but étant de voir consacrer dans la stratégie nationale des dispositions idoines concernant le désarmement, la démobilisation et la

réintégration des enfants. *Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement et de la difficulté de la situation, la commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts afin de prévoir une aide directe et appropriée pour soustraire les enfants victimes de recrutement forcé des rangs des groupes armés et assurer leur réadaptation et intégration sociale de manière à garantir la démobilisation durable et définitive de ces enfants. Elle le prie de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard et les résultats obtenus dans son prochain rapport.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Chili

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1999)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Faisant suite à son commentaire précédent concernant une enquête nationale sur le travail des enfants qui était prévue, la commission prend note avec *intérêt* de l'enquête de 2012 sur les activités des garçons, filles et adolescents (EANNA) qui a été réalisée par le ministère du Développement social, le ministère du Travail et de la Prévision sociale et l'OIT/IPEC.

La commission prend note aussi des informations du gouvernement concernant ses politiques nationales et mesures programmatiques de lutte contre le travail des enfants. Plus concrètement, la commission prend note des informations du gouvernement sur le Service national pour les mineurs (SENAME), qui collabore avec l'Association chilienne de sécurité pour renforcer les capacités techniques des organisations intéressées, dont les services d'enquête de la police. D'après le rapport du gouvernement, le SENAME a collaboré également avec des entreprises privées pour exécuter des programmes dans 121 bureaux nationaux. La commission prend note à cet égard du Guide de 2014 de lutte contre le travail des enfants, qui a été élaboré par le SENAME, l'OIT et le réseau chilien du Pacte mondial. La commission note aussi que le gouvernement fait mention du Bureau de la protection des droits de l'enfant et de l'adolescent (OPD), qui a entrepris plusieurs programmes d'intervention concernant l'engagement d'enfants dans des travaux dangereux. Enfin, la commission prend note du Protocole intersectoriel sur la détection et la prise en charge intégrale des enfants engagés dans des travaux dangereux dans l'agriculture. Ce protocole reconnaît l'ampleur du travail des enfants dans ce secteur et prévoit un plan de lutte en quatre étapes.

La commission prend dûment note aussi des efforts déployés par le gouvernement pour mettre en œuvre des mesures programmatiques et faire reculer le travail des enfants. Elle note que, selon l'EANNA, sur les 3 328 005 enfants âgés de 5 à 17 ans qui vivent au Chili, 219 624 (6,6 pour cent) sont engagés dans le travail des enfants. Elle note cependant que, sur ces 219 624 enfants, 197 743 (90 pour cent) âgés de 5 à 17 ans sont engagés dans des travaux dangereux (72 144 enfants âgés de 5 à 14 ans et 122 559 enfants de 15 à 17 ans). *La commission prie donc instamment le gouvernement de redoubler d'efforts, notamment dans le cadre du protocole susmentionné, pour éliminer l'engagement de jeunes dans des travaux dangereux. La commission prie aussi le gouvernement de continuer de fournir des informations statistiques actualisées sur la nature, l'ampleur et les tendances du travail des enfants et des jeunes n'ayant pas atteint l'âge minimum spécifié par le gouvernement au moment de la ratification de la convention, et sur le nombre de violations de la législation.*

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application. La commission a précédemment constaté que le Code du travail ne s'applique pas aux relations de travail qui ne résultent pas d'un contrat, telles que le travail des enfants pour leur propre compte. Elle a cependant noté que les enfants qui travaillent dans ce type d'emploi sont pris en charge par le «programme Puente». La commission prend note des informations statistiques suivantes du gouvernement: 1 655 familles (81,8 pour cent) qui ont demandé une assistance dans le cadre de ce programme ont satisfait à la condition minimale requise pour l'obtenir, à savoir qu'aucun enfant âgé de moins de 18 ans n'avait abandonné l'école pour travailler, et 83 familles (72,8 pour cent) qui ont demandé une assistance ont satisfait à la condition minimale requise – aucun enfant n'était engagé dans des activités dangereuses ou dans les pires formes de travail des enfants. *La commission note avec appréciation ces informations sur le nombre de familles qui participent au «programme Puente» et prie le gouvernement d'indiquer le nombre d'enfants qui se trouvaient dans le secteur informel et qui ont été soustraits à leur travail puis réintégrés dans le système scolaire grâce à ce programme.*

Article 8. Spectacles artistiques. Dans son commentaire précédent, la commission a noté que l'article 13(2) et l'article 16 du Code du travail, tels que modifiés par la loi n° 20189 du 15 mai 2007, indiquent les conditions dans lesquelles les enfants peuvent participer à des spectacles artistiques mais ne satisfont pas à la prescription contenue dans l'article 8, paragraphe 1, de la convention, requérant que l'autorisation de participer à des spectacles artistiques soit octroyée individuellement par l'autorité compétente. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, pour pouvoir respecter cette disposition, l'article 16 du Code du travail doit être amendé, mais que cette possibilité n'a pas encore été examinée. *Rappelant qu'elle demande depuis plus de dix ans au gouvernement d'appliquer cette prescription de la convention, la commission le prie instamment de faire le nécessaire pour réglementer sans plus tarder les autorisations permettant à des enfants de moins de 15 ans de participer à des activités artistiques, comme le prévoit l'article 8, paragraphe 1, de la convention.*

Chine

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1999)

La commission note que ce pays participe à un programme d'assistance technique du BIT – le Compte de programmes spéciaux (CPS) – dans le cadre d'une action menée conjointement entre le BIT et le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale (MoHRSS). Elle note aussi que, dans ce cadre, un séminaire tripartite interministériel a été mené en septembre 2012 à Nanchang, province de Jiangxi, afin de mettre en lumière les lacunes identifiées par la commission quant à l'application des conventions relatives au travail des enfants, et deux missions de suivi ont été effectuées à Beijing en septembre 2013 et à Chengdu, province du Sichuan, en septembre 2014, pour évaluer les progrès enregistrés, procéder à un échange d'informations sur les problèmes rencontrés dans le cadre de l'action contre le travail des enfants et déterminer les priorités pour l'avenir en termes d'assistance.

Article 3, paragraphe 1, de la convention. Travaux dangereux s'effectuant dans le cadre de programmes travail-études. La commission a exprimé précédemment sa préoccupation quant à la persistance de l'engagement de scolaires de moins de 18 ans dans certains types de travaux reconnus comme dangereux, dans le contexte de programmes travail-études.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport et dans le rapport soumis au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, au sujet des programmes travail-études. Le gouvernement indique à ce propos que le ministère de l'Éducation a diffusé de manière répétée des circulaires et intensifié ses efforts de contrôle afin d'assurer que ces programmes se déroulent dans des conditions satisfaisantes sur le plan sanitaire. Il indique en outre que les programmes travail-études doivent s'inscrire dans les programmes éducatifs ordinaires et obéir aux règles de ces derniers et que l'on ne saurait, par exemple, en modifier sans autorisation préalable la durée des heures de travail. Il indique en outre que les établissements scolaires qui déploient des programmes travail-études doivent assurer la sécurité des élèves en interdisant la participation de ceux-ci à des types d'activité les exposant à des substances toxiques ou qui sont dangereuses à d'autres titres ou qui excèdent leurs capacités physiques. Le gouvernement déclare à cet égard que la sécurité dans le cadre de l'enseignement doit être assurée pour prévenir les accidents et que les autorités locales compétentes sont tenues de veiller, à leur niveau, aux conditions dans lesquelles ces programmes se déroulent.

La commission prend note des efforts déployés par le gouvernement afin d'assurer un environnement sûr pour les programmes travail-études. Elle rappelle que les missions effectuées dans le cadre du CPS susmentionné ont abordé les modalités selon lesquelles le cadre légal pourrait être renforcé par rapport à la protection des jeunes qui sont inscrits dans les programmes travail-études. Elle note cependant que, d'après le rapport 2014 sur la protection au travail des stagiaires dans les entreprises chinoises du textile et du vêtement, réalisé avec l'assistance du BIT, 52,1 pour cent des stagiaires continuent de travailler dans des conditions qui ne sont pas conformes aux normes minimales nationales de protection au travail, et 14,8 pour cent des stagiaires sont engagés dans un travail présentant des caractéristiques de coercition (p. ix). La commission note en outre que, dans ses observations finales relatives aux troisième et quatrième rapports combinés (CRC/C/CHN/CO/3-4, paragr. 85-86), le Comité des droits de l'enfant demandait instamment que le gouvernement mette un terme, et ce de manière prioritaire, à l'utilisation d'une main-d'œuvre provenant des programmes travail-études et à l'utilisation de cette main-d'œuvre dans des conditions qui relèvent du travail forcé et de l'exploitation du travail d'enfants.

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission note avec **préoccupation** qu'un grand nombre d'élèves continuent d'être engagés dans un travail dangereux, dans le cadre des programmes travail-études. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts tendant à ce que les personnes de moins de 18 ans ne soient pas engagées dans un travail dangereux par le biais des programmes travail-études, y compris dans des conditions où des mesures de sécurité seraient mises en place. En outre, relevant l'absence d'informations sur ce point, la commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer des données statistiques sur le nombre et la nature des infractions à la législation applicable dans ce domaine et sur les sanctions appliquées.**

Article 8. Spectacles artistiques. La commission note que le gouvernement n'a pas donné d'information nouvelle concernant les révisions prévues de la législation tendant à assurer la sauvegarde efficace des droits et des intérêts des personnes de moins de 16 ans dans ce contexte. Elle note cependant que, d'après le rapport de la mission susmentionnée effectuée dans le cadre du CPS en 2013, il y a eu 2,01 millions de spectacles artistiques en Chine en 2013, qui ont fait intervenir 13 000 troupes enregistrées, dont la moitié inclut des enfants. Ce rapport prend note des indications du gouvernement selon lesquelles les organismes employeurs sont responsables de la santé et de la protection des enfants et qu'ils doivent rapporter la preuve que ces enfants suivent effectivement l'enseignement prévu dans le cadre de la scolarité obligatoire. D'après le rapport, le représentant gouvernemental a indiqué qu'il n'existe pas de système de permis individuel, même s'il en a existé un par le passé, puisque celui-ci a été aboli par la réglementation de 2002 sur l'interdiction du travail des enfants. Enfin, la commission relève que l'OIT et le MoHRSS s'accordent à considérer que la question du travail des enfants et des adolescents dans le cadre de spectacles artistiques devrait être régie par la législation.

La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour rendre la législation nationale conforme à l'article 8 de la convention en disposant expressément que la participation d'enfants n'ayant pas l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, qui est de 16 ans, dans le cadre de spectacles artistiques nécessite la délivrance préalable d'une autorisation par l'autorité compétente. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants actuellement employés en application de la dérogation prévue à l'article 13(1) de la réglementation de 2002 sur l'interdiction du travail des enfants.

Article 9, paragraphe 1. Inspection du travail et sanctions. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté qu'il était difficile d'évaluer l'étendue du travail des enfants, du fait que de tels cas ne sont pas officiellement signalés et que les statistiques manquent de transparence. Elle a noté en outre que les chances de découvrir des cas de travail d'enfants sont minces du fait du faible nombre d'inspecteurs du travail et de la collusion diffuse entre les entreprises du secteur privé et les autorités publiques locales.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement concernant le système d'inspection du travail: à la fin de 2013, celui-ci comprenait 3 291 départements de l'inspection de la sécurité au travail, dotés de 25 000 inspecteurs de la sécurité au travail à temps plein et de 28 000 inspecteurs à temps partiel. D'après les informations communiquées par le gouvernement dans le contexte de la convention n° 182, les autorités ont employé des conseillers en matière de sécurité au travail appartenant à la Fédération nationale des syndicats de Chine (ACFTU), à des organisations syndicales et à d'autres organismes pour veiller à l'application des lois et règlements nationaux par les employeurs. Le gouvernement mentionne en outre que les départements des ressources humaines et de la sécurité sociale appliquent les dispositions de la législation nationale interdisant le travail des enfants et en contrôlent régulièrement l'application par des inspections ordinaires et des inspections spéciales, l'instruction de toute plainte et la vérification de situations dénoncées par des informateurs, des demandes écrites et d'autres formes de supervision de l'application des lois.

Tout en prenant note de ces informations, la commission note avec une **profonde préoccupation** que, à ce jour, aucun cas de travail d'enfants n'a été découvert, malgré l'indication du gouvernement selon laquelle les inspecteurs du travail procèdent à des inspections ordinaires ou spéciales. La commission note également avec **regret** que l'on ne dispose toujours d'aucune information quant aux mesures prises ou envisagées en réponse à la collusion diffuse qui existerait entre les entreprises du secteur privé et les autorités locales. La commission note à cet égard que, dans ses observations finales relatives aux troisième et quatrième rapports combinés (CRC/C/CHN/CO/3-4, paragr. 85), le Comité des droits de l'enfant relevait en 2013 l'absence de toute donnée spécifique concernant le travail des enfants dans le pays, bien qu'il soit signalé que le travail d'enfants est largement répandu. **Face à l'absence de toute indication de travail des enfants dans le pays, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour apporter une réponse au problème de la collusion entre les inspecteurs du travail et les entreprises, de manière à assurer que des enquêtes approfondies puissent être menées sur les cas présumés de travail d'enfants. A cet égard, elle le prie d'indiquer la méthodologie utilisée pour recueillir de l'information et de fournir des informations sur les types de violation décelés par les inspecteurs du travail, le nombre des personnes poursuivies et les sanctions prises. La commission prie le gouvernement de poursuivre les efforts axés sur le renforcement des capacités de l'inspection du travail. Enfin, elle le prie instamment de prendre les mesures nécessaires pour que l'on dispose de données statistiques suffisamment récentes sur la situation des enfants qui travaillent en Chine, notamment des données sur le nombre des enfants et adolescents n'ayant pas l'âge minimum qui exercent des activités économiques, ainsi que des statistiques illustrant la nature, l'ampleur et les tendances de ce travail.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

Article 3 a) et b) et article 7, paragraphe 1, de la convention. 1. *Traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle commerciale et sanctions.* La commission a noté précédemment que la Chine est un pays à la fois source de transit et de destination de la traite internationale de femmes et d'enfants et que, malgré plusieurs projets et plusieurs plans nationaux, le phénomène de traite à des fins de travail physique forcé et de prostitution ne faisait que s'aggraver, notamment sous ses aspects transfrontaliers. Elle a noté en outre que, en dépit des efforts déployés par les autorités locales pour tenter d'endiguer le phénomène de la traite des femmes et des enfants, elles omettent en règle générale de prendre des mesures efficaces, ce qui fait ressortir que le problème réside davantage dans le défaut d'application de la loi que dans la législation elle-même.

La commission prend note des informations présentées par le gouvernement concernant la phase II du programme CP-TING (Prévention de la traite à des fins d'exploitation au travail en Chine) qui s'est terminée en 2013, dans le cadre de laquelle une formation de sensibilisation a été assurée dans 95 établissements scolaires de six provinces, touchant près de 100 000 élèves. Elle prend également note des informations du gouvernement concernant le Plan d'action contre la traite des êtres humains (2013-2020) ainsi que la Réunion interministérielle contre la traite (IMJM) du Conseil d'Etat, prévoyant la coordination et la mise en œuvre de plans d'action contre la traite des personnes, la répression des crimes de traite et l'amélioration à long terme des dispositifs concernant la prévention, la répression, l'aide aux victimes et leur réadaptation.

Elle note également que le gouvernement déclare que les efforts déployés contre la traite des personnes dans le pays doivent être axés sur le long terme et que ces problèmes sont ardues et complexes. Enfin, elle prend note des données statistiques concernant le nombre d'affaires de traite de femmes et d'enfants examinées et de condamnations prononcées entre juin 2010 et mai 2014, selon lesquelles 12 752 personnes ont été poursuivies dans le cadre de 6 154 affaires d'enlèvement et de traite de femmes et d'enfants et 1 122 personnes ont été condamnées dans 286 affaires pour avoir acheté des femmes et des enfants victimes de traite.

La commission prend dûment note des efforts de lutte contre la traite des personnes actuellement déployés par le gouvernement. Elle note cependant que, si ces efforts sont dirigés contre la traite des personnes d'une manière générale, ils ne semblent pas tenir compte des besoins particuliers et notamment des protections requises pour les enfants. A cet égard, elle note qu'en 2013, dans ses observations finales sur les troisième et quatrième rapports combinés (CRC/C/CHN/CO/3-4, paragr. 87), le Comité des droits de l'enfant exprimait ses préoccupations devant la prévalence croissante des faits de traite et d'exploitation d'enfants, à des fins principalement d'exploitation au travail et d'exploitation sexuelle, notamment dans le cadre du tourisme sexuel. ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour assurer que les efforts déployés dans le cadre du Plan d'action contre la traite des êtres humains (2013-2020) et par l'IMJM incluent des enquêtes rigoureuses et des poursuites vigoureuses à l'égard des personnes présumées s'être livrées à la traite d'enfants. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre des enquêtes, des poursuites et des condamnations, y compris sur la durée des peines imposées dans ce contexte.***

2. *Travail forcé dans des camps de rééducation par le travail.* La commission a observé précédemment que le système pénitentiaire chinois inclut la rééducation par le travail et que, d'après les données disponibles, tous les détenus, y compris de moins de 18 ans, sont soumis à un travail forcé. La commission note avec ***intérêt*** que le gouvernement indique que le système de la rééducation par le travail a été aboli le 28 décembre 2013.

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Chypre

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1997)

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Age minimum d'admission à l'emploi ou au travail. Travail domestique. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle des mesures étaient prises afin de modifier la loi de 2001 concernant la protection des jeunes au travail (loi n° 48(I)), qui exclut des dispositions concernant l'âge minimum d'admission, le travail domestique occasionnel et de courte durée effectué chez des particuliers (art. 3(a)). Elle a également noté l'indication du gouvernement selon laquelle la loi de 1952 sur les domestiques, l'emploi des enfants et des jeunes, permettant l'emploi d'enfants âgés de 14 ans révolus, allait être abrogée.

La commission note avec ***satisfaction*** que l'article 3(a) de la loi n° 48(I) a été modifié par la loi n° 15(I)/2012 sur la protection des jeunes au travail (amendement), de sorte qu'elle s'applique également aux travaux domestiques occasionnels et de courte durée effectués chez des particuliers. Le gouvernement indique en outre que la loi sur les domestiques, l'emploi des enfants et des jeunes a été abrogée.

Article 3, paragraphe 3. Autorisation d'emploi à des travaux dangereux à partir de 16 ans. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a noté que, en vertu de l'article 20(5) de la loi n° 48(I), les dérogations à l'interdiction d'employer des personnes de moins de 18 ans à des travaux dangereux sont permises sous réserve d'une autorisation de l'inspecteur en chef, pour des personnes ayant 15 ans révolus, à condition qu'elles soient nécessaires à la formation professionnelle des jeunes. Rappelant que, aux termes de l'article 3, paragraphe 3, de la convention, les jeunes à partir de l'âge de 16 ans peuvent être autorisés à accomplir des travaux dangereux à condition que leur santé, leur sécurité et leur moralité soient pleinement garanties et qu'ils aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique adéquate, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'âge minimum pour les dérogations à l'interdiction de l'emploi des jeunes de moins de 18 ans soit porté à 16 ans au moins.

La commission note avec ***satisfaction*** que l'article 20 de la loi n° 48(I) a été modifié par l'article 8 de la règle nouvellement adoptée sur la sécurité et la santé au travail (protection des jeunes) de 2012 (n° 77/2012) (règle sur la sécurité et la santé au travail). La commission note que l'article 8, paragraphe 3, de la règle sur la sécurité et la santé au travail interdit spécifiquement aux jeunes de moins de 18 ans d'accomplir des travaux qui excèdent leurs capacités physiques ou psychologiques, des travaux qui supposent une exposition dangereuse à des agents, de même qu'aux radiations, des travaux comportant des risques d'accidents, et des travaux comportant des risques pour la santé à cause de conditions extrêmes de chaleur ou de froid ou comportant une exposition à des niveaux élevés de bruit ou de vibrations. L'article 8, paragraphe 5, de la règle sur la sécurité et la santé au travail prévoit en outre des dérogations pour les jeunes

d'au moins 16 ans autorisés à accomplir certains types de travaux dangereux à condition que leur santé et leur sécurité soient pleinement protégées et qu'ils reçoivent une instruction et une supervision adéquates.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Article 3 b) de la convention. Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution. La commission a noté précédemment que la législation nationale pertinente ne protège pas les filles de 16 à 18 ans ni les garçons de moins de 18 ans contre leur utilisation, recrutement ou offre à des fins de prostitution. Observant qu'elle soulève cette question depuis 2004, la commission a exprimé le ferme espoir que le gouvernement prendrait les mesures nécessaires pour veiller à l'adoption de la législation interdisant l'utilisation, le recrutement ou l'offre des garçons comme des filles de moins de 18 ans à des fins de prostitution.

La commission note avec *satisfaction* que l'interdiction de la prostitution des enfants, garçons ou filles de moins de 18 ans, est prévue en vertu de la loi n° 91(I)/2014, nouvellement adoptée, sur la prévention et la lutte contre les violences sexuelles sur l'enfant, l'exploitation sexuelle des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. La commission note que, conformément à l'article 7(5) de la loi n° 91(I)/2014, toute personne utilisant, provoquant ou facilitant la prostitution ou l'exploitation sexuelle des enfants de moins de 18 ans sera punie d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de vingt-cinq ans.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Colombie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC), reçues le 29 août 2014, ainsi que de celles de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de l'Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI), reçues le 29 août 2014, de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT), reçues le 31 août 2014, et de la Confédération générale du travail (CGT), reçues le 1^{er} septembre 2014.

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention en pratique. Dans son précédent commentaire, la commission a pris note de l'adoption de la «Stratégie nationale de prévention et d'élimination des pires formes de travail des enfants et de protection des jeunes travailleurs (2008-2015)» (ENETI 2008-2015), élaborée en coopération avec l'OIT/IPEC et l'UNICEF. Elle a également pris note des observations de la CTC et de la CUT selon lesquelles la politique nationale visant à éliminer le travail des enfants n'est pas efficace, parce que les subventions offertes dans le cadre de cette politique ne suffisent pas à sortir ces familles de la pauvreté. La commission a pris note de l'information du gouvernement selon laquelle, en vertu du Plan national de développement 2010-2014, les autorités régionales compétentes s'étaient engagées à donner la priorité à des projets ciblant les enfants et les adolescents touchés par le travail des enfants. Enfin, elle a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle les prochaines statistiques sur le travail des enfants seraient incluses dans l'enquête sur les ménages du quatrième trimestre de 2009 et que ces résultats seraient disponibles au second trimestre de 2010.

La commission prend note des observations récentes soumises par la CUT et la CGT, dans lesquelles celles-ci affirment que, dans la pratique, le travail des enfants dans le pays demeure un problème grave, en particulier dans les zones de pauvreté ainsi que dans l'économie informelle. En outre, la commission note que la CUT se réfère aux résultats des statistiques nationales sur le travail des enfants (ENTI) de 2013 qui, selon la centrale, ne donnent pas la mesure exacte du travail des enfants dans le pays car certains secteurs de l'économie dans lesquels le travail des enfants est le plus répandu, tels que l'agriculture, l'exploitation minière et le commerce, n'ont pas été correctement mesurés. Enfin, la commission prend note des observations de l'OIE et de l'ANDI, qui font référence aux statistiques fournies par l'ENTI et indiquent: i) que le travail des enfants a diminué, passant de 13 pour cent en 2011 à 9,7 pour cent en 2013; ii) que le gouvernement a trouvé et soustrait 445 994 enfants assujettis au travail, dépassant son objectif qui était de 304 500 enfants; iii) que le gouvernement a renforcé la capacité de ses fonctionnaires et de ses commissions en matière d'éradication du travail des enfants.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport concernant des mesures prises pour veiller à l'application et à la mise en œuvre effectives de l'ENETI 2008-2015, y compris la formation de 2 700 fonctionnaires en 2013 et de 590 fonctionnaires en 2014 (à ce jour), ainsi que la création de 514 commissions chargées de l'éradication du travail des enfants (CETI) qui couvrent plus de 50 pour cent du territoire national. En outre, compte tenu de l'échéance prochaine de l'ENETI 2008-2015, le gouvernement indique que le Département national de la planification (DNP) a entrepris une évaluation de la mise en œuvre de la stratégie dont il faudra tenir compte pour remodeler la politique nationale des dix prochaines années. La commission prend également note du Réseau pour une Colombie exempte du travail des enfants, que mentionne le gouvernement, et qui appelle une assistance de l'OIT et la

collaboration du ministère du Travail pour contribuer à la prévention et à l'éradication du travail des enfants dans les entreprises.

La commission prend également note des informations statistiques fournies par le gouvernement sur le travail des enfants ainsi que sur les nouvelles méthodes de mesure du travail des enfants, qui ont été élaborées en 2011 et intégrées dans les enquêtes sur les ménages effectuées par le Département administratif national de statistique (DANE). Le gouvernement indique que, du fait de cette nouvelle méthode, on ne saurait comparer les statistiques sur le travail des enfants résultant de l'enquête sur les ménages de 2009 (1 050 147 enfants, soit 9,2 pour cent) à celles de 2011 (1 465 031 enfants, soit 13 pour cent). En revanche, il indique que les enquêtes menées de 2011 à 2013, dans lesquelles la même méthode est utilisée, témoignent d'un recul du travail des enfants, qui est passé de 1 465 031 enfants (13 pour cent) en 2011 à 1 160 000 enfants (10,2 pour cent) en 2012 et à 1 091 000 enfants (9,7 pour cent) en 2013. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle il a l'intention de réduire encore davantage le travail des enfants pour tomber à 6,2 pour cent à l'horizon 2014. La commission prend dûment note des efforts déployés par le gouvernement pour réduire le travail des enfants de manière progressive. ***Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'ENETI 2008-2015 sera réexaminée en vue de l'élaboration d'une nouvelle politique nationale décennale, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la nouvelle politique soit adoptée. Elle prie en outre le gouvernement de continuer de fournir des informations statistiques actualisées sur l'emploi des enfants et des adolescents ainsi que de communiquer tout rapport de l'inspection du travail.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2005)

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC), reçues le 29 août 2014, ainsi que de celles de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de l'Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI), reçues le 29 août 2014, de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT), reçues le 31 août 2014, et de la Confédération générale du travail (CGT), reçues le 1^{er} septembre 2014.

Article 3 a) de la convention. Recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. Dans ses commentaires précédents, la commission a exprimé sa profonde préoccupation du fait que, malgré l'interdiction du recrutement forcé ou obligatoire d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés prescrite par la législation nationale et les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre cette pratique, des enfants étaient toujours forcés de rejoindre des groupes armés illégaux ou les forces armées. Elle a pris note des observations de la CTC et de la CUT concernant l'absence de sanctions dissuasives susceptibles d'être infligées aux auteurs de tels délits et le manque de formation des responsables de l'application des lois. Elle a également reçu des informations concernant des cas de recrutement d'enfants par les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP) et par l'Armée de libération nationale (ELN).

La commission prend note des observations les plus récentes de la CGT, de la CTC et de la CUT, qui expliquent que le recrutement forcé d'enfants par les FARC-EP et l'ELN se poursuit et en appellent au gouvernement pour qu'il redouble d'efforts en vue de protéger efficacement ces enfants et de les sortir de ces graves situations de violence. La CGT affirme que, entre 2012 et 2013, 1 387 enfants ont été recrutés par les FARC-EP (environ 1 255 enfants) et par l'ELN (environ 132 enfants). La commission prend en outre note des statistiques que mentionne la CGT et qui figurent dans le rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (A/68/878-S/2014/339) concernant le nombre d'enfants recrutés, tués et/ou mutilés par les groupes armés entre 2012 et 2013. La CGT affirme en outre que des réformes législatives permettent au Congrès de suspendre des enquêtes et des sanctions pénales ainsi que des condamnations et d'octroyer l'impunité.

La commission prend également note des observations de l'OIE et de l'ANDI, qui mettent en lumière les enquêtes menées par le Bureau du procureur général en novembre 2013 concernant le recrutement forcé d'enfants et font observer que la Commission intersectorielle de prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants par des groupes armés (Commission intersectorielle) a été créée afin d'empêcher les groupes armés de recruter et d'utiliser des enfants et d'user de violence sexuelle à leur égard. L'OIE et l'ANDI ont également indiqué que l'Institut colombien de la protection familiale (ICBF) est venu en aide à 5 000 enfants victimes ayant échappé aux groupes armés.

La commission prend note en outre des informations du gouvernement concernant les mesures et les politiques qu'il a adoptées pour empêcher le recrutement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés. Plus concrètement, elle prend note des informations concernant les diverses mesures mises en place par la Commission intersectorielle, dont le mandat a été élargi, en vertu du décret n° 0552, pour englober la question de la violence sexuelle exercée par les groupes armés sur des enfants. Le gouvernement décrit également d'autres initiatives, notamment: i) l'élaboration de politiques intersectorielles dans plus de 110 municipalités, 30 départements et six localités à Bogotá en 2010, et 32 départements, 139 municipalités et six localités à Bogotá en 2011; ii) l'élaboration d'une feuille de route avec la Commission

intersectorielle pour empêcher le recrutement d'enfants; iii) l'assistance technique et les activités de renforcement des capacités en matière de prévention du recrutement d'enfants à Antioquia, Tolima, Meta, César et Chocó.

La commission prend note par ailleurs de l'information du gouvernement selon laquelle 2 641 enquêtes concernant le recrutement illégal ont été menées en 2013, dont 1 849 sont toujours en cours. Le gouvernement indique de surcroît que, entre 2013 et 2014, le Bureau du Procureur général a reçu 189 déclarations faisant état de cas de recrutement et d'utilisation d'enfants dans des conflits armés et de violence sexuelle à leur encontre. Pour ce qui est des mesures prises pour améliorer les enquêtes menées et les jugements rendus à l'encontre des responsables de ces crimes, le gouvernement indique que le secrétaire technique de la Commission intersectorielle a systématisé au niveau national le prononcé des peines en cas de recrutement illégal. En mai 2014, le secrétaire technique a infligé des sanctions dans 54 affaires de recrutement illégal d'enfants, dont cinq cas concernant 511 victimes. La commission prend également note des informations du gouvernement concernant les mesures et les statistiques pour la période 2012-2014, y compris les nombreuses initiatives entreprises pour empêcher le recrutement illégal d'enfants à l'échelle régionale telles que les campagnes publicitaires, les tables rondes, les manifestations spéciales et les entretiens avec des enfants.

La commission prend dûment note des mesures qu'adopte continuellement le gouvernement, en particulier par l'intermédiaire de la Commission intersectorielle, en vue de prévenir le recrutement forcé d'enfants par des groupes armés illégaux et de soustraire ces enfants à de telles situations. Néanmoins, la commission note que, d'après le rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés de 2014 susmentionné, si le nombre des poursuites pour infractions commises à l'égard d'enfants et les informations relatives à des affaires examinées par le Bureau du Procureur général restent limités, selon l'Organisation des Nations unies, on a enregistré 81 cas de recrutement et d'utilisation d'enfants par des groupes armés, au moins 43 enfants tués et 83 enfants mutilés au cours d'attaques par des groupes armés, notamment du fait de la pose de mines antipersonnel. ***La commission se voit contrainte d'exprimer à nouveau sa profonde préoccupation face à la persistance du recrutement forcé ou obligatoire pour l'utilisation d'enfants dans des conflits armés, en particulier parce que cette pratique conduit à d'autres violations graves des droits de l'enfant telles que les meurtres, mutilations et violences sexuelles. A cet égard, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour mettre un terme en pratique au recrutement forcé ou obligatoire d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés, et de procéder à la démobilisation totale et immédiate de tous les enfants, notamment dans le cadre de la Commission intersectorielle. Elle prie en outre instamment le gouvernement de continuer de renforcer son système d'enquêtes et de sanctions pénales de manière à pouvoir diligenter sans délai des enquêtes approfondies et poursuites vigoureuses des auteurs de tels crimes et à infliger des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives à toute personne reconnue coupable d'avoir recruté ou utilisé des enfants de moins de 18 ans aux fins d'un conflit armé.***

Article 6. Programmes d'action. Commission intersectorielle pour la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants par des groupes armés illégaux. Dans son précédent commentaire, la commission a pris note de la fourniture d'un appui technique par la Commission intersectorielle à 50 municipalités de 26 départements, 40 municipalités et deux départements pour l'adoption de plans d'action visant à prévenir le recrutement d'enfants par des groupes armés illégaux.

La commission prend note des informations du gouvernement concernant les mesures récentes adoptées par le secrétaire technique de la Commission intersectorielle, notamment l'assistance fournie aux municipalités. Le gouvernement indique que, au cours de 2013, la Commission intersectorielle a travaillé dans 537 municipalités et élaboré 30 stratégies, projets, programmes, accords et plans d'action institutionnels en vue d'empêcher le recrutement et l'utilisation d'enfants et/ou la violence sexuelle à leur égard dans 595 municipalités et dans la zone métropolitaine de Bogotá. Le secrétaire technique a aussi élaboré une méthode de travail pour que 37 municipalités puissent mettre en place un accord national-territorial et créer des groupes de travail appelés à intervenir en cas d'urgence. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle au cours des dix dernières années les programmes mis en place dans le pays ont permis d'aider plus de 900 000 enfants abandonnés dans des conflits et, en 2012, 118 enfants ont été tirés de ces situations ou libérés des groupes armés. ***La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur la mise en œuvre des plans d'action adoptés par la Commission intersectorielle pour prévenir le recrutement et l'utilisation forcée d'enfants par des groupes armés illégaux.***

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Aide pour soustraire les enfants aux pires formes de travail. Enfants soldats. La commission rappelle son précédent commentaire concernant les mesures prises par l'ICBF pour la protection des enfants et des adolescents démobilisés après avoir été enrôlés dans des groupes armés illégaux, qui comportent quatre phases distinctes: identification et diagnostic, traitement, consolidation et surveillance et suivi.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, depuis 2012, l'ICBF continue de renforcer les capacités de son personnel et de ses types d'intervention pour faire face aux défis que sont la réadaptation et la réintégration d'enfants victimes. La commission prend également note des informations du gouvernement concernant le modèle intégré d'assistance psychosociale qui a été créé par l'ICBF pour répondre aux besoins des enfants en fonction de leur âge, de leur sexe, de leur origine ethnique et de la nature du crime dont ils ont été victimes et auquel participent

800 professionnels. En 2013, l'ICBF a lancé un programme pilote dans 11 départements, auquel participent 204 professionnels. La commission prend note en outre de l'information du gouvernement selon laquelle le nombre d'enfants démobilisés après leur enrôlement dans des groupes armés a augmenté, passant de 195 en 2012 à 332 en 2014. ***La commission salue les efforts continus déployés par le gouvernement pour renforcer la capacité de l'ICBF de mettre en œuvre des mesures efficaces dans un délai déterminé en vue d'extraire les enfants des groupes armés, et elle prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur le nombre d'enfants de moins de 18 ans qui ont été réadaptés et intégrés dans leurs communautés à la suite de ces mesures.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Comores

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2004)

Article 2, paragraphe 3, de la convention. Scolarité obligatoire et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que le travail des enfants était apparent dans le pays, notamment en raison de la pauvreté et du faible taux de scolarisation d'un certain nombre d'enfants. A cet égard, la commission a noté que les capacités d'accueil des établissements scolaires étaient très limitées et que certains de ces établissements, notamment aux niveaux primaire et secondaire, se trouvaient contraints de refuser l'inscription à certains enfants en âge de scolarisation. Par conséquent, une grande quantité d'enfants, surtout des familles pauvres et des milieux défavorisés, se trouvaient dépourvus d'éducation. En outre, sur le plan structurel, le pays faisait face à une forte demande en éducation qu'il était incapable de satisfaire en raison d'une insuffisance nette des ressources disponibles.

La commission a noté que le gouvernement avait adopté un programme d'éducation pour tous pour 2015 (programme EPT pour 2015) et qu'un mouvement national pour l'éducation des filles avait été lancé. Elle a toutefois noté que, en raison d'un manque de données, il était impossible de faire des projections concernant l'atteinte des objectifs fixés par le programme EPT pour 2015, sauf en ce qui concerne la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire où il est indiqué que les Comores risquent de ne pas atteindre les objectifs d'ici à 2015.

La commission prend note de l'affirmation du gouvernement selon laquelle des efforts sont fournis pour réduire les écarts entre la scolarisation des filles et celles des garçons et pour renforcer la couverture scolaire pour un meilleur accès à l'éducation des enfants vivant en zones rurales. Le gouvernement indique que la parité filles-garçons a connu une évaluation positive et se situe à 0.87 au niveau du primaire; cependant, elle est moins satisfaisante au niveau du secondaire où la baisse des effectifs des filles scolarisées est importante. Selon le gouvernement, la problématique de l'éducation des filles se pose en termes d'accès tardif, de taux de redoublement très élevés – de l'ordre de 30 pour cent dans le primaire et de 23 pour cent dans le secondaire – et d'un fort taux d'abandon, avec seulement 32 pour cent des élèves qui achèvent le cycle primaire.

La commission note cependant que le Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dans ses observations finales du 8 novembre 2012, a constaté avec inquiétude que 55 pour cent des enfants non scolarisés de 6 à 14 ans sont des filles et qu'il n'existe pas de solutions de rechange pour intégrer ces filles dans le système scolaire. Le comité est également préoccupé par la disparité filles-garçons à l'école primaire et à l'école secondaire, ainsi que par les taux d'abandon scolaire alarmants et persistants des filles à l'école secondaire (CEDAW/C/COM/CO/1-4, paragr. 29). La commission exprime donc sa ***préoccupation*** quant aux taux élevés de redoublement et d'abandon scolaires ainsi que devant la disparité entre la scolarité des filles et des garçons dans les Comores. ***Considérant que l'enseignement obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants, la commission prie le gouvernement de renforcer ses mesures à cet effet et, plus particulièrement, pour augmenter le taux de fréquentation scolaire et diminuer le taux d'abandon scolaire, en particulier chez les filles, afin d'empêcher les enfants de moins de 15 ans de travailler. La commission prie en outre le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les résultats obtenus, ainsi que sur l'application de la convention dans la pratique en donnant, par exemple, des données statistiques ventilées par sexe et par tranche d'âge et relatives à la nature, l'étendue et l'évolution du travail des enfants et des adolescents travaillant en dessous de l'âge minimum spécifié par le gouvernement lors de la ratification de la convention, et des extraits de rapports des services d'inspection.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Congo

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1999)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Politique nationale et application pratique de la convention. La commission a précédemment noté que, selon les statistiques du BIT pour l'année 2000, plus de 960 000 enfants âgés entre 10 et 14 ans

(510 000 garçons et 450 000 filles) avaient une vie économique active. La commission a donc prié le gouvernement de prendre des mesures pour améliorer cette situation, notamment par l'adoption d'une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants.

La commission note avec regret que le rapport du gouvernement ne contient toujours pas d'information sur l'adoption d'une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants. Elle note l'indication du gouvernement selon laquelle aucun rapport d'inspection n'informe sur tout emploi présumé ou effectif d'enfants dans les entreprises congolaises au cours de la période concernée par le rapport. La commission note cependant que les statistiques de l'UNICEF pour les années 2005-2009 révèlent que 25 pour cent des enfants congolais sont concernés par le travail des enfants. Par ailleurs, la commission note que, d'après les informations fournies sur le site Internet du Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE), une enquête congolaise auprès des ménages (ECOM2) a été menée entre les mois de février et mai 2011. **Exprimant sa préoccupation face au nombre important d'enfants qui travaillent en-dessous de l'âge minimum dans le pays et devant l'absence de politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants, la commission prie, une fois de plus, instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de veiller à l'adoption et la mise en œuvre d'une telle politique dans les plus brefs délais. Elle le prie de communiquer des informations détaillées sur les mesures adoptées à cet égard dans son prochain rapport. En outre, la commission prie le gouvernement de communiquer copie de l'ECOM2.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travail dangereux. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 4 de l'arrêté n° 2224 du 24 octobre 1953, fixant les dérogations d'emploi des jeunes travailleurs ainsi que la nature des travaux et les catégories d'entreprise interdits aux jeunes gens et l'âge limite auquel s'applique l'interdiction, interdit d'employer les jeunes travailleurs de moins de 18 ans à certains travaux dangereux et comporte une liste de ces types de travail. La commission a attiré l'attention du gouvernement sur les dispositions du paragraphe 10 (2) de la recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973, qui invite le gouvernement à réexaminer et réviser périodiquement la liste des types d'emploi ou de travail visés à l'article 3 de la convention, selon les besoins, à la lumière notamment des progrès de la science et de la technique.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il prend acte de l'initiative de réexaminer et réviser périodiquement la liste des types d'emploi ou de travail visés à l'article 3 de la convention. **Faisant observer que l'arrêté n° 2224 a été adopté il y a plus de cinquante ans, la commission prie le gouvernement d'indiquer s'il envisage de prendre des mesures afin de réviser la liste des types de travail dangereux établie par l'arrêté n° 2224 dans un avenir proche. Elle le prie de fournir des informations précises à cet égard.**

Article 3, paragraphe 3. Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 5 de l'arrêté n° 2224 interdit d'employer les jeunes travailleurs de moins de 16 ans à certains travaux dangereux. En outre, aux termes de l'article 7, les inspecteurs du travail et des lois sociales peuvent requérir l'examen médical de tout jeune travailleur afin de déterminer si le travail auquel il est employé n'excède pas ses forces. Lorsqu'il est prouvé que le jeune travailleur est inapte physiquement au travail auquel il est employé, il devra être affecté à un travail répondant à son aptitude physique ou licencié sans que les conséquences de son licenciement puissent être mises à sa charge. La commission a constaté que la condition prévue par l'article 3, paragraphe 3, de la convention, à savoir de garantir la santé, la sécurité et la moralité des adolescents âgés entre 16 et 18 ans autorisés à exécuter des travaux dangereux est remplie par les dispositions ci-dessus mentionnées. Elle a rappelé toutefois au gouvernement que l'article 3, paragraphe 3, requiert également que les adolescents âgés entre 16 et 18 ans aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle. Elle a donc prié le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises ou envisagées pour se conformer à cette exigence.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les adolescents âgés entre 16 et 18 ans ne sont jamais autorisés à exécuter les travaux dangereux dans les entreprises. La commission fait toutefois remarquer que l'article 5 de l'arrêté n° 2224 interdit certains travaux dangereux aux enfants de moins de 16 ans, ce qui a contrario implique que ces travaux sont autorisés aux adolescents de plus de 16 ans. **Par conséquent, la commission prie le gouvernement de préciser si l'arrêté n° 2224 est toujours en vigueur. Si tel est le cas, elle le prie instamment de prendre les mesures nécessaires afin de garantir que les adolescents entre 16 et 18 ans autorisés à exécuter des travaux dangereux reçoivent une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle dans la branche d'activité correspondante.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

La commission note avec **regret** que, pour la sixième année consécutive, le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. Vente et traite d'enfants. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle la traite d'enfants entre le Bénin et le Congo pour les faire travailler à Pointe-Noire dans le commerce ou comme employés de maison existe. Selon le gouvernement, ces enfants sont forcés à travailler toute la journée dans des conditions pénibles et sont soumis à des privations de toutes sortes. La commission a noté que les articles 345, 354 et 356 du Code pénal prévoient des sanctions pour les personnes reconnues coupables d'enlèvement ou de détournement de personnes, dont des enfants

de moins de 18 ans. Elle a prié le gouvernement d'indiquer dans quelle mesure les articles 345, 354 et 356 du Code pénal ont été mis en œuvre dans la pratique. ***La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'application des articles 345, 354 et 356 du Code pénal dans la pratique en communiquant, notamment, des statistiques sur le nombre et la nature des infractions signalées, les enquêtes menées, les poursuites engagées, les condamnations prononcées et les sanctions pénales imposées.***

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Vente et traite d'enfants. Dans ses observations précédentes, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle il reconnaît que la traite d'enfants entre le Bénin et le Congo, dont le but est de les faire travailler à Pointe-Noire dans le commerce ou comme employés de maison, est contraire aux droits de l'homme. Elle a noté également que le gouvernement a pris certaines mesures pour éliminer la traite d'enfants, dont: a) le rapatriement d'enfants par le consulat du Bénin, lesquels sont soit repris par la police nationale soit retirés de certaines familles; b) l'exigence, pour les mineurs (enfants de moins de 18 ans), de fournir aux frontières (aéroport) une autorisation administrative de sortie du territoire béninois. La commission a prié le gouvernement de communiquer des informations sur l'impact des mesures prises quant à la réadaptation et l'intégration sociale des enfants à la suite de leur retrait du travail. Elle a noté que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à ce sujet. ***La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises dans un délai déterminé pour soustraire les enfants de moins de 18 ans victimes de cette pire forme de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur l'impact de ces mesures.***

Application de la convention dans la pratique. La commission a noté que, selon les observations finales du Comité des droits de l'enfant sur le rapport initial du Congo en octobre 2006 (CRC/C/COG/CO/1, paragr. 85), une étude sur les causes profondes et les répercussions de la traite doit être menée dans le pays. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats de cette étude et d'en fournir une copie dès qu'elle aura été élaborée.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Costa Rica

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1976)

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN), qui ont été reçues le 3 septembre 2014.

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans son commentaire précédent, la commission a noté la mise en œuvre du Plan national d'action pour la prévention et l'élimination du travail des enfants et la protection spéciale des adolescents travailleurs. Elle a noté aussi qu'un module spécifique sur le travail des enfants avait été adopté et qu'il serait inclus dans l'enquête sur les ménages de 2010.

La commission prend note de l'observation de la CTRN, qui se réfère à un rapport de 2009-10 sur le taux d'abandon scolaire dans l'éducation secondaire au Costa Rica, publié en février 2010 par le ministère de l'Éducation publique. La CTRN indique à ce sujet que les taux élevés d'abandon scolaire montrent que la situation est grave, et que le système national d'éducation ne donne pas la priorité à la couverture universelle. La commission prend note aussi de l'indication de la CTRN selon laquelle des informations statistiques sont contenues dans l'enquête nationale sur les ménages de 2011, qui a été réalisée par l'Institut national de statistique et de recensement (INEC) avec l'assistance technique et financière de l'OIT/IPEC, et qui comprend le nouveau module susmentionné sur le travail des enfants. La CTRN mentionne tout particulièrement les résultats de l'enquête nationale sur les ménages de 2011, selon laquelle 41 187 jeunes âgés de 5 à 17 ans (4,6 pour cent) sont engagés dans des travaux interdits par la convention; 16 160 enfants âgés de 5 à 14 ans (2,2 pour cent) sont engagés dans le travail des enfants, dont 11 593 dans des travaux dangereux, et 25 027 jeunes âgés de 15 à 17 ans (9 pour cent) effectuent des travaux dangereux.

La commission prend note du rapport du gouvernement qui fait mention de la Feuille de route 2010-2020 pour la prévention et l'éradication du travail des enfants et de ses pires formes. La feuille de route a été élaborée en coordination avec l'OIT/IPEC pour prendre la suite du Plan d'action national de 2010. La commission note que la feuille de route vise notamment à: i) faire passer le nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent de 113 523 en 2002 à 27 811 en 2015, puis à zéro en 2020; ii) faire passer le taux de fréquentation dans l'éducation secondaire de 85 pour cent en 2008 à 95 pour cent en 2015, puis à 100 pour cent en 2020. Le gouvernement indique que le programme d'information «Delphos» a été élaboré avec l'assistance du BIT pour déterminer dans quelle mesure la feuille de route a atteint ses objectifs.

La commission prend note aussi de l'indication du gouvernement selon laquelle, même si les résultats de l'enquête sur les ménages de 2011 ne sont pas complètement comparables avec les résultats des enquêtes précédentes sur les ménages en raison du nouveau module sur le travail des enfants, il ressort néanmoins d'une comparaison entre les enquêtes que le nombre d'enfants engagés dans le travail des enfants a diminué (de 49 229 en 2002 à 16 160 en 2011). La commission prend note aussi des résultats du recensement de l'INEC de 2011-2013, joints au rapport du gouvernement,

selon lequel le taux d'abandon scolaire des enfants âgés de 12 à 14 ans est passé de 13 540 sur 65 230 (20,76 pour cent) en 2011 à 996 sur 52 647 (1,9 pour cent) en 2013.

La commission prend note des efforts déployés par le gouvernement pour mettre en œuvre des mesures programmatiques afin de faire reculer le travail des enfants et d'accroître le taux de fréquentation dans l'éducation secondaire. Toutefois, elle note aussi qu'un nombre considérable d'enfants âgés de 5 à 17 ans continuent d'être engagés dans des travaux dangereux. **La commission prie donc le gouvernement de redoubler d'efforts, dans le cadre de la feuille de route pour la prévention et l'éradication du travail des enfants, pour éliminer l'engagement des jeunes dans des travaux dangereux. Elle prie aussi le gouvernement de continuer de fournir des statistiques détaillées sur la nature, l'ampleur et les tendances du travail des enfants et des jeunes qui n'ont pas atteint l'âge minimum spécifié par le gouvernement au moment de la ratification de la convention.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des travaux dangereux. La commission rappelle son commentaire précédent dans lequel elle a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de loi sur l'interdiction pour les adolescents d'effectuer un travail dangereux et insalubre avait été inscrit à l'ordre du jour de la Commission de l'enfance et de l'adolescence de l'Assemblée législative.

La commission prend note avec **satisfaction** de l'information du gouvernement concernant l'adoption de la loi n° 8922 qui interdit aux adolescents d'effectuer des travaux dangereux et insalubres. Cette loi est entrée en vigueur le 25 mars 2011. La commission note à cet égard que la loi n° 8922 porte sur toute une série de types de travail dangereux, entre autres: mines et carrières; activités menées dans des espaces confinés ou clos; activités en haute mer, écaillage ou nettoyage de mollusques; activités sous-marines, plongée ou submersion; activités avec des produits agrochimiques et de synthèse; activités comportant un contact avec des produits, substances ou objets toxiques, combustibles, inflammables, radioactifs, infectieux, irritants ou corrosifs; manufacture, manipulation et gestion de substances et de produits explosifs; utilisation d'équipements lourds ou entraînant des vibrations, et toutes autres machines dangereuses; construction ou entretien de routes publiques ou privées; utilisation de machines manuelles et mécaniques; manutention continue de charges lourdes; travaux dans des milieux comportant une exposition au bruit ou à de fortes vibrations; travaux en hauteur; exposition à des températures extrêmement hautes ou basses; production, distribution ou vente de boissons alcooliques; activités qui compromettent l'intégrité morale des jeunes (par exemple boîtes de nuit, maisons de passe, salles de jeu, lieux de divertissement et ateliers pour les adultes ou établissements dans lesquels des matériels érotiques et pornographiques sont enregistrés, imprimés, photographiés ou filmés); activités qui placent des jeunes dans une situation de responsabilité (par exemple sécurité publique ou privée, encadrement de mineurs, de personnes âgées ou de malades); et activités mentionnées dans la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN) qui ont été reçues le 3 septembre 2014.

Article 3 d) de la convention. Travaux dangereux. Travail domestique des enfants. La commission rappelle son commentaire précédent dans lequel elle a noté que près de 6 pour cent des 113 500 enfants qui travaillent au Costa Rica sont employés comme domestiques et que ces enfants travaillent de longues journées, sont peu ou pas rémunérés, sont souvent victimes de violences physiques et parfois sexuelles, sont exposés à des conditions de travail dangereuses et n'ont souvent pas accès à l'éducation. La commission a noté qu'un projet de loi sur l'interdiction pour les adolescents d'effectuer un travail dangereux et insalubre avait été présenté à l'Assemblée législative en 2005, lequel inclut des dispositions qui réglementent le travail domestique des enfants. La commission a pris note aussi de l'adoption de la loi n° 8842 du 13 août 2010 portant modification du Code de l'enfance et de l'adolescence, qui interdit le travail domestique des enfants âgés de 15 à 18 ans dans les conditions suivantes: i) si les adolescents doivent dormir sur le lieu de travail; ii) si le travail requiert la garde d'enfants, de personnes âgées ou handicapées; et iii) si le travail consiste en une surveillance (art. 94bis).

La commission prend note des observations de la CTRN qui se réfère aux statistiques contenues dans l'enquête nationale sur les ménages de 2011, effectuée par l'Institut national de statistique et de recensement (INEC) avec l'assistance technique et financière de l'OIT/IPEC. La CTRN souligne que, selon cette enquête, le travail domestique représente l'une des plus grandes parts du travail des enfants (10,3 pour cent), et que 56 753 jeunes âgés de 5 à 17 ans accomplissent des tâches domestiques à domicile qui comprennent des travaux dangereux.

La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle la liste des types de travail dangereux a été adoptée conformément à la loi n° 8922 portant sur le travail dangereux et insalubre des adolescents, entrée en vigueur le 25 mars 2011 et à laquelle la commission fait référence dans ses commentaires au titre de l'application de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973. La commission note en particulier que la liste des travaux interdits inclut expressément les pires formes de travail des enfants au sens de l'article 3 de la convention. De plus, la commission note avec **intérêt** que

cette loi interdit expressément le travail domestique des jeunes s'ils doivent dormir sur le lieu de travail ou s'ils doivent rester sur le lieu de travail au-delà des horaires de travail.

Tout en prenant dûment note des efforts du gouvernement pour renforcer sa législation qui protège les jeunes accomplissant des travaux domestiques, la commission relève les résultats de l'enquête nationale sur les ménages de 2011 qui mettent en évidence l'ampleur du travail domestique dans des conditions dangereuses pour les enfants âgés de 5 à 17 ans. **Par conséquent, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la nouvelle législation sur les travaux dangereux soit effectivement appliquée afin d'empêcher que des jeunes domestiques de moins de 18 ans n'accomplissent des travaux dangereux. A ce sujet, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des statistiques sur le nombre d'enfants qui effectuent des travaux domestiques, en particulier des travaux dangereux, sur le nombre et le type des infractions détectées et sur le nombre de personnes poursuivies.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Enfants particulièrement exposés à des risques. Enfants qui travaillent comme domestiques. La commission rappelle son commentaire précédent dans lequel elle a noté qu'une campagne de sensibilisation avait été menée entre 2003 et 2006 sur le travail domestique des enfants à la télévision et à la radio. La commission a noté aussi que quatre programmes avaient été mis en place en collaboration avec l'ONG «Vision mondiale», qui avaient pour objectif d'identifier et de prévoir une aide pour 120 enfants domestiques. La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle, outre le programme mené avec l'ONG «Vision mondiale», qui est arrivé à son terme en 2008, il prend d'autres mesures pour que les familles obtiennent des ressources économiques afin d'améliorer leur qualité de vie et pour permettre à des jeunes et à des adolescents de travailler tout en fréquentant l'école. **Notant l'absence d'information spécifique sur ce point, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures efficaces qu'il a prises dans un délai déterminé de façon à prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Côte d'Ivoire

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2003)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Suivant ses commentaires précédents, la commission note les informations du gouvernement selon lesquelles le travail des enfants demeure un phénomène d'actualité en Côte d'Ivoire. A cet égard, la commission note que les dernières statistiques sur le travail des enfants, telles que révélées par l'enquête sur le niveau de vie des ménages qui avait été conduite en 2008 (ENV 2008), révèlent que 1 570 102 enfants travaillent dans le secteur de l'agriculture et 517 520 enfants travaillent dans le secteur des services. En outre, la commission note que, d'après le rapport de la Confédération syndicale internationale (CSI) pour l'examen des politiques commerciales de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Togo par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (Genève, 2 et 4 juillet 2012), environ 40 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans travaillent et presque un quart des enfants de la Côte d'Ivoire cumulent travail et école. Les enfants des zones rurales travaillent en majorité dans les fermes familiales, dans les plantations, dans des petites mines d'or, dans le commerce ou dans le service domestique.

La commission prend note de l'adoption du Plan d'action national 2012-2014 de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (PAN). Ce plan repose sur quatre axes stratégiques, soit: la prévention; la protection des enfants; la poursuite et la répression des auteurs d'infractions; et le suivi-évaluation des activités. Elle prend note également des informations communiquées par le gouvernement en ce qui concerne les actions qui ont pu être déployées dans le cadre du PAN depuis le commencement de sa mise en œuvre, dont des campagnes de sensibilisation et le renforcement de la capacité des acteurs concernés par le travail des enfants. Cependant, la commission observe avec **préoccupation** le nombre élevé d'enfants qui travaillent en Côte d'Ivoire. **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour améliorer la situation du travail des enfants dans le pays, en particulier dans le secteur de l'agriculture et dans l'économie informelle. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures qui seront prises suite à la fin de la période de mise en œuvre envisagée pour le PAN, soit après 2014. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application de la convention dans la pratique en donnant, par exemple, des données statistiques ventilées par sexe et par tranche d'âge, et relatives à la nature, l'étendue et l'évolution du travail des enfants et des adolescents travaillant en dessous de l'âge minimum spécifié par le gouvernement lors de la ratification, et des extraits des rapports des services d'inspection.**

Article 6. Apprentissage. La commission a précédemment noté que, aux termes de l'article 23.8 du Code du travail, les enfants ne peuvent être employés dans une entreprise, même comme apprentis, avant l'âge de 14 ans, sauf dérogation édictée par voie réglementaire. Par contre, elle a noté que, en vertu de l'article 3 du décret n° 96-204 du 7 mars 1996 relatif au travail de nuit, les enfants de moins de 14 ans admis en apprentissage ou en formation préprofessionnelle

ne peuvent en aucun cas être occupés à un travail, quel qu'il soit, pendant la période de délimitation du travail de nuit et, de manière générale, pendant l'intervalle de quinze heures consécutives, allant de 17 heures à 8 heures.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les observations de la commission seront prises en compte dans le cadre de la révision du Code du travail. **Rappelant à nouveau que, en vertu de l'article 6 de la convention, l'âge d'admission à un travail dans des entreprises dans le cadre d'un programme d'apprentissage est de 14 ans, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour harmoniser le Code du travail et le décret n° 96-204 du 7 mars 1996 avec la convention et fixer l'âge d'entrée en apprentissage à 14 ans, notamment dans le cadre de la révision du Code du travail.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2003)

Articles 3 d) et 7, paragraphe 2 a) et b), de la convention. Travaux dangereux et empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail et les soustraire de ces pires formes. 1. *Enfants dans l'agriculture et les plantations de cacao.* La commission note que les dernières statistiques sur le travail des enfants, telles que révélées par l'enquête sur le niveau de vie des ménages conduite en 2008 (ENV 2008), démontrent que 1 570 103 enfants sont économiquement actifs dans le secteur de l'agriculture, fréquemment dans les plantations de cacao.

La commission note que l'OIT/IPEC mène actuellement un projet visant à éliminer le travail des enfants dans les communautés faisant de l'agriculture dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. Dans le cadre de ce projet, des activités de sensibilisation ont été menées; des formations ont été menées en faveur d'agents de l'agriculture, de fermiers de cacao, d'organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs. En outre, des services ont été fournis à 2 500 enfants visés (1 136 filles et 1 364 garçons), dont le placement dans l'éducation formelle ou dans l'éducation non formelle. Ainsi, 1 176 de ces enfants ont été empêchés d'être engagés dans des pires formes de travail des enfants et 1 320 en ont été retirés. La commission note également que la Côte d'Ivoire est l'un des pays visés par le projet de l'OIT/IPEC, visant à éliminer les pires formes de travail des enfants en Afrique de l'Ouest et renforcer la coopération sous-régionale (ECOWAS), dans le cadre duquel des programmes d'actions dont l'objectif est la sensibilisation, l'éducation, la prévention et la réintégration de 2 300 enfants à risque ou victimes des pires formes de travail des enfants, y compris dans le secteur des plantations de cacao, sont mis en œuvre depuis 2012. **Compte tenu de l'incidence particulièrement élevée du travail dangereux des enfants dans les plantations de cacao, la commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour empêcher que les enfants de moins de 18 ans ne travaillent dans les plantations de cacao et qu'ils soient retirés de ces plantations et réadaptés socialement, notamment en leur assurant l'accès à l'éducation de base gratuite et à la formation professionnelle. Elle le prie de communiquer des informations détaillées sur la nature des mesures prises à cet égard ainsi que sur les résultats obtenus.**

2. *Mines d'or.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que le travail des enfants dans les mines est l'un des 20 types de travail dangereux compris à l'article 1 de l'arrêté n° 2250 du 14 mars 2005 et est interdit aux enfants de moins de 18 ans. Elle a observé que, en vertu de l'article 19 de la loi n° 2010-272 du 30 septembre 2010, les personnes qui ont l'autorité ou la charge d'un enfant et qui lui font ou le laissent sciemment exécuter des travaux dangereux peuvent encourir une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Cependant, elle a noté que l'exploitation du travail des enfants a été constatée sur des sites miniers concédés à des particuliers.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle des mesures sont prises pour nuire aux personnes qui exploitent les enfants dans les mines et qui échappent au contrôle des autorités policières. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour mettre fin à la pratique du travail des enfants dans les mines, y compris celles qui sont concédées à des particuliers, conformément à l'interdiction portée dans sa législation. Elle prie également le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour empêcher que les enfants de moins de 18 ans ne travaillent dans les mines d'or et afin qu'ils soient retirés de ces mines et réadaptés socialement. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard et sur les résultats obtenus.**

Article 6. Programmes d'action et application de la convention dans la pratique. Plan d'action national 2012-2014 de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants. La commission a précédemment noté que l'ENV 2008 avait été conduite, mais que les résultats de cette enquête n'avaient pas été validés.

La commission note que les dernières statistiques sur le travail des enfants, telles que révélées par l'ENV 2008, démontrent que 1 202 404 enfants sont impliqués dans un travail dangereux et 3 364 sont victimes de traite. En outre, elle note que, d'après le rapport de la Confédération syndicale internationale (CSI) au Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) relatif à la politique des échanges commerciaux de Côte d'Ivoire (Genève, 2 et 4 juillet 2012), les enfants dans l'agriculture et l'industrie forestière, en particulier dans les plantations de cacao et de café, travaillent de longues heures, manipulent des pesticides et produits chimiques dangereux, des machines et de lourdes charges et travaillent dans d'autres conditions dangereuses. Les enfants des rues font face à des conditions qui mettent en

danger leur développement physique et moral, et les enfants domestiques sont également vulnérables et risquent souvent d'être exploités sexuellement et de souffrir d'abus physiques et psychologiques.

A cet égard, la commission note que le nouveau Plan d'action national 2012-2014 de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (PAN) a été adopté en mars 2012. Ce plan d'action s'articule autour de quatre objectifs stratégiques: la prévention en consolidant le cadre législatif, en sensibilisant les communautés, en mobilisant les partenaires et en partageant les connaissances; la protection en améliorant l'accès à l'éducation, en prenant les victimes en charge, en mettant en place des structures d'orientation et en renforçant la coopération régionale et internationale; la répression en identifiant et en punissant les responsables de la traite et des pires formes de travail des enfants; et le contrôle et évaluation, notamment à travers la mise en œuvre du Système national de contrôle du travail des enfants ainsi que du Système d'observation et de suivi du travail des enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI). A cet égard, la commission note que le SOSTECI est un système qui permet de trouver et d'aider les enfants impliqués dans les travaux dangereux. Il constitue en outre un moyen de collecte et de partage d'informations sur le travail des enfants et ses pires formes.

La commission prend bonne note des informations communiquées dans le rapport du gouvernement soumis au titre de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, concernant les résultats obtenus depuis la mise en œuvre du PAN. Ceux-ci comprennent des actions de sensibilisation auprès des communautés, le renforcement de la capacité des acteurs intervenant dans la lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants, l'amélioration de l'accès des enfants à l'éducation et l'installation d'une ligne verte d'assistance aux enfants en détresse (3 577 appels ont été enregistrés entre novembre 2013 et février 2014).

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission doit exprimer sa *préoccupation* face au grand nombre d'enfants travaillant dans des conditions dangereuses en Côte d'Ivoire. ***La commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour assurer la protection dans la pratique des enfants contre les pires formes de travail, y compris le renouvellement du PAN qui doit prendre fin en 2014. La commission prie le gouvernement de fournir des statistiques récentes, telles que recueillies par le SOSTECI, sur la nature, l'étendue et l'évolution des pires formes de travail des enfants, sur le nombre d'enfants protégés par les mesures donnant effet à la convention, sur le nombre et la nature des infractions signalées, les enquêtes menées, les poursuites engagées, les condamnations prononcées et les sanctions pénales imposées. Dans la mesure du possible, toutes ces informations devraient être ventilées par sexe et âge.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Cuba

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1975)

Article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention. Détermination des types de travail dangereux interdit aux jeunes de moins de 18 ans. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a noté avec intérêt que, en vertu de l'article 15(1) de la décision n° 8/2005 du 1^{er} mars 2005 portant règlement général sur les relations de travail, les jeunes de moins de 18 ans ne peuvent être occupés aux travaux suivants: travaux qui les exposent à des risques physiques ou psychologiques; travaux qui s'effectuent la nuit, sous terre ou sous l'eau; travaux qui s'effectuent à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés; travaux qui s'effectuent avec de lourdes charges; travaux qui les exposent à des substances dangereuses ou à des conditions de température, de bruit ou de vibration préjudiciables à leur santé et à leur développement. Elle a en outre noté que, aux termes du paragraphe 2 de l'article 16 du même règlement, la liste des postes de travail présentant des risques est établie dans une annexe à la convention collective du travail. Enfin, elle a noté l'information du gouvernement selon laquelle des consultations concernant le projet de Code du travail étaient en cours.

La commission note avec *satisfaction* l'adoption du nouveau Code du travail et de son règlement d'application du 17 juin 2014, qui intègre sous l'article 68 la liste des travaux dangereux figurant dans le Règlement général sur les relations de travail énumérés ci-dessus, applicable à tous les jeunes de 15 à 18 ans.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République dominicaine

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Articles 3 a) et 7, paragraphe 1, de la convention. Vente et traite d'enfants en vue de leur exploitation sexuelle et sanctions. La commission rappelle avoir pris note dans ses précédents commentaires du fait que la République dominicaine est un pays à la fois source, de transit et de destination de la traite à des fins d'exploitation sexuelle commerciale et de travail forcé d'hommes, de femmes et d'enfants. La commission a en outre noté que, en dépit des peines sévères prévues dans la législation nationale concernant la traite des personnes et des efforts déployés par le gouvernement pour éradiquer cette pratique, ce problème reste très répandu. Enfin, elle a noté que, d'après les indications

données par le gouvernement, une révision du Code pénal et de la loi n° 137-03 du 7 août 2003 avait été engagée en vue de renforcer les sanctions prévues pour réprimer la vente et la traite d'enfants et leur exploitation sexuelle commerciale.

La commission prend note du déploiement, d'après les informations communiquées par le gouvernement dans son dernier rapport, du Système national de surveillance et d'information sur le travail forcé (INFOSITI), projet qui bénéficie d'une assistance de l'OIT/IPEC par le biais d'un projet financé par l'Espagne. Le gouvernement indique qu'une base de données sur le travail des enfants a été élaborée au titre de la première phase d'INFOSITI et qu'il élabore, au titre de la deuxième phase, un système devant assurer la collecte par l'inspection du travail de données sur le travail des enfants ainsi que des protocoles de gestion de l'information et de réponses interinstitutions. Il indique en outre qu'il a constitué 45 comités provinciaux de gestion locale pour la prévention et l'éradication du travail des enfants ainsi que deux réseaux de surveillance et de prévention.

Tout en prenant note de ces mesures, la commission prend note par ailleurs d'informations émanant de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) concernant le nombre de mineurs haïtiens victimes de la traite en République dominicaine. Devant la persistance de la traite des enfants dans le pays, la commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement ne fournit aucune des informations spécifiques qu'elle avait demandées dans son observation précédente quant aux mesures déployées pour s'attaquer au problème de la traite des enfants aux fins de leur exploitation sexuelle commerciale ou de leur soumission à du travail forcé dans le pays et pour renforcer l'action des organes chargés de la répression de la traite. La commission note que, s'il inclut au nombre des objectifs de son Plan stratégique national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (PEN) (2006-2016) la révision de son Code pénal, le gouvernement indique dans son rapport que la législation nationale en vigueur prévoit d'ores et déjà les peines les plus sévères contre les actes relevant de la traite. **La commission est donc à nouveau conduite à prier instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts visant à renforcer les capacités des organes chargés de faire appliquer la loi afin que tous les auteurs de faits constitutifs de traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle ou d'exploitation au travail soient effectivement poursuivis et sanctionnés par des peines dissuasives. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur le déploiement de l'INFOSITI et qu'il transmette des statistiques collectées dans ce cadre, notamment sur le nombre des infractions signalées, des enquêtes ouvertes, des poursuites exercées, des condamnations prononcées et sur les sanctions pénales appliquées dans les cas de violations des dispositions légales réprimant la vente et la traite d'enfants. Enfin, elle prie le gouvernement d'indiquer clairement s'il envisage, comme indiqué précédemment, de procéder à des amendements du Code pénal et de la loi n° 137-03 du 7 août 2003.**

Article 6. Programmes d'action. Exploitation sexuelle commerciale. Plan national pour l'élimination de la maltraitance et de l'exploitation sexuelle commerciale des garçons, filles et adolescents. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note avec intérêt du lancement du Plan national 2009-2014 pour l'élimination de la maltraitance et l'exploitation sexuelle commerciale des garçons, filles et adolescents et des activités prévues dans ce cadre pour lutter contre l'exploitation sexuelle commerciale dans le pays, ainsi que du projet de l'OIT/IPEC intitulé «Elaborer une feuille de route pour faire de l'Amérique centrale, du Panama et de la République dominicaine une zone exempte de travail des enfants», projet qui devait bénéficier de l'assistance prévue par le Conseil national pour l'enfance et l'adolescence (CONANI) pour les enfants et adolescents victimes d'exploitation sexuelle commerciale.

La commission note que le PEN 2006-2016 a pour objectif la concrétisation de la protection des droits fondamentaux des enfants et des adolescents à l'horizon 2016 et l'élimination du travail des enfants à l'horizon 2020. Elle prend note, en outre, des informations communiquées par le gouvernement concernant les mesures déployées dans le cadre du PEN et de la Feuille de route visant à faire de la République dominicaine un pays exempt de travail d'enfants notamment sous ses pires formes (la Feuille de route). En particulier, elle prend note de l'intégration de la prévention et de l'éradication du travail des enfants dans le Plan-cadre des Nations unies pour l'assistance au développement (UNDAF) 2012-2016 et, d'autre part, du système consistant à lier la prévention et l'élimination du travail des enfants à l'attribution de prestations aux foyers concernés dans le cadre du programme intitulé «Progressons grâce à la solidarité».

Tout en prenant note des mesures déployées par le gouvernement pour éradiquer le travail des enfants dans le pays, la commission note que le rapport du gouvernement ne fournit pas d'informations nouvelles concernant les mesures concrètement prises ou envisagées dans le cadre du Plan national contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants – ou de tout autre programme similaire – pour s'attaquer spécifiquement au problème de l'exploitation sexuelle des enfants dans le pays. **La commission prie en conséquence le gouvernement de renforcer ses efforts de lutte contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants et de fournir des informations sur l'impact du PEN et de la Feuille de route dans ce domaine.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa a). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Exploitation sexuelle commerciale. Industrie du tourisme. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que le projet régional OIT/IPEC contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants prévoyait un renforcement des capacités institutionnelles nationales. Elle a noté qu'une coordination institutionnelle majeure avait été mobilisée à travers une assistance technique spécialisée devant être accordée à la Commission interinstitutionnelle contre la maltraitance et l'exploitation sexuelle des enfants à des fins

commerciales, et qu'un code de déontologie pour le secteur du tourisme avait été instauré et des activités de sensibilisation par rapport à l'exploitation sexuelle commerciale avaient été déployées dans l'industrie du tourisme. ***En l'absence d'informations nouvelles sur ce point, la commission est à nouveau conduite à prier le gouvernement d'indiquer les mesures qui ont été prises ou envisagées pour la sensibilisation directe des acteurs de l'industrie du tourisme. Elle le prie également de fournir des informations sur la mise en œuvre du Projet régional contre l'exploitation sexuelle commerciale en termes de prévention de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants.***

Alinéa b). *Aide directe nécessaire pour soustraire des enfants aux pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Exploitation sexuelle commerciale.* La commission a noté précédemment que 80 enfants avaient été soustraits à une situation d'exploitation sexuelle commerciale en leur permettant d'accéder à des services éducatifs ou des possibilités de formation professionnelle.

La commission note que, s'il a fourni des informations détaillées sur les initiatives prises dans le domaine de l'éducation, notamment sur l'amélioration de l'accès à l'éducation initiale et à l'éducation de base et la construction de nouvelles salles de classe dans l'ensemble du pays, le gouvernement n'a fourni aucune information nouvelle sur la manière dont les moyens éducatifs et de formation professionnelle sont mis à contribution pour soustraire des enfants à une exploitation sexuelle commerciale. ***La commission prie donc le gouvernement d'indiquer les mesures prévues pour assurer l'aide directe appropriée nécessaire pour soustraire les enfants de l'exploitation sexuelle commerciale et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle le prie à nouveau d'indiquer si des centres d'accueil pour les enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale ont été créés dans le pays, de préciser le nombre d'enfants accueillis par de tels centres et, enfin, d'indiquer si des programmes spécifiques de suivi médico-social sont prévus et sont mis en œuvre pour les enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Dominique

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1983)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2, paragraphe 2, de la convention. Elévation progressive de l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. Notant que le gouvernement avait spécifié comme âge minimum, lors de la ratification de la convention, l'âge de 15 ans, la commission observe que la loi sur l'éducation de 1997 fixe cet âge minimum à 16 ans. ***A cet égard, la commission saisit cette opportunité pour attirer l'attention du gouvernement sur les dispositions de l'article 2, paragraphe 2, de la convention, qui prévoient que tout Membre ayant ratifié cet instrument pourra par la suite informer le Directeur général du BIT par de nouvelles déclarations qu'il relève l'âge minimum spécifié précédemment. Une telle démarche aurait pour effet que l'âge minimum fixé par la législation nationale serait en harmonie avec ce qui est prévu au niveau international. La commission saurait gré au gouvernement d'étudier la possibilité de faire parvenir au Bureau une telle déclaration.***

Article 3, paragraphe 1. Age minimum d'admission à tous types de travail dangereux. La commission avait noté précédemment qu'en vertu de l'article 7(1) de la loi sur l'emploi des femmes, des enfants et des adolescents aucun jeune (de moins de 18 ans) ne sera employé ni ne travaillera de nuit dans un établissement industriel public ou privé, à moins qu'il ne s'agisse d'un établissement n'employant que les membres de la même famille. La commission observe cependant qu'aucune autre disposition n'interdit l'emploi des jeunes à des travaux susceptibles de mettre en danger leur santé, leur sécurité ou leur moralité. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que tous types de travail dangereux soient interdits pour les personnes de moins de 18 ans.***

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travail dangereux. La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport sur l'application de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, que les partenaires sociaux devaient être consultés en 2009 aux fins de la détermination des types de travail dangereux. ***Rappelant que, en vertu de l'article 3, paragraphe 2, les types de travail dangereux seront déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, la commission prie le gouvernement de donner des informations sur tout progrès concernant la détermination de la liste des types de travail dangereux auxquels l'accès des personnes de moins de 18 ans sera interdit.***

Article 7, paragraphe 3. Détermination des types de travaux légers. La commission note que, si l'article 46(3) de la loi précitée permet d'employer des enfants de 14 ans pendant les vacances scolaires (c'est-à-dire à des travaux légers), les types de travaux légers auxquels ces enfants peuvent être employés ne semblent pas avoir été déterminés. Elle rappelle à cet égard que, en vertu de l'article 7, paragraphe 3, de la convention l'autorité compétente déterminera les activités constituant des travaux légers et prescrira la durée, en heures, et les conditions de l'emploi ou du travail dont il s'agit. ***En conséquence, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées afin que la durée, en heures, et les autres conditions d'emploi à des travaux légers accessibles à des enfants de 14 ans pendant les vacances scolaires soient déterminées, conformément à l'article 7, paragraphe 3, de la convention.***

Article 9, paragraphe 3. Tenue de registres. La commission avait noté précédemment que l'article 8(1) de l'ordonnance sur l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants prescrit la tenue de registres ou de listes des personnes employées dont l'âge est inférieur à 16 ans, tandis que l'article 9, paragraphe 3, prescrit la tenue de tels registres pour les personnes dont l'âge

est inférieur à 18 ans. *Notant que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations à ce sujet, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que des registres ou autres documents soient tenus par l'employeur pour les personnes dont l'âge est inférieur à 18 ans. Elle le prie de donner des informations sur les dispositions prises à cet égard.*

Application de la convention en pratique. La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport sur l'application de la convention n° 182 que des dispositions ont été prises en 2009 en vue d'étendre, en concertation avec les partenaires sociaux, la mission de l'inspection du travail aux problèmes de travail des enfants. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique, notamment des données statistiques sur l'emploi des enfants et des adolescents, des extraits de rapports pertinents des services d'inspection et des informations sur le nombre et la nature des infractions constatées mettant en cause des enfants et des adolescents.**

La commission demande au gouvernement de prendre en considération ses commentaires concernant les divergences entre la législation nationale et la convention, et elle l'invite à étudier la possibilité d'une assistance technique du BIT pour l'aider à rendre la législation conforme à la convention.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Egypte

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1999)

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et application de la convention dans la pratique. La commission a précédemment exprimé ses préoccupations quant au nombre et à la situation des enfants qui travaillent en Egypte avant d'avoir atteint l'âge minimum et demandé instamment que le gouvernement intensifie les efforts déployés pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants.

La commission note que, d'après les informations communiquées par le gouvernement, un projet visant à faire reculer l'emploi d'enfants à des travaux dangereux grâce à des politiques de soutien portant notamment sur les moyens d'existence et l'éducation est actuellement déployé en collaboration avec le Programme alimentaire mondial dans le secteur agricole des gouvernorats d'Assiout, Sohag, Menya, Fayoum et Sharkeya. Ce projet a pour ambition de s'attaquer aux causes profondes du phénomène en protégeant 16 000 enfants en les empêchant d'entrer sur le marché du travail, plus précisément en évitant que 8 000 enfants ne soient mis au travail et soient au contraire scolarisés formellement, en retirant 5 000 enfants d'une situation de travail et en les réinsérant dans l'éducation non formelle et en formant 3 000 garçons comme apprentis.

La commission note toutefois que, d'après les conclusions de l'Enquête nationale sur le travail des enfants menée en Egypte par l'OIT et par l'Agence centrale de mobilisation publique et de statistiques en 2010, sur un total de 17,1 millions d'enfants, 1,59 million d'enfants âgés de 5 à 17 ans, dont 21 pour cent de filles et 79 pour cent de garçons, ont un travail. Près de la moitié sont occupés à un travail non rémunéré et dangereux, principalement en qualité de travailleurs domestiques non rémunérés; près de 9 pour cent des enfants de 5 à 9 ans qui travaillent sont occupés à un travail rémunéré reconnu comme dangereux, et cette proportion augmente régulièrement avec l'âge, atteignant 48 pour cent pour les garçons de 15 à 17 ans et 28 pour cent pour les filles de 15 à 17 ans. La majorité (63,8 pour cent) de ces enfants travaillent dans l'agriculture, puis dans le secteur industriel (17,7 pour cent), et enfin dans les services (18,5 pour cent). L'enquête montre en outre que les enfants qui travaillent sont exposés à des conditions de travail dangereuses – telles que l'exposition à la poussière, à la fumée, à des températures extrêmes, ou le travail en présence de produits ou substances chimiques – ou encore sont soumis à des tâches harassantes. Ils sont ainsi fortement exposés à des facteurs influant négativement sur leur santé et des risques de lésions corporelles, qui touchent ainsi 45 pour cent de ceux qui ont un travail rémunéré reconnu comme dangereux et 37 pour cent de ceux qui ont un travail non rémunéré reconnu comme dangereux. La commission exprime sa **profonde préoccupation** devant la situation et le nombre particulièrement élevé d'enfants qui travaillent en Egypte, voire qui exercent un travail dans des conditions dangereuses. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants, en particulier dans le secteur agricole. Elle le prie de fournir des informations sur les mesures prises et sur leurs résultats, en termes de nombre d'enfants ayant été effectivement retirés d'une situation de travail pour bénéficier de services appropriés. Elle le prie également de donner des informations sur les résultats de l'action déployée dans les gouvernorats par le Comité directeur de l'éradication du travail des enfants, et sur le projet mis en œuvre en collaboration avec le Programme alimentaire mondial pour éradiquer le travail dangereux d'enfants.**

Point III du formulaire de rapport. Inspection du travail. Faisant suite à ses commentaires précédents, la commission note que le gouvernement indique qu'un système d'observation et de suivi du travail des enfants dans l'agriculture a été instauré. Elle note également que, selon le rapport du gouvernement, le ministère de la Main-d'œuvre et des Migrations a établi, en collaboration avec les administrations exerçant ces mêmes compétences au niveau des gouvernorats, un plan annuel de visite sur le terrain axé sur l'inspection du travail des enfants, en application du Code du travail de 2003, de la loi sur les enfants de 2008 et de l'ordonnance ministérielle n° 118 de 2003 interdisant l'accès des

enfants de moins de 18 ans à tout travail dangereux. Ce plan annuel inclut des cycles de formation pour les inspecteurs du travail de tous ces secteurs ainsi que des campagnes de sensibilisation s'adressant aux parents, aux travailleurs et aux employeurs. La commission note cependant que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations sur le nombre des infractions relevées dans ce domaine et les sanctions appliquées. ***La commission prie donc le gouvernement de fournir des informations sur le nombre et la nature des infractions ayant trait à l'emploi d'enfants et d'adolescents détectées par l'inspection du travail, de même que sur le nombre de personnes poursuivies et le nombre de sanctions imposées.***

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

Articles 3 a) et 7, paragraphe 2) a) et b), de la convention. Vente et traite d'enfants et mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et pour soustraire des enfants de la traite et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. La commission a noté dans ses précédents commentaires que, d'après le rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants, en Egypte, ce phénomène inclut le plus souvent la traite de jeunes filles à des fins d'exploitation sexuelle à travers des «mariages saisonniers ou temporaires» mais aussi d'autres formes d'exploitation sexuelle et de prostitution, du travail d'enfants et de la servitude domestique. Elle a demandé que le gouvernement intensifie les efforts visant à prévenir et éradiquer ces phénomènes de traite d'enfants.

La commission note que, selon les informations communiquées par le gouvernement, le Conseil national pour la maternité et l'enfance (NCCM) a mis en place une unité spéciale de lutte contre la traite des enfants (unité TIC). Cette unité TIC assure à des femmes et des jeunes filles une formation professionnelle dans des professions génératrices de revenus, comme un moyen de lutter contre la pauvreté et, par-là, de venir à bout de la pratique des «mariages saisonniers ou temporaires». Il ressort aussi du rapport du gouvernement que cette unité a organisé 79 cycles de formation s'adressant aux fonctionnaires des institutions chargées de faire respecter les lois, au personnel des ONG et au personnel des services sanitaires et sociaux s'occupant des victimes de la traite et, par ailleurs, qu'elle a mené plusieurs campagnes de sensibilisation contre les risques inhérents aux transactions de mariage. D'après un rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) de juillet 2011, un atelier de formation a été organisé au bénéfice de 30 officiers de la police égyptienne sur la base des modules du manuel sur la répression de la traite des êtres humains établi par l'ONUDC à l'intention des juristes, en vue de renforcer les capacités de ces officiers face à ces situations, ainsi que leurs moyens d'investigation.

En outre, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'unité TIC a créé dans la ville d'El Salam, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), un centre pour la réadaptation des enfants victimes de la traite, qui procure aux victimes un hébergement temporaire sûr, de l'assistance médicale et de l'assistance juridique, de même qu'une aide en vue de leur retour et de leur intégration sociale. La commission note en outre que, d'après le rapport établi par la Confédération syndicale internationale (CSI) en vue de l'examen de la politique commerciale de l'Egypte par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le gouvernement a déployé des efforts contre l'exploitation des jeunes filles à travers les «mariages temporaires»; à ce titre, 50 affaires ont donné lieu à des enquêtes, et 29 personnes ont été condamnées en 2010. La commission note cependant que le Projet de recherche sur les schémas régissant la traite dans la société égyptienne, mené par le Centre national d'études sociales et criminologiques (rapport sur l'étude du NCSCR), montre que les principales formes de traite des êtres humains en Egypte sont la traite des enfants à des fins d'exploitation au travail et d'exploitation sexuelle et la traite des enfants vivant dans la rue à des fins d'exploitation sexuelle et de mendicité.

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission se déclare ***préoccupée*** par le fait que la traite d'enfants à des fins d'exploitation au travail et d'exploitation sexuelle reste un problème grave dans la pratique. ***La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces en vue de lutter contre et d'éradiquer la traite d'enfants de moins de 18 ans et d'assurer la réadaptation et l'intégration sociale de tous les enfants victimes de la traite. Elle le prie de fournir des informations sur les mesures concrètes prises à cet égard et sur leurs résultats en termes de nombre d'enfants soustraits à des situations relevant des pires formes de travail des enfants avant de bénéficier de mesures de réadaptation et d'intégration sociale.***

Article 3 b). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution. La commission a précédemment demandé instamment que le gouvernement veille à ce que les enfants entraînés dans la prostitution soient traités comme des victimes et non comme des délinquants.

La commission note que le gouvernement se réfère à l'article 101 de la loi sur l'enfance, aux termes duquel un enfant de moins de 15 ans ayant commis une infraction encourt les sanctions suivantes: la réprimande; être placé dans un hôpital spécialisé ou une institution de prévoyance sociale; suivre un cours de formation professionnelle et de réadaptation; accomplir des tâches spécifiques; être soumis à une mise à l'épreuve judiciaire; avoir à faire un travail d'intérêt public (sans danger). La commission note que l'article 111 de la loi sur l'enfance interdit de prononcer des peines correspondant à la peine de mort, à l'emprisonnement à vie ou aux travaux forcés lorsqu'il s'agit de personnes de moins

de 18 ans, et qu'il prévoit des peines d'emprisonnement réduites à trois mois ou les mesures mentionnées à l'article 101 lorsqu'il s'agit d'adolescents de 15 ans ou plus. A cet égard, la commission note que, d'après les informations présentées par la délégation égyptienne à la 57^e session du Comité des droits de l'enfant le 6 juin 2011, la loi égyptienne interdit de prononcer des peines pénales à l'égard d'enfants et préconise en lieu et place des mesures éducatives et préventives. La délégation a déclaré en outre qu'en janvier 2011 aucun enfant ne se trouvait condamné à une peine d'emprisonnement.

La commission note cependant que, dans ses observations finales de juillet 2011 sur l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/EGY/CO/1, paragr. 35), le Comité des droits de l'enfant prenait note avec préoccupation des informations de la délégation égyptienne d'après lesquelles les adolescents de plus de 15 ans qui se livrent à la prostitution de leur propre chef sont responsables de leurs actes au regard de la législation interne, qui érige la prostitution en crime. La commission se doit de souligner à cet égard que les enfants de moins de 18 ans qui sont utilisés, recrutés ou proposés à des fins de prostitution doivent être traités comme des victimes et non comme des délinquants (voir étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 510). **La commission prie donc à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que tout enfant de moins de 18 ans qui a été entraîné dans la prostitution soit traité comme une victime et non comme un délinquant.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. Enfants des rues. La commission a pris note des informations présentées par l'UNICEF estimant à près d'un million le nombre des enfants vivant dans la rue en Egypte. Elle a demandé instamment que le gouvernement redouble d'efforts pour assurer que les enfants de moins de 18 ans qui vivent et travaillent dans la rue soient protégés contre les pires formes de travail des enfants, notamment contre la traite, l'exploitation sexuelle commerciale et la mendicité.

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur les mesures prises en vue d'instaurer en faveur des enfants des rues une protection contre les pires formes de travail des enfants. Elle note cependant que, d'après le rapport sur l'étude du NCSCR, au moins 20 pour cent des enfants des rues, appartenant pour la plupart à la classe d'âge des 6 à 11 ans, sont victimes de la traite et exploités par une tierce partie aux fins d'exploitation sexuelle ou de mendicité; près de 40 pour cent des enfants des rues n'ont jamais commencé leur scolarité, et 60 pour cent n'accèdent guère qu'à une éducation minimale dans le primaire ou les filières préparatoires. **Rappelant que les enfants des rues sont particulièrement exposés aux pires formes de travail des enfants, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de redoubler d'efforts en vue d'instaurer en faveur des enfants de moins de 18 ans qui vivent et travaillent dans la rue une protection contre les pires formes de travail des enfants, en particulier contre la traite, l'exploitation sexuelle commerciale et la mendicité. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises à cet égard et les résultats obtenus.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

El Salvador

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Articles 3 a) et 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants et sanctions. Vente et traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle. La commission a noté antérieurement que la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle, en particulier dans les réseaux de prostitution forcée impliquant des enfants, est un problème grave dans le pays, les enfants victimes provenant du Mexique, du Guatemala et d'autres pays de la région pour la prostitution. Elle a également noté la préoccupation exprimée par le Comité des droits de l'enfant concernant le faible nombre de poursuites et de condamnations pour des infractions liées à la traite, par rapport au nombre de cas signalés.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement concernant les enquêtes effectuées et les condamnations obtenues pour la vente et la traite de personnes. Toutefois, comme elle le faisait observer dans son précédent commentaire, ces informations manquent de statistiques ventilées permettant de déterminer si les victimes sont adultes ou ont moins de 18 ans. Au lieu de cela, le gouvernement a fourni un exemple de condamnation pénale pour soumission à la traite de 11 victimes âgées de 11 à 16 ans. De plus, la commission note que, sans préciser d'âge, le gouvernement indique que les pouvoirs publics ont recensé 32 enfants victimes de la traite en 2013. Enfin, la commission croit comprendre que la Commission en charge de la famille, de l'enfance, de l'adolescence, des personnes âgées et des personnes handicapées a mené une étude et élaboré un projet de loi spécial contre la traite des êtres humains qui, entre autres éléments, inflige de plus lourdes sanctions en cas de délits commis contre des enfants.

La commission prend également note de l'adoption d'une politique nationale de lutte contre la traite des personnes en 2012. Toutefois, elle prend par ailleurs note des observations finales de 2014 du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW/C/SLV/CO/2, paragr. 44), qui exprime sa préoccupation concernant le faible nombre de condamnations prononcées pour infraction de traite. **La commission prie**

donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que des enquêtes approfondies et des poursuites vigoureuses soient menées à bien contre les personnes qui se livrent à la vente et à la traite d'enfants de moins de 18 ans aux fins de l'exploitation sexuelle. Elle prie également le gouvernement de faire en sorte que le projet de loi spécial contre la traite des êtres humains soit adopté. Elle le prie en outre de fournir des informations statistiques concernant les enquêtes effectuées et les condamnations obtenues dans le cadre de la vente et de la traite d'enfants de moins de 18 ans.

Article 7, paragraphe 2. *Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et les en soustraire. Exploitation sexuelle commerciale et traite des enfants à cette fin.* Comme suite à ses précédents commentaires, la commission prend note du fait que le gouvernement mentionne sa politique nationale de lutte contre la traite des êtres humains établie en vertu du décret n° 450 en 2012 qui, dans sa définition de l'expression «traite des êtres humains», inclut la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de tourisme sexuel. Le plan national prévoit la protection, la réintégration et la restitution des victimes de la traite ainsi que l'élaboration de programmes de protection des victimes et de rapatriement de celles-ci, au besoin. La commission prend en outre note de la création d'un conseil national de lutte contre la traite des êtres humains qui a pour mission de renforcer les activités en matière d'élaboration, de coordination et d'évaluation de la politique nationale ainsi que, entre autres activités, d'établir un plan d'action national pour la mise en œuvre des principes énoncés dans la politique nationale. La politique et le plan d'action nationaux seront évalués tous les trois ans afin de déterminer des mesures de suivi appropriées, et des rapports publics seront diffusés pour fournir des informations sur leur réalisation et l'application de ladite politique.

La commission note en outre les informations du gouvernement concernant les mesures prises pour fournir une assistance aux enfants et aux adolescents, telles que les activités de sensibilisation et de prévention de la traite à des fins d'exploitation commerciale et sexuelle dont ont bénéficié 919 garçons et 854 filles dans des centres scolaires, et la formation de 290 responsables dans le domaine des droits de l'enfant aux thèmes de la migration, de la traite et de l'exploitation sexuelle. Le gouvernement ajoute que le ministère de la Justice et de la Sécurité publique a mis en œuvre un plan visant à éradiquer l'exploitation sexuelle commerciale, la traite des êtres humains, le travail des enfants et les pires formes de travail des enfants dans le cadre du Plan de stratégie institutionnelle (PNC).

La commission prend dûment note des mesures adoptées par le gouvernement dans le cadre des programmes de lutte contre la traite des êtres humains. Toutefois, elle note également que, si le plan national et la mission du conseil national visent la traite des êtres humains en général, ils ne contiennent pas de dispositions spécifiques concernant les victimes de moins de 18 ans. Elle note de surcroît que, selon les informations statistiques du gouvernement, 14 cas d'exploitation sexuelle commerciale ont été recensés en janvier 2014, ce qui, comme le note la commission, est proche des 15 cas signalés en janvier 2013 et peut donner à penser que le gouvernement doit multiplier les efforts en vue de faire reculer le nombre de cas de traite des enfants. ***Rappelant que les enfants de moins de 18 ans sont particulièrement exposés à la traite à des fins d'exploitation sexuelle commerciale, la commission encourage vivement le gouvernement à prendre des mesures immédiates et efficaces dans un délai déterminé pour prévenir les cas de traite, soustraire les enfants à ces conditions et prévoir la réadaptation des enfants victimes de telles pratiques, tout particulièrement dans le contexte du plan national.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Equateur

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Articles 3 a) à c) et 7, paragraphe 1, de la convention. *Traite des enfants et utilisation des enfants à des fins d'exploitation sexuelle commerciale et d'activités illicites, et sanctions.* La commission a noté précédemment le nombre considérable d'enfants qui étaient victimes des pires formes de travail des enfants, y compris d'exploitation sexuelle commerciale et de traite à cette fin. La commission a pris note aussi de l'indication du gouvernement selon laquelle une nouvelle législation était envisagée pour protéger davantage les enfants contre les pires formes de travail des enfants, y compris leur participation à la production, la commercialisation et la publicité de substances et d'objets nocifs.

La commission prend note avec *intérêt* des récentes mesures législatives du gouvernement qui interdisent et sanctionnent les pires formes de travail des enfants. Plus concrètement, la commission prend note d'un nouveau Code pénal du 10 février 2014 qui contient des dispositions spécifiques et des sanctions plus lourdes pour les crimes concernant des enfants soumis à une exploitation sexuelle à des fins commerciales et à la traite à cette fin (art. 91, 92, 100 et 102) et à des activités illicites ayant trait, notamment, à des substances nocives (art. 220). La commission note aussi que le Code pénal (art. 445 à 447) et de récents amendements à la Constitution (art. 78) prévoient un système spécial de protection des victimes de crimes, notamment des enfants. Le gouvernement se réfère à cet égard au Règlement du système de protection et d'assistance des victimes, témoins et autres participants à des procédures pénales (SPAVT) d'avril 2014, qui garantit

une protection et une assistance spécifique aux victimes de crimes, y compris des enfants. La commission note que le SPAVT confie également de nouvelles responsabilités aux services du Procureur général pour diriger et réglementer ce système. **Tout en prenant note de la nouvelle législation, la commission prie le gouvernement de veiller à ce qu'elle soit appliquée effectivement au moyen d'enquêtes approfondies et de poursuites rigoureuses contre les personnes qui soumettent des enfants aux pires formes de travail des enfants. La commission prie aussi le gouvernement de fournir des informations sur l'application des nouvelles dispositions du Code pénal concernant les pires formes de travail des enfants, y compris le nombre d'enquêtes, de poursuites et de condamnations, et la durée des sanctions imposées à ce sujet.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, les soustraire de ces formes de travail et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Exploitation sexuelle commerciale des enfants et traite des enfants à cette fin. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note du Plan national pour combattre la traite des personnes, le trafic illicite de migrants, l'exploitation sexuelle, l'exploitation économique et les autres modes d'exploitation, la prostitution des femmes, des garçons, des filles et des adolescents, la pornographie infantile et la corruption de personnes mineures (le Plan national).

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le cadre du Plan national, l'Unité de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants, établie en 2012, coordonne les programmes et projets, avec l'assistance du Secrétariat de la planification et du développement nationaux (SENPLADES). La commission prend note aussi de l'action menée par le gouvernement pour coopérer avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et mettre en œuvre le Protocole national de lutte contre la traite des personnes, ainsi que le Plan national dans les domaines de la prévention, de la protection intégrale, des enquêtes, des sanctions et de la coordination. Le gouvernement indique que, dans le cadre du plan national, il a mené à bien les activités suivantes: la première enquête nationale sur la traite des personnes; neuf études sur la traite des personnes à l'échelle des provinces et des villes; et neuf études sur la question de la traite des personnes à l'échelle municipale. Le gouvernement indique également que, avec l'assistance technique du BIT, il a créé un système d'enregistrement des cas de traite des personnes. La commission prend note aussi des informations du gouvernement, à savoir les mesures prises à Cuenca et à Machala, y compris avec l'assistance du BIT, pour prévenir et combattre l'exploitation sexuelle commerciale. Enfin, la commission prend note des informations détaillées du gouvernement sur le Plan national de lutte contre la traite des personnes qui vise entre autres à apporter assistance et protection aux victimes et à assurer leur réintégration sociale et économique, l'accent étant particulièrement mis sur les enfants. **La commission prie le gouvernement de continuer de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé, y compris dans le cadre du Plan national et du Protocole national de lutte contre la traite des personnes, afin d'empêcher que des enfants ne soient soumis à la traite et à une exploitation sexuelle à des fins commerciales, d'apporter une assistance aux victimes et d'assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. La commission prie aussi le gouvernement de fournir des informations récentes sur les cas enregistrés dans le système d'enregistrement de cas de traite des personnes, d'enfants victimes de traite.**

Article 8. Coopération et assistance internationales. Traite aux fins d'exploitation sexuelle commerciale. Faisant référence à ses commentaires précédents, dans lesquels elle avait pris note de l'accord de coopération entre le gouvernement, le Pérou et la Colombie pour la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales d'enfants et contre la traite d'enfants à cette fin, la commission note que, selon le gouvernement, une action concertée vise à renforcer les capacités de poursuite et de police dans ces pays, en particulier le long de la frontière. Le gouvernement indique qu'une rencontre binationale a été organisée à laquelle ont participé 70 procureurs et agents de police en poste aux frontières entre l'Equateur et la Colombie, et qu'une rencontre analogue a été effectuée avec le Pérou. **Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle les résultats de ces enquêtes ne sont pas encore disponibles, la commission le prie de fournir cette information dès qu'elle aura été reçue, ainsi que des statistiques sur le nombre des enfants victimes qui ont été identifiés puis rapatriés dans leur pays d'origine.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Erythrée

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission a exprimé sa **préoccupation** face au caractère particulièrement étendu du travail des enfants en Erythrée, à l'absence de statistiques dans ce domaine et à l'inexistence d'une politique d'ensemble propre à assurer la protection des enfants contre l'exploitation économique. La commission a également rappelé que, dans ses observations finales de 2008, le Comité des droits de l'enfant (CRC/C/ERI/CO/3, paragr. 12 et 13) a recommandé que le gouvernement se dote d'un plan d'action national en faveur des enfants et demandait qu'il procède, avec le concours de l'OIT, de l'UNICEF et d'ONG, à une évaluation exhaustive de la situation et à la définition d'un plan d'action visant à prévenir le travail des enfants et lutter contre ce phénomène.

La commission note que le gouvernement déclare avoir collecté des données et autres informations utiles à la formulation d'une politique nationale et que le document de politique nationale concernant les enfants devrait contribuer au renforcement des efforts visant à mettre en place des services durables en faveur de l'enfance.

La commission note cependant avec **préoccupation** que, malgré ces mesures préliminaires, le rapport du gouvernement ne fait apparaître concrètement que très peu de mesures de lutte contre le travail des enfants, alors que le phénomène est une réalité quotidienne dans l'ensemble du pays. A cet égard, elle note que les rapports (A/HRC/26/L.6 et A/HRC/26/45), publiés par le Conseil des droits de l'homme en 2014, continuent de pointer le caractère généralisé du travail des enfants dans le pays, y compris au titre de la conscription militaire et dans des activités dangereuses telles que les travaux de récolte ou de construction. Elle note en outre avec **préoccupation** que, dans son quatrième rapport périodique au Comité des droits de l'enfant (CRC/C/ERI/4, paragr. 22), le gouvernement déclare que, considérant que les tribunaux érythréens n'ont été saisis d'aucune affaire ayant trait au travail d'enfants, les efforts déployés par les pouvoirs publics pour enrayer ce phénomène doivent avoir été efficaces. **Observant avec une profonde préoccupation que le travail des enfants persiste, et ce d'une manière généralisée, en Erythrée, y compris dans des activités dangereuses, la commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts et de mettre en œuvre des mesures concrètes telles que l'adoption, en coopération avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, d'un plan d'action national tendant à éradiquer définitivement le travail des enfants, et le renforcement des moyens d'action de l'inspection du travail. En outre, elle incite vivement le gouvernement à faire appel à l'assistance technique du BIT.**

Article 2, paragraphes 3 et 4. Age de fin de scolarité obligatoire et âge minimum d'admission à l'emploi. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, d'après les indications données par le gouvernement, la scolarité est obligatoire pendant huit ans (cinq ans d'école primaire et trois ans de cours moyen), de sorte que la scolarité obligatoire prend fin à l'âge de 14 ans. La commission s'est néanmoins déclarée préoccupée par le faible taux de scolarisation et, en outre, par le nombre élevé d'enfants qui quittent l'école avant d'avoir achevé leur scolarité dans le primaire.

La commission prend note des mesures décrites dans le rapport du gouvernement, qui tendent à assurer une instruction gratuite à tous les enfants jusqu'au cours moyen. Elle prend également note des mesures déployées, notamment dans le cadre de sa politique d'éducation en faveur des nomades visant à étendre l'enseignement à tous les enfants. Le gouvernement indique en outre qu'il s'efforce de développer l'enseignement secondaire et d'implanter davantage de ces établissements à proximité des zones rurales. La commission note également que, dans son document de programme pour l'Erythrée (E/ICEF/2013/P/L.1) pour 2013-2016, l'UNICEF met en avant certaines mesures que le gouvernement a déployées afin d'améliorer l'enseignement de base, notamment à travers des projets axés sur la gratuité de l'enseignement élémentaire et l'instruction des nomades.

Tout en prenant dûment note des initiatives ainsi prises par le gouvernement, la commission relève également que, d'après les données statistiques contenues dans le projet de proposition de Cadre stratégique de coopération et de partenariat (SPCF) entre le gouvernement et les institutions du système des Nations Unies pour 2013-2016, le taux net de scolarisation est passé de 52,5 pour cent en 2005 à 49,6 pour cent en 2010, avec des disparités sur le plan géographique et entre filles et garçons. Enfin, elle note que, d'après le quatrième rapport périodique soumis par le gouvernement au Comité des droits de l'enfant (CRC/C/ER/4, paragr. 301 et tableau 28), en 2009-10 le taux de scolarisation au niveau du primaire a reculé de 9 pour cent, celui des filles ayant reculé de 8 pour cent. **Notant que l'élargissement de l'accès à une éducation de base de qualité figure au nombre des priorités du SPCF 2013-2016 ainsi que du programme élaboré par l'UNICEF pour ce pays, la commission prie le gouvernement de poursuivre sa coopération avec les institutions des Nations Unies visant à améliorer le fonctionnement du système éducatif et l'accès à ce système, pour parvenir à une progression des taux de scolarisation et une réduction concomitante des taux d'abandon de scolarité, et à ce que les enfants aillent au moins jusqu'au terme de la scolarité obligatoire, en particulier en ce qui concerne les filles.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travail dangereux. La commission rappelle que le gouvernement évoque depuis 2007 l'adoption imminente d'une liste des activités dangereuses auxquelles l'accès sera interdit aux jeunes, conformément à l'article 69(1) de la Proclamation du travail. Elle note que le gouvernement réitère cette déclaration mais indique aussi que les dispositions édictées sous l'article 69 de la Proclamation du travail sont suffisantes parce qu'elles incluent la liste des activités dangereuses. Elle observe cependant que cet article 69 autorise simplement le ministre compétent à adopter une telle liste par voie de réglementation, si bien que, en l'absence d'une telle réglementation ministérielle, la liste ainsi évoquée à l'article 69 de la Proclamation du travail reste purement théorique. **La commission prie donc instamment le gouvernement de mener à son terme sans autre délai la publication d'un règlement ministériel établissant la liste des activités dangereuses dont l'exercice sera interdit aux personnes de moins de 18 ans.**

Article 9, paragraphe 3. Tenue de registres par les employeurs. La commission a noté précédemment que, selon les indications données par le gouvernement, la question de la tenue par l'employeur d'un registre des personnes employées par lui de moins de 18 ans devait être tranchée par une réglementation dont l'adoption était imminente. Elle note cependant que, d'après les indications les plus récentes du gouvernement, le ministère du Travail et de la Prévoyance

sociale procède toujours à des études préalables à l'élaboration d'une telle réglementation. *Notant que le gouvernement réaffirme depuis 2007 son intention d'adopter une réglementation dans ce domaine, la commission le prie instamment de prendre sans autre délai les mesures nécessaires pour qu'une telle réglementation concernant la tenue de registres par l'employeur soit adoptée et que le texte de cette réglementation soit communiqué.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Etats-Unis

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 1999)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que de la discussion détaillée qui a eu lieu à la 103^e session de la Commission de l'application des normes de la Conférence, en juin 2014, au sujet de l'application par les Etats-Unis de la convention n° 182. Elle prend note également des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et du Conseil des Etats-Unis pour les entreprises internationales (USCIB), reçues le 29 août 2014.

Articles 4, paragraphe 1, 5 et 7, paragraphe 1, de la convention. Détermination des types de travail dangereux, mécanismes de surveillance et sanctions. Travail dangereux dans l'agriculture à partir de 16 ans. La commission a noté précédemment que l'article 213 de la loi sur les normes de travail équitables (FLSA) permet aux enfants de 16 ans et plus d'effectuer, dans le secteur agricole, des tâches considérées par le ministre du Travail comme dangereuses ou préjudiciables à leur santé ou leur bien-être. Le gouvernement, se référant au paragraphe 4 de la recommandation (n° 190) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, a affirmé que le Congrès avait estimé qu'il était approprié et non risqué que les enfants âgés de 16 ans et plus puissent travailler dans le secteur agricole. La commission a cependant noté l'allégation de la Fédération américaine du travail et Congrès des organisations professionnelles (AFL-CIO) selon laquelle un nombre important d'enfants de moins de 18 ans travaillaient dans l'agriculture dans des conditions dangereuses, notamment pendant de longues heures et en étant exposés à des pesticides et à un risque de blessures graves.

La commission a cependant dûment pris note que la Division chargée des salaires et des horaires (WHD) du ministère du Travail (DOL) avait continué à concentrer son attention sur l'amélioration de la sécurité des enfants travaillant dans l'agriculture et sur la protection du plus grand nombre possible de travailleurs agricoles. En outre, l'Administration de la santé et de la sécurité au travail (OSHA) s'est intéressée de plus près à l'agriculture en créant, en 2012, l'Office des questions maritimes et agricoles (OMA) qui a en charge la planification, l'élaboration et la publication de règlements de santé et de sécurité pour les travailleurs de l'industrie agricole, ainsi que de documents d'orientation sur des thèmes spécifiques, par exemple la sécurité des échelles dans les vergers et la sécurité des tracteurs.

Tout en se félicitant des mesures prises par le gouvernement pour protéger les travailleurs agricoles, y compris ceux de moins de 18 ans, la commission lui a rappelé que le DOL avait qualifié le travail dans l'agriculture de «particulièrement dangereux pour l'engagement des enfants». A cet égard, d'après le site Internet de l'OSHA, l'agriculture figure parmi les industries les plus dangereuses et, entre 2003 et 2011, 5 816 travailleurs agricoles sont morts des suites de lésions professionnelles aux Etats-Unis. Pour la seule année 2011, 570 travailleurs agricoles sont morts de blessures occasionnées par le travail, dont 108 jeunes. Parmi les causes principales de blessures mortelles subies par des jeunes aux Etats-Unis, 23 pour cent impliquaient des machines (y compris des tracteurs), 19 pour cent des véhicules à moteur (y compris des véhicules tout-terrain) et 16 pour cent étaient le fait d'une noyade. En outre, ce même site indiquait que 33 000 enfants, approximativement, sont blessés chaque année dans les fermes aux Etats-Unis, ces blessures étant la conséquence directe de leur participation aux travaux de la ferme.

La commission prend note des observations de l'OIE et de l'USCIB selon lesquelles l'article 213 de la FLSA, qui résulte de consultations approfondies avec les partenaires sociaux, est conforme au texte de la convention et au paragraphe 4 de la recommandation n° 190. L'OIE fait en outre observer que les Etats-Unis contrôlent efficacement l'application des dispositions donnant effet à la convention, en foi de quoi la WHD continue de concentrer son attention sur la sécurité des enfants qui travaillent dans l'agriculture et la protection du plus grand nombre possible de travailleurs agricoles.

Par ailleurs, la commission prend note de la déclaration des membres travailleurs durant la session de juin 2014 de la Commission de l'application des normes, selon laquelle ils désapprouvaient le fait que le gouvernement concentre son attention sur les activités de sensibilisation et d'éducation plutôt que sur la réglementation. Les membres travailleurs ont souligné que la discussion ne portait pas sur le travail agricole dans les fermes familiales, mais sur les conditions de travail des jeunes salariés qui, le plus souvent, sont des migrants avec lesquels on ne peut pas facilement entrer en contact par des campagnes de sensibilisation ou des mesures éducatives en raison du contexte dans lequel ils travaillent. C'est la raison pour laquelle le gouvernement des Etats-Unis devrait être encouragé à réglementer le type de travail dont il a été question au cours des discussions, conformément aux normes de l'OIT.

La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement dans son rapport au sujet de l'intensification de ses efforts visant à protéger la santé et la sécurité au travail des jeunes travailleurs agricoles. Ces informations portent sur les points suivants:

- Le 31 juillet 2014, le Président a signé l'ordonnance exécutive pour une rémunération équitable et des lieux de travail sûrs (EO), qui exige des contractants fédéraux potentiels qu'ils notifient les infractions à la législation du travail, y compris celles relatives à la santé et à la sécurité au travail, ainsi qu'au travail des enfants, et qu'ils fournissent aux agences des orientations sur la façon de prendre en compte ces infractions lors de l'attribution des contrats fédéraux. De plus, le gouvernement continue d'utiliser un large éventail d'instruments pour protéger les jeunes qui travaillent dans l'agriculture, et pour entrer en contact avec les exploitants agricoles, les contractants pour du travail agricole, les travailleurs, les parents, les enseignants et les autres agences fédérales.
- L'éducation et la formation sont un aspect important des activités de protection et d'information. Par exemple, la WHD mène d'intenses activités d'information dans l'industrie du tabac – qu'elle coordonne avec les organisations nationales de plaidoyer afin d'encourager les travailleurs à notifier les infractions, y compris celles concernant le travail des enfants – en travaillant de pair avec les consulats dans les régions de production de tabac pour fournir aux travailleurs étrangers des informations sur leurs droits et pour contacter les planteurs afin de leur fournir une assistance sur la façon d'appliquer la législation. Durant la seule année 2013, la WHD a contacté plus de 2 000 planteurs de tabac au moyen de diverses activités d'information.
- Reconnaissant que les travailleurs agricoles migrants et leurs enfants sont particulièrement vulnérables, le DOL a élaboré et développé un programme de partenariat consulaire dans le cadre duquel il collabore avec les ambassades étrangères dans tout le pays pour communiquer avec les travailleurs migrants et les informer de leurs droits aux Etats-Unis. L'OSHA a également concentré récemment son attention sur l'agriculture et lancé plusieurs initiatives d'application, d'inspection et d'éducation pour réduire le nombre des accidents du travail et des maladies professionnelles dans l'agriculture. Bien que les normes et règlements de l'OSHA s'appliquent aux salariés assurés de tout âge, l'agence considère que l'âge et l'expérience des travailleurs sont des facteurs importants pour déterminer si l'employeur a dûment satisfait à l'obligation que lui fait la loi sur la sécurité et la santé professionnelles d'offrir un emploi exempt des risques reconnus comme provoquant ou susceptibles de provoquer des décès ou de graves lésions physiques.
- De plus, l'Institut national de la sécurité et de la santé au travail (NIOSH) continue de coordonner ses activités avec le groupe de travail fédéral inter-agences sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des enfants qui travaillent dans l'agriculture, lequel tient des réunions deux fois par an. En 2014, dans le cadre de l'Initiative pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des enfants qui travaillent dans l'agriculture (CAIPI), le NIOSH a publié un rapport résumant quinze années de recherche sur les accidents du travail et les maladies professionnelles dont sont victimes les enfants qui travaillent dans l'agriculture (1997-2011), dans lequel il est indiqué que «des progrès considérables ont été faits dans la réduction du nombre et des taux des accidents du travail et des maladies professionnelles des enfants qui travaillent dans l'agriculture». Il est également indiqué dans le rapport que, chez les jeunes de moins de 20 ans qui travaillent dans des exploitations agricoles ou les visitent, le nombre des accidents du travail et des maladies professionnelles a baissé de 58 pour cent entre 1997 et 2009, et que l'on a constaté une baisse comparable (60 pour cent) au cours de la même période, chez les jeunes qui vivent dans une ferme.

S'agissant de l'application de la législation, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, ces dernières années, la WHD a recruté un plus grand nombre d'enquêteurs, mené davantage d'enquêtes et cherché à appliquer les sanctions les plus graves possible en cas d'infraction à la législation sur le travail des enfants, y compris dans le secteur agricole. Depuis l'exercice budgétaire 2009, la WHD a mené plus de 8 000 enquêtes dans l'agriculture. Par exemple, son bureau de district de Portland a mené une enquête dans une entreprise fruiticole de l'Etat de Washington et a découvert deux mineurs de 7 et 10 ans, respectivement, qui travaillaient dans des champs pour récolter des fraises, en violation des dispositions de la FLSA sur le travail des enfants. La WHD a imposé une amende de 16 350 dollars des Etats-Unis et cette sanction a été confirmée par un tribunal administratif en juillet 2013.

La commission prend note enfin de l'information du gouvernement concernant les enquêtes sur les jeunes menées par le Service national de statistiques agricoles (NASS) du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis qui a mis sur pied un système de surveillance afin de suivre et évaluer l'ampleur et les caractéristiques des accidents du travail et des maladies professionnelles non mortels pour les jeunes qui travaillent dans des exploitations agricoles aux Etats-Unis. Deux types d'enquêtes sur les jeunes ont été menés par le NASS pour le NIOSH, dont l'un est l'Enquête sur les accidents du travail et les maladies professionnelles des jeunes dans l'agriculture (CAIS), qui est représentative de toutes les exploitations agricoles du pays. En 2014, le NIOSH a actualisé les résultats de ses enquêtes pour y inclure les données de la CAIS de 2012, et la prochaine CAIS aura lieu en 2015. La commission note que, d'après les estimations de la CAIS, en 2001, 2004, 2006, 2009 et 2012, ce sont au total, pour toutes ces années, 29 969 jeunes travailleurs de moins de 20 ans qui ont été victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles dans les exploitations agricoles aux Etats-Unis, dont 3 261

étaient âgés de moins de 10 ans, 12 064 avaient entre 10 et 15 ans et 7 499 avaient 16 et 17 ans. Les lésions dont ils avaient été victimes étaient, notamment, des ecchymoses, des entorses, des brûlures, des fractures, des coupures et des traumatismes crâniens. De plus, selon le site Internet du Centre de contrôle et de prévention des maladies du NIOSH, on estime que, en 2012, 14 000 jeunes ont été blessés sur les exploitations agricoles; 2 700 de ces blessures étaient dues au travail agricole.

Tout en prenant bonne note des différentes mesures prises par le gouvernement pour protéger la santé et la sécurité des jeunes qui travaillent dans l'agriculture, la commission prend note également des graves préoccupations exprimées par de nombreux orateurs au cours des discussions de la Commission de l'application des normes en ce qui concerne les conditions de travail risquées et dangereuses auxquelles étaient ou pouvaient être confrontés des enfants de moins de 18 ans, et même dans certains cas de moins de 16 ans, dans le secteur agricole. La commission note également que, en dépit des différentes initiatives et des différents programmes du gouvernement visant à protéger la santé et la sécurité des enfants qui travaillent dans l'industrie agricole, l'agriculture figure parmi les industries les plus dangereuses et un grand nombre d'enfants de moins de 18 ans sont victimes d'accidents graves et parfois mortels en exerçant des travaux agricoles. La commission souligne qu'un travail qui, de par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est exercé, risque de porter atteinte à la santé, à la sécurité ou à la moralité des enfants constitue l'une des pires formes de travail des enfants et que, par conséquent, les Etats Membres sont tenus de prendre de toute urgence des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants. Bien que l'article 4, paragraphe 1, de la convention autorise la détermination, après consultation des partenaires sociaux, des types de travail dangereux par la législation nationale ou l'autorité compétente, la commission note que le secteur agricole, qui n'est pas compris dans la liste des travaux dangereux, reste dans la pratique une industrie particulièrement risquée et néfaste pour les jeunes. **La commission appelle par conséquent le gouvernement à continuer de prendre des mesures efficaces et dans un délai déterminé pour veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans ne soient autorisés à exercer un travail dans l'agriculture qu'à la condition que leur santé et leur sécurité soient protégées et qu'ils reçoivent des instructions spécifiques adéquates. Elle prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour renforcer les capacités des institutions chargées de la surveillance du travail des enfants dans l'agriculture, afin de protéger les enfants travailleurs agricoles contre tout travail dangereux. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des statistiques détaillées sur le travail des enfants dans l'agriculture, y compris le nombre des décès, blessures et maladies imputables au travail de ces enfants employés dans ce secteur, ainsi que sur l'ampleur et la nature des infractions décelées en matière de travail des enfants, les enquêtes effectuées, les poursuites engagées, les condamnations et les sanctions appliquées. Enfin, la commission prie le gouvernement de communiquer les résultats de l'enquête CAIS qui sera effectuée en 2015.**

Ethiopie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1999)

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application et application dans la pratique. La commission a précédemment noté que l'article 89(2) de la proclamation n° 42 de la loi sur le travail de 1993 interdit l'emploi des personnes de moins de 14 ans. Elle a noté toutefois que les dispositions de la loi sur le travail ne couvrent pas le travail accompli en dehors d'une relation de travail et rappelé que la convention s'applique à toutes les branches d'activité économique et couvre tous les types d'emploi ou de travail, que ce soit dans le cadre d'une relation de travail ou non, et que l'emploi ou le travail soit rémunéré ou non. La commission a noté en outre que 15,5 millions d'enfants (84,5 pour cent de la population infantine) exercent une activité économique, et 12,6 millions d'entre eux (81,2 pour cent) ont moins de 15 ans. Enfin, dans son commentaire sur la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, la commission a noté que seuls 2,14 pour cent des enfants éthiopiens qui travaillent le font dans le cadre d'une relation de travail formelle.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, bien que la loi du travail n'inclue pas encore les enfants indépendants ou ceux qui travaillent dans l'agriculture et dans l'économie urbaine informelle, «d'autres dispositions juridiques» garantissent le droit de protection des enfants exploités et effectuant un travail dangereux. La commission prend note également de la participation du gouvernement au projet intitulé «Les Ethiopiens et la lutte contre l'exploitation des enfants» (2011-2015) (E-FACE), dont le but est de lutter contre le travail des enfants de 5 à 17 ans dans des secteurs et des zones dangereux. Selon l'évaluation provisoire de l'E-FACE (p. 45), la commission note que l'inspection du travail du gouvernement a entrepris une formation de renforcement des capacités sur le thème du travail des enfants. A cet égard, la commission rappelle l'étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales (paragr. 407 et 408), qui insiste sur le fait que l'incapacité de l'inspection du travail à surveiller le travail des enfants dans certains secteurs ou certaines régions est particulièrement problématique lorsque le travail des enfants est concentré dans des secteurs qui échappent à son contrôle. En pareils cas, la commission souligne la nécessité de veiller à ce que le système d'inspection du travail surveille effectivement le travail des enfants dans toutes les zones et toutes les branches d'activité, y compris dans les secteurs informels. **La commission prie donc le gouvernement de redoubler d'efforts en**

vue d'adapter et de renforcer les services de l'inspection du travail de manière à améliorer la capacité des inspecteurs à identifier les cas de travail des enfants de l'économie informelle et à garantir la protection prévue par la convention aux enfants de moins de 14 ans travaillant à titre indépendant ou dans l'agriculture ou dans l'économie urbaine informelle. Elle prie également le gouvernement d'identifier les dispositions législatives auxquelles il se réfère dans son rapport, qui garantissent que les enfants qui travaillent à leur compte et dans les secteurs susmentionnés bénéficient de la protection prévue par la convention.

Article 2, paragraphe 3. Age de fin de la scolarité obligatoire. La commission rappelle ses précédents commentaires qui notaient que l'éducation primaire en Ethiopie n'était ni gratuite ni obligatoire et que le taux net de scolarisation était toujours très bas. A cet égard, elle a pris note de l'information du gouvernement concernant les mesures qu'il a prises pour accroître le financement et les ressources mises à la disposition des écoles primaires. Elle a noté également l'indication du gouvernement selon laquelle le taux net de scolarisation a augmenté pour passer de 82,2 pour cent en 2008-09 à 95,5 pour cent en 2012-13.

La commission note que l'un des objectifs du projet E-FACE consiste à renforcer les services de l'enseignement afin de réduire de façon durable le nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui sont astreints au travail des enfants ou risquent de l'être. La commission note que, selon l'évaluation provisoire du projet, la participation des enfants au Programme d'éducation et de protection de la petite enfance reste très faible (en moyenne de 5 pour cent), comparée à la moyenne des pays subsahariens, qui est de 18 pour cent.

Tout en prenant dûment note des efforts du gouvernement pour renforcer le fonctionnement du système éducatif, la commission note avec **regret** qu'un nombre considérable d'enfants n'ayant pas encore atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi ne fréquentent pas ou ont cessé de fréquenter l'école. A cet égard, elle prend note des statistiques de 2012 de l'UNICEF qui indiquent que, si le taux net de fréquentation dans l'école primaire est de 64,3 pour cent pour les garçons et 65,5 pour cent pour les filles, il n'est que de 15,7 pour cent pour les garçons et 15,6 pour cent pour les filles dans l'école secondaire. **Rappelant que l'enseignement obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris dans le cadre du programme E-FACE, pour fournir un enseignement obligatoire jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi, c'est-à-dire 14 ans. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tous faits nouveaux réalisés à cet égard.**

Article 3. Age minimum d'admission aux travaux dangereux et définition de ces travaux. Formation professionnelle. La commission a noté précédemment le décret émis le 2 septembre 1997 par le ministre du Travail et des Affaires sociales concernant l'interdiction du travail des jeunes et contenant, à l'article 4(1), une liste détaillée des types de travaux dangereux et une interdiction générale de tous les autres types de travail susceptibles de compromettre le moral ou la condition/santé physique des jeunes travailleurs. La commission a observé que, conformément à l'article 4(2) du décret, l'interdiction établie à l'article 4(1) ne s'applique pas aux personnes ayant des activités de ce type au cours d'une formation professionnelle dans des établissements professionnels. Enfin, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle il prévoyait d'organiser une consultation avec ses partenaires sociaux et autres parties prenantes afin de réviser la directive concernant l'interdiction de travail aux jeunes travailleurs.

La commission note que, selon le gouvernement, le décret du ministre du Travail et des Affaires sociales du 2 septembre 1997 a été modifié. Elle note toutefois avec **regret** l'indication du gouvernement selon laquelle les jeunes personnes de moins de 18 ans effectuant un travail au cours d'une formation professionnelle dans des établissements d'enseignement professionnel ne font toujours pas partie de la directive. Le gouvernement indique que, au lieu de cela, les établissements de formation sont les unités responsables de la mise en place des soins et des précautions requises pour sauvegarder la santé et le bien-être des stagiaires.

La commission attire une nouvelle fois l'attention du gouvernement sur l'article 3, paragraphe 1, de la convention, qui dispose que l'âge minimum d'admission à des travaux dangereux ne devra pas être inférieur à 18 ans. Elle rappelle en outre au gouvernement que l'exception prévue à l'article 3, paragraphe 3, de la convention dispose que la législation nationale peut autoriser des travaux dangereux pour des jeunes dès l'âge de 16 ans (après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées) à condition que leur santé, leur sécurité et leur moralité soient pleinement garanties et qu'ils aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle. Elle note également à ce sujet l'indication donnée par le gouvernement dans son rapport fourni au titre de la convention n° 182, selon laquelle il procède actuellement à une révision de la liste des travaux dangereux. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris dans le cadre du processus de révision législative qu'il a entrepris, pour appliquer l'article 3, paragraphe 1, de la convention en interdisant les jeunes personnes de moins de 18 ans suivant des cours dans des écoles professionnelles (ou de moins de 16 ans, dans les conditions spécifiques établies à l'article 3, paragraphe 3) d'effectuer des travaux dangereux. La commission prie le gouvernement de transmettre copie de cette nouvelle liste des travaux dangereux dès qu'elle aura été adoptée.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2003)

Articles 3 a) et 7, paragraphe 1, de la convention. Vente et traite des enfants et sanctions. La commission a précédemment noté que, selon les données de l'UNICEF, l'Ethiopie figure parmi les dix premiers pays dont sont originaires les enfants victimes de traite à partir de l'Afrique et que, chaque année, des milliers de femmes et de filles sont ainsi transportées de l'Ethiopie vers le Moyen-Orient. Elle a également noté, selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), que des Ethiopiens pauvres vendent leurs enfants pour une somme aussi dérisoire que 1,20 dollar des Etats-Unis par enfant à des trafiquants qui les font travailler comme prostitués, domestiques, tisseurs ou mendiants professionnels.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne comporte aucune nouvelle information concernant les efforts déployés pour protéger les enfants contre la traite, en particulier la traite à l'intérieur du pays, et contre l'exploitation sexuelle commerciale. Néanmoins, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans ses cinquième et sixième rapports périodiques par pays (2009-2013) sur l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, en avril 2014 (pp. 94 et 95), concernant un groupe de travail national qui avait été constitué pour lutter contre la traite, en particulier des femmes et des enfants, et qui avait coordonné une campagne contre la traite de personnes à tous les niveaux. En outre, le gouvernement a signalé qu'un plan d'action sur la traite a été adopté, en collaboration avec l'OIM, le ministère du Travail et des Affaires sociales et le ministère de l'Education, et qu'il met en œuvre une stratégie de lutte contre la vente et l'exploitation des enfants. Par ailleurs, la commission prend note de la participation du gouvernement au projet intitulé «Combat des Ethiopiens contre l'exploitation des enfants» (2011-2015) (E-FACE), visant à lutter contre l'emploi des enfants âgés de 5 à 17 ans dans les secteurs et les domaines dangereux. La commission note que, conformément à l'évaluation provisoire du projet E-FACE (pp. 23, 24 et 45), différents organismes de l'Etat ont mené des activités de formation sur le travail des enfants et les questions relatives à la traite.

La commission note, d'après l'indication du gouvernement dans son rapport, qu'une formation relative à la traite des enfants a été assurée à 150 gardes frontière et qu'un groupe spécial de procureurs a été constitué à Addis-Abeba pour couvrir la question de la violence contre les enfants et de l'exploitation des enfants. Le gouvernement indique que près de 6 750 enfants défavorisés ont fait l'objet d'une réadaptation et ont reçu des services de soutien et que, bien que des informations exactes ne soient pas disponibles, ce chiffre comprend les enfants victimes de la traite. Enfin, la commission note, selon l'évaluation provisoire (p. 45), que 305 inspecteurs du travail ont reçu une formation dans le cadre du projet E-FACE, au sujet des instructions spéciales sur les questions relatives à la traite. **La commission prie le gouvernement de continuer à renforcer les mesures prises pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle commerciale et la traite à cet effet. En outre, la commission prie le gouvernement de continuer à mettre en œuvre des mesures, notamment dans le cadre du projet E-FACE, pour veiller à ce que des enquêtes approfondies et des poursuites vigoureuses soient engagées à l'encontre des auteurs de tels actes. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard, ainsi que sur le nombre d'enquêtes, de poursuites, de condamnations et sur les sanctions pénales infligées. Enfin, elle prie le gouvernement de transmettre une copie des instructions à l'usage des inspecteurs du travail, élaborées conformément au projet E-FACE.**

Article 7, paragraphe 2 d). Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. Enfants victimes/orphelins du VIH/sida et autres enfants vulnérables. La commission a précédemment pris note du programme du gouvernement en faveur des orphelins et enfants vulnérables (OEV), avec la participation des autorités publiques compétentes, d'organisations non gouvernementales et de la communauté, ainsi que de nombreuses activités de soins et d'aide pour ces enfants, qui sont menées à petite échelle dans tout le pays. Cependant, elle a également noté qu'il y avait environ 2 300 000 OEV dans le pays et que la coordination et l'harmonisation des activités en faveur de ces enfants n'étaient pas suffisantes.

La commission note que le gouvernement n'a fourni aucune nouvelle information concernant l'application du programme en faveur des OEV. Le gouvernement fait plutôt référence au Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (2013-2015) (PAN), lequel, selon lui, fournit différentes approches stratégiques d'une manière globale et intégrée. Le gouvernement indique que, étant donné que le PAN n'est appliqué que depuis une année seulement, il est trop tôt pour communiquer des informations sur ses résultats. **Tout en rappelant que les orphelins et enfants vulnérables présentent un risque accru d'être engagés dans les pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de continuer à renforcer ses efforts, dans le cadre du PAN et du programme en faveur des enfants orphelins et vulnérables, pour veiller à ce que les enfants orphelins du VIH/sida et autres enfants vulnérables soient protégés contre ces pires formes. En outre, la commission prie le gouvernement de transmettre des informations sur les résultats du PAN par rapport à la protection des enfants orphelins du VIH/sida, auxquels il se réfère dans son rapport, une fois que de tels résultats seront disponibles.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Fidji

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2003)

Article 3, paragraphe 2, de la convention. Détermination des travaux dangereux. S'agissant de l'adoption d'une liste des types de travail dangereux, la commission prie le gouvernement de se reporter aux commentaires détaillés qu'elle formule dans le contexte de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

*Article 7, paragraphes 1 et 3. Travaux légers et détermination de la nature de tels travaux. Faisant suite à ses commentaires précédents, dans lesquels elle prenait acte de l'engagement du gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour déterminer le nombre des heures de travail ainsi que le type d'activités qui constituent un travail léger, la commission note que le gouvernement indique que l'article 93(2) de la promulgation n° 36 de 2007 sur les relations d'emploi porte l'âge minimum d'accès des enfants à des travaux légers de 13 à 14 ans. Elle note cependant que cette disposition, qui était incluse dans le rapport du gouvernement, ne contient pas de liste déterminant les types de travaux légers, ni le nombre d'heures et les autres conditions sous lesquelles de tels travaux peuvent être effectués. **La commission prie donc fermement le gouvernement de saisir l'occasion ainsi offerte par ce processus d'amendement pour adopter la liste des types de travaux légers constituant des activités auxquelles peuvent être occupés des enfants de 14 à 16 ans, en précisant le nombre d'heures et les autres conditions dans lesquelles de tels travaux peuvent s'effectuer.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

Articles 3 d) et 4, paragraphes 1 et 2, de la convention. Détermination et identification des travaux dangereux. La commission rappelle avoir pris note dans ses précédents commentaires du fait que le gouvernement s'employait alors à finaliser la liste des travaux dangereux au moyen de consultations tripartites organisées avec le Conseil consultatif national pour la santé et la sécurité au travail (NOHSAB) et le Conseil consultatif des relations d'emploi.

La commission prend note avec **satisfaction** de la liste des travaux dangereux telle que publiée dans l'ordonnance de 2013 relative aux activités dangereuses dont l'exercice est interdit aux personnes de moins de 18 ans, entrée en vigueur le 28 mai 2013. Elle note que cette liste couvre un large éventail de types de travaux dangereux, entre autres: l'exposition à des produits chimiques dangereux; la fabrication, le maniement et le transport de composés explosifs ou autres composés dangereux dans l'agriculture de rapport; le travail au contact du radium; certains emplois ou activités tels que machiniste, plombier, monteur en électronique, tanneur, la distillation de boissons alcooliques et l'abattage d'oiseaux et d'animaux; certaines activités liées à la pêche, l'agriculture, la chasse et la foresterie (par exemple la pêche en haute mer, la pose de câbles, la coupe de la canne à sucre et la culture commerciale de légumes); les mines et industries extractives (par exemple l'utilisation de machines de forage ou de concassage et de chaudières à vapeur ou la mise en œuvre de détonateurs pyrotechniques ou électriques); certains emplois de service ou certaines activités sportives (par exemple pompier, gardien, personnel de cabine à bord de navires ou d'avions, *taxi dancer*, animateur, garçon de bains, escorte, surveillant de baignade, jockey); certaines activités de transport (la conduite de bulldozers ou autres engins et la lubrification de machines lourdes; la régulation du trafic); d'autres activités telles que la collecte de bouteilles ou de déchets métalliques. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'ordonnance de 2013 sur les activités dangereuses interdites aux personnes de moins de 18 ans, notamment des statistiques sur le nombre et la nature des infractions signalées et des sanctions imposées en application des dispositions pertinentes de la promulgation de 2007 portant réglementation de l'emploi.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa e). Tenir compte de la situation particulière des filles. Enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de la gravité du problème de la prostitution d'enfants, notamment du tourisme sexuel, dans le pays, ainsi que des préoccupations exprimées à ce propos par la Commission pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes au sujet de l'exploitation de jeunes filles d'un âge inférieur à l'âge légal par l'industrie du sexe (CEDAW/C/FJI/CO/4).

La commission note que le gouvernement fait référence à une sous-commission de la Commission nationale de coordination concernant les enfants, dans laquelle sont représentés «Homes of Hope», l'OIT et «Empower Traffic», et qui s'occupe, avec le Département des femmes et de la prévoyance sociale (DOW), de la gestion et la prise en charge des affaires portant sur les droits des enfants. Selon le gouvernement, le Département de la police intervient si le DOW est avisé que des enfants sont victimes de prostitution ou d'abus sexuels. Le gouvernement se déclare engagé à assurer que les enfants soustraits à de telles situations soient placés sous la responsabilité de l'Etat et bénéficient de programmes de réadaptation avant d'être réorientés vers des programmes d'éducation ou de formation professionnelle, de même qu'il est attaché à poursuivre le renforcement du réseau établi entre plusieurs ministères, notamment le ministère du Travail et le ministère de l'Education, des organisations non gouvernementales et des œuvres de charité pour déployer une action de prise en charge et de protection des enfants.

La commission prend dûment note des efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants. Elle note cependant que, d'après le rapport intitulé *Child Labour in Fiji: A survey of working children in commercial sexual exploitation, on the streets, in rural agricultural communities, in informal and squatter settlements and in schools* (Rapport sur le travail des enfants à Fidji) établi par le Bureau de l'OIT pour les pays insulaires du Pacifique Sud et l'OIT/IPEC en 2010, l'exploitation sexuelle commerciale et le tourisme sexuel d'enfants continuent d'avoir cours dans ce pays. La commission exprime sa **préoccupation** concernant la persistance de l'exploitation sexuelle commerciale d'enfants dans ce pays, notamment dans le cadre du tourisme sexuel. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé visant à soustraire les enfants de ces pires formes de travail, en tenant compte de la situation particulière des filles. Elle le prie également de fournir des informations concrètes sur les stratégies d'intervention et les programmes de réadaptation visant à assurer une aide directe aux enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale ainsi que sur le nombre d'enfants ayant effectivement bénéficié d'une telle action de réadaptation et d'intégration sociale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Guyana

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1998)

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et plan d'action national. La commission rappelle que le gouvernement réitère depuis près de quinze ans son engagement à se doter d'une politique nationale propre à assurer l'abolition effective du travail des enfants dans le pays. Elle note également que, tout en ayant lancé un certain nombre de mesures visant à s'attaquer au problème du travail des enfants au moyen de programmes éducatifs, en particulier dans le cadre du projet OIT/IPEC visant à lutter contre le travail des enfants par l'éducation (projet TACKLE), et dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, le gouvernement continue de déclarer qu'un plan d'action national en faveur des enfants est en cours d'élaboration. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts afin de finaliser le plan d'action national en faveur des enfants et qu'il communique ce plan dans les meilleurs délais. En outre, notant que, selon les indications du gouvernement, le Comité directeur national sur le travail des enfants, qui avait commencé à élaborer un plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants et sa prévention, ne fonctionne plus, la commission prie le gouvernement de fournir des informations actualisées sur les mesures prises ou envisagées pour mener à terme ce processus.**

Article 3, paragraphe 3. Autorisation d'employer à un travail dangereux des adolescents dès l'âge de 16 ans. Dans ses commentaires précédents, la commission a observé que l'article 6(b) de la loi n° 9 de 1999 sur l'emploi des enfants et des adolescents habilite le ministre à autoriser, par voie de règlement, l'engagement de jeunes de 16 à 18 ans dans un travail dangereux. Elle a observé que, si les articles 41 et 46 de la loi de 1997 sur la sécurité et la santé au travail (OSHA) tendent à empêcher que des adolescents ne soient engagés dans une activité qui comporte des risques pour leur développement physique ou mental, le gouvernement a évoqué des difficultés quant au contrôle de l'application de ces dispositions. En conséquence, il a indiqué que la loi n° 9 de 1999 serait modifiée de manière à garantir que les protections prévues par la loi soient étendues à tous les jeunes de moins de 18 ans.

La commission note avec **préoccupation** que, d'après les plus récentes informations communiquées par le gouvernement, il n'y a rien de nouveau quant au processus de modification de la loi n° 9 de 1999, en dépit de ses engagements réitérés au fil des ans. Le gouvernement déclare plutôt qu'aucun règlement ministériel n'a été promulgué et que les dispositions de la loi OSHA garantissent que les jeunes de 16 à 18 ans qui sont employés à des travaux dangereux bénéficient d'une formation professionnelle spécifique adéquate. La commission note cependant que, dans ses observations finales concernant les deuxième et quatrième rapports périodiques combinés du Guyana (CRC/C/GUY/CO/2-4, paragr. 59(c)-(d)), le Comité des droits de l'enfant observait en juin 2013 que les mesures de contrôle et d'application des dispositions de la loi OSHA étaient inadéquates et que, bien que l'on ait signalé qu'un nombre considérable d'enfants sont engagés à des travaux dangereux, seulement trois affaires de cette nature ont été dénoncées auprès de l'organisme public compétent.

La commission attire à cet égard l'attention du gouvernement sur le paragraphe 381 de l'étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, où elle souligne que l'article 3, paragraphe 3, de la convention requiert que la participation d'adolescents de 16 à 18 ans à un travail dangereux ne soit autorisée par l'autorité compétente qu'à condition que la santé, la sécurité et la moralité des intéressés soient pleinement protégées et que ceux-ci aient reçu concrètement, dans la branche d'activité correspondante, une formation professionnelle adaptée. **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la loi n° 9 de 1999 soit modifiée dans les meilleurs délais, de manière à être conforme à l'article 3, paragraphe 3, de la convention, en prévoyant une protection adéquate en faveur des adolescents de 16 ans et plus, de communiquer copie de ces amendements lorsqu'ils auront été finalisés. De plus, notant que le gouvernement déclare que des efforts sont actuellement déployés en concertation avec**

les partenaires sociaux en vue d'inclure de nouveaux secteurs d'activité dans la liste des travaux dangereux, la commission prie le gouvernement de communiquer copie de cette liste modifiée dès qu'elle sera disponible.

Article 9, paragraphe 3. Tenue de registres par les employeurs. Dans son rapport précédent, la commission a noté que l'article 3(3) de la loi n° 9 de 1999, lue conjointement avec l'article 3(2) de la même loi, prescrit la tenue de registres sur les lieux de travail où sont employés des adolescents de moins de 16 ans – et non pas de 18 ans, comme prévu à l'article 9, paragraphe 3, de la convention. ***En l'absence de réponse sur ce point, la commission prie le gouvernement de fournir des informations actualisées sur le processus de modification de l'article 3 de la loi n° 9 de 1999 dans un sens propre à rendre cet article conforme à la convention, et de communiquer copie des textes modificateurs dès qu'ils auront été finalisés.***

Points III et V du formulaire de rapport. Inspection du travail et application pratique de la convention. La commission rappelle avoir pris note dans ses précédents commentaires des conclusions d'une enquête par grappes à indicateurs multiples réalisée au Guyana en 2001, qui révélait l'existence d'une proportion particulièrement élevée d'enfants au travail dans le pays. Elle a également noté que, d'après la Confédération syndicale internationale (CSI), l'inspection du travail ne fait pas respecter dans les faits l'application de la législation et le travail des enfants est particulièrement courant dans l'économie informelle.

La commission note que, dans son plus récent rapport, le gouvernement indique simplement que les inspecteurs du travail mènent régulièrement des inspections des lieux de travail et que rien n'indique qu'il y ait du travail d'enfants. Cependant, la commission prend également note des informations contenues dans le rapport soumis en 2011 par le gouvernement au bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU à propos d'un programme triennal visant notamment à renforcer les moyens des autorités locales et nationales quant à la formulation, la mise en œuvre et l'application du cadre légal sur le travail des enfants, qui mettra l'accent en particulier sur le travail des enfants dans l'économie informelle. ***En conséquence, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts de lutte contre le travail des enfants, y compris dans l'économie informelle, et qu'il fournisse des informations sur les résultats enregistrés dans ce domaine. D'autre part, notant que, d'après son rapport présenté au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, le gouvernement met actuellement au point une enquête de base sur le travail des enfants, la commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations sur les résultats d'une telle enquête.***

Mali

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2002)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues en date du 1^{er} septembre 2014.

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que près de 2,4 millions d'enfants de 5 à 14 ans, à savoir 65,4 pour cent des enfants de 5 à 14 ans, travaillaient. A cet effet, la commission a pris note de l'adoption et la validation d'un programme d'action pour l'élaboration et la conceptualisation du Plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants au Mali 2011-2020 (PANETEM), dont la première phase (2011-2015) est focalisée sur l'élimination des pires formes de travail des enfants (60 pour cent des enfants ciblés) et la deuxième phase (2016-2020) est focalisée sur l'abolition de toutes les formes de travail des enfants non autorisées (40 pour cent des enfants ciblés).

En outre, la commission prend note des observations de la CSI selon lesquelles 40 pour cent des enfants de 5 à 14 ans exercent des travaux dangereux. Dans l'agriculture, les enfants travaillent à partir de 5 ans, ce qui inclut l'utilisation d'outils dangereux, le port de lourdes charges et l'exposition à des pesticides nocifs. Dans le secteur de la pêche, les enfants sont exposés à des risques de noyade ou de lésions corporelles imputables aux outils tranchants utilisés pour la transformation du poisson. Dans le travail domestique, les enfants employés ont le plus souvent des longues journées de travail et vivent coupés de leur foyer, ce qui les expose plus particulièrement aux risques de mauvais traitements et d'abus sexuels.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, suite à l'adoption du PANETEM, il a créé un Comité national d'organisation d'une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement du PANETEM, mais que cette activité a été quelque peu freinée par la crise socio-politique et sécuritaire que traverse le pays. Un plan de relance de la mise en œuvre du PANETEM a été élaboré en novembre 2012 afin de redémarrer le processus. Ce plan a ainsi permis de réaliser deux programmes d'action exécutés dans la région de Sikasso, dont l'un sur l'orpillage traditionnel et l'autre sur l'extension du Système d'observation et de suivi du travail et de la traite des enfants (SOSTEM).

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement pour relancer le PANETEM, la commission doit exprimer sa ***profonde préoccupation*** devant le nombre considérable d'enfants sous l'âge minimum qui travaillent et, souvent, dans des conditions très dangereuses. ***La commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts***

dans sa lutte contre le travail des enfants, notamment à travers le PANETEM, et le prie de communiquer des informations sur les résultats obtenus quant à l'élimination du travail des enfants.

Article 2, paragraphe 1. 1. Champ d'application. Suivant ses commentaires précédents, la commission prend note de l'observation de la CSI selon laquelle la législation ne protège pas convenablement les enfants contre le travail des enfants, puisqu'elle ne prévoit pas de protection spécifique pour les enfants qui travaillent dans l'économie informelle, notamment dans l'agriculture ou comme domestiques. En outre, la CSI indique qu'on dénombre au total 54 inspecteurs du travail au Mali, dont aucun n'a bénéficié d'une formation spécialisée dans le travail des enfants. De plus, les inspecteurs du travail sont également chargés d'assurer le règlement des différends, y compris par voie de conciliation, si bien qu'il leur est difficile de faire respecter de manière effective les lois relatives au travail des enfants.

Se référant à l'étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales (paragr. 345), la commission fait observer que, dans certains cas, le nombre restreint d'inspecteurs du travail ne permet pas de couvrir l'ensemble de l'économie informelle. C'est pourquoi elle invite les Etats parties à renforcer les capacités de l'inspection du travail. A cet égard, la commission note les informations du gouvernement selon lesquelles la mise en œuvre du projet de l'OIT/IPEC «Combattre le travail des enfants par l'éducation dans 11 pays» (projet TACKLE) a contribué, en avril 2013, au renforcement des capacités de 25 inspecteurs du travail en matière de lutte contre le travail des enfants à travers l'éducation, en mettant un accent particulier sur le champ d'application de la convention. ***La commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses mesures pour adapter et renforcer les services de l'inspection du travail de manière à assurer que les enfants qui ne sont pas liés par une relation d'emploi, tels que ceux qui travaillent pour leur propre compte ou dans le secteur de l'économie informelle, bénéficient de la protection prévue par la convention.***

2. Age minimum d'admission à l'emploi ou au travail. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, aux termes de l'article 20 b) du Code de protection de l'enfant, tout enfant a le droit à l'emploi à partir de 15 ans, en conformité avec l'âge minimum spécifié lors de la ratification de la convention. Elle a noté toutefois que le Code du travail dispose que l'âge minimum d'admission à l'emploi des enfants en entreprise, même comme apprentis, est de 14 ans et que le décret n° 96-178/P-RM du 13 juin 1996 portant application du Code du travail prévoit une liste de charges que les enfants âgés entre 14 et 17 ans ne peuvent porter, traîner ou pousser, selon le type d'outil de transport, du poids de la charge et du sexe de l'enfant.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le Haut Conseil des ministres a adopté en 2013 un projet de loi portant modification de la loi n° 92-020 du 23 septembre 1992 portant Code du travail du Mali, en vue de mettre en conformité certaines de ses dispositions avec les conventions de l'OIT. Le gouvernement indique que ce projet fixe désormais l'âge d'admission à l'emploi à 15 ans et que les textes d'application du Code seront aussi révisés en ce sens. ***Exprimant le ferme espoir que les dispositions pertinentes du Code du travail et du décret n° 96-178/P-RM du 13 juin 1996 seront harmonisées avec la convention de manière à interdire le travail des enfants de moins de 15 ans, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de compléter cette révision dans les plus brefs délais. Elle prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard.***

Article 2, paragraphe 3. Age de fin de scolarité obligatoire. La commission a précédemment noté que l'âge de fin de scolarité obligatoire au Mali est de 15 ans. Elle a pris bonne note des mesures prises par le gouvernement en matière d'éducation, mais a observé que les taux de scolarisation au premier cycle demeuraient peu élevés et que les faibles taux de scolarisation au deuxième cycle, comparés à ceux du premier cycle, montraient qu'un nombre important d'enfants abandonnaient l'école après le primaire.

La commission note l'observation de la CSI selon laquelle seuls 35,9 pour cent des garçons et 25,2 pour cent des filles accèdent à l'enseignement secondaire.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle la mise en œuvre du Programme d'investissement sectoriel dans le secteur de l'éducation (PISE), dont la troisième phase était prévue pour la période 2010-2013, a été suspendue en raison de la crise politico-institutionnelle dont a souffert le pays, faisant en sorte que les partenaires techniques et financiers ont suspendu leur coopération avec le Mali. Cependant, dans le cadre de la mise en œuvre du PANETEM et du projet TACKLE de l'OIT/IPEC, un atelier de formation sur l'intégration du travail des enfants dans les programmes et plans sectoriels de l'éducation, dont le PISE III, a été organisé et a pris place en mai 2013. La commission note que des discussions ont eu lieu pour développer un nouveau PISE qui couvrirait la période 2015-2025. Les inquiétudes relevées sont notamment la faible qualité de l'éducation à tous les niveaux du système et le besoin d'augmenter les heures de scolarisation et de recruter plus d'enseignants. ***Considérant que la scolarité obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts en vue d'améliorer le fonctionnement du système éducatif, notamment en augmentant les taux de scolarisation, tant au niveau primaire que secondaire, et en réduisant les taux d'abandon. A cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès accomplis dans la relance et la mise en œuvre du PISE III, et les résultats obtenus.***

Article 3, paragraphe 3. Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. La commission a précédemment noté que certaines dispositions du décret n° 96-178/P-RM du 13 juin 1996 permettent d'employer des enfants dès l'âge de 16 ans à des travaux dangereux. Elle a noté l'indication du gouvernement selon laquelle l'article D.189-33 du décret n° 96-178/P-RM garantit l'obligation de s'assurer que les adolescents âgés de 16 à 18 ans engagés dans des travaux dangereux ont reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle, en conformité avec l'article 3, paragraphe 3, de la convention. La commission a cependant noté que l'article D.189-33, qui se réfère à la déclaration que l'employeur doit faire à l'Office de la main-d'œuvre relative à l'embauche d'un enfant, ne fait aucune mention de l'instruction ou la formation professionnelle que doit suivre l'enfant âgé de plus de 16 ans pour être en mesure d'exécuter des travaux dangereux.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les projets de textes d'application du Code du travail seront révisés suite à l'adoption du Code du travail révisé par l'Assemblée nationale. Cette révision doit intégrer les conditions prévues à l'article 3, paragraphe 3, de la convention. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures dans le cadre de la révision des textes d'application du Code du travail pour s'assurer que les conditions de l'article 3, paragraphe 3, de la convention soient respectées, et de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 7. Travaux légers. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté les informations du gouvernement selon lesquelles il s'engageait à modifier l'article n° 189-35 du décret n° 96-178/P-RM du 13 juin 1996 de manière à porter l'âge minimum pour les travaux domestiques ou les travaux légers d'un caractère saisonnier à 13 ans au lieu de 12 ans. Elle a également noté qu'un projet d'arrêté était en cours d'élaboration pour déterminer les travaux légers et les conditions d'exercice.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle ceci sera fait dans le cadre de la relecture globale des textes d'application du Code du travail. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour harmoniser la législation nationale avec la convention et réglementer l'emploi des enfants à des travaux légers à partir de 13 ans. A cet effet, elle exprime à nouveau l'espoir que l'arrêté portant sur les travaux légers sera élaboré et adopté dans un très proche avenir.**

En outre, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de redoubler d'efforts et de prendre les mesures nécessaires afin que la révision globale du Code du travail et de ses textes d'application ne manque pas de tenir compte des commentaires détaillés de la commission sur les divergences qui existent entre la législation nationale et la convention, et que des amendements soient apportés à cet égard.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) en date du 1^{er} septembre 2014.

Article 3 a) de la convention. Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. 1. Travail forcé ou obligatoire. Mendicité. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de l'existence des garçons *talibés* originaires des pays frontaliers, dont le Mali, que des maîtres coraniques (*marabouts*) amènent en ville. Ces enfants se retrouvent dans des conditions de servitude, obligés de mendier quotidiennement. La commission a noté que le Code pénal dispose que la personne qui aura incité à la mendicité d'un mineur sera punie de trois mois à un an d'emprisonnement. Cependant, la commission a noté que la pratique de la mendicité des enfants des écoles coraniques se faisait en violation de la loi.

La commission note que la loi n° 2012-023 porte la sanction pour l'exploitation organisée de la mendicité d'autrui à un emprisonnement de deux à cinq ans et une amende de 500 000 à 2 millions de francs CFA. Elle note les informations du gouvernement relatives au renforcement de la capacité d'agents de la paix, mais observe que le gouvernement ne fournit aucune information concernant la poursuite et condamnation de personnes, dont les *marabouts*, qui livrent des enfants à la mendicité forcée.

La commission fait observer que, bien que la législation soit conforme à la convention sur ce point, l'utilisation des enfants *talibés* à des fins purement économiques semble demeurer une préoccupation dans la pratique. **La commission prie donc à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer que des enquêtes approfondies et que la poursuite efficace des marabouts qui utilisent des enfants de 18 ans à des fins purement économiques soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives leur soient imposées. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus à cet égard, en termes de nombre de condamnations et de sanctions pénales imposées, en particulier en ce qui concerne l'application des dispositions de la loi n° 2012-023.**

2. Recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. La commission prend note de l'observation de la CSI selon laquelle l'intensification du conflit armé au Mali s'est traduite par une accentuation de l'enrôlement d'enfants comme soldats par les différentes parties rivales actives dans le nord du pays. En 2012, des enfants

maliens ont été enrôlés de force, vendus ou encore délibérément payés pour combattre par des groupes extrémistes. Des familles ont été contraintes de vendre leurs enfants – ou ont accepté de le faire – pour des sommes allant jusqu'à 2 000 dollars par enfant. Ces enfants soldats doivent porter des fusils d'assaut, tenir des points de contrôle, recueillir des renseignements, garder des prisonniers, effectuer des patrouilles à pied et participer à des opérations de pillage et d'extorsion. Des filles sont utilisées par des groupes armés à des fins d'exploitation sexuelle.

En effet, la commission note que, selon le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (A/68/878-S/2014/339) publié 15 mai 2014, tous les groupes armés dans le nord du Mali, dont Al-Qaïda au Maghreb islamique, Ansar Dine, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), ont commis de graves violations contre des enfants. L'ONU a établi que 57 enfants – tous des garçons, dont certains avaient 11 ans à peine – avaient été recrutés et utilisés, dans la plupart des cas, au cours du premier semestre de 2013 par le MUJAO et le MNLA, et étaient affectés à des postes de contrôle ou fournissaient des services d'appui lors des combats. Le rapport du Secrétaire général indique également que, le 7 février 2013, les ministres concernés ont signé une circulaire interministérielle dans laquelle ils se sont engagés à mettre fin au recrutement d'enfants, à prévenir cette pratique et à prendre les dispositions voulues pour assurer leur réintégration. Le 7 août 2013, le gouvernement malien a accepté le mécanisme de vérification conjoint proposé par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pour procéder à un examen, à la fois physique et administratif, des éléments des Forces armées et de sécurité du Mali. La commission exprime sa **profonde préoccupation** devant le fait que des enfants sont enrôlés de force dans des groupes armés et que cette pratique mène à de sérieuses violations des droits des enfants – violences sexuelles et atteintes à leur santé et sécurité. **La commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts et de prendre des mesures immédiates et efficaces pour arrêter, dans la pratique, le recrutement forcé ou obligatoire d'enfants de moins de 18 ans par tous les groupes armés et pour entamer le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion complet de tous les enfants. Elle prie aussi le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les personnes qui recrutent par la force des enfants de moins de 18 ans aux fins de leur utilisation dans un conflit armé soient poursuivies et sanctionnées.**

Articles 3 d) et 7, paragraphe 2. Travaux dangereux et mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Enfants travaillant dans l'orpaillage traditionnel. Suivant ses commentaires précédents, la commission prend note de l'observation de la CSI selon laquelle l'exploitation des gisements aurifères emploie de 20 000 à 40 000 enfants, dont certains n'ont même pas cinq ans. Des enfants extraient du minerai des galeries souterraines et procèdent à l'amalgame de l'or avec du mercure. Dans le cadre de ces opérations, les enfants sont exposés à des conditions insalubres et dangereuses, qui ont une incidence grave sur leur santé et sécurité. Beaucoup souffrent de maux de tête, de douleurs dans le cou, les bras ou le dos; des enfants sont blessés par des éboulements ou par des outils; ils sont exposés au risque de lésions corporelles graves lorsqu'ils travaillent sur des structures instables qui peuvent s'écrouler à tout moment.

La commission note qu'en date du 30 novembre 2012 le projet de l'OIT/IPEC de prévention et d'élimination du travail des enfants en Afrique de l'Ouest (projet AECID) avait permis de prévenir l'engagement ou de retirer 1 083 enfants (648 garçons et 435 filles) des pires formes de travail des enfants dans le secteur de l'orpaillage traditionnel à travers des services d'éducation et de formation professionnelle. La commission note également que la mise en œuvre du projet de l'OIT/IPEC intitulé «Combattre le travail des enfants par l'éducation dans onze pays» (projet TACKLE) a permis de prévenir ou de retirer 1 546 enfants (871 filles et 675 garçons) des pires formes de travail des enfants dans le secteur de l'orpaillage traditionnel dans les villages de Baroya, Sékonamata, Sinsoko et Diaoulafoundouba, à travers des services éducatifs. La commission note toutefois que ces projets sont sur le point de prendre fin.

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de ces projets, la commission doit exprimer sa **profonde préoccupation** devant le nombre considérable d'enfants, dont certains n'ont pas cinq ans, qui travaillent dans des conditions dangereuses dans l'orpaillage traditionnel au Mali. **La commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts et de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé, dans le cadre du PANETEM ou autrement, afin de soustraire les enfants des pires formes de travail dans l'orpaillage traditionnel, et les réadapter et les intégrer socialement. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés et les résultats obtenus.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mauritanie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission a pris note de la communication de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM) du 22 août 2011 ainsi que du rapport du gouvernement.

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté les indications de la Confédération syndicale internationale (CSI) selon lesquelles le ministère du Travail autorisait, sans exception, le travail des enfants âgés de 13 ans tant dans le secteur agricole que non agricole. La commission avait noté que, selon l'étude réalisée par le gouvernement en 2004 et intitulée «Le travail des enfants en Mauritanie», en collaboration avec l'UNICEF, environ 90 000 enfants de moins de 14 ans travaillaient dans le pays, soit une hausse d'environ un tiers en quatre ans. L'étude avait fait ressortir que la pauvreté est en cause dans le travail des enfants.

La commission a noté les allégations de la CGTM selon lesquelles, malgré cette situation préoccupante, le gouvernement ne mène aucune politique cohérente et concertée pour y remédier. Il existe un département spécifique lié à l'enfance, mais les programmes qui y sont développés ne concernent pas la problématique du travail des enfants. Plus encore, les organisations syndicales ne sont pas associées à ces programmes.

La commission a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation des jeunes enfants qui travaillent en grand nombre, par nécessité personnelle, en Mauritanie. *Elle prie donc instamment le gouvernement de prendre des mesures à court ou moyen terme pour progressivement améliorer cette situation, notamment par l'adoption d'une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants, et ce en collaboration avec les associations d'employeurs et de travailleurs concernées, et de communiquer des informations à cet égard. La commission prie également le gouvernement de communiquer des informations sur la façon dont la convention est appliquée en pratique, en donnant par exemple des données statistiques ventilées par sexe et par tranche d'âge sur la nature, l'étendue et l'évolution du travail des enfants et des adolescents effectuant un travail en dessous de l'âge minimum spécifié par le gouvernement lors de la ratification, et des extraits des rapports des services d'inspection.*

Article 2, paragraphe 3. Scolarité obligatoire. La commission avait précédemment noté les informations du gouvernement selon lesquelles une des méthodes pour assurer l'abolition du travail des enfants était l'adoption de la loi n° 2001-054 du 19 juillet 2001 portant obligation de l'enseignement fondamental pour les enfants des deux sexes de 6 à 14 ans révolus pour une durée de scolarité au moins égale à six ans. Elle avait noté également que les parents étaient désormais tenus, sous peine de sanctions pénales, d'envoyer à l'école leurs enfants de 6 à 14 ans.

La commission a noté les allégations de la CGTM selon lesquelles la déperdition scolaire de milliers d'enfants constitue un phénomène qui favorise amplement le travail des enfants en Mauritanie et que les enfants sont souvent contraints d'abandonner l'école pour se plier aux volontés de leurs parents.

La commission a noté les informations du gouvernement selon lesquelles il ne ménage aucun effort afin d'améliorer le système éducatif. A cet égard, le gouvernement a indiqué qu'il est prévu d'organiser les états généraux de l'éducation prochainement. En outre, le gouvernement a indiqué que la capacité des services d'inspection du travail a été renforcée et qu'ils disposent désormais de ressources humaines suffisantes pour lutter efficacement contre le travail des enfants. Une nouvelle inspection du travail a également été créée en 2010, laquelle contribuera à réduire le travail des enfants et facilitera leur insertion dans le tissu économique et social par le biais de la formation et l'apprentissage dans les secteurs formel et informel.

Tout en notant les efforts déployés par le gouvernement, la commission a observé que, selon les statistiques de 2009 de l'UNICEF, 79 pour cent des filles et 74 pour cent des garçons fréquentent l'école primaire, alors que seulement 15 pour cent des filles et 17 pour cent des garçons fréquentent l'école secondaire. La commission exprime à nouveau sa préoccupation face à la persistance des faibles taux de fréquentation scolaire, surtout au niveau du secondaire. *Considérant que l'enseignement obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants, la commission prie à nouveau le gouvernement de redoubler d'efforts afin d'améliorer le fonctionnement du système éducatif, notamment en augmentant le taux d'inscription scolaire dans le secondaire, en particulier chez les filles. A cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés dans l'organisation des états généraux de l'éducation, ainsi que sur leur impact dans l'amélioration du système éducatif. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants travaillant sous l'âge minimum d'admission identifiés par les services d'inspection du travail et insérés dans le système scolaire ou dans l'apprentissage ou la formation professionnelle, dans la mesure où les exigences des âges minima sont respectées.*

Article 3, paragraphe 3. Admission à des travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que l'article 1 de l'arrêté n° 239 du 17 septembre 1954 (arrêté n° 239), tel que modifié par l'arrêté n° 10.300 du 2 juin 1965 relatif au travail des enfants (arrêté sur le travail des enfants), dispose sans ambiguïté «qu'il est interdit d'employer les enfants de l'un ou l'autre sexe âgés de moins de 18 ans à des travaux excédant leurs forces, présentant des causes de danger ou qui, par leur nature et par les conditions dans lesquelles ils sont effectués, sont susceptibles de blesser leur moralité». La commission avait cependant fait observer que cette disposition établit l'interdiction générale d'employer des enfants de moins de 18 ans à des travaux dangereux, alors que certaines dispositions, tels les articles 15, 21, 24, 25, 26, 27 et 32 de l'arrêté n° 239 et l'article 1 de l'arrêté n° R-030 du 26 mai 1992 (arrêté n° R-030), contiennent des exceptions à cette interdiction pour les enfants âgés de 16 à 18 ans. La commission avait prié le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises afin de garantir que l'exécution de travaux dangereux par des adolescents de 16 à 18 ans ne serait autorisée que sous des conditions strictes de protection et de formation au préalable, en conformité avec les dispositions de l'article 3, paragraphe 3.

La commission a noté l'allégation de la CGTM selon laquelle des enfants sont soumis à l'exploitation dans des travaux dangereux dans les grandes villes, comme apprentis, dans les bus de transport, en tant que livreurs de grandes quantités de marchandises et en tant que garagistes.

La commission a noté les informations du gouvernement selon lesquelles les inspecteurs et contrôleurs du travail veillent strictement au respect des dispositions des arrêtés en question. Le gouvernement a indiqué aussi que, si besoin est, des mesures sont prises afin de garantir que l'exécution des travaux dangereux par des adolescents âgés de 16 à 18 ans n'est autorisée qu'à

condition que leur santé, sécurité et moralité soient pleinement garanties et qu'ils aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle. Tout en notant les informations du gouvernement, la commission a constaté que la législation nationale ne prévoit toujours pas que les deux conditions prévues par l'article 3, paragraphe 3, de la convention soient un préalable à l'autorisation d'effectuer des travaux dangereux dès l'âge de 16 ans, malgré le fait qu'il semble y avoir un problème dans la pratique à cet égard. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer que les arrêtés n°s 239 et R-030 soient amendés de manière à prévoir que l'exécution de travaux dangereux par des adolescents de 16 à 18 ans ne sera autorisée qu'en conformité avec les dispositions de l'article 3, paragraphe 3, de la convention.**

Article 7, paragraphe 3. Détermination des travaux légers. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, aux termes de l'article 154 du Code du travail réglementant l'emploi des enfants de 12 à 14 ans à des travaux légers, aucun enfant âgé de 12 ans révolus et de moins de 14 ans ne pouvait être employé sans l'autorisation expresse du ministre chargé du travail, et seulement sous certaines conditions limitant les heures de cet emploi. La commission avait rappelé au gouvernement que l'article 7, paragraphe 3, disposait que, outre la durée en heures et les conditions de travail, l'autorité compétente devait déterminer les activités dans lesquelles l'emploi ou le travail léger des enfants de 12 à 14 ans pouvait être autorisé. Elle avait noté les informations du gouvernement selon lesquelles ce dernier prendrait les mesures nécessaires afin de déterminer les activités dans lesquelles l'emploi ou le travail léger des enfants peut être autorisé.

La commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle copie des dispositions qui détermineront les activités dans lesquelles l'emploi ou le travail léger des enfants peut être autorisé sera transmise au Bureau dès leur adoption. **Observant qu'un nombre important d'enfants travaillent sous l'âge minimum d'admission en Mauritanie, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour harmoniser la législation nationale avec la convention et réglementer l'emploi des enfants à des travaux légers à partir de 12 ans. A cet effet, elle exprime le ferme espoir que les travaux légers seront déterminés par la législation nationale dans un proche avenir.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission a pris note de la communication de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM) du 22 août 2011 ainsi que du rapport du gouvernement.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Esclavage ou pratiques analogues.
1. *Vente et traite des enfants.* Dans ses commentaires précédents, la commission a noté l'adoption de la loi n° 025/2003 du 17 juillet 2003 portant répression de la traite des personnes. La commission a également noté que, selon un rapport de l'UNICEF intitulé «La traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre», publié en 2006, dans les rues de Dakar, on trouvait des garçons *talibés* originaires des pays frontaliers, dont la Mauritanie, que des maîtres coraniques (*marabouts*) avaient amenés en ville. Toujours selon le rapport de l'UNICEF, il existait également une traite d'enfants interne avec notamment le phénomène des enfants *talibés* issus des zones rurales qui mendiaient dans les rues de Nouakchott. La commission a fait observer que la Mauritanie serait un pays d'origine en ce qui concerne la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail.

La commission exprime une nouvelle fois sa préoccupation face à la situation des enfants victimes de la traite, et prie le gouvernement de redoubler d'efforts afin d'assurer, dans la pratique, la protection des enfants de moins de 18 ans contre la vente et la traite des enfants aux fins d'exploitation sexuelle ou de leur travail. La commission prie en outre à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur l'application de la loi n° 025/2003 du 17 juillet 2003 portant répression de la traite des personnes dans la pratique, en communiquant notamment des statistiques sur le nombre et la nature des infractions signalées, les enquêtes menées, les poursuites, les condamnations et les sanctions pénales appliquées.

2. *Travail forcé ou obligatoire. Mendicité.* Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 42, alinéa 1, de l'ordonnance n° 2005-015 portant protection pénale de l'enfant dispose que le fait de provoquer ou d'employer directement un enfant à la mendicité est puni d'un à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 ouguiya. Cependant, la commission a noté que, dans une étude réalisée par l'UNICEF et intitulée «Travail des enfants en Mauritanie», il était indiqué que, selon une étude de juillet 2003 du Conseil national de l'enfance (CNE), l'observation sur le terrain amenait à affirmer que les enfants de la rue étaient plutôt des mendiants qui rendaient compte de leur activité de mendicité quotidiennement à leurs *marabouts*.

La commission a noté les allégations de la CGTM selon lesquelles des maîtres d'écoles religieuses obligent des enfants à aller dans les rues pour mendier, les exposant à la délinquance et à des risques dangereux d'atteinte à leur intégrité.

La commission a observé que, dans ses observations finales du 17 juin 2009, le CRC a exprimé son inquiétude face à l'absence de protection des enfants *talibés* qui sont contraints à la mendicité par des *marabouts* dans des conditions proches de l'esclavage (CRC/C/MRT/CO/2, paragr. 73). En outre, la commission a noté que, dans son rapport au Conseil des droits de l'homme du 24 août 2010, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage indique que, bien qu'elle ait été informée que le gouvernement travaillait avec les religieux pour mettre un terme à cette pratique, elle avait également constaté

que beaucoup ne considéraient pas la mendicité comme une forme d'esclavage (A/HRC/15/20/Add.2, paragr. 46). Ceci étant dit, la ministre de la Famille, de l'Enfance et des Affaires sociales a informé la Rapporteuse spéciale qu'elle collaborait avec le ministère de l'Intérieur pour traiter le problème des enfants des rues, dont certains *talibés*, à Nouakchott. Il semble exister une unité de police spécialisée, formée à travailler avec les enfants, et les services du ministre de l'Intérieur surveillent les *madrasas* pour s'assurer que les enfants ne sont pas encouragés à aller mendier au profit de leurs maîtres religieux (paragr. 75).

La commission a cependant noté avec regret l'absence d'information dans le rapport du gouvernement sur ce point. Elle a à nouveau noté avec une profonde préoccupation l'«instrumentalisation» des enfants à des fins purement économiques, à savoir le fait d'utiliser les enfants à des fins d'exploitation de leur travail, par certains *marabouts*. La commission a rappelé à nouveau au gouvernement que, en vertu de l'article 1 de la convention, des mesures immédiates et efficaces doivent être prises de toute urgence pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants et que, en vertu de l'article 7, paragraphe 1, de la convention, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective et le respect des dispositions donnant effet à la convention, y compris par l'établissement et l'application de sanctions suffisamment efficaces et dissuasives. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des marabouts qui utilisent des enfants de moins de 18 ans à des fins purement économiques soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives leur soient imposées. A cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants talibés qui ont été identifiés par le service de police spécialisée et par les services du ministre de l'Intérieur, et le prie de prendre les mesures nécessaires afin de renforcer les capacités des organes chargés de l'application de la loi.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Aide pour soustraire les enfants des pires formes de travail. Travail forcé ou obligatoire. Mendicité. La commission a noté que la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage indique que le ministre de l'Intérieur l'a informée qu'un enseignement ou une formation professionnelle ainsi qu'un hébergement sont dispensés aux enfants *talibés* (A/HRC/15/20/Add.2, paragr. 75). La commission a cependant noté avec regret que le gouvernement ne fournit aucune information à ce sujet dans son rapport. En outre, elle a observé que, dans ses observations finales du 17 juin 2009, le CRC s'est également dit préoccupé par le manque d'information sur les mesures qu'a adoptées la Mauritanie pour identifier et protéger les enfants qui vivent ou travaillent dans la rue (CRC/C/MRT/CO/2, paragr. 73). **La commission prie instamment le gouvernement d'indiquer le nombre d'enfants victimes de mendicité soustraits de la rue et réadaptés et intégrés socialement, notamment dans le Centre de protection et d'intégration des enfants en situation difficile ou par les services du ministre de l'Intérieur. La commission prie en outre le gouvernement d'indiquer toutes autres mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour empêcher que les enfants de moins de 18 ans ne deviennent victimes de travail forcé ou obligatoire, tel que la mendicité, ainsi que pour repérer les enfants talibés qui sont obligés de mendier et les soustraire de telles situations tout en assurant leur réadaptation et leur intégration sociale.**

Alinéa e). Situation particulière des filles. Travail domestique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle les jeunes filles qui travaillent comme domestiques avaient, la plupart du temps, une instruction scolaire limitée ou n'étaient même pas instruites. De plus, selon les résultats d'une enquête menée sur ces filles en Mauritanie et cités dans une étude réalisée par l'UNICEF intitulée «Travail des enfants en Mauritanie», elles pouvaient être recrutées dès l'âge de 8 ans, et 32 pour cent des filles interrogées au cours d'une enquête étaient âgées de moins de 12 ans.

La commission a noté les allégations de la CGTM selon lesquelles les travaux domestiques dans les ménages sont des corvées journalières intenses pour les enfants qui, dès le bas âge, sont soumis aux brimades. En outre, la Confédération syndicale internationale (CSI) indiquait, dans son rapport remis lors de l'examen, par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce, des politiques commerciales de la Guinée et de la Mauritanie des 28 et 30 septembre 2011, que beaucoup de jeunes filles sont forcées dans la servitude domestique non rémunérée et qu'elles sont particulièrement vulnérables à l'exploitation. La commission a également noté que, dans ses observations finales du 17 juin 2009, le CRC s'est dit particulièrement préoccupé par la situation des filles qui travaillent comme domestiques dans des conditions d'exploitation proches de l'esclavage (CRC/C/MRT/CO/2, paragr. 75).

La commission a noté avec regret que le gouvernement ne fournit aucune information à ce propos dans son rapport. La commission a relevé à nouveau que les petites filles, notamment employées à des travaux domestiques, sont souvent victimes d'exploitation qui revêt des formes très diverses, et qu'il est difficile de contrôler leurs conditions d'emploi en raison de la «clandestinité» de ce travail. **Elle prie donc instamment le gouvernement de prendre des mesures pour assurer que les enfants victimes d'exploitation dans le travail domestique soient retirés de cette pire forme de travail et réadaptés et intégrés socialement, notamment à travers les activités du Centre de la protection de l'enfance d'El Mina et du programme pilote à Dar Naim. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard. Finalement, elle prie instamment le gouvernement de communiquer des informations sur le développement et les conclusions des deux enquêtes en cours dans le pays.**

Application de la convention dans la pratique. La commission a noté que, selon le rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage du 24 août 2010, des enfants âgés de moins de 13 ans travaillent dans tous les secteurs d'activité en Mauritanie. A la campagne, les enfants asservis prennent généralement soin du bétail, s'occupent des cultures vivrières, exécutent des tâches domestiques et autres tâches importantes en appui aux activités de leur maître. Les enfants vivant dans des conditions analogues à l'esclavage dans les zones urbaines travaillent souvent comme domestiques (A/HRC/15/20/Add.2, paragr. 42 à 45). La commission a cependant noté que, dans ses observations finales du 17 juin 2009, le CRC se dit particulièrement préoccupé par l'absence de documentation générale sur la fréquence du travail des enfants et de mesures efficaces visant à protéger les enfants contre l'exploitation économique et les pires formes de travail des enfants, et à leur permettre d'exercer leur droit à l'éducation (CRC/C/MRT/CO/2, paragr. 75). **La commission se déclare préoccupée par la situation des enfants engagés dans des travaux dangereux et dans des conditions analogues à l'esclavage et, par conséquent, prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer dans la pratique la protection**

des enfants contre cette pire forme de travail. En outre, elle prie le gouvernement de communiquer des statistiques sur la nature, l'étendue et les tendances des pires formes de travail des enfants, particulièrement en ce qui concerne la vente et la traite des enfants et les enfants mendiant dans les rues. Elle le prie également de fournir des informations sur le nombre et la nature des infractions constatées, des enquêtes et des poursuites engagées, ainsi que sur les condamnations et les sanctions pénales prononcées. Dans la mesure du possible, toutes ces informations devraient être ventilées par sexe et âge.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Niger

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1978)

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note du rapport du gouvernement, ainsi que des discussions détaillées qui ont eu lieu en juin 2014 lors de la 103^e session de la Commission de l'application des normes de la Conférence au sujet de l'application par le Niger de la convention n° 138.

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a constaté que le Code du travail ne s'appliquait pas aux types d'emploi ou de travail exécuté par les enfants à l'extérieur d'une entreprise, tel le travail effectué pour le propre compte de l'enfant. En outre, la commission a noté que 50,4 pour cent des enfants de 5 à 17 ans travaillent au Niger (soit environ 1 922 637 enfants). Parmi ceux-ci, 1 187 840 enfants sont impliqués dans des travaux dangereux.

La commission prend note des déclarations des membres travailleurs et des membres employeurs lors de la Commission de la Conférence, lesquelles ont demandé au gouvernement de concentrer toute son attention sur la question du travail des enfants au Niger. A cet effet, les membres travailleurs ont insisté auprès du gouvernement pour qu'il établisse un plan d'action en coopération étroite avec les partenaires sociaux qui accorderait notamment la priorité à l'abolition du travail des enfants, en particulier des travaux dangereux. La Commission de la Conférence, tout en prenant note des difficultés rencontrées par le gouvernement dans le contrôle du secteur informel, a appelé le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour élargir le champ d'application du Code du travail à ce secteur. Elle a également appelé le gouvernement à renforcer les capacités de l'inspection du travail dans l'économie informelle et à étendre la portée de son action, et à garantir que des inspections régulières soient réalisées afin que des sanctions soient infligées aux contrevenants à la convention.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le travail des enfants existe principalement dans le secteur informel. Elle prend note de l'adoption du nouveau Code du travail du Niger du 25 septembre 2012 par loi n° 2012-45, mais que ce nouveau Code du travail n'étend pas son application au travail effectué à son propre compte ou au travail dans l'économie informelle. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle rien n'interdit aux inspecteurs du travail d'intervenir dans le secteur de l'économie informelle; cependant, ces derniers rencontrent des difficultés à identifier le travail des enfants dans ce secteur en raison de la complexité du phénomène et de la faiblesse de leurs moyens d'action. A cet égard, le ministère en charge du travail a doté tous les départements d'inspection du travail d'un véhicule et a augmenté leurs budgets. Le gouvernement indique que seule une intervention directe des inspecteurs du travail, en collaboration avec les communautés et autres acteurs de l'économie informelle, permettra d'éradiquer le travail des enfants. Pour ce faire, le gouvernement affirme qu'il est disposé à créer les conditions de la réalisation d'un audit institutionnel de l'inspection du travail et à proposer des actions susceptibles de renforcer les capacités des inspections du travail dans le secteur de l'économie informelle.

La commission note en outre que l'Institut national de la statistique (INS), avec l'appui des partenaires techniques et financiers, a réalisé une enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (ENESI) en octobre-novembre 2012. L'objectif de cette enquête est de fournir des informations permettant de calculer les indicateurs pertinents pour le suivi des politiques publiques de l'emploi, d'amorcer la mise en place d'un système d'enquête cohérent sur l'emploi et le secteur informel et de renforcer les capacités nationales en matière de conception, de collecte et d'analyse des données sur l'emploi et le secteur informel. Cette étude est en cours de validation.

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission doit exprimer sa **préoccupation** devant le nombre d'enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail de 14 ans astreints au travail et souvent dans des conditions dangereuses. **La commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour lutter contre et éliminer progressivement le travail des enfants dans le pays, en particulier dans le secteur de l'économie informelle, et notamment en élaborant et adoptant un plan d'action à cet effet en collaboration avec les partenaires sociaux et en continuant de renforcer les capacités de l'inspection du travail et sa formation, de manière à**

améliorer ses interventions directes dans l'économie informelle. La commission prie le gouvernement de fournir les résultats de l'enquête de l'INS dans le secteur de l'économie informelle avec son prochain rapport, ainsi que des informations sur l'impact de cette enquête sur l'action de l'administration du travail en faveur des enfants travaillant dans l'économie informelle au Niger.

Article 2, paragraphe 3. Scolarité obligatoire. Suivant ses commentaires précédents, la commission note l'observation des membres travailleurs de la Commission de la Conférence, selon laquelle, si l'accès à l'éducation s'est amélioré au Niger avec un taux de scolarisation passant de 76,1 pour cent en 2011 à 79,1 pour cent en 2012, le taux d'achèvement de l'enseignement primaire de 55,8 pour cent en 2012 demeure relativement faible. La commission observe que la Commission de la Conférence a noté avec préoccupation que le faible taux de scolarisation et les taux élevés d'abandon scolaire persistent pour un grand nombre d'enfants au Niger. Soulignant l'importance d'une scolarité gratuite, universelle et obligatoire pour prévenir et combattre le travail des enfants, la Commission de la Conférence a instamment prié le gouvernement de renforcer son système éducatif, en prenant notamment les mesures nécessaires pour assurer l'accès à l'éducation de base gratuite à tous les enfants en dessous de l'âge minimum, dans l'objectif d'empêcher les enfants de moins de 14 ans de travailler et de réduire les taux d'abandon scolaire.

La commission note les informations du gouvernement selon lesquelles il a notamment adopté le Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2014-2024, qui est un document de stratégie de mise en œuvre. Le PSEF repose sur trois piliers stratégiques, soit la focalisation du programme sur des activités à réaliser au niveau local par une plus grande responsabilisation des équipes pédagogiques et des comités de gestion des établissements scolaires; le recrutement des femmes enseignantes en milieu rural pour promouvoir la scolarisation des jeunes filles; la mise en place des mesures incitatives au profit des mères, notamment la subvention des activités génératrices de revenus pour réduire les coûts directs d'opportunités à la scolarisation des filles. ***Considérant que la scolarité obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants, la commission encourage vivement le gouvernement à poursuivre ses efforts et à prendre des mesures qui permettront d'augmenter le taux de scolarité et diminuer le taux d'abandon scolaire, en particulier chez les filles, afin d'empêcher les enfants de moins de 14 ans de travailler. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'impact du PSEF à cet égard et sur les résultats obtenus, dans son prochain rapport.***

Article 3, paragraphe 3. Autorisation d'employer des enfants dans des travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, pour certains types de travaux dangereux, le décret n° 67-126/MFP/T du 7 septembre 1967 autorise l'emploi d'enfants âgés de plus de 16 ans. Elle a noté également que des comités de santé et de sécurité au travail (CSST) étaient créés dans les entreprises et qu'ils étaient responsables de la sensibilisation et de la formation sur la sécurité. La commission a prié le gouvernement de communiquer des informations sur la manière selon laquelle les CSST faisaient en sorte que l'emploi effectué par les adolescents ne porte pas atteinte à leur santé et leur sécurité.

La commission note que la Commission de la Conférence a exprimé sa préoccupation au sujet de l'information fournie par le gouvernement selon laquelle les CSST détectent rarement des cas de travail dangereux des enfants dans le cadre de leurs activités. La Commission de la Conférence a vivement encouragé le gouvernement à faire en sorte que les CSST organisent des activités de sensibilisation ainsi qu'une formation, afin de veiller à ce que les conditions de travail des jeunes ne constituent pas un danger pour leur santé et sécurité, voire leur bien-être.

La commission note avec ***préoccupation*** l'indication du gouvernement selon laquelle aucun rapport de l'inspection du travail n'a enregistré une infraction en ce qui concerne le travail des jeunes. Le gouvernement indique que ceci s'explique en partie par le fait que le travail des enfants existe principalement dans le secteur informel. La commission note que le représentant gouvernemental a indiqué, lors de la Commission de la Conférence, qu'il est rare également de rencontrer des enfants travailleurs car les CSST ne sont institués que dans les entreprises de plus de 50 salariés. Par contre, le gouvernement indique qu'une coordination nationale a été créée par l'arrêté n° 365/MFT/T/DSST du 16 mars 2012, laquelle a mené à un certain nombre d'activités relatives à la formation des membres des CSST, la participation aux activités du mois de la prévention des risques professionnels, le renforcement des capacités des membres, l'organisation de visites d'entreprises en collaboration avec l'inspection du travail, l'élaboration et l'adoption d'un plan d'action sur trois ans (2013-2015). ***La commission prie le gouvernement de renforcer ses efforts afin d'assurer que les CSST des entreprises veillent à ce que les conditions de l'emploi réalisé par les adolescents de 16 à 18 ans ne portent pas atteinte à leur santé et à leur sécurité, conformément à l'article 3, paragraphe 3, de la convention. Elle prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises en ce qui concerne la protection de la santé et sécurité des jeunes effectuant des travaux dangereux autorisés par le décret n° 67-126/MFP/T du 7 septembre 1967 dans des entreprises de moins de 50 salariés, et dans lesquelles les CSST ne sont pas institués.***

Notant les difficultés auxquelles fait face le gouvernement, la commission prie le Bureau de fournir une assistance technique à cet égard.

Ouzbékistan

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2008)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu le 22 août 2014. Elle prend également note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre 2014, ainsi que de la réponse du gouvernement, reçue le 29 octobre 2014. Elle prend note, en outre, des observations du Conseil de la Fédération des syndicats d'Ouzbékistan (CFTUU) reçues le 26 septembre 2014, qui ont été transmises au gouvernement pour commentaires.

Article 3 a) et d) de la convention. Pires formes de travail des enfants. Travail forcé ou obligatoire dans la production de coton et travaux dangereux. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de diverses dispositions de droit interdisant le travail forcé (telles que l'article 37 de la Constitution nationale, l'article 7 du Code du travail et l'article 138 du Code pénal) ainsi que l'emploi d'enfants aux travaux d'irrigation et de récolte du coton (conformément à la liste des activités pour lesquelles, en raison des conditions défavorables dans lesquelles elles s'exercent, il est interdit d'employer des personnes de moins de 18 ans). La commission a également pris note des discussions que la Commission de l'application des normes de la Conférence a consacrées à l'application de cette convention en Ouzbékistan, lors de la 102^e session de la Conférence internationale du Travail, en juin 2013, puis de la table ronde qui s'est tenue sur cette même question en juillet 2013 avec l'OIT, le PNUD, l'UNICEF, la Commission européenne et des représentants des organisations nationales et internationales de travailleurs et d'employeurs. Enfin, la commission a pris note du suivi conjoint OIT/Ouzbékistan assuré du 11 septembre au 31 octobre 2013 au moyen d'équipes mixtes qui ont effectué des visites sans préavis en parcourant près de 40 000 kilomètres à travers le pays, visites à l'issue desquelles 62 cas d'emploi d'enfants dans les champs de coton ont été signalés, dont 57 ont été confirmés.

La commission rappelle les résultats de cette mission d'observation, qui ont été présentés de manière détaillée dans ses précédents commentaires et qui ont conduit à conclure au final que, si l'application de la législation interdisant d'employer des personnes de moins de 18 ans à la récolte de coton se renforce, des lacunes subsistaient dans la pratique en ce qui concerne les enfants de 16 et 17 ans. Enfin, la commission rappelle que le gouvernement s'est engagé à poursuivre sa coopération avec l'OIT sur une base plus large, dans le cadre de l'Agenda pour le travail décent, et a sollicité une assistance technique pour la mise en place d'un cadre général et de diverses mesures politiques devant conduire à l'abolition du travail des enfants et du travail forcé.

La commission note que, dans ses plus récents commentaires, l'OIE se félicite des résultats du suivi conjoint OIT/Ouzbékistan, résultats dans lesquels elle voit la démonstration claire de la volonté du gouvernement et des partenaires sociaux nationaux de coopérer avec l'OIT en vue d'éradiquer les pratiques de travail d'enfants dans le pays. L'OIE déclare en outre espérer que cet engagement sans réserve du gouvernement et des partenaires sociaux nationaux se poursuivra, et elle demande des informations sur les mesures prises par le gouvernement pour réinsérer dans le système éducatif les enfants qui ont été retirés des travaux de récolte du coton en 2013, sur les sanctions prises à l'égard des responsables, sur les constatations de la récente opération d'observation assurée pendant la campagne de récolte de 2014 et enfin sur l'amélioration du système d'inspection.

La commission prend note également des observations du CFTUU rendant compte avec précision des récentes activités du Conseil de coordination sur les questions de travail des enfants (Conseil de coordination), organe public de caractère permanent constitué de représentants du gouvernement, des syndicats, des associations d'employeurs, d'instances de la société civile et d'organisations internationales qui observent le recours au travail d'enfants, y compris dans un cadre saisonnier, et qui coordonnent certaines mesures visant à éliminer l'exploitation du travail des enfants. Le CFTUU déclare que le Conseil de coordination prévoit d'observer le recours au travail d'enfants dans la production de coton au cours du deuxième semestre de 2014.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de l'OIE, soulignant les efforts de surveillance qui ont été déployés pendant la campagne de récolte du coton de septembre-octobre 2014, ainsi que des récentes mesures prises conjointement par la Chambre de commerce et le CFTUU pour faire porter effet aux conventions de l'OIT, notamment sur le plan de l'éducation systématique et sur celui de l'organisation de séminaires de sensibilisation par rapport aux pires formes de travail des enfants.

La commission prend note avec *intérêt* des informations contenues dans le rapport du gouvernement concernant l'élaboration et l'adoption d'un programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) 2014-2016, qui a été conclu entre le ministère du Travail et de la Protection sociale, le Conseil de la Fédération des syndicats, la Chambre de commerce et d'industrie et l'OIT le 25 avril 2014. Elle prend note, en particulier, des composants de ce programme qui ont trait à l'application de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et de la présente convention, ainsi que des indicateurs retenus à ce titre: i) progrès avéré de la conscience des problèmes de travail des enfants; ii) évolution sur les plans législatif et institutionnel, y compris la révision de la liste des travaux dangereux pour les enfants; iii) résultats de la surveillance nationale du travail des enfants; iv) exemples de bonnes pratiques en matière de travail des enfants. Elle note

en outre que l'une des priorités du PPTD sera l'instauration dans l'agriculture, notamment dans la production du coton, de conditions de travail et d'emploi qui soient conformes aux conventions fondamentales. Elle prend également note des informations du gouvernement concernant une table ronde sur le déploiement du PPTD qui s'est tenue en août 2014 avec des représentants de l'OIT. Le gouvernement se réfère également à la résolution du Cabinet des ministres n° 132 du 27 mai 2014 portant mesures supplémentaires pour l'application des conventions de l'OIT en 2014-2016, notamment à travers certaines réformes législatives, des programmes de coopération et des mesures de développement des capacités et une surveillance nationale mettant à profit les méthodes de l'OIT/IPEC. Enfin, le gouvernement déclare que les ministères compétents et leurs départements respectifs ainsi que d'autres organismes concernés prennent les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations de l'OIT.

La commission prend dûment note des données statistiques récentes communiquées par le Conseil de coordination au sujet des contrôles réalisés lors de la campagne de récolte du coton de 2014, qui ont été reçues le 12 novembre 2014. Elle note que cette observation a eu lieu du 18 septembre au 25 octobre 2014 et qu'elle a été assurée par des équipes de surveillance composées de représentants du gouvernement, des syndicats, de la Chambre de commerce et du Conseil des exploitants agricoles. Ces équipes ont effectué des visites par rotation, couvrant près de 40 000 kilomètres, à travers 172 districts ruraux et villes et 711 sites à risques potentiels (c'est-à-dire 316 collèges de formation professionnelle et lycées académiques et 395 exploitations agricoles). Aucun refus de coopérer n'a été signalé. Il a été mené au total 745 entretiens qui ont été documentés. Il a été constaté que 91 pour cent des élèves étaient présents dans les établissements qui ont été visités et que les instructions officielles relatives à l'interdiction de l'emploi des personnes mineures dans les champs émanant du bureau du Procureur et des autorités locales avaient été affichées, de même que des confirmations écrites de parents demandant que leurs enfants ne soient pas engagés à la récolte du coton. En outre, il est indiqué que presque tous les établissements du secondaire ont tenu à jour leurs registres de présence, et que les personnes employées à la récolte du coton par les exploitants agricoles avaient des contrats écrits.

Les résultats de ces contrôles font apparaître que, sur l'ensemble, 49 cas d'emploi d'enfants – relativement âgés – dans les champs de coton ont été signalés: neuf cas à Boukhara, six à Sirdyarsk, 11 à Tashkent, deux à Gerghana et deux autres à Khorezm. Toujours selon ce rapport, les directeurs de 11 collèges professionnels de cinq districts ont été reconnus administrativement responsables d'infractions relevant du travail des enfants et ont été condamnés à des amendes de plus de 8,5 millions de som (UZS) (3 552,74 dollars des Etats-Unis); deux dirigeants d'exploitation agricole et six chefs de brigade ont été reconnus administrativement responsables dans deux districts et ont été condamnés à des amendes de plus de 3,2 millions de som (1 337,50 dollars E.-U.) et un autre dirigeant d'exploitation agricole a reçu un avertissement écrit.

La commission se félicite des mesures de programmation prises par le gouvernement, notamment de l'adoption et de la mise en œuvre du PPTD, ainsi que de la persévérance de ses efforts de surveillance des récoltes du coton afin d'assurer le respect de l'interdiction de l'utilisation dans ce cadre d'enfants de moins de 18 ans et, le cas échéant, l'application des sanctions correspondantes. Elle observe que, même si des enfants continuent d'être engagés pour la récolte du coton, les progrès tendent vers l'application pleine et entière de la convention. ***La commission prie le gouvernement de continuer de renforcer les efforts visant à assurer l'application effective de la législation nationale interdisant tout travail obligatoire aussi bien que tous travaux dangereux pour les enfants de moins de 18 ans. A cet égard, elle prie instamment le gouvernement de continuer de mettre en œuvre le PPTD avec la collaboration de l'OIT et avec la participation du Conseil de coordination. Elle le prie de continuer de communiquer des informations actualisées à cet égard, y compris sur les mesures prises pour surveiller la récolte du coton, de renforcer la vigilance des établissements d'enseignement, de sanctionner les personnes qui engagent des enfants dans la récolte du coton et enfin, de sensibiliser davantage le public à ce sujet.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Paraguay

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946 (ratification: 1966)

Article 3 de la convention. *Période pendant laquelle il est interdit de travailler la nuit.* Dans ses précédents commentaires, la commission a demandé au gouvernement de modifier les dispositions de l'article 58 du Code de l'enfance et de l'adolescence, qui interdit le travail de nuit des enfants de 14 à 18 ans pendant une période de dix heures comprises entre 20 heures et 6 heures, afin de les mettre en conformité avec la convention et avec l'article 2 du décret n° 4951 du 22 mars 2005 qui considère le travail de nuit effectué entre 19 heures et 7 heures, soit une période de douze heures, comme un travail dangereux interdit aux enfants de moins de 18 ans.

Dans son rapport, le gouvernement indique que le Secrétariat national à l'enfance et à l'adolescence a adressé au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTESS) une demande formelle pour que les diligences soient prises pour adopter la modification de l'article 58 du Code de l'enfance et de l'adolescence. Ce secrétariat a fait part de sa

disposition à réaliser les actions nécessaires conjointement avec le MTESS à cette fin. La commission note par ailleurs que, suite à la mission d'assistance technique du Bureau qui s'est rendue au Paraguay en septembre 2014, un mémorandum d'entente tripartite a été signé entre les mandants tripartites et le Bureau aux termes duquel le Conseil consultatif tripartite du MTESS collaborera avec le BIT pour examiner et, le cas échéant, porter devant le Congrès les modifications législatives nécessaires pour assurer la conformité de la législation avec les conventions de l'OIT ratifiées. ***Dans ce contexte, la commission veut croire que le gouvernement pourra faire état dans son prochain rapport de l'adoption d'un texte portant modification de l'article 58 du Code de l'enfance et de l'adolescence de manière à interdire le travail nocturne des enfants pendant une période de douze heures.***

République démocratique du Congo

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré préoccupé par le nombre important d'enfants qui travaillent dans le pays (CRC/C/15/Add.153, paragr. 66). Elle a également noté que, selon le rapport initial du gouvernement soumis au Comité des droits de l'enfant (CRC/C/3/Add.57, paragr. 196), plusieurs parents permettent ou envoient leurs enfants exercer des métiers qui leur sont interdits en raison de la conjoncture économique. Le gouvernement a indiqué que le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale s'employait à faire fonctionner le Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants et qu'une fois en fonction le comité élaborerait une stratégie nationale sur l'abolition du travail des enfants et ses pires formes. Dans le cadre de cette stratégie, des programmes d'action nationaux seront élaborés, notamment afin d'identifier le travail des enfants et ses pires formes et de contrôler et sanctionner, avec l'aide de l'inspection du travail, les entreprises qui ont recours au travail des enfants.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles le Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants, mis en place depuis 2006, a élaboré un Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants d'ici à 2020 (PAN), avec l'appui technique et financier de l'OIT/IPEC. Celui-ci définit les stratégies et actions prioritaires à mener en faveur des enfants vulnérables aux pires formes de travail des enfants et des communautés pauvres. D'après les informations communiquées par l'OIT/IPEC, ce document n'a pas encore été officiellement adopté. La commission observe que, d'après les résultats de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples de 2010 (MICS-2010) publiés par l'UNICEF, près d'un enfant de 5 à 14 ans sur deux est engagé dans le travail des enfants, notamment dans les zones rurales (46 pour cent en zones rurales contre 34 pour cent en zones urbaines). Tout en prenant note des mesures que le gouvernement prévoit de prendre pour lutter contre le travail des enfants, la commission se doit d'exprimer sa préoccupation devant le nombre d'enfants exposés au travail des enfants et dont l'âge est inférieur à l'âge d'admission à l'emploi ou au travail. ***La commission encourage vivement le gouvernement à intensifier ses efforts pour assurer l'élimination du travail des enfants. A cet égard, elle exprime le ferme espoir que le PAN sera adopté et mis en œuvre dans les plus brefs délais et prie le gouvernement d'en communiquer copie dans son prochain rapport. Elle le prie également à nouveau de fournir des informations sur l'application de la convention dans la pratique, notamment des statistiques, ventilées par sexe et par tranche d'âge, sur l'emploi des enfants et adolescents, ainsi que des extraits des rapports des services d'inspection.***

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application et inspection du travail. La commission a précédemment noté que la loi n° 015/2002 du 16 octobre 2002 portant Code du travail s'applique uniquement à une relation de travail. Elle a en outre noté que le Comité des droits de l'enfant s'est montré préoccupé par le nombre important d'enfants qui travaillent dans l'économie informelle et qui échappent souvent aux mesures de protection prévues par la législation nationale (CRC/C/15/Add.153, paragr. 66). La commission a rappelé au gouvernement que la convention s'applique à toutes les branches de l'activité économique et qu'elle couvre tous les types d'emplois ou de travaux, qu'ils soient ou non effectués sur la base d'une relation de travail subordonné, et qu'ils soient ou non rémunérés. Le gouvernement a indiqué à cet égard qu'il redoublait d'efforts pour rendre plus efficace le travail des inspecteurs.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les préoccupations exprimées par la commission relatives au travail des enfants dans l'économie informelle seront prises en compte lors de la mise en œuvre de la stratégie du PAN. A cet égard, se référant à l'étude d'ensemble sur les conventions fondamentales concernant les droits au travail de 2012 (paragr. 345), la commission fait observer au gouvernement que l'extension des mécanismes de surveillance adaptés à l'économie informelle peut être un bon moyen de garantir l'application de la convention dans la pratique, surtout dans les pays où le fait d'élargir le champ de la législation d'application à la question du travail des enfants dans l'économie informelle n'est pas une solution envisageable. ***Rappelant que la convention s'applique à toutes les formes de travail ou d'emploi, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures, dans le cadre du PAN, pour adapter et renforcer les services de l'inspection du travail afin de garantir la surveillance du travail des enfants dans l'économie informelle et s'assurer que ces enfants bénéficient de la protection prévue par la convention. Elle le prie de fournir des informations sur l'organisation, le fonctionnement et les activités de l'inspection du travail relatives au travail des enfants dans son prochain rapport.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. Recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 prévoit, en son article 187, l'application d'une peine de servitude pénale de dix à vingt ans pour l'enrôlement ou l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans dans les forces et groupes armés et la police. La commission a noté que, d'après le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés en République démocratique du Congo du 9 juillet 2010 (S/2010/369, paragr. 17 à 41), 1 593 cas de recrutement d'enfants ont été recensés entre octobre 2008 et décembre 2009, dont 1 235 en 2009. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies indique également que 42 pour cent du nombre total des cas de recrutement recensés ont été attribués aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). La commission a également noté avec préoccupation que, d'après le rapport du Secrétaire général, le nombre de meurtres et d'atteintes à l'intégrité physique des enfants aurait augmenté. De plus, une augmentation notable du nombre d'enlèvements d'enfants a été constatée au cours de la période considérée par le rapport du Secrétaire général, principalement du fait de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), mais également des FARDC. La commission a également observé que le Comité des droits de l'enfant, dans ses observations finales du 10 février 2009 (CRC/C/COD/CO/2, paragr. 67), s'est dit profondément préoccupé par le fait que l'Etat a une responsabilité directe dans les violations des droits de l'enfant par l'intermédiaire de ses forces armées et qu'il n'a ni protégé ni empêché ces violations.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les forces armées congolaises ne recrutent pas d'enfants de moins de 18 ans dans leurs rangs. La commission constate néanmoins que, d'après les informations fournies dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur le sort des enfants en temps de conflit armé en date du 23 avril 2011 (A/65/820-S/2011/250, paragr. 27), un grand nombre d'enfants continuent d'être recrutés et demeurent associés aux unités des FARDC, notamment au sein des anciennes unités du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) intégrées aux FARDC. Le rapport indique également que, sur les 1 656 enfants enrôlés dans les forces ou groupes armés qui se sont enfuis ou ont été libérés en 2010, une grande partie de ces enfants étaient enrôlés au sein des FARDC (21 pour cent) (paragr. 37). En outre, malgré la diminution du nombre de cas d'enfants recrutés dans les forces et groupes armés enregistrés en 2010, le rapport signale le fait que d'anciens éléments du CNDP continuent de recruter ou de menacer de recruter des enfants de moins de 18 ans dans des écoles du territoire du Nord-Kivu (paragr. 85). La commission constate également qu'aucune poursuite n'a été engagée contre les auteurs de crimes à l'encontre d'enfants, soupçonnés de recrutement forcé, dont certains figurent toujours dans la structure de commandement des FARDC (paragr. 88).

En outre, les violences physiques et la violence sexuelle commises à l'encontre des enfants par des forces de sécurité (FARDC et police nationale congolaise) et des groupes armés a continué à susciter de graves préoccupations en 2010. La commission note notamment que, en 2010, sur les 26 cas de meurtres d'enfants recensés, 13 ont été attribués aux FARDC. De plus, sept cas de mutilations et 67 cas de violences sexuelles commises sur des enfants auraient été perpétrés par des éléments des FARDC au cours de la même période (paragr. 87).

La commission observe que, malgré l'adoption du décret-loi n° 066 du 9 juin 2000, portant démobilisation et réinsertion des groupes vulnérables présents au sein des forces combattantes, et de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009, qui interdit et sanctionne l'enrôlement ou l'utilisation des enfants de moins de 18 ans dans les forces et groupes armés et la police (art. 71 et 187), des enfants de moins de 18 ans continuent d'être recrutés et forcés de rejoindre les forces armées régulières de la République démocratique du Congo et les groupes armés. La commission exprime sa profonde préoccupation face à cette situation, d'autant plus que la persistance de cette pire forme de travail des enfants entraîne d'autres violations des droits de l'enfant, tels le meurtre et les violences sexuelles. ***Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures de toute urgence pour procéder à la démobilisation immédiate et complète de tous les enfants des rangs des FARDC et mettre un terme, dans la pratique, au recrutement forcé d'enfants de moins de 18 ans dans les groupes armés. Se référant à la résolution 1998 du 12 juillet 2011 du Conseil de sécurité, dans laquelle il rappelle «la responsabilité qu'ont tous les Etats de mettre fin à l'impunité et de poursuivre quiconque est responsable de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et autres crimes odieux commis sur la personnes d'enfants», la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces afin de s'assurer que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes, y compris des officiers des forces armées régulières, qui recrutent par la force des enfants de moins de 18 ans aux fins d'utilisation dans un conflit armé, soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives leur soient imposées dans la pratique, en application de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009. Elle le prie de communiquer des informations sur le nombre d'enquêtes menées, de poursuites engagées et de condamnations prononcées à l'égard de ces personnes dans son prochain rapport.***

Alinéas a) et d). Travail forcé ou obligatoire et travail dangereux. Travail des enfants dans les mines. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté les observations de la Confédération syndicale du Congo (CSC) selon lesquelles des enfants de moins de 18 ans sont employés dans les carrières de minerais dans les provinces du Katanga et du Kasai-Oriental. Elle a constaté que la Rapporteuse spéciale des Nations Unies, dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo d'avril 2003 (E/CN.4/2003/43, paragr. 59), a noté que les groupes militaires recrutent des enfants pour les soumettre au travail forcé pour l'extraction de ressources naturelles. Elle a fait observer que, bien que la

législation soit conforme à la convention sur ce point, le travail des enfants dans les mines est un problème dans la pratique et a, par conséquent, prié le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures qui seront prises par l'inspection du travail pour interdire le travail dangereux des enfants dans les mines.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle des actions de renforcement des capacités de l'inspection du travail sont envisagées dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants d'ici à 2020 (PAN). Le rapport indique également que le gouvernement a initié une consultation en vue de recueillir des statistiques sur l'application dans la pratique des textes de loi relatifs à l'interdiction du travail dangereux des enfants de moins de 18 ans dans les mines. La commission prend toutefois note des statistiques de l'UNICEF communiquées dans le rapport du gouvernement, lesquelles indiquent que près de 50 000 enfants travaillent dans les mines en République démocratique du Congo, dont 20 000 dans la province du Katanga (sud-est), 12 000 en Ituri (nord-est) et environ 11 800 dans le Kasai (centre). En outre, la commission observe que, d'après les informations fournies dans le Rapport sur la traite de 2011, les groupes armés et les FARDC recrutent des hommes et des enfants et les soumettent au travail forcé pour l'extraction de minerais. Selon ce même document, un rapport de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de janvier 2011 rapporterait que le commandant de l'un des bataillons des FARDC a recours au travail forcé des enfants dans des mines de la région du Nord-Kivu. La commission exprime sa profonde préoccupation face aux allégations qui indiquent que des enfants de moins de 18 ans sont utilisés, notamment par des éléments des FARDC, pour l'extraction de minerais dans des conditions assimilables à l'esclavage et dans des conditions dangereuses. **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour éliminer le travail forcé ou le travail dangereux des enfants de moins de 18 ans dans les mines, et ce de toute urgence. A cet égard, elle prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que des enquêtes approfondies et des poursuites efficaces soient menées à l'encontre des contrevenants et que des sanctions effectives et suffisamment dissuasives soient imposées dans la pratique. Elle le prie de communiquer des statistiques sur l'application de la législation dans la pratique et le prie également de communiquer des informations concernant les actions de renforcement des capacités de l'inspection du travail envisagées dans le cadre du PAN.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et les soustraire de ces pires formes et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. 1. *Enfants soldats.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, d'après le rapport du Secrétaire général des Nations Unies du 9 juillet 2010, le nombre d'enfants libérés en 2009 a plus que triplé en comparaison à l'année 2008, particulièrement dans la province du Nord-Kivu (S/2010/369, paragr. 30 et 51 à 58). Entre octobre 2008 et fin 2009, 3 180 enfants (3 004 garçons et 176 filles) ont quitté les rangs des forces et groupes armés ou se sont enfuis et ont été admis dans des programmes de réintégration. Cependant, la commission a noté avec préoccupation qu'il est arrivé à de nombreuses reprises que les FARDC refusent l'accès des camps aux organismes de protection de l'enfant qui cherchaient à vérifier la présence d'enfants dans leurs unités et que des commandants refusaient de libérer des enfants. La commission a également observé que de nombreux obstacles à une réintégration efficace existent, telles l'insécurité permanente et la présence continue d'anciens recruteurs dans la même région. En outre, la commission a noté que le Comité des droits de l'enfant, dans ses observations finales du 10 février 2009 (CRC/C/COD/CO/2, paragr. 72), s'est dit préoccupé par le fait que plusieurs milliers d'enfants enrôlés ou utilisés dans les hostilités n'ont pas bénéficié de mesures de réadaptation et de réinsertion et que certains de ces enfants ont de nouveau été enrôlés faute d'autres perspectives et d'aide à la démobilisation. D'autre part, la commission a constaté que, d'après le rapport du Secrétaire général des Nations Unies du 9 juillet 2010, les filles associées aux forces et groupes armés (environ 15 pour cent du total des enfants) ont rarement accès aux programmes de réintégration. En effet, seules 7 pour cent d'entre elles ont bénéficié d'une assistance au titre des programmes nationaux de désarmement, démobilisation et réinsertion.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement concernant les résultats obtenus quant à la démobilisation des enfants soldats par la nouvelle structure de l'Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (UE-PNDDR). Elle observe, à cet égard, que plus de 30 000 enfants ont été sortis des forces et groupes armés depuis le lancement du programme en 2004, dont près de 3 000 en 2009 et 2010. En outre, 6 704 enfants retirés des forces et groupes armés (1 940 filles et 4 764 garçons) ont reçu un soutien en 2010. La commission observe toutefois que, d'après les informations fournies dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur le sort des enfants en temps de conflit armé en date du 23 avril 2011, seuls 1 656 enfants enrôlés dans des forces ou groupes armés se sont enfuis ou ont été libérés en 2010 (A/65/820-S/2011/250, paragr. 37). De ce nombre, la grande majorité se sont échappés et seule une petite minorité a été libérée par des organismes de protection de l'enfance (paragr. 38). La commission note également avec *regret* que, d'après ce rapport, le gouvernement ne s'est pas montré disposé à engager le dialogue avec l'ONU en vue de l'adoption d'un plan d'action visant à mettre un terme au recrutement et à l'emploi d'enfants dans les FARDC (paragr. 27). En outre, la commission constate que, malgré plus de 50 tentatives de vérification menées par la MONUSCO visant à démobiliser les enfants de 18 ans recrutés au sein des FARDC, seuls cinq enfants ont été démobilisés dû au fait que les troupes des FARDC n'ont pas été mises à la disposition des vérificateurs de la MONUSCO. La commission note également qu'un grand nombre d'enfants libérés en 2010 ont affirmé avoir déjà été recrutés à plusieurs reprises (paragr. 27) et qu'environ 80 enfants qui avaient été réunis avec leur famille sont retournés dans des centres de transit par peur d'être recrutés à nouveau pendant le seul mois de novembre 2010 dans la région du Nord-Kivu (paragr. 85). **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts et de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour soustraire les enfants des forces et groupes armés et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale, en accordant une attention particulière à la démobilisation des filles. A cet égard, elle exprime le ferme espoir que le gouvernement adoptera un plan d'action assorti de délai, très prochainement, en collaboration avec la MONUSCO, afin de mettre un terme au recrutement d'enfants de moins de 18 ans dans les rangs des forces armées régulières et viser à leur démobilisation et réintégration. En outre, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre d'enfants soldats soustraits des forces et groupes armés et réintégrés à**

l'aide d'une assistance appropriée en matière de réadaptation et d'intégration sociale. Elle prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard dans son prochain rapport.

2. *Enfants qui travaillent dans les mines.* La commission a précédemment noté que plusieurs projets visant la prévention du travail des enfants dans les mines et la réintégration de ces enfants par l'éducation étaient en cours d'exécution, lesquels viseraient au total 12 000 enfants, dont 4 000 pour le volet prévention et 8 000 pour le retrait en vue de la réinsertion par la formation professionnelle.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle des efforts ont été engagés pour soustraire les enfants qui travaillent dans les mines de cette pire forme de travail des enfants. A cet égard, le gouvernement indique dans son rapport que plus de 13 000 enfants ont été retirés de trois sites de mines et de carrières au Katanga, au Kasai oriental et en Ituri dans le cadre du projet de l'ONG, Save the Children et Solidarity Center. Ces enfants ont ensuite été placés dans des structures d'éducation formelle et non formelle ainsi que dans des programmes d'apprentissage. Toutefois, le rapport indique également que, compte tenu de la persistance du problème, des efforts restent encore à fournir. ***La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour empêcher que les enfants de moins de 18 ans ne travaillent dans les mines et prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour les soustraire de ces pires formes de travail et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. A cet égard, elle le prie de communiquer des informations sur les mesures prises ou envisagées dans le cadre du PAN ainsi que sur les résultats obtenus.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Suriname

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2006)

Articles 3 d) et 6 de la convention. Travaux dangereux et programmes d'action visant à éliminer les pires formes de travail des enfants. Travail dans l'économie informelle. La commission rappelle que le gouvernement a indiqué, puis réitéré depuis son premier rapport présenté en 2008, que la Commission nationale sur l'élimination du travail des enfants (NCECL) devait élaborer un plan d'action national tendant à l'élimination des pires formes de travail des enfants. D'après les déclarations les plus récentes du gouvernement, ce plan d'action national, une fois finalisé, devait s'étendre au travail des enfants dans le secteur informel. Le gouvernement a également indiqué, dans le rapport qu'il avait présenté en 2013 dans le contexte de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, qu'une révision du décret concernant l'inspection du travail avait été approuvée par le Conseil consultatif tripartite du travail.

Tout en prenant note des efforts déployés actuellement par le gouvernement, la commission observe une prévalence croissante du travail des enfants dans le secteur informel, en particulier dans les opérations d'extraction de l'or à petite échelle. A cet égard, elle attire l'attention du gouvernement sur les paragraphes 550 à 552 de l'étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, où sont mises en lumière diverses mesures pouvant être prises pour protéger les enfants travaillant dans l'économie informelle contre le risque de les voir se livrer à des travaux dangereux, notamment la possibilité d'investir les inspecteurs du travail de pouvoirs spéciaux les habilitant à intervenir dans de telles situations. ***La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre le plan d'action national établi par la NCECL en vue d'éliminer les pires formes de travail des enfants – que la commission espère inclura le travail des enfants dans le secteur informel –, et elle le prie de fournir dans son prochain rapport des informations détaillées sur les progrès enregistrés à cet égard. Elle incite également le gouvernement à saisir l'opportunité offerte par la révision du décret sur l'inspection du travail pour étudier la possibilité d'habiliter les inspecteurs du travail à inspecter et contrôler les conditions de travail des enfants dans l'économie informelle. Enfin, notant que le gouvernement indique que la NCECL examinera, dans le cadre de son deuxième mandat, la possibilité de ratifier la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, la commission prie le gouvernement de la tenir informée de toute décision prise à cet égard.***

Article 4, paragraphe 1. Détermination des travaux dangereux. La commission a pris note, dans ses précédents commentaires, des informations du gouvernement concernant l'établissement, par le Groupe de travail préparatoire de la Commission nationale sur le travail des enfants, d'un projet de décret d'Etat incluant une liste des types de travail dangereux dont l'exercice doit être interdit aux personnes de moins de 18 ans.

La commission prend note avec **satisfaction** de l'adoption du décret d'Etat sur les travaux dangereux pour les jeunes (S.B. n° 175 de 2010). Elle observe que les catégories de travail dangereux visées par ce décret recouvrent notamment les activités comportant des risques élevés de lésions corporelles (par exemple le travail sur des structures risquant de s'écrouler, le travail à proximité d'installations électriques douteuses, la conduite de grues ou autres engins de levage mécanisés); les risques biologiques (activités comportant une exposition à des animaux malades, des insectes, des plantes vénéneuses, des virus et des bactéries, des parasites et des champignons); les risques chimiques (le travail au contact de

substances chimiques dangereuses pouvant comporter des risques sanitaires tels que les substances toxiques ou cancérogènes); les risques ergonomiques (activités exercées sur un lieu de travail, dans un environnement ou d'autres conditions incompatibles avec la physiologie de jeunes personnes comme, par exemple, les longues postures dans une position inconfortable ou le levage fréquent de charges lourdes); les risques physiques (activités comportant un risque d'exposition à des conditions de température et de bruit extrêmes, à des vibrations et à des rayonnements); les risques psychosociaux (par exemple l'abattage d'animaux, la conduite de certaines machines, le travail dans des boîtes de nuit). **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur l'application pratique du décret d'Etat sur les travaux dangereux pour les jeunes (S.B. n° 175 de 2010), notamment des statistiques désagrégées faisant apparaître le nombre et la nature des infractions constatées dans ce domaine, les enquêtes menées et les sanctions imposées en application des dispositions pertinentes du Code du travail.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Tchad

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Article 3 a) de la convention. Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. Recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, selon le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés du 15 mai 2013 (A/67/845-S/2013/245, paragr. 45-46), malgré les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action signé entre le gouvernement et les Nations Unies en juin 2011 portant sur les enfants associés aux forces et groupes armés au Tchad et, bien que l'Armée nationale tchadienne n'ait pas pour politique de recruter des enfants, l'équipe spéciale de pays a relevé 34 cas d'enrôlement d'enfants par cette même armée durant la période considérée. Les 34 enfants semblaient avoir été enrôlés dans le cadre d'une campagne de recrutement qui avait eu lieu entre février et mars 2012 et au cours de laquelle 8 000 nouvelles recrues avaient rejoint les rangs de l'armée. A cet égard, la commission a pris note de la nouvelle feuille de route de mai 2013 adoptée suite à la revue de la mise en œuvre des activités du Plan d'action sur les enfants associés aux forces et groupes armés au Tchad et visant à atteindre le respect complet de ce Plan d'action de 2011 par le gouvernement du Tchad et l'Equipe spéciale des Nations Unies. La commission a observé que, dans le cadre de la feuille de route, l'une des priorités était d'accélérer l'adoption de l'avant-projet du Code de protection de l'enfant, qui interdit le recrutement et l'utilisation des personnes de moins de 18 ans dans les forces de sécurité nationale et qui prévoit des sanctions à cet effet. En outre, l'établissement de procédures de plainte transparentes, efficaces et accessibles pour les cas de recrutement et d'utilisation d'enfants était envisagé pour l'année 2013, ainsi que la prise de mesures afin d'enquêter immédiatement et de manière indépendante sur toutes les allégations crédibles de recrutement ou d'utilisation d'enfants, et d'ouvrir des poursuites pénales et d'appliquer des sanctions disciplinaires appropriées.

La commission prend note des informations contenues dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de sécurité du 15 mai 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé (A/68/878-S/2014/339). Selon ce rapport, le déploiement de troupes tchadiennes dans le cadre de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) a imprimé un nouvel élan à la mise en œuvre du plan d'action signé en juin 2011 pour faire cesser et prévenir le recrutement d'enfants dans l'Armée nationale tchadienne, et les autorités tchadiennes ont réaffirmé leur volonté de coopérer de manière constructive avec l'ONU afin d'accélérer la mise en œuvre du plan d'action. Le gouvernement tchadien, en coopération avec l'ONU et d'autres partenaires, a donc pris d'importantes mesures pour s'acquitter de ses obligations. Par exemple, une directive présidentielle adoptée en octobre 2013 a rappelé que l'âge minimum de recrutement dans l'armée et les forces de sécurité est fixé à 18 ans. Cette directive définit également des procédures de vérification de l'âge et prévoit des sanctions pénales et disciplinaires en cas de non-respect des consignes. La directive a été portée à la connaissance des commandants des huit zones de défense et de sécurité, à l'occasion notamment de plusieurs missions de formation et de contrôle. En outre, le 4 février 2014, un décret présidentiel a officiellement érigé en crime le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés.

Le Secrétaire général affirme cependant que, si les efforts déployés par le gouvernement pour s'acquitter des engagements pris dans le cadre du plan d'action ont permis de réaliser des progrès notables, il reste toutefois un certain nombre de problèmes à régler pour assurer la pérennité des droits de l'enfant et la prévention efficace des atteintes auxdits droits. Le Tchad doit suivre un processus de sélection rigoureux et minutieux pour le recrutement et la formation de son armée et de ses forces de sécurité, de sorte qu'aucun enfant ne soit enrôlé, compte tenu notamment de la participation croissante du pays aux opérations de maintien de la paix. Bien que l'ONU n'ait recensé aucun nouveau cas de recrutement d'enfant en 2013 et que les contrôles menés conjointement avec les autorités tchadiennes n'aient pas permis d'établir la présence de mineurs, il ressort des entretiens que des soldats appartenant à des groupes armés avaient été enrôlés dans l'Armée nationale tchadienne avant l'âge de 18 ans. Selon le Secrétaire général, les autorités tchadiennes doivent continuer en priorité à renforcer les procédures opérationnelles, notamment les procédures de vérification de l'âge, de sorte que les coupables répondent de leurs actes. Enfin, le Secrétaire général a invité l'Assemblée nationale à procéder

dans les meilleurs délais à l'examen et l'adoption du Code de protection de l'enfance, qui doit permettre de mieux protéger les enfants au Tchad. ***La commission prie donc le gouvernement de renforcer ses efforts en vue d'assurer l'élimination, dans la pratique, du recrutement forcé d'enfants de moins de 18 ans par les forces et groupes armés et procéder à la démobilisation immédiate et complète de tous les enfants. La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour assurer que des enquêtes et des poursuites des contrevenants soient entreprises et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées aux personnes reconnues coupables d'avoir recruté et utilisé des enfants de moins de 18 ans dans des conflits armés. Finalement, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'adoption du Code de protection de l'enfance, et ce dans les plus brefs délais.***

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que les enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et soustraire les enfants de ces pires formes de travail et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants ayant été enrôlés et utilisés dans un conflit armé. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, dans son rapport sur les enfants et les conflits armés du 15 mai 2013 (A/67/845-S/2013/245, paragr. 49), le Secrétaire général indique que, quoique encourageantes, les dispositions qu'a prises le gouvernement pour obtenir la libération des enfants démobilisés, leur prodiguer des soins immédiats et les réunir avec leur famille n'étaient toujours pas à la hauteur des engagements auxquels il a souscrit dans le plan d'action signé entre le gouvernement et les Nations Unies en juin 2011 portant sur les enfants associés aux forces et groupes armés au Tchad. La commission a noté que l'une des priorités relevées dans la feuille de route de 2013 était la libération et l'appui à la réinsertion des enfants.

La commission note que, d'après le rapport du Secrétaire général du 15 mai 2014, un service central de protection de l'enfance a été créé au ministère de la Défense, ainsi que dans chacune des huit zones de défense et de sécurité, en vue de coordonner la protection et la bonne application des droits des enfants et mettre en place des activités de sensibilisation. Entre août et octobre 2013, le gouvernement et l'ONU ont procédé conjointement au contrôle de l'identité et de l'âge d'environ 3 800 soldats de l'Armée nationale tchadienne dans les huit zones. Les critères de vérification avaient été définis au préalable lors d'un atelier organisé en juillet par l'ONU. En outre, entre août et septembre 2013, 346 membres de l'Armée nationale tchadienne ont suivi un programme de formation en matière de protection de l'enfance. Depuis juillet 2013, les unités de l'Armée nationale tchadienne devant être déployées au Mali reçoivent avant leur départ une formation sur la protection de l'enfance et le droit international humanitaire; 864 soldats ont ainsi suivi en décembre une formation sur la protection de l'enfance au centre de formation de Loumia. ***La commission incite le gouvernement à renforcer ses efforts et à continuer sa collaboration avec l'ONU afin de prévenir l'enrôlement d'enfants dans des groupes armés et d'améliorer la situation des enfants victimes de recrutement forcé qui sont utilisés dans les conflits armés. En outre, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour que les enfants soldats soustraits des forces et groupes armés bénéficient d'une assistance appropriée en matière de réadaptation et d'intégration sociale, y compris en les réintégrant dans le système scolaire ou dans une formation professionnelle, le cas échéant. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus dans son prochain rapport.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Thaïlande

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa b). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. La commission a précédemment demandé copie de l'article 287 du Code pénal. Elle a noté que l'article 287 du Code pénal interdit notamment la production de tout document, dessin, support imprimé, image, photographie, film ou vidéo «obscène». Toutefois, la commission a pris note de l'information figurant dans un document de l'UNICEF, où l'organisation demande instamment au gouvernement de prendre rapidement des mesures relatives à la pornographie impliquant des enfants. Ce document, daté du 11 octobre 2010 et disponible sur le site Web de l'UNICEF, indique que dans le pays des vidéos à caractère sexuel mettant en scène des enfants sont vendues ouvertement. Dans ce document, l'UNICEF prie instamment les autorités thaïlandaises d'appliquer sévèrement la loi à l'encontre des personnes qui produisent, diffusent ou vendent des vidéos ou tout autre matériel impliquant l'exploitation sexuelle des enfants, et demande instamment au gouvernement de mener des enquêtes pour savoir où et comment les vidéos sont produites. En conséquence, notant que la production de matériel pornographique impliquant des enfants semble interdite par la loi, la commission a noté avec préoccupation que cette forme de travail des enfants, qui figure parmi les pires, reste un problème en pratique. ***Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que des enquêtes approfondies et des poursuites efficaces sont engagées en pratique à l'encontre des personnes qui utilisent, recrutent ou offrent des personnes de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles***

pornographiques. Elle prie aussi le gouvernement de communiquer des informations indiquant si la loi interdit la participation d'enfants à des spectacles pornographiques qui ne sont pas enregistrés (tels que les spectacles devant un public).

Alinéa c). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que la production, l'importation, l'exportation, la possession ou la consommation de stupéfiants sont interdites en vertu de la loi de 1979 sur les stupéfiants. Toutefois, elle a relevé que la loi ne semblait pas interdire l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'une personne de moins de 18 ans à ces fins. Elle a également relevé que, d'après l'évaluation rapide menée par l'OIT/IPEC en 2002, des enfants de 10 ans participent au trafic de stupéfiants et que la majorité d'entre eux, âgés de 12 à 16 ans, sont utilisés pour acheter ou vendre de la drogue.

La commission a pris note de la déclaration faite par le gouvernement selon laquelle il rassemble actuellement des informations sur cette question auprès des organismes compétents. La commission a rappelé au gouvernement qu'en vertu de l'article 3 c) de la convention la participation d'une personne de moins de 18 ans à des activités illicites constitue l'une des pires formes de travail des enfants et que, en vertu de l'article 1, les Etats Membres sont tenus de prendre des mesures «immédiates» pour interdire ces pires formes de travail, et ce de toute urgence. **Observant que la Thaïlande a ratifié la convention en 2001, et que l'utilisation d'enfants pour la production et le trafic de stupéfiants semble être un problème en pratique, la commission prie instamment le gouvernement d'adopter, de toute urgence, des mesures immédiates pour que la législation interdise expressément l'utilisation d'enfants à des activités illicites.**

Article 5. Mécanismes de surveillance. Traite. La commission a précédemment noté que la police royale thaïlandaise mettait en place une unité spéciale chargée de réprimer la traite des enfants et des femmes (Division de la répression des infractions contre les enfants, les adolescents et les femmes), et a demandé des informations sur les mesures prises par cette division pour lutter contre la traite des enfants.

La commission a pris note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement selon laquelle la Division de la répression des infractions contre les enfants, les adolescents et les femmes a constitué des équipes chargées de mener des enquêtes sur des particuliers et des lieux supposés être liés à la traite des êtres humains et au recours au travail des enfants. Elle a chargé des agents de police (aux niveaux du commandant adjoint ou du commandant) de suivre et d'accélérer les enquêtes concernant la traite des êtres humains, et de coordonner leurs activités avec celles d'autres organismes compétents. Le gouvernement a indiqué que la Division de la répression des infractions contre les enfants, les adolescents et les femmes a formé des équipes chargées de mener des activités de sensibilisation auprès des communautés, des villages et des fabriques, et qu'elle a lancé, avec d'autres organismes publics et organisations du secteur privé, une campagne contre la traite des êtres humains. La commission a également pris note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement selon laquelle celui-ci a entrepris de renforcer la capacité des fonctionnaires pour qu'ils aient une meilleure compréhension de ce phénomène et pour assurer l'efficacité de leurs initiatives antitraite. La commission a également pris note de l'information figurant dans le rapport d'avancement technique de l'OIT/IPEC sur la deuxième phase du projet OIT/IPEC de lutte contre le travail des enfants et des femmes dans la sous-région du Mékong (projet TICW II) du 30 janvier 2008 (rapport d'avancement technique TICW II) selon laquelle le ministère du Développement social et de la Sécurité des personnes (MSDHS) et le ministère du Travail ont collaboré pour élaborer des directives sur l'identification des personnes victimes d'une traite à des fins d'exploitation par le travail afin de préparer une réponse coordonnée en la matière. Le rapport d'avancement technique OIT/IPEC concernant le projet de soutien à l'action nationale de lutte contre le travail des enfants et ses pires formes en Thaïlande du 10 septembre 2010 (rapport d'avancement technique OIT/IPEC 2010) indique qu'une formation sur les directives a été assurée aux inspecteurs du travail et à d'autres acteurs clés en 2009. Néanmoins, la commission a pris note de l'information figurant dans le rapport de l'ONUDC intitulé «Rapport mondial sur la traite des personnes» de 2009 (rapport de l'ONUDC) selon laquelle la grande majorité des étrangers victimes de la traite identifiés entre octobre 2006 et décembre 2007 étaient des mineurs (76 pour cent des victimes de la traite), et que la Thaïlande demeure un pays source pour les victimes de la traite. **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour renforcer la capacité des responsables de la lutte contre la criminalité qui assurent un suivi en matière de traite des enfants, notamment de ceux de la Division de la répression des infractions contre les enfants, les adolescents et les femmes, et des responsables des contrôles aux frontières afin de garantir une application effective de la loi sur la lutte contre la traite des personnes. La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les mesures prises en la matière.**

Article 6. Programmes d'action en vue d'éliminer les pires formes de travail des enfants. 1. Projet TICW de l'OIT/IPEC et Plan d'action national de prévention et de résolution de la traite intérieure et transfrontalière des enfants et des femmes (NPA sur la traite des enfants et des femmes 2003-2007). La commission a précédemment noté que le projet OIT/IPEC de lutte contre la traite des enfants et des femmes dans la sous-région du Mékong (projet TICW II) a été lancé en 2000 et a relevé que, dans le cadre de la deuxième phase du projet (2003-2008), le Comité national de lutte contre la traite des enfants et des femmes avait lancé le NPA sur la traite des enfants et des femmes 2003-2007. La commission a demandé des informations sur les effets concrets des mesures prises dans le cadre de ces initiatives.

La commission a pris note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement selon laquelle la mise en œuvre du projet TICW II a permis des interventions à Phayao, Chiang Mai, Chiang Rai, Mukdaharn et Bangkok. Le gouvernement a indiqué que le Centre de coordination pour la protection des droits des femmes et des enfants de Chiang Mai (qui relève du MSDHS) a mis au point une base de données sur les personnes exposées à la traite et sur les lieux de destination des personnes vulnérables et que ces informations ont été utilisées par les organismes partenaires pour mettre en œuvre des initiatives. Le gouvernement a indiqué que 306 bénévoles ont été formés dans 124 villages de la province de Phayao pour mener des activités de surveillance, et que des initiatives ont été menées pour que la question de la traite soit abordée dans les programmes scolaires au niveau secondaire. A cet égard, la commission a noté l'information de l'OIT/IPEC selon laquelle, dans le cadre du projet TICW II, différents programmes d'action ont été mis en œuvre: un projet intégré de développement communautaire pour les tribus de montagnards en vue de prévenir la traite des enfants et des femmes (étape II); un programme de prévention de la traite

des enfants et des femmes dans la province de Chiang Rai; le renforcement de la capacité de l'école Ban Mae Chan pour lancer un programme de prévention sur la traite; et une activité concernant la traite des enfants et des femmes à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle à Chiang Mai. La commission a pris note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement selon laquelle la lutte contre la traite des personnes est une première priorité pour le gouvernement, et que les politiques spécifiques annoncées en la matière comprennent un renforcement des capacités, des échanges d'informations entre les pays et des campagnes de sensibilisation. **Relevant que le NPA sur la traite des enfants et des femmes 2003-2007 a pris fin en 2007, et que le projet TICW II s'est achevé en 2008, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que des initiatives nationales globales soient entreprises afin de lutter contre la vente et la traite de personnes de moins de 18 ans. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les plans d'action nationaux mis en œuvre ou envisagés pour lutter contre ces phénomènes et sur leur mise en œuvre.**

2. *Exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.* La commission a précédemment noté que le bureau de la Commission nationale des affaires féminines estimait que 22 500 à 40 000 personnes de moins de 18 ans se prostituaient en Thaïlande (environ 15 à 20 pour cent du nombre total des prostitués dans le pays), et que ces chiffres n'incluaient pas les enfants d'origine étrangère qui se prostituent. La commission a également noté que le Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (2004-2009) comprenait des initiatives de lutte contre la prostitution des enfants et avait demandé des informations sur les mesures concrètes prises en la matière.

La commission a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ce dernier collecte actuellement des informations sur ce point auprès des organismes compétents. Elle a également pris note de l'information figurant dans son rapport selon laquelle un Plan national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (2009-2014) a été adopté en 2008. La commission a fait observer que l'exploitation sexuelle des personnes de moins de 18 ans à des fins commerciales est interdite par la loi, mais reste une question très préoccupante en pratique. **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures complètes, notamment dans le cadre du Plan national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (2009-2014), afin de lutter contre cette forme de travail des enfants. Elle lui demande de transmettre des informations sur les résultats concrets obtenus pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.**

Article 7, paragraphe 1, et Point V du formulaire de rapport. Sanctions et application de la convention en pratique.

1. *Traite.* La commission a pris note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement selon laquelle la Division de la répression des infractions contre les enfants, les adolescents et les femmes entreprend de collecter et d'administrer des données essentielles. Elle a également pris note de l'information selon laquelle la police a mené des interrogatoires pour déterminer si des enfants d'origine étrangère étaient victimes de la traite; les interrogatoires ont révélé que 112 enfants en seraient victimes. Toutefois, la commission a fait observer que la traite des enfants demeure un phénomène beaucoup plus large et que, d'après le rapport de l'ONUSUD, entre octobre 2006 et décembre 2007, on a identifié 416 enfants victimes de la traite. De plus, la commission a noté que le rapport ne donne pas d'information sur le nombre de personnes qui ont fait l'objet d'enquêtes et de poursuites après l'identification des victimes. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les personnes responsables de la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle ou d'exploitation par le travail font l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites efficaces. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur le nombre d'infractions signalées, d'enquêtes et de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions pénales infligées en la matière, ainsi que toute information supplémentaire sur l'ampleur de la traite des enfants dont disposerait la Division de la répression des infractions contre les enfants, les adolescents et les femmes. Dans la mesure du possible, toutes ces informations devraient être ventilées par sexe et âge.**

2. *Exploitation sexuelle à des fins commerciales.* La commission a pris note des informations figurant dans le rapport du gouvernement émanant de la Division de la répression des infractions contre les enfants, les adolescents et les femmes, selon lesquelles deux cas d'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales ont été signalés en 2006 et deux auteurs identifiés. Le gouvernement a indiqué aussi qu'aucun(e) victime ou auteur de la traite n'a été signalé(e) en 2007 et que, en 2008, 23 victimes et 16 auteurs ont été recensés. La commission a fait observer que le rapport du gouvernement ne donne pas d'information sur les sanctions infligées aux auteurs, et que les chiffres ne semblent concerner qu'une partie des enfants se livrant à la prostitution (d'après de précédentes estimations du gouvernement, 10 pour cent des personnes de moins de 18 ans sont victimes de cette pire forme de travail des enfants). A cet égard, la commission a pris note de l'information donnée par le rapport d'avancement technique OIT/IPEC 2010 selon laquelle, dans le cadre du projet de l'OIT de soutien à l'action nationale de lutte contre le travail des enfants et ses pires formes en Thaïlande, une étude a été réalisée (par l'Université Khon Kaen) sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans trois provinces du nord-est de la Thaïlande, Nong Khai, Udon Thani et Khon Kaen (dont sont originaires de nombreuses prostituées de Thaïlande). **La commission prie le gouvernement de communiquer, dans son prochain rapport, des informations issues de l'étude sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales à Nong Khai, Udon Thani et Khon Kaen. Elle le prie instamment de redoubler d'efforts pour s'assurer que les personnes qui utilisent, recrutent ou offrent des personnes de moins de 18 ans pour l'exploitation sexuelle à des fins commerciales font l'objet de poursuites, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives sont appliquées en pratique. A cet égard, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur le nombre d'infractions signalées, d'enquêtes et de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions pénales infligées qui concernent l'exploitation sexuelle de personnes de moins de 18 ans à des fins commerciales.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants victimes de la traite. 1. *Services prévus pour les enfants victimes de la traite.* La commission a précédemment pris note des diverses mesures adoptées par le MSDHS pour aider les enfants victimes de la traite, et a noté que 3 062 victimes étrangères de la traite avaient bénéficié d'une protection dans les refuges thaïlandais avant d'être rapatriées dans leurs pays d'origine.

La commission a pris note de l'information fournie par le rapport du gouvernement selon laquelle au nombre des mesures spécifiques annoncées pour lutter contre la traite figurent des mesures de protection des victimes comme l'aide aux personnes exposées à la traite, la création d'un fonds d'aide aux victimes de la traite et des campagnes destinées à faire disparaître la discrimination visant les victimes de la traite pour faciliter leur réinsertion dans les communautés. Le gouvernement a mentionné la création du Centre de protection et d'épanouissement professionnel Baan Kred Trakarn et indique qu'un centre de formation a été mis en place dans le cadre de l'aide globale accordée aux victimes de la traite. Ces centres offrent des services aux femmes et enfants victimes de la traite: couverture des besoins essentiels, services éducatifs, formation professionnelle et aide psychologique. Le gouvernement a indiqué que les quatre centres de protection et de développement de Ranong, Pratumthani, Songkhla et Chiang Rai fournissent des services d'aide, de protection et de réinsertion aux victimes. Il a indiqué aussi que la Division de la répression des infractions contre les enfants, les adolescents et les femmes coordonne ses activités avec celles d'organismes chargés de la réinsertion et du rapatriement des victimes de la traite. Enfin, la commission a pris note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement selon laquelle la politique et le plan national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (2009-2014) comprennent des mesures visant à réinsérer les enfants dans la société en préparant leur famille et leur communauté à leur retour, afin de rapatrier ces enfants en tenant compte de leurs besoins et de leur sécurité et de les accompagner pour qu'ils se réinsèrent une fois réadaptés. **La commission prend dûment note des mesures mises en œuvre par le gouvernement et le prie de poursuivre ses initiatives pour prévoir une aide directe en faveur des enfants victimes de la traite afin de s'assurer que, lorsqu'ils ont moins de 18 ans, ces enfants bénéficient de services appropriés pour leur réadaptation et leur réinsertion dans la société, avec la participation des enfants.**

2. *Mesures visant à assurer une indemnisation aux victimes de la traite.* La commission a précédemment noté que le gouvernement avait pris plusieurs mesures pour qu'il soit rendu justice aux victimes de la traite, y compris les enfants, et pour qu'une indemnisation leur soit accordée. Elle a noté que la loi sur la prévention et la répression de la traite des personnes permet aux victimes de la traite de demander une indemnisation aux responsables et prévoit la constitution d'un fonds de 500 millions de baht pour la réadaptation, la formation et l'épanouissement professionnels des victimes. Le gouvernement a également indiqué qu'en vertu de la loi BE 2544 (2001) une indemnisation devait être accordée aux enfants victimes de la traite, de la prostitution ou du travail forcé.

La commission a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ce dernier collecte actuellement des informations sur cette question auprès des organismes compétents. **La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer, dans son prochain rapport, combien d'enfants victimes de la traite ont reçu une indemnisation soit de la part des auteurs de la traite, soit au moyen des fonds créés par le gouvernement en vertu de la loi BE 2544 (2001) ou de la loi sur la prévention et la répression de la traite des personnes.**

Article 8. Coopération et assistance internationale. Coopération régionale et accords bilatéraux. La commission a précédemment pris note de plusieurs mesures adoptées par le gouvernement pour lutter contre la traite au niveau régional, notamment des conférences organisées dans le cadre de l'Initiative ministérielle coordonnée des pays du Mékong contre la traite (COMMIT). La commission a demandé des informations sur les mesures prises en la matière et sur les mesures concrètes adoptées en vertu de protocoles d'accord bilatéraux (MOU) pour éliminer la traite internationale des enfants.

La commission a pris note de la déclaration figurant dans le rapport du gouvernement selon laquelle, en vertu du protocole d'accord signé en 2004 dans le cadre de l'initiative COMMIT et suite à l'examen du premier plan d'action sous-régional (2005-2007), les pays membres ont approuvé le plan d'action sous-régional pour la période 2008-2010. Il est axé sur plusieurs domaines, notamment la formation et le renforcement des capacités, les partenariats multisectoriels et bilatéraux, le renforcement des cadres légaux, l'application de la loi, l'identification, la protection et la réinsertion des victimes et la coopération avec le secteur touristique. La commission a pris note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement selon laquelle le gouvernement a signé un accord avec le gouvernement du Viet Nam en vue d'une coopération bilatérale pour éliminer la traite des personnes le 24 mars 2008 et qu'en vertu de cet accord les deux gouvernements ont élaboré un plan d'action 2008-09. La commission a noté qu'en vertu des protocoles d'accord signés avec le gouvernement du Cambodge (en 2003) et le gouvernement du Laos (en 2005) pour lutter contre la traite des êtres humains des projets de coopération ont été formulés et des mesures mises en œuvre; un atelier sur la traite des êtres humains a notamment été organisé à l'intention des agents chargés des contrôles à la frontière entre le Laos et la Thaïlande. Le gouvernement a indiqué qu'il entreprend de signer des protocoles d'accord bilatéraux similaires avec le gouvernement du Myanmar, de la Chine et du Japon. Il a indiqué aussi que, dans le cadre du projet TICW II, une assistance technique et un soutien ont été apportés pour les initiatives antitraite qui relèvent des protocoles d'accord signés par la Thaïlande avec ses pays voisins. **Notant que la traite transfrontalière reste une question préoccupante en pratique, la commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses initiatives de coopération internationale qui visent à lutter contre la traite de personnes de moins de 18 ans. Elle le prie de continuer à communiquer des informations sur les mesures concrètes mises en œuvre en la matière et sur les résultats obtenus.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Turquie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1998)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İŞ) en date du 2 janvier 2014.

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à garantir l'abolition effective du travail des enfants et l'application de la convention dans la pratique. La commission note que la TÜRK-İŞ indique qu'en Turquie le travail d'enfants existe dans le secteur informel urbain, dans les services domestiques et dans les travaux agricoles saisonniers.

La commission note que le gouvernement déclare que le ministère du Travail et de la Sécurité sociale a lancé un projet de mobilisation de ressources locales contre le travail des enfants, projet qui vise les enfants occupés à des travaux dangereux dans les petites et moyennes entreprises, les enfants qui travaillent dans la rue et les enfants occupés à un travail agricole saisonnier. Le gouvernement indique également que les unités de surveillance du travail des enfants dans cinq provinces pilotes ont mené des études en vue d'instaurer un système de surveillance efficace, grâce à une coordination et une coopération avec d'autres organismes provinciaux. Il est prévu de développer ces unités et de les pérenniser afin de disposer d'un système durable de surveillance du travail des enfants au niveau local. Le gouvernement donne également des informations sur les nombreuses mesures prises pour renforcer le fonctionnement du système éducatif, notamment pour améliorer la qualité de l'enseignement, faire mieux comprendre l'importance de l'éducation, faire progresser le taux de scolarisation des filles et faire baisser le nombre d'abandons scolaires.

La commission note que le gouvernement indique qu'une étude sur le travail des enfants menée en 2012 par l'Institut national de statistique révèle que le nombre d'enfants de 6 à 14 ans qui travaillent est en hausse et qu'il a atteint 2,5 pour cent. La commission note également que le Comité des droits de l'enfant, dans ses observations finales du 20 juillet 2012, a pris note des progrès substantiels accomplis en ce qui concerne l'élaboration de politiques, programmes et plans d'action visant à prévenir le travail des enfants mais a fait observer que le nombre élevé d'enfants qui sont encore employés représente un frein important à l'exercice des droits de l'enfant, notamment au droit à l'éducation (CRC/C/TUR/CO/2-3, paragr. 62).

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission note avec **préoccupation** la hausse, ces dernières années, du nombre d'enfants de moins de 15 ans, âge minimum d'admission à l'emploi en Turquie, qui travaillent. **La commission prie donc instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour assurer l'élimination du travail des enfants. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, y compris les mesures visant à créer des systèmes de surveillance du travail des enfants, ainsi que les résultats obtenus. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations statistiques sur le nombre d'enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi qui travaillent dans le pays.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İŞ) et de la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK), datées l'une et l'autre du 2 janvier 2014.

Article 7, paragraphe 2, de la convention. Mesures efficaces dans un délai déterminé. Alinéa b). Aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants travaillant dans le secteur agricole. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, selon la TÜRK-İŞ, l'un des principaux secteurs dans lesquels les enfants sont occupés à des travaux dangereux est celui du travail agricole saisonnier. Elle a cependant noté que le gouvernement était en train de mettre en œuvre un projet contenant des mesures visant à endiguer le travail des enfants dans le travail agricole saisonnier et à promouvoir l'accès à l'éducation.

La commission note que, d'après la TÜRK-İŞ, les enfants participent à la récolte de noisettes dans de très mauvaises conditions. Elle note que le gouvernement affirme que les enfants qui travaillent dans l'agriculture sont l'un des groupes cibles du programme assorti de délais de prévention du travail des enfants et qu'il met en œuvre un plan d'action pour que les enfants ne travaillent pas sur les plantations dans les provinces de production de noisettes. Elle prend note de la collaboration du gouvernement avec l'OIT/IPEC sur un projet visant à faire reculer le travail des enfants dans l'agriculture commerciale saisonnière dans la production de noisettes à Ordu. La commission note également que le Comité des droits de l'enfant, dans ses observations finales du 20 juillet 2012, a observé qu'il reste encore un nombre élevé d'enfants employés, en particulier dans l'agriculture saisonnière (CRC/C/TUR/CO/2-3, paragr. 62). **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre et d'intensifier ses efforts pour veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans ne soient pas engagés dans des travaux dangereux dans le secteur agricole, en particulier dans les travaux agricoles saisonniers et la récolte de noisettes. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, ainsi que sur les résultats obtenus.**

Alinéa d). Enfants particulièrement exposés à des risques. Enfants vivant ou travaillant dans la rue. La commission note que, d'après la TÜRK-İŞ, le travail des enfants effectué par des enfants des rues est de plus en plus courant en Turquie et qu'ils accomplissent des travaux pénibles et dangereux, qu'ils abandonnent l'école, et qu'ils sont abandonnés et exploités. La TÜRK-İŞ indique que les ressources économiques allouées à la lutte contre le phénomène des enfants des rues sont insuffisantes et que davantage d'efforts doivent être déployés pour résoudre ce problème.

La commission note que le gouvernement indique que le ministère de la Famille et des Politiques sociales met en œuvre un modèle de service intégré pour les enfants qui vivent et travaillent dans la rue. Des équipes mobiles réunissant des agents de police, des psychologues et des travailleurs sociaux ont été créées et ont pour but de localiser les enfants et de veiller à ce qu'ils soient envoyés dans des établissements où ils seront pris en charge. Le gouvernement indique que, entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juillet 2013, des actions juridiques ont été engagées autour de la situation de 29 enfants contraints de travailler dans la rue et des mesures de suivi ont été prises. Le gouvernement fournit également des informations sur les mesures prises pour atteindre les enfants vulnérables et les scolariser de nouveau. Ces mesures comprennent, notamment, la création d'un modèle d'alerte rapide et de gestion des absences, et un projet visant à élever le taux de fréquentation scolaire au primaire grâce à la fourniture de services de protection et de prévention offerts aux enfants par le biais des centres de services sociaux et d'un soutien financier aux familles dans le besoin. ***Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission l'encourage à poursuivre et à intensifier ses efforts pour atteindre les enfants qui vivent et travaillent dans la rue en vue de protéger ces enfants vulnérables contre les pires formes de travail des enfants. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet effet. Elle le prie également de fournir des informations supplémentaires sur les actions juridiques engagées autour de la situation des enfants contraints de travailler dans la rue, y compris le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions imposées aux adultes sur ce point.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Yémen

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que de la discussion détaillée qui a eu lieu en juin 2014 lors de la 103^e session de la Commission de l'application des normes de la Conférence au sujet de l'application par le Yémen de la convention n° 182.

Article 3 a) de la convention. Toutes formes d'esclavage ou pratiques analogues. Recrutement obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. La commission a noté précédemment que le recrutement d'enfants de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans des conflits armés par les forces armées et des groupes armés était devenu un sujet constant de grande préoccupation.

La commission note que le représentant gouvernemental du Yémen, pendant la discussion à la Commission de l'application des normes de la Conférence en juin 2014, a reconnu la gravité de la situation des enfants dans son pays en raison de leur participation au conflit armé. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il a conclu avec la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés un plan d'action pour prévenir le recrutement d'enfants par les forces armées et pour y mettre fin. Ce plan d'action prévoit des mesures concrètes pour assurer la démobilisation de l'ensemble des enfants qui sont associés aux forces de sécurité du gouvernement, pour les réintégrer dans leurs communautés et pour empêcher que de nouveaux recrutements puissent avoir lieu. La commission note que les mesures à prendre dans le cadre de ce plan d'action sont notamment les suivantes: aligner la législation nationale sur les normes et règles internationales qui interdisent le recrutement et l'utilisation d'enfants dans un conflit armé; promulguer et diffuser des ordonnances militaires interdisant le recrutement et l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans; enquêter sur les allégations de recrutement et d'utilisation d'enfants par les forces gouvernementales yéménites et faire en sorte que les responsables soient tenus de rendre des comptes; et faciliter l'accès aux Nations Unies pour leur permettre de vérifier les progrès réalisés et la conformité avec le plan d'action. Le représentant gouvernemental a ajouté qu'un Congrès national pour le dialogue s'est tenu du 18 mars 2013 à janvier 2014, au cours duquel plusieurs questions ayant trait à la reconstruction de l'Etat ont été examinées, dont la reformulation de la législation, afin de préserver les droits des enfants, notamment pour les protéger contre l'engagement dans un conflit armé.

La commission note que la Commission de la Conférence, tout en prenant note de l'adoption de ce plan d'action, a exprimé sa grave préoccupation en raison de la situation des enfants de moins de 18 ans qui sont recrutés et forcés d'intégrer des groupes armés ou les forces gouvernementales. La Commission de la Conférence a invité instamment le gouvernement à prendre d'urgence des mesures immédiates et efficaces pour mettre fin, dans la pratique, au recrutement

forcé d'enfants de moins de 18 ans par les forces gouvernementales et leurs forces associées, en particulier en veillant à l'application effective du plan d'action qui a été récemment adopté.

A ce sujet, la commission note à la lecture du rapport du gouvernement que le chef d'état-major des armées et le Premier ministre se sont dits à nouveau déterminés à mettre en œuvre les mesures dont il a été convenu dans le plan d'action pour mettre un terme au recrutement illégal d'enfants par les forces armées. La commission note néanmoins que, selon le rapport de mai 2014 du Secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité, les Nations Unies ont recensé 106 cas de recrutement d'enfants, qui étaient tous des garçons âgés de 6 à 17 ans. Le rapport du Secrétaire général indique aussi que 36 enfants ont été tués et 154 mutilés. Tout en prenant note des mesures prises dans le cadre du plan d'action par le gouvernement pour prévenir le recrutement d'enfants par les forces armées, la commission se doit de manifester sa **profonde préoccupation** en raison de la situation et du nombre d'enfants qui participent au conflit armé. **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et effectives pour s'assurer que le plan d'action destiné à mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans les forces armées sera mis en œuvre d'urgence et effectivement. La commission prie aussi le gouvernement de prendre immédiatement des mesures efficaces pour que des enquêtes approfondies et des poursuites rigoureuses soient engagées contre les personnes qui ont recruté de force des enfants de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans le conflit armé, et pour s'assurer que des sanctions appropriées et véritablement dissuasives sont infligées dans la pratique. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus à cet égard.**

Article 5. Mécanismes de surveillance. La commission a pris note précédemment avec préoccupation des conclusions de la première enquête nationale sur le travail des enfants, selon laquelle 50,7 pour cent des enfants qui travaillent sont engagés dans des travaux dangereux, dont une écrasante majorité (95,6 pour cent) dans des métiers dangereux et le reste dans des activités économiques également dangereuses (extraction minière et construction).

La commission prend note de la déclaration du représentant gouvernemental du Yémen à la Commission de la Conférence selon laquelle le gouvernement yéménite se trouvait dans une situation difficile en raison des problèmes économiques, du conflit armé et de la violence qui ont eu pour conséquence la déstabilisation du pays et amené la population à se tourner vers le recrutement et l'exploitation illégale d'enfants. Le représentant gouvernemental a ajouté que, jusqu'en 2010, le nombre d'enfants qui travaillaient était d'environ 600 000, mais que ce nombre s'élevait maintenant à 1,5 million. Le représentant gouvernemental a souligné que son pays avait besoin d'une assistance matérielle et morale au moyen de projets économiques et de la création d'emplois pour les chômeurs, et par un soutien aux familles pour les encourager à remettre leurs enfants à l'école.

La commission note que la Commission de la Conférence a pris note avec une vive préoccupation de la forte incidence dans le pays du travail des enfants, la majorité des enfants réalisant des activités dangereuses, notamment dans l'agriculture, l'industrie de la pêche, l'exploitation minière et la construction. La Commission de la Conférence a demandé au gouvernement de renforcer les capacités et d'étendre la portée de l'inspection du travail afin de faire appliquer l'ordonnance ministérielle n° 11 de 2013 relative au travail des enfants et aux travaux dangereux interdits aux enfants âgés de moins de 18 ans, y compris en zones rurales.

A ce sujet, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il n'y a eu aucune condamnation ni sanction contre les personnes qui ont commis des infractions, en raison de la situation politique actuelle du pays. La commission note aussi que, selon le gouvernement, les dispositions de l'ordonnance ministérielle n° 11 de 2013 n'ont pas encore été suivies d'effets étant donné que l'unité chargée de superviser le travail des enfants connaît des difficultés pour s'acquitter de ses tâches, pour des raisons de sécurité et à cause du manque de ressources financières et de personnel qualifié. **Tout en reconnaissant la situation difficile qui existe dans le pays, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer le fonctionnement de l'inspection du travail en la dotant de ressources humaines et financières adéquates, de façon à lui permettre de superviser la mise en œuvre effective des dispositions nationales qui donnent effet à la convention dans tous les secteurs où les pires formes de travail des enfants existent. La commission prie aussi instamment le gouvernement de faire le nécessaire pour donner effet sans délai à l'ordonnance ministérielle n° 11 de 2013, pour que les personnes qui enfreignent les dispositions de cette ordonnance soient poursuivies et pour que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient appliquées. La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises à cet égard ainsi que les résultats obtenus.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants dans le conflit armé et dans des travaux dangereux. La commission note que, dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a vivement encouragé le gouvernement à offrir l'accès à un enseignement de base public et gratuit à tous les enfants, et en particulier aux enfants soustraits au conflit armé et au travail dangereux, tout en accordant une attention particulière à la situation des jeunes filles. A cet égard, la Commission de la Conférence a appelé les Etats Membres de l'OIT à fournir au gouvernement du Yémen une assistance et a invité le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT afin de réaliser des progrès tangibles dans l'application de la convention.

La commission prend note de l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement. *La commission prie donc le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour que les enfants qui ont été soustraits aux groupes armés, aux forces armées et aux travaux dangereux reçoivent une assistance adéquate en vue de leur réadaptation et leur intégration sociale, y compris leur réinsertion dans le système scolaire ou la formation professionnelle, chaque fois que cela est possible et approprié. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus.*

Notant l'intention exprimée par le représentant gouvernemental de demander l'assistance technique du BIT pour aider le gouvernement à lutter contre le travail des enfants, la commission encourage le gouvernement à envisager de demander l'assistance technique du BIT.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 77** (Comores, Tadjikistan); la **convention n° 78** (Tadjikistan); la **convention n° 79** (Tadjikistan); la **convention n° 90** (Guinée, Tadjikistan); la **convention n° 123** (Mongolie); la **convention n° 138** (Albanie, Angola, Argentine, Bahreïn, Barbade, Belize, Bénin, Etat plurinational de Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, République dominicaine, El Salvador, Equateur, Erythrée, Estonie, Ethiopie, Fidji, Gambie, Guinée équatoriale, Mauritanie, Mongolie, Panama, République démocratique du Congo, Rwanda, Tadjikistan, Tchad, République tchèque, Turkménistan, Turquie); la **convention n° 182** (Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Etat plurinational de Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Chili, Chine, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Djibouti, République dominicaine, Dominique, Egypte, El Salvador, Equateur, Estonie, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Guinée équatoriale, République démocratique populaire lao, Mali, Mauritanie, Mongolie, Ouzbékistan, République démocratique du Congo, Rwanda, Suriname, Tadjikistan, Tchad, République tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Turkménistan, Turquie, Vanuatu, Yémen).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 138** (Danemark); la **convention n° 182** (Autriche, Belgique, Danemark).

Egalité de chances et de traitement

Algérie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1962)

Articles 1 et 2 de la convention. Evaluation des écarts de rémunération entre hommes et femmes. Depuis de nombreuses années, la commission insiste sur la nécessité de disposer de données statistiques complètes et fiables sur les rémunérations des hommes et des femmes pour élaborer, mettre en œuvre puis évaluer les mesures prises pour éliminer les écarts de rémunération. La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information à cet égard et que les statistiques sur les salaires nets moyens mensuels publiées par l'Office national des statistiques ne sont pas ventilées par sexe. **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour recueillir et analyser des données sur les rémunérations des hommes et des femmes, selon les catégories professionnelles et dans tous les secteurs d'activités économiques, y compris le secteur public, et de communiquer ces statistiques ventilées par sexe.**

Article 2, paragraphe 2. Fonction publique. Le gouvernement réaffirme que l'article 27 de l'ordonnance n° 06-03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique selon lequel «aucune discrimination ne peut être faite entre fonctionnaires, en raison de [...] leur sexe [...]» donne effet à la convention. La commission rappelle que l'interdiction générale de la discrimination salariale fondée sur le sexe n'est pas en général suffisante pour donner effet à la convention, étant donné qu'elle ne prend pas en compte la notion de «travail de valeur égale». Cette notion est en effet cruciale pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe car elle permet de comparer des emplois de nature complètement différente, requérant des connaissances, des compétences et des efforts différents, mais étant néanmoins de valeur égale dans l'ensemble (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 673-675). En outre, en l'absence de cadre législatif clair en faveur de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, la commission a pu maintes fois constater qu'il s'est révélé difficile pour les pays de démontrer que le respect de ce droit était garanti dans la pratique, les travailleurs et les travailleuses ayant des difficultés à faire valoir leur droit à une rémunération égale pour un travail de valeur égale auprès de l'employeur, de l'inspection du travail ou des tribunaux, sans base légale spécifique. **La commission demande à nouveau au gouvernement d'examiner la possibilité de modifier le statut général de la fonction publique en vue d'y incorporer une disposition prévoyant l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Elle demande également au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour sensibiliser les fonctionnaires et leurs organisations ainsi que les responsables du personnel au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale.**

Article 3. Evaluation objective et classification des emplois dans la fonction publique. La commission note que le gouvernement indique que le statut général de la fonction publique institue une méthode de classification fondée sur un critère objectif et mesurable, à savoir le niveau de qualification attesté par des titres, diplômes ou cycles de formation. Selon le gouvernement, le système prévu vise à mettre en avant la qualification, la compétence et le mérite personnel. La commission estime que ce système de classification, dans la mesure où il est axé sur les caractéristiques propres à chaque individu, pourrait avoir pour effet de sous-évaluer certaines compétences et certains emplois généralement exercés par des femmes. La commission rappelle qu'un processus d'évaluation objective des emplois, afin d'établir une classification et de fixer les rémunérations correspondantes, implique d'évaluer, pour chaque poste, la nature des tâches qu'il comporte en termes non seulement de qualification mais également de compétences, d'effort (physique mais aussi mental), de responsabilités et de conditions de travail et qu'il s'agit d'évaluer le poste et non la personne qui l'occupe. En outre, bien souvent, lorsque l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale ne fait pas partie des objectifs expressément visés par la méthode d'évaluation et de classification, il y a des risques que cette méthode reproduise des stéréotypes sexistes quant aux capacités et aspirations des femmes en matière d'emploi (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 700-701). **La commission demande au gouvernement de revoir la méthode d'évaluation et de classification des emplois à la lumière de ce qui précède afin d'assurer qu'elle soit exempte de toute distorsion sexiste et qu'elle n'aboutisse pas à une sous-évaluation des emplois qui sont généralement occupés par des femmes. Le gouvernement est également prié de fournir des données, ventilées par sexe, sur les effectifs de la fonction publique par catégorie (A, B, C et D). La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du BIT.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1969)

Article 1 a) de la convention. Motifs de discrimination. Législation. Depuis plusieurs années, la commission souligne que l'article 17 de la loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail qui prévoit que «toute disposition prévue au titre d'une convention ou d'un accord collectif, ou d'un contrat de travail de nature à asseoir une

discrimination quelconque entre travailleurs en matière d'emploi, de rémunération ou de conditions de travail, fondée sur l'âge, le sexe, la situation sociale ou matrimoniale, les liens familiaux, les convictions politiques, l'affiliation ou non à un syndicat, est nulle et de nul effet» ne couvre pas l'ensemble des motifs de discrimination dans l'emploi et la profession énumérés par la convention. La commission rappelle le caractère général de l'article 6 de la loi n° 90-11 qui prévoit que les travailleurs ont droit à «une protection contre toute discrimination pour occuper un poste autre que celle fondée sur leur aptitude et leur mérite». La commission voudrait souligner que ces dispositions ne permettent pas d'appréhender les comportements discriminatoires de l'employeur ou de toute autre personne à l'encontre d'un travailleur à tous les stades de l'emploi (recrutement, promotion, licenciement, etc.). S'agissant de la fonction publique, l'ordonnance n° 06-03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique interdit toute discrimination entre les fonctionnaires «en raison de leurs opinions, de leur sexe, de leur origine ainsi que de toute autre condition personnelle ou sociale» (art. 27). Le gouvernement indique que les préoccupations exprimées par la commission en ce qui concerne les motifs de discrimination ont fait l'objet d'un examen et été prises en compte dans le cadre du projet de Code du travail en cours de finalisation. Il affirme par ailleurs que la discrimination est inexistante dans la pratique nationale. ***Rappelant qu'aucun pays n'est exempt de discrimination, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le futur Code du travail interdise expressément toute discrimination fondée, au minimum, sur l'ensemble des motifs énumérés par la convention, y compris la race, la couleur, la religion et l'ascendance nationale, et qu'il couvre tous les stades de l'emploi et de la profession, notamment l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que les conditions d'emploi. La commission prie également le gouvernement d'envisager la possibilité d'inclure dans la liste des motifs de discrimination interdits visés par le Statut général de la fonction publique une référence expresse à l'opinion politique, la religion, la race, la couleur, l'ascendance nationale et l'origine sociale.***

Articles 2 et 3. Politique nationale. Discrimination fondée sur le sexe et promotion de l'égalité entre hommes et femmes. Depuis de nombreuses années, la commission exprime sa vive préoccupation quant à la faible participation des femmes dans l'emploi et à la persistance d'attitudes fortement stéréotypées concernant les rôles des femmes et des hommes et leurs responsabilités respectives dans la société et la famille, et elle a également souligné l'impact négatif de ces attitudes sur l'accès des femmes à l'emploi et à la formation. La commission note que le gouvernement reconnaît que le taux d'emploi des femmes demeure relativement faible et que les pesanteurs sociologiques, les choix personnels et d'autres résistances sociales constituent des freins à l'insertion d'un plus grand nombre de femmes sur le marché du travail. Elle note également que, selon le rapport du gouvernement, l'impact des projets de création d'activités économiques sur l'emploi des femmes est relativement faible et demeure en deçà des attentes. La commission salue l'adoption d'un certain nombre de mesures visant à améliorer le statut des femmes et leur rôle dans la société et le monde du travail, et à assurer et accroître leur participation aux postes à responsabilités et de décision (voir le rapport national «Beijing+20» du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme). Elle relève, en particulier, l'adoption de la Stratégie nationale pour l'intégration et la promotion de la femme (2008-2014) et de son Plan d'action national (2010-2014) ainsi que la mise en place d'une commission de suivi; l'élaboration par des représentants de différents ministères, de syndicats et d'associations, en février 2014, d'une Charte des femmes travailleuses qui comprend un programme d'autonomisation des femmes à travers l'emploi et prévoit notamment la création d'un système de quotas pour les postes à responsabilités; et le renforcement de programmes de soutien à l'emploi bénéficiant notamment aux femmes (création de microentreprises, microcrédit, insertion sociale des diplômés, projets de proximité dans les zones rurales, etc.). La commission note néanmoins le fait que le taux d'activité économique des femmes demeure particulièrement faible (16,3 pour cent en avril 2014 selon l'Office national des statistiques) et qu'il n'évolue que très lentement malgré le taux élevé de scolarisation des filles et la proportion importante de femmes diplômées de l'enseignement supérieur. De plus, 61,9 pour cent des femmes qui travaillent sont employées dans le secteur public non marchand. ***La commission encourage le gouvernement à poursuivre et intensifier ses efforts visant à promouvoir l'emploi des femmes à tous les niveaux, en particulier dans le secteur privé, et sur l'ensemble du territoire, notamment dans les zones rurales. Elle le prie de prendre des mesures concrètes en vue de lutter activement contre les préjugés sexistes et les stéréotypes concernant les aspirations et capacités des femmes et leur aptitude à occuper certains emplois et de permettre aux travailleurs et aux travailleuses de concilier travail et responsabilités familiales, et de fournir des informations sur l'impact de ces mesures, y compris des informations statistiques sur la situation des hommes et des femmes dans l'emploi, dans les secteurs public et privé. Le gouvernement est également prié de fournir des informations sur toute suite donnée à la Charte des femmes travailleuses, y compris le système de quotas, et sur son impact.***

Article 5. Mesures spéciales de protection. La commission rappelle à nouveau que, lors de l'examen des dispositions de protection à l'égard des femmes, il convient de faire une distinction entre les mesures spéciales visant à protéger la maternité visées à l'article 5 et les mesures fondées sur des perceptions stéréotypées relatives aux capacités et au rôle des femmes dans la société qui sont contraires au principe de l'égalité de chances et de traitement. ***La commission prie à nouveau le gouvernement de veiller à ce que, dans le futur Code du travail, les dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail tiennent compte de la nécessité de prévoir un environnement sûr et salubre, tant pour les***

travailleurs que pour les travailleuses, tout en tenant compte des différences entre hommes et femmes qui font que chacun d'eux est exposé à des risques spécifiques en matière de santé, et que ces dispositions ne fassent pas obstacle à l'accès des femmes à l'emploi et aux différentes professions. Le gouvernement est également prié de faire en sorte que les mesures spéciales de protection des femmes soient limitées à ce qui est strictement nécessaire pour protéger la maternité et de fournir des informations sur toute mesure prise en ce sens.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Arabie saoudite

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1978)

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 102^e session, juin 2013)

La commission rappelle que, dans sa précédente observation, elle prenait note des conclusions de la Commission de la Conférence et de l'acceptation par le gouvernement de recevoir une mission de contacts directs pour donner suite aux questions soulevées par cette commission et la Commission de la Conférence. La Commission de la Conférence avait prié instamment le gouvernement de se doter d'une politique nationale d'égalité conçue pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession pour tous les travailleurs en vue d'éliminer, dans un très proche avenir, toute discrimination fondée sur l'un quelconque des motifs prévus dans la convention. Etant donné le nombre très élevé de travailleurs migrants, la Commission de la Conférence avait demandé au gouvernement de veiller particulièrement à ce que les droits de ces travailleurs, notamment ceux des travailleurs domestiques, soient protégés de manière effective. La commission note qu'une mission de contacts directs s'est rendue dans le pays du 1^{er} au 6 février 2014 et que des réunions se sont tenues avec des hauts fonctionnaires du gouvernement, des représentants du Conseil saoudien des chambres de commerce et d'industrie et des comités des travailleurs et d'autres organisations, notamment des organismes de protection des droits de l'homme.

Article 2 de la convention. Politique nationale d'égalité. La commission note que la mission de contacts directs a noté dans ses conclusions qu'il y a eu des changements, notamment des mesures visant à accroître la participation des femmes sur le marché du travail et à promouvoir l'emploi des personnes en situation de handicap, des réformes du mécanisme de règlement des différends du travail ainsi qu'une initiative majeure pour mettre en œuvre un programme de formation professionnelle et technique des hommes et des femmes dans tout le pays. Si ces mesures étaient coordonnées, elles pourraient contribuer à fournir une base pour la formulation d'une politique nationale d'égalité. La commission prend note de la demande du gouvernement de recevoir l'assistance technique du BIT pour élaborer cette politique. La commission a précédemment souligné que, pour être efficace, une telle politique doit être multiforme et clairement formulée, et comprendre un cadre juridique clair et complet, lutter contre les attitudes stéréotypées et les préjugés et prévoir des mesures de sensibilisation et de contrôle. Elle doit couvrir tous les motifs énumérés par la convention, définir et lutter contre la discrimination directe et indirecte, s'appliquer à tous les aspects de l'emploi et permettre l'accès à des recours efficaces. Dans la mesure où l'un des aspects urgents à aborder est l'adoption de dispositions juridiques spécifiques sur la non-discrimination et l'égalité, le Bureau a soumis un document au ministère du Travail en mars 2014 qui présente des exemples de législation et met en évidence les éléments qu'une législation doit comprendre pour être efficace.

La commission note que le gouvernement affirme à nouveau, dans son rapport, qu'en Arabie saoudite la société est fondée sur l'égalité des droits et des devoirs sans discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ni l'origine sociale, conformément à la loi fondamentale. ***La commission espère vivement que le gouvernement prendra des mesures immédiates pour développer et mettre en œuvre une politique nationale visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession, y compris en adoptant des dispositions juridiques spécifiques, en collaboration avec les parties prenantes concernées. La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes en vue de l'adoption, dans le cadre de cette politique, d'une législation définissant précisément et interdisant la discrimination directe et indirecte fondée sur tous les motifs énumérés dans la convention, couvrant tous les travailleurs, y compris les travailleurs migrants, et tous les aspects de l'emploi. La commission espère que le gouvernement recevra l'assistance technique du BIT dans un proche avenir et lui demande de fournir des informations détaillées sur les mesures prises en vue de l'adoption d'une politique nationale d'égalité.***

Discrimination envers les travailleurs migrants. La commission note que, d'après les statistiques fournies par le gouvernement, il y avait en 2013 plus de 8 millions de travailleurs migrants dans le secteur privé (98 pour cent d'hommes), et seulement 1,46 million de travailleurs saoudiens (72,8 pour cent d'hommes). La commission note également que, selon le rapport de la mission de contacts directs, diverses mesures sont actuellement prises par le gouvernement pour régler la situation des travailleurs migrants, dont une campagne récemment menée pour promouvoir

l'emploi des Saoudiens et régulariser la situation d'un grand nombre de travailleurs migrants. Cette campagne a produit les résultats suivants: 3,9 millions de permis de travail ont été délivrés; 2,4 millions de travailleurs migrants ont changé de profession; 2,6 millions de travailleurs migrants ont changé d'employeur; et 437 314 travailleurs ont obtenu un visa de sortie définitive. La commission note que, selon le rapport de la mission de contacts directs, le gouvernement indique que le système de parrainage a été aboli par la loi il y a quelques années mais que cette situation peut encore se produire dans la pratique et que, par conséquent, des dispositions légales sont en cours d'élaboration pour résoudre le problème. Conformément aux «règles de travail sur la relation entre les employeurs et les travailleurs étrangers» (non datées) fournies par le gouvernement, cette relation doit être réglementée dans le cadre d'un contrat de travail. Toutefois, la commission note également que les procédures existantes en matière de recrutement et de délivrance et de renouvellement des permis de résidence et des visas d'entrée et de sortie à la demande de l'employeur restent les mêmes. La commission note que, selon les informations figurant dans le rapport de la mission de contacts directs, le gouvernement déclare que les travailleurs étrangers sont en mesure de changer d'employeur, sous réserve de l'approbation d'un tribunal, lorsque leur contrat arrive à expiration ou s'ils subissent des abus. Le Bureau du travail peut délivrer au travailleur un permis temporaire pour travailler chez un autre employeur avant que le tribunal se prononce. Le gouvernement a également indiqué qu'un décret était en cours d'élaboration pour permettre aux travailleurs étrangers qui ont déposé un recours contre leur employeur de changer d'employeur au motif de la dégradation de la relation de travail. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement concernant les services fournis en huit langues par le Centre de contact du ministère du Travail, y compris l'enregistrement et le suivi des plaintes. Le gouvernement a fourni à la mission une copie d'un projet de loi sur la protection contre les abus. Tout en notant la volonté du gouvernement de réaliser des progrès et les efforts qu'il déploie pour améliorer la situation des travailleurs migrants, la commission reste préoccupée par le fait que, en raison de leur système actuel d'emploi, les travailleurs migrants victimes d'abus et de traitements discriminatoires peuvent être encore réticents à porter plainte par crainte de représailles de la part de l'employeur ou en raison de l'incertitude quant à l'issue de leur plainte qui pourrait conduire soit à un changement d'employeur soit à une expulsion. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour suivre de près l'abolition effective du système de parrainage dans la pratique, en vue d'évaluer si tous les travailleurs migrants bénéficient en pratique de la souplesse appropriée pour changer d'employeur en cas d'abus et de discrimination fondée sur les motifs énumérés par la convention. Notant que le décret prévoyant la possibilité de changer d'employeur lorsque le cas est en instance devant le tribunal pourrait contribuer à améliorer l'accès effectif des travailleurs migrants au mécanisme de règlement des différends afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'adoption et le contenu du décret et sur le statut du projet de loi sur les abus. La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour assurer que tous les travailleurs migrants bénéficient d'une protection efficace contre la discrimination fondée sur les motifs énumérés par la convention, y compris en appliquant et contrôlant l'application de la législation existante et en adoptant de nouvelles dispositions ainsi que des mesures de sensibilisation concernant les droits et devoirs des travailleurs et des employeurs.**

Discrimination envers les travailleurs domestiques. La commission note que le gouvernement a récemment pris des mesures concernant les travailleurs domestiques. Rappelant que la loi sur le travail ne s'applique pas à ces travailleurs, la commission prend note de l'adoption de l'arrêté n° 310 en juillet 2013, réglementant l'emploi des travailleurs domestiques et les catégories analogues de travailleurs, qui prévoit un contrat écrit précisant le type de travail à effectuer et contient des dispositions sur le salaire, les droits et obligations des parties, la période d'essai, la durée du contrat et la procédure d'extension du contrat. Bien que cet arrêté constitue une première étape vers l'amélioration de la protection des travailleurs domestiques étrangers contre la discrimination, y compris le harcèlement sexuel, la commission note qu'il ne contient pas de dispositions expresses sur la possibilité de changer d'employeur ni de quitter le pays sans le consentement de l'employeur. La commission note également qu'un site Internet a été créé pour fournir des informations sur les droits et obligations des travailleurs migrants et de leurs employeurs et que, selon le rapport du gouvernement, des comités de règlement des différends pour les travailleurs domestiques ont été mis en place dans 26 bureaux de l'emploi dans les différentes régions du pays. Des accords bilatéraux sur le travail domestique ont été conclus avec les pays d'origine des travailleurs domestiques, dont l'Inde, l'Indonésie et les Philippines. La commission se réfère également à son observation sur l'application par l'Arabie saoudite de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930. **Tout en saluant ces mesures juridiques et pratiques, la commission demande au gouvernement de surveiller l'abolition du système de parrainage dans la pratique et de continuer à prendre des mesures pour améliorer la situation des travailleurs domestiques en matière de discrimination et d'abus, notamment en assurant le contrôle de l'application de la législation et en adoptant des mesures de sensibilisation. La commission demande au gouvernement de fournir des informations précises sur le fonctionnement des comités de règlement des différends du travail, notamment le nombre et la nature des plaintes traitées et leurs résultats, ainsi que des informations sur l'impact d'une telle procédure sur la relation de travail entre l'employeur et le travailleur migrant domestique. La commission encourage le gouvernement à continuer à coopérer avec les pays d'origine en vue de la mise en œuvre pleine et effective des accords bilatéraux concernant le travail domestique et prie le gouvernement de fournir des informations sur leur impact sur la protection des travailleurs domestiques contre les abus et les traitements discriminatoires fondés sur les motifs énumérés par la convention.**

Egalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission note que, en 2013, d'après les statistiques fournies par le gouvernement, les femmes saoudiennes représentaient 27,2 pour cent du total des salariés saoudiens dans le secteur privé. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement et des développements positifs concernant la mise en œuvre d'un projet visant à accroître la proportion de femmes dans le secteur privé (dans le cadre du programme «Nitaqat» dont l'objectif est d'augmenter la proportion de Saoudiens dans l'emploi) par le biais de trois initiatives: des programmes d'emplois directs, en particulier dans les magasins vendant des articles féminins et dans la vente de détail; des programmes visant à développer différents régimes de travail, y compris le travail à temps partiel et le travail à domicile; et des services de soutien destinés à relever les défis en matière d'emploi des femmes. Dans ce contexte, plusieurs arrêtés ministériels ont été adoptés en 2011 et 2012 sur l'emploi des femmes à certains postes (dans les magasins vendant des articles féminins, dans les centres de loisirs pour la famille et dans les cuisines commerciales, etc.). Des unités chargées de l'emploi des femmes ont été mises en place dans les bureaux de main-d'œuvre et des formations ont été développées pour les femmes à la recherche d'un emploi. Selon un récent rapport du ministère du Travail concernant l'emploi des femmes, grâce aux programmes d'emploi, le nombre de travailleuses est passé de 55 618 en 2010 à 410 000 en 2013. Ce rapport identifie parmi les principaux défis à relever en matière d'environnement de travail la législation et son application, l'attitude de la société envers le travail des femmes dans le secteur privé, les transports et les structures de garde d'enfants. Selon le rapport de la mission de contacts directs, des études sont en cours pour identifier les postes qui seraient «convenables» pour les femmes dans les usines et examiner la nécessité de réglementer le télétravail. Le gouvernement indique également que des initiatives ont été prises pour accroître les possibilités d'éducation et de formation des femmes, notamment dans les collèges techniques pour les filles et les instituts de formation pour les femmes. En ce qui concerne les limitations à l'emploi des femmes aux domaines qui «conviennent à leur nature», en vertu de l'article 149 du Code du travail, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ces dispositions ne constituent pas une restriction à l'emploi des femmes et ne diminuent pas leur droit à occuper un poste dans le secteur public. Le gouvernement indique également que l'article 149 interdit l'emploi des femmes à des travaux dangereux ou qui compromettraient leur santé ou les exposeraient à des risques spécifiques, et il réaffirme que, dans le contexte de modifications futures de la loi sur le travail, l'abrogation de l'article visé par la commission est sérieusement envisagée. ***Notant les évolutions positives en matière d'emploi des femmes, la commission demande au gouvernement de redoubler d'efforts afin d'accroître la participation des femmes à un plus large éventail de professions, y compris à des emplois non stéréotypés et des postes de décision, et de fournir des informations détaillées sur l'impact des mesures prises. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour remédier aux obstacles qui ont été identifiés à l'emploi des femmes, notamment des mesures de sensibilisation visant à lutter contre les perceptions stéréotypées des capacités des femmes et de leur rôle dans la société et en mettant en place des structures de garde d'enfants. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les conclusions des études sur les «postes convenables pour les femmes» dans les usines et sur le télétravail, ainsi que sur les mesures de suivi prises ou envisagées. En ce qui concerne les restrictions législatives à l'emploi des femmes, la commission demande à nouveau au gouvernement de modifier l'article 149 du Code du travail pour faire en sorte que toutes les restrictions à l'emploi des femmes soient strictement limitées à la protection de la maternité, et d'abroger le paragraphe 2A de l'arrêté du Conseil de la main-d'œuvre n° 1/19M/1405(1987) qui fixe les critères relatifs au travail des femmes. Le gouvernement est également prié de fournir une copie de la décision ministérielle n° 1/1/2475 du 10 août 1432 (2011) sur l'emploi des femmes dans les usines.***

Suivi et contrôle de l'application. La commission prend note de l'indication du gouvernement, qui figure dans le rapport de la mission de contacts directs, selon laquelle le nouveau modèle opérationnel pour le règlement des différends du travail, qui concerne toutes les étapes de la procédure (bureau de conciliation, tribunal d'instance, cour d'appel), est actuellement testé à Riyad et à Amar et sera mis en œuvre sur l'ensemble du territoire national. La commission note que, d'après le rapport du gouvernement, un arrêté royal a été adopté afin de créer des unités pour les femmes dans les tribunaux et les organes judiciaires sous la supervision d'un département indépendant chargé des questions des femmes au sein du système judiciaire. ***La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur toutes activités de prévention et de contrôle spécifiques menées par les services de l'inspection du travail en matière de discrimination dans l'emploi et la profession et sur leurs résultats. Notant qu'aucun cas de discrimination n'a été enregistré par les organismes de règlement des différends du travail, la commission demande au gouvernement de prendre des mesures, y compris avec l'assistance technique du BIT, afin de renforcer la capacité des juges, des inspecteurs du travail et autres fonctionnaires à identifier et combattre la discrimination dans l'emploi et la profession. La commission demande également au gouvernement de fournir des précisions sur les pouvoirs et la compétence des unités pour les femmes dans les tribunaux, y compris un résumé des dispositions pertinentes de l'arrêté royal mentionné par le gouvernement, ainsi que des informations sur le nombre et la nature des cas examinés par ces unités.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Burundi

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations communiquées le 26 septembre 2014 par la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) qui réitère ses précédentes observations selon lesquelles, ainsi que la commission le demande, l'article 73 du Code du travail doit être modifié afin de refléter pleinement le principe de la convention.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 b) de la convention. Egalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. La commission rappelle que, en vertu de l'article 57 de la Constitution, «à compétence égale, toute personne a droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal» et que l'article 73 du Code du travail prévoit que, «à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs, quels que soient leur origine, leur sexe, leur âge». Depuis plusieurs années, la commission souligne que ces dispositions ne donnent pas effet au principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, tel que prévu à l'article 1 b) de la convention. La commission rappelle à cet égard que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et de la promotion de l'égalité. Elle est cruciale pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe qui existe sur le marché du travail de presque tous les pays car elle permet un large champ de comparaison et comprend le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir l'étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 672-675). La commission rappelle également que le gouvernement indiquait dans son rapport de 2007 qu'il n'y avait pas d'obstacle à l'incorporation dans la législation nationale du principe de la convention. **La commission demande à nouveau au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'article 57 de la Constitution et l'article 73 du Code du travail soient modifiés afin de les mettre en conformité avec la convention et de donner pleinement expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, tel que posé par l'article 1 b) de la convention. Le gouvernement est prié de fournir des informations sur toute mesure prise en ce sens.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations communiquées par la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) sur l'application de la convention, le 26 septembre 2014. La COSYBU réitère ses observations concernant l'existence de pratiques de recrutement discriminatoires, dans la fonction publique, fondées sur l'appartenance au parti politique au pouvoir, tout en précisant que ces pratiques ont surtout cours dans les secteurs de l'éducation et de la santé. **Notant que le gouvernement n'a pas répondu aux observations formulées par la COSYBU en 2008 et 2012 ni à celles formulées en 2013, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des commentaires au sujet des allégations de la COSYBU relatives à l'existence de pratiques discriminatoires fondées sur l'opinion politique en matière de recrutement dans la fonction publique, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et d'indiquer toute mesure prise pour faire en sorte que le recrutement dans la fonction publique soit exempt de toute discrimination.**

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour traiter la discrimination dans l'emploi entre les différents groupes ethniques. Le gouvernement se réfère à nouveau dans sa réponse à la Constitution de 2005 et à l'Accord d'Arusha. Comme noté précédemment par la commission, l'article 122 de la Constitution interdit la discrimination fondée, notamment sur l'origine, la race, l'ethnie, le sexe, la couleur et la langue. La commission note aussi que, aux termes de l'article 129(1) de la Constitution, 60 pour cent et 40 pour cent des sièges du parlement sont réservés respectivement aux Hutus et aux Tutsis. Des dispositions similaires existent pour les postes de l'administration publique. Le gouvernement affirme aussi dans son rapport que la discrimination ethnique dans l'emploi et la profession n'existe plus. Compte tenu du fait que l'élimination de la discrimination et la promotion de l'égalité représentent un processus continu, et qui ne peut être réalisé uniquement dans le cadre de la législation, la commission estime qu'il est difficile d'accepter des déclarations selon lesquelles la discrimination est inexistante dans un pays déterminé. Elle souligne la nécessité pour le gouvernement d'engager une action de longue haleine pour promouvoir et assurer la non-discrimination et l'égalité dans l'emploi et la profession. **La commission réitère donc sa demande d'informations sur toutes mesures particulières prises pour promouvoir et assurer l'égalité de chances et de traitement, quelle que soit l'origine ethnique, en matière d'emploi dans les secteurs privé et public, et notamment sur les activités de sensibilisation et les mesures destinées à promouvoir le respect et la tolérance entre les différents groupes. Elle réitère aussi sa**

demande d'informations au sujet des activités de la Commission de recrutement dans le service public récemment instituée en vue de promouvoir l'égalité d'accès à l'emploi dans le service public des différents groupes ethniques.

Peuples autochtones. La commission demande instamment au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'égalité d'accès des Batwa à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'emploi, y compris l'exercice de leurs activités traditionnelles, notamment grâce à la révision et à l'évolution de la législation et des politiques nationales pertinentes et en assurant pleinement leur application. La commission le prie également de prendre les mesures nécessaires pour combattre les stéréotypes et les préjugés contre cette communauté. Le gouvernement est prié de fournir dans son prochain rapport des informations détaillées sur ces questions.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Cameroun

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1988)

La commission prend note des observations de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC) sur le rapport du gouvernement, reçues le 10 octobre 2014 et relatives à des questions examinées par la commission. Elle note également les observations de la Confédération des travailleurs unis du Cameroun (CTUC), reçues le 11 novembre 2014. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.**

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Législation. La commission note que le gouvernement réaffirme que le processus de révision du Code du travail est toujours en cours et qu'il tiendra compte des préoccupations qu'elle a exprimées dans ses commentaires. **La commission veut croire que le gouvernement pourra faire état de l'adoption de ce texte dans un proche avenir et qu'il contiendra effectivement des dispositions définissant et interdisant expressément la discrimination directe et indirecte fondée, au minimum, sur chacun des critères énumérés par la convention, à tous les stades de l'emploi et de la profession, y compris l'accès à la formation professionnelle. Le gouvernement est prié de continuer de fournir des informations sur l'état d'avancement du processus de révision du Code du travail, y compris toute consultation des organisations de travailleurs et d'employeurs, et de communiquer copie de la loi portant refonte du Code du travail dès qu'elle aura été adoptée.**

Discrimination fondée sur le sexe. Depuis plusieurs années, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes pour éliminer de la législation nationale toute disposition ayant pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement des femmes en matière d'emploi et de profession, notamment des dispositions du Code pénal et du Code civil ainsi que les dispositions de l'ordonnance n° 81-02 du 29 juin 1981 qui accordent au mari le droit de s'opposer à ce que sa femme travaille en invoquant l'intérêt du ménage et des enfants. A cet égard, le gouvernement indique que cette disposition est désuète car, en cas de saisine du tribunal par l'époux, ce sont les dispositions de l'article 16 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui s'appliquent (sont assurés «les mêmes droits personnels au mari et à la femme, y compris en ce qui concerne le choix du nom de famille, d'une profession et d'une occupation»). Le gouvernement précise que ces dispositions ne figureront pas dans le futur Code civil actuellement en cours d'élaboration. **Tout en prenant note de ces informations, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre, sans délai, les mesures nécessaires pour que soient supprimées de la législation les dispositions ayant pour effet de discriminer les femmes en matière d'emploi et de profession, notamment en matière civile et pénale, et de fournir des indications précises sur les progrès accomplis à cet égard. La commission prie également le gouvernement de prendre des mesures spécifiques pour lutter contre les stéréotypes et préjugés sur les rôles respectifs des femmes et des hommes dans la société de façon à lever les obstacles à l'emploi des femmes et de fournir des informations à cet égard.**

Article 1. Offres d'emploi discriminatoires. La commission rappelle que l'Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC), dans une communication en date du 9 septembre 2011, alléguait que certaines sociétés continuaient à faire paraître des offres d'emploi selon le genre et que certains emplois étaient encore réservés à un sexe, par exemple les emplois de sapeurs-pompiers de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique (ASECNA) qui ne recruterait que des hommes. La commission note que, dans une communication du 13 février 2013, le gouvernement indique qu'il a demandé à l'UGTC des informations complémentaires. En outre, le gouvernement précise dans son rapport que les offres d'emploi, dont celles concernant l'ASECNA, s'adressent bien aux personnes des deux sexes mais qu'il existe toutefois un réel problème car les compétences requises dans ces domaines, tant pour les hommes que pour les femmes, ne sont pas disponibles. Dans sa communication de 2014, l'UGTC indique que, depuis sa précédente communication en 2011, l'ASECNA a recruté par voie de concours une femme en qualité de sapeur-pompier. L'organisation indique aussi qu'elle a constaté l'existence d'offres d'emploi publiées par des agences de placement mentionnant un sexe ou l'autre et précise qu'elle envisage d'organiser à l'intention des conseillers de ces agences une

activité de formation et de sensibilisation au principe de la convention, en collaboration avec le BIT. *La commission prie le gouvernement de communiquer tout commentaire qu'il souhaite formuler en réponse aux observations de l'UGTC et de fournir des informations sur toute mesure prise pour, le cas échéant, faire cesser et sanctionner la diffusion d'offres d'emploi discriminatoires, en précisant le rôle et les moyens de l'inspection du travail à cet égard. Le gouvernement est également prié d'indiquer toute mesure prise afin de sensibiliser les travailleurs, les employeurs et leurs organisations ainsi que les personnes chargées du recrutement dans les entreprises et les administrations au principe de non-discrimination.*

Article 2. Politique nationale d'égalité. La commission accueille favorablement la validation, en février 2014, d'un document de Politique nationale de genre et l'élaboration de plans sectoriels pour la mettre en œuvre. Cette politique se traduit par la désignation de «points focaux genre» dans toutes les administrations, un budget tenant compte du genre et la prise en compte du genre dans le Code électoral afin notamment de renforcer la participation des femmes dans la vie publique et la prise de décisions, de promouvoir un environnement socioculturel favorable au respect des droits de la femme et de renforcer le cadre institutionnel. *Tout en se félicitant de ces informations, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour mettre en œuvre la Politique nationale de genre et sur leur impact dans l'emploi et la profession. Rappelant que, en vertu de la convention, il est essentiel que la politique nationale d'égalité porte sur l'ensemble des motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre une politique nationale d'égalité comprenant des programmes d'action et des mesures concrètes en vue de promouvoir l'égalité de chances et de traitement sans distinction de race, de couleur, de religion, d'opinion politique, d'ascendance nationale ou d'origine sociale, dans tous les aspects de l'emploi, y compris l'accès à l'emploi et la rémunération. Le gouvernement est prié de fournir des informations sur toute activité de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL) visant à lutter contre la discrimination fondée sur ces motifs et à promouvoir l'égalité en matière d'emploi et de profession.*

Article 5. Mesures spéciales de protection des femmes. S'agissant des travaux interdits aux femmes en vertu de l'arrêté n° 16/MLTS du 27 mai 1969, le gouvernement réaffirme que la révision du Code du travail actuellement en cours entraînera celle de ses textes d'application. Même si la commission comprend que ces restrictions sont essentiellement motivées par la volonté de protéger la santé et la sécurité des femmes, elle estime que les mesures visant à protéger les femmes en général en raison de leur sexe ou de leur genre, fondées sur des vues stéréotypées de leurs aptitudes et du rôle approprié qu'elles doivent jouer dans la société, constituent des obstacles au recrutement et à l'emploi des femmes. La commission tient toutefois à souligner que, pour éliminer des dispositions discriminatoires envers les femmes, il peut être nécessaire d'examiner quelles autres mesures, comme l'amélioration de la protection de la santé des hommes et des femmes, la mise à disposition de moyens de transport adéquats et sûrs et la mise en place de services sociaux, peuvent être nécessaires pour assurer que les femmes puissent travailler sur un pied d'égalité avec les hommes. *La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réviser la liste réglementaire des travaux interdits aux femmes à la lumière du principe d'égalité, ainsi que des mesures pour éliminer les obstacles à l'emploi des femmes dans la pratique et améliorer la santé et la sécurité au travail des hommes et des femmes. Le gouvernement est prié de fournir des informations sur les progrès accomplis en ce sens.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Comores

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2004)

Article 2 de la convention. Politique nationale. Egalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission note que le gouvernement reconnaît dans son rapport que d'importantes mesures sont nécessaires pour améliorer la situation des femmes en matière d'emploi, d'éducation, d'alphabétisation et de formation professionnelle et que l'accès au crédit bancaire traditionnel est très difficile pour les femmes. La commission prend également note des observations finales du Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) dans lesquelles il se déclare préoccupé par la persistance d'attitudes fondées sur les valeurs patriarcales et des stéréotypes profondément enracinés concernant les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et dans la société (CEDAW/C/COM/CO/1-4, 8 novembre 2012, paragr. 21-22). La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information sur la Politique nationale d'équité et d'égalité de genre (PNEEG) adoptée en 2008 ni sur son plan d'action. *La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éliminer les obstacles à la participation des femmes à l'emploi et aux différentes professions et favoriser leur accès au crédit et aux ressources, notamment des mesures visant à lutter contre les stéréotypes et préjugés à l'égard des femmes, et de fournir des informations sur toute mesure prise en ce sens. Le gouvernement est également prié de fournir des informations sur les mesures prises pour mettre en œuvre la PNEEG et la Politique et stratégie sous-régionales de*

genre de la Commission de l'Océan Indien adoptée par les gouvernements des pays de la région en avril 2009, ou toute autre politique adoptée plus récemment en la matière, et les résultats obtenus en matière d'emploi et de profession.

Egalité de chances et de traitement sans distinction fondée sur la race, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale. La commission rappelle que, en vertu de l'article 2 de la convention, les Etats qui ratifient la convention s'engagent à formuler et à appliquer une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux, l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession. Elle rappelle également que la mise en œuvre d'une politique nationale d'égalité suppose l'adoption d'un éventail de mesures spécifiques qui combine généralement mesures législatives et administratives, conventions collectives, politiques publiques, mesures positives, mécanismes de règlement des différends, mécanismes de contrôle, organismes spécialisés, programmes pratiques et activités de sensibilisation (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 848-849). ***En l'absence d'information sur ce point, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour formuler et appliquer une politique nationale visant à assurer l'égalité dans l'emploi et la profession de tous, sans distinction de race, de couleur, de religion, d'opinion politique, d'ascendance nationale ni d'origine sociale.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République de Corée

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1998)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu en mai-juin 2014 à la Commission de l'application des normes de la Conférence, y compris des informations écrites communiquées par le gouvernement.

Articles 1 et 2 de la convention. Travailleurs migrants. Depuis plusieurs années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'assurer la souplesse adéquate pour permettre aux travailleurs migrants de changer de lieu de travail et d'assurer la protection effective de ces travailleurs contre la discrimination. Dans ce contexte, la commission avait noté que les travailleurs migrants sont généralement couverts par la législation du travail et la législation contre la discrimination et avait salué les changements apportés au système de permis d'emploi qui permettent aux travailleurs de changer de lieu de travail s'ils sont soumis à un «traitement inéquitable», dont la définition couvre la discrimination déraisonnable de la part de l'employeur. La commission avait également noté qu'il n'apparaît toujours pas clairement comment les centres d'emploi «reconnaissent objectivement» qu'une personne est victime de discrimination, ce qui permettrait au travailleur concerné de demander un changement immédiat de lieu de travail. Elle avait demandé au gouvernement d'examiner régulièrement la législation qui s'applique aux travailleurs migrants et les mesures associées. La commission note que les travailleurs étrangers peuvent porter plainte devant la Commission nationale des droits de l'homme et soumettre la décision de cette commission aux centres d'emploi. La commission note également que, lors des discussions tenues sur l'application de la convention à la Commission de la Conférence, le gouvernement a indiqué que la charge de la preuve ne pèse pas uniquement sur les travailleurs et que, en cas d'absence ou d'insuffisance de preuve, le centre d'emploi s'efforce de réunir par lui-même les éléments suffisants pour résoudre le cas. Le gouvernement indique aussi dans son rapport que, lorsque tel est le cas, le travailleur est placé dans un autre emploi en attendant la décision du centre d'emploi. Le gouvernement communique aussi des informations générales sur le nombre de lieux de travail inspectés en 2013 et le nombre total de violations de la législation du travail relevées. ***La commission demande au gouvernement de poursuivre ses efforts pour s'assurer que les travailleurs migrants peuvent, dans la pratique, changer de lieu de travail lorsqu'ils sont victimes de violation de la législation contre la discrimination, et de communiquer des informations à cet égard. Prière de communiquer aussi des informations sur le nombre de travailleurs migrants qui se sont adressés aux centres d'emploi pour changer de lieu de travail en raison d'un «traitement inéquitable de la part de l'employeur», la nature et l'issue de la demande, et la manière dont les centres d'emploi «reconnaissent objectivement» qu'une personne est victime de discrimination. La commission demande au gouvernement de continuer à suivre la situation afin de garantir l'application pleine et entière et le respect de la législation protégeant les travailleurs migrants contre la discrimination, et de communiquer des informations sur la nature et le nombre de violations relevées et des réparations accordées, ainsi que sur le nombre, la nature et l'issue des plaintes présentées aux inspecteurs du travail, aux tribunaux et à la Commission nationale des droits de l'homme.***

Discrimination fondée sur le sexe et situation dans l'emploi. La commission rappelle qu'en Corée l'expression «travailleurs non réguliers» désigne les travailleurs à temps partiel, sous contrat à durée déterminée et les travailleurs détachés, et que bon nombre d'entre eux sont des femmes. Le gouvernement indique dans son rapport que, à la suite des mesures prises en novembre 2011 en faveur des travailleurs «non réguliers» dans le secteur public, 30 932 travailleurs «non réguliers» employés à des activités permanentes sont maintenant sous contrat à durée indéterminée et que, en vertu

de la loi modifiée sur la protection, etc., des travailleurs détachés en 2012, 3 800 travailleurs ont été directement recrutés par leur employeur en 2013, conformément aux instructions du gouvernement. Le gouvernement indique également qu'en 2014 la loi sur la protection, etc., des travailleurs déplacés et la loi sur la protection, etc., des salariés temporaires et des salariés à temps partiel ont été révisées pour établir un système de compensation financière s'appliquant aux situations de discrimination délibérée ou répétée. Depuis 2014, les entreprises de 300 salariés ou plus ont l'obligation d'annoncer le type de contrat attribué aux travailleurs. Le gouvernement a aussi l'intention d'édicter des principes directeurs pour la sécurité de l'emploi des travailleurs «non réguliers», ce qui favorisera le passage volontaire au statut régulier. La commission note également qu'en 2013 la Commission nationale des droits de l'homme a conduit une enquête sur les travailleuses «non régulières» (rapport annuel 2013, Séoul, avril 2014, p. 72). ***Tout en saluant ces initiatives, la commission prie instamment le gouvernement de réexaminer l'efficacité des mesures prises en faveur des travailleurs «non réguliers» afin de s'assurer qu'elles n'aboutissent pas dans la pratique à une discrimination fondée sur le sexe et la situation dans l'emploi, ce qui serait contraire à la convention. La commission demande en particulier au gouvernement de communiquer des informations sur l'application pratique des mesures prises en faveur des travailleurs «non réguliers» dans le secteur public et sur la révision de la loi sur la protection, etc., des salariés temporaires et des salariés à temps partiel et de la loi sur la protection, etc., des travailleurs détachés, y compris les sanctions imposées en cas de violations. La commission demande au gouvernement de veiller à ce que les informations recueillies sur le statut des travailleurs soient ventilées par sexe et prie le gouvernement de communiquer ces informations dans son prochain rapport. Prière aussi de communiquer des informations sur les résultats de l'enquête menée par la Commission nationale des droits de l'homme sur les travailleuses «non régulières», y compris sur les mesures de suivi qui ont été prises.***

Egalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission rappelle le faible taux de participation des femmes au marché du travail et les mesures prises par le gouvernement pour promouvoir l'emploi des femmes par des mécanismes d'action positive. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le taux de participation des femmes a augmenté de 54,5 pour cent en 2010 à 57,2 pour cent en 2014. La commission note avec ***intérêt*** que le gouvernement a pris d'autres mesures législatives pour garantir l'application effective des mécanismes d'action positive. Elle prend note en particulier des modifications apportées en décembre 2013 au décret d'application de la loi sur l'égalité d'emploi et le soutien à la conciliation entre travail et famille pour augmenter le pourcentage minimum de travailleuses et de femmes occupant des postes de direction et imposer des obligations liées à l'action positive. Le gouvernement indique également que la loi sur l'égalité d'emploi et le soutien à la conciliation entre travail et famille a été modifiée en novembre 2014 pour établir un système par lequel une liste d'employeurs ne respectant pas les obligations liées à l'action positive sera rendue publique à partir de 2015. Le gouvernement a également fixé des objectifs pour le taux d'emploi des femmes à des postes de direction dans les institutions publiques (fixé à 18,6 pour cent en 2013) et indique qu'une évaluation dans ce domaine sera réalisée en 2015. Le gouvernement communique également des informations indiquant que des services d'orientation professionnelle, de placement et de formation professionnelle sont fournis par 82 centres d'emploi relevant du ministère de l'Emploi et du Travail et 130 centres d'emploi relevant du ministère de l'Égalité de genre et de la Famille. En ce qui concerne la fonction publique, le gouvernement indique que, suite à la mise en place des mécanismes d'action positive, le taux d'emploi des femmes est passé à 37,9 pour cent en 2014 et que les femmes représentent 18,37 pour cent du personnel d'encadrement. En ce qui concerne les inspecteurs honoraires de l'égalité d'emploi (personnes choisies à la fois par les travailleurs et la direction parmi les travailleurs concernés de l'entreprise), le gouvernement indique que 5 000 inspecteurs exercent leurs fonctions sur les lieux de travail de tout le pays. ***La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les mesures prises, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, pour promouvoir l'accès des femmes à un plus large éventail d'emplois et à des emplois de haute qualité dans les secteurs public et privé, notamment à des postes de direction et de prise de décision, et d'indiquer les résultats obtenus. La commission prie aussi le gouvernement d'indiquer les effets des mécanismes étendus d'action positive sur la participation des femmes au marché du travail. Prière de communiquer des informations complémentaires sur les activités des inspecteurs honoraires de l'égalité d'emploi et leur impact sur la discrimination entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession.***

Discrimination fondée sur l'opinion politique. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté avec préoccupation l'interdiction faite aux enseignants d'écoles maternelles, primaires et secondaires d'exercer des activités politiques, et avait noté que le gouvernement mentionnait également les articles de la Constitution qui portent sur le droit à l'éducation, la neutralité politique des fonctionnaires et la neutralité politique de l'éducation, ainsi que des décisions de la Cour constitutionnelle à ce sujet. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en août 2014, la Cour constitutionnelle a décidé que l'interdiction d'exercer des activités politiques imposées seulement aux enseignants d'écoles primaires et secondaires ne constitue pas un cas de discrimination déraisonnable. Le gouvernement indique également que des mesures disciplinaires ont été prises à l'encontre des enseignants ayant adhéré ou fait des dons à des partis politiques particuliers. La commission rappelle à nouveau que la protection contre la discrimination fondée sur l'opinion politique s'applique aux opinions qui sont soit exprimées, soit manifestées, et que les mesures d'exclusion fondées sur l'opinion politique doivent faire l'objet d'un examen objectif pour déterminer si la condition liée à la nature

politique est réellement justifiée par les conditions inhérentes à l'emploi considéré (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 805). ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre immédiatement des mesures pour garantir que les enseignants d'écoles maternelles, primaires et secondaires jouissent de la protection contre la discrimination fondée sur l'opinion politique, telle que prévue par la convention, notamment en établissant des critères concrets et objectifs pour déterminer les cas dans lesquels l'opinion politique peut être considérée comme une condition inhérente à un emploi particulier, conformément à l'article 1, paragraphe 2, de la convention. Prière de communiquer des informations complètes sur les progrès réalisés à cet égard. La commission demande aussi au gouvernement de communiquer des informations sur le nombre d'enseignants ayant fait l'objet de mesures disciplinaires, et l'issue de ces affaires, et de communiquer copie de la décision de la Cour constitutionnelle mentionnée par le gouvernement.***

Contrôle de l'application. La commission prend note des informations générales communiquées par le gouvernement sur le nombre de lieux de travail inspectés et le nombre total d'infractions relevées par les inspecteurs du travail. La commission note également que, selon l'information communiquée par le gouvernement à la Commission de la Conférence, 589 infractions à la loi sur la protection, etc., des travailleurs détachés et 213 infractions à la loi sur la protection, etc., des salariés à durée déterminée et à temps partiel ont été enregistrées en 2013. La commission note également, selon l'information communiquée par le gouvernement à la Commission de la Conférence, que 37 centres d'assistance et un centre d'appel ont été mis en place pour fournir des services gratuits aux travailleurs migrants, tels que des conseils sur la législation du travail. La commission note, d'après le rapport annuel 2013 de la Commission nationale des droits de l'homme, que 615 plaintes ont été déposées pour discrimination dans l'emploi, la plupart desquelles concernaient le recrutement, l'embauche et les salaires, mais qu'il n'apparaît pas clairement dans quelle mesure ces plaintes émanent de travailleurs migrants. ***La commission demande au gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le nombre et la nature des infractions à la législation sur la non-discrimination, la loi sur la protection, etc., des travailleurs détachés et la loi sur la protection, etc., des salariés à durée déterminée et à temps partiel constatées par les inspecteurs du travail ou qui leur ont été signalées, les sanctions imposées et les réparations accordées. Prière d'indiquer le nombre, la nature et le résultat des plaintes traitées par la Commission nationale des droits de l'homme à ce sujet, ainsi que des plaintes présentées par les travailleurs migrants à la Commission nationale des relations professionnelles et aux tribunaux, et de communiquer copie des décisions judiciaires pertinentes.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République dominicaine

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1964)

La commission prend note des observations présentées par la Confédération nationale d'unité syndicale (CNUS), la Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC) et la Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD), reçues le 2 septembre 2014, indiquant que les travailleurs domestiques ne sont pas couverts par le Code du travail et ne jouissent pas des mêmes droits que les autres travailleurs, et que les personnes de plus de 35 ans ont davantage de difficultés à accéder à l'emploi. Les organisations syndicales se réfèrent également aux questions faisant déjà l'objet d'un examen de la part de la commission, notamment la persistance de la pratique des tests de grossesse et des tests de dépistage du VIH en tant que condition pour obtenir et conserver un emploi, et la discrimination salariale dont font l'objet les travailleurs d'origine haïtienne et les travailleurs d'autres pays latino-américains dans le secteur de la construction. La commission prend également note des observations présentées par la Confédération patronale de la République dominicaine (COPARDOM) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 28 août 2014, condamnant la discrimination et fournissant des informations sur les activités conduites dans le cadre de la Politique sur le VIH et le sida sur le lieu de travail. ***La commission demande au gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet, en particulier sur la situation des travailleurs domestiques et des personnes de plus de 35 ans et sur les activités conduites dans le cadre de la Politique sur le VIH et le sida sur le lieu de travail.***

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

Article 1 de la convention. La commission prend note de la discussion qui s'est tenue à la Commission de la Conférence en mai-juin 2014. Dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a rappelé que ce cas a été examiné en 2008 et en 2013, et que les questions soulevées concernent la discrimination dans l'emploi et la profession envers les Haïtiens et les Dominicains qui ont la peau foncée, la discrimination fondée sur le sexe, y compris sous la forme de harcèlement sexuel et de tests de grossesse obligatoires, ainsi qu'aux tests obligatoires de dépistage du VIH. La Commission de la Conférence s'est référée également à la décision n° TC/0168/13 du Tribunal constitutionnel du 23 septembre 2013, en vertu de laquelle la nationalité dominicaine est refusée rétroactivement aux étrangers et aux enfants d'étrangers, touchant en particulier les Haïtiens et les Dominicains d'origine haïtienne. A cet égard, la Commission de la

Conférence a pris note des informations communiquées par le gouvernement à propos des mesures législatives et pratiques adoptées, notamment le décret n° 327-13 du 20 novembre 2013 établissant le Plan national pour la régularisation des étrangers et la loi n° 169-14 du 23 mai 2014 qui a pour objectif de régler la situation des Dominicains d'origine haïtienne. La Commission de la Conférence a prié instamment le gouvernement de renforcer ses efforts afin d'appliquer de manière effective la législation en vigueur sur la discrimination, de renforcer les sanctions et de veiller à ce que les procédures de plainte en place soient efficaces et accessibles à tous les travailleurs, y compris les travailleurs d'origine haïtienne, les travailleurs migrants et les travailleurs des zones franches d'exportation. La Commission de la Conférence a aussi demandé au gouvernement de prendre des mesures spécifiques pour remédier aux stéréotypes sociaux et culturels existants qui contribuent à la discrimination dans le pays et de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application effective de la législation interdisant les tests de grossesse et les tests obligatoires de dépistage du VIH pour accéder à l'emploi et s'y maintenir, et d'adopter des dispositions appropriées qui interdisent le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. La Commission de la Conférence a encouragé le gouvernement à mettre en place un comité permanent tripartite pour traiter toutes les questions liées à l'égalité et à la discrimination, y compris les questions concernant les travailleurs d'origine haïtienne.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la Direction générale de l'emploi veille à ce que toutes les politiques, tous les programmes et projets garantissent l'égalité des chances et l'élimination de la discrimination, y compris dans le cadre des activités de formation et de l'accès à l'emploi. Le gouvernement indique qu'une formation en matière d'égalité des chances entre hommes et femmes a été dispensée aux inspecteurs du travail, aux employeurs et aux travailleurs. La commission note également que la Commission technique institutionnelle tripartite pour l'égalité des chances, mise en place par le ministère du Travail, est chargée de contrôler l'application des politiques, des programmes et des projets promouvant les droits des travailleurs. Le gouvernement se réfère aux mesures de formation et de sensibilisation liées au VIH et au sida prises sur le lieu de travail, ainsi qu'à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, et indique que ces personnes bénéficient de facilités de transport et d'accompagnement qui leur permettent d'accéder à la formation.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information concrète lui permettant de constater que des mesures spécifiques ont été prises pour donner suite aux questions encore en suspens devant cette commission, et déjà examinées à plusieurs reprises par la Commission de la Conférence, qui ont trait à la discrimination à l'égard des travailleurs haïtiens, des Dominicains d'origine haïtienne et des migrants, ainsi qu'aux tests de grossesse obligatoires pour accéder à l'emploi et s'y maintenir. ***La commission demande au gouvernement de prendre des mesures concrètes d'urgence afin de garantir la protection appropriée des travailleurs haïtiens, des Dominicains d'origine haïtienne et des migrants contre la discrimination fondée sur l'ascendance nationale, y compris en assurant l'accès à des mécanismes de plaintes efficaces qui prévoient des sanctions effectives en cas de violations et des réparations pour les victimes. La commission demande au gouvernement de communiquer des informations à cet égard ainsi que sur le nombre et l'issue des plaintes pour discrimination fondées sur l'ascendance nationale. La commission prie aussi le gouvernement de communiquer des informations sur la mise en œuvre du Plan de régularisation des étrangers et l'application dans la pratique de la loi n° 169-14 du 23 mai 2014 et leur impact sur l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes concernées, et sur les moyens garantissant que ces dispositions n'aggravent pas la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouve cette catégorie de travailleurs. Prière de communiquer aussi des informations, ventilées par sexe, sur le nombre et l'origine nationale des personnes ayant bénéficié du Plan de régularisation et de la loi n° 169-14.***

La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes pour sensibiliser l'opinion et prévenir le harcèlement sexuel et traiter la question des tests de grossesse obligatoires pour accéder à l'emploi et s'y maintenir. En particulier, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour inclure dans la législation, notamment dans le cadre de la révision actuelle du Code du travail, des dispositions interdisant et sanctionnant de manière appropriée le harcèlement sexuel (le harcèlement qui s'apparente à un chantage sexuel (quid pro quo) et le harcèlement en raison d'un environnement de travail hostile) et les tests de grossesse obligatoires. La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard ainsi que sur le nombre et la nature des plaintes qui auraient été présentées et sur leur issue, les sanctions imposées et les réparations accordées. Prière de communiquer des informations sur les activités conduites par la Commission technique institutionnelle pour l'égalité des chances et leur impact sur l'application de la convention.

La commission rappelle au gouvernement que la Commission de la Conférence l'a invitée à solliciter l'assistance technique du Bureau afin de garantir l'application et le respect effectifs de la loi et des politiques sur la non-discrimination.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Espagne

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1967)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale de commissions ouvrières (CCOO), reçues les 12 et 29 août 2014, que le gouvernement a également transmises. Elle prend également note des observations de l'Union générale des travailleurs (UGT), reçues le 29 août 2014. La commission prend également note de la réponse du gouvernement à ces observations, reçue le 25 novembre 2014, qui sera examinée en temps utile.

Articles 1 et 2 de la convention. Ecart salarial entre hommes et femmes. La commission note que l'UGT et la CCOO indiquent que l'écart salarial entre hommes et femmes augmente et que les mesures adoptées pour y remédier sont inefficaces. Elles indiquent également que les mesures prises par le gouvernement pour faire face à la crise se sont traduites par une augmentation du chômage, de l'emploi à temps partiel et de la concentration des femmes dans les emplois le plus faiblement rémunérés. Selon l'UGT, l'écart salarial est bien plus important dans les secteurs tels que celui de l'hôtellerie et dans les activités exigeant une formation universitaire de haut niveau. La CCOO fait état de la flexibilité imposée par la loi n° 3/2012 du 6 juillet 2012 sur la réforme du marché du travail, qui a des effets discriminatoires à l'égard des femmes; par exemple, les aides accordées aux entreprises qui embauchent des femmes après le congé de maternité ont diminué, et le travail à temps partiel et le travail domestique sont devenus précaires. A cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'adoption de la loi n° 3/2012 a conduit à une augmentation des aides octroyées aux entreprises qui embauchent des femmes, à la suppression des intitulés sexistes des catégories professionnelles, à la modification du congé pour allaitement pour qu'il bénéficie aux hommes et aux femmes et à l'assouplissement du système de travail à temps partiel et à distance.

Le gouvernement reconnaît que l'écart de salaire horaire a diminué entre 2002 et 2010 mais que, depuis lors, il a augmenté, passant de 16,2 pour cent en 2010 à 17,8 pour cent en 2012. La commission note que, selon l'enquête effectuée dans le cadre du Plan stratégique pour l'égalité de chances 2014-2016 (PEIO 2014-2016), 73,26 pour cent des travailleurs occupés à temps partiel sont des femmes et leur revenu annuel pour la période antérieure (2008-2011) a été inférieur de 22,99 pour cent à celui des hommes. Le taux d'activité des femmes est également nettement inférieur. Il existe en outre une ségrégation marquée dans l'éducation et dans l'emploi. La ségrégation horizontale et verticale se traduit dans le monde du travail par la féminisation de secteurs tels que l'éducation (67 pour cent de femmes), les services sanitaires et sociaux (77 pour cent de femmes) et le travail domestique (88 pour cent), tandis que les emplois dans les secteurs de la construction, du transport et de l'agriculture sont occupés par des hommes à plus de 77 pour cent. De surcroît, les femmes sont davantage représentées dans les professions les moins qualifiées et seulement 3,2 pour cent d'entre elles occupent des postes à responsabilités. Pour ce qui est de la ségrégation en matière d'éducation, les femmes s'inscrivent essentiellement dans des disciplines telles que les sciences de la santé et de l'éducation et sont moins représentées dans les filières d'architecture et d'ingénierie, par exemple. A cet égard, le gouvernement ajoute que le PEIO 2014-2016 est avant tout axé sur la lutte contre la discrimination salariale et le contrôle de l'application des normes en matière d'égalité de rémunération. La commission note toutefois que le gouvernement a fourni peu d'informations sur l'adoption de mesures concrètes visant à remédier à l'écart salarial et à la ségrégation marquée entre hommes et femmes en matière d'éducation et d'emploi. La commission rappelle que les disparités salariales continuent à être l'une des formes les plus persistantes d'inégalité entre hommes et femmes et qu'il convient de prendre des mesures plus actives pour sensibiliser, évaluer, promouvoir et rendre effective l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. **La commission demande au gouvernement de prendre des mesures concrètes, notamment dans le cadre du PEIO 2014-2016, pour s'attaquer à l'écart salarial entre hommes et femmes. Elle lui demande en outre de prendre des mesures dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle pour remédier à la ségrégation professionnelle et permettre aux femmes d'accéder plus facilement aux formations non traditionnelles et aux postes à responsabilités. La commission demande au gouvernement de fournir des informations à cet égard et d'y joindre des données statistiques ventilées par sexe sur la participation des hommes et des femmes au marché du travail (en indiquant les secteurs d'activité et le niveau de revenu), à l'éducation et à la formation professionnelle.**

Inspection du travail. La commission note que, selon l'UGT, l'action de l'inspection du travail pour lutter contre l'écart de rémunération est insuffisante. Elle prend par ailleurs note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'inspection du travail a régulièrement mené des campagnes contre la discrimination salariale et elle se réfère aux résultats obtenus de 2010 à 2013. Le gouvernement mentionne l'adoption de l'instruction n° 3/2011 sur le contrôle dans les entreprises de l'égalité effective entre hommes et femmes, en vertu de laquelle l'examen de la situation au regard de la discrimination constitue une activité permanente de l'inspection. **La commission demande au gouvernement de continuer de fournir des informations sur les mesures adoptées et les enquêtes menées par l'inspection du travail, en particulier sur les actions menées en application de l'instruction n° 3/2011.**

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1967)

La commission prend note des observations reçues les 8 et 22 août 2014 par la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO), que le gouvernement a également transmises. Elle prend en outre note des observations reçues le 29 août 2014 par l'Union générale des travailleurs (UGT). La commission prend également note de la réponse du gouvernement à ces observations reçues le 25 novembre 2014, qui sera examinée en temps utile.

Article 1 de la convention. Discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion et l'ascendance nationale. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait prié le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures, les programmes et les plans d'action visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement et à lutter contre la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur la race, la couleur, la religion et l'ascendance nationale. La commission note que, dans ses observations, l'UGT indique que le gouvernement n'a pas adopté de plan d'action ni de mesures pour promouvoir l'égalité de traitement et de chances des migrants. Il n'a pas non plus pris les mesures de dialogue social pour promouvoir les codes de conduite et les bonnes pratiques dans l'emploi prévues dans le Plan stratégique de citoyenneté et d'intégration (PECI) 2011-2014. Par ailleurs, le budget alloué à la mise en œuvre de diverses mesures, parmi lesquelles le plan susmentionné, a été considérablement réduit. La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle, dans le cadre du PECI 2011-2014, une stratégie intégrée contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance a été élaborée. Bien que cette stratégie ne vise pas des catégories spécifiques de population, elle tient compte du fait que la situation des migrants et des Roms est la plus vulnérable. Compte tenu du caractère transversal du principe de l'égalité de traitement, une série de mesures est prévue dans divers domaines comme l'éducation, la sensibilisation et l'emploi. La commission note que le gouvernement indique que, dans le cadre du PECI 2011-2014, un projet de cartographie de la discrimination en Espagne a été adopté, lequel repose sur des enquêtes d'opinion et la collecte systématique de données empiriques et officielles sur les plaintes, les infractions, les sanctions, les manquements et les délits à caractère discriminatoire. Tout en prenant note également des diverses mesures, programmes et stratégies adoptés dans le cadre du PECI 2011-2014, la commission note que le gouvernement ne fournit pas d'information sur l'impact concret que ces mesures ont eu sur la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion et l'ascendance nationale dans l'emploi et la profession. Elle souligne l'importance qu'il y a à évaluer l'impact des mesures adoptées dans le cadre du PECI 2011-2014 afin de déterminer si ces mesures ont été efficaces en termes d'élimination de la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion et l'ascendance nationale et de promotion de l'égalité de chances et de traitement par rapport à ces critères pour toutes les catégories de travailleurs dans l'emploi et la profession (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 844 à 847). **La commission prie le gouvernement de faire en sorte que les actions et les mesures prévues dans le cadre du PECI 2011-2014, et en particulier dans le cadre de la Stratégie intégrée de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance bénéficieront d'un budget approprié pour pouvoir être menées à bien. La commission prie en outre le gouvernement d'évaluer l'impact de ces actions et mesures de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur la race, la couleur, la religion et l'ascendance nationale pour les hommes et les femmes, en particulier pour ce qui est des travailleurs migrants et des Roms. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur la cartographie de la discrimination en Espagne et sur les mesures adoptées suite à la réalisation de ce projet. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations à cet égard, ainsi que sur les obstacles et les difficultés rencontrés.**

Article 2. Egalité de chances entre hommes et femmes. La commission prend note que, dans ses observations, la CCOO indique que le nombre de plans d'égalité élaborés par les entreprises a régressé en 2013 et 2014 et que les mesures de promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans toutes les entreprises, y compris celles de moins de 250 travailleurs, ont été gelées. En outre, l'évaluation tripartite de la loi organique (n° 3/2007) pour l'égalité effective des femmes et des hommes n'a toujours pas été effectuée. Dans ses observations sur l'application de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, l'UGT mentionne aussi le manque d'adéquation du Plan stratégique pour l'égalité de chances (PEIO 2014-2016) à la crise économique actuelle, qui a un impact négatif sur l'emploi des femmes. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement en ce qui concerne les diverses mesures législatives et pratiques adoptées pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Elle prend en outre note des divers plans d'égalité mis en place par diverses entreprises, des subventions accordées aux petites et moyennes entreprises pour l'élaboration de ces plans, ainsi que de l'augmentation du pourcentage de conventions collectives contenant des dispositions relatives aux plans d'égalité (qui est passé de 63 pour cent en 2012 à 64,44 pour cent en 2014). Le gouvernement indique également qu'une étude académique sur la loi n° 3/2007 a été effectuée et soumise aux organisations syndicales comme base d'évaluation tripartite de ladite loi. La commission prend note de l'évaluation du PEIO 2008-2011, selon laquelle les progrès constatés dans l'accès des femmes à l'éducation ne se sont pas concrétisés par l'accès des femmes à des postes à responsabilités ni par l'amélioration de leur accès à l'emploi, de leur maintien dans l'emploi et de leurs conditions de travail. Cela est dû, entre autres raisons, à la difficulté de concilier les responsabilités familiales et les responsabilités professionnelles et à la ségrégation marquée entre hommes et femmes dans les domaines de l'éducation et de l'emploi. Le gouvernement indique que ces conclusions ont été prises en compte pour l'élaboration du

PEIO 2014-2016. Il indique par ailleurs que la participation des femmes à la vie politique a nettement augmenté (près de 36 pour cent des sièges dans les élections de députés et de sénateurs et plus de la moitié des membres du système judiciaire); néanmoins, elles sont très peu représentées dans le système universitaire. La commission prend note que, dans ses objectifs stratégiques, le PEIO 2014-2016 tente de remédier à cette situation et prévoit l'adoption d'un Plan spécial pour l'égalité des femmes et des hommes dans le monde du travail et contre la discrimination salariale (2014-2016). La commission renvoie à cet égard aux commentaires qu'elle a formulés au titre de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951. ***La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures volontaristes en vue d'augmenter le nombre d'entreprises qui adoptent des plans d'égalité, et d'indiquer si ces plans résultent de négociations collectives. Elle le prie en outre de communiquer des informations sur les mesures adoptées dans le cadre du PEIO 2014-2016 et du Plan spécial pour l'égalité des femmes et des hommes dans le monde du travail et contre la discrimination salariale (2014-2016), sur la façon dont ces mesures sont adaptées à la situation de crise actuelle et à l'impact de ces mesures sur la promotion de l'égalité entre hommes et femmes. Prière également de fournir des informations sur le résultat de l'évaluation de la loi organique (n° 3/2007) pour l'égalité effective des femmes et des hommes.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Gambie

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2000)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Discrimination dans l'emploi et la profession. Législation. La commission rappelle ses précédents commentaires dans lesquels elle avait relevé que les dispositions de la Constitution qui ont trait à la discrimination ne font aucunement référence à l'interdiction de toute discrimination directe ou indirecte dans l'emploi et la profession et ne se rapportent qu'au traitement discriminatoire qui est le fait d'un fonctionnaire (art. 33(3)). Elle avait également noté que la loi de 2007 sur le travail ne définit ni n'interdit la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur l'un quelconque des motifs prévus par la convention, sauf en cas de licenciement et de mesure disciplinaire (art. 83(2)). La commission note que le gouvernement ne répond pas à sa demande portant sur la nécessité de modifier la législation. Elle rappelle une fois encore que, bien que des dispositions constitutionnelles de caractère général sur la non-discrimination soient importantes, elles ne sont en général pas suffisantes pour aborder des problèmes spécifiques de discrimination dans l'emploi et la profession, et qu'une législation antidiscrimination complète est en général nécessaire pour assurer l'application effective de la convention et que, au minimum, une telle législation doit couvrir chacun des motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), dans tous les domaines de l'emploi et de la profession. ***La commission prie le gouvernement de prendre des mesures en vue d'instaurer une protection légale contre la discrimination directe et indirecte à tous les stades de l'emploi et de la profession fondée, au minimum, sur tous les motifs énumérés dans la convention, à savoir la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale. La commission prie également le gouvernement de prévoir dans la législation des sanctions dissuasives et des voies de recours appropriées en cas de discrimination. Prière également de fournir des informations spécifiques sur les progrès réalisés à cet égard.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Grèce

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1975)

Articles 1 et 2 de la convention. Impact des mesures de réforme structurelle sur l'application de la convention. Depuis plusieurs années, la commission examine les mesures d'austérité adoptées dans le cadre du mécanisme de soutien financier. Dans ce contexte, elle a demandé au gouvernement d'assurer un suivi de l'évolution de ces mesures et de leur impact sur l'application pratique des dispositions sur l'égalité de rémunération de l'article 4(1) de la loi n° 3896/2010 relative à l'application du principe de l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession. Elle a également demandé au gouvernement d'assurer le suivi de l'évolution des mesures d'austérité et de leur impact sur la rémunération des hommes et des femmes dans les secteurs public et privé, de manière à déterminer les mesures les plus appropriées pour prévenir toute aggravation de l'écart de rémunérations. La commission prend note des mesures adoptées par le gouvernement pour que le principe établi par la convention soit pleinement mis en œuvre, notamment la réforme de l'inspection du travail, qui a désormais compétence pour contrôler le paiement du salaire et des autres prestations. Le gouvernement indique en outre que la Direction de la rémunération du travail, qui dépend du

ministère du Travail, de la Sécurité sociale et de la Prévoyance, n'a relevé dans les textes des conventions collectives qui lui ont été soumis aucune violation du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale ni, d'une manière générale, aucune autre discrimination fondée sur le sexe. Le gouvernement reconnaît néanmoins que l'on ne saurait exclure que des écarts de rémunération fondés sur le sexe puissent exister dans les cas où les salaires versés par les employeurs sont supérieurs à ce que prévoient les conventions collectives. Il précise que les écarts de rémunération qui peuvent résulter d'accords privés ne sont pas soumis au contrôle de la direction susmentionnée. Il indique par ailleurs que le Médiateur a estimé que les réductions dont ont fait l'objet les salaires et les prestations afférentes à la grossesse, au congé de maternité et au congé parental renforcent les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes, y compris dans le secteur public. *Notant qu'il ne ressort pas des informations communiquées qu'une évaluation de l'impact des mesures adoptées ait été entreprise, la commission demande au gouvernement de prendre sans délai, en coopération avec les partenaires sociaux et les services du Médiateur et sur la base de statistiques adéquates, des mesures permettant de suivre l'évolution et l'impact des mesures d'austérité sur la rémunération des hommes et des femmes dans les secteurs public et privé, en vue de déterminer les moyens les plus appropriés pour faire reculer les disparités de rémunération entre les hommes et les femmes. Elle demande en outre au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour assurer que les salaires et prestations annexes des mères qui travaillent ne soient pas réduits, et de communiquer des informations complètes à ce sujet.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1984)

Articles 2 et 3 de la convention. Impact des mesures de réforme structurelle sur l'application de la convention. Depuis plusieurs années, la commission examine les mesures d'austérité adoptées dans le cadre du mécanisme de soutien financier. Dans ce contexte, elle avait demandé que le gouvernement assure un suivi de l'impact que ces mesures ont pu avoir, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, sur l'emploi des hommes et des femmes, notamment de ceux qui appartiennent à des minorités religieuses ou ethniques, de manière à traiter toute discrimination directe et indirecte relevant de l'un quelconque des motifs visés par la convention. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement concernant l'application de la loi n° 4024/2011 qui prévoit le licenciement automatique de certaines catégories de travailleurs et le placement d'autres travailleurs dans certaines catégories dans la «réserve de main-d'œuvre» (travailleurs ayant un contrat de droit privé à durée indéterminée). Elle note également les informations fournies par le gouvernement sur l'application de la loi n° 4093/2012 prévoyant la mobilité dans la fonction publique et transformant, dans le secteur privé, certains emplois à plein temps en emplois à temps partiel ou par rotation, dispositions qui sont examinées de manière détaillée dans la demande directe. La commission note en outre que la Commission grecque des droits de l'homme a souligné l'importance qui s'attacherait à une évaluation des incidences négatives des multiples mesures d'austérité sur l'emploi et les droits en matière de sécurité sociale d'une large partie de la population, et appelé le gouvernement à mettre fin à la flexibilisation des relations d'emploi dans les secteurs public et privé (conclusions adoptées en assemblée plénière le 27 juin 2013). En outre, dans son rapport, l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des Etats sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, a recommandé de procéder à des évaluations des incidences négatives que le programme d'ajustement pourrait avoir eues sur les droits de l'homme et d'étudier les politiques nécessaires pour y faire face (A/HRC/25/50/Add.1, 27 mars 2014, paragr. 91).

La commission note qu'il ne ressort pas des informations communiquées par le gouvernement qu'une quelconque évaluation de l'impact des mesures de réforme structurelle ou de la Politique nationale d'égalité sur l'emploi des hommes et des femmes ait été entreprise. La commission souligne l'importance qui s'attache à évaluer régulièrement les mesures et stratégies adoptées, afin de les réviser et de les ajuster et, par là même, de mieux promouvoir l'égalité et évaluer leur impact sur la situation des groupes protégés et l'incidence de la discrimination. La commission considère qu'il est essentiel que les mesures d'ordre économique ou politique n'aillent pas à l'encontre des principes d'égalité et de non-discrimination et ne compromettent pas les progrès accomplis en matière d'égalité dans le cadre d'initiatives antérieures (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 847). *La commission prie le gouvernement de prendre sans délai, en collaboration avec les partenaires sociaux et le bureau de la médiatrice, les mesures nécessaires pour que soit assurée une évaluation de l'impact des mesures d'austérité sur l'égalité de chances et de traitement, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, pour pouvoir prendre les mesures les plus appropriées pour combattre toute discrimination, directe et indirecte, fondée sur le sexe en matière d'accès à l'emploi et aux différentes professions, de conditions d'emploi et de sécurité de l'emploi. L'évaluation de l'impact des mesures d'austérité devrait également s'attacher à la situation dans l'emploi des minorités ethniques et religieuses telles que les Roms, les Musulmans et les travailleurs migrants, minorités particulièrement exposées aux effets négatifs de la crise économique. La commission demande en outre au gouvernement de fournir des informations détaillées à cet égard.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Guinée

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1960)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses commentaires précédents.

Article 1 de la convention. Motifs de discrimination interdits. Fonction publique. La commission rappelle les commentaires qu'elle formule depuis plus de vingt ans, dans lesquels elle souligne la nécessité de modifier l'article 20 de l'ordonnance n° 017/PRG/SGG du 23 février 1987 portant sur les principes généraux de la fonction publique, qui interdit seulement la discrimination fondée sur les opinions philosophiques et religieuses ainsi que la discrimination fondée sur le sexe, de manière à assurer aux fonctionnaires une protection contre la discrimination fondée au minimum sur l'ensemble des critères énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement se réfère à l'article 11 de la loi n° L/2001/028/AN du 31 décembre 2001 portant statut général des fonctionnaires, qui prévoit qu'«aucune distinction ne peut être faite entre les fonctionnaires en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur sexe ou de leur appartenance ethnique». Le gouvernement ajoute qu'il estime que l'article 11 du statut général des fonctionnaires prend en compte l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. La commission note cependant que le gouvernement indique aussi qu'il prend bonne note des observations de la commission concernant l'article 20 de l'ordonnance n° 017/PRG/SGG et qu'il prendra les dispositions nécessaires pour modifier cet article.

La commission rappelle que, si une discrimination contre un groupe ethnique constitue en effet une discrimination raciale au sens de la convention, elle souhaite toutefois souligner que la discrimination fondée sur «l'appartenance ethnique» ne couvre pas tous les aspects de la discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale et encore moins la discrimination fondée sur l'origine sociale d'une personne. La commission rappelle à cet égard que la notion de discrimination fondée sur l'ascendance nationale couvre les distinctions faites en fonction du lieu de naissance et de l'ascendance ou l'origine étrangère d'une personne et que l'origine sociale fait référence à l'appartenance d'un individu à une classe sociale, une catégorie socioprofessionnelle ou une caste, cette appartenance étant susceptible de déterminer son avenir professionnel. **Afin d'assurer aux fonctionnaires et aux candidats à l'emploi dans la fonction publique une protection contre toute discrimination directe et indirecte fondée, au minimum, sur l'ensemble des motifs de discrimination visés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, à savoir la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale, la commission prie le gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour modifier les dispositions de l'article 11 de la loi n° L/2001/028/AN portant statut général des fonctionnaires et de l'article 20 de l'ordonnance n° 017/PRG/SGG portant sur les principes généraux de la fonction publique, et de fournir des informations sur toute mesure prise à cette fin. Dans l'attente de ces modifications et en l'absence de dispositions législatives à cet effet, la commission prie le gouvernement d'indiquer de quelle manière les fonctionnaires et les candidats à l'emploi dans la fonction publique sont protégés contre la discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, en précisant notamment si, et comment, des cas de discrimination fondés sur ces motifs ont déjà été traités par les autorités compétentes.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guyana

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1975)

Articles 1 et 2 de la convention. Législation. Depuis 1998, la commission souligne la nécessité de modifier l'article 2(3) de la loi n° 19 de 1990 sur l'égalité des droits, qui prévoit «l'égalité de rémunération pour un même travail ou un travail de même nature», afin de le mettre en conformité avec les dispositions de la convention et de l'harmoniser avec les dispositions de la loi n° 26 de 1997 sur la prévention de la discrimination qui prévoient le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. La commission note avec **regret** que le gouvernement ne fait état d'aucune avancée à cet égard. La commission considère que la coexistence de deux concepts différents dans la législation pourrait conduire à des ambiguïtés et des malentendus dans l'application du principe de la convention dans la pratique. La commission rappelle en outre que, lorsque la question des salaires est régie par la loi, la législation doit pleinement refléter le principe de la convention (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 676). **La commission demande au gouvernement de fournir des informations concrètes sur l'application de la convention et, en particulier, sur les mesures adoptées pour modifier l'article 2(3) de la loi n° 19 de 1990 sur l'égalité des droits en vue de le mettre en conformité avec le principe de la convention et de l'harmoniser avec les dispositions de la loi n° 26 de 1997 sur la prévention de la discrimination de façon à dissiper toute ambiguïté juridique éventuelle.**

Compte tenu de l'ambiguïté de la législation et préoccupée par les malentendus qui pourraient naître au sujet de la portée et de la signification du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, la commission avait demandé au gouvernement d'organiser des activités de formation et des campagnes de sensibilisation relatives à ce principe à l'intention des inspecteurs du travail et des juges, ainsi que des représentants des travailleurs et des employeurs. Elle note à nouveau que le gouvernement n'a fourni aucune information concernant l'adoption de mesures à cet égard et souligne qu'il est essentiel d'avoir une idée claire et précise de la signification de la notion de valeur égale pour promouvoir et faire appliquer de manière effective le principe de l'égalité de rémunération. Dans son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission souligne que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et de la promotion de l'égalité. Du fait de préjugés et de stéréotypes anciens quant aux aspirations, préférences et capacités des femmes, certains emplois sont exercés de manière prédominante ou exclusivement par des femmes et d'autres par des hommes. Lors de la fixation des taux de salaire, les emplois dits «féminins» sont souvent sous-évalués par rapport à un travail de valeur égale accompli par des hommes. La notion de «travail de valeur égale» est cruciale pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe présente sur le marché du travail car non seulement elle offre de vastes possibilités de comparaisons, en incluant notamment le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais elle va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 673). ***Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour dissiper toute ambiguïté quant au principe de la convention, notamment par le biais d'activités de sensibilisation des inspecteurs du travail, des juges et des représentants des travailleurs et des employeurs, quant à la portée et à la signification du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Elle demande également au gouvernement de communiquer des informations sur toute décision judiciaire ou administrative ayant trait aux dispositions de la loi n° 19 de 1990 sur l'égalité des droits et de la loi de 1997 sur la prévention de la discrimination relatives à l'égalité de rémunération.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Honduras

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations de la Centrale générale des travailleurs (CGT), reçues le 1^{er} septembre 2014, et de la réponse du gouvernement.

Articles 1 et 2 de la convention. Ecart de salaire. La commission note que, selon la CGT, il existe des inégalités importantes de rémunération entre les hommes et les femmes et, lorsque les femmes occupent des postes de niveau élevé, leur rémunération est inférieure à celle des hommes. La commission note que, d'après les chiffres de l'Institut national de statistique, l'écart entre les hommes et les femmes en termes de revenu moyen était de 5 pour cent en 2012 et pratiquement de 7 pour cent en 2013. Lorsque l'on étudie les écarts de rémunération entre hommes et femmes par branche d'activité (en tenant compte, en particulier, du fait que les salaires minima sont fixés par branche d'activité ou par zone géographique), ces écarts sont parfois encore plus marqués. Par exemple, l'écart de revenu moyen entre hommes et femmes est de 14,67 pour cent dans l'agriculture, la sylviculture, la chasse et la pêche, de 45,24 pour cent dans l'industrie manufacturière, de 37,14 pour cent dans le commerce et l'hôtellerie, de 30,72 pour cent dans les services communaux et sociaux et de 63,87 pour cent chez les conducteurs des transports. Il est moins prononcé dans les secteurs où les qualifications sont plus élevées (10 pour cent dans les professions intellectuelles et techniques). Dans le contexte de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, la commission avait noté que le taux de participation des femmes au marché du travail était faible et que la ségrégation professionnelle était particulièrement marquée, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. La commission rappelle que les écarts de rémunération continuent d'être l'une des formes les plus persistantes d'inégalité entre hommes et femmes et que les gouvernements doivent, en concertation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, prendre des mesures plus volontaristes visant à sensibiliser, évaluer, promouvoir et rendre effective l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 668 et 669). ***La commission demande au gouvernement de prendre, en concertation avec les partenaires sociaux, des mesures concrètes pour traiter de manière adéquate l'écart de rémunération entre hommes et femmes et de fournir des informations sur les mesures prises, y compris des statistiques ventilées par sexe sur la participation des hommes et des femmes au marché du travail, dans les secteurs public et privé, en précisant les secteurs d'activité et les niveaux de revenus.***

Article 1. Travail de valeur égale. Depuis de nombreuses années (avant 2003), la commission se réfère à la nécessité de modifier l'article 44 de la loi sur l'égalité de chances des femmes (LIOM) qui prévoit un salaire égal pour un travail égal. Elle note que, dans son rapport, le gouvernement indique que le Sous-secrétariat à l'intégration et au développement a pris des mesures pour permettre à la Commission du genre du Congrès national d'examiner et de

présenter des propositions d'amendements concernant les questions de genre, d'égalité, d'équité et de discrimination dans l'emploi. L'Institut national de la femme a passé avec le Secrétariat au travail et à la sécurité sociale un accord afin de soutenir les propositions d'amendements visant à supprimer du Code du travail toute disposition discriminatoire. La commission rappelle que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et de la promotion de l'égalité. La notion de «travail de valeur égale» est cruciale pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe qui existe sur le marché du travail du Honduras, car elle permet un large champ de comparaison et comprend le «travail égal», le «même travail» et le «travail similaire», mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 673). ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures visant à modifier l'article 44 de la loi sur l'égalité de chances des femmes, de manière à y intégrer le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Elle demande au gouvernement de donner des informations sur tout fait nouveau à ce sujet et elle l'incite à faire appel, s'il le souhaite, à l'assistance technique du BIT à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République islamique d'Iran

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1964)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 28 septembre 2014. ***La commission prie le gouvernement de répondre aux observations de la CSI.***

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 102^e session, juin 2013)

La commission rappelle sa précédente observation dans laquelle elle avait pris note des conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence en juin 2013, y compris la demande au gouvernement d'accepter de recevoir une mission de haut niveau pour le suivi des questions soulevées par la présente commission et par la Commission de la Conférence. La Commission de la Conférence avait prié instamment le gouvernement de prendre immédiatement des mesures concrètes pour mettre fin à la discrimination envers les femmes et les minorités ethniques et religieuses, en droit et dans la pratique, de promouvoir l'autonomisation des femmes et l'entrepreneuriat féminin, de prendre des mesures décisives pour lutter contre les préjugés à l'origine des pratiques discriminatoires et de combattre le harcèlement sexuel et tout autre harcèlement. Elle s'était également référée à la nécessité de prendre des mesures efficaces pour assurer une protection contre la discrimination fondée sur l'opinion politique et pour garantir le respect de la liberté d'expression, et de s'attaquer d'urgence à l'absence persistante d'un environnement favorable à la liberté syndicale.

La commission prend note du rapport détaillé de la mission de haut niveau qui s'est rendue dans le pays du 4 au 8 mai 2014 et qui a tenu des discussions approfondies avec des représentants du gouvernement, des organisations de travailleurs et d'employeurs et d'autres parties prenantes. La commission note dans les conclusions de la mission, la volonté du gouvernement de poursuivre le dialogue sur bon nombre des questions traitées par la présente commission et la Commission de la Conférence, ainsi que son intention d'aller de l'avant, dans un sens positif, dans l'application de la convention. Elle prend note en particulier des fermes déclarations du Président Hassan Rouhani, le 1^{er} mai de cette année, selon lesquelles aucune discrimination ne sera tolérée entre hommes et femmes et à l'encontre des minorités du pays.

Articles 1 et 2 de la convention. Législation. La commission rappelle l'indication précédente du gouvernement selon laquelle un projet de loi sur la non-discrimination dans l'emploi et l'éducation, au sujet duquel la commission avait fait de nombreux commentaires dans son observation de 2011, a été adopté par le Parlement. Le gouvernement indique dans son rapport que le Président a publié en novembre 2013 un projet de charte des droits du citoyen, dont un exemplaire a été soumis au Secrétaire général de l'ONU. La commission note également, d'après le rapport de la mission, que le gouvernement reconnaît que des mesures juridiques et pratiques sont nécessaires pour empêcher le harcèlement sexuel dans l'emploi et y remédier. Elle note qu'un projet de loi sur la sécurité des femmes, qui donne une large définition de toutes les formes de violence à l'encontre des femmes, sera examiné par le gouvernement et que la création d'un centre national de prévention de la violence à l'égard des femmes et de protection des femmes a été proposée au Conseil des ministres. ***La commission espère que ces initiatives législatives offriront une protection juridique complète à tous les travailleurs contre la discrimination directe et indirecte pour au moins tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, et dans tous les aspects de l'emploi et de la profession et demande au gouvernement de communiquer copie de la loi sur la non-discrimination dans l'emploi et l'éducation et des informations sur son application dans la pratique. La commission prie instamment le gouvernement de s'assurer que le projet de loi sur la sécurité des femmes définira et interdira expressément toutes les formes de harcèlement sexuel, aussi bien le harcèlement qui s'apparente à un chantage (quid pro quo) que le harcèlement dû à un environnement hostile, et elle prie le gouvernement de communiquer copie du projet de loi ainsi que des informations sur les progrès réalisés dans***

son adoption. Prière de fournir des informations sur les mesures pratiques prises pour prévenir le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession et y remédier, y compris par l'intermédiaire du centre national de prévention de la violence à l'égard des femmes et de protection des femmes, une fois que celui-ci aura été créé et sera devenu opérationnel. La commission prie également le gouvernement de communiquer copies du projet de Charte des droits du citoyen et du projet de loi d'amendement du Code de gestion de la fonction publique pour les femmes et la famille ainsi que des informations sur l'état d'avancement de ces projets de loi.

Restrictions légales à l'emploi des femmes. La commission rappelle l'indication précédente du gouvernement selon laquelle l'article 18 de la loi sur la protection de la famille, qui donne aux femmes, bien que dans des circonstances limitées, le droit de s'opposer à l'emploi de leur mari, a remplacé l'article 1117 du Code civil, qui n'autorisait que le mari à saisir un tribunal pour empêcher que son épouse n'accède à un emploi ou à une profession. La commission note que le gouvernement déclare à présent que l'article 18 n'est plus applicable, qu'il est prévu que l'article 1117 du Code civil soit révisé et que les mesures nécessaires ont été prises pour s'assurer que sa modification, telle qu'elle a été proposée, est conforme aux dispositions des conventions internationales. La commission note que l'article 18 de la loi sur la protection de la famille se réfère au rôle des centres de conseil familial. Elle note également, d'après le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, qu'un projet de plan intégré pour la population et l'excellence de la famille, dont est actuellement saisi le Parlement, semble introduire une hiérarchisation au niveau du recrutement, qui sera appliquée par des entités publiques et privées, dans la mesure où il est énoncé dans ce plan que, dans l'ensemble des secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, les emplois seront attribués en premier lieu aux hommes pères de famille, puis aux hommes mariés sans enfants et, ensuite seulement, aux femmes avec enfants. Le projet de texte semble également interdire aux célibataires d'être employés dans les établissements d'enseignement supérieur en qualité d'enseignants et dans les institutions de recherche, ou d'occuper des postes d'enseignants à divers niveaux s'il existe des candidats mariés qualifiés (A/69/356, 27 août 2014, paragr. 70). S'agissant du code vestimentaire obligatoire, la commission note la déclaration du gouvernement selon laquelle ce code est généralement bien accepté et bien établi en tant que norme nationale et pratique habituelle. En ce qui concerne les dispositions discriminatoires qui favorisent le mari par rapport à la femme en termes de pension et de prestations pour enfant, la commission note que l'article 48 de la loi sur la protection de la famille ne se réfère qu'à la pension et aux prestations pour enfant pour les femmes et les enfants d'un époux décédé. **Notant que l'Office du vice-président pour les femmes et les affaires familiales a été chargé d'engager des réformes légales en ce qui concerne les questions relatives aux femmes, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour abroger ou modifier l'article 1117 du Code civil, afin de s'assurer que les femmes peuvent, en droit et dans la pratique, exercer librement l'emploi ou la profession de leur choix. La commission prie le gouvernement de communiquer copie du projet de plan intégré pour la population et l'excellence de la famille, dont est actuellement saisi le Parlement, et elle le prie instamment de revoir toute disposition ayant un impact négatif sur l'emploi des femmes et de fournir des informations détaillées sur les mesures prises à ce sujet. La commission prie également le gouvernement d'indiquer s'il est envisagé, dans le contexte des réformes légales, de réviser les dispositions de la sécurité sociale pour faire en sorte que l'époux et l'épouse aient les mêmes droits en ce qui concerne l'octroi d'une pension et des prestations pour enfant.**

Egalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission note, d'après le rapport de la mission, que, bien que certaines questions juridiques restent encore en suspens, le gouvernement s'efforce de lever les obstacles qui restreignent la participation des femmes à la vie économique. Elle prend note de l'action positive et constante du gouvernement visant à améliorer l'accès des femmes à l'éducation, à la formation et aux emplois. Un nombre élevé de femmes sont diplômées de l'université, et des femmes suivent des cours de formation professionnelle et entrent à l'université pour étudier les sciences, y compris l'ingénierie, même si la majorité se tourne vers des domaines traditionnellement étudiés par des femmes tels que les sciences humaines et les sciences sociales. En 2012-13, la proportion des étudiantes par rapport au nombre total d'étudiants en médecine dans les universités était, pour l'ensemble du pays, de 62 pour cent, et de 60 pour cent pour les sciences fondamentales. S'agissant de l'interdiction faite aux femmes d'accéder à 77 domaines d'étude, le gouvernement indique que ces restrictions ont certes été imposées dans quatre universités en 2012, mais qu'après enquête la situation a été corrigée et cette pratique n'existe plus. La commission note que de nouveaux progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'accès des femmes à des postes gouvernementaux élevés, aux niveaux national, provincial et municipal. Le rapport de la mission et les informations fournies par le gouvernement confirment une tendance croissante des femmes à occuper des postes élevés dans l'appareil judiciaire (670 femmes juges en 2013). La mission s'est félicitée de la capacité des femmes juges à prononcer des verdicts dans les affaires dont elles sont saisies, même s'il serait nécessaire de pouvoir disposer d'autres données quant à la nature des jugements et aux tribunaux concernés. Les femmes se tournent également de plus en plus vers des domaines non traditionnels tels que les transports, le commerce maritime et les mines, même si elles demeurent peu nombreuses dans ces domaines.

La commission note que, malgré les progrès enregistrés dans le domaine de l'éducation, le taux de participation des femmes à l'économie reste faible: 13,8 pour cent contre 61,6 pour cent pour les hommes. Elle note cependant, d'après le rapport de la mission, que la structure de la participation des femmes à l'économie est en train de changer et que des mesures sont prises pour encourager cette tendance. L'autonomisation des femmes, l'entrepreneuriat féminin et la

promotion du travail à domicile et des coopératives constituent d'importantes stratégies, et des mesures sont également en train d'être prises pour cibler les femmes chefs de famille. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement à ce sujet. Elle prend note également des conclusions de la mission selon lesquelles il est reconnu que les obstacles pratiques fondés sur des stéréotypes traditionnels continuent de limiter les possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat des femmes, y compris leur accès à des postes de direction. L'opinion prévaut également que les femmes portent la principale responsabilité de la famille et des mesures, y compris des mesures de sensibilisation, sont nécessaires pour éliminer les préjugés concernant les emplois qui conviennent mieux aux femmes et pour s'assurer que les femmes ne restent pas confinées à des carrières traditionnelles en raison des obstacles culturels et des stéréotypes concernant leur rôle dans la société. La mission a observé que le gouvernement est en train de s'efforcer de lever les obstacles sociaux et culturels à la participation pleine et entière des femmes au marché du travail, mais aussi qu'il convient de redoubler d'efforts en la matière. Les mesures permettant d'aider les femmes à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales lorsqu'elles travaillent sont bien entendues, mais il faudrait que leur impact puisse être évalué. ***La commission prie le gouvernement de continuer à examiner et lever les obstacles pratiques, y compris les obstacles culturels, à l'égalité de chances des femmes dans l'emploi, et de fournir des informations sur les mesures prises pour promouvoir et appuyer la participation des femmes au marché du travail sur un pied d'égalité avec les hommes, y compris pour accéder à des postes de haut niveau et à des postes de décision. Se félicitant de l'éventail d'activités visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin, la commission prie le gouvernement d'indiquer quel est l'impact concret de ces mesures, y compris le nombre de femmes qui en ont bénéficié. Elle prie également le gouvernement de prendre des mesures pour encourager les femmes à participer à une vaste gamme de formation professionnelle et de domaines d'étude, afin de s'assurer qu'elles accèdent à des emplois dans les domaines techniques dans lesquels elles ont obtenu un diplôme. Tout en notant l'importance des mesures prises pour aider les travailleuses à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales, la commission réitère sa demande au gouvernement pour qu'il évalue et adapte les mesures envisagées afin de s'assurer qu'elles n'ont pas pour effet dans la pratique de renforcer les rôles traditionnels et les stéréotypes, y compris ceux selon lesquels les femmes sont les seules responsables de la famille ou selon lesquelles elles devraient être confinées à certains types d'emploi, limitant ainsi davantage encore leur accès au marché du travail dans la pratique. La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer les statistiques disponibles sur les taux de participation à l'emploi dans les secteurs public et privé, ventilées par sexe, et sur les taux de participation des femmes et des hommes aux différents domaines d'étude et à la formation professionnelle. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des données sur le nombre de femmes et d'hommes dans le système judiciaire (dans les divers domaines d'activité des tribunaux et aux différents niveaux), ainsi que des statistiques sur la nature et le nombre des jugements rendus par des femmes juges, et sur les tribunaux concernés.***

Discrimination fondée sur la religion et l'origine ethnique. La commission note, d'après les conclusions de la mission, que la situation est en voie d'amélioration et que le gouvernement est en train de prendre des mesures. C'est surtout dans la pratique qu'il existe des problèmes de discrimination. La commission note que la mission a rencontré des représentants des minorités reconnues au Parlement et qu'elle a été en mesure de confirmer que les minorités religieuses reconnues ont pu progresser dans les domaines de l'emploi et de l'éducation. Les minorités reconnues sont également en mesure de discuter des principales questions les concernant, y compris la discrimination telle qu'elles la perçoivent. Le gouvernement indique qu'en 2014 plusieurs projets ont été approuvés pour la province du Sistan et Balouchestan dans le but d'offrir davantage de possibilités d'emploi aux populations locales et que des financements sont alloués, dans le budget annuel, aux initiatives d'assistance aux communautés minoritaires religieuses. Le gouvernement fournit des informations sur le nombre total de personnes ayant participé en 2013 à la formation technique et professionnelle dans les provinces où l'on trouve des minorités. Les minorités ethniques sont représentées dans l'administration publique, mais aucune donnée n'a été fournie à ce sujet. La commission note, d'après le rapport de la mission, que la situation des minorités religieuses non reconnues, en particulier les Baha'i, reste délicate et qu'elle dépend aussi de l'attitude de la société envers les membres de ce groupe. Aucune statistique n'a pu être produite en ce qui concerne le nombre des Baha'i (ou des membres de toute autre religion non reconnue) dans la fonction publique. En outre, l'impact de la loi sur la sélection, qui impose à tout candidat à un emploi public de faire la preuve de son allégeance à la religion d'Etat (gozinesh) sur ces groupes, reste peu clair. La situation actuelle en ce qui concerne l'accès pratique des Baha'i à l'université reste également peu claire. Dans le même temps, la commission note, d'après le rapport de la mission, qu'il existe des indices d'une plus grande ouverture de la société et que cela permet de discuter de certaines questions, mais qu'il faut s'attendre à ce que ce processus prenne un certain temps. La commission prend note avec ***intérêt*** de la nomination d'un conseiller spécial du Président aux affaires des minorités religieuses et ethniques, chargé de veiller au respect des principes de la citoyenneté et à l'application de la législation en vigueur. ***La commission espère que des mesures continueront à être prises pour promouvoir la non-discrimination des minorités ethniques et religieuses, et elle prie le gouvernement de recueillir, d'analyser et de fournir des informations sur les taux de participation des hommes et des femmes appartenant à une minorité religieuse reconnue à l'emploi et à la profession, ainsi qu'aux différents cours de formation et domaines d'étude, et des informations sur les mesures prises pour éliminer toute discrimination, dans la pratique, dans l'emploi et la profession. La commission prie le gouvernement de faire tout son possible pour aller de***

l'avant en ce qui concerne l'élimination de la discrimination, en droit et dans la pratique, à l'encontre des membres des groupes religieux non reconnus, dans l'éducation et l'emploi, conformément aux prescriptions de la convention, et d'adopter des mesures pour favoriser le respect et la tolérance de la société envers tous les groupes religieux. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement et l'impact, dans la pratique, de la loi sur la sélection applicable aux minorités religieuses non reconnues.

Contrôle de l'application. La commission note que la mission a pu s'entretenir avec la Commission islamique des droits de l'homme (CIDH), qui est habilitée à recevoir des plaintes. La commission note que, d'après le rapport de la mission, la CIDH a eu à connaître de quelques affaires concernant la discrimination fondée sur le genre et la religion dans l'emploi et la profession et que, du fait de l'évolution de la société en général, elle a de plus en plus d'influence dans le traitement des questions de violation des droits de l'homme. Aucune autre information n'a été reçue en ce qui concerne l'application des dispositions contre la discrimination. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les activités de la Commission islamique des droits de l'homme, ainsi que des informations détaillées sur le nombre et la nature des plaintes liées à l'égalité et la non-discrimination dans l'emploi et la profession, et la façon dont ces plaintes ont été traitées par la CIDH, l'inspection du travail, les tribunaux, les conseils de conciliation pour les minorités religieuses et tout autre organe administratif, y compris les réparations accordées et les sanctions imposées. La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre des mesures concrètes pour accroître la sensibilisation des travailleurs, des employeurs et de leurs organisations au principe de la convention et leur connaissance des procédures disponibles pour le dépôt des plaintes et pour améliorer les capacités des personnes chargées du contrôle de l'application à identifier la discrimination dans l'emploi et la profession et à y remédier.*

Dialogue social. Le gouvernement indique que l'Institut du travail et de la sécurité sociale, qui est un organisme tripartite, a pris des mesures pour élaborer des matériels de sensibilisation et organiser des cours de formation dans le but de mieux informer les travailleurs, les employeurs et leurs organisations sur les normes du travail. Le gouvernement indique également qu'il a créé le Conseil gouvernemental du dialogue social, et que celui-ci a tenu 14 réunions techniques. La commission rappelle que les dispositions de la convention exigent que la politique de non-discrimination et de promotion de l'égalité soit appliquée en collaboration avec les partenaires sociaux. *Prenant note de l'intérêt et de l'implication des organisations d'employeurs et de travailleurs durant la mission, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur leur participation à la promotion de l'application de la convention, y compris par l'intermédiaire du Conseil du dialogue social et du Comité national tripartite technique.*

La commission se félicite du lancement des activités de suivi de la mission et de la signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement et le Centre international de formation de l'OIT, qui définit les domaines de coopération future, y compris le renforcement des capacités des juges en ce qui concerne les normes de l'OIT et la promotion de la participation des femmes au marché du travail. La commission encourage la poursuite de la collaboration entre le Bureau et le gouvernement en vue de promouvoir la pleine application de la convention.

Japon

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1967)

La commission prend note des observations du Syndicat Zensekiyu Showa-Shell, reçues le 17 décembre 2012, auxquelles le gouvernement répond dans son rapport, ainsi que des observations de la Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO), jointes au rapport du gouvernement reçu le 30 septembre 2013. Elle prend également note des observations du Syndicat des travailleurs solidaires d'Aichi et du Syndicat des femmes travailleuses des sociétés commerciales, reçues le 6 août 2013, et des observations de la Confédération nationale des syndicats (ZENROREN), reçues le 25 septembre 2013.

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission renvoie au rapport du comité tripartite chargé d'examiner la réclamation présentée par le Syndicat Zensekiyu Showa-Shell, adopté le 11 novembre 2011 par le Conseil d'administration du BIT (document GB.312/INS/15/3). Le comité a conclu qu'il fallait prendre davantage de mesures, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour promouvoir et garantir l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, en droit et dans la pratique, conformément à l'article 2 de la convention, et pour renforcer la mise en œuvre et le suivi de la législation et des mesures existantes, y compris les mesures qui visent à déterminer la valeur relative des emplois (paragr. 57).

Articles 1 et 2 de la convention. Travail de valeur égale. Législation. Depuis plusieurs années, la commission souligne que l'article 4 de la loi sur les normes du travail, qui prévoit qu'en ce qui concerne les salaires un employeur ne soumettra pas les femmes à un traitement discriminatoire par rapport aux hommes en raison de leur sexe, ne reflète pas pleinement le principe établi par la convention. Le gouvernement indique que, pour clarifier l'interprétation de cet article,

la «notification» (circulaire d'application) y afférente a été révisée en décembre 2012 et des décisions de justice y ont été ajoutées. Une brochure regroupant les décisions de justice les plus pertinentes a également été rédigée à l'intention des travailleurs pour qu'ils puissent savoir si leur système de paie aboutit à une discrimination substantielle entre hommes et femmes. Le gouvernement affirme de nouveau que le système de paie est considéré comme étant conforme aux prescriptions de la convention dans la mesure où il ne permet aucune discrimination salariale entre hommes et femmes uniquement au motif du sexe. Tout en prenant note des vues du gouvernement, la commission ne peut que réaffirmer que la simple interdiction de la discrimination salariale fondée sur le sexe ne tient pas compte de la notion de «travail de valeur égale», indispensable pour lutter contre la ségrégation professionnelle selon le sexe sur le marché du travail (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 673 à 676). La commission prend également note des vues exprimées par le Syndicat Zensekiyu Showa-Shell, le Syndicat des travailleurs solidaires d'Aichi et le Syndicat des femmes travailleuses des sociétés commerciales, selon lesquelles le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale n'est pas considéré comme un principe réglemant directement les relations professionnelles, ce qui crée un obstacle majeur à l'équité salariale. En outre, la JTUC-RENGO fait observer que l'interprétation que le gouvernement fait de l'article 4 de la loi sur les normes du travail dans la «notification» (circulaire d'application) précitée limite le champ de la discrimination à éliminer et ne traite pas directement de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. L'organisation réclame de nouveau l'insertion, dans la loi sur l'égalité de chances dans l'emploi, d'une disposition qui interdirait la discrimination salariale fondée sur le sexe et l'adjonction du terme «sexe» aux motifs de discrimination visés à l'article 3 de la loi sur les normes du travail. **La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre immédiatement des mesures concrètes afin de mettre en place un cadre législatif établissant expressément le droit des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, ainsi que des procédures de contrôle de l'application et des recours adaptés. Elle demande au gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises et les progrès accomplis à cet égard ainsi que sur toute révision de la législation actuelle du travail et sur toute décision administrative et judiciaire ayant trait à l'égalité de rémunération qui pourraient avoir des effets sur l'égalité de rémunération entre hommes et femmes.**

Mesures pratiques pour combler l'écart de rémunération entre hommes et femmes et promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. La commission prend note des informations détaillées communiquées par le gouvernement sur les mesures prises pour combattre les différences entre hommes et femmes dans l'emploi et dans le nombre d'années travaillées grâce à des mesures positives et au soutien apporté pour concilier responsabilités professionnelles et responsabilités familiales. **Notant que l'écart de rémunération entre hommes et femmes demeure important (27,8 pour cent en 2012), la commission demande au gouvernement de redoubler d'efforts pour encourager les entreprises à adopter des mesures positives visant à réduire cet écart, notamment en ce qui concerne l'accès des femmes aux postes de direction et la conciliation entre responsabilités professionnelles et responsabilités familiales pour les hommes et les femmes sur un pied d'égalité. Le gouvernement est prié de communiquer des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus.**

«Emplois non réguliers» : emploi à temps partiel et emploi à durée déterminée. La commission avait précédemment noté que l'expression «emploi non régulier» couvre notamment l'emploi à temps partiel et l'emploi à durée déterminée. S'agissant de l'emploi à temps partiel, la commission note que, d'après l'enquête de 2012 sur la main-d'œuvre, les travailleuses représentent 69,2 pour cent de la main-d'œuvre à temps partiel. D'après la JTUC-RENGO, les salaires de nombreux travailleurs à temps partiel demeurent peu élevés, leurs conditions de travail sont mauvaises et leurs salaires augmentent à peine en fonction de leur âge ou de leur ancienneté. La commission rappelle que l'article 8 de la loi sur les travailleurs à temps partiel n'interdit un traitement discriminatoire quant à la détermination du salaire qu'à l'égard des travailleurs à temps partiel qui remplissent des conditions particulières : si leurs attributions et leur niveau de responsabilité sont égaux à ceux des travailleurs réguliers ; s'ils sont titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ; et si, pendant leur contrat, tout changement dans leur description de poste et leur mission correspond à ce qu'un travailleur régulier peut attendre. La commission note que, d'après la ZENROREN, une étude officielle a montré que, en raison de ces conditions, seulement 1,3 pour cent des travailleurs à temps partiel jouissent d'un traitement égal à celui des travailleurs à plein temps. La JTUC-RENGO demande à nouveau que l'article 8 sur l'égalité de traitement soit révisé et qu'une disposition concernant le versement de prestations divisibles à valeur monétaire pour les travailleurs à temps partiel y figure. Dans son rapport, le gouvernement indique que des mesures législatives seront prises afin de modifier les dispositions interdisant les traitements discriminatoires. La commission note avec **intérêt** l'adoption de la loi n° 27 de 2014 modifiant la loi sur les travailleurs à temps partiel. Cette loi modifie plusieurs dispositions, notamment l'article 8(1) sur l'interdiction de la discrimination afin de supprimer la condition relative à la conclusion d'un contrat à durée indéterminée, étendant ainsi l'interdiction des traitements discriminatoires aux travailleurs à temps partiel ayant un contrat à durée déterminée et remplissant les deux autres conditions. **Rappelant que la convention s'applique tant aux travailleurs à plein temps qu'aux travailleurs à temps partiel, la commission demande au gouvernement de fournir des informations détaillées sur le contenu et la portée des amendements à la loi sur les travailleurs à temps partiel et leur impact sur la situation des travailleurs à temps partiel en matière de rémunération, y compris la proportion de**

travailleurs et de travailleuses à temps partiel désormais couverts par l'interdiction de traitements discriminatoires. La commission demande également au gouvernement de continuer à prendre des mesures pour assurer que les travailleurs à temps partiel et les travailleurs à plein temps sont traités de manière égale quant au principe de la convention. La commission demande à nouveau au gouvernement de communiquer des informations sur les résultats obtenus quant à la conversion des travailleurs à temps partiel en travailleurs réguliers et de continuer à fournir des données statistiques, ventilées par sexe, sur le nombre de travailleurs à temps partiel.

La commission note que, d'après le Syndicat Zensekiyu Showa-Shell, les disparités salariales entre hommes et femmes sont liées aux disparités des conditions de travail, notamment selon l'ancienneté et selon qu'il s'agit d'un emploi régulier ou d'un emploi non régulier, type d'emploi où les femmes sont les plus nombreuses. S'agissant des emplois à durée déterminée, la commission prend note de la modification de la loi sur les contrats de travail, adoptée en août 2012 et entrée en vigueur en avril 2013, qui prévoit la création d'un mécanisme imposant aux employeurs de convertir les contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, à la demande de l'employé, lorsque ces contrats à durée déterminée sont systématiquement renouvelés depuis plus de cinq ans. Elle interdit toute rupture de contrat à durée déterminée dans «certaines circonstances» ainsi que l'imposition aux travailleurs liés par un contrat de travail à durée déterminée de conditions de travail «excessivement différentes» par rapport à celles imposées aux travailleurs liés par un contrat de travail à durée indéterminée. A cet égard, la commission prend note de la réponse du gouvernement au Syndicat Zensekiyu Showa-Shell, d'après laquelle les conditions de travail «excessivement différentes» sont fixées d'après les descriptifs de poste (attributions et niveau de responsabilité), l'étendue des attributions et la rotation des emplois, et autres facteurs. La commission note également que la JTUC-RENGO affirme que, souvent, les employeurs fixent différentes normes salariales pour les travailleurs liés par un contrat à durée déterminée. La ZENROREN se déclare préoccupée par le fait que l'écart de rémunération existant entre les travailleurs liés par un contrat à durée indéterminée et les travailleurs liés par un contrat à durée déterminée dont le travail est identique mais dont le traitement quant au lieu, à la durée du travail et à la catégorie d'emploi est différent, ne disparaîtra pas car les conditions de travail (attributions, lieu de travail, salaire, durée du travail, etc.) appliquées à un travailleur lié par un contrat à durée déterminée ne sont modifiées après la conversion de son contrat que si un autre contrat est signé à cet effet. En outre, la commission note que, d'après la JTUC-RENGO et la ZENROREN, des préoccupations demeurent quant au respect des nouvelles dispositions par les employeurs qui souhaitent éviter cette conversion. ***La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour suivre attentivement l'impact des nouvelles dispositions de la loi sur les contrats de travail en ce qui concerne la conversion des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée afin de veiller à ce que le mécanisme mis en place n'ait pas d'effets négatifs sur la rémunération des travailleurs liés par un contrat à durée déterminée, y compris sur celle des travailleuses. La commission demande également au gouvernement de préciser la signification, dans la modification apportée à la loi sur les contrats de travail, de l'expression «conditions de travail excessivement différentes» et de clarifier les «circonstances» dans lesquelles l'employeur n'a pas le droit de rompre (ou de ne pas renouveler) un contrat à durée déterminée, y compris toute interprétation que les tribunaux en auraient faite.***

La commission prend également note des informations statistiques détaillées fournies par le gouvernement qui montrent que, au 1^{er} avril 2012, on dénombrait un total de 603 582 agents temporaires et à temps partiel dans les services des autorités locales, dont 74,2 pour cent de femmes, et que les catégories d'emploi portent la marque de la ségrégation entre les sexes. D'après le gouvernement, depuis le 24 avril 2009, les autorités locales sont régies par une «notification» (circulaire d'application) qui explique le système prévu pour les employés temporaires et les employés à temps partiel. Le gouvernement indique qu'un complément d'information sera fourni sur ce point. La JTUC-RENGO souligne la précarité de la situation de ces travailleurs dont 65 pour cent sont payés par jour ou par semaine et 39,6 pour cent continuent à travailler pendant moins d'une année (31,7 pour cent pendant trois ans ou plus et 17,8 pour cent pendant cinq ans ou plus). Le syndicat insiste aussi sur le fait que l'absence de disposition concernant les travailleurs temporaires et à temps partiel dans le secteur public dans la loi sur l'autonomie locale et la loi sur la fonction publique locale rend leur statut flou. Ceux-ci bénéficient peu des allocations pour déplacement, des examens médicaux réguliers et des congés pour décès bien qu'ils occupent souvent des emplois similaires à ceux des travailleurs réguliers. La JTUC-RENGO indique également que, en mai 2013, l'Alliance des syndicats de travailleurs de la fonction publique (APU) a soumis à la Diète un projet de loi portant modification partielle de la loi sur l'autonomie locale afin d'ouvrir droit, sur la base d'ordonnances municipales, aux différentes allocations pour les employés à temps partiel dont les conditions de travail équivalent à celles des employés à plein temps ou qui occupent des postes de fonctionnaires exigeant une durée du travail plus courte. ***La commission demande au gouvernement d'indiquer comment la rémunération des employés non réguliers des autorités locales est fixée par rapport à celle des fonctionnaires occupant un emploi régulier et comment il veille à ce que les fonctionnaires qui effectuent un travail de valeur égale reçoivent une rémunération égale, quelle que soit leur situation dans l'emploi. Prière également de continuer à fournir des informations ventilées par sexe sur le nombre de fonctionnaires temporaires et à temps partiel qui travaillent pour les autorités locales aux niveaux préfectoral et municipal.***

Systèmes de filières. La commission rappelle de nouveau l'impact du système de filières, qui a introduit les «catégories de gestion de l'emploi» dans les directives se rapportant à la loi sur l'égalité de chances dans l'emploi, sur

l'ampleur des écarts persistants entre les rémunérations des hommes et des femmes en raison de la faible présence de femmes dans la filière principale. Le gouvernement indique que la part des femmes qui pourraient être employées dans la filière principale demeure faible (11,6 pour cent) et qu'il est conseillé aux entreprises qui emploient un petit nombre de femmes dans la filière principale d'en recruter davantage. En outre, la question des orientations dans les systèmes de développement des carrières a été abordée au sein du Conseil consultatif tripartite, et il avait été reconnu que les travailleurs ayant des responsabilités familiales avaient effectivement des difficultés pour poursuivre leur activité ou obtenir ces postes. A cet égard, le Syndicat des travailleurs solidaires d'Aichi et le Syndicat des femmes travailleuses des sociétés commerciales soulignent que, étant donné le pouvoir qu'a l'employeur en matière de réaffectation et de relocalisation, les travailleurs qui ont besoin de concilier vie professionnelle et vie familiale sont exclus du système. La commission note que la JTUC-RENGO, se déclarant à nouveau préoccupée par le fait que la question de la discrimination fondée sur le sexe telle que figurant dans la loi sur l'égalité de chances dans l'emploi n'est examinée que dans chaque catégorie de gestion de l'emploi, ce qui empêche de comparer et d'évaluer les emplois dans différentes catégories d'emploi, demande la suppression des catégories de gestion de l'emploi. La commission a eu connaissance de l'adoption, le 24 décembre 2013, de directives destinées aux employeurs mettant en œuvre les catégories de gestion de l'emploi, et s'en félicite. ***La commission demande au gouvernement de fournir des informations détaillées sur les nouvelles directives adoptées sur les catégories de gestion de l'emploi et leur impact sur la nomination de femmes dans la filière principale et, par conséquent, sur les disparités salariales entre hommes et femmes. La commission demande également au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour évaluer les effets des systèmes de développement des carrières sur les disparités salariales entre hommes et femmes et de veiller à ce qu'ils ne constituent pas un obstacle au droit des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale.***

Kazakhstan

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 2001)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 b) de la convention. Législation. Travail de valeur égale. La commission rappelle que le Code du travail de 2007 contient des dispositions plus restrictives que le principe posé par la convention. Elle rappelle que l'article 7(1) interdit la discrimination fondée sur le sexe dans l'exercice des droits relatifs au travail et que l'article 22(15) prévoit que le travailleur a droit à «un paiement égal pour un travail égal sans aucune discrimination». La commission note que le gouvernement indique qu'il n'y a aucune discrimination, sur la base de quelque motif que ce soit, y compris le sexe, lors de la fixation du montant du salaire d'un travailleur, et il considère que la législation est en conformité avec la convention. La commission rappelle que l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe en matière de droits relatifs au travail, y compris en ce qui concerne les salaires, n'est pas en général suffisante pour donner effet à la convention, étant donné qu'elle ne tient pas compte de la notion de «travail de valeur égale» (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 676). La commission note en outre que les dispositions relatives au «paiement égal pour un travail égal sans aucune discrimination» sont également insuffisantes car elles n'englobent pas la notion de «travail de valeur égale». La commission rappelle que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et de la promotion de l'égalité. En raison de stéréotypes concernant les aspirations, préférences et capacités des femmes, certains emplois sont occupés de manière prédominante ou exclusivement par des femmes et d'autres par des hommes et, lors de la fixation des taux de salaire, les emplois dits «féminins» sont souvent sous-évalués par rapport à un travail de valeur égale accompli par des hommes (voir l'étude d'ensemble, 2012, paragr. 673). ***La commission demande instamment au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour modifier le Code du travail afin de donner pleinement effet sur le plan législatif au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, afin de permettre des comparaisons non seulement entre des travaux similaires, mais aussi entre des travaux qui sont de nature complètement différente. Le gouvernement est prié de communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1999)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note des discussions consacrées à cette question par la Commission de l'application des normes de la Conférence en mai-juin 2014. Elle note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu.

Article 1 de la convention. Interdiction de la discrimination. La commission rappelle que l'article 7(2) du Code du travail de 2007 couvre l'ensemble des motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention à l'exception de la couleur, mais que cet article couvre un certain nombre de motifs supplémentaires, comme envisagé par l'article 1, paragraphe 1 b), de la convention (notamment l'âge, le handicap physique, l'appartenance à une tribu, l'appartenance à une association publique). La commission note que, au cours des discussions de la Commission de la Conférence, le gouvernement a déclaré que la race s'entend d'une manière générale comme étant inséparable de la couleur de peau, mais que de nouvelles consultations auront lieu avec des représentants des autorités centrales de l'Etat et avec les partenaires sociaux en vue de se prononcer sur la question de la couleur en tant que motif de discrimination. La commission rappelle que, lorsque des dispositions légales sont adoptées pour faire porter effet aux principes de la convention, elles doivent inclure au moins tous les motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. **La commission encourage le gouvernement à procéder aux consultations prévues en vue de l'adoption des dispositions législatives interdisant toute discrimination fondée sur la couleur dans l'emploi et la profession, et de fournir des informations sur tout progrès à cet égard. Elle le prie également de fournir des informations détaillées sur les mesures prises pour assurer une protection effective contre toute discrimination fondée sur les motifs énumérés par la convention, y compris la couleur.**

Article 2. Exclusion des femmes de certaines professions. La commission rappelle que, conformément à l'article 186(1) et (2) du Code du travail, la liste des emplois auxquels il est interdit d'affecter des femmes et les charges maximales pouvant être levées et manipulées manuellement par des femmes sera établie par l'Autorité nationale du travail, en accord avec les autorités sanitaires. La commission prend note de la résolution n° 1220 du 28 octobre 2011 communiquée par le gouvernement, qui contient une liste actualisée des emplois interdits aux femmes et fixe le poids maximum des charges pouvant être manipulées par des femmes. Le gouvernement a indiqué à la Commission de la Conférence que cette liste a été mise à jour quatre fois en vingt ans, dont la dernière en 2011. Il a indiqué en outre que ces interdictions ne visent pas à restreindre l'accès à l'emploi mais à protéger la maternité ainsi que la santé des femmes, compte tenu notamment du fait que le niveau d'automatisation dans les industries manufacturières du pays est plus faible que dans le reste de l'Europe. La commission note que cette liste comporte 299 métiers interdits, dont certains comportent la conduite d'engins de levage ou de terrassement. Tout en comprenant que ces mesures ont été motivées par le souhait de protéger la santé des femmes et d'assurer leur sécurité, la commission rappelle que les mesures de protection des femmes dans l'emploi, lorsqu'elles sont basées sur des stéréotypes concernant les aptitudes professionnelles des femmes ou leur rôle dans la société, portent atteinte au principe de l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession. La commission rappelle également que les mesures spéciales de protection des femmes devraient être limitées à la protection de la maternité au sens strict du terme. De plus, les dispositions ayant trait à la protection des personnes qui travaillent dans des conditions dangereuses ou difficiles doivent viser à protéger la santé et la sécurité des hommes comme des femmes, tout en tenant compte des différences qui font que chacun d'eux est exposé, en matière de santé, à des risques spécifiques (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 840). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réviser la liste actuelle des professions interdites aux femmes afin d'assurer l'égalité de chances ainsi qu'une protection égale de la santé et de la sécurité des travailleurs comme des travailleuses, et de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. Elle le prie également de donner des informations sur les mesures prises pour consulter les organisations de travailleurs et d'employeurs à ce sujet, et sur les résultats de telles consultations.**

Egalité de chances entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession. La commission note que, d'après les statistiques communiquées par le gouvernement à la Commission de la Conférence, s'agissant de l'emploi des femmes au premier trimestre de 2014, les femmes représentaient 48,6 pour cent de la population active et 56,2 pour cent des personnes sans emploi. D'après ces statistiques, les femmes représentent 54,6 pour cent des salariés dans la fonction publique, 31 pour cent dans la production industrielle, 26 pour cent dans la construction, 47 pour cent dans l'agriculture, la foresterie et la pêche, 60 pour cent dans la finance et les assurances, 50 pour cent dans les professions libérales, scientifiques et techniques et 74 pour cent dans l'enseignement. Le gouvernement indique en outre que la «Feuille de route pour l'emploi à l'horizon 2020» comporte des mécanismes de lutte contre la crise et ciblant les femmes. La commission avait pris note, précédemment, de la loi de 2009 sur les garanties publiques en matière d'égalité de droits et de chances entre hommes et femmes et de la Stratégie pour l'égalité de genre 2006-2016, dont les objectifs comprennent notamment la représentation égale des femmes et des hommes dans les organes exécutifs et législatifs et aux postes de décision, l'expansion de l'entrepreneuriat féminin et l'accroissement de la compétitivité des femmes sur le marché du travail. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures spécifiques prises, notamment dans le cadre de la loi de 2009 sur les garanties publiques en matière d'égalité de droits et de chances entre hommes et femmes, de la Stratégie pour l'égalité de genre 2006-2016 et de la «Feuille de route pour l'emploi à l'horizon 2020» pour promouvoir et assurer l'égalité de chances et de traitement des femmes dans l'emploi et la profession dans un éventail d'emplois aussi large que possible, y compris dans les postes les plus élevés et sur le plan des perspectives de carrière. Elle le prie également de donner des informations, notamment des statistiques ventilées par sexe, illustrant l'impact de ces mesures sur la participation des femmes au marché du travail (secteurs public et privé). La commission prie le gouvernement de**

donner des informations sur la répartition des hommes et des femmes dans les différentes filières de la formation professionnelle et de l'éducation.

Travailleurs ayant des responsabilités familiales. La commission rappelle que l'article 187 du Code du travail requiert le consentement écrit des femmes ayant des enfants de moins de 7 ans ou des autres personnes qui élèvent des enfants de moins de 7 ans n'ayant pas de mère, pour le travail de nuit, les heures supplémentaires, les voyages d'affaires ou encore le travail par équipes. Les articles 188 et 189 prévoient que le père n'a le droit à des pauses pour alimenter l'enfant ou le droit de travailler à temps partiel seulement lorsque les enfants n'ont pas de mère. La commission note que le gouvernement a déclaré à la Commission de la Conférence que la loi n° 566-IV du 17 février 2012 modifiant et complétant le Code du travail aux fins de la conciliation des obligations professionnelles avec les responsabilités familiales a modifié l'article 189 du Code du travail de manière à permettre aussi au père de travailler à temps partiel lorsque les deux parents y consentent. S'agissant de la modification des articles 187 et 188 du Code du travail, le gouvernement a indiqué que cela nécessiterait une étude plus approfondie, en collaboration avec les partenaires sociaux. La commission note que le Kazakhstan a ratifié la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981, le 17 janvier 2013. **La commission exprime l'espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour modifier les articles 187 et 188 du Code du travail de manière à ce que les travailleurs, hommes et femmes, bénéficient des mêmes droits, et prie le gouvernement de fournir des informations sur tout développement à cet égard.**

Egalité de chances et de traitement à l'égard des minorités ethniques et religieuses. La commission note que le gouvernement a indiqué à la Commission de la Conférence qu'aucune statistique n'est disponible en ce qui concerne la participation des hommes et des femmes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses au marché du travail. La commission note que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) a recommandé au gouvernement de prendre des mesures efficaces pour que la fonction publique ouvre davantage ses portes aux personnes appartenant aux groupes ethniques non kazakhs, y compris en limitant l'exigence de maîtrise de la langue kazakhe à l'accès aux postes pour lesquels cela est essentiel (CERD/C/KAZ/CO/6-7, 17 mars 2014, paragr. 9). **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement des minorités ethniques et religieuses dans l'emploi et la profession et pour améliorer la représentation des personnes appartenant à des minorités ethniques dans la fonction publique. Elle le prie de fournir des informations sur les compétences professionnelles exigées dans la fonction publique, notamment sur les exigences linguistiques. La commission prie en outre le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la collecte et l'analyse de données statistiques illustrant la répartition des hommes et des femmes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses dans les secteurs public et privé, dans les différentes branches d'activité et les différentes professions.**

Contrôle de l'application. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement concernant les activités des inspecteurs du travail, notamment les 200 enquêtes spéciales sur la discrimination effectuées en 2013. **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les mesures prises pour contrôler l'application de la législation, de même que sur les infractions décelées par les inspecteurs du travail, les décisions administratives ou judiciaires ayant trait au principe établi par la convention, y compris sur les réparations octroyées et les sanctions imposées.**

Koweït

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1966)

Article 1 de la convention. Interdiction de la discrimination dans l'emploi et la profession. La commission rappelle que la loi sur le travail dans le secteur privé (loi n° 6 de 2010) ne contient pas de dispositions interdisant toute discrimination directe et indirecte, y compris le harcèlement sexuel, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession. Elle note que le gouvernement se réfère dans son rapport à l'article 29 de la Constitution, qui consacre l'égalité des droits, sans distinction de sexe, d'origine, de langue ou de religion, et aux articles 191 et 192 du Code pénal qui érigent en infraction passible de sanctions le fait de «deshonorer une autre personne sous la menace, par la force ou par la tromperie». La commission observe que l'article 29 de la Constitution ne couvre pas tous les motifs de discrimination visés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention ni toutes les formes de discrimination dans l'emploi et la profession. La commission rappelle que les dispositions constitutionnelles, bien qu'importantes, s'avèrent en général insuffisantes pour traiter les cas spécifiques de discrimination dans l'emploi et la profession. Elle rappelle en outre que les poursuites pénales ne suffisent pas, en général, pour éliminer le harcèlement sexuel, en raison du caractère sensible de cette question, de la charge de la preuve qui est difficile à apporter et du fait que les dispositions pénales ne visent pas l'intégralité des comportements constitutifs de harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 792 et 851). La commission note les explications du gouvernement concernant les mesures de protection des femmes prévues par la loi sur le travail et la mise en place par le ministère de la Justice

d'une commission chargée de revoir la législation. Le gouvernement indique également que, en application d'une résolution n° 90/a de 2011 du ministre des Affaires sociales et du Travail, une commission de travail conjointe a été constituée pour mettre en œuvre un projet axé sur l'instauration d'un environnement législatif propice à l'émancipation sociale des femmes au Koweït. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes visant à interdire explicitement toute discrimination directe et indirecte fondée sur la race, le sexe, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession et couvrant l'ensemble des travailleurs. La commission prie le gouvernement d'adopter des dispositions juridiques spécifiques définissant et interdisant le harcèlement sexuel s'apparentant à un chantage (*quid pro quo*) et le harcèlement sexuel dû à un environnement de travail hostile, y compris des dispositions prévoyant des réparations et des sanctions. En l'attente de telles dispositions, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que tous les travailleurs soient protégés dans la pratique contre la discrimination, y compris contre le harcèlement sexuel, dans l'emploi et la profession et de fournir des informations complètes à cet égard. Le gouvernement est également prié de réexaminer, dans le contexte de la révision en cours de la législation du travail, les articles 22 et 23 de la loi n° 6 de 2010 de manière à assurer que toutes les mesures de protection concernant les femmes soient strictement liées à la protection de la maternité.**

Travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques. La commission rappelle que, suite à l'examen par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de l'Examen périodique universel concernant le Koweït, en septembre 2010, le gouvernement a réitéré qu'il acceptait d'«abroger le système actuel de parrainage (*kafala*) et de le remplacer par une réglementation conforme aux normes internationales» (A/HRC/15/15/Add.1, 13 sept. 2010, paragr. 82.19). La commission rappelle toutefois que la loi n° 6 de 2010 n'abolit pas le système de parrainage mais que l'article 9 de cette loi prévoit l'instauration, sous l'autorité du ministère des Affaires sociales et du Travail, de l'Autorité publique de la main-d'œuvre, compétente en matière de recrutement et d'emploi de travailleurs étrangers sur la demande d'employeurs. La commission accueille favorablement l'adoption, le 12 mai 2013, de la loi n° 109 portant création de l'Autorité publique de la main-d'œuvre, chargée de gérer l'emploi des travailleurs migrants dans le secteur privé et le secteur pétrolier et d'instaurer les règles et procédures relatives aux permis de travail et aux transferts d'un employeur à un autre. S'agissant des travailleurs domestiques, exclus du champ d'application de la loi n° 6 de 2010, la commission note également que le ministère de l'Intérieur a mis en place le Département des travailleurs domestiques, chargé de faire appliquer les dispositions de la loi n° 40 de 1992 et de l'arrêté ministériel n° 1182 de 2010 réglementant les agences de recrutement de travailleurs domestiques à travers des inspections périodiques de ces agences. Le gouvernement indique que le Département des travailleurs domestiques qui reçoit les plaintes déposées par les travailleurs domestiques contre leur parrain pour des faits de non-paiement de salaire ou de mauvais traitements diligente des enquêtes et prend les mesures nécessaires pour assurer que les travailleurs concernés reçoivent les prestations auxquelles ils ont droit. Le ministère de l'Intérieur s'occupe également de contrôler l'exactitude des «avis d'absence» qui peuvent être émis contre des travailleurs et s'assure que les intéressés ne sont pas renvoyés dans leur pays avant d'avoir obtenu les prestations auxquelles ils ont droit. La commission note que le gouvernement indique par ailleurs que la création prévue de la «Société koweïtienne pour l'aide à domicile» est actuellement à l'examen. **La commission prie le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que les règles, procédures et mesures d'ordre pratique devant être adoptées par l'Autorité publique de la main-d'œuvre, le Département des travailleurs domestiques ou de toute autre manière assurent que le nouveau système de recrutement des travailleurs migrants, y compris des travailleurs domestiques, ne place ni ne maintienne les intéressés dans une situation de vulnérabilité accrue à la discrimination et aux abus en raison du caractère disproportionné du pouvoir de l'employeur sur eux. La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur toutes les mesures prises ou envisagées afin de revoir le système de parrainage et d'assurer l'application pleine et entière de la convention à l'égard de tous les travailleurs migrants. Elle le prie de donner des informations précises sur l'avancement du projet de loi sur les travailleurs domestiques migrants et sur la création de la Société koweïtienne pour l'aide à domicile, sur son mandat et sur son action.**

Article 2. Politique nationale d'égalité. Notant que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information à cet égard, **la commission prie à nouveau le gouvernement de formuler et d'appliquer une politique nationale d'ensemble visant l'élimination de toute discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur l'un quelconque des motifs visés par la convention, notamment des mesures de sensibilisation aux questions d'égalité et de non-discrimination, et de fournir des informations sur les progrès accomplis dans ce domaine.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Lettonie

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1992)

Article 1, paragraphe 2, de la convention. Discrimination fondée sur l'ascendance nationale. Conditions inhérentes à l'emploi. Depuis plusieurs années, la commission se réfère à certaines dispositions de la loi de 1999 sur la langue officielle concernant les exigences linguistiques qui peuvent avoir un effet discriminatoire sur les groupes minoritaires en matière d'emploi et de profession (en particulier sur les minorités russophones). A cet égard, la commission a noté que la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) avait indiqué que la liste des professions du secteur privé qui «affectent les intérêts légitimes du public» dans lesquelles la langue officielle doit être utilisée conformément à l'article 6(2) de la loi sur la langue officielle comprend plus de mille professions (CRI(2012)3, 21 février 2012, paragr. 62). La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le niveau de la maîtrise de la langue est fixé par le règlement ministériel n° 733 de 2009 relatif au niveau de connaissance de la langue officielle. Le gouvernement indique en outre que les exigences de maîtrise de la langue ont été discutées avec les experts du Haut-Commissariat aux minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et ont été reconnues comme étant adéquates et limitées aux professions affectant les intérêts légitimes du public. Le gouvernement fournit des informations sur les cours de langue et les activités menées de 2009 à 2013 qui ont principalement bénéficié à la minorité russe. La commission note toutefois que le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, dans ses observations finales, a exprimé sa préoccupation concernant les effets discriminatoires des règles relatives à la maîtrise de la langue sur l'emploi et l'activité professionnelle des groupes minoritaires (CCPR/C/LVA/CO/3, 11 avril 2014, paragr. 7). **Rappelant que le concept de «conditions inhérentes à un emploi» doit être interprété de manière restrictive afin d'éviter une limitation indue de la protection prévue par la convention, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer comment il veille à ce que les exigences linguistiques ne privent pas, dans la pratique, les groupes ethniques minoritaires de l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession. Dans ce contexte, la commission prie à nouveau le gouvernement d'examiner et de réviser la liste des professions dans lesquelles l'utilisation de la langue officielle est requise en vertu de l'article 6(2) de la loi sur la langue officielle, de façon à limiter cette exigence aux cas dans lesquels la langue est une condition inhérente à l'emploi concerné. Le gouvernement est prié de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.**

Article 1, paragraphe 2, et article 4. Discrimination fondée sur l'opinion politique. Conditions inhérentes à l'emploi. Activités préjudiciables à la sécurité de l'Etat. La commission s'est référée aux conditions prévues par la loi de 2000 sur la fonction publique de l'Etat selon lesquelles, pour pouvoir faire acte de candidature à un poste dans la fonction publique, la personne concernée ne doit «pas occuper ni avoir occupé un poste permanent dans les services de sécurité de l'Etat, du renseignement ou du contre-espionnage de l'URSS, de la République socialiste soviétique de Lettonie (SSR) ou d'un pays étranger» (art. 7(8)), ou «ne doit pas être ni avoir été membre d'une organisation qui a été interdite par la loi ou par décision judiciaire» (art. 7(9)). La commission note que le gouvernement indique que ces restrictions ont pour but d'assurer l'existence d'un service public loyal et politiquement neutre, ce qui assure une administration d'Etat stable et politiquement neutre, et qu'il n'a pas l'intention d'abroger ces restrictions. Le gouvernement indique que 18 personnes ont été révoquées de la fonction publique en 2013 car elles ne remplissaient pas les conditions obligatoires pour être fonctionnaires. Tout en comprenant les préoccupations du gouvernement en ce qui concerne l'obligation pour tous les membres d'une unité gouvernementale d'être loyaux envers l'Etat, la commission souhaiterait rappeler que, s'agissant des mesures qui ne sont pas considérées comme discriminatoires au sens de l'article 4 de la convention, elles doivent affecter une personne qui fait l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une telle activité ou dont il est établi qu'elle s'y livre. Ces mesures deviennent discriminatoires lorsqu'elles sont prises en raison de la simple appartenance à un groupe ou une communauté en particulier. De plus, elles doivent se référer à des activités qui peuvent être qualifiées de préjudiciables à la sécurité de l'Etat et la personne concernée doit avoir le droit de recourir à une instance compétente établie suivant la pratique nationale (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 832-835). La commission rappelle que cette exception doit être interprétée restrictivement. **Rappelant qu'aux termes de l'article 1, paragraphe 2, de la convention l'opinion politique ne peut être prise en compte en tant que condition inhérente à un emploi que pour certains postes impliquant des responsabilités particulières en matière d'élaboration de la politique gouvernementale, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour identifier et définir clairement les fonctions auxquelles les articles 7(8) et 7(9) de la loi de 2000 sur la fonction publique s'appliqueraient. Compte tenu des conditions dans lesquelles l'article 4 de la convention peut être invoqué, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique des articles 7(8) et 7(9), y compris toute donnée disponible sur le nombre de personnes révoquées ou de candidats à un poste de fonctionnaire dont la candidature a été rejetée sur la base de ces dispositions, en indiquant les motifs de ce rejet ainsi que les fonctions concernées, et des informations sur la procédure d'appel à laquelle peuvent recourir les personnes affectées et sur tout appel interjeté.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Liban

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1977)

Articles 1 et 2 de la convention. Ecarts de rémunération entre hommes et femmes. La commission note que, d'après les statistiques publiées en octobre 2011 par l'Administration centrale de la statistique, le taux de participation des femmes à la population active était d'environ 23 pour cent (en 2009) et que, en 2007, l'écart de rémunération entre hommes et femmes était estimé à 6,2 pour cent dans les services; 10,8 pour cent dans le commerce; 21 pour cent dans l'agriculture; 23,8 pour cent dans l'industrie manufacturière et 38 pour cent dans les transports et les communications. La commission rappelle qu'il est particulièrement important de disposer de données statistiques complètes, fiables et récentes sur les rémunérations des hommes et des femmes pour élaborer, mettre en œuvre puis évaluer les mesures prises pour éliminer les écarts de rémunération. S'agissant des salaires dans le secteur privé, le gouvernement indique qu'il a contacté la Confédération générale des travailleurs du Liban, l'Association des industriels libanais et le Rassemblement de dirigeants et chefs d'entreprise libanais pour obtenir des informations sur les salaires et les éventuels écarts de salaire entre hommes et femmes. **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour recueillir et analyser de telles données dans les différents secteurs d'activité économique, y compris le secteur public, et pour les différentes catégories professionnelles, et de les communiquer. La commission demande également au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour remédier aux écarts de rémunération entre hommes et femmes, y compris des mesures de sensibilisation au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale auprès des employeurs, des travailleurs et de leurs organisations, et de fournir des informations sur toute action entreprise en ce sens et sur les éventuels obstacles rencontrés.**

Article 2. Législation. Depuis plusieurs années, la commission demande au gouvernement de veiller à ce que le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale soit pleinement consacré par la législation. Le gouvernement indique dans son rapport que les commentaires de la commission seront transmis à la commission chargée de l'examen de la législation et des méthodes de travail et que le nouveau projet de Code du travail (art. 14) tient déjà compte des préoccupations examinées par la commission. **Prenant note de ces informations, la commission demande au gouvernement de s'assurer que le projet de Code du travail reflète expressément le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, afin de permettre un large champ de comparaison portant non seulement sur des travaux égaux ou similaires, mais également sur des travaux de nature entièrement différente effectués par des hommes et des femmes. Espérant que le gouvernement pourra faire état de progrès en ce sens dans un proche avenir, elle lui demande de communiquer copie des dispositions pertinentes, dès qu'elles auront été adoptées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1977)

Articles 1 et 2 de la convention. Protection des travailleurs contre la discrimination. Depuis de nombreuses années, la commission prie le gouvernement d'introduire dans le Code du travail, dont la révision est en cours, une définition et une interdiction générale de la discrimination directe et indirecte fondée sur les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession. Le Code du travail actuellement en vigueur ne couvre que la discrimination entre hommes et femmes dans certains aspects de l'emploi (art. 26) et n'offre pas de protection efficace contre toutes les formes de harcèlement sexuel (le harcèlement qui s'apparente à un chantage (*quid pro quo*) et la création d'un environnement de travail hostile). En effet, le seul article du code qui pourrait s'appliquer en cas de harcèlement sexuel est une disposition qui autorise le salarié à quitter son travail sans préavis lorsque «l'employeur ou son représentant commet un délit contre les mœurs sur sa personne» (art. 75(3)). La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle ses commentaires concernant le harcèlement sexuel seront transmis à la commission chargée de l'examen de la législation et des méthodes de travail. La commission rappelle que la mise en œuvre d'une véritable politique nationale d'égalité visant à éliminer toute discrimination dans l'emploi et la profession suppose l'adoption d'un éventail de mesures spécifiques qui combine généralement mesures législatives et administratives, conventions collectives, politiques publiques, mesures positives, mécanismes de règlement des différends, mécanismes de contrôle, organismes spécialisés, programmes pratiques et activités de sensibilisation (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 848). **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le futur Code du travail contienne des dispositions définissant et interdisant la discrimination directe et indirecte fondée, au minimum, sur l'ensemble des motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, ainsi que le harcèlement sexuel sous toutes ses formes. Le gouvernement est prié de fournir des informations détaillées sur tout progrès réalisé en vue d'adopter le projet de Code du travail. La commission demande également au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour assurer, dans la pratique, la protection des travailleurs contre la discrimination fondée sur la race, la**

couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale et contre le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession, notamment des mesures visant à sensibiliser les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives à ces questions, ainsi que des mesures destinées à former les inspecteurs du travail et renforcer leur action en la matière.

Travailleurs domestiques étrangers. Discrimination multiple. Depuis plusieurs années, la commission examine les mesures prises par le gouvernement pour remédier à l'absence de protection légale des travailleurs domestiques, qui sont en majorité des femmes étrangères, dans la mesure où ces travailleuses sont exclues du champ d'application du Code du travail, et sont particulièrement exposées à la discrimination fondée sur le sexe et d'autres motifs comme la race, la couleur ou l'origine ethnique. La commission note qu'un guide pratique sur les droits et devoirs des travailleurs domestiques migrants au Liban a été publié en 2012 par le ministère du Travail, en collaboration avec le BIT, et qu'il est accessible sur Internet. Toutefois, se référant à son observation de 2013 sur la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, la commission note que la situation des travailleuses domestiques migrantes, telle qu'elle est décrite par la Confédération syndicale internationale (CSI), est particulièrement difficile, notamment en raison du fait qu'elles sont liées à un employeur spécifique en vertu du système de parrainage qui les place dans une situation de vulnérabilité accrue. La commission prend également note de l'étude sur l'accès à la justice des travailleurs domestiques migrants au Liban qui a été réalisée conjointement par le BIT et Caritas Migrant Liban en 2014. Cette étude conclut notamment que la prise en compte des travailleurs domestiques par le droit du travail est essentielle pour éliminer les «zones grises» dans lesquelles de nombreuses violations de leurs droits demeurent impunies et pour fournir aux magistrats un cadre juridique complet, et recommande, entre autres, d'améliorer la législation et la protection juridique des travailleurs domestiques migrants, de renforcer les capacités des acteurs clés, notamment les organisations de travailleurs, et de développer des mécanismes de prévention. La commission observe que, dans son rapport, le gouvernement se réfère à l'existence d'un projet de loi concernant l'emploi des travailleurs domestiques, comme il le fait depuis déjà un certain temps, sans en préciser ni le contenu actuel ni le calendrier en vue de son examen et de son adoption. La commission voudrait à nouveau souligner que ce projet de loi est l'occasion d'améliorer efficacement la protection des travailleurs domestiques migrants contre toute forme de discrimination fondée sur les motifs énumérés par la convention, y compris le harcèlement sexuel, et de réglementer leurs conditions de travail au moyen d'un texte spécifique établissant leurs droits et devoirs ainsi que ceux des employeurs. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec les partenaires sociaux, pour que soit assurée aux travailleurs domestiques migrants une véritable protection, en droit et dans la pratique, contre la discrimination directe et indirecte fondée sur l'ensemble des motifs énumérés par la convention et dans tous les aspects de leur emploi. La commission prie également le gouvernement de prendre des mesures pour que soit adopté, dans un proche avenir, le projet de loi concernant l'emploi des travailleurs domestiques et de fournir des informations sur tout progrès réalisé en ce sens.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Malaisie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1997)

Articles 1 et 2 de la convention. Application en droit et dans la pratique. La commission fait observer depuis plusieurs années que la Constitution, la loi sur l'emploi et la loi de 2011 sur le Conseil consultatif national des salaires ne reflètent pas pleinement le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Elle note que le gouvernement réaffirme une fois de plus, dans son rapport, que le principe établi par la convention est inscrit dans l'article 8 de la Constitution, dans la loi de 2011 sur le Conseil consultatif national des salaires et dans les autres instruments pertinents de la législation du travail. En outre, il réitère que les taux de rémunération sont déterminés par le jeu des forces du marché, de la législation concernant le salaire minimum et de la négociation collective, et que les organisations d'employeurs et de travailleurs veillent à ce qu'il soit donné effet au principe établi par la convention. De plus, d'après les informations qu'il a communiquées, les contrôles effectués périodiquement sur les lieux de travail tendent simplement à assurer qu'hommes et femmes sont rémunérés de manière égale «pour un même travail». Cependant, le gouvernement ne donne aucune information propre à démontrer que la législation est interprétée dans un sens qui est conforme à la notion de travail de valeur égale, ou encore que le principe est appliqué, y compris dans le contexte de la négociation collective. La commission note également que, d'après le rapport de l'Enquête sur les salaires et traitements de 2013 (Département des statistiques, Malaisie, août 2014), l'écart salarial entre hommes et femmes persiste dans certaines professions, où il atteint un taux de 30, voire de 40 pour cent. Au niveau de la branche d'activité, l'écart salarial entre hommes et femmes atteint 36,5 pour cent par exemple dans l'immobilier, 30,1 pour cent dans l'hôtellerie et la restauration, et 25,3 pour cent dans les industries manufacturières.

La commission rappelle à nouveau que la notion de «travail de valeur égale» visée par la convention permet un champ de comparaison particulièrement large; cette notion va en effet au-delà de la notion de l'égalité de rémunération pour un travail «égal», pour un «même» travail ou pour un travail «similaire» car elle englobe les travaux qui, tout en

étant de nature entièrement différente, sont néanmoins de valeur égale (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 673). Elle rappelle également que le fait que le salaire soit fixé d'un commun accord entre le travailleur et l'employeur ne saurait en aucun cas exclure l'éventualité d'une discrimination salariale. Elle souligne en outre que la notion de «valeur» visée par la convention signifie qu'un facteur autre que les forces du marché doit intervenir pour assurer l'application du principe établi par la convention, car les forces du marché sont en elles-mêmes empreintes de distorsions sexistes (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 674). Dans un contexte caractérisé à la fois par la persistance de l'écart de rémunération entre hommes et femmes et d'une ségrégation professionnelle entre hommes et femmes et par la persistance d'un malentendu sur la signification des dispositions de la convention, de leur portée et de leur application dans la pratique, la commission considère que la consécration pleine et entière par la loi du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale revêt une importance capitale pour assurer l'application effective de la convention. **La commission demande en conséquence au gouvernement de prendre des mesures spécifiques, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, en vue de:**

- i) **revoir la législation afin d'y intégrer expressément le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, en tenant compte du fait qu'une telle égalité doit s'étendre à tous les éléments de la rémunération visés à l'article 1 a) de la convention;**
- ii) **prendre des mesures pour renforcer les capacités des magistrats, des inspecteurs du travail et des autres autorités publiques compétentes, afin de mieux identifier et traiter les problèmes d'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale;**
- iii) **prendre des mesures appropriées pour sensibiliser les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives ainsi que le public d'une manière générale à la notion de «travail de valeur égale» et au principe établi par la convention; et**
- iv) **fournir des informations sur toute mesure prise à cet égard et sur les résultats obtenus, y compris les conventions collectives donnant effet au principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale.**

La commission soulève par ailleurs d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Malawi

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1965)

Article 2 de la convention. Application du principe dans la fonction publique. Depuis 2005, la commission soulève des questions relatives aux désignations masculines et féminines utilisées dans la structure hiérarchique et la structure des salaires de la fonction publique. La commission note, selon l'indication du gouvernement, que la structure hiérarchique est définie par le Département de la gestion et du développement des ressources humaines et que les emplois ne sont pas désignés en fonction du genre. Cependant, la commission note qu'aucune information n'est communiquée sur les modalités d'établissement de cette structure. **La commission demande à nouveau au gouvernement de communiquer des informations décrivant les différents niveaux de structure hiérarchique et de structure des salaires dans la fonction publique, tels que définis par le Département de la gestion et du développement des ressources humaines et d'indiquer, en particulier, comment il veille à ce que cette structure soit exempte de discrimination fondée sur le sexe et à ce que le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale soit appliqué aux fonctionnaires.**

Dans ses précédents commentaires, la commission avait fait part de sa préoccupation quant au fait que la ségrégation professionnelle selon le sexe dans la fonction publique pourrait entraîner des écarts de rémunération entre hommes et femmes, et avait pris note de la faible proportion de femmes occupant des postes de direction. A cet égard, elle avait noté que le gouvernement indiquait que des mesures étaient prises pour maintenir les femmes dans la fonction publique et promouvoir leur emploi à long terme, et qu'une étude sur les femmes dans la fonction publique était en cours de réalisation, dans l'optique de l'élaboration d'une charte sur la problématique de genre. La commission note que, selon les indications du gouvernement, un audit sur les disparités salariales entre hommes et femmes dans les postes d'encadrement de la fonction publique est en cours, et que la Politique nationale sur l'égalité de genre et le Programme pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes ont pour objectif d'éliminer les inégalités entre hommes et femmes dans les secteurs public et privé. **La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur les résultats de l'audit sur les disparités salariales entre hommes et femmes dans les postes d'encadrement de la fonction publique, et sur les mesures prises pour y donner suite. La commission demande également au gouvernement d'indiquer toute mesure spécifique prise ou envisagée dans le cadre de la charte sur la problématique de genre, la Politique nationale sur l'égalité de genre et le Programme pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes pour assurer aux femmes un accès plus large à des postes plus élevés et mieux rémunérés, et s'assurer que les hommes et les femmes reçoivent une rémunération égale pour un travail de valeur égale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1965)

Article 2 de la convention. Evolution de la législation. La commission prend note avec **intérêt** de l'adoption de la loi de 2013 sur l'égalité de genre, qui vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'égalité de chances entre hommes et femmes dans toutes les fonctions de la société, à sensibiliser le public à l'égalité entre hommes et femmes, et à interdire la discrimination directe et indirecte fondée sur le sexe, les pratiques préjudiciables (pratiques sociales, culturelles ou religieuses néfastes), et le harcèlement sexuel, avec les voies de recours associées. La commission note également que la loi prévoit des quotas visant à l'égalité entre hommes et femmes dans l'emploi de la fonction publique, à l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation, impose la mise en œuvre de programmes visant à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie, et confère à la Commission des droits de l'homme la responsabilité de faire appliquer cette loi. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour faire appliquer la loi de 2013 sur l'égalité de genre, et sur leur effet dans la pratique, en particulier concernant les quotas visant à l'égalité entre hommes et femmes dans l'emploi de la fonction publique, l'éducation et la formation, et concernant la promotion de l'égalité et la non-discrimination entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession. Prière de communiquer également des informations sur tout obstacle à la mise en œuvre de cette loi, notamment en matière d'interprétation législative. La commission prie aussi le gouvernement de communiquer des informations sur le nombre et la nature des infractions traitées par la Commission des droits de l'homme.**

Accès à l'éducation et à la formation professionnelle. Depuis plusieurs années, la commission demande des informations sur les mesures prises pour éliminer, à tous les niveaux, les inégalités dont sont victimes les femmes en matière d'éducation. A cet égard, la commission note, selon l'indication du gouvernement, que la question des inégalités entre hommes et femmes dans la formation professionnelle est couverte par la Politique nationale de genre. La commission note également que l'article 16 de la loi de 2013 sur l'égalité de genre impose au gouvernement de prendre des mesures pour que 40 pour cent des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur soient des hommes ou des femmes. En outre, en vertu de l'article 14(1) de la loi, toute personne peut «accéder à l'éducation et à la formation, y compris l'orientation professionnelle à tous les niveaux». La loi impose également au gouvernement de prendre des mesures pour que les établissements d'enseignement offrent aux filles et aux garçons, aux femmes et aux hommes, les mêmes chances d'accès. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations précises sur les mesures prises pour que le quota en matière d'inscription prévu à l'article 16 de la loi sur l'égalité de genre soit respecté, et sur l'effet de ces mesures en ce qui concerne la participation des femmes au marché du travail, notamment à des postes traditionnellement réservés aux hommes et à des postes de haut niveau. La commission prie également le gouvernement d'indiquer toutes mesures concrètes prises, dans le cadre de la Politique nationale de genre, pour garantir l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation et pour encourager l'inscription des filles et des garçons, des femmes et des hommes à des cursus éducatifs et de formation professionnelle diversifiés, y compris dans des domaines non traditionnels.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mauritanie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) reçues le 31 août 2014 et de la réponse du gouvernement reçue le 13 octobre 2014.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 98^e session, juin 2009)

Article 2 de la convention. Application du principe. Législation et conventions collectives. La commission prend note de la discussion qui a eu lieu en juin 2009 au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence et des conclusions de la Commission de la Conférence. Elle note en particulier que la Commission de la Conférence a instamment prié le gouvernement de modifier le Code du travail et la loi n° 93-09 du 18 janvier 1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat afin de donner pleinement expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, dans les secteurs privé et public. Dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a en outre instamment prié le gouvernement d'examiner les causes de l'écart très important qui existe dans le pays entre la rémunération des hommes et celle des femmes et de prendre les mesures nécessaires, notamment en offrant un plus large éventail de possibilités de formation et d'enseignement, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, afin de réduire cet écart, y compris dans l'économie informelle, et d'accroître les chances des femmes d'accéder à une gamme plus large d'emplois et de professions, notamment à des postes mieux rémunérés. Enfin, la Commission de la Conférence a souligné

l'importance de rétablir le dialogue social dans le pays entre les organisations de travailleurs et d'employeurs pour donner effet à la convention.

Dans sa précédente observation, la commission avait pris note des observations formulées en 2008 par la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM) qui soulignaient la marginalisation des femmes en Mauritanie et indiquaient que leur salaire était inférieur à celui des hommes de 60 pour cent en moyenne. La commission note que le gouvernement indique que la révision du Code du travail est en cours et que les préoccupations de la commission seront prises en considération dans ce contexte. Le gouvernement fait également part de sa décision de mettre en place un cadre permanent de concertation et de dialogue social et de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la compréhension du principe posé par la convention par les partenaires sociaux de façon à ce que le principe de la convention soit pleinement reflété dans les conventions collectives. A cet égard, la commission note que le gouvernement sollicite l'assistance technique du Bureau pour former les partenaires sociaux au principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale.

Tout en prenant note des engagements du gouvernement et de sa demande d'assistance technique, la commission demande instamment au gouvernement de prendre dans un proche avenir les mesures nécessaires, en collaboration avec les partenaires sociaux, pour modifier le Code du travail et la loi n° 93-09 du 18 janvier 1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat de manière à ce que ces lois reflètent le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, principe qui va au-delà du principe de «salaire égal pour un travail égal». La commission prie le gouvernement de donner des indications précises sur l'état d'avancement des travaux législatifs en ce sens. Elle lui demande également de préciser si une révision de l'article 37 de la convention collective générale du travail du 13 février 1974, qui limite également l'égalité de rémunération à un travail égal, est envisagée par les partenaires sociaux.

Application de la convention dans la pratique. Notant que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information sur ce point et, se référant aux conclusions de la Commission de la Conférence à cet égard, la commission prie le gouvernement d'entreprendre l'examen des causes de l'écart de rémunération entre hommes et femmes afin de mettre au point les mesures nécessaires pour y remédier.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1963)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) dans une communication reçue le 29 août 2013. La CLTM affirme que la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'origine est une pratique courante dans le pays. Selon l'organisation, les anciens esclaves, qui constituent 50 pour cent de la population, sont exclus, marginalisés et privés d'emploi décent, d'accès à la fonction publique et aux hautes fonctions politiques, administratives et militaires. La CLTM affirme également que les anciens esclaves sont privés des services de base (écoles, santé et eau) et exclus des activités économiques génératrices de revenus. Elle réfute les allégations du gouvernement, auxquelles la commission se réfère dans son observation, selon lesquelles, dans le cadre du Programme d'éradication des séquelles de l'esclavage (PESE), les anciens esclaves auraient bénéficié d'opportunités d'emploi et d'activités de commerce. Selon la CLTM, tous les bénéficiaires du PESE appartiennent à la communauté arabe. Affirmant qu'aucune stratégie de lutte contre l'esclavage n'existe dans le pays, la CLTM souligne également que l'Agence nationale de lutte contre l'esclavage, de l'insertion et de lutte contre la pauvreté, créée au début de l'année 2013, n'a ni programme ni moyens ni stratégie. Enfin, l'organisation affirme que d'anciens cadres et fonctionnaires mauritaniens noirs n'arrivent toujours pas à recouvrer leurs droits suite à leur expulsion en 1989-90 en raison de discriminations raciales. La commission prend également note des observations de la CLTM et de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM) formulées sur l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930. *La commission prie le gouvernement de communiquer tout commentaire au sujet de ces observations.*

Article 1 de la convention. Discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance nationale ou l'origine sociale. S'agissant des pratiques discriminatoires dans l'emploi et la profession dont sont victimes les esclaves, les anciens esclaves ou les descendants d'esclaves, comme précédemment soulevé par la CLTM, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur la mise en œuvre du PESE. Elle note en particulier que le PESE a réalisé plus de 1 000 activités, telles que la création de commerces, qui ont bénéficié à 93 000 personnes dans les villages cibles, et que 45 000 opportunités d'emplois occasionnels ont été créées. La commission note également que, dans son rapport publié en 2010, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, mentionne l'existence d'un programme lancé en 2008 par le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle en vue de fournir des microcrédits aux anciens esclaves pour qu'ils puissent créer de petites entreprises (A/HRC/15/20/Add.2, 24 août 2010, paragr. 77). Ce rapport indique toutefois que d'anciens esclaves retombent en esclavage en raison de la discrimination, du manque d'éducation ou de formation professionnelle et du manque de moyens de trouver un autre mode de subsistance, ou sont relégués dans certains emplois manuels ou de service dans les zones urbaines (A/HRC/15/20/Add.2, paragr. 36 et 51). S'agissant de la question de la persistance de l'esclavage et de pratiques assimilables à des l'esclavage, la commission attire l'attention du gouvernement sur son observation de 2010 sur l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, dans laquelle elle a souligné l'importance d'une stratégie globale de lutte contre l'esclavage et ses séquelles. La commission considère que, dans le cadre de la stratégie

globale, il est important de prendre des mesures pour lutter contre les pratiques discriminatoires, en particulier celles qui aboutissent à ce que les anciens esclaves retombent en esclavage. *La commission prie le gouvernement de prendre des mesures, notamment dans le cadre de la stratégie globale, pour lutter contre l'esclavage et la discrimination, notamment la discrimination fondée sur l'origine sociale, et contre la stigmatisation à laquelle certaines parties de la population sont confrontées, en particulier les anciens esclaves et les descendants d'esclaves. La commission demande que le gouvernement fournisse des informations sur l'impact de ces mesures et des mesures prises pour améliorer l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle, à l'emploi et aux différentes professions de ces personnes. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations détaillées sur toutes mesures d'éducation et de sensibilisation à l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession prises afin de lutter contre les préjugés fondés sur la race, la couleur, l'ascendance nationale ou l'origine sociale et promouvoir la tolérance auprès des travailleurs, des employeurs, de leurs organisations respectives et du public en général.*

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

En ce qui concerne la situation des travailleurs mauritaniens noirs d'origine sénégalaise qui ont subi, en ce qui concerne leur emploi, les conséquences du conflit avec le Sénégal en 1989, la commission poursuit l'examen des suites données par le gouvernement aux recommandations adoptées en 1991 par le Conseil d'administration suite à une réclamation présentée par la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS) au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT. A cet égard, la commission avait pris note dans son précédent commentaire de la conclusion, le 12 novembre 2007, d'un accord entre le gouvernement mauritanien, le gouvernement sénégalais et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur le rapatriement volontaire des réfugiés mauritaniens au Sénégal. Dans son rapport, le gouvernement indique que des programmes d'activités génératrices de revenus, liés notamment à l'élevage, à la création de commerces et au développement de coopératives, ont été mis en œuvre au profit des familles rapatriées. Il affirme également que l'opération de recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat victimes des événements de 1989, qui a été lancée en 2010, leur permettra de recouvrer leurs droits et de les associer en tant que Mauritaniens à part entière au processus de développement du pays. *Prenant note de ces indications, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de victimes des événements de 1989 identifiées dans le cadre du recensement en cours et sur les suites données à cette procédure, en particulier sur les mesures prises pour:*

- i) réintégrer les personnes concernées dans l'emploi public ou les indemniser ainsi que leurs ayants droit;*
- ii) améliorer leurs chances de formation et d'emploi dans le secteur privé; et*
- iii) mettre en œuvre l'accord de 2007, notamment par le biais de l'Agence nationale d'insertion des réfugiés, en matière d'emploi et de profession.*

La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise pour prévenir la discrimination à leur encontre dans l'emploi et la profession, notamment lors du recrutement.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République de Moldova

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1996)

Evolution de la législation. La commission note avec *satisfaction* que la «couleur de peau» et l'«infection par le VIH/sida» ont été ajoutées à la liste des motifs de discrimination interdits énumérés à l'article 8 du Code du travail modifié, suite à l'entrée en vigueur de la loi n° 168 du 9 juillet 2010. Elle note également que l'article 10(2)(f1), (f2) et (f4) du Code du travail impose aux employeurs l'obligation d'assurer l'égalité de chances et de traitement de tous les salariés sans discrimination, d'appliquer les mêmes critères pour évaluer le travail de leurs salariés et d'assurer des conditions égales aux hommes et aux femmes en ce qui concerne le travail et les obligations familiales. En outre, la commission prend note avec *intérêt* de l'adoption de la loi n° 121 du 25 mai 2012 pour l'égalité qui vise à prévenir et combattre la discrimination en assurant l'égalité entre toutes les personnes dans le pays, sans considération de race, de couleur, de nationalité, d'origine ethnique, de langue, de religion ou croyance, de sexe, d'âge, de handicap, d'opinion, d'appartenance politique ou de tout autre critère similaire (art. 1(1)). La loi définit et interdit toute discrimination directe et indirecte (art. 2), de même que les pires formes de discrimination, notion qui inclut la discrimination fondée sur deux ou plusieurs critères visés par la loi (art. 4). L'article 7 de la loi interdit spécifiquement la discrimination dans l'emploi fondée sur l'un des critères susmentionnés et il introduit le critère supplémentaire de l'orientation sexuelle. La loi instaure en outre un conseil chargé de la prévention et de la lutte contre la discrimination et de la promotion de l'égalité, qui a la responsabilité d'examiner les plaintes pour discrimination et de formuler des recommandations. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique des articles 8 et 10(2) du Code du travail et de la loi pour l'égalité, notamment sur le nombre des plaintes reçues et l'issue de ces plaintes.*

Harcèlement sexuel. La commission note avec **intérêt** que l'article 1 du Code du travail modifié définit désormais le harcèlement sexuel comme «toute forme de comportement physique, verbal ou non verbal à connotation sexuelle qui porte atteinte à la dignité humaine ou crée un climat déplaisant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant». De plus, la loi n° 168 du 9 juillet 2010 a introduit à l'article 173 du Code pénal la notion de harcèlement sexuel en tant qu'infraction pénale définie comme «la manifestation d'un comportement physique, verbal ou non verbal qui porte atteinte à la dignité ou crée un climat déplaisant, hostile, dégradant et humiliant dans le but de forcer quelqu'un à une relation sexuelle ou des actes sexuels sous la menace, la contrainte ou le chantage». La commission note, à la différence du Code pénal, que le Code du travail ne retient pas la notion d'intention, de la part du harceleur, de contraindre autrui à des relations sexuelles et, de ce fait, retient une définition plus large du harcèlement sexuel. La commission accueille favorablement les nouvelles obligations liées au harcèlement sexuel faites à l'employeur en vertu de l'article 10(2), (f3) et (f5) du Code du travail, notamment l'obligation d'adopter des mesures préventives, y compris des mesures contre les représailles auxquelles pourraient être exposées les personnes portant plainte pour discrimination, ainsi que l'obligation d'élaborer un règlement intérieur interdisant expressément la discrimination, y compris le harcèlement sexuel. La commission note également que l'article 199(1)(b) a également été modifié et qu'il prévoit que les règlements intérieurs doivent comporter des dispositions pour éliminer le harcèlement sexuel. La commission constate en outre que, à la différence du Code pénal, le Code du travail ne prévoit pas de sanctions spécifiques pour harcèlement sexuel. A cet égard, elle relève que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes regrette l'absence de mesures d'application propres à donner effet aux lois contre le harcèlement sexuel (CEDAW/C/MDA/CO/4-5, 29 octobre 2013, paragr. 29). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique de l'article 173 du Code pénal et de l'article 10 du Code du travail, notamment sur les mesures prises par les employeurs pour prévenir le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession et sur les moyens par lesquels les obligations de cette nature échéant aux employeurs sont mises en œuvre, ainsi que sur les voies de recours ouvertes aux victimes de harcèlement sexuel en vertu du Code du travail ou de tout autre instrument de droit civil pertinent. Prière aussi de fournir des informations sur les mesures prises en vertu du Code pénal et du Code du travail afin de sensibiliser les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives au problème du harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mongolie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1969)

Articles 1 et 2 de la convention. Travail de valeur égale. La commission rappelle que l'article 49(2) du Code du travail et les articles 11(2) et 11(3) et (4) de la loi de promotion de l'égalité de genre ne se réfèrent qu'au «travail égal» et ne donnent pas pleinement expression à la notion de «travail de valeur égale», visée dans la convention. Notant qu'un projet de nouvelle loi du travail est actuellement en cours d'élaboration, la commission souligne l'importance qui s'attache à veiller à ce que la législation affirme le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, notion qui va au-delà de l'égalité de rémunération pour un travail «égal», pour le «même» travail ou pour un travail «similaire». Elle rappelle également que la convention donne de la «rémunération» une définition très large, qui inclut non seulement «le salaire ou traitement ordinaire, de base ou minimum», mais encore «tous autres avantages, payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier» (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 673 et 686). **La commission demande au gouvernement de veiller à ce que la nouvelle loi donne pleinement expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, et ce non seulement en ce qui concerne le salaire ou traitement ordinaire, mais aussi en ce qui concerne tous les autres avantages prévus à l'article 1 a) et b) de la convention. La commission demande au gouvernement de communiquer le texte de la loi lorsqu'elle aura été adoptée et elle attire son attention sur la possibilité qui lui est offerte de faire appel à l'assistance technique du BIT pour la mise en œuvre de la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1969)

Article 1 de la convention. Evolution de la législation. La commission note que le projet de nouvelle loi sur le travail est en cours d'élaboration et qu'il couvre de nombreux points soulevés par la commission, notamment l'exclusion des femmes de certaines professions, les restrictions liées aux conditions inhérentes à un emploi déterminé, la protection des travailleurs ayant des responsabilités familiales et la protection contre le harcèlement sexuel. **La commission espère que la nouvelle loi sur le travail sera bientôt adoptée, qu'elle tiendra compte des commentaires de la commission et qu'elle sera conforme à la convention.**

Exclusion des femmes de certaines professions. La commission rappelle ses précédents commentaires concernant l'exclusion des femmes de nombreuses professions en vertu de l'article 101.1 de la loi de 1999 sur le travail et de l'arrêté n° A/204 de 1999. A cet égard, la commission note, selon l'indication du gouvernement, que l'arrêté n° A/204 de 1999 a été annulé par l'arrêté n° 107 de 2008 et que le ministère du Travail et de la Protection sociale a décidé, à la suite de plusieurs études visant à renouveler la liste des travaux interdits, qu'il n'était pas nécessaire de renouveler cette liste ni d'adopter une liste des travaux interdits aux femmes. Le gouvernement indique également que le projet de nouvelle loi sur le travail limite à la protection de la maternité l'exclusion des femmes de certaines professions. **La commission prie le gouvernement de veiller à ce que la nouvelle loi sur le travail limite strictement les mesures concernant l'exclusion des femmes de certaines professions à celles visant à protéger la maternité.**

Conditions inhérentes à un emploi déterminé. Dans ses précédents commentaires, la commission s'était référée à l'article 6.5.6 de la loi de 2011 sur la promotion de l'égalité de genre qui permet de recruter une personne d'un sexe donné «en fonction de la nature du lieu de travail, par exemple une école maternelle». La commission avait également noté que la portée de ces dispositions semblait trop large, car elle permettait des distinctions fondées sur le sexe, par exemple «la fourniture de services de santé, d'éducation et autre répondant spécifiquement aux besoins distincts des hommes et des femmes» (art. 6.5.1) et l'affectation à des «lieux de travail spécifiques» (art. 6.5.2). La commission note que la définition des conditions inhérentes à un emploi déterminé dans le projet de nouvelle loi sur le travail ne fait plus mention des restrictions prévues par la loi sur la promotion de l'égalité de genre. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que toute restriction à la protection contre la discrimination en matière de recrutement soit strictement liée aux conditions inhérentes à un emploi particulier, conformément à l'article 1, paragraphe 2, de la convention. La commission prie aussi le gouvernement de réviser les articles 6.5.1, 6.5.2 et 6.5.6 de la loi sur la promotion de l'égalité de genre afin de garantir que ces dispositions ne reviennent pas dans la pratique à empêcher les hommes ou les femmes de bénéficier de l'égalité de chances et de traitement dans leur emploi.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Niger

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1962)

Article 1 de la convention. Evolution de la législation. La commission prend note avec **intérêt** de l'adoption de la loi n° 2012-045 du 25 septembre 2012 portant Code du travail. Elle note en particulier que le nouveau Code du travail a élargi la liste des motifs de discrimination interdits en y ajoutant le VIH/sida ainsi que la drépanocytose (art. 5) et qu'il contient des dispositions en faveur des personnes handicapées (quota d'embauche de 5 pour cent – art. 10 – et adaptation des emplois et conditions d'emploi – art. 46). La commission note également que les sanctions à l'encontre d'auteurs de discrimination ont été considérablement alourdies (art. 338 à 341) et que le nouveau Code du travail interdit expressément certaines formes de harcèlement sexuel (art. 45). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'adoption de tout texte d'application du Code du travail concernant l'égalité et la non-discrimination ainsi que sur les mesures prises pour faire connaître les dispositions du nouveau Code du travail aux travailleurs, employeurs et à leurs organisations respectives.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Nigéria

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2002)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi dans les forces de police. La commission avait précédemment noté que les articles 118 à 128 du Règlement sur la police nigériane prévoyant des conditions spéciales en matière de recrutement et de conditions de service applicables aux femmes sont discriminatoires en raison du sexe et sont donc incompatibles avec la convention. En conséquence, la commission avait demandé instamment au gouvernement de mettre la législation en conformité avec la convention. La commission avait noté que les critères et les dispositions concernant la grossesse et la situation matrimoniale prévus par les articles 118, 124 et 127 constituent une discrimination directe, et que les articles 121, 122 et 123 semblent aller au-delà de ce qui est autorisé par l'article 1, paragraphe 2, de la convention. Elle avait noté que des dispositions légales fixant une même condition de taille pour les hommes et pour les femmes sont susceptibles de constituer une discrimination indirecte envers les femmes. La commission rappelle que les femmes doivent avoir le droit de choisir librement un emploi ou une profession, et souligne que les exclusions ou préférences vis-à-vis d'un emploi particulier dans le contexte de l'article 1, paragraphe 2, de la convention doivent être définies objectivement en dehors de tout stéréotype ou préjugé négatif sur les rôles des hommes et des femmes (voir l'étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012,

paragr. 788). *Rappelant que tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit, conformément à l'article 3 c), abroger toutes dispositions législatives qui sont contraires à l'égalité de chances et de traitement, la commission demande à nouveau instamment au gouvernement de mettre la législation en conformité avec la convention et d'indiquer les mesures prises à cette fin. La commission veut croire que le gouvernement, en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, prendra les mesures nécessaires pour assurer l'égalité de chances et de traitement à l'égard des femmes dans les forces de police.*

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Nouvelle-Zélande

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1983)

La commission prend note des observations du Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU) et de Business Nouvelle-Zélande (Business NZ) présentées par le gouvernement dans son rapport.

Article 1 de la convention. Travail de valeur égale. Depuis de nombreuses années, la commission souligne que la loi de 2000 sur les relations d'emploi (ERA), la loi de 1993 sur les droits de l'homme (HRA) et la loi de 1972 sur l'égalité des salaires (EPA) limitent le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes à un travail identique ou très similaire. A cet égard, elle avait précédemment noté l'absence d'information de la part du gouvernement indiquant que la législation concernant l'égalité de rémunération est actuellement interprétée comme appliquant la notion plus générale de «travail de valeur égale» visée par la convention. La commission prend note du jugement de la Cour d'appel de Nouvelle-Zélande dans *Terranova Homes & Care Ltd c. Syndicat des travailleurs des services et de l'alimentation Nga Ringa Tota Inc.* (CA631/2013 [2014] NZCA 516 du 28 octobre 2014), qui a confirmé une décision du tribunal de l'emploi dans l'affaire *Syndicat des travailleurs des services et de l'alimentation Nga Ringa Tota Inc. et Bartlett c. Terranova Homes & Care Ltd* [2013] (*Bartlett*) relative à des questions préliminaires de droit concernant l'interprétation de l'article 3(1)(b) de l'EPA (travail exclusivement ou majoritairement exercé par des salariées). La commission note que la cour d'appel, se basant sur la référence à deux catégories selon l'article 3(1), sur l'objet même de l'EPA et sur sa définition de l'égalité salariale, est parvenue à la conclusion selon laquelle la loi ne se limite pas à prévoir une égalité salariale pour un travail identique ou similaire. La cour a estimé que, pour comparer un travail exclusivement ou majoritairement exercé par des femmes, il peut s'avérer pertinent d'examiner les justificatifs de salaires payés par d'autres employeurs dans d'autres secteurs. La cour a également considéré que l'on devait prendre en compte toute preuve de sous-évaluation systémique du travail en question. La commission note que le tribunal de l'emploi, avant de procéder aux auditions sur le fond de l'affaire *Bartlett*, peut se voir demander d'énoncer des principes, sur la base de l'article 9 de l'EPA, relatifs aux comparateurs appropriés ou à des directives quant à la façon de présenter des justificatifs pour d'autres groupes de comparaison ou de questions liées à la sous-évaluation systémique. La commission note que Business NZ se déclare préoccupé par l'impact des auditions sur le fond de l'affaire devant le tribunal de l'emploi et par le fait que la prise en compte de l'affaire par le NZCTU et le gouvernement risque de constituer un important précédent pour les industries dans lesquelles les femmes sont majoritaires. *Notant que cette affaire pourrait avoir des effets particulièrement importants pour les secteurs et professions dans lesquels les femmes sont majoritaires, la commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'issue des auditions sur le fond par le tribunal de l'emploi dans l'affaire Bartlett et sur toute déclaration de principe en application de l'article 9 de l'EPA. Elle lui demande de continuer à fournir des informations sur toute autre décision judiciaire ou administrative en relation avec le principe de la convention. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur la façon dont il est assuré que, pour l'application de la loi de 2000 sur les relations d'emploi et de la loi de 1993 sur les droits de l'homme, la notion plus large de travail d'une valeur égale, telle que consacrée par la convention, est prise en compte.*

Ségrégation professionnelle. La commission note que le NZCTU attire l'attention sur la nécessité de promouvoir l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale dans des secteurs de l'économie tels que le secteur des soins aux personnes âgées, dans lequel un grand nombre de femmes accomplissent un travail intensif et qualifié pour de bas salaires. La commission note que le rapport de mai 2012 de la Commission des droits de l'homme de la Nouvelle-Zélande, intitulé *Caring Counts*, souligne la persistance et l'ampleur de la sous-évaluation et de la sous-rémunération de milliers de femmes qui travaillent dans le secteur des soins à domicile aux personnes âgées, en raison du fait que ce type de travail est considéré comme un travail féminin et est traditionnellement non payé. Le gouvernement indique à cet égard que le programme 2013 du ministère des Affaires féminines est axé sur l'indépendance économique des femmes faiblement qualifiées et à faible revenu et sur l'accroissement du nombre de femmes dans des emplois non traditionnels, afin de remédier à la concentration des femmes dans les professions les moins bien payées, en particulier les femmes maories et des îles du Pacifique, qui risquent davantage que les autres d'être employées à des postes à faible qualification et faible

rémunération. La commission prend note des observations de Business NZ selon lesquelles le choix personnel, en matière de carrière, est un facteur qui contribue à l'écart de rémunération entre hommes et femmes. **La commission demande au gouvernement d'indiquer les mesures prises, y compris par le ministère des Affaires féminines, pour remédier à la sous-évaluation du travail exercé par les femmes dans le secteur des soins, y compris les mesures de suivi prises dans le contexte du rapport «Caring Counts», ainsi que dans les autres secteurs qui emploient majoritairement des femmes, notamment ceux de l'appui spécial à l'éducation et du travail social. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus au moyen des mesures prises pour remédier à la concentration des femmes dans des professions moins bien rémunérées, en particulier les femmes maories et des îles du Pacifique, et pour améliorer l'accès des femmes à un plus large éventail de possibilités d'emploi à tous les niveaux.**

Article 3. Evaluation des emplois dans le secteur privé. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il continuera de mettre à disposition des outils et des ressources en matière d'équité salariale et dans l'emploi, y compris des outils pour les enquêtes et le système d'évaluation équitable des emplois, applicables dans le secteur public et dans le secteur privé. A cet égard, le gouvernement continue aussi d'encourager la participation volontaire des organismes des secteurs public et privé à des projets d'équité de rémunération et dans l'emploi, et il s'assure de la disponibilité des ressources susmentionnées. La commission note que Business NZ réitère ses précédentes observations quant au fait que la valeur à attribuer à un emploi est un concept hautement subjectif, dans la mesure où cette valeur risque de varier en fonction des préjugés de la personne qui procède à l'évaluation. **La commission demande au gouvernement d'indiquer s'il a été procédé à une quelconque évaluation de l'utilisation, par les employeurs des secteurs privé et public, des outils et ressources en matière d'équité de rémunération et dans l'emploi, et de fournir des informations sur toute autre mesure prise pour s'assurer que la valeur des emplois est déterminée objectivement et est exempte de tout préjugé de genre. Elle encourage le gouvernement à entreprendre, en coopération avec les partenaires sociaux, des activités de sensibilisation à la notion de «travail de valeur égale» et à l'importance d'utiliser des systèmes d'évaluation objective des emplois, exempts de distorsion sexiste, et elle lui demande de fournir des informations sur toute mesure prise à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1983)

La commission prend note des observations du Conseil des syndicats de la Nouvelle-Zélande (NZCTU) et de Business Nouvelle-Zélande (Business NZ) présentées par le gouvernement dans son rapport ainsi que de la réponse du gouvernement.

Article 2 de la convention. Accès à l'emploi et à la formation professionnelle. Maoris et populations des îles du Pacifique. La commission note l'engagement constant du gouvernement à améliorer le niveau d'éducation et de compétence ainsi que la situation de l'emploi des Maoris et des populations des îles du Pacifique. Elle note que de nouvelles stratégies d'éducation ont été mises en œuvre pour les Maoris (la «Ka Hikitia-Accelerating Success» 2013-2017) et que le Plan d'action économique pour le Pacifique a été remplacé par le Plan «Pasifika Education» pour 2013-2017, les Services de soutien à l'emploi du Pacifique (PESS) et le Programme de gestion pour les cadres supérieurs du Pacifique. Une aide financière est également apportée à un certain nombre d'instituts, d'universités et de «Wananga» (établissements d'enseignement supérieur maoris) ainsi qu'à des étudiants maoris et des îles du Pacifique, afin d'améliorer leur égalité d'accès à l'enseignement et leurs résultats. Le Bureau des affaires ethniques prend des mesures pour promouvoir la diversité ethnique dans la profession et l'emploi. S'agissant de la Stratégie 2010-2015 pour l'enseignement supérieur, la commission prend note des progrès réalisés entre 2005 et 2012 en ce qui concerne les taux de réussite des étudiants maoris et des îles du Pacifique cinq ans après avoir entamé leur cursus universitaire (pour 2008-2012, ces taux ont été de 49 pour cent pour les Maoris et de 51 pour cent pour les populations des îles du Pacifique contre 42 et 41 pour cent, respectivement, en 2001-2005). Tout en se félicitant de ces mesures, la commission note que la participation des Maoris et des populations des îles du Pacifique à la formation professionnelle industrielle reste faible et qu'elle a même diminué (en 2012, 14,6 pour cent des stagiaires étaient des Maoris et 7 pour cent des membres des populations des îles du Pacifique) et qu'il en est allé de même pour le système d'apprentissage moderne, désormais le système néo-zélandais d'apprentissage (en 2012, 13,8 pour cent du total des apprentis étaient des Maoris et 2,4 pour cent des membres des populations des îles du Pacifique). Selon le NZCTU, les Maoris et les populations des îles du Pacifique restent défavorisés par rapport à la population générale en ce qui concerne les taux de chômage (pour les «Européens», ce taux est de 5 pour cent, pour les Maoris de 12,8 pour cent et pour les membres des populations des îles du Pacifique de 16,3 pour cent) et les salaires (en 2013, les travailleurs d'ascendance européenne «Pakeha» percevaient des gains horaires moyens de 27,08 dollars néo-zélandais, les Maoris 22,45 dollars néo-zélandais et les membres des populations du Pacifique 20,59 dollars néo-zélandais). **La commission prie le gouvernement d'indiquer les résultats obtenus grâce aux différentes mesures visant à améliorer les niveaux d'éducation et de compétence et les possibilités d'emploi pour les hommes et les femmes appartenant aux populations maoris et des îles du Pacifique, en particulier les mesures prises pour accroître les niveaux de participation des Maoris et des membres des populations des îles du Pacifique à la**

formation professionnelle industrielle et au système néo-zélandais d'apprentissage. Elle demande également au gouvernement de redoubler d'efforts pour remédier à la persistance des inégalités, y compris les disparités salariales dont sont victimes les Maoris et les membres des populations des îles du Pacifique, et de fournir des informations sur les progrès accomplis à cet égard. Prière de continuer à fournir des statistiques ventilées par sexe sur les taux de participation et de réussite des Maoris et des membres des populations des îles du Pacifique dans la formation professionnelle et l'éducation et sur leur participation à l'emploi dans les secteurs public et privé.

Accès à l'emploi et à la formation professionnelle. Femmes. La commission note que les taux de participation des femmes aux cours assurés par les organismes de formation professionnelle industrielle, en particulier dans le cadre du système néo-zélandais d'apprentissage, restent faibles (33,2 pour cent et 11,7 pour cent respectivement). Elle prend note des informations fournies par le gouvernement sur les actions engagées par le ministère des Affaires féminines pour augmenter la présence des femmes dans les activités non traditionnelles et sur les initiatives en matière d'éducation et celles dirigées par les milieux économiques, y compris les résultats positifs obtenus par l'Initiative «Women in Power» conduite par l'organisme de formation professionnelle de l'industrie de l'électricité. La commission note aussi que Business NZ souligne que, d'après des travaux de recherche menés par le ministère des Affaires féminines, les jeunes filles, à des âges approximatifs de 13 ou 14 ans, semblent perdre leur intérêt pour la science, la technologie, les activités industrielles et les mathématiques sans que l'on puisse déterminer clairement si cela tient aux partis pris traditionnels quant à l'emploi; des efforts considérables sont cependant déployés pour accroître leur intérêt dans ces matières. La commission note en outre que, d'après le rapport du gouvernement, des travaux de recherche commandés par le ministère des Affaires féminines, qui ont débuté en septembre 2013, ont débouché sur des recommandations visant à ce qu'il soit fait un meilleur usage des compétences féminines dans le cadre des possibilités d'emploi accrues dans l'industrie de la construction après les tremblements de terre de Canterbury. A cet égard, Business NZ considère que la reconstruction de Canterbury offre probablement de bonnes occasions d'intégrer les femmes dans un plus large éventail de carrières professionnelles. Tout en appuyant les initiatives engagées pour offrir aux jeunes femmes des possibilités d'exercer des activités dans lesquelles les hommes sont majoritaires, le NZCTU indique que, dans les secteurs du commerce de détail et de l'hébergement, ce sont les femmes qui ont été les plus touchées par les pertes d'emplois après les tremblements de terre de Canterbury et qu'il faudrait par conséquent accorder toute l'attention nécessaire à leur recyclage et à leur soutien. *Prenant note des actions engagées par le gouvernement pour encourager les femmes à travailler dans des secteurs dans lesquels les hommes sont majoritaires, la commission prie le gouvernement d'indiquer quels ont été les résultats obtenus au moyen de ces mesures, y compris dans le cadre de la reconstruction de Canterbury, pour améliorer les possibilités, pour les femmes, d'accéder à un plus large éventail de carrières professionnelles. La commission demande également au gouvernement de continuer à prendre des mesures pour renforcer la participation des femmes à la formation professionnelle industrielle et au système néo-zélandais d'apprentissage et de fournir des informations, y compris des statistiques ventilées par sexe, sur tout progrès accompli à cet égard.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ouganda

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2005)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Harcèlement sexuel. La commission prend note avec intérêt de l'adoption du règlement de 2012 sur l'emploi (harcèlement sexuel) en application des articles 7 et 97(1) de la loi de 2006 sur l'emploi. Le règlement complète les dispositions relatives au harcèlement sexuel prévues à l'article 7 de la loi et définit clairement ce que recouvrent le harcèlement sexuel et l'intimidation, énonce les éléments à inclure dans la politique relative au harcèlement sexuel, fait une description détaillée de la composition et du fonctionnement des comités d'entreprise sur le harcèlement sexuel, et prévoit l'inclusion de la question du harcèlement sexuel dans les conventions collectives. Le règlement prévoit aussi des dispositions claires interdisant les représailles et la discrimination à l'encontre de ceux qui présentent une plainte, ainsi que des personnes qui sont témoins ou coopèrent dans le cadre d'une enquête. Le gouvernement indique que différentes activités ont été conduites pour diffuser ce nouvel instrument et que d'autres initiatives de sensibilisation seront mises en œuvre par des autorités locales. *La commission demande au gouvernement de continuer à fournir des informations sur la mise en œuvre de l'article 7 de la loi sur l'emploi et du règlement sur l'emploi (harcèlement sexuel) et sur les mesures spécifiques prises, y compris par des organisations de travailleurs et d'employeurs, pour prévenir et lutter contre le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession dans la pratique.*

VIH et sida. La commission prend note de l'adoption de la Politique nationale de 2011 relative au VIH/sida et de la Politique nationale de 2007 sur le VIH/sida et le monde du travail, la mise en œuvre desquelles a récemment fait l'objet d'une formation spéciale dispensée aux juges et aux juristes. La commission note en particulier que la Politique nationale relative au VIH/sida souligne l'importance d'établir des politiques dans ce domaine sur le lieu de travail dans les secteurs public et privé, tant dans l'économie formelle que dans l'économie informelle, et que toutes les formes de discrimination à l'égard des personnes

vivant avec le VIH seront identifiées et traitées par le biais de politiques et de programmes appropriés. En outre, la commission note que la politique portant spécifiquement sur le monde du travail interdit la discrimination dans l'emploi et les mauvais traitements fondés sur le statut VIH réel ou supposé, et prévoit la protection contre la stigmatisation et la discrimination, que doivent couvrir les activités d'éducation et d'information. Les tests obligatoires de dépistage du VIH sont aussi interdits, et les informations concernant le VIH doivent être traitées de manière confidentielle. ***La commission demande au gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour mettre en œuvre les politiques relatives au VIH et au sida, ainsi que sur l'impact de ces mesures sur la lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur le statut VIH réel ou supposé. Notant que la Politique nationale relative au VIH/sida fait référence à l'élaboration d'une législation spécifique en la matière, la commission attire l'attention du gouvernement sur la recommandation (n° 200) sur le VIH et le sida, 2010, et demande au gouvernement de communiquer des informations sur le stade d'avancement de l'élaboration de cette loi.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Ouzbékistan

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1992)

Article 1 de la convention. Cadre législatif. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle souligne la nécessité de modifier le Code du travail du 21 décembre 1995 qui interdit la discrimination fondée sur le sexe, mais n'exprime pas pleinement le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale énoncé dans la convention. La commission note que le gouvernement a une fois encore omis de communiquer des informations à cet égard. Elle rappelle également que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et de la promotion de l'égalité. Cette notion permet un large champ de comparaison et comprend le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 673). La commission note que, d'après le cinquième rapport périodique qu'il a soumis Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le gouvernement continue à travailler à améliorer le projet de loi tendant à «garantir aux femmes et aux hommes l'égalité de droits et de chances» qui vise à prévenir la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW/C/UZB/5, 14 avril 2014, paragr. 31). ***Rappelant que des dispositions plus restrictives que le principe énoncé dans la convention empêchent tout progrès dans l'élimination de la discrimination salariale fondée sur le sexe, la commission demande au gouvernement de prendre des mesures pour donner pleinement expression dans la législation au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, en s'assurant que cette disposition englobe non seulement le travail égal ou le même travail et le travail similaire, mais aussi le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale, et de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2000)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) en date du 31 août 2011.

Développements législatifs. La commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement du projet de loi sur les relations professionnelles et du projet de révision de la loi de 1978 sur l'emploi, y compris la révision des articles 97 à 100 de cette loi. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le sixième projet, qui est le projet final, de la loi sur les relations professionnelles interdit toute discrimination directe et indirecte fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, la grossesse, l'opinion politique, l'origine ethnique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, le statut VIH et sida réel ou supposé, à l'encontre d'un employé ou d'un candidat à l'emploi, dans toute politique ou pratique de l'emploi. Le gouvernement déclare que le projet de loi est actuellement examiné par le bureau du Conseiller juridique de l'Etat, le ministère de la Justice et le Procureur général, et que son adoption est prévue pour 2011. Il indique en outre que tout fait nouveau concernant la révision de la loi sur l'emploi sera communiqué au Bureau en temps utile. La commission note également que le programme par pays 2009-2012 pour un travail décent a placé la réforme de la législation du travail sur sa liste de priorités. ***La commission exprime l'espoir que le projet de loi sur les relations professionnelles sera adopté dans un proche avenir, et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard, ainsi qu'une copie du***

texte lorsqu'il aura été adopté. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé dans la révision de la loi sur l'emploi, en vue d'aligner les dispositions relatives à la discrimination sur le projet de loi sur les relations professionnelles, et de les mettre en conformité avec la convention.

Discrimination fondée sur le sexe dans le service public. La commission rappelle ses précédents commentaires sur l'impact discriminatoire de l'article 36(2)(c)(iv) de la loi de 1995 sur le service public (administration), qui prévoit que les appels à candidature peuvent préciser que «seuls des hommes ou des femmes seront nommés, promus ou mutés dans certaines proportions», de l'article 20.64 de l'ordonnance générale n° 20 et de l'article 137 de la loi de 1988 sur les services d'enseignement, qui portent sur les restrictions prévues pour les enseignantes concernant certaines indemnités. La commission note avec **regret** l'indication du gouvernement selon laquelle aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne la modification des dispositions discriminatoires applicables au service public et les consultations avec les administrations gouvernementales compétentes, auxquelles le gouvernement s'était référé dans son rapport de 2009, n'ont pas encore commencé. **Rappelant ses précédents commentaires relatifs à l'impact discriminatoire de ces dispositions, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures rapides pour réviser et modifier les dispositions en question afin de les mettre en conformité avec les exigences de la convention.**

Discrimination à l'encontre de certains groupes ethniques. La commission note que, selon la CSI, on a constaté un accroissement de la violence contre les travailleurs et les entrepreneurs asiatiques, auxquels il est reproché de «voler des emplois». La CSI déclare également que, tout au long des années 2009 et 2010, de nombreux Asiatiques ont été attaqués et des entreprises asiatiques ont été pillées. **La commission prie le gouvernement de mener des enquêtes sur les allégations de discrimination contre les travailleurs et les entrepreneurs asiatiques, notamment sur les actes de violence, et de fournir des informations sur les résultats de ces enquêtes. Elle lui demande également de fournir des informations sur les mesures pratiques prises pour assurer la protection, en matière d'emploi et de profession, contre toute discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale, ainsi que sur toute mesure prise ou envisagée pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement des membres des différents groupes ethniques dans l'emploi et la profession.**

Motifs supplémentaires de discrimination. VIH et sida. La commission prend note de la Stratégie VIH et sida pour 2011-2015, qui inclut des activités en matière de prévention, de conseil, de test, de traitement, de soins et de soutien, ainsi que de renforcement des systèmes. La commission prend également note des observations de la CSI selon lesquelles il n'y a pas de loi interdisant toute discrimination à l'encontre des personnes vivant avec le VIH et le sida, alors qu'il existe des allégations selon lesquelles certaines entreprises licencient ces personnes. La CSI indique également que la Coalition des entreprises contre le VIH et le sida a aidé des entreprises à élaborer des politiques relatives au VIH et au sida sur le lieu de travail. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour veiller à ce que la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur le VIH et le sida réels ou supposés soit traitée avec efficacité dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie VIH et sida pour 2011-2015, et de fournir des informations sur les résultats obtenus à cet égard. La commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique de la loi n° 4 de 2003 sur la prévention et la prise en charge du VIH et du sida, y compris en ce qui concerne les activités du Secrétariat du Conseil national du sida.**

Personnes handicapées. La commission prend note des observations de la CSI selon lesquelles les personnes handicapées sont confrontées à la discrimination dans l'accès à l'emploi et aux services sociaux. **La commission prie le gouvernement de répondre aux questions soulevées dans la communication de la CSI en ce qui concerne la discrimination dont sont victimes les personnes handicapées et d'indiquer toute mesure prise pour résoudre ces problèmes.**

Orientation sexuelle. La commission prend note des observations de la CSI selon lesquelles les personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles ou transgenres sont confrontées à une discrimination dans l'emploi. **La commission prie le gouvernement de répondre aux questions soulevées dans la communication de la CSI concernant la discrimination dont sont victimes les personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles et transgenres, et d'indiquer toute mesure prise pour résoudre ces problèmes.**

Politique nationale d'égalité. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle il n'existe pas de document concret ou détaillé définissant une politique de l'emploi. Le gouvernement déclare également qu'il est en train de vérifier si la politique de certification des capacités professionnelles existe. La commission note que le rapport du gouvernement ne contient toujours pas d'information supplémentaire sur la politique nationale spécifiquement axée sur la lutte contre la discrimination fondée sur l'ensemble des motifs énumérés dans la convention. S'agissant de la discrimination fondée sur le sexe, la commission note que le Plan 2011-2015 de développement à moyen terme comprend des sections sur l'égalité de genre et que, dans le document Vision 2050 de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (publié en novembre 2009), le genre figure parmi les sept principaux domaines stratégiques: «le développement du capital humain, le genre, l'autonomisation des jeunes et des adultes». La commission note cependant qu'aucune des sections de ces plans ou stratégies ne semble être spécifiquement consacrée aux questions relatives à l'égalité de genre dans l'emploi et la profession. **Rappelant qu'en vertu de l'article 2 de la convention une politique nationale comprend nécessairement l'adoption et l'application de mesures concrètes et volontaristes de promotion de l'égalité dans l'emploi et la profession en ce qui concerne au minimum tous les motifs énumérés dans la convention, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des détails complets sur les mesures concrètes prises ou envisagées pour assurer et promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession, pour tous les motifs énumérés dans la convention.**

Restrictions concernant l'accès des femmes à certains emplois. La commission rappelle que les articles 98 et 99 de la loi sur l'emploi interdisent l'emploi des femmes, entre autres, à des tâches pénibles et au travail de nuit. Le rapport du gouvernement ne contient pas de nouvelles informations à cet égard. **La commission prie le gouvernement de prendre des dispositions pour veiller à ce que les mesures de protection des femmes se limitent à la protection de la maternité. Elle le prie également de fournir des informations sur la façon dont il est assuré que, dans la pratique, les femmes peuvent avoir accès à tous les**

emplois et toutes les professions sur un pied d'égalité avec les hommes. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur toute activité de sensibilisation visant à rectifier les perceptions stéréotypées quant aux capacités des femmes et à leurs rôles dans la société.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pérou

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations présentées le 26 août 2014 par la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP), selon lesquelles les taux de chômage et de sous-emploi des femmes sont plus élevés que ceux des hommes. Elle prend note également des observations présentées par la Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT) et la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), reçues le 2 septembre 2014. Selon la CUT, les travailleuses sont surtout présentes dans les secteurs du commerce, de la santé et de l'enseignement, dans lesquels prédomine le travail non déclaré et de courte durée (plus de 50 pour cent du travail total est effectué avec des contrats temporaires et à temps partiel). La CATP souligne que la ségrégation professionnelle ne fait qu'accroître les écarts salariaux, que le gouvernement n'a pas adopté de dispositif permettant une évaluation objective des emplois et que le Plan national 2012-2017 pour l'égalité de genre (PLANIG 2012-2017) n'aborde pas ces questions. La commission prend également note des observations présentées le 16 septembre 2014 par la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP). **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur ces observations.**

Articles 1 et 2 de la convention. Écarts salariaux. Dans sa précédente observation, la commission avait pris note des programmes et mesures mis en place et a prié le gouvernement de fournir des informations relatives à leur impact sur l'égalité de rémunération entre hommes et femmes et sur la réduction des écarts salariaux. La commission note que le gouvernement indique qu'il a adopté une politique nationale de l'emploi qui tient compte des caractéristiques et besoins des femmes et des hommes, et en particulier des groupes de population les plus vulnérables. L'une des composantes de cette politique a pour but la mise en œuvre de mesures positives en faveur des femmes pour réduire la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes, promouvoir l'accès des femmes à des postes de direction et à des emplois hautement spécialisés, et inciter les entreprises à mettre en place en leur sein un service de garderie d'enfants. Le gouvernement ajoute que le PLANIG 2012-2017 a entre autres pour objectifs d'augmenter la participation des femmes au marché du travail et d'améliorer la qualité de l'emploi. Son application a donné lieu à une participation significative des femmes à des projets de formation et de production, ainsi qu'à un relèvement du salaire moyen des travailleuses. Trois programmes pour l'emploi («Jóvenes a la obra», «Vamos Perú» et «Trabaja Perú») ont notamment pour objectif d'améliorer l'accès des femmes à un plus large éventail d'emplois. La commission observe cependant que, d'après les statistiques recueillies par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), le revenu moyen des femmes, en 2012, ne s'élevait qu'à 66,6 pour cent du revenu des hommes (64,4 pour cent pour les zones urbaines et 57,3 pour cent pour les zones rurales). La commission souligne que les disparités salariales continuent de constituer l'une des formes les plus persistantes d'inégalité entre les femmes et les hommes. La persistance de ces inégalités exige que les gouvernements, conjointement avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, prennent des mesures plus dynamiques pour sensibiliser, évaluer, promouvoir et rendre plus efficace l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 669). A cet égard, la commission rappelle qu'il est particulièrement important de pouvoir disposer de données statistiques complètes et fiables sur les rémunérations des hommes et des femmes pour élaborer, mettre en pratique et évaluer les mesures adoptées dans le but d'éliminer les écarts de rémunération. Le recouvrement, l'analyse et la diffusion de ces informations sont fondamentaux pour déceler les inégalités de rémunération et y remédier (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 888). **La commission demande au gouvernement de prendre des mesures pour identifier et traiter les causes sous-jacentes des écarts salariaux existants, telles que la discrimination fondée sur le sexe, les stéréotypes de genre, les aspirations, préférences et capacités des femmes, ou la ségrégation professionnelle verticale et horizontale, et d'encourager et de favoriser l'accès des femmes à un éventail plus large d'emplois à tous les niveaux, y compris à des postes de direction et à des postes mieux rémunérés. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur toute évolution dans ce domaine ainsi que sur les mesures de sensibilisation au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale à l'égard des employeurs, des travailleurs et de leurs organisations dans le cadre du PLANIG 2012-2017. Elle demande au gouvernement de fournir des statistiques ventilées par sexe sur la répartition des hommes et des femmes sur le marché du travail, ainsi que sur les rémunérations perçues par les hommes et les femmes par secteur d'activité économique, y compris le secteur public.**

Article 3. Evaluation objective des emplois. Dans sa précédente observation, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur le système d'évaluation des emplois élaboré par la Direction générale des droits fondamentaux et de la sécurité et de la santé au travail. A cet égard, la commission note que le gouvernement indique que cette direction est en train de procéder à une expérience de validation de la méthodologie d'évaluation des postes de travail, axée sur le genre, avec deux entreprises privées. Une fois cette évaluation terminée, la direction préparera un guide pour l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes, qui aura pour objectif de faire connaître le principe de la convention, d'aider les employeurs à fixer les rémunérations et de promouvoir l'inclusion du principe de la convention dans la négociation collective. Le guide pourra être utilisé par les entreprises de toutes les tailles et de tous les secteurs, qu'elles soient publiques ou privées. ***Compte tenu de la persistance des écarts salariaux fondés sur le sexe, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour adopter sans délai un système d'évaluation objective des emplois. Elle lui demande de fournir davantage d'informations sur le guide pour l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes, en particulier sur la façon dont ce guide garantira que l'évaluation des emplois sera effectuée sur la base de critères entièrement objectifs et exempts de tout préjugé sexiste. Elle lui demande également de communiquer un exemplaire du guide lorsqu'il aura été finalisé.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1970)

La commission prend note des observations du 26 août 2014 de la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP) ainsi que des observations de la Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT) et de la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP) reçues le 2 septembre 2014, qui se réfèrent aux questions législatives actuellement examinées par cette commission. La CATP se réfère également à la discrimination dans les offres d'emploi fondée sur la race, la couleur et le sexe ainsi qu'aux trop rares activités de l'inspection du travail dans le domaine de la discrimination au travail.

Articles 1 et 2 de la convention. Discrimination fondée sur le sexe. Dans son observation précédente, la commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur l'application et l'impact des dispositions législatives suivantes: le décret-loi n° 1057 du 28 juin 2007 instituant le nouveau contrat administratif de service (CAS); la loi n° 28015 et le décret-loi n° 1086 portant création du régime de promotion de la compétitivité, de formalisation et de développement de la micro et de la petite entreprise et de l'accès au travail décent; la loi n° 27360 portant approbation des normes de promotion du secteur agricole; et la loi n° 27986 sur les travailleurs domestiques. La commission note que, selon la CTP, la CUT et la CATP, cette législation, qui s'applique au secteur public comme au secteur privé, établit des régimes spécifiques par type de contrat, secteur d'activité ou profession, et prévoit moins de droits que la législation d'application générale. De plus, selon la CUT, cette législation a un plus grand impact sur les femmes et les travailleurs indigènes, majoritairement employés dans ces secteurs. La commission note que, dans le cadre du Plan national pour l'égalité de genre (2012-2017) (PLANIG 2012-2017), il a été constaté une persistance du recours aux régimes spéciaux sur la base desquels sont employés principalement des femmes. La commission prend note en outre, de l'adoption de la loi n° 29849 du 5 avril 2012 qui prévoit la suppression progressive du contrat administratif de service prévu par le décret-loi n° 1057, et de l'adoption de la loi n° 30057 sur la fonction publique le 4 juillet 2013. ***La commission prie le gouvernement d'évaluer l'impact des dispositions légales susmentionnées, qui établissent des régimes de travail spéciaux, en particulier en ce qui concerne l'accès à l'emploi et les conditions de travail des femmes et des travailleurs indigènes et eu égard à tous les motifs prévus à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, et de fournir des informations à ce sujet. Elle lui demande de communiquer des statistiques ventilées par sexe, si possible en indiquant la proportion des travailleurs indigènes, sur le nombre de travailleurs embauchés dans le secteur public sur la base des divers types de contrat et dans le secteur privé en vertu des lois n°s 28015, 27360 et 27986. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures adoptées en vue d'une application efficace de la législation interdisant la discrimination dans les offres d'emploi fondée sur la race, la couleur et le sexe.***

Egalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission se félicite de l'évaluation du Plan pour l'égalité des chances entre hommes et femmes (2006-2010) effectuée dans le cadre du PLANIG 2012-2017, qui contient des recommandations sur les mesures à adopter en ce qui concerne l'accès à l'emploi et les conditions de travail de femmes. A cet égard, elle note que la CTP, la CUT et la CATP se réfèrent aux difficultés rencontrées par les femmes, en particulier les travailleuses domestiques, pour accéder à l'économie formelle. De même, dans son rapport de 2013 intitulé *La lutte contre la discrimination: progrès et défis*, le Défenseur du peuple se réfère en particulier aux difficultés rencontrées par les femmes enceintes pour accéder à l'emploi et le conserver, et pour accéder à l'enseignement et à la formation. La commission note que le PLANIG 2012-2017 prévoit l'adoption de mesures visant à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes et en particulier l'accès des femmes aux systèmes de prévoyance et de santé, la protection des travailleuses domestiques et la garantie, par les entités publiques, des droits en matière de maternité et de paternité. La commission note en outre que le gouvernement se réfère à différents guides et plans adoptés ou en cours d'élaboration sur

les bonnes pratiques en matière d'égalité, sur la conciliation du travail avec des responsabilités familiales et sur le respect des droits des travailleurs domestiques. *Rappelant l'importance d'effectuer un suivi de l'exécution des plans et politiques en terme de résultats et d'efficacité, la commission encourage le gouvernement à continuer d'évaluer de façon systématique les plans et programmes d'égalité adoptés. Elle lui demande de prendre les mesures nécessaires pour assurer que la mise en œuvre du PLANIG 2012-2017 permette de résoudre de manière efficace les problèmes de discrimination existants et de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leur accès et leur maintien sur le marché du travail. Elle prie en particulier le gouvernement de prendre des mesures pratiques pour assurer l'accès et le maintien dans l'emploi des femmes enceintes, ainsi que leur accès à la formation et à l'enseignement. Elle lui demande de fournir des informations à ce sujet.*

Inspection du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission a demandé au gouvernement d'indiquer quelles sont les mesures prises à l'encontre des employeurs qui font obstruction à l'exercice des fonctions des inspecteurs du travail et quelle est l'autorité compétente chargée d'examiner les plaintes pour discrimination dans le secteur public. La commission note que le gouvernement indique que, en vertu du décret suprême n° 019-2006-TR, faire obstruction à l'entrée des inspecteurs est une faute grave passible de sanctions et que les plaintes pour discrimination dans le secteur public sont examinées par le Tribunal de la fonction publique, lequel relève de l'Autorité nationale de la fonction publique (SERVIR). Les décisions du tribunal peuvent faire l'objet d'un appel devant les autorités judiciaires. La CATP signale à cet égard que bien que la législation considère la discrimination comme une infraction grave, l'inspection du travail n'est que peu intervenue dans ce domaine. La commission note que la CTA se réfère à l'augmentation du nombre de plaintes pour obstruction aux activités de l'inspection – augmentation imputable à l'inefficacité des sanctions imposées pour ce type de comportement –, et qu'elle indique que la SERVIR et le Tribunal de la fonction publique ne sont pas encore opérationnels. La commission souligne l'importance de l'inspection du travail pour le contrôle de l'application des dispositions relatives à la non-discrimination, à l'égalité de rémunération et aux recouvrements d'informations sur la nature et l'issue des plaintes examinées. La commission rappelle également qu'il est important que les sanctions imposées par les institutions chargées de l'inspection du travail soient suffisamment dissuasives et elle se réfère à cet égard à ses commentaires formulés au sujet de l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. *La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pratiques pour s'assurer que le système d'inspection du travail soit efficace et contribue à promouvoir l'égalité des chances et à résoudre le problème de la discrimination au travail. Elle lui demande de fournir des informations sur le fonctionnement de l'Autorité nationale de la fonction publique et du Tribunal de la fonction publique, ainsi que des statistiques sur le nombre et la nature des plaintes pour discrimination déposées dans le secteur public et le secteur privé, sur le traitement de ces plaintes par les différentes autorités compétentes, sur les sanctions imposées et sur les réparations accordées. Prière de communiquer copie de toute décision judiciaire pertinente.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Philippines

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1953)

Article 1 b) de la convention. Travail de valeur égale. Législation. Depuis de nombreuses années, la commission souligne l'interprétation restrictive que le règlement de 1990 pris en application de la loi de la République n° 6725 fait de l'expression «travail de valeur égale» figurant à l'article 135 a) du Code du travail. Il définit «le travail de valeur égale» comme le travail qui recouvre «des activités, emplois, tâches, responsabilités ou services [...] qui sont identiques ou identiques dans l'ensemble». La commission avait prié instamment le gouvernement de donner pleinement expression dans la législation au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, qu'il est en train de préparer une ordonnance ministérielle qui donnera des orientations pour modifier cette définition et la mettre en conformité avec la convention. La commission souligne que la notion de «travail de valeur égale» est cruciale pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe qui existe sur le marché du travail des Philippines et qu'il est essentiel de comparer la valeur du travail dans des professions dans lesquelles le travail peut exiger des compétences et aussi impliquer des responsabilités ou des conditions de travail différentes, mais qui revêtent néanmoins dans l'ensemble une valeur égale, si l'on veut parvenir à éliminer la discrimination en matière de rémunération (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 675). *La commission demande instamment au gouvernement de veiller à ce que les orientations visant à modifier la définition de l'expression «travail de valeur égale» donnent pleinement expression dans la législation au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale afin qu'elle couvre non seulement le travail «identique», «égal», «le même travail» ou «similaire», mais également le travail de nature complètement différente, et néanmoins de valeur égale.*

Article 3. Évaluation objective des emplois. La commission demande également depuis plusieurs années au gouvernement de communiquer des informations concernant les méthodes disponibles pour promouvoir une évaluation

objective des emplois, exempte de toute distorsion sexiste. Le gouvernement indique que le Département du travail et de l'emploi (DOLE), par l'intermédiaire du Bureau pour l'emploi local, élabore actuellement un Plan de développement des ressources humaines (ordonnance administrative n° 145 du DOLE) qui vise à établir un cadre pour recenser et évaluer les compétences, les qualifications exigées pour un emploi déterminé, les besoins, la main-d'œuvre et les lacunes des ressources humaines en matière d'éducation et de formation dans des secteurs clés. Le gouvernement indique également que le Bureau pour l'emploi local encouragera les secteurs et les employeurs à adopter une analyse des emplois, des programmes d'évaluation et des plans de développement de ressources humaines afin d'établir la valeur de chaque emploi au sein de l'entreprise. A cet égard, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de veiller à ce que les méthodes utilisées pour l'évaluation objective des emplois soient exemptes de toute distorsion sexiste. Il importe de veiller à ce que le choix des facteurs de comparaison, la pondération de ces facteurs et la comparaison elle-même ne comportent aucun élément discriminatoire direct ou indirect. Souvent, des aptitudes considérées comme «féminines», telles que la dextérité ou des qualités nécessaires dans les professions sociales, sont sous-évaluées, voire négligées, à la différence des aptitudes traditionnellement «masculines», comme la capacité de manipuler de lourdes charges (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 701). ***La commission demande au gouvernement de prendre des mesures pour veiller à ce que le cadre pour évaluer les compétences et les qualifications exigées pour un emploi déterminé prévu dans le Plan de développement des ressources humaines soit exempt de toute distorsion sexiste, et de prendre en considération la sous-représentation des femmes dans certains secteurs et certaines professions lors de l'évaluation des lacunes en matière d'éducation et de formation. Prière de fournir également des informations spécifiques sur les mesures prises ou envisagées pour encourager les entreprises à procéder à une évaluation objective des emplois exempte de toute distorsion sexiste.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Qatar

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1976)

Article 1 de la convention. Législation. Depuis de nombreuses années, la commission note que les dispositions de la Constitution du Qatar (art. 35) et de la loi n° 14 de 2004 sur le travail (art. 93 et 98) n'interdisent pas la discrimination fondée sur l'ensemble des motifs visés par la convention, en particulier l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale, et prévoient uniquement une protection contre la discrimination pour certains aspects de l'emploi. Plusieurs catégories de travailleurs sont exclues de la loi n° 14 sur le travail, dont les travailleurs domestiques. A cet égard, la commission note que, dans ses commentaires sur le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des migrants, le gouvernement indique qu'un projet de loi sur les travailleurs migrants, conforme aux prescriptions de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, est actuellement à l'étude (A/HRC/26/35/Add.2, 5 juin 2014, paragr. 2). Le gouvernement déclare dans son rapport que les travailleurs peuvent faire valoir leurs droits tels que définis à l'article 10 de la loi sur le travail, lequel prévoit de façon générale le droit d'intenter des poursuites. La commission note cependant qu'aucune information concrète n'est fournie sur les mesures pratiques prises pour remédier à la discrimination fondée sur tous les motifs énumérés dans la convention, y compris l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale, au regard de tous les aspects de l'emploi et de la profession. ***En l'absence de cadre législatif clair pour la protection contre la discrimination dans l'emploi et la profession, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que tous les travailleurs, sans aucune distinction, sont protégés en droit et dans la pratique contre la discrimination fondée sur tous les motifs visés par la convention, y compris l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale. Prière de fournir des informations précises sur la façon dont la protection contre la discrimination fondée sur les motifs visés par la convention est assurée dans la pratique, en ce qui concerne l'accès à la formation et à l'orientation professionnelles, l'accès à l'emploi et aux différentes professions en matière de recrutement, et l'ensemble des conditions d'emploi. La commission prie le gouvernement d'indiquer si des mesures sont prises ou envisagées pour modifier la législation en vigueur en ce sens et de fournir des informations sur tout développement concernant l'adoption du projet de loi sur les travailleurs domestiques.***

Articles 1 et 2. Non-discrimination à l'égard des travailleurs migrants. Application pratique. La commission rappelle que la convention s'applique à tous les travailleurs, qu'ils soient ressortissants ou non du pays. Elle note, d'après les statistiques du ministère du Développement, de la Planification et des Statistiques («Qatar Information Exchange») que, en 2012, 93,8 pour cent des travailleurs économiquement actifs au Qatar étaient des non-Qatariens (1 173 186 hommes et 167 396 femmes). La commission note également que, dans 100 pour cent du secteur du travail domestique, 99,8 pour cent du secteur de la construction, 99,1 pour cent du secteur du commerce de gros et de détail et 98,5 pour cent du secteur manufacturier, la main-d'œuvre reste constituée de travailleurs non qatariens. La commission se réfère depuis de nombreuses années aux limites imposées, dans le cadre du système de parrainage, à la possibilité pour les travailleurs migrants de changer de lieu de travail et, en particulier, à l'obligation d'obtenir l'autorisation du parrain, ce

qui a pour conséquence que ces travailleurs sont de plus en plus vulnérables aux abus et à la discrimination fondés sur les motifs énumérés dans la convention. La commission avait noté que, pour obtenir l'autorisation de changer de lieu de travail, il était nécessaire d'intenter une action ou de porter plainte afin de constater les abus commis par l'employeur. Or les travailleurs migrants victimes d'abus et de traitements discriminatoires peuvent être dissuadés de porter plainte par crainte de représailles. La commission note également que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) s'est dit préoccupé par la prévalence de préjugés et d'attitudes négatives stéréotypées à l'égard des travailleurs domestiques migrants, notamment les femmes, et par les nombreuses formes de discrimination qu'elles subissent (CEDAW/C/QAT/CO/1, 10 mars 2014, paragr. 21). La commission note que le gouvernement indique que, entre janvier et juillet 2014, 38 demandes de transfert permanent de parrainage et 1 948 demandes de transfert temporaire ont été approuvées mais qu'il n'indique pas si ces demandes concernaient des travailleurs domestiques étrangers. Le gouvernement déclare en outre qu'il a récemment finalisé l'élaboration d'un projet de loi qui remplacera le système de parrainage en vigueur par de nouvelles dispositions en matière d'entrée et de sortie des travailleurs migrants et de réglementation de leur lieu de résidence. La commission prend note de l'adoption de la loi n° 4 de 2014 qui modifie l'article 37 de la loi n° 14 sur le travail et qui prévoit le paiement d'une taxe en cas de «changement d'emploi». La commission prend note également des informations fournies par le gouvernement au sujet des activités du Département des relations du travail et du Département des droits de l'homme du ministère du Travail et des Affaires sociales concernant l'examen et le traitement des plaintes et des recours, ainsi que la sensibilisation des travailleurs et des employeurs aux voies de recours légales qui leur sont offertes. La commission considère que le fait d'apporter au système la souplesse nécessaire pour permettre aux travailleurs migrants de changer de lieu de travail peut contribuer à ce que soient évitées les situations dans lesquelles les travailleurs migrants deviennent vulnérables à la discrimination et aux abus, et que l'application efficace de la législation est essentielle pour s'assurer que les travailleurs ne sont pas victimes d'une discrimination contraire à la convention. La commission se réfère à cet égard à ses commentaires concernant l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer une protection efficace des travailleurs migrants contre la discrimination fondée sur les motifs énumérés dans la convention et de fournir des informations complètes à ce sujet. Elle espère que la loi qui va remplacer le système de parrainage actuel permettra aux travailleurs migrants, notamment aux travailleurs domestiques, de bénéficier de la souplesse nécessaire pour changer de lieu de travail lorsqu'ils font l'objet d'une discrimination fondée sur les motifs visés par la convention, et elle prie le gouvernement d'indiquer tout développement intervenu à cet égard. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre et la nature des plaintes liées à des cas de discrimination dans l'emploi soumises par des travailleurs migrants, notamment des travailleurs domestiques, au Département des relations du travail, au Département des droits de l'homme et à la Commission nationale des droits de l'homme (NHRC), en y incluant des informations sur toute réparation accordée ou toute sanction imposée. Prière de communiquer copie de toute décision pertinente de ces institutions.**

Article 2. Egalité entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession. La commission note, d'après les statistiques du ministère du Développement, de la Planification et des Statistiques («Qatar Information Exchange») que, en 2012, les femmes ne représentaient que 12,78 pour cent de la population économiquement active. Elle note que les travailleuses sont très nombreuses dans le secteur domestique, dans lequel ne sont employés que des travailleurs non qatariens, dont 64,58 pour cent de femmes, qui représentent 52,45 pour cent de toutes les femmes économiquement actives. La commission note que, bien que le gouvernement ait précédemment indiqué qu'il entendait engager des actions pour améliorer la sensibilisation au problème des préjugés concernant le rôle des femmes dans la société et remédier à ce problème, il n'a fourni aucune information concrète sur des mesures prises ou envisagées à ce sujet. La commission note également que, dans ses observations finales, le CEDAW s'est dit préoccupé par «la persistance de stéréotypes profondément enracinés concernant les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes au sein de la famille et dans la société, qui soulignent exagérément le rôle des femmes comme dispensatrices de soins (CEDAW/C/QAT/CO/1, paragr. 21). La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que le Haut Conseil aux affaires familiales a été remplacé par deux nouveaux départements: le Département des affaires familiales productives, qui soutient et encourage les familles productives au moyen d'une formation et de services d'appui, et le Département du développement familial, chargé entre autres d'améliorer la sensibilisation de la société aux droits des femmes et de mettre en œuvre des programmes de développement et des activités de renforcement des capacités des femmes, en collaboration avec des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Prenant note des informations très générales fournies par le gouvernement dans son rapport, la commission rappelle que la convention fait obligation aux Etats de formuler et d'appliquer une politique nationale visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession et de faire en sorte que cette politique ait des effets tangibles (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 841 et 844). **La commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations détaillées sur toutes les mesures prises, y compris par le Département des affaires familiales productives et le Département du développement familial, pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession et lutter contre les préjugés sur les emplois qui conviennent aux hommes et ceux qui conviennent aux femmes, en indiquant en particulier les mesures adoptées en matière d'emploi, d'éducation et de**

formation professionnelles pour remédier à la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe. La commission prie également le gouvernement de fournir des statistiques actualisées, ventilées par sexe et origine, sur la participation des hommes et des femmes aux différents secteurs de l'activité économique et à chaque niveau des différentes professions, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, ainsi que des statistiques sur la participation des femmes qatariennes et non qatariennes à l'éducation et à la formation professionnelles.

Contrôle de l'application. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Département de l'inspection du travail du ministère du Travail et des Affaires sociales procède à des visites d'inspection pour déceler d'éventuelles pratiques discriminatoires, et les mesures légales pour remédier à ces violations comprennent des orientations, des conseils ou des avertissements à l'intention des employeurs. La commission prend note également de la déclaration du gouvernement selon laquelle les rapports sur les infractions sont établis et transmis aux organes judiciaires afin d'entamer la procédure légale nécessaire contre les employeurs dont il a été déterminé qu'ils étaient en infraction. La commission note qu'en 2013 la Commission nationale des droits de l'homme (NHRC) a reçu au total 1 930 plaintes concernant des questions de travail, mais que les informations fournies n'indiquent pas combien de ces plaintes avaient trait à la discrimination. La commission souligne le rôle de l'inspection du travail dans la surveillance en matière d'égalité et de diversité sur les lieux de travail et elle rappelle l'importance de la formation des inspecteurs du travail pour renforcer leur capacité à prévenir, déceler et traiter les cas de discrimination. La commission se réfère à cet égard à ses commentaires concernant l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les activités du Département de l'inspection du travail, y compris le nombre et la nature des infractions décelées en relation avec la discrimination dans l'emploi et la profession, et sur l'issue de ces cas. La commission prie également le gouvernement de fournir toutes les informations nécessaires sur le nombre et la nature des plaintes liées à des cas de discrimination dans l'emploi et la profession, soumises au Département des droits de l'homme, au Département des relations du travail et à la NHRC ou à toute autre autorité administrative ou judiciaire, ainsi que sur les réparations accordées et les sanctions imposées. Prière de communiquer copies de toutes décisions pertinentes de ces institutions et autorités.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Royaume-Uni

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1971)

Contrôle de l'application. La commission prend note de l'adoption, en juillet 2013, de l'ordonnance sur les frais des tribunaux de l'emploi et de la Cour d'appel de l'emploi, qui prévoit l'obligation de payer des frais pour intenter une action devant les tribunaux de l'emploi. La commission note que, d'après les statistiques compilées par le ministère de la Justice, depuis l'introduction de ces frais, le nombre de plaintes pour discrimination a considérablement diminué, en particulier le nombre de plaintes en matière d'égalité de rémunération. La commission note que, lorsque l'on compare la période d'octobre à décembre 2013 (premier trimestre après l'introduction des frais) avec la période d'octobre à décembre 2012, le nombre de plaintes pour inégalité de rémunération enregistrées par les tribunaux de l'emploi a baissé de 83 pour cent. La commission note que cette tendance à la baisse se poursuit. La commission croit comprendre que l'introduction de frais a été contestée devant les autorités judiciaires. Elle estime que la mise en place de frais élevés pour déposer plainte pour discrimination peut constituer un obstacle à l'exercice des droits consacrés par la convention, dans la mesure où cela affecte principalement les personnes plus défavorisées et vulnérables à la discrimination. **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que tous les travailleurs sont en mesure, dans la pratique, de faire valoir efficacement leurs droits devant les tribunaux. A cet égard, la commission demande au gouvernement, sur la base des statistiques montrant la forte réduction des plaintes pour discrimination déposées devant les tribunaux de l'emploi, de revoir les frais établis par l'ordonnance de 2013 sur les frais des tribunaux de l'emploi et de la Cour d'appel de l'emploi et de continuer à fournir des informations statistiques sur l'évolution du nombre de plaintes déposées en matière d'égalité de rémunération. Prière de fournir des informations sur la requête déposée auprès des autorités judiciaires concernant les frais des tribunaux de l'emploi.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1999)

Articles 1 à 3 de la convention. Irlande du Nord. Dans sa précédente observation, la commission avait noté que la loi de 2010 sur l'égalité n'était pas applicable en Irlande du Nord. Elle avait également mentionné l'exclusion des enseignants de la protection contre la discrimination fondée sur la croyance religieuse et la mise en œuvre de la Stratégie

pour l'égalité raciale en Irlande du Nord. La commission note que le gouvernement indique qu'il n'y a pas actuellement de projet d'élaborer une loi unique sur l'égalité pour l'Irlande du Nord et que le cabinet du Premier ministre et du Premier ministre adjoint continue à légiférer afin d'assurer une protection contre la discrimination et de promouvoir l'égalité des chances. S'agissant de l'exclusion des enseignants de la protection contre la discrimination, le gouvernement indique que, suite à une recommandation de la Commission pour l'égalité d'abolir cette exception, une motion de l'Assemblée datant d'avril 2013 demande au Premier ministre et au Premier ministre adjoint d'abroger cette exception pour assurer l'égalité des chances. Le gouvernement indique également qu'une consultation sur une nouvelle stratégie révisée pour l'égalité raciale en Irlande du Nord (intitulée «Un sentiment d'appartenance – Assurons le changement social à travers une stratégie pour l'égalité raciale en Irlande du Nord») a été organisée du 19 juin au 10 octobre 2014. Cette consultation vise notamment à recueillir les opinions sur la nécessité de réviser la législation raciale en Irlande du Nord et les propositions formulées par la Commission pour l'égalité, notamment le renforcement de la protection contre la discrimination et le harcèlement fondés sur la couleur et la nationalité dans le contexte de la législation sur l'égalité raciale. La consultation vise également à déterminer de quelle manière cette stratégie devrait être mise en œuvre. ***Dans le contexte de la motion d'avril 2013, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour éliminer l'exclusion des enseignants de la protection contre la discrimination fondée sur la croyance religieuse et de fournir des informations sur toute évolution en ce sens. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats de la consultation lancée en 2014 sur la Stratégie pour l'égalité raciale en Irlande du Nord et sur les mesures législatives adoptées par le cabinet du Premier ministre et du Premier ministre adjoint pour lutter contre la discrimination et promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession.***

Contrôle de l'application. La commission prend note de l'adoption, en juillet 2013, de l'ordonnance sur les frais des tribunaux de l'emploi et de la Cour d'appel de l'emploi, qui prévoit l'obligation de payer des frais pour intenter une action devant les tribunaux de l'emploi. La commission note que, d'après les statistiques compilées par le ministère de la Justice, depuis l'introduction de ces frais, le nombre de plaintes pour discrimination a considérablement diminué. La commission renvoie à ses commentaires sur l'application de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951. Elle note également que l'article 66 de la loi de 2013 sur les entreprises et la réforme de la réglementation abroge l'article 138 de la loi de 2010 sur l'égalité qui permettait à une présumée victime de discrimination de présenter une liste de questions au défendeur afin de surmonter les difficultés liées à la preuve de l'existence d'une discrimination. La commission prend également note de l'intention exprimée par le gouvernement dans son rapport d'abroger l'article 124 de la loi de 2010 sur l'égalité en vertu duquel les tribunaux peuvent faire, dans les cas de discrimination, des recommandations susceptibles de bénéficier à un plus grand nombre de travailleurs et d'empêcher que la discrimination en question ne se reproduise. ***Rappelant que la charge de la preuve peut constituer une sérieuse entrave à la justice, particulièrement dans la mesure où la plupart des informations nécessaires dans les cas d'égalité et de non-discrimination sont dans les mains de l'employeur, la commission prie le gouvernement de fournir de plus amples informations sur les raisons qui l'ont conduit à abroger l'article 138 et à envisager l'abrogation de l'article 124 de la loi de 2010 sur l'égalité. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les décisions administratives et judiciaires ayant trait à l'application de la convention ainsi que des statistiques sur l'évolution du nombre de plaintes enregistrées auprès des tribunaux de l'emploi.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Fédération de Russie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations de la Confédération du travail de Russie (KTR), reçues le 31 octobre 2014, qui ont été communiquées au gouvernement pour commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Ecart de rémunération entre hommes et femmes et causes sous-jacentes. La commission note que le rapport de 2014 du gouvernement ne contient pas d'information en réponse à ses précédents commentaires. Elle prend également note du rapport du gouvernement soumis en 2011, selon lequel, d'après les statistiques communiquées par le Service de statistiques de l'Etat fédéral (Rosstat), il existe un important écart de salaire (36 pour cent) entre hommes et femmes, avec un salaire moyen des femmes représentant 64 pour cent de celui des hommes en 2011. La principale raison de ces différences salariales est la représentation des hommes et des femmes dans des domaines d'emploi différents. Les statistiques font ressortir une importante ségrégation professionnelle horizontale fondée sur le sexe, les femmes étant surtout présentes dans les services hôteliers et de restauration, l'enseignement, les soins de santé et les services sociaux, et les hommes dans les transports et les communications, la construction, la production et la distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau. La commission note que, d'après le rapport du gouvernement sur la mise en œuvre de la Charte sociale européenne, l'écart salarial moyen, par secteur économique, varie de 46 pour cent dans les activités de loisirs, la culture et les sports à 11 pour cent dans l'enseignement. Les salaires des femmes étaient inférieurs à ceux des hommes dans tous les secteurs et toutes les catégories professionnelles (directeurs,

spécialistes, employés de bureau et ouvriers); ils se situaient entre 57 pour cent des salaires des hommes chez les travailleurs moyennement qualifiés et 84 pour cent chez les travailleurs sans qualifications. Dans ce rapport, le gouvernement indique également que les disparités salariales entre hommes et femmes s'expliquent par le paiement d'indemnités compensatoires aux hommes qui travaillent dans des conditions insalubres, dangereuses et difficiles dans lesquelles il est interdit d'employer des femmes et qui font des heures supplémentaires, travaillent le week-end et durant les congés, ce qui est interdit à «certaines catégories de femmes» (RAP/RCha/RUS/3(2014), 20 déc. 2013, pp. 27 à 30). Tout en notant que le cadre juridique établi par le Code du travail reflète le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, la commission note que la persistance d'écarts de salaire entre hommes et femmes indique que le principe n'est pas appliqué de manière effective dans la pratique. ***La commission demande au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour remédier à la ségrégation professionnelle horizontale et verticale fondée sur le sexe et aux inégalités de rémunération qui existent dans la pratique entre hommes et femmes, y compris des mesures spécifiques pour lever les obstacles juridiques et pratiques à l'emploi des femmes et pour éliminer les comportements stéréotypés et les préjugés afin de réduire les inégalités de rémunération, et d'indiquer comment les partenaires sociaux coopèrent en la matière. Le gouvernement est également prié de fournir des informations sur les points suivants:***

- i) les mesures prises pour favoriser l'élaboration et l'utilisation de méthodes d'évaluation objective des emplois tant dans le secteur privé que dans le secteur public;*
- ii) les activités et les résultats de l'Equipe spéciale pour l'égalité de genre créée en 2010 en matière d'égalité de rémunération;*
- iii) des statistiques, ventilées par sexe et par secteur économique, indiquant l'évolution de la participation des hommes et des femmes au marché du travail ainsi que leurs gains correspondants.*

Contrôle de l'application. La commission note de nouveau l'absence d'information sur l'application des dispositions juridiques en matière d'égalité de rémunération et sur les litiges traités par les autorités administratives et judiciaires compétentes. Elle se déclare préoccupée par le fait que cela pourrait être le signe d'une méconnaissance des droits, procédures et réparations prévus par la loi, d'un manque d'accès à ces droits et procédures ou encore de la crainte de représailles. ***La commission demande à nouveau au gouvernement de prendre les mesures appropriées pour familiariser le public avec la législation pertinente, les procédures à suivre et les réparations prévues par la loi en ce qui concerne l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Prière de fournir des informations sur les litiges concernant l'égalité de rémunération traités par les autorités administratives et judiciaires compétentes.***

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

Articles 1 et 3 de la convention. Cadre législatif. La commission rappelle que, en 2010, la Commission de la Conférence a prié instamment le gouvernement de prendre des mesures par voie de consultations tripartites pour garantir la non-discrimination et promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession de tous les groupes protégés par la convention en renforçant la législation, laquelle devrait traiter de la discrimination directe et indirecte et prévoir des voies de recours efficaces ainsi que des mécanismes appropriés pour promouvoir l'égalité et la non-discrimination. La commission prend note de l'adoption de la loi fédérale n° 162-FZ du 2 juillet 2013, portant modification de la loi fédérale n° 1032-I sur l'emploi et d'autres instruments législatifs, qui modifie l'article 25 afin que celui-ci interdise expressément la discrimination dans le recrutement. Aux termes de cet amendement, il est interdit de diffuser des annonces de vacances de poste comportant des restrictions ou établissant des préférences fondées sur le sexe, la race, la couleur, la nationalité, la langue, l'origine, la propriété, la famille, le statut social et le statut au regard de l'emploi, l'âge, le lieu de résidence, l'attitude envers la religion, les convictions, l'appartenance ou la non-appartenance à des associations bénévoles ou des groupes sociaux, ainsi que tout autre facteur non lié aux qualifications des travailleurs, sauf dans les cas où ces restrictions ou préférences sont établies par des lois spécifiques. Le Code des infractions administratives a été modifié en conséquence, de manière à comporter une définition de la discrimination et prévoir des amendes en cas d'avis de vacances de poste discriminatoires. La commission croit comprendre que la loi fédérale n° 162-FZ modifie également l'article 3 du Code du travail (interdiction de la discrimination fondée sur les motifs énumérés) en supprimant l'adjectif «politiques» après le mot «convictions» (croyances) et en ajoutant «appartenance à d'autres groupes sociaux». ***Prenant note de la modification de l'article 3 du Code du travail et de l'article 25 de la loi fédérale n° 1032-I sur l'emploi, la commission prie le gouvernement de préciser si le terme général «convictions» (croyances) vise également l'«opinion politique» telle qu'il y est fait référence à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. La commission prie également le gouvernement de préciser quelles sont les dispositions juridiques auxquelles se réfère l'article 25 de la loi sur l'emploi tel que modifié, et de communiquer des décisions administratives ou judiciaires pertinentes afin d'expliquer quels sont les cas dans lesquels l'interdiction de la discrimination dans le recrutement n'est pas applicable et quels sont les motifs concernés. La commission demande de nouveau au gouvernement de fournir des informations spécifiques sur toutes mesures prises ou envisagées pour assurer une protection contre la***

discrimination directe et la discrimination indirecte, l'accès à des voies de recours efficaces, et pour renforcer ou établir des mécanismes de promotion, d'examen et de suivi de l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession pour tous les groupes protégés par la convention, y compris les minorités ethniques.

Articles 2 et 5. Egalité entre hommes et femmes et mesures spéciales de protection. Depuis plusieurs années, la commission demande au gouvernement de réviser l'article 253 du Code du travail (interdiction d'employer des femmes dans des conditions pénibles, nocives ou dangereuses), ainsi que la résolution n° 162 du 25 février 2000 qui exclut les femmes de tout emploi dans 456 professions et 38 secteurs d'activité. Le gouvernement avait précédemment indiqué qu'il avait été décidé de modifier la résolution n° 162 et que des préparatifs étaient en cours pour mettre en place un système général de gestion des risques professionnels, en coopération avec les partenaires sociaux, pour chaque lieu de travail. La commission note que le rapport du gouvernement ne fournit pas d'autres informations à ce sujet. Le gouvernement indique que la Cour suprême a apporté des éclaircissements aux juges sur l'application de la législation relative à l'emploi des femmes, selon lesquels le statut particulier des femmes en tant que travailleuses implique l'obligation de l'employeur de respecter certaines restrictions en ce qui concerne le type de travail dans lequel elles peuvent être occupées, et la fourniture de garanties appropriées (décision n° 1 du 28 janvier 2014). Le gouvernement indique également que le refus par un employeur de recruter une femme pour exercer un type de travail figurant dans la liste n'est pas discriminatoire si l'employeur n'a pas mis en place un environnement de travail sûr, ce qui doit être confirmé par une évaluation spéciale des conditions de travail. La commission rappelle que les dispositions relatives à la protection des personnes qui travaillent dans des conditions dangereuses ou difficiles visent à protéger la santé et la sécurité des hommes comme des femmes, tout en tenant compte des différences qui font que chacun d'eux est exposé, en matière de santé, à des risques spécifiques (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 840). La commission note également que, d'après le troisième rapport national du gouvernement sur la mise en œuvre de la Charte sociale européenne, une partie de l'écart salarial entre hommes et femmes s'explique par le paiement d'indemnités compensatoires pour les hommes qui travaillent dans des conditions nocives, dangereuses et difficiles, dans lesquelles il est interdit d'employer des femmes, et qui font des heures supplémentaires, travaillent les week-ends et durant les jours fériés, ce qui est interdit pour «certaines catégories de femmes» (RAP/Rcha/RUS/3(2014), 20 décembre 2013, pp. 29-30). A cet égard, la commission rappelle que le Code du travail (art. 99, 113, 259, 298, etc.) contient des dispositions spécifiques concernant les femmes qui ont des enfants de moins de trois ans (ou d'un an et demi), en particulier en ce qui concerne le temps de travail (heures supplémentaires, travail de nuit, travail posté, etc.). ***A la lumière du principe de l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes, la commission invite de nouveau instamment le gouvernement à réviser la résolution n° 162 et le Code du travail, en particulier l'article 253, de manière à garantir que les restrictions s'appliquant aux femmes sont strictement limitées à la protection de la maternité et aux conditions spéciales prévues pour les femmes enceintes et les mères allaitantes et qu'elles ne portent pas atteinte à l'accès des femmes à l'emploi et à leur rémunération du fait de stéréotypes de genre. La commission demande au gouvernement de fournir des informations complètes sur les progrès réalisés à cet égard, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs.***

Surveillance et contrôle de l'application. La commission se félicite des efforts accrus déployés par l'inspection du travail pour renforcer la surveillance et le contrôle du respect de la législation du travail en ce qui concerne la protection des femmes (femmes enceintes, femmes ayant de jeunes enfants et femmes des zones rurales) et des personnes qui ont des responsabilités familiales. Elle accueille favorablement les informations détaillées fournies par le gouvernement à cet égard et note que, en 2013, 52 444 inspections ont été effectuées et qu'elles ont débouché sur la détection de 4 834 infractions concernant pour l'essentiel le non-paiement des prestations de maternité et les procédures de licenciement de femmes enceintes et de femmes ayant de jeunes enfants (773 ordonnances exécutoires ont été rendues à l'encontre d'employeurs et 508 amendes ont été imposées). Le gouvernement indique que, en 2013, les services d'inspection du travail de l'Etat ont reçu quatre communications concernant la discrimination dans l'emploi sur la base de la nationalité. Rappelant que, depuis 2006, les plaintes pour discrimination ne sont plus traitées que par les tribunaux et non par l'inspection du travail, la commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations suffisantes en ce qui concerne les plaintes pour discrimination ou les plaintes liées à la discrimination dans l'emploi et la profession déposées devant les tribunaux, ce qui fait qu'il est difficile de déterminer si le mécanisme en vigueur pour le dépôt des plaintes est accessible dans la pratique et permet aux travailleurs de se prévaloir effectivement de leur droit à la non-discrimination et à l'égalité, en vertu du Code du travail. ***La commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur le nombre et la nature des affaires de discrimination dans tous les aspects de l'emploi et de la profession portées devant les tribunaux en application du Code du travail et sur l'issue de ces affaires, ainsi que sur l'impact de la limitation des voies de recours aux seuls tribunaux. Elle lui demande également de lui fournir des informations sur les mesures prises afin de renforcer ou mettre en place des mécanismes pour examiner et superviser l'égalité de chances et de traitement (ou la non-discrimination) de tous les groupes protégés par la convention.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Rwanda

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1980)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Egalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. Dans son précédent commentaire, la commission soulignait que la définition de l'expression «travail de valeur égale» figurant à l'article 1.9 de la loi n° 13/2009 du 27 mai 2009 portant réglementation du travail, qui ne se réfère qu'à des «travaux similaires», est trop restrictive. Elle relevait également que cette loi ne contient aucune disposition substantielle prescrivant l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement fait à nouveau référence à l'article 37 de la Constitution aux termes duquel «à compétence et capacité égales, toute personne a droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal». Elle note également que le gouvernement affirme que, dans la pratique, il n'existe aucune discrimination entre hommes et femmes en matière de rémunération. Il indique également que, sur le plan législatif, il sera donné pleinement expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale lorsque la loi n° 13/2009 sera révisée. La commission rappelle que, en raison de stéréotypes concernant les aspirations, préférences et capacités des femmes, certains emplois sont occupés de manière prédominante ou exclusivement par des femmes et d'autres par des hommes et que, lors de la fixation des taux de salaire, les emplois dits «féminins» sont souvent sous-évalués par rapport aux travaux de valeur égale accomplis par des hommes. La notion de «travail de valeur égale» est cruciale pour tenir compte de cette ségrégation professionnelle car elle permet un large champ de comparaison qui couvre non seulement le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais également les travaux de nature entièrement différente qui sont néanmoins de valeur égale (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 672 à 679). **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de modifier la loi n° 13/2009 du 27 mai 2009 portant réglementation du travail, de façon à donner pleinement expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1981)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Législation. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de fournir des précisions sur le champ d'application de l'article 12 de la loi n° 13/2009 du 27 mai 2009 portant réglementation du travail au Rwanda qui interdit la discrimination, compte tenu de divergences entre les différentes versions linguistiques de cette loi. La commission note que le gouvernement précise que l'interdiction de toute discrimination directe ou indirecte couvre bien tous les stades de l'emploi, y compris le recrutement, et que l'intention n'est pas nécessaire pour qu'un acte constitue une discrimination au sens de cet article. Elle note également qu'aucun recours n'a été introduit sur le fondement de l'un des motifs de discrimination interdits ni aucune sanction prononcée en vertu de l'article 169 de la loi n° 13/2009. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour aligner les différentes versions linguistiques de l'article 12, de sorte qu'elles interdisent expressément toute discrimination directe ou indirecte dans l'emploi et la profession au sens de l'article 1, paragraphe 3, de la convention, c'est-à-dire tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et l'accès à l'emploi et aux différentes professions que les conditions d'emploi. Elle le prie également de fournir des informations sur l'application de l'article 12 de la loi par les tribunaux, en précisant les motifs de discrimination invoqués, les sanctions prononcées et les réparations accordées.**

Harcèlement sexuel. Dans ses précédents commentaires, la commission se félicitait de l'adoption de la loi n° 59/2008 du 10 septembre 2008 portant prévention et répression de la violence basée sur le genre et de l'insertion, dans la loi n° 13/2009, de dispositions interdisant «la violence basée sur le genre» dans l'emploi et le harcèlement moral au travail, direct ou indirect. Tout en relevant que la combinaison de ces dispositions législatives permettait de couvrir les deux éléments essentiels du harcèlement sexuel au travail tels que définis dans son observation générale de 2002, la commission invitait le gouvernement à envisager de prendre les mesures nécessaires pour adopter une définition claire et précise du harcèlement sexuel au travail en tant que tel, en assurant que cette définition couvre à la fois le chantage sexuel et l'environnement de travail hostile. La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles une disposition concernant spécifiquement le harcèlement sexuel et couvrant le chantage sexuel et l'environnement de travail hostile sera incluse dans la loi n° 13/2009 portant réglementation du travail lorsqu'elle sera révisée. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement du processus de révision de la loi n° 13/2009 ainsi que sur toute nouvelle disposition sur le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession. La commission réitère sa demande d'information concernant toute mesure prise pour prévenir et éliminer le harcèlement sexuel sur le lieu de travail (programmes éducatifs, campagnes de sensibilisation sur les mécanismes de recours, etc.).**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sainte-Lucie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1983)

Article 1 a) de la convention. Définition de la rémunération. La commission rappelle que la loi de 2000 sur l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession ne contient pas de définition du terme «rémunération». La commission prend note de l'adoption de la loi n° 6 de 2011 modifiant le Code du travail qui modifie l'article 95 du Code du travail de 2006 pour y inclure une définition de la «rémunération totale», c'est-à-dire «tous les salaires de base qui sont payés au salarié ou que l'employeur doit payer au salarié pour le travail ou les services qu'il a effectués pour l'employeur pendant la période d'emploi». La commission note que l'article 2 du Code du travail de 2006 continue à exclure de la définition de salaire le paiement des heures supplémentaires, des commissions, des frais de service, des frais d'hébergement, des congés payés et d'autres prestations. La commission rappelle que la convention définit très largement le terme «rémunération» à l'article 1 a) et prévoit que ce terme couvre non seulement «le salaire ou traitement ordinaire, de base ou minimum», mais aussi «tous autres avantages, payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier» (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 686). **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier à nouveau l'article 95 du Code du travail afin de veiller à ce que, au moins aux fins de l'application des principes de la convention, la notion de «rémunération» couvre non seulement le salaire de base, mais aussi tous autres avantages ou prestations découlant de l'emploi du travailleur.**

Prestations et salaires différents pour les femmes et les hommes. La commission note avec **regret** que, malgré l'annonce précédente du gouvernement à cet égard, la loi n° 6 de 2011 modifiant le Code du travail n'abroge ni la législation existante qui établit des taux de salaire différents pour les hommes et les femmes ni la loi sur le contrat de service qui prévoit des âges différents pour les hommes et les femmes en ce qui concerne le droit à une indemnité de licenciement. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai des mesures pour abroger toutes les dispositions de la législation prévoyant des salaires différents pour les hommes et les femmes, ainsi que la loi sur le contrat de service qui prévoit des âges différents pour les hommes et les femmes en ce qui concerne le droit à une indemnité de licenciement. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sao Tomé-et-Principe

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1982)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Législation. La commission rappelle ses commentaires antérieurs dans lesquels elle avait noté que les dispositions de la Constitution ne reflètent pas pleinement le principe de la convention car elles se réfèrent à un salaire égal pour «un travail égal» plutôt que pour «un travail de valeur égale». D'où la nécessité de prendre de nouvelles mesures en matière de législation pour assurer pleinement le respect de la convention. La commission rappelle son observation générale de 2006 dans laquelle elle souligne qu'il importe que la législation reflète pleinement le principe de la convention et non seulement prévoie l'égalité de rémunération pour un travail égal, pour le même travail ou pour un travail similaire mais aussi interdise la discrimination en matière de rémunération qui caractérise les situations où les hommes et les femmes accomplissent un travail différent mais qui est néanmoins de valeur égale (paragr. 6). **La commission prie en conséquence instamment le gouvernement de veiller à ce que la loi générale sur le travail prévoie expressément le droit des hommes et des femmes de recevoir une rémunération égale pour un travail de valeur égale, conformément à la convention, et d'indiquer tout progrès réalisé à cet égard. La commission rappelle aussi au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du BIT et invite le gouvernement à envisager la possibilité de transmettre une copie du projet de loi susmentionné au Bureau en vue de son examen.**

Article 4. Collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs. La commission rappelle l'importance du rôle joué par les organisations de travailleurs et d'employeurs pour donner effet aux dispositions de la convention. **La commission prie en conséquence le gouvernement de rechercher la collaboration de ces organisations pour mettre en place un cadre législatif approprié, en vue de l'application de la convention, conformément à ce qui est indiqué ci-dessus, ainsi que**

pour mettre en œuvre des mesures concrètes visant à assurer l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale. Prière de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1982)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des informations succinctes fournies par le gouvernement en réponse à ses commentaires antérieurs. Tout en se félicitant de la participation du gouvernement à l'Atelier du BIT sur les normes internationales du travail et les obligations constitutionnelles, qui s'est tenu en septembre 2013 à Lisbonne, la commission espère que l'assistance fournie par le Bureau apportera les conseils nécessaires pour l'élaboration du prochain rapport du gouvernement. Elle espère que le rapport contiendra des informations complètes sur les points soulevés dans son observation antérieure, qui était conçue dans les termes suivants:

Article 1 de la convention. Législation. La commission note, d'après le rapport du gouvernement sur l'application de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, qu'un projet de loi générale sur le travail a été élaboré. **La commission prie le gouvernement de veiller à ce que cette loi comporte une disposition interdisant la discrimination directe et indirecte à toutes les étapes du processus d'emploi et pour tous les motifs énumérés à l'article 1 de la convention. Elle demande au gouvernement d'indiquer les mesures prises à cette fin.**

Politiques et institutions. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession. La commission note que le gouvernement a adopté une Stratégie nationale de l'égalité et de l'équité de genre, qui traite également des questions relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde du travail. Par ailleurs, le gouvernement indique que la participation des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle est une priorité pour le gouvernement. Un nouvel institut destiné aux femmes, relevant du ministère du Travail, est en cours de création en vue de promouvoir les femmes. **La commission prie le gouvernement de transmettre:**

- i) **une copie de la Stratégie nationale de l'égalité et de l'équité de genre;**
- ii) **des informations sur la création et les activités de l'Institut pour les femmes ainsi que sur les mesures particulières réalisées pour promouvoir l'égalité en matière d'accès des femmes à la formation professionnelle et à l'emploi dans les secteurs privé et public, et sur leurs résultats;**
- iii) **des informations statistiques sur la participation des hommes et des femmes à la formation professionnelle et sur le marché du travail, en indiquant leurs taux d'activité dans les différents secteurs et professions.**

Sensibilisation. La commission rappelle l'importance des programmes d'éducation pour promouvoir la sensibilisation au sujet du principe de l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession. **La commission prie le gouvernement de transmettre des informations sur toute action prise ou envisagée pour promouvoir la compréhension et la sensibilisation au sujet du principe de l'égalité parmi les travailleurs et les employeurs, et dans la société dans son ensemble, notamment dans le cadre de la collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sénégal

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1962)

Article 1 de la convention. Législation. Depuis plusieurs années, la commission souligne que l'article L.105 du Code du travail, qui prévoit qu'«à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs, quel que soit leur [...] sexe», ne donne pas pleinement effet au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale posé par la convention. En effet, la commission rappelle que, selon la convention, non seulement les travailleurs et les travailleuses ont droit à une rémunération égale lorsqu'ils ont des conditions de travail, des qualifications professionnelles et un rendement égaux, mais également lorsque ces éléments sont différents et que, dans l'ensemble, leur travail, c'est-à-dire l'ensemble des tâches qu'ils accomplissent, a une valeur égale. En outre, la commission a relevé que l'article L.86 (7) du Code du travail prévoit que les conventions collectives doivent obligatoirement contenir des dispositions concernant «les modalités d'application du principe à travail égal, salaire égal pour les femmes et les jeunes». La commission rappelle que le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale englobe l'égalité de rémunération pour un travail égal mais qu'il va au-delà puisqu'il permet de prendre en compte un travail complètement différent mais néanmoins de valeur égale. La commission note que le gouvernement réaffirme sa volonté de prendre les mesures nécessaires afin que le principe posé par la convention soit

incorporé dans sa législation. A cet égard, le gouvernement indique qu'un projet de loi relatif à la non-discrimination au travail modifiant et complétant certaines dispositions du Code du travail a été élaboré et que le processus d'adoption suit son cours. ***La commission demande au gouvernement de s'assurer que le projet de loi modifiant et complétant le Code du travail permettra d'y incorporer le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, et que les articles L.86 (7) et L.105 du Code du travail seront modifiés dans ce sens. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement des travaux législatifs et de communiquer copie de ce texte dès qu'il aura été adopté.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1967)

Article 1 de la convention. Législation. La commission rappelle que, en vertu de l'article 25 de la Constitution du 22 janvier 2001, «nul ne peut être lésé dans son travail en raison de ses origines, de son sexe, de ses opinions, de ses choix politiques ou de ses croyances». En outre, l'article L.1 du Code du travail prévoit que «l'Etat assure l'égalité de chances et de traitement des citoyens en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi, sans distinction d'origine, de race, de sexe et de religion». L'article L.29 du Code du travail prévoit qu'«il est interdit à tout employeur de prendre en considération l'appartenance à un syndicat ou l'exercice d'une activité syndicale pour arrêter ses décisions en ce qui concerne notamment l'embauchage, la conduite et la répartition du travail, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération et l'octroi d'avantages sociaux, les mesures de discipline et de congédiement». La commission constate que ces textes ne couvrent pas l'ensemble des motifs de discrimination interdits par la convention puisqu'ils omettent l'ascendance nationale et la couleur et qu'ils ne se réfèrent pas expressément à l'origine sociale. La commission note également que la Constitution et le Code du travail ne permettent pas d'assurer une protection contre la discrimination à tous les stades de l'emploi et de la profession, c'est-à-dire non seulement en ce qui concerne l'accès à l'emploi et aux différentes professions ainsi qu'à la formation professionnelle, mais également en ce qui concerne les conditions d'emploi. La commission note que le gouvernement indique qu'un projet de loi relatif à la non-discrimination au travail modifiant et complétant certaines dispositions du Code du travail a été élaboré et que le processus d'adoption suit son cours. ***La commission prie le gouvernement de s'assurer que le projet de loi modifiant le Code du travail définit et interdit expressément la discrimination directe et indirecte fondée au minimum sur les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, à savoir la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale, et que tous les stades de l'emploi et de la profession, y compris les conditions d'emploi, sont couverts. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement des travaux législatifs et de communiquer copie de ce texte dès qu'il aura été adopté.***

Article 2. Egalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Dans ses précédents commentaires, la commission se référait aux observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSAS), qui mettaient l'accent sur la ségrégation sexuelle sur le marché du travail ainsi que sur le taux élevé d'analphabétisme des femmes et le faible taux de scolarisation des filles, et prenait note du lancement de la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre (SNEEG) en décembre 2007. La commission prend note avec ***intérêt*** des mesures prises par le gouvernement pour mettre en œuvre la SNEEG grâce à l'intervention de 13 ministères, de partenaires techniques et financiers et d'organisations de la société civile, en ce qui concerne l'accès des femmes aux facteurs de production et aux ressources financières, le renforcement des capacités techniques et managériales des femmes nécessaires à l'exploitation technique de leurs activités économiques et l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes, notamment l'allègement des travaux domestiques. La commission note que, selon le gouvernement, les actions menées ont permis des améliorations concrètes, telles que la diversification des activités des femmes, l'amélioration de leur capacité de production dans le domaine de la pêche, l'augmentation du volume de crédits accordés aux initiatives féminines, le renforcement des capacités techniques des femmes dans différents domaines de la formation professionnelle, la mise en œuvre du projet d'appui à l'entrepreneuriat féminin, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et la construction de crèches communautaires. Le gouvernement souligne également que l'accroissement du nombre d'associations de femmes permet une capacité accrue d'organisation et d'intervention des femmes. ***La commission encourage le gouvernement à poursuivre les efforts déployés afin d'améliorer la situation des femmes dans l'emploi et la profession et de faire en sorte que les femmes et les hommes puissent bénéficier de l'égalité de chances et de traitement. Le gouvernement est prié de continuer à fournir des informations sur les actions menées et les mesures prises en ce sens, ainsi que sur leurs résultats, en ce qui concerne notamment l'accès aux ressources et aux facteurs de production, le développement de la formation professionnelle et le renforcement des équipements d'allègement des travaux des femmes et des services de soins aux enfants et aux personnes âgées.***

Organisme spécialisé. Notant qu'un avant-projet de décret fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Observatoire sur la discrimination est également en cours d'élaboration, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'adoption de ce texte et d'en communiquer copie.

Statistiques. Dans ses précédents commentaires, la commission priait le gouvernement de fournir des informations statistiques sur le taux d'activité des hommes et des femmes dans les secteurs privé et public ainsi que dans l'économie informelle et sur leur participation à la formation professionnelle. La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information à cet égard et rappelle qu'il est indispensable de disposer de données fiables et à jour pour identifier les éventuelles discriminations entre hommes et femmes et évaluer les mesures prises pour y remédier. ***La commission veut croire que le gouvernement sera bientôt en mesure de communiquer ces informations statistiques et le prie de prendre les mesures nécessaires pour entreprendre la collecte et l'analyse de ces données sur l'emploi et la formation.***

Serbie

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2000)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Mise en œuvre de la législation interdisant la discrimination. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté avec intérêt l'adoption de la loi sur l'interdiction de la discrimination en avril 2009, ainsi que les observations de la Confédération des syndicats autonomes de Serbie (CATUS) et de la Confédération des syndicats «Nezavisnost» selon lesquelles, malgré l'adoption de la législation, il existe toujours des discriminations dans les faits. La commission avait précédemment prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures adoptées pour assurer la pleine application des dispositions du Code du travail et de la loi sur l'interdiction de la discrimination qui concerne la discrimination dans l'emploi et la profession. La commission note que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à cet égard. ***La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour appliquer la législation antidiscrimination. En outre, rappelant qu'il importe de prendre des mesures concrètes pour que les travailleurs, les employeurs, leurs organisations, les inspecteurs du travail et les juges, ainsi que la population en général, connaissent et comprennent la législation interdisant la discrimination, la commission demande une fois encore au gouvernement de communiquer des informations sur les activités de promotion et de formation, sur la législation antidiscrimination et sur le nombre, la nature des affaires de discrimination dans l'emploi examinées par l'inspection du travail, le Commissaire à l'égalité et les tribunaux et sur leur issue, y compris des informations sur les compensations allouées et les sanctions infligées.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Seychelles

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1999)

Article 2 de la convention. Politique nationale d'égalité. La commission prend note avec ***intérêt*** de la formulation, en collaboration avec les partenaires sociaux, et de l'adoption le 28 avril 2014 de la nouvelle Politique et Stratégie nationales pour l'emploi. Cette politique comprend une stratégie visant à la non-discrimination sur le lieu de travail, assortie de mesures détaillées pour promouvoir l'égalité de genre et lutter contre la discrimination à l'égard des personnes handicapées, des personnes âgées et des personnes vivant avec le VIH/sida. La stratégie souligne l'importance de conduire une étude sur la discrimination sur le lieu de travail afin d'identifier toutes les formes possibles de discrimination et de garantir l'application efficace de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, et de la présente convention. La commission note, d'après le rapport du gouvernement, que le ministère du Travail et du Développement des ressources humaines a prévu de réaliser cette étude en 2014 et de finaliser le plan d'action relevant de la politique, après consultation des partenaires sociaux, d'ici à octobre 2014. La commission note également, selon l'indication du gouvernement, qu'un projet de politique nationale sur le VIH/sida sur le lieu de travail, couvrant la discrimination des travailleurs vivant avec le VIH, est en cours d'élaboration, en coopération avec les partenaires sociaux. ***La commission demande au gouvernement d'indiquer les mesures prises dans le cadre de la nouvelle Politique et Stratégie nationales pour l'emploi, de son plan d'action et autres mesures pour promouvoir l'égalité dans l'emploi et la profession, sans distinction fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale, et de communiquer des informations sur les résultats obtenus. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur l'étude relative à la discrimination sur le lieu de travail et ses résultats, ainsi que sur l'adoption et la mise en œuvre de la politique nationale relative au VIH/sida sur le lieu de travail, en particulier les mesures prises pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation des travailleurs fondées sur leur statut VIH réel ou supposé.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Slovaquie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1993)

Article 2 de la convention. Travail de valeur égale. Législation. Depuis plusieurs années, la commission note que l'article 119a(2) du Code du travail, dans sa teneur modifiée en 2007 par la loi n° 348/2007 Coll., qui définit le travail de valeur égale comme étant «le travail du même niveau ou d'un niveau comparable de complexité, de responsabilité et de difficulté, accompli dans les mêmes conditions de travail ou des conditions de travail comparables, avec la même productivité et les mêmes résultats, ou une productivité et des résultats comparables auprès du même employeur», est plus restrictif que le principe de la convention. La commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que, bien que des facteurs tels que la complexité, la responsabilité, la difficulté et les conditions de travail soient manifestement pertinents pour déterminer la valeur des emplois, lorsque deux emplois sont comparés, la valeur ne doit pas être la même ou tout au moins comparable pour chacun des facteurs considérés. Déterminer si deux emplois différents sont de valeur égale, c'est déterminer la valeur globale des emplois lorsque tous les facteurs sont pris en compte. Le principe de la convention exige une rémunération égale pour des emplois qui sont de nature entièrement différente, notamment ceux qui ont un niveau de complexité, de responsabilité et de difficulté différent, qui sont accomplis dans des conditions entièrement différentes, et qui produisent des résultats différents, mais qui sont néanmoins de valeur égale (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 676-679). La commission rappelle que le Code du travail (art. 119a(2)) limite également le champ de comparaison aux emplois accomplis auprès du même employeur, et que l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale ne doit pas se limiter à des comparaisons entre des hommes et des femmes employés dans le même établissement, dans la même entreprise ou dans le même secteur. Tout en notant d'après le rapport du gouvernement que la comparaison entre des employeurs liés par la même convention collective de niveau supérieur est possible, la commission rappelle que le principe de la convention permet une comparaison beaucoup plus large entre des emplois occupés par des hommes et des femmes dans des entreprises différentes ou entre différents employeurs ou différents secteurs. Lorsque les femmes sont surreprésentées dans certains secteurs d'activité et professions, il existe un risque que les possibilités de comparaison au niveau de l'établissement soient insuffisantes (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 697-698). **La commission demande au gouvernement d'envisager de modifier la définition du travail de valeur égale prévue à l'article 119a(2) du Code du travail pour veiller à ce que, aux fins de déterminer si deux emplois sont de valeur égale, la valeur globale des emplois soit prise en compte et que la définition permette une comparaison exempte de préjugés sexistes des emplois qui sont de nature entièrement différente et vont au-delà de l'employeur. La commission demande à nouveau au gouvernement de communiquer des informations sur l'application pratique de l'article 119a du Code du travail, et notamment sur toute décision judiciaire ou administrative et leur issue. Le gouvernement est également prié de communiquer des informations sur toute mesure prise pour promouvoir l'évaluation objective des emplois dans le secteur privé et pour veiller à ce que le processus soit exempt de préjugés sexistes.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1993)

Articles 1 et 2 de la convention. Discrimination à l'égard des Roms. Depuis un certain nombre d'années, la commission appelle l'attention sur la discrimination dont font l'objet les membres de la communauté rom dans les domaines de l'éducation et de l'emploi, et des difficultés auxquelles ils se heurtent pour intégrer le marché du travail. A cet égard, la commission prend note de la préoccupation exprimée par le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) au sujet de la persistance des préjugés et de la discrimination à l'égard des Roms et de la précarité de leur situation socio-économique ainsi que de la persistance de la ségrégation de fait dont font l'objet les enfants roms dans le système éducatif, notamment du fait qu'ils sont surreprésentés dans les classes et les écoles spéciales pour enfants souffrant de déficiences intellectuelles (CERD/C/SVK/CO/9-10, 17 avril 2013, paragr. 10 et 11). La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) appelle également l'attention dans son rapport de 2014 sur l'accès limité des Roms à l'emploi, lequel est dû notamment à un accès insuffisant à l'éducation, qui débouche sur un niveau de qualifications plus faible, à une aide à la recherche d'emploi de médiocre qualité fournie par les agences pour l'emploi, à l'inadéquation des programmes de formation professionnelle et au manque d'accès régulier au microcrédit (CRI(2014)37, 19 juin 2014, paragr. 92 et 94). La commission accueille favorablement l'adoption, en janvier 2012, de la Stratégie d'intégration des Roms à l'horizon 2020, qui s'attaque aux difficultés liées à leur inclusion sociale dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la non-discrimination, de la santé, du logement et de l'inclusion financière, en mettant notamment l'accent sur les communautés roms marginalisées. La commission note que le gouvernement reconnaît, dans cette stratégie, qu'il convient d'accorder plus d'attention à la question de la non-discrimination. Le gouvernement indique en outre que les sondages publics d'opinion donnent à entendre que les Roms sont plus souvent victimes de discrimination que la population majoritaire, et qu'en cas de suspicion de discrimination les autorités

compétentes ne sont ni informées ni saisies. La commission prend en outre note que la stratégie vise à améliorer l'accès à une éducation de qualité, notamment des structures d'accueil préscolaires, et à éradiquer la ségrégation dont sont victimes les enfants roms sur le plan scolaire, ainsi qu'à promouvoir leur accès aux opportunités d'emploi, grâce notamment à l'amélioration de leurs qualifications professionnelles et des relations entre la communauté rom et les agences pour l'emploi. La commission estime qu'il est difficile de mesurer les progrès accomplis pour ce qui est de la situation des Roms en matière d'emploi et d'éducation en raison du manque de données pertinentes dans le rapport du gouvernement et de l'absence d'évaluation des résultats des politiques passées en faveur des Roms, telles que le Concept à moyen terme du développement de la minorité nationale rom en République slovaque (2008-2013). ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour évaluer l'ampleur de la ségrégation sur le plan scolaire à l'égard des enfants roms et y remédier de manière effective, y compris en ce qui concerne leur placement dans des écoles dites «spéciales» pour enfants souffrant de déficiences intellectuelles, et pour promouvoir leur participation à l'éducation et à la formation aux différents niveaux, notamment dans les structures d'accueil préscolaires. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour mettre en œuvre la Stratégie d'intégration des Roms à l'horizon 2020, y compris les mesures en vue d'une aide efficace et ciblée aux personnes victimes de discrimination en raison de leur appartenance ethnique. Prière de fournir des informations sur l'incidence de ces mesures sur la situation des Roms en matière d'éducation, de formation et d'emploi, ainsi que des statistiques récentes, ventilées par sexe, sur la situation socio-économique des Roms.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Soudan

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1970)

Articles 1 à 3 de la convention. Conditions générales propres à assurer une protection contre la discrimination dans l'emploi et la profession. Depuis un certain nombre d'années, la commission exprime sa profonde préoccupation concernant la situation des droits de l'homme dans le pays et demande instamment au gouvernement de prendre des mesures immédiates pour créer les conditions nécessaires à une protection effective contre la discrimination pour tous les groupes de population, y compris les tribus du Darfour. D'après le rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan, la commission note que les problèmes de droits de l'homme persistent, en particulier dans les régions touchées par des conflits telles que le Darfour, le Kordofan méridional et le Nil Bleu, mais que le gouvernement fait des efforts soutenus afin d'améliorer la situation. Le rapport se réfère en particulier à l'adoption par la Commission nationale des droits de l'homme d'un plan stratégique sur quatre ans (2014-2018) (A/HRC/27/69, 4 sept. 2014). La commission prend note de l'engagement du gouvernement à l'Accord de paix de Doha de 2011, dont l'objectif est de mettre fin au conflit du Darfour. Elle note également qu'une Constitution permanente est en cours d'élaboration avec la participation de tous les partis politiques et des organisations de la société civile, en vue d'apporter la stabilité dans le pays. ***La commission insiste sur le fait qu'il est important que l'application de la convention fasse partie intégrante de ce processus et prie instamment le gouvernement de continuer à prendre des mesures en vue de l'instauration des conditions nécessaires à la protection effective contre la discrimination pour tous les membres de la population, y compris dans les régions du Darfour, du Kordofan méridional et du Nil Bleu, sans distinction fondée sur l'un quelconque des motifs énumérés dans la convention. La commission demande au gouvernement de fournir des informations détaillées sur les activités de la Commission nationale des droits de l'homme donnant effet aux dispositions de la convention, notamment dans le cadre du plan stratégique sur quatre ans (2014-2018).***

Article 1, paragraphe 1 a). Motifs de discrimination interdits. La commission rappelle que la Constitution provisoire de la République du Soudan, 2005, prévoit que la loi assure la protection de toute personne contre toutes les distinctions fondées sur tous les motifs énumérés par la convention, sauf l'origine sociale. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle une disposition interdisant spécifiquement la discrimination dans l'emploi et dans la profession sera incorporée dans la Constitution permanente. Le gouvernement indique également que des consultations avec des organisations de travailleurs et d'employeurs, qui ont été menées par l'intermédiaire du Comité consultatif national sur les normes du travail, ont conduit à une recommandation visant à inclure dans le projet de Code du travail des dispositions interdisant clairement la discrimination fondée sur tous les motifs énumérés dans la convention, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession. La commission note les observations de la Fédération soudanaise des hommes d'affaires et des employeurs, que le gouvernement a jointes à son rapport, qui exprime son soutien à l'insertion d'une telle disposition dans le Code du travail. ***La commission prie le gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que la Constitution permanente et le Code du travail, une fois adoptés, assurent une protection complète de tous les travailleurs contre la discrimination directe et indirecte fondée sur tous les motifs énumérés dans la convention et concernant tous les aspects de l'emploi, notamment la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et à des professions particulières et les conditions d'emploi. Prière de fournir des informations sur tout progrès accompli dans l'adoption de la Constitution permanente et du nouveau Code du travail.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sri Lanka

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1993)

Article 1 de la convention. Travail de valeur égale. Législation. La commission rappelle qu'elle s'était déclarée préoccupée quant à l'absence de législation prévoyant l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et au fait que les ordonnances en matière salariale et les conventions collectives se bornent à formuler le principe de l'égalité de rémunération à l'égard du «même travail» ou d'un «travail substantiellement identique». Le gouvernement déclare qu'il n'y a pas de dispositions spécifiques qui assureraient, en vertu de l'ordonnance des conseils des salaires, le versement du salaire minimum aux hommes et aux femmes sans discrimination, mais que les conseils des salaires ne fixent pas de salaires minima différents pour les hommes et pour les femmes. Le gouvernement considère donc qu'il n'est pas nécessaire de prévoir expressément que les salariés doivent percevoir des salaires exempts de toute discrimination fondée sur le genre. La commission rappelle que la notion de «travail de valeur égale» est un outil permettant de combattre la ségrégation entre hommes et femmes sur le marché du travail lorsque, d'une manière générale, les hommes et les femmes n'exercent pas les mêmes activités ou des activités similaires, puisqu'elle rend possible un large éventail de comparaisons entre les emplois, comparaisons qui peuvent englober le «travail égal», le «même travail» ou le «travail similaire» mais qui vont au-delà puisqu'elles peuvent s'étendre à des emplois qui, bien que de nature entièrement différente, n'en ont pas moins une valeur égale. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation donne pleinement son expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. A cet égard, la commission demande au gouvernement de fournir des informations précises sur les mesures concrètement prises.**

Autres avantages. La commission note que le gouvernement réitère qu'il existe une obligation légale de payer les salaires dans une monnaie ayant cours légal. Toutefois, le gouvernement n'a pas fourni d'information sur la pratique consistant à accorder des repas aux travailleurs masculins et pas aux travailleuses dans les zones rurales. La commission rappelle que le principe établi par la convention doit s'appliquer à l'égard de tous les éléments de rémunération qu'un travailleur peut percevoir en raison de son travail, y compris des prestations accordées parallèlement ou en plus du salaire de base qui est versé, comme les repas ou les moyens d'hébergement, sans considération des termes utilisés («salaire, paye, rémunération, traitement», etc.). **En conséquence, la commission demande à nouveau au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que tous avantages en nature ou en espèces soient accessibles et attribués aux hommes et aux femmes sur un pied d'égalité, et elle le prie de communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard.**

Article 2. Conseils des salaires. La commission note que les conseils des salaires ont publié en janvier 2013 une nouvelle grille révisant les salaires minima dans un certain nombre de professions, en application de l'ordonnance sur les conseils des salaires. Elle constate cependant qu'une terminologie sexospécifique est encore utilisée dans les décisions des conseils des salaires. Elle note en outre que, d'après le rapport du gouvernement au titre de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, un processus de simplification du système des conseils des salaires a été engagé et l'assistance technique du BIT a été demandée à cet égard. **La commission demande au gouvernement de donner des informations sur le processus de simplification du système des conseils des salaires. Dans ce contexte, elle lui demande à nouveau de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les taux de salaire fixés par ces conseils soient basés sur des critères objectifs, exempts de toute distorsion sexiste (tels que les qualifications, l'effort, le degré de responsabilité et les conditions de travail), afin que les travaux effectués de manière prédominante par des femmes ne soient pas sous-évalués par rapport aux travaux effectués de manière prédominante par des hommes. Elle lui demande également de prendre toutes mesures propres à assurer l'utilisation, dans les ordonnances des conseils des salaires, d'une terminologie neutre dans la définition des différents emplois et des différentes professions et à éviter les stéréotypes attribuant aux hommes ou aux femmes des aspirations spécifiques pour certains emplois.**

Article 3. Evaluation objective des emplois. La commission se félicite de l'introduction, dans le Plan d'action national pour la protection et la promotion des droits de l'homme 2011-2016, de «l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale» en tant qu'objectif explicite à atteindre dans le cadre d'une étude sur l'introduction d'un système d'évaluation des emplois qui servira de base pour l'élaboration et l'instauration d'un tel système. **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la réalisation de l'étude prévue pour élaborer une méthode d'évaluation objective des emplois sur la base des tâches à effectuer et de critères objectifs exempts de préjugés sexistes, tels que les qualifications et les compétences, l'effort, le degré de responsabilité et les conditions de travail. Elle lui demande de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1998)

Article 1 de la convention. Protection législative contre la discrimination. Depuis un certain nombre d'années, la commission prie instamment le gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que des dispositions contre la discrimination couvrant tous les aspects de l'emploi et de la profession et tous les motifs énumérés dans la convention soient intégrées dans la législation. La commission note que le gouvernement déclare que les dispositions de la Constitution qui concernent la discrimination priment sur la législation nationale et sont appliquées de manière effective. La commission rappelle que la Constitution de Sri Lanka garantit l'égalité devant la loi et ne protège les citoyens que contre la discrimination «fondée sur la race, la religion, la langue, la caste, le sexe, l'opinion politique, le lieu de naissance ou tout motif de ce type» (art. 12) et qu'elle garantit la liberté de prendre un emploi ou de s'engager dans une profession (art. 14) et la faculté pour toute personne s'estimant lésée dans ses droits par l'Etat de faire un recours devant la Cour suprême (art. 17). Elle rappelle donc que ces dispositions constitutionnelles n'interdisent pas la discrimination fondée sur la couleur ni sur l'ascendance nationale. Considérant le caractère sensible des questions de discrimination et la nécessité de pouvoir mettre fin à toute situation discriminatoire sur le lieu de travail dans les meilleurs délais et de manière effective, la commission considère que, outre les garanties constitutionnelles, l'inclusion de dispositions antidiscriminatoires dans la législation du travail ou toute autre législation pertinente est un moyen efficace de lutter contre la discrimination dans l'emploi et la profession et elle permet aux travailleurs de faire valoir leurs droits dans ce domaine. Notant que le gouvernement déclare que le Département du travail n'a pas eu connaissance de cas de discrimination dans l'emploi, la commission tient à rappeler que l'absence de cas de discrimination dans l'emploi peut s'expliquer par l'absence de cadre législatif ou encore des difficultés pratiques pour accéder aux procédures. ***La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour introduire dans la législation nationale des dispositions contre la discrimination afin d'assurer que les hommes et les femmes, qu'ils soient nationaux ou étrangers, bénéficient d'une protection effective contre la discrimination fondée sur les motifs visés par la convention dans l'emploi et la profession, y compris la couleur ou l'ascendance nationale. Elle demande en outre au gouvernement d'indiquer les voies de recours ouvertes aux travailleurs s'estimant victimes d'une discrimination de la part d'un employeur du secteur privé sur la base de l'un quelconque des motifs visés par la convention et de donner des informations sur le nombre et la nature des affaires de discrimination dans l'emploi dont la Cour suprême a eu à connaître en vertu des articles 12, paragraphe 1, et 17 de la Constitution ainsi que sur leur issue. Prière de communiquer copie de toute décision judiciaire pertinente.***

Egalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission note qu'en 2013 le taux de participation des femmes à l'activité économique est resté faible (35,6 pour cent contre 74,9 pour cent pour les hommes) et qu'il n'a que très peu varié au cours des dix dernières années. D'après les chiffres de 2013, les femmes ne représentaient que 10,3 pour cent des employeurs, 33,6 pour cent des salariés, 26,5 pour cent des travailleurs indépendants, mais aussi 78,5 des personnes contribuant à une activité économique familiale. Prenant note des informations contenues dans le rapport du gouvernement, la commission se félicite de l'approbation d'un vaste Plan d'action national en faveur des femmes et de la mise en place d'unités spéciales dotées des moyens matériels et humains nécessaires au déploiement des activités prévues. Elle se félicite en outre de l'inclusion, dans le Plan d'action national pour la protection et la promotion des droits de l'homme 2011-2016, de mesures concernant les droits des femmes et l'égalité entre hommes et femmes dans l'emploi qui prévoient l'élaboration, par le biais d'un processus de consultations et la mise en œuvre d'une politique applicable au secteur privé reposant sur l'adhésion au principe de non-discrimination et une étude consacrée aux problèmes auxquels les travailleuses sont confrontées. ***Accueillant favorablement les efforts déployés par le gouvernement en matière d'égalité de genre, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur toute politique ou toutes mesures adoptées en application du Plan d'action national en faveur des femmes ou du Plan d'action national pour la protection et la promotion des droits de l'homme pour mettre en œuvre de manière effective l'égalité entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession, et sur l'impact d'une telle politique ou de telles mesures. Elle le prie en outre d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour assurer l'amélioration de la participation des femmes à la vie économique et l'accès des femmes à un éventail plus large de professions et à des emplois d'un niveau plus élevé, notamment sous la forme de campagnes ou autres mesures de sensibilisation visant à éliminer les préjugés quant aux aspirations des femmes, à leurs préférences et leurs aptitudes ou encore à leur rôle dans la société. Elle le prie à nouveau de donner des informations sur les progrès dans l'adoption du projet de loi concernant les droits des femmes et de communiquer, lorsqu'elle sera terminée, un exemplaire de l'étude consacrée aux problèmes auxquels sont confrontées les femmes dans l'emploi.***

Harcèlement sexuel. La commission rappelle ses précédents commentaires concernant l'absence de protection efficace des travailleurs et travailleuses contre le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession. La commission accueille favorablement l'inclusion, dans le Plan d'action national 2011-2016, de mesures contre le harcèlement sexuel, notamment de «la révision et de la mise en œuvre d'une politique contre le harcèlement sexuel dans les institutions de l'administration publique» et la mise en place d'un «mécanisme devant permettre de suivre la mise en œuvre d'une politique contre le harcèlement sexuel dans le secteur privé». La commission accueille favorablement l'adoption du

nouveau «Code de conduite et les directives pour la prévention du harcèlement sexuel sur le lieu de travail», élaboré en 2013 par la Fédération des employeurs de Ceylan en collaboration avec le BIT, auquel le gouvernement se réfère dans son rapport. Ce code de conduite, qui constitue une étape importante dans la lutte contre cette forme grave de discrimination fondée sur le sexe, n'est cependant applicable que sur une base volontaire. Dans son rapport, le gouvernement se réfère également aux dispositions du Code pénal qui ont trait au harcèlement sexuel et indique à cet égard qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une loi spécifique en la matière. La commission estime qu'il n'est pas suffisant d'aborder le harcèlement sexuel simplement par le biais de poursuites pénales, en raison du caractère sensible de cette question et de la charge de la preuve qui est difficile à apporter surtout en l'absence de témoins (ce qui est souvent le cas). La commission note également l'explication figurant après l'article 345 du Code pénal selon laquelle cet article se réfère à «une personne détentrice d'autorité». ***La commission prie le gouvernement de clarifier la portée de l'article 345 du Code pénal, en indiquant si cet article ne vise que le harcèlement sexuel commis par une «personne détentrice d'autorité» ou s'il vise également le harcèlement sexuel venant d'un autre travailleur, d'un client ou d'un fournisseur de l'entreprise. Elle le prie également de communiquer des informations sur les points suivants:***

- i) ***la procédure pénale prévue en cas de harcèlement sexuel dans l'emploi ou la profession, en particulier les règles en matière de charge de la preuve, les dispositions contre les représailles et, enfin, toutes décisions judiciaires pertinentes;***
- ii) ***toutes mesures préventives prises par les employeurs, dans les secteurs public et privé, sur la base du Code de conduite;***
- iii) ***les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des mesures prises dans le cadre du Plan d'action national 2011-2016, notamment en ce qui concerne le suivi de la Politique de lutte contre le harcèlement sexuel dans les secteurs public et privé.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Suisse

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

Articles 1 et 2 de la convention. Protection effective des travailleurs contre la discrimination. Législation et autres mesures. Depuis plusieurs années, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que les dispositions juridiques en vigueur sont insuffisantes pour assurer aux travailleurs une protection efficace contre la discrimination fondée sur l'ensemble des motifs énumérés par l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention (race, couleur, sexe, religion, opinion politique, ascendance nationale et origine sociale) à tous les stades de l'emploi, y compris la formation professionnelle, le recrutement et les conditions d'emploi, et pour leur permettre de faire valoir leurs droits en la matière. La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles la situation demeure inchangée, car le Parlement n'a pas donné suite aux interventions proposant un renforcement de la protection contre la discrimination dans le domaine du droit privé, notamment celui du travail. S'agissant plus particulièrement de la discrimination raciale, le gouvernement reconnaît que, dans la mesure où les dispositions constitutionnelles ne s'appliquent pas directement dans les relations entre particuliers et la norme pénale (art. 261bis du Code pénal) n'est pas souvent applicable dans le domaine de l'emploi, les victimes doivent se fonder sur des dispositions d'ordre général du Code civil ou du Code des obligations, notamment sur des principes généraux tels que la bonne foi ou la nullité du contrat. A cet égard, la commission rappelle les conclusions de l'étude publiée en 2010 sur le droit contre la discrimination raciale réalisée par la Commission fédérale contre le racisme (CFR) selon lesquelles l'absence d'interdiction expresse de la discrimination raciale génère une insécurité juridique considérable, en particulier en ce qui concerne la discrimination indirecte. La commission note que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) recommande à la Suisse d'adopter une définition claire et complète de la discrimination raciale et de l'interdire dans tous les domaines de la vie privée et publique (CERD/C/CHE/CO/7-9, 13 mars 2014, paragr. 6). En outre, dans son rapport de 2014, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) souligne également les insuffisances de la protection contre la discrimination entre particuliers et recommande, de nouveau, le renforcement en droit civil et administratif de la protection des victimes de discrimination raciale dans tous les domaines essentiels de la vie (CRI(2014)39, 19 juin 2014, paragr. 7-12). La commission prend également note des informations fournies par le gouvernement sur les mesures pratiques prises pour lutter contre la discrimination et promouvoir l'intégration, telles que la mise en place d'un dialogue sur l'intégration au travail avec, entre autres, des organisations de travailleurs et d'employeurs, des mesures dans le cadre de la Stratégie globale en matière de lutte contre la pauvreté, la publication de brochures et la réalisation d'études. A cet égard, le gouvernement indique que le Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) doit réaliser une étude visant à évaluer les mécanismes d'accès à la justice des victimes d'actes discriminatoires, quel qu'en soit le motif et dans tous les domaines du droit, et que le Conseil fédéral est en train d'élaborer un rapport sur l'efficacité des instruments juridiques en vigueur et sur les mesures contre la discrimination. ***La***

commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre en place un cadre juridique efficace contre toute discrimination fondée, au minimum, sur l'ensemble des motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, à tous les stades de l'emploi et de la profession, en vue d'assurer une protection effective des travailleurs en la matière et de leur permettre d'obtenir réparation. La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures spécifiques en matière de prévention et de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession et de fournir des informations à cet égard. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les points suivants:

- i) tout cas de discrimination détecté par les inspecteurs du travail ou porté à leur connaissance;*
- ii) tout cas de discrimination en matière d'emploi examiné par les tribunaux, en précisant le motif et les dispositions juridiques invoqués et le résultat obtenu; et*
- iii) les conclusions des études réalisées par le CSDH sur l'accès à la justice et par le Conseil fédéral sur les instruments juridiques applicables et toute mesure de suivi dans le domaine de l'emploi et de la profession.*

Formation et orientation professionnelles. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de loi fédérale sur la formation continue qui vise, entre autres principes, «l'amélioration de l'égalité des chances» est actuellement soumis au Parlement pour délibération. Ce projet de loi prévoit que «dans les offres de formation continue qu'ils réglementent ou qu'ils soutiennent, la Confédération et les cantons s'efforcent notamment de réaliser l'égalité effective entre hommes et femmes, de tenir compte des besoins particuliers des personnes avec un handicap, de faciliter l'intégration des étrangers et d'améliorer les chances des personnes peu qualifiées sur le marché de l'emploi». La commission note également les informations fournies par le gouvernement sur le Programme fédéral «Egalité des chances entre femmes et hommes dans les hautes écoles spécialisées» et relève que, selon l'étude publiée en juin 2013 par l'Office national de la statistique «Vers l'égalité entre femmes et hommes (situation et évolution)», le choix de la profession et la filière d'études est fortement lié au sexe; les femmes s'orientant beaucoup plus fréquemment que les hommes vers des études dans les domaines de la santé, des sciences humaines et sociales et de l'enseignement. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement du projet de loi sur la formation continue. La commission prie également le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées en matière d'orientation professionnelle pour encourager les jeunes femmes à entreprendre des formations dans des domaines traditionnellement masculins ainsi que les mesures visant à mettre en œuvre l'égalité des chances dans le cadre de la future loi sur la formation continue.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Tadjikistan

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1993)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Egalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Evolution de la législation. La commission prend note de l'adoption de la loi-cadre n° 89 du 1^{er} mars 2005 sur les garanties de l'Etat en matière d'égalité des droits entre hommes et femmes et d'égalité des chances dans l'exercice de ces droits. Elle note que la loi définit et interdit toute discrimination fondée sur le sexe dans quelque domaine que ce soit (art. 1 et 3), et fait obligation aux pouvoirs publics de garantir l'égalité de genre (art. 4). La loi contient également des dispositions relatives aux garanties de l'Etat en ce qui concerne l'égalité des chances entre hommes et femmes dans le domaine de l'éducation et des sciences (art. 6) et dans la fonction publique (chap. 3). L'égalité des chances en matière socio-économique (chap. 4) est un domaine dans lequel la loi prévoit des mesures visant à faire progresser l'égalité entre hommes et femmes dans les relations de travail (art. 13), des dispositions mettant sur l'employeur la charge de la preuve pour démontrer qu'il n'avait pas l'intention de discriminer (art. 14), des mesures visant à assurer l'égalité de genre dans les licenciements collectifs de salariés (art. 15) et des mesures garantissant l'égalité des chances entre hommes et femmes dans les conventions et contrats collectifs (art. 16). Enfin, la loi comprend un certain nombre de dispositions visant à aider les travailleurs qui ont des responsabilités familiales (art. 7). ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de la loi-cadre n° 89 du 1^{er} mars 2005 sur les garanties de l'Etat en matière d'égalité des droits entre hommes et femmes et d'égalité de chances dans l'exercice de ces droits, et notamment sur la façon dont les violations des dispositions de cette loi sont traitées.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Thaïlande

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1999)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 b) de la convention. Travail de valeur égale. La commission note que le gouvernement déclare, dans des termes très généraux, que les articles 15 et 53 de la loi sur la protection des travailleurs assurent la protection des hommes et des femmes en conformité avec le principe de la convention. La commission rappelle ses commentaires antérieurs dans lesquels elle avait prié instamment le gouvernement de modifier l'article 53 de la loi sur la protection des travailleurs pour veiller à ce que la législation prévoit l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes non seulement pour un travail égal, le même travail ou un travail similaire, mais également pour des travaux différents mais qui sont néanmoins de valeur égale. La commission observe que le gouvernement n'a pris aucune mesure pour modifier l'article 53 de la loi sur la protection des travailleurs. La commission rappelle que des dispositions qui sont plus restrictives que le principe établi dans la convention, en ce sens qu'elles ne reflètent pas la notion de «travail de valeur égale», constituent une entrave au progrès dans l'élimination de la discrimination en matière de rémunération fondée sur le sexe. La commission note cependant que le gouvernement a l'intention de mener une étude sur la compréhension du principe de la convention et a pris des mesures en vue de promouvoir la sensibilisation au principe de «l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale» grâce à la diffusion de l'observation générale de 2006 de la commission auprès du public. ***La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 53 de la loi sur la protection des travailleurs en vue d'y inclure expressément le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale. Prière de communiquer aussi des informations sur les résultats de l'étude susvisée et sur les activités menées pour faire connaître le principe de la convention.***

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Tunisie

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1959)

La commission prend note de l'adoption, le 26 janvier 2014, de la nouvelle Constitution qui consacre notamment l'égalité des citoyens et citoyennes devant la loi sans discrimination aucune (art. 21) et prévoit que tout citoyen et toute citoyenne ont le droit au travail dans des conditions décentes et à salaire équitable (art. 40). La Constitution prévoit également que l'Etat «s'engage à protéger les droits acquis de la femme, les soutient et œuvre à les améliorer», qu'il «garantit l'égalité des chances entre la femme et l'homme pour assumer les différentes responsabilités et dans tous les domaines» et qu'il «prend les mesures nécessaires afin d'éradiquer la violence contre la femme» (art. 46).

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 2 et 3 de la convention. Politique nationale en ce qui concerne la discrimination fondée sur des motifs autres que le sexe. La commission note avec regret que le gouvernement continue à ne communiquer aucun détail sur les mesures prises pour lutter contre la discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance nationale, la religion, l'opinion politique et l'origine sociale dans le cadre d'une politique nationale d'égalité de chances et de traitement. La commission note que le gouvernement réitère ses déclarations selon lesquelles, en vertu de l'article 6 de la Constitution, tous les Tunisiens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs et sont égaux devant la loi. Elle note également que le gouvernement indique que les services compétents du ministère de l'Emploi et de l'Insertion professionnelle des jeunes n'ont signalé aucun cas de discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale en matière d'emploi et de profession, et qu'aucune plainte n'a été enregistrée par les services administratifs ou les tribunaux.

La commission rappelle une fois encore au gouvernement que l'existence de dispositions constitutionnelles prévoyant une égalité de protection devant la loi ne suffit pas pour assurer la pleine application de la convention. De même, le fait que les autorités ne soient saisies d'aucune plainte ne signifie pas qu'il n'existe pas de discrimination dans le pays. La commission considère que cela pourrait plutôt indiquer que les victimes ont une connaissance insuffisante des dispositions législatives pertinentes et des procédures de règlement des différends à la disposition des victimes, ou encore que cela pourrait être dû à la crainte des victimes d'éventuelles représailles de la part de l'employeur. En outre, la commission souhaite à nouveau souligner que, en vertu de l'article 2 de la convention, le gouvernement doit formuler et appliquer une politique nationale visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement en vue d'éliminer toute discrimination en matière d'emploi et de profession fondée sur les motifs énumérés par la convention. ***La commission prie le gouvernement:***

- i) ***d'envisager, dans le cadre d'une politique nationale d'égalité de chances et de traitement, d'adopter une législation interdisant expressément toute discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance nationale, la religion,***

l'opinion politique ou l'origine sociale, et de prendre des mesures concrètes pour éliminer toute discrimination dans la pratique;

- ii) *de prendre des mesures visant à favoriser une meilleure connaissance et une meilleure compréhension du principe de la convention et des dispositions légales tendant à l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession parmi le public et les partenaires sociaux;*
- iii) *de prendre des mesures, sous forme d'études ou autres, pour évaluer l'efficacité des procédures de règlement des différends, y compris toute difficulté d'ordre pratique rencontrée par les travailleurs ou les travailleuses pour obtenir légalement réparation d'une discrimination fondée sur l'un des motifs visés par la convention.*

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Ukraine

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1956)

Articles 1 et 2 de la convention. Ecart de rémunération entre hommes et femmes. La commission note, d'après les informations communiquées par le gouvernement et le Service d'Etat ukrainien de statistiques sur le salaire mensuel moyen et le salaire des femmes et des hommes, que l'écart de salaire entre ces derniers était de 22,8 pour cent en 2013 et de 24 pour cent au premier trimestre 2014 (contre 23 pour cent en 2009). Des données de 2013 montrent également un écart important entre les salaires des hommes et des femmes dans certains secteurs économiques, notamment dans le secteur manufacturier (30,3 pour cent), dans les services postaux (35,4 pour cent), dans le secteur des sports, du divertissement et des loisirs (37,8 pour cent). Le gouvernement indique que ces différences de salaire sont principalement dues à la répartition du travail par sexe, les femmes étant majoritairement employées dans des secteurs exigeant un niveau scolaire relativement élevé, mais où elles perçoivent un salaire inférieur à celui des hommes, puisqu'étant généralement occupées dans le secteur public. Le gouvernement indique également que le Programme national 2013-2016 sur l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes comprend des activités visant à réduire l'écart de salaire entre hommes et femmes. ***Notant que l'écart de salaire entre hommes et femmes ne s'est pas réduit depuis 2009, la commission demande au gouvernement de renforcer ses efforts pour réduire l'écart de rémunération, notamment en déterminant ses causes sous-jacentes et en s'y attaquant, et de communiquer des informations spécifiques sur toute activité conduite dans le cadre du Programme national 2013-2016 sur l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes dans ce domaine. Prière de continuer aussi à fournir des données statistiques sur les niveaux de rémunération et de salaire des hommes et des femmes, par secteur d'emploi et par profession, dans les différents grades et niveaux de la fonction publique, ventilées par catégorie professionnelle.***

Egalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Législation. Depuis un certain nombre d'années, la commission formule des commentaires sur l'article 17 de la loi de 2006 sur l'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes, faisant obligation à l'employeur de garantir l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail comportant des qualifications et conditions de travail égales, qui est plus restrictif que le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale posé par la convention. De plus, en ne liant le droit des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération qu'à deux éléments de comparaison, la commission avait estimé que l'article 17 risquait de décourager, voire d'exclure, toute évaluation objective des emplois sur la base d'un plus large éventail de critères, ce qui est indispensable pour éliminer la sous-évaluation à caractère discriminatoire des emplois traditionnellement occupés par des femmes. ***En l'absence d'informations communiquées par le gouvernement à cet égard, et notant que le Code du travail est en cours de modification, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour donner pleinement expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, tant dans la loi sur l'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes que dans le projet de Code du travail, et d'indiquer tout progrès réalisé à cet égard. Prière de communiquer aussi des informations sur l'application de l'article 17 de la loi sur l'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes, y compris sur le nombre et l'issue des affaires qui auraient été portées devant les autorités compétentes à cet égard.***

Article 3. Evaluation objective des emplois. La commission note que, en réponse à ses précédents commentaires, le gouvernement répète simplement les informations sur la manière dont les salaires sont fixés pour les salariés d'institutions et d'organisations financées par le budget de l'Etat, et dont les salaires relevant d'accords sectoriels sont fixés pour les salariés du secteur privé. Les salaires et les rémunérations sont répartis par profession et par qualification professionnelle sans distinction entre les hommes et les femmes. Il n'est donc toujours pas possible de déterminer si les méthodes utilisées pour évaluer le travail accompli dans les différents emplois et les différentes professions permettent d'éliminer de manière appropriée les préjugés sexistes lors de la fixation des taux de salaire, notamment en ce qui

concerne la sous-évaluation des emplois et des professions majoritairement occupés par les femmes, ce qui entraîne pour les femmes une rémunération inférieure à celle que les hommes perçoivent dans les emplois et les professions dans lesquels ils sont plus nombreux. La commission rappelle que, si la convention ne prescrit pas de méthode particulière pour mesurer et comparer la valeur relative de différents emplois, quelle que soit la méthode utilisée, il importe de veiller à ce qu'elle soit exempte de toute distorsion sexiste. La commission renvoie le gouvernement aux paragraphes 695 à 703 de son étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales pour obtenir d'autres orientations sur l'évaluation objective des emplois. ***Compte tenu de la persistance de l'écart de salaire entre hommes et femmes et de la répartition du travail par sexe que le gouvernement reconnaît, la commission le prie instamment de prendre les mesures spécifiques pour promouvoir l'utilisation de méthodes d'évaluation objective des emplois, exemptes de toute distorsion sexiste, en vue de promouvoir et d'assurer la création de barèmes de rémunération et de salaire conformes au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, et de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard. La commission encourage le gouvernement à solliciter l'assistance technique du BIT à ce sujet.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

Articles 1 et 2 de la convention. Evolution de la législation. La commission prend note avec **intérêt** de l'adoption de la loi du 6 septembre 2012 (modifiée en mai 2014) sur la prévention et la lutte contre la discrimination en Ukraine, qui interdit la discrimination directe et indirecte et couvre les motifs de race, couleur, opinion politique, croyance religieuse ou autre, sexe, âge, handicap, origine ethnique ou sociale, citoyenneté, situation maritale, propriété, lieu de résidence, caractéristiques linguistiques et autres qui peuvent être réels ou implicites (art. 1(2), 1(3) et 6(2)). La commission note que la loi s'applique entre autres dans les domaines de l'éducation, de la fonction publique et des relations d'emploi (art. 4). La loi prévoit aussi qu'il faut mettre au point une politique d'action positive ayant pour but de supprimer les inégalités de chances (art. 1(5) et 7). La commission note également que la nouvelle loi sur l'emploi, adoptée en 2012 et modifiée en 2014, prévoit la protection contre la discrimination fondée sur un plus large éventail de motifs au nombre desquels la race, la couleur, les opinions politiques, les croyances religieuses ou autres, l'appartenance à des syndicats ou autres associations, le sexe, l'âge, l'origine ethnique ou sociale, la propriété, le lieu de résidence, les caractéristiques linguistiques ou d'autres caractéristiques (art. 11(1)). ***Notant que l'ascendance nationale n'est pas expressément couverte par la loi sur la prévention et la lutte contre la discrimination, la commission prie le gouvernement de préciser si ce motif pourrait être couvert par l'expression «ou d'autres caractéristiques», et de fournir des informations sur l'application pratique de la loi ainsi que sur son impact eu égard à la réalisation de l'objectif de l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur tous cas de discrimination aux autorités compétentes en vertu de l'article 11(1) de la loi sur l'emploi.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Uruguay

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1989)

Articles 1 et 3 de la convention. Ecart salarial et législation. Depuis plusieurs années, la commission souligne l'absence, dans la législation nationale, de définition du terme «rémunération» et de l'expression «travail de valeur égale», et la persistance d'un écart de rémunération entre hommes et femmes. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport qu'en 2013 l'écart de salaire entre hommes et femmes, mesuré selon le secteur d'activité et le niveau scolaire, est dans les deux cas de 31 pour cent, et que l'écart de salaire horaire entre hommes et femmes est de 9 pour cent (en 2009, il était de 11,3 pour cent). En outre, il ressort des données statistiques communiquées par le gouvernement que l'écart de salaire est plus grand dans les secteurs où les femmes sont majoritaires. Par exemple, dans le secteur de la construction, qui emploie essentiellement des hommes, l'écart de rémunération est de 5 pour cent alors que, dans le secteur de l'enseignement, des services sociaux et de la santé, et du travail domestique, où les femmes sont majoritaires, l'écart de rémunération est de 31, 35 et 51 pour cent respectivement. Cette différence en faveur des hommes s'accroît à mesure qu'augmente le niveau hiérarchique. La commission note également que le rapport d'évaluation du premier Plan national pour l'égalité des chances et des droits (PIODNA 2007-2011) reconnaît la persistance de l'écart de salaire, en particulier depuis 2009, ainsi que l'existence d'une ségrégation professionnelle marquée entre hommes et femmes. A cet égard, la commission renvoie aux commentaires qu'elle a formulés au titre de l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. La commission rappelle par ailleurs que, pour chaque catégorie ou secteur, les salaires sont fixés par les conseils des salaires qui sont des organes tripartites. A cet égard, la commission rappelle que, lorsque les salaires sont fixés au niveau sectoriel, il existe une tendance à fixer des salaires plus faibles dans les secteurs où les femmes sont majoritaires (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 683).

Etant donné que l'écart de salaire et la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes persistent et que les salaires sont fixés par secteur d'activité, la commission estime qu'il est particulièrement important, pour l'application de la convention, de donner pleinement effet au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale dans la législation. ***La commission demande au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour donner pleinement effet législatif au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et définir le terme «rémunération» dans la législation afin de refléter la définition de la convention. La commission demande aussi au gouvernement de prendre des mesures pour réduire l'écart salarial entre hommes et femmes, y compris en s'attaquant au problème de la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes et en promouvant l'emploi des femmes à des postes de plus haut niveau, dans le contexte des plans adoptés pour l'égalité des chances. La commission demande au gouvernement de fournir des informations, y compris des données statistiques, sur toute évolution concernant ces questions.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1989)

Article 1 de la convention. Discrimination fondée sur le sexe. Tests de grossesse. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement de prendre des mesures visant à interdire, prévenir et sanctionner les tests de grossesse obligatoires pour accéder à l'emploi ou se maintenir dans l'emploi. A cet égard, la commission prend note avec **satisfaction** de l'adoption de la loi n° 18868 du 23 décembre 2011 interdisant d'imposer un test de grossesse préalablement à l'emploi, à la promotion ou au maintien à un quelconque poste ou emploi dans les secteurs public et privé, et prévoyant les sanctions les plus lourdes qui existent en cas de non-respect de cette loi. ***La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur les plaintes qui auraient été présentées à l'autorité administrative ou judiciaire en vertu de cette loi et sur les sanctions imposées et les réparations accordées.***

Article 2. Politique nationale d'égalité. La commission note avec **intérêt** que, conformément à la loi n° 18104, le Conseil national pour l'égalité de genre a évalué la mise en œuvre du premier Plan national pour l'égalité des chances et des droits (PIODNA 2007-2011) dans les différents organismes de l'administration publique. Cette évaluation fait ressortir une augmentation de la participation des femmes à la Chambre des représentants (passant de 11,1 pour cent en 2005 à 15,1 pour cent en 2010), une faible augmentation de la participation des femmes aux conseils départementaux (soit de 0,8 pour cent), et la mise en place de commissions pour l'égalité de genre dans les différentes institutions publiques. La commission note que, à la suite de l'évaluation, des recommandations ont été formulées concernant les droits de l'homme, la participation politique des femmes, les politiques éducatives, de santé, du travail et de lutte contre la violence sexuelle. Ces mesures visent à garantir le travail décent, à inclure des clauses relatives à l'égalité de genre dans les conventions collectives, à prévenir et sanctionner le harcèlement sexuel, à mettre en place des facilités pour les travailleurs ayant des responsabilités familiales, et à intégrer davantage les femmes, y compris les femmes d'ascendance africaine et les femmes migrantes, sur le marché du travail. ***Rappelant l'importance qu'il y a à suivre les résultats et l'efficacité de la mise en œuvre des plans et politiques, la commission encourage le gouvernement à continuer d'évaluer systématiquement les plans et programmes relatifs à l'égalité de genre et de communiquer des informations à cet égard. La commission demande aussi au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées dans le cadre de l'évaluation effectuée, et sur les résultats obtenus.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1982)

Article 1 a) de la convention. Définition de la rémunération. La commission note que la loi organique du travail, des travailleurs et des travailleuses (LOTTT), adoptée le 7 mai 2012, prévoit dans l'article 104 que l'on doit entendre par «salaire» la rémunération procurée au travailleur ou à la travailleuse en échange de la prestation de ses services, qui comprend «les commissions, primes, gratifications, participation aux bénéfices ou avantages, bons de vacances, ainsi que les majorations pour jours fériés, heures supplémentaires ou travail de nuit, alimentation et logement». La commission observe cependant que les prestations sociales ne sont pas considérées comme une rémunération et que l'article 105 ne considère pas les prestations sociales suivantes comme faisant partie de la rémunération: les services des écoles, les avantages en matière d'alimentation, que ce soit sous la forme de services de restauration ou de coupons ou cartes électroniques; les remboursements médicaux; les vêtements de travail; les articles scolaires et de loisirs; les bourses ou cours de formation; et les frais funéraires. A cet égard, la commission rappelle que la convention retient une définition plus large du terme «rémunération» dans le but d'inclure tous les éléments qu'un travailleur peut recevoir en échange de son travail en sus de son salaire de base. Ces éléments supplémentaires sont souvent considérables et représentent en général une part importante du total des revenus. La rémunération inclut également toutes les prestations payées dans le

cadre de la mise en œuvre des systèmes de sécurité sociale financés par les entreprises ou branches d'activité concernées (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 686 à 692). **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que tous les avantages supplémentaires dont bénéficient les travailleurs au titre de leur emploi, tels que ceux visés à l'article 105 de la LOTTT, ainsi que les prestations payées dans le cadre de la mise en œuvre des systèmes de sécurité sociale, sont considérés comme une rémunération aux fins de l'application du principe de la convention. La commission lui demande de fournir des informations sur les progrès accomplis à cet égard.**

Article 1 b). Egalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. La commission se réfère depuis de nombreuses années à la nécessité d'incorporer le principe de la convention. A cet égard, elle note avec **regret** que le gouvernement n'a pas saisi l'occasion de l'adoption de la LOTTT pour inclure dans cette loi le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. En effet, l'article 109 prévoit qu'«à travail égal accompli à un poste de travail égal et ayant une durée de travail et des conditions d'efficacité égales doit correspondre un salaire égal». La commission rappelle que la notion de «travail de valeur égale» prévue par la convention va au-delà du travail «égal», du «même» travail et du travail «similaire» en englobant un travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 673). **Tenant compte du fait que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et de la promotion de l'égalité, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 109 de la LOTTT afin de donner pleinement expression dans la législation au principe de la convention. Elle lui demande de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1971)

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), reçues le 30 août 2014, et de l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE), reçues le 22 septembre 2014, qui se réfèrent à la discrimination pour des motifs politiques dans l'administration publique centrale et décentralisée, dans les entreprises de l'Etat et dans les forces armées. La commission prend également note de la réponse du gouvernement aux observations de la CTV et de l'UNETE.

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Discrimination fondée sur l'opinion politique. Depuis des années, la commission se réfère aux actes de discrimination fondés sur des motifs politiques contre les salariés de l'administration publique, centrale ou décentralisée, des entreprises de l'Etat et des membres des forces armées, actes au nombre desquels figurent les menaces, le harcèlement, les mutations et la détérioration des conditions de travail, ainsi que les licenciements massifs. Dans une observation antérieure, la commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que soit menée une enquête indépendante sur ces faits et pour garantir que les travailleurs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, ne fassent pas l'objet de discrimination en raison de leurs opinions politiques. A cet égard, la commission prend note des observations de la CTV qui se réfèrent à de nouveaux faits de discrimination fondée sur l'opinion politique contre les travailleurs de l'administration publique ou des entreprises appartenant à l'Etat mais qui ne dépendent pas du gouvernement ou ne participent pas aux activités organisées par celui-ci. La CTV se réfère également aux harcèlements persistants auxquels sont soumis les travailleurs qui ont signé en 2004 une pétition pour la révocation du Président de la République et dont le nom figure sur la liste *Tascón*, à laquelle la commission s'est référée dans ses commentaires antérieurs. La commission note que, dans sa réponse, le gouvernement nie l'existence de faits de harcèlement et de menaces dans l'administration publique. Le gouvernement affirme également qu'il n'a pas connaissance de l'existence de licenciements pour des motifs politiques ni de liste de personnes interdites d'accès à l'administration publique puisque l'admission à cette administration s'effectue par concours public. Le gouvernement ne donne pas d'information au sujet de la réalisation d'une enquête sur les allégations présentées. La commission rappelle que la protection contre la discrimination fondée sur l'opinion politique implique que cette protection soit reconnue à propos d'activités exprimant ou manifestant une opposition aux opinions et principes politiques établis. De même, l'obligation générale de se conformer à une idéologie établie est considérée comme discriminatoire (voir étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 805). **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les travailleurs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, ne font pas l'objet de discrimination en raison de leurs opinions politiques. Elle le prie également de prendre les mesures nécessaires pour que soit menée une enquête indépendante sur la base des allégations présentées afin de déterminer si une discrimination persiste effectivement à l'encontre des travailleurs dont le nom figure sur ce que l'on appelle la liste *Tascón* et, si tel était le cas, d'adopter les mesures nécessaires pour mettre immédiatement fin à cette discrimination et sanctionner les responsables. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.**

Harcèlement sexuel. La commission note que la loi organique du travail des travailleurs et des travailleuses (LOTTT) interdit le harcèlement sexuel sur tous les lieux de travail et prévoit l'obligation d'empêcher ce harcèlement,

d'enquêter sur les faits de harcèlement sexuel et de les sanctionner. L'article 165 de la LOTTT définit le harcèlement sexuel comme «le harcèlement ou le comportement non désiré et non sollicité de nature sexuelle, exercé de façon isolée ou sous la forme d'une série d'incidents, par l'employeur ou l'employeuse ou son représentant, à l'encontre du travailleur ou de la travailleuse, dans le but de porter atteinte à sa stabilité au travail ou d'offrir, maintenir ou retirer un quelconque avantage découlant de la relation de travail». La commission observe que, comme l'a signalé l'Agence syndicale indépendante dans ses observations du 14 août 2012, cette disposition n'inclut pas dans la définition du harcèlement sexuel le harcèlement résultant d'un environnement de travail hostile. L'interdiction ne vise pas non plus le harcèlement sexuel de la part des collègues de travail. La commission considère que, sans une définition et une interdiction précises du harcèlement sexuel, qu'il s'agisse de harcèlement qui s'apparente à un chantage (*quid pro quo*) ou de harcèlement résultant d'un environnement de travail hostile, on ne saurait affirmer que la législation couvre bien toutes les formes de harcèlement sexuel (voir étude d'ensemble, 2012, paragr. 791). ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour inclure dans la législation une protection suffisante contre le harcèlement sexuel résultant d'un environnement de travail hostile et contre le harcèlement sexuel de la part des collègues de travail. Elle lui demande également de fournir des informations sur toute évolution à cet égard et sur le nombre de plaintes pour harcèlement sexuel au travail déposées devant les autorités administratives ou judiciaires, sur les sanctions imposées et sur les réparations accordées ainsi que des copies de décisions judiciaires. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations concrètes sur les mesures de prévention du harcèlement sexuel prises dans les secteurs public et privé par l'Etat et par les employeurs.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Zimbabwe

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1999)

Articles 1 et 2 de la convention. La commission note avec **intérêt** l'adoption en mars 2013 d'une nouvelle Constitution introduisant une série de dispositions relatives à la convention. La commission note en particulier les dispositions concernant l'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes (art. 17(1)(a), 56(2) et 80(1)), les mesures en vue de la représentation égale des femmes et des hommes dans les organes gouvernementaux (art. 17(1)(b) et 124(1)(b)), les mesures positives concernant la discrimination et les disparités entre hommes et femmes constatés par le passé (art. 17(2)), les programmes d'action positive en faveur des jeunes, et l'orientation professionnelle, la formation et l'apprentissage pour les personnes en situation de handicap (art. 20(1)(c) et 24(2)(c)), l'interdiction de la discrimination directe et indirecte et la liste élargie des motifs de discrimination interdits (art. 56(3)), ainsi que l'obligation pour l'Etat de promouvoir l'égalité et de protéger ou de faire progresser ceux qui ont fait l'objet par le passé d'une discrimination injuste (art. 56(6)). La commission note que, en vertu de l'article 85(1)(a), toute personne peut se présenter devant un tribunal pour alléguer que des libertés ou droits fondamentaux consacrés dans le chapitre 4 a été, est ou pourrait être violé, et le tribunal peut accorder une mesure appropriée selon le cas. De plus, la nouvelle Constitution prévoit la création de la Commission sur les questions de genre du Zimbabwe (art. 245), qui est dotée de fonctions de consultation et de promotion de l'égalité entre hommes et femmes et qui peut recevoir des plaintes de discrimination fondée sur le genre et enquêter à leur sujet. La commission note que le projet de loi instituant cette commission a été soumis au Parlement. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les changements concernant la législation et les politiques relatifs à l'égalité de chances et de traitement entre femmes et hommes dans l'emploi et dans la profession résultant de la nouvelle Constitution. Elle le prie également de fournir des informations sur tout progrès accompli concernant la création de la Commission sur les questions de genre du Zimbabwe, et sur ses activités une fois qu'elle aura été établie.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 100** (Algérie, Arabie saoudite, Burundi, Comores, Gambie, Grèce, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Islande, Japon, Kazakhstan, République démocratique populaire lao, Liban, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, République de Moldova, Mongolie, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, République bolivarienne du Venezuela, Zambie, Zimbabwe); la **convention n° 111** (Algérie, Arabie saoudite, Burundi, Cameroun, Comores, République de Corée, République dominicaine, Dominique, Espagne, Gambie, Grèce, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Kirghizistan, Koweït, République démocratique populaire lao, Lettonie, Liban, Malawi, Mali, Malte, Mauritanie, République de Moldova, Mongolie, Nicaragua, Niger, Nigéria,

Nouvelle-Zélande, Ouganda, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, République-Unie de Tanzanie, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, République bolivarienne du Venezuela, Zambie, Zimbabwe); la convention n° 156 (Guinée, Saint-Marin, Slovaquie).

Consultations tripartites

Antigua-et-Barbuda

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 2002)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note du rapport reçu en septembre 2014 dans lequel le gouvernement réitère que le Conseil national du travail a été institué en vertu de l'article B7 du Code du travail, lequel article définit également ses responsabilités. La commission note toutefois que les questions visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention ne sont pas mentionnées dans le Code du travail. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les activités du Conseil national du travail concernant les questions relatives aux normes internationales du travail visées par la convention. Elle prie également à nouveau le gouvernement d'inclure des informations détaillées et actualisées sur les consultations tripartites tenues concernant chacune des questions visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention.**

Article 5, paragraphe 1 b). Soumission au Parlement. Le gouvernement indique dans son rapport que tous les instruments adoptés par la Conférence ont été soumis au Parlement. La commission renvoie aux observations qu'elle a formulées ces dernières années sur l'obligation de soumission prescrite par la Constitution de l'OIT. **La commission prie à nouveau le gouvernement de rendre compte des consultations efficaces tenues au sujet des propositions faites au Parlement d'Antigua-et-Barbuda en relation avec la soumission des instruments adoptés par la Conférence, et notamment de fournir des indications sur la date à laquelle les instruments ont été soumis au Parlement.**

Article 5, paragraphe 1 c). Examen de conventions non ratifiées et de recommandations. Le gouvernement indique à nouveau dans son rapport qu'il prend note des commentaires formulés par la commission en ce qui concerne l'examen de conventions non ratifiées. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le réexamen avec les partenaires sociaux de certaines conventions non ratifiées, en particulier: i) la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, considérée comme convention de gouvernance; ii) la convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970, qui porte révision de la convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921, et de la convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952, à laquelle Antigua-et-Barbuda est partie; et enfin iii) la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003 (portant révision de la convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, ratifiée elle aussi par Antigua-et-Barbuda).**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Burundi

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1997)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. Assistance technique en vue d'aider les Etats à satisfaire aux obligations de faire rapport et de mettre en œuvre les dispositions de la convention. La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) transmises au gouvernement en septembre 2013 et de nouvelles observations reçues en septembre 2014. La COSYBU indique que la culture de consultation n'est pas encore ancrée dans les mœurs du gouvernement et dans les structures décentralisées de l'Etat. Elle indique également que le Comité national sur le dialogue social a été mis en place et qu'il a ouvert sa permanence à Bujumbura. La commission note avec *regret* qu'elle n'a pas été en mesure d'examiner un rapport du gouvernement depuis 2007. **La commission se réfère à nouveau à l'observation formulée en 2007 et invite le gouvernement à présenter des informations détaillées sur le contenu et l'issue des consultations tripartites intervenues depuis novembre 2007 sur les questions relatives aux normes internationales du travail, et en particulier sur les rapports à présenter au BIT, ainsi que sur le réexamen des conventions non ratifiées et des recommandations (article 5, paragraphe 1 c) et d), de la convention).** La commission attire l'attention du gouvernement sur la possibilité de recourir à l'assistance technique du BIT afin de combler les lacunes dans la mise en œuvre de la convention.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Chili

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1992)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. En réponse à l'observation précédente, le gouvernement indique que, au premier semestre de 2014, il a invité la Confédération de la production et du commerce (CPC) et la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) à se prononcer sur l'opportunité de la ratification de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. La commission note avec *intérêt* que, par un message de la Présidente de la République du 3 septembre 2014, la convention n° 189 a été soumise au Congrès national pour ratification. La commission prend également note des observations de la CUT selon lesquelles il n'existe toujours pas une réglementation de la convention n° 144, même s'il y a eu un signal fort de la part des nouvelles autorités entrées en fonction en mars 2014 puisque celles-ci ont procédé à des consultations à propos de la soumission et de la ratification de la convention n° 189. Le gouvernement exprime son intention de procéder au moins une fois par an, d'un commun accord avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, à des consultations sur les questions visées à l'article 5 et d'aller de l'avant avec la soumission des instruments toujours en suspens. La CUT exprime son intérêt pour la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, la convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973, la convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978, la convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981, la convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992, la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995, la convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996, la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), et la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007. **La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur les consultations tripartites efficaces qui auront été menées sur les propositions à présenter au Congrès national en relation avec la soumission des conventions susmentionnées (article 5, paragraphe 1 b) et c) et sur les autres questions se rapportant aux normes internationales du travail qui sont évoquées dans le cadre de la convention.**

Chine

Région administrative spéciale de Hong-kong

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (notification: 1997)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note du rapport reçu comme suite à son observation de 2013. Le gouvernement y indique que le Comité sur l'application des normes internationales du travail (CIILS), institué sous l'égide du Conseil consultatif du travail (LAB), a été consulté pour tous les rapports soumis au titre de l'article 22 de la Constitution de l'OIT ainsi que pour toutes les réponses aux commentaires de la commission. En outre, une équipe tripartite composée de représentants du CIILS et du LAB a été créée pour participer aux 102^e et 103^e sessions de la Conférence. Le rapport du LAB couvrant la période 2013-14 sera disponible vers le milieu de l'année 2015. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations actualisées sur les consultations menées sur les questions concernant les normes internationales du travail visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention.**

Fonctionnement des procédures de consultation. En réponse à l'observation de 2013, le gouvernement indique, dans ses rapports reçus en août et décembre 2014, que les organes affiliés à la Confédération des syndicats de Hong-kong (HKCTU) ont le droit, au même titre que d'autres syndicats enregistrés, de participer aux élections. Aucun groupe syndical en particulier n'est donc exclu des élections. Dans la Région administrative spéciale de Hong-kong, chaque syndicat est libre de s'affilier à un ou plusieurs groupes syndicaux ou de rester indépendant. Tous les syndicats enregistrés ont la possibilité d'exercer leur libre arbitre lors des élections; en outre, du fait qu'aucun des groupes syndicaux ne dispose d'un nombre d'affiliés plus important que les autres, aucun de ces groupes ne peut influencer le résultat de l'élection des représentants des travailleurs du LAB. La méthode actuellement employée pour l'élection des représentants du LAB est la plus appropriée eu égard aux spécificités locales de la région administrative. Le gouvernement ajoute que la façon dont les représentants des travailleurs sont choisis a été instituée en 1950 à la suite de consultations préalablement menées avec les syndicats. Il estime que c'est une méthode qui a fait ses preuves et qui est fondée sur des critères objectifs, préétablis et transparents, et qui est largement approuvée par le secteur syndical. Pour les élections de tous les syndicats, on veille à ce que les représentants des travailleurs soient librement choisis par les syndicats et à ce que les opinions des travailleurs soient représentées au mieux. La commission prend note des observations formulées par la HKCTU en août 2014 dans le cadre desquelles celle-ci indique qu'elle n'a pas de représentants siégeant au LAB, que le gouvernement communique

rarement le texte des rapports et des commentaires qui sont soumis à la commission. Ainsi, pour ce qui est du cycle actuel de soumission de rapports, la HKCTU indique que, le 18 août 2014, elle a demandé copie des rapports du gouvernement sur la convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, et la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978. Au 31 août 2014, aucun de ces rapports n'avait été adressé à la HKCTU. Celle-ci réaffirme également que les méthodes d'élection des représentants des travailleurs du LAB se traduisent par la domination de la plus grande organisation de travailleurs, ce qui implique que la HKCTU est exclue des négociations tripartites. Celle-ci estime que, si l'on appliquait le même principe que pour la désignation des représentants des employeurs, les représentants des travailleurs seraient également désignés par les organisations les plus représentatives. ***La commission rappelle son observation de 2013 et prie le gouvernement et les partenaires sociaux de promouvoir et renforcer le tripartisme et le dialogue social afin d'améliorer le fonctionnement des procédures garantissant des consultations tripartites efficaces (article 2, paragraphe 1, de la convention), en veillant notamment à ce que la HKCTU participe au processus consultatif.***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

République dominicaine

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1999)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. Observations des centrales syndicales. La commission prend note du rapport détaillé du gouvernement reçu en mars 2014 ainsi que des commentaires de la Confédération nationale d'unité syndicale (CNUS) et de la Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC), qui ont été transmis au gouvernement en décembre 2013. Les deux centrales syndicales réitèrent qu'elles ne reçoivent pas dans les délais adéquats ni de manière systématique les réponses aux questionnaires et rapports qui doivent certes être établies par le gouvernement mais auxquelles doivent être jointes, le cas échéant, les observations des organisations d'employeurs et de travailleurs. Elles réitèrent qu'il n'existe pas de procédure institutionnelle de suivi tripartite de l'adoption, de la soumission, de la ratification et de l'application des normes internationales du travail. Le gouvernement, de son côté, déclare que des consultations ont eu lieu sous l'égide du Conseil consultatif du travail et de la Commission nationale de l'emploi et qu'il existe en outre d'autres espaces de dialogue assurant une interaction permanente entre les partenaires sociaux pour la recherche de consensus sur les questions d'intérêt commun, telles que le travail des enfants, la sécurité et la santé au travail, et la formation (dans le cadre de l'Institut de formation technique et professionnelle). A propos des commentaires précédents, le gouvernement déclare qu'il a transmis en temps utile les rapports correspondants à l'année 2012 aux organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs afin que ces rapports puissent être revus et pour recueillir toute observation éventuelle. Le gouvernement joint à son rapport les communications échangées avec la Confédération patronale de la République dominicaine (COPARDOM), la CNUS et la CASC ainsi que la Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD) en octobre 2012 à propos des rapports relatifs aux conventions ratifiées. Le gouvernement indique que ces communications avaient pour objet la consultation des rapports communiqués en application de l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution de l'OIT. La commission observe à nouveau que les consultations relatives aux normes internationales du travail qui sont prévues à l'article 5, paragraphe 1, de la convention n'apparaissent pas parmi les questions évoquées récemment sous l'égide du Conseil consultatif du travail ou de la Commission nationale de l'emploi. S'agissant de l'élaboration des rapports, la commission ne saurait trop insister sur le fait que cette obligation de consulter les organisations représentatives sur les rapports à fournir concernant l'application des conventions ratifiées doit être nettement distinguée de l'obligation de communication de ces rapports en vertu de l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution. Pour que les prescriptions de l'article 5, paragraphe 1 d), de la convention soient satisfaites, pour toutes consultations, y compris celles se déroulant par échange de communications écrites, le gouvernement devrait faire parvenir aux organisations représentatives un exemplaire des projets de rapport, de manière à recueillir leur avis à ce sujet avant d'en établir la version définitive. ***La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les consultations menées à propos de chacune des questions visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention. Elle invite le gouvernement en particulier à envisager, pour assurer que les avis des organisations représentatives soient pris en considération, la possibilité d'établir en concertation avec ces organisations un calendrier pour l'établissement des rapports (article 5, paragraphe 1 d)).***

El Salvador

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1995)

La commission prend note des observations formulées en septembre 2014 par l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE) concernant les travaux du Conseil supérieur du travail. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires en relation avec les observations de l'ANEP et de l'OIE.**

Article 2 de la convention. Procédures adéquates. Consultations tripartites efficaces. Se référant à ses commentaires précédents, la commission prend note des informations détaillées reçues en août 2013 ainsi que du rapport reçu en juin 2014. La commission prend note des consultations qui ont eu lieu en 2012 et 2013 dans le cadre du Conseil supérieur du travail en ce qui concerne les activités de l'Organisation, les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail et les rapports qui sont communiqués au sujet de l'application des conventions ratifiées (*article 5, paragraphe 1 a) et d)*). Dans le rapport reçu en juin 2014, le gouvernement indique que le dernier rapport sur l'application de la convention n° 144 n'a pas été adressé pour consultation au secteur des travailleurs étant donné qu'ils ne sont pas représentés au Conseil supérieur du travail. La commission note qu'ont été consultées, au sujet du rapport, six organisations du secteur des employeurs. La commission rappelle que l'*article 2, paragraphe 1*, de la convention oblige les Etats ayant ratifié la convention à mettre en œuvre des procédures qui assurent des consultations efficaces, parmi les partenaires sociaux, concernant les activités de l'OIT. Le paragraphe 2, sous-paragraphe 3, de la recommandation (n° 152) sur les consultations tripartites relatives aux activités de l'Organisation internationale du Travail, 1976, énumère les possibilités qu'ont les Etats Membres pour procéder aux consultations requises par la convention. **La commission prie le gouvernement et les partenaires sociaux d'envisager la possibilité que les consultations requises par la convention soient également menées à bien «par voie de communications écrites» si les partenaires sociaux estiment que ces communications sont appropriées et suffisantes (paragraphe 2, sous-paragraphe 3 d), de la recommandation n° 152).** **La commission espère que le gouvernement pourra présenter des informations actualisées sur les consultations tripartites effectuées concernant les questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par la convention.**

Article 3, paragraphe 1. Election des représentants des partenaires sociaux au Conseil supérieur du travail. La commission prend note des informations détaillées transmises par le gouvernement en août 2013 sur les efforts déployés pour désigner les représentants travailleurs au Conseil supérieur du travail. Les réunions tenues en juin 2013 n'ont pas abouti à un accord pour que les représentants de 37 fédérations et confédérations syndicales désignent leurs représentants au Conseil supérieur du travail. La commission note que, en juillet 2013, le gouvernement a exhorté les représentants des travailleurs à conclure un accord et à présenter une liste unique des personnes qui les représenteront au Conseil supérieur du travail. **La commission demande à nouveau au gouvernement et aux représentants des employeurs et des travailleurs de promouvoir et de renforcer le tripartisme et le dialogue social afin de faciliter le fonctionnement des procédures qui garantissent des consultations tripartites efficaces. La commission espère qu'elle sera en mesure d'observer des progrès dans le fonctionnement du Conseil supérieur du travail et d'autres procédures permettant d'effectuer les consultations tripartites requises par la convention.**

Article 5, paragraphe 1 b). Consultations tripartites sur la présentation au Congrès de la République des instruments adoptés par la Conférence. La commission constate depuis de nombreuses années une faute grave de soumission au Congrès de la République de 54 instruments adoptés par la Conférence. **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour réaliser les consultations tripartites requises et soumettre au Congrès de la République les 54 instruments que la Conférence a adoptés entre 1976 et 2012.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Espagne

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1984)

Article 5, paragraphe 1, de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en décembre 2014 et des observations formulées par la Confédération syndicale de commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT), transmises au gouvernement en septembre 2014. Entre autres sujets, les deux confédérations se disent préoccupées de ne pas recevoir une copie des rapports sur l'application des conventions ratifiées, si ce n'est que très tardivement (à partir de la deuxième semaine de septembre) et seulement après que le gouvernement les a envoyées au Bureau. **La commission prie le gouvernement de faire part des commentaires qu'il juge opportuns au sujet des observations de la CCOO et de l'UGT.**

Guinée

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1995)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). *La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.*

La commission note par ailleurs que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Consultations tripartites efficaces requises par la convention. Financement de la formation. La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en juillet 2012. Le gouvernement indique que les activités de la Commission consultative du travail et des lois sociales (CCTLS) avaient été suspendues et qu'elles n'ont repris qu'en 2011. La CCTLS a tenu sa première session du 8 au 23 novembre 2011, se consacrant à la relecture du projet de Code du travail. Elle se propose d'échanger sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la prochaine session de la Conférence. En réponse aux plus récents commentaires de la commission, le gouvernement indique que les frais afférents aux séances de la CCTLS sont inscrits au budget national de développement. Le gouvernement mentionne dans son rapport les activités menées dans le cadre du Programme régional de promotion du dialogue social en Afrique francophone, notamment en 2010 un atelier tripartite de formation sur les techniques de négociation collective et un atelier de formation des membres du comité d'initiative du Forum national sur le dialogue social. *La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations détaillées sur les consultations intervenues sur les matières couvertes par l'article 5, paragraphe 1, de la convention (réponse aux questionnaires, soumissions à l'Assemblée nationale, réexamen de conventions non ratifiées et de recommandations, rapports à présenter au BIT) en incluant des indications sur les activités de la Commission consultative du travail et des lois sociales (CCTLS) qui se rapportent aux consultations requises par la convention (articles 2 et 5). La commission invite également le gouvernement à décrire, dans son prochain rapport, les activités de formation sur les normes internationales du travail qui ont eu lieu (article 4).*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Irlande

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1979)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle note que l'Irlande a ratifié la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), en juillet 2014. Le gouvernement avait déclaré dans son rapport de 2012 qu'il continuait d'appliquer la convention, comme il l'avait indiqué dans ses précédents rapports. La commission note à cet égard que le plus récent rapport reçu du gouvernement remonte à octobre 2005. *La commission demande au gouvernement de communiquer des informations actualisées sur les consultations tripartites efficaces consacrées aux réponses aux questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence, aux propositions accompagnant la soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence, au réexamen des conventions non ratifiées et des recommandations correspondantes et, enfin, aux questions que peuvent poser les rapports à présenter sur l'application des conventions.*

Jordanie

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 2003)

Article 5, paragraphe 1, de la convention. Consultations tripartites efficaces. En réponse à de précédents commentaires, le gouvernement rappelle que l'application des dispositions de la convention est assurée par la législation nationale, en particulier le statut du Comité tripartite qui a été publié en application de l'article 43 du Code du travail. S'agissant de la fréquence des réunions, le gouvernement précise que, en vertu de l'article 7 du statut susmentionné, le Comité tripartite se réunit trois fois par an ou chaque fois que cela s'avère nécessaire. La commission note qu'aucune information n'est disponible quant aux réunions tenues lors de la période couverte par le rapport. *La commission invite le gouvernement à fournir des informations détaillées sur le contenu et les résultats des consultations tripartites tenues sur les questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par la convention.* De plus, la commission attire de nouveau l'attention du gouvernement sur la possibilité qu'il a de se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour remédier aux lacunes relatives à l'application de la convention.

Madagascar

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1997)

Articles 2 et 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. Assistance technique du BIT. La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires Malagasy (FISEMARE) transmises au gouvernement en septembre 2014. La FISEMARE indique que le BIT a répondu aux souhaits des partenaires sociaux en appuyant diverses activités de formation et de sensibilisation leur étant destinées. La FISEMARE se réfère à la tenue d'un atelier national tripartite sur les organisations syndicales et la représentativité, en juin 2014; ainsi qu'à une réunion tripartite vouée à relancer la finalisation et l'adoption du programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) qui a eu lieu, en août 2014, en partenariat avec le BIT. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard. Elle espère que le gouvernement sera en mesure de fournir des informations actualisées et détaillées sur la manière dont les représentants des employeurs et des travailleurs ont été choisis aux fins des procédures visées par la convention (article 3) et sur le contenu et l'issue des consultations tripartites menées sur chacune des questions visées à l'article 5, paragraphe 1.**

Nigéria

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1994)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Consultations des organisations représentatives. La commission prend note du bref rapport du gouvernement reçu en novembre 2012, répondant aux observations formulées en 2006, dans lequel il est indiqué que le projet de loi sur les institutions nationales du travail est encore devant l'Assemblée nationale. La commission rappelle qu'il est important que les organisations d'employeurs et de travailleurs puissent jouir du droit à la liberté syndicale, sans lequel il ne saurait y avoir de système efficace de consultations tripartites. **La commission demande au gouvernement de rendre compte des résultats de la réforme législative et de leur impact sur l'amélioration des consultations avec les organisations représentatives bénéficiant de la liberté syndicale, comme le requiert cette convention.**

Consultations tripartites requises par la convention. Le gouvernement indique dans son rapport que ses réponses aux questionnaires concernant les points de l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail et ses commentaires sur les projets de textes sont habituellement transmis aux partenaires sociaux afin d'obtenir leur contribution. Il déclare également que les partenaires sociaux participent à l'élaboration des rapports. La commission rappelle que les consultations tripartites couvertes par la convention ont essentiellement pour but de promouvoir l'application des normes internationales du travail et qu'elles concernent en particulier les questions énumérées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention. **La commission prie par conséquent le gouvernement de fournir des informations complètes et détaillées sur le contenu et les résultats des consultations tripartites relatives aux:**

- a) **réponses du gouvernement aux questionnaires concernant les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence et les commentaires du gouvernement sur les projets de textes qui doivent être discutés par la Conférence; et**
- b) **questions que posent les rapports à présenter au Bureau international du Travail au titre de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation.**

Consultations tripartites préalables sur les propositions à présenter à l'Assemblée nationale. La commission rappelle que les instruments adoptés par la Conférence à sa 95^e session ont été soumis pour information à l'Assemblée nationale le 21 août 2006. Le gouvernement a déclaré qu'il n'y avait pas eu de consultation tripartite, la ratification de ces instruments n'étant pas demandée. La commission souligne que, pour les Etats qui ont déjà ratifié la convention n° 144, des consultations efficaces préalables doivent intervenir sur les propositions faites aux autorités compétentes lors de la soumission des instruments adoptés par la Conférence (article 5, paragraphe 1 b)). Même si le gouvernement n'a pas l'intention de proposer la ratification d'une convention, les partenaires sociaux doivent être consultés suffisamment longtemps à l'avance pour leur permettre de se forger une opinion avant que le gouvernement n'adopte sa décision finale. **La commission se réfère à l'observation formulée de nouveau cette année sur les obligations constitutionnelles que fait l'article 19 de la Constitution de l'OIT et elle veut croire que le gouvernement et les partenaires sociaux examineront les mesures à prendre en vue de tenir des consultations efficaces sur les propositions faites à l'Assemblée nationale lors de la soumission des instruments adoptés par la Conférence, comme le prescrit la convention.**

Fonctionnement des procédures consultatives. **La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer si, conformément à l'article 6, les organisations représentatives ont été consultées en vue de l'élaboration d'un rapport annuel sur le fonctionnement des procédures de consultations visées par la convention et, dans l'affirmative, de préciser le résultat de ces consultations.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pakistan

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1994)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note des observations de la Fédération des travailleurs du Pakistan (PWF), reçues en novembre 2013, dans lesquelles il est indiqué que la dernière Conférence tripartite du travail du Pakistan s'est tenue en février 2009. La PWF a demandé au gouvernement d'organiser des réunions tripartites périodiques, comme le prescrit la convention. La commission note que, en juillet 2014, le gouvernement a notifié formellement la mise en place d'une commission tripartite dont le mandat comporte notamment des consultations sur tous les points énoncés à l'article 5, paragraphe 1, de la convention. Elle note que cette commission sera composée de représentants du gouvernement, d'un représentant de la Fédération des employeurs du Pakistan et d'un représentant de la PWF. Elle note également que la commission tripartite doit se réunir au moins une fois par trimestre. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur la teneur et les résultats des consultations tripartites qui se sont tenues dans le cadre de la commission tripartite instituée en juillet 2014 s'agissant des matières en rapport avec les normes internationales du travail couvertes par la convention.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Pérou

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 2004)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites effectives. En réponse à l'observation formulée en 2010, le gouvernement présente un calendrier détaillé de soumission des observations et des projets de rapports aux organisations syndicales, organisations d'employeurs et organismes publics et indique les délais dont ces derniers disposent pour la présentation de leurs observations et de leurs commentaires. De plus, le secrétariat technique du Conseil national du travail et de la promotion de l'emploi encourage la mise en place de mécanismes en vue de la signature d'accords destinés à financer la formation des partenaires sociaux pour permettre d'assurer leur participation active dans les procédures de consultation. La commission prend note des observations de la Société nationale des industries (SNI), selon lesquelles les procédures de consultation sont inexistantes puisque le gouvernement a adopté des normes sans avoir préalablement consulté les employeurs. De même, la commission prend note des préoccupations exprimées par la Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT) et par la Confédération autonome des travailleurs du Pérou (CATP), qui insistent sur le fait que l'accès aux textes des rapports du gouvernement est insuffisant, qu'ils sont transmis à contretemps aux centrales, ou tout simplement pas remis, et que, à l'exception d'un séminaire isolé organisé juste avant l'expiration du délai fixé pour la présentation des rapports et des commentaires, il n'existe aucun programme de formation. La CUT insiste également sur le fait que, malgré les diverses demandes qu'elle a adressées, le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi du Pérou refuse de mettre en œuvre le processus de soumission à l'autorité compétente de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, de sorte que sa ratification ne peut être discutée dans aucune des instances de participation tripartite. Pour sa part, la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) précise que, bien que le Pérou possède plusieurs instances de dialogue tripartite, celles-ci n'ont pas reçu le soutien minimal qui leur permettrait de s'accomplir de leurs tâches, faute de volonté politique. Pour cette raison, aucune de leurs sessions ne s'est déroulée régulièrement. **Compte tenu des préoccupations exprimées par les partenaires sociaux, la commission prie le gouvernement de rendre compte en détail des consultations menées sur chacun des sujets prévus au paragraphe 1 de l'article 5 de la convention. Elle invite à nouveau le gouvernement à décrire les accords qui auront été conclus afin de permettre le financement de toute formation nécessaire aux personnes en vue de leur participation aux mécanismes de consultation (article 4, paragraphe 2)).**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Pologne

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1993)

Articles 2 et 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note des observations des Employeurs de Pologne (EP) reçues en septembre 2014, que l'Organisation internationale des employeurs (OIE) appuie et fait siennes, ainsi que des informations communiquées par le gouvernement en réponse à celles-ci. Le gouvernement déclare que les rapports relatifs à l'application des conventions de l'OIT ratifiées par la Pologne sont communiqués aux membres du Groupe de travail sur la coopération avec l'OIT de la commission tripartite avant d'être envoyés au BIT (article 5, paragraphe 1 d)). EP déclare que les consultations publiques menées par le gouvernement dans

certain cas sont loin de satisfaire aux critères de l'efficacité car très peu de jours lui sont impartis pour soumettre ses remarques alors que, pour des organisations aussi importantes qu'EP et aux structures aussi complexes, prendre une position dans un délai aussi court n'est pas possible. Le gouvernement déclare que les consultations prévues à l'article 2 de la convention sont menées dans le cadre du Groupe de travail sur la coopération avec l'OIT de la commission tripartite, qui se réunit au moins une fois par an. Entre deux sessions, les consultations sont menées par écrit soit auprès des membres du groupe de travail, soit – pour les questions plus importantes, comme la composition des délégations à la Conférence internationale du Travail ou la ratification de conventions de l'OIT – auprès des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs. **La commission invite le gouvernement à communiquer des informations sur la teneur, la fréquence et l'issue des consultations menées sur les questions se rapportant aux normes internationales du travail. Elle l'invite également à communiquer des informations sur tout aspect concernant les procédures par lesquelles des consultations efficaces sont assurées pour toutes les questions visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention.**

Article 1. Organisations représentatives. Dans sa communication, EP se réfère à la législation nationale et, plus précisément, à l'obligation d'exercer une activité dans plus de la moitié du nombre total des sections de la Classification polonaise des activités (PKD). L'expérience de ces dernières années a montré que ce critère n'empêche pas des organisations de branche de parvenir à la représentativité. Par conséquent, de l'avis d'EP, ce critère n'est pas conforme aux dispositions de la convention relatives aux «organisations les plus représentatives». Le gouvernement déclare que les critères de reconnaissance du caractère représentatif d'une organisation d'employeurs sont des critères objectifs et mesurables. Les organisations d'employeurs déposent tous les quatre ans des motions visant à la reconnaissance de leur représentativité. Le gouvernement ajoute que, dans un cas en particulier, bien qu'une organisation ait été reconnue comme représentative au sens de la loi sur la commission tripartite par un tribunal polonais, l'organisation en question n'a pas demandé à être membre de la commission ou de l'un de ses groupes de travail, notamment de son groupe sur la coopération avec l'OIT. **La commission invite le gouvernement à communiquer des informations sur tout nouveau développement à cet égard.**

Article 4, paragraphe 2. Formation. EP déclare que l'obligation exprimée à l'article 4, paragraphe 2, de la convention n'est pas satisfaite étant donné que le gouvernement n'assure pas le financement de la formation nécessaire aux personnes participant à ces procédures; en tout cas, il ne le fait pas en ce qui concerne les représentants des organisations d'employeurs. Le gouvernement déclare que, jusqu'à présent, les partenaires sociaux ne lui ont pas fait connaître leurs besoins en formation pour leur participation aux consultations relatives aux normes internationales du travail. Il déclare cependant avoir pris, par le passé, certaines dispositions pour le financement de cette formation dans le cadre, par exemple, du Programme opérationnel sur le capital humain 2007-2013. Il ajoute qu'un financement de ces activités de formation sera également possible au titre de la Perspective financière 2014-2020 de l'UE, dans le cadre du Programme opérationnel de développement de l'éducation et de la connaissance. La commission rappelle que, lorsqu'il s'avère nécessaire de dispenser une formation aux participants aux consultations pour permettre aux intéressés de remplir leurs fonctions de manière efficace dans ce cadre, le financement de cette formation doit être assuré par des arrangements appropriés entre les organisations représentatives et l'autorité compétente (voir paragr. 125 et 126 de l'étude d'ensemble de 2000 sur les instruments relatifs aux consultations tripartites). **La commission invite le gouvernement à communiquer des informations sur tous arrangements pris pour assurer une formation au profit des participants aux procédures de consultation.**

Article 6. Rapport annuel. Dans ses observations, EP déclare ne pas avoir connaissance de l'établissement par le gouvernement de rapports annuels sur le fonctionnement des procédures visées par la convention. La commission rappelle que, si l'article 6 ne prévoit pas une obligation de publier un tel rapport annuel, il prévoit en revanche que la question de l'opportunité d'en publier un soit l'objet de consultations tripartites. **La commission invite le gouvernement à communiquer des informations sur tout nouveau développement à cet égard.**

Portugal

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1981)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites effectives. La commission prend note des informations détaillées présentées par le gouvernement au sujet des consultations tripartites organisées en 2010 et en 2014, qui ont donné lieu à la ratification, en novembre 2012, de la convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992; de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000; et de la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001. La Confédération de l'industrie portugaise (CIP) confirme que les consultations avec les partenaires sociaux se poursuivent, mais qu'elles se résument à la simple circulation de documents. Selon la CIP, le gouvernement devrait promouvoir un dialogue plus intense avec les partenaires sociaux, de manière à assurer leur participation plus active. L'Organisation internationale des employeurs a apporté son soutien aux observations de la CIP. Pour sa part, la Confédération générale des travailleurs portugais-Intersyndicale

ationale (CGTP-IN) a fait savoir que la procédure de consultation écrite fonctionne relativement bien, mais que, de toute évidence, les consultations écrites présentent des carences, en particulier en ce qui concerne les thèmes qui doivent être traités dans le cadre de la Conférence. *Se référant à son observation de 2010, la commission espère que le gouvernement présentera des informations qui lui permettront d'examiner la façon dont il a été tenu compte des observations de la CIP et de la CGTP-IN. La commission espère en outre que des progrès continueront d'être réalisés dans le cadre des consultations tripartites sur les normes internationales du travail requises par la convention.*

Royaume-Uni

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1977)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en août 2014, incluant des informations détaillées sur les consultations tripartites menées sur les normes internationales du travail, ainsi que des observations formulées par le Congrès des syndicats (TUC). Le gouvernement indique qu'il a réorganisé ses travaux de manière à accroître le temps alloué aux consultations des partenaires sociaux sur les rapports devant être présentés au BIT. Le TUC se félicite à cet égard du temps alloué cette année aux consultations dans le processus de rapports prévu par l'article 22. *La commission invite le gouvernement à fournir des informations actualisées sur les consultations menées sur les diverses questions visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention.*

Article 5, paragraphe 1 c). Conventions non ratifiées. La commission note que le gouvernement étudie actuellement l'opportunité de ratifier la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, et que, dans cette perspective, un groupe de travail tripartite émanant de l'actuel Groupe de travail sur la sécurité dans l'industrie de la pêche (FISG) a été constitué pour examiner les détails de la mise en œuvre éventuelle de cet instrument. Ce groupe de travail a tenu sa première réunion le 5 février 2014 et poursuivra ses travaux en fonction des besoins. Il réunit des fonctionnaires gouvernementaux, un représentant des armateurs appartenant à la Fédération nationale des organisations de pêcheurs (NFFO) et un représentant des professionnels exploitant de petites unités de pêche, ainsi qu'un représentant d'une œuvre de charité s'occupant de prévoyance, Fishermen's Mission. D'autres partenaires, notamment d'autres fédérations de la pêche, seront invités à contribuer au groupe de mise en œuvre de la convention n° 188 lorsque cela s'avérera utile. Le TUC déclare se réjouir du fait que le gouvernement envisage la ratification de la convention n° 188 mais fait observer qu'il n'a consulté ni lui ni les organisations qui lui sont affiliées dans le processus de désignation d'un représentant des travailleurs pour le Groupe de travail tripartite. La commission note en outre que le secrétaire d'Etat à l'Economie, l'Innovation et la Compétence a invité le 12 février 2014 les partenaires et des ONG intéressés à une table ronde sur la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. *La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les consultations portant sur le réexamen des conventions non ratifiées, notamment de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, et la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011.*

Sao Tomé-et-Principe

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1992)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Mécanismes de consultations tripartites et consultations requises par la convention. Dans un rapport succinct reçu en mars 2007, le gouvernement se réfère aux consultations tripartites intervenues au sein du Conseil national du dialogue social. Il indique également que ce Conseil national se réunit régulièrement. *Se référant à ses observations antérieures, la commission invite à nouveau le gouvernement à indiquer dans son prochain rapport la manière dont le Conseil national participe aux consultations requises par la convention et à fournir des précisions sur les consultations intervenues sur chacune des questions relatives aux normes internationales du travail visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention, ainsi que des informations sur les rapports ou les recommandations sur les normes internationales du travail, résultant de ces consultations.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sierra Leone

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1985)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Consultations tripartites efficaces. La commission prend note du rapport du gouvernement transmis en juin 2004 où il fait part de sa détermination à promouvoir des consultations tripartites dans tout le pays et à apporter son soutien à la délégation tripartite de la Conférence internationale du Travail. *La commission espère que le gouvernement et les partenaires sociaux s'intéresseront à la manière dont la convention est appliquée, et que le prochain rapport du gouvernement contiendra des informations sur toutes mesures prises pour mettre en place des consultations tripartites efficaces au sens de la convention (articles 2 et 5 de la convention).*

La commission rappelle que le Bureau dispose de moyens techniques pour contribuer au renforcement du dialogue social et pour soutenir les activités que les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs entreprennent en vue d'organiser les consultations requises par la convention.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Suriname

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1979)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note du rapport du gouvernement indiquant que l'application de plusieurs conventions ratifiées a été discutée au cours des sessions du Conseil consultatif du travail (AAC) en 2012 et 2013. En outre, le gouvernement signale un progrès par rapport à l'état d'avancement du processus d'élaboration de la soumission des instruments restants adoptés par la Conférence. Les propositions concernant les instruments susmentionnés seront soumises au AAC en vue d'obtenir l'opinion des organisations d'employeurs et de travailleurs. La commission note que les membres gouvernementaux du AAC ont présenté en septembre 2014 une proposition en vue de la création d'une commission relative à l'OIT qui serait chargée des questions visées à l'article 5 de la convention, conformément au décret relatif au Conseil consultatif du travail. *La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur le progrès réalisé au sujet de la création de la commission relative à l'OIT. Elle invite aussi le gouvernement à communiquer des informations sur la teneur et les résultats des consultations tripartites menées sur les questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par la convention.*

Tchad

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1998)

Assistance technique. Dans ses conclusions de juin 2013, la Commission de la Conférence a invité le gouvernement à prendre toutes les mesures appropriées pour assurer le fonctionnement efficace des procédures qu'exige cette convention de gouvernance. Le gouvernement indique, dans son rapport reçu en novembre 2014, qu'il prône toujours le dialogue social avec les partenaires sociaux. La commission prend note que le gouvernement a envoyé les rapports sur les conventions ratifiées aux partenaires sociaux pour d'éventuelles observations, comme convenu lors d'un atelier qui a eu lieu à Dakar en juillet 2014 sur les obligations constitutionnelles. La commission a également pris connaissance qu'un atelier de renforcement des capacités sur les normes internationales du travail et le dialogue social s'est tenu à Ndjamena, en septembre 2014. Avec l'appui du BIT, et dans le cadre du suivi demandé par la Commission de la Conférence suite à une discussion tripartite qui a eu lieu en juin 2013, les participants ont formulé diverses propositions pour renforcer les procédures de consultation requises par la convention, au rang desquelles la tenue d'un atelier tripartite avec les départements et unités concernés afin d'aborder les informations requises dans les commentaires de la commission d'experts, ainsi que d'un atelier tripartite de validation des rapports avant transmission des rapports au BIT. *La commission invite le gouvernement à présenter d'autres indications sur les progrès réalisés suite à l'assistance reçue du BIT sur les questions liées aux consultations tripartites et au dialogue social.*

Articles 2 et 5 de la convention. Mécanismes de consultation et consultations tripartites efficaces. Le gouvernement indique que, en 2013, le Haut Comité pour le travail et la sécurité sociale s'est réuni pour intégrer les commentaires techniques sur le projet de code du travail. La commission prend également note que le Haut comité n'a pas eu d'activité en 2014. *La commission invite le gouvernement à fournir des indications détaillées sur les consultations qui ont eu lieu sur chacune des matières couvertes par l'article 5, paragraphe 1, de la convention.*

Article 4, paragraphe 2. Formation. Le gouvernement confirme que la formation est nécessaire pour les participants aux procédures de consultations, mais le plus souvent il existe un souci en matière de financement. La commission prend note de la possibilité pour le gouvernement d'intervenir directement ou par partenaires au développement interposés pour rendre la formation possible. **La commission invite le gouvernement à décrire les arrangements pris pour le financement de toute formation nécessaire aux participants aux procédures consultatives.**

Togo

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1983)

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission note les deux rapports fournis par le gouvernement en réponse à son observation de 2010, respectivement pour la période se terminant en septembre 2011 puis en septembre 2014. Le gouvernement fait état de la mise en place et de la redynamisation d'un certain nombre d'institutions tripartites, telles que le Conseil national du dialogue social et le Conseil national du travail et des lois sociales. De plus, le gouvernement souligne l'apport de la Cellule nationale sur les normes internationales du travail dans l'élaboration des rapports présentés au BIT. La commission note avec *intérêt* que le renforcement des capacités des personnes participant aux procédures ainsi que la prise de conscience du besoin de promouvoir la ratification d'un certain nombre de conventions aient abouti à l'enregistrement, en 2012, de la ratification de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978, convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, et de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006). **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations détaillées sur les consultations tripartites tenues concernant les questions visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention, y compris des informations sur la fréquence de ces consultations, et de préciser la nature de tous les rapports ou recommandations résultant de ces consultations.**

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1983)

Articles 2, 5 et 6 de la convention. Consultations tripartites efficaces. Se référant à son commentaire de 2013, la commission prend note du rapport du gouvernement et de sa réponse aux nouvelles observations reçues, en août et septembre 2014, de la Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), de l'Alliance syndicale indépendante (ASI), de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et de l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE). Le gouvernement indique que la FEDECAMARAS sera invitée à rejoindre les organismes de suivi de l'application des normes internationales dans les mêmes conditions que la Centrale bolivarienne socialiste de la ville, de la campagne et de la pêche. Le gouvernement ajoute qu'il adresse les rapports à la FEDECAMARAS afin qu'elle puisse exprimer ses opinions par écrit. Les rapports sont également adressés à l'UNETE mais le gouvernement indique que l'ASI ne les reçoit pas, étant donné qu'elle ne figure pas en tant qu'organisation syndicale sur les registres officiels. Par ailleurs, la FEDECAMARAS et l'OIE expriment à nouveau leur préoccupation en raison de la situation du dialogue social dans le pays et renvoient au rapport de la mission tripartite de haut niveau en République bolivarienne du Venezuela qui a séjourné à Caracas du 27 au 31 janvier 2014 (document GB.320/INS/8, mars 2014). La FEDECAMARAS et l'OIE se réfèrent en particulier au paragraphe 52 du rapport dans lequel la mission a souligné que «le dialogue inclusif préconisé par la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela est pleinement compatible avec l'existence d'organes tripartites de dialogue social et que, quelles que soient les expériences négatives du tripartisme que le pays a pu connaître dans le passé, elles ne peuvent ni remettre en cause l'application des conventions de l'OIT relatives à la liberté syndicale, à la négociation collective et au dialogue social ni invalider le profit que tirent l'ensemble des Etats membres de l'OIT du tripartisme». Ces organisations syndicales se disent également préoccupées par les difficultés qu'elles connaissent pour avoir un dialogue social constructif. Dans sa réponse, le gouvernement indique qu'il continue de consulter les organisations syndicales, les chambres de commerce, les fédérations et les autres types d'organisations populaires afin d'élaborer un plan d'action pour la constitution des instances de dialogue, dans le respect du cadre constitutionnel et légal du pays. Dans ses observations précédentes, la commission s'était dite convaincue que le gouvernement et les partenaires sociaux devraient s'engager à promouvoir et à renforcer le tripartisme et le dialogue social et à mettre en pratique des procédures qui assurent des consultations efficaces. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations concrètes sur les consultations effectives réalisées sur chacun des sujets ayant trait aux normes internationales du travail qui relèvent du champ d'application de la convention. La commission demande à nouveau au gouvernement**

d'indiquer comment sont prises en compte les opinions des organisations représentatives au sujet du fonctionnement des procédures de consultation qu'exige la convention.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 144** (*Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Argentine, Bélarus, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Congo, Dominique, Egypte, Equateur, Etats-Unis, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grèce, Guyana, Honduras, Iraq, Japon, Kenya, Mali, Mongolie, Norvège, Ouganda, Philippines, Roumanie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Seychelles, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Swaziland, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe*).

Administration et inspection du travail

Allemagne

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1955)

La commission prend note des observations conjointes de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération des associations allemandes d'employeurs (BDA) reçues le 1^{er} septembre 2014.

En outre, la commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 7 et 10 de la convention. Réseau de formation professionnelle partagé entre six Länder. La commission note que, en vue de préserver les compétences professionnelles dans une conjoncture où le nombre des inspecteurs du travail décroît par suite de contraintes budgétaires, six Länder (Mecklembourg-Poméranie; Basse-Saxe; Saxe-Anhalt; Brandebourg; Thuringe; et Berlin) ont réuni leurs forces pour créer un réseau partagé de formation professionnelle conçu pour assurer une formation professionnelle des inspecteurs du travail uniforme sur la base d'un programme d'enseignement harmonisé. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la formation assurée aux inspecteurs du travail (contenu, participation, fréquence, durée) dans le cadre du réseau partagé et sur l'impact de cette formation sur les activités d'inspection de chacun des Länder.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1973)

La commission prend note des observations conjointes, reçues le 24 novembre 2011, faites par le Syndicat des travailleurs dans la construction, l'agriculture et dans le secteur de l'environnement (IGBAU) et par la Confédération des syndicats allemands (DGB), concernant la fréquence des inspections du travail dans l'agriculture ainsi que le nombre d'accidents du travail dans ce secteur. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

En outre, la commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 6, paragraphe 1 b), de la convention. Mesures préventives ciblant des types de maladie professionnelle récurrente et des accidents du travail. Prévention des maladies professionnelles. La commission note les actions préventives ciblant la plupart des maladies professionnelles les plus fréquentes. Outre la fourniture intensive de conseils en vue de la réduction des risques de l'ensemble des maladies professionnelles, ces actions d'information sont centrées sur les maladies des voies respiratoires et les maladies transmissibles de l'animal à l'homme. La commission relève en particulier: i) la mise en place d'une méthode d'information (*Schwarz-Weiß-Systeme*) portant sur les prescriptions d'hygiène visant à éviter l'intrusion d'agents pathogènes extérieurs dans les bâtiments et installations abritant des animaux; ii) l'incitation des employeurs à utiliser les nouveaux tests d'évaluation rapide de la quantité de facteurs allergènes dans les étables de bouvillons et à fournir des appareils de protection respiratoire aux personnes affectées dont l'activité implique nécessairement le contact avec des animaux; ainsi que iii) les campagnes ciblant les maladies de peau, pour les périodes 2007-08 et 2008-2012. La commission note par ailleurs que la réduction du nombre et de la gravité des maladies musculosquelettiques est l'un des objectifs de sécurité au travail pour la période 2008-2012 et que la prévention des lésions de la colonne vertébrale est l'un des objectifs pour la période 2013-14.

Prévention des accidents du travail. La commission note, en relation avec l'objectif de réduction du nombre et de la gravité des accidents du travail pour la période de 2008-2012, que la Fédération nationale de la caisse d'assurance et de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans l'agriculture (*Spitzenverband der landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften*) est désormais chargée, suivant l'article 143e SGB VII (loi sociale), d'enregistrer de manière détaillée les accidents du travail (nombre et gravité) et de concevoir, sur la base de ces données, des mesures préventives spécifiques applicables au travail dans l'agriculture.

La commission saurait gré au gouvernement de continuer à fournir des informations sur tout développement en matière de politique de prévention des risques professionnels spécifiques aux travaux agricoles, ainsi que sur l'impact des mesures mises en œuvre.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Bangladesh

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1972)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note des discussions de la Commission de l'application des normes de la Conférence sur l'application de cette convention ainsi que du rapport du gouvernement reçu le 18 septembre 2014 et des observations conjointes de l'Organisation internationale des travailleurs (OIE) et de la Fédération des employeurs du Bangladesh (BEF), reçues le 28 août 2014, et enfin des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 31 août 2014.

La commission note que les discussions de la Commission de l'application des normes concernaient la nécessité de renforcer le système d'inspection du travail, à la lumière des graves événements survenus récemment – l'effondrement du bâtiment Rana Plaza –, et en particulier: 1) les activités d'assistance technique visant à l'amélioration des normes de sécurité et de santé au travail (SST) dans le secteur du prêt-à-porter (RMG); 2) le renforcement de l'inspection du travail en termes de ressources humaines et de moyens matériels, y compris de moyens de transport; 3) l'adoption de règlements assurant l'application de la loi révisée sur le travail et la promulgation d'amendements supplémentaires à cette loi; 4) des sanctions suffisamment dissuasives et l'instauration de moyens de contrainte; 5) la protection des travailleurs des zones franches d'exportation (ZFE); et 6) la publication et la communication au BIT d'un rapport annuel sur les activités de l'inspection du travail.

La commission note que, la Commission de l'application des normes l'ayant incité à accepter une mission de contacts directs, le gouvernement s'est déclaré prêt à assurer le soutien et la coopération nécessaire à la réalisation d'une telle mission, qui doit avoir lieu au cours du premier semestre de 2015.

1. Activités d'assistance technique concernant le secteur du prêt-à-porter

Articles 2 et 3, paragraphe 1 a) et b), 5 a), 13, 17 et 18 de la convention. Activités d'inspection dans le secteur du prêt-à-porter. Coopération entre l'inspection du travail, d'une part, et d'autres services gouvernementaux et les institutions publiques et privées exerçant des activités analogues, d'autre part. La commission note que, au cours des discussions de la Commission de l'application des normes, il a été fait référence à diverses activités et divers programmes déployés par le gouvernement et partenaires sociaux, avec le soutien de l'OIT, et à des programmes mis en œuvre avec le concours d'autres partenaires pour améliorer les normes de SST applicables dans les usines du secteur du prêt-à-porter. On mentionnera ainsi: le Plan d'action tripartite national sur la sécurité en cas d'incendie et la résistance des structures (NTPA); une initiative majeure de l'OIT (incluant un programme du «Better Work Programme»); le Pacte mondial pour la durabilité par le progrès continu des droits au travail, soutenu par l'Union européenne; l'Accord sur la sécurité incendie et bâtiments, conclu entre des fédérations syndicales mondiales et un groupe de fabricants et fournisseurs à dominante européenne (l'Accord); et, enfin, l'Alliance pour la sécurité des travailleurs du Bangladesh, un groupe de fabricants et fournisseurs sont prédominants (Américains) (l'Alliance).

La commission prend note des informations publiées sur le site Web du Département de l'inspection des fabriques et usines (DIFE) rendant compte des progrès (au 15 septembre 2014) des initiatives d'évaluation du NTPA, de l'Accord et de l'Alliance dans les domaines de la résistance structurelle, de la protection contre l'incendie et de la sécurité électrique des usines de prêt-à-porter. Elle note à cet égard que l'initiative publique d'évaluation des bâtiments du NTPA, mise en œuvre par l'Université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh sous la supervision de la Commission tripartite nationale, a permis d'inspecter 380 des 1 500 fabricants de prêt-à-porter ciblés. Elle note en outre que les initiatives privées d'évaluation – l'Accord et l'Alliance – ont permis d'inspecter respectivement 1 094 des 1 400 établissements de prêt-à-porter ciblés et la totalité des 587 établissements de prêt-à-porter ciblés. La commission note par ailleurs, d'après les informations disponibles sur le site Web de l'Accord, que les inspections menées dans ce cadre ont permis de détecter plus de 80 000 problèmes de sécurité et de constater que plus de 400 plans d'action correctifs ont été finalisés par les usines, les entreprises et les signataires et approuvés par l'inspecteur du travail en chef.

La commission note que la CSI déplore que le NTPA n'ait enregistré aucun progrès quant à la réalisation de l'objectif d'évaluation susmentionné de 1 500 inspections réalisées avant la fin de l'année 2014. La commission rappelle que les discussions au sein de la Commission de l'application des normes ont également porté sur le grave manque de coordination et de coopération entre les services gouvernementaux concernés et les institutions privées s'occupant de sécurité des bâtiments, de protection contre l'incendie et d'inspection du travail. **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées sur l'action menée pour améliorer les conditions de SST dans le secteur du prêt-à-porter, dans le cadre des divers programmes et activités conçus à cette fin. En outre, elle prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de renforcer et d'accélérer les inspections en matière de résistance des structures. Elle invite aussi le gouvernement à fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour promouvoir la coordination et la coopération entre les services de l'inspection du travail et**

les divers organismes publics et privés s'occupant de la résistance des structures, la protection contre l'incendie et la sécurité électrique des bâtiments industriels (visites d'inspection conjointes, échanges d'informations pertinentes, etc.).

Prière de donner des informations sur les résultats des initiatives d'évaluation susmentionnées (nombre des inspections effectuées, nombre des cas d'irrégularités décelées par rapport aux normes applicables, et le nombre et la nature des sanctions imposées ainsi que des mesures de prévention prises afin de remédier à des défaillances constatées pouvant constituer une menace pour la santé ou la sécurité des travailleurs, y compris les mesures immédiates d'exécution forcée).

2. Renforcement des moyens de l'inspection du travail en termes de personnel et de ressources matérielles, y compris de facilités de transport

Articles 7, 10 et 11. Renforcement des moyens de l'inspection du travail en termes de personnel et de moyens matériels. Formation des inspecteurs du travail. La commission prend note des indications du gouvernement et de l'OIE sur les progrès du renforcement et de la restructuration de l'inspection du travail, notamment sur la requalification de la direction de l'inspection du travail au niveau d'un département de l'inspection du travail, l'extension de son réseau couvrant désormais 23 districts et le triplement prévu du personnel et des ressources budgétaires du département. Elle note à cet égard que le nombre des inspecteurs du travail devrait passer de 183 à 575 et que le budget de ce département devrait passer de 60,29 milliards de taka (BDT) (approximativement 781 310 dollars E.-U.) en 2013-14 à 150,55 milliards de BDT en 2014-15 (environ 1 953 925 dollars E.-U.). Elle note que, sur les 392 postes supplémentaires d'inspecteurs du travail approuvés, 88 ont été recrutés, et ces nouveaux inspecteurs ont suivi leur formation de base. Elle note que le gouvernement mentionne la tenue régulière de cycles de formation sur quatre semaines pour les inspecteurs du travail dans les instituts de relations professionnelles relevant du Département du travail. Enfin, elle note que le perfectionnement professionnel sera assuré avec l'assistance technique du BIT.

La commission note que la CSI souligne le besoin criant d'un nombre plus important d'inspecteurs du travail et que les nombreux retards dans le recrutement de ces inspecteurs remettent en question le sens de l'urgence du gouvernement et, au final, la sincérité de son engagement de mettre en place un service d'inspection du travail convenable. La CSI estime que le recrutement de 200 inspecteurs du travail supplémentaires, auquel le gouvernement s'était engagé pour la fin de 2013 mais qu'il n'a toujours pas réalisé, serait loin, de toute façon, de répondre aux besoins en la matière dans un secteur qui, comme le prêt-à-porter, emploie 4 millions de travailleurs et ne suffit pas à répondre aux problèmes dans les autres secteurs employant l'immense majorité des travailleurs.

La commission note en outre l'information fournie par la CSI selon laquelle les moyens de transport dont disposent les inspecteurs sont extrêmement limités, voire inexistantes, et la plupart d'entre eux doivent compter sur les transports publics pour se rendre aux établissements de travail, en l'absence de véhicules à cette fin. Selon la CSI, ceci ne permet pas de procéder à des inspections en temps opportun, elle offre la possibilité aux employeurs de soudoyer les inspecteurs en couvrant leurs frais de déplacement et autres dépenses. La commission note que le gouvernement indique à cet égard que les inspecteurs des établissements industriels disposent de véhicules pour l'accomplissement de leurs fonctions et, en outre, que l'OIT s'est engagée à assurer la fourniture de motocyclettes pour les inspecteurs afin d'accroître leur mobilité. ***La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de redoubler ses efforts pour doter l'inspection du travail des ressources nécessaires à son fonctionnement efficace. Se félicitant des initiatives prises d'ores et déjà par le gouvernement, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement procédera sans délai à pourvoir les postes d'inspecteurs du travail qui ont été créés et au recrutement d'un nombre suffisant d'inspecteurs du travail qualifiés par rapport au nombre de lieux de travail assujettis à l'inspection. La commission prie le gouvernement de continuer de donner des informations sur l'amélioration des moyens de l'inspection du travail en termes de personnel, de ressources budgétaires et de moyens matériels, y compris de facilités de transport, ainsi que des informations détaillées sur la formation assurée aux inspecteurs (fréquence, matières couvertes, durée des formations, nombre de participants).***

3. Réformes législatives

Article 28. Information sur la législation. Règlements d'application de la loi sur le travail révisée. Le gouvernement indique que des projets de règlements d'application de la loi sur le travail révisée ont été élaborés en consultation avec divers interlocuteurs et qu'ils sont en cours de finalisation. Elle note que, suite à une demande du gouvernement, le Bureau a examiné ces projets de règlement, y compris en ce qui concerne l'inspection du travail et la SST, et lui a fait parvenir ses commentaires. Toutefois, les observations de la CSI indiquent qu'il n'a pas été donné entièrement suite aux commentaires du Bureau sur ces instruments, notamment pour ce qui concerne la SST. La CSI déclare en outre qu'aucun effort n'a été déployé afin de poursuivre les modifications de la loi sur le travail, comme le gouvernement l'avait annoncé précédemment, afin de la rendre conforme aux normes internationales du travail. ***La commission encourage le gouvernement à prendre en considération les commentaires du Bureau dans la finalisation des règlements d'application. Elle le prie de donner des informations sur les progrès dans l'adoption de ces règlements et d'en communiquer copie lorsqu'ils auront été adoptés. Elle le prie également de donner des informations sur toute mesure prise en vue de la poursuite de la révision de la loi sur le travail.***

4. Sanctions suffisamment dissuasives et moyens de contrainte efficaces

Articles 17 et 18. Procédures légales et imposition effective de sanctions adéquates. La commission note que le gouvernement n'a pas fourni les informations demandées quant au nombre des infractions décelées, au nombre des affaires portées devant les tribunaux du travail et l'issue de ces affaires. Elle note également que, suite à des amendements en 2013 au Code du travail, le niveau des amendes imposables pour des infractions générales du Code du travail a augmenté de 5 000 à 25 000 BDT (approximativement 65 dollars E.-U. à 325 dollars E.-U.). En outre, avec les amendements de 2013, les amendes prévues pour obstruction à l'exercice des fonctions des inspecteurs du travail sont passées de 5 000 à 25 000 BDT, soit environ 325 dollars.

La commission note à cet égard que la CSI estime que l'application effective des dispositions légales reste un sérieux défi. La CSI rappelle que les inspecteurs du travail ne sont pas habilités à imposer des amendes et ne peuvent que signaler les cas d'irrégularité aux tribunaux. Ni la Direction du travail ni le DIFE ne disposent de juristes, et les propriétaires d'établissements industriels, de leur côté, recourent à des avocats expérimentés pour triompher des charges portées contre eux devant les tribunaux, submergeant rapidement une inspection du travail insuffisamment dotée en inspecteurs et enquêteurs et empêchant l'application des sanctions. La CSI estime en outre que les amendes prévues en cas d'infraction restent toujours d'un montant bien trop modique pour être dissuasives et qu'elles ne sont pas appliquées en raison de la longueur des procédures et de la corruption. Elle considère que les amendes prévues par la loi sur le travail restent insignifiantes. La commission note également que l'OIE mentionne que la sanction maximale d'emprisonnement pour obstruction à l'exercice des fonctions des inspecteurs a été élevée à six mois. La CSI déclare que, mise à part l'affaire du Rana Plaza, actuellement entre les mains de la justice, elle n'a connaissance d'aucune autre procédure pénale en cours qui aurait trait à des infractions à la loi sur le travail. En outre, faute de données disponibles, la mesure dans laquelle des amendes ou autres sanctions sont imposées et effectivement mises à exécution est inconnue.

La commission prend note des observations de l'OIE selon lesquelles il serait nécessaire de créer trois tribunaux du travail supplémentaires dans trois autres circonscriptions administratives. ***La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises en vue de garantir que le montant des amendes introduites est suffisamment dissuasif et que ces amendes sont effectivement appliquées. Elle le prie à nouveau de donner des informations sur le nombre des infractions décelées (y compris celles portant sur des aspects de SST), le nombre des affaires portées devant les tribunaux du travail et leurs suites (y compris le nombre de condamnations en lien avec les infractions signalées, montant des amendes imposées, etc.).***

5. Protection des travailleurs des zones franches d'exportation (ZFE)

Articles 2, 4 et 23. Inspection du travail dans les ZFE. La commission note que le gouvernement a indiqué dans le cadre des discussions au sein de la Commission de l'application des normes que l'Autorité des zones franches d'exportation du Bangladesh (BZFEA) est toujours l'autorité compétente pour assurer le respect des droits et avantages des travailleurs des entreprises opérant dans les ZFE. Elle note en outre que la Commission de l'application des normes a estimé dans ses conclusions que le gouvernement devrait prioriser la question des modifications à apporter à la législation régissant les ZFE de manière que celles-ci soient incluses dans le champ de compétence de l'inspection du travail. Elle note à cet égard que, dans son rapport, le gouvernement indique qu'un nouveau projet de loi sur le travail dans les ZFE a été établi et que ce texte attend d'être soumis pour adoption au Parlement. Elle note que, à la demande du gouvernement, le Bureau a examiné ce projet de loi sur le travail y compris en ce qui concerne l'inspection du travail, et lui a communiqué ses commentaires.

La commission note que, d'après les informations accessibles sur le site Web de la BZFEA, «la BZFEA est l'organe officiel du gouvernement chargé de promouvoir, attirer et faciliter l'investissement étranger dans les ZFE. L'objectif premier d'une ZFE est de proposer des zones spéciales où les investisseurs potentiels trouveront des conditions favorables à l'investissement, loin de toutes procédures fastidieuses.» La commission note que le gouvernement a déclaré de manière répétée que les 60 conseillers travaillant dans les ZFE sont chargés d'assurer le respect des droits des travailleurs ainsi que la sécurité et la salubrité des conditions de travail.

La commission note que la CSI se déclare particulièrement préoccupée par le fait que les ZFE, qui emploient près de 400 000 travailleurs, restent exclues du champ d'application de la loi sur le travail, si bien que les inspecteurs du travail n'ont toujours aucun pouvoir de mener des inspections dans les ZFE. Quant aux conseillers, ils assurent dans une mesure limitée le traitement des doléances mais il n'existe pas d'inspection du travail sous quelque forme que ce soit dans les ZFE. La CSI déclare en outre que le projet de loi sur le travail dans les ZFE soulève lui aussi un certain nombre d'inquiétudes et notamment que: i) l'inspection du travail et les moyens de contrainte dans les ZFE resteraient du ressort de la BZFEA, sans qu'aucune compétence ne soit conférée aux inspecteurs du travail; ii) les attributions et fonctions des tribunaux du travail des ZFE et de la Cour d'appel compétente pour celles-ci restent, selon le projet de loi sur le travail dans les ZFE, considérablement restreintes, comparées à celles des tribunaux institués par la loi sur le travail du Bangladesh (par exemple, les travailleurs doivent obtenir l'autorisation du secrétaire exécutif de la BZFEA afin de pouvoir intenter une action pénale contre un employeur); iii) l'application d'un certain nombre de ces dispositions sera

subordonnée à des règles et règlements d'application dont l'élaboration est du ressort du gouvernement et de la BZFEA, et les travailleurs ne devraient pas avoir la possibilité d'y contribuer.

La commission note que le gouvernement n'a pas communiqué les informations demandées sur les activités des organes responsables des inspections dans les ZFE et, en particulier, n'a pas soumis de données statistiques pertinentes, y compris sur le nombre des accidents du travail et les cas de maladies professionnelles survenus dans ces zones. ***La commission demande que le gouvernement fournisse des informations sur les mesures prises pour parvenir à ce que les ZFE soient incluses dans le champ de compétence de l'inspection du travail. A cet égard, elle encourage le gouvernement à prendre en compte les commentaires du Bureau concernant le projet de loi sur le travail dans les ZFE. Elle le prie en outre de fournir des informations sur les activités du personnel chargé d'assurer l'application des dispositions légales ayant trait aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans les ZFE (y compris le nombre d'infractions relevées et sanctions imposées), ainsi que des statistiques faisant apparaître le nombre et la nature des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle survenus dans les ZFE.***

6. Publication et communication au BIT d'un rapport annuel sur les activités de l'inspection du travail

Articles 20 et 21. Publication d'un rapport annuel sur les activités d'inspection du travail. La commission note à nouveau qu'aucun rapport annuel sur les activités des services de l'inspection du travail n'a été reçu par le BIT. Elle note en outre qu'aucune statistique n'a été communiquée par le gouvernement quant au nombre des inspections effectuées, des infractions constatées, des sanctions imposées et des accidents du travail et cas de maladie professionnelle enregistrés. Elle avait noté précédemment que le gouvernement avait exprimé un besoin en assistance technique pour l'élaboration de meilleurs systèmes de gestion des données. A cet égard, la commission note avec ***intérêt*** l'annonce faite par le gouvernement de la mise en place en mars 2014, avec l'assistance technique du BIT, d'un système de base de données accessible au public sur les inspections du travail dans le secteur du prêt-à-porter, système qui est désormais accessible sur le site Web du DIFE. Elle note que ce site permet de prendre connaissance de la liste des entreprises du secteur du prêt-à-porter, du nombre des travailleurs qui y sont employés, du nombre des inspections qui ont été menées dans ce secteur par l'alliance, l'accord et le NTPA, ainsi que des copies électroniques des rapports d'inspection de l'Alliance, de l'Accord et du NTPA dans les différentes usines de prêt-à-porter (mentionnant les déficiences constatées et les mesures correctives recommandées). Elle prend également note du nombre total des établissements qui ont été fermés ou dont les activités ont été partiellement arrêtées suite à des inspections de l'Alliance, de l'Accord et du NTPA.

La commission note que la CSI déclare que les inspections sont peu fréquentes et lacunaires et que la transparence des initiatives publiques et privées en matière d'inspection laisse beaucoup à désirer. La CSI déclare que la base de données du DIFE concernant le secteur du prêt-à-porter ne comporte aucune information sur les procédures engagées suite à des constats de carence dans l'application des dispositions légales. ***Tenant compte des mesures d'ores et déjà prises quant à la collecte de données relatives aux inspections dans le secteur du prêt-à-porter, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises en vue de la constitution d'un registre de tous les lieux de travail assujettis à l'inspection, incluant les travailleurs employés dans ces établissements, ainsi que pour la collecte de données relatives aux inspections dans les autres secteurs. Elle le prie également de donner des informations sur les mesures prises afin que l'Autorité centrale de l'inspection du travail s'acquitte de ses obligations de publier, en application de l'article 20 de la convention, un rapport annuel sur ces activités et de le transmettre au BIT en application de l'article 21. Elle l'invite à continuer de faire appel à l'assistance technique du Bureau à cette fin.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de communiquer un rapport détaillé en 2015.]

Bénin

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978 (ratification: 2001)

Article 7 de la convention. Extension des fonctions du système d'administration du travail. La commission prend note des précisions fournies par le gouvernement au sujet du rôle du Fonds national de la microfinance et du Projet d'appui aux activités génératrices de revenus. Elle note avec ***intérêt*** que, suivant l'article 3 du décret n° 2013-135 du 20 mars 2013 portant attribution, organisation et fonctionnement de la Caisse mutuelle de prévoyance sociale (CMPS), la CMPS, qui est créée en tant qu'établissement public à caractère social et placée sous la tutelle du ministère chargé de la sécurité sociale, a pour objet la mise en œuvre de l'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle et de leurs familles par la gestion des prestations de maladie et de vieillesse. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés dans l'application des dispositions du décret susvisé et sur le rôle dévolu au ministère du Travail, de la Fonction publique, de la Réforme administrative et institutionnelle, chargé du Dialogue social (MTFPRAI-DS) dans leur mise en œuvre. La commission saurait également gré au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises afin de donner également effet aux dispositions de***

l'article 7 de la loi n° 98-019 du 21 mars 2003, portant Code de la sécurité sociale, suivant lesquelles il est prévu l'adoption d'une loi sur l'organisation et le fonctionnement du régime spécial en faveur des travailleurs indépendants agricoles.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Burundi

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1971)

La commission note les observations de la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) reçues le 26 septembre 2014.

La commission note par ailleurs avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) datées du 30 août 2012, en ce qui concerne l'insuffisance des moyens matériels alloués aux inspecteurs du travail afin de promouvoir la sécurité et la santé dans les entreprises. *La commission prie le gouvernement de communiquer tout commentaire ou information qu'il considère utile à cet égard.*

Fonctions principales de l'inspection du travail. Dans ses commentaires antérieurs, la commission observait que les activités de l'inspection du travail étaient principalement axées sur le règlement des conflits et, de manière accessoire, sur les fonctions de contrôle définies par l'article 3, paragraphe 1, de la convention. Elle basait son appréciation sur les rapports d'activité de l'inspection du travail concernant l'année 2000 et le premier trimestre 2001, qui faisaient par ailleurs état des nombreuses activités à caractère administratif. La commission constate que, sur neuf inspecteurs, cinq sont chargés des questions liées à la résolution des conflits collectifs et trois du contrôle de l'application de la législation sur les conditions de travail, mais que l'ensemble de ce personnel a suivi un séminaire organisé par le Programme pour la promotion du dialogue social en Afrique francophone (PRODIAF) sur les techniques de conciliation au cours du 1^{er} trimestre 2006. Ces informations confirment que l'inspection du travail reste déviée de son rôle premier pour être centrée sur la résolution des conflits de travail.

Selon le gouvernement, l'absence d'un statut particulier, le manque de moyens de déplacement, de qualifications du personnel, la pénurie de moyens techniques de contrôle contribuent au manque de confiance manifesté par les employeurs à l'égard des inspecteurs.

La commission rappelle une nouvelle fois avec insistance que les services d'inspection se doivent de centrer leurs activités sur le contrôle des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession (article 3, paragraphe 1), et que toute autre fonction confiée aux inspecteurs ne devrait pas faire obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales ni porter préjudice d'une manière quelconque à l'autorité ou à l'impartialité nécessaires dans leurs relations avec les employeurs et les travailleurs (paragraphe 2). Elle rappelle par ailleurs au gouvernement l'obligation faite par l'article 11 de la convention à l'autorité compétente de prendre les mesures assurant la fourniture aux inspecteurs du travail des moyens nécessaires, tels notamment des facilités de transport, lorsqu'il n'existe pas de facilités de transport public appropriées, et le remboursement de leurs frais de déplacement professionnel et dépenses accessoires nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. *La commission exprime l'espoir qu'un soutien financier approprié pourra bientôt être disponible à travers la coopération internationale et saurait gré au gouvernement d'indiquer les mesures prises et les progrès réalisés à cet égard et de communiquer aussitôt que possible un rapport sur les activités d'inspection dans les établissements industriels et commerciaux visant à assurer l'application des dispositions légales sur les conditions de travail et la protection des travailleurs.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Colombie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1967)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note des discussions de la Commission de l'application des normes de la Conférence sur l'application de la convention sur les questions suivantes: les mesures législatives nécessaires pour donner effet aux dispositions de la convention; le renforcement du système d'inspection du travail; les mécanismes d'application en cas de violation de la législation du travail et l'application de sanctions suffisamment dissuasives; et la publication et la communication au Bureau des rapports annuels de l'inspection du travail. A cet égard, la commission se félicite des informations communiquées par le gouvernement à la Commission de l'application des normes à propos des progrès réalisés dans l'application de la convention et de sa détermination à s'attaquer à tous les points en attente soulevés par la Commission de l'application des normes et la présente commission.

La commission prend note du rapport et du complément d'information fournis par le gouvernement, reçus le 20 septembre et le 7 novembre 2014 respectivement. Elle prend également note des observations de la Confédération

générale du travail (CGT), de la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) et de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT), reçues le 4 juin et le 1^{er} septembre 2014, le 29 août et le 31 août 2014, respectivement. La commission note que la CTC et la CGT prennent acte des mesures prises par le gouvernement afin de renforcer le système d'inspection du travail, mais que celles-ci ne suffisent toujours pas pour que la convention soit appliquée de manière effective. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

La commission note en outre que la CUT indique que les arrêtés d'application prévus par la loi n° 1610 pour réglementer certains aspects de l'inspection du travail et certaines décisions relatives à la formalisation de l'emploi n'ont toujours pas été publiés, alors que la loi prévoit un délai de six mois pour leur adoption sur un mode tripartite et en dépit des recours et demandes introduits par les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs. A cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement suivant laquelle, en vertu de l'article 19 de la loi n° 1610, a été constituée une sous-commission (composée de représentants des organisations de travailleurs et d'employeurs et du ministère du Travail) pour arrêter les modalités d'application de la loi. Cette sous-commission a élaboré un projet de décret relatif aux critères appliqués en cas d'amende et aux procédures à suivre lorsque sont édictées des mesures ayant force exécutoire immédiate. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout fait nouveau survenu à cet égard.**

La commission prend note par ailleurs des commentaires fournis conjointement par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et l'Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI) reçus le 29 août 2014 et qui soulignent les progrès réalisés dans l'application de la convention, ainsi que les mesures prises par le gouvernement à cet égard.

Projet de coopération technique sur les normes internationales du travail et programme de coopération technique sur la conformité du lieu de travail. La commission se félicite de ce que le gouvernement ait demandé à continuer à bénéficier de l'assistance technique du BIT dans le cadre du projet de coopération technique intitulé «Promotion du respect des normes internationales du travail» et du programme intitulé «Renforcement du respect sur le lieu de travail par le biais de l'inspection du travail» (domaine de première importance de l'OIT – ACI 7) et pour lequel la Colombie a été retenue comme l'un des trois pays pilotes qui élaboreront des stratégies types en matière de conformité du lieu de travail, suivant les principes contenus dans les conventions relatives à l'inspection du travail.

Articles 10 et 16 de la convention. Nombre d'inspecteurs du travail exerçant des fonctions au sens de la convention. Ayant précédemment pris note des affirmations répétées de la CUT et de la CTC relatives au nombre insuffisant des inspecteurs du travail, la commission note avec **intérêt** que le gouvernement indique que le nombre des postes d'inspection du travail qui ont été approuvés est passé de 424 en 2010 à 904 en 2014 (633 inspecteurs du travail spécialisés dans le domaine juridique et 271 spécialisés en médecine, en ingénierie, en gestion et en économie), et que le nombre des inspecteurs du travail nommés est passé de 530 en août 2013 à 715 en novembre 2014. Suivant les observations de la CUT et de la CGT, le nombre actuel des inspecteurs du travail reste insuffisant compte tenu du nombre de travailleurs et pour pouvoir assurer une application effective des dispositions légales correspondantes, notamment dans les domaines de la liberté syndicale, de la négociation collective et des interdictions portant sur les formes de sous-traitance. A cet égard, la CUT indique également que le système d'inspection du travail est inefficace et que, bien que le nombre des inspecteurs ait augmenté, le nombre des inspections a fortement diminué. D'après la CTC, les inspections du travail devraient s'intensifier, en particulier dans l'agriculture, l'exploitation minière et l'activité portuaire. **La commission veut croire que les postes qui ont été approuvés seront bientôt pourvus et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard, y compris sur le nombre des inspections effectuées chaque année depuis 2013 ainsi que sur les formations dispensées aux inspecteurs.**

Article 11. Moyens matériels, y compris facilités de transport. Dans ses précédentes observations, la commission priait le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les ressources allouées aux inspecteurs du travail soient fixées en tenant compte du caractère essentiellement mobile de leurs fonctions. A cet égard, la commission note que le gouvernement affirme sa détermination à améliorer les ressources financières de l'inspection du travail et indique qu'un budget spécial de 539 657 906 pesos, soit environ 259 613 dollars des Etats-Unis, a été alloué aux facilités de transport et aux frais de déplacement. Le gouvernement indique en outre qu'un projet de décret relatif à l'article de la loi n° 1610 sur la procédure administrative pour l'octroi d'un soutien logistique et d'un transport aux inspecteurs du travail a été élaboré et est actuellement en cours de révision. La commission se félicite en outre de l'information fournie par le gouvernement suivant laquelle des ressources financières considérables ont été investies dans la mise à niveau, le financement et la modernisation des infrastructures physiques de l'inspection du travail (29 milliards de pesos, soit environ 15 millions de dollars E.-U). La commission prend également note des observations de la CTC suivant lesquelles les inspecteurs du travail ne disposent pas des moyens adéquats pour s'acquitter de leurs obligations. D'après les observations de la CUT, l'inspection du travail reste concentrée dans les zones urbaines. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises afin d'améliorer les facilités de transport des services de l'inspection du travail, ainsi que le remboursement des frais de déplacement exposés.**

Article 11, paragraphe 1 b), et article 15 a). Moyens de transport et principe d'indépendance et d'impartialité des inspecteurs du travail. La commission avait observé précédemment que le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi n° 1610 de

2013, qui permet aux inspecteurs du travail de faire appel à l'aide logistique des employeurs ou des travailleurs, lorsque les conditions sur place l'exigent, afin d'accéder aux lieux de travail assujettis à l'inspection, n'est pas conforme aux dispositions de la convention et est contraire à l'impartialité et à l'autorité nécessaires aux inspecteurs dans leurs relations avec les employeurs et les travailleurs.

A cet égard, la commission prend note des explications du gouvernement suivant lesquelles: i) cette disposition a été ajoutée parce qu'il est difficile d'avoir accès à certaines zones isolées, par exemple dans les secteurs minier et pétrolier, ces zones ne pouvant être atteintes qu'à condition d'utiliser des moyens de transport mis à disposition par l'entreprise ou par un syndicat; ii) cette disposition est également conçue dans un souci de sécurité pour les inspecteurs du travail compte tenu des troubles à l'ordre public dans certaines régions; et iii) cette disposition n'a été appliquée que dans des cas exceptionnels et seulement après l'accord à la fois des employeurs et des travailleurs. La commission note en outre que le gouvernement affirme sa détermination à prendre les mesures nécessaires pour donner suite à la demande de la commission, notamment par la modification du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi n° 1610, si celle-ci est considérée nécessaire par la commission. A cet égard, le gouvernement propose, à titre de solution immédiate, de promulguer en application de la loi n° 1610 un décret qui permettrait à des organismes publics de conclure des accords interinstitutions afin de faciliter le transport des inspecteurs du travail là où cela est nécessaire et qui exclurait la possibilité de conclure de tels accords avec les employeurs ou les travailleurs. *La commission veut croire que le décret dont il est question ci-dessus sera promulgué prochainement. Elle prie le gouvernement de lui en transmettre copie lorsqu'il aura été promulgué et de lui communiquer des informations sur son application dans la pratique. Bien que la commission se félicite des mesures prises par le gouvernement afin de mettre sa législation et sa pratique nationales en conformité avec les articles précités de la convention au moyen d'un décret promulgué dans le cadre de la loi n° 1610, elle encourage le gouvernement, dans un souci de sécurité juridique, à envisager également de modifier le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi n° 1610.*

Article 12, paragraphe 1 c), et article 15 c). Principe de confidentialité de la source des plaintes. Dans ses précédents commentaires, la commission priait le gouvernement de prendre des mesures pour qu'un cadre juridique garantisse le respect par les inspecteurs du travail du principe de confidentialité des plaintes afin de protéger les travailleurs contre des représailles de l'employeur ou de ses représentants. A cet égard, la commission note avec **satisfaction** la promulgation de la décision ministérielle n° 1867 du 13 mai 2014 énonçant l'obligation pour les inspecteurs du travail d'assurer la confidentialité de l'origine des plaintes et les exposant à des procédures disciplinaires en cas de non-respect de cette obligation.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Comores

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1978)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des commentaires de la Confédération des travailleurs et travailleuses des Comores (CTC) datés du 30 août 2013. Elle note ses préoccupations concernant l'absence de qualifications requises des inspecteurs du travail et les pressions politiques dont ils font l'objet. *La commission invite le gouvernement à répondre aux commentaires de la CTC à cet égard.*

Selon les informations fournies par le gouvernement, la création d'une ligne budgétaire spécifique pour l'inspection du travail ne sera effective qu'à l'issue des réunions budgétaires préparatoires pour l'exercice 2009. La commission note néanmoins que l'administration du travail a entrepris un diagnostic de l'inspection du travail en vue de la détermination de son budget et l'insertion de celui-ci dans le budget national de 2009. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats de cette évaluation dès qu'ils seront disponibles.*

La commission note que le gouvernement a formulé une requête en vue de l'inclusion dans le projet national de programme pour un travail décent (PPTD), actuellement en cours d'élaboration, d'une demande d'assistance technique visant à la formation progressive d'inspecteurs du travail en nombre suffisant pour couvrir l'ensemble du territoire. L'appui du BIT a par ailleurs été sollicité afin que deux inspecteurs du travail puissent bénéficier d'une formation à l'Ecole nationale d'administration (ENA) de Madagascar. *La commission prie le gouvernement de tenir le Bureau informé des résultats de ces démarches. Elle veut croire qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour obtenir, notamment dans le cadre du futur PPTD, l'appui et l'assistance du BIT pour le développement d'un système d'inspection du travail efficace.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Congo

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1999)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Absence d'informations pratiques permettant d'apprécier le fonctionnement de l'inspection du travail au regard des dispositions de la convention et des dispositions légales nationales pertinentes. La commission prend note des informations actualisées en ce qui concerne le nombre et la répartition géographique et par catégorie du personnel de l'inspection du travail. La commission relève, par comparaison avec les données figurant dans son rapport reçu en 2008, une diminution substantielle des effectifs de l'inspection du travail, en particulier des inspecteurs du travail (de 75 à 55) et des contrôleurs principaux (de 96 à 72). Elle rappelle que, suivant l'article 10 de l'instrument, pour l'exercice efficace des fonctions du service d'inspection du travail, le nombre des inspecteurs du travail devrait être fixé en tenant compte, entre autres critères, du nombre, de la nature, de l'importance et de la situation des établissements assujettis au contrôle de l'inspection; du nombre et de la diversité des catégories de travailleurs qui sont occupés dans ces établissements; du nombre et de la complexité des dispositions légales dont l'application doit être assurée; des moyens matériels d'exécution mis à la disposition des inspecteurs; et des conditions pratiques dans lesquelles les visites d'inspection devront s'effectuer.

Si les dispositions légales relatives à l'inspection du travail, à ses attributions et à ses pouvoirs sont disponibles, force est de constater en revanche l'absence de données chiffrées sur les autres sujets définis à l'article 10 et, de l'aveu même du gouvernement, il n'existe pas de mesures particulières pour faire porter effet aux dispositions de l'article 11 sur les conditions matérielles de travail des inspecteurs du travail, ces derniers ne bénéficiant pas de facilités de transport nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. La commission note toutefois que, selon le gouvernement, désormais leurs frais de déplacement et les dépenses accessoires leur sont remboursés par l'autorité compétente sur présentation de justificatifs à l'autorité compétente, ce qui n'était pas toujours le cas, selon le rapport reçu en 2008.

La commission demande à nouveau au gouvernement de fournir dans son prochain rapport toutes les informations disponibles permettant d'apprécier le niveau d'application de la convention en droit et en pratique. Ces informations devraient notamment porter sur: i) la répartition géographique à jour de l'effectif des fonctionnaires chargés des fonctions d'inspection définies par l'article 3, paragraphe 1, de la convention; ii) la répartition géographique des établissements assujettis ou, à tout le moins, de ceux dans lesquels le gouvernement estime que les conditions de travail appellent une protection particulière de la part de l'inspection du travail; iii) la fréquence, le contenu et le nombre de participants aux formations dispensées aux inspecteurs du travail au cours de leur carrière; iv) le niveau de rémunération et les conditions d'avancement dans la carrière de ces derniers au regard d'autres fonctionnaires publics assumant des responsabilités de niveau comparable; v) la part du budget national allouée à la fonction d'inspection du travail; vi) la description des cas dans lesquels les inspecteurs visitent les entreprises, de la procédure suivie et des moyens de transport qu'ils utilisent à cet effet, des activités qu'ils y exercent et du résultat de ces activités; vii) la part des activités de contrôle de la législation menées par les inspecteurs au regard de celle de leurs activités de conciliation.

La commission demande en outre au gouvernement de communiquer copie de tout rapport d'activité d'inspection émanant des directions régionales, y compris des rapports cités dans ses rapports reçus au BIT en 2008 et 2011; copie du projet ou du texte définitif du statut particulier des inspecteurs du travail; copies des projets de texte d'amendement du Code du travail, ainsi que du mémorandum dont il annonce l'envoi au BIT en vue d'un meilleur fonctionnement de l'inspection du travail.

Afin de mettre en place un système d'inspection du travail répondant aux objectifs socio-économiques visés par la convention, la commission demande instamment au gouvernement de s'efforcer de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre des mesures décrites dans les observations générales qu'elle a formulées en 2007 (sur la nécessité d'une coopération efficace entre les services d'inspection du travail et les organes judiciaires), en 2009 (sur la nécessité de disposer de statistiques des établissements industriels et commerciaux assujettis à l'inspection du travail et au nombre des travailleurs couverts), et en 2010 (sur la publication et le contenu d'un rapport annuel sur le fonctionnement des services d'inspection du travail). Elle rappelle à nouveau au gouvernement la possibilité de recourir à l'assistance technique du BIT et de solliciter, dans le cadre de la coopération financière internationale, un appui financier à l'effet de donner l'impulsion nécessaire à l'établissement et au fonctionnement du système d'inspection du travail et lui saurait gré de communiquer des informations sur tout progrès réalisé ou toute difficulté rencontrée.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

République de Corée

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1992)

La commission prend note des observations de la Fédération des syndicats coréens (FKTU) et de la réponse du gouvernement à celles-ci, qui ont été reçues avec le rapport du gouvernement le 4 septembre 2014.

Articles 10, 16 et 17 de la convention. Nombre d'inspecteurs du travail et de visites d'inspection. La commission avait précédemment pris note de l'observation de la FKTU sur le manque de personnel d'inspection, qui indiquait que, en se fondant sur le taux d'inspections actuel, l'inspection de tous les lieux de travail prendrait environ cinquante ans.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, en dépit des efforts qu'il ne cesse de déployer pour accroître le nombre des inspecteurs du travail, il existe un manque de personnel dans ce domaine, et le gouvernement s'efforcera d'y remédier. A cet égard, le gouvernement indique que, en 2012, 1 687 476 lieux de travail ont été inspectés, et qu'il y avait 1 359 inspecteurs du travail. Le gouvernement déclare que, afin d'optimiser l'efficacité des visites d'inspection, il les effectue en fonction du type et de la taille de l'établissement concerné. Des inspections soigneuses sont menées dans le secteur de la construction et d'autres industries vulnérables ou dans les établissements de petite taille qui emploient un grand nombre d'adolescents, de femmes ou de travailleurs étrangers, afin de s'assurer que les personnes employées dans des établissements où les conditions de travail sont médiocres sont protégées. Dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail, les inspections sont concentrées sur les lieux de travail où la gestion de la sécurité et de la santé n'est pas bonne ou ceux où il existe un risque élevé d'accidents, y compris les établissements dans lesquels un accident du travail a déjà eu lieu, ceux qui présentent un taux d'accidents élevé ou ceux des secteurs où des accidents surviennent fréquemment. La commission note que, en 2013, 22 245 lieux de travail ont été inspectés en relation avec la loi sur les normes du travail, et qu'il a été constaté que, dans 90 pour cent d'entre eux, la législation du travail avait été violée. En matière de sécurité et de santé au travail, il a été constaté que 82 pour cent des 18 812 lieux de travail inspectés ne respectaient pas la législation en vigueur dans ce domaine. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, avant l'application de mesures judiciaires, les établissements se voient offrir la possibilité de prendre des mesures correctives pour remédier à l'infraction constatée. C'est la raison pour laquelle les établissements dans lesquels il a été constaté qu'il y avait violation de la loi ont été peu nombreux à faire l'objet de poursuites judiciaires: en 2013, des sanctions ont été infligées à 177 établissements (284 cas).

La commission prend note de la déclaration de la FKTU selon laquelle il faudrait davantage d'inspecteurs du travail, car chaque inspecteur doit contrôler et inspecter trop d'établissements (environ 1 736 établissements par inspecteur). Le nombre élevé des établissements dans lesquels a été constatée une violation de la législation du travail laisse à penser que de telles violations sont fréquentes sur le marché du travail. Bien qu'il soit essentiel d'augmenter le nombre des inspecteurs du travail pour empêcher des violations des droits des travailleurs, le gouvernement ne l'a pas fait.

La commission rappelle que, aux termes de l'article 10 de la convention, le nombre des inspecteurs du travail devrait être suffisant pour permettre d'assurer l'exercice efficace des fonctions des services d'inspection en tenant compte du nombre des établissements assujettis au contrôle de l'inspection, du nombre des travailleurs occupés dans ces établissements, du nombre et de la complexité des dispositions légales dont l'application doit être assurée, ainsi que des moyens matériels mis à la disposition des inspecteurs et des conditions pratiques dans lesquelles les visites d'inspection doivent s'effectuer pour être efficaces. De plus, en vertu de l'article 16, les établissements doivent être inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes. ***La commission prie par conséquent le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que le nombre des inspecteurs du travail soit suffisant pour permettre d'assurer l'exercice efficace des fonctions des services d'inspection, y compris en inspectant les établissements aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire. Notant le pourcentage élevé des établissements inspectés dont il a été constaté qu'ils violaient les dispositions de la loi sur les normes du travail et de la loi sur la sécurité et la santé au travail, la commission demande au gouvernement de prendre des mesures pour renforcer le respect de la législation en la matière, et de fournir des informations sur l'impact des mesures prises. Elle prie le gouvernement de fournir de plus amples informations sur la nature des cas qui ont fait l'objet de procédures judiciaires (en précisant quelles sont les dispositions légales concernées, la nature et la gravité des infractions, et le nombre de travailleurs intéressés), ainsi que sur les sanctions imposées. La commission demande aussi au gouvernement de fournir des informations, en plus du nombre des inspecteurs (ventilées par sexe) et des établissements assujettis au contrôle de l'inspection, sur le nombre de travailleurs employés dans ces établissements.***

Article 12, paragraphe 1 a), et article 15 c). Droit des inspecteurs de pénétrer librement dans les lieux de travail; confidentialité des plaintes. La commission avait noté précédemment que, en vertu de l'article 17 du manuel professionnel à l'usage des inspecteurs du travail, les visites d'inspection devaient être notifiées à l'employeur avec un préavis de dix jours. Elle avait pris note de l'indication de la FKTU selon laquelle un système d'inspection prévoyant que des visites peuvent avoir lieu sans préavis n'avait pas encore été mis en place dans la pratique. Elle avait cependant noté l'indication du gouvernement selon laquelle le manuel professionnel à l'usage des inspecteurs du travail avait été modifié en avril 2010 afin de permettre certaines inspections sans préavis.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en application des modifications de 2010, un préavis de dix jours doit être donné à l'employeur pour une visite d'inspection régulière, mais les visites d'inspection ponctuelles et spéciales sont menées en principe sans préavis. Le gouvernement déclare que les visites d'inspection ponctuelles sont, pour la plupart d'entre elles, effectuées suite à des plaintes, et que ces visites sont menées sans préavis afin de garantir la confidentialité des plaintes. Environ 30 pour cent des établissements inspectés en 2013 ont reçu des visites inopinées. Le gouvernement indique que, pour les inspections régulières, un préavis de dix jours est donné afin d'accroître la prévisibilité de l'inspection du travail et, ce faisant, de donner à l'employeur la possibilité de corriger volontairement toute infraction. Se référant au paragraphe 263 de son étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du

travail, la commission rappelle qu'un nombre suffisant de visites d'inspection inopinées par rapport aux inspections avec préavis est nécessaire pour permettre aux inspecteurs du travail d'observer la confidentialité requise quant à la source d'une plainte et aussi d'empêcher l'établissement d'un lien entre la visite d'inspection et une plainte (*article 15 c*). **La commission prie par conséquent le gouvernement de veiller à ce qu'un nombre suffisant de visites inopinées soient menées par les autorités compétentes. La commission prie en outre le gouvernement de prendre les mesures appropriées pour garantir que l'obligation de confidentialité concernant l'existence d'une plainte est dûment reflétée dans la législation et appliquée dans la pratique, et de fournir des informations sur la mise en œuvre et l'impact de ces mesures dans la pratique. A cet égard, elle lui demande de continuer à fournir des informations sur le nombre des visites inopinées en comparaison avec le nombre total des visites d'inspection effectuées au cours de la prochaine période sur laquelle portera le rapport, et sur les résultats obtenus lors de ces inspections (infractions décelées, sanctions imposées et mesures correctives prises).**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Djibouti

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938 (ratification: 1978)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Manquement à l'obligation de l'envoi de rapports. Assistance technique visant à satisfaire aux obligations de faire rapport et de mettre en œuvre les dispositions de la convention. La commission note avec regret que le gouvernement n'a pas fourni d'informations depuis octobre 2005. Elle espère qu'un rapport sera fourni pour examen par la commission à sa prochaine session et qu'il contiendra des indications sur l'établissement d'un observatoire de l'emploi et de la formation. **La commission invite le gouvernement à fournir un rapport contenant des informations complètes et détaillées sur les mesures prises pour donner effet à la convention en répondant aux questions figurant dans le formulaire de rapport sous chacune de ses dispositions.** La commission attire l'attention du gouvernement sur la possibilité de recourir à l'assistance technique des unités spécialisées du Bureau afin de combler les lacunes dans la mise en œuvre de la convention.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre des mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Ghana

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978 (ratification: 1986)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Dans ses commentaires de 2009 se rapportant à la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et à la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, la commission a pris note des récents changements intervenus au sein du Département du travail et du Département des fabriques et de l'inspection du ministère de l'Emploi et de la Prévoyance sociale, avec le développement des capacités de ces organismes par un renforcement de leurs ressources humaines, l'évaluation des besoins de ces départements et leur restructuration, et enfin la réaffirmation de l'engagement du gouvernement de permettre au personnel de ces départements de suivre certains cours de formation et de perfectionnement organisés par le BIT/ALRAC (Centre régional africain d'administration du travail). **La commission prie le gouvernement de fournir de plus amples informations sur les activités de formation déployées au cours de la période couverte par le prochain rapport et, le cas échéant, de tenir le Bureau informé de toute difficulté rencontrée.**

La commission demande que le gouvernement fournisse, comme demandé sous le Point III du formulaire de rapport, des informations sur les décisions rendues, le cas échéant, par les juridictions compétentes qui toucheraient à des questions de principe relevant de l'application de la convention et de communiquer le texte de telles décisions.

En relation avec le Point IV du formulaire de rapport, la commission saurait gré au gouvernement de communiquer également tout rapport, extrait de rapport ou autre publication périodique concernant les travaux des principaux services de l'administration du travail comme, par exemple, ceux du ministère de l'Emploi et de la Prévoyance sociale, des centres d'emploi publics, de la Commission tripartite nationale du travail, du Conseil national de l'emploi, de la Direction nationale du marché du travail, de l'Institut du développement de la gestion et de la productivité et de la Commission consultative nationale du travail, ainsi que de tout autre organisme national ou local participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du travail ou de ses programmes.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre des mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guatemala

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1952)

La commission prend note des observations du Mouvement syndical, indigène et paysan du Guatemala (MSICG), reçues le 3 septembre 2014, concernant l'application de la convention et selon lesquelles le MSICG fait état, entre autres, du fait que le ministère du Travail et de la Prévision sociale (MTPS) a recours aux inspecteurs du travail pour poursuivre et sanctionner les organisations syndicales. ***La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.***

La commission prend note du rapport de la mission du Bureau, dirigée par la directrice du Département des normes internationales du travail, concernant le suivi de la feuille de route adoptée par le gouvernement en consultation avec les partenaires sociaux du pays, en vue de faciliter l'application du mémorandum d'entente signé le 26 mars 2013 entre le groupe des travailleurs du Conseil de l'administration de l'OIT et le gouvernement du Guatemala.

Articles 3, 10 et 16 de la convention. Fonctions des inspecteurs du travail et adaptation des ressources humaines aux nécessités de l'inspection. Se référant à la demande d'information sur le nombre réel d'inspecteurs en exercice, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il existe 261 inspecteurs au niveau national, dont 55 sont affectés à la délégation centrale du Guatemala, 33 d'entre eux occupant la totalité de leur temps de travail à la section des visites et 22 travaillant la totalité de leur temps dans la section de conciliation. Les 206 inspecteurs restants sont répartis parmi les 21 autres délégations, chacune d'entre elles disposant de trois à 19 inspecteurs, qui répartissent leur temps de travail de façon équitable entre la section des visites et la section de la conciliation. En outre, la commission prend note du fait que, en accord avec l'article 49 du pacte sur les conditions de travail du MTPS du 3 juillet 2013, ce dernier s'est engagé à créer, en 2013, 100 postes d'assistance professionnelle de grade II, spécialisés dans l'inspection du travail, et 100 autres postes en 2014. Il s'est engagé également à soumettre cette restructuration et cette création de postes à l'approbation du ministère des Finances et du Bureau national de la fonction publique. ***Tout en prenant note avec intérêt des efforts déployés par le gouvernement pour accroître le nombre d'inspecteurs, la commission prie le gouvernement de préciser si les postes d'assistance professionnelle de grade II, spécialisés dans l'inspection du travail, ont réellement été créés et pourvus et quelles en sont leurs fonctions et leur répartition géographique.***

En ce qui concerne les mesures adoptées ou prévues afin de séparer les fonctions de contrôle de celles de conciliation et de charger ainsi les inspecteurs du travail de fonctions distinctes de celles qui sont prévues à l'article 3, paragraphe 1, de la convention, la commission prend note des mesures proposées par le gouvernement dans un plan de travail dont l'exécution est prévue en septembre 2014 afin de délimiter les fonctions du personnel participant au traitement des dossiers. La commission veut croire que les mesures que compte adopter le gouvernement permettront de dispenser les inspecteurs du travail des fonctions qui les écartent de celles qui leur sont confiées dans le cadre de la convention, de sorte qu'ils puissent se consacrer à l'exercice de leurs fonctions, telles que définies au paragraphe 1 de l'article 3 de la convention. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau survenu à cet égard.***

Enfin, pour ce qui est de la demande d'information sur les activités de l'unité spéciale de l'inspection du travail dans les *maquila* et des résultats obtenus, la commission observe que, selon les tableaux figurant dans le rapport du gouvernement, les activités menées par l'unité de la délégation centrale du Guatemala dans le cadre de sa mission dans le pays, tant au cours de 2013 que de 2014, se sont centrées sur des cas ayant fait l'objet d'une plainte. La commission rappelle que les établissements doivent être inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales en question. ***La commission prie le gouvernement de veiller au respect total des dispositions de l'article 16 de la convention.***

Articles 5 a), 20, 21 et 24. Coopération nécessaire à la création d'un registre des entreprises et l'établissement d'un rapport annuel d'inspection.

Création d'un registre d'entreprise. La commission prend note avec ***intérêt*** de la signature, en 2012, d'une convention-cadre interinstitutionnelle de coopération pour l'échange d'informations entre le MTPS, le ministère de l'Economie et l'Autorité de l'administration fiscale, à laquelle a adhéré, en 2013, l'Institut guatémaltèque de la sécurité sociale (IGSS). En outre, le gouvernement précise que la page Internet du MTPS permet l'accès aux informations du Registre du commerce général de la République, dont la fonction principale est l'inscription de toutes les sociétés nationales et étrangères, leurs représentants légaux respectifs, les entreprises commerciales, les commerçants individuels, ainsi que toutes les modifications éventuelles au sein de ces entités. ***Soulignant, comme elle l'a fait dans son étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail ainsi que dans son observation générale de 2009, qu'il est essentiel de disposer d'un registre des établissements et des entreprises sujets à l'inspection, qui contienne les données concernant le nombre et les catégories des travailleurs employés par ces derniers, la commission espère que le gouvernement mettra à profit la coopération interinstitutionnelle avec les organismes susmentionnés en vue de la création et de la mise à jour périodique d'un tel registre. Elle le prie de la tenir informée des progrès réalisés dans ce sens.***

Rapport annuel d'inspection. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle insiste sur la nécessité de publier et de communiquer à l'OIT un rapport annuel d'inspection sur les activités des services d'inspection, conformément aux dispositions des *articles 20 et 21* de la convention. Elle note la déclaration du gouvernement selon laquelle le rapport annuel de 2013 de l'Inspection générale du travail est en cours d'adoption et devrait être publié sur la page Internet du MTPS en septembre 2014. La commission observe qu'à ce jour figurent sur la page Internet en question des statistiques sur les opérations effectuées au niveau national par l'Inspection générale du travail au cours des premiers mois de 2014 et sur les cas traités par cette dernière, dans la section des conciliations comme dans celle des visites, entre janvier et le 23 juillet 2014, ainsi que sur les mesures prises dans la capitale. **La commission veut croire que, conformément à l'article 20 de la convention, un rapport annuel sur le travail des services de l'inspection du travail sera très prochainement publié et communiqué à l'OIT et qu'il contiendra toutes les informations requises en vertu des points a) à g) de l'article 21 de la convention. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique du Bureau s'il l'estime nécessaire.**

Articles 5 a), 17, 18 et 21 e). *Coopération effective entre les services de l'inspection du travail et les autorités judiciaires. Application effective des sanctions.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur les mesures adoptées afin de donner effet à la recommandation contenue dans la feuille de route susmentionnée, concernant la mise en place d'une procédure administrative qui permette à nouveau à l'Inspection générale du travail d'imposer des sanctions, tout en garantissant le droit de recours aux employeurs. Le gouvernement indique que, conformément à la feuille de route, les mandants tripartites ont tenu, fin 2013, un vaste débat sur la façon d'appliquer le processus de sanctions pour des infractions à la législation du travail. Il précise que, étant donné la divergence des points de vue exprimés, le ministre a mis un terme à la consultation et a porté le 23 janvier 2014 le débat au Congrès de la République afin qu'il étudie la question et qu'il prenne une décision à ce sujet. La commission remarque que, en accord avec la déclaration de la mission du BIT de septembre 2014, la Commission du travail du Congrès a émis un avis favorable sur le projet de loi n° 4703, réformant le Code du travail.

La commission prend note également du fait que le MSICG conteste le projet de loi en question.

Dans ce contexte, la commission rappelle (voir étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail, paragr. 279 à 303) que, si la crédibilité de tout service d'inspection dépend dans une large mesure de sa capacité à conseiller les employeurs et les travailleurs sur la meilleure manière d'appliquer les dispositions légales relevant de son contrôle, elle dépend tout autant de l'existence et de la mise en œuvre effective d'un système de sanctions et que, pour maintenir la cohérence du système d'inspection au regard des objectifs poursuivis, les sanctions prononcées à l'encontre des auteurs d'infraction de tous types doivent être suffisamment dissuasives et effectivement appliquées, conformément aux dispositions de l'*article 18* de la convention. La commission observe que le Congrès de la République et le Département des normes ont signé une déclaration d'intention qui prévoit la fourniture d'une assistance technique aux fins de l'élaboration et de la rédaction de projets de loi dans le domaine du travail. **La commission exprime l'espoir que le gouvernement sollicitera l'aide technique du Bureau et est confiante du fait que les mesures législatives qui seront adoptées tiendront compte de ces principes. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution constatée à cet égard. La commission demande également au gouvernement de lui transmettre des informations chiffrées sur les infractions détectées par les inspecteurs du travail, en indiquant la disposition légale à laquelle il se réfère, ainsi que les sanctions imposées. Elle demande en outre au gouvernement de préciser les mesures adoptées ou prévues afin de faciliter une coopération effective entre le système d'inspection du travail et le système judiciaire, dans le but d'encourager dans les instances judiciaires la diligence et le traitement exhaustif qui doivent être accordés aux cas soumis par l'inspection du travail.**

Articles 7, 13 et 14. Formation des inspecteurs du travail et fonctions de contrôle et de prévention. Se référant à ses commentaires relatifs à la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la commission a souligné dans ses précédents commentaires que l'assistance technique du BIT était nécessaire, entre autres, pour la formation des inspecteurs du travail en matière de liberté syndicale, et elle a exprimé l'espoir que cette assistance technique soit fournie dans un proche avenir. A cet égard, la commission prend note avec *intérêt* du fait que, avec l'aide du représentant du Directeur général du BIT au Guatemala et du bureau sous-régional de l'OIT à San José, ont été organisés en 2013 trois ateliers à l'intention de 109 inspecteurs de l'ensemble du pays au sujet des normes internationales du travail; trois autres ateliers sur l'OIT et les normes internationales du travail, auxquels ont assisté, respectivement, 70 inspecteurs de l'ensemble du pays, 50 du nord-ouest du pays et 30 du centre et du sud du pays; et 11 ateliers de formation à l'intention de 288 inspecteurs du travail de l'ensemble du pays sur l'identification et la prise en charge de victimes de la traite de personnes, conformément aux normes nationales et internationales. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures afin que les inspecteurs du travail reçoivent une formation appropriée en vue de l'exercice de leurs fonctions.**

Se référant à nouveau à ses commentaires précédents, la commission prend note en outre avec *intérêt* de l'information contenue dans le rapport concernant la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, selon laquelle, avec l'appui de la Faculté des sciences de la médecine de l'Université de San Carlos et le projet «Cumple et

Gana», la première formation de mise à jour de l'inspection du travail, de la sécurité et de la santé au travail a été organisée à l'intention de 82 inspecteurs.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

**Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
(ratification: 1994)**

La commission se réfère également à ses commentaires au titre de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, dans la mesure où ils concernent l'application de la présente convention.

La commission prend note des observations du Mouvement syndical, indigène et paysan guatémaltèque (MSICG) reçues le 3 septembre 2014. Elle renvoie à ce propos aux commentaires qu'elle formule dans le cadre de la convention n° 81. Elle prend note, en outre, des observations de l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA) reçues le 22 octobre 2014. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

Article 6, paragraphes 1 a) et b) et 2, et articles 21, 23, 24 et 27 e) de la convention. Contrôle des conditions de travail et de vie dans les entreprises agricoles; fourniture de conseils par les inspecteurs dans ces entreprises et fréquence des visites d'inspection. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé au gouvernement de donner des informations sur le déploiement des fonctions de contrôle, notamment dans les entreprises de production de bananes, et sur les résultats obtenus, s'agissant notamment de l'application des dispositions légales relatives à la liberté syndicale. Le gouvernement indique que le premier plan d'inspections focalisées et régionalisées a été déployé en 2013 et qu'il a donné lieu à 54 989 interventions, dont 36 884 assurées par la section des visites et 18 105 par la section des conciliations. Ces interventions portaient sur le contrôle du respect du salaire minimum, l'affiliation à la sécurité sociale et la recherche des pires formes de travail des enfants dans certains secteurs, y compris dans l'agriculture. Il a été procédé à des interventions dans 1 561 exploitations agricoles et entreprises exportatrices et maquiladora des zones franches, à l'occasion desquelles ont été découverts dix adolescents de 14 à 17 ans. Néanmoins, aucun enfant de moins de 14 ans n'a été découvert. Il ressort des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport que ce plan ne constitue qu'une seule et même chose avec le dispositif déployé en appui de la politique nationale de sécurité alimentaire afin de contrôler le respect du salaire minimum et des autres dispositions légales dans les entreprises agricoles et agroexportatrices. La commission considère que les informations présentées ne permettent pas de dégager une idée claire des activités de contrôle, notamment des visites effectuées par l'inspection du travail dans les entreprises agricoles. **La commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur les fonctions de contrôle, d'information technique et de conseils déployés spécifiquement dans les entreprises agricoles (y compris les plantations de bananes) au titre de l'action ordinaire de l'inspection du travail, y compris en ce qui concerne l'application des dispositions relatives à la liberté syndicale, en précisant le nombre des contrôles opérés, les entreprises concernées, les infractions constatées et les sanctions imposées. Elle prie le gouvernement de donner des informations sur le nombre et la situation des entreprises agricoles sujettes à inspection (article 14 a) i) et sur le nombre et les catégories de personnes travaillant dans ces entreprises (article 14 a) ii)), les critères sur la base desquels les visites d'inspection dans les entreprises agricoles sont planifiées et les dispositions prises afin que les entreprises agricoles soient inspectées aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes, comme prescrit à l'article 21 de la convention.**

Article 9, paragraphe 3. Nécessité d'une formation spécifique des inspecteurs du travail pour l'exercice de leurs fonctions dans l'agriculture. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé au gouvernement de prendre sans attendre les mesures nécessaires pour que les inspecteurs du travail exerçant des fonctions dans l'agriculture bénéficient d'une formation initiale et d'une formation continue spécifiques et adaptées au déploiement de leurs fonctions, eu égard aux particularités de leur activité sur les plans humain, environnemental et technique. Le gouvernement communique des informations sur les formations organisées au niveau national de 2010 à 2013 pour les inspecteurs du travail, informations dont il ressort qu'il n'a été organisé qu'un seul cycle de formation sur l'utilisation et l'application du protocole d'inspection dans l'agriculture, dans la ville de Guatemala, les 26 et 27 juillet 2010, auquel ont participé 21 inspecteurs venus de diverses régions. **En conséquence, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir aux inspecteurs du travail une formation initiale et des possibilités de perfectionnement en cours d'emploi qui soient adaptées à l'exercice de leurs fonctions dans l'agriculture et tiennent compte de l'évolution des techniques et des méthodes de travail (risques d'accidents et pathologies liées à l'utilisation de machines et à la manipulation de produits ou substances chimiques).**

Article 15, paragraphes 1 b) et 2. Moyens de transport et remboursement des frais de déplacement des inspecteurs. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer de quels moyens de transport les inspecteurs disposent pour l'exercice de leurs fonctions dans l'agriculture et quelles sont les procédures de remboursement de leurs frais de déplacement afférents à l'exercice de leurs fonctions. La commission note que le gouvernement n'a fourni aucune information concernant les moyens de transport mis à la disposition des inspecteurs du travail. Cependant, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle il a traité en priorité la question du défraiement des dépenses supportées par les inspecteurs pour leurs déplacements. La commission observe que le remboursement des frais

de déplacement s'effectue au cas par cas, sur présentation d'un formulaire dûment rempli au superviseur, qui le transmet à son tour à la délégation départementale, laquelle le fait suivre à l'Inspecteur général du travail ou au directeur départemental pour signature. L'Inspecteur général du travail ou le directeur départemental, selon le cas, le renvoie le jour ouvrable suivant. Lorsque le formulaire a été visé par le supérieur hiérarchique, il est transmis pour liquidation au département de la comptabilité de l'Unité d'administration financière du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les moyens de transport dont disposent les inspecteurs du travail pour l'exercice de leurs fonctions dans l'agriculture et de la répartition géographique de ces moyens.**

Articles 26 et 27. Rapport annuel sur les activités des services d'inspection dans l'agriculture. La commission note que le gouvernement n'a pas communiqué de rapport annuel. **La commission demande instamment au gouvernement de veiller à ce que l'autorité centrale d'inspection du travail prenne les dispositions nécessaires pour qu'un tel rapport soit publié et transmis au BIT dans les délais prévus à l'article 26 de la convention, que ce soit sous la forme d'un rapport séparé ou en tant que partie d'un rapport annuel général, et pour que ce rapport contienne les informations demandées à l'article 27. La commission invite le gouvernement à envisager la possibilité de faire appel, s'il l'estime nécessaire, à l'assistance technique du Bureau à cette fin.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Guinée

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1959)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses commentaires précédents.

Articles 1, 3, 4, 7, 10 et 11 de la convention. Fonctionnement de l'inspection du travail et moyens mis à sa disposition. La commission rappelle que, depuis 2005, elle exprime sa préoccupation quant à l'insuffisance persistante de moyens à la disposition de l'inspection du travail. La commission note que, dans le premier rapport envoyé depuis 2006, le gouvernement indique que 80 nouveaux fonctionnaires ont été attribués à l'inspection du travail et sollicite l'appui du BIT pour l'élaboration d'un programme de formation de contrôleurs et d'inspecteurs du travail en vue de donner les qualifications requises à ces nouveaux fonctionnaires. La commission note toutefois avec préoccupation que, selon le gouvernement, les moyens d'action de l'inspection du travail – outre la mise à disposition à l'Inspectrice générale du travail d'une voiture 4x4 – restent dérisoires en raison du plan d'austérité adopté dans le pays. La commission observe que, par conséquent, seules 11 visites d'inspection technique sur la sécurité et santé au travail ont eu lieu en 2011. Par contre, les inspecteurs semblent allouer une grande partie de leur temps à des tâches qui vont au-delà de leurs fonctions principales comme le règlement des conflits du travail, la supervision des élections syndicales, la négociation des revendications sociales, l'étude des règlements intérieurs des entreprises et les classifications des postes. La commission constate dès lors qu'il n'y a pas de distinction réelle entre l'inspection du travail et l'administration du travail. Elle constate en outre avec préoccupation sur la base du rapport du gouvernement sur la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978, que, selon une enquête du Comité national de lutte contre la corruption et de la moralisation des activités économiques et financières (CNLC) effectuée en 2004, l'Inspection générale du travail est citée parmi les services publics les moins performants. La commission note en outre dans le rapport du gouvernement sur la convention n° 150 que celui-ci a sollicité l'assistance du BIT pour une étude sur l'organisation et le fonctionnement du ministère du Travail et de la Fonction publique pour le regroupement des services de l'administration du travail au sein d'un même département et le renforcement des capacités de ces services, et que la validation de cette étude était prévue pour le premier trimestre de 2012. La commission espère que cette étude sera l'occasion de faire une distinction claire entre les fonctions de l'administration du travail et celles qui reviennent à l'inspection du travail plus particulièrement. A cet égard, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il envisage de prendre les dispositions nécessaires pour allouer plus de moyens aux services de l'inspection du travail pour une fonction effective et qu'il en informera le BIT dès que les conditions sont réunies.

La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires au renforcement des ressources, du fonctionnement et de la coordination du système d'inspection du travail afin qu'il puisse répondre aux exigences de la convention. La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises en vue de progressivement décharger les inspecteurs du travail des fonctions autres que celles propres à l'inspection du travail selon l'article 3, paragraphe 1, de la convention, à savoir le contrôle de l'application de la législation sur les conditions de travail et la protection des travailleurs. Elle invite en outre le gouvernement à formaliser sa demande d'assistance technique au BIT pour la formation des nouveaux inspecteurs et étendre cette demande à un appui à la recherche des ressources nécessaires dans le cadre de la coopération internationale afin de fournir à l'inspection du travail tous les moyens matériels nécessaires à l'exercice de ses fonctions, y compris des facilités de transport appropriées aux conditions du pays. Elle demande au gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations sur les mesures prises ou envisagées à cet effet.

Articles 5, 20 et 21. Rapport annuel d'inspection. La commission note avec préoccupation que, malgré ses demandes répétées, le gouvernement n'a pas communiqué de rapport d'inspection du travail depuis celui couvrant la période octobre 1994 - octobre 1995. Le dernier rapport du gouvernement sous l'article 22 de la Constitution de l'OIT se borne à communiquer quelques

informations succinctes sur les activités de l'inspection du travail. La commission rappelle son observation générale de 2010 dans laquelle elle a souligné l'importance primordiale qu'elle attache à la publication et à la communication au BIT du rapport annuel d'inspection, qui constitue une base indispensable à l'évaluation du fonctionnement dans la pratique de l'inspection du travail et, par suite, de la détermination des moyens utiles à l'amélioration de son efficacité. En outre, faisant référence à son observation générale de 2009, la commission rappelle qu'un registre d'établissements mis à jour périodiquement devrait en effet permettre à l'autorité centrale d'inspection de fixer des priorités d'action afin d'assurer, à tout le moins, la protection des travailleurs les plus vulnérables ou les plus exposés aux risques professionnels et de défendre, sur la base de données pertinentes auprès des autorités financières nationales et internationales, ses besoins en ressources humaines, matérielles et logistiques et qu'un budget approprié y soit dévolu dans toute la mesure des possibilités nationales. Au niveau de chaque structure d'inspection du travail, un programme de visites pourra être élaboré en fonction des moyens disponibles, et des rapports périodiques d'activité, tels que prévus par l'article 19, pourront être communiqués à l'autorité centrale en vue de la production du rapport annuel requis par les articles 20 et 21. Un tel rapport informera les partenaires sociaux, les autres organes gouvernementaux intéressés ainsi que les organes de contrôle de l'OIT des progrès et des insuffisances du système d'inspection du travail, en vue de susciter leurs avis pour son amélioration.

En conséquence, la commission invite instamment le gouvernement à favoriser, comme prescrit par l'article 5 a) de la convention, une coopération effective entre les services d'inspection du travail et d'autres organes gouvernementaux compétents (autorités fiscales et assurances sociales, notamment) pour établir une cartographie des établissements assujettis, l'inscription dans un registre indiquant au minimum leur situation géographique, l'activité qui y est exercée, le nombre et les catégories de travailleurs qui y sont occupés, ainsi que la répartition par sexe de ces derniers. Elle exprime l'espoir que ces mesures seront prises dans un proche avenir de manière à ce qu'un rapport annuel sur les activités d'inspection contenant les informations requises par chacun des alinéas a) à g) de l'article 21 puisse être élaboré et publié par l'autorité centrale d'inspection du travail.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978 (ratification: 1982)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014).

La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 10 de la convention. Fonctionnement de l'administration du travail. La commission note les informations fournies par le gouvernement selon lesquelles il est difficile d'apprécier le système d'administration du travail, en raison des dispersions de ses fonctions entre plusieurs départements ministériels. Elle note avec préoccupation les conclusions de l'enquête du Comité national de lutte contre la corruption et de la moralisation des activités économiques et financières (CNLC), effectuée en 2004 en collaboration avec la Banque mondiale, le Comité des utilisateurs et le Stat View International (SVI), fournies par le gouvernement. Selon le résumé de l'enquête susmentionnée, sur le plan de la gouvernance, le détournement des deniers publics et la corruption dans le secteur public paraissent être en première position dans les problèmes que connaît le pays. Il y est indiqué que seulement trois départements ministériels, dans lesquels le ministère du Travail ne figure pas, sont considérés comme performants. En ce qui concerne le recrutement dans l'administration publique, l'enquête souligne que le candidat le plus qualifié n'obtient pas toujours le poste à pourvoir.

Dans ce contexte, la commission note l'information selon laquelle le gouvernement a sollicité l'assistance du BIT aux fins d'une étude sur l'organisation et le fonctionnement du ministère du Travail et de la Fonction publique pour le regroupement des services de l'administration du travail au sein d'un même département et le renforcement des capacités de ces services, et que la validation de cette étude était prévue au premier trimestre de 2012. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les dispositions officielles prises pour bénéficier de l'assistance du Bureau et sur tout progrès réalisé quant à la réorganisation du système de l'administration du travail et son renforcement du point de vue de ses fonctions, sa coordination, son personnel et ses ressources financières. Prière aussi de communiquer une copie du rapport final de la CNLC contenant ses recommandations et d'indiquer toute mesure de suivi à cet égard.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guinée-Bissau

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1977)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 3, paragraphe 1, 7, paragraphe 3, 10, 11, 14, et 16 de la convention. Fonctionnement du système d'inspection du travail. La commission note que l'application de la convention se heurte à d'importantes et persistantes difficultés d'ordre financier et matériel. Elle relève notamment que le nombre d'inspecteurs est insuffisant et que l'Inspection générale du travail et

de la sécurité sociale souffre d'un manque de moyens de transport. La commission croit également comprendre que le gouvernement n'est pas en mesure d'assurer une formation appropriée aux inspecteurs du travail pour l'exercice de leurs fonctions, conformément au *paragraphe 3 de l'article 7* de la convention. Elle note toutefois l'indication selon laquelle les inspecteurs ont bénéficié d'un certain nombre d'activités de formation dans le cadre de la coopération technique des structures d'inspection du travail de la sous-région et de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). Le gouvernement fait aussi état de difficultés liées à la collecte de données statistiques fiables sur les accidents du travail et les cas de maladie professionnelle en raison de la sous-déclaration de la part des travailleurs eux-mêmes. Il déclare également qu'il œuvre afin de réunir les conditions qui permettront de communiquer de manière périodique les informations disponibles sur chacune des questions prévues par l'article 21 et dans la forme prescrite par l'article 20, mais qu'il rencontre des difficultés de différentes natures et nécessite, de ce fait, l'assistance technique du BIT à cette fin. **La commission invite le gouvernement à adresser une demande formelle d'assistance technique au BIT aux fins de l'élaboration et de la publication d'un rapport annuel d'inspection, tel que prescrit par les articles 20 et 21 de la convention, ainsi qu'à envisager d'étendre cette demande à la collecte et à l'enregistrement des informations statistiques sur les accidents du travail et les cas de maladie professionnelle et à l'établissement d'une évaluation du système d'inspection visant à déterminer les moyens à mettre en œuvre pour améliorer son efficacité. La commission prie le gouvernement de communiquer avec son prochain rapport des informations sur tout développement à ce sujet.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guyana

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1966)

Articles 20 et 21 de la convention. Communication et contenu du rapport annuel d'inspection. La commission prend note du rapport annuel pour 2012 sur les activités du Département du travail et de la sécurité et de la santé au travail, qui relève du ministère du Travail, des Ressources humaines et de la Sécurité sociale. Ce rapport, qui est joint au rapport du gouvernement, contient des informations sur les activités de l'inspection du travail déployées en 2012, par exemple le nombre de visites d'inspection, le nombre et le type des infractions constatées, le nombre de cas soumis à la justice et le nombre d'accidents industriels survenus. Toutefois, la commission note que le rapport du Département du travail et de la sécurité et de la santé au travail ne comporte d'informations ni sur le nombre des lieux de travail industriels et commerciaux assujettis au contrôle de l'inspection ni sur le nombre des travailleurs occupés dans ces établissements (*article 21 c*)), alors que ces informations sont essentielles pour évaluer la mesure dans laquelle la convention est appliquée. Se référant à son observation générale de 2009, la commission souligne l'importance de l'établissement et de la tenue à jour d'un registre des lieux de travail et entreprises assujettis à l'inspection, avec le nombre des travailleurs qui y sont employés, car ce registre permet aux autorités centrales chargées de l'inspection du travail de disposer de données essentielles à la préparation du rapport annuel. Notant, à la lecture des informations fournies au titre de l'application de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, à savoir qu'il existe un protocole d'accord entre le ministère du Travail et plusieurs administrations menant des activités analogues (système national d'assurance, administration des impôts du Guyana, etc.), la commission espère que l'échange de données avec ces institutions permettra d'établir un registre des lieux de travail qui atteignent les objectifs fixés. **Tout en se félicitant des efforts déployés par le gouvernement pour fournir les informations statistiques susmentionnées, la commission lui demande à nouveau d'indiquer quelles sont les mesures prises pour établir un registre des lieux de travail assujettis à l'inspection et le nombre des travailleurs occupés dans ces établissements, afin que l'autorité centrale d'inspection s'acquitte de son obligation de publier et de transmettre au BIT un rapport annuel contenant des informations complètes sur l'ensemble des points énumérés à l'article 21 a) à g) de la convention. La commission rappelle au gouvernement qu'elle peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau si elle le souhaite.**

A cet égard, la commission attire l'attention du gouvernement sur les orientations utiles fournies dans la Partie IV de la recommandation n° 81 qui porte sur la manière dont les informations requises à l'article 21 de la convention peuvent être présentées pour refléter utilement les activités de l'inspection du travail dans la pratique.

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1971)

La commission se réfère également à ses commentaires au titre de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, dans la mesure où ils concernent l'application de la présente convention.

Articles 6, 26 et 27 de la convention. Activités de l'inspection du travail dans le secteur agricole et teneur du rapport annuel sur les activités de l'inspection du travail. La commission note, d'après les informations fournies dans le rapport annuel pour 2012 sur les activités du Département du travail et de la sécurité et de la santé au travail du ministère

du Travail, des Services sociaux et de la Sécurité sociale, que, en dépit du nombre important d'accidents du travail dans les plantations de cannes à sucre en 2012 (423 sur les 738 accidents se sont produits dans ce secteur), l'inspection du travail n'a mené qu'une seule inspection pour l'ensemble du secteur cette année-là.

Par ailleurs, la commission note que le rapport général annuel sur l'inspection du travail fourni par le gouvernement ne comporte que des informations succinctes sur les activités des services d'inspection du travail dans l'agriculture (à savoir le nombre de visites d'inspection dans les plantations de cannes à sucre et l'agriculture et le nombre d'accidents du travail dans les plantations de cannes à sucre). Elle est donc conduite une fois de plus à constater que les informations statistiques transmises par le gouvernement sont insuffisantes au regard du niveau d'informations requis par l'article 27 a) à g) et ne permettent pas à la commission d'évaluer l'application pratique de la convention. **Tout en se référant à ses observations générales de 2009 et 2010, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures appropriées, si nécessaire avec l'assistance technique du Bureau, afin de permettre à l'autorité centrale d'inspection du travail d'inclure toutes les informations requises par l'article 27 a) à g) dans un rapport annuel sur les activités des services d'inspection dans l'agriculture, dans le cadre soit d'un rapport séparé, soit de son rapport annuel général.**

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978 (ratification: 1983)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 5 de la convention. Fonctions de la commission tripartite. Dans la demande antérieure de la commission, le gouvernement était prié d'indiquer les attributions de la commission tripartite présidée par le ministère du Travail, ainsi que celles des six sous-commissions dont il a fait état dans son rapport de 1999. Le gouvernement déclare en réponse que cette question a été traitée de manière complète sous la convention n° 144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976. La commission, n'ayant pas trouvé dans le rapport du gouvernement les informations sollicitées, souhaite néanmoins souligner que les consultations tripartites visées par ledit instrument se distinguent clairement de par leur objet – à savoir les activités de l'Organisation internationale du Travail – de celui des consultations tripartites visées par l'article 5 de la présente convention, qui porte sur les divers domaines de la politique nationale du travail. **La commission prie en conséquence à nouveau le gouvernement d'indiquer les fonctions de la commission tripartite présidée par le ministre du Travail ainsi que celles des sous-commissions auxquelles il s'est référé dans son rapport reçu en 1999, de faire part au Bureau de toutes autres mesures prises en vue d'assurer des consultations, la coopération et les négociations prévues par l'article 5, aux niveaux national, régional et sectoriel. Elle lui saurait gré de communiquer en outre copie de tout rapport ou de tout extrait de rapport relatif aux travaux de ces divers organes tripartites, à leur objet et à leurs résultats.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Haïti

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1952)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Ayant conscience des difficultés auxquelles le gouvernement est confronté et des efforts qu'il doit déployer pour créer les conditions nécessaires à l'application de la convention, la commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du BIT, s'il le souhaite, y compris pour un appui à la recherche des ressources nécessaires dans le cadre de la coopération internationale en vue de l'établissement progressif d'un système d'inspection du travail qui réponde aux exigences de la convention. Elle le prie de fournir des informations sur toute démarche formelle entreprise à cette fin.

Articles 3, 12, 13, 15, 16, 17 et 18 de la convention. Exercice des fonctions principales de l'inspection du travail. Faisant suite aux commentaires antérieurs de la commission, la CSI souligne le besoin d'une réforme du Code du travail, notamment en ce qui concerne l'article 411 qui prévoit que les inspecteurs du travail fourniront des informations et conseils techniques aux employeurs et aux travailleurs «au besoin».

La commission note que le gouvernement se propose de modifier l'expression «au besoin» à l'article 411 lors de la refonte du Code du travail, qui est prévue avec l'appui technique du BIT, en vue d'harmoniser ledit code avec les conventions internationales du travail ratifiées par Haïti. Le gouvernement souligne en outre que, en dépit du libellé de l'article 411 du Code du travail, le travail d'inspection se fait régulièrement à Port-au-Prince et dans certains départements du pays depuis les trois dernières années.

La commission rappelle que le rôle de l'inspection du travail ne doit pas se limiter à réagir aux demandes des travailleurs ou des employeurs, et que des visites d'établissements, annoncées ou non, devraient être effectuées aussi souvent et soigneusement que nécessaire à travers tout le pays (article 16), afin de permettre à l'inspection du travail d'accomplir ses fonctions principales, telles que prévues à l'article 3, paragraphe 1. La commission note que l'efficacité du système d'inspection et la crédibilité des inspecteurs auprès des employeurs et des travailleurs dépendent largement de la manière dont ces derniers

exercent leurs prérogatives (droit d'entrée dans les établissements, pouvoir d'injonction direct ou indirect, établissement des procès-verbaux, initiation des poursuites, etc.) et respectent leurs obligations (probité, respect de la confidentialité, notamment), telles que fixées par les *articles 3, 12, 13, 15, 17 et 18* de la convention.

La commission demande au gouvernement de tenir le Bureau informé de tout progrès fait en ce qui concerne la révision de l'article 411 du Code du travail, de manière à ce que la fourniture d'informations et de conseils techniques aux employeurs et aux travailleurs soit reconnue comme une fonction permanente de l'inspection du travail en conformité avec l'article 3, paragraphe 1 b).

La commission demande en outre au gouvernement de fournir des informations détaillées accompagnées par des données statistiques sur la planification et la mise en œuvre des visites systématiques d'inspection à travers tout le pays, y compris dans les zones franches, ainsi que leurs résultats (constats d'infraction ou d'irrégularité, conseil technique et information, observations, injonctions, mises en demeure, poursuites légales initiées ou recommandées, sanctions imposées et effectivement appliquées), et d'indiquer tout obstacle à la pleine application dans la pratique des prérogatives et des obligations des inspecteurs du travail.

Finalement, la commission saurait gré au gouvernement de communiquer copie du formulaire de procès-verbal ainsi que quelques procès-verbaux déjà remplis.

Articles 6, 8, 10 et 11. Personnel et moyens matériels à la disposition de l'inspection du travail. Le gouvernement se réfère aux obstacles rencontrés dans l'application de la convention dans la pratique qui, selon son rapport, sont légion: nombre insuffisant d'inspecteurs du travail compte tenu du nombre, de la nature et de l'importance des établissements assujettis au contrôle de l'inspection, et de la complexité des dispositions du Code du travail en vigueur; manque de moyens logistiques; budget ne permettant pas l'octroi d'un salaire raisonnable aux inspecteurs du travail; manque de matériels roulants pour faciliter le transport des inspecteurs/trices leur permettant d'assurer pleinement leurs fonctions; locaux inaccessibles à certaines personnes (notamment handicapées par exemple).

Selon la CSI, les services d'inspection du travail continuent à manquer de moyens pour être pleinement opérationnels et présentent des lacunes en matière d'encadrement sur le terrain.

La commission demande au gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées, y compris le recours à l'aide financière internationale, pour obtenir les fonds nécessaires au renforcement des capacités du système d'inspection du travail, notamment à travers l'augmentation du nombre des inspecteurs du travail et des moyens matériels et logistiques à la disposition de l'inspection du travail.

Se référant en outre au paragraphe 209 de son étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail, la commission, tout en étant pleinement consciente des difficultés auxquelles le gouvernement est confronté, se doit toutefois de souligner l'importance qui s'attache à ce que les inspecteurs du travail reçoivent un traitement qui tienne compte de l'éminence et des spécificités de leurs fonctions et évolue en fonction de critères de mérite personnel. *La commission demande au gouvernement d'indiquer toutes les mesures prises ou envisagées pour améliorer le statut et les conditions de service des inspecteurs, de manière à ce qu'ils correspondent aux conditions des fonctionnaires publics exerçant des tâches comparables comme, par exemple, les inspecteurs des impôts.*

Articles 5 a) et 21 e). Coopération effective avec d'autres services gouvernementaux et avec les organisations d'employeurs et de travailleurs. La CSI souligne la nécessité de fournir des données statistiques permettant d'évaluer l'existence et les modalités de collaboration avec d'autres services gouvernementaux et avec les organisations d'employeurs et de travailleurs. Le gouvernement se réfère pour sa part à la coopération entre l'inspection du travail et d'autres services gouvernementaux, tels que l'Office national d'assurance vieillesse (ONA), l'Office d'assurance d'accidents du travail, maladie et maternité (OFATMA), l'Office de la protection des citoyens (OPC), ainsi que les organisations de défense des droits de la personne humaine de la société civile. *La commission demande au gouvernement de fournir des détails sur cette coopération et son impact sur l'efficacité de l'action de l'inspection du travail, en vue de l'application des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession.*

Le gouvernement se réfère aussi à la coopération entre l'inspection du travail et le tribunal du travail, auquel les dossiers sont acheminés pour l'application des sanctions prévues par la loi suite au dressement d'un procès-verbal de refus d'obtempérer. La commission rappelle son observation générale de 2007 dans laquelle elle soulignait l'importance des mesures permettant une coopération effective entre le système d'inspection du travail et le système judiciaire, afin de susciter de la part des instances judiciaires la diligence et le traitement au fond qu'ils doivent accorder aux procès-verbaux des inspecteurs du travail, ainsi qu'aux litiges relatifs aux mêmes domaines qui leur sont directement soumis par les travailleurs ou leurs organisations. *La commission prie le gouvernement de fournir des données statistiques sur les suites données aux procès-verbaux soumis par l'inspection du travail aux instances judiciaires et d'indiquer si des mesures ont été prises ou envisagées pour renforcer la coopération entre l'inspection du travail et le système judiciaire, par exemple par la création d'un système d'enregistrement des décisions judiciaires accessible à l'inspection du travail, afin de permettre à l'autorité centrale d'utiliser ces informations pour atteindre ses objectifs, et de les inclure dans le rapport annuel, en application de l'article 21 e) de la convention.*

La commission demande en outre au gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour renforcer la collaboration entre l'inspection du travail et les organisations d'employeurs et de travailleurs (article 5b)), y compris dans le secteur de la construction qui, de l'avis du gouvernement, constitue une priorité pour la relance du pays. La commission rappelle les orientations fournies aux paragraphes 4 à 7 de la recommandation (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, à propos de la collaboration entre employeurs et travailleurs en ce qui concerne la santé et la sécurité.

Article 7, paragraphe 3. Formation des inspecteurs. Faisant suite aux commentaires de la commission à ce sujet, la CSI note des lacunes en matière de formation, alors que le gouvernement fait état de certains cours de formation en 2008 et en 2011

avec l'appui du BIT et des bailleurs de fonds internationaux. **La commission saurait gré au gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour mettre au point une stratégie de formation, et de communiquer des informations sur la fréquence, le contenu et la durée des formations offertes aux inspecteurs du travail, ainsi que sur le nombre de participants et l'impact de ces formations dans l'exercice efficace des fonctions de l'inspection du travail.**

Article 14. Notification et enregistrement des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle. La commission prend note des commentaires de la CSI sur la nécessité de fournir des données à ce sujet et des informations fournies par le gouvernement selon lesquelles les accidents du travail sont notifiés à l'inspection générale de l'OFATMA. **La commission demande au gouvernement de décrire en détail le système de notification des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle et d'indiquer les mesures prises ou envisagées suite au tremblement de terre, afin de collecter et fournir des données statistiques à ce sujet, y compris dans le secteur de la construction.**

La commission prie instamment le gouvernement d'effectuer, en tant qu'étape préliminaire pour la préparation d'un rapport annuel d'inspection et afin d'évaluer la situation des services d'inspection du travail au regard des besoins, le recensement et l'enregistrement des établissements industriels et commerciaux assujettis au contrôle de l'inspection du travail (nombre, activité, taille et situation géographique) et des travailleurs qui y sont employés (nombre et catégories), et de tenir le Bureau informé de tout progrès réalisé dans ce domaine.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Honduras

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1983)

La commission prend note des observations de la Centrale générale des travailleurs (CGT), reçues le 1^{er} septembre 2014, et de la réponse du gouvernement à ces commentaires, reçue le 27 octobre 2014.

Article 3, paragraphe 2, de la convention. Fonctions des inspecteurs dans le domaine des relations professionnelles. Se référant à ses précédents commentaires à propos des mesures adoptées afin de garantir que les fonctions de conciliation et de médiation exercées par les inspecteurs du travail n'interfèrent pas avec l'exécution de leurs fonctions principales, la commission prend note avec **intérêt** des informations fournies par le gouvernement suivant lesquelles les inspecteurs du travail ne participent plus à ces activités qui relèvent dorénavant du Service de médiation et de conciliation individuelles et collectives du ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

Article 3, paragraphe 1, articles 7, 10, 11, 16 et 24. Adéquation des ressources humaines, des moyens financiers et matériels aux besoins de l'inspection. En réponse à ses précédents commentaires sur les mesures prises afin de mener une évaluation des besoins des services de l'inspection du travail s'agissant de leurs ressources humaines et de leur qualification, de même que des moyens financiers et matériels, le gouvernement indique que c'est la loi sur le service civil qui régit la sélection et le recrutement du personnel de l'administration publique, la formation des inspecteurs du travail, et le budget alloué par l'administration centrale à l'inspection du travail. Il précise par ailleurs que l'utilisation des quatre véhicules des bureaux régionaux est réservée exclusivement aux inspections d'office. Dans ses observations, la CGT souligne que l'inspection du travail est fort affaiblie, le nombre des inspecteurs a été fortement réduit (120) et l'inspection ne dispose que de peu de moyens logistiques. Dans sa réponse à ces observations, le gouvernement estime que, s'il est exact que l'Inspection générale du travail ne dispose que de peu de moyens logistiques, cela ne l'a pas empêchée de mener ses activités à bien, comme le reflètent les statistiques relatives aux inspections réalisées entre 2005 et 2013. En outre, il conteste le chiffre de 120 avancé par la CGT et affirme que leur nombre s'élève actuellement à 141 au niveau national, dont 137 titulaires permanents et quatre contractuels. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement s'agissant de la répartition géographique des inspecteurs ainsi que des statistiques relatives aux visites d'inspection effectuées entre 2005 et 2013. La commission note avec **regret** que, depuis 2005, les activités de l'inspection du travail se sont principalement concentrées sur les inspections spéciales ou faisant suite à des plaintes (en 2009, par exemple, il y a eu 12 759 inspections sur plainte et 2 033 inspections d'office. En 2013, 11 506 inspections ont fait suite à des plaintes tandis que le nombre des inspections d'office était de 6 037). **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que les établissements assujettis à l'inspection en vertu de la convention fassent l'objet de visites d'inspection dont la fréquence et le soin garantissent l'application des dispositions légales, conformément à l'article 16 de la convention. Elle prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur le nombre et la répartition géographique des établissements assujettis au contrôle de l'inspection et sur les travailleurs employés dans celle-ci, de préciser le nombre de véhicules à la disposition des inspecteurs du travail et les moyens de transport dont ils bénéficient dans l'exercice de leurs fonctions et leur répartition géographique, ainsi que toute autre information utile à des fins d'évaluation, de la part de l'autorité compétente, des besoins de l'inspection du travail en matière de ressources humaines (inspecteurs et personnel administratif), moyens matériels et moyens de transport.**

Articles 6 et 15, paragraphe 1. Nécessité d'assurer des conditions de service assurant aux inspecteurs du travail la stabilité d'emploi et l'indépendance vis-à-vis d'un changement de gouvernement ou d'une influence indue. Dans ses précédents commentaires, la commission avait à nouveau prié le gouvernement de fournir des informations sur les

mesures adoptées ou envisagées pour compléter la législation nationale par des dispositions légales garantissant expressément au personnel d'inspection du travail la stabilité dans l'emploi et l'indépendance à l'égard des changements de gouvernement et de toute influence extérieure indue. Le gouvernement se réfère en premier lieu aux dispositions de la Constitution qui stipule que le régime du service civil régit les relations d'emploi et la fonction publique, sur la base des principes d'adéquation, d'efficacité et d'honnêteté, et dispose que l'administration est soumise à la loi sur le service civil. Il indique également qu'elle régit les conditions d'accès à l'administration publique, les promotions et l'avancement sur la base du mérite et des aptitudes, la garantie de stabilité dans l'emploi, le régime des mutations, suspensions et garanties, les recours contre les décisions dont ils font l'objet, et elle consacre également l'indépendance des fonctionnaires à l'égard des changements de gouvernement. Le gouvernement indique par ailleurs que, à la fin de l'année 2013, il a été procédé à une analyse technique au niveau national, et les structures des postes dans le Système intégré d'administration des ressources humaines (SIARH) ont été révisées et actualisées cela afin de vérifier son impact sur le budget et de créer de nouvelles catégories (inspecteur du travail, inspecteur du travail en chef et coordinateur régional du travail), qui sont actuellement en cours de définition. La commission signale au gouvernement, comme elle l'avait déjà fait aux paragraphes 201 à 216 de son étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail, qu'il est indispensable que le niveau de rémunération et les perspectives de carrière des inspecteurs soient tels qu'ils puissent attirer un personnel de qualité, le retenir et le mettre à l'abri de toute influence indue. ***La commission prie le gouvernement de préciser les mesures adoptées afin de garantir que tous les inspecteurs du travail jouissent de la stabilité d'emploi ainsi que pour leur assurer l'indépendance nécessaire à l'exercice de leurs fonctions d'inspection et les mettre à l'abri de toute influence extérieure indue (comme des améliorations des barèmes de salaires, des perspectives de carrière). La commission prie également le gouvernement de l'informer sur l'évolution de la création des nouvelles catégories de postes de personnel d'inspection, ainsi que son impact s'agissant de l'indépendance à l'égard des influences extérieures indues dont doivent jouir les inspecteurs du travail.***

Articles 18 et 21 e). ***Sanctions appropriées et effectivement appliquées.*** En référence à ses commentaires antérieurs, la commission prend note que le gouvernement indique qu'on n'est pas parvenu à un consensus entre le gouvernement et les partenaires sociaux concernant le projet de révision du Code du travail, qui modifie notamment l'article 625 qui sanctionne l'obstruction aux activités des inspecteurs et la violation des dispositions légales qui ne prévoient pas une sanction spéciale. Dans ses observations, la CGT affirme que le travailleur licencié de manière injustifiée et qui requiert l'intervention de l'inspecteur doit le payer, alors que la plupart n'ont pas les moyens économiques pour ce faire, ce qui veut dire que les infractions bénéficient de l'impunité. Dans sa réponse, le gouvernement ne se prononce pas sur cette question. Dans ses observations, la CGT déclare également que certains patrons ne laissent pas entrer les inspecteurs du travail dans des entreprises telles que les *maquilas*, les établissements de restauration rapide, les firmes de sécurité, les restaurants et les entreprises de services. Le gouvernement affirme dans sa réponse que, s'il est exact que certains patrons n'autorisent pas les inspecteurs à entrer dans leurs établissements, l'article 625 du Code du travail prévoit une amende pour obstruction à l'exercice des fonctions des inspecteurs, sans préjudice de toute action qui pourrait s'ensuivre devant les juridictions pénales, civiles ou du travail. L'inspecteur est tenu de rendre compte de cette situation dans son rapport afin que puissent être initiées les procédures qui s'imposent et que les sanctions puissent être appliquées. A cet égard, la commission prend note du constat délivré par l'Inspection générale du travail, qui impose une amende à une compagnie de sécurité privée dont le gérant ne s'est pas présenté en temps utile pour présenter ses arguments et fournir les documents demandés. La commission constate que, suivant les statistiques fournies par le gouvernement, le nombre des cas ayant donné lieu à des sanctions entre 2005 et 2013 est infime par rapport au nombre de cas qui n'ont donné lieu à aucune sanction, et que ce nombre a en outre fortement diminué entre 2005 et 2013. La commission souligne, comme elle l'a déjà fait au paragraphe 295 de son étude d'ensemble précitée, l'importance de disposer de sanctions pécuniaires suffisamment dissuasives, indépendamment des fluctuations de la monnaie. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'instaurer une méthode appropriée de révision des sanctions pécuniaires prévues pour les cas d'obstruction faite aux inspecteurs dans l'exercice de leurs fonctions et pour non-respect des dispositions de la législation du travail. Elle prie également le gouvernement de veiller à l'application effective de ces sanctions et de communiquer avec son prochain rapport des statistiques sur les infractions à la législation du travail constatées par les inspecteurs du travail (en précisant la législation concernée) et sur les sanctions imposées.***

Assistance technique. La commission note que le gouvernement a sollicité l'assistance technique du Bureau aux fins de la mise en œuvre d'un audit sur le fonctionnement du système d'inspection du travail. ***La commission espère que cette assistance technique sera fournie prochainement et prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute activité réalisée dans ce contexte.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Inde

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1949)

La commission prend note des observations du Centre des syndicats de l'Inde (CITU) reçues le 4 novembre 2014 concernant, entre autres, les projets d'amendements du champ d'application d'un nombre important de lois du travail, amendements qui auraient pour effet, selon le CITU, d'exclure un grand nombre de travailleurs des lois du travail essentielles qui sont actuellement en vigueur. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.**

Législation. La commission note que le Bureau a été prié d'examiner un récent projet de loi de 2014 sur les petites fabriques (réglementation de l'emploi et des conditions de service). Elle note que le Bureau a communiqué au gouvernement ses commentaires au sujet de ce projet de loi, y compris en ce qui concerne l'inspection du travail et la sécurité et la santé au travail (SST). **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'adoption du projet de loi, ainsi que sur toute autre réforme législative envisagées. Elle exprime l'espoir que le gouvernement continuera à faire appel à l'assistance technique du Bureau à cette fin.**

Articles 10 et 16 de la convention. Couverture des lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection.
 1. *L'inspection du travail relevant de la juridiction centrale et relevant de celle des Etats.* La commission avait pris note précédemment des indications du gouvernement selon lesquelles le ministère du Travail et de l'Emploi envisageait de passer en revue les lois du travail en vue d'instaurer un environnement de travail sans entrave et de réduire toute interférence superflue du personnel d'inspection («mettre un terme au règne de l'inspecteur Raj»), et que des mesures étaient en train d'être prises en vue de fonder principalement le système d'inspection sur la procédure de plainte. Le gouvernement avait indiqué à cet égard que cela n'entraînerait pas une carence du contrôle de l'application des lois du travail: les visites de l'inspection du travail s'effectuent sous la juridiction de l'autorité centrale et, contrairement aux affirmations du CITU, aucune instruction interne n'a été adressée à la plupart des Etats en vue d'empêcher ces visites. Dans ce contexte, la commission avait souligné que des mesures tendant à limiter le nombre des inspections du travail ne sont pas compatibles avec l'objectif principal de l'inspection du travail, qui est la protection des travailleurs, et que l'article 16 de la convention prévoit que les établissements seront inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes.

La commission prend note des statistiques communiquées par le gouvernement en réponse à sa précédente demande concernant les activités de l'inspection du travail relevant de la juridiction centrale et de celle des Etats et leur impact. S'agissant des activités relevant de la juridiction centrale visant à rétablir le respect de la législation, il semble que, d'après les statistiques communiquées par le gouvernement, le nombre des inspections effectuées, des infractions constatées, des procédures engagées et des condamnations prononcées dans le cadre du contrôle de l'application d'un certain nombre de lois du travail a diminué entre 2010 et 2014. S'agissant des activités relevant de la juridiction des Etats, la commission estime ne pas être en mesure d'évaluer convenablement le fonctionnement de l'inspection du travail à ce niveau étant donné qu'aucune information n'a été communiquée quant au nombre de lieux de travail et des travailleurs couverts par l'inspection du travail et que des statistiques de l'inspection du travail dans les Etats n'ont été communiquées qu'en ce qui concerne l'application de trois lois. Elle n'est donc pas en mesure de déterminer si le gouvernement a pris des mesures de quelque ordre que ce soit en réponse au déséquilibre précédemment constaté d'un Etat à l'autre quant au nombre de lieux de travail assujettis à l'inspection et au nombre de travailleurs ainsi concernés. **Rappelant que, en vertu de l'article 16, les établissements devront être inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit donné pleinement effet à cette disposition de la convention. Elle demande au gouvernement de continuer à fournir des informations statistiques sur les activités d'inspection du travail et leurs résultats au niveau central et à celui des Etats, ces informations devant être aussi détaillées que possible et inclure également des données sur les lieux de travail assujettis à l'inspection du travail et les personnes qui y travaillent.**

2. *Inspection du travail dans les zones économiques spéciales (ZES) et dans les secteurs des technologies de l'information (IT) et des services faisant appel aux technologies de l'information (ITES).* La commission avait pris note d'indications données par le gouvernement en réponse à des allégations du CITU et du Bharatiya Mazdoor Sangh (BMS) selon lesquelles très peu de visites d'inspection seraient menées dans les ZES et dans les secteurs des IT et des ITES. Le gouvernement avait indiqué en outre qu'il n'existe pas de lois du travail distinctes pour les ZES, ces dernières étant assujetties au contrôle de l'inspection sous réserve de certaines dispenses accordées à certaines unités comme, par exemple, avec la délégation de pouvoir au Commissaire au développement prévue par la loi de 1947 sur le règlement des conflits du travail. Il avait indiqué en outre que le contrôle de l'application des lois du travail dans ce secteur s'effectue sur la base de rapports devant être renvoyés par les employeurs en application de diverses lois du travail. La commission note que le gouvernement n'a pas fourni de réponse aux demandes exprimées par la commission depuis 2007 au sujet de l'inspection du travail et du respect des dispositions légales applicables dans ces secteurs. **La commission demande donc à nouveau au gouvernement de préciser quelles sont les dispenses accordées à certaines unités des ZES et la mesure dans laquelle celles-ci ont un impact sur l'inspection du travail. Elle lui saurait gré également de communiquer des**

statistiques détaillées sur: les entreprises établies dans les ZES et leurs travailleurs; les inspecteurs du travail qui assurent leur contrôle; les visites d'inspections effectuées; les infractions constatées; les sanctions imposées; les accidents du travail et cas de maladie professionnelle notifiés.

Elle prie en outre le gouvernement de donner des informations sur le nombre des rapports soumis sur l'application des lois du travail dans les secteurs des IT et des ITES, en communiquant copie d'exemples pertinents et de décrire la procédure selon laquelle ces rapports sont soumis puis vérifiés par les inspecteurs du travail. Elle le prie également de fournir des informations sur tous amendements envisagés dans le cadre des lois du travail de 1988 (portant exonération, pour certains établissements, de l'obligation de fournir des rapports et de tenir des registres).

3. *Introduction des systèmes d'autocertification.* La commission avait pris note des observations du CITU et du BMS concernant le système d'autocertification mis en œuvre en 2008 et, notamment, la disparition, par cette procédure, de tout système de vérification par l'inspection du travail des informations communiquées. Le gouvernement avait indiqué que, selon ce nouveau système, les établissements employant au maximum 40 personnes seront tenus de fournir une autocertification, tandis que les établissements employant 40 personnes ou plus doivent fournir un certificat d'application dûment certifié par un comptable agréé. Il avait indiqué en outre qu'une nouvelle politique de l'inspection avait été introduite en 2008, celle-ci concentrant son attention désormais sur les unités nouvellement assujetties au contrôle, les irrégularités par rapport aux dispositions légales et les omissions de communication de certificats. La commission prend note de l'information dans une publication du ministère du Travail et de l'Emploi que le système d'autocertification des employeurs est prévu dans 16 lois du travail au niveau central. La commission note que le gouvernement n'a pas donné de réponse aux demandes adressées par elle depuis 2007 à cet égard. ***La commission demande donc à nouveau au gouvernement de communiquer des informations sur les effets des systèmes d'autocertification adoptés en 2008, notamment sur la fréquence, la minutie et l'efficacité des visites d'inspection, d'indiquer dans quels secteurs le système d'autocertification est le plus pratiqué, et de décrire les arrangements prévoyant la vérification des informations communiquées par les employeurs dans le cadre des systèmes d'autocertification, les modalités de règlement de tout litige et les mesures prises suite aux infractions constatées.***

Article 6. Indépendance et intégrité des inspecteurs du travail. La commission avait noté que, selon certaines déclarations de l'Organisation indienne des manufacturiers (AIMO), toute proposition tendant à conférer des pouvoirs substantiels aux inspecteurs du travail risquerait de déboucher sur des problèmes de corruption. Elle avait également noté que, selon le gouvernement, des mesures ont été prises pour que le système d'inspection du travail soit axé sur les plaintes afin de neutraliser les dérives arbitraires de cette institution. La commission note que le gouvernement n'a pas donné de réponse aux questions qu'elle avait formulées. Elle rappelle à nouveau que, en vertu de l'article 6 de la convention, les conditions de service du personnel de l'inspection du travail doivent être propres à garantir l'indépendance de ce personnel par rapport à toute influence extérieure induite. ***La commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur le niveau de rémunération des inspecteurs du travail par comparaison avec celui de catégories équivalentes de fonctionnaires, comme par exemple les inspecteurs des impôts.***

Article 12, paragraphe 1 a). Habilitation des inspecteurs du travail à pénétrer librement sur les lieux de travail. La commission note que le gouvernement n'a à nouveau fourni aucune information au sujet de l'annonce qu'il avait faite précédemment selon laquelle des modifications allaient être apportées à la loi de 1948 sur les usines et à celle de 1986 sur les travailleurs portuaires (Sécurité, santé et bien-être), de manière à les rendre conformes aux prescriptions de l'article 12, paragraphe 1 a), de la convention afin de prévoir expressément le droit des inspecteurs du travail de pénétrer librement dans les lieux de travail. Elle note en outre que le gouvernement n'a toujours pas donné de réponse aux allégations formulées précédemment par le CITU selon lesquelles, dans l'Etat de Haryana, aucune visite d'inspection ne serait menée sans l'autorisation préalable du secrétaire d'Etat au travail, autorisation qui n'est jamais donnée. Dans ce contexte, la commission note également que, d'après des informations parues dans une publication du ministère du Travail et de l'Emploi, le gouvernement prévoit de mettre en place un système informatisé qui déterminera selon des règles aléatoires quel inspecteur du travail sera chargé d'aller inspecter telle usine. ***La commission demande au gouvernement de prendre sans plus attendre les mesures nécessaires afin de modifier la loi sur les usines (pouvoirs des inspecteurs) et la loi sur les travailleurs portuaires (sécurité, santé et bien-être), de sorte que le droit des inspecteurs du travail de pénétrer librement dans les lieux de travail devant être inspectés soit garanti par la loi. Elle demande que le gouvernement supprime tous obstacles qui, dans la pratique, pourraient affecter le pouvoir des inspecteurs du travail de pénétrer librement sur les lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection. Elle lui saurait gré également de donner des informations sur les plans susvisés de mise en place d'un système informatisé de détermination des lieux de travail devant être inspectés et d'indiquer si, dans le cadre de ce système, les inspecteurs du travail resteront autorisés à pénétrer sans entraves dans tous les lieux de travail.***

Article 18. Sanctions appropriées. La commission avait précédemment pris note de l'indication du gouvernement formulée à plusieurs reprises depuis 2008, selon laquelle des modifications visant à alourdir les sanctions prévues par diverses dispositions de la loi de 1948 sur les usines et de la loi de 1986 sur les travailleurs portuaires (Sécurité, santé et bien-être) étaient activement examinées et que les textes correspondants seraient envoyés au BIT dès leur adoption. La commission note que le gouvernement n'a pas fourni d'informations à cet égard dans son rapport. ***En conséquence, la***

commission prie une fois de plus instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que ces modifications soient adoptées au plus vite, de sorte que des sanctions suffisamment dissuasives soient instaurées pour permettre l'application effective des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs, et de fournir au BIT copie des textes finaux.

La commission soulève par ailleurs d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Israël

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1955)

Article 3, paragraphe 1 b), et article 14 de la convention. Activités de prévention dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail (SST). Secteur de la construction. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le secteur de la construction est considéré comme le plus dangereux et l'Administration de la sécurité et de la santé au travail (SST) a mené des opérations d'inspection ciblées dans ce secteur. En outre, des mesures communes en vue du contrôle de l'application des règlements ont été prises par les inspecteurs et les enquêteurs de l'unité chargée des enquêtes relatives aux accidents du travail et des maladies professionnelles. Les autres mesures adoptées incluent une campagne médiatique visant à prévenir les accidents dus à des chutes, l'élaboration de normes pour la formation des cadres du secteur de la construction, l'adoption de règlements imposant la mise en place d'un plan de gestion de la sécurité sur le lieu de travail et un contrôle plus efficace de l'application de ces règlements par le biais d'un accroissement des amendes d'ordre pécuniaire et des sanctions. La commission prend également note des informations figurant dans le rapport de l'Administration de la SST, fourni par le gouvernement, selon lesquelles le nombre d'accidents mortels a augmenté (passant de 42 en 2009 à 52 en 2010 et à 64 en 2011), plus de la moitié de ces accidents se produisant dans le secteur de la construction. *En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts en vue d'une inspection effective du secteur de la construction, et de continuer de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard. Elle le prie en outre de fournir des données statistiques sur les visites d'inspection menées dans le secteur de la construction et sur les résultats de ces visites, ainsi que sur les accidents du travail survenant dans ce secteur.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Kenya

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1964)

Assistance technique. Evaluation des besoins de l'administration et de l'inspection du travail. La commission avait précédemment noté qu'une évaluation des besoins de l'administration et de l'inspection du travail a été réalisée en 2010 par le BIT, à la demande du gouvernement. Elle avait noté l'indication du gouvernement selon laquelle il examinait les recommandations formulées dans l'audit. La commission note, d'après ce qu'indique le gouvernement dans son rapport concernant les recommandations de l'audit de 2010, qu'il s'emploie actuellement à formuler une réglementation visant à donner effet à certains articles de la loi de 2007 sur l'emploi, de la loi de 2007 sur les institutions du travail et de la loi de 2007 sur les relations professionnelles. Le gouvernement indique que, hormis les éléments susmentionnés, il n'y a pas eu de fait nouveau important eu égard aux recommandations de l'audit de 2010. *La commission demande au gouvernement de poursuivre et de renforcer ses efforts pour donner effet, dans la loi et dans la pratique, aux dispositions de la convention, à la lumière des recommandations formulées dans l'audit de 2010, et de continuer à communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard.*

Article 3, paragraphe 1, articles 4 et 5 b) de la convention. Structure du système d'inspection du travail, coopération entre les services d'inspection et supervision et contrôle par une autorité centrale. La commission avait précédemment noté, d'après l'audit de 2010, qu'il n'y a pas de fonctionnaire ou de département chargé de la supervision des différentes activités d'inspection, ainsi que le manque de coopération institutionnelle entre le Département du travail, la Direction des services de sécurité et de santé au travail et la Caisse nationale de sécurité sociale. Les deux systèmes d'inspection, relevant respectivement du Département du travail et de la Direction des services de sécurité et de santé au travail, fonctionnent de façon indépendante et leur coopération est limitée. L'audit de 2010 avait recommandé une coopération plus efficace entre les services d'inspection susmentionnés afin de faciliter les échanges de données sur les lieux de travail et les inspections et d'encourager, le cas échéant, la consolidation ou le partage des ressources, telles que les locaux et les moyens de transport. L'audit de 2010 avait aussi suggéré au gouvernement d'envisager de placer l'inspection du travail sous la responsabilité d'un inspecteur en chef qui serait responsable de la coordination générale des services d'inspection du ministère du Travail. *Notant que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information concernant ce point, la commission demande une fois encore au gouvernement de prendre toutes les mesures*

nécessaires pour faire en sorte que le système d'inspection du travail fonctionne sous la supervision et le contrôle d'une autorité centrale, et de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour donner effet aux recommandations susmentionnées.

Articles 10, 11 et 16. Ressources humaines et matériel de l'inspection du travail et efficacité des inspections. La commission prend note des informations contenues dans le rapport annuel de 2012 du Commissaire au travail indiquant que l'insuffisance des effectifs, notamment d'agents techniques (personnel chargé de l'inspection du travail), a altéré l'efficacité des services d'inspection. Plusieurs emplois sont vacants au sein du département, ce qui signifie que certains bureaux du travail des comtés ne sont pourvus que d'un seul fonctionnaire tandis que d'autres n'en ont pas du tout. La commission prend également note de l'indication du gouvernement dans le rapport qu'il a présenté au titre de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, selon laquelle une réforme de la fonction publique est en cours et qui aura pour effet de combler l'insuffisance des effectifs et des ressources de certains départements par le déploiement des fonctionnaires en surnombre dans d'autres entités. La commission prend également note de l'information contenue dans le rapport annuel 2012-13 de la Direction des services de sécurité et de santé au travail, indiquant que l'insuffisance des moyens de transport et des effectifs dont disposent les fonctionnaires techniques sur le terrain pour couvrir tous les lieux de travail relevant de leur juridiction est un problème majeur. C'est la raison pour laquelle la plupart des inspections sont conduites dans un rayon restreint, accessible à moindre coût, notamment à pied. **La commission demande au gouvernement de faire tout son possible pour mettre à la disposition des services de l'inspection du travail les moyens budgétaires nécessaires à leur fonctionnement efficace. Elle prie instamment le gouvernement de prendre des mesures, notamment dans le cadre de la réforme de la fonction publique en cours, pour pourvoir les postes vacants et garantir un nombre approprié d'inspecteurs en fonction des lieux de travail assujettis à l'inspection. Elle demande aussi au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que ces inspecteurs disposent des moyens matériels et de transport dont ils ont besoin pour exercer leurs fonctions.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Liban

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1962)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note du rapport du gouvernement. Elle note toutefois qu'il contient uniquement des informations sur les commentaires de la commission faits dans sa précédente demande directe mais ne répond pas aux commentaires formulés dans son observation. Elle se voit donc obligée de renouveler celle-ci, qui est conçue dans les termes suivants:

Article 3, paragraphe 2, de la convention. Fonctions additionnelles confiées aux inspecteurs du travail en matière syndicale. Depuis de nombreuses années, la commission demande au gouvernement de prendre des mesures visant à limiter l'intervention des inspecteurs du travail dans les affaires internes des syndicats et confédérations aux seuls cas des plaintes qui leur seraient adressées par un nombre significatif d'affiliés. La question a été soulevée par la commission à propos de l'article 2, alinéa c), du décret n° 3273 du 26 juin 2000 en vertu duquel l'inspection du travail est investie d'un pouvoir de contrôle sur les organisations et confédérations professionnelles à tous les niveaux pour vérifier si celles-ci n'outrepassaient pas dans leur fonctionnement les limites prescrites par la loi, leurs règles de procédure et leurs statuts. La commission avait fait valoir dans une demande directe de 2002 que de tels pouvoirs s'apparentaient à un droit d'ingérence dans les affaires internes des organisations professionnelles. Le gouvernement avait alors annoncé qu'une modification du Code du travail réglerait la question. Toutefois, le mémorandum du directeur général du ministère du Travail n° 35/2 en date du 12 avril 2006 reproduisait à l'identique la disposition critiquée.

Dans sa version soumise à l'avis du BIT en 2007, le projet de Code du travail prévoyait dans son article 163, alinéa 3, que le Département de l'inspection du travail, de la prévention et de la sécurité du ministère du Travail serait responsable du contrôle de l'application des lois, décrets et réglementations relatives aux termes et conditions de travail et à la protection des salariés dans l'exercice de leur profession, y compris des dispositions des conventions internationales et arabes ratifiées et, de manière plus spécifique [...] «3) de mener des enquêtes suite à des plaintes relatives aux syndicats et confédérations à tous les niveaux».

Le gouvernement indique dans son rapport de 2009 que cette disposition fait l'objet de l'article 161(3) du projet de Code du travail dans sa version actuelle et a pour effet la suppression de tout pouvoir de contrôle de l'inspection du travail sur les affaires des syndicats, celui-ci devant être attribué au conseil syndical. Il précise qu'en conséquence les compétences de l'inspection du travail à l'égard des organisations professionnelles seront limitées à l'examen des plaintes qui lui seront soumises par ces dernières. Une telle interprétation du texte en question ne ressortant nullement des termes de son libellé actuel, il est indispensable, pour éviter toute ambiguïté à cet égard, que la rédaction en soit revue de manière pertinente. **Relevant que le projet de modification du Code du travail est en discussion depuis plus de dix ans, la commission prie le gouvernement d'envisager, dans l'attente de son adoption définitive, l'annulation, dans les formes prévues par la loi en pareille matière, de la disposition du mémorandum du directeur général du ministère du Travail n° 35/02 du 12 avril 2006, en vertu de laquelle les inspecteurs du travail restent investis du pouvoir de contrôle sur les activités des syndicats. La commission prie le gouvernement de communiquer dans son prochain rapport des informations sur les progrès atteints dans ce sens.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Luxembourg

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1958)

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas de réponse à ses commentaires antérieurs. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note du rapport du gouvernement pour la période s'achevant le 30 juin 2010, ainsi que des rapports annuels de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour 2007, 2008 et 2010 reçus au BIT le 21 avril 2011. Elle note la publication, via le site Internet de l'ITM [http://www.itm.lu/itm-rapport annuel](http://www.itm.lu/itm-rapport%20annuel), du rapport annuel à compter de celui concernant 2004, ce qui permet d'apprécier l'évolution du fonctionnement de l'inspection du travail dans chaque domaine.

La commission prend note également de l'inclusion, dans le rapport annuel, du Code de déontologie de l'inspection du travail, adopté le 11 juin 2008 et présenté comme un document visant à permettre à l'Inspection du travail et des mines, en tant qu'organisation, et à son personnel d'appliquer des normes de qualité dans le domaine de la conduite professionnelle et éthique.

De même, la commission prend note de la mise en place du «Help center» de l'ITM en octobre 2009. Il s'agit d'un service informatique national de conseil et d'assistance ayant pour but de répondre à toutes les questions que peuvent se poser les salariés, ainsi que les employeurs sur la législation nationale. Suivant les informations contenues dans le rapport annuel d'inspection pour 2010, le Help center accessible, via le portail Internet www.guichet.lu, a déjà permis aux membres de l'inspectorat du travail, qui agissent de manière déconcentrée à partir des agences régionales, de se concentrer sur l'accueil des usagers ainsi que sur les enquêtes en entreprises.

Articles 3, paragraphe 1 a), et 5 de la convention. Modalités de contrôle des conditions de travail des travailleurs détachés. La commission relève que le Code du travail, adopté en vertu de la loi du 31 juillet 2006, a été modifié notamment par l'inclusion des nouvelles dispositions objet de la loi du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines. Le Code du travail dans sa nouvelle teneur est entré en vigueur le 13 juin 2011.

La commission note la modification de l'article 142-3 du code en vertu duquel les entreprises étrangères ayant des activités au Luxembourg sans y avoir d'établissement stable et y employant un ou plusieurs travailleurs sont désormais tenues de fournir à l'ITM, dans les plus brefs délais (et non plus à la demande de cette dernière, comme c'était le cas sous l'ancienne disposition), les documents visés à l'article 142-2 et concernant l'entreprise et les travailleurs y occupés. La commission croit comprendre que cette modification législative donnera à l'ITM la possibilité de contrôler les conditions de travail des salariés concernés dès le démarrage des activités menées par l'entreprise sur le territoire, et de faire ainsi échec aux éventuelles tentatives d'abus au détriment de travailleurs employés pour de courtes durées.

La commission relève toutefois dans le rapport annuel de l'ITM pour 2010, que 30 injonctions de mise en conformité avec le nouvel article 142-3 ont été délivrées, dont neuf par les agents du Bureau luxembourgeois de liaison détachement (BLLD) (entité résultant de la fusion du Service détachement et travail illégal (SDTI) et du Bureau de liaison luxembourgeois), et 21 par les agents de l'administration des accises. Le BLLD assume une fonction motrice et organisatrice dans le cadre de la Cellule inter-administrative de lutte contre le travail illégal (CIALTI), structure à géométrie variable non institutionnalisée, capable de mobiliser des agents issus de six à huit ministères ou administrations, et contribue ainsi activement, selon le rapport annuel, aux actions dites «coup de poing» organisées sur des chantiers ou dans des entreprises déjà évoquées dans les commentaires antérieurs de la commission. En 2010, 17 actions de contrôle en matière de «travail clandestin organisé» pendant les week-ends et trois actions «after-work», c'est-à-dire entre 17 heures et 21 heures, ont été effectuées. Les contrôles ont porté sur le travail clandestin ainsi que sur les heures supplémentaires. Le rapport annuel signale par ailleurs que, dans le cadre des activités de la division ASCAB de l'Administration des douanes et accises menées en coopération avec l'ITM, 792 contrôles ont eu lieu au cours desquels 204 infractions ont été constatées et sanctionnées. Quarante-huit sanctions ont été prononcées pour travail clandestin, et huit procès-verbaux ont été dressés pour infraction à la législation relative au détachement. La commission note, par ailleurs, que la coopération transfrontalière à laquelle participe le BLLD a pour objectif de combattre efficacement les nombreuses variantes, sans cesse plus ingénieuses, de travail illégal, et de contribuer concrètement à une mission de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des travailleurs migrants.

La commission demande au gouvernement de préciser le rôle des agents de contrôle de l'ITM dans la préparation et le déroulement des actions dites «coup de poing».

Se référant à ses commentaires formulés en 2007 et réitérés en 2010, et constatant que le gouvernement n'a pas fourni les informations demandées au sujet de la situation des travailleurs étrangers trouvés en situation irrégulière au cours des contrôles, notamment en ce qui concerne la protection des droits découlant de leur qualité de salariés pendant leur période effective d'emploi, la commission le prie de fournir ces informations.

La commission prie le gouvernement de préciser de quelle manière la coopération transfrontalière en matière de contrôle du détachement des travailleurs participe à une mission de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des travailleurs migrants.

Articles 2 et 3. Champ d'application de la convention et attributions du personnel d'inspection du travail. En vertu de l'ancien article L.611-1 du Code du travail, «sans préjudice d'autres attributions qui lui ont été réservées par les dispositions légales, réglementaires ou administratives, l'Inspection du travail et des mines est chargée notamment: 1) d'assurer l'application des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles relatives aux conditions de travail et à la protection

des travailleurs salariés dans l'exercice de leur profession, telles que les dispositions relatives à la durée du travail, aux salaires, à la sécurité, à l'hygiène et au bien-être, à l'emploi des enfants et des adolescents, à l'égalité de traitement entre femmes et hommes, à la protection contre le harcèlement sexuel à l'occasion des relations de travail, et d'autres matières connexes, dans la mesure où le personnel de l'Inspection du travail et des mines est chargé d'assurer l'application desdites dispositions [...]». Cette disposition était en pleine conformité avec les *articles 2 et 3, paragraphe 1*, de la convention en ce qui concerne le champ d'application de la convention et les attributions du système d'inspection du travail (centrés sur les conditions de travail et la protection des travailleurs).

La commission relève que, aux termes du nouveau texte sur la question (art. 612-1 du code), l'Inspection du travail et des mines est chargée notamment de veiller et de faire veiller à l'application de la législation «dont notamment» les conditions de travail et la protection des salariés, ce qui, du moins dans la lettre, relègue au plan secondaire du champ de compétence de l'inspection du travail les missions de l'inspection du travail telles que définies par l'*article 3, paragraphe 1*, de la convention. Elle constate que les agents de l'inspection du travail sont chargés, outre des fonctions définies par l'*article 3*, d'un certain nombre d'autres fonctions de contrôle n'ayant pas de rapport avec celles-ci, telles notamment la surveillance et le suivi de la mise sur le marché et de l'utilisation de produits dans le pays (ascenseurs, appareils sous pression en général, appareils à gaz, appareils de levage), qui mobilisent une grande part des ressources humaines et moyens logistiques de l'institution.

Dans son étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail, la commission a rappelé et souligné que les fonctions d'inspection (contrôle des dispositions légales visées par l'*article 3, paragraphe 1*; fourniture d'informations et conseils techniques aux employeurs et aux travailleurs ainsi qu'à leurs organisations; contribution à l'amélioration de la législation pertinente) sont complexes et requièrent une formation, du temps, des moyens et une grande liberté d'action et de mouvement (paragr. 69). Elle souligne à nouveau à l'attention du gouvernement que, suivant l'*article 3, paragraphe 2*, de la convention, si d'autres fonctions sont confiées aux inspecteurs du travail, celles-ci ne devraient pas faire obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales ni porter préjudice d'une manière quelconque à l'autorité ou à l'impartialité nécessaires aux inspecteurs dans leurs relations avec les employeurs et les travailleurs. ***La commission invite, en conséquence, le gouvernement à prendre les mesures nécessaires visant à rétablir sur une base légale le système d'inspection du travail dans ses fonctions principales définies aux articles 2 et 3, paragraphe 1, de la convention et à fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées à cette fin.***

Elle prie le gouvernement d'indiquer en outre la proportion du temps et des moyens dévolus par les agents d'inspection du travail à l'exercice des autres fonctions au regard du temps et des moyens dévolus à celles définies à l'article 3, paragraphe 1.

Article 12, paragraphe 1. Portée du droit d'entrée des inspecteurs dans les établissements assujettis à leur contrôle. La commission constate que, aux termes de l'article L.614-3.(1) alinéa 1 du nouveau code, «S'il existe des indices suffisants ou des motifs légitimes de considérer qu'un contrôle du respect des dispositions légales soumises à la compétence de l'Inspection du travail et des mines s'impose dans les chantiers, établissements et immeubles ainsi que leurs dépendances respectives, les membres de l'inspecteurat du travail doivent y avoir accès librement et sans avertissement préalable, ceci à toute heure du jour et de la nuit. Les actions de contrôle ou de perquisition entreprises sur place respecteront le principe de proportionnalité par rapport aux motifs invoqués.» La commission note que cette disposition marque une régression au regard de la législation nationale antérieure. En effet, suivant l'article 13 (1) de la loi du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du travail et des mines, conforme à l'*article 12, paragraphe 1 a)*, de la convention, avait été reconduit par l'article 612-1 (1) de la loi du 31 juillet 2006, prévoyait que «le personnel d'inspection et de contrôle muni de pièces justificatives de ses fonctions est autorisé: 1) à pénétrer librement sans avertissement préalable [...]».

La commission estime que la subordination des visites d'inspection par le nouveau code à l'existence d'indices suffisants ou de motifs légitimes limite de manière contraire à la convention la portée du droit d'entrée des inspecteurs du travail dans les établissements et lieux de travail assujettis. L'unique condition à ce droit devrait résider, suivant l'*article 12, paragraphe 1*, dans l'obligation pour les inspecteurs d'être munis de pièces justificatives de leurs fonctions. L'assujettissement d'un établissement ou d'un lieu de travail est une raison suffisante en soi au plein exercice de ce droit qui permet par ailleurs une application efficace de l'*article 16*, en vertu duquel «les établissements devront être inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales [...]». La commission voudrait souligner par ailleurs que la reconnaissance aux inspecteurs d'un droit de libre entrée tel que défini par la convention permet en outre aux inspecteurs du travail de garantir le respect de leur obligation de confidentialité quant à la source de toute plainte mais également quant à un lien éventuel entre la visite et une plainte (*article 15 c)*).

La commission prie, en conséquence, le gouvernement de prendre des mesures visant à rétablir dans la législation le droit d'entrée des inspecteurs du travail dans les lieux de travail et établissements assujettis dans toute la mesure prévue à l'article 12, paragraphe 1 a), de la convention et d'indiquer les mesures prises à cet effet.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Madagascar

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1971)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires Malagasy, reçues le 31 août 2014. ***La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.***

En outre, la commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 6, 7 et 11 de la convention. Statut, conditions de service et de travail des inspecteurs du travail. Moyens à la disposition de l'inspection du travail. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait exprimé sa préoccupation quant à la situation décrite non seulement par le gouvernement, mais également par le Syndicat autonome des inspecteurs du travail (SAIT) quant à l'indigence des moyens matériels de l'inspection du travail au regard des fonctions nombreuses autant que complexes dont les inspecteurs étaient investis. Cette situation semblait être aggravée par un manque de considération de la part des autorités à l'égard des agents de l'inspection du travail, qui avait pour conséquence l'affaiblissement de l'institution publique à laquelle ils appartenaient et dont le rôle était de garantir le respect de la législation du travail. Les inspecteurs étaient ainsi discrédités aux yeux des partenaires sociaux non seulement en raison de l'indigence de leurs moyens, mais surtout de la fragilité de leur statut au regard de celui d'autres fonctionnaires de niveaux, de qualifications, et de responsabilités comparables. La commission avait noté par ailleurs que les rares informations fournies par le gouvernement sur le fonctionnement de l'inspection du travail dans la pratique dénotaient une méconnaissance manifeste de la valeur et du rôle socio-économique de cette institution publique. Rappelant que l'indépendance des inspecteurs du travail à l'égard de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure induite est l'un des principes clés inscrits dans les conventions sur l'inspection du travail, la commission avait noté que les documents communiqués par le SAIT relatifs à la destitution et à l'éloignement géographique d'inspecteurs du travail vers des positions géographiques très éloignées en décembre 2009, soit dans le mois suivant leur participation à une action sociale, tendraient à conforter l'opinion de l'organisation selon laquelle ces mesures auraient le caractère de sanctions pour motif d'appartenance ou d'activité syndicale.

La commission note avec regret que le rapport du gouvernement se borne à indiquer que, en raison de l'augmentation du nombre des inspecteurs suite aux récentes sorties de promotion, des mesures de redéploiement ont été effectuées au niveau du ministère, assorties des décisions d'affectation dans les régions, sans aucune considération d'appartenance syndicale. Néanmoins, selon le gouvernement, les décisions d'affectation ont été suspendues face à l'instabilité politique. Le gouvernement ajoute que le projet de décret portant régime particulier du corps des inspecteurs du travail supérieur attend toujours son adoption définitive et sa promulgation par les autorités compétentes à cause de l'actuelle conjoncture de crise. La commission note que, faute de ce décret, les inspecteurs du travail se trouvent actuellement dans un vide juridique en ce qui concerne leur statut particulier (étant donné que le décret n° 61-226 créant un corps d'inspecteurs du travail et des lois sociales et fixant le statut particulier de ce corps semble être abrogé par la loi n° 2003-11 portant statut général des fonctionnaires). La commission rappelle que le Conseil supérieur de la fonction publique avait déjà approuvé en 2007 ce projet de décret visant à améliorer les conditions de travail des inspecteurs qui, selon le syndicat SAIT, seraient nettement inférieures à celles d'autres corps de fonctionnaires ayant des qualifications comparables et exerçant des fonctions similaires, tels que les administrateurs civils, inspecteurs des impôts, etc., ce qui constituerait, selon le SAIT, une discrimination injustifiée.

Dans les paragraphes 218-219 de son étude d'ensemble sur l'inspection du travail de 2006, la commission s'était référée aux situations où les conditions de service des inspecteurs du travail se caractérisent par une grande fragilité et où les méthodes de gestion de leur carrière semblent davantage sous-tendues par un climat de suspicion quant à leur probité que par le souci de les retenir dans leur fonction, y compris à travers des mutations sans considération des effets négatifs sur la vie sociale et familiale. La commission tient à souligner que l'autorité compétente au niveau national devrait avoir à cœur d'assurer que les inspecteurs du travail soient traités avec tous les égards que méritent les responsabilités qu'ils assument au quotidien et en tenant compte du rôle social qui est assigné à leur fonction, à savoir l'amélioration continue des conditions de travail et de la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession et, par là même, ainsi que cela est désormais largement reconnu, l'amélioration des résultats économiques des entreprises (observation générale de 2010). Ils devraient pouvoir légitimement aspirer à des perspectives de carrière valorisant leur ancienneté, leur zèle et leur engagement, et tout manquement professionnel de leur part devrait être sanctionné, selon sa gravité, conformément à des règles de procédure contradictoires les mettant à l'abri de toute décision arbitraire. Comme souligné par la commission aux paragraphes 202 et 204 de son étude d'ensemble de 2006, si leur maintien en service ou leurs perspectives de carrière dépendent de considérations politiques, les inspecteurs ne pourront pas agir comme l'exige leur fonction, en toute indépendance. Il est indispensable que le niveau de rémunération, les perspectives de carrière, ainsi que les moyens matériels et la formation mis à la disposition des inspecteurs soient tels qu'ils puissent attirer un personnel de qualité, le retenir et le mettre à l'abri de toute influence induite.

La commission exprime de nouveau son vif espoir que le gouvernement entamera un examen en profondeur des cas de mutation relevés par le syndicat SAIT. Elle prie le gouvernement de tenir le Bureau informé des mesures prises à cet égard, et d'indiquer si le gouvernement a l'intention de réviser les décisions de mutation en question qui sont pour le moment suspendues.

La commission invite le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que le projet de décret sur le statut des inspecteurs du travail soit adopté et promulgué dans les plus brefs délais et à tenir le Bureau informé de tout progrès à cet égard.

La commission encourage vivement le gouvernement à solliciter l'assistance technique du Bureau aux fins du rétablissement d'un fonctionnement normal du système d'inspection du travail et de l'identification de bailleurs de fonds dans ce but.

Articles 19, 20 et 21. Obligations en matière de rapports. Coordination de la soumission des rapports périodiques par une autorité centrale. La commission note avec regret que, depuis 1995, le Bureau n'a pas reçu de rapport annuel d'inspection consolidé, les statistiques communiquées dans le rapport du gouvernement ne concernant que la région d'Analamanga. Elle note l'indication du gouvernement selon laquelle il y aurait des difficultés dans la collecte et l'acheminement des données en provenance des autres régions. Faisant référence à son observation générale de 2010, la commission rappelle l'importance que

revêtent la compilation et la publication des informations sur les activités de l'inspection du travail dans un rapport annuel, afin de permettre l'évaluation du fonctionnement du système d'inspection, l'identification des priorités, et la formulation des prévisions budgétaires appropriées et fondées ayant suscité l'avis des partenaires sociaux. **La commission prie le gouvernement de fournir copie d'un rapport périodique des bureaux d'inspection locaux (article 19), et d'indiquer la manière dont ces rapports sont compilés et acheminés vers l'autorité centrale, en vue d'identifier les lacunes éventuelles dans le système d'élaboration d'un rapport annuel, conformément aux articles 20 et 21 de la convention.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1971)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des commentaires faits par le Syndicat autonome des inspecteurs du travail (SAIT) dans une communication datée du 26 août 2011. **La commission demande au gouvernement de communiquer ses observations à cet égard.**

La commission note avec regret que le gouvernement n'a pas répondu aux commentaires antérieurs de la commission, se limitant à réitérer les termes de sa réponse à l'observation sous la convention n° 81 sur l'inspection du travail. Il reconnaît toutefois que l'application de la convention rencontre des difficultés et qu'il attribue à l'inexistence de formation spécifique pour l'inspection du travail dans les entreprises agricoles lors du cursus des élèves-inspecteurs au sein de l'Ecole nationale d'administration de Madagascar (ENAM). La commission se réfère à cet égard au rapport du gouvernement communiqué en 2009 au BIT dans lequel il affirmait sa volonté d'inscrire au programme de formation de cette école un cours spécialisé dans le domaine. Le gouvernement avait ajouté que des contacts avaient été entamés avec les responsables du ministère intéressé mais que les travaux avaient été suspendus en raison de la crise politique traversée par le pays. La commission relève à nouveau la déclaration de bonne volonté du gouvernement de faire respecter les dispositions de la convention assortie d'une demande d'assistance au Bureau à cette fin.

La commission invite en conséquence le gouvernement à formaliser sa demande d'assistance technique en s'efforçant de fournir au Bureau toutes les informations utiles disponibles quant à la situation concrète de l'inspection du travail dans les entreprises agricoles, à ses ressources, à sa structure, aux moyens logistiques dont elle dispose ou peut disposer et aux moyens et facilités de transport disponibles. La commission demande au gouvernement de fournir également des informations sur le nombre d'inspecteurs exerçant des activités dans les entreprises agricoles et sur la nature de telles activités, sur les capacités de l'inspection du travail à établir, en collaboration avec d'autres organes compétents de l'administration publique, un registre national ou des registres locaux d'entreprises agricoles, y compris d'entreprises franches. Enfin, le gouvernement est prié de communiquer les données disponibles les plus récentes sur le nombre et la répartition géographique des entreprises agricoles et le nombre de travailleurs y occupés.

Se référant au commentaire du SAIT dans lequel il indique sa pleine disposition à assumer sa part de responsabilité dans l'effort de la réalisation de l'Agenda du travail décent, la commission saurait gré au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour entamer, avec l'appui des partenaires sociaux, les démarches nécessaires à l'établissement progressif d'un système d'inspection du travail dans l'agriculture.

La commission prie enfin le gouvernement de fournir des informations au sujet des démarches auprès du ministère de tutelle de l'ENAM pour introduire dans le cursus de formation des élèves-inspecteurs du travail un module d'inspection du travail destiné à l'exercice de cette profession dans les entreprises agricoles.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Malaisie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1963)

Article 3, paragraphe 2, et article 5 a) de la convention. Tâches confiées à l'inspection du travail et coopération avec d'autres entités gouvernementales. La commission avait noté précédemment que, depuis les amendements en 2010 à la loi de 2007 sur la lutte contre la traite de personnes et le trafic de migrants, les fonctionnaires du travail assurent des fonctions de contrôle dans ce domaine. La commission avait pris note aussi des indications figurant dans les rapports annuels des Départements du travail du Sabah, du Sarawak et de la Malaisie péninsulaire, selon lesquelles, à la suite de ces amendements, les fonctionnaires du travail ont assumé des tâches de contrôle du respect de la législation dans ce domaine.

La commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport, selon laquelle le Département du travail coopère et collabore avec d'autres administrations gouvernementales, dont la police et le Département de l'immigration, et que des inspecteurs ont participé à des activités de formation organisées par ces agences. La commission

note aussi, à la lecture du rapport de 2012 du ministère des Ressources humaines, que le ministère a traité, en 2012, 39 cas en tout qui relevaient de la loi sur la lutte contre la traite de personnes et le trafic de migrants. Huit de ces cas portaient sur le non-paiement de salaires depuis plus de trois mois et, à la suite des enquêtes qui ont été menées, les salaires dus ont été payés. Néanmoins, le rapport indique aussi que, dans les autres cas qui ont fait l'objet d'enquêtes, 30 personnes ont été déférées au Département de l'immigration pour être renvoyées dans leur pays d'origine. En outre, la commission note, dans le rapport de 2012 sur les statistiques du travail et des ressources humaines, que le nombre de plaintes reçues pour emploi illégal et traitement inapproprié à l'encontre de travailleurs migrants a baissé considérablement entre 2009 et 2012. La commission note à cet égard que ce rapport ne fait pas de distinction entre les plaintes portant sur le traitement et les conditions de travail de travailleurs migrants et les plaintes pour emploi illégal.

Se référant aux paragraphes 76 à 78 de son étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail, la commission souligne que la fonction principale des inspecteurs du travail consiste à veiller à l'application des dispositions légales portant sur les conditions de travail et la protection des travailleurs et non à assurer l'application du droit de l'immigration. Conformément à l'article 3, paragraphe 2, de la convention, si d'autres fonctions sont confiées aux inspecteurs du travail, celles-ci ne devront pas faire obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales ni porter préjudice d'une manière quelconque à l'autorité ou à l'impartialité nécessaires aux inspecteurs dans leurs relations avec les employeurs et les travailleurs. A ce sujet, la commission rappelle que confier aux inspecteurs du travail la fonction de veiller à l'application de la législation sur l'immigration ne contribue pas aux bonnes relations nécessaires pour créer le climat de confiance essentiel à l'obtention de la coopération des employeurs et des travailleurs avec les inspecteurs du travail. ***Par conséquent, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le fait que les fonctionnaires du travail veillent à l'application de la loi relative à la lutte contre la traite de personnes et le trafic de migrants ne les empêche pas de s'acquitter effectivement de leurs fonctions principales et ne compromette pas la relation de confiance avec les employeurs et les travailleurs. La commission demande aussi au gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises par l'inspection du travail en ce qui concerne le respect des obligations des employeurs à l'égard des travailleurs migrants, y compris ceux en situation irrégulière, par exemple le paiement des salaires et des prestations sociales et autres. Enfin, la commission demande au gouvernement de fournir dans son rapport des statistiques, en particulier sur les plaintes concernant le traitement inapproprié de travailleurs migrants, et des statistiques distinctes sur les plaintes pour emploi illégal.***

Articles 20 et 21. Obligation de publier et communiquer un rapport annuel sur les travaux des services d'inspection du travail. La commission note que le rapport annuel sur les activités des services d'inspection du travail n'a pas été reçu. Elle note aussi que certains éléments ayant trait aux questions couvertes par l'article 21 a) à g) de la convention sont contenues dans les rapports disponibles sur le site Internet du ministère des Ressources humaines (Statistiques de 2012 du travail et des ressources humaines, Rapport annuel de 2012 du Département de la sécurité et de la santé au travail et Rapport de 2012 du ministère des Ressources humaines). Il s'agit notamment d'informations sur le nombre de lieux de travail enregistrés, le nombre de lieux de travail inspectés, le nombre de poursuites intentées et des statistiques sur les accidents industriels. Toutefois, ces rapports ne contiennent pas de statistiques sur le personnel de l'inspection du travail ou sur le nombre des travailleurs occupés dans les établissements assujettis au contrôle de l'inspection. Par ailleurs, les statistiques des infractions commises et des sanctions imposées sont succinctes. A ce sujet, la commission rappelle que ces données doivent être publiées en tant que partie intégrante d'un rapport annuel sur les activités des services d'inspection du travail, et communiquées au BIT (article 20, paragraphe 1, de la convention). ***La commission demande à nouveau au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour publier un rapport annuel contenant des informations sur chacune des questions énumérées à l'article 21, y compris des informations sur les activités de l'inspection du travail menées en Malaisie péninsulaire, au Sabah et au Sarawak, et de les transmettre au Bureau.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Malawi

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1965)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 4, paragraphe 1, de la convention. Nécessité de rétablir une autorité centrale investie de pouvoirs de contrôle et de supervision sur le système d'inspection du travail. La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles les recommandations formulées à la suite d'un audit effectué dans le cadre d'une mission d'assistance technique du BIT en 2006 (audit d'inspection du travail de 2006) n'ont toujours pas été mises en œuvre en raison du retard pris dans le processus de restructuration du ministère du Travail. Le gouvernement prend à nouveau l'engagement de mettre en œuvre les recommandations de l'audit d'inspection du travail de 2006 (de manière progressive) et mentionne la récente nomination d'un responsable en chef, qui dirigera et coordonnera les activités du département en charge de l'inspection au sein du ministère du Travail, dans le cadre des recommandations en vue du rétablissement d'une autorité centrale chargée de l'inspection du travail.

Toutefois, le gouvernement ne donne pas davantage de détails en ce qui concerne les étapes de mise en œuvre susmentionnées et ne fournit pas non plus d'informations sur les mesures qu'il avait déjà annoncées dans son rapport communiqué au BIT en 2007.

La commission rappelle que l'une des recommandations centrales de la mission d'assistance technique portait sur la création d'une unité spéciale chargée des inspections du travail ou le renforcement des unités existantes au sein du ministère du Travail (il existe actuellement une unité qui est chargée des inspections en termes de sécurité et de santé au travail et une unité qui est en charge des conditions générales de travail) afin que cette unité puisse jouer un rôle plus important dans la détermination des objectifs annuels, le suivi des performances au niveau aussi bien du terrain que du siège et l'évaluation de la qualité des inspections. La commission rappelle à cet égard qu'elle avait indiqué, dans ses précédentes observations, que l'établissement du budget et le financement de l'inspection du travail dans le pays sont décentralisés de manière telle que chaque bureau reçoit ses crédits directement du Trésor, suivant les priorités définies par ce dernier. Il en résulte que les bureaux dotés d'un parc de motocyclettes ou autres véhicules à moteur prennent à leur charge le carburant et l'entretien, et que le ministère se borne à recevoir les rapports sur les activités menées. Sur la base de ces éléments, la commission avait observé que la notion même d'autorité centrale de l'inspection du travail semble avoir été vidée de toute substance, considérant que le ministère n'a plus qu'un rôle de destinataire de rapports sur les activités des bureaux de l'inspection du travail, et n'a plus aucun pouvoir pour la détermination des besoins des services de l'inspection du travail en termes de moyens financiers et matériels en vue d'assurer le fonctionnement adéquat de ces services.

La commission rappelle en outre les conclusions de l'audit de l'inspection du travail effectué en 2006, d'où il ressortait qu'il n'existait aucun obstacle intrinsèque ou structurel à un fonctionnement efficace et efficient des services de l'inspection du travail; qu'il y avait largement place pour des améliorations, notamment sur les plans de la politique, de la planification, des procédures de gestion, des communications, des équipements et de la formation, et que cela pouvait se faire par la rationalisation, la simplification et la consolidation des fonctions de l'inspection dans la structure décentralisée avec l'ajout d'un minimum de ressources financières. Enfin, la commission rappelle que, à la suite de l'audit effectué en 2006, il avait été recommandé de mettre en place un groupe de travail de haut niveau au sein du département, composé de toutes les unités pertinentes du ministère du Travail, qui serait chargé du suivi de ces recommandations.

Se référant à ses demandes répétées à cet égard, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures annoncées et leur mise en œuvre dans le cadre du suivi donné aux recommandations formulées à la suite de l'audit de l'inspection du travail effectué en 2006.

Prière d'indiquer si un comité ou un groupe de travail a été chargé de donner suite à ces recommandations et de fournir des informations sur l'association des partenaires sociaux à ce processus.

La commission prie à nouveau instamment le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement du système d'inspection du travail sous la supervision et le contrôle d'une autorité centrale (article 4) dotée des ressources humaines appropriées sur les plans quantitatif et qualitatif (articles 6, 7 et 10) et des moyens matériels nécessaires à l'exercice de ses fonctions relatives à l'inspection du travail (article 11) et, enfin, de tenir le BIT informé de toute évolution de la législation et de la pratique à cet égard.

Compte tenu du retard pris dans la mise en œuvre des recommandations formulées en 2006 et afin de surmonter les éventuelles difficultés rencontrées à cet égard, la commission suggère au gouvernement de se prévaloir à nouveau de l'assistance technique du BIT, en vue de la mise en place progressive d'un système d'inspection du travail conforme aux prescriptions de la convention. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure formelle prise à cette fin.

Articles 20 et 21. Rapport annuel sur les activités d'inspection du travail. La commission note qu'une fois de plus le Bureau n'a pas reçu de rapport annuel (le dernier rapport annuel concernait les années 2000-2002) et que le rapport du gouvernement ne contient aucune information statistique, ce qui rend impossible toute évaluation du degré actuel d'application de la convention. Toutefois, la commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles le ministère du Travail publiera prochainement son rapport annuel, dont copie sera communiquée au Bureau. Rappelant que l'une des recommandations faites à l'occasion de l'audit de 2006 concernait l'établissement d'un registre des entreprises, la commission souhaiterait indiquer que le gouvernement peut également solliciter l'assistance technique du BIT pour l'organisation d'un recensement des entreprises assujetties au contrôle de l'inspection en vue d'établir un registre des lieux de travail, ce qui, comme l'a souligné la commission au paragraphe 326 de son étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail et dans son observation générale de 2009, est essentiel pour la préparation du rapport annuel, et peut constituer un important outil d'évaluation de l'efficacité des services externes et de leur personnel. *La commission prie le gouvernement de faire tout son possible pour que l'autorité centrale du travail publie et communique au BIT un rapport annuel sur l'inspection du travail (articles 20 et 21 de la convention), et d'indiquer les mesures prises à cet égard. Elle prie le gouvernement, en tout état de cause, de fournir dans son prochain rapport des informations statistiques aussi détaillées que possible (établissements industriels et commerciaux assujettis au contrôle de l'inspection, nombre d'inspections, infractions relevées et dispositions légales auxquelles celles-ci se rapportent, etc.).*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1971)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission se réfère aux commentaires qu'elle a formulés en vertu de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, dans la mesure où ils concernent l'application de la présente convention.

Article 7 de la convention. Nécessité de rétablir une nouvelle autorité centrale disposant de prérogatives de contrôle et de surveillance sur le système d'inspection du travail dans l'agriculture. La commission prend note des informations déjà fournies par le gouvernement dans son rapport soumis au titre de la convention n° 81, selon lesquelles un responsable en chef a récemment été nommé pour diriger et coordonner les activités du Département de l'inspection au sein du ministère du Travail. Selon le gouvernement, cette nomination fait suite aux recommandations de la mission d'assistance technique du BIT effectuée en 2006 (audit d'inspection du travail de 2006). La commission renvoie à ses observations précédentes au titre des conventions n° 81 et 129, en particulier à la nécessité d'instaurer une nouvelle autorité centrale d'inspection du travail chargée de fixer des objectifs annuels et de superviser les résultats obtenus dans l'ensemble des structures de l'inspection du travail, ainsi que de déterminer les besoins en termes de moyens matériels et financiers en vue du fonctionnement de ces structures. La commission rappelle en outre qu'il avait notamment été recommandé à la suite de l'audit de l'inspection du travail de 2006 de renforcer le système d'inspection du travail dans les entreprises agricoles en vue d'instaurer le travail décent dans le secteur du pays le plus attractif pour les investissements étrangers.

Faisant référence à ses demandes répétées à cet égard ainsi qu'aux commentaires formulés au titre de la convention n° 81, la commission demande à nouveau au gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures annoncées pour donner suite aux recommandations résultant de l'audit de l'inspection du travail de 2006, et de tenir le BIT informé de toute mesure envisagée ou prise pour la mise en œuvre des recommandations en question, dans la mesure où elles concernent l'inspection du travail dans l'agriculture.

La commission demande également à nouveau au gouvernement d'adopter toutes les mesures essentielles à la mise en place d'un système d'inspection du travail dans l'agriculture sous la supervision et le contrôle d'une autorité centrale dotée de ressources humaines et de moyens matériels adaptés aux besoins spécifiques du secteur agricole; et de fournir des informations sur toute évolution en la matière.

Articles 26 et 27. Rapport annuel sur l'activité des services d'inspection. Bien que le gouvernement n'ait toujours pas communiqué de rapport annuel ni de statistique sur les activités de l'inspection du travail dans l'agriculture, la commission note que, selon les indications du gouvernement, le rapport annuel sur l'inspection du travail sera bientôt publié et communiqué au BIT et contiendra des informations sur les activités de l'inspection du travail dans l'agriculture. *La commission prie le gouvernement de tout mettre en œuvre pour que l'autorité centrale du travail puisse publier et communiquer un rapport annuel d'inspection du travail couvrant les activités dans l'agriculture, et d'indiquer les mesures prises à cet égard. Elle prie le gouvernement, en tout état de cause, de fournir dans son prochain rapport des informations statistiques aussi détaillées que possible (exploitations agricoles soumises au contrôle de l'inspection, nombre d'inspections effectuées dans ces exploitations, infractions relevées et dispositions légales auxquelles elles se rapportent, etc.).*

Activités de l'inspection du travail visant le travail des enfants. La commission note que, selon le Plan d'action national de lutte contre le travail des enfants établi par le ministère du Travail pour 2009-2016 et communiqué dans le rapport du gouvernement soumis au titre de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, on estime que quelque 1,4 million d'enfants sont assujettis au travail au Malawi, dont 52 pour cent dans le secteur agricole. *La commission demande une nouvelle fois au gouvernement de fournir des informations sur les activités d'inspection dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Maroc

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1958)

I. Suivi de l'assistance technique

Améliorations dans l'application de la convention. La commission prend note de l'assistance technique du BIT fournie dans le cadre du programme d'activités assorties de délais et relatives aux normes internationales du travail financé par le Compte de programmes spéciaux (SPA), instauré par le Conseil d'administration lors de sa 310^e session. A cet égard, elle note en particulier que les résultats suivants ont été obtenus.

Article 7 de la convention. Formation des inspecteurs du travail en matière de droits fondamentaux au travail. La commission prend note de la réalisation d'un projet d'assistance technique sur le «Renforcement de l'efficacité de l'inspection du travail» entre le BIT et le gouvernement, qui consiste en un programme de formation axé principalement sur les principes et droits fondamentaux au travail. Elle note avec *intérêt* que, dans le cadre de ce projet: i) 20 ateliers dans les différentes régions du Maroc, permettant la formation de 500 inspecteurs du travail, ont été réalisés en 2013; et ii) un guide sur les droits fondamentaux à l'attention des inspecteurs du travail au Maroc sera prochainement publié. Elle note

que l'une des conclusions des débats en atelier formulées dans le cadre du colloque tripartite sur le Code du travail en septembre 2014 porte sur la consolidation du rôle de l'Institut national du travail et de la prévoyance sociale en matière de formation des inspecteurs. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'impact des connaissances acquises par les inspecteurs du travail en matière de droits fondamentaux au travail sur la mise en œuvre de la législation correspondante (constatation des infractions en la matière, procès-verbaux dressés et cas portés à l'attention des procureurs pour l'ouverture de poursuites, etc.).**

Articles 20 et 21. Rapports annuels sur les activités de l'inspection du travail. La commission note avec **intérêt** que, pour la première fois en cinq ans, des rapports annuels sur l'inspection du travail au sens de la convention ont été reçus et qu'ils contiennent des statistiques détaillées pour 2012 et 2013 sur la majorité des sujets énumérés à l'article 21. Le rapport de 2012 inclut également des données sur les maladies professionnelles recueillies dans 30 des 51 départements en charge de l'emploi au ministère de l'Emploi et des Affaires sociales (délégations régionales de l'emploi). La commission note avec **intérêt** que l'une des conclusions des débats en atelier formulées dans le cadre du colloque tripartite sur le Code du travail en septembre 2014 porte sur l'instauration d'un système d'information relatif à l'action de l'inspection du travail. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour l'instauration d'un système d'information sur les activités de l'inspection du travail. Elle prie le gouvernement de veiller à ce que les rapports annuels d'inspection continuent d'être publiés et communiqués au Bureau sur une base régulière et à ce qu'ils incluent des informations sur tous les sujets couverts par l'article 21 a) à g), y compris les statistiques sur les cas de maladies professionnelles.**

II. Autres questions

Article 3, paragraphe 2. Fonctions additionnelles des inspecteurs du travail. La commission avait précédemment noté que les inspecteurs du travail semblaient passer une partie importante de leur temps au règlement des conflits individuels et collectifs, avec la mobilisation potentielle d'une large proportion des ressources humaines et des moyens qui devraient être principalement consacrés aux fonctions principales de l'inspection du travail. A ce sujet, le gouvernement indique dans son rapport que les inspecteurs du travail consacrent les matinées à l'accomplissement de la fonction de contrôle, le reste de la journée étant réservé aux travaux administratifs et au règlement des conflits. A cet égard, la commission note que, selon les statistiques fournies dans les rapports annuels sur l'inspection du travail, les visites d'inspection ont considérablement augmenté de 17 871 en 2011 à 32 526 en 2013. Elle note également qu'il semble y avoir une augmentation de l'implication des inspecteurs du travail dans la conciliation des conflits individuels. A cet égard, la commission rappelle les orientations figurant au paragraphe 8 de la recommandation (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, selon lesquelles «les fonctions des inspecteurs du travail ne devraient pas comprendre la fonction d'agir en qualité de conciliateurs ou d'arbitres dans des différends du travail». **La commission espère que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour remédier à cette situation et faire en sorte que, conformément à l'article 3, paragraphe 2, de la convention, les fonctions additionnelles de conciliation et d'administration confiées aux inspecteurs du travail ne fassent pas obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales. A cet égard, elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le temps consacré aux fonctions principales au sens de l'article 3, paragraphe 1, de la convention par rapport aux autres fonctions de l'inspection du travail.**

Articles 6, 17 et 18. Poursuite des infractions et sanctions effectivement appliquées et indépendance des inspecteurs du travail de toute influence extérieure induite. La commission prend note des statistiques contenues dans les rapports annuels d'inspection pour 2012 et 2013, selon lesquelles le nombre des procès-verbaux dressés est relativement bas comparé au nombre d'infractions constatées (en 2012, 814 708 observations sur l'application de la législation ont été formulées; 9 692 infractions constatées et 487 procès-verbaux dressés; en 2013, 842 749 observations ont été formulées, 5 897 infractions constatées et 273 procès-verbaux dressés). En outre, la commission note les informations contenues dans le guide sur les droits fondamentaux, selon lesquelles le nombre d'infractions pertinentes relevées demeure exceptionnellement bas. Elle note, par ailleurs, que l'article 17 du dahir n° 1-58-008 portant statut général de la fonction publique prévoit que «toute faute commise par un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions l'expose à une sanction disciplinaire, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par le Code pénal». **Rappelant l'importance de garantir aux inspecteurs du travail des conditions de travail les rendant indépendants de toute influence extérieure induite, la commission prie le gouvernement d'indiquer les conséquences pénales que peuvent subir les inspecteurs du travail, en relation avec des actions ou des mesures entreprises dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les dispositions légales correspondantes, et de lui communiquer copie des textes législatifs pertinents. Elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'application en pratique de l'article 17 du dahir n° 1-58-008, notamment sur les procédures judiciaires engagées à l'encontre des inspecteurs du travail au cours des dernières années (fautes alléguées, dispositions légales invoquées, durée des procédures, etc.) et leurs résultats.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Mauritanie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1963)

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 102^e session, juin 2013)

La commission prend note des observations de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM), reçues le 28 août 2014, ainsi que de la réponse du gouvernement à celles-ci en date du 14 octobre 2014.

La commission rappelle que les conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence en juin 2013 portaient sur le fonctionnement du système d'inspection du travail sur l'ensemble du territoire du pays, en particulier sur: 1) l'absence de progrès sur les questions relatives aux salaires et aux prestations insuffisants des inspecteurs, entraînant un manque d'indépendance et de stabilité dans l'emploi des inspecteurs; 2) la nécessité de renforcer les moyens matériels et financiers ainsi que les ressources humaines à la disposition des services d'inspection du travail, y compris de moyens de transport et des bureaux convenablement équipés; et 3) l'absence de communication au BIT des rapports annuels sur les activités des services d'inspection.

La commission rappelle qu'elle s'est félicitée que le gouvernement, suite aux conclusions de la Commission de l'application des normes, ait adressé une demande formelle d'assistance technique au Bureau en décembre 2013.

Toutefois, elle note avec **regret** que le gouvernement n'ait toujours pas donné suite à la demande de la Commission de l'application des normes de fournir un rapport détaillé à la commission d'experts sur les mesures prises pour mettre en œuvre les conclusions de la Commission de l'application des normes de 2013 et que le gouvernement ne fournisse aucune réponse aux commentaires de la commission d'experts qu'elle répète depuis 2011. Elle note néanmoins que, dans sa réponse aux observations de la CLTM, le gouvernement fournit des informations partielles au sujet des questions soulevées par la Commission de l'application des normes et par la commission d'experts.

1. *Salaires et prestations insuffisants des inspecteurs entraînant un manque d'indépendance et de stabilité dans l'emploi des inspecteurs. Articles 6 et 7 de la convention. Statut et conditions de service des inspecteurs du travail. Capacité et formation continue.* Dans ses conclusions, la Commission de l'application des normes a souligné que les questions relatives aux salaires et prestations insuffisants des inspecteurs, entraînant un manque d'indépendance et de stabilité dans l'emploi des inspecteurs du travail, étaient en suspens depuis des décennies. La Commission de l'application des normes a exprimé le ferme espoir que le gouvernement ferait bientôt le nécessaire, conformément à l'article 6 de la convention, pour prendre les mesures annoncées en vue de garantir aux inspecteurs un statut particulier comprenant des avantages financiers de nature à permettre leur indépendance et leur impartialité et, ainsi, leur permettre de bénéficier de stabilité dans leur emploi et d'indépendance par rapport aux changements de gouvernement et aux influences extérieures indues. La Commission de l'application des normes a également noté que 40 inspecteurs et contrôleurs du travail ont récemment été recrutés sur la base des concours, ont bénéficié d'une formation de deux ans à l'Ecole nationale de l'administration (ENA), en plus de leur formation pratique, et que les inspecteurs du travail avaient également à leur disposition un guide méthodologique et une «trousse d'outillage» élaborés avec l'assistance du BIT.

La commission d'experts a précédemment noté que la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), dans sa communication du 30 août 2013, a exprimé sa préoccupation au sujet de la stabilité d'emploi et de l'indépendance des inspecteurs du fait que le décret devant fixer leur statut n'avait pas encore été adopté. La commission a noté que la CGTM était préoccupée en outre de l'absence de collaboration des services d'inspection avec des experts et des techniciens qualifiés du fait que le recrutement ne se faisait pas sur la base de l'aptitude du candidat à remplir ses tâches et de l'absence d'un programme de formation approprié.

A cet égard, la commission note les indications du gouvernement selon lesquelles le statut des inspecteurs et contrôleurs du travail a été adopté à la fin du mois d'octobre 2013. A cet égard, la commission prend également note du décret n° 187 de 2013, dont une copie a été communiquée au Bureau. Elle prend note en outre que, selon le gouvernement, des indemnités ont été attribuées aux inspecteurs du travail, notamment: l'indemnité de sujétion, la prime d'incitation et la prime d'astreinte. Selon le gouvernement, l'ensemble de ces indemnités et primes sont de nature à renforcer considérablement le pouvoir d'achat des inspecteurs du travail. La commission note en outre que le gouvernement n'a toujours pas répondu aux observations précédentes de la CGTM, selon lesquelles les inspecteurs du travail ne jouissent pas de l'indépendance nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, étant donné qu'ils sont soumis à une direction du travail qui peut «utiliser» les inspecteurs du travail, les affecter et les mettre en chômage technique comme elle l'entend. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur le statut et les conditions de service des inspecteurs du travail (salaires, indemnités, etc.) par rapport aux fonctionnaires qui exécutent des fonctions similaires, par exemple les inspecteurs des impôts. Elle prie en outre le gouvernement de fournir plus de détails sur les indemnités auxquelles les inspecteurs du travail des différentes catégories ont droit (par exemple la périodicité, le montant, etc.) et d'indiquer le nombre des inspecteurs du travail qui en ont bénéficié, et la somme des indemnités qui ont été effectivement payées aux inspecteurs du travail suite à l'adoption du statut des inspecteurs du travail en octobre 2013.**

La commission demande en outre au gouvernement de fournir des informations sur les qualifications requises pour le recrutement des inspecteurs du travail, de décrire la manière dont les capacités des candidats sont évaluées lors des concours et de fournir des informations sur la formation ultérieure des inspecteurs du travail (sujets couverts, durée et nombre des participants).

2. *Nécessité de renforcer les moyens matériels et financiers et les ressources humaines à la disposition des services d'inspection du travail, y compris les moyens de transport et des bureaux convenablement équipés. Articles 10, 11 et 16. Moyens matériels et financiers et ressources humaines à la disposition des services d'inspection du travail.* La commission note que la Commission de l'application des normes a souligné l'importance du fonctionnement d'un système d'inspection efficace dans le pays et de la nécessité de renforcer les moyens matériels et financiers et les ressources humaines à la disposition des services d'inspection, y compris les moyens de transport et des bureaux convenablement équipés. Elle prend note des discussions lors de la Commission de l'application des normes, selon lesquelles 70 inspecteurs et contrôleurs opèrent présentement sur l'ensemble du territoire. Elle prend également note que la Commission de l'application des normes a pris note des informations du gouvernement lors des discussions concernant le recrutement récent de 40 inspecteurs et des indications selon lesquelles les inspecteurs du travail disposaient de meilleurs équipements et de moyens matériels améliorés. La commission note que, lors de ces discussions, le gouvernement s'est également référé à l'amélioration de l'équipement des inspections régionales du travail à travers un projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Dans sa communication du 28 août 2014, la CLTM indique que les problèmes concernant le manque de moyens matériels continuent: les locaux sont impropres, et la majeure partie d'entre eux sont inaccessibles pendant la période de pluie. Leur nombre reste insuffisant pour couvrir l'étendue du territoire national, les moyens logistiques et les équipements nécessaires au fonctionnement régulier des services sont néants. Le syndicat indique que ces conditions ne permettent pas aux inspecteurs l'exercice satisfaisant de leurs fonctions, au détriment de la protection des travailleurs.

La commission se félicite des indications du gouvernement dans sa communication du 14 octobre 2014, selon lesquelles trois nouvelles inspections additionnelles ont été créées, dont l'une à l'intérieur du pays, couvrant les régions de deux Hodhs, les deux autres à Nouakchott, rapprochant ainsi les usagers de l'administration. Le gouvernement spécifie qu'il y a deux services inondés. En attendant de restaurer lesdits services, ces derniers sont hébergés pour le moment dans les locaux du ministère où des bureaux existent et où les fonctionnaires continuent à faire leur travail convenablement. ***La commission demande au gouvernement d'indiquer le nombre d'inspecteurs et contrôleurs du travail et leur répartition dans les différents services de l'inspection du travail. Elle prie en outre le gouvernement de décrire de manière détaillée les moyens matériels et logistiques à la disposition de l'inspection du travail. A cet égard, elle prie à nouveau le gouvernement d'indiquer le nombre et la répartition par délégation régionale de l'emploi des véhicules disponibles pour les visites d'inspection par rapport au nombre d'inspecteurs exerçant dans ces délégations.***

En outre, elle prie le gouvernement de fournir des informations précises sur l'état d'avancement du projet du PNUD visant l'amélioration des équipements des directions régionales.

3. *Communication au BIT des rapports annuels sur les activités des services d'inspection. Articles 20 et 21. Rapport annuel d'inspection.* La commission note que la Commission de l'application des normes a souligné l'importance de procéder à la publication des rapports annuels d'inspection contenant les informations statistiques requises en vertu de l'article 21 de la convention afin de permettre une évaluation objective des progrès dont le gouvernement a fait état. A cet égard, elle note les difficultés indiquées par le représentant du gouvernement lors de la Commission de l'application des normes et sa demande d'assistance technique au nom du gouvernement à cette fin. Dans ce contexte, la commission prend également note des constats, dans le programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) en Mauritanie pour 2012-2015, sur la faiblesse des statistiques du travail.

La commission note avec **regret** que, une fois de plus, aucun rapport annuel contenant des statistiques sur les activités de l'inspection du travail n'a été reçu afin de permettre à la commission d'évaluer l'application de la convention dans la pratique, malgré les indications du représentant du gouvernement à la Commission de l'application des normes en juin 2013 selon lesquelles le gouvernement était en train de finaliser le rapport annuel sur l'inspection du travail qui devait être communiqué au BIT prochainement. ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir pour donner effet à l'obligation prévue par l'article 20, en vertu duquel l'autorité centrale d'inspection doit publier et communiquer au BIT un rapport annuel sur les activités des services placés sous son contrôle, qui devra contenir des informations sur tous les sujets visés à l'article 21. Elle espère que le gouvernement mettra à profit l'appui technique du BIT, dans le cadre du PPTD, pour mettre en place un registre d'établissements et établir des statistiques concernant les activités de l'inspection du travail et elle le prie de communiquer des informations sur toutes les mesures prises à cette fin.***

[Le gouvernement est prié de communiquer un rapport détaillé en 2015.]

Pakistan

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1953)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission note que, pour la deuxième année consécutive, la Commission de l'application des normes de la Conférence a discuté de l'application de la convention par le Pakistan. Elle note que les discussions de la Commission de l'application des normes de 2014 portaient sur l'efficacité de l'inspection du travail dans le contexte de la délégation aux provinces, en 2008, de compétences dans le domaine du travail; sur les ressources humaines et les moyens matériels de l'inspection du travail; sur l'inspection du travail et la sécurité et la santé au travail (SST) en particulier à la suite de l'incendie de l'usine de vêtements de Karachi qui, en 2012, avait causé la mort de près de 300 travailleuses et travailleurs; sur les politiques restrictives en matière d'inspection du travail; sur la situation s'agissant de la publication régulière et la communication à l'OIT de rapports annuels sur l'inspection du travail; et sur le problème plus général de la coordination.

Articles 4 et 5 b) de la convention. Surveillance et contrôle d'une autorité centrale. Détermination des priorités de l'inspection en collaboration avec les partenaires sociaux. La commission avait pris note précédemment des conclusions adoptées par la Commission de l'application des normes en 2013, qui soulignaient l'importance d'un système effectif d'inspection du travail dans toutes les provinces, ainsi que la nécessité de convenir des priorités de l'inspection du travail et d'adopter une approche stratégique et flexible en concertation avec les partenaires sociaux. Elle notait à cet égard que le gouvernement indiquait que le ministère des Pakistanais à l'étranger et du Développement des ressources humaines (MOPHRD) est responsable de la coordination et du contrôle de la législation du travail dans les provinces et que le mécanisme de coordination mis en place au niveau fédéral se compose d'un comité de coordination et d'un comité technique.

La commission prend note des informations écrites communiquées par le gouvernement à la Commission de l'application des normes en 2014 suivant lesquelles un nouveau mécanisme de coordination entre le gouvernement fédéral et les provinces est désormais en place, lequel devrait contribuer à régler les problèmes institutionnels. Pendant les discussions de la Commission de l'application des normes, le gouvernement avait indiqué qu'il avait organisé une série de consultations détaillées avec les quatre gouvernements des provinces afin de les sensibiliser à l'importance de la mise en œuvre des normes internationales du travail. La commission note par ailleurs que, pendant les discussions de la Commission de l'application des normes, plusieurs intervenants avaient fait part de leur vive préoccupation à propos de l'absence de coordination entre les provinces. En outre, plusieurs orateurs avaient insisté sur l'importance d'un système d'inspection du travail effectif dans toutes les provinces et d'un accord à l'échelon central ainsi qu'entre les partenaires sociaux pour ce qui est des priorités de l'inspection du travail. La discussion avait également souligné la nécessité de mesures visant à assurer que les quatre provinces adoptent et appliquent une législation sur l'inspection du travail.

La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport qu'un manque de coordination entre les services du ministère du Travail et d'autres parties prenantes reste une difficulté à surmonter dans l'application de la convention. Le gouvernement indique que les gouvernements des provinces prennent des mesures pour relever les nouveaux défis et qu'un souffle nouveau est donné au système de l'inspection du travail. La commission note également, selon les informations disponibles au Bureau, qu'une étude nationale visant à définir un profil d'inspection du travail et de SST est actuellement en cours avec l'assistance du BIT; celui-ci servira de base aux activités futures relatives au renforcement de l'inspection du travail dans le pays. ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes afin d'assurer la coordination et la coopération dans le cadre des activités menées par l'inspection du travail, sous la supervision et le contrôle d'une autorité centrale. A cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir de plus amples informations sur le mécanisme de coordination mis en place, et notamment sur le mandat, la composition et les activités du comité de coordination et du comité technique. Elle demande en outre au gouvernement de communiquer des informations sur le résultat du profil national de l'inspection du travail, ainsi que sur d'autres mesures prises en vue de déterminer les priorités de l'inspection du travail, et de préciser le rôle des partenaires sociaux dans ce processus.***

Article 3, paragraphe 1 a) et b), articles 17, 18, 20 et 21. Application effective et sanctions suffisamment dissuasives. La commission avait noté précédemment que la Confédération syndicale internationale (CSI) faisait état de l'insuffisance des sanctions pour infraction à la législation du travail. Elle avait également noté que le gouvernement indiquait qu'il recommandait aux inspecteurs du travail de recourir principalement à la persuasion, aux conseils et aux mises en garde, et que des poursuites n'étaient engagées qu'en dernier recours.

La commission note que, pendant les discussions de la Commission de l'application des normes, plusieurs intervenants se sont dits préoccupés par l'absence de sanctions dissuasives pour les infractions à la législation du travail. Plusieurs intervenants ont fait remarquer que l'efficacité d'une approche préventive n'a pas été évaluée.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement à propos du montant des amendes imposées pour les infractions commises dans les provinces de Khyber Pakhtunkhwa, du Penjab et du Balouchistan, ainsi

que du nombre des mises en garde signifiées et des poursuites engagées dans la province du Penjab. Le gouvernement indique que les inspections n'ont pas pour but de poursuivre ni de punir, mais bien d'assurer la sécurité au travail par l'application des lois et règlements, l'accent étant mis sur la prévention et l'amélioration. Le gouvernement fait part de sa volonté de délaisser l'approche traditionnelle de l'inspection au profit d'une approche plus moderne fondée sur l'objectivité. La commission rappelle que, si les fonctions de conseil et d'information des inspecteurs du travail (prévues à l'article 3, paragraphe 1 b)) ne peuvent que favoriser l'adhésion aux prescriptions légales, elles n'en doivent pas moins s'accompagner d'un dispositif répressif permettant la poursuite des auteurs d'infractions. Les fonctions de répression et de conseil sont inséparables dans la pratique, et il doit être laissé à l'appréciation des inspecteurs du travail de donner des avertissements ou des conseils au lieu d'intenter ou de recommander des poursuites (voir les paragraphes 279 et 282 de l'étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail). **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre des infractions constatées, ainsi que sur le nombre de celles ayant donné lieu à des poursuites et à l'imposition de sanctions. Elle demande en outre au gouvernement de fournir des informations sur toutes mesures prises ou envisagées afin d'accroître les amendes et les autres sanctions prévues par la législation dans le cadre de la réforme législative en cours dans les provinces.**

Article 18. Sanctions pour obstruction faite aux inspecteurs du travail dans l'exercice de leurs fonctions. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la CSI indiquait que les employeurs refusent souvent aux inspecteurs du travail la possibilité de consulter leurs registres et que, même si les inspecteurs peuvent s'adresser aux tribunaux pour obtenir le droit de consulter ces registres, la procédure peut prendre plusieurs mois et ne donner lieu qu'à des amendes insignifiantes.

La commission note que, pendant les discussions de la Commission de l'application des normes, plusieurs intervenants ont indiqué qu'aucune sanction suffisante n'est prévue pour obstruction faite aux inspecteurs du travail dans l'exercice de leurs fonctions.

La commission note que le gouvernement indique que, dans le cas des usines, celui qui fait obstruction à l'intervention d'un inspecteur s'expose à une amende de 20 000 roupies pakistanaïses (environ 195 dollars des Etats-Unis) dans les provinces du Penjab et de Khyber Pakhtunkhwa, et que les autres provinces revoient actuellement le montant de leurs amendes en la matière. S'agissant de l'activité minière, suivant la loi sur les mines de 1923, la personne qui fait obstruction à l'inspection d'une mine encourt une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois mois et une amende pouvant atteindre 1 000 roupies pakistanaïses (environ 10 dollars E.-U.). Le gouvernement indique qu'on a dénombré 128 cas dans lesquels l'inspecteur s'est vu refuser l'accès aux registres et 357 cas dans lesquels l'employeur a refusé l'accès à une usine. Ces cas ont été transmis à la justice pour l'ouverture d'une procédure. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les cas d'obstruction faite à l'intervention des inspecteurs du travail, y compris sur les poursuites engagées, notamment en ce qui concerne les cas mentionnés précédemment, et leurs résultats ainsi que sur les sanctions qui ont été appliquées, ventilées par province. Elle prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que soit adoptée dans chaque province une législation prévoyant des sanctions suffisamment dissuasives pour les cas d'obstruction faite aux inspecteurs du travail dans l'exercice de leurs fonctions, dans tous les secteurs, conformément à l'article 18. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard.**

Article 3, paragraphe 1 a) et b), article 5 b), articles 9 et 13. Activités de l'inspection du travail dans le domaine de la SST, y compris dans les entreprises industrielles de la province du Sindh. La commission avait noté précédemment qu'avait été élaboré dans la province du Sindh un plan d'action conjoint concernant les problèmes liés à l'inspection du travail et à la SST, au vu des accidents graves qui avaient frappé le pays, en particulier l'incendie de l'usine de vêtements de Karachi en septembre 2012, qui avait entraîné la mort de 300 travailleurs. Elle avait également noté que la CSI indiquait que la province du Sindh n'a pas de système d'inspection du travail opérationnel, qu'on n'y effectue pas d'inspections régulières des établissements industriels et que les mesures visant à éliminer ou réduire les risques liés au travail sont totalement inexistantes, étant donné que les employeurs savent qu'ils ne seront pas tenus responsables de leurs carences en la matière. La CSI avait également indiqué que l'usine de vêtements de Karachi incendiée avait précédemment reçu un certificat entaché de graves erreurs d'une firme d'audit privée attestant de la conformité avec les normes internationales du travail, entre autres dans le domaine de la SST.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement à la Commission de l'application des normes décrivant les grandes lignes du plan d'action conjoint, adopté à la suite de consultations tripartites, dans la province du Sindh, qui prévoit l'adoption et le réexamen périodique d'une politique de l'inspection du travail, l'organisation de cours de formation à thème pour tous les inspecteurs du travail, ainsi que la conception et l'adoption d'un système de recrutement au ministère du Travail du Sindh, ce plan devant être suffisamment attractif pour conserver le personnel de la SST et lui garantir des plans de carrière. La commission note également que, pendant les discussions de la Commission de l'application des normes, plusieurs intervenants ont indiqué que ces mesures étaient louables, mais qu'on ne disposait d'aucune information, que ce soit sur leur financement ou sur leur mise en œuvre. Des préoccupations ont aussi été exprimées par rapport à l'incendie de l'usine de Karachi, et plus particulièrement quant au fait de confier les inspections à des firmes d'audit privées.

La commission note que le gouvernement indique que des directives ont été données aux gouvernements des provinces pour qu'ils prennent les mesures appropriées pour superviser les firmes d'audit privées et qu'il a demandé aux provinces des informations sur les procédures d'homologation de ces firmes. Le gouvernement déclare aussi que la province du Sindh a constitué une équipe d'inspection chargée de vérifier le respect des normes de sécurité et de santé par les propriétaires d'usines et qu'une nouvelle étude a été réalisée sur la sécurité et la santé dans les usines de la province. Faisant suite aux recommandations contenues dans le plan d'action conjoint, le gouvernement de la province du Sindh se dote actuellement d'une politique de SST en consultation avec les mandants tripartites, tandis qu'une nouvelle législation est également à l'examen.

La commission prie le gouvernement de continuer à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre le plan d'action conjoint dans la province du Sindh dans le but d'améliorer l'inspection du travail ainsi que le respect des normes de SST. Elle demande des informations sur l'impact de ces mesures, notamment sur les résultats de l'étude sur les usines et sur l'élaboration d'une politique de la SST. Elle demande également au gouvernement de fournir des informations sur tout plan de même nature adopté dans les trois autres provinces, ainsi que des informations sur le financement de ces initiatives. Elle demande également au gouvernement de fournir des informations détaillées sur les activités de l'inspection du travail dans le domaine de la SST, en particulier dans la province du Sindh (nombre de visites d'inspection, d'infractions signalées, dispositions légales concernées, types de sanctions imposées et mesures adoptées avec force exécutoire immédiate dans le cas d'un danger imminent pour la santé ou la sécurité des travailleurs), ainsi que sur le nombre des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle signalés. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur le contrôle des firmes d'audit privées du pays, ainsi que sur le fonctionnement et les activités de ces firmes, notamment sur la nature de leurs activités, le nombre de ces firmes, et le nombre d'entreprises couvertes par leurs activités d'homologation.

Article 3, paragraphe 1 a) et b), articles 13, 17, 18, 20 et 21. *Inspection du travail et SST dans le secteur minier de la province du Balouchistan.* La commission avait noté précédemment que la CSI signalait un nombre élevé de morts et de blessés dans les mines de charbon de la province du Balouchistan. La CSI indiquait que les mineurs travaillaient quasiment sans aucun équipement de sécurité et que les propriétaires des exploitations ne prenaient guère de précautions en matière de sécurité.

La commission note que le gouvernement indique que la province du Balouchistan compte dix inspecteurs chargés de contrôler le respect de la loi sur les mines. Chaque inspecteur contrôle dix mines par mois, que ce soit par des inspections de routine ou par des inspections inopinées. Le gouvernement indique aussi qu'en 2011, le gouvernement de la province du Balouchistan a amendé la loi sur les mines en durcissant les sanctions car, précédemment, les amendes étaient trop faibles pour avoir un effet dissuasif. ***La commission prie le gouvernement de fournir de plus amples informations statistiques sur les activités de l'inspection du travail dans le domaine de la SST dans la province du Balouchistan, en particulier dans les mines de charbon en activité dans cette province, et y compris sur le nombre de mines inspectées, le nombre d'infractions constatées, et sur les sanctions appliquées.***

Articles 7, 10 et 11. *Ressources humaines et moyens matériels de l'inspection du travail et formation des inspecteurs du travail.* La commission avait noté précédemment que, dans les conclusions qu'elle avait adoptées en 2013, la Commission de l'application des normes soulignait l'importance de fournir à l'inspection du travail des ressources humaines et des moyens matériels suffisants et de leur dispenser une formation appropriée. Elle notait aussi que la CSI faisait état d'une pénurie aiguë d'inspecteurs du travail dans le pays, ces inspecteurs ne recevant par ailleurs qu'une formation rudimentaire. La CSI indiquait aussi que, la plupart du temps, les inspecteurs sont obligés d'utiliser leur propre véhicule pour se rendre sur les lieux d'inspection et que leurs frais de déplacement leur sont rarement remboursés.

La commission note que, pendant les discussions de la Commission de l'application des normes de 2014, plusieurs intervenants ont fait état d'un manque de ressources humaines et de moyens matériels pour les inspecteurs du travail, soulignant que ces inspecteurs sont sous-équipés et que la formation qu'ils reçoivent est insuffisante. En outre, plusieurs intervenants ont fait part de leurs préoccupations en matière de financement, faisant état d'un manque de coordination entre les gouvernements des provinces et le gouvernement fédéral, lequel se traduit par un financement insuffisant de l'inspection du travail.

La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle les contraintes relatives aux ressources continuent de limiter la capacité du gouvernement fédéral et des gouvernements des provinces à appliquer la convention. Toutefois, le gouvernement indique que des motocyclettes ont été livrées aux inspecteurs du travail des services locaux et de district pour leur permettre d'effectuer les inspections et que des postes ont été prévus dans le budget annuel pour le paiement de primes de déplacement et de primes de séjour pour les frais de logement. Le gouvernement indique que la disponibilité de moyens de transport reste un défi pour les inspecteurs des mines, celles-ci étant souvent situées dans des régions reculées peu accessibles en transport public. La commission note également que, en 2014, le gouvernement de la province du Sindh a organisé, avec l'assistance du BIT, un cours de formation pour les 120 inspecteurs du travail que compte la province. En outre, le gouvernement de la province du Penjab a mis au point, avec l'assistance du BIT, un manuel de formation et un outil de formation sur l'inspection du travail, et une série de cours de formation à l'utilisation

de cet outil destinés aux inspecteurs du travail des quatre provinces. *Notant les efforts déployés afin de fournir des moyens de transport aux fins d'inspection, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que des ressources humaines et matérielles suffisantes soient affectées aux services de l'inspection du travail pour leur permettre de remplir efficacement leurs fonctions et pour assurer la coordination entre les gouvernements provinciaux et fédéral en la matière. Elle prie le gouvernement de fournir des informations actualisées sur le nombre des inspecteurs du travail dans chaque province ainsi que des détails sur les moyens matériels dont disposent les services de l'inspection du travail dans chaque province, tels que bureaux et moyens de transport. En outre, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la formation dispensée aux inspecteurs du travail dans chaque province, notamment sur les matières traitées, le nombre de participants et la durée de la formation, et d'évaluer l'impact de cette formation.*

Article 12, paragraphe 1. Politiques d'inspection du travail restrictives. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des observations de la CSI suivant lesquelles, s'il est vrai que la province du Penjab a abrogé la politique restrictive qui, depuis longtemps, empêchait les inspecteurs du travail de pénétrer dans les locaux des entreprises, dans la province du Sindh, les inspecteurs sont toujours tenus d'avertir les employeurs concernés longtemps à l'avance qu'ils vont procéder à une inspection. Toutefois, le gouvernement indiquait que les inspections ne sont interdites dans aucune province et que les inspections régulières ont été réinstaurées dans la province du Penjab.

La commission note que, dans la déclaration qu'il a faite devant la Commission de l'application des normes, le gouvernement indique qu'aucun obstacle légal ou administratif ne s'oppose à la conduite des inspections. Toutefois, les informations données pendant les discussions de la Commission de l'application des normes indiquent également qu'il n'en est pas toujours ainsi dans la pratique. *La commission demande au gouvernement de fournir de plus amples informations sur les mesures prises, en droit et dans la pratique, pour faire en sorte que les inspecteurs du travail aient la possibilité d'entrer librement, et sans un préavis, à toute heure du jour et de la nuit, dans tous les lieux de travail assujettis à l'inspection, de manière à pouvoir exercer leurs fonctions dans toutes les provinces du pays, conformément aux dispositions de la convention.*

Articles 20 et 21. Publication d'un rapport annuel d'inspection. La commission note que le gouvernement indique avoir mis en œuvre la première phase du système d'informatisation de l'inspection du travail dans 16 districts de la province du Penjab. Les inspecteurs des usines envoient leurs rapports d'inspection en ligne et des statistiques sont tenues sur le nombre des usines, des inspections et des infractions constatées, ainsi que sur les sanctions imposées. Cela facilitera l'envoi des rapports d'inspection en temps utile. D'autres provinces s'efforcent aussi de mettre en place un système global d'inspection et d'établissement de rapports. Le gouvernement indique que les provinces ont été priées de préparer un rapport annuel sur les activités d'inspection. La commission prend également note des informations statistiques que le gouvernement fournit avec son rapport à propos du nombre d'inspecteurs dans chaque province et du nombre des inspections effectuées, ainsi que certaines informations sur le nombre des entreprises assujetties à l'inspection et le nombre de travailleurs qu'elles emploient, le nombre des infractions constatées et le nombre des accidents du travail. *La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour faire en sorte que l'autorité centrale du travail publie et communique au BIT un rapport annuel sur l'inspection du travail, conformément à l'article 20. Elle exprime le ferme espoir que, grâce à l'informatisation du système d'inspection du travail en cours, le rapport contiendra des informations complètes sur les sujets faisant l'objet de l'article 21 a) à g) pour chaque province.*

Assistance technique. Prenant note des informations fournies par le gouvernement pendant les discussions de la Commission de l'application des normes de la Conférence de 2014 à propos de l'assistance technique reçue ainsi que de la poursuite de l'assistance demandée, la commission invite le gouvernement à fournir des informations sur les suites qui seront données en la matière.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Panama

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1958)

La commission prend note des observations formulées par la Fédération nationale des associations et organisations d'employés publics (FENASEP), reçues le 28 août 2012, et de la réponse du gouvernement à ces observations reçue le 24 janvier 2013. La commission prend note également des observations de la Confédération nationale de l'unité syndicale indépendante (CONUSI) et du Conseil national des travailleurs organisés (CONATO) reçues le 30 août 2013. Ces dernières observations traitent en partie des points que la commission a déjà abordés et qui portent sur les questions suivantes: non-communication des rapports aux organisations syndicales; sélection et destitution des inspecteurs sur la base du clientélisme politique, et incompétence de ces inspecteurs pour s'acquitter des fonctions d'inspection; absence de stabilité dans l'emploi et conditions de service des inspecteurs du travail; inefficacité des visites d'inspection; nombre insuffisant d'inspecteurs; manque de probité des inspecteurs; inexécution des amendes imposées par les inspecteurs du

travail sur ordre de leur hiérarchie; persistance des accidents du travail dans le secteur de la construction; et nécessité d'une volonté du gouvernement et d'une assistance technique plus importante du BIT pour améliorer la situation de l'inspection. **La commission demande au gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.**

Articles 6, 7 et 15 a) de la convention. Nécessité d'améliorer les conditions de service des inspecteurs du travail pour garantir le respect des principes déontologiques; conditions de recrutement et formation appropriée des inspecteurs du travail. La commission note que, dans ses observations de 2012, la FENASEP affirme que la situation en ce qui concerne la destitution des inspecteurs sur la base du clientélisme politique dont il avait fait état en 2011 n'a pas changé et qu'aucun des inspecteurs destitués, y compris celui qui bénéficiait de l'immunité syndicale en sa qualité de secrétaire général de l'Association des employés du ministère du Travail (ASEMITRABS), n'a pas été réintégré. La FENASEP souligne également la baisse du nombre d'inspecteurs du travail (sur les 128 inspecteurs dont faisait état le gouvernement précédent, seuls 86 avaient été nommés en 2012) et sur le nombre insuffisant d'inspecteurs pour contrôler les entreprises dans tout le pays. La FENASEP affirme aussi que le salaire des inspecteurs, qui est le même depuis cinq ans, est insuffisant et contribue à ce qu'il y ait des situations de corruption, qu'il n'y a ni formation préalable à l'emploi ni cours de recyclage périodique, ni évaluation périodique, ni certification des compétences. En outre, une grande partie des inspecteurs démissionnent une fois qu'ils ont acquis les connaissances suffisantes pour s'acquitter de leur fonction et sont engagés dans le secteur privé.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, même si elle est dûment enregistrée, l'ASEMITRABS n'est pas opérationnelle mais plusieurs anciens fonctionnaires du ministère l'ont utilisée pour se réfugier derrière une prétendue immunité syndicale. C'est à l'organe judiciaire qu'il incombe d'ordonner l'éventuelle réintégration des inspecteurs qui ont été destitués et il n'a pas été reçu d'ordre judiciaire en vue de la réintégration d'anciens fonctionnaires au motif de leur immunité syndicale. Selon le gouvernement, l'affirmation de la FENASEP selon laquelle le nombre d'inspecteurs a diminué est infondée. Le gouvernement souligne qu'en 2010 le nombre d'inspecteurs nommés était de 125, de 128 en 2011 et de 114 en 2012 (le tableau figurant dans le rapport du gouvernement fait état de 111 inspecteurs et de 95 agents de sécurité en 2013). Le gouvernement ajoute que le budget de 2012 prévoyait une augmentation du salaire des inspecteurs, pour le fixer à 1 000 balboas, et des agents de sécurité, qui a été fixé à 1 200 balboas. Ces augmentations, néanmoins, ne sont pas entrées en vigueur en raison des réductions budgétaires mais une augmentation a été à nouveau envisagée pour 2013. Le gouvernement affirme par ailleurs que, depuis 2009, des cours de perfectionnement sont dispensés constamment aux inspecteurs du travail (le gouvernement communique des tableaux sur les activités de perfectionnement auxquelles ont participé les inspecteurs du travail et les agents de sécurité entre 2010 et 2013). Le gouvernement précise que tous les fonctionnaires qui travaillent au ministère sont libres de changer d'emploi s'ils le jugent utile.

En réponse aux commentaires précédents de la commission, qui portaient sur les causes de la destitution de 70 pour cent des fonctionnaires au motif qu'ils ne répondaient pas aux attentes de leurs fonctions, le gouvernement précise à leur sujet que: i) ils n'avaient pas les titres universitaires exigés (diplôme de l'éducation secondaire (baccalauréat) en sciences, lettres ou commerce); ii) ils n'avaient pas une expérience professionnelle d'un an dans les fonctions de base d'inspecteur du travail, et iii) ils n'avaient suivi ni cours ni séminaires sur l'application de la législation du travail. Au sujet des causes de destitution de 5 pour cent des fonctionnaires au motif qu'ils n'avaient pas respecté le règlement interne et qu'ils avaient commis des fautes, le gouvernement déclare que ces fautes étaient les suivantes: i) inexécution des fonctions de leur poste (préparation de rapports, visites d'inspection); ii) inobservation des horaires de travail et absences fréquentes et injustifiées; iii) sollicitation et réception de pots-de-vin; et iv) désobéissance aux ordres donnés ou inobservation des programmes établis par les supérieurs hiérarchiques. Selon le gouvernement, toutes ces fautes sont visées dans le règlement interne du ministère du Travail et du Développement de la main-d'œuvre, dans la loi n° 9 du 20 juillet 1994 qui établit et régit la carrière administrative, et dans son texte d'application, le décret exécutif n° 222 du 12 septembre 1997, qui établit et régit la direction générale de la carrière administrative. Les recours interjetés contre ces décisions ont donné lieu à une enquête disciplinaire, à l'issue de laquelle la destitution de ces fonctionnaires a été maintenue. Le gouvernement déclare également que les principaux motifs de démission sont l'accès à un poste plus élevé, une amélioration salariale ou des motifs personnels.

En ce qui concerne les mesures prises ou envisagées pour retenir le personnel qualifié et expérimenté et, en particulier, pour garantir aux inspecteurs du travail l'indépendance nécessaire à l'exercice des fonctions d'inspection, le gouvernement fait mention des évaluations de l'accomplissement de leurs fonctions, qui permettent de connaître le degré de leur participation et de leur coopération, en vue de cours ultérieurs de formation axés sur la motivation et le renforcement de leur discipline et de leur engagement, pour que les inspecteurs puissent accéder à des postes de coordination.

La commission note également que les règles d'éthique que doivent observer les inspecteurs sont fixées dans le décret exécutif n° 246 du 15 décembre 2004 qui énonce le Code uniforme d'éthique des fonctionnaires occupés dans les entités du gouvernement central. L'inobservation de ce code, selon la gravité des fautes, peut donner lieu à des blâmes verbaux ou écrits, à la suspension ou à la destitution du fonctionnaire, au terme de la procédure administrative correspondante.

Le gouvernement déclare que les inspecteurs du travail sont engagés à la suite d'entretiens menés par un personnel qualifié, qui est chargé de vérifier si les conditions minimales requises pour s'acquitter d'une fonction sont satisfaites. Le gouvernement précise également que le manuel de procédures élaboré par la Direction nationale de l'inspection du travail est en cours d'actualisation en raison des modifications de la structure de la direction nationale.

La commission demande au gouvernement de communiquer copie du texte qui fixe les conditions de recrutement des inspecteurs du travail. Elle lui demande aussi d'indiquer les mesures prises pour que les inspecteurs soient recrutés uniquement sur la base de leur aptitude à remplir les fonctions d'inspection, et les mesures prises ou envisagées pour retenir le personnel qualifié et expérimenté (amélioration des perspectives de carrière et du barème des salaires par rapport aux autres catégories comparables de fonctionnaires) et, en particulier, les mesures qui visent à garantir aux inspecteurs du travail l'indépendance nécessaire à l'exercice de leurs fonctions d'inspection. De plus, la commission exprime l'espoir que le gouvernement continuera de donner des informations sur les cours de formation dispensés au personnel d'inspection en vue de l'exercice de leurs fonctions (en indiquant le type d'activité, la durée, les questions abordées, le nombre d'inspecteurs participants et l'entité chargée de ces cours).

Article 3, paragraphes 1 a) et b), et article 13. Prévention en matière de sécurité et de santé dans le secteur de la construction. La FENASEP affirme que, bien que l'essor de l'industrie de la construction ait abouti également au renforcement des mécanismes légaux de protection dans ce secteur, les activités de l'inspection du travail dans ce secteur n'ont pas évolué autant. Le gouvernement déclare par ailleurs que le personnel ou les agents de sécurité sont chargés de superviser et de vérifier, sur le chantier où ils ont été affectés, l'application des mesures de sécurité et de santé au travail. Actuellement, il y a à l'échelle nationale 95 agents ou responsables de la sécurité. **La commission demande au gouvernement d'indiquer les mesures prises pour renforcer les conditions de sécurité et de santé dans le secteur de la construction, en particulier par des activités de contrôle et par la fourniture d'informations et de conseils techniques.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Pays-Bas

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1951)

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission note qu'à sa 322^e session, en novembre 2014, le Conseil d'administration a approuvé le rapport du comité tripartite chargé d'examiner la réclamation alléguant l'inexécution par les Pays-Bas de cette convention, de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, et de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par la Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV), la Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) et la Fédération syndicale des professionnels (VCP) (anciennement Fédération syndicale des cadres moyens et supérieurs (MHP)) (document GB.322/INS/13/7). Le Conseil d'administration a chargé la commission du suivi des questions soulevées dans le rapport au sujet de l'application de cette convention et des conventions n° 129 et 155.

La commission prie par conséquent le gouvernement de lui fournir, pour examen à sa prochaine session, des informations sur les points soulevés par le comité tripartite, en particulier sur:

- i) **les mesures prises pour veiller à ce que les tâches administratives confiées aux inspecteurs du travail n'affectent pas l'exercice effectif de leurs fonctions principales. A cet égard, la commission serait reconnaissante au gouvernement de fournir des informations sur la proportion du temps passé par les inspecteurs du travail à des tâches administratives, par rapport aux fonctions principales de l'inspection du travail (article 3, paragraphe 2, de la convention);**
- ii) **les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer la coopération entre les directions opérationnelles du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi et les services d'inspection d'autres ministères; et les activités menées pour promouvoir une coopération effective entre l'inspection du travail et les services privés de sécurité et santé au travail (SST), en particulier pour l'échange des données pertinentes (article 5 a));**
- iii) **la fourniture d'une formation complémentaire lorsque des tâches plus spécialisées sont confiées aux inspecteurs du travail. A cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la formation (fréquence des cours, durée et nombre de participants) dispensée aux inspecteurs du travail dans les domaines du stress psychosocial, des produits chimiques, des nanoparticules sur le lieu de travail et de l'évaluation des risques, dans la mesure où les inspecteurs du travail sont assignés à des tâches dans ce domaine (article 7, paragraphe 3);**
- iv) **les mesures prises pour faire en sorte que le nombre des inspecteurs du travail et la fréquence des visites d'inspection du travail soient suffisants pour assurer l'exercice efficace des fonctions d'inspection et le respect des dispositions juridiques pertinentes dans l'ensemble des lieux de travail, en particulier dans les entreprises qui ne sont pas considérées comme faisant partie de secteurs à risque élevé et dans les petites entreprises. Prière de**

fournir des statistiques pertinentes à cet égard, y compris sur le nombre des établissements assujettis au contrôle de l'inspection et sur le nombre d'établissements qui ont reçu des visites d'inspection (en précisant le nombre correspondant des établissements à risque élevé, des établissements non considérés comme à risque élevé et des petites entreprises); ainsi que des statistiques sur les infractions décelées et les sanctions imposées, y compris des informations sur les dispositions légales auxquelles ces violations sont liées, en particulier la loi sur les conditions de travail (évaluation des risques et organisation de l'aide spécialisée en matière de SST), et des statistiques sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (articles 10 et 16);

- v) *les résultats de l'examen de la manière dont le système de notification des maladies professionnelles peut être amélioré et, le cas échéant, les actions entreprises à cet égard (article 14);*
- vi) *le nombre de visites d'inspection du travail inopinées, par rapport au nombre total des autres visites d'inspection, en tant que l'un des moyens de garantir la confidentialité des plaintes (article 15 c)).*

La commission prend note des informations figurant dans le rapport du gouvernement, reçues le 29 août 2014, en réponse aux précédents commentaires de la commission. Elle note que la plupart de ses précédents commentaires sont liés aux questions traitées dans la réclamation susmentionnée. Elle examinera par conséquent à sa prochaine session les informations pertinentes fournies dans le rapport du gouvernement ainsi que les informations que celui-ci a apportées en réponse aux questions soulevées par le comité tripartite.

Autres questions

Article 3, paragraphes 1 et 2. Fonctions additionnelles confiées aux inspecteurs du travail. La commission avait précédemment noté que, d'après le rapport annuel sur les activités de l'inspection du travail, environ un tiers des visites d'inspection du travail menées en 2010 concernaient le contrôle de l'emploi illégal (au titre de la loi sur l'emploi des ressortissants étrangers et de la loi sur le salaire minimum et l'allocation minimum de congés).

La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles, depuis deux ans, les inspecteurs du travail sont également chargés de contrôler si les travailleurs étrangers détiennent les permis de travail requis, mais ils n'ont aucune compétence en ce qui concerne le séjour de travailleurs étrangers sans papiers. Elle note également que, selon le gouvernement, les inspections du travail sont chargées de contrôler le respect des dispositions légales dans les domaines des salaires minima, des heures de travail et de la SST, que les travailleurs étrangers aient ou non les papiers nécessaires. Elle note aussi que le gouvernement précise que l'inspection du travail et le service d'immigration et de naturalisation (IND) ont des responsabilités distinctes et ne procèdent pas à des visites d'inspection conjointes. Cependant, la commission note également, d'après les informations disponibles sur le site Web de l'inspection du travail, que les inspecteurs du travail sont souvent accompagnés par la police (police des étrangers) durant leur visite d'inspection.

La commission prend note enfin des indications du gouvernement selon lesquelles les travailleurs étrangers sans permis de travail qui ne disposent pas des permis de résidence requis peuvent réclamer leurs salaires non versés devant les tribunaux civils, au même titre que les autres travailleurs. *Se référant de nouveau au paragraphe 78 de son étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail, dans lequel elle indiquait que la fonction principale des inspecteurs du travail consiste à veiller à la protection des travailleurs et non à assurer l'application du droit de l'immigration, la commission prie le gouvernement d'indiquer quelles sont les mesures prises ou envisagées pour veiller à ce que les fonctions de vérification de la légalité de l'emploi n'interfèrent pas avec l'exercice effectif des fonctions principales des inspecteurs du travail liées au contrôle du respect des droits des travailleurs, et ne portent pas atteinte à la relation de confiance avec les employeurs et les travailleurs qui est nécessaire aux inspecteurs.*

La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur la procédure applicable et sur les conséquences juridiques et pratiques qui en découlent pour les travailleurs étrangers lorsque l'on découvre qu'ils travaillent sans le permis de travail requis. Elle lui demande de nouveau de fournir des informations sur les actions menées par les services de l'inspection du travail pour garantir que les employeurs respectent leurs obligations vis-à-vis des droits statutaires des travailleurs étrangers en situation irrégulière pendant la période de la relation d'emploi effective, tels que le paiement des salaires et autres prestations, en particulier dans les cas où ces travailleurs sont expulsés du pays.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1973)

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission note qu'à sa 322^e session, en novembre 2014, le Conseil d'administration a approuvé le rapport du Comité tripartite chargé d'examiner la réclamation alléguant l'inexécution par les Pays-Bas de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, de la présente convention et de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par la Confédération syndicale des

Pays-Bas (FNV), la Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) et la Fédération syndicale des professionnels (VCP) (anciennement Fédération syndicale des cadres moyens et supérieurs (MHP)) (document GB.322/INS/13/7). Le Conseil d'administration a chargé la commission du suivi de l'application de la convention en ce qui concerne les questions soulevées dans le rapport au sujet de l'application de la présente convention et des conventions n^{os} 81 et 155.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les questions soulevées par le comité tripartite pour examen par la commission à sa prochaine session. A cet égard, elle renvoie également le gouvernement à l'information demandée en ce qui concerne la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et elle lui demande de fournir des informations spécifiques en réponse à ces demandes sur l'inspection du travail dans l'agriculture, s'il y a lieu.

La commission prend note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement reçu le 29 août 2014 en réponse à ses précédents commentaires. Elle note que les questions traitées dans la réclamation susmentionnée correspondent dans une large mesure à celles traitées dans ses précédents commentaires. Elle examinera par conséquent à sa prochaine session l'information pertinente fournie dans le rapport du gouvernement, de même que les informations communiquées par le gouvernement en réponse aux questions soulevées par le comité tripartite.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Pérou

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations formulées par la Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT) et par la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), reçues respectivement les 2 et 6 septembre 2014. ***La commission demande au gouvernement de communiquer ses commentaires au sujet des observations de la CUT et de la CATP.***

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission note que le Conseil d'administration, à sa 321^e session en juin 2014, a approuvé le rapport du comité tripartite chargé d'examiner la réclamation présentée par la CATP.

Article 3, paragraphe 1 a), article 4, paragraphe 1, et article 16 de la convention. Nécessité de rétablir une nouvelle autorité centrale et de planifier les visites d'inspection qui doivent être effectuées aussi souvent et aussi soigneusement que l'exige la convention. La commission rappelle que le comité tripartite a demandé au gouvernement de fournir des informations sur les moyens de s'assurer que les régions exécutent effectivement les plans d'inspection et effectuent les visites planifiées aussi souvent et aussi soigneusement que l'exige la convention. La commission note que, selon le gouvernement, la Surintendance nationale de contrôle (SUNAFIL) comprend l'Intendance nationale de supervision du système d'inspection. Conformément au paragraphe e) de l'article 36 du règlement sur son organisation et ses fonctions, l'Intendance nationale de supervision s'assure que les intendances régionales et les autorités administratives chargées de l'inspection du travail des gouvernements régionaux appliquent effectivement les plans d'inspection et effectuent les visites aussi souvent et aussi soigneusement que l'exige la convention.

De plus, la commission rappelle que le comité tripartite a estimé dans ses conclusions que les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'inspection du travail résultant de la décentralisation ne sont pas pleinement conformes au *paragraphe 1 de l'article 4* de la convention dans la mesure où, dans la pratique, les attributions de la Direction générale de l'inspection du travail (DGIT), en sa qualité d'autorité centrale, ont été sensiblement réduites. Toutefois, le comité a noté que l'entrée en vigueur en 2013 de la loi n° 29981 et de son règlement d'application a permis d'améliorer la situation. Le comité a prié le gouvernement d'adopter de façon régulière, dans la législation et dans la pratique, les mesures qui s'imposent pour respecter cette disposition de la convention. A ce sujet, la commission note que, selon le gouvernement, la SUNAFIL est actuellement l'autorité centrale et l'organe directeur du système d'inspection du travail et que, conformément à la résolution ministérielle n° 037-2014-TR, elle a commencé au 1^{er} avril 2014 ses fonctions en tant qu'autorité centrale à l'échelle nationale. Le gouvernement ajoute que, dans ce sens, les gouvernements régionaux ne peuvent exercer dans leur domaine que des fonctions d'inspection en ce qui concerne les microentreprises des secteurs formel ou informel, conformément aux politiques et plans sectoriels et aux normes définies par la SUNAFIL. De plus, le gouvernement indique que l'article 19 de la loi générale sur l'inspection du travail dispose que l'autorité centrale (SUNAFIL), dont dépendent techniquement les organes d'inspection des gouvernements régionaux, exerce la direction, l'organisation, la coordination, la planification, le suivi et le contrôle de l'action et du fonctionnement du système d'inspection au niveau national. ***Dans ces conditions, tout en se félicitant de la publication de la résolution ministérielle n° 037-2014-TR, la commission demande au gouvernement de préciser comment la SUNAFIL exerce dans la pratique les fonctions de direction, d'organisation, de coordination, de planification, de suivi et de contrôle en ce qui concerne***

les régions, et de communiquer des informations sur les inspections, ventilées par région, y compris en ce qui concerne les microentreprises.

Articles 6 et 15 a). Situation juridique et conditions de service des inspecteurs. La commission rappelle que le comité tripartite a considéré que le recrutement d'inspecteurs du travail par les gouvernements régionaux, sous le régime des contrats soumis au droit privé et sous le régime du contrat administratif de services (CAS), n'est pas conforme aux exigences de stabilité dans l'emploi et d'indépendance à l'égard de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure induite, comme le prévoit la convention. Le comité tripartite a prié le gouvernement d'adopter les mesures qui s'imposent dans l'attente du statut unique, prévu dans la loi sur la fonction publique, pour assurer aux inspecteurs du travail ces conditions, ainsi que des conditions appropriées de service et de rémunération. La commission note que le gouvernement indique que, depuis le premier semestre de 2014, il est interdit, dans les gouvernements régionaux et dans la SUNAFIL, d'engager des inspecteurs du travail en vertu du régime du travail du décret législatif n° 1057 CAS. Le gouvernement ajoute que l'Intendance nationale de la supervision du système d'inspection de la SUNAFIL a par ailleurs porté à la connaissance des administrations et/ou directions régionales le caractère exclusif de la fonction de l'inspection, et que la SUNAFIL peut choisir le régime prévu dans le Règlement général de la loi sur la fonction publique de juin 2014 (qui dispose que le personnel couvert par le CAS peut choisir d'entrer dans le système public) au cours des prochaines années. Le gouvernement indique également que l'approbation du barème de rémunérations de la SUNAFIL, en vertu du décret suprême n° 324-2013-EF du 18 décembre 2013, accroît de plus de 120 pour cent la rémunération des inspecteurs du travail. Enfin, le gouvernement fait état aussi de l'obligation pour le personnel de l'inspection d'effectuer des inspections en respectant les principes de probité, d'impartialité et de confidentialité prévus dans la loi générale sur l'inspection du travail et le Règlement sur la carrière des inspecteurs du travail. Il fait mention aussi des sanctions qu'ils encourent, à l'issue d'une procédure à laquelle ils participent, lorsqu'ils exercent indûment leurs facultés et compétences. **Tout en se félicitant des mesures prises pour parvenir à l'uniformité de l'engagement des inspecteurs sur tout le territoire national et de leurs conditions de service, la commission demande au gouvernement d'indiquer tout fait nouveau sur le passage du personnel d'inspection au système public, et toute mesure qu'il pourrait prendre pour continuer d'améliorer les conditions de service des inspecteurs.**

Article 7, paragraphe 1. Conditions requises pour le recrutement des inspecteurs du travail. La commission rappelle que le comité tripartite a demandé au gouvernement de prendre de façon régulière toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les conditions requises pour le recrutement des inspecteurs du travail dans les régions soient conformes aux prescriptions de cet article de la convention. La commission note que, selon le gouvernement, en vertu de l'article 20 de la loi n° 29981, l'accès à tous les niveaux de la carrière d'inspecteur du travail se fait à la suite d'un concours public et les inspecteurs du travail sont soumis à une évaluation annuelle. Le recrutement et la carrière des inspecteurs du travail sont régis par le Règlement sur la carrière d'inspecteur du travail qui établit les modalités d'accès à la fonction d'inspecteur du travail et les conditions de promotion. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique du Règlement sur la carrière d'inspecteur du travail.**

Article 7, paragraphe 3. Formation des inspecteurs du travail. La commission rappelle que le comité tripartite a demandé au gouvernement d'accorder une attention spéciale à la continuité de la formation des inspecteurs du travail dans les régions. Selon le gouvernement, la SUNAFIL a commencé un programme de formation pour le personnel d'inspection à l'échelle nationale, y compris le personnel d'inspection des régions pour l'année en cours et, en 2013, il y a eu 104 ateliers de formation (d'après le gouvernement, 279 inspecteurs ont été formés). Les principales questions abordées au cours de ces activités de formation ont été la sécurité et la santé au travail, les procédures d'inspection et les normes socioprofessionnelles. **La commission encourage le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les activités de formation menées à bien pour le personnel d'inspection.**

Articles 10 et 11. Ressources humaines, moyens financiers et moyens matériels d'exécution mis à la disposition des inspecteurs. La commission rappelle que le comité tripartite a indiqué qu'il espérait que le gouvernement prendrait les mesures utiles pour évaluer les besoins des services d'inspection en termes de ressources humaines et de moyens matériels. La commission note aussi que, selon le gouvernement, en vertu de la résolution suprême n° 019-2013-TR, le cadre pour l'affectation du personnel (CAP) de la SUNAFIL a été approuvé. Il prévoit au total 460 postes d'inspecteurs auxiliaires, 205 d'inspecteurs du travail et 89 d'inspecteurs superviseurs, répartis dans 26 bureaux régionaux. **La commission prend note de cette information et demande au gouvernement d'indiquer les mesures prises pour pourvoir les postes vacants qui ont été créés. Prière aussi de fournir des informations sur les moyens matériels, en particulier sur les moyens de transport dont disposent les inspecteurs pour s'acquitter de leurs fonctions.**

Article 18. Sanctions appropriées et effectivement appliquées. La commission rappelle que le comité tripartite a exprimé l'espoir que le gouvernement continuerait de déployer des efforts concrets pour améliorer l'imposition et l'application effectives de sanctions (en vertu des dispositions de la loi n° 29981). A ce sujet, le gouvernement déclare qu'une convention a été conclue avec des entités financières pour contribuer à la perception des amendes imposées. **La commission demande au gouvernement d'indiquer si la convention qu'il mentionne porte aussi sur la perception des amendes imposées à tous les établissements assujettis à l'inspection, y compris les microentreprises.**

Articles 19, 20 et 21. Obligation de présenter des rapports périodiques, et de publier et de communiquer un rapport annuel d'inspection au BIT. La commission rappelle que le comité tripartite a insisté sur la nécessité pour le gouvernement d'adopter de façon régulière les mesures nécessaires tendant à réunir des informations périodiques complètes sur les activités des bureaux locaux d'inspection afin de donner effet à ces articles de la convention. La commission note que, selon le gouvernement: i) conformément au paragraphe f) de l'article 15 du Règlement sur la carrière des inspecteurs du travail, le personnel qui remplit des fonctions d'inspection doit présenter des rapports mensuels sur les résultats de l'exercice de ses fonctions; ii) l'article 24 de la loi générale sur l'inspection du travail dispose que les inspecteurs du travail doivent fournir des informations sur leurs activités d'inspection à leurs directeurs respectifs chargés de l'inspection, et ces derniers au directeur régional qui a compétence territoriale, lequel doit rassembler les informations reçues et les porter à la connaissance de l'autorité centrale, dans les conditions de forme et de fréquence que celle-ci déterminera. La commission prend note de ces informations mais fait observer, néanmoins, que les rapports d'activité correspondants n'ont pas été reçus. **La commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour garantir la publication et la communication au BIT d'un rapport annuel sur les activités des services de l'inspection du travail qui contiendra toutes les informations demandées en vertu des paragraphes a) à g) de l'article 21. A ce sujet, la commission invite le gouvernement à envisager la possibilité de se prévaloir, si nécessaire, de l'assistance technique du Bureau.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Qatar

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1976)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note des discussions qui ont eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence en 2014 en ce qui concerne l'application de la convention par le Qatar.

La commission relève également qu'une plainte déposée au titre de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, alléguant l'inexécution par le Qatar de la convention et aussi de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, déposée par plusieurs délégués des travailleurs à la Conférence, a été déclarée recevable et reste pendante devant le Conseil d'administration. En outre, la commission renvoie aux commentaires qu'elle formule sous la convention n° 29.

Articles 10 et 16 de la convention. Nombre suffisant d'inspecteurs du travail. La commission prend note des conclusions du comité tripartite chargé d'examiner la réclamation alléguant l'inexécution par le Qatar de la convention n° 29, déposée en application de l'article 24 de la Constitution de l'OIT et adoptée par le Conseil d'administration à sa 320^e session en mars 2014. Le comité tripartite s'est félicité de l'indication du gouvernement selon laquelle celui-ci allait à l'avenir augmenter le nombre des inspecteurs, mais il a aussi noté les difficultés rencontrées en ce qui concerne l'application effective du cadre juridique réglementant le travail des travailleurs migrants. Le comité tripartite a estimé qu'il était essentiel que des mesures continuent à être prises pour renforcer la capacité de l'inspection du travail, y compris des mesures permettant la réalisation proactive d'inspections aléatoires non motivées par des plaintes.

La commission prend note également des déclarations de plusieurs orateurs au cours de la discussion au sein de la Commission de l'application des normes, selon lesquelles le nombre d'inspecteurs du travail était insuffisant par rapport au volume de la main-d'œuvre. Plusieurs orateurs ont exprimé leurs inquiétudes quant au caractère rigoureux des inspections à la lumière du nombre élevé des inspections menées par chaque inspecteur. En réaction à ces inquiétudes, le gouvernement a indiqué qu'il était conscient de l'ampleur du problème et des défis à relever en la matière et qu'il était en train de résoudre les problèmes en question. Il a indiqué qu'il avait augmenté le nombre d'inspecteurs du travail pour le porter à 200. Il a également souligné que le nombre des travailleurs migrants dans le pays avait augmenté pour atteindre 1 700 000 personnes, ce qui constitue un défi pour l'inspection du travail.

La commission prend note de la déclaration du gouvernement, dans le présent rapport, selon laquelle il a renforcé le rôle de l'inspection du travail. Le gouvernement indique qu'il a encore augmenté le nombre des inspecteurs du travail, le portant à 227. Il déclare qu'il a également augmenté le nombre des visites d'inspection, puisqu'il y en a eu 46 624 en 2012 et 50 538 en 2013, et que le nombre des établissements assujettis à l'inspection continue lui aussi d'augmenter, puisqu'il est passé d'approximativement 45 000 en 2013 à 48 178 en 2014. Le gouvernement indique par ailleurs qu'il est en train de prendre des mesures pour faciliter le travail des inspecteurs du travail en les équipant de tablettes électroniques portatives et en les reliant au système spécial de cartographie de l'Etat afin qu'il leur soit plus facile d'atteindre rapidement et de façon précise les établissements assujettis à l'inspection.

La commission note que le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, dans son rapport daté du 23 avril 2014 au Conseil des droits de l'homme sur sa mission au Qatar, a déclaré regretter le nombre insuffisant des

inspecteurs du travail qui ne sont pas en mesure d'enquêter de façon rigoureuse sur les conditions de travail ou de vie dans les camps de travail, en raison de leur petit nombre et aussi du manque d'interprètes (A/HRC/26/35/Add.1, paragr. 45). ***La commission invite instamment le gouvernement à renforcer les efforts qu'il déploie pour recruter un nombre suffisant d'inspecteurs du travail par rapport au nombre d'établissements assujettis à l'inspection et à continuer de prendre des mesures pour renforcer l'efficacité du système d'inspection du travail. De plus, relevant le grand nombre des inspections réalisées par chaque inspecteur, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la durée moyenne des visites d'inspection conduites par chaque inspecteur et de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les établissements soient inspectés de manière aussi rigoureuse que nécessaire afin de garantir l'application efficace des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs.***

Articles 7 et 8. Recrutement et formation. La commission prend note des commentaires de plusieurs orateurs au cours de la discussion de la Commission de l'application des normes relatifs à la formation et au recrutement des inspecteurs indiquant qu'il est nécessaire que les inspecteurs du travail reçoivent une formation supplémentaire. Plusieurs orateurs ont également déclaré qu'il est indispensable de pouvoir disposer d'un plus grand nombre d'inspecteurs du travail parlant la langue des travailleurs migrants et qu'il faut recruter davantage d'inspectrices.

La commission prend note de l'indication du gouvernement relative aux mesures prises pour recruter de nouveaux inspecteurs, y compris des mesures d'incitation financière telles que l'indemnisation des heures supplémentaires ainsi qu'une allocation pour être équipés d'une voiture et d'un téléphone. Le gouvernement a également détaché 14 juristes du Département des affaires juridiques du ministère du Travail et des Affaires sociales auprès du Département de l'inspection du travail, après leurs heures normales de travail, en échange d'indemnités, et il a transféré 12 employés d'autres départements à celui de l'inspection du travail. Le gouvernement indique qu'environ 8 pour cent des inspecteurs sont des femmes et que ces inspectrices perçoivent la même rémunération et jouissent des mêmes privilèges que leurs homologues masculins. Le gouvernement dispense en outre une formation aux inspecteurs du travail, tant dans le pays qu'à l'étranger. Il déclare qu'il compte se prévaloir de l'assistance technique du Bureau pour former un nombre suffisant d'inspecteurs afin de leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la formation dispensée aux inspecteurs du travail, y compris sur la fréquence, la durée, le nombre des participants et les matières enseignées. Elle prie également le gouvernement de prendre des mesures pour veiller à ce que la formation nécessaire soit fournie aux fonctionnaires temporairement transférés à l'inspection du travail de manière à ce qu'ils puissent exercer de façon adéquate les fonctions qui leur sont assignées. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour assurer le recrutement d'inspecteurs du travail et d'interprètes capables de parler la langue des travailleurs migrants et pour augmenter le nombre des inspectrices.***

Articles 5 a), 17, 18 et 21 e). Coopération effective entre l'inspection du travail et le système judiciaire. Procédures légales et imposition efficace de sanctions appropriées. La commission note que, au cours de la discussion au sein de la Commission de l'application des normes, il a été souligné que le gouvernement avait commandé un rapport sur les travailleurs migrants dans le pays et que ce rapport contenait des recommandations relatives à l'inspection du travail. Ces recommandations incluaient le renforcement des pouvoirs des inspecteurs qui, actuellement, ne peuvent faire que des recommandations et ne sont pas habilités à imposer des sanctions, et elles portaient également sur l'amélioration de la coordination avec l'appareil judiciaire pour engager des poursuites en cas d'infraction.

La commission prend note de l'information fournie par le gouvernement dans son rapport, relative aux inspections effectuées en 2013 et au cours du premier trimestre de 2014 qui ont débouché sur l'émission d'avertissements afin qu'il soit remédié aux infractions et sur des rapports d'infraction (ce type de rapport est ensuite transmis au Département des relations du travail pour adoption de mesures ultérieures, y compris la saisine des tribunaux). Sur les 50 538 inspections effectuées en 2013, 825 ont donné lieu à un rapport d'infraction. La commission relève à cet égard l'augmentation significative du nombre des rapports d'infraction établis au cours du premier trimestre de 2014 (438 contre 825 pour toute l'année 2013), y compris une importante augmentation dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail. Le gouvernement indique que, au cours du premier trimestre de 2014, les autorités judiciaires ont eu à connaître de 448 affaires qui ont débouché sur 379 condamnations. ***La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour améliorer l'efficacité des mécanismes en vigueur pour le contrôle du respect de la législation, y compris des mesures pour renforcer les pouvoirs des inspecteurs du travail et promouvoir une collaboration effective avec le système judiciaire, et de fournir des informations à ce sujet. Elle prie le gouvernement de préciser le nombre de cas transmis aux autorités judiciaires par l'inspection du travail. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations non seulement sur le nombre de cas ayant débouché sur une condamnation, mais aussi sur les sanctions spécifiques imposées dans de tels cas. Elle le prie aussi de veiller à ce que, dans son rapport annuel, les statistiques relatives aux infractions décelées et aux sanctions imposées soient classées en fonction des dispositions juridiques auxquelles elles se rapportent, y compris en ce qui concerne la confiscation des passeports, les conditions de travail et le paiement des salaires dans les délais impartis.***

Articles 5 a), 14 et 21 f). Inspection du travail dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail. La commission note que, au cours de la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes,

plusieurs orateurs ont indiqué que le renforcement de l'inspection du travail contribuerait à protéger la sécurité et la santé au travail (SST) des travailleurs migrants dans le pays, en particulier dans le secteur de la construction puisqu'il y avait eu plusieurs décès de travailleurs provoqués par des accidents du travail.

La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il espère créer un département indépendant chargé de la SST qui inspectera les établissements dans ce domaine. Elle note également que dans son rapport le gouvernement indique que, au cours du premier trimestre de 2014, 3 485 visites ont été effectuées en matière de SST dans 920 établissements. La commission note que, bien que deux fois plus d'inspections aient été effectuées dans ce domaine par rapport à d'autres domaines liés au travail, ces inspections ont débouché sur l'émission d'un plus grand nombre d'avertissements (1 302 avertissements pour la SST contre 371 pour d'autres domaines liés au travail). La commission prend note également des informations détaillées fournies par le gouvernement sur les notifications reçues en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles ayant entraîné une invalidité. Elle note cependant que le gouvernement ne fournit pas d'information sur les accidents du travail mortels, quand bien même il indique que, lorsqu'un travailleur décède par suite de son travail ou au cours de celui-ci, l'employeur doit notifier ce décès au ministère du Travail et des Affaires sociales ainsi qu'à la police et à l'autorité médicale compétente. Selon le gouvernement, les chiffres sur les accidents du travail dépendent de la façon dont les notifications parviennent au ministère. ***La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre les efforts qu'il déploie pour renforcer les capacités de l'inspection du travail en ce qui concerne le contrôle de la sécurité et de la santé au travail, en particulier dans le secteur de la construction. Elle le prie également de prendre des mesures pour assurer la coordination et la collaboration entre les inspecteurs du travail et les inspecteurs dépendant du nouveau Département de la SST. La commission prie enfin le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'inspection du travail se voie notifier tous les accidents du travail et pour que les statistiques pertinentes, y compris sur les accidents du travail mortels, soient incluses dans le rapport annuel sur l'inspection du travail.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Saint-Marin

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985 (ratification: 1988)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Point I du formulaire de rapport. Législation. La commission saurait gré au gouvernement d'indiquer toute disposition légale nouvelle concernant les questions traitées par la convention, ainsi que les normes internationales appliquées lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et des méthodes utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques requises en vertu de la convention.

Article 2 de la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application des normes internationales les plus récentes, et de préciser quelles normes et directives sont appliquées pour chaque article de la convention dont les obligations ont été acceptées (à savoir les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15).

Article 7. La commission prie le gouvernement d'indiquer les concepts, les définitions et la méthodologie utilisés pour réaliser des estimations officielles concernant la population active, l'emploi et le chômage à Saint-Marin.

Article 8. La commission invite le gouvernement à fournir des informations d'ordre méthodologique concernant les concepts et les définitions relatifs aux statistiques sur la population active, qui se fondent sur les registres, conformément à l'article 6 de la présente convention.

Article 9, paragraphe 1. Notant que les statistiques annuelles sur les gains moyens et les heures réellement effectuées ne sont toujours pas ventilées par sexe, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires à cette fin et de tenir le Bureau informé de tout élément nouveau en la matière.

Article 9, paragraphe 2. La commission prie le gouvernement de s'assurer que ces statistiques sont transmises régulièrement au BIT.

Article 10. La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à la présente disposition et de tenir le Bureau informé de tout élément nouveau en la matière.

Article 11. La commission note qu'aucune information n'est disponible sur la structure de la rémunération et les prestations des salariés pour les éléments les plus importants. Par conséquent, elle demande au gouvernement s'il est possible de compiler des statistiques de ce type pour plus de quatre catégories du secteur manufacturier, et de les communiquer au BIT dès que cela sera réalisable, conformément à l'article 5 de la présente convention.

La commission prie également le gouvernement d'indiquer les mesures adoptées pour produire, publier et communiquer au BIT des informations d'ordre méthodologique précises sur les concepts, définitions et méthodes adoptés pour la compilation de statistiques concernant les rémunérations et prestations moyennes des salariés, conformément à l'article 6.

Article 12. La commission invite le gouvernement à communiquer des informations d'ordre méthodologique sur les indices des prix à la consommation (période de base décembre 2002 = 100), conformément à l'article 6 de la présente convention.

*Article 13. La commission note que le Bureau de la planification économique, de traitement des données et des statistiques fait régulièrement paraître des statistiques détaillées sur les dépenses des ménages dans la publication annuelle *Survey on the consumption and the San Marino families life style* (Enquête sur la consommation et le style de vie des familles de Saint-Marin). Toutefois, cette publication ne donne aucune information sur les sources, les concepts, les définitions et la méthodologie utilisés pour la collecte et la compilation de statistiques sur le revenu et les dépenses des ménages. La commission prie le gouvernement:*

- i) d'indiquer si les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ont été consultées lors de l'élaboration des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés (conformément à l'article 3); et*
- ii) de communiquer une description détaillée des sources, des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés lors de la collecte et de la compilation des statistiques sur le revenu et les dépenses des ménages, conformément à l'article 6.*

Article 14. La commission prie le gouvernement de fournir des informations plus complètes sur le système statistique, notamment sur les concepts et définitions utilisés pour les statistiques concernant les lésions professionnelles.

Article 15. Comme aucune donnée sur les grèves et les lock-out (taux de jours non travaillés par activité économique) n'a été fournie, la commission invite le gouvernement à communiquer des données conformément à l'article 5.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Slovénie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1992)

Législation. La commission prend note de la réponse du gouvernement à la demande qu'elle lui avait formulée de préciser le lien entre les dispositions qui se chevauchent de la loi sur l'inspection du travail (ZID) et de la loi sur l'inspection (ZIN). Le gouvernement indique que l'article 3 de la loi ZIN prévoit que, en cas de dispositions qui se chevauchent, les autres lois priment sur la loi ZIN. Toutefois, en ce qui concerne le chevauchement entre les deux lois ZIN et ZID, portant sur l'obstruction faite aux fonctions des inspecteurs du travail et qui prévoient des amendes de 1 500 et de 4 172 euros, respectivement, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 40 de la loi ZIN prévoit que, en cas de dispositions contradictoires relatives aux contraventions pour des faits d'obstruction, la législation qui prévaut est celle qui prescrit les sanctions les moins lourdes.

La commission note que, dans certains cas, une incertitude juridique subsiste quant à l'application des lois susmentionnées, par exemple en ce qui concerne le droit des inspecteurs du travail d'entrer librement dans des lieux de travail assujettis à l'inspection. A ce sujet, la commission note que l'article 13 de la loi ZID consacre ce droit tandis que l'article 21 de la loi ZIN prévoit des restrictions à ce droit dans certains cas. La commission prend également note des indications du gouvernement selon lesquelles une nouvelle loi sur l'inspection du travail est en cours de préparation. **La commission demande au gouvernement d'indiquer si, dans le cadre des initiatives législatives en cours, des mesures ont été prises ou sont envisagées pour consolider la loi ZID et la loi ZIN afin de garantir davantage de sécurité juridique en ce qui concerne les dispositions applicables à l'inspection du travail. La commission prie le gouvernement de communiquer copie de toute législation pertinente, si possible dans l'une des langues de travail du BIT, dès qu'elle aura été adoptée.**

Articles 6, 10 et 16 de la convention. Nombre et conditions de service des inspecteurs du travail. La commission note que le nombre des inspecteurs du travail est passé de 88 en 2011 à 81 en 2013 (soit actuellement 44 inspecteurs du travail pour les inspections dans le domaine des conditions générales de travail, 33 pour la sécurité et la santé au travail et quatre pour la sécurité sociale). Pendant la même période, le nombre de lieux de travail par inspecteur s'est accru de 2 108 à 2 314. La commission note que, selon le gouvernement, il est impérieux d'augmenter le nombre des inspecteurs en raison de l'accroissement du nombre de lieux de travail couverts par l'inspection du travail et des nouvelles tâches techniquement exigeantes. A ce sujet, la commission note qu'il était envisagé pour 2013 de créer quatre nouveaux postes d'inspecteur du travail. Elle note aussi que le gouvernement ne répond pas à ses commentaires précédents sur l'insuffisance des conditions de service des inspecteurs du travail, y compris en ce qui concerne les salaires, pour retenir les effectifs qualifiés et pour garantir l'indépendance des inspecteurs du travail vis-à-vis d'influences extérieures. **La commission demande au gouvernement d'indiquer les progrès accomplis pour augmenter le nombre des inspecteurs du travail afin de faire face à la charge de travail accrue. Elle prie également le gouvernement de spécifier les mesures prises ou envisagées pour améliorer les conditions de service des inspecteurs du travail et pour les rendre plus attractives pour les candidats qualifiés. La commission demande au gouvernement de spécifier les progrès accomplis ou les obstacles rencontrés à cet égard.**

Article 12, paragraphe 1 b). *Accès à des lieux de travail présumés être assujettis à l'inspection.* La commission avait noté précédemment que, conformément à la loi ZIN, les personnes propriétaires ou détentrices de locaux de travail,

de locaux de production ou d'autres sites ou terrains, qui ne sont pas l'employeur assujetti à l'inspection, peuvent refuser l'entrée à ces lieux de travail dans certaines conditions. La commission rappelle que les motifs de ce refus qui figurent à l'article 21 de la loi ZIN sont notamment le risque que l'inspection entraîne une situation très embarrassante ou des dommages matériels considérables, ou le risque de poursuites au pénal. La commission prend note des indications suivantes du gouvernement: l'article 13 de la loi ZID permet aux inspecteurs du travail d'entrer librement sur les lieux de travail et, dans la pratique, aucun cas de refus de laisser entrer des inspecteurs sur les lieux de travail au motif de l'article 21 de la loi ZIN n'a été enregistré. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle le droit pénal dispose que nul n'est tenu de s'incriminer. La commission souligne que, en vertu de l'article 12, paragraphe 1 b), les inspecteurs du travail seront autorisés à pénétrer de jour dans tous les locaux qu'ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer être assujettis au contrôle de l'inspection, afin d'assurer la protection efficace des travailleurs, et que cet article de la convention ne peut pas faire l'objet de restrictions. Se référant à son étude d'ensemble de 2006, la commission rappelle aussi que les diverses restrictions imposées par la législation ou la pratique au droit d'entrée des inspecteurs dans les lieux de travail ne peuvent que contrarier la poursuite des objectifs que les instruments assignent à l'inspection du travail, tels que définis dans la convention. **La commission demande donc au gouvernement de prendre des mesures pour rendre la législation nationale conforme à l'article susmentionné de la convention.**

Article 15 a). Interdiction d'avoir un intérêt quelconque direct ou indirect dans les entreprises assujetties au contrôle de l'inspection. La commission prend note de la mention du gouvernement aux articles 15 et 17 de la loi ZIN, qui donnent effet à l'article 15 a) de la convention. Toutefois, aucune des dispositions indiquées n'interdit directement aux inspecteurs du travail d'avoir un intérêt direct ou indirect dans les entreprises placées sous leur contrôle. **La commission demande donc au gouvernement de compléter la législation en vigueur afin de donner effet à cet article et de fournir des informations en la matière.**

Soudan

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1970)

Projet de stratégie sur l'inspection du travail. La commission prend note que, à la suite d'une demande d'assistance technique formulée par le gouvernement, un atelier national tripartite sur l'inspection du travail s'est tenu en mai 2014 en collaboration avec l'OIT. Cet atelier a porté sur les mesures visant à faire face aux difficultés actuelles du système d'inspection du travail et a débouché sur l'élaboration d'un projet de stratégie de l'inspection du travail. **La commission demande au gouvernement d'indiquer si le projet de stratégie sur l'inspection du travail a été adopté et, dans l'affirmative, d'indiquer les mesures spécifiques prises pour la mettre en œuvre.**

Article 4, paragraphes 1 et 2, de la convention. Organisation et fonctionnement effectif du système d'inspection du travail sous la surveillance et le contrôle d'une autorité centrale. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle un organigramme du Département de l'inspection du travail et des relations professionnelles a été élaboré et n'a pas encore été adopté. **Rappelant ses commentaires précédents sur le fonctionnement des services d'inspection du travail, la commission demande au gouvernement de poursuivre sa réforme de l'inspection du travail, y compris compte tenu du projet susmentionné de stratégie de l'inspection du travail, afin d'assurer le fonctionnement effectif du système d'inspection du travail sous la surveillance et le contrôle d'une autorité centrale. La commission demande également au gouvernement de fournir l'organigramme du Département de l'inspection du travail et des relations professionnelles, dès qu'il aura été adopté, ainsi qu'une liste actualisée des structures de l'inspection du travail dans les bureaux du travail à l'échelle des États et des informations sur les ressources allouées à ces bureaux.**

Articles 19, 20 et 21. Elaboration, publication et communication au BIT d'un rapport annuel. La commission note avec **préoccupation** que, depuis plus de vingt-cinq ans, il n'a pas été adressé au Bureau de rapport annuel sur les activités des services de l'inspection du travail. **La commission demande instamment au gouvernement de faire le nécessaire pour élaborer et publier un rapport annuel de l'inspection du travail contenant des informations sur l'ensemble des points couverts par l'article 21 et d'en communiquer copie au BIT. A cet égard, la commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau afin de remplir ses obligations au regard de ses dispositions.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Turquie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1951)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İŞ) annexées au rapport du gouvernement et reçues le 2 janvier 2014. Elle prend note également des observations de la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK) et de la Confédération des syndicats de salariés du secteur public (KESK), reçues de même le 1^{er} septembre 2014, ainsi que des observations de la TÜRK-İŞ et de la Confédération des syndicats

turcs authentiques (HAK-İŞ), reçues le 3 novembre 2014, toutes relatives à l'application de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et de la convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985.

Article 3, paragraphe 1 a) et b), articles 5 a), 10, 13, 14 et 16 de la convention. Inspection du travail et sécurité et santé au travail (SST). 1. *Occurrence des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle et notification à l'inspection du travail.* La commission avait précédemment pris note des informations communiquées par la TÜRK-İŞ signalant une augmentation du nombre des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle mortels déclarés auprès des caisses d'assurance sociale: de 866 en 2008 à 1 171 en 2009. A cet égard, elle note que la DISK, la KESK et la TÜRK-İŞ déclarent que le nombre des accidents du travail mortels en Turquie est très élevé et qu'il existe un problème de sous-déclaration des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle. **La commission invite le gouvernement à se reporter aux commentaires qu'elle formule dans le cadre de l'application de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et à étudier les modalités selon lesquelles le système de déclaration des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle pourrait être amélioré.**

2. *Action de l'inspection du travail dans le domaine de la SST, notamment dans le secteur minier.* La commission prend note des statistiques communiquées par le gouvernement selon lesquelles 19 469 visites d'inspection de SST ont été effectuées en 2011 et 11 533 en 2012. Elle note que, selon la DISK, les inspections du travail ne couvrent que 6 pour cent de l'ensemble des lieux de travail du pays. Selon la KESK, la catastrophe minière survenue à Soma, où 301 travailleurs ont perdu la vie, a été la conséquence d'un ensemble de négligences des règles préventives de SST. Selon la HAK-İŞ, le nombre des accidents du travail, et en particulier la catastrophe minière de Soma, montrent que les inspections axées sur la SST sont insuffisantes pour assurer le respect des obligations prévues en la matière par la loi. Dans ce contexte, la TÜRK-İŞ souligne la nécessité d'inspections de SST efficaces et elle déclare que les amendes administratives prévues en cas de non-respect de ces obligations ne sont pas dissuasives.

La commission note que, d'après le rapport du gouvernement, le secteur minier a été l'un des secteurs prioritaires en 2012, avec 747 inspections de SST effectuées cette année-là. Considérant la situation sur le plan de la SST dans le pays, la TÜRK-İŞ se réjouit des plans prévus par le gouvernement pour 2014-2018 dans les secteurs de la métallurgie, des mines et de la construction pour la prévention des accidents du travail. En outre, la commission note que le gouvernement a annoncé au cours d'une conférence de presse en novembre 2014 l'adoption de tout un ensemble de mesures de SST dans le secteur des industries extractives et dans celui de la construction, mesures qui concernent notamment l'inspection du travail, dans le but de faire reculer le nombre des accidents du travail mortels et de renforcer les normes de sécurité sur les lieux de travail dans ces secteurs. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour améliorer l'efficacité de l'inspection du travail sur le plan de la SST, notamment dans le secteur des industries extractives, et de communiquer des données statistiques détaillées sur les activités de prévention et de contrôle déployées par l'inspection du travail (nombre des lieux de travail, des travailleurs qui y sont employés, des visites effectuées sur ces lieux, des mesures de prévention ordonnées telles que les injonctions avec effet immédiat dans les cas de danger imminent pour la santé ou la sécurité des travailleurs, infractions constatées en matière de SST et sanctions imposées avec indication des dispositions légales enfreintes, nombre des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle).**

La commission prie le gouvernement de communiquer des données statistiques ventilées en ce qui concerne le secteur des industries extractives, en particulier le nombre des lieux de travail assujettis à l'inspection (y compris leur importance et leur répartition géographique) ainsi que le nombre de ces lieux de travail qui ont été inspectés par l'inspection du travail. La commission prie également le gouvernement de donner des informations sur l'autorité responsable de l'inspection du travail dans le secteur minier et sur le nombre des inspecteurs du travail spécialisés dans ce domaine.

3. *Conditions relatives à la SST dans le cadre de la sous-traitance.* Selon la KESK, les accidents du travail surviennent principalement dans des situations de sous-traitance. La TÜRK-İŞ déclare que près d'un million de travailleurs sont employés par des sous-traitants et que, en raison de l'absence de contrôle de l'inspection du travail dans ce secteur, ces travailleurs doivent supporter des conditions de travail insalubres et dangereuses.

La commission prend note des statistiques communiquées par le gouvernement concernant les activités visant à déceler les pratiques de sous-traitance illégales et les résultats de ces activités, statistiques d'après lesquelles 59 sous-traitants ont été contrôlés et 10 490 travailleurs ont été dénombrés, et ces contrôles ont donné lieu à l'imposition d'amendes administratives dans 15 cas. Elle note qu'aucune information spécifique n'est donnée par le gouvernement quant au nombre des cas de non-respect des dispositions relatives à la SST sur ces lieux de travail. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur l'action de prévention ou d'intervention de l'inspection du travail visant à faire respecter les dispositions légales ayant trait aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans les situations de sous-traitance (nombre des contrôles pertinents effectués, nombre des infractions découvertes et dispositions légales enfreintes, mesures prises par la suite).**

4. *Inspection du travail dans l'économie informelle.* La commission note que la TÜRK-İŞ dénonce la persistance de problèmes (non-paiement du salaire minimum, omission de déclaration des travailleurs auprès des organismes de

sécurité sociale et pratiques de sous-traitance néfastes) dans l'économie informelle, secteur qui représente une part importante de l'économie nationale, et estime que l'inspection du travail devrait s'en saisir. La commission prend note à cet égard des données statistiques communiquées par le gouvernement sur les activités de l'inspection du travail, y compris les effets dont ont été suivies les visites visant à déceler le travail clandestin et notamment à déclarer auprès des organismes de sécurité sociale les travailleurs qui ne l'ont pas été aux fins de leur enregistrement. Etant donné que la commission fait depuis de nombreuses années état de l'absence de statistiques relatives au nombre de lieux de travail non enregistrés et de travailleurs non assurés, ce qui rend difficile l'inspection des lieux en question, elle note avec *intérêt* que, dans le cadre du septième plan d'action de la stratégie de lutte contre l'économie informelle, un système a été mis en place pour permettre aux inspecteurs du travail d'avoir accès aux informations pertinentes de multiples institutions. **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des statistiques relatives au contrôle de l'application des dispositions légales ayant trait aux conditions de travail et à la protection des travailleurs grâce à l'action de l'inspection du travail relative au travail non déclaré (nombre de cas dans lesquels des travailleurs ont été enregistrés auprès des organismes de sécurité sociale, nombre de cas dans lesquels des travailleurs ont recouvré des arriérés de salaires dus au titre d'une relation d'emploi antérieure, etc.). La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur le nombre estimatif de travailleurs non déclarés et non assurés (notamment ceux qui sont employés dans le secteur des industries extractives ou qui sont en sous-traitance).**

Articles 10 et 16. Nombre des inspecteurs du travail, fréquence et soin des inspections. La commission avait noté précédemment que 840 inspecteurs du travail étaient employés par l'inspection du travail en 2011 et qu'un millier de nouveaux postes d'inspecteurs avaient été approuvés et étaient en cours d'attribution. A cet égard, la commission se félicite de la progression du nombre des inspecteurs, passé de 840 à 1 020 (en août 2013). Selon la DISK, le nombre des inspecteurs serait actuellement de 1 050, dont 460 inspecteurs chargés des questions sociales et 590 inspecteurs chargés des questions techniques. La commission croit comprendre, d'après les indications du gouvernement, que les inspecteurs du travail ne sont pas tous habilités à effectuer des inspections. Elle note également que, selon la TÜRK-İŞ, il serait nécessaire d'accroître encore le nombre des inspecteurs du travail et, selon la DISK, leur nombre actuel ne suffit pas pour assurer un exercice efficace des fonctions de cette administration et, au surplus, les contrôles et les sanctions sont loin d'être dissuasifs.

La commission note que le nombre des contrôles de l'inspection du travail a enregistré une baisse continue de 2010 à 2012, étant passé de 46 969 à 38 131. Elle note que le gouvernement explique cette baisse comme résultant de l'introduction d'une démarche proactive en matière d'inspection, en conséquence de quoi chaque visite prend plus de temps. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les progrès concernant l'attribution des postes d'inspecteurs du travail encore vacants. Compte tenu de la baisse très sensible du nombre des inspections ces dernières années, elle encourage le gouvernement à assurer à ce que le nombre des inspecteurs du travail et celui des visites et contrôles soient assez élevés pour assurer une application effective des dispositions légales ayant trait aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession.**

Assistance technique. La commission note qu'une «réunion nationale tripartite sur l'amélioration de la SST dans les mines» s'est tenue au ministère du Travail et de la Sécurité sociale les 16 et 17 octobre 2014 avec la coopération de l'OIT et, qu'à l'issue de cette réunion, le gouvernement, les représentants des travailleurs et les représentants des employeurs sont convenus des éléments essentiels d'une feuille de route qui comprend un chapitre sur l'inspection du travail. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toutes mesures prises ou envisagées touchant à l'inspection du travail, suite à l'assistance technique qui a été fournie par le Bureau dans le contexte de l'activité susmentionnée.**

La commission soulève par ailleurs d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Yémen

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1976)

Réforme de la législation du travail. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle des projets d'amendement du Code du travail ont été approuvés et seront présentés au Parlement. A ce sujet, la commission note que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur les mesures législatives prises pour traiter les questions que la commission a soulevées précédemment, notamment la question de savoir si les projets d'amendement donnent aux inspecteurs du travail la faculté d'interroger les employeurs ou les travailleurs (*article 12 c) i) de la convention*), et si ces projets prévoient des sanctions plus lourdes en cas d'infractions à la législation du travail, y compris en cas d'obstruction aux inspecteurs du travail, afin que ces sanctions soient suffisamment dissuasives (*articles 17 et 18 de la convention*). **La commission demande au gouvernement d'indiquer les mesures législatives prises en ce qui concerne les questions**

susmentionnées qui portent sur les articles 12 c) i), 17 et 18 de la convention. Prière également de communiquer copie du Code du travail tel que révisé dès qu'il aura été adopté.

Articles 4, 5 a), 6, 8, 9, 10 et 11 de la convention. Organisation et fonctionnement effectif du système d'inspection du travail sous la supervision et la surveillance d'une autorité centrale, y compris l'octroi de ressources humaines et de moyens matériels suffisants au service de l'inspection du travail, ainsi que de conditions appropriées de service aux inspecteurs du travail. La commission avait noté précédemment, à la lecture du rapport d'audit de l'inspection du travail de l'OIT, effectué à la demande du gouvernement en 2009, les points suivants: i) la coordination est insuffisante entre les deux départements chargés de l'inspection du travail au ministère des Affaires sociales et du Travail (MOSAL) (à savoir la Direction de l'administration générale de l'inspection du travail (GALI) et l'Administration générale de la sécurité et de la santé au travail (GAOSH)); et la coordination est insuffisante entre le MOSAL et la GALI, ainsi que d'autres administrations qui assurent des services analogues; ii) le nombre d'inspecteurs et d'inspectrices du travail, y compris de spécialistes de la sécurité et de la santé au travail (SST) est insuffisant; iii) les conditions logistiques minimales requises pour l'inspection du travail ne sont pas réunies (absence de moyens de transport et non-remboursement des frais professionnels, impossibilité pour les inspecteurs du travail d'accéder à des ordinateurs et à l'Internet, etc.); et iv) les salaires et les prestations des inspecteurs du travail ne sont pas suffisants pour leur assurer au moins le minimum vital.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la coordination entre la GALI et la GAOSH dans le secteur des relations professionnelles du MOSAL est constante, et il est envisagé de renforcer la coordination des services d'inspection du travail avec la Corporation générale de l'assurance sociale (GSCI) et d'autres organes compétents. La commission note aussi que le MOSAL envisage la possibilité de créer une institution indépendante placée sous la tutelle du ministère qui intégrera les fonctions d'inspection du travail et de SST, comme cela a été recommandé dans le rapport d'inspection du travail de 2009 de l'OIT. Toutefois, le gouvernement indique que la situation économique actuelle n'est pas favorable et qu'il s'efforce de trouver les ressources financières nécessaires pour financer les activités du ministère. En ce qui concerne les conditions de service des inspecteurs du travail, le gouvernement indique que le MOSAL cherche à obtenir des ressources budgétaires complémentaires pour les inspecteurs du travail et de la SST, dans le cadre du budget du ministère pour les prochaines années. ***La commission encourage le gouvernement à faire tout son possible pour que les services d'inspection du travail disposent des ressources financières nécessaires pour fonctionner de manière effective. Prière également de fournir des informations actualisées sur le budget du MOSAL consacré à cette fin et de préciser sa proportion dans le budget national.***

A ce sujet, la commission demande à nouveau au gouvernement de préciser les mesures prises ou envisagées pour mettre en œuvre les recommandations figurant dans l'audit de 2009 sur l'inspection du travail, en particulier: i) les mesures mises en place pour garantir une coopération efficace entre la GALI, la GAOSH et les autres institutions publiques ou privées, ainsi que les entités qui déploient des activités analogues à celles de l'inspection du travail; ii) l'accroissement du nombre des inspecteurs du travail; iii) l'octroi de ressources matérielles appropriées (entre autres, ordinateurs, équipements et moyens de transport disponibles); et iv) les mesures prises pour garantir que les conditions de service des inspecteurs du travail, y compris le système des niveaux de rémunération et de salaire, sont telles que les inspecteurs du travail sont indépendants de toute influence extérieure induite et qu'ils bénéficient de la neutralité requise pour s'acquitter comme il convient de leurs fonctions, conformément aux principes établis dans l'article 6 de la convention.

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 63** (Algérie, Barbade, Chili, Cuba, France, France: Nouvelle-Calédonie, France: Polynésie française); la **convention n° 81** (Allemagne, Bangladesh, Colombie, République de Corée, Emirats arabes unis, Gabon, Grenade, Guatemala, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Maroc, Maurice, République de Moldova, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pays-Bas: Curaçao, Pays-Bas: Partie caribéenne des Pays-Bas, Pays-Bas: Sint Maarten, Pérou, Qatar, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Tadjikistan, Togo, Turquie, Yémen); la **convention n° 129** (Guatemala, Islande, Kenya, Lettonie, Luxembourg, Malte, Maroc, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Slovaquie, Togo); la **convention n° 150** (Albanie, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Belize, Bénin, Burkina Faso, Cambodge, République centrafricaine, Chine, Congo, Costa Rica, Cuba, Danemark, République dominicaine, Dominique, El Salvador, Finlande, Gabon, Guyana, Jordanie, République démocratique du Congo, Saint-Marin, République tchèque, Togo); la **convention n° 160** (Allemagne, Australie, Australie: île Norfolk, Hongrie, Irlande, Italie, Swaziland).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 129** (Slovénie); la **convention n° 150** (Chypre).

Politique et promotion de l'emploi

Algérie

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1969)

Articles 1 et 3 de la convention. Mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Participation des partenaires sociaux. En réponse aux commentaires antérieurs, le gouvernement indique dans son rapport que, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de la promotion de l'emploi, les pouvoirs publics sont soucieux de poursuivre la mise en œuvre des axes du plan d'action pour la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage adopté en 2008. Selon les données publiées par l'Office national des statistiques en avril 2014, la population active s'élevait à 11 716 000 personnes, le taux de participation de la population âgée de 15 ans et plus s'estimait à 41,5 pour cent, alors que le taux d'emploi était de 37,5 pour cent au niveau national (s'élevant à 60,5 pour cent chez les hommes et 14 pour cent chez les femmes). A cette même période, 1 151 000 personnes étaient au chômage, le taux de chômage s'élevant à 9,8 pour cent au niveau national. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur les résultats atteints et les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs du plan d'action pour la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage, en joignant des informations quantitatives actualisées sur les résultats des mesures mises en place pour stimuler la croissance et le développement économique, élever le niveau de vie, répondre aux besoins de main-d'œuvre et résoudre le problème du chômage et du sous-emploi (article 1, paragraphe 1). Elle invite également le gouvernement à fournir des données actualisées sur la population active et sa répartition, la nature, l'ampleur et les tendances du sous-emploi et du chômage, ventilées par âge, par sexe et par région. De plus, la commission invite le gouvernement à communiquer des informations précises sur la contribution des partenaires sociaux à l'élaboration du nouveau plan d'action pour l'emploi, en indiquant de quelle manière il a été tenu compte de l'avis des travailleurs du secteur rural et de l'économie informelle, pour qu'ils collaborent entièrement à l'élaboration des politiques de l'emploi et qu'ils aident à recueillir des appuis en faveur des mesures prises en la matière.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Allemagne

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1971)

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Application d'une politique active de l'emploi. Evolution du marché du travail. La commission prend note du rapport soumis par le gouvernement en juillet 2013 qui contient des informations répondant à l'observation de 2012. Elle prend également note des observations de la Confédération allemande des syndicats (DGB), reçues en septembre 2013. Le gouvernement fait part des modifications apportées à la loi sur l'amélioration de l'insertion sur le marché du travail, en vigueur depuis 2012, qui couvre les mesures de promotion active de l'emploi et les prestations sociales pour les demandeurs d'emploi. Le gouvernement souligne que ces mesures ont favorisé le placement en emploi en décentralisant les moyens d'action concernant la main-d'œuvre, en renforçant la prise de décisions au niveau local, en améliorant la flexibilité et la transparence de l'élaboration et de la mise en œuvre des moyens d'action concernant la main-d'œuvre et en élevant le contrôle de la qualité chez les prestataires de services concernant le marché du travail. Le gouvernement mentionne également un train de mesures budgétaires visant à réduire la fiscalité des entreprises afin d'encourager l'investissement et la création d'emplois. La commission note que, depuis 2009, on compte quelque 500 000 chômeurs de moins. En 2013, le pays comptait 2,9 millions de chômeurs, chiffre le plus bas depuis vingt ans. Le gouvernement indique que, fin juin 2013, le pays comptait 41,6 millions de personnes en emploi et que 28,9 millions d'employés étaient soumis à l'assurance sociale obligatoire. En septembre 2013, le taux d'emploi des femmes était de 71,5 pour cent et le taux d'emploi des travailleurs âgés s'élevait à 61,5 pour cent. Le nombre de jeunes âgés de 15 à 25 ans au chômage a légèrement augmenté, passant de 279 000 en 2011 à 291 000 en 2013. Pour les 20 à 25 ans, le taux de chômage a augmenté de 2,9 pour cent par rapport à l'année précédente (246 000 chômeurs). **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les mesures actives du marché du travail qu'il prend et, en particulier, à indiquer comment elles sont déterminées et régulièrement revues dans le cadre d'une politique économique et sociale coordonnée, en consultation avec les partenaires sociaux.**

Jeunes. Chômage de longue durée. En réponse aux précédents commentaires, le gouvernement indique que, pour combattre le chômage de longue durée, il a conçu et mis en place, en coopération avec d'autres Etats membres de l'Union européenne (UE), le programme intitulé «Insertion par l'échange» (IdA) qui vise à augmenter la création de possibilités d'emploi et à les améliorer pour les jeunes défavorisés et les personnes ayant un handicap en soutenant la formation pratique internationale au sein de l'UE. Le gouvernement souligne que, en 2013, 9 000 candidats avaient été placés dans des formations en interne dans d'autres Etats membres de l'UE et que deux tiers des jeunes chômeurs candidats, qui

étaient sans emploi depuis quinze mois en moyenne, avaient débuté un apprentissage ou trouvé un emploi soumis à l'assurance sociale obligatoire dans les six mois qui avaient suivi leur sortie du programme IdA. En outre, le gouvernement indique que le ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, en collaboration avec les *Länder*, a élaboré une stratégie consistant à recueillir des informations sur les réussites enregistrées afin d'élaborer des lignes directrices et des principes à prendre en compte dans le traitement de la situation des bénéficiaires de prestations de chômage de longue durée. La DGB s'est dite préoccupée par le peu d'amélioration de la situation de ceux qui bénéficient de prestations depuis longtemps. D'après les données communiquées par la DGB, les dépenses liées aux mesures de promotion de l'emploi dans le cadre du système d'aide sociale ont été réduites de 6,6 milliards d'euros en 2010 à 3,9 milliards en 2013. ***La commission invite le gouvernement à présenter d'autres informations sur les résultats du programme IdA en matière d'insertion des jeunes chômeurs sur le marché du travail. Elle invite également le gouvernement à fournir des informations sur les mesures prises pour aider ceux qui bénéficient depuis longtemps de prestations à obtenir un emploi durable.***

Offre de main-d'œuvre qualifiée. Le gouvernement indique que le Pacte national sur la formation professionnelle et l'éducation s'achève en 2014. La commission note que, entre 2011 et 2012, 517 000 places d'apprentissage étaient signalées, soit quasiment le même nombre que pour l'année précédente. En janvier 2013, la campagne de placement menée conjointement par les différentes agences d'emploi et chambres de commerce et d'industrie avait permis de réduire le nombre de candidats non placés à 7 700. Chacun des candidats ayant participé aux manifestations organisées dans le cadre de cette campagne se voyait proposer sept places d'apprentissage en moyenne. Malgré cela, la DGB demande qu'une formation supplémentaire plus ciblée et correctement financée soit mise en place pour aider les chômeurs de longue durée à s'insérer sur le marché du travail. ***La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur les nouvelles mesures prises pour doter les chômeurs des compétences professionnelles nécessaires.***

«Mini-emplois». *Travailleurs des agences d'emploi temporaire.* La commission prend note des préoccupations de la DGB en ce qui concerne les «mini-emplois». La DGB affirme que près de 4,8 millions de personnes occupent exclusivement des «mini-emplois», une forme d'emploi à temps partiel permettant aux travailleurs de gagner un salaire qui, lorsqu'il ne dépasse pas les 450 euros mensuels, ne relève pas du régime fiscal ordinaire. Elle signale également qu'un emploi sur trois enregistré par les agences d'emploi concerne un travail temporaire (*Leiharbeit*) dont la durée moyenne est de trois mois. Dans ce cas, les travailleurs n'arrivent que rarement à trouver un emploi permanent. ***La commission invite le gouvernement à présenter des informations sur les mesures prises, en consultation avec les partenaires sociaux, pour promouvoir l'emploi durable des travailleurs qui occupent des «mini-emplois» et les travailleurs qui n'ont pas un emploi régulier.***

Angola

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1976)

Article 1 de la convention. Contribution du service de l'emploi à la promotion de l'emploi. Se référant aux commentaires qu'elle formule depuis de nombreuses années, la commission prend note des informations que le gouvernement a transmises en mai 2014 au sujet du programme de revitalisation, d'expansion et de modernisation des centres pour l'emploi. Le gouvernement indique que 16 pavillons du travail ont été créés et fonctionneront dans diverses localités. Ces pavillons sont des services exécutifs indirects qui relèvent de l'Institut national de l'emploi et de la formation professionnelle (INEFOP) et ont pour vocation d'aider à la réalisation d'activités professionnelles spécifiques (recrutement de main-d'œuvre et réalisation d'activités professionnelles) ainsi que de participer à la reconnaissance, à la validation et à la certification des compétences. La commission rappelle la nécessité de garantir la fonction essentielle du service de l'emploi public et gratuit qui est de promouvoir l'emploi dans le pays. ***Par conséquent, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir un rapport contenant les statistiques disponibles sur le nombre de bureaux publics de placement existants, de demandes d'emploi reçues, d'offres d'emploi notifiées et de placements effectués par ces bureaux (Point IV du formulaire de rapport). De plus, la commission demande à nouveau de fournir dans le prochain rapport des informations sur les questions suivantes:***

- ***les consultations intervenues avec les représentants des employeurs et des travailleurs sur l'organisation et le fonctionnement du service de l'emploi (articles 4 et 5);***
- ***la manière dont le service de l'emploi a été organisé et les activités qu'il entreprend en vue d'assurer efficacement les fonctions énumérées à l'article 6;***
- ***les activités du service public de l'emploi en faveur des catégories de demandeurs d'emploi en situation socialement vulnérable, en particulier les personnes handicapées (article 7);***
- ***les mesures adoptées afin d'aider les jeunes dans le domaine des services de l'emploi et de l'orientation professionnelle (article 8);***

- les mesures proposées afin de fournir une formation initiale ou supplémentaire aux agents du service de l'emploi (article 9, paragraphe 4);
- les mesures proposées par le service de l'emploi, en collaboration avec les partenaires sociaux, pour encourager la pleine utilisation du service de l'emploi (article 10); et
- les mesures prises ou envisagées par le service de l'emploi pour assurer la coopération entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés (article 11).

Australie

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1969)

Politiques actives du marché du travail. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement ainsi que des observations du Conseil australien des syndicats (ACTU) reçues en septembre 2014. Le gouvernement indique que, dans un contexte international en demi-teinte et avec une croissance économique intérieure inférieure à la normale, le marché du travail, en Australie, a montré une relative faiblesse au cours des trois années écoulées de juin 2011 à juin 2014. Après une élection générale en septembre 2013, le nouveau gouvernement s'est engagé à améliorer la productivité en encourageant la participation à la vie active. La commission note que la croissance de l'emploi a été de 365 400 personnes au cours des trois années susmentionnées, la population active ayant atteint 11 576 900 personnes en juin 2014, soit un taux moyen d'augmentation annuelle de 1,1 pour cent, nettement en dessous du taux de la tendance à long terme, à savoir 2,0 pour cent. De plus, en Australie, 163 000 personnes supplémentaires se sont retrouvées au chômage au cours de la période considérée, le nombre des chômeurs s'élevant au total à 745 200 personnes. Le taux de chômage est passé de 4,9 pour cent en juin 2011 à 6,0 pour cent en juin 2014. Le gouvernement indique que le chômage de longue durée (celui des personnes au chômage depuis 52 semaines ou plus) s'est accru dans des proportions importantes ces dernières années, à savoir de 60 500 personnes entre juin 2011 et juin 2014, pour atteindre 172 400 personnes, son niveau le plus élevé depuis novembre 1999. Des mesures supplémentaires ont été prises dans le cadre du Programme Job Services Australia (JSA) 2012-2015 pour aider les chômeurs de très longue durée à trouver un emploi. De plus, certains volets du budget gouvernemental 2014 sont plus spécifiquement conçus pour remédier au chômage dans le pays et ciblés sur les groupes plus particulièrement touchés. Dans ses observations, l'ACTU a dit qu'elle considérait le travail précaire comme l'un des problèmes les plus urgents auxquels sont confrontés aujourd'hui les travailleurs en Australie. L'ACTU affirme que 40 pour cent de tous les travailleurs du pays exercent leur activité dans le cadre de dispositions hors normes telles que le travail occasionnel, les emplois à durée déterminée, le statut de contractant et le travail intérimaire. Un pourcentage remarquablement élevé – 25 pour cent – de tous les salariés travaillent sur une base occasionnelle. Bien que l'ACTU reconnaisse que ces formes d'emploi ont leurs propres justifications réelles et légitimes, elles sont de plus en plus utilisées, et employées à mauvais escient, pour éviter d'avoir à s'acquitter des responsabilités qui vont de pair avec une relation d'emploi continue et permanente. L'ACTU estime que l'obligation d'appliquer, en tant qu'objectif majeur, une politique active de promotion d'un emploi plein, productif et librement choisi, conformément à l'article 1 de la convention, implique que le gouvernement prenne des mesures positives pour résoudre le problème du travail précaire. **Compte tenu des observations de l'ACTU, la commission prie le gouvernement de préciser comment, conformément à l'article 2 de la convention, il revoit régulièrement, en fonction des résultats obtenus, les mesures et politiques adoptées, dans le but de réaliser les objectifs d'un emploi plein, productif et librement choisi, tels que stipulés à l'article 1. La commission invite également le gouvernement à fournir des informations sur les résultats des mesures adoptées pour résoudre le problème du chômage de longue durée et du sous-emploi, y compris des informations sur le nombre des bénéficiaires du programme qui ont obtenu un emploi durable.**

Emploi des jeunes travailleurs. La commission note que, pour les jeunes (les personnes âgées de 15 à 24 ans), les conditions du marché du travail se sont détériorées au cours des trois années antérieures au mois de juin 2014, le nombre de leurs emplois ayant diminué de 37 400 (soit 2,0 pour cent) tandis que, pour cette même cohorte, le taux de chômage est passé de 11,2 pour cent en juin 2011 à 13,6 pour cent en juin 2014. Dans le cadre du budget de 2014-15, et à partir du 1^{er} janvier 2015, les jeunes de moins de 30 ans dont la capacité de travail est entière seront tenus soit d'étudier, soit de gagner leur vie, les critères d'octroi au Programme «newstart» et les allocations pour les jeunes étant devenus plus stricts. Le Programme «Green Army» permettra par ailleurs à des jeunes âgés de 17 à 24 ans, dont le nombre pourra atteindre 15 000 personnes, de bénéficier d'une expérience du travail dans le cadre d'emplois liés à l'environnement. Les jeunes demandeurs d'emploi peuvent rejoindre la Green Army au lieu d'adhérer au Programme Travail contre allocations de chômage. La commission prend note des observations de l'ACTU selon lesquelles le Programme «Green Army» et le Programme Travail contre allocations de chômage souffrent des mêmes insuffisances. Il n'y a aucune garantie d'emploi permanent pour les participants et aucune obligation d'utiliser un financement du Commonwealth pour aider les demandeurs d'emploi désavantagés à trouver du travail. Il n'y a pas non plus d'obligation, pour les fournisseurs de services d'emploi, d'aider les participants en leur dispensant une formation sur le tas structurée, en les assistant avec un

parrainage ou en leur fournissant des informations sur d'autres services de l'emploi. *Attentive aux préoccupations exprimées par l'ACTU, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'impact des mesures budgétaires prises en 2014-15 pour encourager et soutenir les niveaux d'emploi des jeunes et réduire leur taux de chômage.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Brésil

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1969)

Articles 1 et 2 de la convention. Application d'une politique active de l'emploi dans le cadre d'une politique économique et sociale coordonnée. Le gouvernement souligne dans son rapport que la coordination des politiques dans les différents domaines a favorisé l'apparition d'une conjoncture centrée sur la création d'emplois qui s'est traduite par une plus grande intégration des individus dans la vie active, une expansion de la classe moyenne, une expansion de la consommation, du crédit et de l'offre, une redistribution des revenus et un recul de la pauvreté. La commission note également qu'en 2011 le Programme d'accélération de la croissance (PAC) est entré dans sa deuxième phase en s'inscrivant dans la même réflexion stratégique tout en faisant davantage appel aux ressources des Etats et des communes et à des alliances avec ceux-ci pour la réalisation d'ouvrages structurels susceptibles d'apporter une amélioration de la qualité de vie pour tous. De même, en 2011, le gouvernement a lancé le plan «*Brasil Maior*», qui incarne la politique du gouvernement fédéral sur les plans industriel, technologique et du commerce extérieur. Le défi incarné par ce plan est de préserver une croissance économique inclusive malgré une conjoncture économique défavorable et de procéder aux changements structurels nécessaires à l'insertion du pays dans l'économie mondiale. Le plan est centré sur l'innovation et sur l'intensification de la production du parc industriel, avec en ligne de mire des gains soutenus en termes de productivité du travail. Le gouvernement argue que, lorsque la demande agrégée baisse, la création d'emplois se trouve compromise; les attentes des entreprises en termes de chiffre d'affaire, qui se basent, à titre de référence, sur les chiffres les plus récents, déterminent le niveau de l'emploi dans chaque entreprise; la consommation a un effet déterminant sur le niveau de l'emploi puisque l'embauche s'effectue en tenant compte de l'évolution du marché. D'après les données publiées par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), le marché de l'emploi a connu une évolution favorable et le taux de chômage en moyenne annuelle s'est chiffré à 5,4 pour cent, taux le plus bas depuis 2002. La CEPAL relève également la création de 1,1 million d'emplois dans l'économie formelle en même temps qu'une poursuite de la baisse du taux de chômage au cours des quatre premiers mois de l'année 2014, chômage qui n'affectait plus que 5 pour cent de la population active (contre 5,6 pour cent au cours de la même période, en 2013). ***La commission invite le gouvernement à continuer de communiquer des informations détaillées sur les politiques et les mesures déployées en vue de parvenir aux objectifs fixés par la convention. Elle l'invite également à continuer de communiquer des informations sur les retombées du Programme d'accélération de la croissance (PAC) et du plan «Brasil Maior» en termes d'expansion de l'emploi productif. Elle le prie enfin de donner des informations sur les mesures prises pour faire progresser la participation sur le marché de l'emploi de groupes socialement vulnérables tels que les jeunes, les travailleurs âgés, les femmes en quête d'emploi, les travailleurs migrants, les personnes appartenant à des minorités ethniques et les personnes handicapées, notamment sur les taux de chômage affectant ces diverses catégories, par comparaison avec les taux de chômage globaux.***

Politiques de l'éducation et de la formation professionnelle. Emploi des jeunes. La commission note que, d'après le rapport qu'il a présenté en 2013 au titre de la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, le gouvernement avait lancé un Programme national d'accès à l'enseignement technique et à l'emploi (PRONATEC) (loi n° 12513 de 2011) ayant pour ambition d'élargir l'offre d'enseignement professionnel et technique. Le gouvernement indique que, suite à l'approbation du PRONATEC, des changements ont été introduits dans le Plan national concernant les qualifications (PNQ). Il fait valoir que l'amélioration des qualifications des travailleurs est un facteur déterminant pour le développement du pays et a une incidence directe sur la productivité et sur les revenus des travailleurs. Il a été constaté, sur la période 2004-2012, une augmentation du nombre des travailleurs plus qualifiés et, simultanément, un recul du nombre des travailleurs dont le nombre des années d'études est inférieur à huit ans. Enfin, le gouvernement se réfère au programme lancé en 2008 par le ministère du Travail et de l'Emploi sous le titre «*Projovem Trabalhador – Juventude Cidadã*» dans l'objectif de préparer les jeunes de 18 à 29 ans au marché de l'emploi. ***La commission demande au gouvernement de continuer de fournir des informations sur l'impact du PRONATEC, du PNQ et du programme intitulé «Projovem Trabalhador – Juventude Cidadã» ainsi que des autres initiatives visant à offrir aux travailleurs la possibilité de bénéficier de la formation nécessaire à l'accès à des emplois convenables, dans lesquels ils peuvent mettre à profit leur formation et leurs qualifications. Elle l'invite à nouveau à communiquer des informations sur les consultations menées avec les partenaires sociaux à propos des politiques de l'éducation et de la formation professionnelle et du lien entre ces politiques et les perspectives de l'emploi.***

Cambodge

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1971)

Articles 1 et 3 de la convention. Formulation et mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Consultation des partenaires sociaux. La commission prend note des rapports du gouvernement reçus en octobre 2013 et septembre 2014 en réponse à l'observation de 2011. Le gouvernement déclare avoir l'intention d'établir plusieurs plates-formes politiques dans le domaine du travail et de l'emploi, notamment en vue de la formulation d'une politique nationale de l'emploi afin de tenir compte des progrès socio-économiques. La commission note à cet égard que les principales priorités et activités du plan national 2014-2018 de développement stratégique sont notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique nationale de l'emploi pour aligner étroitement le secteur de l'emploi sur les besoins du développement économique. **La commission demande donc au gouvernement de présenter des informations sur les progrès accomplis dans la formulation et la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et sur les consultations tenues avec les partenaires sociaux à cet égard.**

Article 2. Statistiques et informations sur le marché du travail. La commission prend note des objectifs fixés par le Département de l'information sur le marché du travail, qui sont notamment d'assurer une assistance technique aux fonctionnaires responsables des statistiques du travail et des informations sur le marché du travail dans les départements provinciaux chargés du travail et de la formation professionnelle. La commission prend note aussi du rapport sur l'enquête de 2012 sur la main-d'œuvre et le travail des enfants au Cambodge, publié en novembre 2013, qui a été établi par des fonctionnaires de l'Institut national de statistique avec l'assistance du BIT. Elle note que le taux d'activité au Cambodge était estimé à 68,8 pour cent en 2012 (75,8 pour cent pour les hommes et 62,4 pour cent pour les femmes). Les enquêtes précédentes sur la main-d'œuvre remontaient à 2000 et 2001. La commission se réfère au paragraphe 70 de son étude d'ensemble de 2010 sur les instruments relatifs à l'emploi dans laquelle elle a souligné la nécessité de rassembler et d'analyser les données statistiques et les tendances en tant que base des décisions relatives aux mesures de politique de l'emploi. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations statistiques récentes, ventilées par âge et sexe, sur le marché du travail et les tendances de l'emploi dans le pays. Prière d'indiquer aussi comment les données sur le marché du travail sont rassemblées et utilisées pour déterminer et revoir régulièrement les mesures de politique de l'emploi.**

Politiques d'éducation et de formation. La commission prend note des divers programmes proposés et du nombre de leurs bénéficiaires de 2008 à 2013. Elle note aussi que le gouvernement a approuvé en avril 2014 le cadre de qualifications du Cambodge. Le gouvernement indique que le Département de l'information sur le marché du travail collabore avec des entreprises pour la mise en œuvre de programmes d'apprentissage. Il ajoute que, en 2004-2012, un apprentissage a été dispensé à 50 539 personnes en tout, dont 46 229 femmes. Des informations sont aussi fournies sur une politique d'éducation et de formation à l'intention de membres de groupes en situation de vulnérabilité, à savoir les personnes handicapées, les femmes et les personnes démunies en milieu rural. A ce sujet, la commission note que le Département de l'information sur le marché du travail envisage de redoubler d'efforts pour fournir les qualifications techniques nécessaires et répondre ainsi aux besoins sur le marché du travail des membres des communautés démunies, en particulier de certains groupes ethniques. **La commission invite le gouvernement à fournir un complément d'information sur les mesures prises pour améliorer les programmes d'éducation et de formation, y compris les programmes d'apprentissage, et coordonner les politiques d'éducation et de formation avec les possibilités d'emploi.**

Emploi des jeunes. La commission note que la politique nationale pour le développement de la jeunesse, adoptée en 2011, vise notamment à donner aux jeunes la possibilité d'obtenir un accès équitable et de qualité à l'éducation et à la formation professionnelle. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'impact des mesures prises pour promouvoir l'emploi productif des jeunes.**

Développement régional et emploi rural. **Se référant à ses commentaires précédents, la commission note que le Triangle de développement Cambodge-Laos-Viet Nam (CLV-DTA) est actuellement l'objet d'un réexamen pour une période s'achevant en 2020. La commission invite le gouvernement à présenter des informations sur l'impact des mesures prises pour réduire les écarts régionaux afin de parvenir à un meilleur équilibre sur le marché du travail.**

Canada

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1950)

Article 1 de la convention. Contribution du service de l'emploi à la promotion de l'emploi. La commission prend note du rapport du gouvernement qui comporte des informations en réponse à l'observation de 2011 et des informations détaillées en provenance des provinces. Elle prend note également des commentaires formulés par la Confédération des syndicats nationaux (CSN) transmis par le gouvernement. La commission note que, à partir de mars 2013, les organismes

du secteur privé peuvent obtenir l'affichage en ligne de leurs offres d'emploi par le Service national de placement (SNP) si celles-ci sont conformes aux prescriptions législatives du gouvernement du Canada. Près d'un million d'emplois réguliers et d'emplois d'étudiants sont affichés tous les ans sur le site Internet de la Banque d'emplois, qui fait partie intégrante du SNP. Emploi et développement social du Canada (EDSC) prend un certain nombre d'initiatives en matière d'emploi, ciblées sur des groupes particuliers, tels que les peuples autochtones, les jeunes, les travailleurs âgés et les personnes handicapées. Le gouvernement indique que plusieurs améliorations ont été apportées au Programme d'assurance-emploi (AE) afin que les personnes au chômage soient mieux informées des possibilités d'emploi qui conviennent à leurs qualifications et qui se trouvent dans leur zone géographique. En 2012-13, Service Canada a continué à investir dans la conception et l'utilisation de technologies destinées à soutenir le traitement automatique des demandes et l'expansion des services d'Internet, améliorant ainsi la fourniture des services de l'AE. Dans ses commentaires, la CSN se réfère à l'article 3, paragraphe 1, de la convention qui prévoit que le système national de bureaux de l'emploi doit comprendre un réseau de bureaux locaux et régionaux, en nombre suffisant pour desservir chacune des régions géographiques du pays. La CSN indique que la fermeture des bureaux de Service Canada a eu un impact négatif sur les délais de traitement des demandes relatives à l'AE. ***La commission invite le gouvernement à communiquer des informations actualisées sur l'impact des activités menées par le service de l'emploi et sur la manière dont il assure «la meilleure organisation possible du marché de l'emploi comme partie intégrante du programme national tendant à assurer et à maintenir le plein emploi ainsi qu'à développer et à utiliser les ressources productives» (article 1, paragraphe 2). Elle invite aussi le gouvernement à continuer à fournir des informations sur le nombre de bureaux publics de l'emploi créés, le nombre de demandes d'emploi reçues, le nombre de vacances notifiées et le nombre de personnes placées dans un emploi par les bureaux en question (Point IV du formulaire de rapport).***

Articles 4 et 5. Collaboration avec les représentants des employeurs et des travailleurs. Le gouvernement indique que l'ESDC travaille avec les 13 provinces et territoires du Canada au développement d'une main-d'œuvre productive, qualifiée et adaptable. Il ajoute que l'ESDC facilite également les partenariats avec les employeurs, les travailleurs, les associations d'industrie et autres organisations à but non lucratif pour élaborer des outils et des stratégies destinés à veiller à ce que les demandeurs d'emploi et les travailleurs possèdent les qualifications et les connaissances requises sur les lieux de travail. ***La commission invite le gouvernement à communiquer des informations sur la manière dont les organisations d'employeurs et de travailleurs sont consultées en matière d'organisation et de fonctionnement du service de l'emploi et d'élaboration de la politique du service de l'emploi.***

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1966)

Articles 1 à 3 de la convention. Mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Participation des partenaires sociaux. La commission prend note du rapport du gouvernement qui contient des informations détaillées en réponse à l'observation de 2011 et des informations spécifiques fournies par les provinces. Elle prend également note des observations formulées par le Congrès du travail du Canada (CLC) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN), transmises par le gouvernement. Celui-ci indique que, sur la base de l'initiative «Jumeler les Canadiens et les Canadiennes aux emplois disponibles», le budget de 2014 investit dans les mesures de l'emploi selon une approche en trois volets: faire en sorte que la formation soit adaptée aux besoins du marché du travail; former la main-d'œuvre de demain; et renforcer le marché du travail canadien. La commission prend note du Rapport sur l'emploi de 2014 – Le point sur le marché du travail canadien – qui fournit une évaluation de l'état du marché du travail, sa capacité à répondre aux défis futurs et, en conclusion, décrit les actions menées par le gouvernement pour créer un environnement propice à un marché du travail dynamique et à la création d'emplois de qualité. Il ressort de l'enquête sur la population active d'octobre 2014 que le taux de chômage est de 6,5 pour cent, soit le taux le plus bas depuis novembre 2008. Au cours des douze mois qui ont précédé octobre 2014, le nombre d'emplois a augmenté de 182 000, celui de l'emploi à temps partiel de 101 000 et celui de l'emploi à temps plein de 81 000. Se référant à ses observations de 2009, le CLC se dit préoccupé par le fait qu'il n'y a toujours pas d'engagement clair à l'égard du plein-emploi ni de mesure des succès en la matière. La CSN est d'avis que la politique de l'emploi doit être révisée de façon à faire du plein emploi son objectif fondamental. Elle indique que les problèmes de chômage au Canada sont essentiellement dus au manque de débouchés et d'emplois de qualité, et elle illustre cette affirmation par des données de Statistique Canada qui font apparaître que, en février 2014, pour chaque vacance d'emploi il y avait sept chômeurs. De surcroît, le pourcentage de personnes au chômage depuis plus de six mois est inhabituellement élevé et les demandeurs d'emploi acceptent des postes à temps partiel en raison du manque de débouchés à temps plein. Se référant à la question de la sécurité de l'emploi, abordée dans le Rapport VI intitulé *Des politiques de l'emploi pour une reprise et un développement durables*, soumis à la 103^e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2014), la CSN estime que les autorités fédérales et provinciales doivent de toute urgence s'attaquer à la question de la précarité de l'emploi. ***Compte tenu des préoccupations du CLC et de la CSN, la commission invite le gouvernement à indiquer comment, en application de l'article 2 de la convention, il réexamine régulièrement les mesures et les politiques adoptées en fonction des résultats obtenus en vue des objectifs de la convention énoncés à l'article 1. Elle invite en outre le gouvernement à fournir de plus amples informations sur les consultations effectives tenues avec les partenaires sociaux au sujet des questions visées par la convention.***

Politiques en matière d'éducation et de formation. Le gouvernement indique que Emploi et développement social du Canada (EDSC) a organisé un «Sommet national sur les compétences avancées», en juin 2014, qui a réuni divers acteurs du marché du travail et du système de formation pour débattre de questions pertinentes en matière de qualifications et définir les meilleures pratiques et les priorités d'action. Le sommet en question a souligné l'importance des partenariats et la nécessité de maintenir un dialogue permanent, dans la mesure où la solution à de nombreuses difficultés en matière de qualifications réside dans la collaboration multipartite. Dans ses observations, le CLC indique qu'il est essentiel de développer les compétences pour améliorer l'employabilité, la mobilité et la rémunération des travailleurs ainsi que pour augmenter la productivité, la création d'emplois et la croissance économique d'un pays à long terme. Elle ajoute toutefois que les résultats du Canada en matière de développement des capacités en dehors du système éducatif officiel sont médiocres, car le Canada ne dispose pas de système de formation des adultes et de formation en entreprise qui soit généralisé et équitable. ***Compte tenu des préoccupations soulevées par le CLC, la commission invite le gouvernement à fournir des informations sur l'incidence des mesures prises dans le domaine des politiques de l'éducation et de la formation, notamment l'apprentissage pour adultes et la formation sur le lieu de travail, et sur leurs liens avec des débouchés d'emploi éventuels.***

Emploi des jeunes. En réponse aux précédents commentaires de la commission, le gouvernement indique qu'une évaluation sommative de la Stratégie emploi jeunesse (YES) a été menée à bien en 2009, et il en ressort qu'elle a contribué à améliorer les compétences des jeunes en matière d'employabilité tout en augmentant le nombre de jeunes qualifiés dans la population active. L'évaluation sommative de la stratégie YES a démontré que les participants ont en règle générale tiré avantageusement profit des programmes. Les résultats d'une nouvelle évaluation sommative devraient être publiés en 2015. La commission prend note que, en 2012-13, la stratégie YES a aidé près de 48 000 jeunes à acquérir les compétences et l'expérience professionnelle dont ils avaient besoin pour s'insérer avec succès sur le marché du travail. Elle note que le budget de 2014 a prévu de financer cette stratégie pendant plus de deux années en vue d'aider 3 000 stagiaires à temps plein ayant terminé leurs études secondaires à intégrer des domaines très recherchés. En outre, pour faciliter les liens entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les jeunes, le gouvernement allouera des crédits annuels pour couvrir les frais de 1 000 stagiaires en PME. ***La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur l'incidence des mesures relatives au marché du travail prises pour appuyer l'emploi productif et durable des jeunes. Prière en outre de joindre des informations sur l'évaluation de la Stratégie emploi jeunesse de 2015.***

Peuples autochtones. En réponse aux précédents commentaires de la commission, le gouvernement indique qu'une seule évaluation portant à la fois sur la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux autochtones (SFCEA) et les programmes du Fonds pour les compétences et les partenariats (FCP) est en cours. Elle porte sur les activités de la SFCEA et du FCP d'avril 2010 à janvier 2014. La commission note que l'évaluation la plus récente du Partenariat pour les compétences et l'emploi des autochtones (PCEA), effectuée en 2013, a fait apparaître que ceux qui ont participé au projet de ce partenariat avaient amélioré leurs gains et leurs possibilités d'emploi dans les quatre ans qui ont suivi le début de leur participation. La commission note, d'après le Rapport sur l'emploi de 2014, que l'obtention d'un emploi est un défi pour de nombreux Canadiens, notamment les autochtones, dont le taux de chômage est supérieur à celui des autres Canadiens. La CSN estime que les autochtones sont toujours confrontés à la discrimination en matière d'emploi et que, sur le plan de l'éducation et de la formation, ils pâtissent encore de nombreuses insuffisances. ***Compte tenu des préoccupations soulevées par la CSN, la commission invite le gouvernement à fournir des informations sur l'impact des mesures prises pour augmenter les débouchés d'emploi productif des autochtones.***

Moyens de promouvoir l'emploi d'autres travailleurs vulnérables. En réponse aux précédents commentaires de la commission, le gouvernement indique que, à ce jour, 687 projets ont été mis en œuvre dans les provinces et territoires dans le cadre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (TIOW), aidant plus de 32 230 travailleurs âgés au chômage. Une évaluation sommative de cette initiative, conduite en 2014, a conclu que la majorité des personnes interrogées (75 pour cent) avaient obtenu un emploi rémunéré après avoir participé à un des projets en question. S'agissant des personnes handicapées, le gouvernement indique que quelque 300 000 interventions sont effectuées chaque année pour aider les personnes handicapées dans le cadre de plus d'une centaine de programmes élaborés et mis en œuvre par les provinces. Une nouvelle génération d'Ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées (LMAPD) pour mieux répondre aux besoins des entreprises canadiennes en matière d'emploi et améliorer les perspectives d'emploi des personnes handicapées a été adoptée dans le cadre du budget de 2013. Cet engagement a été renouvelé dans le cadre du budget de 2014. Les provinces et les territoires se sont engagés chacun à soumettre d'ici à 2018 une évaluation des programmes financés et à rendre public le résultat de ces évaluations. Qui plus est, une évaluation sommative du Fonds d'intégration (FI) pour les personnes handicapées est en cours d'achèvement. La commission note, d'après le Rapport sur l'emploi de 2014 que, en dépit de leurs bons résultats sur le plan des études, les immigrants récents s'en sortent moins bien sur le marché du travail que les natifs du Canada et accusent notamment un taux de chômage plus élevé et une rémunération inférieure. S'agissant des travailleurs temporaires étrangers, tant le CLC que la CSN sont préoccupés par la situation vulnérable dans laquelle se trouvent ces travailleurs migrants compte tenu que leurs permis de résidence et de travail temporaires sont liés à un contrat d'emploi avec un employeur particulier. Dans sa réponse, le gouvernement

indique qu'il s'efforcera de faire en sorte que le Programme en faveur des travailleurs étrangers temporaires reste juste et équitable pour les travailleurs comme pour les employeurs. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur l'efficacité des mesures relatives au marché du travail prises en faveur des travailleurs âgés, des travailleurs handicapés, des immigrants, des travailleurs étrangers temporaires et des autres travailleurs vulnérables.**

Chine

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1997)

Articles 1 et 2 de la convention. Formulation et mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement en réponse à sa précédente observation. Le gouvernement indique que, en 2013, il a été décidé à l'occasion de la 3^e session plénière du 18^e Comité central du parti communiste de la Chine que des systèmes et des mécanismes visant à encourager l'emploi et la création d'entreprises devaient être renforcés. En outre, le Plan de promotion de l'emploi pour 2011-2015, élaboré en janvier 2012, énumère les principales politiques et mesures de promotion de l'emploi, notamment la mise en place d'un plan global pour l'emploi urbain et rural des catégories vulnérables et la mise en valeur des ressources humaines. Il indique par ailleurs que, au cours de la période 2011-2013, près de 38 millions de personnes ont bénéficié de nouveaux emplois en zones urbaines et que le taux officiel de chômage est resté inférieur à 4,1 pour cent. Le gouvernement indique également que, grâce aux efforts constants qu'il déploie pour améliorer les politiques de l'emploi et leur mise en œuvre en vertu de la législation pertinente, on constate une augmentation des emplois et une amélioration de la structure de l'emploi. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations détaillées sur la formulation et la mise en œuvre de politiques actives de l'emploi et sur leur incidence en matière de création d'emplois productifs.**

Catégories vulnérables. La commission note que le nombre de jeunes diplômés sortant des établissements d'enseignement supérieur a augmenté, passant de 6,6 millions en 2011 à 7,27 millions en 2014. Elle prend note en outre des mesures adoptées pour promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat chez les jeunes, notamment le lancement en 2013 d'un programme de promotion de l'emploi à l'échelle du pays, l'adoption en mai 2014 d'un nouveau plan de promotion de l'entrepreneuriat à l'intention des diplômés de l'enseignement supérieur et la fourniture de services de l'emploi ciblés. Le gouvernement a également adopté en 2012 une réglementation spéciale visant à protéger les femmes sur le plan de l'emploi et qui prévoit expressément la protection contre tout licenciement pendant la grossesse, le congé de maternité et la période d'allaitement. En ce qui concerne les travailleurs ruraux migrants, la commission prend note des mesures adoptées en faveur de l'emploi, qui visent à améliorer l'égalité vis-à-vis de l'emploi en zones rurales et urbaines ainsi qu'à renforcer les services de l'emploi et les politiques d'appui. La commission prend également note des mesures en faveur des minorités ethniques visant notamment à cibler les services de l'emploi et à organiser des sessions de recrutement spéciales pour les entreprises publiques. Le gouvernement indique que, grâce aux efforts conjoints de divers secteurs, il a été possible de réembaucher des travailleurs d'entreprises publiques qui avaient été licenciés. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur l'incidence des mesures prises pour promouvoir l'emploi des catégories vulnérables, notamment des statistiques actualisées sur la situation et les tendances en matière d'emploi.**

Informations sur le marché du travail. Renforcement des services de l'emploi. La commission note que le gouvernement a institué un système d'analyse trimestrielle des informations sur l'offre et la demande d'emploi dans plus de 100 villes représentatives dont il a également régulièrement publié les résultats par la voie des médias de façon à fournir des orientations aux demandeurs d'emploi et aux employeurs. Le gouvernement fait également état des mesures prises pour améliorer les services publics de l'emploi. La commission note que 19 000 agences d'emploi privées sont en activité dans le pays et ont aidé près de 50 millions de personnes à trouver un emploi en 2013. Le gouvernement indique aussi qu'il a organisé des campagnes pour améliorer la crédibilité des agences d'emploi privées et qu'il a œuvré en faveur de l'uniformisation des services de l'emploi. Il fait en outre état des activités d'inspection et de surveillance des agences d'emploi privées. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur le fonctionnement des services publics de l'emploi ainsi que des agences d'emploi privées et sur les mesures prises pour améliorer ces services et assurer la coopération entre eux.**

Construire un marché du travail unifié. La commission note que les pouvoirs publics locaux ont accru les services publics de l'emploi dans toutes les zones urbaines et rurales depuis 2011. Le nombre d'agences de services au niveau des comtés s'est élevé au total à plus de 10 000 à la fin de 2013 ainsi que le nombre de guichets de services au niveau des municipalités qui s'est élevé à plus de 40 000, couvrant ainsi 97 pour cent des municipalités. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur l'incidence des mesures mises en œuvre pour unifier le marché du travail du point de vue de la situation de l'emploi.**

Promotion des petites et moyennes entreprises. La commission prend note que le gouvernement a adopté une série de mesures à l'appui du développement des petites et moyennes entreprises (PME), y compris des politiques d'appui

financier en 2013. Le gouvernement a également mis en place des politiques fiscales préférentielles en 2014 en faveur des PME. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur l'incidence des mesures de promotion des PME sur la création d'emplois.**

Enseignement et formation professionnels. La commission note que le Service public de l'emploi a proposé des formations professionnelles aux demandeurs d'emploi. Elle note en outre que, en 2013, les agences d'emploi privées ont dispensé 60 000 formations. **La commission renvoie à ses précédents commentaires et invite à nouveau le gouvernement à fournir des informations sur la coordination entre les politiques de mise en valeur des ressources humaines et les mesures actives du marché du travail.**

Article 3. Consultation des partenaires sociaux. La commission prend note que la 19^e session de la Conférence tripartite nationale de coordination des relations professionnelles s'est tenue en février 2014. Elle note que le gouvernement prévoit de tirer pleinement avantage du mécanisme tripartite. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les consultations avec les partenaires sociaux en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre de politiques actives de l'emploi, notamment les consultations avec les représentants des travailleurs ruraux.**

Chypre

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1966)

Articles 1 et 2 de la convention. Application d'une politique active de l'emploi. Le gouvernement décrit dans son rapport les mesures mises en place depuis 2009 en matière d'emploi, y compris les régimes de subvention de l'emploi pour des groupes ciblés de demandeurs d'emploi comme les chômeurs de longue durée, les jeunes et les personnes handicapées. Le gouvernement fait également état des lois qui ont été adoptées depuis son dernier rapport, notamment de la loi n° 126(I)/2012 sur les agences privées pour l'emploi. La commission note que le taux de chômage a considérablement augmenté, passant de 7,9 pour cent en 2011 à 11,8 pour cent en 2012, puis 15,9 pour cent en 2013. Au cours de la même période, le taux d'emploi a diminué de 73,4 pour cent en 2011 à 70,2 pour cent en 2012, et 67,2 pour cent en 2013. Cette même année, le taux d'emploi était de 72,6 pour cent pour les hommes et de 62,2 pour cent pour les femmes. De plus, le chômage des jeunes a augmenté de façon alarmante (22,4 pour cent en 2011, 27,8 pour cent en 2012 et 38,9 pour cent en 2013). La commission prend note du memorandum d'accord sur les conditions spécifiques de la politique économique, figurant dans le document du Programme d'ajustement économique pour Chypre (mai 2013) dans lequel il est indiqué que les réformes du marché du travail peuvent réduire l'impact de la crise sur l'emploi, limiter le chômage à long terme et le chômage des jeunes, faciliter la mobilité professionnelle et contribuer à améliorer la capacité d'adaptation de l'économie chypriote face aux crises économiques. La commission se dit **préoccupée** de la détérioration de la situation de l'emploi constatée depuis sa précédente observation datant de 2011. **La commission prie le gouvernement de préciser comment, conformément à l'article 2 de la convention, il détermine et revoit régulièrement, dans le cadre d'une politique économique et sociale coordonnée, les politiques de l'emploi ainsi que les mesures et les réformes sur le marché du travail à adopter afin d'atteindre les objectifs de plein emploi, d'un travail productif et du libre choix de l'emploi. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur l'efficacité des mesures énumérées dans son rapport ainsi que sur toute autre mesure prise afin de faire face à la détérioration de la situation de l'emploi.**

Politiques et programmes sur l'éducation et la formation. La commission note les mesures de formation qui ont été mises en œuvre depuis 2009, y compris des programmes de formation accélérée, un système de subvention en vue d'une formation professionnelle combinée à un emploi et d'autres systèmes de formation. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'impact des mesures prises dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle et sur leurs liens avec les perspectives d'emploi.**

Article 3. Participation des partenaires sociaux. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la façon dont il a été tenu compte de l'expérience et des points de vue des partenaires sociaux dans la formulation et l'application des mesures relatives à la politique de l'emploi. Le gouvernement est également prié d'indiquer dans quelle mesure des consultations ont eu lieu avec les représentants des personnes concernées par les mesures prises, telles que les jeunes, afin d'effectuer une évaluation de l'application effective de la convention.**

Comores

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1978)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Emploi des jeunes. La commission prend note du bref rapport du gouvernement reçu en octobre 2011. En réponse à l'observation de 2009, le gouvernement indique que le document-cadre sur la politique nationale de l'emploi a été approuvé par le Conseil des ministres et qu'une loi portant sur la politique nationale de l'emploi a été élaborée et déposée à l'Assemblée nationale. La commission prend aussi note des observations formulées par la Confédération des travailleuses et travailleurs des Comores (CTC) en septembre 2011. La CTC confirme que, malgré la validation du document-cadre sur la politique nationale de l'emploi, aucune loi n'a encore été votée par l'Assemblée nationale à ce sujet. La CTC reconnaît avoir été consultée pour le document national de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR) et le programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) de l'OIT. Le gouvernement indique que le projet d'appui à la pérennisation de la paix par la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes aux Comores (APROJEC) a lancé plusieurs activités de promotion pour l'emploi des jeunes dans les îles. La CTC demande une réévaluation à mi-parcours des résultats du projet APROJEC. Le gouvernement mentionne par ailleurs un manque de moyens financiers nécessaires à la poursuite des enquêtes de recensement des jeunes diplômés chômeurs et sollicite l'appui financier du BIT afin de généraliser ces enquêtes dans les autres îles. **La commission demande au gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport si la loi portant sur la politique nationale de l'emploi a été adoptée et d'indiquer si des difficultés particulières ont été rencontrées pour atteindre les objectifs établis par le DSCR. Elle invite aussi le gouvernement à fournir des informations sur les moyens mis en œuvre en vue d'atteindre les priorités en matière d'emploi établies dans le cadre du PPTD 2009-2012 ainsi que sur l'effet des mesures et programmes, tels que le projet APROJEC, qui visent à favoriser l'accès des jeunes à un emploi décent.**

Collecte et utilisation des données sur l'emploi. La commission invite le gouvernement à compléter son prochain rapport avec des informations détaillées sur les progrès réalisés dans la collecte des données sur le marché du travail ainsi que sur la manière dont ces données sont prises en considération lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'emploi (article 2).

Participation des partenaires sociaux. La commission invite le gouvernement à inclure des informations complètes sur les consultations visées à l'article 3 de la convention, qui requièrent la participation de l'ensemble des milieux intéressés – et notamment des représentants des employeurs et des travailleurs – à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de l'emploi.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Costa Rica

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1966)

Articles 1 et 3 de la convention. Adoption et application d'une politique active de l'emploi. Participation des partenaires sociaux. Se référant à l'observation formulée en 2013, la commission prend note des informations détaillées et complètes fournies par le gouvernement en août 2014 qui comprennent des observations de l'Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP). L'Organisation internationale des employeurs a exprimé son appui aux observations de l'UCCAEP. Le gouvernement souligne que le nombre de chômeurs a baissé de 29 000 et que, en termes absolus, l'emploi aurait augmenté (10 033 nouveaux emplois). Selon l'enquête permanente sur l'emploi de l'Institut national de statistique et de recensement, le taux de chômage au dernier trimestre de 2013 a été estimé à 8,3 pour cent. En mars 2014, le Conseil supérieur du travail a approuvé le plan de mise en œuvre du programme de travail décent de la République du Costa Rica, dont l'une des quatre priorités est l'établissement d'une politique de l'emploi et du travail décent. A ce sujet, l'UCCAEP souligne que l'aide du BIT a été demandée pour élaborer dans le pays une politique de l'emploi réellement efficace. La commission note avec *intérêt* que le gouvernement a présenté le 14 août 2014 le document de la Stratégie nationale de l'emploi et de la production («L'emploi au cœur du développement») dont l'objectif est d'accroître les possibilités pour les femmes et les hommes d'obtenir un travail décent et productif en conjuguant la politique économique et sociale et l'action des secteurs public et privé, de façon à promouvoir une croissance inclusive et à diminuer la pauvreté et les inégalités. **La commission invite le gouvernement à continuer d'indiquer les progrès réalisés par la stratégie nationale de l'emploi et de la production dans le sens des objectifs de la convention. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les consultations des partenaires sociaux, et en particulier des personnes qui travaillent en milieu rural et dans l'économie informelle, de manière à obtenir les appuis nécessaires en vue de l'exécution de la politique de l'emploi.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Djibouti

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1978)

Article 1 de la convention. Adoption et mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Assistance technique du BIT. En réponse aux commentaires antérieurs, le gouvernement indique dans son rapport que, bien que la stratégie

d'élaboration d'une politique nationale de l'emploi ait été initiée en avril 2003 et que des structures aient été créées, l'élaboration d'un document de politique nationale de l'emploi n'a toujours pas abouti. La commission note que le Forum national sur l'emploi qui s'est tenu en 2010 a révélé la nécessité de définir une nouvelle politique de l'emploi adaptée aux besoins du marché du travail et qui devra viser en priorité la réforme du système de formation professionnelle et l'amélioration des services d'appui à l'emploi. Le gouvernement indique que, sur une population de 818 159 habitants en âge de travailler, les estimations récentes révèlent un taux de chômage de 48,4 pour cent. Le gouvernement précise également que, suite à une mission d'évaluation de la coopération technique effectuée par le BIT en mars 2011, il avait réitéré son engagement à élaborer un programme Djibouti pour le travail décent. Il ajoute qu'il attend l'appui du Bureau à cette fin. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises afin de garantir que l'emploi, comme élément clé de la réduction de la pauvreté, soit au cœur des politiques macroéconomiques et sociales, ainsi que sur les progrès réalisés dans l'adoption d'une politique nationale visant au plein emploi au sens de la convention.**

Emploi des jeunes. Le gouvernement indique qu'en 2012, malgré un certain recul, le chômage touchait tout particulièrement les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. En outre, bien que le pays ne dispose pas actuellement d'une stratégie formalisée pour favoriser l'emploi des jeunes, plusieurs initiatives ont été mises en place afin d'améliorer le fonctionnement du marché du travail, de promouvoir l'entrepreneuriat et de fournir des formations en adéquation avec les besoins du marché du travail. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur la manière dont les mesures prises se sont traduites en opportunités d'emplois productifs et durables pour les jeunes, ainsi que sur la collaboration des partenaires sociaux à leur mise en œuvre.**

Article 2. Collecte et utilisation des données sur l'emploi. Le gouvernement a transmis, en mars 2014, l'aperçu de la situation de l'emploi préparé par l'Observatoire national de l'emploi et des qualifications. Le nombre d'emplois est en augmentation (création de 30 118 emplois en 2007, 35 393 emplois en 2008 et 37 837 emplois en 2010). **La commission invite le gouvernement à indiquer les mesures prises pour améliorer le système d'information sur le marché du travail et à consolider les mécanismes permettant de lier ce système d'information à la prise de décisions en matière de politique d'emploi. Elle demande également au gouvernement de fournir des données statistiques actualisées ventilées par âge et par sexe, ainsi que toute autre donnée pertinente concernant l'importance numérique et la répartition de la main-d'œuvre, la nature et la portée du chômage et du sous-emploi et les tendances en la matière.**

Article 3. Collaboration des partenaires sociaux. **La commission rappelle l'importance des consultations requises par la convention et prie à nouveau le gouvernement de fournir des indications concernant les mesures prises ou envisagées afin que les représentants des milieux intéressés soient consultés au sujet des politiques de l'emploi.**

Equateur

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 (ratification: 1988)

Articles 2 et 3 de la convention. Mise en œuvre d'une politique nationale. La commission prend note avec **intérêt** de l'adoption de la loi organique sur les handicaps qui est entrée en vigueur en 2012. L'article 45 de cette loi consacre le droit des personnes handicapées à accéder à un travail rémunéré dans des conditions d'égalité et à ne pas être l'objet de discrimination dans les pratiques relatives à l'emploi. Par ailleurs, l'article 47 dispose que les employeurs, publics ou privés, qui occupent 25 personnes ou plus sont tenus d'engager au moins 4 pour cent de personnes handicapées pour des tâches permanentes considérées comme adaptées à leurs connaissances, leur état physique et leurs aptitudes individuelles, en veillant au respect des principes d'égalité entre hommes et femmes et de diversité des handicaps. La commission prend note aussi de l'adoption du règlement sur la loi organique sur les handicaps qui est en vigueur depuis 2013. Le gouvernement fait état du projet d'insertion professionnelle des personnes handicapées dans un emploi formel, ainsi que de mesures d'action positive pour accroître le pourcentage de personnes handicapées candidates à un poste dans le secteur public. Le gouvernement indique que, entre 2007 et 2013, 56 450 personnes handicapées ont pu être insérées dans le marché du travail. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations au sujet de l'impact de la politique nationale sur la réadaptation professionnelle et sur l'emploi de personnes handicapées, y compris des informations ventilées par âge, sexe et nature du handicap.**

Article 5. Consultations. La commission note que la loi organique sur les handicaps a permis de créer le Conseil national sur l'égalité des personnes handicapées en tant qu'institution publique qui est notamment chargée d'élaborer des politiques publiques et des stratégies en vue de l'insertion sociale et de l'intégration des personnes handicapées. Le Conseil est formé de représentants de l'Etat et de la société civile, qui sont choisis par le Conseil de participation citoyenne à l'issue d'un concours. **La commission invite le gouvernement à communiquer des informations détaillées sur la manière dont les organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs sont consultées au sujet des mesures visant à promouvoir la coopération et la coordination entre les organismes publics et privés qui participent aux activités de réadaptation professionnelle.**

Espagne

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1960)

Articles 4 et 5 de la convention. Contribution du service de l'emploi à la promotion de l'emploi. Collaboration des partenaires sociaux. Suite aux observations qu'elle a formulées ces dernières années, la commission prend note du rapport du gouvernement et des observations soumises par la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT). Le gouvernement fait état des mesures législatives qui ont été prises, notamment l'accord-cadre mis en place dans le système national pour l'emploi pour favoriser la participation des acteurs privés dans les services d'intermédiation. Un cadre commun a aussi été mis en place pour suivre les activités de médiation sur l'ensemble du territoire, sous la forme d'une plate-forme électronique qui permet de collaborer et d'échanger des informations. La commission prend note des informations selon lesquelles, fin 2013, il y avait 761 bureaux pour l'emploi, environ six millions de demandes d'emploi avaient été reçues, et un peu moins de 400 000 offres d'emploi notifiées. La CCOO fait valoir qu'il est incompréhensible que l'on réduise chaque année les effectifs du Service public de l'emploi de l'Etat (SEPE), étant donné la gravité de la situation actuelle. Depuis 2011, le gouvernement a réduit les dépenses de personnel du SEPE, entraînant une dégradation de son fonctionnement qui a conduit les agents techniques à devoir traiter les demandes de 10 224 chômeurs chacun en 2014. L'UGT souligne aussi qu'il faudrait ajuster les effectifs du service public de l'emploi aux besoins réels, c'est-à-dire au nombre de chômeurs inscrits aux bureaux de l'emploi. L'UGT fait observer que la commission permanente du Conseil général sur le système national d'emploi ne s'est pas réunie en 2013, manquant ainsi à ses obligations de se réunir tous les trimestres, cette tendance se poursuivant en 2014. Dans sa réponse aux observations formulées par les deux confédérations, le gouvernement a fourni en novembre 2014 des informations selon lesquelles il faut tenir compte du fait que certaines compétences et certains crédits budgétaires destinés aux services publics de l'emploi ont été transférés aux communautés autonomes. Concernant l'observation formulée en 2012, la commission note que la coopération de représentants des employeurs et des travailleurs à l'organisation et au fonctionnement du service de l'emploi requise par la convention n'a pas eu lieu. **La commission invite donc le gouvernement à présenter un rapport décrivant les mesures prises pour garantir que «la politique générale du service de l'emploi» a été arrêtée «après consultation» des partenaires sociaux (article 5). La commission prie le gouvernement de communiquer des informations qui lui permettent de vérifier l'efficacité du service public de l'emploi de l'Etat et les services offerts par les communautés autonomes et sur la manière dont le service public et gratuit de l'emploi a contribué au placement des jeunes et des personnes qui sont au chômage depuis de nombreuses années en raison de la crise.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1970)

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes **(Conférence internationale du Travail, 102^e session, juin 2013)**

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Mesures visant à atténuer l'impact de la crise. Dans ses conclusions de juin 2013, la Commission de l'application des normes de la Conférence exprimait ses préoccupations devant la détérioration persistante du marché du travail et priait instamment le gouvernement de continuer d'évaluer, avec la participation des partenaires sociaux, l'impact des mesures relatives à l'emploi adoptées dans le but de surmonter la crise de l'emploi. La commission prend note du rapport du gouvernement auquel sont jointes des observations de l'Union générale des travailleurs (UGT) et de la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) et de la réponse du gouvernement reçue en novembre 2014. En août 2013 l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et la Confédération espagnole des organisations patronales (CEOE) ont déclaré que les réformes approuvées depuis le début de 2012 continuent de fonder les bases de la future reprise économique à travers une réduction des déséquilibres macroéconomiques, l'instauration d'un environnement normatif favorable à la création de nouvelles entreprises et au développement des entreprises, facteurs qui sont la principale source de création d'emplois, l'amélioration de la compétitivité et de la productivité des entreprises et une meilleure réaffectation des ressources vers les secteurs économiques les plus dynamiques comme, par exemple, celui de l'exportation. Ces organisations patronales rappellent que la politique économique du gouvernement est conditionnée par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, lequel met l'accent sur la réduction des déficits publics et de la dette publique. Pour sa part, la CCOO déclare que les réformes imposées n'ont servi qu'à intensifier la destruction d'emplois, dévaluer les salaires et détériorer les conditions de travail. De l'avis de la CCOO, il faudrait accroître les investissements publics, stimuler la demande et l'activité économique et canaliser le crédit vers les entreprises. Dans les observations reçues en août 2014, l'UGT déclare que, si les chiffres du deuxième trimestre de 2014 confirment une amélioration modérée de certains indicateurs économiques et du marché de l'emploi, il n'y a pas eu pour autant de création d'emplois de qualité et l'emploi temporaire reste ainsi le lot de près de 24 pour cent des salariés. Le gouvernement énumère les mesures récemment prises pour favoriser la création d'emplois et

réduire la dualité du marché de l'emploi et il se réfère également au Programme national de réformes présenté à l'Union européenne en 2013, ainsi qu'à la Stratégie espagnole de l'emploi et aux plans annuels de politique de l'emploi. Il souligne que le chômage ne s'est aggravé que modérément et que, au deuxième trimestre de 2013, son taux a même baissé de 0,9 point, c'est-à-dire qu'il affectait 5 977 500 personnes, soit 26,26 pour cent de la population économiquement active. Il souligne que, pour la première fois depuis le début de la crise, une dégradation importante du PIB ne s'est pas traduite par une accélération du rythme de destruction des emplois. Il estime que plus d'emplois auraient été détruits s'il n'avait pas été procédé à une réforme des relations d'emploi, et que l'économie espagnole est capable de créer de l'emploi à partir d'un taux de croissance du PIB de 1 à 1,2 pour cent. La commission note que les organisations patronales ont, d'une manière générale, une appréciation positive de la réforme des relations d'emploi, comme elles l'ont réaffirmé en octobre 2013 et dans une nouvelle communication reçue en septembre 2014, et elles soulignent que des décisions du Tribunal constitutionnel (la sentence 118/2014 du 16 juillet 2014 et l'acte 43/2014 du 12 février 2014) viennent conforter cette réforme engagée en 2012 et que celle-ci tend à rapprocher l'Espagne de la flexibilité que connaissent les autres pays de l'Union européenne. Elles soulignent qu'une réunion tripartite qui s'est tenue en mars 2014 a été l'occasion d'exprimer la nécessité d'engager des mesures propres à favoriser la croissance et le renouveau du cycle économique. De leur côté, les deux confédérations syndicales se référaient en mars 2014 à la discussion tripartite ayant eu lieu à la Commission de la Conférence en juin 2013, reprochant à nouveau au gouvernement que les textes législatifs et les mesures relatives à l'emploi aient été adoptés sans la participation des organisations syndicales et au mépris de ses engagements sur le plan du dialogue social. La commission constate qu'une situation de chômage grave persiste, touchant principalement les jeunes et les personnes qui, par suite de la crise, se trouvent sans emploi depuis plusieurs années. Elle se réfère à nouveau à l'article 2 de la convention, qui prescrit de procéder régulièrement à un examen des mesures et politiques adoptées en vue d'atteindre les objectifs énoncés dans cet instrument. **En conséquence, elle invite le gouvernement à intensifier les efforts axés sur le renforcement du dialogue social et à rechercher, en concertation avec les partenaires sociaux, des solutions aux difficultés économiques qui permettraient de s'orienter vers l'objectif du plein emploi productif et librement choisi. Comme elle l'a fait dans son observation de 2013, la commission invite le gouvernement à indiquer de quelle manière ont été prises en compte l'expérience et l'opinion des partenaires sociaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de politique de l'emploi. Pour évaluer l'application effective de la convention, elle prie également le gouvernement de préciser comment il a été procédé à des consultations des représentants des milieux intéressés par les mesures à prendre, en particulier des jeunes.**

Emploi des jeunes. La commission prend note de la Stratégie pour l'entreprise et pour l'emploi des jeunes 2013-2016, qui prévoit non moins de 100 mesures destinées à favoriser l'insertion des jeunes dans la vie active. Selon les observations communiquées par la CCOO en août 2013, cette stratégie comporte un déséquilibre notable, du fait qu'elle accorde un poids plus important en termes budgétaires à l'incitation à l'entrepreneuriat et au travail indépendant ainsi qu'à l'incitation à l'embauche, au détriment de la formation. Pour sa part, la CEOE a une appréciation favorable des grandes orientations qu'incarne cette stratégie, la jugeant prudente. Ces divergences de vues entre les partenaires sociaux concernent essentiellement les mesures devant favoriser la flexibilité au niveau de l'embauche. Les organisations patronales estiment que ces orientations ont vocation à répondre aux besoins d'un jeune travailleur ayant peu d'expérience pour accéder à la vie active à travers un premier emploi, dans le contexte de mesures ne devant avoir qu'un caractère transitoire (c'est-à-dire tant que le taux de chômage ne sera pas redescendu sous la barre des 15 pour cent). **La commission prie le gouvernement de fournir une évaluation des mesures mises en œuvre en concertation avec les partenaires sociaux dans le cadre de la Stratégie pour l'entreprise et pour l'emploi des jeunes 2013-2016 en vue de faire reculer l'emploi des jeunes et de favoriser l'insertion durable de ceux-ci, notamment des plus défavorisés, dans le marché du travail.**

Politique et programmes de l'enseignement et de la formation professionnelle. Le gouvernement indique dans son rapport reçu en novembre 2013 que le droit du travailleur à la formation est reconnu et que, à ce titre, les travailleurs ont droit à un congé formation rémunéré de 20 heures par an, dans le domaine d'activité exercée par l'entreprise, ledit congé pouvant être cumulé sur une période de cinq ans au maximum. Le gouvernement indique que les services publics de l'emploi ont mis en place un système de compte individuel de formation, lié au numéro de sécurité sociale de l'intéressé, compte qui permettra de garder une trace de la formation reçue par l'intéressé tout au long de sa carrière. Il souligne également que, dans le cadre de la réforme des relations d'emploi, les possibilités offertes par le contrat de formation et d'apprentissage ont été élargies. La CEOE exprime pour sa part un avis positif sur la mise en place, en mai 2013, d'une plate-forme de dialogue social tripartite sur l'avenir de la formation professionnelle pour l'emploi. La CEOE rappelle que, depuis 1992, plusieurs accords sur la formation ont été conclus successivement, et elle se déclare prête à procéder à un renouvellement et une adaptation de ces accords, pour tenir compte des nouvelles contraintes qui pèsent sur l'économie et l'emploi. Dans son rapport sur l'application de la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, reçu en septembre 2013, le gouvernement présente les mesures et les programmes mis en œuvre dans le cadre de la politique éducative. La commission prend note, dans ce contexte, des efforts déployés depuis novembre 2012 en faveur d'une formation professionnelle duelle, reposant sur l'attribution d'un rôle plus important à la formation en entreprise. **La commission prie le gouvernement de communiquer, dans son prochain rapport relatif à la convention n° 122, des**

informations actualisées sur les mesures adoptées en vue d'améliorer le niveau des qualifications et d'assurer une certaine coordination entre les politiques de l'éducation et de la formation professionnelle et les possibilités offertes par le marché de l'emploi. Elle le prie également d'inclure des informations permettant d'apprécier la mesure dans laquelle le dialogue social a contribué à la mise en place de systèmes d'orientation et de formation professionnelle répondant aux besoins en matière d'apprentissage et de formation professionnelle des entreprises, de certains groupes de travailleurs et, enfin, des régions les plus durement touchées par la crise.

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 (ratification: 1990)

*Articles 2 et 3 de la convention. Politique nationale concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées. La commission prend note du rapport présenté par le gouvernement pour la période se terminant en juin 2014, dans lequel sont énumérées les mesures d'ordre législatif adoptées pour favoriser les opportunités d'emploi des personnes handicapées et auquel sont jointes des données statistiques sur l'évolution de l'emploi des personnes handicapées. La commission prend également note des observations de la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) jointes au rapport, dans lesquelles la CCOO déclare que l'on ne dispose pas de données réelles concernant la réalisation des quotas (en fait, 2 pour cent des postes d'une unité de production doivent être pourvus par des personnes handicapées dans les entreprises comptant plus de 50 salariés) et que la majorité des personnes handicapées en âge de travailler sont inactives, si bien que le taux de participation de cette catégorie sur le marché du travail est très bas. La CCOO déclare en outre que l'expérience professionnelle des personnes qui, sans avoir un diplôme qui en atteste, assurent le soin et la réadaptation des personnes handicapées est mal reconnue. **La commission invite le gouvernement à communiquer tels commentaires qu'il jugera opportuns sur ces observations de la CCOO. Elle le prie également de décrire sa politique nationale de réadaptation professionnelle et d'emploi des personnes handicapées, en s'appuyant sur des données pratiques illustrant les progrès enregistrés par la promotion des possibilités d'emploi des personnes handicapées sur le marché libre du travail. Prière de donner des informations en ce qui concerne la consultation des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ainsi que des organisations représentatives qui sont composées de personnes handicapées ou qui s'occupent de ces personnes sur la mise en œuvre de cette politique de l'emploi (article 5); une évaluation des services d'orientation professionnelle, de formation professionnelle, de placement, d'emploi et autres services connexes destinés à permettre aux personnes handicapées d'obtenir et de conserver un emploi et de progresser professionnellement (article 7); des informations sur les services de réadaptation professionnelle et d'emploi pour personnes handicapées dans les zones rurales et les collectivités isolées (article 8); des informations sur les mesures prises pour garantir qu'un personnel qualifié en matière de réadaptation professionnelle soit à la disposition des intéressés (article 9).***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997 (ratification: 1999)

*Articles 1 c), 3 et 13 de la convention. Consultation préalable des partenaires sociaux. Coopération entre le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées. La commission prend note du rapport présenté par le gouvernement dans lequel il énumère les mesures législatives et administratives prises jusqu'en juin 2014, et qui contient les observations formulées par la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO). Le gouvernement indique que la loi n° 35/2010, du 17 septembre, portant mesures urgentes pour la réforme du marché du travail a légalisé les agences de placement payantes et étendu les fonctions des agences de placement en ce qui concerne la gestion des politiques actives de l'emploi et l'intermédiation en vue du placement des travailleurs licenciés dans le cadre de restructurations d'entreprises (ces agences couvrent les services prévus à l'article 1 a) et c) de la convention). De plus, le gouvernement affirme que la loi n° 3/2012, du 6 juillet, portant mesures urgentes pour la réforme du marché du travail prévoit qu'il convient de reconnaître les entreprises de travail temporaire (ETT) en tant qu'agents dynamiques du marché du travail. Par conséquent, elles ont été autorisées à opérer comme des agences de placement (agences qui couvrent les services prévus à l'article 1 b) de la convention). Le gouvernement donne des informations sur l'accord-cadre conclu avec les agences de placement en vue d'une collaboration avec les services publics de l'emploi (SPE) afin d'insérer les chômeurs sur le marché du travail. Cet accord a débouché sur la publication, en juin 2014, d'une liste de 80 agences de placement autorisées à collaborer avec les SPE et à placer des chômeurs. La CCOO dénonce le fait que le gouvernement a présenté cet accord-cadre sans en avoir informé préalablement les partenaires sociaux ni les avoir consultés. La CCOO affirme que l'Etat doit être le garant des objectifs à caractère général de la politique de l'emploi et se dit préoccupée par le fait que les agences de placement perçoivent des sommes importantes et par la qualité des emplois que les chômeurs obtiennent par leur intermédiaire. **La commission invite le gouvernement à présenter les commentaires qu'il jugera opportuns au sujet des observations de la CCOO.***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

France

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1971)

Article 1, paragraphe 2, de la convention. Mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. En relation avec les commentaires antérieurs, le gouvernement indique dans un rapport reçu en août 2014 que les années 2012 et 2013 ont été marquées par un retour des destructions d'emplois, la progression de l'emploi temporaire et du sous-emploi. Le taux de chômage au premier trimestre de 2014 s'élevait à 10,2 pour cent de la population active. En France métropolitaine, le chômage touchait 2,8 millions de personnes, alors que le sous-emploi touchait environ 1,6 million de travailleurs. La commission note que l'allègement du coût du travail en direction des entreprises constitue la principale orientation prise par le gouvernement, notamment par le biais du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), introduit en janvier 2013, du Pacte national pour la croissance la productivité et l'emploi, lancé en novembre 2012, et du Pacte de responsabilité et solidarité, annoncé en 2014. La commission note que, en contrepartie du pacte de responsabilité, les branches professionnelles s'engageront en termes d'emploi, de formation professionnelle et de qualité de l'emploi. Le gouvernement précise également qu'une partie de ces allègements sera financée, non pas par une hausse des prélèvements, mais par une réduction des dépenses publiques. **La commission invite le gouvernement à continuer à fournir des informations sur la politique active du marché du travail mise en œuvre. Elle invite également le gouvernement à faire une évaluation des mesures déployées, en précisant l'impact en matière de création d'emplois productifs et de lutte contre le chômage et le sous-emploi, ainsi qu'à indiquer de quelle manière les initiatives prises par le gouvernement en vue du désendettement de l'Etat ont affecté la situation de l'emploi.**

Article 3. Participation des partenaires sociaux. Le gouvernement indique qu'il a fait du dialogue social une de ses priorités et un pilier de sa méthode de gouvernement. Il fait état de l'Accord national interprofessionnel (ANI) sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi auquel sont parvenus les partenaires sociaux en janvier 2013, dont l'objectif est d'instaurer un nouvel équilibre entre la sécurité nécessaire pour les salariés et les possibilités d'adaptation indispensables aux entreprises. Plus récemment, les négociations interprofessionnelles sur le champ de la formation professionnelle se sont achevées en décembre 2013 par la signature d'un accord national interprofessionnel qui a servi de base aux principales orientations de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale. Cette loi a notamment permis la création d'un compte personnel de formation et la mise en place d'un conseil en évolution professionnelle. Dans le cadre de la conférence sociale, tenue en juillet 2014, le gouvernement et les partenaires sociaux ont réaffirmé leurs engagements pour l'emploi et ont exprimé le souhait d'amplifier leurs actions, en particulier pour l'emploi des jeunes, des travailleurs âgés et des personnes en difficulté. **La commission invite le gouvernement à présenter d'autres exemples sur la participation des partenaires sociaux à l'élaboration d'une politique active destinée à promouvoir le plein emploi productif et librement choisi.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Grèce

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1984)

Articles 1 et 2 de la convention. Mesures de politique de l'emploi mises en œuvre dans le cadre du programme d'ajustement. La commission prend note du rapport détaillé et particulièrement exhaustif du gouvernement reçu en novembre 2013 en réponse à son observation de 2012, rapport qui inclut certaines informations contenues dans le rapport sur le Programme national de réformes soumis par la Grèce en 2013 à la Commission européenne. Elle note que le Conseil économique et social de la Grèce a été chargé d'établir un plan d'action intégré de politiques de l'emploi dont les objectifs sont les suivants: a) amélioration des centres de promotion de l'emploi afin de mieux adapter les demandeurs d'emploi aux emplois offerts; b) renforcement de l'efficacité des programmes de formation s'adressant aux sans-emploi et recherche d'une formation des sans-emploi auprès des entreprises; c) compensation de la réduction de la durée du travail par la formation professionnelle. Le chômage s'est considérablement aggravé au cours de ces dernières années, dans un contexte de récession prolongée. Le taux de chômage s'élevait ainsi à 27,6 pour cent en mai 2013, contre 23,8 pour cent en mai 2012. Plus alarmant encore, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a continué de s'aggraver, passant de 55,1 pour cent en mai 2012 à 64,9 pour cent en mai 2013. Le gouvernement indique que les opportunités limitées de sortie du chômage sont également reflétées par l'accroissement du chômage de longue durée, qui est passé successivement de 3,6 pour cent en 2008 à 5,7 pour cent en 2010 puis 14,4 pour cent en 2012 – pourcentages particulièrement élevés lorsqu'on les compare à la moyenne des 27 Etats de l'Union européenne (4,6 pour cent en 2012). Le taux de chômage des 20 à 64 ans s'élevait à 55,3 pour cent en 2012. Le nombre des personnes ayant un emploi au premier trimestre de 2013 s'élevait à 3 596 000, chiffre qui correspond à un recul de 6,3 pour cent par rapport au premier trimestre de 2012. Au cours de la période couverte par le rapport, une série de lois a été adoptée en vue de réduire les coûts du travail et promouvoir la flexibilité sur le marché du travail de manière à pouvoir réagir aux défis posés par la crise économique. La

conversion de contrats de travail à temps plein en contrats de travail à temps partiel ou en travail par rotation a contribué à conserver des emplois ou éviter des pertes d'emploi. D'après les données de l'Institut national de statistique (ELSTAT), l'emploi à temps partiel en Grèce concernait 8,6 pour cent de la main-d'œuvre au premier trimestre de 2013, contre 7,2 pour cent au même trimestre de l'année 2012. S'agissant de la politique active du marché du travail, la commission note que, depuis 2010, plus de 1 291 597 personnes en situation soit de salariées, de travailleurs indépendants ou de stagiaires ou apprentis ont bénéficié de quelque 74 programmes de conservation des emplois, de promotion de l'emploi ou de formation déployés par l'Organisation grecque d'emploi de la main-d'œuvre (OAED) pour un budget total de 3,87 milliards d'euros. Il est estimé à cet égard que le nombre total des bénéficiaires de tels programmes atteindra finalement 1 471 829. La commission prend également note des programmes pour l'emploi et la formation déployés par l'OAED en vue d'améliorer la situation dans l'emploi des jeunes, des femmes, des chômeurs de longue durée et des autres catégories particulièrement touchées par la crise. ***Considérant la persistance de taux particulièrement élevés de chômage, notamment chez les jeunes, la commission invite à nouveau le gouvernement à préciser comment, conformément à l'article 2 de la convention, il revoit régulièrement, en consultation avec les partenaires sociaux, la politique et les mesures adoptées en matière d'emploi pour parvenir à la concrétisation des objectifs de plein emploi, productif et librement choisi. Elle l'invite également à fournir des informations sur les résultats des mesures adoptées pour faire reculer le chômage des jeunes ainsi que le chômage de longue durée dans le pays.***

Politiques et programmes d'éducation et de formation professionnelles. La commission prend note des informations contenues dans le rapport du gouvernement relatif à l'application de la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, mentionnant notamment la création, en novembre 2011, de l'Office national de certification des qualifications et d'orientation professionnelle (EOPPEP), résultant de la fusion de trois entités préexistantes. Elle note que le Programme opérationnel de développement des ressources humaines, doté d'un budget de 2,74 milliards d'euros, constitue l'instrument de financement le plus important du ministère du Travail, de la Sécurité sociale et de la Prévoyance pour la mise en œuvre de la stratégie et des politiques de développement des ressources humaines et de réalisation de la cohésion sociale. Les mesures mises en œuvre dans le cadre du programme opérationnel incluent: une formation des travailleurs en entreprise moyennant l'attribution d'une allocation de formation; des programmes de formation professionnelle continue; des programmes de formation professionnelle s'adressant aux sans-emploi et reposant sur l'utilisation de bons de formation; une formation professionnelle s'adressant aux catégories sociales vulnérables; l'attribution de bons d'accès au marché du travail aux personnes sans emploi de moins de 29 ans. Elles incluent également le perfectionnement et la mise en pratique d'un système intégré d'identification des demandes du marché du travail. ***La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur l'impact des mesures prises en matière d'éducation et de formation professionnelles sur l'accès des jeunes et des autres groupes vulnérables à un emploi durable. Elle le prie également de fournir des informations sur les progrès de la mise en place du Système national de liaison de l'éducation et de la formation professionnelles avec l'emploi (ESSEKA).***

Modernisation des institutions du marché du travail. La commission note que la réorganisation des institutions du marché du travail, qui inclut toutes les interventions systémiques contribuant à la réforme et l'intégration fonctionnelle de ces institutions du marché du travail, fait partie du Programme opérationnel de développement des ressources humaines. Le gouvernement précise que le déploiement de ces interventions systémiques a été engagé en 2011 et qu'il suit son cours. La commission se réfère à sa demande directe faite en 2014 dans le contexte de l'application de la convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948. ***La commission invite le gouvernement à communiquer de plus amples informations sur les résultats de la réorganisation de ses institutions du marché du travail.***

Article 3. Participation des partenaires sociaux. La commission note que le ministère du Travail, de la Sécurité sociale et de la Prévoyance a créé en septembre 2012 une commission nationale du dialogue social. Le premier stade de la consultation sociale devait aborder les problèmes critiques et autres facteurs de distorsion du marché du travail (chômage, travail clandestin, non-versement des cotisations sociales, coûts non salariaux et bureaucratie, réforme du mécanisme de fixation du salaire minimum). La deuxième phase de ces consultations devait aborder les défis posés par le marché du travail, y compris l'emploi des jeunes. La commission prend note, en outre, des informations concernant les consultations tripartites menées au sein de diverses commissions, dont la Commission nationale de l'emploi. ***La commission invite le gouvernement à continuer de présenter des informations sur des moyens mis en œuvre pour qu'il soit tenu pleinement compte de l'expérience et de l'opinion des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs dans la formulation et la mise en œuvre des mesures de politique du marché du travail, comme requis par la convention.***

Guatemala

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1988)

Articles 1 et 3 de la convention. Application d'une politique nationale de l'emploi. Consultation des partenaires sociaux. Le gouvernement indique dans le rapport reçu en 2013, qu'il a lancé en mars 2012, la Politique nationale de l'emploi dans l'objectif d'améliorer le niveau de vie des familles en créant des conditions propres à favoriser la création

d'un emploi sûr, décent et de qualité dans le pays. Se référant aux commentaires qu'elle formule depuis plusieurs années, la commission prend note avec *intérêt* du document intitulé *Efectos del comercio en el empleo: Informe Guatemala*, publié par le BIT en juin 2013 dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne. Les études techniques et les débats pluridisciplinaires permettent de conclure à nouveau que la stimulation des échanges commerciaux doit intégrer une perspective qui place au premier rang le développement des ressources humaines afin de tirer parti des opportunités économiques et sociales génératrices d'emplois et de salaires décents. La commission rappelle que, pour parvenir à ce que les programmes mis en œuvre soient générateurs d'emplois de qualité, il convient de tenir compte de l'avis des partenaires sociaux et de recueillir leur appui en faveur de ces programmes. **La commission invite le gouvernement à présenter des informations permettant d'examiner comment les objectifs de la Politique nationale de l'emploi ont été atteints. Elle prie le gouvernement de présenter des informations détaillées sur les consultations menées en vue de recueillir l'appui des partenaires sociaux à la mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. De même, elle prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur les consultations menées auprès de tous les représentants de tous les secteurs intéressés, tels que ceux du secteur rural et de l'économie informelle.**

Article 1, paragraphe 2 c). Coordination de la politique de l'enseignement et de la formation professionnelle avec le marché de l'emploi. La commission prend note des informations concernant les résultats pour 2012 du Programme de formation professionnelle axée sur l'emploi déployé dans les départements de Huehuetenango, San Marcos, El Quiché, Sololá, Quetzaltenango et Totonicapán. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur l'impact des plans et programmes déployés par l'INTECAP et de ceux qui ont été menés par le ministère de l'Éducation et le Système national de l'emploi, avec pour objectif que toute personne ayant acquis une formation puisse occuper un emploi qui lui convienne et utiliser dans cet emploi ses qualifications ainsi que ses dons.**

Article 2. Information sur le marché du travail. La Confédération centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG) a considéré, dans ses observations reçues en août 2013, que l'information concernant le marché du travail est inadéquate. Selon les données statistiques communiquées par le gouvernement dans son rapport, 97 pour cent (6 055 826 personnes) de la population économiquement active (PEA) sont occupés, 3 pour cent de la PEA sont au chômage, mais la population en situation de sous-emploi visible représente 18 pour cent (1 111 954 personnes) du total de la population occupée. D'après les chiffres provenant de l'Enquête nationale sur l'emploi et les revenus 2012, il ressort que 25,5 pour cent de la population occupée exercent leur activité dans l'économie informelle. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations actualisées sur la situation, le niveau et les tendances du marché du travail, qui permettent de discerner l'impact des diverses mesures adoptées pour favoriser l'emploi de catégories spécifiques de travailleurs (les femmes, les jeunes, les travailleurs du secteur rural et les travailleurs de l'économie informelle). Elle prie le gouvernement de communiquer des données actualisées illustrant l'importance et la répartition de la main-d'œuvre et la nature et l'étendue du chômage et du sous-emploi.**

Emploi des jeunes. La commission note que, d'après le diagnostic établi dans le document relatif à la politique nationale de l'emploi, le pays a une force de travail relativement jeune et peu qualifiée: 70 pour cent de la population guatémaltèque ont moins de 30 ans, et 53 pour cent ont moins de 20 ans. Selon *Panorama Laboral 2013* publié par l'OIT, les jeunes chômeurs représentent plus de la moitié de l'ensemble des chômeurs au Guatemala. **La commission invite le gouvernement à inclure des informations plus spécifiques sur les mesures prises pour renforcer les programmes visant à intégrer la population jeune dans le marché du travail.**

Emploi rural. La commission note que, d'après le diagnostic établi dans le cadre de la Politique nationale de l'emploi, malgré les efforts déployés pour diversifier la production, le secteur agricole reste le principal employeur (37 pour cent de la PEA). Ce secteur emploie habituellement les personnes ayant le niveau d'instruction le plus faible, et les salaires y sont très bas. La commission note également que l'on envisage, dans le document sur la politique agricole 2011-2015, un renforcement des capacités et de l'assistance technique aux producteurs ainsi que le développement et le transfert de technologies. **La commission invite le gouvernement à inclure des informations détaillées sur les mesures prises pour promouvoir l'emploi rural.**

Guinée

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 (ratification: 1995)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 2 et 3 de la convention. La commission rappelle que le Programme national de réadaptation à base communautaire (PNRBC), initié par le ministère des Affaires sociales, de la Promotion de la femme et de l'Enfance, prévoyait

des mesures de réadaptation professionnelle, telles que l'intégration scolaire des enfants handicapés, la formation professionnelle et la promotion de l'emploi des personnes handicapées. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique des mesures prises dans le cadre du PNRBC, ainsi que copie du rapport annuel évoqué dans ses rapports précédents. Prière également de faire parvenir tout autre document contenant des statistiques, études ou enquêtes sur les questions couvertes par la convention (Point V du formulaire de rapport).**

Article 4. La commission note que des règles sont appliquées pour garantir l'égalité de chances et qu'il existe un projet de loi relatif à la protection et à la promotion des personnes handicapées. **Prière de fournir des informations sur le contenu des règles et de communiquer copie du texte susmentionné dès son adoption.**

Article 7. La commission note qu'il existe un service chargé de l'intégration professionnelle des personnes handicapées au niveau de la Direction nationale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, et que l'Office national de formation et de perfectionnement professionnel a créé un volet spécial chargé de la formation des jeunes handicapés. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les actions prises en pratique par ces services pour permettre aux personnes handicapées d'obtenir et de conserver un emploi et de progresser professionnellement.**

Article 8. La commission note que la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées dans leur milieu d'origine (zones rurales et collectivités isolées) constituent un objectif essentiel du PNRBC en collaboration avec la Fédération guinéenne des personnes handicapées (FE.GUL.PAH). En outre, certaines mesures ont été mises en place, comme la création d'antennes du Centre national d'orthopédie à l'intérieur du pays (Mamou et N'Zérékoré) et l'exemption de taxes et d'impôts à toute entreprise de personnes handicapées. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le développement des services pour les personnes handicapées dans les zones rurales et les collectivités isolées.**

Article 9. Le gouvernement avait indiqué précédemment qu'il existe, depuis 1973, un Centre national d'orthopédie pour la réadaptation et l'apprentissage des personnes handicapées physiques de tous âges. **La commission prie le gouvernement d'indiquer le nombre de personnes formées et mises à la disposition des personnes handicapées.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Hongrie

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1969)

Articles 1 et 2 de la convention. Application d'une politique active de l'emploi. La commission prend note du rapport du gouvernement, reçu en octobre 2013, qui inclut des informations détaillées en réponse à son observation de 2012. Elle note avec **intérêt** que la partie XII de la loi fondamentale de la Hongrie, entrée en vigueur en 2012, proclame le droit de chacun à un travail librement choisi, un métier et des activités d'entreprise et exprime l'obligation de l'Etat de faire tout ce qui est en son pouvoir pour créer les conditions propres à ce que toute personne apte au travail et désireuse de travailler ait la possibilité de le faire. La commission rappelle que la Hongrie a adopté en 2011 un programme de réformes structurelles visant à accroître la participation au marché de l'emploi et parvenir ainsi à un taux d'emploi de la population des 20-64 ans de 75 pour cent d'ici à 2020, conformément à ce que prévoit la Stratégie Europe 2020. Elle note que le taux d'emploi des personnes de 20 à 64 ans était de 62,1 pour cent en 2012. D'après EUROSTAT, le taux d'emploi a atteint 63,2 pour cent en 2013, tandis que le taux de chômage se situait à 8,7 pour cent en décembre de cette même année. Le gouvernement déclare que les programmes de travaux publics ont contribué à faire reculer la proportion des chômeurs de longue durée, qui est ainsi passée de 28,3 pour cent en 2010 à 26,1 pour cent en 2011. Le nombre des personnes ayant participé à ces programmes a été de 363 937 (242 136 hommes et 121 801 femmes) jusqu'en décembre 2012. Le programme «Sécurité de l'emploi» offre aux employeurs la possibilité d'obtenir des aides sous forme de participation aux coûts salariaux, d'attribution de ressources complémentaires pour les personnes ayant une durée de travail réduite, et de soutien à la formation. Les petites et moyennes entreprises ont été bénéficiaires de 82 pour cent des fonds disponibles à ce titre. Pour améliorer la situation du marché de l'emploi dans les zones à faible revenu, le gouvernement a promulgué en 2013 un décret instaurant des «zones de libre entreprise» dans les régions économiquement déprimées. Pour stimuler l'emploi et favoriser l'investissement dans ces zones, les entreprises qui s'y établissent peuvent bénéficier d'avantages fiscaux. **La commission invite le gouvernement à rendre compte de la manière dont les mesures actives du marché de l'emploi ont contribué à promouvoir les objectifs énoncés à l'article 1 de la convention. Elle l'invite à préciser comment les personnes ayant participé à des programmes de travaux publics ont évolué vers des formes d'emploi durables en précisant aussi les types de professions vers lesquelles elles se sont orientées. Elle le prie également de continuer de fournir des informations sur les tendances du marché de l'emploi au niveau national comme à celui des régions les plus défavorisées (article 2).**

Femmes. Jeunes travailleurs. La commission prend note des mesures prises en faveur des mères de famille ayant de jeunes enfants à charge, des travailleuses de plus de 50 ans, des personnes qui arrivent sur le marché de l'emploi, des travailleuses peu qualifiées et des chômeurs de longue durée pour assurer le retour de ces personnes à la vie active. Ces mesures incluent des programmes de formation professionnelle et des facilités offertes aux employeurs sous forme de prise en charge partielle des coûts salariaux afférant à l'engagement de travailleurs vulnérables. S'agissant des jeunes, en

septembre 2012, le gouvernement a lancé toute une série de mesures ayant pour but de favoriser l'emploi dans cette catégorie. Le programme «Garantie d'un premier emploi» vise à faciliter l'accès des jeunes à un premier contrat de travail. Au 31 décembre 2013, il avait permis à quelque 7 243 personnes arrivant sur le marché de l'emploi d'accéder à un emploi. Un autre programme a été conçu pour aider les jeunes de 18 à 35 ans à créer leur propre entreprise grâce à un soutien au développement des connaissances et qualifications nécessaires et par l'octroi d'une aide financière pour le lancement d'une première entreprise. ***La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur l'impact des mesures conçues pour assurer l'insertion de groupes spécifiques de travailleurs dans le marché de l'emploi, en indiquant comment ces groupes sont identifiés et ciblés. Elle le prie également d'inclure dans son prochain rapport une évaluation des progrès enregistrés grâce à la mise en œuvre des mesures conçues pour assurer un emploi durable aux jeunes travailleurs et aux femmes.***

La minorité rom. La commission note que les mesures visant à améliorer la situation des travailleurs dans l'emploi et les capacités d'accommodement pour les travailleurs les plus vulnérables sont axées principalement sur les Roms. Entre mai 2011 et avril 2013, 16 500 demandeurs d'emploi roms – ce qui représente 15 pour cent des 110 000 personnes ciblées – ont bénéficié d'un soutien dans le cadre d'un programme d'amélioration de l'employabilité des travailleurs vulnérables. La commission note également qu'un accord-cadre a été conclu avec le gouvernement autonome des Roms en vue d'assurer l'intégration de 100 000 chômeurs roms dans le marché de l'emploi d'ici à 2015 et de permettre à au moins 50 000 Roms d'accéder à des qualifications professionnelles utilisables sur le marché de l'emploi. En avril 2013, on recensait 14 875 personnes ayant un faible niveau d'instruction, dont 3 100 pour les Roms qui ont bénéficié de programmes de formation. D'autre part, des fonds publics ont été alloués à des microentreprises et à des petites et moyennes entreprises animées de la volonté de créer des possibilités d'emploi pour les Roms. ***La commission souhaiterait pouvoir examiner à l'avenir des informations actualisées sur l'impact des mesures prises pour développer le plein emploi productif et l'intégration sociale chez les Roms, et elle saurait gré au gouvernement de préciser comment le gouvernement autonome des Roms est associé à ces mesures et les soutient (article 3).***

Article 3. Consultation des partenaires sociaux. La commission note qu'un nouveau Conseil économique et social national (CESN) a été constitué en 2011 en tant qu'organe consultatif ayant pour mission de renforcer le dialogue avec les partenaires sociaux et les autres organismes de la société civile sur les questions d'ordre économique et social. Le gouvernement indique que la consultation du CESN était de rigueur dans le cadre du processus qui devait mener à l'adoption de la loi sur la formation professionnelle de 2011 et du Code du travail de 2012. Il souligne également le rôle joué par le Forum de consultation permanente du secteur privé (VKF) dans le renforcement de la coopération entre les organes gouvernementaux et les partenaires sociaux. La commission prend note des observations formulées par les organisations de travailleurs représentées au Conseil national des questions relevant de l'OIT, observations d'après lesquelles, suite à l'adoption de la loi de 2011 instaurant le CESN, certains organes nationaux et régionaux de consultation tripartite tels que le Conseil national de conciliation des intérêts ont été dissous. Ces organisations de travailleurs affirment que la structure actuelle n'est pas adéquate et ne convient pas à la tenue de consultations tripartites de fond au niveau national comme au niveau régional. ***La commission invite le gouvernement à rendre compte des mesures prises en vue d'assurer la coopération des partenaires sociaux à la formulation et à l'évaluation des mesures mises en œuvre dans le domaine du marché de l'emploi.***

Islande

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1990)

Articles 1 et 2 de la convention. Evolution de l'emploi et mesures actives du marché du travail. La commission prend note du rapport détaillé communiqué par le gouvernement en novembre 2013, établi en consultation avec la commission tripartite islandaise pour l'OIT. S'agissant des objectifs fixés dans la déclaration de politique générale Islande 2020, le gouvernement indique qu'une commission ministérielle a été nommée et chargée d'étudier l'économie et le marché du travail. Deux équipes spéciales ont également été constituées, l'une sur l'élaboration de la politique de l'emploi et la création d'emplois, l'autre sur les mesures du marché du travail pour les chômeurs et les mesures correctives relatives à la formation professionnelle et à la formation continue. Comme par le passé, l'objectif est d'élaborer une politique de l'emploi fondée sur les principes établis en collaboration avec les partenaires sociaux et diverses autres entités, y compris les représentants des partis politiques. Entre 2010 et 2013, un programme de développement régional a été élaboré et fondé sur des mesures favorisant l'innovation et le développement de l'emploi, conformément à Islande 2020. L'un des objectifs d'Islande 2020 est la réduction du taux de chômage à 3 pour cent d'ici à 2020. Le gouvernement indique que la situation du marché du travail s'est lentement améliorée pendant la période à l'examen car le taux de chômage était en moyenne de 6 pour cent en 2012, contre 7,1 pour cent en 2011. Après la période couverte par le rapport, la commission note que le chômage a chuté à 4,5 pour cent en janvier 2014. Ces dernières années, le chômage a atteint des niveaux plus élevés dans les zones métropolitaines que dans les zones rurales. Le faible taux de change suite à l'effondrement de l'économie a eu un effet positif sur les secteurs d'emploi créateurs de recettes en devises, tels que la pêche, qui sont très

importants pour de nombreux districts ruraux. Il existe néanmoins une exception à cette tendance générale: la situation de l'emploi dans la région de Suðurnes (en 2012, où le taux de chômage était de 9,7 pour cent). La commission note également qu'un programme spécial intitulé «Un moyen qui convient», lancé conjointement par le gouvernement et les partenaires sociaux en 2012, a été conçu pour offrir des mesures correctives liées à l'emploi à 1 500 chômeurs de longue durée. Le but de ce programme est de créer de nouveaux emplois pour les chômeurs de longue durée, avec les entreprises et les municipalités, et avec le soutien du fonds d'assurance-chômage. Le gouvernement indique que plus de 1 400 personnes ont été embauchées dans le cadre de ce programme, dont deux tiers dans le secteur privé, et que les statistiques montrent que 60 à 70 pour cent des personnes engagées dans le cadre de programmes de ce type le sont pour de plus longues durées lorsque le financement prend fin, ce qui les rend entièrement indépendantes du système de prestations. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les effets des mesures prises pour créer des emplois grâce à la mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Elle invite également le gouvernement à faire figurer des informations sur les mesures pour l'emploi ciblant les chômeurs de longue durée.**

Emploi des jeunes. Le gouvernement indique que le taux de chômage des jeunes (âgés de 16 à 24 ans) est beaucoup plus élevé que celui des travailleurs âgés, puisqu'il s'élevait à 14,6 pour cent en 2011, à 13,6 pour cent en 2012 et à 13,5 pour cent au premier semestre de 2013. Plusieurs forums pour l'emploi ont été organisés en 2012 à Reykjavík et dans les villes voisines pour les jeunes de moins de 25 ans qui ne faisaient pas d'études et n'étaient pas sur le marché du travail. La commission note que le programme «Les études sont un moyen qui convient», lancé en 2011, vise à garantir l'accès à l'enseignement secondaire (postobligatoire) de tous les candidats de moins de 25 ans. Ce sont au total 1 500 personnes qui se sont inscrites dans le cadre de ce programme, dont 1 000 demandeurs d'emploi. Fin 2012, quelque 10 pour cent du groupe bénéficiaient de nouveau de prestations de chômage. Un nouveau groupe a été admis au programme à l'automne 2012, qui devait s'achever au printemps 2014. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les effets des mesures prises pour combattre le chômage des jeunes.**

Politiques et programmes d'éducation et de formation. La commission note que, dans le cadre d'Islande 2020, l'accent a été mis sur une politique éducative progressive afin de soutenir le développement économique en vue de faire de la qualité des ressources humaines et de la recherche et développement, ainsi que des investissements dans ces domaines, une priorité. Lorsque l'on prévoit ce lien entre les considérations éducatives et les considérations économiques, une attention particulière doit être accordée au fait de permettre à ceux qui se trouvent temporairement au chômage de pouvoir suivre des études ou une formation professionnelle. **La commission invite le gouvernement à fournir, dans son prochain rapport, des informations sur l'effet des mesures prises dans le domaine des politiques d'éducation et de formation et sur leur lien avec l'obtention, pour les bénéficiaires de ces mesures, d'un emploi productif.**

Création d'entreprises. La commission prend note des programmes lancés dans le domaine de la création d'entreprises. L'un d'entre eux était axé sur le développement des idées commerciales des individus en leur permettant d'y travailler pendant six mois maximum tout en touchant des prestations de chômage. La commission prend également note des informations actualisées que le gouvernement fournit dans son rapport sur le fond de garantie des crédits accordés aux femmes, y compris le nombre de garanties de prêt accordées depuis 2011. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les effets des mesures de création d'entreprises sur la création d'emplois et le travail décent.**

Italie

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1971)

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Mesures visant à atténuer l'impact de la crise. Tendances de l'emploi. La commission prend note du rapport communiqué par le gouvernement en octobre 2013, qui inclut des informations sur les mesures prises pour lutter contre le travail clandestin et pour faciliter la transition de l'éducation au marché du travail. Les mesures adoptées en 2013 visaient quatre priorités: i) la création d'emplois à travers des contrats de travail à durée indéterminée; ii) la promotion du travail indépendant; iii) l'attraction vers le marché du travail des jeunes n'ayant ni emploi ni diplôme ou formation à travers l'apprentissage; iv) la lutte contre l'extrême pauvreté. La commission prend note des mesures de réforme du marché du travail adoptées en 2012 avec la loi n° 92/2012 visant à instaurer un marché du travail intégrateur et dynamique, apte à contribuer à la création d'emplois, en termes de qualité et de quantité, au progrès économique et social et à la réduction durable du taux de chômage. Les données contenues dans le rapport annuel de l'Institut national de statistique (ISTAT) pour 2014 montrent que le seul type d'emploi qui ait progressé par rapport à 2008 est l'emploi à temps partiel. Les données de l'ISTAT montrent également que le chômage atteignait 12,6 pour cent en mai 2014, soit 0,5 point de pourcentage de plus qu'à la même période de l'année 2013. Le nombre des personnes sans emploi s'établissait ainsi à 3 222 000, soit 127 000 de plus qu'un an auparavant. La commission note en outre, d'après le rapport annuel de l'ISTAT pour 2014, que les taux de l'emploi et du chômage continuent d'accuser des différences marquées entre le nord et le sud. En 2013, le taux de chômage s'élevait à 12,2 pour cent en Italie (5,4 points de pourcentage de plus qu'en 2008 et 1,5 point de plus qu'en 2012), atteignant même 19,7 pour cent dans le sud de l'Italie.

La commission avait pris note de l'écart entre les niveaux de l'emploi des hommes et des femmes. Les données de l'ISTAT faisaient ainsi apparaître un taux d'emploi de 65 pour cent pour les hommes et de 46,8 pour cent pour les femmes en juillet 2013. **Compte tenu de l'aggravation du chômage qui s'est produite depuis 2012, date de sa précédente observation, la commission demande au gouvernement d'indiquer comment l'article 2 de la convention est appliqué, notamment s'il est procédé à un réexamen régulier des mesures adoptées en vue d'atteindre les objectifs énoncés à l'article 1 de la convention. Elle le prie également de donner des informations sur les effets des mesures adoptées en termes de resserrement des disparités du niveau de l'emploi entre les différentes régions du pays et entre les hommes et les femmes. Enfin, elle le prie de fournir des informations illustrant comment l'expérience et l'opinion des partenaires sociaux sont prises en considération dans l'application et l'évaluation des mesures de politique de l'emploi (article 3).**

Emploi des jeunes. La commission prend note du taux particulièrement élevé de chômage chez les jeunes dans toutes les régions d'Italie. Elle note à cet égard que, d'après l'ISTAT, le chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans s'élevait à 43 pour cent en mai 2014, soit 4,2 points de pourcentage de plus qu'à la même période de l'année précédente. Elle prend note des mesures en faveur de l'emploi des jeunes, qui incluent une mesure devant être mise en œuvre jusqu'en juin 2015, et qui sont axées sur la création de contrats de travail à durée indéterminée s'adressant aux jeunes ayant jusqu'à 29 ans au moyen de réductions des coûts d'embauche supportés par les entreprises pendant dix-huit mois. Ainsi, le décret législatif n° 76/2013, devenu loi n° 99/2013, prévoit un budget de 794 millions d'euros pour la période 2013-2016 sous forme de mesures d'incitation des employeurs à l'embauche de jeunes travailleurs par contrat à durée indéterminée (500 millions d'euros pour les régions du sud et 294 millions pour les autres). Le gouvernement précise que les interventions faites en application de la législation adoptée en 2013 ne constituent qu'une première étape de sa stratégie de promotion de l'emploi, notamment de l'emploi des jeunes, et de l'intégration sociale. Un deuxième train de mesures doit être défini dès que les institutions européennes auront approuvé les règles d'utilisation des fonds structurels pour la période 2014-2020 et dans le cadre de l'initiative «Garantie pour les jeunes». **La commission prie le gouvernement de fournir des informations permettant d'évaluer les effets des mesures prises pour réduire le chômage des jeunes.**

Politiques et programmes d'enseignement et de formation. La commission prend note des informations contenues dans le rapport détaillé soumis par le gouvernement en novembre 2013 dans le contexte de la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, où il est indiqué que, à partir de l'année académique 2013/14, des centres territoriaux permanents vont être constitués auprès des centres provinciaux d'éducation des adultes, de manière à offrir une formation structurée axée sur des niveaux d'apprentissage conduisant à des qualifications. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les effets des mesures prises en matière d'enseignement et de formation, y compris des programmes d'apprentissage, en termes d'accès des jeunes et des autres groupes vulnérables de travailleurs à un emploi durable.**

Coopératives. En réponse aux commentaires précédents de la commission, le gouvernement indique que le nombre des coopératives est passé de 70 029 en 2001 à 79 949 en 2011 et que celles-ci emploient au total 1,3 million de travailleurs. Pendant la crise économique, leur expansion s'est poursuivie, pour atteindre le chiffre de 80 844 au troisième trimestre de 2012. **Se référant à la recommandation (n° 193) sur la promotion des coopératives, 2002, la commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les mesures prises pour promouvoir l'emploi productif à travers les coopératives.**

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 (ratification: 2000)

Promouvoir les possibilités d'emploi des personnes handicapées. Aménagements raisonnables. La commission prend note des informations et statistiques communiquées par le gouvernement en novembre 2013, en réponse à son observation de 2011. Le gouvernement indique que la période 2010-11 a été marquée par la persistance de la crise économique et de l'emploi, qui a affecté l'ensemble du pays et qui a eu des incidences sur le fonctionnement du système officiel de placement des personnes handicapées. Il indique que, avec la mise en œuvre de la loi n° 68/99 sur le droit des personnes ayant un handicap, 22 360 personnes relevant de cette catégorie ont été placées dans un emploi en 2010 et 22 023 en 2011, l'une et l'autre années se situant ainsi au-dessus du niveau le plus bas enregistré en 2009, avec 20 830 placements. La commission note que, d'après les statistiques communiquées, il existe une certaine disparité entre les différentes régions du pays à la fois quant à l'enregistrement et aux placements, la plupart des régions, sud excepté, ayant apparemment bénéficié de la reprise. Elle note également que plus de la moitié de ces placements dans l'emploi correspondait à des contrats de travail à durée déterminée ou à d'autres formes de contrats excluant un engagement à durée indéterminée. Au nombre des mesures mises en œuvre, on relève la création d'une section spéciale sur l'emploi des personnes handicapées sur le site Web de placement du ministère du Travail. La commission prend note de la création de l'Observatoire national de la condition des personnes ayant un handicap. Elle prend également note avec **intérêt** de l'adoption par le gouvernement du décret législatif n° 76 du 28 juin 2013, devenu la loi n° 99 du 9 août 2013, qui prescrit aux employeurs des secteurs public et privé de prendre des mesures appropriées pour faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés aux lieux de travail, conformément aux définitions de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, de manière à parvenir à l'égalité entre les personnes ayant un handicap et

les autres travailleurs. *La commission encourage le gouvernement à intensifier les efforts déployés pour promouvoir les possibilités d'emploi des personnes handicapées sur le marché libre du travail afin que ces personnes puissent accéder à un emploi, se maintenir dans l'emploi et progresser professionnellement. Elle le prie de fournir une évaluation, s'appuyant sur des statistiques, ventilées par sexe autant que possible, illustrant les effets de la politique nationale de réadaptation professionnelle et d'emploi des personnes handicapées et, notamment, l'efficacité de cette politique en termes d'insertion effective de ces personnes dans le marché libre du travail (articles 3 et 7 de la convention). Prière également de fournir des informations sur l'impact du cadre légal en vigueur sur l'emploi des personnes ayant un handicap, notamment sur les aménagements raisonnables, ainsi que sur les activités de l'Observatoire national de la condition des personnes ayant un handicap dans les différents domaines couverts par la convention.*

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997 (ratification: 2000)

Protection des travailleurs engagés par des agences d'emploi privées. La commission prend note du rapport du gouvernement, reçu en novembre 2013, qui inclut des remarques d'ordre général sur le fonctionnement du service public de l'emploi et celui des agences d'emploi privées. Le gouvernement indique ainsi que, depuis son précédent rapport, présenté en novembre 2010, un grand nombre d'agences d'emploi privées, surtout de petites agences, ont cessé leur activité en raison, notamment, de la diffusion toujours plus large de l'utilisation de bases de données informatiques pour la recherche d'emploi et, concurremment, de la perte d'importance des services assurant une médiation. S'agissant de la coopération entre le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées (*article 13 de la convention*), le gouvernement déclare que les scénarios d'une telle coopération restent incertains, compte tenu de l'évolution de la réglementation dans ce domaine, avec une libéralisation toujours plus grande du marché de l'emploi, évolution qui concerne en particulier les agences d'emploi temporaire. Le gouvernement ajoute que les autorités publiques peuvent influencer sur les activités des agences d'emploi privées grâce à une offre publique de services identiques, ce qui contribue à renforcer des normes de haute qualité. La coexistence entre service public et agences d'emploi privées a bien des effets positifs mais peut aussi en avoir de négatifs. La concurrence nécessaire entre le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées peut se traduire par une moindre attention aux personnes les plus vulnérables en quête d'un emploi. De l'avis du gouvernement, ce qui est le plus important, c'est que les autorités soient en mesure d'observer et d'évaluer les résultats et que, si elles ne le faisaient pas, les agences d'emploi privées seraient tentées de ne s'occuper que des demandeurs d'emploi les plus faciles à orienter, de manière à réduire leurs coûts tout en optimisant leurs résultats, ce qui ne serait pas pour le bénéfice de la société dans son ensemble. Les synergies potentielles entre le service public de l'emploi et des agences d'emploi privées devraient se traduire par une amélioration des fonctions dans les domaines suivants: le placement, le versement des aides et la mise en œuvre des mesures de politique de l'emploi. En réponse aux commentaires faits précédemment par la commission dans le contexte des *articles 11 et 12* de la convention, le gouvernement indique qu'aucune donnée de cet ordre n'était disponible au moment de l'établissement du rapport, mais que de telles données seront communiquées prochainement, dès qu'elles seront disponibles. La commission rappelle les préoccupations exprimées par la Confédération générale italienne du travail (CGIL) évoquées dans son observation précédente, qui estime que les travailleurs engagés par les agences d'emploi temporaire ne bénéficient pas d'un traitement équitable sur le plan des conditions de travail et d'emploi. *Se référant à son observation de 2011, la commission prie le gouvernement de présenter un rapport exposant comment les mesures adoptées assurent une protection adéquate des travailleurs placés par des agences d'emploi temporaire auprès d'entreprises utilisatrices (articles 11 et 12 de la convention). Elle le prie également de fournir des informations montrant que les avis des partenaires sociaux sur les mesures prises pour promouvoir la coopération entre le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées ont été pris en considération (article 13). Prière également d'indiquer le nombre des travailleurs couverts par des mesures donnant effet à la convention (en précisant le type et la durée des contrats d'engagement de ces travailleurs), ainsi que le nombre et la nature des abus ou pratiques frauduleuses signalés dans les activités des agences d'emploi privées (articles 10 et 14 de la convention et Point V du formulaire de rapport).*

Japon

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 (ratification: 1992)

Promotion de l'emploi des personnes handicapées. Consultation des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs. La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en octobre 2014, qui contient les observations formulées par la Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO) ainsi que des informations répondant aux observations formulées par le Syndicat national des travailleurs des services sociaux et de la protection de l'enfance (NUWCW) en août 2013. Elle prend également note des dernières observations en date du NUWCW reçues en août 2014. La commission note que le Japon a ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées en janvier 2014. Le gouvernement indique dans son rapport que le nombre des personnes handicapées employées dans le secteur privé s'élevait à 408 947 en juin 2013, ce qui représente une augmentation de 7 pour cent par

rapport à l'année précédente. Le gouvernement ajoute que le nombre de personnes handicapées ayant un emploi a augmenté pendant dix années consécutives. Le taux effectif d'emploi dans les entreprises privées progresse régulièrement, au rythme de 1,76 pour cent contre 1,69 pour cent l'année précédente. Le gouvernement indique que la Sous-commission sur l'emploi des personnes handicapées du Conseil de la politique du travail fixe les objectifs des politiques d'emploi visant les personnes handicapées, met en œuvre ces politiques et évalue leurs résultats. La JTUC-RENGO estime que, bien que l'emploi des personnes handicapées progresse régulièrement, d'autres politiques et mesures seraient nécessaires du fait qu'à peine plus de 40 pour cent des entreprises respectent le quota légal de 2 pour cent d'emploi de personnes handicapées et que, sur le nombre total des entreprises n'ayant pas atteint ce quota, près de 60 pour cent n'ont jamais employé une personne handicapée. En outre, le système de contingentement de l'emploi (système de quotas) est limité aux personnes titulaires d'un livret de handicapé alors que celles-ci sont peu nombreuses. La JTUC-RENGO ajoute que, si l'on veut mettre en place des mesures appropriées compte tenu des problèmes rencontrés par les personnes handicapées, il faut ventiler les données par groupe d'âge, par sexe et par type de handicap, cela pour chaque politique et pour chaque mesure. ***La commission invite le gouvernement à communiquer ses commentaires sur les observations formulées par le NUWCW en août 2014. Prière de continuer à fournir une évaluation des mesures adoptées en faveur des personnes handicapées en termes d'augmentation des débouchés d'emploi de ces personnes sur le marché du travail normal. La commission invite également le gouvernement à fournir des exemples de la manière dont les points de vue et les préoccupations des partenaires sociaux et des représentants des personnes handicapées et de leurs organisations sont pris en compte lors de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique de réadaptation professionnelle et d'emploi des personnes handicapées. Prière également de communiquer des statistiques ventilées autant que possible suivant le sexe, l'âge et la nature du handicap, ainsi que des extraits de rapports, études et enquêtes concernant les matières faisant l'objet de la convention.***

*Article 1, paragraphe 3, et article 3 de la convention. Politique nationale visant à la réadaptation professionnelle adéquate de toutes les catégories de personnes handicapées. a) Critères appliqués pour déterminer si une personne handicapée est considérée apte à «travailler dans le cadre d'une relation d'emploi» (paragr. 73 du rapport du comité tripartite). La commission rappelle qu'à sa 304^e session (mars 2009) le Conseil d'administration a adopté le rapport du comité tripartite chargé d'examiner une réclamation alléguant l'inexécution de la convention par le Japon (document GB.304/14/6). Elle rappelle également qu'elle a été chargée du suivi des recommandations du comité tripartite. En réponse aux précédents commentaires de la commission, le gouvernement a fourni dans son rapport de septembre 2013 des informations sur la mise en œuvre et les résultats des mesures favorisant l'emploi des personnes handicapées. S'agissant de la promotion de l'«appui collectif» devant assurer un soutien continu à l'adaptation au lieu de travail en cours d'emploi, 10 610 personnes handicapées ont trouvé un emploi en 2012. La commission note que, en avril 2013, 317 centres de soutien professionnel et privé des personnes handicapées avaient été créés. Elle note également que 459 personnes ont été transférées en 2010 de programmes de type B relevant du Programme d'appui à la poursuite du travail (SPCW) (s'adressant aux personnes ayant des difficultés à travailler dans le cadre d'une relation d'emploi et leur offrant la possibilité d'exercer une activité dans la production) à des programmes de type A (conçus pour les personnes handicapées déjà réputées aptes au travail dans le cadre d'une éventuelle relation contractuelle), et que 1 606 sont passées d'un programme de type B à un emploi régulier. Dans ses observations de 2013, le NUWCW indique que les mesures visant la transition des programmes SPCW de type B vers un emploi sur le marché libre du travail sont insuffisantes. Le gouvernement indique dans sa réponse qu'il a pris des initiatives combinant des politiques d'emploi et des politiques d'aide sociale afin d'augmenter les perspectives d'emploi des personnes handicapées. Il ajoute que le nombre des personnes qui ont trouvé un emploi régulier à partir de programmes de type B a augmenté, passant de 1 606 en 2011 à 2 307 en 2012. ***La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées afin d'accroître les chances des personnes handicapées relevant de catégories ne leur permettant pas d'être couvertes par une relation d'emploi et d'accéder au marché libre du travail. Prière de continuer à fournir des informations actualisées sur le nombre des passages de programmes SPCW de type B à des programmes de type A et à un emploi sur le marché libre du travail, ainsi que sur l'impact des mesures mises en œuvre par le Service public de placement s'agissant de la transition de personnes handicapées du bénéfice de l'aide sociale à l'emploi sur le marché libre du travail.****

b) Intégrer les emplois occupés par les personnes handicapées dans le cadre des ateliers protégés au champ d'application de la législation du travail (paragr. 75 du rapport). En réponse aux précédents commentaires de la commission, le gouvernement indique que, à la date d'octobre 2011, 100 385 personnes handicapées avaient acquis les connaissances professionnelles et suivi la formation nécessaires à l'amélioration de leurs qualifications par le biais des activités de production et autres assurées dans des centres relevant de programmes SPCW de type B. Dans ses observations de 2013, le NUWCW indique que, selon la politique gouvernementale, les ateliers protégés et les petits ateliers relèvent des mesures d'aide sociale et ne sont pas considérés comme des mesures de réadaptation professionnelle. Il ajoute que, dans les faits, les activités consistent en une réadaptation sociale et une participation sociale par le biais du travail, ce qui répond à l'objectif poursuivi par la réadaptation professionnelle prescrite à l'article 1 de la convention. Le NUWCW mentionne la circulaire ministérielle de 2007 relative à l'application de l'article 9 de la loi sur les normes du

travail aux personnes handicapées bénéficiant de programmes SPCW de type B, en affirmant que celle-ci limite l'application de la législation du travail. Le gouvernement indique dans sa réponse que les bénéficiaires des programmes SPCW de type B sont supposés recevoir une assistance sous forme de services sociaux tout en effectuant des activités productives sans avoir de contrat d'emploi avec des employeurs. Ils ne doivent pas être considérés comme des «travailleurs» parce qu'on leur laisse davantage de flexibilité en matière de durée de travail, d'horaire de travail et de charge de travail, sans qu'ils reçoivent des instructions ou des orientations. Il ajoute que la reconnaissance de la qualité de travailleur d'une personne doit être jugée sous un angle global et se fonder sur divers éléments tels que la manière dont le travail est effectué et le rapport entre le salaire et le travail, ces éléments devant déterminer si une personne est qualifiée pour une relation employeur-salarié. Le gouvernement indique que la législation du travail s'applique de manière équitable aux personnes handicapées et n'exclut pas l'application de la loi sur les normes de travail aux personnes handicapées qui travaillent dans des lieux de travail relevant des programmes de type B. ***La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les mesures prises pour faire en sorte que le traitement des personnes handicapées en atelier protégé soit conforme aux principes de la convention, notamment au principe de l'égalité de chances et de traitement (article 4).***

c) *Faible rémunération perçue par les personnes handicapées dans le cadre des programmes SPCW de type B (paragr. 76 du rapport).* Dans ses précédentes observations, la commission notait que le gouvernement avait pris des mesures pour augmenter la rémunération en atelier dans le cadre du Plan quinquennal du doublement de la rémunération en atelier (plan quinquennal 2007-2011). Le gouvernement indique que, après avoir procédé à un examen des résultats des efforts déployés à ce jour, il a mis en place un plan triennal d'appui à l'augmentation de la rémunération en atelier afin de contribuer à cette augmentation entre 2012 et 2014. Dans ses observations de 2013, le NUWCW indique que l'augmentation de la rémunération prévue au plan 2012-2014 est irréalisable dans le contexte de la législation en vigueur qui déroge à la législation sur le salaire minimum. Le gouvernement indique que, suivant la loi n° 50 de 2012 relative à la promotion de la fourniture de biens par les institutions publiques pour l'emploi des personnes handicapées, adoptée le 20 juin 2012 et entrée en vigueur le 1^{er} avril 2013, les agences administratives constituées en sociétés et les administrations locales sont tenues de se fournir en biens et services de préférence auprès d'institutions pour l'emploi des personnes handicapées. Il ajoute que cette loi contribuera à une augmentation de la rémunération en atelier conjuguée à un appui à l'augmentation de la rémunération dans le cadre des programmes de type B. ***La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour augmenter la rémunération en atelier protégé.***

d) *Taxe de service imposée aux personnes handicapées participant à des programmes SPCW de type B (paragr. 77 et 79 du rapport).* La commission note dans le rapport du gouvernement de 2013 que les ménages à faible revenu sont exemptés de la taxe de service social imposée aux personnes handicapées. Dans ses observations de 2013, le NUWCW répète que le fait d'imposer une taxe de service constitue une violation des conventions et recommandations de l'OIT relatives aux personnes handicapées. Le gouvernement indique que, depuis le mois de décembre 2013, 93,4 pour cent des bénéficiaires de services sociaux aux personnes handicapées, notamment les participants à des programmes de type B, bénéficient gratuitement de ces services. ***Rappelant que l'article 22, paragraphe 2, de la recommandation (n° 99) sur l'adaptation et la réadaptation professionnelles des invalides, 1955, recommande la fourniture de services gratuits de réadaptation professionnelle, la commission encourage le gouvernement à continuer de prendre des mesures à cet égard et de fournir des informations sur l'impact des mesures prises pour que les personnes handicapées ne soient pas dissuadées de participer à de tels programmes et, à terme, qu'elles accèdent au marché du travail.***

Articles 3, 4 et 7. *Egalité de chances entre les personnes handicapées et les autres travailleurs.* a) *Mise en œuvre du Plan quinquennal de mise en œuvre des mesures prioritaires (2008-2012) (paragr. 80 du rapport).* b) *Système de quotas pour l'emploi des personnes handicapées (paragr. 81 et 82 du rapport).* La commission prend note des données actualisées fournies par le gouvernement à propos de la mise en œuvre du plan quinquennal (2008-2012). Elle note également que la loi modifiée sur la promotion de l'emploi des personnes handicapées, entrée en vigueur en juin 2013, englobe les personnes atteintes de handicap mental dans le quota d'emplois imposé par la loi en matière de situation dans l'emploi des personnes handicapées. Le gouvernement indique que le nombre de personnes handicapées employées dans le secteur privé en juin 2012 était de 382 363. Le nombre de personnes atteintes de handicap grave et ayant un emploi était de 104 970 en 2012, ce qui représente une augmentation de 9 523 unités par rapport à 2010. Dans ses observations de 2013, le NUWCW indique que le nombre effectif de personnes atteintes de handicap grave et occupant un emploi devrait être augmenté non pas en recourant à la mesure temporaire que constitue le système de double comptage (conformément au système des quotas, les personnes ayant un handicap grave sont doublement comptabilisées) mais en se conformant à l'obligation de procéder à des aménagements raisonnables ou en adoptant une nouvelle politique faisant intervenir des politiques de l'emploi et des mesures de protection sociale. Le gouvernement indique que la Sous-commission sur l'emploi des personnes handicapées du Conseil de la politique du travail signalait dans son rapport de mars 2013 que le système de double comptage a joué un certain rôle dans la promotion de l'emploi des personnes atteintes d'un handicap grave qui éprouvent de sérieuses difficultés au travail. La JTUC-RENGO estime que le système de double comptage pose problème mais elle ajoute que ce système est devenu une mesure d'incitation à l'emploi de personnes

atteintes d'un handicap grave. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations pertinentes sur les personnes handicapées et les personnes atteintes d'un handicap grave employées dans le cadre du système de quotas.**

c) *Aménagements raisonnables (paragr. 84 du rapport).* Le gouvernement indique que le projet de loi sur l'élimination de la discrimination à l'encontre des personnes handicapées a été déposé à la Diète en avril 2013 et approuvé en juin de la même année. Suivant la loi, les organismes administratifs doivent procéder à des aménagements raisonnables tandis que les entreprises privées doivent s'efforcer de procéder à de tels aménagements. En outre, la loi modifiée sur la promotion de l'emploi des personnes handicapées définit les mesures visant à éliminer la discrimination envers les personnes handicapées en matière d'emploi et à minimiser les obstacles au travail pour les personnes handicapées (obligation de porter une attention raisonnable). La commission note que la date de prise d'effet de l'obligation de procéder à des aménagements raisonnables sera le mois d'avril 2016. La JTUC-RENGO indique que les modalités pratiques de l'interdiction de la discrimination et de l'obligation de procéder à des aménagements raisonnables seront énoncées sous forme de directives, et qu'un groupe de recherche du gouvernement met actuellement la dernière main à un rapport précisant la nature de ces directives. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations actualisées sur la mise en œuvre et les résultats des mesures relatives aux aménagements raisonnables.**

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997 (ratification: 1999)

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission rappelle que, à sa 313^e session (mars 2012), le Conseil d'administration a adopté le rapport du comité tripartite chargé d'examiner la réclamation alléguant l'inexécution par le Japon de la convention (document GB.313/INS/12/3). Dans le paragraphe 43 du rapport, le comité tripartite espère vivement que le nouveau projet de loi, portant révision de la loi sur le travail intérimaire, sera rapidement adopté pour garantir une «protection adéquate» à l'ensemble des travailleurs employés par des agences d'emploi privées, conformément aux *articles 1, 5 et 11 de la convention*. La commission prend note du rapport du gouvernement qui contient des informations en réponse à ses commentaires précédents et aux observations formulées par la Fédération japonaise des entreprises (NIPPON KEIDANREN) et la Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO). La commission prend note aussi des observations de la Confédération nationale des syndicats (ZENROREN) reçues en septembre 2014. La commission rappelle que la loi sur le travail intérimaire a été révisée en 2012. Le gouvernement indique dans son rapport que la Diète a souligné, au cours de ses délibérations, la nécessité de réviser cette loi environ un an après son adoption, c'est-à-dire en octobre 2013. A ce sujet, des discussions ont eu lieu au Conseil des politiques du travail entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Un rapport de janvier 2014 conclut que la question de l'instabilité dans l'emploi propre aux placements «enregistrés» (ces travailleurs sont seulement «enregistrés» auprès de l'agence mais non pas employés par celle-ci avant d'être envoyés en mission d'intérim) et aux placements de travailleurs dans le secteur manufacturier devrait être traitée non par une interdiction, mais en s'assurant que les agences de placement prennent des mesures pour garantir la stabilité dans l'emploi des travailleurs placés en vertu de contrats à durée déterminée. Sur la base de ce rapport du Conseil des politiques du travail, un projet de loi visant à modifier la loi sur le travail intérimaire a été soumis à la Diète. Dans ses observations, la NIPPON KEIDANREN se dit favorable au projet de loi et précise que ses dispositions permettront d'instituer un système de permis pour toutes les agences de placement, de créer un environnement économique favorable pour les agences de placement, de garantir l'égalité de traitement et de faciliter le développement des carrières des travailleurs placés. La NIPPON KEIDANREN estime que ces mesures devraient permettre de résoudre les problèmes liés aux placements «enregistrés» et aux placements de travailleurs dans l'industrie manufacturière. La JTUC-RENGO indique avoir demandé fermement d'adhérer au principe selon lequel les modalités de travail temporaire sont seulement temporaires, et de renforcer la protection des personnes occupées par des agences de travail temporaire en appliquant le principe d'égalité de traitement. La JTUC-RENGO ajoute que ses vues n'ont pas été prises en compte dans le projet de loi. Elle estime qu'il serait dangereux de mettre en place au Japon un système juridique normalisant l'emploi indirect. De plus, l'expansion des modalités de travail intérimaire peu rémunéré suscite de plus en plus la préoccupation. La JTUC-RENGO ajoute que les limites de temps fixées pour les travailleurs placés et le principe de l'égalité de traitement constituent deux normes globales qui sont clairement reconnues dans la directive du Parlement européen et du Conseil sur les agences de travail temporaire, et dans le cadre juridique de la Chine et de la République de Corée. Le gouvernement a soumis en mars 2014 le projet de loi à la Diète, mais le projet a finalement été retiré faute de temps pour délibérer lorsque la session s'est achevée en juin 2014. La JTUC-RENGO indique que le projet de loi sera présenté à nouveau à la prochaine session de la Diète en 2014. La ZENROREN estime que si le projet de loi est adopté sous sa forme actuelle il accroîtra probablement le recours au travail intérimaire et menacera gravement le principe de l'emploi direct. **La commission exprime le ferme espoir, comme le comité tripartite, que la législation telle que révisée garantira une «protection adéquate» à tous les travailleurs occupés par des agences d'emploi privées, conformément à la convention.**

La commission invite le gouvernement à communiquer au BIT copie de la loi sur le travail intérimaire telle que révisée dès qu'elle aura été adoptée.

Article 5, paragraphe 1, de la convention. Egalité de chances et de traitement. Au paragraphe 38 de son rapport, le comité tripartite a demandé au gouvernement de préciser si les dispositions de l'article 5, paragraphe 1, de la convention s'appliquent aussi bien aux agences de placement qu'aux entreprises utilisatrices. Le gouvernement indique que l'article 44 de la loi sur le travail intérimaire dispose que les agences de placement et les clients sont assujettis aux orientations et à l'inspection des bureaux chargés de l'inspection des normes du travail en ce qui concerne l'article 3 de la loi sur les normes du travail, qui interdit différents types de discrimination. Le gouvernement ajoute que les agences de placement sont assujetties aux orientations et à la supervision des bureaux préfectoraux du travail en ce qui concerne la loi sur la sécurité de l'emploi. ***La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 5, paragraphe 1, de la convention. Prière d'indiquer par exemple si les autorités chargées de l'application de la législation susmentionnée ou les tribunaux ont pris des décisions concernant cette question qui a trait à l'application de la convention.***

Article 11. Mesures de garantie d'une protection adéquate aux travailleurs employés par des agences d'emploi privées. Le gouvernement indique que la loi sur le contrat de travail, en vigueur depuis avril 2013, a introduit des dispositions qui visent à remplacer les contrats de travail à durée déterminée par des contrats de travail à durée indéterminée, à interdire dans certaines circonstances la cessation du contrat de travail par l'employeur, à interdire aussi l'imposition de conditions de travail aux travailleurs liés par des contrats à durée déterminée lorsque ces conditions sont déraisonnablement différentes de celles des travailleurs liés par des contrats à durée indéterminée. De plus, la loi telle que révisée sur le travail intérimaire prévoit des mesures pour promouvoir la transformation de certains types de contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée et promouvoir l'éducation et la formation des travailleurs intérimaires. La commission note que certaines dispositions de la loi telle que révisée sur le travail intérimaire seront en vigueur à partir d'octobre 2015. Dans ses observations, la ZENROREN indique que, alors que ces dernières années le nombre d'accidents du travail entraînant quatre jours d'absence ou plus est en baisse dans l'ensemble de la main-d'œuvre, le nombre d'accidents du travail parmi les travailleurs temporaires s'accroît. La ZENROREN ajoute que beaucoup d'entreprises utilisatrices négligent la santé et la sécurité des travailleurs intérimaires dont elles ne sont pas directement responsables. De plus, la ZENROREN indique que la législation japonaise n'oblige pas les entreprises utilisatrices à accepter la négociation collective avec les travailleurs temporaires. ***La commission invite le gouvernement à communiquer ses commentaires à ce sujet. Elle l'invite aussi à préciser comment les dispositions garantissant une protection adéquate aux travailleurs occupés par une agence d'emploi privée dans la négociation collective (article 11b)) et la sécurité et la santé au travail (article 11 g)) sont supervisées par les autorités nationales compétentes afin d'en garantir l'application effective (article 14, paragraphe 2).***

Articles 10 et 14. Instruction de plaintes et mesures correctives appropriées. La commission note que 13 plaintes ont été portées en 2012 devant le ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale en ce qui concerne les services de placement dans l'emploi et, notamment, l'obligation d'indiquer clairement les conditions de travail. La même année, 87 plaintes ont été déposées contre des agences de placement, notamment pour des contrats de travail déguisés. La commission note aussi que, toujours en 2012, un avis administratif a été émis par écrit dans 8 764 cas. De plus, la même année, les services du ministère public ont reçu 74 personnes pour des infractions à la loi sur le travail intérimaire. ***La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur le nombre et la nature des plaintes reçues à propos des activités d'agences d'emploi privées. Prière aussi de continuer de fournir des informations sur les mesures correctives disponibles en cas de violation des dispositions de la convention, une évaluation de l'efficacité de ces mesures correctives ainsi que des statistiques, ventilées par sexe et par secteur économique, des motifs de plainte.***

Article 13. Coopération entre le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées. La commission note que les principes fondamentaux des politiques de l'emploi ont été révisés en 2014, notamment pour que les diverses entités de placement, y compris le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées, s'acquittent de leurs fonctions dans leurs domaines spécialisés et coopèrent autant que nécessaire pour développer au maximum leurs fonctions de placement. ***La commission invite le gouvernement à indiquer comment on promeut et revoit régulièrement la coopération entre le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées afin d'en assurer l'efficacité.***

Mauritanie

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1971)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Promotion de l'emploi. Consultation des partenaires sociaux. La commission prend note de la discussion qui a eu lieu à la Commission de l'application des normes de la Conférence, en 2014, concernant l'application de la convention par la Mauritanie. Le gouvernement fait état de résultats positifs obtenus

en matière de réduction du chômage. Le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle a préparé un plan d'action à court, moyen et long termes, adopté en Conseil des ministres. Parmi les actions programmées dans le cadre dudit plan d'action figurent : l'actualisation et l'adoption de la Stratégie nationale de promotion de l'emploi, ainsi que de son plan opérationnel de mise en œuvre; l'instauration d'un Conseil national de l'emploi et de la formation technique et professionnelle (CNEFTP); et l'institutionnalisation d'une coordination avec différents départements pour l'intégration de la «dimension emploi» dans les stratégies et plans d'actions sectoriels. En outre, concernant la participation des partenaires sociaux à l'élaboration ainsi qu'à la mise en œuvre des politiques, le gouvernement fait état de la mise en place d'un mécanisme de concertation, de partage et d'implication des partenaires sociaux dans le montage et la validation des stratégies et des plans d'action. S'agissant des observations relatives à l'absence de concertation avec les syndicats formulées par la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), le gouvernement a informé que l'ouverture des négociations était imminente. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations détaillées sur les résultats obtenus dans le cadre de la Stratégie nationale de l'emploi en termes de création d'emplois durables, de réduction du sous-emploi et de lutte contre la pauvreté. La commission invite également le gouvernement à fournir des informations détaillées sur la participation des partenaires sociaux à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'emploi. Prière également d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour associer aux consultations prévues par la convention des représentants des personnes vivant en milieu rural et celles de l'économie informelle.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Nigéria

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1961)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Contribution du service de l'emploi à la promotion de l'emploi. La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en novembre 2012 qui inclut de brèves réponses aux commentaires précédents. Le gouvernement indique que les services des bureaux de placement et des registres de professionnels et de cadres sont gratuits. Il indique également qu'il existe 42 bureaux de placement et 17 registres de professionnels et de cadres établis dans 36 Etats et dans le territoire de la capitale fédérale. En 2011, un total de 5 896 demandeurs d'emploi était enregistré auprès des bureaux de placement, des registres de professionnels et de cadres, du Bureau électronique national du travail (NELEX) et de la Direction nationale des centres pour l'emploi. Ces demandeurs d'emploi ont pourvu 329 des 383 postes vacants annoncés. D'après le rapport du gouvernement, les articles 23 à 25 de la loi sur le travail réglementent les activités des agences d'emploi privées. Le gouvernement mentionne également sa Politique nationale de l'emploi, qui est le fruit de consultations tripartites. La commission rappelle que les services publics de l'emploi font partie des institutions nécessaires à la réalisation du plein emploi. Avec la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, et la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, la convention n° 88 forme une structure nécessaire contribuant à la croissance de l'emploi (voir l'étude d'ensemble sur les instruments relatifs à l'emploi, 2010, paragr. 785-790). **La commission invite le gouvernement à inclure dans le prochain rapport des informations supplémentaires sur les effets des mesures prises pour veiller à ce qu'il y ait suffisamment de bureaux de l'emploi pour satisfaire les besoins spécifiques des employeurs et des demandeurs d'emploi dans chacune des zones géographiques du pays. La commission invite également le gouvernement à inclure des informations sur la Politique nationale de l'emploi et sur d'autres mesures prises pour établir des institutions permettant la réalisation du plein emploi; elle encourage les partenaires sociaux à envisager de ratifier la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, instrument important au regard de la gouvernance. Le gouvernement est également prié de continuer à inclure les informations statistiques publiées dans des rapports annuels ou périodiques sur le nombre de bureaux de placement et de registres de professionnels et de cadres établis, des demandes d'emploi reçues, des offres d'emploi notifiées et des placements effectués par ces bureaux (Point IV du formulaire de rapport).**

Articles 4 et 5 de la convention. Consultations avec les partenaires sociaux. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations plus détaillées sur les consultations tenues au sein du Conseil consultatif national du travail sur l'organisation et le fonctionnement des bureaux de placement et des registres de professionnels et de cadres, ainsi que sur l'élaboration d'une politique concernant le service de l'emploi.**

Article 6. Organisation du service de l'emploi. Le gouvernement indique que les demandeurs d'emploi et les agences d'emploi privées utilisent les instruments et outils disponibles au NELEX pour les offres d'emploi et les placements. **La commission invite le gouvernement à décrire le mode d'organisation des bureaux de placement et des registres de professionnels et de cadres, ainsi que les activités qu'ils mènent pour s'acquitter efficacement des fonctions énumérées dans la convention.**

Article 7. Activités du service de l'emploi. Le gouvernement indique que les bureaux de placement et les registres de professionnels et de cadres sont ouverts à tous les demandeurs d'emploi, de toutes professions et industries. Il indique également que le service public de l'emploi est influencé par la politique relative aux personnes handicapées. Par exemple, dans le discours présidentiel sur le budget de 1986, il a été dit que tout employeur devait employer au moins deux personnes handicapées pour 100 employés. De plus, dans les Lignes directrices relatives à la désignation, à la promotion et à la discipline des fonctionnaires fédéraux, il existe une ordonnance présidentielle octroyant aux personnes handicapées des concessions spéciales en matière d'embauche dans le service public. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur les résultats des**

mesures prises par le service de l'emploi concernant les différentes professions et industries, ainsi que des catégories particulières de demandeurs d'emploi, par exemple les travailleurs handicapés.

Article 8. Mesures d'aide aux jeunes. Outre les mesures exécutées par le NELEX, les bureaux de placement et les registres de professionnels et de cadres, le gouvernement indique qu'il a créé la Direction nationale de l'emploi (NDE) et le Programme national d'éradication de la pauvreté (NAPEP) pour aider les jeunes à trouver des emplois adéquats. *La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations supplémentaires sur les mesures adoptées par le service de l'emploi pour aider les jeunes à trouver un emploi adéquat.*

Article 10. Mesures pour encourager la pleine utilisation du service de l'emploi. Le gouvernement indique qu'un atelier sur le NELEX, organisé en 2009 avec les partenaires sociaux, a abouti à la confirmation du NELEX en tant que service de l'emploi. *La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les mesures proposées par le service de l'emploi, en coopération avec les partenaires sociaux, pour encourager la pleine utilisation du service de l'emploi.*

Article 11. Coopération entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés. Le gouvernement indique qu'une formation des principaux responsables des bureaux d'emploi privés a été organisée en 2007 et en 2010. *La commission invite le gouvernement à indiquer dans son prochain rapport les mesures spécifiques prises pour garantir une coopération efficace entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Portugal

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1981)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission note que, pendant les discussions tripartites, le gouvernement a communiqué des informations relatives au marché du travail indiquant une diminution du taux de chômage qui est passé de 17,5 pour cent au premier trimestre de 2013 à 15,1 pour cent au premier trimestre de 2014. Le gouvernement se propose d'améliorer le fonctionnement du service public de l'emploi et continue de mettre en œuvre des mesures actives du marché du travail orientées plus particulièrement sur les jeunes, comme le Programme de garantie pour la jeunesse. La commission note que d'importants défis subsistent sur le marché du travail, en particulier la nécessité de créer des perspectives d'emploi pour les chômeurs, le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et l'adéquation des politiques d'éducation et de formation avec les besoins en matière d'emploi des travailleurs les plus affectés par la crise. La commission se réfère une fois encore à la Déclaration d'Oslo «Restaurer la confiance dans l'emploi et la croissance», adoptée lors de la neuvième Réunion régionale européenne (Oslo, 8-11 avril 2013), qui déclare que l'assainissement budgétaire, la réforme structurelle et la compétitivité, d'une part, et les mesures de stimulation, l'investissement dans l'économie réelle, l'emploi de qualité et l'augmentation du crédit aux entreprises, d'autre part, ne doivent pas être des paradigmes mis en concurrence. *En conséquence, la commission invite le gouvernement à fournir des informations sur les mesures prises afin de revoir, avec la participation des partenaires sociaux, l'impact des mesures adoptées pour aborder la crise de l'emploi (articles 2 et 3 de la convention).* La commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur le fait que le Bureau serait en mesure de contribuer, par le biais de l'assistance technique, à aborder la question de la situation de l'emploi dans le cadre de la convention.

La commission se réfère à son observation de 2013 et invite le gouvernement à fournir des informations sur l'impact des mesures prises pour améliorer les normes de qualification et coordonner les politiques d'éducation et de formation avec les possibilités d'emploi, pour réduire le chômage des jeunes et pour faciliter le retour sur le marché du travail des catégories de travailleurs les plus affectées par la crise. Prière également de fournir des informations sur les mesures prises pour faciliter la création d'emplois par les petites et moyennes entreprises.

Sierra Leone

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1961)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Contribution du service de l'emploi à la promotion de l'emploi. Assistance technique de l'OIT. La commission avait précédemment pris note de la déclaration du gouvernement, contenue dans un rapport reçu en juin 2004, selon laquelle la législation sur les services de l'emploi figure à l'ordre du jour de la Commission consultative conjointe, pour discussion. Le gouvernement avait l'intention de redéfinir le mandat des services de l'emploi afin qu'ils se transforment en centres dynamiques d'information sur le marché du travail. Les nouveaux services de l'emploi devront couvrir non seulement les centres urbains, mais aussi les zones rurales et assurer l'information, la planification et la mise en place des politiques de l'emploi dans tout le

pays. Le gouvernement avait déclaré également qu'à cette fin l'assistance technique du BIT était requise. La commission s'était félicitée que le gouvernement se propose également de renforcer les services de l'emploi. Elle avait rappelé que le Bureau a appuyé des programmes visant à générer des opportunités d'emploi en renforçant les services de l'emploi destinés aux jeunes. **La commission espère que le gouvernement sera en mesure de décrire de quelle manière les réformes du service de l'emploi lui ont permis de s'acquitter de sa tâche essentielle, à savoir «de réaliser la meilleure organisation possible du marché de l'emploi comme partie intégrante du programme national tendant à assurer et à maintenir le plein emploi ainsi qu'à développer et à utiliser les ressources productives» (article 1 de la convention), en coopération avec les partenaires sociaux (articles 4 et 5). A cet égard, la commission saurait gré au gouvernement de communiquer les données statistiques disponibles sur le nombre de bureaux publics d'emploi existants, de demandes d'emploi reçues, d'offres d'emploi notifiées et de placements effectués par les bureaux (Point IV du formulaire de rapport).**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Tadjikistan

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1993)

La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a fourni aucune information sur l'application de la convention depuis juillet 2010. Elle espère qu'un rapport sera fourni pour examen par la commission à sa prochaine session et qu'il comportera des informations complètes sur les questions soulevées dans ses commentaires antérieurs.

Articles 1 et 2 de la convention. Application d'une politique active de l'emploi. La commission avait précédemment indiqué que le programme de promotion de l'emploi 2010-11 avait pour objectif de créer 238 425 emplois dans des domaines tels que la construction de stations hydroélectriques, les travaux routiers et la construction d'hôpitaux. Le programme visait également à réduire les effets de la crise financière et économique sur le marché du travail. Le gouvernement avait indiqué qu'un nouveau programme de création d'emplois avait été adopté pour la période 2008-2015. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les résultats obtenus dans le cadre des programmes de promotion de l'emploi et de création d'emplois, ventilés par catégories, en particulier en ce qui concerne les catégories vulnérables de demandeurs d'emploi telles que les jeunes et les femmes. Elle prie aussi le gouvernement d'indiquer la manière dont les données relatives au marché du travail sont recueillies et utilisées pour déterminer et revoir les mesures de la politique de l'emploi.**

Mesures destinées à surmonter la crise économique. Le gouvernement avait indiqué dans son rapport de 2009 que les capacités économiques et politiques du Tadjikistan avaient été fortement affectées par la crise financière et que le pays était confronté à une baisse de sa production industrielle, à une augmentation du chômage, à un accroissement des arriérés de salaires et de pensions, au recul de son commerce extérieur et à un déficit budgétaire. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les répercussions de la crise économique à l'égard de l'emploi, ainsi que sur les mesures prises pour relancer une politique active de promotion du plein emploi, productif et librement choisi.**

Collecte et utilisation des données sur l'emploi. Le gouvernement avait précédemment indiqué qu'une base de données sur les emplois vacants devait être créée une fois que le site Internet des services de l'emploi serait opérationnel. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés pour créer une base de données qui réponde aux besoins des demandeurs d'emploi.**

Coordination de la politique de l'emploi avec la stratégie de réduction de la pauvreté. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés concernant la création d'emplois durables et la réduction de la pauvreté, notamment dans les zones rurales. Prière de fournir aussi des informations sur les mesures prises ou envisagées afin de réduire les disparités régionales en matière de croissance économique et d'emploi.**

Coordination de la politique d'éducation et de formation avec la politique de l'emploi. Le gouvernement avait précédemment indiqué que les difficultés rencontrées pour atteindre l'objectif de plein emploi, productif et librement choisi, étaient essentiellement dues aux lacunes dans les niveaux de la formation professionnelle, étant donné que la majorité des demandeurs d'emploi officiellement inscrits auprès des services de l'emploi ne possèdent pas les qualifications requises. Le gouvernement avait également indiqué que l'Institut de la recherche scientifique sur le travail et l'assurance sociale a formulé plusieurs recommandations destinées à améliorer le système de formation et d'orientation professionnelles et à rattacher l'enseignement professionnel aux exigences du marché du travail. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés en matière de formation des demandeurs d'emploi. Prière de communiquer également des informations sur l'effet des mesures prises par rapport à l'amélioration du niveau de qualifications et à la coordination des politiques d'éducation et de formation avec les perspectives de l'emploi.**

Article 3. Participation des partenaires sociaux à l'élaboration et à l'application des politiques. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations actualisées sur la manière dont les représentants des partenaires sociaux sont consultés en matière de formulation des politiques de l'emploi. Elle prie aussi le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour mener des consultations avec les catégories les plus vulnérables de la population, en particulier avec les représentants des travailleurs des zones rurales et de l'économie informelle, en vue de tenir pleinement compte de leur expérience et de leur opinion dans l'élaboration des programmes et des mesures de la politique de l'emploi.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Thaïlande

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1969)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 6 b) iv) de la convention. Mesures pour faciliter la mobilité des travailleurs migrants. Le gouvernement rappelle que, depuis 2004, sept stratégies de gestion de la main-d'œuvre étrangère ont été définies dans le but «d'employer des travailleurs étrangers légalement». La mise en œuvre de la stratégie comporte trois phases: la phase 1 vise à enregistrer les travailleurs migrants venant de Birmanie, du Laos et du Cambodge. Ces travailleurs enregistrés sont autorisés à travailler temporairement pour une période maximale d'un an en attendant d'être rapatriés. Le nombre de travailleurs étrangers qui ont bénéficié d'un renouvellement de permis de séjour était de 535 732 en 2007 et de 510 570 en 2008. La phase 2 vise à aligner le statut des travailleurs étrangers enregistrés sur celui des travailleurs migrants en situation régulière. Cette phase suppose que la nationalité des travailleurs est vérifiée et que les travailleurs demandent un visa auprès des autorités thaïes pour pouvoir demander un permis de séjour par la suite. Cette situation concernait 41 000 travailleurs laotiens et 33 856 travailleurs cambodgiens en septembre 2008; pour les travailleurs birmans, leur enregistrement se poursuit. La phase 3 vise à recruter des travailleurs étrangers dans le cadre de protocoles d'accord signés entre le gouvernement thaï et le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Myanmar. Le gouvernement indique aussi que la stratégie prévue par la politique sur les services de l'emploi à l'étranger met l'accent sur le développement du marché du travail à l'étranger et le maintien de la présence de travailleurs thaïs à l'étranger. Des mesures sont prises pour promouvoir de nouveaux marchés du travail en Europe et en Afrique du Sud, et la plupart des travailleurs thaïs à l'étranger travaillent en République de Corée et dans d'autres pays asiatiques. Des protocoles d'accord ont été conclus avec les pays d'accueil, principalement avec le Japon, la République de Corée, Israël, la Malaisie et les Emirats arabes unis. Dans son étude d'ensemble de 2010 sur les instruments relatifs à l'emploi, la commission a souligné l'importance des services publics de l'emploi pour faciliter la mobilité professionnelle et géographique afin de parvenir au plein emploi (voir paragr. 269 de l'étude d'ensemble de 2010). *S'agissant de cette question importante, la commission renvoie aux observations qu'elle formule à propos de l'application de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964. Elle demande au gouvernement de communiquer des informations sur l'effet des mesures prises par le service public de l'emploi pour prévenir les abus lors du recrutement de main-d'œuvre et l'exploitation des travailleurs migrants en Thaïlande, ainsi que pour faciliter leur enregistrement. Comme l'indique l'étude d'ensemble de 2010 sur les instruments relatifs à l'emploi, il est essentiel de prendre des mesures aux niveaux national et international pour mettre fin aux abus des intermédiaires qui se livrent à la traite des êtres humains ou violent, d'une autre manière, des droits consacrés dans les conventions fondamentales.*

Renforcer les services publics de l'emploi pour assurer une protection suffisante aux travailleurs migrants. La commission prend note des initiatives menées pour assurer aux travailleurs migrants une protection plus importante en adoptant des mesures qui permettent de vérifier la nationalité des travailleurs afin de régulariser leur situation. Le gouvernement indique aussi que le Département de l'emploi a informé les employeurs que ceux-ci devaient enregistrer leur demande en main-d'œuvre pour les emplois dans lesquels une pénurie se fait sentir ainsi que leurs besoins en travailleurs migrants du Myanmar, du Cambodge ou de la République démocratique populaire lao, en application de la coopération bilatérale et des protocoles d'accord correspondants. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations complémentaires sur l'effet des mesures adoptées pour renforcer les services de l'emploi afin d'assurer une protection suffisante aux travailleurs migrants.*

Coopération efficace entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés. Le gouvernement déclare que, pour l'heure, aucune mesure concernant la coopération entre les services publics de l'emploi et les bureaux de placement privés n'est prise. La commission prend note des données fournies par le gouvernement dans son rapport selon lesquelles 161 852 travailleurs thaïs ont été placés à l'étranger (137 940 travailleurs l'ont été entre janvier et novembre 2009). *La commission renvoie à son étude d'ensemble de 2010 sur les instruments relatifs à l'emploi et invite le gouvernement à adopter un cadre légal approprié pour réglementer les bureaux de placement privés. Elle l'invite aussi à inclure, dans son prochain rapport, des informations sur les mesures adoptées pour assurer une coopération entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés.*

Point IV du formulaire de rapport. Informations sur les services publics de l'emploi. La commission prend note des informations détaillées communiquées par le Département de l'emploi sur les demandeurs d'emploi, les offres d'emploi et le placement. *Elle invite le gouvernement à continuer à transmettre des statistiques sur le nombre des bureaux publics d'emploi existants, des demandes d'emploi reçues, des offres d'emploi notifiées et des placements effectués.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1969)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission demande au gouvernement de fournir des informations à jour sur l'impact des mesures prises pour promouvoir le plein emploi productif, librement choisi et décent, pour les catégories vulnérables de travailleurs, en particulier les travailleurs de l'économie informelle. Prière d'inclure également des informations sur l'étendue, l'évolution et la

couverture des prestations de sécurité sociale à l'égard des travailleurs de l'économie informelle, en indiquant également les dispositions prises pour coordonner les mesures actives du marché du travail avec les prestations de la sécurité sociale.

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Coordination de la politique de l'emploi avec la réduction de la pauvreté. Participation des partenaires sociaux. La commission demande au gouvernement d'inclure des informations sur les résultats obtenus en termes de création d'emplois par le dixième Plan national de développement économique et social et de fournir des détails sur les objectifs en matière d'emploi formulés à la suite du plan 2007-2011 ainsi que sur les grandes lignes du prochain plan national de développement économique et social. La commission souligne à ce propos qu'il est important de promouvoir et d'engager de véritables consultations tripartites sur les questions couvertes par la convention. En conséquence, la commission prie le gouvernement d'inclure des informations détaillées sur les consultations menées avec les partenaires sociaux pour élaborer et mettre en œuvre une politique active de l'emploi, comme le prescrit l'article 3 de la convention.

Politiques du marché du travail et de formation. Le gouvernement avait indiqué que la Commission nationale sur la coordination du développement des compétences et du développement du travail avait été constituée sous l'autorité du Premier ministre. En 2010, le Département du développement des compétences a formulé une nouvelle stratégie destinée à prendre en compte l'impact de la crise économique mondiale. Par ailleurs, la commission avait noté que le gouvernement fournit des informations en ligne sur le marché du travail. Le NCTL était d'avis que le programme de développement des compétences ne répond pas aux besoins du marché du travail. Il est nécessaire de prendre en considération la coopération entre les instituts de développement des compétences et les entreprises dans la mise en œuvre des mesures. Dans son étude d'ensemble de 2010 sur les instruments relatifs à l'emploi, la commission souligne le rôle croissant des partenaires sociaux et des institutions de formation dans la définition des stratégies de mise en valeur des ressources humaines. La commission prie le gouvernement d'indiquer la manière dont les représentants des travailleurs et des employeurs ont contribué à l'élaboration des mécanismes de formation professionnelle, ainsi que la manière dont la coordination entre les institutions de formation a été renforcée. Prière d'indiquer aussi comment les mesures de développement des compétences sont coordonnées avec les mesures actives du marché du travail.

Femmes. Prévention de la discrimination. Le gouvernement indiquait qu'aucune discrimination ne s'exerce à l'encontre des femmes qui jouissent de l'égalité de chances et d'un accès au marché. La commission avait pris note des statistiques ventilées par sexe communiquées par le gouvernement dans son rapport relatives au nombre de demandeurs d'emploi ayant obtenu un emploi ainsi qu'aux cours de formation proposés. En référence à ses commentaires de 2011 relatifs à la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, la commission prie le gouvernement d'indiquer dans quelle mesure les données transmises dans son rapport sur la convention n° 122 témoignent de la mise en œuvre effective du principe de non-discrimination dans la pratique. Elle invite également le gouvernement à continuer de transmettre des informations sur les initiatives prises pour promouvoir une plus grande participation des femmes au marché du travail. Prière de communiquer de plus amples informations, et notamment des statistiques, sur les effets de telles initiatives s'agissant d'assurer qu'il y ait libre choix de l'emploi, et que chaque travailleur bénéficie de toutes possibilités d'acquérir les qualifications nécessaires pour occuper un emploi qui lui convienne et d'utiliser, dans cet emploi, ses qualifications conformément aux conditions établies à l'article 1, paragraphe 2 c), de la convention.

Travailleurs migrants. Le gouvernement a précédemment reconnu qu'il doit relever un défi concernant les travailleurs migrants pour ce qui est des questions politiques, sociales, économiques, de santé et de sécurité nationale. Ayant réalisé les difficultés que connaissent les travailleurs migrants en matière de harcèlement de la part des employeurs et des agences d'emploi, et notamment la menace de la traite des êtres humains, le ministère du Travail a pris différentes mesures en vue de recenser les travailleurs migrants, et en particulier les travailleurs migrants irréguliers, et d'améliorer l'inspection du travail à l'égard de ces travailleurs. Le gouvernement mentionnait la Déclaration du 3 août 2010 sur la dignité et le travail visant à protéger le travailleur thaïlandais de l'étranger et les migrants qui travaillent en Thaïlande, à prévenir la traite des êtres humains, à réduire les frais liés aux services de l'emploi et à prendre soin des familles des travailleurs concernés. La commission avait noté que le NCTL se disait préoccupé par les pratiques et les mesures adoptées par le gouvernement pour résoudre les difficultés que connaissent les travailleurs migrants. Le NCTL indiquait aussi qu'il existait toujours un grand nombre de travailleurs étrangers irréguliers qui ne possédaient aucune pièce d'identité nationale. Les travailleurs étrangers irréguliers ne sont pas en mesure de bénéficier de leurs droits en ce qui concerne l'accès à la protection du travail et la couverture de la sécurité sociale, comme l'exige la législation thaïlandaise. La commission prie le gouvernement d'agir rapidement et de fournir des informations détaillées sur les mesures effectives prises pour traiter et résoudre les questions relatives aux travailleurs migrants en tenant compte des sensibilités de genre. Elle invite également le gouvernement à communiquer des informations sur les résultats obtenus dans le cadre d'une politique active de l'emploi afin d'empêcher les abus dans le recrutement des travailleurs étrangers et l'exploitation de travailleurs migrants en Thaïlande en tenant compte de leurs droits fondamentaux.

Travailleurs âgés. Le NCTL avait indiqué qu'il était urgent d'étendre la couverture médicale et de développer l'épargne retraite ainsi que les possibilités d'emploi pour les travailleurs âgés. La commission invite le gouvernement à inclure dans son prochain rapport des informations concernant les mesures prises ou envisagées en vue de mieux intégrer les travailleurs âgés dans le marché du travail.

Travailleurs du secteur rural et de l'économie informelle. Le gouvernement avait fourni des informations sur le projet de régimes d'urgence en matière d'emploi et de développement des compétences, destiné à atténuer les souffrances engendrées par la crise économique et les catastrophes naturelles. L'emploi d'urgence prévoit l'affectation de travailleurs à des travaux d'intérêt public, tels que le dragage des canaux et des fossés et la construction de barrages. La commission invite le gouvernement à indiquer comment les régimes d'urgence mis en œuvre ont donné la possibilité aux bénéficiaires d'acquérir les qualifications nécessaires pour occuper un emploi décent qui leur convienne, et d'utiliser dans cet emploi leurs qualifications, comme l'exige l'article 1, paragraphe 2, de la convention. A cet égard, la commission invite le gouvernement à communiquer des informations sur la quantité et la qualité des emplois fournis aux travailleurs à domicile, en mettant particulièrement l'accent

sur la situation des femmes et sur l'impact des mesures prises pour réduire le déficit de travail décent à l'égard des travailleurs et des travailleuses de l'économie informelle, faciliter leur accès au marché du travail et leur fournir une protection adéquate.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Uruguay

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997 (ratification: 2004)

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas de réponse à ses commentaires antérieurs. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 3, 10 et 14 de la convention. Régime juridique des agences d'emploi privées. Contrôle et sanctions. La commission renvoie à ses observations précédentes et demande au gouvernement d'indiquer si le décret d'application a été adopté de façon à ce que la DINAE puisse surveiller efficacement le fonctionnement des entreprises qui fournissent de la main-d'œuvre et également réglementer les services que continuent de fournir les «anciennes agences de placement». La commission espère que le gouvernement pourra décrire le fonctionnement des mécanismes et des procédures d'examen des plaintes, des allégations d'abus et de pratiques frauduleuses des agences d'emploi privées. La commission rappelle que la DINAE et les autres autorités publiques (telles que l'inspection du travail) devraient disposer de ressources suffisantes pour prendre des mesures correctives visant à assurer l'application de la législation nationale pertinente.

Article 7, paragraphe 3. Dérogations. Dans le cas où des dérogations prévues par l'article 7, paragraphe 2, de la convention seraient autorisées, la commission invite le gouvernement à fournir des informations sur ces dérogations et à en donner les raisons.

Article 8. Travailleurs migrants. En réponse aux commentaires antérieurs, le gouvernement renvoie à la loi n° 18250, de janvier 2008, sur la migration. La commission invite le gouvernement à présenter des informations sur la façon de veiller à ce que les agences visées par la convention, qui se livrent à des pratiques frauduleuses et à des abus, soient sanctionnées. La commission invite également le gouvernement à inclure des informations sur les accords bilatéraux conclus en dehors de la région du Mercosur au sujet des domaines couverts par la convention.

Coopération entre les services publics et les agences privées. Collecte et diffusion des informations. Le gouvernement indique que, par le biais du réseau des Centres publics de l'emploi (CePE), les profils des candidats sont envoyés, avec leur consentement, à des agences d'emploi privées. Ces agences doivent transmettre des informations trimestriellement. La commission invite le gouvernement à inclure dans son prochain rapport des indications plus précises sur la mise en pratique de la coopération entre le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées.

Article 8. Protection des travailleurs couverts par la convention. Points IV et V du formulaire de rapport. La commission invite à nouveau le gouvernement à communiquer le texte des décisions des tribunaux qui ont interprété la législation nationale sur les droits des travailleurs en cas de décentralisation des activités d'une entreprise (loi n° 18099 de 2007, modifiée par la loi n° 18251 de 2008) afin d'examiner la façon dont est assurée la protection des employés visés par la convention. Elle invite également le gouvernement à ajouter des informations à jour sur le nombre de travailleurs couverts par la convention, le nombre et la nature des infractions constatées et toute autre donnée pertinente sur l'application pratique de la convention.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 2** (Maroc, Myanmar); la **convention n° 88** (Bahamas, République de Corée, Djibouti, Ethiopie, Grèce, Liban, Libye, Madagascar, Maurice, Nicaragua, Panama, Pays-Bas, Roumanie, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Suriname, République arabe syrienne, Tunisie); la **convention n° 96** (Argentine, Costa Rica, Djibouti, Egypte, France, Luxembourg, Malte, Mauritanie, Mexique, Sénégal, Sri Lanka, Swaziland, République arabe syrienne); la **convention n° 122** (Algérie, Antigua-et-Barbuda, Australie, Australie: île Norfolk, Barbade, Belgique, Etat plurinational de Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Chine: Région administrative spéciale de Hong-kong, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark: Groenland, El Salvador, Equateur, Estonie, Fidji, Finlande, France, France: Nouvelle-Calédonie, France: Polynésie française, Guinée, République islamique d'Iran, Iraq, Japon, Lettonie, Liban, Lituanie, Mauritanie, République de Moldova, Mongolie, Pays-Bas: Aruba, République tchèque, Togo, Tunisie); la **convention n° 159** (République de Corée, Kirghizistan, Koweït, Liban, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mongolie, Nigéria, Norvège, Ouganda, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Tunisie, Uruguay, Zambie); la **convention n° 181** (Algérie, Bulgarie, Ethiopie, Israël, Lituanie, Maroc, République de Moldova, Pays-Bas, Pologne, Suriname).

Orientation et formation professionnelles

Brésil

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974 (ratification: 1992)

*Articles 2, 3, 4 et 10 de la convention. Politique visant à promouvoir l'octroi d'un congé-éducation payé. Coordination des politiques générales avec la politique visant à promouvoir l'octroi d'un congé-éducation payé. La commission note que le gouvernement reprend dans son rapport les indications communiquées précédemment à propos des prestations assurées dans le cadre de la *Bolsa de Qualificação* et ajoute que ces prestations ont bénéficié à 8 808 travailleurs en 2011 et 13 444 travailleurs en 2012 – chiffres qui expriment une augmentation constante depuis la création de la *Bolsa* en 1998. La commission réitère que la convention prescrit aux Etats Membres de formuler et appliquer une politique visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux conditions et usage nationaux, l'octroi d'un congé-éducation payé à des fins de formation professionnelle, d'éducation générale, sociale ou civique et d'éducation syndicale. **La commission invite à nouveau le gouvernement à communiquer des informations détaillées répondant aux diverses questions posées dans le formulaire de rapport, en indiquant dans chaque cas les conditions devant être satisfaites pour que les travailleurs puissent bénéficier d'un congé-éducation payé, la durée de ce congé et le niveau des prestations économiques versées (articles 2, 3 et 10 de la convention). Elle le prie également d'indiquer les mesures prises pour assurer que la politique de promotion du congé-éducation payé soit coordonnée avec les politiques générales relatives à l'emploi, à l'éducation, à la formation et à la durée du travail (article 4).***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Guinée

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974 (ratification: 1976)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Politique de promotion du congé-éducation payé et application pratique. La commission veut croire que le gouvernement fournira, dans son prochain rapport, des informations détaillées propres à démontrer qu'il a formulé et qu'il applique, conformément à l'article 2 de la convention, une politique visant à promouvoir l'octroi du congé-éducation payé aux différentes fins de formation et d'éducation prescrites. Elle prie en outre le gouvernement d'indiquer les modalités par lesquelles les autorités publiques, les organisations d'employeurs et de travailleurs et les institutions qui dispensent l'éducation et la formation sont associées à l'élaboration de la politique tendant à promouvoir le congé-éducation payé (article 6). Enfin, la commission invite le gouvernement à communiquer tous rapports, études, enquêtes ou données statistiques permettant d'apprécier le niveau d'application de la convention dans la pratique (Point V du formulaire de rapport).

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975 (ratification: 1978)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

*Elaboration et mise en œuvre des politiques d'éducation et de formation. En réponse aux commentaires antérieurs, le gouvernement indique qu'il n'y aurait pas de structures de coordination entre les trois ministères chargés de la mise en œuvre des politiques et programmes d'orientation et de formation professionnelles. Le rapport du gouvernement, reçu en juin 2004, énumère les institutions de formation technique et professionnelle existantes. Il fournit également des informations sur la mise en place de la composante «emploi» de la Stratégie de réduction de la pauvreté approuvée en 2002. **La commission se réfère à cet égard à ses commentaires concernant la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, et prie le gouvernement d'indiquer de quelle manière les mesures prises ou envisagées dans le cadre de la Stratégie de réduction de la pauvreté renforcent la relation entre l'enseignement et la formation et l'emploi, notamment grâce aux services de l'emploi. Elle prie le gouvernement de***

fournir dans son prochain rapport des informations sur les mesures de coordination entre les différents organismes compétents pour développer des politiques et des programmes complets et concertés d'orientation et de formation professionnelles. Elle attire une nouvelle fois l'attention sur l'importance du dialogue social pour élaborer, appliquer et réexaminer une politique nationale de mise en valeur des ressources humaines, d'éducation et de formation. Elle saurait gré au gouvernement de fournir également des informations pratiques sur les niveaux d'instruction, les qualifications et les activités de formation permettant d'apprécier l'application de toutes les dispositions de la convention dans la pratique.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Guyana

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974 (ratification: 1983)

Articles 2 et 6 de la convention. Formulation et application d'une politique visant à promouvoir l'octroi de congé-éducation payé. Participation des partenaires sociaux. La commission prend note du rapport du gouvernement indiquant que, dans la fonction publique, la responsabilité globale de la gestion et de l'administration du congé-éducation payé revient au ministère de la Fonction publique. Il existe au sein du ministère une division de la formation qui s'occupe de la formation, à l'échelle locale ou à l'étranger, des fonctionnaires (dans le cadre de cours de courte ou longue durée). Actuellement, 205 fonctionnaires suivent des cours de formation. En ce qui concerne l'application de la convention dans le secteur privé, le gouvernement indique que la législation n'exige pas des entreprises de fournir ce type d'information. La commission note aussi que, selon le gouvernement, aucune des informations disponibles ne laisse penser que des dispositifs ont été mis en place ou existent en vue de la participation d'organisations d'employeurs et de travailleurs à la formulation et à l'application de la politique de promotion du congé-éducation payé. La commission rappelle que la convention oblige à formuler et à appliquer une «politique visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux conditions et usages nationaux et au besoin par étapes l'octroi de congé-éducation payé» (article 2) avec la participation des partenaires sociaux (article 6). **La commission invite à cet égard le gouvernement à adopter des politiques et des mesures pour promouvoir l'octroi de congé-éducation payé à des fins de formation à tous les niveaux, et d'éducation syndicale. La commission invite aussi le gouvernement à fournir un rapport détaillé sur les mesures prises ou envisagées pour donner effet à la convention.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

République de Moldova

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975 (ratification: 2001)

Article 1, paragraphes 1 et 2, de la convention. Elaboration et mise en œuvre des politiques et programmes d'éducation et de formation. La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en octobre 2013 qui contient des informations complètes et détaillées en réponse à la demande directe de 2009. La Stratégie nationale de développement «Moldova 2020» a été approuvée en 2012 et, entre autres priorités de développement, comprend l'harmonisation du système éducatif avec les besoins du marché du travail afin d'accroître la productivité de la main-d'œuvre et l'emploi. Le gouvernement indique que, depuis 2010, un module sur le développement personnel et les carrières et un module sur la législation du travail ont été inclus dans le programme actualisé d'éducation civique. D'une manière générale, dans les institutions éducatives, on propose des activités extrascolaires, par exemple une orientation professionnelle et des réunions avec des experts de la législation du travail et des agents économiques. En outre, au lycée, on propose aux élèves des cours optionnels – entre autres, éthique et activités économiques, protection du client, formation à l'entreprise et éducation sur l'égalité entre hommes et femmes et sur l'égalité de chances. La commission note que, en 2013, des contrats ont été signés avec 17 instituts de formation professionnelle et technique offrant la possibilité de formation des chômeurs pour 49 professions et métiers. De plus, l'Agence nationale pour l'emploi effectue chaque année une étude («Marché du travail, prévisions et pronostics») afin de concevoir des programmes effectifs de formation professionnelle qui tiennent compte des besoins du marché du travail. Les 35 structures territoriales de l'Agence nationale pour l'emploi prennent en compte les prévisions sur le marché du travail lorsqu'elles fournissent leurs services (à savoir formation et orientation professionnelles, et formation professionnelle pour les chômeurs). **La commission se félicite des informations reçues et invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes d'éducation et de formation qui sont étroitement liées aux besoins en matière d'emploi.**

Article 4. Formation professionnelle et formation tout au long de la vie. Le gouvernement indique que, conformément à la Stratégie nationale de développement, la politique en matière d'éducation sera axée sur la qualité de l'éducation. La formation nécessaire pour une main-d'œuvre qualifiée sera assurée en favorisant l'orientation

professionnelle et en donnant des possibilités de formation professionnelle tout au long de la vie. La commission note avec *intérêt* que la Stratégie 2013-2020 de développement de l'éducation professionnelle et technique a été adoptée, ainsi que son plan d'action, en février 2013. Le gouvernement indique que l'objectif global de cette stratégie est de moderniser et de rationaliser l'éducation professionnelle et technique afin de rendre plus compétitive l'économie nationale; l'objectif spécifique n° 2 porte sur une formation professionnelle axée sur les qualifications et sur son adaptation aux besoins du marché du travail. **La commission invite le gouvernement à communiquer des informations récentes sur la mise en œuvre de la Stratégie 2013-2020 de développement de l'éducation professionnelle et technique. Elle l'invite aussi à fournir des informations sur les mesures prises pour l'apprentissage tout au long de la vie.**

Article 5. Coopération avec les partenaires sociaux. La commission note que le Conseil national pour les normes professionnelles et la certification des qualifications professionnelles est la plate-forme du dialogue social depuis juin 2008. Le conseil contribue à garantir une synergie entre l'éducation professionnelle et technique, le marché du travail et l'économie nationale. **La commission invite le gouvernement à donner un complément d'information sur les mesures prises, dans le cadre du conseil national, pour faire participer les partenaires sociaux à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et programmes d'orientation et de formation professionnelles.**

Portugal

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975 (ratification: 1981)

Politiques et programmes d'orientation et de formation professionnelles en relation étroite avec l'emploi. Collaboration des partenaires sociaux. La commission prend note du rapport du gouvernement pour la période se terminant en mai 2013 ainsi que des observations formulées par Union générale des travailleurs (UGT) jointes au rapport reçu en janvier 2014. La commission prend note également des contributions fournies par l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle et l'Agence nationale pour la qualification et l'enseignement professionnel sur les programmes en cours d'exécution ainsi que par le Cabinet de la stratégie et des études du ministère de l'Economie et de l'Emploi sur les programmes de formation professionnelle promus par les organisations d'employeurs. Le gouvernement indique que, dans le cadre du suivi du protocole d'accord relatif au Programme d'ajustement économique signé en mai 2011, entre le Portugal, la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, il est prévu de continuer à combattre les niveaux de scolarité bas et d'abandons de scolarité précoces ainsi qu'à améliorer la qualité de l'enseignement secondaire et professionnel, afin d'augmenter l'efficacité du secteur éducatif, la qualité du capital humain et faciliter son adéquation au marché du travail. Le gouvernement signale que des mesures ont été accordées dans le cadre de l'Accord tripartite pour la croissance, la compétitivité et l'emploi du 22 mars 2011, notamment afin de valoriser les offres de double certification visant à réduire l'abandon précoce ainsi que l'échec scolaire et à renforcer l'appui donné à l'orientation en tant que moyen d'élever le niveau de qualification. En janvier 2012, l'Engagement tripartite pour la croissance, la compétitivité et l'emploi a été souscrit. S'agissant de l'Accord tripartite pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, l'UGT signale que, bien que les partenaires sociaux se soient accordés sur sa pertinence, des retards dans la mise en œuvre des mesures destinées à améliorer le système de certification professionnelle sont à constater, en particulier pour ce qui est de la reconnaissance, la validité et la certification. En outre, l'UGT soutient que la décision du gouvernement de suspendre les activités des «centres nouvelles opportunités» qui ne sont pas financièrement autosuffisants a eu pour effet de mettre fin à plusieurs activités en cours sans fournir de véritables alternatives aux personnes affectées, ce qui semble d'autant plus préoccupant en raison du fait que le nouveau réseau de 120 «centres pour la qualification et l'enseignement professionnel» ne sera pleinement opérationnel que début 2015. L'UGT estime que les réponses gouvernementales dans le cadre de la formation des chômeurs ont été insuffisantes, en particulier en raison du manque d'articulation adéquate avec le renforcement de l'employabilité. Enfin, l'UGT signale que les partenaires sociaux ont un niveau de participation et d'implication insuffisant pour ce qui est de l'élaboration et de l'accompagnement des mesures et des instruments potentiellement couverts par la convention. **La commission se réfère aux commentaires formulés dans le cadre de l'application de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, ainsi qu'à la discussion tripartite qui a eu lieu en juin 2013 à la Commission de la Conférence et invite le gouvernement à fournir, dans son rapport sur la convention n° 142, des informations détaillées sur la manière dont la coopération des organisations d'employeurs et de travailleurs dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et programmes de formation et d'orientation professionnelles est assurée (article 5 de la convention). Elle invite le gouvernement à inclure dans son rapport des informations sur l'impact des mesures prises pour coordonner les politiques d'éducation, de formation et d'emploi, et sur les résultats des mesures adoptées pour promouvoir les liens entre l'éducation, la formation et l'emploi.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 140** (*Allemagne, Belize, Hongrie, Iraq, Pays-Bas: Aruba, Saint-Marin, Slovénie, Suède, Ukraine*); la **convention n° 142** (*Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bélarus, Burkina Faso, Egypte, El Salvador, Equateur, Guyana, Hongrie, République islamique d'Iran, Iraq, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Lituanie, Niger, Pays-Bas: Aruba, Fédération de Russie, Suisse, Tadjikistan, Tunisie, Turquie, Ukraine*).

Sécurité de l'emploi

Australie

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982 (ratification: 1993)

Observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE). La commission prend note de la communication d'août 2014, dans laquelle l'Organisation internationale des employeurs (OIE) mentionne l'Australie dans ses observations concernant l'application de la convention.

Article 2, paragraphe 2 b), de la convention. Travailleurs effectuant une période d'essai. Dans ses observations parvenues en septembre 2014, le Conseil australien des syndicats (ACTU) se déclare toujours préoccupé par la persistance de règles différentes pour les salariés des petites entreprises. Ainsi, par exemple, la règle n'ouvrant droit à une action contre un licenciement injustifié qu'aux salariés ayant accompli leur période d'essai de douze mois dans les entreprises de moins de 15 personnes a pour effet d'exclure un grand nombre de ces salariés du droit à la protection contre le licenciement injustifié. Le gouvernement indique dans son rapport que les lois contre le licenciement injustifié prises en application de la *Fair Work Act*, y compris celles qui concernent la période minimale d'essai, sont conçues pour ménager un équilibre entre, d'une part, les droits des salariés sur le plan de la protection contre le licenciement injustifié et, d'autre part, les besoins des employeurs, notamment ceux des petites entreprises, en termes de gestion équilibrée et efficace de leur main-d'œuvre. En outre, les dispositions de la *Fair Work Act* relatives au transfert d'activité prévoient dans un tel contexte certaines protections pour les salariés. Ainsi, ce n'est que lorsque les deux entreprises concernées par un tel transfert d'activité ne sont pas associées que la *Fair Work Act* permet à la seconde de ne pas reconnaître la durée de service accomplie auprès du premier employeur pour déterminer la période d'essai ouvrant droit aux protections contre le licenciement injustifié. Lorsqu'il fixe cette période d'essai ouvrant droit à une telle protection, le nouvel employeur doit, le cas échéant, avertir l'intéressé par écrit que sa période de service antérieure ne sera pas reconnue, avant que celui-ci ne commence à travailler pour son nouvel employeur. En tout état de cause, tous les salariés peuvent se prévaloir des dispositions de caractère général relatives à la protection. **La commission invite le gouvernement à communiquer des informations actualisées sur la question soulevée par l'ACTU, notamment toutes données statistiques disponibles sur l'incidence de la période d'essai à l'égard des salariés des petites entreprises.**

Article 2, paragraphe 3. Garanties adéquates. L'ACTU se déclare particulièrement préoccupé par le recours en Australie à des formes d'emploi précaires comme moyen d'éluder la protection prévue par la convention. Si la *Fair Work Act* interdit formellement le «contrat fictif» (qui se conçoit comme la présentation frauduleuse en tant que travailleur indépendant d'une personne se trouvant dans une relation d'emploi), l'absence de critères clairs de détermination de l'existence d'un contrat d'engagement permet aux entreprises de recourir au contrat d'ouvrage indépendant pour dissimuler une véritable relation de travail. L'ACTU ajoute que l'absence de toute limitation générale des circonstances dans lesquelles les contrats de courte durée peuvent être utilisés permet aux employeurs australiens d'engager un salarié par une série de contrats successifs plutôt que par un dispositif de caractère permanent de manière à réduire l'impact possible des lois sur la protection contre le licenciement injustifié. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur les garanties adéquates contre le recours à des contrats de travail de durée déterminée visant à éluder la protection découlant de la convention (se référer à cet égard au paragraphe 3 de la recommandation (n° 166) sur le licenciement, 1982).**

Articles 8 et 9. Procédures de recours contre le licenciement. La commission avait pris note des préoccupations exprimées par l'ACTU à propos du fait que, si en matière civile toute action se prescrit par six ans, de l'avis de celle-ci, le délai de prescription prévu par la loi sur les relations d'emploi, qui est de 60 jours, est trop court, considérant que, souvent, les travailleurs ne prennent conscience du motif de leur licenciement que longtemps après celui-ci. La commission note que la loi modificative de 2012 avait porté de 14 à 21 jours le délai imparti à l'intéressé pour engager une action en licenciement injustifié mais avait simultanément réduit de 60 à 21 jours le délai imparti pour toute demande d'indemnisation au titre des protections d'ordre général. La loi modificative de 2013 a réduit de 60 à 21 jours le délai imparti pour engager une action en licenciement illégal. Ces amendements ont donc eu pour effet de fixer le même délai pour tous les types d'action liée au licenciement. Le gouvernement précise que des prorogations de délais sont admises dans certaines circonstances, comme dans les cas où le salarié n'a eu connaissance du motif de son licenciement que longtemps après. Dans ses observations de septembre 2014, l'ACTU se réjouit de l'allongement, de 14 à 21 jours, du délai pour agir contre un licenciement sans juste cause, tout en considérant que 21 jours est un délai trop court. L'ACTU ajoute que les prorogations de délais ne sont accordées que dans des circonstances exceptionnelles, par une décision qui reste discrétionnaire. Il ajoute qu'il y a eu un nombre important de cas dans lesquels des demandeurs qui n'avaient pas engagé leur action dans les délais impartis pour des raisons légitimes (état de santé ou stress imputable au licenciement) n'ont pas pu obtenir une telle prorogation. Pour ces raisons, l'ACTU estime que ce délai devrait être aboli ou, du moins, qu'il devrait commencer à courir à compter de la date à laquelle le travailleur est conscient qu'il est fondé à agir. **La**

commission invite le gouvernement à communiquer ses commentaires à ce sujet, y compris sur les cas dans lesquels des prorogations de délais ont été demandées et sur le résultat de telles demandes.

Article 11. Faute grave. La commission avait pris note des préoccupations exprimées par l'ACTU du fait que le Code du licenciement dans les petites entreprises n'assure pas un traitement équitable aux salariés des petites entreprises puisque ce code permet de penser que l'employeur d'une petite entreprise peut procéder à un licenciement immédiat dès lors qu'il a la conviction que le salarié s'est livré, ne serait-ce qu'une seule fois, à un acte de vol, de fraude ou de violence. Le gouvernement explique à ce propos que la *Fair Work Commission* a pour pratique de considérer qu'un tel licenciement n'était pas fondé sur des motifs raisonnables dès lors qu'il n'a pas été précédé par une enquête. L'ACTU indique que, dans ce contexte, la *Fair Work Commission* n'est pas appelée à se prononcer sur la réalité des fautes alléguées et qu'elle n'est pas appelée non plus à s'assurer que l'employeur avait un motif raisonnable de croire que la conduite du salarié était assez grave pour justifier un licenciement sans préavis. L'ACTU considère que le Code du licenciement dans les petites entreprises devrait être purement et simplement aboli. De son point de vue, tous les salariés devraient avoir droit à la protection contre le licenciement injustifié, sans considération de l'importance de l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Les salariés des petites entreprises ne devraient pas avoir des droits inférieurs ni un accès plus restreint que les autres salariés aux voies de droits ouvertes contre le licenciement injustifié. ***La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur la question soulevée par l'ACTU, notamment à travers des exemples de décisions de la Fair Work Commission illustrant l'application du Code du licenciement dans les petites entreprises dans des affaires concernant un licenciement immédiat.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Espagne

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982 (ratification: 1985)

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

A sa 321^e session (juin 2014), le Conseil d'administration a confié à la commission d'experts le suivi des questions soulevées dans le rapport du comité tripartite ayant examiné la réclamation présentée par la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT), alléguant que le gouvernement de l'Espagne n'a pas respecté la convention n° 158 (document GB.321/INS/9/4 du 13 juin 2014). Au paragraphe 226 de son rapport, le comité tripartite a relevé l'importance que revêtent les normes internationales du travail en Espagne, ce dont témoigne en particulier la ratification d'un nombre particulièrement élevé de conventions internationales du travail (84 actuellement en vigueur). Il a également rappelé les discussions tripartites que la Conférence internationale du Travail a consacrées en juin 2013 à l'application dans ce pays de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, discussions au cours desquelles il a été rappelé que, depuis que la récession économique s'est amorcée, en 2008, devant les obstacles à surmonter face à la crise de la dette apparue dans la zone euro, il a été observé que l'application de certaines conventions se heurtait à de sérieux défis. Il a rappelé de même que le Comité de la liberté syndicale, dans son examen du cas n° 2947, a pris dûment note de la nécessité de réagir d'urgence devant ce qui est une crise économique particulièrement grave et complexe et de faire face aux problèmes posés par la situation particulièrement grave du chômage (dont les chiffres sont les plus élevés de l'Union européenne). A l'instar de la Commission de la Conférence et du Comité de la liberté syndicale, le comité tripartite a souligné l'importance de règles partagées par les partenaires sociaux dans le domaine particulièrement important qu'est celui des relations professionnelles. ***La commission invite à se reporter à l'observation qu'elle formule cette année dans le contexte de la convention n° 122 et, à l'instar du comité tripartite, elle invite le gouvernement à intensifier les efforts tendant au renforcement du dialogue social et, en consultation avec les partenaires sociaux, à apporter aux difficultés économiques présentes des solutions qui soient conformes à la convention n° 158.***

Exclusions. Fixation d'une période d'essai d'un an dans le nouveau type de contrat de travail à durée indéterminée dit «de soutien aux entrepreneurs» (paragr. 227-247 du rapport). Le comité tripartite a observé que, si l'article 2, paragraphe 2, de la convention permet d'exclure du champ d'application de la totalité ou de certaines de ses dispositions certaines catégories de travailleurs, il considère néanmoins que l'utilisation généralisée desdites exclusions serait contraire à la finalité de la convention, qui est de préserver un équilibre entre les intérêts de l'employeur et ceux du travailleur en favorisant le dialogue social en tant que moyen d'instaurer un tel équilibre. Le comité tripartite a considéré qu'il n'est pas prouvé qu'il existe un lien direct entre la facilitation des licenciements et la création d'emplois. En outre, le comité tripartite a observé que, selon les organisations plaignantes, le contrat dit «de soutien aux entrepreneurs» (prévu à l'article 4 de la loi n° 3/2012 du 6 juillet) a été instauré sans dialogue social. Il a estimé qu'il ne disposait pas d'éléments suffisants pour considérer que l'extension à une année de l'exclusion du champ d'application de la convention peut être considérée comme raisonnable, d'autant plus que cette extension ne résulte pas de la concertation sociale et que l'exclusion introduite dans ce type de contrat de travail est de nature générale. ***En conséquence, la commission invite le***

gouvernement à présenter des informations sur l'évolution du contrat à durée indéterminée dit «de soutien aux entrepreneurs» et de la question du dialogue social qui s'y rapporte et, à la lumière des informations disponibles, à examiner la possibilité d'adopter des mesures, en consultation avec les partenaires sociaux, pour éviter que cette modalité contractuelle soit rompue à l'initiative d'un employeur dans le but d'éluder de manière abusive la protection prévue dans la convention.

Articles 1, 8, paragraphe 1, et 9, paragraphes 1 et 3 de la convention. Nouvelle réglementation des motifs économiques, techniques, d'organisation ou de production (paragr. 248-266 du rapport). Le comité tripartite a observé que, dans sa nouvelle rédaction, l'article 51, paragraphe 1, de la Charte des travailleurs ainsi que la pratique suivie par les tribunaux continuent de permettre que les juges examinent non seulement l'existence des motifs, mais aussi les circonstances entourant les licenciements et vérifient que les licenciements sont véritablement intervenus pour les motifs allégués par l'employeur. **La commission invite le gouvernement à donner des informations sur la manière dont la nouvelle réglementation concernant les motifs de licenciement d'ordre économique, technique, d'organisation ou de production est appliquée dans la pratique, notamment des données concernant le nombre des recours dirigés contre de tels licenciements, le résultat desdits recours et le nombre des licenciements pour raisons économiques ou analogues.**

Article 10. Suppression des «salarios de tramitación» lorsque l'employeur opte pour la résiliation du contrat de travail après décision judiciaire déclarant le licenciement injustifié (paragr. 267-280 du rapport). Le comité tripartite a noté que l'article 56, paragraphe 1, de la Charte des travailleurs, dans sa teneur modifiée par suite de la réforme du marché du travail de 2012, prévoit que, en cas de licenciement injustifié, au lieu de la réintégration, il sera accordé au travailleur une indemnisation d'un montant correspondant à 33 jours de salaire par année de service, toute période inférieure à un an donnant droit à une fraction proportionnelle pour chaque mois, à concurrence de 24 mois. Le comité tripartite a constaté cependant que les juges espagnols conservent ainsi le pouvoir d'ordonner le versement d'une indemnité adéquate ou une autre forme de réparation considérée comme appropriée dans le cas où ils parviennent à la conclusion que la rupture de la relation de travail était injustifiée. **La commission prie le gouvernement de présenter des informations sur la nature des réparations ordonnées par les décisions judiciaires ayant déclaré injustifiées des mesures de licenciement.**

Article 6. Modification des règles concernant l'absence du travailleur pour cause de maladie ou d'accident du travail dûment justifiée: licenciement pour cause d'absentéisme (paragr. 281-296 du rapport). Le comité a noté que les changements apportés à la teneur de l'article 52 d) de la Charte des travailleurs par la loi n° 3/2012 ont pour effet de prescrire que le total des absences du travail au cours des 12 mois qui précèdent atteignent 5 pour cent des jours ouvrables. Il a noté en outre que la nouvelle rédaction instaure une nouvelle règle selon laquelle ne sont pas comptées les absences du travail liées à une incapacité temporaire telles que celles qui sont imposées par un traitement médical du cancer ou d'une maladie grave. **La commission invite le gouvernement à communiquer des informations sur la manière dont sont traitées, dans la pratique, les absences du travail imputables à une incapacité temporaire, en particulier lorsque ces absences sont imposées par un traitement médical du cancer ou d'une maladie grave.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982 (ratification: 1985)

Article 8 de la convention. Recours contre le licenciement injustifié. La commission prend note des observations reçues en août 2014, dans lesquelles l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et la Fédération vénézuélienne des chambres et associations de commerce et de production (FEDECAMARAS) font à nouveau part de leur préoccupation face aux mauvais résultats des entreprises sur le plan de la productivité, qui ont pour origine la procédure de réengagement prescrite par la loi organique sur le travail, les travailleurs et les travailleuses (LOTTT), en vigueur depuis mai 2012, et l'inamovibilité de certains travailleurs décrétée par le gouvernement. En réponse à ces observations, dans deux communications reçues en novembre 2014, le gouvernement renvoie aux informations fournies dans son rapport de 2011 et fait valoir que les services de l'inspection du travail sont saisis de plus de 42 000 plaintes pour licenciement abusif chaque année. Le gouvernement mentionne également la procédure de réengagement («reenganche») et de restitution des droits établie à l'article 425 de la LOTTT concernant les travailleurs licenciés alors qu'ils bénéficient de l'immunité syndicale ou de l'inamovibilité. La FEDECAMARAS et l'OIE rappellent à nouveau que les dispositions de la LOTTT et la pratique nationale ne permettent pas aux employeurs de mettre fin à une relation de travail, offrant ainsi la protection requise par la convention. Selon les indications de la FEDECAMARAS et de l'OIE, l'inspection du travail doit préalablement déterminer la validité du motif invoqué et elle peut entre-temps ordonner la réintégration du travailleur concerné (art. 425, paragr. 2, de la LOTTT). Selon la FEDECAMARAS et l'OIE, l'inspection du travail ne s'occupe que des allégations du travailleur et donne ordre de le réengager et de lui verser les salaires échus ou de le réintégrer à son poste de travail. Si un employeur s'oppose à l'ordre de réintégration émis par l'inspection du travail, il s'expose au délit d'outrage qui peut conduire à son arrestation à titre de sanction (art. 425, paragr. 6, de la LOTTT). En outre, l'article 425, paragraphe 9, de la LOTTT, interdit à tout employeur d'intenter un recours en justice contre une décision administrative de réintégration tant qu'il n'a pas appliqué l'ordre de réintégration donné par l'inspection du travail. La FEDECAMARAS

et l'OIE soulignent que l'inspection du travail peut mettre deux ou trois années, voire plus, pour déterminer qu'un travailleur a été licencié pour un motif valable, ce qui renchérit le coût du licenciement et, de ce fait, même lorsqu'ils sont justifiés, les licenciements se révèlent onéreux pour les employeurs. Selon la FEDECAMARAS et l'OIE, il faudrait réviser la législation et les dispositions en matière d'inamovibilité des travailleurs, de réintégration et de paiement des salaires échus, de façon à garantir, non seulement, la protection des travailleurs licenciés, même s'ils le sont pour des motifs valables, mais également, le droit des employeurs à présenter leur défense dans des conditions opportunes et à licencier, lorsque cela est justifié, les travailleurs qui ne s'acquittent pas de leurs obligations professionnelles. ***La commission invite le gouvernement à soumettre des informations permettant d'apprécier la manière dont il est donné effet, dans la législation et la pratique nationales, aux dispositions de l'article 8 de la convention, qui prescrit que les recours pour licenciement injustifié doivent être soumis à un organisme impartial.***

La commission renvoie à ses observations de 2011 et de 2013 et demande au gouvernement de fournir des informations sur la façon dont la convention est appliquée, en communiquant des données sur les activités des organismes de recours en ce qui concerne les recours exercés contre des licenciements justifiés, le résultat de ces recours et la durée moyenne nécessaire pour qu'un jugement soit prononcé à leur sujet (Point V du formulaire de rapport). La commission invite le gouvernement à joindre des exemples de décisions de justice récemment rendues en rapport avec la définition des motifs valables de licenciement (Point IV du formulaire de rapport).

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 158** (Antigua-et-Barbuda, Australie, Ethiopie, Lesotho, Malawi, Monténégro, Ouganda, Sainte-Lucie, Yémen).

Salaires

Burundi

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928 (ratification: 1963)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Méthodes de fixation des salaires minima. La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU), datées du 30 août 2012, relatives à l'application de la convention. La COSYBU considère que la convention reste lettre morte étant donné que le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) n'a pas été révisé depuis les années quatre-vingt. Elle indique qu'il est regrettable et scandaleux de maintenir officiellement le SMIG à 160 francs burundais (environ 0,10 dollar E.-U.) par jour dans les centres urbains, et à 105 francs burundais (environ 0,07 dollar E.-U.) par jour dans les zones rurales, et elle demande au gouvernement de réajuster d'urgence le niveau du SMIG. La commission rappelle à ce propos que le gouvernement avait indiqué dans de précédents rapports que le réajustement du salaire minimum national s'inscrit dans le processus plus large de révision du Code du travail et dépend également de la préparation d'une étude préliminaire sur la question. Dans ces conditions, la commission doit conclure que le processus de détermination du salaire minimum prévu aux articles 74 (ordonnances ministérielles fixant les salaires minima assurant une rémunération équitable des travailleurs) et 249 (révision annuelle des salaires minima par le Conseil national tripartite du travail) du Code du travail n'est plus appliqué dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de communiquer tous commentaires qu'il souhaiterait formuler en réponse aux observations de la COSYBU. Elle demande également au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin de réactiver le processus de détermination du salaire minimum en pleine consultation avec les partenaires sociaux et de procéder à un réajustement du salaire minimum interprofessionnel garanti qui n'a que trop tardé.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1963)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2 de la convention. Insertion de clauses de travail dans les contrats publics. Suite à son observation précédente, la commission prend note de l'adoption de la loi n° 1/01 du 4 février 2008 portant Code des marchés publics. La législation sur les marchés publics régit l'attribution, l'exécution et la supervision des contrats publics sur la base de l'égalité de traitement et de la transparence. Elle porte également création de deux organes, la Direction nationale de contrôle des marchés publics (DNCMP) et l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), qui doivent veiller au respect des lois et règlements relatifs aux marchés publics. La commission note néanmoins que le Code des marchés publics ne prévoit pas que des clauses de travail soient insérées dans les contrats publics, comme le prévoit cet article de la convention. De fait, la seule disposition qui semblerait aborder les questions de travail dans le contexte des marchés publics est l'article 55(1a) du code, qui exclut du processus d'appels d'offres publics toute personne physique ou morale n'ayant pas acquitté régulièrement ses impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit et qui ne peut en justifier par un document de l'administration concernée. La commission se réfère à cet égard aux paragraphes 117 et 118 de l'étude d'ensemble de 2008 sur les clauses de travail dans les contrats publics, dans lesquels elle fait observer que la convention n'établit pas de critères généraux d'admissibilité des individus ou des entreprises à un appel d'offres pour des contrats publics mais qu'elle exige qu'une clause de travail soit expressément incluse dans le contrat qui est effectivement signé par les parties au contrat. De même, un certificat peut attester les résultats antérieurs du soumissionnaire en ce qui concerne notamment le respect de ses obligations sociales, mais, à la différence des clauses de travail, il ne comporte aucune obligation impérative concernant les futurs travaux à réaliser. **Notant que, dans son dernier rapport, le gouvernement avait annoncé son intention de prendre les mesures nécessaires pour mettre la législation en pleine conformité avec la convention, la commission espère que ces mesures seront prises sans tarder. Notant également que le décret n° 100/120 du 18 août 1990 sur les conditions générales des contrats cessera de s'appliquer dès l'entrée en vigueur du nouveau Code des marchés publics, la commission prie le gouvernement de transmettre le texte des nouvelles conditions générales des contrats une fois qu'elles auront été adoptées. Par ailleurs, la commission demande au gouvernement de préciser si le décret présidentiel n° 100/49 du 11 juillet 1986 sur les mesures spécifiques à prendre pour garantir les conditions minimales aux travailleurs employés dans le cadre d'un contrat public – qui prévoit globalement les mêmes dispositions que l'article 2 de la convention sans toutefois faire expressément référence aux clauses de travail – est toujours en vigueur et, dans l'affirmative, la manière dont l'application de l'article 2 de ce décret présidentiel est assurée dans la pratique.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Djibouti

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928 (ratification: 1978)

Article 1 de la convention. Institution de méthodes de fixation des salaires minima. Faisant suite à ses précédents commentaires concernant l'abolition du système du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), la commission note les informations contenues dans le rapport du gouvernement selon lesquelles: 1) par une interprétation extensive de l'article 260 du Code du travail, les taux des salaires minima fixés par voie de conventions collectives ont force obligatoire; 2) un nouveau Conseil national du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (CONTESS) a été institué par le décret n° 2012-273/PR/MTRA du 30 décembre 2012, date à laquelle il s'est réuni pour la première fois; 3) le salaire minimum a été revalorisé à 35 000 FD (soit 200 dollars E.-U.), de même que les bas salaires dans le cadre de la nouvelle convention collective de l'administration et des établissements publics signée le 26 décembre 2011; 4) 3 784 salariés contractuels ont bénéficié de cette revalorisation; et 5) le ministre a exhorté le secteur privé à revaloriser le salaire minimum lors de la renégociation des conventions collectives.

Tout en notant ces informations, la commission constate que la fixation des salaires minima continue de s'effectuer par le biais de la négociation collective exclusivement et que le gouvernement ne mentionne pas de décision concernant la réintroduction du salaire minimum national. La commission souhaite rappeler à nouveau que la convention prévoit l'institution de méthodes permettant de fixer des taux minima de salaires pour les travailleurs employés dans des industries ou parties d'industries où il n'existe pas de régime efficace pour la fixation des salaires par voie de contrat collectif et où les salaires sont exceptionnellement bas. Elle rappelle également que l'établissement d'un mécanisme de fixation du salaire minimum en dehors du système de négociation collective est essentiel pour assurer une protection sociale efficace aux travailleurs qui ne sont pas encadrés par les règles relatives aux conventions collectives, et que le gouvernement doit prendre les mesures nécessaires pour assurer que l'application des taux de salaire minima fixés par voie de conventions collectives est liée à un système de supervision et de sanctions efficaces.

La commission souligne que ces questions font l'objet de commentaires depuis 2008 et espère que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour mettre sa législation et pratique nationales en pleine conformité avec cette disposition de la convention.

Grèce

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949 (ratification: 1955)

Article 11 de la convention. Créances salariales bénéficiant d'un privilège dans les procédures de faillite. La commission rappelle que, dans sa dernière observation, elle avait noté qu'une institution de garantie des salaires constituait un complément utile de la protection des créances salariales au moyen d'un privilège, comme le prévoit cet article de la convention, et avait prié le gouvernement de fournir des informations supplémentaires sur l'impact que la crise économique actuelle pourrait avoir eu sur le fonctionnement du Fonds de garantie des salaires. Dans son dernier rapport, le gouvernement ne fournit pas de nouvelles informations à ce sujet. Le gouvernement ne précise pas, dans son rapport, comment le fonds fonctionne concrètement ni s'il existe des problèmes. *La commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations actualisées sur le fonctionnement du Fonds de garantie des salaires, en particulier sur l'impact de la crise économique et financière actuelle et des diverses mesures d'austérité prises pour y faire face, y compris, par exemple, sur l'intervention du Fonds de stabilisation financière et le nombre et le pourcentage de travailleurs d'entreprises en cessation de paiement ayant bénéficié de versements du fonds à hauteur de la part impayée du salaire.*

Article 12. Paiement régulier des salaires. Prompt règlement des salaires dus au moment de la cessation de la relation d'emploi. Dans ses commentaires précédents, la commission demandait instamment que le gouvernement continue de prendre des mesures actives pour endiguer toute extension des problèmes de non-paiement ou de retard dans le paiement des salaires. En outre, préoccupée par les réductions de salaires opérées dans le secteur public et l'abaissement du salaire minimum national, la commission demandait instamment que le gouvernement veille à ce que les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs soient pleinement consultées avant l'adoption de toute nouvelle mesure d'austérité, de manière à éviter que les droits des travailleurs afférents à la protection du salaire ne soient l'objet de nouvelles inflexions, et pour tenter de rétablir le pouvoir d'achat des salaires des travailleurs. Elle avait demandé enfin que le gouvernement présente un rapport complet sur toutes les mesures d'ordre salarial adoptées dans le contexte de la crise financière, sur la tenue de toutes consultations tripartites préalablement à l'adoption de ces mesures et sur l'impact social de ces dernières.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport au sujet des difficultés actuellement rencontrées quant à la régularité du paiement des salaires. Elle prend note en particulier de l'information au

sujet du nombre d'amendes, de plaintes et de conflits du travail, tels qu'enregistrés par l'inspection du travail (SEPE) dans des cas de non-paiement ou de retard de paiement de salaires entre 2011 et avril 2013. D'après ces informations, 10,2 pour cent des cas d'amende et 75 pour cent de conflits du travail sont liés au non-paiement ou au retard de paiement de salaires. La commission note également que le gouvernement indique que les cas de non-paiement ou de retard de paiement de salaires et de congés payés, d'allocations et de bonifications ne cessent d'augmenter. A cet égard, elle prend note des conclusions d'une étude menée par l'Institut des petites entreprises (IME) de la Confédération hellène des professionnels, des artisans et des commerçants (GSEVEE) qui indiquent notamment que 51,4 pour cent des entreprises ayant participé à l'étude ont des difficultés à payer les salaires dans les délais prescrits, que 43,2 pour cent d'entre elles ne sont pas à jour dans le paiement de leurs contributions à l'Organisme d'assurance des travailleurs à leur compte (OAEE), et que 22,6 pour cent ne sont pas à jour dans le paiement de leurs contributions au Fonds de sécurité sociale. Ces entreprises ont également du mal à s'acquitter de leurs obligations fiscales et à payer les services publics.

La commission note que le gouvernement se réfère dans ses réponses aux diverses dispositions du Code civil visant à protéger les travailleurs en cas de non-paiement ou de retard de paiement du salaire mais elles ne semblent pas sanctionner de telles situations. Etant donné la situation décrite ci-avant, la commission demeure **profondément préoccupée** par le fait que les cas de non-paiement ou de retard de paiement du salaire persistent. Elle estime que la situation actuelle continue de poser des difficultés aux travailleurs et leur famille, dont le revenu a déjà été fortement réduit par des mesures d'austérité incluant une réduction des salaires et des prestations sociales. **La commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures possibles, qu'elles soient d'ordre législatif ou autre, pour garantir le paiement de la totalité des salaires dans les délais prescrits et elle le prie de donner des informations sur les effets de ces mesures. Elle le prie également de continuer de donner des informations sur l'évolution de la situation concernant le non-paiement ou le paiement tardif des salaires, y compris, par exemple, sur le montant total des arriérés de salaires versés.**

S'agissant des réductions de salaires dans le secteur public, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement selon lesquelles, en vertu de l'article 1, paragraphe C(C1), de la loi n° 4093/2012, les fonctionnaires n'ont plus droit, depuis le 1^{er} janvier 2013, aux allocations de vacances et aux bonifications pour Noël et Pâques, élément qui vient s'ajouter à une série d'autres mesures déjà en vigueur et signalées précédemment, qui avaient abaissé les salaires et prestations sociales de base de ces salariés du secteur public. A cet égard, la commission relève que, d'après un communiqué de presse, le Conseil d'Etat, qui est la plus haute instance administrative de la Grèce, a dit, dans un arrêt de janvier 2014, que les réductions de salaires appliquées en 2012 à la police et aux forces armées étaient inconstitutionnelles et que les travailleurs concernés devaient être remboursés. La commission relève également que, en vertu de la loi n° 4172/2013, certains postes de fonctionnaires ont été supprimés, et les travailleurs qui les occupaient ont été mis en situation de «non-activité» ou de «mobilité», percevant un salaire moins important pendant une période maximale de huit mois au cours de laquelle on recherche pour eux une autre possibilité d'emploi dans le secteur public. Elle relève également que cette mesure vise à placer 25 000 travailleurs du secteur public dans une situation de «non-activité» et que 5 000 fonctionnaires partiront à la retraite ou seront licenciés. La commission observe que ces mesures, bien qu'elles s'inscrivent dans une démarche de réduction du budget national, ont des incidences négatives considérables sur le niveau de vie des travailleurs du secteur public qui doivent désormais vivre avec un salaire et des prestations sociales réduits et des vacances non payées.

S'agissant du salaire minimum national, la commission prend note des informations données par le gouvernement dans son rapport à propos du nouveau mécanisme de fixation des taux de salaires minima au niveau national prévu par la loi n° 4172/2013, mécanisme dans le cadre duquel, selon le gouvernement, le rôle des partenaires sociaux se trouve renforcé. La commission note cependant que le gouvernement indique que ce nouveau mécanisme n'entrera en vigueur qu'après la mise en place des programmes d'ajustement budgétaire, soit pas avant le 1^{er} janvier 2017, et que, jusqu'à cette date, les taux fixés par la loi n° 6/2012 du Conseil des ministres continueront de s'appliquer, ce qui diminue les taux applicables précédemment de 22 pour cent pour les travailleurs de 25 ans et plus, et de 32 pour cent pour les travailleurs de moins de 25 ans.

S'agissant des consultations tripartites portant sur les questions salariales, la commission note que le gouvernement mentionne d'autres activités, notamment des ateliers tripartites sur le dialogue social et la conclusion d'accords entre le gouvernement et l'OIT portant sur divers projets. Si ces initiatives sont particulièrement bienvenues dans une démarche plus vaste, axée sur une reprise qui favorise l'emploi après les difficultés économiques actuelles, elles n'ont cependant pas de lien avec les consultations tripartites qui devraient avoir lieu préalablement à l'adoption de toutes nouvelles mesures d'austérité.

Etant donné que les mesures susmentionnées dont le gouvernement a fait état doivent encore être mises en œuvre avant de commencer à produire leurs effets sous forme d'activités spécifiques, la commission demande au gouvernement d'examiner la possibilité d'adopter de nouvelles mesures propres à éviter tout nouvel impact négatif sur les droits des travailleurs afférents à la protection du salaire. La commission demande également à nouveau au gouvernement de consulter pleinement les représentants des employeurs et des travailleurs avant l'adoption de toute nouvelle mesure d'austérité et de continuer à donner des informations sur toute nouvelle mesure prise ou envisagée dans ce domaine et sur les résultats obtenus.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Guinée

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1966)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). *La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.*

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2 de la convention. Insertion de clauses de travail dans les contrats publics. La commission note que le dernier rapport du gouvernement ne contient aucune réponse à ses précédents commentaires, mais reproduit pour l'essentiel des informations déjà transmises dans des rapports antérieurs, qu'elle a considérées comme étant étrangères au contenu de la convention et à la question de son champ d'application. Elle se voit donc à nouveau dans l'obligation de conclure que, depuis quarante ans, aucun progrès concret n'a été réalisé dans l'application des dispositions de la convention, que ce soit dans la législation ou dans la pratique. La commission se déclare profondément déçue que la convention ne soit toujours pas appliquée malgré l'assistance technique fournie par le Bureau en 1981 et l'engagement pris maintes fois depuis par le gouvernement d'élaborer et d'adopter des textes législatifs spéciaux pour régir les marchés publics. *Dans ces conditions, la commission espère que le gouvernement déploiera des efforts sincères en vue de maintenir un dialogue réel avec les organes de contrôle de l'OIT et le prie instamment à nouveau de prendre sans plus attendre toutes les mesures nécessaires pour mettre sa législation et sa pratique nationales en conformité avec les dispositions et les objectifs précis de la convention.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République islamique d'Iran

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949 (ratification: 1972)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des observations présentées le 28 septembre 2014 par la Confédération syndicale internationale (CSI) au sujet de la gravité de la situation des arriérés de salaires dans le pays.

Article 12 de la convention. Paiement des salaires à intervalles réguliers. Situation des arriérés de salaires. La commission prend note des informations contenues dans le dernier rapport du gouvernement sur les mesures qu'il a prises pour faire face à la crise des arriérés de salaires, notamment l'amélioration générale de l'environnement entrepreneurial, un système de protection sociale et un accord conclu en 2014 au sein de la Commission nationale tripartite qui prévoit que les confédérations de travailleurs et d'employeurs communiqueront au ministère des Coopératives, du Travail et de la Protection sociale des informations sur les allégations de violations de la législation du travail à l'encontre de leurs membres. Le gouvernement indique aussi qu'une enquête menée par l'Association des industries textiles de l'Iran (AITI) sur les arriérés de salaires n'a mis en évidence que peu de cas de salaires non payés dans l'industrie textile nationale, cas que l'AITI et les services des gouverneurs locaux étaient en train de régler. Le gouvernement indique aussi que, afin d'identifier les secteurs et les entreprises qui pratiquent les arriérés de salaires, un logiciel technique a été conçu et fourni aux directions provinciales chargées des coopératives, du travail et de la protection sociale. *Tout en prenant note de ces faits nouveaux, la commission continue d'encourager le gouvernement à prendre toutes les mesures appropriées pour améliorer la collecte de données afin que la situation des arriérés de salaires puisse être étroitement contrôlée et constamment évaluée. La commission demande aussi au gouvernement de fournir ses commentaires au sujet des récentes observations formulées par la CSI sur la situation des arriérés de salaires dans le pays. De plus, la commission note que le gouvernement a indiqué dans son rapport son souhait de se prévaloir de l'assistance technique du BIT, et veut croire que le Bureau donnera suite à cette demande.*

Jamaïque

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1962)

Article 2 de la convention. Insertion de clauses de travail dans les contrats publics. La commission note que, malgré les explications détaillées fournies dans ses commentaires antérieurs au sujet du champ d'application et de la finalité de la convention ainsi que des mesures nécessaires pour sa mise en œuvre dans la pratique, le gouvernement continue de mentionner des textes législatifs qui sont peu pertinents pour la convention puisqu'ils ne contiennent pas de clauses de travail du type de celles que prévoit l'article 2 de la convention. Plus concrètement, la commission note que le gouvernement mentionne la loi sur les usines et la loi sur les salaires minima en tant qu'instruments protégeant tous les travailleurs sans exception ainsi que l'accord entre les travailleurs et les employeurs (2011-2013) pour le bâtiment et la construction. La commission note que cet accord prévoit une échelle de rémunération supérieure au taux de salaire minimum, qui s'élève, depuis la dernière révision en septembre 2012, à 5 000 dollars jamaïcains (soit environ 48 dollars E.-U.) pour une semaine de travail de 40 heures.

La commission rappelle à cet égard que la convention exige que les contrats publics (passés pour des travaux de construction, la manufacture de biens ou la fourniture de services) incluent des clauses garantissant aux travailleurs concernés une rémunération, une durée de travail et d'autres conditions de travail au moins aussi favorables que celles qui sont prévues pour le type de travail concerné au lieu où ce travail est exécuté par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale. Dans le cas d'un contrat de construction, par exemple, cela signifie que l'adjudicataire et tout sous-contractant seraient obligés de verser des rémunérations au moins égales au taux fixé dans l'accord conclu entre les partenaires sociaux, et non le salaire minimum national, pour autant que l'accord contienne les conditions de rémunération les plus favorables pour les travailleurs de la construction. C'est précisément parce que les conditions d'emploi et de travail fixées dans la législation générale du travail sont souvent améliorées par voie de négociation collective que la commission estime systématiquement que le simple fait que la législation nationale s'applique à tous les travailleurs ne dispense pas le gouvernement concerné de son obligation d'inclure des clauses de travail dans tous les contrats publics, conformément à l'article 2, paragraphes 1 et 2, de la convention. **Rappelant que la convention n'impose pas nécessairement l'adoption d'une nouvelle législation mais qu'elle peut être appliquée par le biais d'instructions ou de circulaires administratives, la commission espère à nouveau que le gouvernement prendra rapidement des mesures visant à garantir la mise en œuvre effective de la convention, tant en droit que dans la pratique.**

Ouganda

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928 (ratification: 1963)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

Articles 1 à 4 de la convention. Instauration et application de méthodes de fixation des taux de salaire minima. La commission note que le cas de l'Ouganda a été discuté devant la Commission de l'application des normes de la Conférence en juin 2014. Au cours de cette discussion, le gouvernement avait indiqué qu'il avait élaboré un document destiné à réactiver le Conseil consultatif des salaires minima en vue de sa soumission au Conseil des ministres. Il avait également indiqué qu'il était prévu que le Conseil des ministres approuve le nouveau Conseil des salaires avant septembre 2014 et que, une fois approuvé, le Conseil des salaires devrait soumettre ses recommandations au Conseil des ministres avant la fin du mois d'avril 2015. En outre, il avait indiqué qu'il était prévu que le Conseil des ministres examine ces recommandations avant juin 2015 et que le nouveau salaire minimum entre en vigueur avant juillet 2015. Par ailleurs, le gouvernement avait indiqué qu'il était prêt à suivre les recommandations de la commission d'experts, et qu'il espérait recevoir une assistance technique de la part du BIT en vue de compléter le processus de fixation du salaire d'une manière qui soit bénéfique pour les travailleurs, les employeurs et le gouvernement. En outre, la commission prend note des commentaires soumis par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et la Fédération des employeurs de l'Ouganda (FUE) le 21 août 2014, qui soulèvent des préoccupations au sujet de l'application dans la législation et la pratique de la convention. Dans leurs commentaires, l'OIE et la FUE ont indiqué que, compte tenu de l'inactivité du Conseil des salaires minima, le taux du salaire minimum national n'a pas été ajusté depuis 1984. Selon l'OIE et la FUE, le Conseil consultatif des salaires minima aurait besoin d'être réactivé, et la participation des partenaires sociaux au mécanisme de fixation du salaire minimum devrait être garantie. En outre, l'OIE et la FUE ont souligné que l'Ouganda bénéficiait d'une croissance de son PIB qui devrait se traduire par l'application pleine de la convention dans les meilleurs délais. L'OIE et la FUE étaient d'accord avec le gouvernement sur le fait qu'il était nécessaire de mener une étude sur l'évolution des salaires dans les divers secteurs économiques et une évaluation du coût de la vie, de même qu'une analyse des tendances de l'emploi et des différents facteurs économiques, avant qu'on puisse procéder à la fixation d'un nouveau

salaire minimum. Enfin, l'OIE et la FUE attirent l'attention sur le fait qu'il est souhaitable pour le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT, de telle sorte que le nouveau salaire minimum puisse être fixé et entrer en vigueur avant le mois de juillet 2015. ***La commission prie le gouvernement de communiquer toute information au sujet du suivi de la discussion de juin 2014 devant la Commission de l'application des normes de la Conférence à l'égard de la réactivation du Conseil consultatif des salaires minima et de l'ultérieure fixation d'un nouveau taux de salaire minimum dans le pays, et de transmettre tous commentaires qu'il voudrait formuler en réponse aux commentaires de l'OIE et de la FUE. Elle recommande également que le Bureau fournisse l'assistance technique demandée par le gouvernement afin de s'assurer qu'un nouveau taux de salaire minimum puisse être mis en œuvre pour juillet 2015.***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Portugal

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992 (ratification: 2012)

La commission note les observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération de l'industrie portugaise (CIP) reçues le 1^{er} septembre 2014 concernant la protection des crédits des travailleurs à travers le Fonds de garantie des salaires (FGS) réglementé par la loi n° 35/2004 du 29 juillet. L'OIE et la CIP estiment que l'entrée en vigueur de la loi n° 16/2012 du 20 avril portant création d'une procédure spéciale de revitalisation (PER) des entreprises en situation économique difficile ou d'insolvabilité, mais susceptibles de récupération, a pour effet de laisser les travailleurs appartenant à une entreprise en PER en dehors de la protection du FGS. En conséquence, l'OIE et la CIP demandent la modification de l'article 318 de la loi n° 35/2004 afin d'inclure parmi les situations couvertes par le FGS le cas des entreprises en PER. ***La commission prie le gouvernement de transmettre tout commentaire à cet égard.***

Sierra Leone

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949 (ratification: 1961)

La commission note avec ***regret*** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 16 de la convention. Renseignements complets sur les modifications législatives. Rappelant que le gouvernement évoque depuis dix ans l'adoption imminente de la nouvelle législation du travail et que cela fait plus de vingt ans que des projets d'amendement ont été élaborés, avec l'assistance du Bureau, en vue de rendre la législation nationale conforme aux dispositions de la convention, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires sans plus tarder pour promulguer la nouvelle législation et rappelle que l'assistance du BIT à cet égard lui reste ouverte.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928 (ratification: 1944)

La commission note les observations formulées par la Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS) ainsi que par l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 31 août et le 27 novembre 2014, et selon lesquelles il n'y a pas eu de consultations tripartites approfondies et avec un préavis suffisant pour permettre de donner un avis au sujet de la fixation des salaires minima.

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence. La commission note que, dans le cadre de la Commission de l'application des normes, ainsi que dans son rapport, le gouvernement a indiqué que: 1) la révision et la fixation du salaire minimum sont une obligation de l'Etat en vertu de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela; et 2) deux revalorisations du salaire minimum ont été effectuées en 2014 après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs au cours des réunions de travail proposées à l'initiative du pouvoir exécutif.

La commission rappelle que, en matière de dialogue social, dans un cadre plus large que celui des salaires minima, la mission tripartite de haut niveau, qui s'est rendue dans le pays en janvier 2014, a rappelé «qu'il importe de créer les conditions nécessaires pour engager avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives un

dialogue social tripartite sur les questions relatives aux relations professionnelles, ce qui suppose que les parties fassent preuve de bonne foi et d'un esprit constructif, se respectent les uns les autres, soient indépendantes et respectent la liberté syndicale, qu'un délai raisonnable soit imparti pour mener des discussions de fond et que des efforts soient faits pour parvenir dans la mesure du possible à des solutions mutuellement convenues...».

La commission prie instamment le gouvernement de faire tous les efforts possibles pour garantir la pleine consultation et la participation sur un pied d'égalité des organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives en ce qui concerne l'établissement et la mise en œuvre du système des salaires minima. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard et rappelle que celui-ci peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 26** (Mali, Sierra Leone); la **convention n° 94** (Dominique, Guyana, Sierra Leone); la **convention n° 95** (Djibouti, Mali, République de Moldova, Tadjikistan, Yémen); la **convention n° 99** (Comores); la **convention n° 173** (Burkina Faso, Tchad).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 95** (Bulgarie, Guyana).

Temps de travail

Etat plurinational de Bolivie

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 (ratification: 1973)

Article 8, paragraphe 3, de la convention. Repos compensatoire. La commission rappelle à nouveau que, depuis 1976, elle évoque la nécessité de modifier l'article 31 du décret réglementaire n° 244 de 1943, qui permet à l'employeur, en cas de travail le jour du repos dominical hebdomadaire, d'accorder au travailleur un repos compensatoire un autre jour de la semaine ou une compensation pécuniaire égale au double du salaire moyen de base du travailleur. La commission note que, dans son dernier rapport, le gouvernement indique que la modification de l'article 31 dudit décret appelle une analyse approfondie de la part des parties prenantes au processus de modification des instruments normatifs, si l'on tient compte du fait que la possibilité d'une compensation économique est depuis des années un droit se traduisant par un paiement aux travailleurs et que sa suppression pourrait être considérée comme une diminution des droits du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission avait souligné que, conformément à l'article 8, paragraphe 3, de la convention, lorsque des dérogations temporaires relatives au jour de repos hebdomadaire sont autorisées, un repos compensatoire d'une durée totale au moins égale à celle de la période minimum de vingt-quatre heures consécutives doit être accordé, sans considération du versement d'une quelconque indemnité pécuniaire. **Rappelant à nouveau les principes de base de la convention, qui visent à assurer aux travailleurs une période minimum de repos et de loisirs essentielle à leur santé et leur bien-être, la commission exprime l'espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour mettre en fin l'article 31 du décret réglementaire n° 244 de 1943 en conformité avec les prescriptions de la convention.**

Chine

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921 (ratification: 1934)

Article 2 de la convention. Régime normal du repos hebdomadaire. Dans son commentaire antérieur, la commission avait noté, d'après l'indication de la Confédération syndicale internationale (CSI), que le droit des travailleurs au repos hebdomadaire est facilement remis en cause par les employeurs qui s'appuient sur les systèmes d'assouplissement et de regroupement des heures de travail en vigueur aux plans national ou local pour exclure les travailleurs de la protection prévue par la loi en matière de repos et de compensation. La CSI avait également indiqué que, dans le cadre de ces systèmes, qui sont de plus en plus courants et deviennent même la norme dans un nombre croissant de secteurs d'activités, le repos hebdomadaire peut être remplacé par un «repos groupé» décidé de manière unilatérale par l'employeur dans l'intérêt de l'entreprise. La CSI avait également indiqué que les dérogations sont bien souvent accordées par le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale sur la base d'un simple «accord écrit» du syndicat de l'entreprise, sans même que les travailleurs intéressés aient été dûment consultés. La commission avait également noté que la CSI s'était référée aux mesures applicables à l'examen et à l'approbation des systèmes d'assouplissement et de regroupement des heures de travail, adoptées en 1995, qui permettent la prise en compte de la durée de travail moyenne sans toutefois garantir des arrangements acceptables en ce qui concerne le repos hebdomadaire. Au lieu de reconnaître le droit à un congé compensatoire à l'égard de chaque période de sept jours, les mesures mentionnées se réfèrent à la notion imprécise de «travail groupé et repos groupé», si bien que les travailleurs sont facilement induits par leur employeur à confondre congé compensatoire du repos hebdomadaire et congé annuel. Elle avait également noté, toujours selon la CSI, que les travailleurs étaient peu ou pas rémunérés lorsqu'ils travaillent durant leur jour de repos hebdomadaire alors qu'ils pourraient prétendre au double de leur rémunération horaire normale conformément à la loi sur le travail. **La commission prie à nouveau le gouvernement de transmettre ses commentaires en réponse aux observations de la CSI et de fournir de plus amples informations sur la manière dont le repos hebdomadaire est assuré en droit et dans la pratique.**

En outre, la commission avait noté dans son commentaire antérieur que la CSI s'était référée au nouveau projet de loi sur les heures de travail qui avait été élaboré par le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale en mai 2012, et en particulier au projet de l'article 10 prévoyant l'octroi d'une période de repos de 24 heures pour chaque période de deux semaines dans le cas des systèmes de regroupement des heures de travail. **La commission voudrait recevoir des informations actualisées sur l'état d'avancement du projet de loi susmentionné et prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

Articles 4 et 6. Liste des exceptions. En référence à son commentaire antérieur concernant les dispositions relatives au repos hebdomadaire applicables dans des industries spécifiques (notamment les chemins de fer, le pétrole et la chimie, l'énergie, la presse et l'édition, l'aviation civile, la métallurgie, les banques, le tabac et la construction navale) et aux conditions prévues dans la convention que toutes exceptions à la norme générale doivent respecter (à savoir tenir compte de toutes considérations économiques et humanitaires appropriées et consultation préalable des associations

qualifiées des employeurs et des travailleurs), la commission note les indications du gouvernement selon lesquelles les autorités de l'administration du travail ont adopté des procédures strictes en matière de révision et d'examen de l'approbation des heures spéciales de travail, prévoyant notamment la consultation écrite des syndicats d'entreprises. Elle rappelle cependant que la CSI avait allégué que les dérogations sont bien souvent accordées par le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale sur la base d'un simple «accord écrit» du syndicat de l'entreprise, sans même que les travailleurs intéressés aient été dûment consultés. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir de plus amples informations sur les dispositions relatives au repos hebdomadaire applicables dans ces industries spécifiques. En particulier, elle prie le gouvernement d'indiquer comment ces dispositions de la convention sont assurées en droit et dans la pratique.**

République dominicaine

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990 (ratification: 1993)

Article 3 de la convention. Mesures de protection des travailleurs de nuit. Depuis un certain nombre d'années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'adopter des mesures concrètes de protection, de nature législative ou autres, garantissant un niveau minimum de protection aux travailleurs de nuit, conformément aux prescriptions des *articles 4* (évaluation sans frais de l'état de santé), *6* (travailleurs certifiés inaptes au travail de nuit), *7* (protection de la maternité), *9* (services sociaux) et *10* (consultation des représentants des travailleurs intéressés) de la convention. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport qu'une commission spéciale a été créée pour réviser et actualiser le Code du travail afin de le mettre en conformité avec les normes internationales du travail, y compris les conventions de l'OIT. Le gouvernement indique également que, au sein de cette commission, des mesures seront prises pour garantir la participation des partenaires sociaux au processus de réforme. La commission renvoie à ses précédents commentaires et veut croire que le gouvernement accordera l'attention nécessaire aux points qui y sont soulevés. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès concernant la révision du Code du travail donnant effet aux dispositions susmentionnées de la convention.**

Equateur

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979 (ratification: 1988)

Articles 5 à 9 de la convention. Heures de travail et de repos. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté qu'elle fait observer depuis vingt ans que les conditions de travail dans les entreprises de transport publiques et privées ne sont pas conformes à la convention. Elle a eu connaissance d'une initiative visant à modifier le Code du travail soumis pour examen à l'Assemblée nationale par le ministère des Relations professionnelles en mai 2014. La commission note l'adoption de dispositions concernant la pause obligatoire après quatre heures de conduite ininterrompue et le repos journalier d'au moins dix heures consécutives, lesquelles sont conformes respectivement aux *articles 5* et *8* de la convention. Elle note par ailleurs que l'initiative en question prévoit une durée totale maximum de conduite, y compris les heures supplémentaires, de dix heures par jour et de cinquante heures par semaine au lieu des neuf heures journalières et quarante-huit heures hebdomadaires prescrites par l'*article 6* de la convention. **La commission espère que le gouvernement fournira dans son prochain rapport des informations sur l'adoption d'une nouvelle législation qui garantira le respect de toutes les dispositions de la convention.**

Guinée équatoriale

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919 (ratification: 1985)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 6 de la convention. Dérogations permanentes et temporaires. En réponse aux commentaires que la commission formule depuis 1994, le gouvernement avait indiqué dans son rapport de 2004 que les règlements d'application de l'article 49 de la loi n° 2/1990 étaient toujours en cours d'examen avec les parties concernées, en particulier dans le secteur des hydrocarbures. **La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur les progrès accomplis dans ce processus. Le gouvernement est également invité à fournir des informations concernant les organisations d'employeurs et de travailleurs consultées dans le cadre de l'élaboration de ces règlements. Par ailleurs, la commission prie instamment le gouvernement de communiquer des informations sur la manière dont sont appliquées dans la pratique les dispositions de l'article 49 de la loi n° 2/1990 relatives aux heures supplémentaires.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930 (ratification: 1985)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 7 de la convention. Dérogations permanentes et temporaires. En réponse aux commentaires que la commission formule depuis 1994, le gouvernement a indiqué dans son rapport de 2004 que les règlements d'application de l'article 49 de la loi n° 2/1990 étaient toujours en cours d'examen avec les parties concernées, en particulier dans le secteur des hydrocarbures. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès accomplis dans ce processus. Le gouvernement est également prié de fournir des informations concernant les organisations d'employeurs et de travailleurs consultées dans le cadre de l'élaboration de ces règlements. Par ailleurs, la commission prie instamment le gouvernement de communiquer des informations sur la manière dont sont appliquées dans la pratique les dispositions de l'article 49 de la loi n° 2/1990 relatives aux heures supplémentaires.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Indonésie

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 (ratification: 1972)

Article 8, paragraphe 3, de la convention. Dérogations temporaires. Repos compensatoire. Se référant à ses précédents commentaires, la commission note de nouveau avec **regret** que le dernier rapport du gouvernement ne mentionne pas de nouvelles mesures prises ou envisagées. Les travailleurs ne bénéficient pas d'un repos compensatoire lorsqu'ils travaillent pendant leur jour de repos hebdomadaire et leur seule compensation consiste en un supplément de rémunération, conformément aux dispositions de l'article 11(b) du décret n° KEP-102/MEN/VI/2004 du ministre de la Main-d'œuvre et des Migrations sur les heures supplémentaires et leur rémunération. La commission rappelle à nouveau que, en vertu de l'article 8, paragraphe 3, de la convention, il est impératif qu'un repos compensatoire d'une durée totale égale à celle de la période de repos prévue à l'article 6 soit accordé aux travailleurs ayant exercé leur activité professionnelle pendant leur jour de repos hebdomadaire, sans considération d'une éventuelle compensation pécuniaire. **Rappelant qu'elle soulève cette question depuis plus de trente ans, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre sa législation en conformité avec les prescriptions de la convention en adoptant des dispositions législatives ou administratives à cet effet. La commission demande également au gouvernement de communiquer dans son prochain rapport des informations actualisées sur l'application pratique de la convention, y compris, par exemple, des statistiques sur le nombre approximatif de travailleurs couverts par la législation pertinente, les résultats des travaux d'inspection du travail présentant le nombre d'infractions constatées en matière de repos hebdomadaire et les sanctions infligées à cet égard, etc.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Ouzbékistan

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935 (ratification: 1992)

Article 1 de la convention. Semaine de quarante heures. Durée moyenne du travail. Heures supplémentaires. La commission note avec **préoccupation** que, malgré les commentaires qu'elle formule depuis plus de vingt ans, le rapport du gouvernement ne contient aucune nouvelle information sur les articles 123 et 124 du Code du travail, qui portent respectivement sur la durée moyenne du travail et sur les heures supplémentaires. Comme précédemment noté, ces dispositions ne semblent pas conformes à l'esprit de la convention, tel qu'expliqué dans la recommandation (n° 116) sur la réduction de la durée du travail, 1962, car elles peuvent entraîner une durée du travail excessivement longue. C'est ainsi que l'article 123 autorise des journées de travail pouvant atteindre douze heures durant une période d'une année, sans fixer les conditions à observer, ce qui va à l'encontre du paragraphe 12 de la recommandation n° 116 d'après lequel le calcul de la durée normale moyenne du travail sur une période excédant la semaine ne devrait être permis que lorsque des conditions particulières à certaines branches d'activité ou des nécessités techniques le justifient. En outre, l'article 124 autorise les heures supplémentaires sans aucune limitation, ce qui contrevient au paragraphe 14 de la même recommandation qui prévoit que les autorités nationales compétentes devraient déterminer dans quelles circonstances et

dans quelles limites des dérogations à la durée normale du travail pourront être autorisées à titre permanent, temporaire ou périodique. *Notant que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur ce point, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations sur l'application des articles 123 et 124 du Code du travail et d'expliquer comment ce type d'aménagement du temps de travail, ou une large autorisation des heures supplémentaires, peut être jugé cohérent avec une politique de réduction de la durée du travail tout en maintenant le niveau de vie des travailleurs, comme prévu par la présente convention.* Pour ce qui concerne son prochain rapport, la commission rappelle au gouvernement qu'il peut recourir à l'assistance technique du Bureau, s'il le souhaite, pour répondre aux préoccupations que la commission a précédemment formulées et qui restent à ce jour sans réponse.

Panama

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930 (ratification: 1959)

La commission prend note des observations présentées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et le Conseil national de l'entreprise privée (CONEP), reçues le 2 septembre 2014, demandant de faire appel à la table ronde relative à l'accord tripartite de Panama, qui est composée de la Commission pour l'accord tripartite de Panama (adaptation de la législation du travail) et de la Commission pour le traitement rapide des plaintes relatives à la liberté syndicale et la négociation collective, afin de réviser intégralement les normes relatives au travail. *La commission demande au gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.*

Article 7, paragraphes 3 et 4, de la convention. Dérogations temporaires. Limite annuelle du nombre d'heures supplémentaires et rémunération des heures supplémentaires. La commission rappelle que, dans ses commentaires antérieurs, elle avait indiqué la nécessité de modifier l'article 36, paragraphe 4, du Code du travail, qui fixe uniquement des limites journalières et hebdomadaires au nombre d'heures supplémentaires, alors que la convention prescrit, dans le cadre de dérogations temporaires, qu'une limite annuelle soit également établie. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, en raison de l'absence de consensus entre les partenaires sociaux, il n'a pas été possible de modifier cette disposition. La commission prend également note de la proposition du gouvernement d'organiser une réunion tripartite en vue d'aborder cette question avec les partenaires sociaux. *A cet égard, tout en saluant la proposition du gouvernement d'organiser une réunion tripartite sur cette question, la commission veut croire qu'il prendra les mesures nécessaires pour modifier l'article 36, paragraphe 4, du Code du travail dans le sens indiqué. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard.*

En outre, la commission rappelle qu'elle s'était aussi référée à: i) la nécessité de fixer des limites journalières et annuelles au nombre d'heures supplémentaires applicables dans le secteur public, en vertu de l'article 7, paragraphe 3, de la convention; la commission note que le manuel de 2005 des procédures en matière de ressources humaines fixe à quarante heures par mois le temps compensatoire maximal qui pourra être accumulé, sans excéder 25 pour cent de la durée journalière légale de travail; et ii) sauf en cas d'accident et de force majeure, les heures supplémentaires doivent faire l'objet d'une rémunération majorée d'au moins 25 pour cent par rapport à la rémunération ordinaire, indépendamment du repos compensatoire pouvant être accordé, comme prévu par l'article 7, paragraphe 4, de la convention. A cet égard, la commission note que, en vertu de l'article 122 du décret exécutif n° 222 du 12 septembre 1997, seules les heures supplémentaires qui auront été préalablement autorisées par le chef hiérarchique seront rémunérées. A cet égard, la commission note que: i) le gouvernement indique que la Commission pour l'accord tripartite de Panama (Sous-commission tripartite du travail relative à la carrière administrative) définit actuellement les questions qui seront débattues en ce qui concerne la carrière administrative et que les questions relevant de la convention pourront être traitées dans ce cadre, selon ce que les parties auront convenu; ii) les nouvelles autorités de la Direction de la carrière administrative et le représentant de la Fédération nationale des syndicats d'employés du secteur public (FENASEP) se réuniront pour déterminer les procédures à suivre, et il a été proposé d'élaborer un projet de loi qui sera présenté à la commission susvisée pour discussion. *La commission veut croire que la Commission pour l'accord tripartite de Panama tiendra dûment compte de ses commentaires antérieurs concernant ces questions et prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur toute évolution à cet égard.*

Pérou

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939 (ratification: 1962)

La commission note que le transport public et privé des personnes et des marchandises est actuellement réglementé par le décret suprême n° 017-2009-MTC, qui reprend pour l'essentiel les dispositions du décret suprême n° 009-2004-MTC qu'elle a analysées dans ses précédents commentaires. Elle prend également note des observations de la Société nationale de l'industrie (SNI), qui ont été communiquées avec le rapport du gouvernement. Tout en notant que le

gouvernement fournit peu d'informations sur les questions soulevées dans ses précédents commentaires, elle espère que le gouvernement fournira des informations détaillées sur les points ci-après.

Article 7 de la convention. Durée journalière du travail. La commission note que, en vertu de l'article 30(2) du décret suprême n° 017-2009-MTC, les conducteurs de véhicules de transport public de personnes ne peuvent pas conduire pendant plus de cinq heures consécutives pendant la journée ou quatre heures consécutives la nuit. En vertu de ce même article, la durée journalière de travail est limitée à dix heures par période de vingt-quatre heures. Le gouvernement précise néanmoins que, en attendant l'entrée en vigueur de cette disposition, la durée restera limitée à douze heures. La commission rappelle au gouvernement que l'article 7, paragraphe 1, de la convention prévoit que la durée du travail des personnes auxquelles la convention s'applique ne doit pas dépasser huit heures par jour. La durée de la journée de travail ne peut être allongée que sous certaines conditions, à savoir: i) lorsque la durée du travail d'un ou plusieurs jours de la semaine est inférieure à huit heures et dans la limite d'une heure par jour (*article 7, paragraphe 2*); ii) à l'égard des personnes dont la durée hebdomadaire du travail n'excède pas quarante-huit heures au cours d'une semaine ou dont la durée du travail est fixée, en moyenne, à quarante-huit heures (*article 7, paragraphe 3 a*); iii) à l'égard des personnes qui effectuent habituellement, et dans une large mesure, des travaux auxiliaires ou dont le travail est fréquemment coupé par des périodes de simple présence (*article 7, paragraphe 3 b*); iv) ainsi qu'en cas de récupération des heures perdues (*article 9*); v) en cas de manque de main-d'œuvre qualifiée (*article 10*); vi) en cas d'accident et autre nécessité urgente (*article 11*); vii) en cas de travaux indispensables afin de faire face aux besoins exceptionnels concernant le transport de voyageurs entre les hôtels et la gare ainsi que les transports effectués par les entreprises de pompes funèbres (*article 12*); et viii) en cas d'heures supplémentaires (*article 13*). **La commission prie le gouvernement de mettre sa législation en pleine conformité avec les dispositions de la convention sur ce point. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.** En outre, la commission prend note des observations de la SNI d'après lesquelles seules les limites à la durée du travail concernant les véhicules engagés dans le transport routier de personnes sont réglementées par la législation applicable. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la législation réglementant les limites à la durée du travail concernant les véhicules engagés dans le transport de biens.**

Article 15. Repos journalier. **La commission prie de nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour mettre sa législation en conformité avec cette disposition de la convention.**

Article 16, paragraphe 1. Repos hebdomadaire. **La commission prie le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour veiller à ce que les conducteurs bénéficient de la période hebdomadaire de repos prévue par cette disposition de la convention.**

Rappelant ses précédents commentaires, la commission encourage le gouvernement à ratifier la convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979, qui entraîne de plein droit la dénonciation immédiate de la convention n° 67. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur toute décision prise ou envisagée à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Portugal

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919 (ratification: 1928)

Articles 2 et 5 de la convention. Dépassement de la durée normale du travail. Calcul de la durée moyenne du travail. Semaine de travail raccourcie. Crédit d'heures. La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail – loi n° 7/2009 du 12 février 2009, qui abroge le Code du travail de 2003. Elle note que les articles 204 et 205 du Code du travail de 2009, qui reprennent les dispositions du Code du travail de 2003, prévoient la possibilité de définir une moyenne de la durée normale de travail soit dans le cadre d'un accord collectif, soit dans le cadre d'un accord entre l'employeur et le salarié. Dans le premier cas, la durée maximale de travail journalière peut être augmentée de quatre heures, la durée hebdomadaire de travail ne pouvant excéder 60 heures (ou 50 heures sur une période de deux mois). Dans le second cas, la durée journalière de travail peut être augmentée de deux heures pour autant que la durée de travail hebdomadaire ne dépasse pas 50 heures (régimes de flexibilité du temps de travail). En vertu des articles 207 et 211 du nouveau Code du travail, le calcul de la moyenne des heures de travail doit être établi sur la base d'une période de référence définie dans la convention collective applicable qui ne doit pas dépasser douze mois ou, en l'absence d'une telle disposition, sur la base de périodes maximales de quatre mois. Aux termes de l'article 206, il est possible d'étendre, soit dans le cadre d'une convention collective, soit dans le cadre d'un accord entre l'employeur et le salarié, le régime de calcul de la moyenne de la durée de travail à l'ensemble d'une équipe de salariés, d'un service ou d'une unité économique lorsqu'un pourcentage majoritaire donné de salariés relève de la convention collective ou a accepté la proposition de l'employeur (aménagement du temps de travail collectif). Les articles 208 à 208B régissent le régime du crédit d'heures. Dans le cadre d'une convention collective, la durée de travail journalière normale peut être augmentée de quatre heures sans toutefois que la durée hebdomadaire de travail ne dépasse 60 heures et que le nombre d'heures supplémentaires

annuelles ne dépasse 200 heures. On peut déroger au plafond annuel dans le cadre d'une convention collective si l'objectif est d'éviter de licencier des travailleurs, dérogation qui ne saurait être accordée pour une période de plus de douze mois (art. 208). Dans le cadre d'un accord individuel entre l'employeur et le salarié, la durée normale de travail ne saurait être augmentée de plus de deux heures par jour et doit être limitée à 50 heures de travail par semaine et à 150 heures supplémentaires par an (art. 208A). En vertu de l'article 208B, il est possible d'étendre, dans le cadre d'une convention collective ou d'un accord individuel, et sous certaines conditions, le régime de crédit d'heures à l'ensemble des salariés d'une équipe, d'un service ou d'une unité économique lorsqu'une certaine majorité de ces travailleurs relève de la convention collective ou a accepté la proposition de l'employeur en ce sens. Enfin, aux termes de l'article 209, il est possible d'augmenter la durée normale de travail de quatre heures par jour (semaine de travail comprimée): a) dans le cadre d'une convention collective ou d'un accord individuel afin de réduire la semaine de travail à quatre jours; ou b) dans le cadre d'une convention collective, d'aménager le temps de travail sur une durée maximale de trois jours consécutifs suivis de deux jours de repos au minimum. Dans ce cas, la durée hebdomadaire normale de travail est respectée, en moyenne, sur une période de référence de quarante-cinq jours.

La commission prend note des observations de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) et de l'Union générale des travailleurs (UGT) annexées au rapport du gouvernement. Selon la CGTP, les articles 204 et 205 (régimes de flexibilité) et 208 (crédit d'heures) du Code du travail violent les dispositions des *articles 2 et 5* de la convention. L'UGT, quant à elle, estime que les dispositions du nouveau Code du travail relatives à la durée de travail, en particulier le régime du crédit d'heures, sont le fruit de pressions extérieures découlant de la conclusion d'un protocole d'accord entre le gouvernement et «la troïka». La commission prend note de l'indication du gouvernement, en réponse aux observations de la CGTP, selon laquelle, si les régimes de flexibilité et de crédit d'heures débouchent sur une augmentation de la durée normale de travail journalière et/ou hebdomadaire, en moyenne aucun de ces mécanismes n'entraîne une modification de la durée normale de travail. De fait, un travailleur peut effectuer plus d'heures un certain jour ou une certaine semaine et moins d'heures un autre jour ou une autre semaine de sorte que la durée moyenne de travail sur une période prédéterminée (période de référence) correspond à huit heures par jour et 40 heures par semaine, ce qui est inférieur à la durée maximale prévue dans la convention, à savoir 48 heures.

La commission prend en outre note de l'information du gouvernement selon laquelle les dispositions législatives en vigueur qui tendent à promouvoir la flexibilité ou l'aménagement du temps de travail répondent à de nouveaux impératifs concernant l'organisation du travail et visent à accroître la productivité et la compétitivité de l'économie nationale. Le gouvernement indique par ailleurs que certaines des dispositions de la convention sont obsolètes et ne reflètent pas l'environnement de travail actuel qui a évolué et qui appelle une organisation différente du travail et une plus grande protection de la santé et de la sécurité des travailleurs.

La commission reconnaît que les systèmes modernes de flexibilité et d'aménagement du temps de travail pourraient remettre en question la pertinence de certaines restrictions imposées par la convention quant à la durée maximale de travail journalière et hebdomadaire, mais tient à souligner l'importance qu'il y a à respecter des limites raisonnables et certaines garanties en matière de protection des travailleurs lors de la mise en place de régimes de flexibilité du temps de travail, afin de veiller à ce que les systèmes modernes d'aménagement du temps de travail ne portent pas préjudice à la santé des travailleurs ou au nécessaire équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. A cet égard, à l'occasion de la Réunion tripartite d'experts sur l'aménagement du temps de travail qui s'est tenue en octobre 2011, les experts ont conclu que les dispositions des normes de l'OIT existantes, concernant notamment la durée de travail journalière et hebdomadaire, demeurent pertinentes au XXI^e siècle et devraient être promues de façon à favoriser le travail décent. Compte tenu de cela, la commission rappelle que la convention prévoit des dérogations à la durée journalière maximale de travail (huit heures) et hebdomadaire (48 heures) dans des cas très limités et clairement définis, à savoir: i) répartition des heures de travail sur la semaine (*article 2 b*); ii) calcul de la moyenne des heures de travail sur une période de trois semaines en cas de travail posté (*article 2 c*); iii) en cas de travaux dont le fonctionnement doit être continu, à la condition que la durée de travail ne dépasse pas en moyenne 56 heures par semaine (*article 4*); iv) calcul de la moyenne de la durée journalière du travail dans des cas exceptionnels (*article 5*); et v) dérogations permanentes (travaux préparatoires, complémentaires ou intermittents) et dérogations temporaires (surcroît de travail exceptionnel) (*article 6*). En outre, la commission rappelle à nouveau que l'*article 5* de la convention permet un calcul de la durée moyenne de travail uniquement dans les cas exceptionnels où les limites de huit heures par jour et de 48 heures par semaine seraient reconnues inapplicables, et ce dans le cadre d'une convention collective qui serait transformée en règlement. **En conséquence, la commission espère que, en autorisant le recours à des régimes d'aménagement du temps de travail flexibles tels que le calcul de la durée moyenne de travail, la semaine de travail raccourcie ou le crédit d'heures, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour faire en sorte que la mise en œuvre de telles dispositions soit conforme aux prescriptions de la convention.**

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 1** (Angola, Bulgarie, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Comores, Djibouti, République dominicaine, Egypte, Emirats arabes unis, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Liban, Malte, Mozambique); la **convention n° 4** (Colombie, Nicaragua); la **convention n° 14** (Algérie, Angola, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Djibouti, Ghana, Guinée-Bissau, Haïti, Iraq, Malaisie: Sarawak, Mali, Malte, Mauritanie, Mozambique, Portugal, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Turquie, Yémen); la **convention n° 30** (Egypte, Ghana, Guinée équatoriale, Haïti, Iraq, Liban, Mozambique, Nicaragua); la **convention n° 47** (Australie, Bélarus, Nouvelle-Zélande, Fédération de Russie, Tadjikistan); la **convention n° 52** (Bélarus, Burundi, Djibouti, République dominicaine, Liban, Mali, Mauritanie, Slovaquie); la **convention n° 67** (Pérou); la **convention n° 89** (Angola, Djibouti, Emirats arabes unis, Ghana, Iraq, Liban, Mauritanie, Rwanda); la **convention n° 101** (Burundi, Djibouti, Sierra Leone); la **convention n° 106** (Angola, Bélarus, Bulgarie, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Djibouti, République dominicaine, Ghana, Guinée-Bissau, Haïti, Liban, Malte, Portugal, Tadjikistan); la **convention n° 132** (Belgique, Burkina Faso, Croatie, Espagne, Guinée, Iraq, Malte, Rwanda, Uruguay, Yémen); la **convention n° 153** (Espagne, Turquie, Ukraine, République bolivarienne du Venezuela); la **convention n° 171** (Brésil, Portugal, République tchèque); la **convention n° 175** (Guyana, Slovaquie).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 14** (Bélarus, Congo, Croatie, Rwanda, Slovaquie); la **convention n° 30** (Bulgarie); la **convention n° 52** (Bulgarie, Comores, Koweït); la **convention n° 101** (Comores); la **convention n° 106** (Croatie, Equateur, Italie); la **convention n° 153** (Suisse); la **convention n° 171** (Belgique); la **convention n° 175** (Portugal).

Sécurité et santé au travail

Observation générale

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, «à la lumière de l'évolution des connaissances», toutes les mesures appropriées doivent être prises pour assurer une protection efficace des travailleurs. Les mesures de protection à prendre sont, entre autres, celles de l'article 6, paragraphe 1, qui prévoit que «les doses maximales admissibles de radiations ionisantes provenant de sources extérieures ou intérieures à l'organisme ainsi que les quantités maximales admissibles de substances radioactives introduites dans l'organisme seront fixées», pour les différentes catégories de travailleurs, et de l'article 6, paragraphe 2, qui précise que «ces doses et quantités maximales admissibles devront être constamment revues à la lumière des connaissances nouvelles».

Aux fins de l'évaluation du respect de ces prescriptions, la commission a pour pratique de se référer généralement aux connaissances actuelles, telles qu'exprimées dans les recommandations de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) et autres sources de référence internationales fondées sur les mêmes recommandations, comme les Normes fondamentales internationales de sûreté (BSS) élaborées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et coparrainées par un certain nombre d'organisations internationales, dont l'OIT.

L'évolution de l'approche de la CIPR de la protection radiologique, exprimée dans les recommandations de 2007 (Publication 103 de la CIPR) a entraîné la révision des BSS, la dernière version ayant été publiée en juillet 2014.

Au vu de ces développements, la commission considère qu'il y a lieu de réviser son observation générale de 1992 sur cette convention, qui se fondait sur l'ancienne approche de la CIPR. La commission a donc différé ses commentaires sur l'application de cette convention à sa 86^e session en 2015.

Burundi

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937 (ratification: 1963)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission note avec regret que, malgré ses commentaires formulés depuis plusieurs années, la législation nationale appliquant la convention n'a pas évolué.

Article 4 de la convention. Système d'inspection. Se référant à ses commentaires antérieurs, la commission note les informations fournies par le gouvernement selon lesquelles celui-ci analysera les possibilités de formation des inspecteurs du travail pour contrôler les prescriptions de sécurité dans le domaine du bâtiment. Toutefois, le gouvernement précise dans son rapport que les cadres qui s'occupent de la prévention des risques professionnels à l'Institut national de sécurité sociale (INSS) ont la compétence requise pour effectuer des visites dans le secteur du bâtiment et donnent des instructions utiles aux employeurs concernés. **La commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations sur l'application pratique de cette disposition de la convention.**

Articles 6 à 15. Se référant à ses commentaires antérieurs, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les textes en matière de sécurité de travail ne sont pas abrogés et que l'ordonnance Ruanda-Urundi (ORU) n° 21/94 du 24 juillet 1953 fixant le cadre légal en matière de sécurité du travail dans l'industrie du bâtiment n'est pas abrogée, et par conséquent le gouvernement envisage de rediffuser cette ORU. **La commission prie le gouvernement de fournir des clarifications sur les textes en vigueur en la matière afin de pouvoir apprécier l'application de la convention dans le pays.**

Point V du formulaire du rapport. Se référant à ses commentaires précédents, la commission note les données statistiques fournies dans le rapport du gouvernement sur l'évolution du nombre de travailleurs actifs et du nombre de bénéficiaires des prestations en risques professionnelles de 2000 à 2004, ainsi que la répartition des entreprises, selon leur taille et par branche d'activité économique, au 31 décembre 2004. **La commission prie le gouvernement de communiquer dans son prochain rapport des informations complémentaires concernant l'évolution des accidents dans l'industrie du bâtiment et toute autre information pertinente permettant à la commission d'apprécier la manière dont les normes de sécurité établies par la convention sont appliquées dans la pratique.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Comores

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921 (ratification: 1978)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Point V du formulaire de rapport. La commission prie le gouvernement de donner une appréciation générale de la manière dont la convention est appliquée dans le pays, notamment en communiquant des extraits des rapports des services d'inspection et en transmettant toute information disponible sur le nombre de travailleurs couverts par la législation applicable, le nombre et la nature des infractions signalées, etc.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République de Corée

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 (ratification: 2008)

La commission prend note des observations de la Fédération des syndicats coréens (FKTU) et de la réponse du gouvernement à celles-ci, reçues avec le rapport du gouvernement le 4 septembre 2014.

Article 4, paragraphe 2 c), de la convention. *Mécanismes visant à assurer le respect de la législation nationale.* A la suite de sa précédente observation, la commission note que le gouvernement indique que le nombre des inspecteurs de la sécurité au travail a continué à augmenter au cours des cinq dernières années. Elle note également que, selon la FKTU, le nombre des inspecteurs de la sécurité au travail, qui est d'environ 300, est totalement insuffisant pour empêcher les accidents du travail dans le pays et que les employeurs sont moins motivés à s'acquitter de leurs obligations en raison de la pénurie de personnel d'inspection. La FKTU appelle le gouvernement à recruter davantage d'inspecteurs de la sécurité au travail ayant de l'expérience. Dans sa réponse, le gouvernement reconnaît la pénurie de personnel d'inspection et indique que, pour l'instant, chaque inspecteur de la sécurité au travail a en charge environ 6 900 lieux de travail et 54 000 travailleurs. Il mentionne également que, en 2013, le ministère de l'Emploi et du Travail a mis en exécution un plan de réorganisation qui a conduit à affecter 35 inspecteurs à des lieux de travail affichant des taux d'accident élevés. Enfin, le gouvernement fait part de son intention de s'attaquer à ce problème en collaboration avec l'administration compétente. *Gardant à l'esprit son observation concernant l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin de renforcer son système d'inspection du travail, particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre effective des normes sur la sécurité et la santé au travail (SST). Le gouvernement est également prié de fournir des informations sur ces mesures et sur les résultats obtenus.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Espagne

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921 (ratification: 1924)

La commission prend note des observations présentées par la Confédération syndicale de commissions ouvrières (CCOO) reçues le 22 août 2014 et des observations présentées par l'Union générale des travailleurs (UGT) reçues le 29 août 2014, qui se réfèrent essentiellement à des informations statistiques, la baisse des activités de l'inspection du travail et la nécessité d'accroître les mesures de prévention et de protection des travailleurs autonomes. La commission prend note également de la réponse du gouvernement à ces observations, reçue le 25 novembre 2014, qui sera examinée en temps voulu.

Article 5, paragraphe 2 c), de la convention. *Dispositions prises pour éviter que les vêtements quittés pendant le travail soient souillés par les matériaux employés pour la peinture.* La commission note, d'après les informations de la CCOO, que le décret royal n° 374/2001 sur les risques chimiques ne prévoit pas l'obligation des entreprises de mettre des vestiaires et des douches à la disposition des travailleurs, ni de leur accorder un laps de temps fixe pour le nettoyage avant et après le travail et entreposer séparément les vêtements quittés pendant le travail pour éviter qu'ils ne soient souillés, comme prévu à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 5 de la convention. Par ailleurs, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la législation applicable en matière d'emploi de la céruse est essentiellement la réglementation communautaire européenne, celle-ci ayant été transposée dans l'ordre juridique espagnol par le décret royal n° 374/2001. *La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 5 de la convention et de communiquer des informations à ce sujet.*

Article 7. Statistiques. Suite aux commentaires antérieurs de la commission dans lesquels elle avait noté que, en 2006, deux cas de maladies professionnelles causées par le plomb, entraînant un court congé-maladie, avaient été enregistrés contre 47 en 2012, le gouvernement indique qu'il ne connaît pas les motifs de ce pic observé dans deux provinces. La commission note avec **préoccupation** que, selon le gouvernement, les données publiées sur les maladies professionnelles après la mise en œuvre du CEPROSS (système de notification des maladies professionnelles) ne permettent pas d'avoir des données spécifiquement liées au plomb. A cet égard, la commission note que, selon l'UGT, la ventilation des données statistiques liées aux maladies professionnelles ne permet pas de savoir combien de maladies ont été causées par des activités impliquant une exposition au plomb. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour ventiler les données de manière à obtenir des statistiques relatives au saturnisme chez les ouvriers peintres, donnant ainsi effet aux dispositions de l'article 7 de la convention, et de communiquer des informations à cet égard.**

Application de la convention dans la pratique. Travailleurs autonomes. **La commission prie le gouvernement de continuer de communiquer des informations sur l'application de la convention dans la pratique concernant les travailleurs autonomes et sur les activités de l'inspection du travail relatives à la présente convention.**

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971 (ratification: 1973)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) et par l'Union générale des travailleurs (UGT), reçues respectivement les 22 août et 29 août 2014. Les observations de la CCOO figurent aussi dans le rapport du gouvernement reçu le 10 septembre 2014.

Article 4 de la convention. Obligation d'interdire l'utilisation du benzène et de produits renfermant du benzène comme solvants ou diluants. Transport, chargement et déchargement. La commission note l'indication de la CCOO selon laquelle le décret royal n° 665/97 établit que, en ce qui concerne les substances cancérogènes, le premier principe de prévention est de chercher une alternative à son utilisation et que, bien que l'Institut national de sécurité et de santé au travail (INSHT) ait élaboré des notes techniques de prévention, par exemple la note n° 712 qui énonce les critères pour remplacer des substances et des préparations, son application est facultative. La CCOO estime que les limites applicables aux substances cancérogènes ne sont pas satisfaisantes étant donné que les risques persistent, même en respectant les limites fixées. Pour sa part, l'UGT indique que le benzène est considéré comme une substance cancérogène de niveau 1A et comme une substance mutagène de niveau 1B en vertu du décret royal n° 1272/2008. Son utilisation en Espagne est restreinte, mais il existe encore des professions dans lesquelles les travailleurs sont en contact avec ces produits chimiques extrêmement dangereux. Concrètement, l'UGT mentionne les travailleurs des stations-service et les transporteurs de combustible qui sont exposés aux risques de ces substances lorsqu'ils remplissent des réservoirs. L'UGT souligne qu'ils doivent être protégés et qu'il serait recommandable de fixer des mesures de protection obligatoires. En ce qui concerne les questions formulées dans ses commentaires précédents, la commission note que, selon le gouvernement, le décret royal n° 87/2014 du 14 février, qui régit le transport routier de marchandises dangereuses sur le territoire espagnol, se réfère dans sa quatrième disposition supplémentaire aux normes de sécurité et de santé en vigueur dans ce domaine, à savoir la loi n° 31/1995 sur la prévention des risques professionnels et ses instruments réglementaires, en particulier le décret royal n° 374/2001 pour la protection de la sécurité et de la santé au travail contre les risques liés à l'utilisation d'agents chimiques pendant le travail, qui s'applique aux travailleurs exposés à des produits toxiques et inflammables comme le benzène. Le gouvernement indique que le paragraphe 2 de l'article 1 du décret n° 665/1997 du 12 mai mentionne les dispositions minimales applicables aux activités dans lesquelles les travailleurs sont ou risquent d'être exposés à des substances cancérogènes, par exemple les transporteurs, et principalement les personnes impliquées dans le chargement et le déchargement. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les professions dans lesquelles des travailleurs sont en contact avec le benzène, ainsi que les normes obligatoires de protection qui donnent effet à la convention en ce qui concerne ces travailleurs, y compris les transporteurs et les personnes impliquées dans le chargement et le déchargement.**

Article 11, paragraphe 1. Interdiction de l'emploi des femmes en état de grossesse et des mères pendant l'allaitement à des travaux comportant l'exposition au benzène. Législation et application dans la pratique. Se référant à ses commentaires précédents, la commission prend dûment note des informations fournies par le gouvernement, selon lesquelles le benzène ou les produits renfermant du benzène sont mentionnés dans les annexes VII et VIII du décret royal n° 39/1997, qui portent sur l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail des travailleuses en état de grossesse. La commission prend note par ailleurs des indications de l'UGT selon lesquelles, lorsqu'il n'y a pas de poste de remplacement, les assurances mutuelles d'accidents du travail et de maladies professionnelles de la sécurité sociale accordent des prestations. Toutefois, elle souligne que les mutuelles ne devraient pas tarder à reconnaître ces prestations étant donné que le benzène, dès le premier trimestre de grossesse, affecte la mère et le fœtus. De plus, les mutuelles devraient donner des informations sur ces prestations qui sont méconnues; beaucoup de travailleuses, ne les connaissant pas, demandent un arrêt de travail pour une maladie non liée au travail, ce qui entraîne une baisse de leurs revenus. Enfin, l'UGT, à propos des services de prévention, indique qu'il faut donner plus d'importance à l'évaluation des risques chimiques et biologiques et aux mesures préventives que doivent prendre des effectifs suffisamment qualifiés. **La**

commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la façon dont il garantit l'application de cet article dans la pratique.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977 (ratification: 1980)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT), reçues les 12 et 29 août 2014 respectivement. La commission prend note également de la réponse du gouvernement à ces observations, reçues le 25 novembre 2014, qui sera examinée en temps voulu.

Article 6, paragraphe 2, de la convention. Obligation de collaborer lorsque plusieurs employeurs se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail. La commission note que l'UGT indique que la loi établit strictement l'obligation des employeurs de coordonner leurs activités lorsqu'ils se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail. Néanmoins, selon l'indication de cette organisation, dans la pratique, si une entreprise, après l'évaluation d'une activité à réaliser, établit un risque déterminé qui peut supposer l'existence d'un problème en particulier, celle-ci sous-traite à une autre entreprise la réalisation du travail comportant un risque, de manière à transférer la responsabilité au sous-traitant et à ne pas être responsable des dommages et des conséquences que pourraient subir les travailleurs du sous-traitant. A cet égard, la commission rappelle au gouvernement que, en vertu de l'article 6, paragraphe 2, chaque fois que plusieurs employeurs se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail, ils ont le devoir de collaborer en vue d'appliquer les mesures prescrites. En d'autres termes, la collaboration entre les employeurs en matière de sécurité et santé au travail n'est pas facultative mais contraignante. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour donner pleinement effet à cet article dans la pratique, y compris dans les cas de sous-traitance, et de communiquer des informations sur les activités de contrôle conduites à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1985)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) et par l'Union générale des travailleurs (UGT), reçues les 12 et 29 août 2014, respectivement. Les observations de la CCOO sont aussi jointes au rapport du gouvernement reçu le 10 septembre 2014.

Article 9 de la convention. Système d'inspection approprié et suffisant. La commission note que, selon l'observation de l'UGT, le taux d'accidents du travail a continué d'augmenter en 2014, mais que l'Inspection du travail et de la sécurité sociale (ITSS) a cependant réduit de 10 pour cent le nombre de visites en 2013, entraînant ainsi un plus faible nombre d'infractions relevées et sanctionnées (tel qu'indiqué dans les informations statistiques communiquées par le gouvernement, en particulier les tableaux de 2012 et 2013 relatifs aux activités de l'ITSS – 2009-2013, jointes au rapport du gouvernement). La commission note également, d'après l'indication de l'organisation syndicale, que le gouvernement devrait s'impliquer davantage dans ce domaine, en augmentant le nombre de visites d'inspection afin de veiller à l'application des normes en vigueur dans tous les secteurs et toutes les entreprises. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires au sujet des observations de l'UGT.**

Article 11 c) et e), lus conjointement avec les articles 4 et 7. Déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles et publication de statistiques. Politique nationale. Examen d'ensemble ou relatif à des secteurs déterminés. La commission note que, selon l'UGT, il conviendrait de modifier les informations statistiques publiées sur les maladies professionnelles, de manière à appliquer un modèle similaire à celui sur les accidents du travail. Selon l'UGT, ces statistiques devraient être publiées tous les mois et préciser le nombre de décès dus à des maladies professionnelles, en ventilant les données par maladie professionnelle (de manière à obtenir le code correspondant à chaque maladie professionnelle), selon le tableau des maladies professionnelles espagnol. A cet égard, la commission note que les informations sur les activités de l'ITSS – 2009-2013 jointes au rapport présenté par le gouvernement contiennent des données statistiques sur les maladies professionnelles, mises au point par l'Observatoire des maladies professionnelles (CEPROSS), mais que celles-ci ne sont pas ventilées par branche d'activité économique comme pour les accidents du travail. La commission note également que, selon la CCOO, il conviendrait d'améliorer et de simplifier le système d'enregistrement et de notification des maladies professionnelles. En outre, l'organisation indique que beaucoup de maladies professionnelles ne sont pas déclarées comme telles, mais plutôt comme des maladies ordinaires, sans en identifier les causes. La commission rappelle que, en vertu du paragraphe 296 de son étude d'ensemble de 2009 sur la sécurité et santé au travail (SST), la collecte effective de données et leur analyse par un Etat Membre sont une fonction critique indispensable à l'identification des domaines d'action prioritaires en matière de SST, notamment d'affectation des ressources et des moyens de formation en fonction des déficiences, puis d'évaluation de l'efficacité des mesures prises. De fait, disposer d'informations statistiques complètes, fiables et actualisées sur les accidents du travail et les maladies

professionnelles est indispensable pour formuler et réviser la politique nationale en matière de SST. **La commission invite le gouvernement à examiner ces questions en consultant les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs concernées, dans le cadre de la révision périodique de sa politique nationale, et aussi en tenant compte de l'article 7 de la convention, et le prie de communiquer des informations à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (ratification: 1990)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) et par l'Union générale des travailleurs (UGT), reçues respectivement le 12 août 2014 et le 29 août 2014. Elle prend également note du rapport détaillé du gouvernement reçu le 10 septembre 2014, accompagné des observations de la CCOO.

Article 1, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application. Travailleurs autonomes. La commission note que l'UGT signale que ni la loi sur la prévention des risques professionnels ni les normes qui s'y rapportent ne s'appliquent aux travailleurs autonomes et que, par conséquent, ces travailleurs ne sont pas visés par la norme relative à l'amiante, c'est-à-dire le décret royal n° 396/2006 du 31 mars 2006 qui fixe les dispositions minimales en matière de sécurité et de santé applicables aux travailleurs courant le risque d'une exposition à l'amiante. **La commission prie le gouvernement d'indiquer la manière dont il assure l'application de la convention aux travailleurs autonomes, sachant que la convention s'applique à toutes les activités entraînant l'exposition à l'amiante des travailleurs à l'occasion de leur travail.**

Articles 3 et 4. Révision périodique de la législation nationale. Consultation des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs. La commission note que la CCOO indique que de nombreux cas imposent une révision et une mise à jour du décret royal n° 396/2006 précité afin de l'adapter à la situation actuelle, aux projets de normes de l'Union européenne, à l'expérience acquise et à l'état actuel des connaissances. Elle indique par exemple que les résultats du «Programme de surveillance de la santé des travailleurs exposés à l'amiante» montrent que toute une série de maladies professionnelles ont été diagnostiquées alors qu'à peine 2 pour cent de ces cas ont été reconnus en tant que tels par le régime de sécurité sociale espagnol. Selon la CCOO, cette situation aboutit à l'absence d'indemnisation des personnes atteintes de ces pathologies et révèle de graves carences dans les procédures. A cet égard, la CCOO juge nécessaire d'élargir le cadre des maladies professionnelles pour englober toutes celles qui ne sont pas scientifiquement démontrées comme ayant un lien avec des pathologies résultant de l'amiante. Elle estime également qu'il y aurait lieu de créer un fonds d'indemnisation pour les travailleurs concernés dont l'entreprise responsable des préjudices qui leur ont été occasionnés n'existe plus, alors qu'il a été reconnu que l'exposition à l'amiante est à l'origine des troubles de santé dont ils souffrent. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées afin d'examiner ces questions, conformément aux articles 3 et 4 de la convention, en consultation avec les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs concernées.**

Article 21, paragraphe 4. Autres moyens de maintenir le revenu du travailleur. La commission note que l'UGT met en lumière la problématique des travailleurs pour lesquels un changement de poste de travail s'impose afin de ne plus être exposé (sur décision médicale) à l'amiante, alors que cela est parfois impossible du fait que l'activité de l'entreprise consiste uniquement à éliminer l'amiante. L'UGT indique en outre que toutes les victimes de l'amiante devraient avoir droit à un traitement médical approprié et à un soutien financier des régimes de sécurité sociale et elle ajoute que parmi les moyens de soutien financier devraient figurer des mesures de départ anticipé à la retraite et d'aide sociale aux malades et à leurs familles. Pour sa part, la CCOO indique que, en ce qui concerne l'emploi de substitution et le maintien du revenu économique du travailleur, et compte tenu de la situation économique que connaît actuellement l'Espagne, il s'avère plus facile de remplacer le travailleur et, par voie de conséquence, de faciliter la sortie du marché du travail des travailleurs pour lesquels une exposition à l'amiante est déconseillée que d'adopter des mesures destinées à offrir au travailleur concerné d'autres moyens de maintenir son revenu. Comme le fait remarquer cette organisation, il ne s'agit donc pas d'un problème à caractère normatif, mais bien d'un problème d'ordre pratique, vu que les entreprises se défont de ces travailleurs au lieu de prendre des mesures visant à adapter et modifier les conditions de travail. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard, ainsi que des informations détaillées sur toutes les autres mesures prises ou envisagées afin de maintenir le revenu du travailleur lorsqu'une affectation permanente à un travail impliquant une exposition à l'amiante est déconseillée pour des raisons médicales, en particulier des informations sur l'application dans la pratique des mesures prises.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ex-République yougoslave de Macédoine

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921 (ratification: 1991)

La commission note que, dans son rapport succinct, le gouvernement se réfère une fois encore au Règlement sur les prescriptions minimales en matière de santé et de sécurité relatives à l'exposition des travailleurs aux substances chimiques, en indiquant que, suivant son article 11(2), les procédures relatives à la protection de la santé des travailleurs manipulant des substances chimiques dangereuses ne faisant pas l'objet de taux limites biologiques contraignants sont énoncées à l'annexe n° 2 du règlement. Toutefois, la commission note que, malgré sa demande, le gouvernement n'a pas transmis copie de ce règlement ni de ses annexes et n'a fourni aucune information sur les mesures prises pour donner effet à la convention. **Rappelant que le Bureau peut aider les gouvernements à mettre leur législation nationale et leur pratique en conformité avec les conventions, la commission prie le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées pour donner pleinement effet aux dispositions de la convention et de transmettre copie du règlement précité et de ses annexes.**

Guatemala

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985 (ratification: 1989)

La commission prend note des observations de la Confédération générale des travailleurs du Guatemala (CGTG) reçues le 3 septembre 2014. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.**

Articles 2 et 4 de la convention. *Politique nationale cohérente relative aux services de santé au travail en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives.* **Mesures.** La commission rappelle que, dans ses précédents commentaires, elle avait noté que la Politique nationale de santé, d'hygiène et de sécurité au travail a été discutée au sein du Congrès de la République. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport qu'il n'existe pas de politique de sécurité et de santé au travail, ni de réglementation adéquate et coordonnée, ni même de norme technique concernant les travailleurs du secteur de la construction, bien qu'il soit reconnu mondialement que les travaux dans ce secteur présentent un haut risque pour la sécurité des travailleurs. **Dans ces circonstances, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives et à la lumière des conditions et de la pratique nationales, pour définir, mettre en application et réexaminer périodiquement une politique nationale cohérente relative aux services de santé au travail, ainsi que les mesures nécessaires pour donner effet à la convention, comme prévu par l'article 4 de la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tous développements à cet égard.**

Article 3, paragraphes 1 et 2. *Instituer progressivement des services de santé au travail pour tous les travailleurs.* La commission observe que le gouvernement n'a pas fourni les informations demandées sur l'application de cet article de la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures qu'il a adoptées ou qu'il envisage d'adopter, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, pour établir progressivement des services de santé au travail pour tous les travailleurs, y compris le secteur public et les coopérateurs des coopératives de production, dans toutes les branches d'activité économique et toutes les entreprises.**

Application de la convention dans la pratique. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les maladies professionnelles ne sont pas prises en compte, et l'absence de réglementation ne permet ni de les reconnaître, ni de les traiter, ni de verser une indemnisation appropriée. Le gouvernement indique que, néanmoins, le nouveau contexte politique et du travail favorise le dialogue social, ce qui pourrait faciliter les changements. La commission se réfère à ses commentaires qui figurent dans le paragraphe suivant. **La commission demande au gouvernement de continuer de fournir des informations à ce sujet et, en particulier, sur les progrès accomplis dans l'application effective de la convention.**

Assistance technique. Protocole d'accord de 2014. La commission se félicite de la signature du protocole d'accord conclu par le Congrès de la République du Guatemala, au moyen de la Commission du travail, et le Département des normes internationales du travail de l'OIT, le 10 septembre 2014. Sa deuxième disposition, au paragraphe c), établit l'engagement des parties à collaborer dans le cadre d'une assistance technique en vue de la préparation et de la rédaction de projets de loi dans le domaine de la législation du travail. **La commission espère que cette assistance technique sera réalisée prochainement et qu'elle contribuera à donner effet aux dispositions de la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à ce sujet.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (ratification: 1989)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération générale des travailleurs du Guatemala (CGTG), reçues le 3 septembre 2014. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.**

Législation et autres mesures faisant porter effet à la convention. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires sur le plan législatif pour faire porter effet à la convention. La commission se félicite que, dans son rapport, le gouvernement indique avoir sollicité l'assistance technique du Bureau en vue de l'adoption de mesures concernant l'utilisation et la réglementation de l'amiante, et que le Conseil national de santé et sécurité au travail (CONASSO) ait décidé de traiter exceptionnellement et tout particulièrement cette convention en 2014 et d'inclure dans son échéancier ordinaire pour 2014-2016 le suivi de toutes les conventions ratifiées et recommandations correspondantes qui, de manière directe ou indirecte, ont trait à la santé et la sécurité au travail. La commission note également que le gouvernement a fait parvenir au Bureau un projet d'accord gouvernemental sur la réglementation de l'utilisation de l'amiante au Guatemala.

A cet égard, tout en se félicitant de l'initiative du gouvernement de faire porter effet à la convention, la commission observe cependant que le projet d'accord gouvernemental en question ne donne pas effet à une grande partie des articles de la convention. Notamment, il ne prévoit pas certaines dispositions spécifiques concernant: l'interdiction de l'utilisation du crocidolite (*article 11*); l'interdiction du flocage de l'amiante quelle que soit sa forme (*article 12*); la notification par les employeurs à l'autorité compétente, selon les modalités et dans la mesure fixée par celle-ci, de certains types de travaux comportant une exposition à l'amiante (*article 13*); et la fixation de limites d'exposition des travailleurs (*article 15*). En outre, la commission rappelle que la convention requiert de l'autorité compétente la mise en place d'un système d'autorisation applicable aux employeurs ou aux sous-traitants qualifiés pour entreprendre les travaux de démolition d'ouvrages contenant de l'amiante (*article 17*), et la mise en place de méthodes de mesure de la concentration de poussières d'amiante en suspension dans l'air sur les lieux de travail, déterminer la fréquence de telles mesures et réglementer d'autres aspects concernant la surveillance des lieux de travail (*article 20*). Or le projet présenté par le gouvernement ne fait aucunement porter effet à ces articles de la convention. S'agissant de l'*article 21* (surveillance de la santé des travailleurs), si le projet prévoit effectivement des examens de cette nature, il ne précise pas en quoi ceux-ci doivent consister et il ne comporte pas non plus de dispositions concernant la notification, comme stipulé dans cet article de la convention.

Dans ces conditions, la commission exprime le ferme espoir que, à la suite des consultations avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, l'accord gouvernemental visant à réguler l'utilisation de l'amiante au Guatemala, auquel se réfère le gouvernement, sera publié dans un futur proche, qu'il donnera plein effet à la convention et qu'il tiendra dûment compte des commentaires formulés par la commission. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout développement à cet égard. Enfin, la commission espère que le BIT fournira l'assistance technique demandée par le gouvernement.

[Le gouvernement est invité à répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Guinée

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937 (ratification: 1966)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 6 de la convention. Statistiques. La commission note avec intérêt que, selon les statistiques fournies par le gouvernement, le nombre d'accidents dans le secteur du bâtiment et des travaux publics semble avoir diminué en 2004 et 2005 mais, globalement, le nombre d'incidents semble avoir augmenté pour toutes les catégories professionnelles confondues. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir de plus amples informations statistiques concernant l'application de la convention dans la pratique.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960 (ratification: 1966)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses commentaires précédents.

La commission note que le gouvernement indique, dans son dernier rapport, qu'un projet d'arrêté concernant la pollution d'air, les bruits et vibrations, fosses d'aisance, eaux potables et la protection contre les radiations avait été préparé qui, par la suite, a été éclaté en plusieurs projets d'arrêtés pour les rendre plus facilement applicables. Ces projets d'arrêtés devraient être adoptés depuis quelque temps. Cependant, la commission consultative du travail et des lois sociales, étant une commission tripartite, est composée de différents membres ayant des préoccupations très diverses et quelquefois contraignantes au niveau national, ce qui ne leur a pas permis de terminer leur session habituelle. En outre, le gouvernement déclare que l'Etat guinéen a des tâches prioritaires même au niveau de l'adoption des textes législatifs et réglementaires. La commission constate que le gouvernement manifeste depuis de nombreuses années l'intention d'adopter des dispositions réglementaires pour assurer la protection des travailleurs contre les radiations ionisantes, cependant sans vraiment prendre des mesures nécessaires à cet effet. Elle note avec regret l'attitude du gouvernement ignorant l'urgence de prendre l'action législative nécessaire afin d'adopter des règlements au sujet de la protection contre les radiations ionisantes. A ce propos, la commission rappelle que cette convention a été ratifiée par la Guinée en 1966 et que depuis lors la commission s'est vue dans l'obligation de formuler des commentaires concernant différents points relatifs à l'application de la convention. La commission rappelle que, lorsque le gouvernement ratifie souverainement une convention, il s'oblige à adopter toutes les mesures nécessaires pour donner application aux dispositions de la convention en question. La commission considère, par ailleurs, que si le gouvernement peut alléguer l'existence d'autres questions qui doivent faire l'objet prioritaire de l'activité législative ou réglementaire, il serait opportun, après le nombre d'années écoulées, qu'il prenne les mesures nécessaires pour que les projets d'arrêtés, qui puissent concerner l'application des dispositions de cette convention, soient adoptés dans le plus bref délai. **Par conséquent, la commission réitère l'espoir que le gouvernement sera prochainement en mesure de faire état de l'adoption de dispositions couvrant toutes les activités comportant l'exposition de travailleurs à des radiations ionisantes au cours de leur travail et conformes aux limites de doses mentionnées dans son observation générale de 1992, à la lumière des connaissances actuelles telles que contenues dans les recommandations de 1990 de la Commission internationale de protection contre les radiations (CIPR) et dans les Normes fondamentales internationales de protection contre les rayonnements ionisants et de sûreté des sources de rayonnement établies en 1994.**

Articles 2, 3, paragraphe 1, 6 et 7 de la convention. Dans son commentaire précédent, la commission avait noté les indications du gouvernement, selon lesquelles les limites de doses en vigueur correspondaient à l'équivalent de dose annuelle de 50 mSv pour les personnes exposées à des rayonnements ionisants. La commission avait rappelé les doses maximales admissibles de radiations ionisantes retenues dans les recommandations de 1990 de la Commission internationale de protection contre les radiations (CIPR) et les Normes fondamentales internationales de protection de 1994. Ces doses sont pour les travailleurs directement affectés à des travaux sous rayonnement de 20 mSv par année, sur une moyenne de cinq ans (100 mSv en cinq ans), la dose effective ne devant pas dépasser 50 mSv dans aucune année. La commission attire également l'attention sur les limites de doses prévues pour les apprentis âgés de 16 à 18 ans à l'annexe II, paragraphe II-6, des Normes fondamentales internationales de protection de 1994. **La commission réitère l'espoir que les doses et quantités maximales qui seront retenues dans le projet d'arrêté du gouvernement seront conformes aux doses et quantités maximales admissibles et que le gouvernement envisage effectivement d'adopter ce texte.**

Exposition professionnelle en situation d'urgence et fourniture d'un autre emploi. **La commission prie une fois de plus le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées en relation avec les points soulevés au paragraphe 35 c) et d) des conclusions de son observation générale de 1992 au titre de la convention.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971 (ratification: 1977)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note que le gouvernement n'entend pas, pour l'instant, modifier l'arrêté n° 2265/MT du 9 avril 1982, mais qu'il envisage, en consultation avec les partenaires sociaux, la rédaction des directives techniques pour tous les produits nocifs, dangereux et cancérogènes, en particulier le benzène. La commission note également que les directives évoquées seront mises à la portée de tous les utilisateurs. **Elle espère que celles-ci seront élaborées et adoptées dans des brefs délais, et prie le gouvernement de bien vouloir communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 4, paragraphe 2, de la convention. La commission note les indications du gouvernement relatives aux opérations représentant les mêmes conditions de sécurité comme celles effectuées en appareil clos. Elle note en particulier l'indication du gouvernement selon laquelle l'augmentation du nombre de contrôles de l'inspection du travail et médical dans les entreprises ainsi que l'implication du Comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'entreprise servent à assurer que les opérations s'effectuent dans les meilleures conditions de sécurité. **La commission prie le gouvernement d'indiquer la fréquence des inspections effectuées dans les entreprises utilisant le benzène. Elle prie en outre le gouvernement de communiquer des copies des statistiques recueillies lors des inspections, ce qui permettra à la commission de déterminer la mesure dans laquelle cette disposition de la convention est effectivement appliquée.**

Article 6, paragraphes 2 et 3. Quant à la concentration de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail, la commission note qu'un projet d'arrêté sur les fiches de données de sécurité des substances chimiques prévoit une valeur limite inférieure ou égale à 10 ppm ou 32 mg/m³ sur une durée moyenne de huit heures. La commission constate donc que la valeur limite proposée dans le projet d'arrêté est inférieure à celle fixée par la convention à l'heure de son adoption en 1971. Elle souhaiterait néanmoins attirer l'attention du gouvernement que la valeur limite préconisée par la Conférence américaine des hygiénistes industriels (ACGIH) est de 0,5 ppm sur une durée moyenne de huit heures. **Elle invite donc le gouvernement à prendre des mesures en vue d'aligner la valeur limite figurant dans le projet d'arrêté avec celle préconisée par l'ACGIH. La commission prie en outre le gouvernement de préciser des directives données par l'autorité compétente quant à la manière de procéder pour déterminer la concentration de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail. Elle prie également le gouvernement de bien vouloir communiquer une copie de l'arrêté susmentionné, dès qu'il sera adopté.**

Article 8, paragraphe 2. En ce qui concerne la limitation de la durée de l'exposition pour les travailleurs qui, pour des raisons particulières, sont exposés à des concentrations de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail dépassant le maximum fixé, la commission prend note de l'indication du gouvernement qu'une étude est en cours à cet égard. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès accompli à cet égard.**

La commission prie en outre le gouvernement de fournir les extraits pertinents des rapports d'inspection et les statistiques disponibles sur le nombre des salariés couverts par la législation ainsi que le nombre et la nature des infractions relevées, comme il est demandé au titre du Point IV du formulaire de rapport.

Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté l'indication du gouvernement qu'un projet d'arrêté concernant le cancer professionnel avait été élaboré avec l'assistance technique du BIT qui donne plein effet aux dispositions de la convention. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si cet arrêté est toujours sous examen dans le cadre du processus législatif.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974 (ratification: 1976)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Se référant à ses commentaires antérieurs qu'elle formule depuis plusieurs années relatifs à l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement expliquait dans ses différents rapports qu'en vertu de l'article 4 de l'arrêté n° 93/4794/MARAFDPT/DNTLS du 4 juin 1993 l'employeur est tenu de remplacer un produit cancérigène par un autre non ou moins cancérigène à condition qu'un tel produit existe, et ce chaque fois qu'un tel remplacement peut être envisagé, compte tenu des circonstances données. La commission note les brèves informations contenues dans le dernier rapport du gouvernement selon lesquelles des dispositions seront prises dès l'adoption du nouveau Code du travail pour la mise en conformité des dispositions de l'article 4 dudit arrêté. **La commission prie le gouvernement de communiquer copie du nouveau Code du travail dès qu'il aura été adopté et d'indiquer tout progrès accompli en la matière.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977 (ratification: 1982)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1, paragraphe 1, de la convention. La commission note que le projet de Statut de la fonction publique, en discussion au sein du gouvernement, devrait prévoir les mesures nécessaires pour donner plein effet aux dispositions de cet article de la convention en s'appliquant effectivement à toutes les branches de l'activité économique. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'évolution donnée à ce Statut et de lui en communiquer copie dès qu'il sera adopté.**

Articles 4, 8 et 10. La commission prend note de l'information sur un projet d'arrêté, préparé par le gouvernement, qui a dû être examiné par la Commission consultative du travail et des lois sociales; ce projet couvrira les fosses d'aisance, l'eau potable, le bruit, les vibrations et la pollution de l'air, etc. **La commission prie le gouvernement de préciser si ce texte est pris au terme de l'article 171 (1) du Code du travail.** Elle rappelle au gouvernement que, selon les dispositions de l'article 4, les mesures adoptées doivent prescrire les mesures spécifiques à prendre, à la fois pour prévenir les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations, et pour limiter et protéger les travailleurs contre leurs risques. La commission rappelle également au gouvernement que, selon l'article 8 de la convention, ce projet devrait prévoir des mesures afin de fixer les critères définissant les risques d'exposition à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations et de préciser les limites d'exposition. La

commission remarque que le rapport du gouvernement ne précise pas si ce projet prévoit, comme le requiert l'article 10, la fourniture d'équipement de protection individuelle lorsque les mesures prises pour éliminer les risques ne réduisent pas la pollution de l'air, le bruit et les vibrations aux limites spécifiées par l'autorité compétente. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'adoption de ce projet, de lui communiquer une copie de ce texte lorsqu'il aura été adopté et de lui signaler toute autre mesure spécifique prise pour appliquer les dispositions des articles 4, 8 et 10 de la convention.**

Article 9. La commission prie le gouvernement de préciser les mesures techniques et les mesures complémentaires d'organisation du travail tendant à éliminer les risques susvisés.

Article 14. La commission note que le service national de la médecine du travail est doté d'un laboratoire insuffisamment équipé d'instruments appropriés pour les besoins de la cause, mais que le gouvernement a prévu, dans un délai relativement court, de doter ledit service d'instruments modernes et adéquats. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'avancement de cette dotation au service national de la médecine du travail et de signaler toute autre mesure qui aurait été prise en vue de promouvoir une telle recherche.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guyana

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960 (ratification: 1966)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses commentaires précédents.

La commission note les informations contenues dans le rapport du gouvernement et la documentation qui y est annexée. Elle note que l'article 75(1)(b) de la loi sur la sécurité et l'hygiène du travail (loi n° 32 de 1997) prévoit que le ministère peut adopter une réglementation qui régit de façon plus approfondie les questions portant sur ces points. Elle note le projet détaillé de réglementation sur l'utilisation des produits chimiques au travail, en date du 31 janvier 2003, qui était joint au rapport du gouvernement. Cependant, elle note aussi que ce projet de texte ne contient pas de règles concernant les radiations ionisantes. **La commission demande au gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations sur les mesures prises ou envisagées pour garantir que les travailleurs sont protégés contre les radiations ionisantes au travail, notamment en publiant une réglementation en vertu de l'article 75 de la loi sur la sécurité et l'hygiène du travail.**

Article 3, paragraphe 1, de la convention. Protection effective des travailleurs en fonction des connaissances disponibles à ce jour. S'agissant des limites d'exposition aux substances et agents chimiques, la commission note que l'annexe 2 du projet de règlement mentionne la norme internationale établie par la Conférence américaine des spécialistes gouvernementaux d'hygiène industrielle. La commission saisit cette opportunité pour renvoyer le gouvernement à son observation générale de 1992, rédigée au titre de cette convention, dans laquelle elle spécifie les limites d'exposition aux radiations ionisantes que recommande la Commission internationale de protection contre les radiations (CIPR), publication n° 60 (1990). Par exemple, le niveau d'exposition aux radiations ionisantes toléré, recommandé par la CIPR, est de 20 mSv par an, sur une moyenne de cinq ans, mais il ne doit pas dépasser une dose annuelle de 50 mSv. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations complémentaires sur les mesures prises ou envisagées pour donner effet à la convention, en tenant dûment compte des recommandations de la CIPR à laquelle elle se réfère dans son observation générale de 1992, rédigée au titre de cette convention.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974 (ratification: 1983)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission note les informations contenues dans le rapport du gouvernement. Elle note que le projet de règlement du 31 janvier 2003 sur l'utilisation sans risque de produits chimiques au travail est à l'examen. Elle prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ce projet de règlement prévoit une protection contre le cancer professionnel et renvoie à la norme internationale fixée pour les limites d'exposition par la Conférence américaine des spécialistes gouvernementaux d'hygiène industrielle. La commission note aussi que le chapitre 3.6 de l'annexe 2 du projet contient des règles applicables en matière de carcinogénicité; elle prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ce projet devrait prévoir des examens médicaux. Elle espère que le règlement sera adopté sous peu, qu'il assurera l'application de la convention et qu'il prévoira des examens médicaux ou biologiques ou autres tests ou investigations, pendant et après l'emploi, conformément à l'article 5 de la convention. **La commission prie le gouvernement de transmettre des informations sur les mesures prises pour assurer l'application de la convention et de transmettre copie de ce règlement dès qu'il sera adopté.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Madagascar

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963 (ratification: 1964)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des informations succinctes communiquées par le gouvernement dans son dernier rapport, mentionnant l'adoption de la loi n° 2003.044 portant Code du travail, qui dispose que, pour prévenir les risques d'accidents du travail, les installations, les matériels et les matériaux de travaux sont soumis à des normes de sécurité obligatoires. Ils doivent faire l'objet de surveillance, d'entretien et de vérification systématique. La commission note en outre que le gouvernement exprime l'intention de réviser l'arrêté n° 889 du 20 mai 1960 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité du travail pour tenir compte du nouveau Code du travail. *La commission exprime à nouveau l'espoir, comme elle l'a déjà fait à de nombreuses reprises, que le gouvernement adoptera enfin les textes d'application du Code d'hygiène, de sécurité et de l'environnement du travail afin d'assurer l'application des articles 2 et 4 de la convention, espérant que ces instruments contiendront des dispositions donnant effet à ces articles 2 et 4, en interdisant la vente, la location, la cession à tout autre titre et l'exposition de machines dont les éléments dangereux spécifiés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 2 sont dépourvus de dispositifs de protection appropriés, et que ces instruments prévoient en outre que l'obligation d'appliquer ces interdictions incombe au vendeur, au loueur, à la personne qui cède la machine à tout autre titre, à l'exposant ainsi qu'au fabricant qui vend, loue, cède à tout autre titre ou expose des machines.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964 (ratification: 1966)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des informations succinctes contenues dans le dernier rapport du gouvernement, dans lequel il est indiqué que la révision de la législation en vigueur se trouve suspendue en raison d'une instabilité politique dans le pays. *La commission demande au gouvernement d'indiquer quand la révision du décret portant sur «la fixation des mesures générales de santé, d'hygiène, de sécurité et d'environnement du travail», dont il faisait état dans un rapport antérieur, sera reprise dans le Comité technique consultatif et elle le prie de faire connaître les progrès enregistrés sur ce plan. Compte tenu du temps qui s'est écoulé depuis que la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'adopter une législation donnant effet aux dispositions de la convention et notamment à ses articles 14 et 18, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'une telle législation soit adoptée dans un proche avenir.*

La commission demande également que le gouvernement indique s'il est toujours question de publier le Recueil de jurisprudence sur les décisions des tribunaux judiciaires portant sur les questions de principe relatives à l'application de la convention, comme il en était question dans un précédent rapport, en le priant d'en communiquer copie dès sa publication.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967 (ratification: 1971)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Détermination d'un poids maximum pour le transport manuel de charges. La commission prend note des informations contenues dans le plus récent rapport du gouvernement, faisant état de la décision unanime des ministères compétents de fixer à 50 kilos le poids maximum des charges pouvant être transportées manuellement par un ouvrier adulte de sexe masculin. La commission exprime l'espoir que cette disposition interministérielle, qui donnerait pleinement effet aux dispositions de la convention, notamment à son article 3, entrera en vigueur sans plus tarder.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Malaisie

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 (ratification: 2012)

La commission se félicite du premier rapport du gouvernement qui contient des informations complètes relatives à l'application de la convention.

Article 5, paragraphe 1, de la convention. Elaboration, mise en œuvre, contrôle, évaluation et réexamen périodique d'un programme national de sécurité et de santé au travail, en consultation avec les partenaires sociaux. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport concernant l'adoption et la mise en œuvre du Plan directeur de la Malaisie sur la sécurité et la santé au travail (SST) de 2009-2015. Elle note avec **intérêt** que le plan directeur a été élaboré dans le respect du tripartisme et contient des objectifs et des cibles clairs tendant de manière générale à créer, cultiver et entretenir une culture de la sécurité et de la santé au travail. Le plan directeur constitue l'étape à mi-parcours d'une série de trois plans d'action quinquennaux successifs qui a démarré en 2005. Un autre programme de sécurité et de santé au travail est prévu pour 2015-2020. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises, en consultation avec les partenaires sociaux, pour réviser le plan directeur de 2009-2015 en se fondant sur la situation actuelle du pays et sur le système national en matière de SST, en vue d'élaborer le prochain programme quinquennal de 2015-2020.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Malte

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963 (ratification: 1988)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 6. Interdiction dans les lois et règlements nationaux d'utiliser des machines dont les éléments dangereux sont dépourvus de dispositifs de protection appropriés. Tout en notant que le rapport du gouvernement ne comporte aucune réponse à ses précédents commentaires, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées en vue d'interdire, conformément à la convention, l'utilisation de machines dont l'un quelconque des éléments dangereux, y compris la zone d'opération, est dépourvu de dispositifs de protection appropriés.

Article 7. Obligation faite à l'employeur d'assurer la conformité. La commission prend note des informations concernant l'effet donné dans la pratique à la loi de 2000 sur l'autorité chargée de la santé et de la sécurité au travail (loi n° XXVII de 2000), et en particulier la déclaration à l'effet que peu d'infractions ont été relevées et que peu de sanctions ont été imposées pour des violations par des employeurs de leurs obligations relatives à l'utilisation des machines dangereuses. Elle note la déclaration du gouvernement selon laquelle un des problèmes relevés est que les machines sont souvent de seconde main. **La commission demande au gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour assurer les obligations des employeurs conformément à l'article 7 relatives aux machines de seconde main.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Mexique

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1984)

La commission prend note des observations du Syndicat national des travailleurs des ponts et chaussées et services connexes (SNTCPF) reçues le 1^{er} septembre 2014. Le syndicat indique que, depuis l'accident survenu à Pasta de Conchos, au moins 107 autres mineurs sont décédés et que, s'il n'est pas mis un frein à la précarisation de l'emploi dans les mines de charbon au moyen d'un programme d'inspection approprié, les conditions de travail actuelles se poursuivront. La plupart des accidents jusqu'en 2012 ont eu lieu dans de petites exploitations minières («pocitos») ou des puits et, de 2012 à 2014, la plupart des décès ont eu lieu dans ce que l'on appelle aujourd'hui les «minitas de arrastre» (mines souterraines verticales). Selon le syndicat, les conditions sont précaires, illégales et dangereuses. Le syndicat déclare que ni les «pocitos», ni les «minitas de arrastre», ni les mines dans les cavités («cuevas») ne respectent les dispositions de la norme NOM-032-STPS-2009 qui s'applique aux mines souterraines de charbon. Le syndicat indique aussi que l'inspection du travail est confrontée à un dilemme puisque, lorsqu'elle réalise des inspections dans des mines qui ne satisfont pas les conditions légales et qu'elle les contrôle, elle les légalise d'une certaine façon. En 2012, le Président Calderón avait pris l'initiative d'interdire les puits verticaux, mais cette initiative a été laissée de côté subrepticement et, en 2013, les puits verticaux atteignant jusqu'à 100 mètres de profondeur ont été interdits. Le syndicat se demande pourquoi ces puits verticaux seraient plus sûrs à partir d'une profondeur de 101 mètres. En ce qui concerne les accidents, le syndicat mentionne en particulier deux cas. Le premier est celui survenu le 27 mars 2014 dans le «pocito» Boker, qui s'est soldé par le décès de deux mineurs âgés de 19 et 21 ans. Ils sont tombés au fond de la mine lorsque le câble qui les descendait à plus de 85 mètres de profondeur s'est rompu. Qui plus est, cette mine n'avait pas de sortie d'urgence, elle avait été inspectée dix fois de suite, mais dès que le personnel du secrétariat au Travail et à la Prévision sociale (STPS) partait, elle recommençait à fonctionner sans aucune mesure de sécurité. Le «pocito» Boker a fermé puis a été rouvert en tant que sortie d'urgence d'une nouvelle mine. Le deuxième cas a eu lieu dans la mine des Charcas à San Luis de Potosí le

12 février 2014. Cinq travailleurs sont morts alors que la mine avait été inspectée quatre fois et que des infractions aux normes de sécurité et de santé avaient été constatées. Le syndicat souligne que cette mine appartient au groupe qui était le propriétaire de la mine Pasta de Conchos. Le syndicat déclare que, même si selon le STPS l'amende a été la plus élevée jamais imposée dans le pays, il ressort du rapport d'inspection que le montant de l'amende était bien moins élevé que le coût des investissements de sécurité nécessaires pour garantir la vie, la santé et l'intégrité physique des travailleurs. Le syndicat indique aussi que le budget alloué aux inspections proprement dites a baissé et que celui pour les équipements de protection des inspecteurs ne suffit même pas pour leur acheter un casque. De plus, le syndicat indique que l'extraction de ressources naturelles, sans normes de sécurité et de santé au travail et sans inspection appropriée, n'a pas lieu seulement dans les mines de charbon mais également dans les énormes gisements de gaz. Une législation vient d'être adoptée pour leur extraction, mais la législation appropriée de sécurité et de santé au travail n'a pas été adoptée. ***La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires au sujet de ces observations. Elle demande également au gouvernement d'indiquer si l'inspection du travail a constaté un danger grave et imminent pour la santé des travailleurs dans les mines auxquelles il est fait référence, et les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été fermées ou d'autres mesures n'ont pas été prises avec application immédiate.***

La commission note en outre que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler son observation précédente.

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission fait suite aux recommandations contenues dans le rapport adopté par le Conseil d'administration en mars 2009 (document GB.304/14/8) à propos de l'accident survenu à la mine de charbon de Pasta de Conchos à Coahuila. Dans ses commentaires de 2011, la commission avait pris note des discussions qui ont eu lieu à la Commission de l'application des normes de la Conférence en juin 2011 et de ses conclusions, d'une communication du Syndicat national des travailleurs des ponts et chaussées et services connexes (SNTCPF), du rapport du gouvernement ainsi que de ses observations à une communication du même syndicat reçue en 2010. La commission indiquait que les discussions et conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence se référaient elles aussi au suivi dudit rapport et, dans ce contexte, à l'application de la présente convention aux travailleurs des charbonnages de Coahuila. Les communications du syndicat de 2010 et de 2011 se rapportaient également à la même situation. La commission prend note du rapport détaillé du gouvernement et d'une communication de l'Union nationale des travailleurs (UNT). L'UNT déclare que le gouvernement n'a pas donné une information fidèle à l'opinion publique sur le nombre des accidents, les conditions générales de travail et les organisations qui représentent les travailleurs formels et informels employés dans ce qu'on appelle les «pocitos» ou petites mines et qu'il ignore si cette information figure dans les rapports. Elle communique des informations sur d'autres accidents du travail qui ont coûté la vie à des mineurs et dont les médias se sont fait l'écho. ***La commission invite le gouvernement à communiquer les commentaires qu'il considère appropriés à propos de la communication de l'UNT.***

I. Mesures à prendre en consultation avec les partenaires sociaux

Articles 4, paragraphes 1 et 2, et 7 de la convention. Politique nationale. Examens d'ensemble ou examens portant sur des secteurs particuliers: activités de travail dangereuses telles que celles effectuées dans les mines de charbon.

a) Registre de données fiables sur les mines existantes et les travailleurs de ces mines

Antécédents. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que, d'après le gouvernement, il existe dans l'Etat de Coahuila 909 concessions minières qui s'étendent sur une superficie totale de 2,5 millions d'hectares pour neuf grandes exploitations charbonnières et 62 de taille moyenne. En ce qui concerne les «pocitos», le gouvernement indique que, grâce au système satellitaire GeoInfoMex, on a commencé à partir du mois de mars 2010 un travail de localisation de tels petites mines ou puits qui s'est achevé en mai 2011. Celui-ci a révélé l'existence de 563 puits verticaux dont 297 se sont avérés être en activité, lesquels feront l'objet d'inspections. La commission a noté que le gouvernement fait la distinction entre le registre des concessions minières et celui des centres de travail, et que des progrès étaient en cours dans la coordination entre les différents organes de l'Etat en rapport avec l'industrie minière de Coahuila. La commission a demandé au gouvernement de continuer à fournir des informations à jour sur le nombre et le type des mines et, rappelant la demande de la Commission de l'application des normes de la Conférence, elle le priait de faire la distinction, dans ces informations, entre les mines qui sont enregistrées et celles qui ne le sont pas. De même, elle priait le gouvernement d'indiquer le nombre total de mineurs estimé à Coahuila, le nombre de mineurs enregistrés et le nombre estimé de mineurs non enregistrés. Il s'agit là de deux questions différentes mais complémentaires qui relèvent de l'application de la convention à tous les lieux de travail et à tous les travailleurs se trouvant sur un lieu de travail, et elle le priait par conséquent d'adopter les mesures nécessaires afin de tenir les registres les plus complets possible et de l'informer à cet égard.

Rapport de 2012. La commission note que le gouvernement indique que, suivant les informations fournies par la Direction générale des mines du Secrétariat de l'économie, on comptait, au mois de mai 2012, 30 458 concessions en exploitation au niveau national, dont 2 463 situées dans l'Etat de Coahuila; sur ce total, 970 sont des charbonnages, dont 297 petites mines ou puits verticaux. Sur les 297 petites mines ou puits verticaux identifiés à Coahuila, dont la commission avait pris note dans ses précédents commentaires, 149 ont été inspectés. Le gouvernement déclare que, s'agissant du nombre estimé de mineurs, les inspections effectuées par les autorités du travail ont permis d'en dénombrer 24 527 tandis que l'Institut mexicain de sécurité sociale compte 95 000 mineurs dans ses registres. Un groupe interinstitutions a été créé, composé du Secrétariat à l'Economie, de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), du Procureur fédéral de la production du milieu, du Procureur fédéral de la défense du travail et du Secrétariat du travail et de la prévoyance sociale (STPS), afin d'échanger des bases de données qui permettront de

constituer un annuaire unique des entreprises minières. La commission note que les informations fournies ne permettent pas de dire si le chiffre de 24 527 travailleurs mentionné par le gouvernement se rapporte à Coahuila ou au niveau national ni s'il concerne les travailleurs enregistrés ou également les travailleurs non enregistrés. S'agissant du chiffre de 95 000 travailleurs, celui-ci semble porter sur le niveau national et pas seulement sur Coahuila. La commission note que les informations fournies par le gouvernement ne répondent pas pleinement à la demande formulée par la commission dans son dernier commentaire. La commission espère que le nouveau groupe de travail contribuera à améliorer la coordination ainsi que la collecte de données fiables et claires, permettant ainsi de progresser dans l'amélioration des conditions de sécurité et de santé dans l'industrie minière. **La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur le nombre et le type des mines à Coahuila, et qui incluent: 1) des informations qui fassent la distinction entre les mines enregistrées et celles qui ne le sont pas; 2) le nombre total de mineurs estimé à Coahuila; 3) le nombre de mineurs enregistrés; et 4) le nombre estimé de mineurs non enregistrés.**

b) Accidents dans le secteur de l'exploitation charbonnière

Antécédents. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a pris note de l'information fournie par le gouvernement selon laquelle, au cours des dix dernières années (2001-2010), l'IMSS a recensé 38 069 accidents du travail et maladies professionnelles dans l'industrie minière ainsi que 340 décès. Le gouvernement indiquait que, par comparaison entre 2001 et 2010, le nombre des travailleurs employés dans la mine a augmenté de 35,74 pour cent et que, s'agissant du nombre de décès, l'évolution n'a pas été significative (31 en 2010 contre 30 en 2001). La commission relevait dans une communication du SNTCPF que, entre juin 2010 et août 2011, 33 mineurs sont décédés dans des accidents du travail dont 26 à Coahuila, que 14 mineurs sont décédés le 3 mai 2011 au puits n° 3 de la Compagnie BINSa et qu'aucun n'était enregistré auprès de l'IMSS, notamment un mineur de 14 ans. En 2011, la commission a prié le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur ces questions, notamment des informations statistiques sur les accidents survenus dans les mines de charbon ainsi que sur l'application de la convention dans celles où ils se sont produits.

Rapport de 2012. La commission note que le gouvernement déclare que les autorités responsables du travail ont apporté en tous moments leur soutien aux proches des travailleurs décédés, notamment pour l'introduction de demandes de prestations, et il fournit des informations détaillées à ce sujet. A ce propos, le Conseil fédéral d'arbitrage a prononcé des décisions favorables à ces proches, mais qui n'ont pas encore été exécutées dans l'attente de recours possibles des autres parties. Le gouvernement fournit des informations à propos d'aides diverses qu'il a apportées aux familles. La commission prend également note des tableaux joints par le gouvernement, en particulier du tableau intitulé «Accidents survenus dans l'industrie minière» qui répertorie des accidents, le nombre des infractions constatées, les amendes imposées et précise si des poursuites ont été entamées ou sont en cours. Ces informations ne permettent pas à la commission de se faire une idée de l'évolution des accidents du travail dans l'industrie minière ni de déterminer si leur nombre a diminué ou reste stable. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques sur le nombre d'accidents du travail survenus dans les mines de charbon, en particulier à Coahuila, en indiquant le nombre d'accidents et de victimes survenus entre 2010 et le moment de l'élaboration du prochain rapport, en faisant la distinction entre les accidents survenus dans ce qu'on appelle les «pocitos» et les mines de taille moyenne ou de grande taille.**

i) **Mine Lulú.** Dans ses commentaires antérieurs, la commission a pris note de l'information fournie par le SNTCPF indiquant que deux travailleurs étaient décédés le 6 août 2009 à la mine Lulú. D'après le syndicat, cette mine était en activité depuis 2001 mais n'avait jamais fait l'objet d'aucune inspection. Dans son rapport de 2011, le gouvernement indiquait qu'une inspection de la mine Lulú était prévue pour le mois d'août 2009 mais que, avant que cette inspection ait lieu, s'était produit l'accident du 6 août qui a donné lieu à une inspection extraordinaire du 7 au 10 août, suivie d'une autre inspection les 13 et 14 août, qui a donné lieu à une restriction d'accès. La commission notait également que la communication de 2011 du SNTCPF s'accompagnait de la recommandation n° 12/2011, du 29 mars 2011, de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), laquelle a rang constitutionnel, sur l'accident survenu dans cette mine. Dans l'examen de ce cas, la CNDH déclare que, «compte tenu des omissions précitées de la part des fonctionnaires publics du Secrétariat du travail et de la prévoyance sociale (STPS) et du Secrétariat à l'économie, l'entreprise en question a pu continuer à fonctionner dans des conditions qui ne garantissent pas l'intégrité ni la santé des travailleurs, qui les ont exposés à un risque grave ainsi qu'à des situations qui ont entraîné le décès de (deux travailleurs)». La CNDH affirme en outre qu'ils ont agi en contravention avec les articles 7 et 9 de la convention. Dans son rapport de 2012, le gouvernement indique que les représentants du Procureur fédéral de la défense du travail (PROFEDET) ont proposé des services de conseil et une représentation juridique aux veuves; une d'elles a décliné de manière explicite tandis que l'autre ne s'est pas présentée aux bureaux de PROFEDET, ce qui fait supposer qu'elle a décliné ses services. En outre, le gouvernement indique que le STPS a accepté la recommandation de la CNDH qui met l'accent sur le fait que, à tout moment, elle s'est acquittée de ses fonctions de surveillance et de vérification de la mine où s'est produit l'accident. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si a été ordonnée une enquête sur l'accident du travail, comme le prévoit l'article 11 d) de la convention, et d'indiquer ses résultats, en particulier concernant les causes de l'accident.**

ii) **Puits Ferber.** Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, d'après le SNTCPF, une inspection périodique de cette mine a été effectuée le 13 août 2009, et que, compte non tenu des paragraphes sans objet se rapportant à des activités de moindre importance, elle a constaté 85 infractions qui ont donné lieu à 76 mesures correctives avec restriction d'accès. Un travailleur de 23 ans est décédé le 11 septembre 2009. Le syndicat indique également que les inspecteurs ne se sont présentés que le 17 septembre 2009 afin d'effectuer la vérification de l'application des mesures correctives indiquées. Ils concluent à un acte de négligence de la part du STPS. La commission avait noté que, dans l'examen du cas effectué par la Commission nationale des droits de l'homme (recommandation n° 85/2010 du 21 décembre 2010), celle-ci affirme en termes similaires qu'il y a eu violation de la convention. Dans son rapport de 2012, le gouvernement fournit des informations sur les mesures prises par le PROFEDET afin d'obtenir de meilleures prestations pour la veuve, et explique qu'il a obtenu un montant supérieur à celui accordé au départ. Le gouvernement indique en outre que le STPS a accepté la recommandation de la CNDH et

a reconnu que sa responsabilité en tant qu'institution consiste à contrôler les conditions de sécurité en vigueur dans les entreprises et à sanctionner les infractions. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations indiquant si la réglementation en vigueur exige que des inspections de suivi soient menées dans un délai déterminé lorsqu'une ou plusieurs violations sont relevées ou que des mesures correctives soient ordonnées, et de fournir des détails sur les délais prévus pour un tel suivi. La commission prie aussi le gouvernement d'indiquer si une enquête a eu lieu sur l'accident du travail, comme le prévoit l'article 11 d) de la convention, et d'indiquer ses résultats, en particulier sur les causes de l'accident.**

En outre, la commission prie le gouvernement d'indiquer s'il a procédé à des enquêtes chaque fois qu'un accident du travail – à la mine de charbon de Coahuila dans le cas présent – paraît refléter une situation grave, conformément à l'article 11 d) de la convention, et d'indiquer ses résultats, en particulier à propos des causes de ces accidents.

Dans ses précédents commentaires, la commission prenait note de la déclaration du gouvernement selon laquelle la mine Lulú et le puits Ferber ne sont pas concernés par les recommandations adoptées par le Conseil d'administration dans son rapport sur la réclamation, mais que le gouvernement fournissait à ce propos des informations devant permettre de tirer ces questions au clair. La commission a indiqué au gouvernement que l'information relative aux accidents de ces mines rentre bien dans le cadre du suivi des recommandations formulées par le Conseil d'administration, étant donné que la recommandation figurant au paragraphe 99 b) i) du rapport a pour objet d'assurer l'application des *articles 4 et 7* de la convention, l'accent étant mis en particulier sur les mines de charbon, et la recommandation figurant au paragraphe 99 b) iii) du rapport se réfère à l'application de l'*article 9* de la convention «afin de diminuer le risque qu'à l'avenir se produisent des accidents comme celui de Pasta de Conchos». En conséquence, la commission indiquait que les informations relatives aux accidents survenus dans la mine de charbon de Coahuila et l'analyse de leurs causes contribuent à déterminer l'impact réel des mesures adoptées et à comprendre s'il a été fait ce que l'on pouvait raisonnablement attendre que l'on fasse pour éviter ou réduire autant que possible les causes des risques inhérents au milieu de travail, comme le stipule l'*article 4, paragraphe 2*, de la convention.

De même, elle attirait l'attention du gouvernement sur le fait que la répétition d'accidents dans des mines, qui n'avaient manifestement pas adopté les mesures de SST requises, met en évidence la nécessité de renforcer l'action du gouvernement afin d'assurer l'application de la convention dans la pratique. En conséquence la commission exhortait le gouvernement à réaliser, conformément aux *articles 4 et 7* de la convention et en consultation avec les partenaires sociaux, l'examen périodique de la situation en matière de sécurité et de santé des travailleurs et du milieu du travail dans les mines de charbon de Coahuila, y compris dans les «pocitos», afin d'identifier les principaux problèmes, d'élaborer des moyens efficaces d'y remédier, de définir l'ordre de priorité des mesures qu'il y a lieu de prendre et d'évaluer les résultats; elle l'exhortait également à fournir des informations détaillées à cet égard, y compris sur les consultations effectuées.

La commission note que le gouvernement indique que les enceintes dans lesquelles peut être débattue la situation en matière de SST dans les mines de charbon de Coahuila sont la Commission consultative nationale sur la sécurité et l'hygiène au travail (COCONASHT), les commissions consultatives publiques de sécurité et hygiène au travail (COCOESHT), et les sous-commissions consultatives publiques sur la sécurité et l'hygiène au travail (SUBCOCOESHT). Le gouvernement indique que, en 2008, a été créée une SUBCOCOESHT chargée d'entamer des actions pertinentes afin de créer des conditions de sécurité pour les travailleurs des mines de charbon de Coahuila et qui s'est réunie à plusieurs reprises avec les partenaires sociaux. La commission prend note des informations fournies à propos des mesures prises ou prévues qu'il énonce ensuite. Le gouvernement se réfère à un programme d'inspection suivant cinq axes de travail: 1) intégration de l'annuaire (se poursuivra par l'ajout d'un registre des mines et des puits à visiter afin d'actualiser les bases de données des autorités participantes); 2) exigences documentaires (les entreprises qui n'ont pas été inspectées précédemment seront priées de fournir des preuves documentaires du respect des normes en la matière); 3) inspections (seront programmées dans les centres de travail qui ont des antécédents d'inspection ou dont les registres indiquent une récidive de cas de non-respect des normes); 4) grandes exploitations minières (visant dix mines occupant un grand nombre de travailleurs); 5) promotion (dans le but de promouvoir le respect des diverses normes officielles mexicaines, et en particulier la NOM-032-STPS-2008 relative à la sécurité des mines souterraines de charbon). Le gouvernement fournit également des informations sur les activités de renforcement des capacités et de soutien organisées par le gouvernement de l'Etat de Coahuila et par l'Union des producteurs de charbon; de l'élaboration en 2011 du Guide pour l'évaluation du respect des normes de sécurité et de santé dans les exploitations charbonnières de petite échelle, et le renforcement des capacités du personnel de la STPS, comportant, entre janvier 2011 et mai 2012, des cours ayant rassemblé 154 participants. En outre, le 28 mars 2012, le STPS a signé avec la Commission nationale des droits de l'homme un accord en vue de la consolidation d'une culture des droits de l'homme chez les fonctionnaires publics du STPS, et en particulier dans son corps d'inspecteurs.

Or la commission fait remarquer que l'objectif des examens prévus à l'*article 7* de la convention est d'identifier les grands problèmes, de dégager les moyens efficaces et de les résoudre, de définir l'ordre de priorité des mesures à prendre et d'évaluer les résultats, et que le gouvernement n'a pas fourni d'information sur tous les points demandés. **La commission prie à nouveau le gouvernement de faire savoir s'il a effectué, conformément aux articles 4 et 7 de la convention, en consultation avec les partenaires sociaux, l'examen périodique de la situation en matière de sécurité et de santé des travailleurs et du milieu de travail dans les mines de charbon de Coahuila, y compris les petits puits («pocitos»), et de fournir des informations sur les questions suivantes qui, suivant l'article 7 de la convention, constituent la finalité de ces examens: a) les grands problèmes identifiés; b) les moyens proposés pour les résoudre; c) l'ordre de priorité des mesures à prendre; et d) l'évaluation des résultats. Prière également d'indiquer les associations de travailleurs et d'employeurs représentées et d'indiquer si les organisations de mineurs participent à cet examen.**

Article 9. Système d'inspection approprié et suffisant. Dans ses précédents commentaires, la commission notait que la mine Lulú, que le gouvernement a fermée le 10 février 2011, a été inspectée pour la première fois le 7 août 2009, soit le lendemain du décès de deux travailleurs, qu'on y a constaté de nombreuses irrégularités en matière de SST, et que, malgré cela, sa fermeture n'est survenue que dix-sept mois plus tard. Dans le cas de la mine Ferber, c'est le propriétaire qui l'a fermée. La commission se réfère à la déclaration du gouvernement suivant laquelle les inspecteurs avaient respecté les normes en vigueur.

Elle considérerait que, dans ces cas, ces normes ne semblent pas constituer un cadre suffisant pour assurer un système d'inspection approprié et suffisant pour préserver la vie, la sécurité et la santé des travailleurs des mines de charbon souterraines. De plus, la commission rappelait au gouvernement que, dans ses recommandations, le Conseil d'administration l'avait priée d'assurer par tous les moyens nécessaires le contrôle efficace de l'application dans la pratique des lois et règlements relatifs à la sécurité, la santé et le milieu de travail en consultation avec les partenaires sociaux. En conséquence, la commission a prié le gouvernement d'étudier, dans le cadre de l'examen requis par la commission en application de l'article 7, les moyens de renforcer l'inspection du travail, particulièrement en cas de risque imminent, et de l'informer à cet égard ainsi que sur les mesures d'application immédiates dont dispose actuellement l'inspection du travail, notamment la fermeture en cas de danger immédiat pour la santé et la sécurité des travailleurs. Elle le priait également de procéder à une analyse des inspections effectuées et qu'il avait communiquées à la commission, afin de déterminer les principaux problèmes s'opposant à une meilleure efficacité de l'activité d'inspection dans les mines de charbon, et de lui communiquer également les mesures proposées pour faire face à ces problèmes. Dans l'attente de la réalisation de ces examens, la commission exhortait le gouvernement à adopter très rapidement les mesures nécessaires afin de préserver la vie et la sécurité des travailleurs, et à lui communiquer des informations à cet égard. La commission note que, d'après le rapport du gouvernement de 2012, le STPS a élaboré des protocoles applicables au déroulement des inspections de sécurité et d'hygiène dans les mines et se réfère par ailleurs au Guide pour l'évaluation du respect des normes de sécurité et de santé dans les exploitations charbonnières de moindre échelle. De même, la commission prend note des diverses mesures de renforcement de l'inspection du travail qu'elle a évoquées dans divers paragraphes du présent commentaire. Le gouvernement évoque par ailleurs des cours de renforcement des capacités et une augmentation des postes d'inspecteur fédéral du travail, le budget de 2012 prévoyant 400 nouveaux postes d'inspecteur. Il mentionne également le Système d'appui au processus d'inspection (SAPI), lequel permettra d'élaborer au niveau central le programme annuel d'inspection, de normalisation des catalogues de la violation des mesures et un meilleur contrôle des processus d'inspection en général. Les inspecteurs suivent actuellement une spécialisation aux normes de sécurité et de santé au travail. S'agissant des mesures d'application immédiates, notamment la possibilité d'ordonner la fermeture, le gouvernement indique que toutes les mesures suggérées au cours d'une visite de sécurité et de santé à l'intérieur d'une mine devront avoir un caractère d'application immédiate et de respect permanent et, lorsque la situation implique un risque imminent pour la sécurité, l'intégrité physique et la vie des travailleurs, il y aura lieu de restreindre partiellement ou totalement l'accès à l'intérieur de la mine, la décision devant être justifiée avant la clôture du dossier. Au cas où les travailleurs n'auraient pas été formés dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène inhérentes à leur activité, il y aura lieu d'ordonner le retrait immédiat de ceux-ci de leur lieu de travail tant que cette obligation n'aura pas été respectée, et tant que subsistera un danger grave pour la sécurité ou la santé du travailleur. La commission note toutefois que les informations fournies précédemment tant par le gouvernement que par le SNTCPF, en particulier dans le cas de la mine Lulú dont la fermeture a demandé dix-sept mois, ne font pas apparaître que les services d'inspection aient, entre autres possibilités d'injonction immédiate, la possibilité d'ordonner la fermeture de la mine. La commission note que ce point n'a pas non plus été éclairci dans les informations fournies par le gouvernement. ***La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures d'application immédiate dont dispose actuellement l'inspection du travail et d'indiquer clairement si, parmi les mesures d'application immédiate, elle dispose de la faculté d'ordonner la fermeture, en cas de danger immédiat pour la santé et la sécurité des travailleurs.***

II. Autres mesures

Indemnisations – pensions. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement à propos des avantages retirés de la loi, de la convention collective ainsi que sur l'état d'avancement des recours et sentences dans le cas des proches des travailleurs décédés à Pasta de Conchos. S'agissant des recours, le gouvernement indique que, bien qu'elle se soit opposée aux différentes sentences arbitrales visant à augmenter le salaire journalier perçu par les travailleurs, la Cour suprême de justice de la Nation a déterminé que les prestations devaient être calculées sur base du salaire inscrit à l'Institut mexicain de sécurité sociale (110 à 113 pesos par jour). Elle note également que, à la suite de la procédure pénale entamée après l'accident, l'entreprise a versé à tous les ayants droit des travailleurs décédés la somme de 182 000 pesos à titre de dommages et intérêts. De même, le gouvernement fournit des informations sur les paiements effectués par le STPS en application des condamnations prononcées à la suite de procédures en responsabilité civile intentées contre l'Etat. ***La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les questions en suspens concernant les indemnisations et pensions des proches des travailleurs décédés.***

Prestations d'Etat et prestations sociales. La commission prend note que, suivant le gouvernement, il a été créé une fiducie éducative pour les personnes à charge des travailleurs de Pasta de Conchos, dont le but est de les aider à poursuivre leurs études grâce à une aide économique et académique, cela depuis leur formation de base jusqu'à la fin de leurs études. En juin 2006, 111 bénéficiaires étaient inscrits à la fiducie éducative et, six ans plus tard, six boursiers de cette fiducie ont terminé leurs études. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations à ce sujet et d'indiquer combien de familles sur les 65 ont obtenu une aide pour accéder à un logement.

Dialogue avec les familles de Pasta de Conchos. Se référant à ses précédents commentaires, la commission note que le gouvernement indique que, en 2011, a eu lieu une réunion avec l'organisation Familia Pasta de Conchos au cours de laquelle ont été traitées des matières en rapport avec la situation de l'activité minière du bassin charbonnier de Coahuila. S'agissant de la récupération des corps, le gouvernement rappelle à nouveau qu'il est important de préserver la vie des secouristes, ce qui veut dire que toute possibilité de récupération des corps doit partir du principe fondamental qu'il ne faut pas mettre en danger l'intégrité physique ou la vie d'autres personnes. ***La commission prie le gouvernement de poursuivre le dialogue avec l'organisation et les familles afin de trouver une solution adéquate pour ce qui est des plaintes déposées par les familles des victimes de l'accident de Pasta de Conchos et elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la poursuite du dialogue.***

De même, la commission attire l'attention du gouvernement sur ses commentaires relatifs à l'application de la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978.

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985 (ratification: 1987)

Législation. La commission prend note avec *satisfaction* de l'adoption en 2009 de la norme officielle mexicaine NOM-030-STPS-2009, Services préventifs de sécurité et de santé au travail – Fonctions et activités, laquelle remplace la norme NOM-030-STPS-2006, Services préventifs de sécurité et de santé au travail – Organisation et fonctions, donnant effet à la plupart des articles de la convention. De même, la commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle cette nouvelle norme a pour objectif de définir les fonctions et les activités que devront accomplir les services préventifs de sécurité et de santé au travail en vue de la prévention des accidents et des maladies professionnelles et qu'elle s'applique sur tout le territoire national et dans tous les centres de travail.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988 (ratification: 1990)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 8, paragraphe 2, de la convention. Coopération effective en matière de sécurité et de santé chaque fois que deux ou plusieurs employeurs entreprennent simultanément des travaux sur un chantier; article 20, paragraphe 1. Bonne construction des batardeaux et caissons; article 22. Conception et construction des charpentes et coffrages qui protègent les travailleurs contre les dangers provenant de la fragilité ou de l'instabilité temporaire d'un ouvrage; article 23. Travail au-dessus ou à proximité immédiate d'un plan d'eau. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que les dispositions mentionnées par le gouvernement ne traduisent pas dans la législation les articles susmentionnés. Elle avait noté qu'était en cours d'élaboration une norme mexicaine officielle qui, entre autres, réglerait les questions visées dans ces articles. La commission note que, selon le rapport figurant dans le Programme national de normalisation de 2008, le projet de norme en question devait être mené à terme en décembre 2009. ***La commission demande au gouvernement de continuer de fournir des informations sur l'évolution de ce projet de norme mexicaine officielle et, tant qu'il n'aura pas été adopté, de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de ces articles de la convention. Prière aussi de fournir des informations détaillées sur ce point.***

Article 9. Sécurité et santé des travailleurs dans la conception et la planification d'un projet de construction. La commission note que, d'après le rapport, un Forum sur les bonnes pratiques du travail dans la construction s'est tenu en 2006. Il a débouché sur une publication en octobre 2007 qui présentait les lignes à suivre en matière de sécurité et de santé en ce qui concerne la conception et la commande de chantiers, ainsi que la planification et l'administration de la sécurité et de la santé, et des procédures générales et spécifiques dans le domaine du travail. Tout en prenant note de ces mesures visant à promouvoir la sécurité et la santé dans la construction, la commission indique qu'il faut en prendre pour garantir l'application des dispositions de la convention et pas seulement les promouvoir. ***Par conséquent, la commission demande instamment au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les personnes responsables de la conception et de la planification d'un projet de construction prennent en compte la sécurité et la santé des travailleurs. Prière aussi de fournir des informations détaillées sur ce sujet, tant sur la manière de veiller à l'application de cette disposition que sur son application dans la pratique.***

Article 12. Droit de tout travailleur de s'éloigner d'un danger imminent et grave pour sa sécurité et sa santé, et obligation de l'employeur de prendre des dispositions immédiates pour arrêter le travail. Dans ses commentaires précédents, la commission avait exprimé l'espoir que, pour combler les lacunes existantes, le gouvernement adopterait des dispositions législatives ou réglementaires pour garantir expressément aux travailleurs le droit de s'éloigner d'un danger grave pour leur sécurité, et pour obliger l'employeur en cas de danger à arrêter le travail et, si nécessaire, à procéder à l'évacuation des travailleurs. La commission note que, sur ce point, le gouvernement se borne à indiquer qu'il n'y a pas de proposition visant à modifier le Règlement fédéral sur la sécurité, la santé et le milieu de travail. La commission se réfère à sa demande directe de 2010 sur l'application de la convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990, dans laquelle, dans ses commentaires sur l'application de l'article 18 de cette convention, elle a indiqué notamment que le travailleur, parce qu'il se trouve dans une situation déterminée, peut en percevoir les dangers, lesquels ne sont peut-être pas perçus par les personnes qui ne se trouvent pas dans cette situation, et doit donc avoir le droit de s'éloigner. ***Par conséquent, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect et la protection de ce droit dans la pratique et pour que l'employeur s'acquitte de son obligation de prendre des mesures immédiates pour interrompre le travail le cas échéant. Prière de fournir des informations à ce sujet.***

Article 16, paragraphe 2. Voies d'accès appropriées et sûres et organisation de la circulation pour garantir l'utilisation dans des conditions de sécurité des véhicules et engins de terrassement ou de manutention des matériaux. Dans ses

commentaires précédents, la commission avait noté que la norme NOM-004-STPS-1994 indiquée par le gouvernement ne contenait pas de dispositions prévoyant des voies d'accès appropriées et sûres pour l'utilisation des véhicules et engins, ni de dispositions sur l'organisation et le contrôle de la circulation de ces véhicules et engins. La commission avait demandé au gouvernement d'indiquer les mesures envisagées pour donner effet à cette disposition de la convention. La commission note, à la lecture du rapport, que ces points sont traités dans le document «Pratiques sûres dans la construction» et, en particulier, dans le chapitre 4 sur les processus spécifiques de travail que le gouvernement a mentionnés dans les informations qu'il a fournies au sujet de l'article 9 de la convention. Comme elle l'a déjà indiqué dans ses commentaires sur cet article, la commission répète que, tout en prenant note de ces mesures de promotion, elle estime nécessaire de prendre des mesures pour garantir l'application des dispositions de la convention, car les promouvoir ne suffit pas. **Par conséquent, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application de cet article, et de fournir des informations détaillées à ce sujet, y compris dans la pratique.**

Article 19 a), b), d) et e). Précautions adéquates pour prévenir les dangers que les travailleurs pourraient courir dans le cas où la terre s'effondrerait ou se détacherait, pour prévenir les dangers liés à la chute d'une personne, de matériaux ou d'objets, les dangers d'incendie ou d'irruption d'eau ou de matériaux, et les dangers souterrains; et article 21, paragraphe 2. Aptitude physique des personnes qui effectuent un travail dans l'air comprimé. La commission note que le gouvernement fait référence, d'une manière générale, à la partie I de son rapport dans laquelle sont énumérées les normes officielles mexicaines en vigueur. La commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que cette mention d'ordre général ne répond pas à sa demande. **Par conséquent, la commission demande de nouveau au gouvernement d'indiquer comment il est donné effet, dans la législation et dans la pratique, à ces dispositions de la convention.**

Point VI du formulaire de rapport. Application dans la pratique. La commission note que le rapport du gouvernement contient des commentaires de la Confédération des travailleurs du Mexique, laquelle estime que la convention est appliquée et énumère les titres des normes officielles mexicaines qui, à son sens, donnent effet à la convention. La commission prend note aussi des indications détaillées du gouvernement sur les différents niveaux de compétence dans le système juridique mexicain, y compris en ce qui concerne l'inspection du travail. A ce sujet, la commission note que l'Inspection fédérale du travail s'est réunie à plusieurs reprises en 2009 avec la Chambre mexicaine de la construction afin de mener à bien des activités d'inspection en matière de sécurité et de santé et de formation dans des entreprises du secteur. Ces activités visaient à définir les procédures de ces inspections prévues pour le deuxième semestre de 2009. Un des principaux accords a été que les dirigeants de la Chambre de la construction fourniraient à l'autorité compétente une liste récente de ses membres, dans laquelle figureront le domicile fiscal des entreprises du secteur et les lieux de travail en activité. La coordination entre les autorités et les employeurs a aussi pour objectif de se mettre d'accord pour faire connaître les inspections et informer les entreprises affiliées à cette organisation afin de répondre aux questions qu'elles se posent. Ces rencontres sont des sessions techniques sur les modalités des inspections portant sur les conditions générales de sécurité et de santé, de formation et de qualification dans la construction. **La commission demande au gouvernement de continuer de fournir des informations sur l'application de la convention dans la pratique en indiquant les résultats des inspections susmentionnées, les accidents du travail et les maladies professionnelles les plus fréquemment constatés par ces inspections, et les mesures prises ou envisagées pour y faire face.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Nicaragua

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963 (ratification: 1981)

Articles 2 et 4 de la convention. Interdiction de la vente, de la location, de la cession à tout autre titre et de l'exposition de machines dont les éléments dangereux sont dépourvus de dispositifs de protection appropriés. Obligation du gouvernement de prendre des mesures pour garantir qu'il soit donné effet à ces articles de la convention. Se référant à ses commentaires précédents, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle ce sont les personnes qui réalisent les opérations d'achat, de vente, de cession et de location qui établissent les conditions de ces opérations, conformément au droit commercial et au droit civil mais note néanmoins que le gouvernement ne fournit pas d'informations concrètes sur les articles de la législation en question qui donnent effet à la convention. La commission souligne que, même si ces opérations sont réalisées par des particuliers, il incombe au gouvernement de prendre les mesures législatives nécessaires, ou d'autres mesures aux effets analogues, pour assurer la conformité avec la convention. **Par conséquent, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les articles de la législation qui donnent effet à chacun des paragraphes des articles 2 et 4 de la convention, notamment sur les obligations du vendeur, du loueur, de la personne qui cède la machine ou de l'exposant, et sur l'interdiction contenue à l'article 2, paragraphe 1, de la convention. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de ces dispositions.**

Autorité compétente et conditions requises. Dans son rapport précédent, le gouvernement avait fait mention de la norme ministérielle sur les règles minimales d'hygiène et de sécurité des équipements de travail, publiée le 9 avril 1996, dont l'article 3 a) 2) dispose que les équipements de travail mis à la disposition des travailleurs doivent être conformes aux règles de sécurité établies par l'autorité administrative compétente en vue de la libre commercialisation de ces équipements. La commission avait relevé que cette disposition utilise l'expression «règles de sécurité établies par

l'autorité administrative compétente». Elle avait demandé au gouvernement de fournir copie de toutes dispositions précisant les règles de sécurité mentionnées par le gouvernement dans son rapport ainsi que des informations sur les autorités compétentes pour le contrôle de leur application. ***Notant que le gouvernement n'a pas communiqué les informations demandées, la commission le prie à nouveau de fournir des informations sur les règles de sécurité établies par l'autorité administrative compétente dont fait mention la norme ministérielle susmentionnée. Prière aussi d'indiquer quelles sont les autorités compétentes pour le contrôle de l'application de ces dispositions.***

Article 15, paragraphe 1. Mesures d'application et sanctions. La commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur l'application du paragraphe 1 de l'article 15 de la convention, en se référant notamment aux articles 2 et 4 de la convention.

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974 (ratification: 1981)

Législation. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il a adopté le décret n° 04-2014, publié le 11 février 2014, qui porte création de la Commission nationale d'enregistrement et de contrôle des substances toxiques. Cet organe a pour objet de coordonner les politiques, initiatives et activités liées à l'importation, l'exportation, la production, la commercialisation, la distribution, l'utilisation et la consommation de tout ce qui a trait aux substances toxiques. Le gouvernement indique que cette commission envisage de réformer, afin de les actualiser, la loi fondamentale n° 274 sur la réglementation et le contrôle des pesticides, substances toxiques dangereuses et autres substances similaires, ainsi que son règlement émis en vertu du décret n° 49-98. ***La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises par la nouvelle commission pour donner effet à la convention.***

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Obligation de remplacer les substances et agents cancérogènes par des substances ou agents non cancérogènes, ou par des substances ou agents moins nocifs. Se référant à ses commentaires précédents, la commission note que le gouvernement mentionne à nouveau l'article 184) de la loi n° 618 sur les obligations des employeurs. La commission attire une nouvelle fois l'attention du gouvernement sur le fait que l'article 2, paragraphe 1, de la convention est plus spécifique et ne se réfère pas aux obligations des employeurs mais à celles du gouvernement, à qui il incombe en premier lieu de déterminer les substances et agents cancérogènes qui doivent être remplacés et, en second lieu, de prendre les mesures nécessaires à cette fin. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour déterminer les substances et agents cancérogènes qui doivent être remplacés et pour veiller à leur remplacement, et de communiquer des informations à ce sujet.***

De plus, la commission note avec **regret** que, dans son rapport succinct, le gouvernement ne répond pas aux questions qu'elle a soulevées dans son observation précédente. La commission souligne notamment que le fait d'avoir institué la nouvelle Commission nationale d'enregistrement et de contrôle des substances toxiques pour réformer la législation ne dispense pas le gouvernement de donner effet à la convention en attendant l'adoption de la nouvelle législation ni de répondre aux questions soulevées par la commission afin que celle-ci puisse disposer des éléments nécessaires pour avoir une idée claire de l'application actuelle de la convention. ***Par conséquent, la commission se doit de répéter la partie essentielle de ses commentaires précédents.***

Articles 1 et 3 de la convention. Détermination des substances et agents cancérogènes et institution d'un système d'enregistrement approprié. La commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que l'article 1 de la convention concerne essentiellement l'établissement d'une liste de substances et d'agents cancérogènes auxquels l'exposition professionnelle sera interdite ou soumise à autorisation ou à contrôle, ainsi que l'existence d'un mécanisme de révision périodique. De même, la commission note que le gouvernement ne transmet pas d'informations sur le fonctionnement du Registre national unique des pesticides, substances toxiques, dangereuses et autres substances similaires prévu à l'article 6 de la loi fondamentale n° 274 sur la réglementation et le contrôle des pesticides, substances toxiques dangereuses et autres substances similaires de 1998. ***La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer quel texte législatif prévoit la détermination des substances auxquelles l'exposition professionnelle sera interdite ou soumise à autorisation ou à contrôle, ainsi que de celles auxquelles s'appliquent d'autres dispositions de la présente convention, la mise en place de mécanismes permettant une mise à jour, l'élaboration de mesures de protection des travailleurs et l'institution d'un registre (articles 1 et 3 de la convention). Elle prie le gouvernement d'indiquer si le Registre national des pesticides, substances toxiques dangereuses et autres substances similaires fonctionne; ce registre doit relever de l'autorité chargée de faire appliquer la loi n° 274 et son règlement.***

Article 2, paragraphe 2. Durée et niveau de l'exposition. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que, en vertu de l'article 129 de la loi n° 618, le ministère du Travail fixera, en ce qui concerne les substances chimiques identifiées sur les différents lieux de travail, les valeurs limites d'exposition des travailleurs, en se référant aux critères internationaux et sur la base des investigations nationales menées dans ce domaine à l'initiative de la Direction générale de l'hygiène et de la sécurité du travail, en vue de retenir comme référence les valeurs seuils déterminées par la Conférence américaine des hygiénistes industriels du gouvernement (ACGIH). La commission avait prié le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur l'application de la législation en pratique, notamment sur les valeurs limites fixées par le ministère du Travail en application de l'article 129; elle avait également demandé des informations sur l'application de la convention dans le secteur agricole. ***Notant que le gouvernement n'a pas transmis ces informations, la commission lui demande à nouveau de communiquer des informations détaillées sur ce point.***

Article 4. Obligation d'informer les travailleurs du risque que comportent les substances cancérogènes. Notant que le gouvernement n'a pas transmis d'informations sur l'effet donné au présent article de la convention, la commission lui demande à nouveau de transmettre des informations sur l'effet donné à cet article, en droit et dans la pratique.

Article 5. Examens médicaux pendant et après l'emploi. La commission note que les articles 23 à 27 de la loi n° 618 prévoient la réalisation d'examens avant et pendant l'emploi, mais pas après, conformément à la convention. La commission prie le gouvernement d'adopter des mesures pour donner effet au présent article, et de communiquer des informations sur le droit et la pratique.

Point IV du formulaire de rapport. Application dans la pratique. La commission prie le gouvernement de transmettre des informations détaillées sur l'application de la convention dans le pays, notamment sur le respect de l'obligation de tenir des registres, sur la formation et les examens médicaux, des informations sur l'application de la convention au secteur agricole et sur l'application des dispositions de la loi n° 274 (loi fondamentale sur la réglementation et le contrôle des pesticides, substances toxiques dangereuses et autres substances similaires), dans la mesure où elles ont un lien avec la convention.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Norvège

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1982)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu le 29 août 2014 ainsi que des observations de la Confédération norvégienne des syndicats (LO) incluses dans ce rapport et aussi reçues séparément le 8 septembre 2014.

Article 4 de la convention. Politique nationale. La commission avait pris note, dans ses précédents commentaires, des observations de la LO dans lesquelles celle-ci reconnaissait que la législation nationale applicable aux questions de sécurité et santé au travail (SST) est très complète, mais s'était demandé si cette législation constitue une politique nationale cohérente en matière de SST, couvrant les lieux de travail qui relèvent de l'inspection du travail (LI) et ceux qui sont régis par l'Autorité de sécurité du pétrole (PSA). La commission note que, d'après le rapport actuel du gouvernement, la LI a informé la PSA d'éventuels changements et améliorations dans la réglementation législative en matière de SST. La PSA est actuellement engagée dans des activités de réglementation et des plans ont été échangés avec la LI. La commission note également, d'après le rapport du gouvernement, qu'il existe un dialogue permanent entre la LI et la PSA. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les éventuelles modifications de la réglementation législative en matière de SST ainsi que sur toutes améliorations de la cohérence de la politique nationale en matière de SST résultant du dialogue entre la LI et la PSA.

Application de la convention dans la pratique. Informations statistiques. La commission note que le gouvernement réitère que, même s'il est obligatoire en vertu de la loi relative au milieu de travail (WEA) de signaler à la LI les maladies professionnelles, moins de 5 pour cent des médecins norvégiens s'acquittent de cette obligation et par conséquent les chiffres des maladies professionnelles communiqués au BIT par le gouvernement ne sont pas fiables. La commission note également que la LO continue de faire part de ses inquiétudes à cet égard. La LO se dit en particulier très préoccupée par la sous-estimation statistique des maladies provoquées par une exposition à des produits chimiques.

La commission note également que la LI tient un registre des accidents du travail mortels dans les secteurs en rapport avec l'exploitation de l'espace foncier rural et qu'un nombre moyen de 43 accidents mortels a été enregistré ces dix dernières années. La commission prend note de l'information selon laquelle le registre des accidents du travail a été clos et *Statistics Norway*, responsable du nouveau registre, publiera en 2015 les données tirées de ce nouveau système, conformément à la réglementation d'Eurostat. Les informations tirées du nouveau registre pourraient être utilisées pour identifier tous les cas d'accidents au travail signalés au Service norvégien du travail et de la protection sociale (NAV). Enfin, la commission note que le Département de la surveillance de la santé au travail (NOA) et l'Institut national de la santé au travail (STAMI) systématisent et diffusent également les connaissances sur le milieu de travail et la santé au travail et les coordonnent avec un système de surveillance essentiellement ciblé sur les blessures, les maladies, les handicaps et les décès prématurés liés au travail. *Notant une fois encore les lacunes et les divergences dans les données communiquées, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour remédier à la notification imprécise des cas de maladies professionnelles à la LI et répondre aux préoccupations exprimées par la LO. Elle invite le gouvernement à renforcer ses efforts de sensibilisation auprès des médecins à l'égard de leur obligation de signaler les maladies professionnelles. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nouveau registre de Statistics Norway relatif aux cas d'accidents au travail et de communiquer des statistiques sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, en indiquant quels sont les tendances et les principaux problèmes rencontrés dans les différents secteurs d'activité.*

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988 (ratification: 1991)

Article 4 de la convention. Législation nationale. La commission note, selon les informations communiquées par le gouvernement dans son rapport, que le règlement n° 608 du 26 juin 1998 relatif à l'utilisation des équipements individuels de protection a été remplacé par les règlements suivants: règlement n° 1355 du 6 décembre 2011 concernant l'organisation, la gestion et la participation des salariés; règlement n° 1356 du 6 décembre 2011 concernant les lieux de travail; règlement n° 1357 du 6 décembre 2011 concernant l'exécution des tâches; et règlement concernant les dispositions administratives. La commission note également que le gouvernement a appliqué la directive 92/57/CEE du conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010. ***Notant que, selon l'indication du gouvernement, ces changements réglementaires sont uniquement structurels et n'entraînent pas de changements importants, la commission demande au gouvernement d'indiquer les dispositions spécifiques de ces règlements qui donnent effet à la convention et de lui fournir une traduction de ces dispositions dans l'une des langues de travail du BIT. Elle demande aussi au gouvernement de préciser la relation existant entre la directive 92/57/CEE du conseil et l'application de la convention.***

Application de la convention dans la pratique. Dumping social. La commission note, d'après le rapport du gouvernement, que durant la période 2008-2014 le gouvernement a mis en œuvre trois plans d'action, le dernier ayant été achevé en mai 2013, pour lutter contre le dumping social. Le gouvernement indique qu'il ressort d'un rapport de recherche de l'Institut d'études du travail et de recherche sociale (FAFO) que des mesures pour lutter contre le dumping social ont été effectivement appliquées et ont produit des résultats positifs, et ce malgré l'ampleur croissante de ce phénomène et les moyens novateurs employés par beaucoup d'entreprises pour contourner la loi. La commission note l'information selon laquelle, en 2013, l'inspection du travail a mené 800 inspections relatives au dumping social dans le secteur de la construction, 543 desquelles ont entraîné des injonctions. L'inspection du travail a également mené une enquête auprès de 72 inspecteurs du travail expérimentés dans le dumping social, d'où il ressort que, dans le secteur de la construction, 89 pour cent des inspecteurs estiment que la plupart des travailleurs étrangers manquent de formation appropriée, 64 pour cent que la plupart d'entre eux n'ont pas d'équipement de protection, 89 pour cent que ces travailleurs sont exposés à des risques plus élevés que les travailleurs norvégiens, 67 pour cent qu'ils perçoivent des salaires plus faibles et travaillent dans de plus mauvaises conditions, et 98 pour cent estiment que la langue et les problèmes de communication posent de sérieux risques. Selon le gouvernement, le dumping social demeure un problème important, mais les efforts déployés pour le réduire ont été positifs. ***La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre effective de tous les aspects de la convention, y compris, par exemple, la protection, les droits et obligations des travailleurs (articles 10, 11, 12 et 13 de la convention) ainsi que sur leur application dans la pratique, en particulier compte tenu du nombre élevé de travailleurs migrants dans le secteur de la construction.***

Autres statistiques. La commission note que, entre 2010 et 2013, l'inspection du travail a conduit au total 13 991 inspections sur les lieux de travail dans les secteurs du bâtiment et de la construction: soit 3 548 en 2010, 3 412 en 2011, 3 681 en 2012 et 3 350 en 2013. La commission prend note de l'information selon laquelle le registre existant, de qualité médiocre, sur les accidents du travail en Norvège ne permet pas d'avoir des données fiables, mais qu'un nouveau registre est en cours de mise en œuvre. Elle note également, selon l'indication du gouvernement, que le registre des maladies professionnelles (RAS) de 2013 montre que, sur les 2 827 cas de maladie professionnelle relevés, 652 concernaient le secteur du bâtiment et de la construction. La commission note également que, en 2013, le nombre de salariés dans le secteur du bâtiment et de la construction en Norvège s'élevait à 197 000 et que neuf accidents mortels ont été enregistrés dans ce secteur en 2013. ***La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur la mise en œuvre du nouveau registre sur les accidents du travail et de continuer à communiquer des informations sur l'application de la convention dans la pratique. La commission demande en outre au gouvernement d'indiquer les mesures spéciales qui ont été prises ou qui sont envisagées afin de remédier au nombre élevé d'accidents, y compris le nombre élevé d'accidents mortels dans le secteur de la construction.***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Nouvelle-Zélande

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 2007)

La commission prend note du rapport du gouvernement, reçu le 30 septembre 2014, qui inclut des observations du Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU) et de Business Nouvelle-Zélande, et les réponses du gouvernement.

Législation. La commission note que la mission du groupe de travail indépendant sur la santé et la sécurité au travail et de la Commission royale constituée suite à la tragédie minière de la rivière Pike a eu pour suite l'adoption, en 2013, de la loi «WorkSafe New Zealand» portant création de l'institution du même nom («WorkSafe NZ»), un organisme public qui sera doté de ressources plus importantes que ses prédécesseurs. Elle prend note de l'adoption de la loi sur le

sauvetage dans les mines et elle note que, par ailleurs, le projet de loi portant réforme en matière de santé et de sécurité au travail (H&SR) est actuellement devant le parlement. ***La commission prie le gouvernement de communiquer copie de la loi H&SR lorsque cet instrument aura été adopté et de continuer de donner des informations sur les mesures prises se rapportant à l'application de la convention.***

Articles 7 et 9 de la convention. Application des lois et règlements concernant la sécurité et la santé au travail. La commission prend note que le gouvernement a indiqué que les crédits alloués à WorkSafe NZ ont été augmentés en procédant à une augmentation des prélèvements destinés à la sécurité et la santé et que, conformément à la Déclaration d'intention promulguée par WorkSafe NZ pour 2013-2017, les institutions et les fonctions de la puissance publique dans ce domaine vont être plus étendues. La commission note également que, selon les observations faites par le NZCTU, le «régulateur» ne dispose toujours pas de ressources suffisantes pour assurer sa mission de rétablissement du respect de la réglementation. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre de ses projets d'extension des institutions et des fonctions assurées par WorkSafe NZ, en vue d'assurer l'application des lois et règlements concernant la sécurité et santé au travail (SST).***

Article 19. Dispositions devant être prises au niveau de l'entreprise. Se référant à ses précédents commentaires, la commission note que l'article 78(1)(c) du projet de loi H&SR prévoit que toute personne responsable d'une entreprise doit permettre à un délégué à la SST de consacrer tout le temps qui est raisonnablement nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions ou à l'exercice de ses pouvoirs. La commission note également que, dans son observation, le NZCTU allègue que les dispositions de ce projet de loi H&SR ne sont pas suffisantes et qu'elles devraient être renforcées par des directives claires et par un dispositif strict en ce qui concerne leur application. Le NZCTU déclare également que le projet de loi H&SR aurait pour effet de supprimer le nombre minimum réglementaire de jours par an devant être consacrés à la formation du délégué à la SST. A cet égard, le gouvernement indique que la Commission des transports et les relations du travail étudiera attentivement toutes les remarques concernant ce projet de loi H&SR, y compris celles émanant du NZCTU. ***La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les mesures prises pour donner effet à l'article 19 de la convention, s'agissant des droits des délégués à la SST.***

Article 20. Coopération entre les employeurs et les travailleurs. Suite à ses précédents commentaires, la commission note que le projet de loi H&SR prévoit un régime réglementaire selon lequel les personnes responsables d'une entreprise seront tenues de prévoir un système de représentation des travailleurs dans le cadre duquel il sera possible à ces derniers, s'ils le souhaitent ou bien à l'initiative même de la personne responsable d'une entreprise, d'élire parmi eux un représentant pour la SST (art. 65 du projet de loi H&SR). Elle note également que le NZCTU se réfère au rapport du groupe de travail indépendant sur la santé sur le lieu de travail, d'après lequel il serait prévu plusieurs niveaux différents de participation des salariés au processus d'identification et de gestion des problèmes de SST. Le NZCTU déclare que le système proposé avec le projet de loi H&SR risquerait d'être utilisé par certains employeurs pour justifier le maintien de certaines pratiques médiocres en matière de SST. ***La commission prie le gouvernement de donner de plus amples informations sur les mesures prises ou envisagées pour assurer dans la pratique la coopération des employeurs et des travailleurs.***

Article 21. Gratuité des mesures de sécurité et d'hygiène du travail pour les travailleurs. Suite à ses précédents commentaires, la commission note que le gouvernement indique que le droit des salariés d'un sous-traitant à bénéficier gratuitement des mesures de SST n'est pas établi clairement dans la législation en vigueur, mais que cette situation sera clarifiée avec la future loi H&SR. L'article 14 du projet de loi H&SR définit le «travailleur» dans des termes tels qu'ils incluent les salariés des sous-traitants. La commission prend également note des observations du NZCTU alléguant que le libellé actuel du projet de loi H&SR risque d'inciter les personnes responsables d'une entreprise à organiser leurs activités de manière à faire appel à des sous-traitants plutôt que d'avoir des salariés, et de contourner ainsi les obligations de l'article 28 de la future loi H&SR, qui interdira aux personnes responsables d'une entreprise de mettre à la charge des travailleurs les coûts afférents aux équipements de protection. ***Compte tenu des indications du gouvernement selon lesquelles la Commission des transports et des relations du travail étudiera les observations formulées par le NZCTU à ce propos, la commission prie le gouvernement de communiquer de plus amples informations sur les mesures prises, en droit et dans la pratique, pour garantir que les mesures de sécurité et d'hygiène du travail n'entraînent aucune dépense pour les travailleurs.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Pays-Bas

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1991)

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission note que le Conseil d'administration, à sa 322^e session en novembre 2014, a approuvé le rapport du comité tripartite établi pour examiner la réclamation présentée au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par la Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV), la Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) et la Fédération syndicale des professionnels (VCP) (anciennement Fédération syndicale des cadres moyens et supérieurs (MHP)) alléguant l'inexécution par les Pays-Bas de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, et de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (document GB.322/INS/13/7). Le Conseil d'administration a confié à la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations le suivi des questions soulevées dans le rapport au sujet de l'application des conventions n° 81, 129 et 155.

En ce qui concerne la convention n° 155, la conclusion du comité tripartite était la suivante: notant que la coopération et un dialogue régulier avec les partenaires sociaux participant à la mise en œuvre de la sécurité et santé au travail (SST) sont essentiels à toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques pour garantir la cohérence de la politique nationale en matière de SST, le comité a prié le gouvernement d'assurer un suivi des questions soulevées par les syndicats et les organisations d'employeurs dans le contexte de l'examen périodique de la politique nationale en matière de SST. A cet égard, il a prié le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de recenser les principaux problèmes de cohérence, les méthodes pour y remédier et les actions prioritaires, conformément à l'article 7 de la convention. **La commission prie donc le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard afin de les examiner à sa prochaine session.**

Autres questions

Article 1, paragraphe 1, et articles 4 et 8 de la convention. Champ d'application, politique nationale en matière de SST et mesures prises pour la mettre en application. Travailleurs indépendants. La commission note que le gouvernement se réfère aux modifications de 2012 de la réglementation en matière de SST pour les travailleurs indépendants. D'après le gouvernement, un certain nombre de règles en matière de SST sont applicables aux travailleurs indépendants, mais ceux-ci sont essentiellement responsables de leur propre sécurité et santé au travail. La commission se félicite des indications du gouvernement selon lesquelles, à la suite des modifications susmentionnées, les règles applicables aux salariés en matière de SST sont aussi applicables aux travailleurs indépendants lorsqu'ils travaillent côte à côte.

A cet égard, la commission prend également note des observations de la FNV selon lesquelles les mesures prises par le gouvernement ne garantissent pas la même protection aux travailleurs indépendants que celle accordée aux salariés, malgré les recommandations du Conseil économique et social, un organe consultatif sur les questions socio-économiques, composé de représentants d'employeurs, de travailleurs et du gouvernement. La FNV se dit préoccupée par le fait qu'il est possible de contourner les règles applicables aux travailleurs indépendants en matière de SST dans la pratique puisque, en travaillant en toute autonomie, ces travailleurs s'exposent à des dangers et à des risques s'ils ne prévoient pas leur propre protection. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires concernant les observations de la FNV.**

Article 10. Mesures prises pour fournir des conseils aux employeurs et aux travailleurs. Obligations concernant la sécurité et la santé. Se référant à ses précédents commentaires, la commission note, d'après l'indication du gouvernement, que les pactes sur la sécurité et la santé couvrant des secteurs particuliers ont eu des effets positifs pour ce qui est d'améliorer la SST, mais que les secteurs d'activité et les entreprises devraient continuer à mettre en œuvre les mesures élaborées dans ces pactes. La commission note cependant, selon les points de vue exprimés par la FNV, que ces pactes n'ont plus aucune utilité et qu'ils ont été bénéfiques pendant une période assez courte et pour un nombre restreint de secteurs d'activité. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires concernant les observations de la FNV. Elle prie également le gouvernement de fournir une analyse statistique à jour de l'impact des pactes sur la santé et la sécurité sur le respect des obligations légales en matière de SST pour les différentes entreprises et secteurs pertinents.**

Article 17. Activités simultanées de plusieurs entreprises sur un même lieu de travail. La commission avait précédemment pris note des observations présentées par la Confédération de l'industrie et des employeurs des Pays-Bas (VNO-NCW) concernant les obstacles à la mise en œuvre des obligations légales en ce qui concerne la répartition des responsabilités entre les employeurs, et l'examen du respect de ces obligations pendant les inspections du travail.

A cet égard, la commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles l'inspection du travail ne contrôle pas en particulier les obligations légales en ce qui concerne la répartition des responsabilités entre les employeurs, mais qu'elle contrôle le respect de ces obligations à l'occasion des visites d'inspection. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour garantir l'application effective de cette disposition dans la pratique et de communiquer des informations à cet égard.**

Article 19 c) et e). Information et consultation au niveau de l'entreprise. La commission avait précédemment noté les observations de la FNV selon lesquelles les travailleurs n'ont pas le droit, en vertu de la législation, de demander des documents sur l'évaluation des risques et les mesures prises dans l'entreprise pour y faire face.

A cet égard, la commission note, d'après les indications du gouvernement, que, conformément à la loi sur les comités d'entreprise, l'évaluation des risques et le plan d'action correspondant doivent être approuvés par le comité d'entreprise ou les représentants des travailleurs. La commission note également que, en vertu de l'article 8 de la loi sur les conditions de travail, l'employeur doit informer les travailleurs des risques que comporte leur travail ainsi que des mesures prises pour prévenir ces risques. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les moyens qu'il emploie pour garantir que des accords sont établis au niveau de l'entreprise, en vertu desquels les représentants des travailleurs peuvent demander et obtenir des documents sur l'évaluation des risques et les mesures prises pour y faire face, en particulier dans la pratique.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (ratification: 1999)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV) reçues le 28 août 2014.

Législation. La commission relève dans le rapport du gouvernement l'information selon laquelle, depuis février 2012, de nouvelles dispositions sont en vigueur dans le domaine de la certification du désamiantage, et le système national de certification a été modifié de manière à pouvoir appliquer plus strictement la législation dans les cas où les détenteurs de certificats et les institutions chargées de la certification ne s'y conforment pas. La commission note également que, depuis le 1^{er} avril 2014, le régime d'indemnisation pour les victimes de l'amiante (régimes «TAS» et «TNS»), ouvert à l'origine aux victimes qui souffrent du mésothéliome, a été modifié de manière à ce que les victimes souffrant d'asbestose puissent également en bénéficier. La commission prend note aussi des observations de la FNV, félicitant le gouvernement pour les nouvelles valeurs limites légales (ou Limites d'exposition professionnelle contraignantes (BOELs)) qui modifient les valeurs limites pour l'amiante et dont l'entrée en vigueur et le contrôle de l'application auront lieu en 2015. **La commission demande au gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures législatives prises eu égard à l'application de la convention.**

Article 5 de la convention. Système d'inspection suffisant et approprié, et sanctions appropriées. La commission prend note de l'information fournie dans le rapport du gouvernement selon laquelle, depuis janvier 2012, l'Inspection du travail I-SZW (I-SZW) dispose d'une équipe spéciale dédiée à l'inspection de l'amiante, et le contrôle de l'application de la législation s'est intensifié et est axé sur les activités à haut risque, essentiellement sur les chantiers de démolition comportant une exposition à l'amiante. Les sanctions minimums en cas d'infraction aux règles sur la sécurité du travail avec l'amiante ont été doublées et, en cas de récidive, la gravité des sanctions appliquées est progressive, cette politique ayant l'agrément de la FNV. La commission note cependant que, dans ses observations, la FNV exprime des préoccupations quant au système de certification des entreprises de désamiantage/démolition, en déclarant que celles qui ne respectent pas la législation devraient être sanctionnées et se voir retirer leur certificat. La FNV fait également part de ses inquiétudes quant à la façon dont l'I-SZW fonctionne dans le domaine de l'amiante, dans la mesure où il n'y a que 13 inspecteurs du travail pour répondre chaque année à plus de 53 000 rapports de désamiantage. La FNV indique également que 70 pour cent des entreprises de désamiantage ne ressentent pas suffisamment de pression de la part de l'I-SZW. La commission note que, d'après le rapport du gouvernement, un outil d'auto-inspection a été mis au point, qui donne des instructions aux travailleurs et aux employeurs sur le désamiantage, et un Système national de suivi de l'amiante (LAVS) est en cours de mise en place, ce système devant permettre l'échange d'informations entre toutes les parties impliquées lors du désamiantage/de la démolition. Le LAVS a pour but de faciliter et de rendre plus efficace le contrôle de l'application de la législation par les autorités nationales et locales et d'apporter davantage de transparence au processus de désamiantage pour les propriétaires des immeubles. La commission note que la FNV ne croit pas qu'un outil d'auto-inspection soit efficace pour les entreprises qui enfreignent délibérément les règles en matière de santé et sécurité et elle estime que l'impact positif de cet outil sur la protection des travailleurs est inconnu. **Compte tenu des préoccupations exprimées par la FNV, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour garantir un contrôle efficace du respect des dispositions de la législation pertinente, y compris en ce qui concerne le nombre des inspecteurs du travail spécialisés dans l'amiante et les sanctions imposées en cas d'infraction aux dispositions légales. La commission demande également au gouvernement de donner son appréciation sur l'impact de l'outil d'autoévaluation pour la protection des travailleurs.**

Application de la convention dans la pratique. La commission prend note de l'information figurant dans le rapport du gouvernement en ce qui concerne l'indemnisation des victimes du mésothéliome. En 2012, 469 personnes souffrant du mésothéliome ont reçu une allocation, sous forme d'une avance payée par le gouvernement, en attendant l'éventuelle indemnisation par les employeurs, ce qui a permis de s'assurer que les victimes sont indemnisées pendant qu'elles sont encore en vie, car il est fréquent que, en raison des négociations à mener ou de la lenteur des procédures devant les tribunaux, elles soient décédées au moment où l'employeur est prêt à payer des indemnités. De plus, cette allocation du gouvernement permet d'indemniser les victimes dans les cas où l'ancien employeur est inconnu ou lorsque que l'on ne peut plus retrouver sa trace, et elle vient s'ajouter aux revenus que les victimes perçoivent durant leur congé de maladie ou leur congé d'invalidité. La commission note que 63,7 pour cent des médiations pour les victimes ou leurs proches parents ont débouché sur une indemnisation. Elle note aussi que l'I-SZW a renforcé ses activités de communication sur les risques que présente l'amiante et que des réunions nationales ont été organisées et des outils élaborés pour influencer le comportement et l'attitude des travailleurs risquant d'être exposés à l'amiante. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur l'application de la convention dans la pratique, y compris des informations sur le nombre de travailleurs couverts par la législation pertinente, le nombre et la nature des infractions notifiées et le nombre des maladies professionnelles notifiées comme ayant été provoquées par l'amiante.**

Pérou

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP) reçues avec le rapport du gouvernement en date du 1^{er} septembre 2014, et reçues à nouveau séparément le 15 septembre 2014. Elle prend également note des observations de la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP) reçues le 1^{er} septembre 2014.

Législation. La commission note que le gouvernement se réfère en particulier à la loi n° 29783 sur la sécurité et la santé au travail (LSST), dont le règlement d'application est établi par le décret suprême n° 005-2012-TR, qui remplace et annule le décret suprême n° 009-2005-TR, et à la norme technique de construction G-050 sur la sécurité dans ce secteur approuvée par le décret suprême n° 010-2009-VIVIENDA. Par ailleurs, la commission prend note que, selon la CTP, ni la LSST ni la politique nationale en matière de SST ne se réfèrent au secteur de la construction et que la norme technique de construction mentionnée par le gouvernement, bien qu'importante pour la stabilité du sol, ne contient pas de mesures préventives. **Compte tenu que le gouvernement, dans son rapport, se limite à reproduire les observations formulées par cette organisation syndicale sans faire de commentaires à ce propos, la commission le prie de communiquer ses commentaires à cet égard.**

Article 6 de la convention. Obligation de communiquer les renseignements statistiques les plus récents sur le nombre et la classification des accidents. Comme suite à ses commentaires antérieurs, la commission prend note des renseignements statistiques fournis par le gouvernement selon lesquels, en 2012, 1 863 accidents non mortels ont été signalés dans le secteur de la construction et 2 758 en 2013, ainsi que 25 accidents mortels en 2012 et 18 en 2013. A cet égard, la CATP affirme que: 1) les accidents ne sont généralement pas tous signalés et le gouvernement ne prend aucune mesure concrète pour y remédier; et 2) les accidents du travail entraînant le décès d'un travailleur sont déclarés comme des accidents mortels ordinaires. En ce qui concerne le premier point, la CATP affirme que, en 2013, 45 travailleurs sont morts dans le secteur de la construction, information que les proches des victimes ont fait parvenir au syndicat, alors que le gouvernement déclare 18 accidents du fait que ses statistiques se fondent sur les déclarations des employeurs, lesquels ont l'obligation de notifier tout accident du travail. Or, si l'absence de déclaration d'un accident est une faute très grave, elle ne fait en général l'objet d'aucune sanction. En ce qui concerne le second point, la CATP fait savoir que, pour éviter qu'une enquête soit ouverte, il arrive que les employeurs, notamment dans les zones éloignées, présentent les accidents du travail mortels comme des décès faisant suite à une rixe ou alors comme un suicide. La CATP demande avant tout que l'on accroisse l'efficacité des services de l'inspection du travail et que l'on applique plus souvent des mesures de suspension des travaux, à titre préventif, lorsque les mesures de prévention sont insuffisantes ou en l'absence des licences nécessaires. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à cet égard et, en particulier, d'adopter des mesures afin de renforcer les services de l'inspection du travail dans le secteur de la construction de remédier au non-respect des règles en matière de notification des accidents par les employeurs et de veiller à ce que le système de statistiques du travail prenne en compte les cas non déclarés par l'employeur mais dont on a connaissance par le biais des proches des victimes, des syndicats, de l'inspection du travail ou d'autres voies. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à ce sujet.**

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967 (ratification: 2008)

La commission prend note des observations formulées par la Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT), reçues le 1^{er} septembre 2014, et par la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), reçues le 2 septembre 2014.

Sur le fond, ces observations se réfèrent à la non-application de la convention à des travailleurs qui ne sont pas couverts par la loi n° 29088 sur la sécurité et la santé au travail des dockers et des manutentionnaires alors que ces travailleurs relèvent du champ d'application de la convention, à l'absence de système unifié de supervision et d'inspection des porteurs sur les marchés et à l'absence de données sur l'application de la convention dans la pratique. ***La commission prie le gouvernement de faire part de ses remarques au sujet de ces observations.***

Article 2, paragraphe 2, de la convention. Champ d'application. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait pris note que, selon le gouvernement, la convention s'applique aux activités de production, de transport et de commercialisation de la chaîne agricole productive au niveau national, ce qui correspond au champ d'application de la loi n° 29088 susmentionnée. La commission avait demandé au gouvernement de veiller à ce que la convention s'applique à toutes les activités de transport manuel régulier de charges dans les secteurs non couverts par la loi n° 29088, mais qui relèvent du champ d'application du *paragraphe 2* de l'*article 2* de la convention, et de fournir des informations à ce sujet. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la loi n° 29873 de 2011 sur la sécurité et la santé au travail et son règlement d'application approuvé par décret suprême (n° 005-2012-TR) s'appliquent à tous les secteurs économiques et à celui des services et couvrent tous les employeurs et les travailleurs du secteur privé, y compris les travailleurs indépendants, et de la fonction publique. Aux termes de cette loi, l'employeur doit définir des prescriptions minimales, notamment pour ce qui est du poids. Le gouvernement fait également savoir que pour les activités non couvertes par la loi n° 29088, c'est la résolution ministérielle n° 375-2008-TR qui s'applique, laquelle approuve les «règles fondamentales en matière d'ergonomie et de procédure d'évaluation des risques non ergonomiques» et définit les mesures de protection de tous les travailleurs en la matière aux paragraphes 4 à 13 du titre III intitulé «Manipulation manuelle de charges». Le gouvernement conclut en affirmant que la convention est appliquée au Pérou à tous les secteurs d'activité économique en vertu de la loi n° 29088 et de son règlement d'application approuvé par décret suprême (n° 005-2009-TR) et la résolution ministérielle n° 375-2008-TR. Par ailleurs, la commission prend note de l'indication de la CATP selon laquelle le gouvernement n'a pris aucune mesure législative ni formulé aucune proposition pour intégrer tous les secteurs d'activité économique dans lesquels l'Etat Membre en question a un système d'inspection du travail et mettre ainsi sa législation en conformité avec la convention. ***En conséquence, la commission prie le gouvernement de faire part de ses remarques à ce sujet et d'indiquer si, en vertu de la résolution ministérielle n° 375-2008-TR, tous les travailleurs visés par la convention sont obligatoirement couverts.***

Application de la convention dans la pratique. La commission prend note des résolutions ministérielles jointes au rapport du gouvernement, et notamment de la résolution ministérielle n° 313-2011, qui définit les examens médicaux professionnels requis pour le suivi médical des travailleurs manipulant des charges. Le rapport indique en outre que les dockers, charretiers et conducteurs de tricycles qui travaillent dans la chaîne d'approvisionnement des produits agricoles, depuis les centres de collecte dans les régions jusqu'aux marchés de gros et de détail, appartiennent à un vaste secteur de l'économie informelle et que la manutention de charges occasionne des maladies professionnelles et des accidents du travail fréquents et variés. A cet égard, la commission prend note que, selon la CUT, la grande majorité des dockers et des transporteurs de charges travaillent à leur compte ou n'ont pas de relation de travail formelle avec leur employeur ou encore travaillent dans le secteur informel où l'on ne tient pas compte du poids maximum autorisé ou d'autres règles de sécurité et de santé au travail. Il n'existe pas non plus de système unifié sur les marchés pour contrôler et faire appliquer les règles en matière de poids maximum. Pour sa part, la CATP indique que, faute de suivi et de contrôle, les dockers sont contraints de porter des charges de plus de 100 kg à l'unité et peuvent être amenés à porter entre 40 et 50 charges par jour. ***En conséquence, la commission prie le gouvernement de bien vouloir fournir des indications sur la manière dont il veille à l'application de la convention à tous les travailleurs couverts par la convention, y compris les travailleurs des marchés, les travailleurs indépendants et ceux de l'économie formelle et informelle. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des extraits de rapports des services d'inspection et, pour autant que les services de statistique le permettent, des informations sur le nombre et la nature des infractions relevées et des mesures adoptées à cet égard.***

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974 (ratification: 1976)

La commission prend note des observations de la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), reçues le 1^{er} septembre 2014.

Article 1, paragraphes 1 et 3, de la convention. Détermination périodique des substances et agents cancérogènes auxquels l'exposition professionnelle sera interdite ou soumise à autorisation ou à contrôle. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la détermination du degré de cancérogénicité des substances ou agents est effectuée en conformité avec l'article 21 du règlement de prévention et de contrôle du cancer professionnel, adopté par le décret suprême n° 039-93-PCM, du 28 juin 1993. Ledit décret stipule que l'Institut national de santé fixera les valeurs limites autorisées sur la base des informations reçues des organismes internationaux pertinents et des enquêtes nationales. De même, la commission prend note du fait que, selon le gouvernement, le «Plan national de sécurité et de santé au travail 2014-2017», que le Conseil national de la sécurité et de la santé au travail a adopté à sa session ordinaire n° 14 du 12 décembre 2013, a envisagé, parmi les axes d'action, la mise au point d'une norme complémentaire en vue de

l'application adéquate de la loi sur la sécurité et la santé au travail n° 29783 (LSST) incluant les mesures visant à actualiser la liste des agents cancérigènes et les valeurs seuils (TLV) des agents chimiques. Par ailleurs, la commission prend note de l'information fournie par la CATP, selon laquelle la norme en question a plus de vingt et un ans. **La commission invite le gouvernement à transmettre copie du «Plan national de sécurité et de santé au travail 2014-2017» précité, en particulier en ce qui concerne l'actualisation des listes d'agents cancérigènes, et d'indiquer si cette actualisation a bien eu lieu, conformément aux dispositions de la convention.**

Article 3. Institution d'un système d'enregistrement des données. Article 6. Adoption des mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la convention, en consultation avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés. La commission prend note avec **intérêt** de l'information fournie par le gouvernement selon laquelle un système informatique de notification des accidents du travail, des incidents dangereux et des maladies professionnelles (SAT) existe au sein du ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi, système dans lequel des médecins assistants (d'institutions de santé publiques ou privées) procèdent à la notification de cas de maladies professionnelles, dont le cancer professionnel, conformément aux dispositions de l'article 110 du règlement de la LSST, tel qu'il a été approuvé par le décret suprême n° 005-2012-TR. De plus, la commission prend note de la proposition de constituer un registre unique d'informations sur les accidents du travail, les incidents dangereux et les maladies professionnelles, que la commission technique multisectorielle a présentée en septembre 2013 et qui a été constituée conformément à la résolution suprême n° 069-2013-PCM, dans le cadre de la législation susmentionnée. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le fonctionnement dans la pratique du système informatique de notification (SAT). Elle le prie également de fournir des informations sur tout progrès relatif à l'adoption, dans un proche avenir, du registre unique d'informations sur les accidents du travail, les incidents dangereux et les maladies professionnelles.**

Article 6 a). Devoir d'adopter les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la convention, en consultation avec les organisations intéressées. La commission prend note de l'information fournie par la CATP selon laquelle l'Etat refuse d'inclure les organisations syndicales dans les différentes initiatives entreprises en vue de la protection de la santé et de la vie face au cancer professionnel, et de prévoir la participation active de ces organisations. A cet égard, la commission note que, selon la CATP, la Commission nationale contre le cancer professionnel, instituée depuis vingt et un ans, n'autorise pas la participation syndicale. A ce sujet, la commission rappelle au gouvernement que, en vertu de l'article 6 a) de la convention, tout Membre devra prendre, par voie de législation ou par toute autre méthode, et en consultation avec les organisations, les mesures nécessaires pour donner effet à ces dispositions. **De ce fait, la commission prie le gouvernement, lors de l'adoption des mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la convention, par voie législative ou par toute autre méthode, de consulter les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés, comme stipulé dans le présent article de la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 (ratification: 2008)

La commission prend note des observations formulées par la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), reçues le 1^{er} septembre 2014.

Article 3 de la convention. Formulation d'une politique nationale de sécurité et de santé dans les mines, après consultation des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait pris note que le Conseil national de sécurité et santé au travail avait approuvé, le 11 avril 2013, la Politique nationale de sécurité et de santé au travail (PNSST) et elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les différents aspects de cette politique se rapportant à la présente convention, ainsi que d'indiquer s'il était prévu d'élaborer une politique nationale de sécurité et de santé dans les mines. Dans son rapport, le gouvernement indique que, si la PNSST n'énonce pas de mesures directement liées à l'activité minière, cela ne signifie pas que de telles dispositions ne sont pas prévues ou qu'elles ne le seront pas au fil du temps. Dans le cadre de l'axe d'action n° 1 de la PNSST «Promouvoir un cadre normatif harmonieux, cohérent et intégré en matière de SST» le ministère de l'Energie et des Mines élabore actuellement un projet d'adaptation du règlement en matière de santé au travail et d'autres mesures complémentaires. A cet égard, la CATP indique que la PNSST, approuvée par décret suprême (n° 002-2013-TR), constitue un cadre général des priorités de l'Etat en matière de sécurité et de santé au travail. Elle ajoute néanmoins que, à ce jour, aucune mesure n'a été prise pour mettre en œuvre une politique nationale de sécurité et de santé dans les mines comme prévu par la convention. La CATP indique également que, bien que les organisations syndicales du secteur minier aient réclamé son élaboration et fait part de leur disposition à participer au processus, le gouvernement n'a pris aucune mesure concrète à cet égard. **La commission prie le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour formuler, appliquer et réviser périodiquement une politique nationale cohérente en matière de sécurité et de santé dans les mines, notamment en ce qui concerne les mesures visant à donner effet aux dispositions de la présente convention, compte étant tenu des conditions et de la pratique nationales, et après avoir**

préalablement consulté les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées, et de fournir des informations à cet égard, y compris sur l'issue de ces consultations.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Philippines

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 (ratification: 1998)

Législation. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement concernant l'entrée en vigueur de l'arrêté administratif du Département de l'environnement et des ressources naturelles (DAO) 2010-2021 (ci-après «DAO 2010-2021»), qui donne effet à l'article 12 de la convention (art. 144 (b)). **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les mesures législatives prises au sujet de l'application de la convention.**

Article 5, paragraphe 5, de la convention. Plans de travail. En réponse à son commentaire précédent, la commission note, d'après l'indication du gouvernement, que, aux termes de l'article 144 du DAO 2010-2021, tous les exploitants de mine sont tenus de soumettre un programme annuel de sécurité et de santé (ASHP), lequel doit être utilisé au cours de toutes les activités minières et doit comprendre de nombreux éléments, et notamment des règles en matière d'organisation et la gestion du risque environnemental. Cependant, la commission note que la disposition législative à laquelle le gouvernement se réfère ne prévoit pas l'exigence pour les employeurs d'élaborer des plans de travail. **La commission prie encore une fois le gouvernement de communiquer de plus amples informations sur les mesures prises, en droit et dans la pratique, pour veiller à ce que l'employeur chargé de la mine élabore des plans appropriés de travail avant le début des opérations et à ce que ces plans soient mis à jour périodiquement en cas de modification notable quelconque.**

Article 7 a). Veiller à ce que la mine soit conçue, construite et pourvue d'un équipement électrique, mécanique et autre de manière que les conditions nécessaires à la sécurité soient assurées. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que l'article 150 du DAO 2010-2021 exige l'obtention d'un permis, délivré par le directeur régional, avant de procéder aux installations électriques et/ou mécaniques dans les opérations minières, et que les règles 21.20 (art. 5) et 989 (art. 68) des normes 2000 sur la sécurité et la santé dans les mines (ci-après «DAO 2000-98») prévoient l'obligation pour les employeurs de maintenir des systèmes d'inspection afin de détecter les risques pour la sécurité au cours des opérations et de vérifier la sécurité des câbles et de l'équipement électriques. La commission note, cependant, que les dispositions législatives auxquelles le gouvernement se réfère n'imposent pas l'obligation pour les employeurs de veiller à ce que la mine soit conçue, construite et pourvue d'un équipement électrique, mécanique et autre, y compris un système de communication, de manière que les conditions nécessaires à la sécurité de son exploitation ainsi que le milieu de travail salubre soient assurés. **La commission prie encore une fois le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises, en droit et dans la pratique, pour veiller à ce que les employeurs remplissent les obligations prévues dans cet article de la convention.**

Article 10 c). Mesures et procédures en vue de l'établissement d'un système afin que puissent être connus avec précision les noms de toutes les personnes qui se trouvent au fond ainsi que leur localisation probable. La commission note, d'après les informations fournies par le gouvernement, que l'employeur doit installer des postes de garde à l'accès principal des mines souterraines et tenir des registres du temps de travail journalier de chaque travailleur. Elle note aussi, d'après l'indication du gouvernement, que le système «Chapa» est utilisé dans la plupart des opérations des mines souterraines en vue de savoir si tous les travailleurs sont dénombrés afin qu'ils soient suivis jusqu'à la fin de leur poste de travail. Cependant, la commission note qu'aucune information n'est fournie sur la manière dont la localisation probable des travailleurs dans la mine est connue et que l'absence de détails sur le système «Chapa» ne lui permet pas d'évaluer s'il est donné pleinement effet à cet article de la convention. **La commission prie en conséquence encore une fois le gouvernement de communiquer de plus amples informations sur l'effet donné, en droit et dans la pratique, à cet article de la convention, en faisant des références particulières à la législation pertinente. Elle prie aussi le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur le système d'enregistrement «Chapa».**

Article 13, paragraphes 1 a) et 2 f). Droit des travailleurs et de leurs représentants de signaler les accidents, les incidents dangereux et les dangers à l'autorité compétente et de recevoir notification des accidents et des incidents dangereux. La commission note que les dispositions du DAO 2000-98 auxquelles se réfère le gouvernement, à savoir les règles 23.1 et 24 (art. 6), donnent effet à l'article 13, paragraphes 1 b) et 2 b) i), de la convention. La commission note, cependant, que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur les dispositions législatives qui donnent effet à l'article 13, paragraphes 1 a) et 2 f). **En conséquence, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées, dans la législation et la pratique, pour veiller à ce que les travailleurs et leurs représentants aient le droit de signaler les accidents, les incidents dangereux et les dangers à l'employeur et à l'autorité**

compétente, et pour les représentants du travailleur de recevoir notification des accidents ainsi que des incidents dangereux, intéressant le secteur pour lequel ils ont été sélectionnés.

Application de la convention dans la pratique. La commission se félicite des informations statistiques transmises par le gouvernement sur les accidents dans le secteur minier au cours de l'année budgétaire 2012-13, ventilées par méthode de fonctionnement des mines et société minière. La commission note que, suite à l'augmentation du nombre de travailleurs employés dans le secteur minier, lequel est passé de 44 397 en 2011-12 à 93 091 en 2012-13, le nombre d'accidents a lui aussi considérablement augmenté durant cette période; c'est ainsi que le nombre d'accidents non mortels n'ayant pas entraîné de perte de temps de travail est passé de 725 à 1 226, que le nombre d'accidents non mortels avec perte de temps de travail est passé de 54 à 69 et que le nombre d'accidents mortels est passé de 6 à 17. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises ou envisagées pour faire face à l'augmentation des accidents du travail dans le secteur minier. Elle prie aussi le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur l'application de la convention dans la pratique, en transmettant notamment des extraits des rapports d'inspection et des informations sur le nombre de travailleurs couverts par la législation, le nombre et la nature des infractions relevées, et le nombre, la nature et la cause des accidents enregistrés.**

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Portugal

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1985)

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission note que le Conseil d'administration a approuvé, lors de sa 319^e session en octobre 2013, le rapport du comité tripartite créé pour examiner la réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par l'Association syndicale des professionnels de la Police de la sécurité publique (ASPP/PSP), alléguant l'inexécution par le Portugal de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (document GB.319/INS/14/8). Le Conseil d'administration a chargé la commission d'assurer le suivi de l'effet donné aux conclusions du rapport eu égard à l'application de la convention n° 155.

La commission prie donc le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises, en consultation avec les partenaires sociaux, afin d'assurer l'application effective de la convention n° 155 à la Police de la sécurité publique (PSP), en droit et dans la pratique, en particulier les articles 4, 8, 9, 16, 19 c) et d), et 20. Ceci devrait inclure des mesures pour assurer un examen de la situation relative à la sécurité et la santé et au milieu de travail de la PSP, en tenant compte de leurs spécificités, conformément à l'article 7 de la convention n° 155, en vue d'identifier les grands problèmes, de dégager les moyens efficaces de les résoudre et l'ordre de priorités des mesures à prendre, et d'évaluer les résultats.

Réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par le Syndicat des inspecteurs du travail (SIT)

La commission note également qu'une réclamation en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT a été présentée au Conseil d'administration par le Syndicat des inspecteurs du travail (SIT) alléguant l'inexécution par le Portugal de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, et de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981. Lors de sa 319^e session (octobre 2013), le Conseil d'administration a décidé que la réclamation était recevable et il a désigné un comité tripartite chargé de l'examiner (document GB.319/INS/15/6). La réclamation est actuellement en cours d'examen.

Autres questions liées à l'application de la convention

La commission note en outre les observations conjointes de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération de l'industrie portugaise (CIP) sur l'application de la convention, reçues le 1^{er} septembre 2014, selon lesquelles le décret-loi n° 126-C/2011 a aboli le Conseil national de l'hygiène et de la sécurité au travail, qui était responsable de l'évaluation de la Stratégie nationale pour la sécurité et la santé au travail, et a mis en place le Conseil national pour les politiques de solidarité, d'assurance sociale, de famille, de réhabilitation et de bénévolat. A cet égard, la CIP souligne qu'elle a demandé au gouvernement de fournir des détails sur ce nouveau conseil, notamment en ce qui concerne ses fonctions et responsabilités. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses commentaires précédents.

La commission prend note de la stratégie nationale de sécurité et santé au travail (SST) 2008-2012, laquelle définit deux axes fondamentaux dans la matière, le premier sur le développement des politiques publiques cohérentes et efficaces et le deuxième basé sur la promotion de la sécurité et de la santé dans les lieux de travail. La stratégie établit également les dix

objectifs suivants: 1) développer et consolider une culture de la prévention dans les termes de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006; 2) perfectionner les systèmes d'information, y compris la création d'un modèle unique de suivi des accidents de travail; 3) introduire des systèmes de SST dans l'éducation; 4) redynamiser le système national de prévention des risques de travail; 5) améliorer la coordination des services publics compétents; 6) concrétiser, perfectionner et simplifier les normes spécifiques de SST; 7) mettre en œuvre le modèle d'organisation de l'Autorité pour les conditions de travail qui réunit la promotion de la SST et l'inspection du travail; 8) promouvoir l'application de la législation de SST, en particulier dans les petites et moyennes entreprises; 9) améliorer les prestations en matière de SST; et 10) approfondir le rôle des partenaires sociaux dans l'amélioration des conditions de SST dans les lieux de travail. Notant que l'objectif 6 de la stratégie inclut l'intention de ratifier la convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988, la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001, ainsi que la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, la commission se réfère au plan d'action pour parvenir à une large ratification et à une mise en œuvre effective de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, de son Protocole de 2002 et de la convention n° 187, adopté par le Conseil d'administration en mars 2010, et attire l'attention du gouvernement sur la possibilité de solliciter l'assistance technique du Bureau dans le cadre du plan d'action afin de parvenir, dans les meilleures conditions possibles, à la réalisation ces objectifs normatifs. **Notant également que la stratégie prévoit la réalisation d'une évaluation intermédiaire ainsi que d'une évaluation finale sur l'exécution de la stratégie, la commission prie le gouvernement de bien vouloir communiquer copie de ces évaluations, une fois finalisées.**

Article 4, paragraphe 1, de la convention. Politique nationale en matière de SST. La commission prend note des commentaires de l'Union générale des travailleurs (UGT), joints au rapport du gouvernement, ainsi que de la réponse du gouvernement. Selon l'UGT, une grande partie des accords conclus avec les partenaires sociaux, et inclus dans le plan national d'action sur la prévention adopté en 2001, n'ont pas été appliqués. Le syndicat espère que la stratégie nationale de sécurité et santé au travail sera un instrument décisif pour modifier en profondeur le cadre de SST qu'elle qualifie de déficitaire. Cependant, des lacunes et des défaillances persistent selon l'UGT. Elle indique que le Service national de la santé ne s'acquitte pas de ses responsabilités de protection et de surveillance de la santé des travailleurs. En outre, selon le syndicat, bien que le Portugal ait un système de statistique des accidents de travail et des maladies professionnelles, ce système a les problèmes suivants: les données ne seraient pas mises à jour et elles ne seraient pas fiables. Dans le cas d'accidents de travail, il y a plusieurs sources statistiques et aucune ne serait à jour. Le cas des maladies professionnelles serait plus grave dû à une notification inférieure à la réalité. Selon le gouvernement, les défaillances alléguées dans le Service national de la santé trouvaient leur origine dans le manque de médecins du travail. Cette difficulté serait actuellement résolue car le décret n° 176/2009 a créé le cursus de médecine du travail. Par rapport aux données statistiques, il indique que l'Institut des assurances du Portugal (ISP) assure la compilation, le traitement et la publication des données. Le gouvernement précise la nature des données recueillies et indique qu'elles sont accessibles sur le site Internet de l'ISP (www.isp.pt). Par rapport aux maladies professionnelles, le gouvernement indique qu'elles sont publiées annuellement dans un rapport annuel sur les maladies professionnelles. En ce qui concerne les allégations relatives à une notification insuffisante, le gouvernement indique qu'il s'agit d'un problème plus vaste qui demande la coordination de plusieurs organes tels que l'inspection du travail, les services de sécurité et santé au travail dans les entreprises et le Service national de la santé (SNS). Le gouvernement indique aussi que plusieurs médecins ne sont pas au courant de l'obligation de notification. Il indique qu'un projet de systématisation des statistiques est en cours d'étude et que le pays participe à un projet européen sur les statistiques des maladies professionnelles. La commission, ayant noté les points soulevés par l'UGT ainsi que les efforts indiqués par le gouvernement pour les surmonter, rappelle que, en vertu de l'article 4 de la convention, le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, doit définir, mettre en application et réexaminer la politique nationale en la matière. Selon le paragraphe 55 de l'étude d'ensemble de la commission d'experts de 2009, la politique nationale doit être formulée, mise en œuvre et réexaminée périodiquement. Le réexamen est une étape cruciale afin d'assurer que l'effectivité de la mise en œuvre est évaluée et que les domaines nécessitant des actions supplémentaires sont identifiés. D'autre part, dans son observation, la commission note que la stratégie nationale de sécurité et santé au travail 2010-2012 prévoit la réalisation d'une évaluation intermédiaire ainsi que d'une évaluation finale, qui répondent aux exigences de réexamen contenues dans l'article 4. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de réexaminer, en consultation avec les partenaires sociaux, les questions indiquées par l'UGT (déficit dans la surveillance de la santé des travailleurs de la part du SNS, déficit dans la mise à jour des statistiques et déficit dans la notification) dans le cadre de l'évaluation intermédiaire de la stratégie, de prendre toutes les mesures supplémentaires nécessaires pour faciliter la mise en œuvre de sa politique nationale et de fournir des informations à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Royaume-Uni

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 (ratification: 2008)

La commission prend note des observations du Congrès des syndicats (TUC), reçues avec le rapport du gouvernement le 26 août 2014.

Article 2, paragraphe 1, article 3, paragraphe 1, et article 4, paragraphe 3 a), de la convention. Participation tripartite. La commission prend note de la référence faite par le TUC aux prescriptions de l'article 2, paragraphe 1, de l'article 3, paragraphe 1, et de l'article 4, paragraphe 3 a), de la convention. Le TUC fait savoir que le gouvernement n'a pas indiqué quelle procédure il utilise pour consulter les représentants de travailleurs et d'employeurs, conformément à l'article 2, paragraphe 1, et à l'article 3, paragraphe 1, de la convention, hormis les consultations publiques, et qu'il n'a pas non plus indiqué comment il définit les organes tripartites (mentionnés à l'article 4, paragraphe 3 a)) ni comment il garantit que ces organes sont tripartites. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

Article 4, paragraphe 2 c). Mécanismes visant à assurer le respect de la législation nationale, y compris des systèmes d'inspection. La commission avait pris note précédemment des observations du TUC selon lesquelles le nombre d'inspections effectuées dans le pays est à la fois faible et irrégulier. A cet égard, le gouvernement avait indiqué que le nombre d'inspections effectuées par les services de la Direction des opérations de terrain du «Health and Safety Executive» (HSE) devrait être évalué dans le contexte des activités de prévention que cette division mène activement.

La commission prend note de l'indication du gouvernement dans le rapport selon laquelle le plan de réforme du système de sécurité et de santé au travail a adopté un nouveau classement des entreprises ne présentant pas de risque majeur, dans le cadre duquel les inspections sont concentrées sur les secteurs d'activité présentant les risques les plus élevés. Le gouvernement indique que les inspections ne sont plus effectuées dans les secteurs à faibles risques où elles ne sont pas efficaces en termes de résultats mais que, en cas de mauvais résultats en matière de sécurité et de santé au travail, tout employeur, quel que soit son secteur d'activité, peut toujours faire l'objet d'une visite d'inspection. Le gouvernement indique qu'un système de ciblage et de renseignement a été élaboré conjointement avec le Laboratoire de la sécurité et de la santé pour déterminer les établissements industriels où il serait justifié d'effectuer des visites d'inspection préventives. Grâce à cette politique de ciblage, le Royaume-Uni a réduit d'un tiers le nombre d'inspections annuelles par rapport au niveau d'activité de 2010-11. **Se référant à ses commentaires au titre de l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la commission prie le gouvernement de fournir des informations complémentaires sur le fonctionnement du nouveau système de ciblage et de renseignement et sur le processus de sélection des établissements industriels assujettis au contrôle de l'inspection, notamment les modalités d'identification des employeurs qui ont de mauvais résultats en matière de sécurité et de santé. A cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les critères utilisés pour définir les secteurs à faibles risques, qui ne seront pas assujettis au contrôle de l'inspection, ainsi que les mécanismes garantissant le respect de la législation nationale en matière de sécurité et de santé au travail dans ces secteurs.**

Article 4, paragraphe 3 d). Services de santé au travail conformément à la législation et à la pratique nationales. La commission avait pris note précédemment de l'indication du TUC selon laquelle il n'existe aucune disposition nationale sur la santé au travail au Royaume-Uni et que la grande majorité des travailleurs ne bénéficient d'aucune couverture puisque peu d'employeurs ont accès à des prestataires de services privés. La commission avait noté à cet égard l'indication du gouvernement selon laquelle la législation prescrivait aux employeurs de fournir des services de ce type dans les situations présentant des risques particuliers et où une surveillance médicale peut s'avérer nécessaire.

La commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle les petites et moyennes entreprises peuvent obtenir des conseils et un appui dans le domaine de la santé au travail par le biais d'une permanence téléphonique gratuite ou d'un réseau de prestataires de services de santé nationaux. Il fournit également des informations sur des services de santé au travail privés auxquels les employeurs peuvent recourir, ainsi que sur un système d'accréditation standard ou volontaire pour les prestataires de services qui souhaitent relever le niveau général de soins fournis par les services de santé professionnels. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations, dans son prochain rapport, sur le pourcentage de travailleurs couverts par les services de santé au travail. Elle le prie également de continuer de fournir des informations sur les efforts qu'il déploie pour maintenir, améliorer progressivement et réexaminer périodiquement son système de services de santé au travail.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Anguilla

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas de réponse à ses commentaires antérieurs. Elle est donc conduite à renouveler ses commentaires précédents.

La commission note que, en réponse à ses commentaires antérieurs, le gouvernement indique à nouveau qu'aucun règlement n'a été édicté pour assurer la protection des travailleurs contre les risques dus à la pollution de l'air mais que, conformément au chapitre P 125 de la loi sur la santé publique, le ministre de la Santé est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'éliminer ou de réduire toute nuisance susceptible de compromettre la santé publique; que les fonctionnaires

de la santé liée à l'environnement sont habilités à pénétrer sur tout lieu de travail et à procéder à toute inspection ou tout examen qu'ils peuvent estimer nécessaire aux fins de l'application de la loi susmentionnée; et que le ministre est également chargé d'établir des règlements destinés à assurer la protection de la santé des personnes exposées à des conditions, des substances ou des processus qui se produisent dans une industrie ou une profession donnée, susceptibles de nuire à la santé. Elle note par ailleurs qu'aucun règlement n'a encore été adopté à ce propos, mais que le gouvernement indique qu'il envisage d'élaborer de tels règlements.

La commission rappelle que les obligations découlant de cette convention par rapport à la pollution de l'air ont été acceptées et rendues exécutoire pour Anguilla à la suite d'une déclaration sans modification en date du 11 juillet 1980, et que la commission a, dans plusieurs commentaires antérieurs formulés depuis 1991, attiré l'attention du gouvernement sur l'article 4 de la convention qui prévoit que les lois et règlements nationaux doivent prescrire que des mesures seront prises sur les lieux de travail pour prévenir les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations, les limiter et protéger les travailleurs contre ces risques, et que les modalités d'application des mesures prescrites pourront être adoptées par voie de normes techniques, de recueils de directives pratiques ou par d'autres voies appropriées. **La commission demande instamment au gouvernement de prendre les mesures nécessaires, soit en adoptant des règlements conformément à l'article 20(1) de l'ordonnance n° 8 de 1996 sur le travail, soit par d'autres méthodes appropriées pour assurer la protection des travailleurs contre les risques dus à la pollution de l'air, et invite le gouvernement à communiquer des informations sur les progrès réalisés à ce propos.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Rwanda

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937 (ratification: 1962)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Législation nationale. La commission prend note des informations figurant dans le rapport du gouvernement. Tout en notant l'adoption de l'ordonnance ministérielle n° 01 du 17 mai 2012 déterminant les modalités de création et de fonctionnement des comités de sécurité et santé au travail et de l'ordonnance ministérielle n° 02 du 17 mai 2012 arrêtant les conditions générales en matière de sécurité et santé au travail, elle note également que ces ordonnances ne comportent pas de dispositions donnant effet à la plupart des articles de la convention. La commission remercie le gouvernement d'avoir annexé à son rapport des traductions de ces nouveaux textes. Par ailleurs, le gouvernement fait part de son intention de dénoncer cette convention et de ratifier la convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988. **La commission prie le gouvernement de tenir le Bureau informé de tout fait nouveau survenu à cet égard et de continuer à l'informer de tous changements apportés à la législation concernant l'application de la convention.**

Article 1 de la convention. La commission note que les articles 12, 28 et 38 de l'ordonnance ministérielle n° 2 donnent effet à l'article 10, paragraphes 3 et 4, et à l'article 16 et que, bien que l'article 21 porte sur les appareils de levage, il ne donne pas pleinement effet aux prescriptions particulières des articles 11 à 15. La commission note que la législation jointe en annexe ne traite pas des autres articles de la convention. **Rappelant que l'ordonnance n° 21/94 du 23 juillet 1953 réglementant la sécurité professionnelle dans l'industrie du bâtiment a été abrogée en 2001, la commission réitère sa demande au gouvernement de prendre d'urgence des mesures afin de combler le vide juridique créé par cette abrogation. Elle rappelle une fois encore au gouvernement que le Bureau est prêt à lui fournir l'assistance technique nécessaire pour l'aider dans ses efforts pour mettre sa législation et sa pratique nationales en conformité avec la convention.**

Articles 4 et 6, lus conjointement avec le Point V du formulaire de rapport. Inspection du travail, renseignements statistiques et application pratique. La commission se félicite des informations fournies par le gouvernement à propos de l'exercice d'ensemble en cours en vue de dégager un profil du pays en matière de sécurité et santé au travail. Le gouvernement indique que ce profil fournira des données statistiques sur le nombre et la classification des accidents, y compris ceux impliquant les travailleurs de l'économie informelle. La commission renvoie également le gouvernement aux commentaires qu'elle a formulés à propos de l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. **Rappelant que les renseignements statistiques les plus récents reçus du gouvernement à propos de l'application de la convention dans la pratique datent de 2003, la commission rappelle le gouvernement à ses obligations au titre de l'article 6 de la convention. La commission prie le gouvernement d'inclure dans son prochain rapport des informations statistiques relatives au nombre et à la classification des accidents survenant à des personnes effectuant un travail relevant du champ d'application de la présente convention, ainsi que toute autre information pertinente concernant l'application pratique de la présente convention.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Saint-Marin

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977 (ratification: 1988)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 4 (prévention et limitation des risques professionnels et protection des travailleurs contre ces risques), article 8 (fixation de critères permettant de définir les risques d'exposition à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations et limites d'exposition), article 9 (mesures techniques visant à s'assurer que tout risque dû à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations est éliminé sur les lieux de travail) et article 10 (équipement de protection individuelle) de la convention. La commission prend note de l'adoption du décret n° 74 du 17 mai 2005, portant modification de l'article 15, paragraphe 1, du décret n° 25 du 26 février 2002, qui prévoit l'applicabilité des niveaux d'exposition reconnus sur le plan international, notamment en matière de bruit. La commission note aussi qu'il est fait mention de la loi n° 94 du 28 juin 2005 sur l'utilisation, le traitement et l'élimination de l'amiante, qui prévoit notamment l'utilisation d'un équipement de protection individuelle conforme aux spécifications du Comité européen de normalisation (CEN/TC 79). La commission note que, d'après le rapport du gouvernement, la définition des normes techniques de référence concernant la pollution de l'air en général et les vibrations est encore en cours, et que les critères permettant de définir les cas où l'équipement de protection individuelle doit être fourni sont directement liés à ces normes techniques de référence. **La commission espère à nouveau que les normes techniques dont la préparation serait en cours seront adoptées dans un avenir proche, et demande au gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés, ainsi que copies des normes lorsqu'elles seront adoptées.**

Article 5. Consultations entre l'autorité compétente et les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs. La commission se félicite des informations concernant les nombreuses consultations que le Département de santé publique a menées avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs sur les mesures à prendre pour améliorer les conditions de la sécurité et de la santé des travailleurs dans les petites entreprises, qui ont abouti à l'adoption du décret n° 4 du 14 janvier 2008 portant révision de l'annexe I du décret n° 123/2001. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique de ce décret.**

Article 11, paragraphe 3. Autre emploi convenable ou autres mesures proposées pour maintenir le revenu d'un travailleur muté. La commission prend note avec intérêt des directives détaillées sur la mise en place de la surveillance médicale fondée sur la loi n° 31/98, et des textes de loi adoptés le 20 décembre 2002 après un vaste processus de consultations. Ces directives mentionnent la convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985, et donnent des instructions détaillées sur les modalités des examens médicaux et sur les obligations légales et médicales résultant de ces examens. Elle note aussi que les travailleurs dont la capacité de travail est réduite peuvent être employés à des activités protégées dans les sites d'intégration de l'Etat (Cantieri Integrativi Dello Stato). Enfin, elle note qu'aux termes de l'article 9 du décret 15/2006, les travailleurs visés par le décret pourraient être employés par l'administration publique aux conditions définies dans l'accord entre l'Etat et le syndicat. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si la mutation à un autre emploi à laquelle il est fait référence ne concerne que les travailleurs handicapés, ou si elle vise également les cas dans lesquels l'exposition à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations est déconseillée pour des raisons médicales, même en l'absence de handicap. Elle demande aussi au gouvernement de fournir des informations sur les cas dans lesquels une mutation à un autre emploi a eu lieu comme le prévoit le présent article de la convention.**

Point V du formulaire de rapport et article 16. Sanctions et services d'inspection. La commission prend note des statistiques fournies par le gouvernement, qui contiennent des informations sur les inspections effectuées et les données recueillies. D'après ces statistiques, 21 infractions ont été relevées dans de grandes entreprises, quatre dans des entreprises moyennes et une dans une petite entreprise. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour faire face aux infractions de ce type, et de continuer à fournir des informations détaillées sur l'application de la convention en pratique, y compris, des statistiques sur le nombre de travailleurs couverts par la législation applicable, si possible, ventilées selon le sexe, ainsi que sur le nombre et la nature des infractions signalées.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sierra Leone

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963 (ratification: 1964)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Depuis un certain nombre d'années, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que la législation nationale ne contient pas de dispositions donnant effet à la *Partie II de la convention* (interdiction de la vente, de la location, de la cession à tout autre titre et de l'exposition de machines dépourvues de dispositif de sécurité approprié) et qu'elle n'assure pas la pleine application de son *article 17* (qui vise tous les secteurs d'activité économique) puisqu'elle n'est pas applicable à certaines branches d'activité, notamment aux transports par mer, air ou terre et à l'industrie minière.

Dans les rapports fournis depuis 1979, le gouvernement indique, en réponse aux commentaires de la commission, qu'un projet de loi portant révision de la loi de 1974 sur les fabriques était en voie de préparation et que ce projet contiendrait des dispositions correspondant à celles de la convention et s'appliquerait à tous les secteurs d'activité économique. Dans son dernier rapport (reçu en 1986), le gouvernement indique que le projet de loi de 1985 sur les fabriques a été examiné par la commission parlementaire compétente et qu'il allait être soumis au Parlement pour adoption.

Avec son rapport pour la période prenant fin le 30 juin 1991, le gouvernement a fourni copie d'extraits de la loi sur les fabriques, notamment de dispositions qui devraient donner effet à la *Partie II* de la convention. A cet égard, le gouvernement a été prié d'indiquer à quel stade de la procédure législative se trouvait le projet, ainsi que l'organe où il était à l'examen. ***Le gouvernement n'ayant fourni aucune information, la commission exprime à nouveau l'espoir que le projet de loi susmentionné sera adopté dans un avenir proche, et demande au gouvernement d'en communiquer copie dès qu'il aura été adopté.***

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Slovénie

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921 (ratification: 1992)

Article 3, paragraphe 1, de la convention. Interdiction de l'emploi des jeunes et des femmes. La commission note que le rapport du gouvernement réitère les informations communiquées en 2004 et 2009 sur les dispositions qui interdisent l'emploi des jeunes sur la base d'une évaluation du risque menée par l'employeur, en prenant en considération l'utilisation du plomb et des produits contenant du plomb; et sur les dispositions qui prévoient la protection des travailleuses enceintes et des travailleuses qui ont récemment accouché et qui nourrissent leur enfant. ***La commission renvoie de nouveau le gouvernement à ses commentaires antérieurs au sujet de cet article, et réitère sa demande au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour interdire l'emploi des garçons de moins de 18 ans et de toutes les femmes aux travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments. En outre, la commission prie le gouvernement de communiquer de plus amples informations sur l'évaluation du risque qui doit être menée par les employeurs conformément à l'article 6 des règles relatives à la protection de la santé au travail des enfants, des adolescents et des jeunes, avec une référence particulière à l'évaluation du risque des emplois comportant l'utilisation du plomb et des produits contenant du plomb.***

Article 5, paragraphe 1 a). Interdiction de l'utilisation de la céruse. La commission note que le gouvernement se réfère aux informations déjà fournies dans son rapport précédent, indiquant que l'article 8(1) et (2) de la réglementation concernant la protection des travailleurs contre les risques d'exposition aux substances chimiques au travail prévoit que l'employeur est tenu de supprimer ou de réduire, dans la mesure du possible, le risque des substances chimiques dangereuses pour la sécurité et la santé des travailleurs au travail. ***La commission réitère sa demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'utilisation de la céruse, du sulfate de plomb ou des produits contenant ces pigments soit interdite dans les travaux de peinture, sauf sous forme de pâte ou de peinture prête à l'emploi.***

Suède

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1982)

La commission prend note des observations de la Confédération suédoise des syndicats (LO), reçues le 21 novembre 2013.

La commission prend également note des observations conjointes de la Confédération suédoise des professionnels (TCO), de la LO et de la Confédération suédoise des associations professionnelles (SACO), reçues le 10 novembre 2014. ***La commission prie le gouvernement de faire parvenir ses commentaires à ce sujet.***

Article 4, paragraphe 1, de la convention. Politique nationale. Consultations. La commission prend note des observations de la LO selon lesquelles le gouvernement ne remplit pas ses obligations au regard de cet article quant à la consultation des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs car les réunions tripartites ne sont pas organisées avec la fréquence nécessaire, ont un caractère surtout informatif et ne ciblent pas suffisamment les questions politiques. ***Compte tenu des observations de la LO, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les consultations tripartites menées sur la politique nationale de sécurité et de santé au travail, y compris sur leur fréquence et sur leurs résultats.***

Article 9, paragraphe 1. Système d'inspection approprié et suffisant pour assurer l'application des lois et règlements concernant la santé et la sécurité au travail (SST). La commission prend note des observations de la LO selon lesquelles, au cours de la période 2007-2012, le nombre des lieux de travail dont l'Inspection générale du milieu de

travail doit assurer le contrôle a augmenté de 194 133 et celui des travailleurs concernés est passé de 3 952 507 (2007) à 4 227 711 (2012) alors que, dans le même temps, le nombre des inspecteurs a reculé, passant de 359 à 250. La LO observe que, de ce fait, le nombre moyen de travailleurs par inspecteur atteint désormais 16 991 alors que l'OIT recommande en la matière un inspecteur pour 10 000 travailleurs, et que cette situation génère du stress chez les inspecteurs eu égard au nombre des inspections qu'ils doivent accomplir. ***La commission prie le gouvernement de communiquer, compte tenu des observations de la LO, des informations sur les mesures prises dans la pratique pour assurer que le contrôle de l'application des lois et des réglementations concernant la SST soient assuré par un système d'inspection approprié et suffisant.***

Application de la convention dans la pratique. La commission prend note des initiatives prises par l'Inspection générale du milieu de travail au cours de la période couverte par le rapport pour la prévention des maladies liées au stress et des troubles musculo-squelettiques incluant des programmes interactifs en ligne de formation sur le stress au travail et sur l'ergonomie de prévention des troubles musculo-squelettiques, et des pages à thème sur ces questions, accessibles sur le site Web de cet organisme. D'autres mesures incluent la révision et la mise en application de dispositions relatives à l'ergonomie de prévention des troubles musculo-squelettiques, en application de la directive européenne (n° 90-269/CEE) concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à la manutention manuelle de charges comportant des risques, notamment dorsolombaires, pour les travailleurs; l'élaboration de dispositions concernant les charges de travail dangereuses pour la santé; et le déploiement en 2009-2011 par l'Inspection générale du milieu de travail de nombreuses activités sur la violence dans le milieu de travail, en conjonction avec des opérations d'inspection ciblant le secteur du commerce de détail. Elle note également, d'après les observations de la LO, l'année 2012 a été marquée par une augmentation du nombre des accidents du travail, tous types confondus, excepté les accidents de trajet, particulièrement chez les jeunes travailleurs de 16 à 24 ans (progression annuelle de 17 pour cent) et par une augmentation du nombre des cas de maladie professionnelle. Toujours selon la LO, l'incidence des problèmes psychosociaux sur le lieu de travail a enregistré une augmentation marquée ces dernières années et il n'existe aujourd'hui aucune règle contraignante en la matière à l'égard des employeurs, alors qu'il s'agit de l'un des plus graves problèmes du monde du travail en Suède. ***La commission prie le gouvernement de communiquer, compte tenu des observations de la LO, des informations sur les mesures prises en réponse à l'augmentation du nombre des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle, y compris des cas de maladies liées au stress, et sur l'impact de ces mesures.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 (ratification: 2008)

La commission note les observations de la Confédération suédoise des syndicats (LO), reçues le 21 novembre 2013.

La commission note également les observations conjointes formulées par la Confédération suédoise des professionnels (TCO), la LO et la Confédération suédoise des associations professionnelles (SACO), reçues le 10 novembre 2014. ***La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet de ces observations.***

Article 4, paragraphe 2 c), de la convention. Mécanismes visant à assurer le respect de la législation nationale, y compris des systèmes d'inspection. La commission note l'information fournie par le gouvernement selon laquelle le nombre de visites sur les lieux de travail et le nombre d'inspections baissent de façon continue depuis 2011. Le gouvernement indique que le nombre d'inspecteurs a diminué, mais que des efforts ont été déployés pour améliorer l'efficacité des visites d'inspection. Le nombre de tâches confiées à chaque inspecteur a augmenté entre 2009 et 2011 en raison de méthodes d'inspection plus efficaces et d'une réduction des tâches administratives. En outre, à la suite d'un projet pilote 2010-2012, il a été décidé que les activités d'inspection seraient axées sur la recherche des lieux de travail les plus vulnérables. Dans ce contexte, l'Agence pour la gestion publique (APM) a analysé la capacité de l'Autorité du milieu du travail (WEA) à remplir son mandat conformément aux décisions prises par le gouvernement concernant le milieu du travail. La commission note également les observations de la LO selon lesquelles le nombre de lieux de travail que la WEA doit inspecter a augmenté entre 2007 et 2012 (+ 194 133) et que le nombre de travailleurs par inspecteur est passé de 11 010 à 16 991, ce qui dépasse largement la recommandation de l'OIT, qui est de un inspecteur pour 10 000 travailleurs. Il est indiqué également que les inspecteurs ont reçu des instructions leur demandant d'orienter leurs activités vers la médiation et la formation plutôt que vers l'inspection. ***Compte tenu des observations de la LO, la commission prie le gouvernement de fournir des informations supplémentaires sur le fonctionnement de son système d'inspection du travail et sur les mesures prises ou envisagées pour traiter la question de la diminution du nombre d'inspections effectuées par la WEA. Elle demande également au gouvernement de fournir des informations sur l'analyse qu'a faite l'APM sur les activités d'inspection de la WEA et sur ses conclusions.***

Article 4, paragraphe 3 a). Organe tripartite consultatif national, ou organes tripartites consultatifs nationaux compétents en matière de sécurité et de santé au travail. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère du Travail effectue, lorsque cela est nécessaire, des consultations qui viennent s'ajouter aux consultations qu'il effectue régulièrement avec les partenaires sociaux. En outre, conformément aux articles 5 et 6 de l'ordonnance qui définissent les instructions données à la WEA (2007:913), ladite autorité doit consulter les partenaires

sociaux aussi souvent que nécessaire pour mener à bien ses activités et avant de prendre toute décision concernant les dispositions ou des cas administratifs importants. A cet égard, la commission note que la LO fait une fois de plus observer que les réunions tripartites organisées visent à donner des informations, plutôt qu'à tenir une discussion sur la politique, et qu'elles n'ont lieu que trop rarement. **Compte tenu des observations de la LO, la commission demande au gouvernement de fournir des informations complémentaires sur les consultations tripartites organisées en matière de sécurité et de santé au travail, notamment sur leur fréquence et sur la nature des questions qui y sont traitées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République arabe syrienne

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960 (ratification: 1964)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses commentaires précédents.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son dernier rapport, notamment de l'adoption du décret-loi n° 64 de 2005 et du décret-loi du Premier ministre n° 134 de 2007 sur la protection contre les radiations, la sûreté et la sécurité des sources de rayonnement en République arabe syrienne, qui semble donner pleinement effet aux dispositions de la convention. La commission prend également note de la réponse communiquée à propos de l'effet donné à l'article 3, paragraphe 1, et à l'article 6, paragraphe 2, de la convention sur les limites d'exposition des travailleuses enceintes; ainsi que l'effet donné à l'article 7, paragraphe 2, interdisant d'affecter à des travaux comportant la mise en œuvre de radiations ionisantes des travailleurs de moins de 16 ans. **La commission demande au gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les mesures législatives prises pour donner effet à la convention, et de communiquer copie du décret-loi n° 64 de 2005 et du décret-loi n° 134 de 2007.**

Article 8. Limites d'exposition des travailleurs n'étant pas directement affectés à des travaux sous radiations. La commission prend note des informations indiquant que, en vertu de l'article 59 du décret-loi n° 134 de 2007, les employeurs doivent assurer, de la même manière que pour le public en général, la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à des radiations ionisantes dans le cadre de travaux auxquels ils ne sont pas directement affectés. La commission note également, dans la réponse du gouvernement, que l'exposition médicale, prévue par l'article 1 du décret-loi n° 134 de 2007, est entendue au sens de l'exposition des malades à des radiations ionisantes aux fins de diagnostic médical ou dentaire, ou de traitement; l'exposition (autre que professionnelle) à laquelle se soumettent sciemment et délibérément certains individus pour venir en aide aux personnes faisant l'objet de traitement; et l'exposition à laquelle se soumettent des volontaires dans le cadre de la recherche médicale. La commission note, d'après les informations, que l'article 15 du décret-loi susmentionné couvre les doses maximales autorisées auxquelles peuvent être exposés les travailleurs et la non-applicabilité des doses maximales prévues dans le cadre d'une exposition médicale autorisée; elle note également que l'annexe II du décret-loi établit que les doses d'exposition maximales des personnes accompagnant les malades et des volontaires aux fins de la recherche médicale à 5 mSv pendant le diagnostic ou le traitement des malades, et à moins de 1 mSv pour les enfants rendant visite à des patients. **La commission demande au gouvernement d'indiquer, à la lumière du paragraphe 14 de son observation générale de 1992 sur la convention, les mesures prises ou envisagées pour revoir les doses maximales actuellement en vigueur concernant l'exposition médicale des personnes venant en aide aux patients sous traitement; et l'exposition des volontaires dans le cadre de la recherche médicale.**

Limites d'exposition professionnelle pendant des situations d'urgence. La commission note les déclarations du gouvernement selon lesquelles un plan national d'urgence a été établi en vertu du décret n° 1427 de 2002 pour répondre aux situations d'urgence et que, aux termes de l'article 10 du décret-loi n° 64 de 2005, la Commission pour l'énergie atomique a la charge de créer les capacités nationales pour faire face aux situations d'urgence radioactive ou nucléaire. **La commission demande au gouvernement de communiquer copie du plan national d'urgence susmentionné et d'indiquer, concernant les paragraphes 16 à 27 et 35 c) de l'observation générale de 1992 de la Commission sur la convention, et les paragraphes V.27 et V.30 des Normes fondamentales de radioprotection de 1994, les circonstances dans lesquelles une exposition exceptionnelle des travailleurs, dépassant la dose maximale normalement tolérée, peut être autorisée aux fins d'action corrective et immédiate d'urgence.**

Point IV du formulaire de rapport. Application pratique. La commission note les informations indiquant que, aux termes de l'article 15 du décret-loi n° 64 de 2005, il incombe à la Commission pour l'énergie atomique la responsabilité de procéder à des inspections des établissements et des sites où sont utilisées les sources de rayonnement et de désigner des inspecteurs à cette fin et que, en vertu de l'article 16, les inspecteurs ont la capacité de la police judiciaire. **La commission demande au gouvernement de continuer à communiquer des informations sur l'application pratique de la convention, notamment sur le nombre et la nature des infractions signalées, et sur les voies de recours employées.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Tunisie

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937 (ratification: 1959)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 6 de la convention. Renseignements statistiques sur le nombre et la classification des accidents survenus aux personnes occupées aux travaux visés par la présente convention. La commission prend note des renseignements statistiques détaillés portant sur l'évolution des accidents du travail et maladies professionnelles dans le secteur du bâtiment pour la période 1995-2008, y compris une analyse détaillée des principales causes d'accidents et de maladies dans ce secteur en 2008. La commission prend note de la tendance à la baisse relative du nombre d'accidents enregistrés, mais que la tendance concernant les maladies professionnelles est très irrégulière. Elle prend également note des informations détaillées concernant les mesures prises par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) pour s'occuper de ces problèmes, notamment l'engagement en 2007 de 1 234 missions d'assistance technique dans des entreprises affiliées, et 1 307 de telles missions en 2008. La commission note avec un intérêt particulier l'information que le nombre d'accidents du travail a baissé de 10,8 pour cent en 2007 et de 19,3 pour cent en 2008, et que la CNAM a entamé des missions d'assistance technique similaires dans 1 397 entreprises en 2009. Elle prend note également des mesures d'incitation financières instituées par le gouvernement, notamment le financement des programmes de prévention comprenant jusqu'à 70 pour cent du coût de l'investissement; un système de bonus/malus concernant les taux de cotisation, y compris la réduction des cotisations pour les entreprises qui souhaitent investir dans des stratégies de prévention, et la majoration des cotisations pour ceux qui refusent de le faire; l'utilisation de la majoration des cotisations comme une sanction pour l'infraction des provisions de sécurité et de santé; et l'organisation de 14 séminaires d'information (y compris un séminaire portant spécifiquement sur la sécurité et la santé dans le secteur du bâtiment) avec la participation de spécialistes techniques de la CNAM. La commission note également que le gouvernement a adopté un programme national de gestion des risques professionnels couvrant la période 2009-2011 comportant trois objectifs principaux: la promotion de la santé au travail, la promotion de la sécurité au travail et la réduction des accidents du travail, notamment les accidents mortels et graves. **La commission se félicite de cette information et invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur ses efforts continus pour améliorer les conditions de sécurité et de santé, en particulier dans le secteur du bâtiment.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Turquie

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 2005)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İŞ), de la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK) et de la Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK), reçues le 1^{er} septembre 2014. La commission prend également note des observations formulées par la KESK, la TÜRK-İŞ et la Confédération des syndicats turcs authentiques (HAK-İŞ), ainsi que des observations soumises par la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK), annexées au rapport du gouvernement et reçues le 3 novembre 2014.

La commission note en outre que, s'agissant des observations formulées par la TÜRK-İŞ et la KESK, reçues le 1^{er} septembre 2014, le gouvernement indique, dans une communication reçue le 12 novembre 2014, qu'à ce stade il n'a aucun commentaire à formuler sur celles-ci.

La commission prend également note des observations du Syndicat général du personnel municipal (TÜM YEREL-SEN) reçues le 30 octobre 2014. **La commission prie le gouvernement de formuler ses commentaires à propos de ces observations.**

Articles 1 et 2 de la convention. Champ d'application. Exclusions. La commission prend note des observations formulées par la KESK selon lesquelles la loi sur la santé et la sécurité au travail (SST) n° 6331 de 2012 (loi SST n° 6331) exclut de son champ d'application certaines activités et personnes, et que l'application des articles 6 et 7 de cette loi est reportée au mois de juillet 2016 pour ce qui est des fonctionnaires. Dans ses observations, la TİSK indique que le règlement n° 28710 sur les mesures de santé et de sécurité à prendre sur le lieu de travail, adoptées en vertu de la loi n° 6331 relative à la santé et sécurité au travail (SST), ne couvrent pas les moyens de transport utilisés en dehors de l'entreprise ni les moyens de transport utilisés dans le lieu de travail pour des constructions temporaires ou mobiles, dans l'exploitation minière, et dans l'industrie pétrolière et gazière, pour les bateaux de pêche, ainsi que dans l'agriculture et les zones forestières. La TİSK considère que ces dispositions sont conformes à l'article 1, paragraphe 2, et l'article 2, paragraphe 2, de la convention. La commission note que ces exclusions ne semblent pas correspondre à celles indiquées dans le premier rapport du gouvernement. Elle rappelle que, suivant l'article 1, paragraphe 3, et l'article 2, paragraphe 3, de la convention, les Etats Membres peuvent exclure certaines branches de l'activité économique pour lesquelles des problèmes particuliers d'une nature substantielle se posent, ou des catégories limitées de travailleurs pour lesquelles il existe des problèmes particuliers d'application, mais cela uniquement dans leur premier rapport et en donnant les motifs

de ces exclusions, et ils devront exposer, dans les rapports ultérieurs, tout progrès accompli sur la voie d'une plus large application. Dans sa demande directe de 2005, la commission notait l'indication du gouvernement qu'un nouveau projet de loi inclurait toutes les branches de l'activité économique ainsi que tous les travailleurs qui y sont occupés. **La commission prie le gouvernement de veiller à ce que les exclusions prévues dans la loi n° 6331 relative à la SST et dans ses règlements ne soient pas plus étendues que celles indiquées dans son premier rapport, et de fournir des informations détaillées à ce sujet. Elle prie également le gouvernement de décrire les mesures prises pour offrir une protection adéquate aux travailleurs des branches qui sont exclues et d'indiquer tout progrès réalisé sur la voie d'une plus large application.**

Article 4. Définition, mise en application et réexamen périodique, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, de la politique nationale en matière de SST. Article 8. Mesures à adopter, notamment par voie législative en consultation avec les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, pour donner effet à la politique nationale. Dans ses observations, la TÜRK-İŞ se réfère à la politique nationale de SST pour 2014-2018 présentée au Conseil national de la SST, et souligne plusieurs domaines d'action qui mériteraient d'être abordés ou améliorés: les activités destinées à promouvoir l'application de la loi n° 6331; les activités de formation et de promotion dans le domaine de la SST; les visites d'inspection du lieu de travail effectives; et des diminutions du nombre des accidents professionnels, en particulier dans l'industrie minière, la construction et la métallurgie. En outre, la commission note que, suivant la DISK, les partenaires sociaux sont sous-représentés au sein du Conseil national de la SST et que celui-ci ne se réunit pas assez souvent (deux fois par an actuellement) pour assurer son bon fonctionnement. Dans leurs observations, la DISK, la TÜRK-İŞ et la KESK allèguent que la loi n° 6331 a été adoptée sans l'accord des partenaires sociaux et ne répond pas à leurs attentes. Selon la DISK, certains amendements ont été introduits par d'autres lois générales et règlements et ont eu des effets négatifs sur le calendrier de mise en œuvre de la loi n° 6331. La commission note également que le cadre de la politique nationale de SST dont il est question aux *articles 4 et 7* de la convention implique un processus dynamique et cyclique et nécessite un réexamen régulier pour s'assurer que la politique et les mesures nationales de SST, adoptées en application de l'*article 8* de la convention afin de donner effet à la politique nationale de SST, soient adaptées et adéquates et constamment actualisées. **La commission invite le gouvernement à prendre des mesures pour faire en sorte que la politique nationale de SST soit définie, mise en application et réexaminée périodiquement en consultation avec les partenaires sociaux, comme l'exige l'article 4 de la convention. Compte tenu du processus actuel de réforme législative, la commission prie le gouvernement d'assurer une consultation effective des partenaires sociaux au cours de ce processus, et de communiquer des informations détaillées sur les consultations qui ont lieu et sur leurs résultats.**

Articles 5 a) et b) et 16. Sécurité et santé au travail. La commission prend note, d'une part, des préoccupations exprimées par la TISK concernant l'obligation de recruter des médecins du travail et des experts de la sécurité professionnelle (OSE) dans toutes les entreprises répertoriées comme dangereuses ou très dangereuses, quel que soit le nombre de personnes occupées. De l'avis de la TISK, cette disposition représente une charge plus lourde sur les employeurs des petites et moyennes entreprises (PME). D'autre part, la KESK rappelle que la loi n° 6331 ne confère aucun pouvoir aux OSE, mais que, dans les faits, ceux-ci sont toujours responsables pour les lésions subies par les travailleurs et s'exposent ainsi à des sanctions. S'agissant de l'*article 16* de la convention, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que, bien que la convention n'impose pas à tous les établissements de recruter des médecins du travail et des OSE, les employeurs sont tenus de faire en sorte que, dans la mesure où cela est pratiquement réalisable, les lieux et le milieu de travail soient sûrs et ne présentent pas de risques pour la santé. A propos de l'observation formulée par la KESK, la commission note que la désignation d'OSE ou de tout autre organe technique ou professionnel chargé d'assister l'employeur sur les questions de SST ne peut pas remplacer ni limiter la responsabilité qui incombe aux employeurs de s'assurer que les lieux et le milieu de travail sont sûrs et ne présentent pas de risques pour la santé, conformément à l'*article 16*. **La commission prie le gouvernement de préciser les différents rôles et responsabilités des employeurs et des OSE pour ce qui est d'assurer la sécurité des lieux et du milieu de travail et de fournir des informations à cet égard. Elle renvoie également le gouvernement aux commentaires qu'elle formule au titre de la convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985.**

Article 7. Examen périodique de la situation d'ensemble ou de secteurs particuliers en matière de SST. Sous-traitance, métallurgie, secteurs minier et de la construction. Dans ses observations, la DISK se réfère à un rapport d'évaluation de la situation en matière de SST préparé par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale en 2005, qui identifie une série de carences dans le système de SST, portant en particulier sur: la prévention des risques professionnels; l'absence de supervision du milieu de travail; et l'absence de reconnaissance et de notification des maladies liées au travail. La DISK considère que ces problèmes subsistent malgré l'adoption de la nouvelle législation sur la SST. Quant à la TÜRK-İŞ, elle voit dans l'industrie minière, la métallurgie et le secteur de la construction des domaines prioritaires pour le développement d'une politique de la SST visant à prévenir les accidents professionnels et à garantir que les lieux de travail sont inspectés. A cet égard, la TÜRK-İŞ souligne aussi les conditions de travail malsaines et dangereuses dans les entreprises sous-traitantes et dénonce l'absence d'une inspection du travail effective rappelant que, suivant les statistiques officielles, le nombre de travailleurs employés par des entreprises sous-traitantes s'élèverait à un million. En

outre, la KESK considère que les statistiques officielles sous-estiment le phénomène et que ces travailleurs pourraient atteindre le nombre de deux millions. La commission se réfère au paragraphe 78 de son étude d'ensemble de 2009 sur la sécurité et la santé au travail, qui indique que «le réexamen de la politique nationale prévu à l'article 4 de la convention repose sur et doit être éclairé par le réexamen de la situation nationale prévu à l'article 7». Cette révision permet également d'évaluer la situation de la SST dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts, en consultation avec les partenaires sociaux, afin d'identifier les problèmes majeurs, de développer des méthodes effectives pour y remédier, de définir les priorités d'action et d'évaluer les résultats obtenus, conformément à l'article 7 de la convention, et de fournir des informations à cet égard, notamment dans le secteur minier.**

Article 9. Contrôle de l'application des lois et règlements par un système d'inspection approprié et suffisant et des sanctions appropriées. Dans ses observations, la DISK considère que le pays ne dispose pas d'un nombre suffisant d'inspecteurs du travail. Elle ajoute que les sanctions ne sont pas appliquées comme elles le devraient. Dans la même veine, la HAK-İŞ considère que des mesures devraient être prises pour renforcer l'inspection du travail et faire en sorte que les sanctions soient effectivement appliquées. La KESK souligne l'inefficacité de l'inspection du travail s'agissant de diverses formes de travail précaire s'inscrivant dans le contexte de la privatisation, du recul du taux de syndicalisation, du travail non déclaré et de la sous-traitance. **La commission renvoie le gouvernement aux commentaires qu'elle formule à propos de l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947.**

Article 11 c). Etablissement et application de procédures pour la déclaration des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle et production de statistiques annuelles sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Suivant les observations communiquées par la KESK et la DISK, la Turquie figurerait dans le groupe de tête pour ce qui est de l'incidence des accidents liés au travail. A cet égard, la KESK conteste la diminution du nombre des accidents professionnels mortels annoncée par le gouvernement et elle souligne le fait que neuf millions de travailleurs ne sont pas déclarés dans le pays et que, de ce fait, le nombre réel d'accidents mortels devrait être beaucoup plus élevé. La KESK met également en doute la véracité des statistiques nationales relatives à l'incidence des cas de maladie professionnelle, estimés à 0,05 pour mille, alors que la moyenne mondiale varie entre 4 et 12 pour mille. D'après la KESK, la définition des maladies professionnelles, leur enregistrement et leur notification posent un sérieux problème dans le pays. Elle souligne à cet égard les carences de la détection des maladies professionnelles dans le secteur privé, lesquelles sont dues à un manque de contrôle de la santé des travailleurs. La KESK affirme également que, dans le secteur public, les accidents et maladies du travail ne sont pas reconnus en tant que tels. Dans leurs observations, la KESK et la TÜRK-İŞ demandent que des mesures soient prises pour collecter les données sur les accidents et les maladies du travail et pour améliorer le système national d'identification et de détection des maladies professionnelles afin de pouvoir évaluer la situation dans le pays. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les questions soulevées par les syndicats, notamment sur les problèmes liés à la sous-déclaration des accidents du travail et à la sous-traitance, et de fournir des informations sur l'application pratique des procédures établies en matière de déclaration des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle, et de production de statistiques annuelles. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises afin d'améliorer ces procédures (notamment leur définition et l'enregistrement), en consultation avec les partenaires sociaux, dans le cadre de la politique nationale de SST.**

Développements récents et assistance technique. La commission note que la majorité des observations reçues portent sur des questions antérieures à l'adoption de la loi n° 6331 et qu'elles indiquent que cette loi n'a pas apporté de solution à cette question dans la pratique. La commission note également que plusieurs observations font état d'une augmentation du nombre des accidents liés au travail dans le secteur minier, ainsi que de l'accident de la mine de Soma qui a coûté la vie à 301 mineurs. Elle note que, à la suite de cet accident, le Bureau a apporté une assistance technique sur les questions liées à la SST. La commission prend également note du communiqué de presse du BIT du 17 octobre 2014 suivant lequel le gouvernement, les représentants des travailleurs et des employeurs, et d'autres parties prenantes intéressées sont tombés d'accord sur les principaux éléments constitutifs d'une feuille de route portant sur les moyens d'améliorer la SST dans les mines, lors d'une réunion tripartite nationale sur l'amélioration de la santé et de la sécurité au travail (SST) dans la mine, organisée par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale les 16 et 17 octobre 2014 en collaboration avec le BIT. La commission note que, alors que l'atelier portait principalement sur le secteur minier, les éléments de la feuille de route élaborée par la suite sont d'une application beaucoup plus large dans la mesure où ils portent sur les questions de SST en général, et pas seulement sur celles relatives au secteur minier. A cet égard, elle note que, parmi d'autres éléments, la question de la sous-traitance a été abordée et que, suivant le communiqué de presse, il était également convenu qu'un institut de recherche procéderait à une étude complémentaire sur la SST et sur le contexte et l'ampleur de la sous-traitance dans certains secteurs à haut risque de Turquie. La commission note également que, dans son rapport sur l'application de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935, le gouvernement informe le Bureau et la commission qu'un projet de loi acceptant la ratification de la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995, avait été soumis par le gouvernement à l'Assemblée nationale de Turquie le 23 septembre 2014 en vue de son approbation.

En outre, la commission prend note de l'annonce faite par le gouvernement le 12 novembre 2014 concernant la mise en place d'une série de mesures relatives à la sécurité professionnelle dans les secteurs de la mine et de la construction, celles-ci ayant pour but spécifique de réduire l'incidence des accidents professionnels mortels et de rehausser les normes de sécurité sur le lieu de travail. Enfin, la commission note que, le 21 novembre 2014, le Parlement turc a approuvé la ratification de la convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988.

La commission se félicite des efforts actuellement déployés par le gouvernement et les partenaires sociaux pour améliorer la sécurité et la santé au travail, et de l'intention qu'ils ont manifestée pendant la réunion tripartite nationale de remédier aux problèmes identifiés d'une manière globale et soutenue avec, le cas échéant, le soutien du Bureau.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur tout progrès réalisé concernant les questions et les développements notés ci-dessus par la commission et sur la mise en œuvre des éléments de la feuille de route relative à l'amélioration de la SST.

Autres questions. Dans ses précédents commentaires, la commission avait soulevé les questions suivantes qui se rapportent également à l'amélioration de la prévention des accidents et maladies du travail dans le pays.

Articles 13 et 19 f). Péril imminent et grave. La commission note que le gouvernement se réfère à l'article 13 de la loi n° 6331 qui dispose dans son premier paragraphe que les travailleurs exposés à un péril imminent et grave doivent remplir un formulaire de demande adressé au comité SST ou, en son absence, à l'employeur, afin de demander que le risque soit identifié et que des mesures d'urgence soient prises. L'article 13(3) de la loi n° 6331 dispose également que dans le cas d'un danger grave, imminent et inévitable, les travailleurs sont autorisés à se retirer de la situation de travail ou de la zone dangereuse sans suivre la procédure de notification précitée. La commission souligne que cette disposition ne donne pas pleinement effet aux *articles 13 et 19 f)* de la convention. Elle rappelle que les *articles 13 et 19 f)* n'envisagent pas la notification à un comité ou à l'employeur comme condition préalable au retrait. A cet égard, la commission renvoie aux paragraphes 145-152 de son étude d'ensemble de 2009 sur la sécurité et la santé au travail qui soulignent que les *articles 13 et 19 f)* ne semblent pas adéquatement transposés lorsqu'est «subordonné» le droit des travailleurs de se retirer, même si des conséquences injustifiées ne peuvent pas être invoquées, à une décision d'un responsable de la sécurité ou de toute autre personne occupant une fonction de supervision». Quant aux conditions préalables énoncées à l'article 13(3) de la loi n° 6331, la commission croit comprendre que la condition du danger «inévitable» signifie qu'un accident doit se produire. La commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que, pour bénéficier de la protection de l'*article 13* de la convention, il n'est pas nécessaire que l'accident soit inévitable, mais il suffit que le travailleur ait un motif raisonnable de penser que la situation de travail présente un péril imminent et grave pour sa vie ou sa santé, que l'accident se produise ou pas. ***En conséquence, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier sa législation afin de donner pleinement effet aux articles 13 et 19 f) de la convention et de communiquer des informations à cet égard.***

Article 17. Collaboration entre deux ou plusieurs entreprises qui se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail. Dans son rapport, le gouvernement se réfère aux dispositions garantissant la responsabilité conjointe de l'employeur principal et du sous-traitant s'agissant des obligations prévues par la loi sur le travail n° 4857. Il ajoute que l'article 22 de la loi n° 6331 prévoit maintenant la création d'un comité conjoint de sécurité et de santé afin d'assurer la collaboration et la coopération entre l'employeur principal et le sous-traitant lorsque la durée du contrat de sous-traitance dépasse six mois. La commission rappelle que la collaboration entre les employeurs prévue par la convention doit être effective dès le début des travaux et ne doit pas être fonction de leur durée. Elle note également que l'article 23 de la loi n° 6331 énonce l'obligation de coopérer pour les employeurs qui se livrent à des activités dans le même milieu de travail afin de prévenir, protéger et informer les travailleurs sur les risques professionnels. La commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur le paragraphe 11 de la recommandation (n° 164) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, qui prévoit que, dans les cas appropriés, l'autorité ou les autorités compétentes devraient prescrire les modalités générales de cette collaboration. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que, lorsque deux ou plusieurs employeurs se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail, la collaboration qui est prescrite ne soit pas soumise à l'un ou l'autre calendrier et de fournir des informations à cet égard, notamment sur l'application dans la pratique. Le gouvernement est également prié de fournir des informations sur toutes mesures prises ou toutes procédures adoptées par l'autorité afin d'assurer cette collaboration.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985 (ratification: 2005)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats des fonctionnaires (KESK) reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle prend note également des observations de la Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İŞ) ainsi

que des observations formulées par la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK), annexées au rapport du gouvernement et reçues le 3 novembre 2014.

La commission note également que, se référant aux observations de la KESK reçues le 1^{er} septembre 2014, le gouvernement indique, dans une communication reçue le 12 novembre 2014, qu'à ce stade il n'a pas de commentaire à formuler à ce sujet.

La commission prend en outre note des observations du Syndicat général des travailleurs municipaux (TÜM YEREL-SEN), reçues le 30 octobre 2014. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur ces observations.**

Articles 2 et 4 de la convention. Définition, mise en application et réexamen périodique de la politique nationale relative aux services de santé au travail. Mesures prises pour donner effet à la convention. Consultations des organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives. En réponse au précédent commentaire de la commission sur ce point, le gouvernement indique que le Conseil national de la sécurité et de la santé au travail, qui comprend des représentants du gouvernement et des organisations de travailleurs et d'employeurs, se réunit deux fois par an pour faire des recommandations sur les politiques et stratégies en matière de sécurité et santé au travail (SST), afin d'améliorer la situation de la SST dans le pays. Il ajoute que le document de politique actuellement en préparation tient compte des avis et suggestions du conseil. Suite à ses observations formulées en 2010, la KESK réitère ses allégations selon lesquelles il n'y a pas eu de véritable dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux lors de la préparation de la loi n° 6331 de 2012 sur la sécurité et la santé au travail (loi n° 6331 sur la SST) et elle indique que ses commentaires et ses objections n'ont jamais été pris en compte par le gouvernement. La commission souhaite souligner que la politique nationale dont il est question à l'article 2 de la convention concerne l'organisation, le fonctionnement et la mise en œuvre des services de santé au travail et que, à cet égard, cette politique doit définir des objectifs spécifiques à atteindre dans le cadre de la politique nationale de SST prévue par la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981. La commission se réfère également à son observation au titre de la convention n° 155, dans laquelle elle prend note des efforts déployés en permanence par le gouvernement pour améliorer la sécurité et la santé au travail en établissant une feuille de route et en adoptant des mesures spécifiques de sécurité au travail dans les secteurs des mines et de la construction. Compte tenu de ces développements, la commission souhaite souligner le rôle fondamental des services de santé au travail dans la réalisation des objectifs de la politique nationale de SST. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur: 1) la définition, la mise en application et le réexamen périodique de sa politique nationale relative aux services de santé au travail dans le cadre de la politique nationale sur la SST, conformément à l'article 2 de la convention; 2) les mesures prises pour donner effet aux dispositions de la convention, conformément à l'article 4; et 3) les consultations tenues avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives et leurs résultats. Le gouvernement est également prié de fournir toute documentation pertinente, y compris le document de politique dont il est question ci-dessus, en relation avec la politique nationale relative aux services de santé au travail, la consultation des partenaires sociaux et de fournir toute la législation pertinente.**

Article 3. Institution progressive des services de santé au travail pour tous les travailleurs, y compris ceux du secteur public. Suite à ses précédents commentaires, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la loi n° 6331 sur la SST s'applique à tous les établissements des secteurs public et privé. Elle note cependant que l'article 2(1) de la loi prévoit l'exclusion de certains travailleurs et de certaines activités spécifiques de son champ d'application. La commission prend note également des observations de la KESK selon lesquelles l'application des articles 6 et 7 de la loi n° 6331 sur la SST, qui prévoient la constitution de services de sécurité et de santé au travail dans toutes les entreprises, a été reportée à juillet 2016 en ce qui concerne les employés du secteur public. A cet égard, la commission note qu'il ne ressort pas clairement de l'article 38 de la loi si les articles 6 et 7 sont en vigueur dans toutes les entreprises ou s'ils font l'objet d'une application progressive. La commission souhaite rappeler que l'article 3, paragraphe 1, de la convention exige de tout Etat Membre qu'il institue progressivement des services de santé au travail pour tous les travailleurs, y compris ceux du secteur public et les coopérateurs des coopératives de production, dans toutes les branches d'activité économique et toutes les entreprises. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 de la convention stipulent que, si des services de santé au travail ne peuvent être institués immédiatement pour toutes les entreprises, l'Etat Membre doit, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, élaborer des plans en vue de leur institution et fournir des informations sur tout progrès accompli sur la voie de l'application de ces plans. A cet égard, la commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations suffisantes en ce qui concerne l'institution de services de santé au travail et les branches de l'activité économique et les catégories de travailleurs dans lesquelles ils sont mis en place. **La commission prie par conséquent le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les branches d'activité dans lesquelles des services de santé au travail ont été institués, en droit et dans la pratique, et sur le nombre et les catégories de travailleurs couverts, les différents plans en vue de l'institution de ces services dans tous les secteurs économiques, y compris le secteur public, et les consultations tenues avec les partenaires sociaux à ce sujet, conformément à l'article 3 de la convention.**

Articles 5 et 7. Fonctions des services de santé au travail. Organisation des services de santé au travail. Experts en sécurité au travail (OSE). S'agissant des fonctions exercées par les services de santé au travail, le

gouvernement se réfère, dans son rapport, à l'article 6 de la loi n° 6331 sur la SST, qui prévoit que les employeurs doivent désigner des travailleurs en qualité d'expert en sécurité au travail (OSE), des médecins du travail et d'autres membres du personnel de santé chargés de fournir des services de sécurité et santé au travail, y compris des activités liées à la protection des travailleurs et à la prévention des risques professionnels. Il ajoute que la «Directive sur les devoirs, les compétences, les responsabilités et la formation des médecins du travail et autres membres du personnel de santé» définit les tâches des médecins du travail, qui comprennent: des activités de conseil et la présentation de propositions à l'employeur sur les questions de SST; la participation aux travaux de recherche menés dans le domaine de la SST; la surveillance et l'inspection des conditions générales d'hygiène dans le milieu de travail; la participation à des évaluations des risques sur les lieux de travail; l'organisation de la surveillance de la santé des travailleurs; la fourniture d'une formation en SST; la coopération avec les unités concernées telles que les OSE et les commissions de SST; etc. Dans ses observations, la KESK souligne que, en application de la loi n° 6331 sur la SST, la responsabilité de la sécurité et de la santé sur les lieux de travail a été transférée du ministère du Travail et de la Sécurité sociale et des employeurs aux OSE et aux médecins du travail. Sur ce point, la KESK rappelle que les OSE ne sont investis d'aucun pouvoir par la loi n° 6331 sur la SST mais que, dans la pratique, ils restent tenus pour responsables des accidents du travail et des maladies professionnelles dont sont victimes les travailleurs et ils peuvent encourir des sanctions. A cet égard, la commission souhaite souligner que, aux termes de l'article 1 a) de la convention, l'expression «services de santé au travail» désigne des services investis de fonctions essentiellement préventives et chargés de conseiller l'employeur, les travailleurs et leurs représentants dans l'entreprise et que, par conséquent, c'est à l'employeur que revient la responsabilité de garantir un milieu de travail sûr et salubre. La commission souligne également que ces services doivent exercer les fonctions énumérées à l'article 5 a) à k) de la convention, qui seront adéquates et appropriées aux risques de l'entreprise pour la santé au travail. Par conséquent, les fonctions de ces services peuvent varier en fonction des risques professionnels dans l'entreprise. A cet égard, la commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur les lignes directrices édictées aux paragraphes 3 à 35 de la recommandation (n° 171) sur les services de santé au travail, 1985. Elle note que l'on ne peut pas clairement déduire des informations fournies dans le rapport du gouvernement de quelle façon les fonctions exercées par les OSE, telles qu'énumérées dans la loi n° 6331 sur la SST et dans sa directive, sont adaptées dans la pratique à toutes les entreprises, en tenant compte de la taille de l'entreprise et de ses risques professionnels.

S'agissant de l'organisation des services de santé au travail, la commission prend note de l'observation de la TISK relative à l'application de la convention n° 155, selon laquelle l'obligation, au titre de l'article 6 de la loi n° 6331 sur la SST, de recruter des médecins du travail et des OSE dans toutes les entreprises classées comme dangereuses ou très dangereuses, quel que soit le nombre de travailleurs employés, fait peser une lourde charge sur les employeurs des petites et moyennes entreprises (PME). A ce sujet, la commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur l'article 7 de la convention qui stipule que les services de santé au travail peuvent être organisés soit en tant que services desservant une seule entreprise, soit en tant que services desservant plusieurs entreprises selon le cas et que, conformément aux conditions et à la pratique nationales, les services de santé au travail peuvent être organisés par: les entreprises ou groupes d'entreprises intéressés; les pouvoirs publics; les institutions de sécurité sociale; tout autre organisme habilité par l'autorité compétente; ou toute combinaison des formules précédentes. La commission note qu'il ne ressort pas clairement de l'article 38 de la loi si les articles 6, 7 et 8, relatifs à l'organisation des services de santé au travail sont en vigueur dans toutes les entreprises ou font l'objet d'une application progressive. La commission note également que les principaux éléments de la feuille de route sur la façon d'améliorer la SST dans les mines, dont sont convenus le gouvernement et les partenaires sociaux le 17 octobre 2014, incluent des éclaircissements quant au rôle des OSE. ***Compte tenu des développements récemment intervenus dans le pays pour améliorer la sécurité et la santé au travail et de la coopération technique permanente offerte par le BIT, à laquelle elle s'est référée dans son observation sur l'application de la convention n° 155, la commission prie le gouvernement d'examiner l'organisation des services de santé au travail, y compris les points soulevés par les partenaires sociaux, en prenant dûment en considération les fonctions énumérées à l'article 5 de la convention, et de fournir des informations détaillées à ce sujet, y compris sur l'application de la convention dans la pratique.***

De plus, la commission prend note de l'annonce, par le gouvernement, le 12 novembre 2014, relative à l'instauration d'une série de mesures de sécurité au travail dans les secteurs des mines et de la construction, dont le but spécifique est de réduire la fréquence des accidents du travail mortels et de renforcer les normes de sécurité sur les lieux de travail. ***Le gouvernement est prié de fournir des informations sur toutes mesures prises en relation avec l'application de la convention.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Uruguay

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1988)

La commission prend note des observations conjointes formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE), la Chambre des industries de l'Uruguay (CIU) et la Chambre nationale du commerce et des services de l'Uruguay (CNCS), reçues le 1^{er} septembre 2014. Elle prend note également de la réponse du gouvernement reçue le 31 octobre 2014.

Articles 4, 8 et 11 e) de la convention. Législation relative à la politique nationale de santé et de sécurité au travail (SST), en consultation avec les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés. La commission note que l'OIE, la CIU et la CNCS mentionnent l'approbation de la loi n° 19196 de mars 2014 qui établit la responsabilité pénale de l'employeur lorsque celui-ci ne respecte pas les normes de SST, et le décret n° 120/2014 de mise en application de la loi n° 19172 du 7 janvier 2014, qui contrôle et régit l'importation, la production, l'acquisition, le stockage, la commercialisation et la distribution de la marijuana et de ses produits dérivés. Les organisations d'employeurs font remarquer que ni la loi n° 19196 ni le décret n° 120/2014 n'ont fait l'objet de consultations au Conseil national de la sécurité au travail (CONASSAT) ni dans d'autres instances tripartites. Elles déclarent que, bien que les employeurs aient remis leur avis à propos de la loi n° 19196 dans le cadre du processus parlementaire, cette loi a été déposée en étant dépourvue de toutes statistiques sur les risques d'accidents professionnels et sans rentrer dans le cadre d'une politique nationale cohérente en matière de SST. S'agissant du décret n° 120/2014 relatif au cannabis, l'OIE, la CIU et la CNCS indiquent que ce décret a été approuvé en l'absence de toute consultation, malgré le fait qu'il présente des aspects liés au travail, et elles déclarent que, dans son application pratique, ce texte entrave largement l'autorité de l'employeur qui se trouve confronté au cas d'un travailleur sous l'influence du cannabis.

Dans ses commentaires sur les observations qui précèdent, le gouvernement indique que le tripartisme fait partie intégrante des politiques et pratiques en matière de SST, plus de 18 commissions tripartites sectorielles (par branche d'activité) étant en fonctionnement, conformément à la convention. Il déclare que le récent décret relatif à la sécurité dans le secteur de la construction a fait l'objet de négociations tripartites approfondies et que, finalement, le pouvoir exécutif a pris en compte tous les accords qui ont été obtenus, à l'exception de deux éléments mineurs. S'agissant des observations sur l'approbation de la loi n° 19196 qui établit la responsabilité pénale de l'employeur, le gouvernement déclare que, ce texte étant une initiative parlementaire, les employeurs et leurs organisations ont eu plusieurs fois la possibilité de comparaître devant les commissions des questions de travail et de sécurité sociale du Sénat de la République et devant la Commission de la législation du travail de la Chambre des représentants. De même, ils ont été entendus dans les enceintes correspondantes du ministère du Travail et de la Sécurité sociale. A l'heure actuelle, et après plusieurs mois d'application de la loi, on ne relève aucune procédure menée à l'encontre d'un employeur, ce qui indique clairement que le texte de loi est pondéré et que les juges l'appliquent avec rigueur, sans affecter les principes de liberté et de sécurité des personnes. S'agissant du décret n° 120/2014 relatif au cannabis, le gouvernement indique qu'il y a lieu de tenir compte de l'importance énorme de l'Uruguay et du rôle que joue le pays dans la problématique de la toxicomanie, ce qui le place aux avant-postes d'un combat mené contre le trafic de drogue d'une autre manière que celle qui a échoué jusqu'à présent. Le gouvernement déclare que le texte communiqué par les organisations d'employeurs n'identifie pas clairement l'objet de leurs critiques: ils l'accusent de limiter le pouvoir disciplinaire de l'employeur, de fait que, très vraisemblablement, les employeurs se réfèrent à un article qui permet à l'employeur d'écarter le travailleur du lieu de travail lorsqu'il est soumis à l'influence du cannabis, sans pour autant prévoir la possibilité de sanctionner le travailleur. Le gouvernement affirme que cela s'explique par le fait que l'on considère que le travailleur qui est sous l'influence de la drogue ne jouit pas de son libre arbitre, ce qui justifierait qu'il fasse l'objet d'une sanction, et que l'objectif de la loi est de protéger sa santé et celle de ses collègues de travail.

S'agissant de la loi n° 19196, la commission note que tant le gouvernement que les organisations d'employeurs conviennent que des consultations ont bien eu lieu devant le Parlement. La commission note également que le décret n° 120/2014 dont il est question se compose de 104 articles et qu'un seul de ceux-ci, l'article 42, porte sur des questions de travail. Cet article interdit la consommation de cannabis pendant toute la durée de temps où le travailleur est à la disposition de l'employeur; il interdit de même de travailler après avoir consommé du cannabis et prévoit la possibilité pour l'employeur d'organiser des contrôles sur le lieu de travail après en avoir avisé la Commission paritaire sur la santé et la sécurité et, si le contrôle détecte la présence de tétrahydrocannabinol (THC) dans l'organisme du travailleur, celui-ci devra arrêter ses activités si l'employeur décide de l'éloigner du lieu de travail. Se référant aux *articles 4, 7 et 8* de la convention, la commission fait remarquer que, bien que la convention ne dispose pas que les consultations qui sont prévues doivent s'effectuer dans le cadre d'un organisme tripartite, le fait de procéder à ces consultations dans le cadre de tels organismes, lorsque ceux-ci existent, comme c'est le cas du CONASSAT, est de nature à faciliter le dialogue social et pourrait contribuer à une meilleure cohérence de la politique nationale de SST. La commission considère en conséquence que les problèmes qui pourraient surgir, en matière de politique nationale de SST, de l'application dans la pratique de la loi n° 19196 et du règlement n° 120/2014, devraient faire l'objet d'un examen en consultation avec les organisations les

plus représentatives d'employeurs et de travailleurs concernées et, dans la mesure du possible, dans le cadre du CONASSAT. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les consultations qui auraient eu lieu à cet égard, ainsi que sur leurs résultats.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985 (ratification: 1988)

Législation. Articles 2 et 4 de la convention. Définir, mettre en application et réexaminer périodiquement une politique nationale cohérente relative aux services de santé au travail, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives. La commission prend note avec **satisfaction** de l'adoption des décrets n° 127/014 et 128/014, du 13 mai 2014, qui réglementent l'application de la convention, le premier dans tous les secteurs d'activité et le second dans l'industrie chimique, et qui donnent effet à la plupart des dispositions de la convention. Ces décrets ont été adoptés dans le cadre du dialogue social tripartite. Le décret n° 127/014 a été examiné par le Conseil national de la santé et de la sécurité au travail (CONASSAT) en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs qui en font partie. Le décret n° 128/014 a également été examiné par le CONASSAT, et le Syndicat des travailleurs de l'industrie chimique (STIQ), l'Assemblée intersyndicale des travailleurs-convention nationale des travailleurs (PIT-CNT), l'Association des industries chimiques de l'Uruguay (ASIQUUR) et la Chambre des industries de l'Uruguay ont été consultés à ce sujet. L'article 5 des deux décrets établit la manière dont seront mis en place les services dans les petites, moyennes et grandes entreprises, et le second paragraphe de l'article 16 du décret n° 127/014 dispose que, dans un délai de cinq ans à partir de son entrée en vigueur, tous les secteurs d'activité devront disposer de services de prévention et de santé au travail. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'évolution de la mise en place de services de santé pour tous les travailleurs.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988 (ratification: 2005)

Articles 3 et 4 de la convention. Législation assurant l'application des dispositions de la convention. Consultation des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs. La commission prend note avec **satisfaction** de l'adoption du décret n° 125/014, du 7 mai 2014, qui porte approbation du règlement sur la sécurité et l'hygiène dans le secteur de la construction et qui donne effet à la présente convention. En outre, dans les considérants, le décret indique que, sur proposition de l'Inspection générale du travail et de la sécurité sociale, un échange technique très riche quant au contenu a eu lieu au sein de la Commission tripartite dans le domaine de la sécurité et la santé au travail (SST) du secteur de la construction entre les représentants des organisations représentatives des employeurs et des représentants des travailleurs, sous la conduite de l'inspection du travail et sur la base d'un premier projet concret soumis par cette dernière. Il prévoit, en son article 13, que pour les cas qui ne sont pas visés dans le décret en ce qui concerne la sécurité des travaux de construction, la présente convention ainsi que le Recueil de directives pratiques du BIT concernant la sécurité et santé dans la construction feront office de documents de consultation. L'article 424 dudit décret prévoit que la commission tripartite a pour fonction d'interpréter le décret en matière de sécurité et d'hygiène dans le secteur de la construction, de proposer des modifications éventuelles, d'organiser les consultations qu'il convient et de demander l'évaluation d'autres entités publiques et/ou privées. Il comporte en outre des dispositions sur l'institution de services de santé au travail dans les secteurs de la construction, et des annexes techniques. **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les activités menées par la commission tripartite dans le domaine de la sécurité et la santé au travail (SST) du secteur de la construction, en vertu de l'article 424 susmentionné.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1984)

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et des observations de l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE), reçues respectivement les 1^{er} et 24 septembre 2014. La commission prend également note de la réponse du gouvernement à des observations précédentes de l'UNETE et aux observations de la CTV de 2014. **Elle demande au gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet des observations les plus récentes de l'UNETE.**

En outre, la commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS), reçues le 4 novembre 2014. **La commission demande au gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.**

Articles 4 et 8 de la convention. Formulation, mise en application et examen périodique d'une politique nationale cohérente en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail; et mesures pour donner effet à cette politique nationale en consultation avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés. Dans ses commentaires précédents, la commission s'était référée à une observation de la CTV qui indiquait que l'Institut national de la prévention, de la santé et de la sécurité au travail (INPSASEL) opérait sans consulter les organisations syndicales. La commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur le contenu de sa politique nationale, sur les consultations menées avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés en vue de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation de sa politique nationale et des mesures mentionnées à l'article 8 de la convention, ainsi que sur les résultats de ces consultations. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle: en 2014, des tables rondes se sont tenues sur les questions de la paix et de la vérité économique au cours desquelles les conditions en matière de sécurité et de santé au travail (SST) ont été discutées amplement. Le gouvernement ajoute que des représentants des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs y ont participé. Les tables rondes concernaient les secteurs suivants: i) le secteur bovin et porcin; ii) les secteurs des produits chimiques, des appareils ménagers et des télécommunications; iii) le secteur du textile; et iv) le secteur mécano-textile. Le gouvernement ajoute qu'il y a eu des consultations publiques des employeurs et des travailleurs en vue de l'approbation de lois et de normes techniques. A ce sujet, la commission note que le gouvernement ne fournit pas d'informations concrètes sur les questions de SST qui ont été traitées et sur l'issue de cet examen, ni sur les lois et normes techniques examinées ni sur la manière dont les consultations réalisées donnent effet à ces articles de la convention. Le gouvernement n'indique pas non plus quelles organisations ont participé à ces consultations, qu'il qualifie de consultations «publiques». A ce sujet, la commission attire à nouveau l'attention du gouvernement sur le fait que les articles 4 et 8 de la convention portent sur la consultation au sujet de la politique nationale et des mesures pour lui donner effet avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés. La commission souligne que la politique nationale prévue dans cet article de la convention désigne un processus dynamique et cyclique et exige un réexamen périodique pour s'assurer que la politique nationale de SST et les mesures pour y donner effet sont constamment actualisées. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations: 1) sur le contenu de sa politique nationale de SST; 2) sur les consultations menées avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés en vue de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation de sa politique nationale à laquelle se réfère l'article 4, et de l'adoption des mesures mentionnées à l'article 8; 3) sur les résultats de ces consultations et sur leur impact sur la politique nationale de SST, et sur les mesures prévues à l'article 8; et 4) sur la fréquence de ces consultations. La commission demande aussi au gouvernement d'indiquer quelles sont les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés qui ont participé à ces consultations. Prière de joindre des documents pour illustrer les consultations effectuées en ce qui concerne ces articles de la convention.**

Article 5 e). Sphères d'action dont devra tenir compte la politique nationale: protection des travailleurs et de leurs représentants contre toutes mesures disciplinaires consécutives à des actions effectuées par eux à bon droit conformément à la politique visée à l'article 4 de la convention. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note d'une communication de l'Alliance syndicale indépendante (ASI) qui faisait état du licenciement de délégués de prévention et du fait que, en vertu de l'article 44 de la loi organique sur la prévention, les conditions et l'environnement de travail (LOPCYMAT), le délégué ou la déléguée de prévention ne peut pas être licencié(e), transféré(e) ou voir ses conditions de travail détériorées, à partir de son élection et jusqu'à trois mois après la fin du mandat pour lequel il ou elle a été élu(e), sans juste cause préalablement certifiée par l'inspecteur du travail, en accord avec la loi organique sur le travail. La commission avait demandé des informations sur les cas allégués de licenciement de délégués de prévention et sur ce que la législation considère comme une «juste cause» dans le cadre de l'article 44 susmentionné. La commission note que le gouvernement indique que l'article 79 de la loi organique sur le travail, les travailleurs et les travailleuses (LOTTT) dresse une liste des faits considérés comme une «cause justifiée de licenciement». Le gouvernement indique en outre que, dans les cas où un employeur souhaite licencier pour une cause justifiée un travailleur bénéficiant de l'immunité syndicale ou de l'inamovibilité au travail, le transférer ou modifier ses conditions de travail, il doit demander à l'inspecteur du travail l'autorisation correspondante dans le cadre de la procédure de qualification du licenciement prévue à l'article 422 de la LOTTT.

La commission note que la CTV indique que, en décembre 2013, l'inspection du travail de l'Etat de Falcón a autorisé le licenciement dans l'entreprise PDVSA de M. Iván Freites, secrétaire général du Syndicat unique des travailleurs des secteurs du pétrole, de la pétrochimie, du gaz et d'autres secteurs connexes de l'Etat de Falcón (SUTPGEF) et secrétaire du personnel technique et d'encadrement de la Fédération unitaire des travailleurs du secteur pétrolier, du gaz et des produits analogues et dérivés du Venezuela (FUTPV). Selon la CTV, ce licenciement est directement lié à la plainte que ce dirigeant a déposée au sujet de l'accident survenu en 2012 dans la raffinerie de Amuay qui, selon lui, était dû à l'absence d'entretien pendant des années et à l'inobservation des normes minimales de sécurité industrielle. Par ailleurs, le gouvernement indique que l'accident a été entraîné par un sabotage et que le licenciement de M. Freites n'est pas dû à des problèmes de sécurité et de santé mais que l'entreprise PDVSA a demandé qu'il soit procédé

à une qualification de fautes. Le gouvernement ajoute que, pour procéder au licenciement en question, les règles du droit ont été respectées et que le résultat de la procédure a été que les fautes commises par M. Freitas ont été qualifiées de graves. Le gouvernement indique que l'on ne sait pas si M. Freitas a intenté une action en justice à ce sujet.

La commission rappelle, comme elle l'a indiqué au paragraphe 26 de son étude d'ensemble de 2009 sur la sécurité et la santé au travail, que «le principe selon lequel les travailleurs et leurs représentants doivent être protégés contre toutes mesures disciplinaires en vertu de l'article 5 e) constitue l'une des grandes sphères d'action de la politique nationale, ce qui témoigne de l'extrême importance octroyée à ce principe». De plus, au paragraphe 73 de son étude d'ensemble, la commission a souligné ce qui suit: «Premièrement, l'article 5 e) ne cherche pas à garantir en lui-même aux travailleurs et à leurs représentants une protection contre des mesures disciplinaires. Cet article prévoit seulement qu'une politique nationale doit offrir une telle protection. En d'autres termes, il revient à l'Etat Membre de déterminer, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, la portée et les conditions de cette protection. Deuxièmement, cette protection concerne seulement les actions réalisées par le travailleur à bon droit, conformément à cette politique nationale.» ***En raison de la réitération de ce type d'allégations par certaines organisations de travailleurs et compte tenu que la protection des travailleurs et de leurs représentants établie par cet article de la convention est une question qui doit être examinée dans le cadre de la politique nationale, la commission espère que le gouvernement examinera, dans le cadre de sa politique nationale, cette question ainsi que les différends sur son application dans la pratique, en consultation avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés. La commission demande au gouvernement de fournir des informations à ce sujet.***

Article 7. Examens d'ensemble ou examens portant sur des secteurs particuliers réalisés à des intervalles appropriés. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur les examens réalisés ou en cours sur des secteurs particuliers visés par l'article 7 de la convention, et sur le fonctionnement et les activités des commissions sectorielles dont il avait pris note précédemment. La commission prend note de l'information suivante du gouvernement: l'INPSASEL a travaillé sur les thèmes de la vérification des conditions et du milieu de travail en fonction des chiffres de la morbidité et des accidents signalés; et de la formation et des approches multidisciplinaires de prévention pour identifier les processus dangereux et définir un programme de travail. Le gouvernement indique aussi que, depuis 2008, l'INPSASEL applique sa politique de manière globale. La commission observe que les informations fournies sont d'ordre général et qu'elles ne lui permettent pas de savoir si les examens effectués donnent effet à cet article de la convention. La commission rappelle que, au paragraphe 78 de son étude d'ensemble de 2009, elle a souligné que «le réexamen de la politique nationale prévue à l'article 4 de la convention repose sur et doit être éclairé par le réexamen de la situation nationale prévue à l'article 7. Alors que ces procédures sont liées, la dernière est principalement une détermination factuelle de la situation, en comparaison du réexamen de la politique visée à l'article 4 de la convention.» ***Par conséquent, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réaliser les examens prévus à l'article 7 de la convention afin d'identifier les principaux problèmes, d'élaborer des moyens efficaces pour les résoudre, de définir l'ordre de priorité des mesures à prendre et d'évaluer les résultats, et de fournir des informations détaillées et spécifiques sur cette question, y compris des documents à ce sujet.***

Article 11 c). Mise en place et application de procédures pour déclarer les accidents du travail et les maladies professionnelles. Dans ses commentaires précédents, la commission, se référant à une communication de l'ASI, avait noté qu'elle indiquait une augmentation du nombre des accidents du travail, et le fait qu'on estimait à 90 pour cent le pourcentage des accidents du travail non déclarés. La commission avait pris note aussi d'un commentaire de l'UNETE qui affirmait que l'INPSASEL était légalement habilité à émettre des certificats de maladie professionnelle, mais que l'absence de normes réglementaires fixant un délai pour leur présentation faisait que l'INPSASEL tardait indéfiniment à les délivrer, laissant le travailleur sans défense puisque le certificat est indispensable pour demander une indemnisation. La commission prend note de l'indication suivante du gouvernement: en ce qui concerne l'augmentation du nombre des accidents du travail, on constate depuis 2006 un accroissement du nombre de déclarations des accidents du travail, ce qui montre le bon fonctionnement des systèmes de déclaration sur l'Internet et une prise de conscience collective plus importante grâce à l'action menée par les institutions, les employeurs et les travailleurs. ***La commission demande au gouvernement de fournir des informations législatives et pratiques sur la procédure prévue pour la déclaration d'accidents du travail et de maladies professionnelles, en indiquant les délais, et sur la procédure et les délais prévus pour délivrer des certificats de maladie professionnelle.***

Article 11 d). Réalisation d'enquêtes lorsqu'un accident du travail paraît refléter des situations graves. En 2013, la commission avait noté que l'UNETE faisait état d'un accident survenu en 2012, à savoir une explosion importante dans la raffinerie de Amuay (Etat de Falcón) qui appartient à l'entreprise PDVSA et qui, selon l'UNETE, avait fait 40 morts et plus de 100 blessés, laissant des centaines de familles sans abri, sans compter les dommages considérables causés à l'environnement. L'UNETE avait déclaré en 2013 que, un an après l'accident, on ne connaissait toujours pas ses causes et que l'on n'avait pas pris les mesures correctives nécessaires pour éviter qu'un accident de ce type ne se reproduise. La commission note que le gouvernement indique que cet accident était dû à un sabotage. ***La commission demande au gouvernement d'indiquer si des enquêtes ont été menées sur cet accident et de fournir des informations à ce sujet.***

Article 11 e). Publication annuelle d'informations sur les accidents du travail, les cas de maladie professionnelle et autres. Dans ses commentaires précédents, la commission s'était référée à des communications de l'ASI et de la CTV qui indiquaient une augmentation du nombre d'accidents du travail, et que l'on estimait à 90 pour cent la proportion des accidents du travail qui ne sont pas déclarés. De plus, la CTV avait indiqué que l'on enregistre dans le pays un accroissement du nombre des accidents du travail depuis dix ans en raison de la détérioration du milieu de travail. La CTV indiquait aussi qu'il n'y a pas de statistiques fiables. Le gouvernement avait indiqué que l'INPSASEL fournissait, sur sa page Internet, des informations sur les accidents du travail survenus en 2005-2007 et sur les maladies professionnelles en 2002-2006. En ce qui concerne l'actualisation des informations sur les accidents du travail, la commission note que, selon le gouvernement, un nouveau système automatisé d'indicateurs sur la SST est en cours d'élaboration. **La commission demande au gouvernement d'indiquer s'il publie chaque année des informations sur les accidents du travail, sur les cas de maladies professionnelles et sur les autres questions auxquelles se réfère cet article de la convention. Prière de fournir copie des dernières statistiques à ce sujet.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Zambie

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 (ratification: 1999)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2014, dans lesquelles elle indique que des compagnies minières à capitaux chinois violent constamment la réglementation sur la santé et la sécurité conçue pour protéger les travailleurs. Plus précisément, les travailleurs sont souvent confrontés à de mauvaises conditions de travail et ne disposent pas d'un équipement de protection adéquat, ce qui entraîne souvent l'apparition de maladies professionnelles graves et des accidents sérieux dans les mines. Elle allègue également de violations des droits des travailleurs énumérés à l'article 13 de la convention, notamment du droit de signaler les accidents, les incidents dangereux et les dangers à l'employeur et à l'autorité compétente et du droit de s'écarter d'une situation présentant un danger sérieux pour leur sécurité ou leur santé; à cela s'ajoute le fait que les travailleurs qui refusent de travailler dans un lieu de travail dangereux sont menacés de licenciement ou de transfert de leur emploi s'ils exercent ces droits. La CSI indique également que les efforts déployés par le gouvernement afin d'améliorer les normes de sécurité dans les mines sont extrêmement limités et insuffisants, l'administration des mines et de la sécurité n'effectuant pratiquement aucune inspection, et que les statistiques officielles sur les accidents miniers ne sont pas représentatives de la situation du fait que les entreprises ne signalent délibérément qu'une partie des accidents et autres situations dangereuses afin d'éviter des amendes. **La commission prie le gouvernement de faire connaître ses commentaires sur les points soulevés par la CSI.**

La commission note par ailleurs que le rapport du gouvernement ne contient pas de réponses à ses précédents commentaires. Elle est donc conduite à renouveler sa demande directe précédente.

Article 3 de la convention. Elaboration d'une politique nationale et d'un nouveau règlement sur les mines. Assistance technique fournie et suite donnée. La commission note que le gouvernement élabore actuellement une politique relative à la sécurité et la santé au travail (SST) qui comprendra des dispositions assurant le respect des prescriptions de la convention. La commission a été informée que le BIT avait animé un atelier sur le sujet en Zambie en 2013. **La commission exprime l'espoir que ces avancées permettront au gouvernement d'améliorer encore l'application de la convention et prie le gouvernement de tenir le Bureau informé des progrès accomplis dans les efforts qu'il déploie actuellement et de communiquer copie de la politique nationale une fois celle-ci adoptée.**

Article 2, paragraphe 2. Champ d'application. Article 5, paragraphe 2 d). Etablissement et publication de statistiques sur les accidents, les maladies professionnelles et les incidents dangereux. Article 5, paragraphe 2 f). Droits des travailleurs et de leurs représentants d'être consultés. Article 5, paragraphe 5. Plans des travaux. Article 6. Mesures de prévention et de protection. Article 7 a), b) et g). Responsabilités de l'employeur. Article 8. Plans d'action d'urgence. Articles 9 a) et 10 a). Information et formation. Article 12. Responsabilités de l'employeur responsable de la mine lorsque deux ou plusieurs employeurs se livrent à des activités dans la même mine. Article 13, paragraphes 1 à 4. Droits des travailleurs et de leurs délégués à la sécurité et à la santé. Article 15. Coopération entre les employeurs et les travailleurs. La commission prend note de l'information selon laquelle, grâce à l'assistance fournie par le BIT en 2011 en matière de gestion des risques et de formation des inspecteurs des mines au sujet du respect des prescriptions de la convention en ce qui concerne les méthodes d'évaluation des risques, les inspecteurs d'Etat formés dans ces domaines sont maintenant mieux à même d'estimer les risques avant la mise en œuvre de travaux importants dans le secteur minier et de comprendre les rapports d'évaluation des risques soumis par les employeurs de ce secteur. Dans le même contexte, plusieurs travailleurs et représentants syndicaux ont bénéficié d'une formation afin de mieux comprendre les accidents et de les éviter ou d'en atténuer les effets. La commission prend note également des efforts déployés actuellement pour réviser le règlement sur les mines dans le cadre de consultations tripartites et de l'assistance technique fournie à cet égard par le BIT en 2013. Elle prend note également de l'affirmation du gouvernement selon laquelle il sera donné pleinement effet aux dispositions susmentionnées de la convention dans le règlement révisé en cours de préparation. **La commission exprime le ferme espoir que les efforts déployés pour mettre au point et adopter un règlement révisé sur les mines aboutiront bientôt et que ce règlement révisé donnera pleinement effet aux dispositions en question de la**

convention. La commission prie le gouvernement de tenir le Bureau informé des progrès accomplis dans les efforts déployés actuellement et de faire rapport au sujet de toute mesure prise ou envisagée, en droit comme en pratique, pour donner pleinement effet aux articles susmentionnés de la convention. Elle demande également au gouvernement de communiquer copie de la nouvelle législation une fois que celle-ci aura été adoptée.

Application de la convention dans la pratique. La commission prend note des informations statistiques fournies concernant les infractions décelées et les amendes imposées au cours de la période 2008-2012, qui dénotent un recul de ces infractions, de 529 en 2008 à 437 en 2012, tandis que le montant des amendes perçues évolue de façon plus irrégulière, variant entre 54 245 000 kwacha (ZMK) en 2011 et 162 390 000 ZMK en 2010. Parmi les mesures mises en œuvre pour prévenir les infractions, on trouve les inspections régulières, les audits environnementaux annuels, la fourniture de conseils et d'orientations techniques en matière de SST, les bilans médicaux périodiques, les contrôles environnementaux obligatoires, les exercices de préparation aux situations d'urgence, le contrôle du respect de la législation en vigueur en ce qui concerne les systèmes de gestion des déchets produits par tous les travaux miniers. La commission prend note de l'information selon laquelle le nombre de travailleurs de l'industrie minière est fluctuant, et a culminé à 65 311 personnes en 2008 et 72 702 personnes en 2012. **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations au sujet de l'application de la convention dans la pratique, notamment: des statistiques sur les infractions mentionnées; des informations sur toutes les mesures prises en pratique pour lutter contre de telles infractions et des informations sur le nombre de travailleurs couverts par les mesures donnant effet à la convention. Elle demande aussi au gouvernement de fournir des extraits pertinents de rapports d'inspection.**

Zimbabwe

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (ratification: 2003)

Développements dans la législation. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il envisage d'adopter un texte de loi sur la sécurité et la santé au travail (SST) et un règlement sur l'amiante qui permettront d'assurer une meilleure surveillance de l'exposition au chrysotile (amiante) dans le contexte professionnel. **A cet égard, la commission encourage le gouvernement à envisager d'élargir le champ d'application de la nouvelle législation à toutes les formes d'amiante, comme prescrit à l'article 2 e) de la convention. En outre, comme suite à ses précédents commentaires, elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées dans le contexte de la réforme de la législation pour donner pleinement effet aux articles suivants: article 14 (étiquetage de l'amiante et des produits contenant de l'amiante); article 15, paragraphe 4, (fourniture par l'employeur d'un équipement de protection respiratoire adéquat); article 17 (démolition des installations ou des ouvrages contenant de l'amiante); et article 20, paragraphe 4, (droit des travailleurs et de leurs représentants de faire appel à l'autorité compétente au sujet des résultats de la surveillance du milieu de travail).**

Article 6, paragraphes 2 et 3, de la convention. Coopération entre employeurs et préparation des procédures à suivre dans des situations d'urgence. La commission prend note que l'Autorité nationale de la sécurité sociale (NSSA) entreprend des activités visant à promouvoir la création de programmes de préparation aux situations d'urgence et effectue des évaluations en entreprise sur ce sujet dans tous les grands secteurs de l'économie. Elle note par ailleurs que les entreprises dotées de systèmes de SST opérationnels, notamment un programme de préparation aux situations d'urgence, reçoivent une prime au cours de la conférence tripartite annuelle sur la SST. Tout en prenant note des efforts déployés par le gouvernement pour promouvoir la préparation de procédures à suivre dans des situations d'urgence, la commission tient à rappeler que, aux termes de l'article 6, paragraphe 3, de la convention, la mise en place de telles procédures est une obligation incombant à tous les employeurs se livrant à des activités comportant un risque d'exposition à l'amiante. **La commission demande par conséquent au gouvernement d'indiquer les mesures, autres que promotionnelles, donnant pleinement effet à cet article. La commission le prie à nouveau d'indiquer comment il veille à ce que les employeurs se livrant simultanément à des activités sur un même lieu de travail collaborent en vue d'appliquer les mesures de sécurité et de santé prescrites, conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la convention.**

Article 15. Limites d'exposition. Rappelant que les limites d'exposition au chrysotile sont actuellement fixées à 0,5 f/ml, la commission fait observer que le gouvernement était censé réviser cette norme en 2014 en vue de la ramener à 0,1 f/ml. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute avancée en la matière, compte étant dûment tenu des progrès technologiques et de l'évolution des connaissances technologiques et scientifiques, y compris les dernières recommandations formulées par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).**

Article 19. Responsabilité de l'employeur en matière d'élimination des déchets contenant de l'amiante. Comme suite à ses précédents commentaires, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les employeurs ont l'obligation de gérer les déchets conformément à la loi sur la gestion environnementale (chap. 20:27) et à ses textes réglementaires subsidiaires, en particulier le règlement n° 10 de 2007 qui régit la gestion des déchets dangereux et le règlement n° 6 de 2007 sur la gestion environnementale (élimination des effluents et des déchets solides). **La commission prie le gouvernement de fournir copie de ces textes de loi.** La commission rappelle que l'article 19 souligne le fait que la manière dont les déchets contenant de l'amiante sont éliminés ne doit représenter aucun risque pour la santé des travailleurs intéressés. **La commission demande au gouvernement d'indiquer les mesures prises pour veiller à ce**

que les employeurs remplissent leurs obligations afin de garantir que les travailleurs impliqués dans l'élimination des déchets ne soient pas exposés à des risques pour leur santé.

Article 21. Examens médicaux. La commission note que, en vertu du règlement n° 68 de 1990 et du règlement relatif aux usines et ateliers (règles d'ordre général), avis n° 263 de 1976, les travailleurs doivent être soumis à un examen médical avant d'être engagés chaque fois qu'il existe un risque potentiel d'exposition à des substances nocives. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle les entreprises manipulant du chrysotile organisent une surveillance médicale avant, pendant et après l'engagement des travailleurs et autorisent les travailleurs à faire des examens médicaux à la demande, pendant les heures de travail, et ce gratuitement. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les dispositions que les entreprises manipulant du chrysotile doivent respecter lors de la conduite de ces examens médicaux.**

Application de la convention dans la pratique. Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle des données ventilées par secteur sont recueillies et publiées dans un rapport statistique, la commission lui demande de fournir une copie du dernier rapport, y compris des informations sur le nombre de travailleurs couverts par la législation, le nombre de maladies professionnelles signalées comme étant causées par l'amiante et le nombre et la nature des infractions relevées. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur la façon dont la convention est appliquée dans la pratique, y compris les éventuelles difficultés que soulève sa mise en œuvre.

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990 (ratification: 1998)

Article 6, paragraphe 1, de la convention. Systèmes de classification. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, outre les articles 72, 74(b) et (c), et 75 de la loi sur la gestion de l'environnement (chap. 20:27) auxquels il a fait référence dans son précédent rapport et qui prévoient la classification et l'étiquetage des produits chimiques, l'article 3 du règlement SI 12 de 2007 (ci-après «SI 12») sur la gestion de l'environnement (substances dangereuses, pesticides et autres substances toxiques), prévoit des prescriptions additionnelles en matière d'étiquetage des substances dangereuses. Toutefois, la commission note de nouveau que le gouvernement n'a pas fourni d'informations complémentaires sur les critères de classification de tous les produits chimiques et d'évaluation de la pertinence des informations requises pour déterminer si une substance chimique est dangereuse. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de communiquer de plus amples informations sur les critères de classification de toutes les substances chimiques et sur les procédures en matière d'étiquetage, en droit et en pratique. Elle demande en outre au gouvernement de communiquer le texte du SI 12.**

Application de la convention dans la pratique. Se référant aux observations du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) soumises en 2009, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'Autorité nationale de la sécurité sociale (NSSA) et l'Agence pour la gestion de l'environnement (EMA) assurent le contrôle et l'application des dispositions législatives relatives à l'enregistrement et à l'étiquetage des produits chimiques et impose des sanctions en cas de violation de la législation. La commission note que le rapport du gouvernement indique que, en 2012, 117 cas causés par des facteurs de stress chimique ont été déclarés. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de visites d'inspection conduites à cet égard, le nombre et la nature des infractions signalées et le nombre et la nature des sanctions imposées. En ce qui concerne les 117 cas, la commission prie le gouvernement de fournir de plus amples informations sur la nature des facteurs de stress chimique déclarés, le secteur dans lequel ils ont été détectés et les mesures prises par le gouvernement à cet égard.**

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 13** (Djibouti, Lettonie, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Monténégro, Nicaragua, Roumanie, Sénégal, Suède, Suriname, Togo); la **convention n° 45** (Malaisie: Malaisie péninsulaire, Mexique, Monténégro, Nicaragua, Ouganda, Sri Lanka); la **convention n° 62** (Espagne, Mauritanie, Pays-Bas, Pologne, Suriname); la **convention n° 115** (Kirghizistan, Liban, Portugal, Tadjikistan); la **convention n° 119** (Equateur, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Kirghizistan, Lettonie, Malaisie, Maroc, Monténégro, Niger, Paraguay, Pologne, Slovaquie, Suède, Tadjikistan); la **convention n° 120** (Djibouti, Espagne, France: Nouvelle-Calédonie, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Norvège, Paraguay, Pologne, Royaume-Uni, Sénégal, Slovaquie, Tadjikistan, Tunisie); la **convention n° 127** (Espagne, Honduras, Liban, Lituanie, Luxembourg, Malte, Nicaragua, Panama, Pologne, Thaïlande, République bolivarienne du Venezuela); la **convention n° 136** (Equateur, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Liban, Malte, Maroc, Monténégro, Nicaragua, Slovaquie, Slovaquie, Uruguay, Zambie); la **convention n° 139** (République de Corée, Equateur, ex-République yougoslave de Macédoine, Liban, Luxembourg, Monténégro, Norvège, Pérou, Portugal, Slovaquie, Slovaquie, Suède, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela); la **convention n° 148** (Equateur, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Luxembourg, Malte, Monténégro, Niger, Norvège, Portugal, Seychelles, Slovaquie, Slovaquie, Suède, Tadjikistan, République-Unie de Tanzanie, Zambie); la

convention n° 155 (*République de Corée, El Salvador, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Guyana, Lesotho, Lettonie, Luxembourg, Mexique, Mongolie, Monténégro, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Portugal, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Slovénie, Suède, Tadjikistan, Turquie, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela, Zimbabwe*); la **convention n° 161** (*ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Luxembourg, Mexique, Monténégro, Niger, Pologne, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Uruguay, Zimbabwe*); la **convention n° 162** (*République de Corée, Equateur, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Luxembourg, Maroc, Monténégro, Norvège, Ouganda, Portugal, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Uruguay*); la **convention n° 167** (*Kazakhstan, Luxembourg, Slovaquie, Suède, Uruguay*); la **convention n° 170** (*République de Corée, Liban, Luxembourg, Mexique, Norvège, Pologne, Suède, République-Unie de Tanzanie*); la **convention n° 174** (*Arabie saoudite, Liban, Luxembourg, Pays-Bas, Slovénie, Suède, Zimbabwe*); la **convention n° 176** (*Belgique, Espagne, Liban, Norvège, Pérou, Pologne, Slovaquie, Suède, Zimbabwe*); la **convention n° 184** (*Burkina Faso, Kirghizistan, Slovaquie, Suède, Uruguay*); la **convention n° 187** (*République de Corée, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Malaisie, Maurice, Niger, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Togo*).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 13** (*République bolivarienne du Venezuela*); la **convention n° 45** (*Maroc*); la **convention n° 120** (*République bolivarienne du Venezuela*); la **convention n° 127** (*Roumanie*); la **convention n° 136** (*Roumanie*); la **convention n° 139** (*Suisse*); la **convention n° 148** (*Uruguay*).

Sécurité sociale

Algérie

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934 (ratification: 1962)

En réponse à l'observation précédente de la commission, le gouvernement signale que les préoccupations de la commission concernant les libellés des rubriques concernant les intoxications par l'arsenic (tableaux n°s 20 et 21), les affections provoquées par les dérivés halogénés des hydrocarbures de la série grasse (tableaux n°s 3, 11, 12, 26 et 27), les intoxications par le phosphore et certains de ses composés (tableaux n°s 5 et 34) seront intégrées dans le programme annuel de la Commission des maladies professionnelles. ***La commission espère que le gouvernement saisira cette occasion pour soumettre à la commission des maladies professionnelles ses autres préoccupations, soulevées depuis 2007, en ce qui concerne:***

- ***les travaux exposant à l'infection charbonneuse qui devraient comporter également le chargement, le déchargement et le transport de marchandises en général de manière à couvrir les travailleurs (tels que les dockers) qui auraient transporté des marchandises ayant été contaminées par la spore du charbon; et***
- ***la nécessité de donner un caractère indicatif à l'énumération des diverses manifestations pathologiques énumérées dans la colonne de gauche des tableaux de maladies professionnelles intitulée «Désignation des maladies», comme c'est le cas pour l'énumération des travaux correspondants figurant à la colonne de droite desdits tableaux.***

Argentine

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925 (ratification: 1950)

La commission prend note des commentaires de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA des travailleurs) et de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA Autonome) des 5 et 31 août 2014, qui ont été reçus les 26 et 17 septembre 2014, respectivement.

Article 2 (lu conjointement avec l'article 6) de la convention. Application aux travailleurs non enregistrés. Dans ses commentaires précédents, la commission a demandé au gouvernement d'expliquer de manière détaillée: comment la convention est appliquée à l'égard des travailleurs qui ne sont pas enregistrés par leur employeur; qui garantit la prise en charge de ces travailleurs et le paiement des frais médicaux en cas d'accident du travail; et quelles sont les sanctions imposées aux employeurs qui ne satisfont pas à l'obligation d'assurer les travailleurs qu'ils emploient contre les accidents du travail.

La commission note que la CTA Autonome indique que la loi n° 24557 du 13 septembre 1995 sur les risques professionnels ne considère comme étant protégés que les travailleurs qui sont inscrits sur les listes des contrats que l'employeur conclut avec les compagnies d'assurance du travail, ou qu'il couvre avec sa propre assurance, et que cette loi ne permet pas aux travailleurs non enregistrés de bénéficier des garanties prévues expressément à l'article 6 de la convention. La CTA Autonome ajoute que, étant donné qu'ils ne cotisent pas au système de sécurité sociale dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 23 de la loi en question, les travailleurs non enregistrés qui souhaitent être couverts contre les dangers entraînés par le travail doivent saisir la justice pour demander les prestations que prévoient la loi et/ou le système civil. La CTA Autonome indique aussi que les travailleurs conservent le droit de porter plainte contre leur employeur mais que, dans l'attente d'une décision de la justice, ils doivent payer de leurs propres deniers, en recourant aux prestataires publics de soins de santé, les frais occasionnés par des accidents du travail ou des maladies professionnelles. Ainsi, les travailleurs non enregistrés doivent saisir la justice pour obtenir les prestations prévues par la loi. Selon la CTA Autonome, ni la loi n° 26773 de 2012 relative au régime de réparation des accidents du travail et maladies professionnelles ni son décret réglementaire n° 472/14 n'ont modifié la situation des travailleurs non enregistrés. ***La commission demande au gouvernement d'adresser ses commentaires au sujet des commentaires de la CTA Autonome. De plus, la commission demande instamment au gouvernement d'adresser ses observations à propos des questions soulevées dans ses commentaires précédents.***

Article 5. Paiement des indemnités sous forme de capital. Dans son commentaire précédent, rappelant que l'article 5 de la convention prévoit que ces indemnités pourront uniquement être payées en totalité ou en partie sous forme de capital lorsque la garantie d'un emploi judiciaire sera fournie aux autorités compétentes, la commission avait demandé au gouvernement d'indiquer de quelle manière était assurée l'application de cette disposition de la convention dans le contexte actuel. A ce sujet, le gouvernement indique que les travailleurs qui souffrent d'une incapacité permanente supérieure à 66 pour cent disposent d'une rente viagère, et que l'article 17 de la loi n° 26773 de 2012, qui abroge

l'article 19 de la loi n° 24557 de 1995, dispose que les prestations indemnitaires en numéraire versées périodiquement qui sont prévues dans cette loi feront l'objet d'un paiement unique, à l'exception des prestations en cours d'exécution. De son côté, la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA des travailleurs) souligne que cette disposition va à l'encontre de l'article 5 de la convention. ***Notant que l'article 2, paragraphe 4, de la loi n° 26773 dispose que le principe général d'indemnisation est le versement unique, sous réserve des ajustements prévus, la commission demande au gouvernement d'indiquer comment la loi et la pratique garantissent une utilisation judicieuse de ce capital.***

Article 10. Fourniture des appareils de prothèse et d'orthopédie. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que le gouvernement faisait état d'un projet de résolution de la surintendance des risques du travail relative aux cas chroniques, qui fixait l'obligation de l'autorité responsable des risques du travail (ART) (Superintendencia) de procéder à des révisions périodiques de l'état des appareils de prothèse et d'orthopédie qui ont été fournis. La commission avait demandé au gouvernement d'indiquer l'état d'avancement de l'adoption de cette résolution. ***La commission demande à nouveau au gouvernement de fournir ces informations.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Barbade

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962 (ratification: 1974)

Se référant à ses précédents commentaires, la commission prend note avec *satisfaction* de l'adoption du règlement (modifié) de 2006 sur l'assurance nationale et la sécurité sociale (prestations) (SI 2006 n° 130) qui remplace l'article 59 du règlement principal de 1967 par les nouvelles dispositions qui permettent le versement de prestations à l'étranger aux personnes qui résident dans un autre pays, conformément à l'article 5 de la convention. ***La commission invite le gouvernement à fournir des informations dans son prochain rapport sur les mesures prises pour mettre en œuvre les nouveaux règlements, y compris des informations sur toute décision judiciaire ou administrative qui aurait été prise à cet égard.***

Comores

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925 (ratification: 1978)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission note les informations communiquées par la Confédération des travailleurs et travailleuses des Comores (CTC) le 27 août 2013 faisant suite à d'autres informations déjà communiquées en 2011 et faisant également état de graves carences en ce qui concerne la mise en œuvre de la convention dans la pratique – absence de conseil d'administration chargé de gérer la Caisse de prévoyance sociale, textes d'application des lois non adoptés, non-respect de l'obligation d'affiliation des travailleurs auprès des institutions de sécurité sociale et absence de statistiques en la matière. En outre, en 2000, l'Union des syndicats autonomes des travailleurs des Comores (USATC) avait également communiqué des informations relatives à l'inexistence d'un service d'immatriculation des travailleurs au sein de la Caisse nationale de prévoyance sociale. La commission note qu'il s'agit d'allégations relatives à des dysfonctionnements importants. ***Dans l'attente d'une réponse détaillée du gouvernement, la commission le prie d'indiquer la manière dont est assurée, dans la pratique, l'application de la convention aux travailleurs qui ne seraient pas déclarés auprès de la Caisse nationale de prévoyance sociale en ce qui concerne notamment leur indemnisation et la prise en charge des frais médicaux encourus par de tels travailleurs. Prière d'indiquer également les sanctions encourues et infligées en cas de non-respect de l'obligation d'affiliation des travailleurs à l'assurance contre les accidents du travail par les organes d'inspection du travail.***

Par ailleurs, le gouvernement est prié de transmettre des copies de la loi relative à la Caisse nationale de prévoyance sociale, du décret relatif aux statuts de celle-ci et de l'arrêté portant organisation et fixant les règles de fonctionnement ainsi que le régime financier de la Caisse nationale de prévoyance sociale.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925 (ratification: 1978)

La commission note que le rapport du gouvernement ne répond pas aux questions soulevées dans ses précédents commentaires. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission constate que, depuis la ratification de la convention par les Comores en 1978, elle est amenée à attirer l'attention du gouvernement sur la nécessité de modifier la teneur de l'article 29 du décret n° 57-245 du 24 février 1957 sur la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. En effet, aux termes de cette disposition, les étrangers victimes d'accidents du travail qui viendraient à transférer leur résidence à l'étranger ne reçoivent pour indemnité qu'un

capital égal à trois fois la rente qui leur a été allouée, contrairement aux ressortissants nationaux qui continuent à percevoir leur rente. Les ayants droit étrangers qui cesseraient de résider aux Comores ne perçoivent, quant à eux, qu'un capital ne dépassant pas la valeur de la rente fixée par voie d'arrêté. Enfin, les ayants droit d'un travailleur étranger employé aux Comores n'ont droit à aucune rente si, au moment de l'accident de ce dernier, ils ne résidaient pas dans ce pays.

Dans son dernier rapport, comme dans ceux communiqués depuis 1997, le gouvernement déclare qu'il n'existe dans la pratique aucune différence de traitement entre travailleurs nationaux et étrangers en matière de réparation des accidents du travail. Il indique que les travailleurs étrangers continuent de percevoir leurs prestations en espèces à l'étranger pourvu qu'ils aient communiqué au préalable leur nouvelle adresse. Le rapport du gouvernement n'indique néanmoins pas l'état d'avancement du projet de texte qui devait, selon les informations transmises par le gouvernement dans ses rapports précédents, venir abroger les dispositions du décret n° 57-245 contraires à la convention.

La commission veut, par conséquent, croire que le gouvernement prendra sans plus tarder les mesures adéquates afin de rendre la législation nationale pleinement conforme à la convention qui garantit aux ressortissants des Etats l'ayant ratifiée, ainsi qu'à leurs ayants droit, le même traitement que celui assuré aux nationaux en matière de réparation des accidents du travail.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934 (ratification: 1978)

Mise à jour de la liste des maladies professionnelles. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'arrêté n° 59-73 du 25 avril 1959 ne couvre pas l'ensemble des maladies professionnelles prévues par le tableau figurant sous l'article 2 de la convention. Le gouvernement précise qu'une étude doit être faite pour déterminer les maladies professionnelles pouvant être incluses dans la liste nationale. Il est également nécessaire de mettre en place un mécanisme de contrôle et d'établir un service de médecine du travail à cet effet. La commission souhaite souligner que, du point de vue juridique, le respect de la liste des maladies professionnelles figurant sous l'article 2 de la convention s'impose au titre des obligations internationales assumées par les Comores; l'article 10 de la Constitution de l'Union des Comores prévoyant que les traités ratifiés ont une autorité supérieure à celle des lois. Le gouvernement a donc l'obligation de reconnaître comme professionnelles les maladies figurant dans la liste et d'indemniser les travailleurs qui en sont victimes en conséquence. Il lui appartient également de dûment informer les institutions et juridictions nationales compétentes et de faire en sorte que celles-ci respectent les obligations internationales assumées par les Comores. A cet égard, la commission convient avec le gouvernement qu'un premier pas vers l'application de la convention et l'acquisition de toute l'expertise nécessaire serait la création d'un département de médecine du travail ayant pour fonction de diagnostiquer les maladies figurant dans la convention dans les secteurs d'activité correspondants. **Le gouvernement est prié de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées à cet égard.**

Djibouti

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925 (ratification: 1978)

Article 1, paragraphe 2, de la convention. Egalité de traitement en matière de réparation des accidents du travail. Depuis que la convention a été ratifiée en 1978, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'amender l'article 29 du décret n° 57-245 de 1957 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles pour mettre la réglementation nationale en conformité avec l'article 1, paragraphe 2, de la convention, en assurant aux ressortissants des Etats ayant ratifié la convention, ainsi que leurs ayants droit, l'égalité de traitement avec les ressortissants de Djibouti en matière de réparation des accidents du travail. Aux termes du décret de 1957, contrairement aux ressortissants nationaux, les étrangers victimes d'accidents du travail qui transfèrent leur résidence à l'étranger ne perçoivent plus une rente, mais une indemnité forfaitaire égale à trois fois la rente qui leur était versée. La commission note à ce sujet que, dans son rapport, le gouvernement fait référence à la loi n° 154/AN/02/4ème-L du 31 décembre 2002, portant codification du fonctionnement de l'Organisme de protection sociale et du régime général de retraite des travailleurs salariés, en indiquant que celle-ci n'opère aucune différence de traitement entre salariés nationaux et salariés étrangers et leurs ayants droit pour l'octroi des indemnités relatives aux accidents du travail et n'établit, conformément à la convention, aucune condition de résidence envers les travailleurs étrangers en vue de bénéficier de leurs droits aux prestations. La commission observe cependant que la loi précitée ne régit pas les rentes d'accidents du travail à titre principal mais uniquement la question de leur cumul avec les prestations de retraite. Elle observe en outre que, dans son rapport au titre de la convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925, le gouvernement continue de se référer aux dispositions du décret n° 57-245 de 1957 en ce qui concerne le régime juridique des rentes d'accidents du travail. **Compte tenu des éléments qui précèdent, la commission prie à nouveau le gouvernement de procéder à l'amendement de l'article 29 du décret n° 57-245 de façon à mettre la législation nationale en pleine conformité avec l'article 1, paragraphe 2, de la convention.**

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927 (ratification: 1978)

Article 1 de la convention. Etablissement d'un système d'assurance-maladie obligatoire. La commission note que la loi n° 212/AN/07/5ème-L portant création de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a prévu que de nouveaux instruments sociaux complémentaires, tels que notamment l'assurance-maladie, seront institués par voie réglementaire (art. 5 de la loi). Elle note également l'adoption de la loi n° 199/AN/13/6^e-L du 20 février 2013 élargissant la couverture des soins aux travailleurs indépendants et du décret n° 2013-055/PR/MTRA du 11 avril 2013 fixant les modalités d'immatriculation et les cotisations des travailleurs indépendants auprès de la CNSS. Le gouvernement déclare que ces textes sont précurseurs de l'instauration dans un avenir proche d'une assurance-maladie universelle à Djibouti. ***La commission veut croire que, une fois instaurée, cette assurance prendra à sa charge le versement des indemnités de maladie aux assurés, lesquelles sont à l'heure actuelle à la charge de l'employeur ce qui est contraire à la convention. Le gouvernement est prié de tenir le Bureau informé de toute évolution quant à l'introduction d'une assurance-maladie universelle.***

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933 (ratification: 1978)

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933 (ratification: 1978)

Etablissement d'un système d'assurance-invalidité obligatoire. Se référant à son observation au titre de la convention n° 24, la commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, le système national de protection sociale est dans une phase de restructuration impliquant la fusion des différentes caisses d'assurance existantes en vue d'en rationaliser la gestion. Dans ce contexte, alors que le système de protection sociale ne prévoit pas de branche spécifique relative aux prestations d'invalidité, le gouvernement indique que la loi n° 154/AN/02/4^e-L du 31 janvier 2002, portant codification du fonctionnement de l'Office de protection sociale (OPS) et du régime général de retraite des travailleurs salariés, prévoit certaines dispositions autorisant les travailleurs âgés de 50 ans et plus, atteints d'une diminution permanente de leurs capacités physiques ou mentales, à prétendre à une pension de retraite anticipée lorsqu'ils justifient d'un minimum de 240 mois d'assurance (art. 60 et suivants). La commission souligne à cet égard que, si elle se justifie dans le contexte d'une retraite anticipée, la fixation d'un âge minimum pour bénéficier de la protection en cas d'invalidité, comme le prévoit la loi n° 154, est contraire aux articles 4 des conventions n°s 37 et 38. En outre, la durée de stage préalable ouvrant droit à une pension d'invalidité ne saurait, aux termes des articles 5, paragraphe 2, des conventions n°s 37 et 38, excéder 60 mois d'affiliation. ***Au vu de l'insuffisance de ces dispositions pour donner effet aux principales exigences des conventions n°s 37 et 38, la commission demande au gouvernement de procéder à la réalisation des études de faisabilité nécessaires pour l'établissement d'un régime d'assurance invalidité.***

République dominicaine

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925 (ratification: 1956)

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

La commission note que le rapport du gouvernement se limite à indiquer que le régime d'assurance des risques professionnels n'a pas fait l'objet de modification, et qu'il ne contient pas les informations demandées au titre du suivi des recommandations du Conseil d'administration. Dans leurs commentaires du 2 septembre 2014, la Confédération nationale d'unité syndicale (CNUS), la Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC) et la Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD), ont fait valoir que, malgré l'adoption des résolutions n°s 165-03 et 164-08 autorisant l'Institut dominicain de sécurité sociale à faire bénéficier les travailleurs mobiles et occasionnels des prestations de santé, la protection des travailleurs migrants se détériore, étant donné la décision judiciaire rendue par la Cour suprême de justice le 18 décembre 2013 qui a déclaré «sans effet juridique les résolutions n°s 165-03 et 164-08 du Conseil national de la sécurité sociale au motif qu'elles sont contraires à la loi n° 87-01 sur le système dominicain de sécurité sociale». La commission prend également note des indications des centrales syndicales concernant le Plan national de régularisation des étrangers en situation migratoire irrégulière, mis en place par le décret n° 327-13 du 29 novembre 2013, selon lesquelles, dans la pratique, ce plan n'a pas pour effet d'octroyer le statut de résident à la majorité des travailleurs étrangers, avec pour conséquence l'exclusion de ces derniers du système de sécurité sociale. Selon les informations communiquées par les centrales syndicales, il n'existe pas de données relatives au nombre de travailleurs dans les secteurs de la construction, de l'agriculture ou des services portuaires, et il est impossible d'obtenir des publications officielles contenant des données sur le nombre de travailleurs étrangers occupés dans ces secteurs. Pour leur part, l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et la Confédération patronale de la République dominicaine (COPARDOM)

indiquent, dans leurs commentaires reçus le 28 août 2014, que les travailleurs étrangers en situation migratoire irrégulière, et leurs familles, bénéficient de soins de santé nécessaires. Il convient d'espérer que, une fois le processus de régularisation achevé, le système de sécurité sociale couvrira ces travailleurs et leurs ayants droit.

La commission ne peut que constater que la situation juridique des travailleurs étrangers considérés par la législation nationale comme «non-résidents» en République dominicaine fait toujours obstacle à leur affiliation au régime d'assurance des risques professionnels, ce qui est contraire aux obligations découlant de l'article 1, paragraphe 2, de la convention et aux recommandations formulées par le comité tripartite. **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement d'adopter sans tarder les mesures nécessaires visant à:**

- i) **modifier les articles 3 et 5 de la loi n° 87-01 pour éliminer la condition générale de résidence imposée aux travailleurs étrangers pour avoir accès aux prestations du régime d'assurance des risques professionnels.** Dans le cadre de cette réforme, le gouvernement pourrait étudier les différentes possibilités de financer l'extension de la protection aux travailleurs migrants. **Par ailleurs, la commission demande au gouvernement de communiquer des informations détaillées sur l'application du plan de régularisation des étrangers en situation irrégulière (en particulier sur l'application des articles 8 et 12 du décret n° 327-13 du 29 novembre 2013), en précisant le nombre de migrants ayant bénéficié de la mise en œuvre de ce plan;**
- ii) **donner des instructions aux services compétents, comme il s'est engagé à le faire, pour renforcer l'inspection du travail, notamment en coordonnant l'inspection du travail au niveau national, et en particulier dans les secteurs avec le taux d'accidents du travail le plus élevé et le plus grand nombre de travailleurs étrangers, et pour réaliser les études statistiques nécessaires.** A cette fin, la commission recommande au gouvernement de prendre contact avec le Bureau afin de réaliser une étude approfondie et d'identifier les secteurs connaissant un taux élevé d'accidents du travail, le nombre et l'origine des travailleurs occupés dans ces secteurs et les mesures nécessaires pour renforcer la prévention des accidents du travail et le respect de la législation correspondante;
- iii) **établir une coopération efficace avec le gouvernement d'Haïti pour relever les défis posés par l'application de la convention, par exemple en concluant un accord bilatéral sur la sécurité sociale qui définirait le statut des travailleurs sur le territoire de chacun des deux pays et leur garantirait l'égalité d'accès au régime d'assurance des risques professionnels.**

La commission demande au gouvernement d'inclure pleinement les partenaires sociaux dans la mise en œuvre de ces recommandations et rappelle la possibilité de solliciter l'assistance technique du BIT afin de rendre la législation et la pratique nationales conformes à la convention.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Grèce

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 (ratification: 1955)

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

La commission note les informations fournies par le gouvernement dans son rapport ainsi que la discussion relative à l'application de la convention qui a eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail en mai-juin 2014 (103^e session).

Dans sa précédente observation, la commission a exprimé sa préoccupation devant le fait que la consolidation budgétaire prévue dans le cadre du Protocole d'accord conclu avec la «Troïka» (c'est-à-dire la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international (FMI)) dans des conditions de chômage de masse, de non-paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale et l'énorme déficit de la caisse de sécurité sociale principale du pays, IKA, compromettent la viabilité financière du système national de sécurité sociale et sa capacité à maintenir la population dans «des conditions de vie saines et convenables» (article 67 c) de la convention) au-dessus du seuil de pauvreté. La commission avait dès lors instamment prié le gouvernement d'évaluer minutieusement l'impact global des politiques d'ajustement économique sur la viabilité du système de sécurité sociale et sur la hausse de la pauvreté, en particulier la pauvreté des enfants, et fait un certain nombre de recommandations concrètes au gouvernement à cet égard. La Commission de l'application des normes a, pour sa part, rappelé que le principe de la responsabilité générale de l'Etat quant à la pérennité du financement et de la gestion de son système de protection sociale, énoncé aux articles 71 et 72 de la convention, impose au gouvernement de doter le système de sécurité sociale d'une architecture financière et institutionnelle solide et de «prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'atteindre ce but», à savoir, en particulier, maintenir l'équilibre financier du système, assurer la perception des cotisations et impôts en tenant compte de la situation économique du pays et des catégories de personnes protégées, réaliser les études actuarielles et financières nécessaires pour évaluer l'impact de tout changement dans les prestations, les impôts ou les cotisations, assurer le versement des

prestations garanties par la convention et empêcher que les personnes de faibles ressources n'aient à supporter une charge trop lourde. La commission examine ci-après la situation à la lumière desdites recommandations et des principes établis par la convention.

Préserver la viabilité du système de sécurité sociale. La Commission de l'application des normes a noté la déclaration du gouvernement selon laquelle les temps sont très difficiles et que le gouvernement a été appelé de manière répétée à maintenir un juste équilibre entre le niveau de protection sociale garanti par la convention n° 102 et le respect des engagements pris dans le cadre du mémorandum d'accord conclu avec la «Troïka» et une restructuration drastique du cadre institutionnel du système grec de sécurité sociale. Dans son rapport au titre de la convention, le gouvernement indique que la politique économique principale qui est toujours appliquée dans le domaine du programme d'ajustement de l'économie grecque est basée sur deux *ajustements budgétaires* visant à éliminer le déficit budgétaire primaire et la *dévaluation interne*, afin de récupérer la perte de la compétitivité de l'économie. Ces efforts visant à remédier aux déséquilibres macroéconomiques ont eu un impact social *significatif*, dont le résultat est une profonde récession et l'augmentation *significative* du chômage et de la pauvreté. L'impact de la contraction budgétaire est pire que prévu, un fait reconnu par le FMI lui-même, indiquant avoir utilisé des «multiplicateurs incorrects» dans les projections de l'impact des mesures mises en œuvre.

La commission note que le gouvernement a utilisé un langage sans ambiguïté pour reconnaître le fait que sa principale politique économique, poursuivie selon les conseils du FMI, a engendré un impact social *significatif*, aboutissant à une augmentation *significative* du chômage et de la pauvreté. La commission, avec les organes de contrôle du Code européen de sécurité sociale (CESS) ainsi que les organes de contrôle des droits de l'homme au niveau des Nations Unies et de l'Union européenne, a identifié un besoin pressant d'évaluer l'impact social des programmes d'ajustement économique en Europe. ***La commission espère que le gouvernement prendra des mesures appropriées afin de corriger les «multiplicateurs» de sa politique économique afin de réduire d'une manière significative le chômage et la pauvreté.***

A cet égard, la commission se félicite de noter que, dans l'environnement économique actuel, le gouvernement considère qu'il est absolument nécessaire que le système de sécurité sociale demeure pérenne et que l'Etat s'acquitte de ses obligations envers ses citoyens et de ses obligations internationales. Ainsi, le rapport indique que la Grèce, ayant comme objectif principal la viabilité du système, et en conformité avec les termes du protocole, a décidé d'élaborer et d'appliquer les mesures politiques nécessaires visant à la rationalisation et à la viabilité du système. Le rapport mentionne spécifiquement les mesures visant à la réduction des pensions élevées et à éviter les abus liés aux prestations sociales en utilisant des systèmes informatisés. Des réductions progressives sont imposées sur les pensions de plus de 1 000 euros pour que les charges soient réparties en fonction du revenu des retraités et que les sommes résultant de ces réductions constituent des revenus supplémentaires pour les organismes de sécurité sociale. Les systèmes informatisés (Ergani, Ariadne, Ilios, Atlas) préservent la viabilité et la pérennité à long terme du système d'assurance en établissant un Registre national d'assurance permettant la vérification croisée des données, en réduisant le travail non déclaré et non assuré, en contrôlant les paiements et en prévenant les abus. Le Centre de collecte des cotisations de sécurité sociale (KEAO) a établi un mécanisme unifié chargé de la collecte des dettes et arriérés de cotisations et marque la première étape vers une réforme d'ensemble visant à l'intégration complète des organismes de sécurité sociale au sein de l'administration fiscale. Le but du Fonds pour la solidarité entre les générations (AKAGE) est la création de réserves pour financer les branches des pensions des institutions de sécurité sociale qui resteront «verrouillées» jusqu'en 2019. Ses ressources proviendront de la privatisation future des entreprises et des organismes publics (10 pour cent) et des revenus annuels de TVA (4 pour cent).

La commission souhaite reconnaître les efforts significatifs réalisés par le gouvernement pour favoriser l'organisation d'un système de sécurité sociale viable à travers, *inter alia*, l'informatisation, l'élimination des fraudes et du travail non déclaré, une surveillance actuarielle rigoureuse et une administration efficace, voire même à travers la réduction des retraites élevées afin de préserver les retraites plus basses au nom de la solidarité. Cependant, la commission continue de douter que ces seules mesures pourront être suffisantes pour préserver la viabilité du système de sécurité sociale dans la situation économique actuelle du pays. Elle note que, bien que les indicateurs macroéconomiques indiquent que l'économie grecque pourrait s'être stabilisée, la politique de dévaluation interne menée par le gouvernement a non seulement entraîné la chute des salaires horaires réels en Grèce de 25 pour cent en quatre ans, comme l'a révélé l'étude de l'OCDE de 2014 intitulée «Perspectives de l'emploi», mais également une dévaluation encore plus importante des obligations des travailleurs et des entreprises en matière de sécurité sociale résultant desdits salaires. En ce qui concerne les travailleurs, quelque 1,1 million d'entre eux subissent des arriérés de salaires, allant de trois à douze mois, et deviennent «invisibles» pour le système de sécurité sociale aux fins des cotisations et des prestations, au risque de perdre l'accès aux soins de santé. Le rapport de l'Institut du travail de la Confédération générale grecque du travail (INE-GSEE), paru en septembre 2014, a calculé que les revenus du travail des employés et des indépendants, qui constituent la base de cotisation de la sécurité sociale, ont été réduits de 41 milliards d'euros en prix courants au cours de la période 2010-2013. En ce qui concerne les entreprises, les dettes et les arriérés dans le paiement des contributions et impôts liés à la sécurité sociale par les petites entreprises de moins de 50 salariés, qui représentent 99,6 pour cent des entreprises grecques,

continuent de croître alors que plus d'un tiers d'entre elles ont déclaré leur incapacité à répondre à leurs obligations fiscales et à leurs obligations en matière de sécurité sociale en 2014. Les dettes et arriérés des entreprises en la matière sont identifiés par de nombreux économistes comme le principal problème entravant la reprise économique. Plus généralement, la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes a rapporté en septembre 2014 que plus de 50 pour cent des citoyens sont dans l'incapacité de remplir leurs obligations envers les autorités fiscales et les fonds d'assurance sociale. La suppression de plusieurs impôts priverait, en outre, le système de sécurité sociale de 1,7 milliard d'euros. La dévaluation interne de la sécurité sociale est amplifiée d'autant plus par l'augmentation du chômage et la contraction du nombre de personnes assurées. Bien que seulement un chômeur sur dix perçoive des prestations de chômage, la pérennité du système est remise en cause étant donné que le nombre de chômeurs rapporté par ELSTAT en mai 2014 ayant cessé de contribuer au système de sécurité sociale s'élevait à 1 309 213 personnes. Le rapport du gouvernement confirme la contraction du nombre de personnes assurées cotisant au système, ainsi que du nombre de personnes recevant diverses prestations de la part de celui-ci. La préoccupation sérieuse concernant le possible effondrement du système de sécurité sociale en Grèce, exprimée dans l'observation précédente de la commission, demeure pleinement justifiée et ses recommandations restent d'actualité. En ce qui concerne la recommandation relative à l'exigence principale de la convention (*article 71, paragraphe 3*) selon laquelle la viabilité d'un système de sécurité sociale doit être évaluée périodiquement sur la base des études actuaires nécessaires et des calculs concernant l'équilibre financier, la commission note que la seconde étude actuarielle du système par l'Autorité nationale actuaire était due en 2014 et que des rapports sur la viabilité des caisses d'assurances sociales devaient avoir été finalisés pour la fin du mois d'octobre 2014. **La commission prie le gouvernement de résumer les conclusions de cette étude dans son prochain rapport sur la convention, jointes avec les plans des réformes du système de plus grande envergure mentionnés dans le rapport, que ce soit à travers l'intégration complète des organisations de sécurité sociale dans l'administration fiscale, la fusion de tous les différents fonds de pension en un seul, ou l'étendue du programme du revenu minimum garanti à l'ensemble du pays pour devenir le pilier du nouveau système de protection sociale en Grèce. La commission comprend que la future architecture du système de sécurité sociale grec dépend des conclusions de l'étude actuarielle ci-dessus «conformément aux termes du Protocole», comme stipulé dans les rapports du gouvernement. La commission espère qu'en réformant le système de sécurité sociale le gouvernement donnera effet aux principes de base relatifs à l'organisation et au financement de la sécurité sociale, tels qu'établis par la convention et le CESS, et que l'expérience internationale a constamment désignés comme les mieux à même de fournir les meilleures garanties pour la construction de systèmes pérennes. La commission souhaite rappeler à cet égard que, consciente des défis financiers et de gestion sans précédent qu'implique la conduite du système de protection sociale grec dans cette période de crise, la Commission de l'application des normes de la Conférence a prié le Bureau de donner au gouvernement des orientations sur la réforme de son système de protection sociale dans la ligne de celles figurant dans la Déclaration d'Oslo adoptée par la neuvième Réunion régionale européenne de l'OIT. La commission espère que le gouvernement gardera à l'esprit la possibilité de solliciter les services du Bureau, le cas échéant.** La Commission de l'application des normes a observé que la contraction du système de protection sociale en termes de couverture et de prestations a affecté toutes les branches de la sécurité sociale et s'est traduite, dans certains cas, par un abaissement du niveau général de protection en deçà des niveaux énoncés aux *articles 65 à 67* de la convention. **Rappelant que ladite commission a invité le gouvernement à continuer de surveiller le fonctionnement du système de protection sociale, la commission espère que l'introduction de systèmes informatiques permettra au gouvernement de présenter dans son prochain rapport des informations statistiques détaillées sur la base des indicateurs de performance du système, pour la période 2010-2014, démontrant en particulier, pour chaque partie acceptée de la convention, les changements dans le nombre de personnes assurées par les principaux organismes de sécurité sociale, le total des montants des cotisations collectées et des prestations versées, les dettes et les déficits cumulés des fonds de sécurité sociale.**

Par ailleurs, la commission note, d'après les déclarations publiques du ministre du Travail, de la Sécurité sociale et du Bien-être en octobre 2014, que le ministère est engagé dans un effort de simplification de la législation de sécurité sociale qui représente «une mosaïque complète des régimes spéciaux et de lacunes» comprenant 5 436 lois différentes, quelque 2 600 décisions de justice et 26 directives européennes ou internationales et qui s'étend sur près de 39 000 pages. Selon le ministre, le processus de simplification devrait prendre onze mois, mais finalement le pays disposerait d'un système de sécurité sociale «construit sur des bases saines et solides». La commission se félicite de l'effort du gouvernement pour rendre la législation de sécurité sociale plus facile à gérer, ce qui est une condition préalable indispensable à l'exercice de sa responsabilité générale pour la bonne administration du système de sécurité sociale en vertu de l'*article 72, paragraphe 2*, de la convention. **La commission espère que les obligations internationales de la Grèce en vertu de la convention et du CESS figureront en bonne place dans le cadre de cet exercice et souhaiterait que le gouvernement indique les progrès réalisés dans son prochain rapport, y compris la forme et la structure qui seront données au corpus redéfini de la législation grecque de sécurité sociale.**

Sécurité sociale et réduction de la pauvreté. En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, la commission note que le gouvernement est bien conscient des conséquences sociales associées à l'augmentation de la pauvreté en Grèce et s'efforce de concevoir et appliquer des politiques «dans les limites permises par la mise en œuvre du programme

d'ajustement économique» visant à la prévention et à l'inversion de la pauvreté permettant dans une certaine mesure de rétablir l'équilibre social et de venir en aide aux groupes de population les plus vulnérables. Parmi ces mesures, le rapport mentionne le versement d'un dividende social à 564 535 bénéficiaires; des services pour fournir des logements, de la nourriture et un soutien social pour les sans-abri; l'exonération de réductions mensuelles pour les personnes qui reçoivent de faibles pensions de retraite; des réductions d'impôts pour les personnes à faible revenu et des catégories spécifiques de personnes souffrant de handicap, des exonérations fiscales pour certaines catégories de salaires, pensions et indemnités; la création du revenu minimum garanti pour les personnes et les familles vivant dans des conditions d'extrême pauvreté et d'autres catégories de mesures, qui ont été mentionnées par la commission antérieurement. La commission a également noté précédemment que le ministère du Travail, de la Sécurité sociale et du Bien-être a mis en place trois objectifs intégrés dans le Programme national de réforme 2011-2014 concernant la réduction du nombre d'adultes et d'enfants en situation de risque de pauvreté et le développement d'un «filet de sécurité sociale» contre l'exclusion sociale.

La commission note que, devant la Commission de l'application des normes, le gouvernement a reconnu que l'efficacité et l'ampleur de ces efforts sont limitées par l'impact de la crise et des restrictions budgétaires résultant de la mise en œuvre du programme d'ajustement économique. La commission note cependant que, depuis le début de la crise financière, les derniers rapports sur l'application de la convention et du CESS sont les premiers qui ne se réfèrent pas à de nouvelles coupes et réductions dans les prestations sociales. La commission note que, même si le gouvernement ne paraît pas soutenir la proposition de la «Troïka» de réformer une seconde fois le système des retraites impliquant une nouvelle augmentation de l'âge de la retraite et la réduction des pensions versées par les caisses d'assurance primaires, celui-ci a adopté une nouvelle méthode de calcul des pensions primaires des personnes qui prendront leur retraite à partir de 2015 ainsi que la dénommée clause du «déficit zéro» pour les fonds de retraite complémentaire, ce qui signifie que, à partir de 2015, les paiements forfaitaires ainsi que les pensions complémentaires seront ajustés (réduits) en fonction de la situation financière de chacun des fonds d'assurance. En outre, la commission note, selon les informations rendues publiques par le ministère, que 393 rapports annuels concernant 93 fonds d'assurance sociale seront examinés d'ici à novembre 2015 et donneront une image claire de l'état général des fonds. La commission croit donc comprendre que, en instaurant la clause du «déficit zéro», le gouvernement n'avait pas encore une image claire des réductions que cette clause imposerait aux pensions complémentaires versées par différents fonds d'assurance, dont beaucoup sont connus pour avoir des difficultés financières graves. La commission se réfère à cet égard aux critères fixés à l'article 71, paragraphe 3, de la convention dans le cadre de l'exercice par l'Etat de sa responsabilité générale pour le service des prestations et espère que le ministère a dûment effectué les études actuarielles nécessaires concernant les moyens disponibles pour atteindre l'équilibre financier des fonds et pleinement évalué l'impact social de la clause du «déficit zéro» sur la population assurée en conformité avec les meilleures pratiques de l'UE. La commission note à cet égard, en vertu des déclarations faites durant la discussion du cas de la Grèce lors de la Conférence internationale du Travail de 2014, que la clause du «déficit zéro» censée prendre effet à partir du 1^{er} juillet 2014 affectera quelque 4 millions de personnes, en réduisant leurs pensions complémentaires de 25 pour cent. **La commission demande donc au gouvernement de préciser l'ampleur des nouvelles réductions des montants des pensions primaires et complémentaires qui résulteraient des mesures mentionnées ci-dessus, ainsi que le résultat de ses négociations avec la «Troïka» sur la seconde réforme des retraites.**

La commission *regrette* que la nouvelle vague de réductions significatives des retraites risque de rendre caduque une grande partie des efforts annoncés par le gouvernement pour réduire la pauvreté. Dans ce contexte, la commission observe que la situation de la pauvreté dans le pays ne s'est pas améliorée malgré le fait que le seuil de risque de pauvreté a chuté au cours des trois dernières années de plus de 2 000 euros. Il y a une augmentation marquée des indicateurs de pauvreté des enfants et de privation matérielle sévère. La commission regrette que le rapport ne contienne aucune donnée ou indicateur sur le suivi de la pauvreté entre les différentes catégories de la population et des ménages, ce qui permettrait d'évaluer et de démontrer l'efficacité des transferts sociaux et des autres mesures détaillées par le gouvernement. De même, il n'y a aucune indication dans le rapport du gouvernement sur l'importance d'établir un revenu minimum et d'autres prestations par référence au niveau de subsistance physique déterminé en fonction des besoins de base et du panier de consommation minimum. La commission note à cet égard que la nouvelle prestation de chômage de longue durée pour les personnes qui ont déjà épuisé leur droit à la prestation de chômage, de même que les prestations de maternité versées aux travailleuses indépendantes assurées par l'ETAA, est d'un montant de 200 euros, ce qui est bien en dessous du seuil de risque de pauvreté établi par EUROSTAT à 40 pour cent du revenu équivalent médian (soit 279 euros en 2013). **La commission demande au gouvernement d'indiquer les critères qui ont été utilisés pour calculer les montants de ces nouvelles prestations ainsi que les prestations prévues par le nouveau programme de revenu minimum garanti qui, selon le rapport, vise à devenir le pilier de la nouvelle stratégie en matière de protection sociale pour le pays tout entier. Prière de fournir des informations et des statistiques concernant l'évolution de la pauvreté dans le pays entre les différentes catégories de la population et des ménages et expliquer les progrès réalisés pour atteindre les objectifs nationaux de lutte contre la pauvreté, en spécifiant le rôle alloué à cet égard aux prestations de sécurité sociale.**

Enfin, la commission note que, bien que le rapport démontre une attitude positive à l'égard des recommandations formulées par la commission, aucune action concrète n'est mentionnée en ce qui concerne leur réalisation dans la pratique,

que ce soit au niveau national ou au niveau de l'Union européenne, et qu'aucune évaluation *ex ante* ou *ex post* de l'impact social des mesures d'austérité n'a été effectuée. La commission note que le rapport réitère que l'espace budgétaire réservé pour l'application de la convention et du CESS et les mesures de lutte contre la pauvreté en Grèce sont strictement définis par les limites permises par la mise en œuvre du programme d'ajustement économique et les engagements pris par le gouvernement selon le Protocole d'accord signé avec la «Troïka». **La commission prie néanmoins instamment le gouvernement de fournir des réponses circonstanciées en ce qui concerne les déclarations suivantes faites dans son rapport: 1) le gouvernement a mis et mettra la question de la prévention de la pauvreté à l'ordre du jour de ses réunions avec les parties au mécanisme de soutien international pour la Grèce; 2) l'Autorité actuarielle nationale sera en mesure de déterminer l'impact social de la réduction des prestations de sécurité sociale; et 3) les mesures prises pour prévenir la pauvreté seront analysées afin de trouver les scénarios les plus rapides pour inverser certaines mesures d'austérité et les coupes disproportionnées dans les prestations.**

Partie II (Soins médicaux). Selon le rapport, pour la période 2010-11, le nombre d'assurés bénéficiant d'une assurance médicale a diminué de plus de 400 000 personnes mais, depuis 2012, le fournisseur de services de santé compétent (EOPYY) n'a mis aucune information à disposition quant à l'évolution de la couverture qui puisse être incluse dans le rapport. **Rappelant que le rapport déclare que le Registre national des bénéficiaires de soins de santé est établi et mis à jour en temps réel, la commission prie le gouvernement de fournir les statistiques mises à jour quant au nombre de personnes assurées en vertu de la Partie II de la convention.** La commission demeure préoccupée par les déclarations faites pendant la discussion du cas de la Grèce à la Conférence internationale du Travail en 2014 selon lesquelles la réduction drastique des dépenses de santé publique a mené à des délais d'attente plus longs, des frais de prise en charge plus élevés, au copaiement et à la fermeture d'hôpitaux et de centres de santé, ainsi qu'à une exclusion des citoyens pauvres et des groupes marginalisés du système de santé. Les personnes au chômage depuis une période supérieure à un an perdent leur couverture santé. Le système de sécurité sociale devait au principal fournisseur de services de santé 421,4 millions d'euros de cotisations, qu'il avait collectées mais n'avait pas distribuées. En conséquence, un nombre croissant de personnes vivant en Grèce sont soit dépourvues de toute protection, soit manquent d'une protection de santé adéquate, dont la qualité s'est dégradée. **A la lumière de ces informations, la commission souhaiterait que le gouvernement inclue dans son prochain rapport des informations détaillées quant à l'application de tous les articles de la Partie II de la convention, en droit comme dans la pratique, accompagnées de données statistiques expliquant la situation financière du système national de santé et ses performances en termes de maintien, de restauration et d'amélioration de la santé des personnes protégées.**

Partie XI (Calcul des paiements périodiques), articles 65 et 66. Détermination du salaire de référence. Le revenu de référence utilisé dans le rapport communiqué en 2014 au titre de la convention pour calculer le taux de remplacement des prestations en espèces est déterminé par l'article 65, paragraphe 6 a), comme étant celui du «tourneur marié» selon la convention collective de travail de 2010, après une année de contribution (1 091,25 euros) pour la Partie VI de la convention; après quinze ans d'emploi (1 331,26 euros) pour les Parties V, IX et X; et après trente ans d'emploi (1 462,21 euros) pour les Parties III, V et VIII. La note dans le rapport explique que ces calculs concernent les personnes qui ont été assurées pour la première fois jusqu'au 31 décembre 1992. La commission ne comprend pas les implications de cette note sur le calcul du revenu de référence pour l'année 2010 et au-delà. Elle observe néanmoins que la méthode utilisée pour déterminer le salaire de référence de l'ouvrier masculin qualifié ne semble pas pleinement correspondre à la méthodologie décrite à l'article 65 de la convention et apparaît comme sensiblement inférieure au revenu de référence calculé pour une personne représentative de la moyenne des travailleurs qualifiés sur la base des données d'EUROSTAT pour la même année (2010). La commission souhaite souligner en particulier que, selon le paragraphe 6 a) de l'article 65, un tourneur ne doit pas être sélectionné dans l'économie dans son ensemble, mais dans le secteur de la «manufacture de machinerie autre que la machinerie électrique», généralement dans l'échelon de compétence le plus haut et parmi les travailleurs masculins. **La commission demande au gouvernement de confirmer que la convention collective de travail de 2010, à laquelle il se réfère en 2014, est toujours en vigueur et que les tourneurs continuent à percevoir des salaires au niveau déterminé en 2010. Ayant ces considérations à l'esprit, la commission demande au gouvernement de réviser la méthode utilisée actuellement pour déterminer le salaire de référence du bénéficiaire type en vertu de l'article 65 de la convention, et d'établir dans une perspective comparative le revenu de référence d'un manœuvre ordinaire adulte masculin déterminé conformément à l'article 66.**

Guinée

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962 (ratification: 1967)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle espère qu'un rapport sera fourni pour examen par la commission à sa prochaine session et qu'il contiendra des informations complètes en réponse à ses précédents commentaires.

Article 5 de la convention. Paiement des prestations en cas de résidence à l'étranger. La commission rappelle que le gouvernement avait indiqué, dans ses rapports antérieurs, que le nouveau Code de sécurité sociale, une fois adopté, donnerait plein effet à l'article 5 de la convention selon lequel le service des prestations de vieillesse, de survivants, des allocations au décès et des rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles, notamment, doit être assuré de plein droit en cas de résidence à l'étranger, quel que soit le pays de résidence et même en l'absence d'accords avec ce pays, tant aux ressortissants guinéens qu'aux ressortissants de tout autre Etat ayant accepté les obligations de la convention pour la branche correspondante. Dans son dernier rapport, toutefois, se référant au nouveau Code de sécurité sociale, le gouvernement indique qu'il ne donne pas entièrement satisfaction aux dispositions de l'article 5 de la convention du fait qu'il n'offre pas la continuité du paiement des différentes prestations aux ressortissants étrangers en cas de changement de résidence, et que ceci correspond à une restriction constante en la matière dans la législation des Etats de la sous-région. Le gouvernement espère cependant que la poursuite de la négociation d'accords bilatéraux avec d'autres Etats suppléerait à cette faiblesse du Code de sécurité sociale.

La commission note à ce sujet que, selon les alinéas 1 et 2 de l'article 91 du nouveau code, les prestations sont supprimées lorsque le bénéficiaire quitte définitivement le territoire de la République de Guinée ou suspendues lorsque le titulaire ne réside pas sur le territoire national. Elle constate toutefois que, selon le dernier alinéa dudit article, ces dispositions «ne sont pas applicables dans les cas de ressortissants de pays ayant souscrit aux obligations des conventions internationales de l'Organisation internationale du Travail sur la sécurité sociale ratifiées par la République de Guinée ou s'il existe des accords de réciprocité ou des conventions bilatérales ou multilatérales de sécurité sociale sur le service des prestations à l'étranger». ***Etant donné qu'en vertu de cette dérogation les ressortissants de tout Etat ayant accepté les obligations de la convention pour la branche correspondante devraient en principe pouvoir prétendre dorénavant au service de leurs prestations en cas de résidence à l'étranger, la commission prie le gouvernement d'indiquer si tel est bien le cas et, dans l'affirmative, si une procédure de transfert de prestations à l'étranger a été mise en place par la Caisse nationale de sécurité sociale pour répondre aux éventuelles demandes de transfert des prestations à l'étranger. En outre, la commission prie le gouvernement de préciser si l'exception prévue au dernier alinéa de l'article 91 susmentionné est applicable également aux ressortissants guinéens au cas où ils transfèrent leur résidence à l'étranger, conformément au principe de l'égalité de traitement établi par l'article 5 de la convention en matière de paiement des prestations à l'étranger.***

Article 6. Paiement des prestations aux familles. Se référant aux commentaires qu'elle formule depuis de nombreuses années en ce qui concerne l'octroi des allocations familiales au titre d'enfants résidant à l'étranger, la commission note que, selon l'article 94, alinéa 2, du nouveau code, pour donner droit aux prestations familiales, les enfants à charge «doivent résider en République de Guinée, sauf dispositions particulières applicables des conventions internationales de sécurité sociale de l'Organisation internationale du Travail, d'accords de réciprocité ou de conventions bilatérales ou multilatérales». S'agissant d'accords de réciprocité ou de conventions bilatérales ou multilatérales, la commission rappelle que la Guinée n'a conclu jusqu'à présent aucun accord de ce genre pour le paiement des allocations familiales au titre des enfants résidant à l'étranger. En ce qui concerne les dispositions particulières applicables des conventions de l'OIT, elle rappelle qu'aux termes de l'article 6 de la convention n° 118 tout Etat qui a accepté les dispositions de la convention pour la *branche i)* (Prestations aux familles) doit garantir le bénéfice des allocations familiales à ses propres ressortissants et aux ressortissants de tout Etat ayant accepté les obligations de la convention pour cette même branche, ainsi qu'aux réfugiés et aux apatrides, en ce qui concerne les enfants qui résident sur le territoire de l'un de ces Etats, dans les conditions et limites à fixer d'un commun accord entre les Etats intéressés. A ce sujet, le gouvernement déclare dans son rapport que le paiement des prestations familiales est garanti aux familles dont le responsable a été régulièrement un assuré social en règle de ses cotisations et de celles de ses employeurs successifs. ***La commission espère donc que le gouvernement pourra confirmer formellement dans son prochain rapport que le paiement des prestations familiales s'étend également aux assurés à jour dans le paiement de leurs cotisations, qu'ils soient nationaux, réfugiés, apatrides ou ressortissants des Etats ayant accepté les obligations de la convention pour la branche i), dont les enfants résident sur le territoire de l'un de ces Etats et non pas en Guinée. La commission souhaiterait également savoir comment dans de tels cas la levée de la condition de résidence est prise en compte pour l'application de l'article 99, alinéa 2, du nouveau code qui ne reconnaît comme enfants à charge que les enfants «qui vivent avec l'assuré», ainsi que de son article 101 qui subordonne le paiement des allocations familiales à la consultation médicale de l'enfant une fois par an, jusqu'à l'âge où il est suivi par le service médical scolaire, et à l'assistance régulière des enfants bénéficiaires d'âge scolaire aux cours des établissements scolaires ou de formation professionnelle.***

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980] (ratification: 1967)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). ***La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.***

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle espère qu'un rapport sera fourni pour examen par la commission à sa prochaine session et qu'il contiendra des informations complètes en réponse à ses précédents commentaires.

Article 8 de la convention. Maladies professionnelles. La commission prie le gouvernement de communiquer une copie de la liste révisée des maladies professionnelles adoptée en 1992 en indiquant si elle est entrée en vigueur.

Article 15, paragraphe 1. Conversion de la rente en capital. Conformément aux dispositions de l'article 111 du Code de sécurité sociale, la rente d'accident du travail est convertie en capital lorsque l'incapacité permanente est au plus égale à 10 pour cent. La commission rappelle toutefois que ses commentaires portaient sur la possibilité de convertir la rente allouée en cas de lésions professionnelles dans les conditions prévues aux articles 114 (conversion après l'expiration d'un délai de cinq ans) et 115 du Code de sécurité sociale (conversion en capital d'une partie de la rente à la demande de l'intéressé). La commission exprime à nouveau l'espoir que les mesures nécessaires pourront être prises pour assurer que dans tous ces cas la conversion de la rente en capital ne puisse se faire que dans des cas exceptionnels et avec l'accord de la victime lorsque l'autorité compétente a des raisons de croire que la somme unique ainsi versée sera utilisée de manière particulièrement avantageuse pour la victime.

Articles 19 et 20. Montant des prestations. En l'absence des informations statistiques demandées qui sont nécessaires pour lui permettre de déterminer si le montant des prestations versées en cas d'incapacité temporaire, d'incapacité permanente et de décès du soutien de famille, atteint le niveau prescrit par la convention, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer s'il est fait recours à l'article 19 ou à l'article 20 de la convention pour établir quels pourcentages requis au tableau II de cet instrument sont atteints ainsi que de fournir les informations statistiques demandées dans le formulaire de rapport adopté par le Conseil d'administration sous l'article 19 ou 20 selon le choix qui aura été fait.

Article 21. Révision des rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Etant donné l'importance qu'elle attache à cette disposition de la convention qui prévoit la révision des rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour tenir compte de l'évolution du coût de la vie et du niveau général des gains, la commission espère que le prochain rapport du gouvernement contiendra des informations sur le montant des revalorisations auxquelles il a déjà été procédé et qu'il ne manquera pas de contenir toutes les statistiques requises par le formulaire de rapport sous cet article de la convention.

Article 22, paragraphe 2. Versement des prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles aux personnes à charge. La commission exprime à nouveau l'espoir que le gouvernement pourra prendre les mesures nécessaires pour assurer que, dans tous les cas où les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont suspendues, et en particulier dans les cas prévus aux articles 121 et 129 du Code de sécurité sociale, une partie de celles-ci sera versée aux personnes à charge de l'intéressé conformément à ce que prévoit cette disposition de la convention.

La commission a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle les dispositions du Statut de la fonction publique donnent entière satisfaction aux fonctionnaires et à leurs familles en matière de couverture sociale. La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer avec son prochain rapport le texte des dispositions dudit statut relatives à la réparation des lésions professionnelles.

Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir dans ses prochains rapports des informations sur tout progrès réalisé dans la révision du Code de sécurité sociale, à laquelle le gouvernement s'était référé précédemment.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Haïti

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921 (ratification: 1955)

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925 (ratification: 1955)

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927 (ratification: 1955)

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927 (ratification: 1955)

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934 (ratification: 1955)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Situation générale. Selon le rapport du gouvernement, la loi du 28 août 1967 portant création de l'Office d'assurance-accidents du travail, de maladie et maternité (OFATMA) couvre l'ensemble des travailleurs dépendants, quel que soit le secteur d'activité. Dans le secteur agricole, le rapport précise que, même si juridiquement les travailleurs agricoles ne sont pas exclus par la loi, ceux-ci ne pourraient en bénéficier du fait de la prédominance de l'agriculture familiale et de l'inexistence d'entreprises

agricoles. La commission constate en outre que plus de 95 pour cent de la population active haïtienne est occupée dans l'économie informelle. La commission relève également que, en vertu de la loi de 1967, l'OFATMA gère actuellement l'assurance-accidents du travail mais que, en revanche, il n'a toujours pas été possible à ce jour d'établir une assurance-maladie.

Dans ce contexte, les initiatives mentionnées par le gouvernement portent notamment sur la formation du corps des inspecteurs du travail et la création de deux hôpitaux dans le nord et le sud du pays. La commission relève également les déclarations du gouvernement indiquant qu'il entend poursuivre ses efforts, d'une part, pour établir progressivement une branche assurance-maladie couvrant l'ensemble de la population et, d'autre part, pour permettre à l'OFATMA de regagner la confiance de la population. La commission prend bonne note de ces éléments. *Afin de mieux pouvoir évaluer les défis que rencontre le pays dans l'application des conventions de sécurité sociale et de mieux accompagner les initiatives prises en la matière, la commission demande au gouvernement de lui fournir dans son prochain rapport plus d'informations sur les causes de la perte de confiance de la population envers l'OFATMA ainsi que de préciser les données clés concernant le fonctionnement de l'assurance-accidents du travail gérée par l'OFATMA (nombre des affiliés, montant des cotisations collectées annuellement, nombre des accidents du travail et maladies professionnelles enregistrés, montant des prestations versées au titre des accidents du travail et maladies professionnelles).*

Assistance internationale. La commission constate que les actions du gouvernement reçoivent un appui substantiel de l'OIT et de la communauté internationale, notamment en matière d'inspection du travail. De surcroît, depuis 2010, l'OIT et le système des Nations Unies dans son ensemble tiennent à la disposition du gouvernement leur expertise en matière d'élaboration d'un socle de protection sociale. Par ailleurs, la commission note que *Better Work*, programme conjoint de l'OIT et de l'IFC (Banque mondiale), présent dans le secteur textile d'Haïti et destiné à y améliorer à la fois les conditions de travail et la productivité, a relevé que le non-paiement des cotisations de sécurité sociale concernant les accidents du travail et les pensions de vieillesse constituait un phénomène généralisé au sein de l'industrie textile et a placé cette question parmi ses priorités. Grâce à des actions ciblées et, en particulier, l'organisation de réunions d'information de l'Office national d'assurance-vieillesse (ONA) au sein des entreprises concernées, *Better Work* a enregistré dans son rapport biennuel d'octobre 2012 une amélioration sensible dans le versement des cotisations de sécurité sociale à l'ONA et à l'OFATMA. *La commission invite le ministère du Travail et l'OFATMA à prendre en considération ces actions ciblées en matière de cotisations afin de pouvoir envisager, le cas échéant, de les transposer à d'autres secteurs de l'économie formelle haïtienne.*

En ce qui concerne l'établissement d'un socle de protection sociale, la commission considère qu'il est nécessaire que le gouvernement envisage de manière prioritaire la création de mécanismes permettant de fournir à l'ensemble de la population, y compris aux travailleurs informels et à leurs familles, un accès à des soins de santé de base et à un revenu minimum lorsque leur capacité de gain est affectée. A cet égard, la commission souligne que, afin de fournir des orientations aux Etats dont les systèmes de sécurité sociale connaissent des difficultés face aux réalités économiques et sociales nationales et pour garantir le respect du droit de toute personne à la sécurité sociale, la Conférence internationale du Travail a adopté la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, visant à mettre en place l'ensemble des garanties élémentaires de sécurité sociale pour prévenir et réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale. Dans ce sens, la mise en œuvre des conventions n°s 12, 17, 24, 25 et 42 et celle de la recommandation n° 202 devraient se poursuivre en parallèle, en recherchant et en exploitant les synergies et les complémentarités.

La commission rappelle à cet égard que la création d'un socle de protection sociale a été inscrite par le gouvernement haïtien comme un des éléments du *Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti*, adopté en mars 2010. Toutefois, cet objectif ne semble pas avoir donné lieu depuis lors à des actions destinées à élaborer une politique nationale en la matière. *Rappelant que l'assistance technique du Bureau, coordonnée avec celle du système des Nations Unies dans son ensemble, a été mise à la disposition du gouvernement, la commission invite ce dernier à lui fournir dans son prochain rapport des informations concernant les initiatives prises en vue de la mise en place d'un socle de protection sociale.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Honduras

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934 (ratification: 1964)

Notification des maladies professionnelles. La commission rappelle qu'elle constate depuis de nombreuses années des difficultés liées au fonctionnement du système de notification des maladies professionnelles. Dans sa communication reçue le 1^{er} septembre 2014, la Centrale générale des travailleurs (CGT) indique que quelques dispositions seulement dans le Code du travail couvrent cette question, et que les lacunes dans ce domaine sont donc importantes. Le gouvernement confirme qu'il n'y a pas de normes liées spécifiquement à la notification obligatoire des maladies professionnelles dans le Code du travail mais fait savoir que, en vertu de l'article 9, paragraphe j), du Règlement général pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'employeur doit maintenir un registre adéquat des accidents du travail et des maladies professionnelles sur les lieux de travail. Le gouvernement indique également que le Secrétariat du travail et de la sécurité sociale soumettra au Conseil économique et social (CES) la proposition de modifier l'article 435 du Code du travail afin que la question de la notification obligatoire des maladies professionnelles soit abordée au Congrès national. *Prenant bonne note de cette déclaration, la commission espère que le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en œuvre sans tarder un système efficace de notification, d'enregistrement et d'indemnisation des*

maladies professionnelles. La commission demande au gouvernement de tenir le Bureau informé de toute évolution à cet égard et de communiquer copie de tout amendement adopté.

Libye

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 (ratification: 1975)

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980] (ratification: 1975)

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967 (ratification: 1975)

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969 (ratification: 1975)

La commission prend note des rapports communiqués par le gouvernement en 2012 et 2013 au titre de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, de la convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980], de la convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967, et de la convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969, dans lesquels le gouvernement se réfère à l'adoption d'une nouvelle législation ayant un impact sur l'application des conventions ratifiées sur la sécurité sociale, et notamment à la loi n° 12 de 2010 qui porte promulgation de la nouvelle loi sur les relations de travail et à la loi n° 20 de 2010 sur l'assurance-maladie. La commission note en particulier que le gouvernement réitère que le processus de réalisation de l'étude actuarielle concernant le Fonds de la sécurité sociale est toujours en cours, conformément à l'article 34 de la loi n° 13 de 1980 sur la sécurité sociale, en vue de mener un examen complet des paiements périodiques fournis par le système de sécurité sociale, compte tenu du nombre de personnes protégées, ainsi que des prestations en espèces et en nature qui leur seront fournies et de la valeur des cotisations que les assurés devront verser à l'avenir. Le gouvernement réitère en outre sa volonté de solliciter l'assistance technique du BIT à ce propos.

Tout en étant consciente de la situation difficile qui prévaut actuellement en Libye, la commission se félicite de la décision du gouvernement de mener une analyse actuarielle avant de prendre les décisions paramétriques importantes destinées à réformer le système national de la sécurité sociale, conformément à l'article 71, paragraphe 3, de la convention, qui établit la responsabilité générale de l'Etat en ce qui concerne le service des prestations, et prévoit la nécessité de mener des études actuarielles préalablement à toutes modifications des prestations, du taux des cotisations d'assurance ou des impôts affectés à la couverture des éventualités en question.

La commission espère que le gouvernement sera prochainement en mesure de l'informer de tout nouveau développement intervenu en la matière et reprendra l'examen des points techniques soulevés dans l'ensemble des conventions précitées dans le cadre du cycle régulier, soit en 2016.

Malaisie

Malaisie péninsulaire

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925 (ratification: 1957)

La commission note avec *regret* que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 100^e session, juin 2011)

Article 1, paragraphe 1, de la convention. Egalité de traitement des travailleurs étrangers. La commission rappelle que, depuis le 1^{er} avril 1993, le régime de sécurité sociale malaisien comporte des inégalités de traitement qui sont contraires aux dispositions de la convention. Ces inégalités proviennent du fait que la législation nationale qui imposait aux travailleurs étrangers employés en Malaisie pour une période pouvant aller jusqu'à cinq ans de s'affilier au régime de sécurité sociale des employés (ESS), prévoyant une rente pour les victimes d'accidents du travail, soumet désormais ces derniers au régime de réparation des accidents du travail (WCS), qui ne garantit que le versement d'un capital forfaitaire d'un montant nettement inférieur. A plusieurs occasions, le cas de la Malaisie a été examiné par la Commission de l'application des normes de la Conférence. Lors du dernier examen, en juin 2011, la Commission de la Conférence a instamment prié le gouvernement de prendre des mesures immédiates visant à mettre en conformité la législation et la pratique nationales avec l'article 1 de la

convention afin que soit respecté le système de réciprocité automatique prévu par la convention entre les pays l'ayant ratifiée. La commission avait également prié instamment le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT en vue de résoudre les difficultés administratives, en concluant des arrangements particuliers avec les pays pourvoyeurs de main-d'œuvre, conformément à l'article 1, paragraphe 2, et à l'article 4 de la convention. En août 2011, le gouvernement a fait savoir qu'un comité technique composé de toutes les parties prenantes et constitué au sein du ministère des Ressources humaines serait chargé d'élaborer le mécanisme et le système adéquats pour régler cette question dans le cadre de l'examen des trois options suivantes: i) extension de la couverture de l'ESS aux travailleurs étrangers; ii) création d'un régime spécial pour les travailleurs étrangers dans le cadre de l'ESS; et iii) amélioration des prestations offertes par le WCS de sorte qu'elles soient équivalentes à celles offertes par l'ESS.

En réponse à l'observation faite par la commission en 2011, le gouvernement indique, dans son dernier rapport, qu'il est actuellement à mi-parcours de l'étude actuarielle relative aux trois options considérées et que, une fois cette étude achevée, les parties prenantes seront pleinement associées au processus de détermination de l'option la plus appropriée. *La commission espère que l'étude en cours sera bientôt achevée, qu'il sera pleinement tenu compte des prescriptions de la convention dans les choix que fera le gouvernement en consultation avec toutes les parties prenantes, qu'une nouvelle approche conforme à la convention sera mise en œuvre très prochainement et que le gouvernement en fera état dans son prochain rapport.*

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sarawak

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925 (ratification: 1964)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. *La commission prie le gouvernement de se référer aux commentaires formulés au sujet de la Malaisie péninsulaire.*

Maurice

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925 (ratification: 1969)

Article 1 de la convention. Egalité de traitement. Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de modifier l'article 3 de l'arrêté de 1978 sur le régime national de pensions (personnes étrangères et absentes), tel que modifié par la loi nationale sur les pensions (NPA), en vertu duquel les ressortissants étrangers ne peuvent s'affilier au régime d'assurance que s'ils ont résidé à Maurice pendant une période continue de deux ans au moins. Les travailleurs étrangers qui ne remplissent pas la condition de résidence sont couverts par la loi de 1931 sur la réparation des lésions professionnelles, qui n'assure pas un niveau de protection équivalent à celui garanti par le régime national de la pension en cas de lésion professionnelle. Le gouvernement indique à nouveau dans son rapport qu'un projet de réglementation révisant l'article 3 de l'arrêté de 1978 est toujours entre les mains des services juridiques de l'Etat en vue de sa finalisation. Ces nouvelles dispositions incluront le paiement de contributions au Fonds national de pension (NPF) et au Fonds national d'épargne (NSF) en faveur des personnes étrangères dès le premier jour de leur emploi. Le gouvernement indique également qu'il parachève actuellement le projet de loi visant à réaliser une fusion de la loi de 1931 sur la réparation des lésions professionnelles et de la loi de 1976 sur le régime national des pensions, le retard qu'il a pris dans ce travail étant dû à diverses implications dont il a dû tenir compte. *Rappelant que le gouvernement fait référence à ces mesures depuis 2001, la commission exprime sa préoccupation eu égard à la période prolongée d'inaction et le ferme espoir que la législation qui résultera de la fusion susmentionnée sera bientôt adoptée et qu'elle sera pleinement conforme au principe d'égalité de traitement entre les nationaux et les résidents étrangers garanti par la convention sans aucune condition de résidence.*

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Mauritanie

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 (ratification: 1968)

Application de la convention en droit et dans la pratique. La commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) et la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM) font état de graves problèmes relatifs au défaut de bonne gouvernance du système de protection sociale. La commission *regrette* que, dans son rapport, le gouvernement se soit borné à se référer de manière succincte aux dispositions du droit national sans répondre, quant au fond, aux multiples allégations portées par les organisations précitées relatives à la couverture très limitée du système de sécurité sociale; au faible niveau des prestations; au cadre normatif dépassé; aux entraves administratives à la constitution de dossiers aux fins des prestations; aux retards dans la

mise en œuvre des conclusions des études actuarielles réalisées en 2002 afin d'assainir la situation financière du régime de sécurité sociale; au défaut de gestion paritaire du régime et aux actes unilatéraux du pouvoir exécutif; aux appropriations par le gouvernement des ressources des pensions afin de faire face à ses besoins financiers; à la fraude sociale alléguée pratiquée à large échelle par les employeurs et au recours à la location de main-d'œuvre non affiliée moyennant des sociétés écrans; au non-fonctionnement des services de contrôle des institutions de prévoyance sociale; et à la non-revalorisation adéquate des prestations en espèces autres que les prestations minimales. Le gouvernement n'a pas non plus répondu à la proposition faite par les organisations syndicales de réunir les partenaires sociaux et de procéder sans tarder à une refonte totale de la Caisse nationale de sécurité sociale afin de garantir une gestion participative, une protection des fonds de la sécurité sociale contre la mauvaise gestion et un financement durable de la sécurité sociale.

Dans ces circonstances, la commission se voit obligée de rappeler au gouvernement sa responsabilité générale et principale, au titre des *articles 71 et 72 de la convention*, de garantir la pérennité du système de sécurité sociale, notamment à travers une gestion transparente et paritaire reposant sur des données actuarielles fiables ainsi qu'un système d'inspection et des sanctions suffisamment dissuasives. ***La commission prie par conséquent le gouvernement de fournir une réponse détaillée aux graves allégations portées par les organisations syndicales précitées et de communiquer un rapport détaillé en suivant les questions posées par le formulaire de rapport sous chacune des parties acceptées de la convention, c'est-à-dire les Parties V à VII, IX et X. Prière de communiquer l'ensemble des données requises pour le calcul du montant des prestations (sous les articles 44 et 65 ou 66 de la convention), pour la revalorisation de l'ensemble des prestations à long terme (sous le titre VI de l'article 65: évolution de l'indice du coût de la vie, de l'indice des gains et du montant des prestations, pour la même période considérée), et pour le champ d'application des différents régimes de sécurité sociale (sous le titre I de l'article 76: nombre de salariés effectivement protégés par rapport à l'ensemble des salariés du pays). Compte tenu de la complexité des questions soulevées par les organisations syndicales, la commission invite le Bureau à établir des contacts directs avec le gouvernement afin de pouvoir évaluer la situation et fournir toute l'assistance nécessaire en vue de la préparation du prochain rapport du gouvernement.***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

Sierra Leone

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925 (ratification: 1961)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 5 de la convention. Paiement des indemnités sous forme de rente sans limite de temps. En réponse aux commentaires que formule la commission depuis de nombreuses années, le gouvernement indique qu'un projet de loi sur la réparation des accidents du travail a été élaboré, mais qu'il n'a pas encore été adopté. Il déclare également que le projet de loi susmentionné tient compte des dispositions de la convention relatives au versement d'indemnités pendant toute la durée de l'éventualité, et qu'une copie de la loi révisée sera transmise au BIT dès qu'elle aura été adoptée. La commission prend note de cette information, et relève que le gouvernement sollicite l'assistance technique du Bureau afin d'accélérer le processus de mise en œuvre de la loi révisée. ***La commission exprime l'espoir que le projet de loi sera bientôt adopté et transmis au BIT, lequel sera certainement en mesure de discuter sur cette base avec le gouvernement des modalités de l'assistance technique sollicitée.***

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Thaïlande

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925 (ratification: 1968)

Article 1 de la convention. Égalité de traitement en cas d'accident du travail. La commission prend note des informations détaillées fournies dans le rapport et se félicite de l'engagement du gouvernement à prendre des mesures pour améliorer la situation des centaines de milliers de migrants en situation régulière et irrégulière qui travaillent en Thaïlande. Elle rappelle que, alors que les travailleurs en situation régulière sont immatriculés et protégés par la Caisse de sécurité sociale (SSF) dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, les travailleurs étrangers en situation irrégulière qui n'ont pas de preuve de leur identité nationale n'ont pas droit aux prestations du système de sécurité sociale. Ces personnes ont toutefois le droit de recevoir une indemnisation liée au travail d'un même montant que celle versée aux travailleurs nationaux, payée par la Caisse d'indemnisation des travailleurs (WCF), conformément à l'article 50 de la loi sur l'indemnisation des travailleurs, qui autorise le Bureau de la sécurité sociale (SSO) à ordonner à l'employeur de verser une indemnité. Les employeurs sont également responsables du paiement des cotisations à l'assurance-maladie pour les travailleurs en situation irrégulière (1 150 bahts pour les travailleurs en attente d'un enregistrement auprès de la SSF et 2 800 bahts pour ceux qui ne sont pas couverts par la SSF). En ce qui concerne l'amélioration de la couverture des

travailleurs migrants par la sécurité sociale, le gouvernement indique qu'un groupe de travail présidé par le secrétaire adjoint du SSO, chargé d'étudier les limites actuelles de l'accès aux prestations de la sécurité sociale, a recommandé que le SSO facilite l'accès des travailleurs migrants aux prestations de la WCF, en fonction de leurs termes et conditions d'emploi et de leurs autorisations de séjour. Le SSO a, quant à lui, engagé des recherches sur le développement d'un système d'assurance sociale pour les travailleurs migrants qui entrent et sortent du territoire national, et le rapport technique à ce sujet est en cours d'examen par la Commission de vérification des rapports de recherche.

La commission se félicite des efforts déployés par le SSO pour faciliter l'accès des travailleurs migrants aux prestations de la WCF et pour étudier la possibilité de mettre sur pied un régime d'assurance sociale pour les travailleurs migrants. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les décisions prises par le SSO ainsi que des effets pratiques de ces mesures sur le respect, par les employeurs, de leur obligation d'indemniser leurs travailleurs, que ceux-ci soient en situation régulière ou irrégulière, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle. Rappelant également que les mesures prises dans le but de vérifier la nationalité des travailleurs migrants en situation irrégulière sont arrivées à expiration en août 2014, la commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport une évaluation détaillée de la situation des travailleurs migrants en situation irrégulière qui continuent à résider et travailler en Thaïlande.*

S'agissant de la situation des migrants travailleurs domestiques, travailleurs saisonniers et travailleurs dans l'agriculture et les pêches qui, selon le rapport, sont exemptés de toute couverture du régime de sécurité sociale et de la WCF en raison des difficultés liées au recouvrement des cotisations, la commission rappelle que ces catégories de travailleurs sont pleinement couvertes par la convention et ont donc droit au même traitement que les travailleurs nationaux en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles. Elle prie par conséquent le gouvernement de prendre des mesures afin de se conformer à la convention et de fournir dans son prochain rapport des informations plus détaillées sur leur situation tant en droit que dans la pratique, y compris des données désagrégées relatives au nombre de travailleurs migrants en situation régulière et irrégulière dans les catégories précitées.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 12** (Comores, Ouganda); la **convention n° 17** (Argentine, Burundi, Djibouti, Zambie); la **convention n° 18** (Djibouti); la **convention n° 19** (Dominique, Iles Salomon); la **convention n° 42** (Burundi); la **convention n° 44** (Algérie); la **convention n° 102** (Barbade, Honduras); la **convention n° 118** (Guinée, Libye); la **convention n° 128** (Barbade, Etat plurinational de Bolivie); la **convention n° 157** (Kirghizistan).

Protection de la maternité

Belize

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000 (ratification: 2005)

Article 8 de la convention. Protection de l'emploi. Se référant à ses commentaires précédents concernant la protection de l'emploi des femmes en particulier pendant la grossesse, la commission note avec **intérêt** qu'un nouvel article 42(1) a été inséré dans la loi sur le travail par effet de la loi (amendée) n° 3 de 2011 sur le travail et que cet article dispose que l'état de grossesse d'une travailleuse ou une raison liée à cet état ne saurait constituer une cause valable et suffisante de licenciement ou encore de mesures disciplinaires à l'encontre de l'intéressée.

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Guatemala

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952 (ratification: 1989)

Article 3, paragraphes 2 et 3, de la convention. Période obligatoire du congé postnatal. Suite à ses commentaires antérieurs, priant le gouvernement de garantir le caractère obligatoire du congé postnatal, la commission note que le gouvernement se réfère seulement à la mission des services de l'inspection du travail de contrôler l'enregistrement auprès de la sécurité sociale. **La commission prie une nouvelle fois le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour inclure dans la législation nationale une disposition garantissant expressément le caractère obligatoire du congé postnatal, afin d'empêcher que, suite à des pressions indues ou afin de percevoir l'intégralité de son salaire, la travailleuse reprenne son activité avant l'expiration de la période de six semaines au détriment de sa santé.**

Article 4. Prestations en espèces et médicales de maternité. Suspension. La commission prend note de l'étude technico-juridique présentée par le gouvernement selon laquelle enlever leur effet aux articles 48 c), 149 c) et 71 c) des accords n°s 410, 466 et 468 du Conseil directeur de l'Institut guatémaltèque de la sécurité sociale (IGSS) – qui prévoient la suspension du paiement de la prestation en cas de conduite antisociale caractérisée de la bénéficiaire – signifierait laisser sans protection les travailleurs de l'institution, de même que les affiliés et les bénéficiaires qui se rendent dans les diverses officines ou unités médicales, face aux agressions verbales ou physiques dont ils peuvent faire l'objet. La commission attire une fois de plus l'attention du gouvernement sur le fait que ces dispositions sont contraires à la convention qui n'autorise pas la suspension du paiement de la prestation pour conduite antisociale caractérisée de la bénéficiaire. Il s'agit d'une obligation internationale que le gouvernement a assumée, et il doit s'assurer que le Conseil directeur de l'IGSS respecte et remplisse cette obligation. La commission espère que le conseil directeur pourra trouver des moyens plus efficaces de prévenir les agressions verbales ou physiques dont peuvent faire l'objet ses employés, autres que le déni du droit aux prestations de maternité de ces femmes en violation des accords internationaux conclus par le Guatemala. **Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle aucune suspension sur la base des articles susmentionnés n'a été réalisée, la commission espère que le gouvernement prendra des mesures afin d'abroger les articles 48 c), 149 c) et 71 c) des accords n°s 410, 466 et 468.**

Italie

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000 (ratification: 2001)

Commentaires d'organisations syndicales. La commission prend note des commentaires formulés par l'Union italienne du travail (UIL) et la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL), reçue les 18 et 23 décembre 2013. En particulier, la CISL se réfère aux méthodes de calcul et aux montants des prestations, considérés comme étant défavorables aux travailleurs parasubordonnés. Compte tenu du fait qu'ils ne disposent pas de contrats en continu, leurs prestations sont calculées sur la base des revenus des douze derniers mois, et non du dernier salaire, ce qui a pour effet de réduire leurs prestations. Ceci compromet la possibilité de jouir pleinement de la protection de l'emploi et contre la discrimination. **La commission prie le gouvernement de transmettre ses observations à cet égard.**

Article 4, paragraphe 4, de la convention. Période obligatoire du congé postnatal. Le gouvernement indique que le décret législatif n° 119 du 18 juillet 2011 a modifié l'article 16 du texte unifié en matière de protection de la maternité et de la paternité dont le paragraphe 1(bis) donne maintenant la possibilité à la salariée de retourner au travail en cas d'événements spécifiques et dans des conditions spécifiques, renonçant ainsi à son congé postnatal de maternité, en totalité ou en partie. **La commission demande au gouvernement d'indiquer comment il entend accorder cette disposition avec l'article 4, paragraphe 4, de la convention qui dispose que «le congé de maternité doit comprendre une période de**

congé obligatoire de six semaines après l'accouchement, à moins qu'à l'échelon national il n'en soit convenu autrement par le gouvernement et les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs».

Article 8, paragraphe 1. Protection contre le licenciement. Travailleuses domestiques. La commission note que le gouvernement se réfère à la décision de la Cour de cassation n° 6199 de 1998, limitant la période de protection contre le licenciement des travailleuses domestiques au seul congé de maternité (deux mois avant l'accouchement et trois mois après), considérant que les dispositions de l'article 54 du texte unifié (protection contre le licenciement jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de un an) étaient trop onéreuses pour les employeurs. La commission observe que cette décision date de 1998, soit avant la ratification par l'Italie de la présente convention en 2001. Elle note également que l'article 10, paragraphe 1, de la Constitution prévoit que la loi doit être conforme aux traités internationaux. De ce fait, la commission considère que, dans le système juridique italien, ce sont les dispositions de l'article 8, paragraphe 1, qui doivent s'appliquer. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de mettre toutes les dispositions pertinentes – notamment l'article 62 du décret n° 151 de mars 2001 et l'article 24 de la convention collective – en conformité avec la convention sur ce point.**

Lituanie

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000 (ratification: 2003)

Article 4, paragraphe 4, de la convention. Période obligatoire du congé postnatal. Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission note que les amendements apportés au Code du travail en décembre 2010 n'ont pas instauré, conformément à cette disposition de la convention, le caractère obligatoire du congé de maternité de six semaines après l'accouchement. Elle observe cependant qu'en vertu de l'article 138(3) de la Constitution nationale les traités internationaux ratifiés par la Lituanie feront partie intégrante de son système de droit. L'article 11 de la loi de 1999 sur les traités internationaux dispose que de tels traités seront exécutoires et, s'ils établissent des règles autres que celles prévues par les lois nationales, les dispositions applicables seront celles des traités. Conformément à ces dispositions, l'article 8(1) et (2) du Code du travail dispose également que, lorsque des traités internationaux établissent des règles différentes de celles prévues par le présent code ou d'autres lois de la République de Lituanie relatives au travail, les règles établies par les traités internationaux auxquels la République de Lituanie est partie s'appliqueront. Les traités internationaux auxquels la République de Lituanie est partie seront directement applicables aux relations d'emploi, sauf dans les cas où ces traités prévoient que l'application desdites dispositions requiert l'adoption d'un instrument normatif particulier par la République de Lituanie. **La commission prie le gouvernement de confirmer qu'en vertu des dispositions de la législation nationale le congé obligatoire de six semaines après l'accouchement «sera directement appliqué aux relations d'emploi» en Lituanie et que ce congé est accordé dans la pratique. La commission prie également le gouvernement de donner instruction au ministère de la Sécurité sociale et du Travail de publier une note explicative pour parer à toute confusion, dans un but de sécurité juridique. La commission veut croire que le gouvernement pourrait souhaiter modifier le Code du travail de telle sorte que celui-ci interdise expressément l'emploi de femmes pendant la période de congé obligatoire après l'accouchement, conformément aux obligations internationales de la Lituanie.**

Mali

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000 (ratification: 2008)

Modification du Code du travail. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement, y compris de la mention d'un projet de loi portant modification du Code du travail (loi n° 92-020 du 23 septembre 1992) qui est en cours d'élaboration. **La commission espère que le gouvernement tiendra compte de ses commentaires en incluant des dispositions explicites afin de: prolonger le congé postnatal obligatoire de quatre à six semaines (article 4 de la convention); élargir la période de protection de l'emploi prévue aux articles L.183 et L.326, alinéa 2, du Code du travail à la période de grossesse et une période à déterminer consécutive au retour au travail (article 8, paragraphe 1, de la convention); compléter le Code du travail en prévoyant le droit des travailleuses de reprendre le travail au même poste ou un poste équivalent rémunéré au même taux après leur congé de maternité (article 8, paragraphe 2).**

Article 9. Non-discrimination. En réponse aux commentaires antérieurs de la commission, le gouvernement se réfère à l'article L.305, alinéa 2, du projet de modification du Code du travail qui prévoit que «les bureaux de placement payants ne doivent faire subir aux travailleurs aucune discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale, l'origine sociale ou toute autre forme de discrimination reconnue». La commission souligne que, pour donner pleinement effet à l'article 9 de la convention concernant la discrimination fondée sur la maternité, le Code du travail doit: 1) reconnaître expressément la maternité comme motif de discrimination interdit; 2) prévoir les mesures précises mentionnées par l'article 9; 3) imposer l'obligation de respecter ces dispositions à tous les employeurs, et pas seulement aux bureaux de placement payants; et 4) prévoir des sanctions efficaces en cas de

discrimination fondée sur la maternité. *La commission espère que le gouvernement sera en mesure d'intégrer ces principes dans le nouveau Code du travail.*

Mauritanie

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919 (ratification: 1963)

Application de la convention dans la pratique. La commission note les commentaires de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) reçus le 28 août 2014, de même que la réponse du gouvernement en date du 10 octobre 2014. La CLTM réitère que les textes d'application du nouveau Code du travail (loi n° 2004-017 de 2004) n'ont, à ce jour, pas encore été adoptés, ce qui est cause de nombreuses difficultés. La CLTM considère ainsi que l'absence de textes d'application du Code du travail est à l'origine d'un recul dans la protection de la maternité – rares étant les employeurs qui respectent la législation dans un contexte d'absence de contrôles et de sanctions à l'égard des contrevenants et d'augmentation du nombre de femmes enceintes ou allaitantes exposées à davantage de dangers et de risques majeurs. *La commission regrette le retard pris dans l'adoption des textes d'application du Code du travail et ses conséquences et espère que ces derniers seront adoptés dans un futur proche afin d'améliorer la protection de la maternité.*

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Panama

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919 (ratification: 1958)

Article 3 c) de la convention. Prestations de maternité accordées aux femmes qui ne remplissent pas les conditions ouvrant droit aux prestations prévues par l'assurance sociale. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement d'envisager la possibilité d'étendre le mécanisme d'«indemnisation» au moyen d'une prestation économique versée en une seule fois – prévue à l'alinéa 14 de l'article 1 de la loi organique n° 51 de la Caisse de sécurité sociale – aux femmes enceintes qui ne réunissent pas les conditions requises par la loi pour recevoir la subvention de la Caisse de sécurité sociale, de sorte que l'employeur ne soit pas tenu personnellement de prendre en charge les prestations dues aux femmes qu'il emploie. A cet égard, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les prestations économiques versées aux femmes qui ne remplissent pas les conditions ouvrant droit aux prestations sont plus avantageuses que le mécanisme d'«indemnisation» prévu par la loi organique n° 51 de la Caisse de sécurité sociale.

Article 3 d). Pauses d'allaitement. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté que l'article 114 du Code du travail prévoit deux possibilités pour permettre l'allaitement, à savoir une pause de 15 minutes toutes les trois heures ou une pause d'une demi-heure deux fois par jour. A cet égard, le gouvernement indique que, dans la pratique, les pauses de 15 minutes toutes les trois heures sont rarement prises. La commission prend note avec *intérêt* que, en vertu de la modification de l'article 36 du décret exécutif n° 1457 du 30 octobre 2012, les travailleuses qui allaitent bénéficient d'une réduction de leur temps de travail d'une heure au début ou à la fin de la journée, en plus des autres possibilités (quatre périodes de 15 minutes ou deux de 30 minutes), donnant ainsi mieux effet à cette disposition de la convention. *La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application de cette disposition dans la pratique, y compris des informations statistiques à cet égard, et des précisions en ce qui concerne toute plainte reçue en la matière.*

Sri Lanka

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952 (ratification: 1993)

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes
(Conférence internationale du Travail, 100^e session, juin 2011)

La commission note avec *intérêt* que, suite à la demande de coopération technique faite par le gouvernement, un atelier tripartite national relatif à l'application de la convention a été organisé par le BIT en septembre 2014 en collaboration avec le ministère du Travail et des Relations professionnelles. L'atelier a été élaboré sur la base d'un rapport technique commandé par le Bureau pour permettre au gouvernement d'étudier les options permettant d'assurer le respect des exigences de la convention, à moyen et à long terme, tenant compte des différentes questions de non-conformité soulevées par la commission et la Commission de l'application des normes en 2011. Celles-ci incluent, entre autres, l'établissement d'un régime d'assurance sociale de maternité en remplacement de l'actuel système qui repose sur la responsabilité de l'employeur pour le paiement des prestations en espèces de maternité, en coordination avec d'autres

réformes telles que celles visant à établir un système de protection en cas d'accident du travail ainsi que des éléments nécessaires à un socle de protection sociale. **La commission espère que le gouvernement fournira des informations détaillées quant aux options choisies sur la base des discussions tripartites durant l'atelier, de même qu'un calendrier fixant les objectifs pour la mise en place des réformes envisagées.** La commission renvoie le gouvernement à son observation de 2011 afin d'avoir une analyse approfondie des divergences qui continuent d'exister entre la législation et la pratique nationales et les dispositions de la convention.

Zambie

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952 (ratification: 1979)

Réforme de la législation du travail propre à assurer l'application de la convention. En réponse à l'observation précédente de la commission, le gouvernement déclare qu'il est actuellement engagé dans une réforme générale de la législation du travail et du processus de dialogue social et qu'il s'efforcera dans ce cadre de résoudre les divergences entre la législation actuelle et les dispositions de l'article 3 (attribution du congé de maternité sans considération de l'ancienneté dans l'emploi); de l'article 3, paragraphe 3 (instauration du caractère obligatoire d'un congé après l'accouchement d'une durée non inférieure à six semaines); et de l'article 5 (droit des femmes à des interruptions de travail aux fins d'allaitement comptées dans la durée du travail et rétribuées comme telles) de la convention. **Rappelant que le gouvernement a évoqué à plusieurs reprises des réformes en cours, la commission exprime l'espoir qu'il sera en mesure de faire état, dans son prochain rapport, de progrès tangibles dans les domaines susvisés.**

Réformes visant à instaurer des prestations de maternité dans le cadre d'un nouveau système de sécurité sociale. Prestations de maternité en espèces. Le gouvernement déclare qu'il a entrepris une vaste réforme du système de pensions, qui prévoit la création d'une caisse de protection de la maternité devant être administrée par l'Institut national de la sécurité sociale. Le financement de cette caisse devrait être assuré par une cotisation de 1 pour cent versée par les employeurs et par les travailleurs, selon ce qui est recommandé dans le rapport technique du Groupe de travail technique sur les réformes des pensions. Le gouvernement souligne en outre qu'il entretient une coopération étroite avec le BIT dans ce domaine et qu'il a organisé en 2013 une conférence nationale consultative tripartite dont le mandat était notamment d'étudier les options de financement des prestations de maternité. La commission rappelle qu'à l'heure actuelle, en Zambie, les employeurs sont tenus de supporter individuellement le coût des prestations de maternité en espèces qu'ils versent aux femmes qu'ils emploient, ce qui est contraire à l'une des principales dispositions de la convention, qui veut que les prestations soient accordées soit dans le cadre d'un système d'assurance obligatoire soit par prélèvement sur des fonds publics afin de prévenir la discrimination à l'encontre des femmes dans l'emploi (article 4, paragraphes 4 et 8). La commission se félicite donc de l'initiative prise par le gouvernement tendant à ce que le coût de la protection de la maternité soit mis à la charge non plus de l'employeur mais d'un système d'assurances sociales, conformément à la fois aux prescriptions de la convention et à la tendance générale privilégiant des systèmes de protection à financement collectif reposant sur le principe de la solidarité sociale. **La commission exprime donc l'espoir que le gouvernement fera état, dans son prochain rapport, de progrès dans le sens de l'instauration, comme composante du système de sécurité sociale élaboré actuellement, d'une branche protection de la maternité.** La commission invite le Bureau à continuer de fournir au gouvernement tout l'appui technique nécessaire à cet égard.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 3** (Guinée); la **convention n° 103** (Equateur, Grèce, Guatemala, Guinée équatoriale, Mongolie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Marin, Tadjikistan, Zambie); la **convention n° 183** (Autriche, Belize, Bénin, Bulgarie, ex-République yougoslave de Macédoine, Hongrie, Lituanie, Luxembourg, République de Moldova, Monténégro, Slovaquie).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 103** (Ukraine); la **convention n° 183** (Biélorus).

Politique sociale

Guinée

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962 (ratification: 1966)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). *La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.*

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses commentaires précédents.

Parties I et II de la convention. Amélioration des niveaux de vie. La commission demande au gouvernement de fournir des indications sur la manière dont l'amélioration des niveaux de vie a été considérée comme l'objectif principal des plans de développement économique de la stratégie de lutte contre la pauvreté (article 2 de la convention). A cet égard, elle rappelle que, selon l'article 1, paragraphe 1, de la convention, «toute politique doit tendre en premier lieu au bien-être et au développement de la population».

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Panama

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962 (ratification: 1971)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. La commission prend note des observations de la Confédération nationale de l'unité syndicale indépendante (CONUSI) et du Conseil national des travailleurs organisés (CONATO) qui ont été transmises au gouvernement en septembre 2013 et qui portent sur l'impact de différents programmes gouvernementaux et sur la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Les deux syndicats signalent que des programmes tels que «Réseau d'opportunités», «100 aux 70» et «Bourses universelles» n'ont pas atteint les objectifs fixés en vue d'améliorer les niveaux de vie. Ils ont ajouté que l'économie panaméenne est celle qui connaît la plus forte croissance dans la région; néanmoins, pour ce qui est de la distribution des richesses, elle continue à occuper une place prépondérante parmi les pires. *La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer ses commentaires à l'égard des observations de la CONUSI et du CONATO.* Elle espère qu'un rapport sera fourni pour examen par la commission à sa prochaine session et qu'il contiendra des informations complètes sur les points soulevés dans sa précédente demande directe.

Parties I et II de la convention. Amélioration des niveaux de vie. Le gouvernement avait fait parvenir en mai 2009 les résultats des plans opérationnels du ministère du Développement social, dont la stratégie de lutte contre la pauvreté se fondait sur le programme «Réseau d'opportunités». La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'effet des nouveaux programmes qui ont été menés pour lutter contre la pauvreté. Prière aussi de donner des indications récentes sur la manière dont on a veillé à ce que «l'amélioration des niveaux de vie» soit considérée comme «l'objectif principal des plans de développement économique» (article 2 de la convention).

Partie III. Travailleurs migrants. La commission avait pris note de l'adoption du décret-loi n° 3 du 22 février 2008 qui porte création du Service national des migrations, qui a pour fonction l'administration, la supervision, le contrôle et l'application des politiques migratoires définies par le pouvoir exécutif. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur la manière dont le Service national des migrations contribue à donner effet à la convention.

Partie IV. Rémunération des travailleurs. Avances sur salaire. En réponse aux commentaires précédents, le gouvernement avait fait mention de la jurisprudence formulée le 17 avril 2001 par le Tribunal supérieur du travail au sujet des dispositions de l'article 161, paragraphes 3 et 13, du Code du travail. Cette jurisprudence établit des critères restrictifs pour interpréter les dispositions qui permettent les retenues sur les salaires, au motif que ces dispositions visent à protéger les salaires. La commission demande au gouvernement de fournir des informations récentes dans son prochain rapport sur la manière dont les décisions des tribunaux de justice ou les résolutions administratives ont permis d'appliquer les dispositions de l'article 161, paragraphes 3 et 13, du Code du travail, dans le sens de l'article 12 de la convention.

Portugal

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962 (ratification: 1981)

Parties I et II de la convention. Amélioration des niveaux de vie. Se référant à l'observation formulée en 2010, la commission prend note des réponses détaillées du gouvernement reçues en janvier 2014 et des observations jointes au

rapport qu'ont formulées la Confédération générale des travailleurs portugais-intersyndicale nationale (CGTP-IN), l'Union générale des travailleurs (UGT) et la Confédération du tourisme portugais (CTP). Le gouvernement fait mention du protocole d'accord relatif au Programme d'ajustement économique et financier conclu en 2011 avec la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, ainsi que de l'Accord tripartite de 2012 de concertation sociale, qui ont entraîné des modifications des prestations sociales dans différents domaines. La commission prend note des mesures prises pour tenter de garantir la protection sociale des personnes les plus vulnérables, sans compromettre la viabilité financière du système de sécurité sociale. La CGTP-IN se dit préoccupée par le fait que, ces dix dernières années, l'écart se creuse entre le niveau de vie moyen au Portugal et celui des pays de l'Union européenne, tendance qui est due aux programmes d'austérité dont ont convenu le gouvernement et la troïka. Le revenu disponible réel a baissé de près de 4 pour cent entre 2011 et 2012 (variation moyenne annuelle), surtout en raison des baisses des rémunérations du travail et des transferts internes. L'UGT indique aussi que les réponses à la crise de la dette souveraine ont été pour l'essentiel des mesures d'austérité qui ont eu un impact négatif et persistant sur les travailleurs et les retraités, ainsi que des résultats économiques contestables. De son côté, la CTP estime que, malgré le «gel» actuel du salaire minimum national, il est indéniable que l'actualisation du salaire minimum, dans le cadre des conventions collectives conclues dans certains secteurs, a eu un effet positif sur l'amélioration des niveaux de vie des travailleurs. ***La commission invite le gouvernement à présenter une synthèse des résultats obtenus grâce aux programmes de politique sociale et aux autres initiatives visant à ce que «l'amélioration des niveaux de vie» soit considérée comme l'objectif principal des plans de développement économique, dans le cadre des politiques sociales appliquées dans le contexte de la crise économique et financière (article 2 de la convention).***

Partie IV. Rémunération des travailleurs. Dans son observation précédente, la commission avait demandé au gouvernement de transmettre le texte des décisions des autorités compétentes en ce qui concerne l'application de l'article 279 du Code du travail, qui régleme les retenues que les employeurs peuvent effectuer sur les rémunérations des travailleurs. A ce sujet, la commission prend note avec *intérêt* des décisions du Tribunal d'appel de Lisbonne qui a déclaré nulles des retenues indûment effectuées sur les avances sur salaire. ***La commission invite le gouvernement à continuer de communiquer les décisions des autorités compétentes, des tribunaux ou d'autres organismes sur des questions de principe relatives à l'application de l'article 279 du Code du travail (article 12).***

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 82** (France: Polynésie française, Nouvelle-Zélande: Tokélaou, Royaume-Uni: Montserrat); la **convention n° 117** (Brésil, Equateur, Espagne, Italie, Koweït, Madagascar, Malte, République de Moldova, Niger, Paraguay, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie).

Travailleurs migrants

Chine

Région administrative spéciale de Hong-kong Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949 (notification: 1997)

La commission prend note des observations conjointes, reçues le 31 août 2014, de la Confédération des syndicats de Hong-kong (HKCTU) et de la Fédération des syndicats des travailleurs domestiques asiatiques de Hong-kong (FADWU). Elle prend note également de la réponse du gouvernement à ces observations et aux précédentes observations de la HKCTU et de la FADWU.

Article 6, paragraphe 1 a) i), de la convention. Egalité de traitement. Travailleurs domestiques étrangers. Depuis plusieurs années, la commission suit de près les préoccupations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI), de la HKCTU et de la FADWU relatives à l'inégalité de traitement des travailleurs domestiques étrangers, qui représentent l'écrasante majorité des travailleurs immigrés autorisés à travailler dans la Région administrative spéciale (RAS) de Hong-kong. La commission note, d'après le rapport du gouvernement, qu'en 2014 il y avait 328 041 travailleurs domestiques étrangers (dont 98,4 pour cent de femmes) et 63 901 autres travailleurs immigrés (à l'exclusion de ceux de Chine continentale). La commission note que, dans leur communication la plus récente, la HKCTU et la FADWU réitèrent leurs précédentes préoccupations relatives à l'inégalité de traitement dont sont victimes les travailleurs domestiques migrants en ce qui concerne leur rémunération et leur logement, aux difficultés rencontrées par ces travailleurs pour accéder à l'information et aux services, et à la vulnérabilité particulière des travailleurs migrants étrangers venus d'Indonésie et du Népal aux violations de leurs droits statutaires et des termes de leurs contrats de travail.

La commission avait précédemment noté que les travailleurs immigrés, y compris les travailleurs domestiques étrangers, bénéficient en matière d'emploi des mêmes droits et de la même protection statutaires que les travailleurs locaux, et que le contrat de travail type (SEC) les fait bénéficier de droits et prestations supplémentaires. Elle avait également noté que, bien que les travailleurs domestiques étrangers soient exclus du champ d'application de l'ordonnance sur le salaire minimum (MWO) (chap. 608 des lois de Hong-kong) en raison de la condition de logement obligatoire dans le foyer (paragr. 3 du SEC), ils perçoivent un salaire minimum admissible (MAW) depuis 2003 et bénéficient de prestations supplémentaires en nature, dont les repas, le logement et des soins médicaux gratuits, comme cela est prévu dans le SEC. Selon le gouvernement, le MAW est révisé régulièrement en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs concernées et il est actuellement fixé à 4 010 dollars de Hong-kong (HKD) (en augmentation par rapport à son montant de 2012, 3 920 HKD). La commission note que la HKCTU et la FADWU n'en considèrent pas moins que l'exclusion des travailleurs domestiques étrangers de la MWO est discriminatoire et qu'aucun dispositif n'a été mis en place pour mesurer ou calculer les coûts réels du logement; la condition de logement obligatoire dans le foyer rend par ailleurs les travailleurs domestiques migrants plus vulnérables aux abus et aux violations de leurs droits.

La commission prend note de l'engagement du gouvernement d'offrir «à tous les travailleurs immigrés des conditions identiques à celles de la main-d'œuvre locale». A cet égard, le gouvernement se réfère à l'éventail de mesures législatives et pratiques qu'il a prises afin de mettre en œuvre la convention et de s'assurer que les travailleurs immigrés, en particulier les travailleurs domestiques étrangers, bénéficient des mêmes droits et de la même protection que les travailleurs locaux, ont un accès gratuit aux services, y compris aux services d'interprétation, et ont un accès à la procédure de dépôts de plaintes. Le gouvernement a également adopté une politique active pour renforcer la sensibilisation et l'information des employeurs et des travailleurs domestiques étrangers en ce qui concerne leurs droits et obligations (par le biais de manuels, des médias, de publicités, etc.), et a redoublé d'efforts pour collaborer avec les pays d'origine de façon à promouvoir les droits des travailleurs domestiques étrangers. **Prenant note des efforts constants du gouvernement pour protéger les droits des travailleurs domestiques étrangers et tenant compte des préoccupations exprimées par la HKCTU et la FADWU en ce qui concerne les conditions de travail spécifiques de ces travailleurs, la commission prie le gouvernement de s'efforcer tout particulièrement, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, d'examiner les conditions de travail des travailleurs domestiques étrangers de manière à déterminer si, dans la pratique, un traitement moins favorable leur est appliqué par rapport aux ressortissants du pays et à d'autres travailleurs migrants au regard des questions énumérées à l'article 6, paragraphe 1 a), de la convention (rémunération, conditions de travail et logement). Prière de fournir des informations complètes sur toute mesure prise à cet égard et sur les résultats obtenus. La commission prie également le gouvernement de préciser comment est calculé le coût du logement pour les travailleurs tenus de vivre dans le foyer.**

Contrôle de l'application. La commission note que, selon la HKCTU et la FADWU, les travailleurs domestiques migrants continuent de rencontrer des difficultés pour déposer plainte, y compris auprès du Département du travail, en raison de la longueur des procédures, de l'obstacle de la langue, de l'obligation de vivre dans le foyer et de la «règle des deux semaines» (qui oblige les travailleurs domestiques étrangers à quitter la RAS de Hong-kong dans les deux semaines qui suivent l'expiration ou la résiliation prématurée de leur contrat de travail). Le gouvernement réaffirme que les travailleurs domestiques migrants peuvent faire légalement valoir leurs droits et bénéficier d'une aide juridique pour autant que les critères d'octroi applicables à l'ensemble de la main-d'œuvre soient remplis. Selon le gouvernement, les travailleurs domestiques étrangers ont pleinement accès aux services fournis par le Département du travail, y compris des services gratuits de conseil et de conciliation, et la procédure de dépôt de plainte ainsi que le temps d'attente avant une réunion de conciliation s'appliquent en toute égalité et toute équité à la fois aux travailleurs domestiques étrangers et aux travailleurs locaux. La commission note que, entre le 1^{er} juin 2012 et le 31 mai 2014, le Département du travail a traité 6 134 plaintes, impliquant des travailleurs domestiques étrangers ou d'autres travailleurs immigrés entrant dans le cadre du régime d'emploi supplémentaire (SLS), concernant des allégations de violation de l'ordonnance sur l'emploi ou du SEC; 1,9 pour cent de ces plaintes portait sur le paiement incomplet des salaires. Parmi les plaintes n'ayant pas pu être résolues dans le cadre de l'action de conciliation du Département du travail, 1 298 ont été ensuite soumises au tribunal du travail ou au Conseil de règlement des litiges mineurs liés à l'emploi (MECAB). Au cours de la période faisant l'objet de l'examen, le Département du travail a également délivré 124 citations à comparaître en relation avec un paiement incomplet de salaire ou d'autres violations de l'ordonnance sur l'emploi par des employeurs de travailleurs immigrés, sans pour autant que l'on puisse dire clairement s'il s'agissait de travailleurs domestiques étrangers. En ce qui concerne la règle des deux semaines et l'accès aux voies de recours, le gouvernement indique que toutes les demandes (au nombre de 7 014) de prolongation de séjour émanant de travailleurs domestiques étrangers pour cause de poursuites civiles ou pénales ont été approuvées. Pour la même période, 55 011 demandes ont été approuvées pour des travailleurs domestiques étrangers souhaitant changer de lieu de travail tandis que 289 étaient refusées, la plupart du temps parce que les demandeurs ne remplissaient pas les critères de changement d'emploi. ***La commission prie le gouvernement d'examiner les difficultés rencontrées par les travailleurs domestiques étrangers pour que leurs plaintes soient traitées sur un pied d'égalité avec les nationaux, conformément à l'article 6, paragraphe 1 d), de la convention, et de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. Elle prie également le gouvernement de prendre les mesures appropriées pour renforcer le respect des droits que l'ordonnance sur l'emploi et le SEC confèrent aux travailleurs domestiques étrangers, et de s'assurer que les travailleurs migrants ayant demandé une prolongation de leur séjour pour cause de procédure légale aient accès à un mécanisme efficace et rapide de résolution des différends et soient en mesure de mener à leur terme la procédure légale et d'obtenir réparation. Prière de continuer à fournir des informations sur le nombre et la nature des plaintes lorsqu'elles concernent des violations de la législation pertinente et du SEC, y compris les plaintes pour paiement incomplet des salaires soumises par les travailleurs domestiques étrangers et d'autres travailleurs migrants, dans le cadre du SLS, au Département du travail, au tribunal du travail et au Conseil de règlement des litiges mineurs liés à l'emploi (MECAB), ainsi que sur l'issue de ces plaintes.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Malaisie

Sabah

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949 (ratification: 1964)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 6, paragraphe 1 b), de la convention. Égalité de traitement en matière de sécurité sociale. Prestations en cas d'accident du travail. La commission rappelle ses commentaires précédents qui portaient sur les différences de traitement entre les travailleurs nationaux et les travailleurs temporaires étrangers en ce qui concerne le paiement des prestations de sécurité sociale en cas d'accidents du travail. Les différences ont trait au régime de compensation des travailleurs (WCS), qui ne garantit aux travailleurs étrangers occupés dans le pays depuis moins de cinq ans qu'un paiement forfaitaire considérablement inférieur aux paiements périodiques prévus dans le régime de sécurité sociale des salariés (ESS), qui sont versés aux victimes d'accidents du travail, alors que les nationaux et les travailleurs étrangers qui sont résidents permanents en Malaisie (Sabah) continuent d'être couverts par l'ESS. Le gouvernement a indiqué, en novembre 2012, qu'il réalisait une étude actuarielle sur les trois options suivantes: i) étendre la couverture de l'ESS aux travailleurs étrangers; ii) créer un régime spécial pour les travailleurs étrangers relevant de l'ESS; ou iii) porter les prestations prévues dans le WCS au niveau de celles de l'ESS. Une fois l'étude achevée, les parties prenantes seront pleinement associées au processus de détermination de l'option la plus appropriée. Par ailleurs, la commission croit comprendre que l'Organisation de sécurité sociale de la Malaisie (SOCSO) envisage la préparation d'une étude technique sur l'éventuelle création d'un fonds et d'un régime distinct pour couvrir les travailleurs étrangers et a demandé, à cet égard, l'assistance technique du BIT. S'agissant des accidents du travail, la commission espère que l'étude actuarielle sera

rapidement finalisée et renvoie le gouvernement à ses commentaires sur l'application de la convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925, par la Malaisie péninsulaire. La commission note cependant avec regret que le gouvernement n'a pas présenté le rapport dû en 2013 au titre de la convention n° 19 et, par conséquent, la commission n'a pas d'autres informations sur l'état d'avancement de l'étude actuarielle.

Autres prestations de sécurité sociale. En ce qui concerne les autres prestations de sécurité sociale, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement concernant le contenu des protocoles d'accord conclus avec les pays d'origine. Toutefois, ces informations ne précisent pas comment on s'assure que les travailleurs migrants ne bénéficient pas d'un traitement moins favorable que les nationaux en matière de prestations de sécurité sociale, telles que les soins médicaux, les prestations de vieillesse, les pensions d'invalidité et de survivants et les indemnités de maladie et les prestations de maternité. **Compte tenu du grand nombre de travailleurs étrangers concernés, la commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises, y compris la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux, pour s'assurer que le traitement des travailleurs migrants n'est pas moins favorable que celui appliqué aux nationaux ou aux travailleurs étrangers résidents permanents dans le pays en ce qui concerne toutes les prestations de sécurité sociale. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement de l'étude actuarielle en ce qui concerne les prestations d'accident du travail et l'étude technique envisagée par la SOCSO, et sur les résultats obtenus.**

Salaires minima et taxe à acquitter pour chaque travailleur étranger. La commission prend note de la loi n° 732 de 2011 sur le Conseil consultatif national pour les salaires et de l'ordonnance de 2012 sur les salaires minima, laquelle prévoit un salaire minimum mensuel régional de 800 ringgits malaisiens (MYR) pour le Sabah qui doit être appliqué à partir du 1^{er} janvier 2013. Elle prend note aussi des principes directeurs sur l'application de l'ordonnance de 2012 sur les salaires minima, publiés le 6 septembre 2012 par le Conseil consultatif national pour les salaires, et du communiqué de presse du 13 mars 2013 sur l'application des salaires minima. La commission note que l'ordonnance de 2012 sur les salaires minima s'applique aux «salariés» tels que définis à l'article 2(1) de l'annexe à l'ordonnance sur le travail (Sabah, cap. 67) et couvre par conséquent les travailleurs nationaux et étrangers mais qu'elle exclut les travailleurs domestiques de son champ d'application. La commission note aussi que, selon les principes directeurs, le logement et l'alimentation sont exclus du salaire minimum. La commission note également qu'en vertu de l'amendement de 2013 de l'ordonnance sur les salaires minima certaines entreprises sont autorisées à différer le paiement du salaire minimum jusqu'au 31 décembre 2013 mais que, au 1^{er} janvier 2014, les personnes employant des travailleurs étrangers devront payer le salaire minimum mentionné ci-dessus. La commission note également que le document sur la politique de salaire minimum (mars 2013) publié par le ministère des Ressources humaines prévoit que les employeurs qui appliquent les salaires minima sont autorisés à déduire le montant de la taxe à acquitter pour chaque travailleur étranger au prorata du nombre de mois et les coûts du logement dans la limite de 50 MYR par mois et par personne. Dans certaines conditions, au cas par cas, le Département du travail peut examiner des demandes pour déduire le coût du logement pour un montant dépassant 50 MYR par mois. La commission avait toutefois précédemment noté que, d'après le gouvernement, la taxe ne pouvait pas être déduite du salaire du travailleur. La commission avait, par le passé, mis en garde contre le possible effet négatif d'un tel système de taxes sur les salaires, les conditions de travail générales et les droits des travailleurs migrants, en particulier lorsque les taux de ces taxes sont élevés et qu'elles sont déduites des salaires des travailleurs. Par conséquent, la commission estime que permettre, dans la pratique, la déduction de la taxe des salaires minima des travailleurs étrangers peut aboutir à un traitement moins favorable de ces travailleurs par rapport aux travailleurs nationaux, ce qui est contraire à l'article 6, paragraphe 1 a), de la convention. **Compte tenu de l'ambiguïté de la déclaration précédente du gouvernement et de la politique de salaire minimum de 2013 adoptée par le ministère des Ressources humaines concernant les déductions autorisées sur les salaires minima des travailleurs étrangers, la commission prie le gouvernement de préciser si les employeurs sont toujours autorisés à déduire des salaires minima des travailleurs étrangers la taxe et les coûts relatifs au logement, et de fournir le texte des dispositions légales ou de la politique sur ce sujet. La commission demande au gouvernement de faire le nécessaire pour s'assurer que les employeurs ne retiennent pas, dans la pratique, la taxe concernant les travailleurs étrangers sur les salaires minima versés aux travailleurs étrangers, et de fournir des informations à cet égard. Rappelant que le gouvernement avait indiqué précédemment qu'il était disposé à examiner l'impact du système de taxation sur les conditions de travail et l'égalité de traitement des travailleurs migrants, y compris les salaires, la commission lui demande de procéder à cet examen et de fournir des informations sur ses résultats et sur toute mesure de suivi adoptée.**

La commission rappelle qu'elle soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 97** (Burkina Faso, Chine: Région administrative spéciale de Hong-kong, Dominique, Malaisie: Sabah, Pays-Bas, Royaume-Uni, Tadjikistan); la **convention n° 143** (Burkina Faso, Guinée, Saint-Marin, Tadjikistan).

Gens de mer

Observation générale

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Convention du travail maritime, 2006: Observations découlant de l'examen des premiers rapports

Dans son rapport de 2012, la commission a formulé une observation générale sur les préparatifs en vue de l'entrée en vigueur de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006). Dans cette observation, elle a souligné un certain nombre de caractéristiques innovantes de la convention, en particulier le système prévu pour assurer le respect et l'application des dispositions de la convention, qui prévoit notamment la certification des conditions de travail et de vie des gens de mer à bord de navires. Au mois de novembre 2014, la MLC, 2006 – qui est entrée en vigueur le 20 août 2013 pour 30 Etats Membres –, avait été ratifiée par 65 Membres. Cette année, le premier rapport national sur l'application de la convention a été demandé à 32 Membres pour que la commission l'examine. La commission a pu examiner la plupart des rapports qui ont été reçus et, comme à son habitude pour les premiers rapports sur l'application de conventions, elle a formulé des commentaires spécifiques sous la forme de demandes directes¹ adressées aux gouvernements concernés.

La commission a pris note avec intérêt du rapport publié récemment par le secrétariat chargé du suivi d'un mémorandum d'entente régional sur le contrôle par l'Etat du port, qui porte sur le nombre d'inspections de navires effectuées par les inspecteurs de l'Etat du port sur le respect des dispositions de la MLC, 2006. Ce rapport faisait état de déficiences qui avaient été identifiées à bord, ainsi que d'un nombre considérable d'immobilisations de navires pour des motifs relevant de la MLC, 2006, au cours de la première année qui a suivi l'entrée en vigueur de la convention. La commission note que ce système de contrôle à bord des navires, qui comprend à la fois les inspections de l'Etat du pavillon et les inspections des navires étrangers entrant dans les ports des Etats ayant ratifié la MLC, 2006, est important et, d'une manière concrète, contribue constamment à l'examen cyclique à l'échelle nationale de l'application des conventions, dans le cadre du système de contrôle de l'OIT. La convention est relativement nouvelle, et le système qu'elle établit en est encore au stade de la mise en œuvre, mais cette information, ainsi que celles fournies par les gouvernements dans leurs rapports et par les observations des organisations d'armateurs et de gens de mer, indique que le degré d'application dans la pratique est élevé, qu'il va bien au-delà de l'adoption d'instruments législatifs dans de nombreux cas et que les acteurs du secteur maritime sont très déterminés. Cette mise en œuvre montre aussi que les questions relatives à la cohérence de l'application dans cette industrie, qui est la plus ancienne et l'une des plus internationales, préoccupent beaucoup les gouvernements ainsi que les armateurs et les gens de mer.

Etant donné le nombre de premiers rapports nationaux qui seront demandés ces prochaines années et la nécessité de fournir des orientations et de parvenir à une interprétation commune des prescriptions de la MLC, 2006, la commission a décidé de formuler une observation générale sur plusieurs questions qu'elle a relevées lors de son examen de ces premiers rapports en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'OIT.

Mise en œuvre et consultation nationale tripartite

La commission note que des observations ont été reçues de plusieurs organisations de travailleurs (gens de mer); la plupart a indiqué que le niveau de consultation et de dialogue social, au cours de la mise en œuvre nationale de la convention, a été bon, et même élevé. Néanmoins, comme il ressort des demandes directes, des préoccupations ont été exprimées dans quelques cas au travers des observations formulées par les organisations représentatives des travailleurs. En outre, plusieurs Membres ont mentionné des difficultés dues au fait que les organisations représentatives qui doivent être consultées afin de faciliter l'application de la convention à l'échelle nationale n'ont pas encore été établies. La commission rappelle que le Conseil d'administration a créé en vertu de l'article XIII de la MLC, 2006, la Commission tripartite spéciale, qui s'est réunie pour la première fois en avril 2014. La Commission tripartite spéciale, conformément à la convention, a adopté des dispositions transitoires aux fins de la consultation des organisations d'armateurs et de gens de mer, comme le prévoit l'article VII de la MLC, 2006, lorsqu'il n'y a pas d'organisations représentatives dans un Etat Membre.

Rapports nationaux et mesures de mise en œuvre. La fonction et l'importance de la Déclaration de conformité du travail maritime (DCTM), parties I et II

La commission rappelle que la structure innovante de la MLC, 2006, et son volume ont amené le Conseil d'administration à adopter un nouveau formulaire pour la présentation des rapports nationaux, qui facilitera également la

¹ Comme indiqué dans la note au lecteur du rapport de la commission, les demandes directes ne sont pas publiées dans le rapport de la commission d'experts, mais sont communiquées directement au gouvernement intéressé. Elles sont publiées sur NORMLEX, la base de données du BIT sur les normes internationales du travail (voir «Contrôle de l'application des normes internationales du travail» (<http://www.ilo.org/normlex>)).

soumission de rapports sous forme électronique et l'utilisation des documents nationaux préparés en vue de leur utilisation à bord des navires. La commission note que plusieurs gouvernements ont fourni dans leur rapport des informations détaillées, ainsi qu'une documentation abondante et/ou des liens Internet pour consulter des documents et des sites Internet ayant trait à l'application de la convention. D'autres, néanmoins, considérant qu'elles permettaient de fournir assez de renseignements sur les 14 domaines couverts par la Déclaration de conformité du travail maritime (DCTM), ont préféré utiliser les parties I et II de la DCTM. Dans ce contexte, au-delà de la question de savoir si ces informations suffisent pour le rapport national, la commission a noté que les parties I et II de la DCTM, dans certains cas, posent des difficultés. La commission a constaté en particulier que, souvent, la partie I de la DCTM nationale ne contient qu'une liste de titres d'instruments législatifs nationaux ou de mesures d'application ou des références à ces instruments et mesures, parfois des références incorrectes, avec très peu ou pas d'informations. La commission rappelle que le paragraphe 10 a) de la norme A5.1.3 dispose que la partie I de la DCTM établie par l'autorité compétente indiquera non seulement «les prescriptions nationales donnant effet aux dispositions pertinentes de la présente convention en renvoyant aux dispositions applicables de la législation nationale», mais donnera aussi, «dans la mesure nécessaire, des informations concises sur les points importants des prescriptions nationales». La commission rappelle également que le paragraphe 1 du principe directeur B5.1.3 fournit des orientations sur l'énoncé des prescriptions nationales et recommande ce qui suit: «Lorsque la législation nationale reprend précisément les prescriptions énoncées dans la présente convention, il suffira d'y faire référence.» Toutefois, dans de nombreux cas, les références ne fournissent pas suffisamment d'informations sur les prescriptions nationales lorsqu'elles portent sur des questions pour lesquelles la MLC, 2006, prévoit qu'il peut y avoir des différences entre les pratiques nationales. De même, la commission note que beaucoup des exemples d'une partie II approuvée de la DCTM (document qui vise à identifier les mesures prises par les armateurs pour mettre en œuvre les prescriptions nationales) ne contiennent souvent que des renvois à d'autres documents. A moins que tous ces documents référencés ne soient disponibles à bord des navires et que toutes les personnes concernées ne puissent les consulter facilement, il sera difficile pour les inspecteurs de l'Etat du port ou les gens de mer de comprendre quelles sont les prescriptions nationales sur ces questions. Dans ces cas, la partie I de la DCTM ne semble pas réaliser le but dans lequel, comme la partie II, elle est exigée en vertu de la MLC, 2006, qui est d'aider toutes les personnes concernées, telles que les inspecteurs de l'Etat du pavillon, les fonctionnaires autorisés de l'Etat du port et les gens de mer, à s'assurer que les prescriptions nationales sur les 14 domaines figurant dans la liste sont dûment mises en œuvre à bord du navire.

La commission rappelle également à cet égard que la DCTM ne couvre pas tous domaines de la MLC, 2006, qui doivent également être mis en œuvre par les Membres.

Article II. Définition et champ d'application

La commission observe, en ce qui concerne le champ d'application aux gens de mer de la MLC, 2006, comme le prévoit l'article II, que des gouvernements ont indiqué que, lorsqu'ils prennent une décision après avoir consulté les organisations représentatives concernées, ils suivent les définitions de la convention et prennent en compte les orientations et les critères établis dans la résolution concernant l'information sur les groupes professionnels, que la Conférence internationale du Travail a adoptée à sa 94^e session (février 2006). Toutefois, la commission a observé certaines difficultés dans l'application des dispositions ayant trait à la souplesse prévue aux paragraphes 3, 5 et 6 de l'article II. La commission note à cet égard que la notion de dispositions «équivalentes dans l'ensemble», telle que prévue aux paragraphes 3 et 4 de l'article VI, et discutée en détail ci-dessous, n'est pas applicable dans les cas où il est difficile de savoir si la convention s'applique à une catégorie de personnes ou de navires.

La commission note que la MLC, 2006, ne permet pas l'application partielle de la législation nationale qui met en œuvre ses dispositions si les travailleurs concernés sont des gens de mer couverts par la convention. Il n'est possible d'exclure des travailleurs du champ d'application de la convention que dans les cas suivants: *a)* ils ne relèvent manifestement pas de la définition de «marin»; *b)* le navire à bord duquel ils travaillent n'est manifestement pas un «navire» couvert par la convention; *c)* il peut y avoir un doute quant aux points *a)* ou *b)* et il a été établi, conformément à la convention, que les catégories de travailleurs concernées ne sont pas des gens de mer ou ne travaillent pas à bord de navires couverts par la convention; ou *d)* les dispositions de la législation qui ne s'appliquent pas à ces travailleurs portent sur des questions qui ne sont pas couvertes par la MLC, 2006.

En ce qui concerne les normes applicables aux gens de mer travaillant à bord de navires d'une jauge brute inférieure à 200 qui n'effectuent pas de voyages internationaux, le paragraphe 6 de l'article II permet davantage de souplesse pour l'application à ces navires de «certains éléments particuliers du code». La souplesse prévue au paragraphe 6 ne peut être exercée que par l'autorité compétente, en consultation avec les organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées, dans les cas où elle estime qu'il ne serait pas raisonnable ou possible au moment présent d'appliquer les éléments des dispositions concernées du code et où la question visée par des dispositions du code pertinent est régie différemment par la législation nationale, des conventions collectives ou d'autres mesures. La commission souligne que le paragraphe 6 de l'article II ne prévoit pas l'exclusion d'un navire ou d'une catégorie de navires de la protection fournie par la convention et, même si une décision a été prise, elle ne peut s'appliquer qu'à des éléments particuliers du code (les normes et les principes directeurs). Les dispositions des règles doivent être appliquées.

La commission a également relevé plusieurs cas dans lesquels la législation nationale applicable donne à l'autorité compétente la faculté de décider, dans certaines circonstances, des dérogations d'ordre général aux prescriptions nationales qui permettent de mettre en œuvre la MLC, 2006. La commission note néanmoins que ces dérogations ne sont possibles que dans une certaine mesure et seulement lorsque la MLC, 2006, les permet expressément.

Article III. Droits et principes fondamentaux

Article VI. Règles et parties A et B du code

En ce qui concerne l'application de l'article III et de l'article VI, dans le cadre de la MLC, 2006, l'approche de la commission est que, lorsqu'elle examine les rapports de gouvernements sur l'application de la MLC, 2006, elle ne peut pas se faire utilement une opinion sur des questions générales, notamment celle de savoir si le Membre s'est dûment assuré que sa législation respecte les droits fondamentaux mentionnés à l'article III ou si, au moment d'adopter la législation qui met en œuvre la MLC, 2006, le Membre a dûment pris en compte les dispositions de la partie B du code. Au lieu de cela, l'examen de la commission, par principe, portera sur les dispositions concrètes des titres 1 à 5 de la convention, sur les prescriptions nationales mettant en œuvre ces dispositions dont il ressort qu'elles n'ont peut-être pas suffisamment tenu compte d'un droit fondamental mentionné à l'article III, et sur les pratiques concernant l'application de certaines prescriptions des titres 1 à 5 qui pourraient indiquer que la législation nationale n'a pas suffisamment pris en considération un droit fondamental mentionné aussi à l'article III. De même, en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article VI, la commission focalisera son examen sur les dispositions nationales d'application qui portent sur des prescriptions concrètes pour lesquelles il ne semble pas avoir été tenu dûment compte de la partie B du code.

De plus, la commission rappelle que la notion d'équivalence dans l'ensemble n'est pas une question de liberté d'appréciation en matière administrative, mais une question dont le Membre doit décider après avoir vérifié que, comme le prévoient les paragraphes 3 et 4 de l'article VI, il n'est pas en mesure de mettre en œuvre les droits et principes de la manière indiquée dans la partie A du code de la MLC, 2006. Dans ce cas, sauf disposition contraire expresse dans la convention, les Membres peuvent appliquer les prescriptions de la partie A du code par la voie de dispositions législatives ou autres s'ils ont vérifié que ces dispositions législatives ou autres «favorisent la pleine réalisation de l'objectif et du but général de la disposition ou des dispositions concernées de la partie A du code» et «donnent effet à la disposition ou aux dispositions concernées de la partie A du code». Les Membres ont principalement une obligation de «vérification», ce qui n'implique pas pour autant une autonomie totale. En effet, c'est aux autorités chargées de superviser la mise en œuvre à l'échelle nationale et internationale qu'il incombe de s'assurer non seulement que la procédure nécessaire de «vérification» a été effectuée, mais aussi qu'elle l'a été de bonne foi, et qu'elle a permis de vérifier que l'objectif d'application des principes et droits établis dans les règles est convenablement réalisé d'une autre manière que celle indiquée dans la partie A du code. C'est dans ce contexte que les Membres ayant ratifié la convention devraient évaluer leurs dispositions nationales du point de vue de l'équivalence dans l'ensemble, identifier l'objectif et le but général de la disposition concernée (conformément au paragraphe 4 a) de l'article VI) et déterminer si la disposition nationale proposée peut, de bonne foi, donner effet à la partie A de la disposition du code (comme prévu au paragraphe 4 b) de l'article VI). Toute disposition équivalente dans l'ensemble qui a été adoptée doit être indiquée dans la partie I de la DCTM qui doit être disponible dans les navires ayant été certifiés. Comme l'indique le conseil pratique (paragraphe 7) au début du formulaire de rapport pour la MLC, 2006, des explications sont requises lorsqu'une mesure d'application nationale d'un Membre qui fait rapport diffère des prescriptions énoncées à la partie A du code. En ce qui concerne l'adoption de dispositions équivalentes dans l'ensemble, la commission aura normalement besoin d'être informée des raisons pour lesquelles le Membre n'a pas pu mettre en œuvre la prescription de la partie A du code et (à moins que ce ne soit évident) de ce qui a permis au Membre de vérifier que la disposition équivalente dans l'ensemble satisfait au paragraphe 4 de l'article VI.

Règle 1.4 et code correspondant. Recrutement et placement

En ce qui concerne l'application des prescriptions du paragraphe 5 de l'article V, de la règle 1.4 et du code, la commission note que, lorsque des Membres ayant ratifié la MLC, 2006, et ayant des services de recrutement et de placement opérant sur leur territoire, n'ont pas mis en œuvre ces prescriptions, il est important de rappeler que les armateurs et les inspecteurs de l'Etat du pavillon d'autres Membres ayant ratifié la convention dépendent de tous les Membres ayant ratifié la convention pour mettre effectivement en œuvre ces prescriptions. Ne pas avancer sur cette question peut se traduire par un avantage déloyal pour un Membre qui a ratifié la MLC, 2006, par rapport à des Membres qui ne l'ont pas ratifiée, mais dont les services de recrutement et de placement de gens de mer sont tenus de respecter les exigences de la MLC, 2006, afin que les gens de mer puissent obtenir un emploi par le biais de ces services. La commission a noté aussi qu'un certain nombre de pays sont tributaires de la certification des services de recrutement et de placement et, dans certains cas, semblent mettre sur le même pied la ratification de la convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996, et la ratification et la mise en œuvre de la MLC, 2006. La commission rappelle que la MLC, 2006, ne contient pas exactement les mêmes dispositions que la convention n° 179, en particulier en ce qui concerne les prescriptions du paragraphe 5 b et c) vi) de la norme A1.4 de la MLC, 2006.

Règle 2.1 et code correspondant. Contrat d'engagement maritime

Au sujet du contrat d'engagement maritime, la commission souligne l'importance du lien juridique fondamental que la MLC, 2006, établit à l'article II entre le marin et la personne définie comme «armateur». En vertu du paragraphe 1 de la norme A2.1, les gens de mer doivent être en possession d'un contrat d'engagement maritime signé par le marin et l'armateur ou son représentant (que l'armateur soit considéré ou non comme étant l'employeur du marin).

Règle 2.3 et code correspondant. Durée du travail ou du repos

La commission note, au sujet de la souplesse concernant les limites prévues à la norme A2.3 pour la durée minimale du repos ou la durée maximale du travail, que toute dérogation, y compris celles prévues dans la Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW), telle que modifiée, doit être conforme aux prescriptions du paragraphe 13 de la norme A2.3.

Règle 4.5 et code correspondant. Sécurité sociale

En ce qui concerne la sécurité sociale, la commission rappelle que les paragraphes 2 et 3 de la norme A4.5 obligent tout Membre à prendre des mesures, en fonction de sa situation nationale, pour assurer au moins trois des neuf branches de la protection de sécurité sociale pour tous les gens de mer qui résident habituellement sur son territoire. La commission note que, au moment de la ratification, conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, chaque Membre a spécifié les branches de sécurité sociale qui sont assurées aux gens de mer résidant habituellement sur son territoire. Cette obligation peut être satisfaite de diverses façons, comme l'indiquent les paragraphes 3 et 7 de la norme A4.5, et l'attribution des responsabilités peut aussi être l'objet d'accords bilatéraux ou multilatéraux conclus dans le cadre d'une organisation régionale d'intégration économique, comme le prévoit le paragraphe 4. La commission a noté que des accords régionaux ont été conclus entre des Membres et que, dans certains cas, des Membres ont passé des accords bilatéraux avec d'autres pays. Toutefois, ces mécanismes et dispositifs ne semblent pas être répandus et les informations sur cette question importante ne sont pas claires.

La commission souhaite aussi souligner que, même si l'obligation principale incombe au Membre sur le territoire duquel le marin réside habituellement, en vertu du paragraphe 6 de la norme A4.5, les Membres doivent examiner les diverses modalités selon lesquelles, en l'absence d'une couverture suffisante dans les neuf branches de sécurité sociale, des prestations comparables seront offertes aux gens de mer, conformément à la législation et à la pratique nationales. Comme indiqué précédemment, selon le paragraphe 7, cette protection peut être prévue de différentes manières, notamment par la législation, des régimes privés, des conventions collectives ou une combinaison de ces moyens.

Assistance technique pour la mise en œuvre

La commission a observé que plusieurs gouvernements ont indiqué que, pour le moment, ils ne sont pas des Etats du pavillon étant donné qu'ils n'ont aucun navire auquel la convention est applicable. Ils n'ont, par conséquent, pas encore adopté une législation détaillée pour mettre en œuvre MLC, 2006. La commission note cependant que d'autres obligations de la convention, dans la mesure où elles concernent un pays, par exemple la réglementation des services privés de recrutement et de placement, la promotion d'installations de bien-être à terre, et la réalisation des responsabilités de l'Etat du port, s'appliquent et doivent être mises en œuvre. Dans certains cas, la commission a observé que le Membre concerné bénéficierait de l'assistance technique et de la coopération afin d'aller de l'avant en ce qui concerne la mise en œuvre.

Diffusion et mise à jour de l'information sur la mise en œuvre de la MLC, 2006**Le site Web et la base de données du BIT sur la MLC, 2006**

Enfin, la commission rappelle que, aux fins des prescriptions de la MLC, 2006, en matière d'informations, le Bureau a créé un site Web et une base de données spécifiques qui contiennent des informations fournies par les gouvernements en vertu de la MLC, 2006. Il s'agit d'une source utile d'information pour d'autres Membres, les armateurs et les gens de mer, et il est important que les Membres fournissent ces informations au Bureau et qu'ils prennent des mesures pour maintenir cette information sur leur pays à jour.

Conclusion

Dans l'ensemble, la commission apprécie la contribution de ces premiers Membres qui ont fait rapport, qui sont parmi les premiers à avoir ratifié la MLC, 2006, et à l'avoir appliquée et qui, à bien des égards, montrent désormais la voie aux autres Membres.

Guinée

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970 (ratification: 1977)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). *La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.*

La commission note par ailleurs que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2 de la convention. Prévention des accidents du travail des gens de mer. La commission rappelle ses précédents commentaires dans lesquels elle demandait au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la pleine application des dispositions de la convention. Dans son dernier rapport, le gouvernement indique que, avec le retour à l'ordre constitutionnel et la relance des activités de la Commission consultative du travail et des lois sociales, des mesures seront prises pour l'élaboration des textes législatifs et règlements qui donneront effet à la convention. La commission croit comprendre que la Commission consultative du travail et des lois sociales a été réactivée en vertu de l'article 96 du décret présidentiel n° D/2008/040/PRG/SGG du 28 juillet 2008 portant attributions et organisation des départements ministériels, des secrétariats généraux et de la primature. *En conséquence, la commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour que les textes donnant effet à la convention soient adoptés dans un très proche avenir. Elle prie le gouvernement de tenir le Bureau informé de tout progrès accompli à cet égard et de lui transmettre une copie de ces textes dès qu'ils auront été adoptés.*

Enfin, la commission espère que le gouvernement sera bientôt en mesure de ratifier la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), qui révisé la convention n° 134 ainsi que 36 autres conventions internationales sur le travail maritime et dont la règle 4.3 et le code correspondant contiennent des dispositions détaillées sur la sécurité et la santé au travail et la prévention des accidents dans le secteur maritime.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Liban

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946 (ratification: 1993)

Articles 2 à 4 de la convention. Régime de pensions pour les gens de mer. La commission avait attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité d'établir ou faire établir un régime qui assurerait le versement des pensions pour les gens de mer qui se retirent du service à la mer. Elle note avec *regret* que le gouvernement n'a fourni aucune information nouvelle en réponse à sa précédente observation. Elle rappelle que le gouvernement a indiqué précédemment qu'il élaborait un projet de texte régissant le régime de pensions des gens de mer, en consultation avec l'Association des armateurs libanais et la Fédération des syndicats du transport maritime. *La commission exprime l'espoir que les mesures nécessaires seront prises pour donner effet à la convention et elle prie le gouvernement de fournir des renseignements détaillés sur les mesures prises ou envisagées, notamment en ce qui concerne la finalisation de son projet de réglementation nationale devant établir un régime de pensions pour les gens de mer, et de transmettre copie de tout texte lorsqu'il aura été adopté.*

Pérou

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946 (ratification: 1962)

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement en réponse à ses observations de 2011 et 2012, y compris de ses réponses aux commentaires de la Fédération des travailleurs de la pêche du Pérou (FETRAPEP) et de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP).

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

Article 3, paragraphes 1 a) et 2, de la convention. Taux minimum de remplacement des pensions. Travailleurs de la pêche. Se référant aux recommandations du Conseil d'administration relatives à la réclamation alléguant l'inexécution par le Pérou de la convention, présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), la commission note que la loi n° 30003, du 14 mars 2013, a été adoptée. Elle a pour objectif de faciliter l'accès des travailleurs et retraités de la pêche à la sécurité sociale et prévoit des mesures exceptionnelles pour les travailleurs et retraités affectés par la dissolution et la liquidation de la Caisse de prestations et de sécurité sociale des pêcheurs (CBSSP). Cette loi prévoit que les travailleurs autrefois affiliés à la CBSSP et les nouveaux travailleurs de la pêche pourront choisir d'être affiliés au régime spécial de pensions (REP) – c'est-à-dire le nouveau régime de retraite des

travailleurs de la pêche – ou au système privé de pensions (SPP). La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, comme le prescrit la convention, les deux systèmes prévoient le financement collectif des prestations qui sont fournies avec les cotisations à la charge du travailleur et de l'armateur (8 pour cent et 5 pour cent de la rémunération qui peut être assurée, respectivement). La commission note que, en vertu de l'article 10 de la loi n° 30003 et de l'article 33 du règlement de cette loi, la pension de retraite dans le REP et la pension de retraite complémentaire pour les affiliés au SPP sont versées aux travailleurs de la pêche qui peuvent justifier d'au moins vingt-cinq ans de travail dans la pêche et qui ont 55 ans révolus. Le montant de la pension, en ce qui concerne le REP, est déterminé en appliquant le taux de remplacement équivalant à 24,6 pour cent de la moyenne de la rémunération mensuelle assurable des cinq dernières années de travail dans la pêche. Le régime du SPP, même si la loi ne fixe pas un taux minimum de remplacement, garantit une pension de retraite complémentaire qui s'ajoute au montant de la pension du SPP lorsque celle-ci est inférieure à ce qu'aurait reçu le travailleur dans le cadre de la CBSSP (art. 33(e) du règlement de la loi n° 30003). La commission rappelle que l'article 3, paragraphe 1 a) ii), de la convention prévoit que les pensions ne doivent pas être inférieures à la somme représentant 1,5 pour cent, pour chaque année de service à la mer, de la rémunération, c'est-à-dire 37,5 pour cent pour une carrière de vingt-cinq ans, à savoir la période minimale prescrite par la législation nationale pour obtenir une pension de vieillesse. En ce sens, la commission note que le taux de remplacement de 24,6 pour cent est inférieur à celui prévu à l'article 3, paragraphe 1 a), de la convention. **Par conséquent, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que la législation nationale prévoit un taux minimum de remplacement conforme à l'article 3, paragraphe 1 a) ii), de la convention.** En outre, la commission note que le gouvernement n'a pas communiqué les informations relatives aux points suivants: i) le montant total des cotisations payées par les travailleurs de la pêche assujettis aux régimes REP et SPP; et ii) le montant total des pensions versées en vertu de ces régimes. Le gouvernement ne précise pas quel pourcentage de la somme indiquée au point ii) représente la somme qui figure au point i) pour démontrer que les travailleurs en question, collectivement, ne contribuent pas à plus de la moitié du coût des pensions payables en vertu de ces régimes, conformément à l'article 3, paragraphe 2, de la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations à ce sujet.**

Financement collectif des pensions des travailleurs maritimes, fluviaux et lacustres. A propos des travailleurs maritimes, fluviaux et lacustres, le gouvernement indique que le Système national de pensions (SNP) – régi par le décret-loi n° 19990 – prévoit un régime spécial de retraite pour les travailleurs régis par les lois n°s 21952 et 23370. Dans le SNP, le taux de cotisation est à la charge exclusive de l'assuré et s'élève à 13 pour cent de la rémunération assujettie à assurance, étant entendu qu'un montant inférieur à la rémunération minimale vitale ne peut pas constituer la base imposable de la cotisation. Le gouvernement indique aussi que le montant minimum mensuel de la cotisation au SNP en 2013 équivalait à 97,5 nouveaux soles, et que le montant de la pension minimale était de 415 nouveaux soles. Le gouvernement considère donc que le taux de cotisation au système de pensions pour les travailleurs maritimes, fluviaux et lacustres est inférieur à la moitié du coût des pensions payables dans ce régime. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle une pension mensuelle équivalant à quatre fois le montant de leur cotisation est garantie aux travailleurs maritimes, fluviaux et lacustres qui cotisent au système de pensions sur la base de la cotisation minimale. Néanmoins, la commission fait observer que l'article 3, paragraphe 2, de la convention n'exige pas que la proportion des cotisations minimales soit inférieure à 50 pour cent du coût des pensions payables, mais que le pourcentage constitué par l'ensemble des cotisations versées au système par toutes les personnes couvertes par ce régime ne dépasse pas 50 pour cent du coût des pensions payables au titre du régime de pensions. **Par conséquent, la commission prie le gouvernement de fournir toutes les informations demandées dans le formulaire de rapport sur l'article 3 de la convention afin de démontrer que les travailleurs en question ne participent pas collectivement à plus de 50 pour cent du coût des pensions payables.** La commission note que le gouvernement ne fournit pas d'information sur le taux minimum de remplacement des pensions de retraite versées aux travailleurs maritimes, fluviaux et lacustres qui, en vertu de l'article 3, paragraphe 1 a), de la convention, doit être d'au moins 1,5 pour cent de la rémunération, pour chaque année de service à la mer, si le régime prévoit des pensions à partir de l'âge de 55 ans. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations à ce sujet.**

Anciens salariés de la Compagnie péruvienne des vapeurs S.A. (CPV). En ce qui concerne les anciens salariés de la CPV, le gouvernement indique qu'ils peuvent être couverts par le régime du décret-loi n° 19990 qui régit le Système national de pensions de la sécurité sociale, ou qu'ils peuvent avoir été incorporés en vertu de décisions judiciaires au régime du décret-loi n° 20530 sur les régimes de pensions et de rémunération pour des services civils fournis à l'Etat qui ne sont pas compris dans le décret-loi n° 19990. Toutefois, la commission note que le rapport ne fournit pas de données sur le montant des pensions versées à ces travailleurs. **Par conséquent, la commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que le montant des pensions versées aux anciens salariés de la CPV, qui étaient auparavant des gens de mer et qui ont effectué une période déterminée de service à la mer, soit dans tous les cas au moins égal au montant qui résulte de l'application du taux minimum de remplacement prescrit à l'article 3, paragraphe 1 a) ii), de la convention, et de réviser le cas échéant le montant maximum applicable à ces pensions.**

Décision de la Cour suprême de justice. Le gouvernement indique que la décision rendue le 24 novembre 2009 par la Chambre civile transitoire de la Cour suprême de justice, qui avait ordonné à l'Etat de payer sa dette envers la CBSSP,

n'a pas encore été exécutée. *La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur l'exécution de la décision de la Cour suprême susmentionnée. Elle prie aussi le gouvernement de fournir des informations sur le paiement des prestations que la CBSSP n'avait pas encore servies.*

Observations de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP). La commission se réfère aux observations de la CGTP mentionnées dans son observation de 2011 sur l'administration des caisses de pensions par le SPP et sur l'impact de la crise financière mondiale sur les fonds de pensions. En réponse à ces observations, le gouvernement fait mention des instruments d'investissement ou d'activités dans lesquels les fonds de pensions peuvent investir, ainsi que des limites d'investissement par type de fonds de pensions. De plus, le gouvernement indique que les versements sur les comptes individuels de capitalisation des affiliés sont exprimés sous la forme de versements de l'Administration privée des fonds de pensions (AFP) et selon le type de fonds choisi. Les affiliés disposent d'un compte individuel de capitalisation qui enregistre les apports versés tous les mois, et la somme de ces versements constitue le montant dont disposent les affiliés. Ces montants peuvent se valoriser à tout moment, la référence étant la valeur d'un versement de l'AFP et le type de fonds dont relèvent les affiliés. Par conséquent, une valorisation ayant des résultats négatifs pour une période de référence préalable n'implique pas nécessairement que les affiliés enregistrent des pertes. Le fait que, à un moment ou à un autre, il peut y avoir des situations dans lesquelles les montants sur les comptes individuels diminuent ne signifie pas que cette réduction sera permanente. Le gouvernement indique que ce qui importe est d'évaluer les éléments ayant trait à la rentabilité sur le long terme que crée le SPP étant donné qu'il y aura toujours des situations dans lesquelles la rentabilité pourra baisser, par exemple en cas de crise internationale. La loi sur la réforme du système privé de pensions permet de créer des mesures d'incitation pour que l'AFP optimise l'investissement des versements. *Notant que, en vertu du paragraphe 4 de l'article 4 de la convention, «les armateurs et les gens de mer qui contribuent au coût des pensions payables en vertu du régime doivent avoir le droit de participer, par l'intermédiaire de représentants, à l'administration du régime», la commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'application de ce paragraphe en ce qui concerne la gestion du SPP.*

Observations de la Fédération des travailleurs de la pêche du Pérou (FETRAPEP). La commission note que, en ce qui concerne les observations présentées par la FETRAPEP qui sont mentionnées dans son observation de 2011 et qui portent sur les difficultés d'accès des pêcheurs aux prestations de vieillesse du fait de la suspension de leurs contrats chaque année au cours de la *veda* (période de fermeture de la pêche), le gouvernement fait mention d'un rapport du groupe de travail multisectoriel chargé de chercher des réponses aux demandes formulées par les organisations de pensionnaires et de retraités. Néanmoins, la commission note que ce rapport ne traite pas les questions soulevées par la FETRAPEP. *Par conséquent, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les réponses possibles aux questions soulevées par la FETRAPEP.*

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 8** (Dominique, France: Terres australes et antarctiques françaises, Grenade); la **convention n° 9** (France: Terres australes et antarctiques françaises); la **convention n° 16** (Albanie, Danemark: Groenland, Dominique, France: Terres australes et antarctiques françaises, Guinée); la **convention n° 22** (France: Terres australes et antarctiques françaises); la **convention n° 23** (France: Terres australes et antarctiques françaises); la **convention n° 53** (France: Terres australes et antarctiques françaises); la **convention n° 55** (Etats-Unis); la **convention n° 58** (France: Terres australes et antarctiques françaises); la **convention n° 68** (Algérie, France: Terres australes et antarctiques françaises, Guinée-Bissau); la **convention n° 69** (France: Terres australes et antarctiques françaises, Guinée-Bissau); la **convention n° 73** (France: Terres australes et antarctiques françaises, Guinée-Bissau); la **convention n° 74** (Angola, France: Terres australes et antarctiques françaises, Guinée-Bissau); la **convention n° 91** (Angola, Guinée-Bissau); la **convention n° 92** (Algérie, France: Terres australes et antarctiques françaises, Guinée-Bissau); la **convention n° 108** (Barbade, France: Terres australes et antarctiques françaises, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, République islamique d'Iran, Irlande); la **convention n° 133** (France: Terres australes et antarctiques françaises, Guinée); la **convention n° 134** (Costa Rica, France: Terres australes et antarctiques françaises); la **convention n° 146** (France: Terres australes et antarctiques françaises); la **convention n° 147** (Albanie, Dominique, France: Terres australes et antarctiques françaises, Islande); la **convention n° 166** (Guyana); la **MLC, 2006** (Antigua-et-Barbuda, Australie, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Danemark, Iles Marshall, Lettonie, Norvège, Panama, Philippines, Pologne, Singapour, Suisse, Togo).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 7** (Danemark: Groenland); la **convention n° 8** (Fidji); la **convention n° 16** (Japon); la **convention n° 22** (Argentine, Japon); la **convention n° 91** (Bosnie-Herzégovine).

Pêcheurs

Libéria

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959 (ratification: 1960)

Articles 3 à 9 de la convention. Contrat d'engagement des pêcheurs. La commission prend note du rapport succinct du gouvernement, dont il ressort que l'Autorité maritime du Libéria procède actuellement à une réforme de la législation touchant à ce domaine en vue de rendre ses dispositions conformes à la convention. La commission rappelle qu'elle a demandé au gouvernement de fournir des informations complètes concernant les mesures prises pour faire porter effet à la présente convention en droit et dans la pratique et qu'aucune réponse n'a été reçue depuis le dernier rapport communiqué en 1999. **La commission demande en conséquence que le gouvernement expose de quelle manière il est donné effet à la présente convention, dont les prescriptions sont, dans une large mesure, reprises dans la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, qui est l'instrument consolidé et actualisé relatif à la pêche. Le gouvernement voudra bien, ce faisant, préciser dans quelle mesure la loi maritime du Libéria (RLM-107), le règlement maritime du Libéria (RLM-108) et l'avis maritime SEA-002 (Rev. 05/12) s'appliquent inclusivement aux navires de pêche. Enfin, elle le prie de donner des informations complètes sur le processus susvisé de réforme de la législation entrepris par l'Autorité maritime du Libéria.**

Sierra Leone

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966 (ratification: 1967)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 3 à 15 de la convention. Brevets de capacité. Depuis plusieurs années, la commission formule des commentaires sur l'absence de législation donnant effet à la convention. Le gouvernement a déclaré, dans son rapport communiqué en 2004, que des progrès avaient été faits en la matière et qu'un atelier national avait eu lieu pour élaborer une politique sur la pêche. Il a aussi indiqué que des copies de la nouvelle législation et des textes prévoyant la nouvelle politique seraient communiquées au BIT dès leur adoption. **La commission demande au gouvernement de transmettre des informations détaillées sur les conclusions de l'atelier national chargé d'élaborer la politique sur la pêche, et sur tout progrès concret réalisé pour adopter des lois nationales donnant effet à la convention.** Elle croit comprendre que le Bureau est disposé à fournir des conseils et à répondre favorablement à toute demande d'assistance technique en la matière. **Enfin, la commission prie le gouvernement de transmettre des informations à jour sur l'industrie de la pêche, notamment des statistiques sur la composition et la capacité de la flotte de pêche du pays, et le nombre approximatif de pêcheurs qui exercent une activité rémunérée dans ce secteur.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 112 (Mauritanie)**; la **convention n° 113 (Guinée, Fédération de Russie, Tadjikistan)**; la **convention n° 114 (Mauritanie, Monténégro)**; la **convention n° 126 (Monténégro, Sierra Leone, Tadjikistan)**.

Dockers

Guinée

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979 (ratification: 1982)

La commission prend note de l'adoption du nouveau Code du travail (loi n° L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014). **La commission prie le gouvernement d'envoyer tout texte d'application du code en vue de l'analyse complète de la nouvelle législation.**

La commission note par ailleurs avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 6, paragraphe 1 a) et b), de la convention. Mesures pour assurer la sécurité des employés portuaires. La commission note que le gouvernement indique que les articles 170 et 172 du Code du travail, qui imposent une obligation générale aux salariées d'utiliser correctement les dispositifs de salubrité et de sécurité ainsi qu'une obligation aux chefs d'établissement d'organiser une formation pratique appropriée en matière de sécurité et d'hygiène au bénéfice des travailleurs, assurent l'application de l'article 6, paragraphe 1 a) et b), de la convention. **La commission prie le gouvernement d'indiquer en détail les mesures prises pour assurer que ces dispositions générales soient appliquées aux travailleurs portuaires.**

Article 7. Consultation avec les employeurs et les travailleurs. La commission note les informations fournies par le gouvernement quant aux articles 288 et 290 du Code du travail qui prévoient la constitution d'une commission consultative ayant pour mandat, entre autres, d'émettre des avis et de formuler des propositions et résolutions quant à la législation et la réglementation en matière de travail et de lois sociales. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique des mesures prises pour assurer la collaboration entre les travailleurs et les employeurs prévue à l'article 7 de la convention.**

Article 12. Lutte contre les incendies. La commission note que les articles 71, 72 et 76 du Code de la marine marchande abordent brièvement la question relative aux systèmes et aux dispositifs de protection contre les incendies, mais seulement dans le contexte des inspections des navires effectuant des voyages internationaux. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que des moyens appropriés et suffisants de lutte contre les incendies sont tenus à disposition pour être utilisés là où les manutentions portuaires sont effectuées.**

Article 32, paragraphe 1. Cargaisons dangereuses. La commission note que l'article 174 du Code du travail prescrit, en général, que les vendeurs ou distributeurs de substances dangereuses ainsi que les chefs d'établissement où il en est fait usage sont tenus de marquer et d'étiqueter ces substances. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour assurer l'application en pratique de cette disposition de portée générale dans le secteur portuaire.**

La commission note que les informations fournies par le gouvernement dans son rapport de mai 2005 relativement à l'application des articles 16, 18, 19, paragraphe 1, 29, 30, 35 et 37, sont d'ordre général et ne permettent pas à la commission d'apprécier si l'application en est assurée dans le secteur portuaire. **La commission prie le gouvernement de préciser quelles sont les mesures prises pour assurer l'application des articles 16, 18, 19, paragraphe 1, 29, 30, 35 et 37, de la convention et de joindre une copie des lois et règlements nationaux pertinents.**

La commission note que le rapport du gouvernement ne répond pas à sa demande de précisions de la demande directe précédente quant à l'application des articles 19, paragraphe 2, et 33 de la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir les informations demandées ainsi que les mesures prises quant à l'application de ces articles.**

La commission note que le gouvernement n'apporte pas de clarification dans son rapport quant aux mesures prises pour donner effet aux articles 6, paragraphe 1 c), et 2, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 31, 32, paragraphes 2 à 5, et 34 de la convention. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour assurer l'application de ces articles et de fournir des informations sur les mesures prises en ce sens.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guyana

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973 (ratification: 1983)

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission a pris note du rapport du gouvernement pour la période se terminant en septembre 2002 selon lequel aucun changement n'est intervenu dans l'application de la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des indications générales sur l'application pratique de la convention en joignant, par exemple, des extraits des rapports des autorités chargées de l'application des lois et règlements ainsi que des informations disponibles sur le nombre de dockers immatriculés au Registre des travailleurs des ports, en conformité avec l'article 3 de la convention, et les modifications éventuelles de cet effectif (Point V du formulaire de rapport).**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République de Moldova

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979 (ratification: 2007)

Législation. La commission prend note des informations fournies dans le rapport du gouvernement sur l'application de la convention. Elle prend dûment note de la loi sur la sécurité et la santé au travail (RM n° 186-XVI du 10 juillet 2008) et du règlement de sécurité pour les tâches effectuées à bord de navires de navigation intérieure, qui porte sur le fonctionnement des canots de sauvetage du navire et les engins de sauvetage, dont le gouvernement fait mention. Toutefois, la commission note que le gouvernement n'a pas fourni la législation et les dispositions réglementaires qui donnent effet à la convention. **La commission demande au gouvernement d'indiquer dans son prochain rapport les dispositions qui donnent effet à chaque article de la convention et d'en communiquer le texte ainsi que copie du règlement de sécurité pour les tâches effectuées à bord de navires de navigation intérieure, si possible dans l'une des langues de travail du Bureau.**

La commission note aussi que le port franc international de Giurgiulesti, qui peut accueillir tant des navires de navigation intérieure que de mer, a l'avantage de permettre d'accéder facilement à la mer Noire et est de plus en plus important dans la région. **Par conséquent, la commission demande au gouvernement de communiquer le règlement du port de Giurgiulesti et tout autre règlement ou norme applicable aux employeurs et aux travailleurs dès qu'ils auront été adoptés.**

Article 1 de la convention. Manutention portuaire. La commission rappelle que cet article de la convention stipule que les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées devront être consultées lors de l'élaboration ou de la révision de cette définition ou y être associées de toute autre manière. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées et sur la manière dont elles ont été consultées pour établir la définition de «manutention portuaire».**

Article 5, paragraphe 1. Responsabilité d'appliquer les mesures envisagées à l'article 4, paragraphe 1. La commission note que, selon le gouvernement, l'article 10(1) de la loi susmentionnée sur la sécurité et la santé au travail dispose que l'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs, y compris prévenir les risques professionnels, fournir des informations et assurer une formation, et garantir l'organisation nécessaire et la fourniture de ressources. **La commission demande au gouvernement un complément d'information sur la législation nationale qui détermine les personnes responsables de faire observer l'ensemble des mesures mentionnées à l'article 4 de la convention.**

Article 6, paragraphe 1. Mesures pour garantir la sécurité des travailleurs portuaires. La commission note que, selon le gouvernement, il y a périodiquement des réunions avec les salariés des entreprises sur les techniques de sécurité, qu'une formation est assurée sur les méthodes et les approches pour des conditions de travail sûres et que des instructions ont été élaborées sur les techniques de sécurité. **La commission demande au gouvernement un complément d'information sur les mesures prises ou envisagées pour donner effet à cet article de la convention.**

Article 7, paragraphe 2. Dispositions pour une collaboration étroite entre employeurs et travailleurs. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle un comité syndical a été institué pour garantir une coopération plus étroite entre travailleurs et employeurs et pour résoudre les éventuels différends. **La commission demande au gouvernement des précisions sur le comité syndical et sur les activités qu'il mène pour garantir l'application des mesures mentionnées à l'article 4, paragraphe 1, de la convention.**

Article 14. Aménagement, construction, exploitation et entretien des installations électriques. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'Inspection nationale de l'alimentation électrique (Gosenergonadzor) a adopté un règlement sur l'utilisation par les usagers d'installations électriques ainsi qu'une réglementation de sécurité sur l'exploitation des installations électriques. **La commission demande au gouvernement des précisions sur les règlements spécifiques et les réglementations de sécurité concernant l'exploitation des installations électriques qui donnent effet à cet article de la convention.**

Article 15. Moyens appropriés et sûrs d'accès au navire pendant le chargement ou le déchargement. La commission note que les informations fournies par le gouvernement reprennent le texte de l'article, mais ne précisent pas la manière selon laquelle des moyens sûrs d'accès au navire doivent être aménagés et tenus à disposition, conformément à cet article. **La commission demande au gouvernement de décrire les moyens sûrs d'accès requis lorsqu'un navire est chargé ou déchargé bord à quai ou bord à bord avec un autre navire.**

Article 16. Sécurité du transport par eau vers un navire ou en un autre lieu et pour en revenir, et sécurité de l'embarquement et du débarquement; sécurité du transport sur terre vers un lieu de travail ou pour en revenir. La

commission note que le gouvernement fait mention du paragraphe 2 de la règle 2.4 du règlement de sécurité pour les tâches effectuées à bord de navires de navigation intérieure. Aux termes de ce texte, des embarcations opérationnelles seront disponibles sur l'ensemble des navires dont la longueur dépasse 25 mètres, à l'exception des navires rapides et autres navires à passagers qui sont exploités à l'intérieur de villes ainsi que des navires sans équipage et non motorisés. Toutefois, la commission note que cette disposition ne garantit pas la pleine application de cet article de la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir un complément d'information sur les mesures prescrites pour garantir la sécurité de l'embarquement et du débarquement, ainsi que la sécurité du transport de travailleurs, conformément à l'article 16.**

Article 17. Accès à la cale ou au pont à marchandises d'un navire. La commission note que les informations fournies par le gouvernement reprennent le libellé de cet article, mais ne contiennent pas de précision sur l'application de cet article. **La commission demande au gouvernement des précisions sur les moyens d'accès à la cale ou au pont à marchandises d'un navire, conformément au paragraphe 1 b) de cet article.**

Article 34, paragraphe 1. Fourniture et utilisation d'équipements de protection individuelle. La commission note que les informations fournies dans le rapport du gouvernement reprennent le libellé de cet article sans fournir de précision sur l'effet donné à cet article. **La commission demande au gouvernement d'indiquer les circonstances dans lesquelles la fourniture et l'utilisation d'équipements de protection individuelle et de vêtements de protection sont exigées.**

Article 36, paragraphe 1. Examens médicaux. La commission note que, selon le gouvernement, les employeurs sont consultés lors de réunions annuelles générales et que le port du fleuve Ungheni, en consultation avec le syndicat de branche qui représente les intérêts des travailleurs, est sur le point de conclure une convention collective d'une durée de trois ans. **La commission demande au gouvernement d'indiquer comment les organisations d'employeurs et de travailleurs de tous les ports de la République de Moldova ont été consultées au titre des examens médicaux.**

Article 38, paragraphe 1. Fourniture d'une formation et d'une instruction suffisantes. La commission prend note de l'indication du gouvernement, à savoir que les instructions données aux travailleurs doivent porter sur l'ensemble des fonctions et tâches réalisées dans l'entreprise, compte étant tenu de leurs caractéristiques et de la nature des tâches et des lieux de travail. **La commission demande au gouvernement d'indiquer comment une instruction et une formation sont dispensées aux travailleurs employés à des manutentions portuaires.**

En outre, en l'absence d'information sur leur application, la commission demande au gouvernement de préciser les mesures prises ou envisagées, en droit et dans la pratique, pour donner pleinement effet aux dispositions suivantes de la convention:

- **Article 6, paragraphe 2. Consultation des travailleurs sur les procédés de travail.**
- **Article 7, paragraphe 1. Dispositions en vertu desquelles l'autorité compétente consulte les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées.**
- **Article 8. Mesures afin de protéger les travailleurs contre les risques pour la santé autres que les émanations dangereuses.**
- **Article 9. Mesures de sécurité en ce qui concerne l'éclairage et le marquage d'obstacles dangereux.**
- **Article 10. Entretien des sols utilisés pour la circulation des véhicules ou le gerbage des produits et précautions à prendre lors du gerbage.**
- **Article 11. Largeur suffisante des couloirs et couloirs distincts pour les piétons.**
- **Article 12. Moyens appropriés et suffisants de lutte contre l'incendie.**
- **Article 13, paragraphes 1 à 3 et 5 à 6. Protection efficace de toutes les parties dangereuses des machines, possibilité de couper rapidement l'alimentation en énergie de chaque machine si cela est nécessaire et mesures de protection lors de travaux de nettoyage, d'entretien ou de réparation, et précautions suffisantes lorsqu'un dispositif de sécurité est enlevé.**
- **Article 19. Protection des ouvertures sur les ponts.**
- **Article 20. Mesures de sécurité à prendre lorsque des véhicules à moteur sont utilisés dans la cale; fixation des panneaux de cale; réglementation en matière de ventilation et moyens d'évacuation sans danger des trémies pendant le chargement ou le déchargement de cargaisons de vrac solides.**
- **Article 21. Conception des appareils de levage, des accessoires de manutention et des dispositifs de levage.**
- **Article 22, paragraphes 3 et 4. Nouvel essai des appareils de levage à quai et certification des appareils de levage ou des accessoires de manutention.**
- **Article 24. Inspection des accessoires de manutention et des élingues.**
- **Article 25. Registres des appareils de levage et des accessoires de manutention.**
- **Article 26. Reconnaissance mutuelle des dispositions prises à des fins d'essai et d'examen.**

- *Article 31. Aménagement des terminaux de conteneurs et organisation du travail dans ces terminaux.*
- *Article 32. Manutention, entreposage et arrimage de substances dangereuses; observation des règlements internationaux applicables au transport des marchandises dangereuses et prévention de l'exposition des travailleurs aux substances ou aux atmosphères dangereuses.*
- *Article 34, paragraphes 2 et 3. Soins et entretien des équipements de protection individuelle et des vêtements de protection.*
- *Article 35. Evacuation des blessés.*
- *Article 36, paragraphes 2 et 3. Examens médicaux devant être effectués sans frais pour le travailleur et confidentialité des constatations faites lors des examens médicaux.*
- *Article 37. Comités de sécurité et d'hygiène.*
- *Article 38, paragraphe 2. Age minimum pour utiliser les appareils de levage et autres appareils de manutention.*
- *Article 39. Déclaration des accidents du travail.*
- *Article 40. Réglementation concernant les installations sanitaires et les salles d'eau appropriées.*
- *Article 41. Obligations en matière de sécurité et de santé au travail, et sanctions appropriées.*

Application de la convention dans la pratique. La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information sur l'application dans la pratique des dispositions donnant effet à la convention. ***Par conséquent, la commission prie le gouvernement de donner des indications générales sur la manière dont la convention est appliquée dans le pays et de fournir des informations sur le nombre de dockers employés, le nombre et la nature des contraventions signalées, les mesures prises en conséquence et le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles signalés, et de joindre des extraits pertinents des rapports des services d'inspection intéressés.***

[Le gouvernement est prié de communiquer un rapport détaillé en 2016.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 27** (*Burundi*); la **convention n° 32** (*Tadjikistan*); la **convention n° 137** (*Australie, Brésil, Norvège*).

Peuples indigènes et tribaux

République centrafricaine

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 2010)

Suivi de la discussion de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 103^e session, mai-juin 2014)

Article 3 de la convention. Droits de l'homme et libertés fondamentales des peuples autochtones. La commission a pris note des questions abordées pendant la discussion tripartite portant sur la situation très préoccupante dans laquelle se trouvait le pays, caractérisée notamment par des violences ciblant des membres des peuples Aka et Mbororo, protégés par la convention, ainsi que par une aggravation de l'insécurité et des tensions intercommunautaires. La commission note que le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité, le 10 avril 2014, la résolution n° 2149 (2014) créant la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). *La commission exprime à nouveau sa profonde préoccupation devant les actes de violence qui ont fait des victimes parmi les communautés autochtones du pays et qui ont entraîné la fuite d'un grand nombre d'éleveurs et notamment de Mbororo partis s'exiler dans les pays limitrophes. Elle prie instamment toutes les parties de ne pas recourir à la violence et de rétablir le dialogue entre les différentes communautés. La commission invite les autorités nationales de transition à déployer davantage d'efforts pour assurer le plein respect des droits de l'homme à l'égard des peuples autochtones, et notamment des enfants et des femmes des ethnies Aka et Mbororo. La commission espère que l'ordre institutionnel et public sera rétabli dans le pays et elle invite les autorités gouvernementales à appliquer pleinement la convention. Elle exprime également son souhait de voir le BIT apporter une contribution à la recherche d'une solution durable donnant toute leur place aux normes internationales du travail.*

La commission a pris note de la communication datée du 1^{er} septembre 2014 par laquelle l'Organisation internationale des employeurs (OIE) mentionne la République centrafricaine dans ses observations concernant l'application de la convention. *La commission invite le gouvernement à présenter les commentaires qu'il jugera opportuns concernant les observations de l'OIE.*

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Colombie

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 1991)

Protection des pêcheurs artisanaux raizales. La commission prend note des observations de la Confédération générale du travail (CGT) reçues le 10 février et le 28 mars 2014, dans lesquelles celle-ci fait à nouveau état de sa préoccupation au sujet de la situation de la population raizale face au déni de ses droits ancestraux protégés par la convention. En outre, la commission prend note des réponses du gouvernement reçues en septembre et en novembre 2014. La CGT indique que le gouvernement n'a pas garanti le droit de consultation préalable de la population raizale de l'archipel de San Andrés, Santa Catalina et Providence dans le cadre de la procédure devant la Cour internationale de Justice (CIJ) relative au conflit territorial avec le Nicaragua. La CGT fait observer que la pêche est le second secteur économique de l'île après le tourisme et rappelle que la zone de pêche avait déjà été réduite après la fixation de la frontière maritime nord avec le Honduras, ce qui avait eu un fort impact social et économique pour de nombreuses familles de la communauté raizale. Dans ce contexte, la CGT affirme que, depuis novembre 2012, suite à la décision de la CIJ concernant la frontière maritime avec le Nicaragua, les pêcheurs raizales ne peuvent plus pêcher avec la tranquillité d'esprit qu'ils ont eue de tout temps. De fait, en traversant des zones maritimes nicaraguayennes, ils s'exposent à des difficultés et seraient passibles d'amendes. La CGT estime qu'une centaine de familles raizales ont perdu leur moyen de subsistance qu'elles tiraient directement de la pêche. Par ailleurs, les navires de pêche industrielle viennent pêcher très près des îlots qui étaient auparavant une zone de pêche exclusive des pêcheurs raizales artisanaux. La CGT demande que l'on reconnaisse les droits d'accès et de pêche du peuple raizal sur ses territoires ancestraux et qu'on lui garantisse l'exercice de ses activités de subsistance. La commission constate que la CGT demeure préoccupée par les obstacles auxquels se heurte l'activité de pêche traditionnelle de la communauté raizale et par la nécessité de garantir à cette communauté qu'elle sera consultée et partie prenante en cas d'adoption de nouvelles mesures pour le développement régional la touchant directement.

Le gouvernement indique dans le rapport reçu en octobre 2014 qu'il entretient un dialogue ouvert, franc et constructif avec les autorités locales de San Andrés, y compris les communautés raizales. Il rappelle que la Cour constitutionnelle, répondant à une demande de la communauté raizale, qui faisait valoir l'obligation de consultations

concernant la délimitation de la frontière maritime approuvée en vertu du traité conclu avec le Honduras (traité bilatéral conclu à San Andrés le 2 août 1986), a estimé qu'il n'était pas indispensable de mener des consultations particulières et obligatoires avec telle ou telle population, même s'il était souhaitable que ces consultations aient lieu (paragr. 19 du jugement C-1022 du 16 déc. 1999). Le gouvernement indique que la conception et l'élaboration de la stratégie soumise à la CIJ ont fait l'objet d'études, de réunions et de discussions avec des représentants de la population de San Andrés. Le gouvernement déclare que les eaux dans lesquelles la communauté raizale pratiquait traditionnellement la pêche artisanale appartiennent toujours à la Colombie et que les pêcheurs peuvent continuer à mener leurs activités comme ils le faisaient avant le jugement rendu par la CIJ en novembre 2012. S'agissant du droit des habitants de San Andrés d'accéder à leurs lieux traditionnels de pêche, le gouvernement explique que les zones de pêche en question se situent précisément autour des îlots et que ces zones n'ont pas été affectées par le jugement de la CIJ puisqu'il s'agit, comme l'a reconnu la cour, d'une zone maritime appartenant à la Colombie, qui a également la souveraineté sur les îles et les sept îlots. Le gouvernement fournit également des informations sur les mesures prises pour appuyer la pêche artisanale et les autres activités destinées à promouvoir l'activité sociale, économique et culturelle de San Andrés, notamment une opération de crédit avec la Banque interaméricaine de développement pour favoriser, entre autres choses, le développement urbain intégral, l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et l'amélioration des infrastructures côtières.

D'après les indications fournies par le gouvernement dans le rapport reçu en novembre 2014, les Raizales ont le droit fondamental à la consultation préalable, et le droit de participer à l'analyse et à l'identification des impacts ainsi qu'à la formulation des mesures se rapportant aux projets, ouvrages ou activités affectant directement leur développement économique, social et culturel leur est garanti. Le gouvernement maintient que les représentants des associations de pêcheurs de San Andrés ont été inclus dans la mise en œuvre d'un plan d'aide à la pêche artisanale, la communauté raizale bénéficie de la couverture du système de protection sociale, participe aux réunions des services de santé et coopère avec les services d'éducation. En outre, le gouvernement indique que les communautés insulaires participent à la Commission de voisinage avec la Jamaïque. ***La commission renvoie à ses commentaires de 2013 et prie le gouvernement de présenter des exemples des consultations menées avec les représentants des pêcheurs raizales sur les matières couvertes par la convention et sur l'impact des mesures adoptées, avec la participation et la coopération de la communauté raizale, destinées à améliorer leurs conditions de vie et de travail ainsi que leurs niveaux de santé et d'éducation (articles 6 et 7, paragraphe 2, de la convention). La commission rappelle au gouvernement que le prochain rapport doit inclure les informations demandées dans l'observation et la demande directe formulées en 2013. A cet égard, la commission espère que le gouvernement préparera ses réponses aux informations demandées en consultation avec les partenaires sociaux et les organisations indigènes intéressées (Points VII et VIII du formulaire de rapport).***

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2015.]

El Salvador

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957 (ratification: 1958)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en mai 2014. La commission note avec *intérêt* que, le 12 juin 2014, l'Assemblée législative a décidé d'insérer un paragraphe à l'article 63 de la Constitution, lequel dispose maintenant ce qui suit: «El Salvador reconnaît les peuples indigènes et adoptera des politiques afin de préserver et de développer leur identité ethnique et culturelle ainsi que leur vision du monde, leurs valeurs et leur spiritualité.» La Constitution fait également référence aux langues autochtones et à la richesse artistique, historique et archéologique, qui doit être protégée par l'Etat. A ce sujet, la commission note aussi que le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a élaboré un document d'analyse favorable à la ratification de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. Dans une communication transmise au Bureau en juillet 2014, le gouvernement a demandé de faciliter le processus de consultations afin de soumettre à l'Assemblée législative le projet de ratification de la convention n° 169. La commission rappelle que le Conseil d'administration a invité les Etats parties à la convention n° 107 d'envisager la possibilité de ratifier la convention n° 169, ce qui entraînerait de plein droit la dénonciation immédiate de la convention n° 107 (document GB.270/LILS/3(Rev.1), nov. 1997). ***La commission invite le gouvernement à continuer de donner des informations sur les consultations effectuées et les progrès réalisés dans le sens de la ratification de la convention n° 169.***

Article 5 de la convention. Collaboration et participation. Le gouvernement fait état dans son rapport de deux ordonnances prises en octobre 2010 et avril 2012 dans les municipalités de Nahuizalco et Izalco (département de Sonsonate) afin de promouvoir le développement intégral et l'exercice des droits civils et politiques des communautés indigènes. La commission note que ces deux ordonnances municipales prévoient que les activités, programmes, initiatives ou projets ayant trait aux terres, aux territoires, aux ressources naturelles et à l'environnement des communautés indigènes, ou les mesures susceptibles de toucher les intérêts légitimes des communautés indigènes, doivent faire l'objet de consultations préalables auprès de ces communautés, par le biais de leurs représentants désignés conformément à leurs règles d'organisation. Le gouvernement ajoute que sont en cours d'examen deux autres ordonnances dans les

municipalités de Panchimalco (département de San Salvador) et de Cacaopera (département de Morazán) et qu'il y a eu des réunions pour promouvoir une ordonnance dans les municipalités de Cuisnahuat et de Santa Catarina Masahuat (département de Sonsonate). ***La commission prie le gouvernement de continuer de donner des informations sur les mesures prises, à l'échelle nationale et municipale, pour associer efficacement les populations indigènes au plein développement de leurs initiatives.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Equateur

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 1998)

La commission prend note du rapport du gouvernement contenant des informations et une documentation détaillée liées à ses commentaires précédents. ***La commission prie le gouvernement de veiller, pour l'élaboration de son prochain rapport, à ce que les partenaires sociaux et les organisations représentatives des populations indigènes soient consultées sur les questions abordées dans les présents commentaires et de donner des informations sur les effets obtenus suite aux mesures prises pour faire porter effet à la convention (Points VII et VIII du formulaire de rapport).***

Article 6 de la convention. Consultation préalable à l'adoption d'instruments législatifs. Mesures administratives. La commission note avec ***intérêt*** que la Cour constitutionnelle a déclaré dans son arrêt n° 001-10-SIN-CC du 18 mars 2010 que l'article 6 de la convention constitue le cadre générique qui régit les consultations devant être menées préalablement à l'adoption de mesures d'ordre législatif ou administratif. Cet arrêt a facilité l'adoption par le Conseil d'administration législatif de l'Assemblée nationale d'une instruction sur l'application de la «consultation prélegislative» en vigueur depuis le 27 juin 2012. La commission note avec ***intérêt*** qu'une commission spécialisée de l'Assemblée nationale dirige le processus de consultation, qui comprend les phases suivantes: préparation, convocation publique, information et mise en œuvre, analyse des résultats et clôture. Les organisations indigènes de niveau local, régional ou national sont appelées à y participer. En outre, l'instruction prévoit la tenue d'audiences provinciales ainsi qu'un forum de dialogue national dans lequel siègent des représentants des peuples indigènes et des représentants de l'Assemblée nationale et qui a pour finalité de parvenir à des consensus. ***La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur les cas dans lesquels des «consultations prélegislatives» ont été menées pour examiner certaines mesures législatives susceptibles d'affecter directement les peuples indigènes. Elle prie également le gouvernement d'indiquer comment les peuples intéressés sont consultés lorsqu'il est question de mesures administratives susceptibles de les affecter directement.***

Suivi des recommandations du comité tripartite (réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT)

Consultation préalable en matière de prospection pétrolière. Dans le contexte de l'article 15 de la convention, la commission s'était référée aux recommandations du comité tripartite soulignant la nécessité d'instaurer un mécanisme efficace de consultations préalables des peuples indigènes avant l'autorisation ou le lancement de tout programme de prospection ou d'exploitation de ressources naturelles dont sont dotées leurs terres (document GB.282/14/2, novembre 2001, paragr. 45). A cet égard, la commission prend note avec ***satisfaction*** de l'adoption du règlement afférent au déploiement de consultations préalables libres et informées dans le cadre des procédures d'attribution de concessions de zones et de secteurs dotés de ressources en hydrocarbures, en vigueur depuis le 2 août 2012. Ce règlement prévoit également l'attribution de prestations sociales aux communautés établies dans la zone d'influence des projets d'exploitation de gisements d'hydrocarbures. La commission note également avec ***intérêt*** que la loi sur les mines en vigueur depuis 2009 consacre, sous son article 90, l'obligation de l'Etat de mettre en œuvre une procédure de consultation des peuples indigènes affectés par les concessions minières et prévoit, sous son article 93, qu'une partie des redevances versées au titre de l'activité minière doit être affectée à des projets de développement local au profit des communautés vivant dans les zones d'influence de ces projets. ***La commission invite le gouvernement à présenter des informations sur les consultations qui auront été consacrées à la prospection ou l'exploitation de gisements d'hydrocarbures au cours de la période couverte par le prochain rapport, de même que sur l'évolution de la situation concernant les concessions pétrolières évoquée dans les commentaires précédents. Elle prie également le gouvernement d'indiquer comment est assurée la participation des communautés indigènes affectées, y compris s'agissant des avantages devant découler des activités concernant les gisements d'hydrocarbures (article 15, paragraphe 2).***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Fidji

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 1998)

La commission prend note du rapport du gouvernement qui contient des informations en réponse aux questions soulevées dans la demande directe de 2013. Elle prend également note de la communication de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) datée du 1^{er} septembre 2014 et des observations de l'Association des enseignants de Fidji (FTA) reçues en octobre 2014. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires concernant les observations de l'OIE et la FTA, et de consulter les partenaires sociaux ainsi que les organisations des peuples autochtones lors de l'élaboration du prochain rapport. Considérant que la réforme des normes et institutions ayant trait aux peuples autochtones est engagée depuis 2007, la commission prie le gouvernement de donner des informations sur les lois et règlements actuellement en vigueur qui font porter effet aux dispositions de la convention.**

Article 6 de la convention. Consultation. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des préoccupations exprimées par le Conseil des syndicats des îles Fidji (FICTU) au sujet de l'adoption de politiques et de lois affectant les peuples autochtones sans que les intéressés n'aient été consultés de manière appropriée. Le gouvernement indique dans son rapport que le Conseil de gestion des terres iTaukei (TLTB) a adressé à la Commission de révision de la Constitution et au gouvernement au nom des propriétaires de terres une communication qui a trait à des questions concernant les peuples autochtones. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations plus précises sur la manière dont tous les peuples autochtones sont consultés à travers leurs institutions représentatives lorsqu'il est envisagé d'adopter des mesures d'ordre législatif ou administratif qui sont susceptibles de les affecter directement.**

Article 7. Participation. Développement. Le gouvernement indique que le TLTB a créé en 2008 l'Unité en charge des affaires concernant les propriétaires de terres (LAU), qui a pour mission d'assurer la participation de ces propriétaires au développement des entreprises et de l'économie nationale et de fournir des conseils sur les questions ayant trait aux terres iTaukei. La LAU propose également des formations à la création et la gestion d'entreprises, des formations de base en gestion et des programmes éducatifs portant sur des questions économiques et sociales. **La commission demande au gouvernement de fournir des exemples d'instances dans lesquelles tous les peuples autochtones ont participé à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de plans et programmes de développement national et régional susceptibles de les toucher directement.**

Article 15. Ressources naturelles. La commission note que, conformément à l'article 30 de la Constitution de 2013, les propriétaires de terres ont droit à une part équitable des redevances générées par l'extraction des ressources dont est doté le sous-sol de leurs terres. Elle note également que le préambule de la Constitution reconnaît les iTaukei et les Rotumans en tant que peuples autochtones et reconnaît leur droit de propriété des terres iTaukei et des terres Rotumans. Le gouvernement indique que le TLTB est chargé de la gestion des terres et des fonds. Il ajoute que les consultations avec les propriétaires de terres sont menées par l'entremise du TLTB. **La commission demande au gouvernement de fournir des exemples des actions menées par le TLTB pour assurer que les droits de tous les peuples autochtones sur les ressources naturelles dont sont dotées les terres qu'ils occupent traditionnellement sont respectés. Prière d'indiquer quelles procédures ont été mises en place pour assurer la participation des communautés autochtones aux avantages découlant de l'exploitation des ressources dont est doté le sous-sol de leurs terres. Prière également de préciser si ces mesures et ces procédures incluent les Rotumans et tous les autres groupes protégés par la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Guatemala

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 1996)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en août 2014 qui inclut des observations du Comité de coordination des associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF). Elle note également la communication de septembre 2014 de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), laquelle mentionne le Guatemala dans ses observations sur l'application de la présente convention. En outre, la commission prend note des observations formulées par l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA), du 28 août 2014, par le Mouvement syndical, indigène et paysan guatémaltèque (MSICG), du 29 août 2014, et de la Confédération générale des travailleurs du Guatemala (CGTG), du 1^{er} septembre 2014. **La commission prie le gouvernement de présenter ses commentaires à cet égard.**

Article 3 de la convention. Droits de l'homme. Dans le rapport alternatif élaboré par le Conseil des organisations mayas du Guatemala (COMG), transmis en décembre 2012 par la Confédération centrale des travailleurs ruraux et urbains

(CCTCC), il avait été fait mention des événements du 4 octobre 2012 lors d'une manifestation indigène à Totonicapán ayant fait 35 blessés et huit morts. Le gouvernement présente des informations détaillées des services du procureur de district de Totonicapán et du ministère public, qui identifient les personnes poursuivies pour des délits commis pendant les événements en question. **Compte tenu des préoccupations exprimées par les organisations indigènes et de la gravité des événements, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour éviter que la force ou la coercition soit utilisée en violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples indigènes. Prière de présenter des informations actualisées sur le procès en cours en raison des événements de Totonicapán et sur les décisions prises en ce qui concerne les personnes faisant l'objet de ce procès.**

Articles 6 et 7. Mécanisme approprié de consultation et de participation. A propos des commentaires précédents, le gouvernement mentionne les échanges qui ont eu lieu entre les représentants des autorités indigènes de municipalités du département de El Quiché, et les autres réunions de consultation qui se sont tenues pendant l'année 2014. Le gouvernement indique que, à la suite de ces échanges et consultations, un projet de protocole a été élaboré en vue de l'application du droit des peuples indigènes à être consultés préalablement. Ce document a été présenté le 8 mai 2014 à la Commission tripartite des affaires internationales afin que les partenaires sociaux formulent leurs commentaires à cet égard. La commission note que, au mois d'août 2014, le gouvernement n'avait pas encore reçu les commentaires des partenaires sociaux. Par ailleurs, la commission prend note des indications transmises par la Cour constitutionnelle qui sont jointes au rapport du gouvernement et qui portent sur la reconnaissance du droit de consultation des peuples indigènes. La Cour constitutionnelle explique la portée de ses décisions concernant les consultations et elle indique que, dans certains cas, le résultat des consultations pouvait ne pas avoir un effet contraignant. La commission note que les décisions de la Cour constitutionnelle ont force obligatoire pour les pouvoirs publics et les organes de l'Etat. La commission espère qu'un dialogue constructif se poursuit dans le pays afin d'établir un mécanisme approprié de consultation et de participation. **La commission prie le gouvernement de continuer de donner des informations sur les résultats obtenus, avec la participation des entités représentatives des peuples indigènes, pour régler la consultation préalable par des moyens appropriés.**

Articles 6, 7 et 15. Consultation. Ressources naturelles. Projet de construction d'une cimenterie dans la municipalité de San Juan Sacatepéquez (département de Guatemala). A propos des commentaires que la commission formule depuis 2008, le gouvernement rappelle que la Cour constitutionnelle, dans l'affaire n° 3878-2007, par la décision du 21 décembre 2009, a ordonné d'effectuer les consultations prescrites par la convention au sujet des questions qui touchaient la construction par l'entreprise Cementos Progreso d'une cimenterie. A ce sujet, la commission prend note des informations détaillées du CACIF sur ce projet qui ont été jointes au rapport. La commission se félicite que le CACIF ait présenté des documents détaillés sur le dialogue qui a eu lieu en juin 2014 entre les représentants des douze communautés de San Juan Sacatepéquez et le Président de la République, qui était accompagné d'autres autorités nationales. Ce dialogue, dont l'ordre du jour avait été convenu à cette occasion, porte notamment sur la construction d'une route reliant la cimenterie, la mise en place d'une brigade militaire dans la localité et la préoccupation que suscite la criminalisation des membres des communautés qui contestent le projet de construction de la cimenterie. La commission prend note des documents joints par l'entreprise Cementos Progreso au sujet du dialogue institué à l'échelle municipale pour faciliter les négociations à l'échelle locale et à l'échelle communautaire. La commission prend note de l'information transmise par l'entreprise pour réaliser des projets d'investissement social et des documents techniques sur le contrôle du bruit et de la qualité de l'air et sur l'adduction d'eau dans la zone du projet de cimenterie. L'entreprise se dit consciente de la divergence des vues au sujet du projet et garantit que sa construction respectera la législation et des normes élevées de production, mais surtout les priorités, les intérêts et les biens des habitants. **Dans ces circonstances, comme dans ses commentaires précédents, la commission demande à nouveau que les solutions proposées pour qu'une cimenterie s'établisse dans la zone prennent en compte les intérêts et les priorités des communautés mayas kaqchikeles touchées, et veillent à ce qu'il n'y ait pas d'effets nocifs pour la santé, la culture et les biens de ces communautés. La commission demande à nouveau à toutes les parties intéressées de s'abstenir de tout acte d'intimidation et de violence à l'encontre des personnes qui ne partagent pas leurs vues sur le projet. La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations sur les progrès accomplis dans le sens de négociations de bonne foi et conformes à la convention en ce qui concerne le projet de cimenterie.**

Concessions minières et projets hydroélectriques. La commission prend note d'un document transmis par l'UNSITRAGUA qui porte principalement sur les peuples et territoires mayas Ixil, K'iché, Q'eqh' et Uspanteco dans le département d'El Quiché, qui a été élaboré par l'Association Tejedores de Vida. La commission prend note de la préoccupation exprimée par le MSICG et l'UNSITRAGUA suscitée par la tension sociale qu'entraîne l'imposition de projets hydroélectriques et miniers sans que les communautés indigènes touchées n'aient été consultées préalablement, alors que c'est obligatoire. En outre, la commission prend note de la décision de la Cour constitutionnelle prise dans le cas n° 4419-2011, en date du 5 février 2011. Dans ce cas, la Cour constitutionnelle a examiné notamment l'absence de consultation dans la procédure visant à autoriser les activités de l'industrie hydroélectrique. Dans les commentaires qu'elle formule depuis plusieurs années, la commission demande au gouvernement de fournir des informations actualisées sur les consultations et la participation aux avantages découlant de l'exploitation des ressources de la mine Marlín à San Miguel

Ixtahuacán (département de San Marcos) et de l'exploitation de nickel et d'autres minéraux sur le territoire du peuple Q'eqchi, dans la municipalité d'El Estor (département d'Izabal, voir également le document GB.299/6/1 de novembre 2007). La commission observe que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information à ce sujet. ***Se référant à ses commentaires précédents, la commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations actualisées sur les consultations des communautés indigènes touchées et sur leur participation aux avantages qu'apporte l'exploitation des ressources des mines Marlin et El Estor. La commission exprime à nouveau son souhait de connaître les mesures effectivement prises pour rendre la loi sur les mines et les autres textes législatifs pertinents, en particulier la loi générale sur l'électricité, conformes aux conditions de consultation préalable et de participation aux avantages qui sont requises par la convention.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

Norvège

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 1990)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en septembre 2013 et de la communication du Parlement sami norvégien, reçue en janvier 2014. Elle avait noté que le Parlement sami, conformément aux souhaits exprimés par le gouvernement au moment de la ratification, joue un rôle direct dans le dialogue se rapportant à la supervision de l'application de la convention.

Articles 6 et 7 de la convention. Consultation et participation. Le gouvernement rappelle que le droit des peuples autochtones de prendre part au processus de décision a été officialisé en mai 2005 avec l'instauration des Procédures de consultations entre les autorités de l'Etat et le Parlement sami (PCSSP). Suite à cet accord, de 30 à 40 consultations formelles ont lieu chaque année. Le gouvernement indique que les consultations doivent être menées de bonne foi de la part des deux parties, dans l'objectif de parvenir à un accord. Dans sa communication, le Parlement sami déclare que le PCSSP a renforcé l'interaction et la coopération sur les questions qui peuvent avoir un impact direct pour les Samis. Des amendements à certains textes de lois ou règlements ont ainsi pu être apportés à l'issue d'un accord, partiel ou entier, entre les parties. Le Parlement sami déclare en outre que, dans les cas où l'on n'est pas parvenu à un accord, la procédure de consultation avait été affectée par un manque de communication et une association tardive du Parlement sami. Les autorités avaient alors adopté une décision ou pris une position publiquement avant que les consultations n'aient lieu ou alors que celles-ci étaient en cours. Le Parlement sami ajoute que l'on relève parfois des différences majeures dans la façon dont l'article 6 de la convention est interprété et appliqué dans la pratique par les divers ministères. Il appelle donc à des pratiques internes plus claires de la part du gouvernement dans ce domaine. Il déclare qu'il n'existe pas d'institution qui contribuerait à établir que le Parlement norvégien (*Storting*) a satisfait aux obligations de consultation dans des cas spécifiques. Il ajoute que le PCSSP n'étend pas ses effets aux mesures financières incitatives ni aux mesures budgétaires. De l'avis du Parlement sami, les paramètres financiers et les initiatives dans ce domaine revêtent une importance déterminante et ont un impact direct pour la communauté sami. Le Parlement sami ne considère pas que des réunions au cours desquelles les Samis ont seulement la possibilité de faire des interventions verbales s'adressant au ministère des Finances sur les besoins budgétaires de la société sami mais au cours desquelles aucun élément d'explication ne peut être obtenu quant aux analyses du gouvernement norvégien, à l'ordre de ses priorités et à ses décisions en matière de consultation, répondent à ce que prescrivent les articles 6 et 7 de la convention. La commission avait noté précédemment que, dans le cadre du PCSSP, les autorités de l'Etat doivent informer le Parlement sami «dès que possible» de «l'apparition de questions qui concernent directement les Samis» et soulignait que des consultations devaient être engagées aussitôt que possible pour assurer que les peuples autochtones aient réellement la possibilité d'exercer une influence sur le processus conduisant aux décisions finales. Dans sa réponse à la communication du Parlement sami, le gouvernement indique que le mécanisme de consultation garantit qu'au stade de la prise de décisions les intéressés ont pleinement connaissance de l'avis du Parlement sami et s'efforcent, conformément à l'article 6 de la convention, de parvenir à un accord au sujet des mesures envisagées. Il admet que certaines difficultés subsistent quant à l'application pratique des procédures de consultation et déclare qu'il examinera, en concertation avec le Parlement sami, comment ces difficultés pourraient être résolues. ***La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour répondre aux défis identifiés et à continuer de fournir dans son prochain rapport des informations permettant d'examiner la manière dont les procédures établies assurent la consultation et la participation effectives des peuples autochtones concernés aux décisions qui les affectent directement, donnant ainsi pleinement effet aux prescriptions de la convention.***

Suites données aux commentaires antérieurs. Modifications de la loi sur le Finnmark. En réponse à l'observation de 2009, le gouvernement indique que l'article 29 de la loi de 2005 sur le Finnmark a été modifié en 2012. L'amendement est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013, se traduisant par un élargissement du mandat de la Commission du Finnmark, qui inclut désormais l'étude des droits individuels ou collectifs sur les lieux de pêche à la demande de toute partie ayant un

intérêt juridique à la clarification de tels droits. L'extension du mandat de la commission a entraîné parallèlement une extension du mandat du Tribunal des terres non cultivées du Finnmark. La Commission du Finnmark a publié son premier rapport en mars 2012 («the Stjernøya and Seiland field») et son deuxième rapport en février 2013 («the Nesseby field»). La commission relève que les droits reconnus par la commission aux populations locales et aux éleveurs de rennes des deux domaines ont pour caractéristique commune de reposer sur l'usage ancien. Ainsi, les droits protègent leur titulaire contre l'expropriation et les procédures de cet ordre et introduisent aussi certaines restrictions dans les droits fonciers du domaine du Finnmark. En mars 2013, le règlement administratif concernant la Commission du Finnmark et le Tribunal des terres non cultivées du Finnmark a été modifié par décret royal de manière à mettre les règles de nomination des membres du tribunal en harmonie avec celles qui président à la nomination des juges des tribunaux nationaux ordinaires. Le Parlement sami a été consulté avant que la nouvelle procédure de nomination des membres du tribunal ne soit finalement décidée, et les consultations ont débouché sur un accord. Le Parlement sami indique que le Conseil directeur du domaine du Finnmark n'a adopté aucune des décisions concernant les changements dans l'utilisation des terres non cultivées, tandis que les autorités ont déjà délivré des autorisations dans plusieurs cas importants d'empiètement dans le comté de Finnmark. ***La commission veut croire que les mesures nécessaires seront prises pour assurer que le processus d'identification et de reconnaissance des droits d'usage et de propriété conformément à la loi sur le Finnmark s'avéreront conformes à l'article 14(1) et à l'article 8 de la convention, qui prescrivent de tenir dûment compte des règles et du droit coutumier des peuples autochtones concernés dans l'application des lois et règlements nationaux. La commission prie donc le gouvernement de fournir des informations sur les progrès de l'inventaire et de la reconnaissance des droits des peuples autochtones du comté de Finnmark, notamment sur les travaux de la Commission du Finnmark et du Tribunal des terres non cultivées du Finnmark. Elle prie également le gouvernement de communiquer des informations sur l'application de la loi sur le Finnmark quant à la gestion de l'utilisation des terres non cultivées de ce comté et sur la manière dont il est tenu compte dans ce processus des droits et des intérêts des Samis.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Paraguay

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 1993)

La commission prend note du rapport du gouvernement pour la période se terminant en 2013 et des annexes reçues en janvier 2014, qui incluent un rapport détaillé de l'Institut paraguayen de l'indigène (INDI). Elle prend également note de la documentation remise par l'INDI à la mission d'assistance technique du Bureau en octobre 2014.

Articles 2 et 6 de la convention. Action coordonnée et systématique. Consultation préalable. Comme suite aux préoccupations exprimées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) en août 2013 quant aux conséquences négatives que pourrait avoir sur les affaires des entreprises l'inobservation par le gouvernement de son obligation de consulter les peuples indigènes et tribaux concernés, le gouvernement déclare que le Plan stratégique de l'INDI promeut une coopération pluridisciplinaire entre divers organes gouvernementaux. L'INDI indique pour sa part disposer d'une publication réalisée avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, qui énonce les «orientations fondamentales de l'action du fonctionnaire public auprès des peuples indigènes», laquelle constitue un instrument de travail propre à améliorer la mise en œuvre des plans et programmes destinés aux peuples indigènes. L'INDI évoque également dans le rapport un projet de loi relatif au droit de consultation préalable des peuples indigènes, que le Défenseur du peuple a présenté au pouvoir législatif en avril 2013. La commission note en outre que, suite aux discussions du Congrès national relatives à la nécessité de modifier le Statut des communautés indigènes (loi n° 904 de 1981), une réunion d'information avec des représentants des milieux indigènes et des spécialistes des questions indigènes ainsi que des représentants des différents organes gouvernementaux concernés était prévue. Dans ce contexte, la commission prend note de la déclaration officielle des peuples indigènes, reproduite dans le rapport de l'INDI, dans laquelle ces peuples réclament le respect de leurs territoires et de leurs ressources naturelles et exigent des politiques publiques soutenant leurs droits politiques, économiques, sociaux et culturels. Les chefs indigènes font valoir que des irrégularités ont porté atteinte à leur droit à la consultation et au consentement préalable, libres et informés, droit reconnu par la présente convention et par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes. A ce propos, la commission note qu'en août 2014 les représentants indigènes ont fait valoir devant le Congrès national leur divergence quant au projet de loi, considérant que le document n'avait pas donné lieu à des consultations, et ont demandé en conséquence qu'il soit écarté, faute d'avoir été porté à la connaissance des organisations indigènes. La commission rappelle que la convention prescrit, d'une part, d'assurer une participation efficace des peuples indigènes au sein des institutions compétentes, comme l'INDI, pour administrer les programmes affectant les peuples intéressés (*articles 2 et 33*) et, d'autre part, que des procédures appropriées de consultation préalable soient prévues pour assurer la participation effective des peuples indigènes aux décisions susceptibles de les affecter directement (*articles 6 et 7*). ***La commission invite le gouvernement à répondre aux préoccupations des organisations des peuples indigènes concernant les projets législatifs sur la consultation préalable***

et la modification du Statut des communautés indigènes, ainsi qu'à assurer que les peuples indigènes sont consultés en relation avec le processus législatif correspondant. Prière d'inclure des informations sur les activités de l'INDI dans le cadre de la résolution n° 2039/2010 instaurant l'obligation de solliciter l'intervention de l'INDI pour toutes les procédures de consultation des communautés indigènes.

Article 15. Ressources naturelles. Exploitation forestière. Intrusions. La commission avait demandé de fournir des informations sur les mesures prises pour répondre aux allégations de «pillage éhonté», qui caractériserait la gestion de l'environnement, et notamment la poursuite de l'exploitation forestière sur des terres assignées à des communautés indigènes. La commission a pris note de la réponse de l'INDI aux préoccupations exprimées en août 2012 par la Centrale unitaire authentique des travailleurs (CUT-A) devant l'occupation de terres de communautés indigènes par des «paysans sans terres», qui avaient entrepris d'en extraire du bois, déclenchant un processus de déforestation. L'INDI se réfère à la résolution n° 080/013 du 21 janvier 2013 portant création d'un projet d'utilisation durable des composantes de la biodiversité par les communautés indigènes. **La commission prie à nouveau le gouvernement d'exposer les mesures prises par les services de contrôle de l'environnement du ministère public, l'INDI et d'autres instances gouvernementales compétentes pour assurer le respect des droits des peuples indigènes sur les ressources naturelles dont leurs terres sont pourvues, notamment pour assurer le respect de leurs droits de participer et d'être consultés à propos de l'utilisation, de l'administration et de la conservation desdites ressources. La commission prie également le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises en ce qui concerne l'occupation de terres de communautés indigènes par des «paysans sans terres».**

Article 16, paragraphe 4. Déplacements. Faisant suite aux commentaires qu'elle formule depuis de nombreuses années, la commission prend note avec *intérêt* du fait que l'INDI a adopté la résolution n° 023/013 du 14 janvier 2013 reconnaissant le préjudice subi par le peuple mbaya guaraní des départements d'Itapúa, Caazapá et Misiones, par suite de la construction du barrage hydroélectrique de Yaciretá, et a recommandé de faire suite aux demandes de réparation et d'indemnisation adressées par la communauté indigène à l'Etat paraguayen. La commission note que l'INDI a adopté en outre la résolution n° 120/013 du 5 février 2013, reconnaissant la dette historique de l'Etat paraguayen à l'égard des communautés indigènes ava guaraní de la région du Parana affectées par la construction du barrage hydroélectrique d'Itaipú, ainsi que le bien-fondé des réclamations pour les dommages et préjudices subis. **La commission invite le gouvernement à donner des informations détaillées sur les mesures prises afin de réinstaller et indemniser les communautés mbaya guaraní et ava guaraní du Parana affectées par la construction et le fonctionnement de l'installation hydroélectrique binationale d'Itaipú. Elle prie également le gouvernement de faire connaître les résultats de l'assemblée convoquée par les organismes publics nationaux, binationaux et régionaux en vue de faire suite aux résolutions susmentionnées de l'INDI et assurer ainsi le respect des dispositions de l'article 16, paragraphe 4, de la convention.**

Article 32. Contacts et coopération à travers les frontières. Peuples indigènes en isolement volontaire. La commission prend note des informations de l'INDI concernant la communauté indigène ayoreo-totobiesgosode, installée dans le centre du département d'Alto Paraguay. La commission se félicite des actions mises en œuvre par la Direction des droits ethniques près le ministère public pour dénoncer des actes de déforestation commis dans des zones où la présence d'Ayoreos-Totobiesgosode en isolement volontaire est attestée. **La commission invite le gouvernement à faire part des résultats des mesures prises dans le cadre du «Protocole d'action conjointe en cas de rencontre imprévue avec les indigènes vivant sans contact dans la région occidentale ou le Chaco». Prière également d'indiquer si des accords internationaux visant à faciliter les contacts et la coopération entre les peuples indigènes vivant de part et d'autre des frontières ont été envisagés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre en détail aux présents commentaires en 2016.]

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 2002)

La commission prend note de la communication de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) en date du 1^{er} septembre 2014 et de la réponse du gouvernement, qui se réfère aux informations déjà présentées dans le rapport reçu en août 2014.

Article 3 de la convention. Droits de l'homme. Observations de l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE). La commission prend note des observations de l'UNETE et de la réponse du gouvernement, reçue en octobre 2014. Dans ses observations, l'UNETE évoque l'assassinat, le 3 mars 2013, de M. Sabino Romero, dirigeant du peuple yukpa. L'UNETE évoque également les conditions de travail des peuples indigènes qui vivent dans la zone de l'Alto Caura (entre les Etats de Bolívar et d'Apure). Dans sa réponse, le gouvernement indique que des poursuites judiciaires ont été engagées contre les auteurs de ce crime. Il indique en outre qu'il s'emploie à faire adopter une nouvelle législation qui

qualifiera pénalement les agressions contre des paysans militants. S'agissant du Plan Caura, lancé le 24 avril 2014, le gouvernement déclare que son principal objectif est de maintenir l'interdiction de toute activité minière dans la zone, de préserver sa diversité biologique et de protéger les peuples indigènes qui y vivent. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur l'aboutissement de toutes les procédures engagées suite à l'assassinat de M. Sabino Romero. Prière également d'indiquer si de nouvelles dispositions ont été prises en vue de renforcer le respect des droits de l'homme à l'égard des peuples indigènes et la répression des activités minières illégales.**

Droits de l'homme. *Plainte de la Coordination des organisations indigènes d'Amazonas (COIAM).* L'Alliance syndicale indépendante (ASI), dans une communication reçue en août 2013, a fait état du massacre d'indigènes yanomami dans la commune d'Alto Orinoco, dans l'Etat d'Amazonas. La commission note qu'une équipe technique formée de 28 fonctionnaires et établie par le ministère public s'est rendue sur les lieux par voie aérienne le 31 août 2012 pour constater la situation et les conditions de vie des peuples indigènes dans la jungle amazonienne. Le gouvernement déclare que, après la réunion avec la communauté de Momoy, une autre communauté de Irotathery et les autres communautés de la zone, il a été constaté qu'aucun des faits dénoncés par la COIAM n'avait eu lieu. **La commission invite le gouvernement à continuer d'indiquer les mesures prises pour s'assurer que les droits de l'homme des peuples indigènes soient respectés et que, en cas de plaintes pour violation, les enquêtes correspondantes soient diligentées.**

Articles 6, 7, 15 et 16. *Procédures appropriées de consultation et de participation.* La commission prend note avec **intérêt** de la loi sur les forêts et la gestion forestière, publiée en août 2013, dont les articles 25 et 26 prévoient la consultation préalable des communautés indigènes intéressées. Le gouvernement rappelle également les droits de consultation et de participation qui sont reconnus dans la loi organique sur les peuples et communautés indigènes. **La commission invite le gouvernement à fournir des exemples de la manière dont sont garanties la consultation et la participation effectives des peuples indigènes intéressés aux mesures et décisions susceptibles de les toucher directement.**

Article 14. *Représentation indigène. Terres délimitées.* En réponse aux commentaires précédents, le gouvernement indique que chaque communauté indigène a choisi dans le cadre d'assemblées ses porte-parole et leurs suppléants qui feront partie de la Commission de délimitation de l'habitat et des terres indigènes, et des commissions de délimitation ont été instituées tant à l'échelle nationale que régionale. La commission note avec **intérêt** que, selon le gouvernement, la représentation et la participation indigène effectives sont démontrées par le fait que la première délimitation territoriale a été une «autodélimitation», c'est-à-dire qu'elle a été effectuée par les peuples indigènes eux-mêmes en utilisant les moyens mnémotechniques des cartes cognitives, lesquelles ont été certifiées par l'Institut géographique du Venezuela. La commission note aussi avec **intérêt** que, entre 2009 et 2013, 47 titres de propriété ont pu être établis et, entre 2005 et 2013, 87 titres collectifs en tout ont été délivrés. La surface totale qui a fait l'objet de titres de propriété représente 2 943 096,55 hectares, et quelque 76 400 indigènes habitent les territoires pour lesquels un titre de propriété a été délivré. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations actualisées sur les procédures d'octroi de titres de propriété et d'enregistrement de terres effectuées par les commissions de délimitation, sur les territoires pour lesquels un titre de propriété a été délivré et sur les communautés qui en ont bénéficié dans chaque région.**

Conflits portant sur des terres. La commission prend note des indications présentées au sujet de conflits qui ressortent de l'évaluation des rapports techniques en vue de la délimitation de terres. Le gouvernement donne des informations sur la situation dans la bande pétrolière de l'Orinoc (FPO) «Hugo Chávez Frías» en ce qui concerne 30 communautés indigènes, dont 12 appartiennent au peuple Kariña, dans les Etats de Anzoátegui et Bolívar, auxquelles a été délivré un titre de propriété collectif dans le cadre d'une procédure qui s'est achevée en 2013. La commission rappelle que les observations de l'Alliance syndicale indépendante (ASI) et la Coordination des organisations indigènes d'Amazonas (COIAM) reçues en août 2013 avaient fait mention, en tant que cas le plus grave, du peuple Hoti de l'Etat d'Amazonas; la superficie de leurs terres délimitées a diminué de 42,2 pour cent, selon le rapport technique approuvé en août 2012 par la Commission régionale de délimitation. **La commission prie le gouvernement de répondre à la préoccupation soulevée et de continuer de donner des indications sur la manière dont ont été résolues les revendications foncières formulées par les peuples intéressés en donnant des exemples des cas qui ont été résolus conformément à la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 64** (Burundi); la **convention n° 107** (Angola, République dominicaine, Egypte, El Salvador, Haïti, Iraq, Malawi, République arabe syrienne, Tunisie); la **convention n° 169** (République centrafricaine, Dominique, Equateur, Fidji, Guatemala, Népal, Norvège, Paraguay, République bolivarienne du Venezuela).

Catégories particulières de travailleurs

Pologne

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977 (ratification: 1980)

Article 2 de la convention. Politique nationale des services et du personnel infirmiers. La commission prend note des commentaires du Syndicat national des infirmières et des sages-femmes (OZZPiP), datés du 25 février 2014, dans lesquels celui-ci demande au gouvernement de fournir des informations sur le progrès réalisé au sujet de la modification de l'ordonnance n° 1545 du 28 décembre 2012 concernant les modalités d'établissement des normes de travail minimales des infirmiers et des sages-femmes dans les organismes de santé. Selon l'OZZPiP, l'ordonnance susmentionnée devra entraîner une baisse importante du nombre d'infirmiers et de sages-femmes enregistrés et employés au cours des cinq prochaines années, ce qui, à terme, affectera la santé et la sécurité des patients. Par ailleurs, l'OZZPiP indique que la rémunération des infirmiers et des sages-femmes doit être ajustée en vue de refléter les aptitudes professionnelles de ces travailleurs et d'encourager le recrutement de jeunes professionnels.

En outre, la commission prend note de la réponse du gouvernement aux commentaires formulés par l'OZZPiP. Le gouvernement indique que l'ordonnance n° 1545 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et que les organismes de santé ont établi des normes conformément à cette ordonnance valables jusqu'au 31 mars 2014. Passé ce délai, le ministre de la Santé désignera un groupe de travail qui sera chargé d'analyser le mécanisme qui établit les normes minimales de travail pour les organismes de santé. Par ailleurs, le gouvernement indique que l'ordonnance actuelle ne fixe que les mécanismes d'établissement des normes d'emploi et que, en fait, les questions telles que la durée de l'emploi sont déterminées par les organismes de santé eux-mêmes. De plus, chaque proposition concernant les conditions de travail dans le domaine de la santé est, conformément à la loi du 15 avril 2011 sur les activités médicales, soumise à la consultation des représentants des employeurs et des travailleurs. **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les mesures prises pour veiller à ce que le personnel infirmier bénéficie de conditions d'emploi et de travail, et notamment de perspectives de carrière et de rémunération, qui sont susceptibles d'attirer des candidats à cette profession et de les y retenir.**

Fédération de Russie

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977 (ratification: 1979)

Article 2 de la convention. Politique nationale des services et du personnel infirmiers. La commission note que les dernières informations de fond que le gouvernement a transmises sur la mise en œuvre de la convention datent de 2003. Dans son dernier rapport, le gouvernement ne répond à aucun des points soulevés par la commission depuis 2004 (notamment la restructuration des soins de santé, le système de paiement du personnel infirmier et la participation des organismes représentant les infirmiers dans la planification des services infirmiers) et il se borne à fournir des informations sur l'emploi des femmes, la protection de la maternité et les personnes ayant des responsabilités familiales.

La commission croit cependant comprendre que des avancées importantes ont été réalisées au cours des dernières années et qu'elles peuvent avoir des effets sur l'application de la convention, par exemple la création de la Commission sur les soins de santé par la résolution du gouvernement n° 1018 du 8 octobre 2012 et l'élaboration du Programme d'Etat sur le développement des soins de santé, en application du décret présidentiel n° 596 du 7 mai 2012. La commission croit également comprendre que, comme annoncé par le gouvernement en janvier 2013, la mise en œuvre de programmes régionaux de modernisation des soins de santé pour la période 2011-2013 est en cours et que quelque 700 milliards de roubles (19,9 milliards de dollars E.-U.) y ont été alloués. Outre la construction de centres de soins de santé et la modernisation du matériel médical, ces initiatives ont entraîné la modification de 57 lois fédérales et, dans certaines régions, une hausse de salaires et la mise en place de nouveaux systèmes de rémunération du personnel médical.

La commission note toutefois qu'il existe des difficultés importantes, en particulier en ce qui concerne la dotation en effectifs très qualifiés et motivés au sein du système de santé. La commission note en particulier que, comme indiqué dans une réunion du gouvernement tenue en avril 2013 consacrée à la mise en valeur des ressources humaines dans le système de santé, le rapport entre infirmiers et médecins est actuellement de deux pour un, contre cinq pour un dans la plupart des pays dotés de systèmes de santé modernes. Au cours de cette même réunion, le ministre de la Santé a dit que, au cours des dix dernières années, le nombre d'infirmiers pour 10 000 habitants avait chuté de 97 à 90 tandis que le pays avait besoin, d'après les estimations, de 117,5 infirmiers pour 10 000 habitants. Le ministre a ajouté que, même si 59 000 infirmiers étaient formés chaque année, 90 000 quittaient la profession chaque année, dont 15 000 seulement parce qu'ils avaient atteint l'âge de la retraite. Les autres souhaitent uniquement trouver un meilleur emploi.

De plus, la commission prend note des informations figurant dans le rapport de 2013 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), intitulé *Rapport sur le développement humain en Fédération de Russie – Développement durable: les difficultés liées à Rio*, d'après lequel, malgré des améliorations considérables du système de

santé ces dernières années, d'autres changements sont nécessaires pendant huit à dix ans pour résoudre les difficultés actuelles, notamment pour permettre d'utiliser plus efficacement les ressources financières, matérielles et humaines, et de mettre l'accent sur des priorités telles que les compétences et la motivation du personnel. Ce rapport contient également plusieurs recommandations, notamment l'introduction de contrats de travail plus efficaces pour les travailleurs de la santé (salaires plus élevés et lien avec des niveaux précis de qualité de service et de quantité de services), l'introduction d'un nouveau système de certification du personnel, la réforme du système d'éducation et de formation médicale professionnelle et l'augmentation du rôle des communautés professionnelles en matière de gestion des soins. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures, initiatives ou campagnes lancées dans le cadre des programmes de développement des soins de santé, ainsi que sur les programmes régionaux de modernisation des soins de santé (2011-2013) visant à promouvoir l'attractivité de la profession d'infirmier et à améliorer les conditions d'emploi du personnel infirmier. La commission prie également le gouvernement de préciser si et comment les organisations représentatives de travailleurs, telle l'Association des infirmiers russes, sont effectivement consultées lors de l'élaboration de nouvelles politiques ou de la création de nouveaux programmes ou structures qui peuvent avoir un impact sur l'emploi et les conditions de travail du personnel infirmier.***

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: la **convention n° 149** (Bangladesh, Bélarus, Congo, Egypte, Equateur, France, France: Nouvelle-Calédonie, Grèce, Guinée, Guyana, Malawi, Malte, Slovénie, Tadjikistan, République-Unie de Tanzanie); la **convention n° 172** (Allemagne, République dominicaine, Espagne, Guyana, Pays-Bas: Curaçao, Pays-Bas: Partie caribéenne des Pays-Bas, Pays-Bas: Sint Maarten); la **convention n° 177** (Argentine, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ex-République yougoslave de Macédoine); la **convention n° 189** (Uruguay).

La commission a pris note des informations communiquées par les Etats suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 149** (France: Polynésie française, Iraq, Portugal, Suède); la **convention n° 177** (Bulgarie).

II. Observations concernant la soumission aux autorités compétentes des conventions et recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail (article 19 de la Constitution)

Albanie

La commission prend note de l'enregistrement, en avril 2014, de la ratification de la convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996, et de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006. *Se référant à ses observations précédentes, la commission invite le gouvernement à communiquer des informations sur la soumission, au Parlement albanais, des autres instruments adoptés par la Conférence à ses 82^e (protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947) et 90^e sessions (recommandations n°s 193 et 194), ainsi que de tous les instruments adoptés aux 78^e, 86^e, 89^e, 92^e, 94^e, 95^e (recommandation n° 198), 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions.*

Angola

Défaut grave de soumission. Comme l'a fait la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de communiquer les informations requises sur la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés aux 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions de la Conférence (2003-2012). La commission rappelle que des informations doivent aussi être transmises sur la soumission à l'Assemblée nationale de la recommandation (n° 180) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992 (79^e session, 1992), du protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947 (82^e session, 1995), et de la recommandation (n° 189) sur la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises, 1998 (86^e session, 1998).

Antigua-et-Barbuda

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement en avril 2014 d'après lesquelles le ministère du Travail a, le 11 mars 2014, de nouveau soumis au Cabinet les 20 instruments adoptés par la Conférence entre ses 83^e et 101^e sessions (1996-2012). *Se référant à sa précédente observation, la commission invite de nouveau le gouvernement à préciser les dates auxquelles les instruments adoptés par la Conférence entre ses 83^e et 101^e sessions ont été soumis au Parlement d'Antigua-et-Barbuda.*

Azerbaïdjan

La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses commentaires antérieurs. *La commission se réfère à ses observations précédentes et demande à nouveau au gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Milli Mejlis (Assemblée nationale) de la recommandation n° 180 (79^e session) et des instruments adoptés par la Conférence à ses 83^e, 84^e, 89^e, 90^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions. Prière également d'indiquer la date de soumission de la recommandation n° 195 à l'Assemblée nationale.*

Bahamas

La commission prend note de la communication reçue en novembre 2014 dans laquelle le gouvernement indique que les informations demandées, ayant rapport aux instruments qui n'ont pas été soumis au Parlement, ne sont pas encore disponibles. **La commission demande à nouveau au gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement des 20 instruments adoptés par la Conférence lors de 11 sessions qui ont eu lieu entre 1997 et 2012 (85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions).**

Bahreïn

Défaut grave de soumission. La commission prend note des déclarations faites par le représentant gouvernemental devant la Commission de la Conférence en juin 2014, déclarations selon lesquelles l'article 19 de la Constitution de l'OIT laisse aux Etats Membres une grande latitude quant aux procédures appropriées, y compris dans le cas où l'exécutif est l'autorité compétente pour examiner les instruments adoptés par la Conférence. Elle prend note également de la communication du gouvernement reçue en mars 2014 selon laquelle les instruments adoptés par la Conférence ont été soumis au Conseil des ministres, qui est considéré comme l'autorité compétente du Royaume de Bahreïn en ce qu'il décide de la ratification des conventions et traités internationaux (art. 37 de la Constitution de Bahreïn). Dans ses observations précédentes, la commission avait noté que la pratique nationale requiert, en vertu de la Constitution nationale, la soumission des conventions internationales au Conseil des ministres, qui est l'organe responsable de l'élaboration de la politique publique de l'Etat et du suivi de sa mise en œuvre (art. 47 a) de la Constitution de Bahreïn). Elle rappelle que, en vertu de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT, tout Membre de l'Organisation s'engage à soumettre les instruments adoptés par la Conférence à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière en vue de les transformer en loi ou de prendre des mesures d'un autre ordre. Dans le mémorandum relatif à l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes, le Conseil d'administration précise que l'autorité compétente est l'autorité qui, en vertu de la Constitution de chaque Etat, a le pouvoir de légiférer ou de prendre des mesures d'un autre ordre pour mettre en œuvre les conventions et recommandations. L'autorité compétente au niveau national est normalement le législatif. Même dans le cas d'instruments n'appelant pas de mesures revêtant la forme d'une législation, il est souhaitable de veiller à ce que la finalité de la soumission, qui est de porter les conventions et recommandations à la connaissance du public, soit pleinement satisfaite, en soumettant ces instruments également à l'organe parlementaire. La commission rappelle que le gouvernement a indiqué en septembre 2011 que, avec le début de la vie parlementaire en 2002 et la création de l'Assemblée nationale – composée du Conseil consultatif (*Majlis Al-Shura*) et du Conseil des représentants (*Majlis Al-Nuwab*) –, il est apparu nécessaire d'établir un mécanisme nouveau pour assurer la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence. La commission note que l'OIT s'est déclarée prête à explorer avec les autorités nationales les voies selon lesquelles un tel mécanisme pourrait être mis en place pour que les instruments adoptés par la Conférence soient effectivement soumis à l'Assemblée nationale, et que les obligations de Bahreïn au regard de la Constitution de l'OIT soient ainsi remplies. **La commission prie instamment, comme l'a fait la Commission de la Conférence en juin 2014, le gouvernement de fournir des informations complètes sur la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence au cours des différentes sessions ayant eu lieu de 2000 à 2012. Elle encourage le gouvernement à faire appel à cet égard à l'assistance technique du BIT.**

Bangladesh

La commission prend note de l'enregistrement, en avril 2014, de la ratification de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, et de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006). **La commission invite à nouveau le gouvernement à communiquer des informations sur la soumission, au Parlement, des autres instruments adoptés aux 77^e (convention n° 170 et recommandation n° 177), 79^e (convention n° 173 et recommandation n° 180) et 85^e sessions (recommandation n° 188), ainsi que de tous les instruments adoptés à ses 81^e, 82^e, 83^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions.**

Belize

La commission note que la ratification de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), a été enregistrée le 8 juillet 2014. **Se référant à ses observations précédentes, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des 37 instruments qui ne l'ont pas encore été et que la Conférence a adoptés au cours de 18 sessions ayant eu lieu de 1990 à 2012.**

Etat plurinational de Bolivie

La commission se réfère aux observations formulées depuis 2005, dans lesquelles il est pris note du fait que le Congrès national a été saisi le 26 avril 2005 des conventions internationales du travail adoptées par la Conférence de 1990 à 2003, mais où il est relevé qu'il n'a pas été reçu d'informations correspondant à la soumission à l'Assemblée législative plurinationale des 13 recommandations et des trois protocoles adoptés par la Conférence au cours de ladite période (1990-2003). **La commission invite le gouvernement à soumettre à l'Assemblée législative plurinationale les trois conventions adoptées par la Conférence depuis 2006, ainsi que les 19 recommandations et les trois protocoles qui n'ont pas été soumis, et à communiquer les informations correspondantes à l'OIT.**

Brésil

Défaut grave de soumission. La commission prend note de la déclaration de la représentante gouvernementale à la Commission de la Conférence (juin 2014). Le gouvernement a déclaré qu'il souhaitait trouver le meilleur moyen de résoudre la situation dans le cadre du dialogue tripartite. La commission rappelle que les conventions n^{os} 128, 129, 130, 149, 150, 156 et 157, ainsi que les autres instruments adoptés par la Conférence à ses 52^e, 78^e, 79^e, 81^e, 82^e (protocole de 1995), 83^e, 84^e (conventions n^{os} 179 et 180, protocole de 1996 et recommandations n^{os} 186 et 187), 85^e, 86^e, 88^e, 90^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions sont en attente de soumission au Congrès. **La commission exprime sa préoccupation et prie instamment à nouveau le gouvernement de communiquer bientôt des informations sur les mesures prises pour soumettre ces 41 instruments au Congrès.** Elle rappelle de nouveau à cet égard que la Commission tripartite des relations internationales (CTRI) avait demandé, en mars 2006, au ministère des Relations extérieures de prendre les mesures nécessaires en vue de soumettre au Congrès la recommandation (n^o 132) relative aux fermiers et métayers, 1968, la recommandation (n^o 189) sur la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises, 1998, la recommandation (n^o 193) sur la promotion des coopératives, 2002, la recommandation (n^o 194) sur la liste des maladies professionnelles, 2002, et la recommandation (n^o 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004.

Burundi

La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses commentaires antérieurs. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés lors des 94^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions de la Conférence.**

Chili

La commission note que, par le message n^o 457-362, en date du 3 septembre 2014, le gouvernement a saisi le Congrès national de la convention (n^o 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, en vue de sa ratification. **La commission se réfère à l'observation qu'elle formule dans le contexte de la convention (n^o 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, et demande à nouveau au gouvernement de communiquer les informations requises sur la soumission au Congrès national de 27 instruments adoptés par la Conférence au cours de 14 sessions qui se sont tenues de 1996 à 2012 (83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e (recommandation n^o 198), 96^e, 99^e et 101^e sessions).**

Comores

Défaut grave de soumission. La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses commentaires antérieurs. **La commission, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, prie instamment à nouveau le gouvernement de soumettre à l'Assemblée de l'Union des Comores les 40 instruments adoptés par la Conférence lors de 19 sessions qui se sont tenues entre 1992 et 2012.**

Congo

La commission a pris note avec *intérêt* que les ratifications de la convention (n^o 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), et de la convention (n^o 188) sur le travail dans la pêche, 2007, ont été enregistrées en 2014. Dans ses observations précédentes, la commission avait pris note que le ministère du Travail et le secrétariat général du gouvernement avaient convenu de soumettre à l'Assemblée nationale, trimestriellement, un certain nombre de conventions en vue de leur ratification. **La commission invite le gouvernement à mener à son terme la procédure de soumission des 61 conventions, recommandations et protocoles non encore soumis à l'Assemblée nationale.** Elle rappelle qu'il s'agit des instruments adoptés par la Conférence à ses 54^e (recommandations n^{os} 135 et 136), 58^e (convention n^o 137 et recommandation n^o 145), 60^e (conventions n^{os} 141 et 143, recommandations n^{os} 149 et 151), 63^e (recommandation n^o 156), 67^e (recommandations n^{os} 163, 164 et 165), 68^e (convention n^o 157, recommandation n^o 166 et protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958), 69^e,

70^e, 71^e (recommandations n^{os} 170 et 171), 72^e et 75^e (recommandations n^{os} 175 et 176) sessions, ainsi que les conventions, recommandations et protocoles adoptés lors des 27 sessions de la Conférence qui se sont tenues entre 1990 et 2012.

Côte d'Ivoire

Défaut grave de soumission. La commission **regrette** que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. Elle rappelle que le gouvernement avait indiqué dans une communication transmise en octobre 2011 que les conventions et recommandations adoptées par la Conférence entre 1995 et 2010 avaient été soumises au Conseil économique et social le 25 août 2011. *A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission invite à nouveau le gouvernement à mener à leur terme les démarches concernant la soumission à l'Assemblée nationale des 31 instruments (conventions, recommandations et protocoles) adoptés lors de 15 sessions de la Conférence qui se sont tenues entre juin 1996 et 2012 (83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions).*

Croatie

La commission se réfère à ses observations antérieures et prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires visant à assurer que 18 instruments adoptés par la Conférence au cours de dix sessions ayant eu lieu de 1998 à 2012 (86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions) seront soumis au Parlement croate.

Djibouti

Défaut grave de soumission. La commission a pris note de la communication reçue en septembre 2014 dans laquelle le gouvernement indique que les directives, les conventions, les recommandations et les protocoles de l'Organisation, lorsqu'ils nécessitent l'intervention du législateur, sont communiqués à l'Assemblée nationale et, en outre, que les instruments adoptés par la Conférence sont soumis au Conseil national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (CNTEPF), qui dispose de compétences très larges sur les questions sociales. La commission rappelle que, en vertu de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT, tout Membre de l'Organisation s'engage à soumettre les instruments adoptés par la Conférence à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière en vue de les transformer en loi ou de prendre des mesures d'un autre ordre. Dans le Mémoire sur l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes, le Conseil d'administration précise que l'autorité compétente est l'autorité qui, en vertu de la Constitution de chaque Etat, a le pouvoir de légiférer ou de prendre des mesures d'un autre ordre pour mettre en œuvre les conventions et les recommandations. Même dans le cas d'instruments n'appelant pas de mesures revêtant la forme d'une législation, il est souhaitable de veiller à ce que la finalité de la soumission, qui est de porter les conventions, protocoles et recommandations à la connaissance du public, soit pleinement satisfaite, en soumettant ces instruments également à l'Assemblée nationale. *La commission, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, prie à nouveau le gouvernement de tout mettre en œuvre, dans un cadre tripartite, pour assurer que, dans un avenir proche, il sera en mesure de fournir les informations requises sur la soumission à l'Assemblée nationale des 65 instruments adoptés lors de 29 sessions de la Conférence qui se sont tenues de 1980 à 2012. La commission espère que le gouvernement recevra l'assistance technique du BIT pour surmonter cet important retard.*

Dominique

Défaut grave de soumission. La commission **regrette** que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. *A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, elle prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission des 38 instruments adoptés par la Conférence lors de 18 sessions ayant eu lieu entre 1993 et 2012 (80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions) ont été soumis à l'Assemblée.*

El Salvador

Défaut grave de soumission. La commission **regrette** que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. *La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission au Congrès de la République des instruments attendant encore d'être soumis qui ont été adoptés par la Conférence à ses 63^e (convention n^o 148 et recommandations n^{os} 156 et 157), 67^e (convention n^o 154 et recommandation n^o 163), 69^e (recommandation n^o 167) et 90^e (recommandations n^{os} 193 et 194) sessions. De plus, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de soumettre au Congrès de la République les instruments adoptés par la Conférence au cours de 20 sessions ayant eu lieu entre octobre 1976 et juin 2012.*

Ex-République yougoslave de Macédoine

La commission se réfère à ses observations précédentes et rappelle que le gouvernement avait indiqué en février 2012 que l'examen des conventions internationales du travail non ratifiées était l'une des questions à l'ordre du jour du Conseil économique et social et que cette analyse avait lieu avant la soumission des instruments à l'Assemblée. *La commission invite à nouveau le gouvernement à communiquer les informations pertinentes concernant la soumission à l'Assemblée de la République (Soberanie) des conventions, recommandations et protocoles qui n'ont pas été soumis, adoptés par la Conférence entre octobre 1996 et juin 2012.*

Fidji

Se référant à ses précédentes observations, la commission note qu'une nouvelle Constitution a été adoptée en 2013. La commission rappelle que le gouvernement a déclaré qu'il souhaitait soumettre les instruments adoptés par la Conférence après la constitution du Parlement. Elle note à cet égard que des élections générales se sont tenues en septembre 2014. *La commission invite donc le gouvernement à fournir des informations sur tout développement concernant la soumission au Parlement des 18 instruments adoptés par la Conférence à ses 83^e, 86^e, 88^e, 90^e, 91^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions, qui se sont tenues entre 1996 et 2012.*

Gabon

La commission invite à nouveau le gouvernement à communiquer les informations pertinentes sur la soumission des conventions, recommandations et protocoles au Parlement, adoptés lors des 82^e, 83^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions de la Conférence.

Grenade

La commission rappelle qu'en septembre 2008 le gouvernement avait indiqué que, suite à la conclusion n° 486 du Cabinet du 12 mars 2007, le Cabinet avait approuvé une liste de conventions et de recommandations. *La commission se réfère à ses observations antérieures et prie à nouveau le gouvernement d'indiquer la date à laquelle les instruments adoptés par la Conférence entre 1994 et 2006 ont été soumis ainsi que les décisions prises par le Parlement de la Grenade sur les instruments soumis. Elle réitère au gouvernement sa demande de fournir des informations sur la soumission au Parlement de la Grenade des instruments adoptés lors des 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions de la Conférence.*

Guinée

Défaut grave de soumission. La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. *A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment à nouveau le gouvernement de fournir les informations requises sur la soumission à l'Assemblée nationale des 29 instruments adoptés lors de 14 sessions de la Conférence s'étant tenues entre octobre 1996 et juin 2012 (84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions).*

Guinée-Bissau

La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses commentaires antérieurs. *La commission exprime à nouveau l'espoir que le gouvernement sera prochainement en mesure de faire état de la soumission à l'Assemblée nationale populaire des instruments adoptés par la Conférence à ses 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions.*

Guinée équatoriale

Défaut grave de soumission. La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. Elle rappelle une communication en date du 9 mai 2008 indiquant que le ministère du Travail et de la Sécurité sociale avait demandé au chef du gouvernement de procéder à la soumission à la Chambre des représentants du peuple des instruments adoptés par la Conférence aux 13 sessions qui ont eu lieu de 1993 à 2006. *La commission demande à nouveau au gouvernement de communiquer les autres informations pertinentes concernant la satisfaction de l'obligation de soumission, notamment la date à laquelle la Chambre des représentants du peuple a été effectivement saisie des instruments adoptés entre 1993 et 2006. A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de faire rapport sur la soumission à la Chambre des représentants du peuple des instruments adoptés par la Conférence lors des 99^e, 100^e et 101^e sessions (2010-2012).*

Haïti

Défaut grave de soumission. La commission, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, demande au gouvernement de tout mettre en œuvre dans un délai rapproché afin de pouvoir annoncer la soumission à l'Assemblée nationale des instruments suivants:

- a) les instruments restants de la 67^e session (conventions n^{os} 154 et 155 et recommandations n^{os} 163 et 164);
- b) les instruments adoptés à la 68^e session;
- c) les instruments restants adoptés à la 75^e session (convention n^o 168 et recommandations n^{os} 175 et 176); et
- d) les instruments adoptés lors de 22 sessions de la Conférence qui se sont tenues de 1989 à 2012.

Iles Salomon

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a pas répondu à ses commentaires antérieurs. Elle rappelle que, en vertu de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT, les Membres de l'Organisation s'engagent à soumettre les instruments adoptés par la Conférence à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière, en vue de les transformer en lois ou de prendre des mesures d'un autre ordre. Dans le *Mémoire sur l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes*, le Conseil d'administration a indiqué que l'autorité compétente est l'autorité ayant, aux termes de la Constitution nationale de chaque Etat, le pouvoir de légiférer ou prendre d'autres mesures pour donner effet aux conventions et recommandations. L'autorité nationale compétente est normalement l'Assemblée législative. En outre, même lorsque les instruments n'appellent pas de mesures ressortant du domaine législatif, il serait souhaitable, pour que l'obligation de soumission atteigne pleinement son objectif, qui est de porter les conventions et recommandations à la connaissance de l'opinion publique, de soumettre également les instruments en question à l'organe parlementaire. **La commission par conséquent demande à nouveau au gouvernement de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de son obligation, au regard de la Constitution de l'OIT, de soumettre au Parlement national les instruments adoptés par la Conférence de 1984 à 2012. La commission prie instamment, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le Parlement national soit saisi sans délai des 59 instruments qui ne lui ont pas encore été soumis.**

Iraq

Défaut grave de soumission. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement en février 2014 indiquant que la recommandation (n^o 202) sur les socles de protection sociale, 2012, a été examinée par la Commission de consultation tripartite au cours d'une réunion qui s'est tenue en novembre 2013. En outre, le gouvernement a fait état en septembre 2014 du fait que plusieurs conventions ont été transmises aux organismes sectoriels en vue de les soumettre à un examen et à une étude comparative par rapport à la législation nationale pertinente, aux fins d'envisager la possibilité de les ratifier. **La commission espère, à l'instar de la Commission de la Conférence, que le gouvernement sera bientôt en mesure de transmettre des informations pertinentes concernant la soumission au Conseil des représentants établi en vertu de la Constitution iraquienne de 2005 des conventions, recommandations et protocoles adoptés par la Conférence entre 2000 et 2012.**

Irlande

La commission note que la ratification de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), a été enregistrée le 28 juillet 2014. **Se référant à ses précédentes observations, la commission invite le gouvernement à présenter des informations sur la soumission à l'Oireachtas (Parlement) des instruments adoptés par la Conférence lors de neuf sessions qu'elle a tenues de 2000 à 2012 (88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e et 101^e sessions).**

Jamaïque

Défaut de soumission. La commission exprime à nouveau ses **regrets** quant au fait que le gouvernement n'ait pas répondu à ses commentaires antérieurs. **La commission prie le gouvernement de transmettre les informations requises sur la soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence lors de ses 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions (2004-2012).**

Jordanie

Défaut grave de soumission. La commission prend note de la déclaration du représentant gouvernemental devant la Commission de la Conférence en juin 2014, rappelant que la Jordanie a ratifié récemment – en février 2014 – la convention (n^o 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et que le gouvernement sera prochainement en

mesure de fournir des informations quant à la soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence. En outre, le gouvernement a indiqué en août 2014 que le ministère du Travail soumettrait les instruments adoptés par la Conférence à la Commission tripartite des affaires sociales et du travail pour examen. *A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de mener à son terme le processus de soumission à l'Assemblée nationale (Majlis Al-Ummah) des instruments adoptés par la Conférence de 2004 à 2012 (soit à ses 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions) et de communiquer des informations à cet égard.*

Kazakhstan

Défaut grave de soumission. La commission prend note de la déclaration du représentant gouvernemental devant la Commission de la Conférence en juin 2014, selon laquelle les conventions et recommandations adoptées de 1994 à 2012 ont été soumises aux autorités compétentes. *A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission demande au gouvernement de communiquer les informations pertinentes quant à la date à laquelle les instruments adoptés par la Conférence de 1993 à 2012 ont été soumis au Parlement et quant à la décision prise par celui-ci sur les instruments qui lui ont été soumis.*

Kirghizistan

Défaut grave de soumission. La commission rappelle les informations détaillées communiquées par le gouvernement en novembre 2013 sur les mesures prises pour donner effet à la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012. *La commission demande au gouvernement de présenter les informations requises sur la soumission au Conseil suprême (Jogorku Kenesh) de la recommandation n° 202.* En ce sens, la commission se réfère aux commentaires formulés depuis 1994 et rappelle que, conformément à l'article 19 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, chaque Membre s'engage à soumettre les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière «en vue de les transformer en lois ou de prendre des mesures d'un autre ordre». En 2005, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail a adopté un Mémoire sur l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes, dans lequel des précisions sont demandées à ce sujet. La commission rappelle à nouveau que le gouvernement n'a pas fourni d'information sur la soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence lors des 18 sessions qui ont eu lieu entre 1992 et 2011. *La commission demande au gouvernement de communiquer les informations demandées dans le questionnaire se trouvant à la fin du Mémoire sur l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes, en ce qui concerne la date à laquelle les instruments ont été soumis et les propositions que le gouvernement aura éventuellement formulées quant aux mesures qui pourraient être prises au sujet des instruments soumis.*

A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que l'obligation constitutionnelle de soumission soit satisfaite et elle rappelle que le Bureau peut lui fournir l'assistance technique nécessaire pour l'aider à rattraper ce retard important.

Kiribati

La commission note que la ratification de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, a été enregistrée le 6 juin 2014. *La commission invite à nouveau le gouvernement à soumettre au Parlement les 18 instruments adoptés par la Conférence lors des dix sessions qui se sont tenues entre 2000 et 2012 (88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions).*

Koweït

Défaut grave de soumission. La commission prend note de la déclaration du représentant gouvernemental devant la Commission de la Conférence en juin 2014, réitérant que le gouvernement procède à des consultations sur les instruments adoptés par la Conférence, notamment avec les partenaires sociaux. Elle prend note, en outre, de la communication reçue du gouvernement en septembre 2014 rappelant la déclaration faite par le représentant gouvernemental à la Conférence. Elle note que, d'après les indications données par le gouvernement, une étude spéciale a été préparée sur chaque instrument en attente de soumission, et des consultations ont eu lieu à ce sujet avec les partenaires sociaux. Le gouvernement ajoute que les avis exprimés par les partenaires sociaux seront transmis au Conseil des ministres, qui est l'autorité compétente pour la soumission de ces instruments à l'Assemblée nationale (Majlis Al-Ummah). *A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission demande au gouvernement de communiquer les informations pertinentes quant à la date à laquelle les instruments adoptés par la Conférence à ses 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions ont été soumis à l'Assemblée nationale (Majlis Al-Ummah). Se référant également à ses précédents commentaires, la commission invite une fois de plus le gouvernement à préciser la date à laquelle l'Assemblée nationale a été saisie des instruments adoptés par la Conférence aux sessions suivantes: 77^e (1990:*

conventions n^{os} 170 et 171, recommandations n^{os} 177 et 178 et protocole de 1990), 80^e (1993: recommandation n^o 181), 86^e (1998: recommandation n^o 189) et 89^e (2001: convention n^o 184 et recommandation n^o 192).

Libéria

Assistance technique du BIT. La commission rappelle la demande d'assistance technique formulée en la matière par le gouvernement dans une communication reçue en mai 2012. ***A l'instar de la Commission de la Conférence, la commission exprime à nouveau l'espoir que le gouvernement sera prochainement en mesure de soumettre à l'Assemblée législative les 19 instruments, qui ne lui ont pas encore été soumis, adoptés par la Conférence entre 2000 et 2012, ainsi que les protocoles de 1990 et 1995.***

Libye

Défaut grave de soumission. La commission prend note de la déclaration du représentant gouvernemental devant la Commission de la Conférence en juin 2014, rappelant que le pays traverse une période de transition critique vers l'instauration d'un Etat démocratique et indiquant que le gouvernement a fait suivre aux ministères compétents, pour examen par ceux-ci, les conventions adoptées par la Conférence lors de ses précédentes sessions en vue de leur soumission au Congrès national général. Dans une communication postérieure, le gouvernement indique que, suite aux élections, le Parlement a commencé à siéger le 4 août 2014 et les nouvelles autorités mettront en œuvre les procédures afin de saisir les ministères compétents pour examen des instruments adoptés par la Conférence, et leur avis sera transmis au Conseil des ministres et par la suite au Parlement. ***A l'instar de la Commission de la Conférence, la commission invite le gouvernement à continuer de prendre les mesures nécessaires en vue de satisfaire à son obligation de soumettre aux autorités compétentes (dans le sens de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT) les conventions, recommandations et protocoles adoptés par la Conférence au cours des 15 sessions qui se sont tenues de 1996 à 2012.***

Madagascar

La commission rappelle les informations transmises par le gouvernement en octobre 2013, indiquant que la convention (n^o 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, et la recommandation n^o 201, qui l'accompagne, ont été soumises au Conseil supérieur de la transition (Sénat) et au Congrès de la transition (Assemblée nationale), le 7 juillet 2013. ***La commission prie le gouvernement de transmettre les informations pertinentes sur la soumission au Parlement de transition (Parlement) des 12 instruments adoptés par la Conférence entre 2002 et 2012.***

Mali

Défaut grave de soumission. La commission a pris note de la communication reçue en août 2014 indiquant que le gouvernement prend des mesures afin de soumettre les instruments non encore soumis à l'Assemblée nationale. ***La commission invite le gouvernement à faire parvenir les autres informations requises sur la soumission à l'Assemblée nationale des protocoles de 1996 et de 2002 ainsi que des instruments adoptés par la Conférence à ses 86^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions.***

Mauritanie

Défaut grave de soumission. La commission a pris note de la déclaration du représentant gouvernemental à la Commission de la Conférence en juin 2014. Elle prend également note d'une communication en date du 8 juillet 2014 du ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Modernisation de l'administration demandant au ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement de porter à la connaissance du Parlement les conventions et les recommandations internationales du travail qui ont été adoptées par la Conférence entre 2006 et 2012. ***La commission se réfère à ses commentaires précédents et, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, demande au gouvernement de présenter les autres informations requises sur la soumission à l'Assemblée nationale des recommandations n^{os} 182 (81^e session) et 195 (92^e session), des protocoles de 1995 (82^e session) et de 1996 (84^e session) ainsi que des instruments adoptés lors des 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions de la Conférence.***

Mexique

Se référant à sa demande directe précédente, la commission prend note de la communication détaillée du gouvernement reçue en août 2014 dans laquelle sont énumérés à nouveau les sous-secrétariats et départements ministériels qui examinent les recommandations n^{os} 193, 194, 195, 198, 200 et 202. Quant à la convention (n^o 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, et à la recommandation n^o 197 correspondante, à la convention (n^o 188) sur le travail dans la pêche, 2007, et à la recommandation n^o 199 correspondante, et à la convention (n^o 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, et à la recommandation n^o 201 correspondante, ces instruments sont

réexaminés à la lumière de la réforme de novembre 2012 de la loi fédérale du travail. La commission note que, le 25 août 2014, le Secrétariat au travail et à la prévision sociale a communiqué au Secrétariat aux relations extérieures le texte des recommandations n^{os} 193, 194, 195, 198, 200 et 202 pour que ce secrétariat les porte à la connaissance du Sénat de la République qui, le cas échéant, adoptera les mesures législatives qui s'imposent à l'échelle nationale. *La commission invite le gouvernement à indiquer la date à laquelle les recommandations n^{os} 193, 194, 195, 198, 200 et 202 ont été soumises au Sénat de la République (Points VIII et II a) du questionnaire qui figure à la fin du Mémoire sur l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes). La commission invite à nouveau le gouvernement à mener à bien la procédure nécessaire pour soumettre au Sénat de la République les conventions n^{os} 187, 188 et 189 et les recommandations correspondantes n^{os} 197, 199 et 201 (95^e, 96^e et 100^e sessions de la Conférence internationale du Travail).*

Consultations des partenaires sociaux. La commission accueille favorablement les observations formulées par la Confédération des chambres d'industrie des Etats-Unis du Mexique contenant des suggestions en vue de l'éventuelle mise en œuvre des recommandations n^{os} 193, 194, 195, 198, 200 et 202.

République de Moldova

La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu aux observations formulées depuis 2012. *La commission demande à nouveau au gouvernement de transmettre des informations sur la soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence lors des 92^e, 94^e, 95^e (recommandation n^o 198), 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions.*

Mozambique

Défaut grave de soumission. La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. *La commission, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, demande à nouveau au gouvernement de communiquer les informations pertinentes sur la soumission à l'Assemblée de la République des 31 instruments adoptés par la Conférence au cours de 15 sessions ayant eu lieu entre 1996 et 2012.*

Niger

La commission rappelle les informations transmises par le gouvernement en mars 2013 transmettant des rapports préparatoires en vue de la soumission des conventions, recommandations et protocoles adoptés par la Conférence à l'occasion de ses 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e et 101^e sessions. *La commission demande au gouvernement d'indiquer la date de soumission à l'Assemblée nationale des instruments sous-mentionnés. Elle espère que le gouvernement sera bientôt en mesure de compléter les démarches en vue de soumettre à l'Assemblée nationale les 27 instruments adoptés par la Conférence au cours de 14 sessions comprises entre 1996 et 2012.*

Ouganda

Défaut grave de soumission. La commission rappelle les informations fournies par le gouvernement, en juin 2013, selon lesquelles un mémorandum du Cabinet avait été élaboré afin de le soumettre au Cabinet et au Parlement selon la procédure établie. *La commission demande au gouvernement de fournir les informations requises sur la soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence lors des 17 sessions s'étant tenues entre 1994 et 2012 (81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions). A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai des mesures pour soumettre les instruments en suspens au Parlement.*

Pakistan

Défaut grave de soumission. La commission rappelle les informations communiquées par le gouvernement en août 2013 selon lesquelles le processus de soumission qui avait été engagé n'a pas pu être poursuivi en raison des élections générales et des changements de gouvernement et de Parlement. *La commission demande à nouveau au gouvernement de compléter la procédure de manière à être en mesure de soumettre au Majlis-e-Shoora (Parlement) les instruments adoptés par la Conférence lors de 16 sessions qui ont eu lieu de 1994 à 2012 (81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions). A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que le Parlement soit saisi des 35 instruments qui ne lui ont pas encore été soumis.*

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Défaut grave de soumission. La commission prend note des informations communiquées par le représentant gouvernemental à la Commission de la Conférence en juin 2013, selon lesquelles des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne l'élaboration initiale des documents pertinents pour les 19 instruments qui n'ont pas encore été soumis au Conseil exécutif national mais que, étant donné le nombre important des instruments devant être soumis à l'autorité compétente, d'autres consultations techniques et juridiques doivent avoir lieu. *A l'instar de la Commission de la Conférence, la commission demande instamment au gouvernement de s'acquitter de cette obligation constitutionnelle et de soumettre sans délai à l'Assemblée nationale les 19 instruments adoptés par la Conférence au cours des 11 sessions qui ont eu lieu de 2000 à 2012.*

République démocratique du Congo

Défaut grave de soumission. La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. *A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de fournir les informations pertinentes sur la soumission au Parlement des 31 instruments adoptés lors de 15 sessions de la Conférence qui se sont tenues entre 1996 et 2012.*

Rwanda

Défaut grave de soumission. *La commission se réfère à ses observations antérieures et demande à nouveau au gouvernement de communiquer des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des conventions, recommandations et protocoles adoptés par la Conférence au cours de 17 sessions qui se sont tenues de 1993 à 2012 (80^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions). A l'instar de la Commission de la Conférence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que les 36 instruments qui ne l'ont pas encore été soient soumis à l'Assemblée nationale.*

Sainte-Lucie

Défaut grave de soumission. La commission rappelle la communication succincte du gouvernement d'août 2012 indiquant que les instruments seront communiqués au ministre du Travail en vue de leur soumission. La commission rappelle qu'en vertu de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'Organisation, en tant que Membre de l'Organisation, Sainte-Lucie a l'obligation de soumettre au Parlement les conventions, recommandations et protocoles qu'elle ne lui a pas encore soumis et qui ont été adoptés par la Conférence entre 1980 et 2012 (66^e, 67^e sessions (conventions n^{os} 155 et 156 et recommandations n^{os} 164 et 165), 68^e (convention n^o 157 et protocole de 1982), 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions). *A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer le plein respect de l'obligation constitutionnelle de soumission.*

Saint-Kitts-et-Nevis

Soumission à l'Assemblée nationale. La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. La commission rappelle que l'autorité nationale compétente dans ce domaine est en règle générale l'organe législatif, c'est-à-dire, dans le cas de Saint-Kitts-et-Nevis, l'Assemblée nationale. *La commission demande au gouvernement de mener à terme la procédure de soumission et de communiquer les informations requises relatives à la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence au cours de 13 des sessions tenues entre 1996 et 2012 (83^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions).*

Saint-Vincent-et-les Grenadines

La commission *regrette* que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. La commission rappelle que, aux termes de la Constitution de 1979 de Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Conseil des ministres est l'autorité exécutive chargée de prendre les décisions définitives en matière de ratification et de déterminer les questions à soumettre à l'Assemblée en vue d'une action législative. *La commission prie instamment à nouveau le gouvernement de remplir pleinement ses obligations conformément à l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT, en soumettant à l'Assemblée les 25 instruments (conventions, recommandations et protocoles) adoptés par la Conférence au cours des 13 sessions qui se sont tenues entre 1995 et 2012 (82^e, 83^e, 85^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions).*

Sao Tomé-et-Principe

Défaut grave de soumission. La commission **regrette** que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. La commission rappelle que le gouvernement n'a pas fourni les informations requises sur la soumission aux autorités compétentes de 45 instruments adoptés par la Conférence entre 1990 et 2012 (77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions). **La commission prie instamment, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, le gouvernement de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour satisfaire à l'obligation constitutionnelle de soumission et rappelle que le BIT est en mesure de fournir l'assistance technique nécessaire pour que cette obligation constitutionnelle essentielle puisse être remplie.**

Seychelles

La commission note avec **intérêt** que la ratification par les Seychelles de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), a été enregistrée le 7 janvier 2014. **La commission se réfère à ses précédents commentaires et invite à nouveau le gouvernement à soumettre rapidement à l'Assemblée nationale les 16 instruments adoptés par la Conférence au cours des neuf sessions qui ont eu lieu de 2001 à 2012.**

Sierra Leone

Défaut grave de soumission. La commission note à nouveau avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a pas répondu à ses commentaires antérieurs. **La commission demande au gouvernement de faire rapport sur la soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence en octobre 1976 (convention n° 146 et recommandation n° 154, adoptées à la 62^e session), ainsi que des instruments adoptés entre 1977 et 2012. La commission prie instamment, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le Parlement soit saisi sans délai des 95 instruments qui ne lui ont pas encore été soumis.**

Somalie

Défaut grave de soumission. La commission note avec **intérêt** que la ratification de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, a été enregistrée le 20 mars 2014. **A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission invite le gouvernement à présenter des informations sur la soumission aux autorités compétentes des 48 instruments adoptés par la Conférence entre 1989 et 2012.**

Soudan

Défaut grave de soumission. La commission a pris note de la déclaration faite par le représentant du gouvernement à la Commission de la Conférence en juin 2013. **A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que soient soumis à l'Assemblée nationale les 36 instruments adoptés par la Conférence entre 1994 et 2012 qui ne l'ont pas encore été.**

Suriname

Défaut grave de soumission. La commission prend note des déclarations faites par le représentant gouvernemental devant la Commission de la Conférence en juin 2013, rappelant qu'un document relatif à la soumission aux autorités compétentes (Assemblée nationale) en était au stade final de son élaboration et que le gouvernement entendait s'acquitter de cette obligation avant la fin de 2014. **A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission invite le gouvernement à faire savoir si les instruments adoptés par la Conférence de sa 90^e à sa 96^e session ont été soumis à l'Assemblée nationale. Elle demande également au gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e et 101^e sessions (2010-2012).**

République arabe syrienne

Défaut sérieux de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a pas répondu à ses observations antérieures. La commission rappelle que 43 instruments adoptés par la Conférence sont en attente de soumission au Conseil du peuple. **La commission prie instamment, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, le gouvernement de soumettre à nouveau les instruments adoptés par la Conférence à ses 66^e et 69^e sessions (recommandations n^{os} 167 et 168) et à ses 70^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 90^e (recommandations n^{os} 193 et 194), 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions ont été soumis au Conseil du peuple.**

Tadjikistan

Défaut grave de soumission. La commission **regrette** que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. La commission rappelle à nouveau que, selon les informations transmises par le gouvernement en juillet 2011, la recommandation (n^o 200) sur le VIH et le sida, 2010, a été traduite en tadjik, et qu'elle a été soumise aux ministères et comités nationaux intéressés en vue d'être approuvée. En août 2012, le gouvernement a fourni d'autres informations sur les activités réalisées avec la participation des partenaires sociaux et diverses entités gouvernementales pour promouvoir la recommandation n^o 200 et la prévention du VIH et du sida sur le lieu de travail. La commission rappelle que, conformément à l'article 19, paragraphe 5 a), de la Constitution de l'OIT, seules les conventions sont communiquées en vue d'être ratifiées. Elle rappelle également qu'elle a demandé au gouvernement de présenter des informations sur la soumission, au Conseil suprême (*Majlisi Oli*), des instruments adoptés par la Conférence lors de 13 sessions ayant eu lieu entre octobre 1996 et juin 2012 (84^e, 85^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions). **A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment à nouveau le gouvernement de prendre des mesures sans délai afin de soumettre au Conseil suprême (*Majlisi Oli*) les 28 instruments qui ne l'ont pas encore été.**

Togo

La commission **regrette** que le gouvernement n'ait pas répondu à ses observations antérieures. **La commission demande au gouvernement de communiquer toutes les informations pertinentes sur la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence lors de ses 88^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e (recommandation n^o 198), 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions (2010-2012).**

Vanuatu

Défaut grave de soumission. La commission rappelle à nouveau que, le 22 mai 2003, Vanuatu est devenu Membre de l'Organisation. Elle rappelle également que la ratification par Vanuatu des huit conventions fondamentales a été enregistrée en juillet 2006. **A l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2014, la commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement de Vanuatu des cinq conventions et sept recommandations adoptées par la Conférence lors des sept sessions qui se sont tenues entre 2003 et 2012 (92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions).** La commission rappelle que le gouvernement peut demander l'assistance technique du Bureau pour parvenir à satisfaire à ses obligations au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT, qui porte sur la soumission des instruments adoptés par la Conférence au Parlement de Vanuatu.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux Etats suivants: *Afghanistan, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Barbade, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Chine, Colombie, République dominicaine, Emirats arabes unis, Equateur, Gambie, Guatemala, Guyana, Hongrie, République islamique d'Iran, République démocratique populaire lao, Lesotho, Liban, Malaisie, Malawi, République des Maldives, Malte, Mongolie, Népal, Nigéria, Oman, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Qatar, Fédération de Russie, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Slovaquie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Turkménistan, Tuvalu, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie.*



Annexes

**Annexe I. Tableau des rapports sur les conventions ratifiées,
reçus au 6 décembre 2014**
(articles 22 et 35 de la Constitution)

L'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail dispose que «Chacun des Membres s'engage à présenter au Bureau international du Travail un rapport annuel sur les mesures prises par lui pour mettre à exécution les conventions auxquelles il a adhéré. Ces rapports seront rédigés sous la forme indiquée par le Conseil d'administration et devront contenir les précisions demandées par ce dernier.» La Constitution prévoit, à son article 23, que le Directeur général présentera à la plus proche session de la Conférence un résumé des rapports qui lui auront été communiqués par les Membres en application de l'article 22, et que chaque Membre communiquera copie de ces rapports aux organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

A sa 204^e session (novembre 1977), le Conseil d'administration avait approuvé les dispositions suivantes concernant la présentation par le Directeur général à la Conférence de résumés des rapports fournis par les gouvernements au titre des articles 22 et 35 de la Constitution:

- a) la pratique suivie pendant plusieurs années au sujet des rapports postérieurs aux premiers rapports et qui consistait à les classer sous forme de tableaux, sans résumé de leur contenu, serait étendue à tous les rapports, y compris les premiers rapports;
- b) le Directeur général devrait faire en sorte qu'à la Conférence on puisse consulter le texte original de tous les rapports sur les conventions ratifiées qui ont été reçus; de plus, des photocopies de ces rapports pourraient être fournies aux membres des délégations qui en feraient la demande.

A sa 267^e session (novembre 1996), le Conseil d'administration a approuvé de nouvelles mesures de rationalisation et de simplification.

Les rapports reçus au titre des articles 22 et 35 de la Constitution figurent sous forme simplifiée dans un tableau en annexe au rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, les premiers rapports étant indiqués entre parenthèses.

Les personnes désirant consulter les rapports ou en obtenir des copies peuvent s'adresser au secrétariat de la Commission de l'application des normes.

Annexe I. Tableau des rapports reçus sur les conventions ratifiées

(articles 22 et 35 de la Constitution)

Relevé des rapports reçus au 6 décembre 2014*Note: Les premiers rapports sont indiqués entre parenthèses.*

Afghanistan	5 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 105, (138), (144), (159), (182)	
Afrique du Sud	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 45, 100, 111, 144, 155, 176	
Albanie	14 rapports demandés
· 12 rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 122, 135, 138, 144, 150, 151, 154, 178, 182, 185	
· 2 rapports non reçus: Conventions nos 16, 147	
Algérie	28 rapports demandés
· 26 rapports reçus: Conventions nos 3, 29, 42, 44, 56, 68, 69, 71, 73, 74, 91, 92, 98, 100, 105, 108, 111, 122, 135, 138, 142, 144, 147, 150, 181, 182	
· 2 rapports non reçus: Conventions nos 63, 87	
Allemagne	12 rapports demandés
· 5 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 87	
· 7 rapports non reçus: Conventions nos 81, 98, 129, 135, 140, 150, 160	
Angola	19 rapports demandés
· 2 rapports reçus: Conventions nos 88, 98	
· 17 rapports non reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 68, 69, 73, 74, 87, 89, 91, 92, 105, 106, 107, 108, 138, 182	
Antigua-et-Barbuda	14 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 108, 122, 135, 138, 142, 144, 150, 151, 154, 158, 182, (MLC, 2006)	
Arabie saoudite	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 100, 105, 111, 174	
Argentine	22 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 17, 22, 23, 29, 53, 58, 68, 71, 73, 87, 96, 105, 135, 138, 144, 150, 151, 154, 182	
Arménie	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 17, 29, 105, 122, 135, 138, 150, 151, 154, 160, 182	
Australie	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 122, 135, 137, 150, 158, 160, 182, (MLC, 2006)	
Australie - Ile Norfolk	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 122, 160	
Autriche	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 122, 135, 138, 160, 182	
Azerbaïdjan	18 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 16, 23, 29, 69, 73, 92, 105, 122, 133, 134, 135, 138, 147, 151, 154, 160, 182, 185	
Bahamas	8 rapports demandés
· 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 103, 105, 117, 144, (MLC, 2006)	
· 2 rapports non reçus: Conventions nos 138, 182	

Bahreïn	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 182	
Bangladesh	8 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 6 rapports reçus: Conventions nos 16, 22, 29, 81, 105, 182 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 87, 149 	
Barbade	8 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 63, 105, 108, 122, 135, 138, 182 	
Bélarus	12 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 16, 29, 87, 105, 108, 122, 138, 150, 151, 154, 160, 182	
Belgique	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 122, 132, 138, 150, 151, 154, (176), (177), 182	
Belize	19 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 29, 55, 58, 92, 105, 108, 133, 134, 135, 138, 147, 150, 151, 154, 182 	
Bénin	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 135, 138, 150, (154), 160, 182, (183), (MLC, 2006)	
Bolivie, Etat plurinational de	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 106, 122, 138, 160, 182	
Bosnie-Herzégovine	9 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 91, 105, 122, 135, 138, 182, 185, (MLC, 2006)	
Botswana	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 151, 182	
Brésil	29 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 28 rapports reçus: Conventions nos 16, 22, 29, 53, 92, 94, 103, 105, 118, 122, 133, 134, 135, 138, 144, 145, 146, 147, 151, 154, 155, 160, 163, 164, 166, 178, 182, 185 · 1 rapport non reçu: Convention no 117 	
Brunéi Darussalam	2 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no (138) · 1 rapport non reçu: Convention no 182 	
Bulgarie	22 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 29, 30, 52, 71, 87, 95, 98, 105, 106, 108, 122, 138, 144, (161), 177, 181, 182, 183, (MLC, 2006)	
Burkina Faso	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 122, 135, 138, 142, 150, 182	
Burundi	27 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 11, 12, 14, 17, 19, 26, 27, 29, 42, 52, 62, 64, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144, 182 	
Cabo Verde	4 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 105, 138, 182 	
Cambodge	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 105, 122, 138, 150, 182	

Cameroun	12 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 9, 16, 29, 87, 105, 108, 111, 122, 135, 138, 146, 182	
Canada	8 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 88, 105, 122, 160, 182 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 108, (MLC, 2006) 	
Centrafricaine, République	9 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 8 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 105, 122, 138, 150, 182 · 1 rapport non reçu: Convention no 169 	
Chili	13 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 29, 63, 105, 122, 135, 138, 144, 151, 182	
Chine	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 16, 22, 23, 122, 138, 150, 182	
Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong	19 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 29, 74, 92, 97, 105, 108, 122, 133, 138, 144, 147, 150, 151, 160, 182	
Chine - Région administrative spéciale de Macao	15 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 22, 23, 29, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 105, 108, 122, 138, 150, 182	
Chypre	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 122, 135, 138, 150, 151, 154, 160, 182, (MLC, 2006)	
Colombie	13 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 81, 105, 138, 151, 154, 160, 182	
Comores	25 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 12 rapports reçus: Conventions nos 1, 19, 29, 42, 77, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182 · 13 rapports non reçus: Conventions nos 6, 11, 12, 13, 14, 17, 52, 81, 89, 99, 101, 106, 122 	
Congo	12 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 5 rapports reçus: Conventions nos 14, 89, 98, 144, 149 · 7 rapports non reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 105, 138, 150, 182 	
Corée, République de	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 88, 111, 115, 135, 139, 155, 159, 162, 170, 187	
Costa Rica	15 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 29, 92, 96, 105, 122, 134, 135, 138, 145, 147, 150, 160, 182	
Côte d'Ivoire	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 5 rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 133, 138, 182 · 1 rapport non reçu: Convention no 135 	
Croatie	14 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 98, 135 · 12 rapports non reçus: Conventions nos 14, 29, 87, 103, 105, 106, 122, 132, 138, 182, (185), (MLC, 2006) 	
Cuba	17 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 63, 92, 105, 108, 122, 135, 138, 145, 150, 151	
Danemark	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 108, 122, 135, 138, 150, 151, 160, 182, (MLC, 2006)	

Danemark - Groenland**5 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 7, 16, 29, 105, 122

Danemark - Iles Féroé**3 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, (MLC, 2006)

Djibouti**46 rapports demandés**

- 41 rapports reçus: Conventions nos 1, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 37, 38, 52, 53, 55, 56, 69, 71, 73, 77, 78, 88, 89, 94, 95, 96, 98, 99, 101, 105, 106, 108, 115, 120, 122, 125, 126
- 5 rapports non reçus: Conventions nos 29, 63, 124, 138, 182

Dominicaine, République**14 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 19, 29, 98, 105, 106, 107, 111, 122, 138, 144, 150, 171, 172, 182

Dominique**20 rapports demandés**

- Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 14, 16, 19, 22, 29, 87, 94, 97, 98, 105, 108, 111, 135, 138, 144, 147, 150, 169, 182

Egypte**23 rapports demandés**

- 22 rapports reçus: Conventions nos 9, 22, 29, 53, 55, 56, 63, 68, 69, 71, 73, 92, 105, 134, 135, 138, 144, 145, 147, 150, 166, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no 74

El Salvador**15 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 105, 107, 122, 135, 138, 142, 144, 150, 151, 155, 160, 182

Emirats arabes unis**2 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 111

Equateur**26 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 95, 98, 101, 102, 103, 105, 106, 110, 115, 117, 119, 122, 136, 138, 139, 142, 144, 148, 149, 153, 159, 162, 169, 182

Erythrée**5 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 105, 138

Espagne**24 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 62, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 122, 127, 132, 135, 136, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 162, 176, 181, (MLC, 2006), 187

Estonie**14 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 105, 108, 122, 135, 138, 147, 182

Etats-Unis**3 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 144, 176, 182

Etats-Unis - Guam**1 rapport demandé**

- Aucun rapport reçu: Convention no 144

Etats-Unis - Iles Mariannes du Nord**1 rapport demandé**

Tous les rapports reçus: Convention no 144

Etats-Unis - Iles Vierges américaines**1 rapport demandé**

Tous les rapports reçus: Convention no 144

Etats-Unis - Porto Rico**1 rapport demandé**

Tous les rapports reçus: Convention no 144

Etats-Unis - Samoa américaines	1 rapport demandé
Tous les rapports reçus: Convention no 144	
Ethiopie	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 11, 29, 105, 138, 182	
Ex-République yougoslave de Macédoine	20 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 45, 88, 100, 111, 119, 135, 136, 139, 144, 148, 155, 158, 159, 161, 162, (177), (181), (183), (187)	
Fidji	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 29, 87, 105, 108, 122, 138, 169, 178, 182	
Finlande	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 108, 122, 135, 138, 150, 151, 154, 160, 182	
France	11 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 10 rapports reçus: Conventions nos 29, 63, 71, 96, 97, 105, 122, 135, 138, 182 · 1 rapport non reçu: Convention no 185 	
France - Nouvelle-Calédonie	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 63, 71, 105, 108, 120, 122	
France - Polynésie française	19 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 9, 16, 22, 23, 29, 53, 55, 56, 58, 63, 69, 71, 73, 105, 108, 122, 145, 146, 147	
France - Terres australes et antarctiques françaises	19 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 98, 108, 133, 134, 146, 147 	
Gabon	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 135, 150, 151, 154	
Gambie	8 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182 	
Géorgie	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 151, 163	
Ghana	26 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 21 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 19, 29, 30, 81, 87, 89, 94, 96, 98, 103, 105, 106, 107, 115, 117, 119, (138), 149, 182 · 5 rapports non reçus: Conventions nos 108, (144), 150, 151, (184) 	
Grèce	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 71, 81, 87, 98, 102, 108, 135, 150, 151, 154, 160	
Grenade	7 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 16, 81, 87, 98, 108, (155) 	
Guatemala	15 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 1, 16, 58, 81, 87, 98, 103, 108, 129, 154, 160, 161, 162, 163, 169	
Guinée	38 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 3, 11, 14, 16, 45, 62, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 105, 111, 113, 115, 117, 118, 121, 122, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159 	

Guinée - Bissau	11 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 27, 68, 69, 73, 74, 81, 91, 92, 98, 107, 108	
Guinée équatoriale	14 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 14, 29, 30, (68), 87, (92), 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182	
Guyana	30 rapports demandés
· 16 rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 95, 98, 100, 108, 111, 129, 138, 140, 144, 149, 151, (155), 172, 175	
· 14 rapports non reçus: Conventions nos 11, 12, 29, 94, 105, 115, 131, 135, 137, 139, 141, 142, 150, 166	
Haïti	15 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 12, 14, 17, 24, 25, 30, 42, 81, 87, 98, 100, 106, 107, 111	
Honduras	9 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 42, 81, 87, 98, 100, (102), 108, (127), (144)	
Hongrie	9 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 129, 135, 151, 154, 160, 185	
Iles Marshall	2 rapports demandés
· 1 rapport reçu: Convention no (MLC, 2006)	
· 1 rapport non reçu: Convention no (185)	
Iles Salomon	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 45, (87), (98), (100), (105), (111), (182)	
Inde	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 16, 22, 81, 108, 147, 160	
Indonésie	6 rapports demandés
· 5 rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 106, 185	
· 1 rapport non reçu: Convention no 69	
Iran, République islamique d'	5 rapports demandés
· 3 rapports reçus: Conventions nos 95, 111, 142	
· 2 rapports non reçus: Conventions nos 108, 122	
Iraq	13 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 81, 92, 98, 108, 135, 145, 146, 147, 150	
Irlande	20 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 53, 68, 69, 73, 74, 81, 87, 92, 98, 108, 144, 147, 160, 178, 179, 180	
Islande	6 rapports demandés
· 5 rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 108, 129	
· 1 rapport non reçu: Convention no 147	
Israël	12 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 9, 53, 81, 87, 92, 98, 133, 134, 147, 150, 160, (181)	
Italie	10 rapports demandés
· 9 rapports reçus: Conventions nos 71, 81, 87, 98, 108, 129, 135, 150, 151	
· 1 rapport non reçu: Convention no 160	

Jamaïque	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 4 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 81, 150 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98 	
Japon	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 81, 87, 98, 144, 159, 181	
Jordanie	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 98, 135, 144, 147, 150, 185	
Kazakhstan	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 11 rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 88, 98, 129, 135, 148, 155, (162), (167), (183) · 2 rapports non reçus: Conventions nos 100, 111 	
Kenya	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 45, 81, 88, 98, 129, 135, 144	
Kirghizistan	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98 · 11 rapports non reçus: Conventions nos 45, 81, 111, 115, 119, 120, 142, 148, 154, 159, 184 	
Kiribati	5 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 29, 105 · 3 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98, (MLC, 2006) 	
Koweït	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 119, 136, 159	
Lao, République démocratique populaire	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 4, 13, 100, 111, 182	
Lesotho	8 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 6 rapports reçus: Conventions nos 45, 81, 87, 98, 158, 167 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 135, 155 	
Lettonie	15 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 81, 87, 98, 111, 115, 119, 120, 129, 135, 148, 151, 154, 155, (MLC, 2006)	
Liban	25 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 8 rapports reçus: Conventions nos 1, 30, 52, 89, 100, 106, 111, 172 · 17 rapports non reçus: Conventions nos 14, 45, 81, 88, 98, 115, 120, 122, 127, 136, 139, 142, 148, 159, 170, 174, 176 	
Libéria	5 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 81, 87, 98, 108, (MLC, 2006)	
Libye	12 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 3 rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 98 · 9 rapports non reçus: Conventions nos 53, 88, 96, 100, 111, 122, 128, 130, 182 	
Lituanie	9 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 88, 98, 127, 135, 154, 159, 181	
Luxembourg	28 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 26 rapports reçus: Conventions nos 2, 13, 81, 87, 88, 96, 98, 115, 119, 120, 127, 129, 135, 136, 139, 148, 151, 155, 159, 161, 162, 167, 170, 174, 176, 184 · 2 rapports non reçus: Conventions nos (185), (MLC, 2006) 	
Madagascar	12 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 13, 81, 87, 88, 98, 117, 119, 120, 127, 129, 144, 159	

Malaisie	7 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 5 rapports reçus: Conventions nos 81, 98, 100, 119, (187) · 2 rapports non reçus: Conventions nos 29, 88 	
Malaisie - Malaisie - Péninsulaire	2 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 19, 45 	
Malaisie - Malaisie - Sabah	1 rapport demandé
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Convention no 97 	
Malaisie - Malaisie - Sarawak	2 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 19 	
Malawi	15 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 9 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 89, 98, 100, 107, 111, 158, 159 · 6 rapports non reçus: Conventions nos 45, 81, 99, 105, 129, 149 	
Mali	24 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 29, 52, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 135, 138, 144, 151, 159, 182, 183	
Malte	23 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 8 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 100, 106, 111, 117, 132, 149 · 15 rapports non reçus: Conventions nos 2, 13, 62, 81, 87, 88, 96, 98, 119, 127, 129, 135, 136, 148, 159 	
Maroc	13 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 13, 45, 81, 98, 119, 129, 135, 136, 154, 162, 181, (MLC, 2006)	
Maurice	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 19, 81, 87, 88, 98, 154, 159, (187), (189)	
Mauritanie	21 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 102 · 20 rapports non reçus: Conventions nos 3, 13, 14, 29, 33, 52, 62, 81, 87, 89, 96, 98, 100, 101, 111, 112, 114, 122, 138, 182 	
Mexique	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 11 rapports reçus: Conventions nos 13, 45, 87, 96, 115, 120, 135, 150, 159, 161, 170 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 155, 167 	
Moldova, République de	15 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 88, 98, 119, 127, 129, 135, 151, 154, 155, (160), 181, 184, 187	
Mongolie	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 7 rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 122, 123, 138, 144, 182 · 6 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98, 103, 135, 155, 159 	
Monténégro	20 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 13, 45, 81, 87, 88, 98, 119, 129, 135, 136, 139, 140, 148, 155, 158, 159, 161, 162, (183)	
Mozambique	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 88, 98	
Myanmar	2 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 87	

Namibie	2 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 98	
Népal	2 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 98 · 1 rapport non reçu: Convention no 169 	
Nicaragua	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 12 rapports reçus: Conventions nos 13, 45, 87, 88, 98, 111, 115, 119, 127, 135, 136, 139 · 1 rapport non reçu: Convention no 4 	
Niger	12 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 81, 138 · 10 rapports non reçus: Conventions nos 13, 87, 98, 119, 135, 148, 154, 155, 161, 187 	
Nigéria	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 11, 16, 45, 81, 87, 88, 98, 100, 111, 144, 155, 159 	
Norvège	22 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 81, 87, 88, 98, 115, 119, 120, 129, 135, 139, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 162, 167, 170, 176, (MLC, 2006)	
Nouvelle-Zélande	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 88, 98, 155	
Ouganda	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 154 · 12 rapports non reçus: Conventions nos 12, 19, 26, 29, 45, 100, 105, 111, 144, 158, 159, 162 	
Ouzbékistan	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 105, 111, 135, 154, 182	
Pakistan	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 45, 81, 96, 100, 111, 144, 159	
Palaos	1 rapport demandé
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Convention no (MLC, 2006) 	
Panama	17 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 16 rapports reçus: Conventions nos 13, 30, 45, 88, 100, 107, 110, 111, 119, 120, 127, 138, 159, 167, 181, (MLC, 2006) · 1 rapport non reçu: Convention no 117 	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 2, 45, 100, 111 	
Paraguay	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 79, 100, 111, 115, 119, 120, 159	
Pays-Bas	18 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 62, 81, 87, 88, 97, 98, 115, 129, 135, 151, 154, 155, 159, 162, 174, 181, (MLC, 2006)	
Pays-Bas - Aruba	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 88, 135	
Pays-Bas - Curaçao	3 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 88	

Pays-Bas - Partie caribéenne des Pays-Bas	3 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 88	
Pays-Bas - Sint-Maarten	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 88, (144)	
Pérou	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 62, 81, 88, 100, 111, 127, 139, 144, 151, 159, 176	
Philippines	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 88, 100, 111, 144, 159, 176, (MLC, 2006), (189)	
Pologne	19 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 13, 62, 100, 111, 115, 119, 120, 127, 135, 144, 148, 151, 159, 161, 170, 176, 181, (MLC, 2006)	
Portugal	28 rapports demandés
· 18 rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 88, 105, 117, 120, 127, 135, 142, 144, 149, 151, 158, 159, (173), 175, 176, 181	
· 10 rapports non reçus: Conventions nos 100, 111, 115, 122, 139, 148, 155, 162, (183), (184)	
Qatar	3 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 111	
République démocratique du Congo	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 29, 105, 135, 138, 150, 182	
Roumanie	9 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 88, 100, 111, 127, 135, 136, 144, 154	
Royaume-Uni	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 97, 100, 111, 115, 120, 135, 144, 148, 151, 187	
Royaume-Uni - Anguilla	1 rapport demandé
Tous les rapports reçus: Convention no 148	
Royaume-Uni - Bermudes	2 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 115, 135	
Royaume-Uni - Gibraltar	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 45, 82, 100, 135, 142, 151	
Royaume-Uni - Guernesey	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 115, 135, 148, 151	
Royaume-Uni - Ile de Man	2 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 151	
Royaume-Uni - Iles Falkland (Malvinas)	1 rapport demandé
Tous les rapports reçus: Convention no 45	
Royaume-Uni - Jersey	2 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 115	
Royaume-Uni - Montserrat	1 rapport demandé
Tous les rapports reçus: Convention no 82	
Royaume-Uni - Sainte-Hélène	1 rapport demandé
Tous les rapports reçus: Convention no 151	

Russie, Fédération de	17 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 45, 100, 111, 115, 119, 120, 135, 148, 154, 155, 159, 162, (173), (174), (MLC, 2006), 187	
Rwanda	12 rapports demandés
· 8 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 105, 132, 135, 138, 182 · 4 rapports non reçus: Conventions nos 62, 89, 100, 111	
Sainte-Lucie	4 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, 154, 158	
Saint-Kitts-et-Nevis	4 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, 144, (MLC, 2006)	
Saint-Marin	23 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 87, 88, 98, 100, 103, 105, 111, 119, 138, 140, 142, 143, 144, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161, 182	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, 144, (MLC, 2006)	
Samoa	2 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111	
Sao Tomé-et-Principe	11 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 88, 98, 100, 111, 135, 144, 151, 154, 155, 159, (184)	
Sénégal	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 96, 100, 111, 120, 135, 144	
Serbie	17 rapports demandés
· 15 rapports reçus: Conventions nos 13, 45, 88, 100, 119, 135, 136, 139, 144, 148, 155, 159, 161, 167, 187 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 111, 162	
Seychelles	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 100, 111, 144, 148, 151, 155, 161	
Sierra Leone	20 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 81, 88, 94, 95, 99, 100, 101, 111, 119, 125, 126, 144	
Singapour	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 45, 88, 100, 144, (MLC, 2006), (187)	
Slovaquie	34 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 14, 27, 52, 81, 88, 98, 100, 111, 115, 120, 123, 129, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 144, 148, 151, 154, 155, 156, 158, 159, 161, 167, 176, 181, 183, 184, 187	
Slovénie	17 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 88, 100, 111, 119, 135, 136, 139, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 174	

Somalie 13 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 16, 17, 19, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 94, 95, 105, 111

Soudan 3 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 100, 111

Soudan du Sud 7 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos (29), (98), (100), (105), (111), (138), (182)

Sri Lanka 8 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 45, 96, 100, 103, 111, 115, 135, 144

Suède 24 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 135, 139, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 167, 170, 174, 176, 184, (MLC, 2006), 187

Suisse 17 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 45, 62, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 136, 139, 144, 151, 154, 159, 162, (MLC, 2006)

Suriname 9 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 62, 88, 135, 144, 151, 154, 181, 182

Swaziland 7 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 45, 87, 96, 100, 111, 144, 160

Syrienne, République arabe 36 rapports demandés

- 28 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 45, 52, 81, 89, 94, 95, 98, 100, 101, 106, 111, 119, 120, 123, 124, 129, 131, 135, 136, 138, 139, 155, 170, 182
- 8 rapports non reçus: Conventions nos 2, 88, 96, 105, 107, 115, 117, 144

Tadjikistan 37 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 27, 29, 32, 45, 47, 52, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 95, 97, 98, 100, 103, 105, 106, 111, 113, 115, 119, 120, 122, 124, 126, 138, 142, 143, 148, 149, 155, 159, (177), 182

Tanzanie, République-Unie de 8 rapports demandés

- 7 rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 144, 148, 149, 154, 170
- 1 rapport non reçu: Convention no 135

Tanzanie, République-Unie de - Tanzanie. Tanganyika 2 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 45, 88

Tchad 10 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 98, 100, 105, 111, 135, 138, 144, 151, 182

Tchèque, République 11 rapports demandés

- 9 rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 108, 138, 150, 160, 163, 164, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 122, 135

Thaïlande 9 rapports demandés

- 4 rapports reçus: Conventions nos 14, 19, 105, 127
- 5 rapports non reçus: Conventions nos 88, 100, 122, 159, 182

Timor-Leste 2 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 182

Togo 10 rapports demandés

Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, (81), 100, 111, (122), (129), 144, (150), (MLC, 2006), (187)

Trinité-et-Tobago**4 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 144, 159

Tunisie**13 rapports demandés**

- 1 rapport reçu: Convention no 117
- 12 rapports non reçus: Conventions nos 13, 45, 62, 88, 100, 111, 119, 120, 122, 127, 135, 159

Turkménistan**6 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 100, 105, 111, (138), 182

Turquie**24 rapports demandés**

- 22 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 45, 81, 88, 96, 100, 105, 111, 115, 119, 127, 138, 142, 144, 151, 153, 155, 158, 159, 161, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 87, 135

Tuvalu**1 rapport demandé**

- Aucun rapport reçu: Convention no (MLC, 2006)

Ukraine**17 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 45, 100, 111, 115, 119, 120, 135, 139, 144, 154, (155), 159, 161, 174, 176, 184

Uruguay**20 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 100, 111, 115, 119, 120, 136, 139, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 167, 181, 184, (189)

Vanuatu**8 rapports demandés**

- 7 rapports reçus: Conventions nos 29, (87), (98), (100), 105, (111), (182)
- 1 rapport non reçu: Convention no (185)

Venezuela, République bolivarienne du**12 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 13, 26, 45, 88, 100, 111, 120, 127, 139, 144, 155, 169

Viet Nam**7 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 45, 100, 111, 120, (122), 144, 155

Yémen**9 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 19, 94, 100, 111, 122, 135, 144, 159, 182

Zambie**13 rapports demandés**

- 8 rapports reçus: Conventions nos 17, 100, 111, 136, 144, 148, 159, 176
- 5 rapports non reçus: Conventions nos 19, 135, 151, 154, 173

Zimbabwe**11 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 135, 144, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

Total général

Au total, 2.251 rapports (article 22) ont été demandés,
1.597 (soit 70,95 pour cent) ont été reçus.

Au total, 132 rapports (article 35) ont été demandés,
112 (soit 84,85 pour cent) ont été reçus.

**Annexe II. Tableau statistique des rapports
sur les conventions ratifiées, reçus au 6 décembre 2014**
(article 22 de la Constitution)

Année de la réunion de la commission d'experts	Rapports demandés	Rapports reçus à la date demandée		Rapports reçus pour la session de la commission d'experts		Rapports reçus pour la session de la Conférence	
1932	447	-		406	90,8%	423	94,6%
1933	522	-		435	83,3%	453	86,7%
1934	601	-		508	84,5%	544	90,5%
1935	630	-		584	92,7%	620	98,4%
1936	662	-		577	87,2%	604	91,2%
1937	702	-		580	82,6%	634	90,3%
1938	748	-		616	82,4%	635	84,9%
1939	766	-		588	76,8%	-	
1944	583	-		251	43,1%	314	53,9%
1945	725	-		351	48,4%	523	72,2%
1946	731	-		370	50,6%	578	79,1%
1947	763	-		581	76,1%	666	87,3%
1948	799	-		521	65,2%	648	81,1%
1949	806	134	16,6%	666	82,6%	695	86,2%
1950	831	253	30,4%	597	71,8%	666	80,1%
1951	907	288	31,7%	507	77,7%	761	83,9%
1952	981	268	27,3%	743	75,7%	826	84,2%
1953	1026	212	20,6%	840	75,7%	917	89,3%
1954	1175	268	22,8%	1077	91,7%	1119	95,2%
1955	1234	283	22,9%	1063	86,1%	1170	94,8%
1956	1333	332	24,9%	1234	92,5%	1283	96,2%
1957	1418	210	14,7%	1295	91,3%	1349	95,1%
1958	1558	340	21,8%	1484	95,2%	1509	96,8%
<p align="center">A la suite d'une décision du Conseil d'administration, des rapports détaillés ont été demandés depuis 1959 et jusqu'en 1976 seulement pour certaines conventions</p>							
1959	995	200	20,4%	864	86,8%	902	90,6%
1960	1100	256	23,2%	838	76,1%	963	87,4%
1961	1362	243	18,1%	1090	80,0%	1142	83,8%
1962	1309	200	15,5%	1059	80,9%	1121	85,6%
1963	1624	280	17,2%	1314	80,9%	1430	88,0%
1964	1495	213	14,2%	1268	84,8%	1356	90,7%
1965	1700	282	16,6%	1444	84,9%	1527	89,8%
1966	1562	245	16,3%	1330	85,1%	1395	89,3%
1967	1883	323	17,4%	1551	84,5%	1643	89,6%
1968	1647	281	17,1%	1409	85,5%	1470	89,1%
1969	1821	249	13,4%	1501	82,4%	1601	87,9%
1970	1894	360	18,9%	1463	77,0%	1549	81,6%
1971	1992	237	11,8%	1504	75,5%	1707	85,6%
1972	2025	297	14,6%	1572	77,6%	1753	86,5%
1973	2048	300	14,6%	1521	74,3%	1691	82,5%
1974	2189	370	16,5%	1854	84,6%	1958	89,4%
1975	2034	301	14,8%	1663	81,7%	1764	86,7%
1976	2200	292	13,2%	1831	83,0%	1914	87,0%

Année de la réunion de la commission d'experts	Rapports demandés	Rapports reçus à la date demandée		Rapports reçus pour la session de la commission d'experts		Rapports reçus pour la session de la Conférence	
A la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 1976), des rapports détaillés ont été demandés depuis 1977 jusqu'en 1994, selon certains critères, à des intervalles d'un an, de deux ans ou de quatre ans							
1977	1529	215	14,0%	1120	73,2%	1328	87,0%
1978	1701	251	14,7%	1289	75,7%	1391	81,7%
1979	1593	234	14,7%	1270	79,8%	1376	86,4%
1980	1581	168	10,6%	1302	82,2%	1437	90,8%
1981	1543	127	8,1%	1210	78,4%	1340	86,7%
1982	1695	332	19,4%	1382	81,4%	1493	88,0%
1983	1737	236	13,5%	1388	79,9%	1558	89,6%
1984	1669	189	11,3%	1286	77,0%	1412	84,6%
1985	1666	189	11,3%	1312	78,7%	1471	88,2%
1986	1752	207	11,8%	1388	79,2%	1529	87,3%
1987	1793	171	9,5%	1408	78,4%	1542	86,0%
1988	1636	149	9,0%	1230	75,9%	1384	84,4%
1989	1719	196	11,4%	1256	73,0%	1409	81,9%
1990	1958	192	9,8%	1409	71,9%	1639	83,7%
1991	2010	271	13,4%	1411	69,9%	1544	76,8%
1992	1824	313	17,1%	1194	65,4%	1384	75,8%
1993	1906	471	24,7%	1233	64,6%	1473	77,2%
1994	2290	370	16,1%	1573	68,7%	1879	82,0%
A la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 1993), des rapports détaillés ont été demandés en 1995, à titre exceptionnel, seulement pour cinq conventions							
1995	1252	479	38,2%	824	65,8%	988	78,9%
A la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 1993), des rapports ont été demandés, selon certains critères, à des intervalles d'un an, de deux ans ou de cinq ans							
1996	1806	362	20,5%	1145	63,3%	1413	78,2%
1997	1927	553	28,7%	1211	62,8%	1438	74,6%
1998	2036	463	22,7%	1264	62,1%	1455	71,4%
1999	2288	520	22,7%	1406	61,4%	1641	71,7%
2000	2550	740	29,0%	1798	70,5%	1952	76,6%
2001	2313	598	25,9%	1513	65,4%	1672	72,2%
2002	2368	600	25,3%	1529	64,5%	1701	71,8%
2003	2344	568	24,2%	1544	65,9%	1701	72,6%
2004	2569	659	25,6%	1645	64,0%	1852	72,1%
2005	2638	696	26,4%	1820	69,0%	2065	78,3%
2006	2586	745	28,8%	1719	66,5%	1949	75,4%
2007	2478	845	34,1%	1611	65,0%	1812	73,2%
2008	2515	811	32,2%	1768	70,2%	1962	78,0%
2009	2733	682	24,9%	1853	67,8%	2120	77,6%
2010	2745	861	31,4%	1866	67,9%	2122	77,3%
2011	2735	960	35,1%	1855	67,8%	2117	77,4%

Année de la réunion de la commission d'experts	Rapports demandés	Rapports reçus à la date demandée		Rapports reçus pour la session de la commission d'experts		Rapports reçus pour la session de la Conférence	
A la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 2009 et mars 2011), des rapports sont demandés, selon certains critères, à des intervalles d'un an, de trois ans ou de cinq ans							
2012	2207	809	36,7%	1497	67,8%	1742	78,9%
2013	2176	740	34,1%	1578	72,5%	1755	80,6%
2014	2251	875	38,9%	1597	70,9%		

Annexe III. Liste des observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

Albanie

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Algérie

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP); Internationale de l'Education (IE)

sur les conventions nos
87, 98, 135
87
87, 98

Allemagne

- Confédération des associations allemandes d'employeurs (BDA); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
81, 87, 98
87, 98
87

Angola

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87, 98
87

Antigua-et-Barbuda

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
158

Arabie saoudite

- Organisation internationale des employeurs (OIE); Conseil des chambres saoudiennes (CSC)

sur la convention no
29

Argentine

- Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA Autonome)
- Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA des Travailleurs)
- Confédération générale du travail de la République argentine (CGT RA)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération judiciaire argentine (FJA)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
17, 87, 135, 144, 154
8, 9, 16, 17, 22, 23, 29, 53, 58, 68, 71, 73, 87, 96, 105, 135, 138, 144, 150, 151, 154, 182
29, 87, 96, 98, 135, 138, 144, 150, 151, 154
87, 98
154
87

Australie

- Conseil australien des syndicats (ACTU)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
29, 87, 98, 122, 135, 137, 158, 182, MLC, 2006
87, 158

Autriche

- Chambre du travail autrichienne (AK)
- Chambre fédérale autrichienne de l'économie (WKÖ)

sur les conventions nos
29, 122, 135, 138, 160, 182
122

Azerbaïdjan

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Bahamas

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Bangladesh

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des employeurs du Bangladesh (BEF); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

81, 87

81

87

Barbade

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

87

Bélarus

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

87, 98

87

Belgique

- Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB); Confédération des syndicats chrétiens (CSC); Fédération générale du travail de Belgique (FGTB)

sur la convention no

154

Belize

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

87

Bénin

- Confédération des syndicats autonomes du Bénin (CSA-Bénin)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

29, 105, 135, 138, 150, 154, 160, 182, 183

87, 98

87

Bolivie, Etat plurinational de

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

138

87

Bosnie-Herzégovine

- Confédération des syndicats indépendants de Bosnie-Herzégovine (SSSBiH)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87

87

Botswana

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98, 151

87

Brésil

- Association Gaucha des inspecteurs du travail (AGITRA)
- Association nationale des agents de sécurité et santé au travail (ANAHST)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération nationale des travailleurs portuaires (FNP)
- Syndicat des médecins de l'État de Bahia (SINDIMED-Ba)
- Syndicat national des agents de l'inspection du travail (SINAIT)

sur les conventions nos

81

81

98

137

111

81

Bulgarie

- Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (KNSB/CITUB)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat des travailleurs indépendants et de l'économie informelle "Unité"

sur les conventions nos

1, 14, 29, 71, 87, 98, 138, 161, 177, 181, 182, 183, MLC, 2006

87, 98

87

177

Burkina Faso

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur la convention no

87

Burundi

- Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

26, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 135,
138, 144, 182
87, 98
87

Cambodge

- Association nationale des travailleurs de l'éducation pour le développement (NEAD); Internationale de l'Education (IE)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération cambodgienne des employeurs et des associations d'entreprises (CAMFEBA); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

87, 98
87

87

Cameroun

- Confédération des travailleurs unis du Cameroun (CTUC)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC)

sur les conventions nos

87, 89, 111, 138
87, 98
87
9, 16, 29, 87, 111, 122, 135, 138, 182

Canada

- Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Congrès du travail du Canada (CLC)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

29, 88, 105, 122, 160
29, 122
87

Centrafricaine, République

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 169

Chili

- Centrale unitaire des travailleurs (CUT)
- Confédération de la production et du commerce (CPC); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Confédération nationale des syndicats de travailleurs de l'industrie de la boulangerie et de l'alimentation (CONAPAN); et autres syndicats nationaux
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération syndicale mondiale (FSM)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

144
87

87, 98

87, 98
87, 98, 135, 151
87

Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong

- Confédération des syndicats de Hong-Kong (HKCTU)
- Confédération des syndicats de Hong-Kong (HKCTU) ; Fédération des syndicats des travailleurs domestiques asiatiques de Hong-Kong (FADWU)

sur les conventions nos

144
97

Chine - Région administrative spéciale de Macao

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98
87

Colombie

- Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT)
- Confédération des travailleurs de Colombie (CTC)
- Confédération générale du travail (CGT)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat de travailleurs de la Compagnie d'électricité de Colombie (SINTRAELECOL)
- Syndicat des travailleurs des entreprises municipales de Cali (SINTRAEMCALI)
- Union des travailleurs de Colombie (UTC)

sur les conventions nos

29, 81, 138, 182

8, 9, 16, 22, 23, 29, 81, 105, 138, 151, 154, 160, 182

8, 9, 16, 22, 23, 29, 81, 138, 151, 154, 182

29, 81, 87, 98, 105, 138, 151, 154, 169, 182

87, 98

87

98

87, 98, 151, 154

17, 18

Comores

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Congo

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

87

Corée, République de

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des syndicats coréens (FKTU)

sur les conventions nos

135

81, 88, 135, 159, 162, 170, 187

Costa Rica

- Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP)
- Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP); Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

29, 105, 135, 138, 160, 182

87, 98

87

8, 16, 29, 92, 96, 105, 122, 134, 135, 138, 145, 147, 150, 160, 182

29, 105, 122, 135, 138, 150, 160, 182

Côte d'Ivoire

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

Croatie

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

98, 135

87

Cuba

- Coalition syndicale indépendante de Cuba (CSIC)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

29, 105, 111, 122

87

Danemark

- Confédération des syndicats danois (LO)

sur les conventions nos

87, 98, MLC, 2006

Djibouti

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat des enseignants du premier degré (SEP); Syndicat des professeurs des collèges et des lycées de Djibouti (SPCLD); Internationale de l'Education (IE)

sur les conventions nos

87, 98

87

98

Dominicaine, République

- Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC); Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD); Confédération nationale d'unité syndicale (CNUS)
- Confédération patronale de la République dominicaine (COPARDOM); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

19, 29, 111

19, 29, 105, 111, 122, 150

87

Dominique

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 169

Egypte

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98, 135

87

El Salvador

- Association nationale de l'entreprise privée (ANEP); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 144

87, 98

87

Equateur

- Comité permanent intersyndical; Internationale des services publics (ISP) -Equateur; Union nationale des travailleurs de l'éducation (UNE)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87

87, 98

87, 169

Erythrée

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Espagne

- Confédération espagnole d'organisations d'employeurs (CEOE); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Confédération syndicale de commissions ouvrières (CCOO)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Union générale des travailleurs (UGT)

sur les conventions nos

122

13, 62, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 122, 127, 132, 135, 136, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 162, 176, 181, MLC, 2006, 187

87, 98

13, 62, 88, 100, 111, 115, 119, 122, 132, 135, 136, 144, 148, 151, 154, 155, 162, MLC, 2006, 187

Estonie

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Etats-Unis

- Conseil des Etats Unis pour les entreprises internationales (USCIB); Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

182

Ethiopie

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Ex-République yougoslave de Macédoine

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

158

Fidji

- Association des enseignants de Fidji (FTA)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98, 169
87, 98
87, 169

Finlande

- Commission des employeurs des collectivités locales (KT)
- Confédération des industries de Finlande (EK)
- Confédération finlandaise des professionnels (STTK)
- Confédération finlandaise des syndicats des salariés diplômés de l'enseignement supérieur (AKAVA)
- Organisation centrale des syndicats finlandais (SAK)
- Service des employeurs de l'Etat (VTML)

sur les conventions nos

151, 154
135, 154, 160
151, 154
122, 135, 151, 154
29, 105, 122, 151, 154
151, 154

France

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98
87

Gabon

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Gambie

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Géorgie

- Confédération géorgienne des syndicats (GTUC)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat libre du personnel enseignant et scientifique de Géorgie (ESFTUG); Internationale de l'Education (IE)

sur les conventions nos

87, 98, 111, 163
87, 98
87
87, 98

Ghana

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98
87

Grèce

- Association des inspecteurs du travail (GALI)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération grecque des entreprises et industries (SEV)
- Fédération panhellénique des marins (PNO); Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)
- Fédération panhellénique des marins (PNO); Fédération syndicale mondiale (FSM)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat des inspecteurs de la sécurité et santé au travail

sur les conventions nos

81
87, 98
98, 154
MLC, 2006
MLC, 2006
87, 102
81

Grenade

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Guatemala

- Comité de coordination des associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF)
- Comité de coordination des associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Confédération générale des travailleurs du Guatemala (CGTG)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Mouvement syndical, indigène et paysan guatémaltèque (MSICG)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat des opérateurs des stations de production et puits, et des gardiens de l'entreprise municipale de l'eau (SITOPGEMA)
- Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA)

sur les conventions nos

169

87, 98

1, 87, 103, 161, 162, 169

87, 98

81, 87, 98, 103, 129, 154, 169

87, 169

1

87, 100, 110, 111, 129, 138, 169

Guinée

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

87

Guinée équatoriale

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Guyana

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Haïti

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

87

Honduras

- Centrale générale des travailleurs (CGT)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Internationale de l'Education (IE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

42, 81, 87, 100, 102, 144

87, 98

102, 127, 144

87, 98

87

Hongrie

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Iles Salomon

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Inde

- Association nationale des armateurs de l'Inde (INSA)
- Centrale des syndicats indiens (CITU)
- Syndicat national des gens de mer de l'Inde (NUSI)

sur les conventions nos

22, 108

81, 144

147

Indonésie

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

29, 87, 98

87

Iran, République islamique d'

- Confédération des représentants des travailleurs iraniens (CIWR)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

142

95, 111, 122

Iraq

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur la convention no

98

Irlande

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Islande

- Fédération du travail d'Islande (ASÍ)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87, 98
87

Israël

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87, 98
87

Italie

- Confédération générale italienne du travail (CGIL)
- Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL); Union italienne du travail (UIL)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Union italienne du travail (UIL)

sur les conventions nos
3, 183
3, 183
98
87
71, 151

Jamaïque

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87, 98
87

Japon

- Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO)
- Confédération nationale des syndicats (ZENROREN)
- Fédération du commerce du Japon (NIPPON KEIDANREN)
- Fédération japonaise des syndicats de travailleurs des préfectures et des municipalités (JICHIROREN)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat de la construction navale et du génie maritime du Japon (AJSEU)
- Syndicat des travailleurs des services postaux du Japon (YUSANRO)
- Syndicat des travailleurs migrants
- Syndicat national des travailleurs des services sociaux et de la protection de l'enfance (NUWCW)

sur les conventions nos
81, 87, 98, 144, 159, 181
98, 181
81, 87, 98, 181
87
87
29
122
29
159

Jordanie

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur la convention no
98

Kazakhstan

- Confédération des syndicats libres du Kazakhstan (CFTUK)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87, 98
87, 98
87

Kenya

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur la convention no
98

Kirghizistan

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Kiribati

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Koweït

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87
87

Lesotho

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87, 158

Lettonie

- Confédération des employeurs de Lettonie (LDDK)
- Confédération des syndicats libres de Lettonie (LBAS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat letton des employés de l'éducation et des sciences (LIZDA); Internationale de l'Education (IE)

sur les conventions nos
87
87, 135, 155
87, 98
87
87, 98

Libéria

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Libye

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Lituanie

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87
87

Luxembourg

- Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens (LCGB)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87, 135
87

Madagascar

- Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires Malagasy (FISEMARE)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
81, 87, 88, 98, 117, 144
98
87

Malaisie

- Fédération malaisienne des employeurs (MEF)
- Syndicat national des employés de banque (NUBE); Fédération syndicale mondiale (FSM)

sur les conventions nos
119, 187
29, 98, 105, 144

Malawi

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
87, 98
87, 158

Mali

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
138, 182
87, 98

Malte

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no
87

Maroc

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos
98, 135

Maurice

- Confédération des travailleurs du secteur privé (CTSP)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des employeurs de Maurice (MEF); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos
26
87, 98
98
87

Mauritanie

- Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

3, 14, 29, 62, 81, 87, 96, 98, 100, 102
87, 98
87

Mexique

- Confédération des chambres industrielles des Etats-Unis du Mexique (CONCAMIN)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat national des travailleurs des ponts et chaussées et services connexes (SNTCPF)
- Union nationale des travailleurs (UNT)

sur les conventions nos

13, 45, 87, 96, 115, 120, 150, 159, 161

87, 135
87
150, 155

87, 135

Moldova, République de

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98
87

Mongolie

- Confédération des syndicats de Mongolie (CMTU)
- Fédération des employeurs de Mongolie (MONEF)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

100, 111, 144, 182
100, 144, 182
87

Monténégro

- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Union des syndicats libres du Monténégro (UFTUM)

sur les conventions nos

87, 158
140

Mozambique

- Confédération des associations économiques du Mozambique (CTA)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98
87

Myanmar

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87
87

Namibie

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98
87

Népal

- Internationale de l'Education (IE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

98
169

Nicaragua

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Niger

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Nigéria

- Association des hauts fonctionnaires du Nigéria (ASCSN)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87
87, 98
87

Norvège

- Association norvégienne des armateurs (NSA)
- Association norvégienne des officiers de la marine marchande (NSOF)
- Confédération du commerce et de l'industrie de Norvège (NHO)
- Confédération du commerce et de l'industrie de Norvège (NHO); Association norvégienne des autorités locales et régionales (KS); Fédération des entreprises de Norvège (VIRKE)
- Confédération norvégienne des syndicats (LO)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat des gens de mer norvégien (NSF)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006
137
81

13, 81, 115, 119, 120, 129, 135, 139,
148, 155, 159, 162, 167, 170, 176,
MLC, 2006
87
MLC, 2006

Nouvelle-Zélande

- Business Nouvelle-Zélande
- Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU)

sur les conventions nos

81, 88, 98, 155
88, 98, 155

Ouganda

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des employeurs de l'Ouganda (FUE); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98
26
87, 158

Ouzbékistan

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Conseil de la fédération des syndicats de l'Ouzbékistan (CFTUU)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

105
29, 105, 182
29, 105, 182

Panama

- Confédération nationale de l'unité syndicale indépendante (CONUSI); Conseil national des travailleurs organisés (CONATO)
- Conseil national de l'entreprise privée (CONEP); Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

30, 100, 107, 111, 138

Pays-Bas

- Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

97, 98, 135, 151, 154, 155, 159, 162,
MLC, 2006
87

Pays-Bas (Aruba)

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Pays-Bas (Curaçao)

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Pérou

- Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP)
- Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT)
- Confédération des travailleurs du Pérou (CTP)
- Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

62, 81, 100, 111, 127, 139, 144, 151,
159, 176
81, 100, 111, 127, 144
62, 100, 111, 151
100, 111, 144, 151
87, 98

Pologne

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Employeurs de Pologne (EP); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat indépendant et autonome "Solidarnosc"
- Syndicat national des infirmières et des sages-femmes (OZZPiP)

sur les conventions nos

87, 98
100, 142, 144

2, 111, 127, 135, 151, 159, 161, 181
149

Portugal

- Confédération de l'industrie portugaise (CIP); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Confédération du commerce et des services du Portugal (CCSP)
- Confédération générale des travailleurs portugais - Intersyndicale nationale (CGTP-IN)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Union générale des travailleurs (UGT)

sur les conventions nos

45, 144, 155, 158, 162, 173, 183

117
29, 88, 117, 127, 144, 151, 158, 159,
176, 181
158
29, 88, 117, 120, 127, 135, 142, 144,
158, 173, 175, 176, 181

République démocratique du Congo

- Confédération syndicale du Congo (CSC)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

29, 105, 135, 138, 182
87, 98
87, 158

Roumanie

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98, 154

Royaume-Uni

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Congrès des syndicats (TUC)

sur les conventions nos

87, 98
2, 97, 135, 144, 151, 187

Russie, Fédération de

- Confédération du travail de Russie (KTR)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des syndicats des travailleurs du transport maritime (FPRMT)

sur les conventions nos

100, 111, 135, 154
87, 98
154, 185, MLC, 2006

Rwanda

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

Sainte-Lucie

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

158

Saint-Marin

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Sao Tomé-et-Principe

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Sénégal

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

Serbie

- Confédération des syndicats autonomes de Serbie (CATUS)
- Confédération des syndicats "Nezavisnost"
- Union des employeurs de Serbie

sur les conventions nos

13, 45, 88, 100, 111, 119, 135, 136,
139, 144, 148, 159, 161, 162, 167
144
87, 98, 144

Seychelles

- Fédération des syndicats de travailleurs des Seychelles (SFWU)

sur la convention no

151

Slovaquie

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

158

Soudan

- Fédération soudanaise des hommes d'affaires et des employeurs

sur les conventions nos

2, 100

Soudan du Sud

- Association des employeurs du Soudan du Sud (EASS)
- Fédération des syndicats des travailleurs du Soudan du Sud (SSWTUF)

sur les conventions nos

29, 98, 100, 111, 138, 182

29, 98, 100, 111, 138, 182

Sri Lanka

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

Suède

- Confédération suédoise des professionnels (TCO); Confédération suédoise des associations professionnelles (SACO); Confédération suédoise des syndicats (LO)

sur les conventions nos

13, 88, 100, 111, 119, 144, 148, 154,

155, 159, 161, 162, 184, 187

Suisse

- Union syndicale suisse (USS/SGB)

sur les conventions nos

144, 151, 154, 162

Swaziland

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98

87

Syrienne, République arabe

- Chambre syrienne de l'industrie
- Confédération des syndicats des travailleurs
- Fédération des chambres de l'agriculture syriennes

sur les conventions nos

1, 14, 29, 52, 89, 124

1, 14, 29, 52, 89, 124, 129

129

Tadjikistan

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Tanzanie, République-Unie de

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

Tchad

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Tchèque, République

- Confédération tchéco-morave des syndicats (CM KOS); Confédération de l'industrie et du transport (SP ČR)

sur la convention no

150

Thaïlande

- Congrès national du travail de Thaïlande (NCTL)

sur la convention no

105

Togo

- Conseil national du patronat du Togo (CNP-Togo); Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Trinité-et-Tobago

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

Tunisie

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

Turkménistan

- Centre national des syndicats
- Union des industriels et des entrepreneurs du Turkmenistan

sur les conventions nos

29

29

Turquie

- Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK)
- Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK)
- Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İS)
- Confédération des syndicats turcs authentiques (HAK-İS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK)
- Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat des travailleurs des municipalités de Turquie (TÜM YEREL-SEN)
- Union des syndicats des employés des municipalités et des entités de droit privé de l'Etat (BEM-BİR-SEN)

sur les conventions nos

100, 111, 144, 151, 155, 161

155

14, 45, 81, 88, 96, 100, 105, 111, 115, 119, 127, 138, 144, 153, 155, 158, 159, 161, 182

45, 88, 96, 100, 111, 155, 158, 159

87, 98

14, 29, 88, 96, 105, 115, 119, 127, 144, 151, 153, 158, 159, 182

87, 98, 100, 111

158

87, 98, 155, 161

87, 98

Ukraine

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Syndicat indépendant des mineurs de la mine de charbon Nikanor-Nova

sur les conventions nos

87, 98

45

Uruguay

- Chambre nationale du commerce et des services de l'Uruguay (CNCS); Chambre des industries de l'Uruguay (CIU); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Syndicat national des assistantes familiales de l'Uruguay

sur les conventions nos

98, 144, 155, 161

30, 98, 128, 130, 132, 151

Vanuatu

- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur la convention no

87

Venezuela, République bolivarienne du

- Alliance syndicale indépendante (ASI)
- Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE)

sur les conventions nos

87, 98, 144

111, 144, 155

87, 98

26, 87, 144, 158

158, 169

81, 87, 98, 111, 144, 155, 169

Zambie

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur la convention no

176

Zimbabwe

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

**Annexe IV. Résumé des informations communiquées
par les gouvernements en ce qui concerne l'obligation de soumettre
les instruments adoptés par la Conférence internationale
du Travail aux autorités compétentes**

L'article 19 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, par ses paragraphes 5, 6 et 7, fait obligation aux Etats Membres de soumettre aux autorités compétentes, dans un délai déterminé, les conventions, les protocoles correspondants et les recommandations adoptés par la Conférence internationale du Travail. Ces mêmes dispositions prévoient que les gouvernements des Etats Membres doivent informer le Directeur général du Bureau international du Travail des mesures prises pour soumettre les instruments aux autorités compétentes et communiquer également tous renseignements sur l'autorité ou les autorités considérées comme compétentes et sur la teneur des décisions prises par celles-ci.

Conformément à l'article 23 de la Constitution, un résumé des informations communiquées en application de l'article 19 est présenté à la Conférence.

Lors de sa 267^e session (novembre 1996), le Conseil d'administration a approuvé de nouvelles mesures de rationalisation et de simplification. A cet égard, le résumé de ces informations est publié en annexe au rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations.

Le présent résumé porte sur les informations nouvellement reçues relatives à la soumission aux autorités compétentes de la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, adoptée par la Conférence à sa 101^e session (juin 2012). En outre, le présent résumé comporte les informations transmises par les gouvernements concernant les instruments qui ont été adoptés précédemment et soumis aux autorités compétentes en 2014, ainsi que les informations fournies par avance par les gouvernements sur la soumission de la recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014, et du protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, adoptés à la 103^e session de la Conférence (mai-juin 2014).

Ces informations résumées sont également celles qui ont été communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail après la clôture de la 103^e session de la Conférence (Genève, mai-juin 2014) et qui n'ont donc pas pu être portées à la connaissance de cette dernière à cette session.

Afrique du Sud. La recommandation n° 202 a été soumise à l'Assemblée nationale le 2 septembre 2014.

Allemagne. La recommandation n° 202 a été soumise au Bundestag et au Bundesrat le 21 novembre 2013.

Bélarus. La recommandation n° 202 a été soumise à l'Assemblée nationale le 31 décembre 2013.

Belgique. La recommandation n° 202 a été soumise à la Chambre des représentants et au Sénat le 5 août 2014.

Bénin. Les instruments adoptés par la Conférence à ses 100^e et 101^e sessions ont été soumis à l'Assemblée nationale le 14 juin 2014.

Bosnie-Herzégovine. La recommandation n° 202 a été soumise à l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine le 29 octobre 2013.

Canada. Les instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e et 101^e sessions ont été soumis à la Chambre des communes et au Sénat le 8 avril 2014.

Grèce. La recommandation n° 202 a été soumise au Parlement hellénique le 9 janvier 2014.

Honduras. Les instruments adoptés par la Conférence à ses 94^e, 95^e, 96^e, 99^e et 100^e sessions ont été soumis au Congrès national le 1^{er} avril 2014. Les instruments adoptés par la Conférence à sa 103^e session ont été soumis au Congrès national le 4 septembre 2014.

Israël. Les instruments adoptés par la Conférence à sa 103^e session ont été soumis à la Knesset le 15 septembre 2014.

Luxembourg. Les instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e et 101^e sessions ont été soumis à la Chambre des députés les 10 avril et 4 septembre 2012. Les instruments adoptés par la Conférence à sa 103^e session ont été soumis à la Chambre des députés le 19 août 2014.

Maroc. Les instruments adoptés par la Conférence à sa 103^e session ont été soumis à la Chambre des représentants et à la Chambre des conseillers le 8 août 2014.

Mongolie. La recommandation n° 202 a été soumise au Grand Khoural de l'Etat le 7 décembre 2013.

Myanmar. La recommandation n° 202 a été soumise au Pyithu Hluttaw (Parlement) le 8 mai 2013.

Namibie. Les instruments adoptés lors des 99^e, 100^e et 101^e sessions de la Conférence ont été soumis à l'Assemblée nationale en 2011 et 2012.

Norvège. Les instruments adoptés par la Conférence à ses 100^e et 103^e sessions ont été soumis au Storting le 8 octobre 2014.

Philippines. Les instruments adoptés par la Conférence à sa 103^e session ont été soumis au Sénat et à la Chambre des représentants le 29 août 2014.

Portugal. La recommandation n° 202 a été soumise à l'Assemblée de la République le 12 décembre 2013.

Sénégal. Les instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e et 101^e sessions ont été soumis à l'Assemblée nationale le 16 octobre 2014.

Singapour. La recommandation n° 202 a été soumise au Parlement de Singapour le 20 janvier 2014.

Suède. La recommandation n° 202 a été soumise au Parlement le 5 décembre 2013.

La commission a estimé nécessaire de demander, dans certains cas, des informations complémentaires sur la nature des autorités compétentes auxquelles les instruments adoptés par la Conférence ont été soumis et d'autres précisions requises par le questionnaire figurant à la fin du Mémoire sur l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes, dans sa teneur révisée de mars 2005.

**Annexe V. Informations communiquées par les gouvernements
en ce qui concerne l'obligation de soumettre les conventions
et les recommandations aux autorités compétentes**

(31^e à 102^e session de la Conférence internationale du Travail, 1948-2013)

Note. Le numéro des conventions et des recommandations est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C ou R, lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis.

Les protocoles sont indiqués par la lettre P suivie du numéro de la convention correspondante.

Les conventions ratifiées et les recommandations correspondantes sont considérées comme ayant été soumises.

Il a été tenu compte de la date d'admission ou de réadmission des Etats Membres à l'OIT pour déterminer les sessions de la Conférence dont les textes adoptés sont pris en considération.

La Conférence n'a pas adopté de conventions ou recommandations lors de ses 57^e, 73^e, 93^e, 97^e, 98^e et 102^e sessions (juin 1972, juin 1987, juin 2005, juin 2008, juin 2009 et juin 2013).

N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Afghanistan	
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95	96, 99-101
Afrique du Sud	
81, 82 (C176, R183), 83-92, 94-96, 99-101	
Albanie	
79-81, 82 (C176, R183), 83, 84 (C178, P147, R186), 85, 87, 88, 90 (P155), 91, 95 (C187, R197)	78, 82 (P081), 84 (C179, C180, R185, R187), 86, 89, 90 (R193, R194), 92, 94, 95 (R198), 96, 99-101
Algérie	
47-56, 58-72, 74-92, 94-96, 100	99, 101
Allemagne	
34-56, 58-72, 74-76, 77 (C170, R177), 78-92, 94-96, 99-101	77 (C171, P089, R178)
Angola	
61-72, 74-78, 79 (C173), 80, 81, 82 (R183, C176), 83-85, 87-90	79 (R180), 82 (P081), 86, 91, 92, 94-96, 99-101
Antigua-et-Barbuda	
68-72, 74-82, 84, 87, 94, 100	83, 85, 86, 88-92, 95, 96, 99, 101
Arabie saoudite	
61-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Argentine	
31-56, 58-72, 74-90, 92, 94, 95 (R197, C187), 96, 100	91, 95 (R198), 99, 101
Arménie	
80-92, 94-96, 99-101	

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Australie	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Autriche	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	100, 101
Azerbaïdjan	79 (C173), 80-82, 85-88, 91, 92	79 (R180), 83, 84, 89, 90, 94-96, 99-101
Bahamas	61-72, 74-84, 87, 91, 94	85, 86, 88-90, 92, 95, 96, 99-101
Bahreïn	63-72, 74-87	88-92, 94-96, 99-101
Bangladesh	58-72, 74-76, 77 (C171, R178), 78, 80, 84, 85 (C181), 87, 91, 94	77 (C170, P089, R177), 79, 81-83, 85 (R188), 86, 88-90, 92, 95, 96, 99-101
Barbade	51-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	100, 101
Bélarus	37-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Belgique	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Belize	68-72, 74-76, 84, 87, 88, 94	77-83, 85, 86, 89-92, 95, 96, 99-101
Bénin	45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Bolivie, Etat plurinational de	31-56, 58-72, 74-79, 80 (C174), 81 (C175), 82 (C176), 83 (C177), 84 (C178, C179, C180), 85 (C181), 87, 88 (C183), 89 (C184), 91, 100	80 (R181), 81 (R182), 82 (P081, R183), 83 (R184), 84 (P147, R185, R186, R187), 85 (R188), 86, 88 (R191), 89 (R192), 90, 92, 94-96, 99, 101
Bosnie-Herzégovine	80, 81, 82 (C176, R183), 83-89, 90 (R193, R194), 91, 92, 94-96, 99, 101	82 (P081), 90 (P155), 100
Botswana	64-72, 74-92, 94-96, 99, 100	101

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Brésil	31-50, 51 (C127, R128, R129, R130, R131), 53 (R133, R134), 54-56, 58-62, 63 (C148, R156, R157), 64 (C151, R158, R159), 65, 66, 67 (C154, C155, R163, R164, R165), 68 (C158, P110, R166), 69-72, 74-77, 80, 82 (C176, R183), 84 (C178, R185), 87, 89, 91	51 (C128), 52, 53 (C129, C130), 63 (C149), 64 (C150), 67 (C156), 68 (C157), 78, 79, 81, 82 (P081), 83, 84 (C179, C180, P147, R186, R187), 85, 86, 88, 90, 92, 94-96, 99-101
Brunéi Darussalam		96, 99-101
Bulgarie	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Burkina Faso	45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Burundi	47-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96, 99-101
Cabo Verde	65-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Cambodge	53-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Cameroun	44-56, 58-72, 74-92, 94-96, 101	99, 100
Canada	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Centrafricaine, République	45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Chili	31-56, 58-72, 74-82, 87, 95 (C187, R197), 100	83-86, 88-92, 94, 95 (R198), 96, 99, 101
Chine	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99, 100	101
Chypre	45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Colombie	31-56, 58-72, 74-81, 82 (C176, P081), 83-89, 90 (R193, R194), 91, 92, 94-96, 99-101	82 (R183), 90 (P155)

N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Comores	
65-72, 74-78, 87	79-86, 88-92, 94-96, 99-101
Congo	
45-53, 54 (C131, C132), 55, 56, 58 (C138, R146), 59, 60 (C142, R150), 61, 62, 63 (C148, C149, R157), 64-66, 67 (C154, C155, C156), 68 (C158), 71 (C160, C161), 74, 75 (C167, C168), 76, 84, 87, 91, 94, 96	54 (R135, R136), 58 (C137, R145), 60 (C141, C143, R149, R151), 63 (R156), 67 (R163, R164, R165), 68 (C157, P110, R166), 69, 70, 71 (R170, R171), 72, 75 (R175, R176), 77-83, 85, 86, 88-90, 92, 95, 99-101
Corée, République de	
79-92, 94-96, 99-101	
Costa Rica	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Côte d'Ivoire	
45-56, 58-72, 74-82, 87	83-86, 88-92, 94-96, 99-101
Croatie	
80-85, 87, 91, 94	86, 88-90, 92, 95, 96, 99-101
Cuba	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Danemark	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Djibouti	
64, 65, 67, 71, 72, 83, 87	66, 68-70, 74-82, 84-86, 88-92, 94-96, 99-101
Dominicaine, République	
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95, 99	96, 100, 101
Dominique	
68-72, 74-79, 87	80-86, 88-92, 94-96, 99-101
Egypte	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
El Salvador	
31-56, 58-61, 63 (C149), 64, 67 (R164, R165, C155, C156), 69 (R168, C159), 71, 72, 74-81, 87, 90 (P155)	62, 63 (R156, R157, C148), 65, 66, 67 (R163, C154), 68, 69 (R167), 70, 82-86, 88, 89, 90 (R193, R194), 91, 92, 94-96, 99-101
Emirats arabes unis	
58-72, 74-92, 95, 96	94, 99-101

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Equateur	31-56, 58-72, 74-88, 90 (P155), 91, 92, 94, 95, 100, 101	89, 90 (R193, R194), 96, 99
Erythrée	80-92, 94-96, 99-101	
Espagne	39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Estonie	79-92, 94-96, 99-101	
Etats-Unis	66-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Ethiopie	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Ex-République yougoslave de Macédoine	80-83, 85, 87, 88, 95 (C187, R197)	84, 86, 89-92, 94, 95 (R198), 96, 99-101
Fidji	59-72, 74-82, 84, 85, 87, 89, 92, 94	83, 86, 88, 90, 91, 95, 96, 99-101
Finlande	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
France	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Gabon	45-56, 58-72, 74-81, 82 (C176), 83 (C177), 84, 85 (C181), 87, 89 (C184), 91, 94	82 (P081, R183), 83 (R184), 85 (R188), 86, 88, 89 (R192), 90, 92, 95, 96, 99-101
Gambie	82-92, 94-96	99-101
Géorgie	80-92, 94-96, 99-101	
Ghana	40-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Grèce	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	

N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Grenade	
66-72, 74-92, 94, 95	96, 99-101
Guatemala	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Guinée	
43-56, 58-72, 74-83, 87	84-86, 88-92, 94-96, 99-101
Guinée - Bissau	
63-72, 74-88, 94	89-92, 95, 96, 99-101
Guinée équatoriale	
67-72, 74-79, 84, 87	80-83, 85, 86, 88-92, 94-96, 99-101
Guyana	
50-56, 58-72, 74-92, 94, 95, 100	96, 99, 101
Haïti	
31-56, 58-66, 67 (C156, R165), 69-72, 74, 75 (C167), 87	67 (C154, C155, R163, R164), 68, 75 (C168, R175, R176), 76-86, 88-92, 94-96, 99-101
Honduras	
38-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Hongrie	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Iles Marshall	
	99-101
Iles Salomon	
74, 87	70-72, 75-86, 88-92, 94-96, 99-101
Inde	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Indonésie	
33-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Iran, République islamique d'	
31-56, 58-72, 74-89, 90 (R193, R194), 91, 92, 94-96	90 (P155), 99-101
Iraq	
31-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90-92, 94-96, 99-101

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Irlande	31-56, 58-72, 74-87, 94, 100	88-92, 95, 96, 99, 101
Islande	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Israël	32-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Italie	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Jamaïque	47-56, 58-72, 74-91	92, 94-96, 99-101
Japon	35-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Jordanie	39-56, 58-72, 74-91	92, 94-96, 99-101
Kazakhstan	82 (C176, R183), 87, 88, 91	80, 81, 82 (P081), 83-86, 89, 90, 92, 94-96, 99-101
Kenya	48-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Kirghizistan	87, 89	79-86, 88, 90-92, 94-96, 99-101
Kiribati	94	88-92, 95, 96, 99-101
Koweït	45-56, 58-72, 74-76, 78, 79, 80 (C174), 81-85, 87, 88, 90, 91	77, 80 (R181), 86, 89, 92, 94-96, 99-101
Lao, République démocratique populaire	48-56, 58-72, 74-81, 82 (R183, C176), 83-92, 94-96, 99, 100	82 (P081), 101
Lesotho	66-72, 74-92, 94-96	99-101
Lettonie	79-92, 94-96, 99-101	

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Liban	32-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Libéria	31-56, 58-72, 74-76, 77 (C170, C171, R177, R178), 78-81, 82 (C176, R183), 83-87, 91, 94	77 (P089), 82 (P081), 88-90, 92, 95, 96, 99-101
Libye	35-56, 58-72, 74-82, 87	83-86, 88-92, 94-96, 99-101
Lituanie	79-92, 94-96, 99-101	
Luxembourg	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Madagascar	45-56, 58-72, 74-89, 91, 100	90, 92, 94-96, 99, 101
Malaisie	41-56, 58-72, 74-92, 94, 95 (C187, R197)	95 (R198), 96, 99-101
Malawi	49-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Maldives, République des		99-101
Mali	45-56, 58-72, 74-83, 84 (C178, C179, C180, R185, R186, R187), 85, 87-89, 90 (R193, R194), 91	84 (P147), 86, 90 (P155), 92, 94-96, 99-101
Malte	49-56, 58-72, 74-92, 94, 95	96, 99-101
Maroc	39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Maurice	53-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Mauritanie	45-56, 58-72, 74-80, 81 (C175), 82 (C176, R183), 83, 84 (C178, C179, C180, R185, R186, R187), 85-91	81 (R182), 82 (P081), 84 (P147), 92, 94-96, 99-101

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Mexique	31-56, 58-72, 74-89, 90 (P155, R194), 91, 94	90 (R193), 92, 95, 96, 99-101
Moldova, République de	79-91, 95 (C187, R197)	92, 94, 95 (R198), 96, 99-101
Mongolie	52-56, 58-72, 74-81, 82 (C176, R183), 83-92, 94-96, 99-101	82 (P081)
Monténégro	96, 99-101	
Mozambique	61-72, 74-82, 87	83-86, 88-92, 94-96, 99-101
Myanmar	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Namibie	65-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Népal	51-56, 58-72, 74-92, 94, 95	96, 99-101
Nicaragua	40-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Niger	45-56, 58-72, 74-82, 87, 88, 95 (C187, R197)	83-86, 89-92, 94, 95 (R198), 96, 99-101
Nigéria	45-56, 58-72, 74-92, 94, 95, 100	96, 99, 101
Norvège	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Nouvelle-Zélande	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Oman	81-92, 95 (R197, R198), 99	94, 95 (C187), 96, 100, 101
Ouganda	47-56, 58-72, 74-80, 87	81-86, 88-92, 94-96, 99-101

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Ouzbékistan	80-92, 94-96, 99-101	
Pakistan	31-56, 58-72, 74-80, 87, 91	81-86, 88-90, 92, 94-96, 99-101
Palaos		101
Panama	31-56, 58-72, 74-87, 88 (R191), 89 (R192), 90 (R193, R194), 92, 94, 95 (R197, R198), 96 (R199), 99, 100 (R201), 101	88 (C183), 89 (C184), 90 (P155), 91, 95 (C187), 96 (C188), 100 (C189)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	61-72, 74-87	88-92, 94-96, 99-101
Paraguay	40-56, 58-72, 74-92, 94-96, 100	99, 101
Pays-Bas	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 101	99, 100
Pérou	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Philippines	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Pologne	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Portugal	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Qatar	58-72, 74-92, 94-96, 99	100, 101
République démocratique du Congo	45-56, 58-72, 74-82, 87	83-86, 88-92, 94-96, 99-101
Roumanie	39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Royaume-Uni	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Russie, Fédération de	37-56, 58-72, 74-88, 91, 94, 95 (C187, R197)	89, 90, 92, 95 (R198), 96, 99-101
Rwanda	47-56, 58-72, 74-79, 81, 87	80, 82-86, 88-92, 94-96, 99-101
Sainte-Lucie	67 (C154, R163), 68 (C158, R166), 87	66, 67 (C155, C156, R164, R165), 68 (C157, P110), 69-72, 74-86, 88-92, 94-96, 99-101
Saint-Kitts-et-Nevis	84, 87, 94	83, 85, 86, 88-92, 95, 96, 99-101
Saint-Marin	68-72, 74-92, 94-96	99-101
Saint-Vincent-et-les Grenadines	84, 86, 87, 94	82, 83, 85, 88-92, 95, 96, 99-101
Samoa	94	95, 96, 99-101
Sao Tomé-et-Principe	68-72, 74-76, 87, 89	77-86, 88, 90-92, 94-96, 99-101
Sénégal	45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Serbie	89-92, 94-96, 99-101	
Seychelles	63-72, 74-88, 94	89-92, 95, 96, 99-101
Sierra Leone	45-56, 58-61, 62 (C145, C147, R153, R155)	62 (C146, R154), 63-72, 74-92, 94-96, 99-101
Singapour	50-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Slovaquie	80-92, 94-96, 99-101	
Slovénie	79-92, 94-96, 99-101	

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Somalie	45-56, 58-72, 74, 75, 87	76-86, 88-92, 94-96, 99-101
Soudan	39-56, 58-72, 74-80, 87	81-86, 88-92, 94-96, 99-101
Soudan du Sud		101
Sri Lanka	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Suède	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99, 101	100
Suisse	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Suriname	61-72, 74-89	90-92, 94-96, 99-101
Swaziland	60-72, 74-92, 94-96	99-101
Syrienne, République arabe	31-56, 58-65, 67, 68, 69 (C159, R167), 71, 72, 74-76, 77 (C170, R177), 87-89, 90 (P155)	66, 69 (R168), 70, 77 (C171, P089, R178), 78-86, 90 (R193, R194), 91, 92, 94-96, 99-101
Tadjikistan	81-83, 86, 87	84, 85, 88-92, 94-96, 99-101
Tanzanie, République-Unie de	46-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Tchad	45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Tchèque, République	80-92, 94-96, 99-101	
Thaïlande	31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Timor-Leste	92, 94-96	99-101

	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	N°s des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Togo	44-56, 58-72, 74-87, 89, 94, 95 (C187, R197)	88, 90-92, 95 (R198), 96, 99-101
Trinité-et-Tobago	47-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Tunisie	39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Turkménistan	81-92, 94-96, 99, 100	101
Turquie	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Tuvalu		99-101
Ukraine	37-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Uruguay	31-56, 58-72, 74-89, 90 (R193, R194), 91, 92, 95 (R197, R198), 100	90 (P155), 94, 95 (C187), 96, 99, 101
Vanuatu		91, 92, 94-96, 99-101
Venezuela, République bolivarienne du	41-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	
Viet Nam	79-92, 94-96, 99, 100	101
Yémen	49-56, 58-72, 74-87, 88 (C183), 89 (C184), 91, 95 (C187)	88 (R191), 89 (R192), 90, 92, 94, 95 (R197, R198), 96, 99-101
Zambie	49-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101
Zimbabwe	66-72, 74-92, 94-96, 99-101	

**Annexe VI. Situation générale des Etats Membres relative
à la soumission aux autorités compétentes
des instruments adoptés par la Conférence
(à la date du 6 décembre 2014)**

Sessions de la CIT	Nombre d'Etats pour lesquels, selon les informations fournies par le gouvernement:			Nombre d'Etats membres de l'OIT lors de la session
	Tous les instruments ont été soumis	Certains instruments ont été soumis	Aucun instrument n'a été soumis	

Tous les instruments adoptés entre les 31ème et 50ème sessions ont été soumis aux autorités compétentes par les Etats membres

51e	(Juin 1967)	116	1	0	117
52e	(Juin 1968)	117	0	1	118
53e	(Juin 1969)	120	1	0	121
54e	(Juin 1970)	119	1	0	120
55e	(Octobre 1970)	120	0	0	120
56e	(Juin 1971)	120	0	0	120
58e	(Juin 1973)	122	1	0	123
59e	(Juin 1974)	125	0	0	125
60e	(Juin 1975)	125	1	0	126
61e	(Juin 1976)	131	0	0	131
62e	(Octobre 1976)	129	1	1	131
63e	(Juin 1977)	130	3	1	134
64e	(Juin 1978)	133	1	1	135
65e	(Juin 1979)	135	0	2	137
66e	(Juin 1980)	137	0	5	142
67e	(Juin 1981)	137	5	1	143
68e	(Juin 1982)	140	3	4	147
69e	(Juin 1983)	142	2	4	148
70e	(Juin 1984)	142	0	7	149
71e	(Juin 1985)	145	1	3	149
72e	(Juin 1986)	145	0	4	149
74e	(Octobre 1987)	146	0	3	149
75e	(Juin 1988)	143	2	4	149
76e	(Juin 1989)	141	0	6	147
77e	(Juin 1990)	133	4	10	147
78e	(Juin 1991)	137	0	12	149
79e	(Juin 1992)	140	2	14	156
80e	(Juin 1993)	149	2	16	167
81e	(Juin 1994)	149	2	20	171
82e	(Juin 1995)	139	13	21	173
83e	(Juin 1996)	140	2	32	174
84e	(Octobre 1996)	142	5	27	174
85e	(Juin 1997)	138	3	33	174
86e	(Juin 1998)	133	0	41	174
87e	(Juin 1999)	173	0	1	174
88e	(Juin 2000)	132	3	40	175

Sessions de la CIT	Nombre d'Etats pour lesquels, selon les informations fournies par le gouvernement:			Nombre d'Etats membres de l'OIT lors de la session
	Tous les instruments ont été soumis	Certains instruments ont été soumis	Aucun instrument n'a été soumis	
89e (Juin 2001)	127	4	44	175
90e (Juin 2002)	113	11	51	175
91e (Juin 2003)	133	0	43	176
92e (Juin 2004)	116	0	61	177
94e (Février 2006)	129	0	49	178
95e (Juin 2006)	109	13	56	178
96e (Juin 2007)	101	1	76	178
99e (Juin 2010)	83	0	100	183
100e (Juin 2011)	87	1	95	183
101e (Juin 2012)	76	0	109	185

Annexe VII. Liste par pays des commentaires présentés par la commission

Les commentaires ci-dessous mentionnés ont été rédigés soit sous la forme d' "observations", qui sont reproduites dans ce rapport, soit sous la forme de "demandes directes", qui ne sont pas reproduites mais communiquées directement aux gouvernements intéressés. Sont également mentionnées les réponses reçues aux demandes directes, dont la commission a pris note.

Afghanistan	Observation générale Observation pour la convention no 105 <i>Demande directe pour la convention no 105</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Afrique du Sud	<i>Demande directe pour la convention no 144</i>
Albanie	Observation pour la convention no 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 16, 138, 144, 147, 150, 182</i> Observation sur la soumission
Algérie	Observations pour les conventions nos 29, 42, 87, 100, 105, 111, 122, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 44, 63, 68, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 142, 144, 150, 181, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Allemagne	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 122, 129 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 140, 160, 172</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Angola	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 88, 98, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 29, 74, 87, 89, 91, 98, 105, 106, 107, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Antigua-et-Barbuda	Observations pour les conventions nos 138, 144, 151, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 122, 135, 142, 150, 158, 182, MLC, 2006</i> Observation sur la soumission
Arabie saoudite	Observations pour les conventions nos 29, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 111, 174</i>
Argentine	Observations pour les conventions nos 17, 29, 87, 138, 154 <i>Demandes directes pour les conventions nos 17, 29, 96, 138, 144, 150, 151, 177, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 22</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Australie	Observations pour les conventions nos 29, 122, 158, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 47, 122, 135, 137, 150, 158, 160, 182, MLC, 2006</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 122, 160</i>
Ile Norfolk	
Autriche	Observations pour les conventions nos 29, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 183</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Azerbaïdjan	Observation pour la convention no 138 <i>Demande directe pour la convention no 182</i> Observation sur la soumission
Bahamas	Observation pour la convention no 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 182</i> Observation sur la soumission
Bahreïn	Observations pour les conventions nos 105, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Bangladesh	Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 105, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 149, 182</i> Observation sur la soumission
Barbade	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 118, 135 <i>Demandes directes pour les conventions nos 63, 102, 105, 108, 122, 128, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>

Bélarus	<p>Observation pour la convention no 87</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 47, 52, 87, 106, 142, 144, 149</i></p> <p><i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 14, 183</i></p>
Belgique	<p>Observation pour la convention no 138</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 122, 132, 154, 176</i></p> <p><i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 171, 182</i></p>
Belize	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 105, 183</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 140, 150, 154, 182, 183</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Bénin	<p>Observations pour les conventions nos 29, 105, 138, 150, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 138, 150, 182, 183, MLC, 2006</i></p>
Bolivie, Etat plurinational de	<p>Observations pour les conventions nos 105, 106, 138, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 122, 128, 138, 182</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Bosnie-Herzégovine	<p><i>Demandes directes pour les conventions nos 122, 135, 138, 177, 182, MLC, 2006</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 91</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Botswana	<p>Observations pour les conventions nos 151, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Brésil	<p>Observations pour les conventions nos 122, 140</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 117, 137, 144, 151, 154, 171</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Brunéi Darussalam	<p><i>Demandes directes pour les conventions nos 138, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Bulgarie	<p>Observations pour les conventions nos 87, 98</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 106, 144, 177, 181, 182, 183</i></p> <p><i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 30, 52, 95, 177</i></p>
Burkina Faso	<p>Observations pour les conventions nos 138, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 97, 105, 122, 132, 142, 143, 144, 150, 173, 182, 184</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Burundi	<p>Observation générale</p> <p>Observations pour les conventions nos 11, 26, 29, 62, 81, 87, 94, 98, 100, 111, 138, 144, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 17, 27, 29, 42, 52, 64, 87, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 182</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Cabo Verde	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 138, 182</i></p>
Cambodge	<p>Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 105, 122, 138, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 105, 138, 150, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Cameroun	<p>Observations pour les conventions nos 29, 87, 105, 111, 138, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 111, 122, 135, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Canada	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 88, 122</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 182</i></p>
Centrafricaine, République	<p>Observations pour les conventions nos 29, 138, 169, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 122, 150, 169, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Chili	<p>Observations pour les conventions nos 138, 144</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 63, 151, 182</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Chine	<p>Observations pour les conventions nos 14, 122, 138, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 138, 150, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Région administrative spéciale de Hong-kong	<p>Observations pour les conventions nos 97, 105, 144</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 97, 105, 122</i></p>

Région administrative spéciale de Macao	Observation pour la convention no 87 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 29, 87, 105, 106, 122, 182</i>
Chypre	Observations pour les conventions nos 122, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 135, 138, 154, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 150</i>
Colombie	Observations pour les conventions nos 29, 81, 138, 151, 154, 169, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 4, 81, 138, 151, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i> <i>Demande directe générale</i>
Comores	Observations pour les conventions nos 13, 17, 19, 42, 81, 98, 111, 122, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 12, 77, 87, 99, 100, 111, 138, 182</i> <i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 52, 101</i>
Congo	Observation sur la soumission <i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 105, 138, 144, 149, 150, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 14</i>
Corée, République de	Observation sur la soumission Observations pour les conventions nos 81, 111, 135, 187 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 88, 111, 139, 155, 159, 162, 170, 187</i>
Costa Rica	Observations pour les conventions nos 122, 135, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 96, 122, 134, 138, 150, 182</i>
Côte d'Ivoire	Observations pour les conventions nos 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 138, 182</i>
Croatie	Observation sur la soumission <i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 122, 132, 138, 182</i> <i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 14, 106</i>
Cuba	Observation sur la soumission Observation pour la convention no 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 63, 105, 122, 138, 150</i>
Danemark	<i>Demandes directes pour les conventions nos 150, MLC, 2006</i> <i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 138, 182</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 16, 122</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 7</i>
Groenland	Observations pour les conventions nos 19, 24, 26, 37, 38, 63, 87, 98, 122 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 13, 14, 17, 18, 29, 52, 87, 88, 89, 95, 96, 101, 105, 106, 120, 138, 182</i>
Djibouti	Observation sur la soumission Observations pour les conventions nos 19, 98, 111, 144, 171, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 52, 105, 106, 107, 111, 138, 150, 172, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Dominicaine, République	Observation générale Observations pour les conventions nos 29, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 8, 16, 19, 29, 87, 94, 97, 105, 111, 135, 144, 147, 150, 169, 182</i>
Dominique	Observation sur la soumission Observations pour les conventions nos 29, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 30, 96, 105, 107, 142, 144, 149, 182</i>
Egypte	Observations pour les conventions nos 87, 98, 107, 144, 151, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 107, 122, 135, 138, 142, 150, 155, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 105</i>
El Salvador	Observation sur la soumission <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 81, 89</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Emirats arabes unis	Observations pour les conventions nos 87, 98, 153, 159, 169, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 103, 105, 117, 119, 122, 136, 138, 139, 142, 144, 148, 149, 162, 169, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 106</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Equateur	

Erythrée	Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 105, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 105, 138</i>
Espagne	Observations pour les conventions nos 13, 88, 100, 111, 122, 136, 144, 148, 155, 158, 159, 162, 181 <i>Demandes directes pour les conventions nos 62, 98, 111, 117, 119, 120, 127, 132, 136, 148, 151, 153, 155, 162, 172, 176, 187</i>
Estonie	<i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 122, 138, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 105</i>
Etats-Unis	Observation pour la convention no 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 55, 144</i>
Guam	<i>Demande directe générale</i>
Ethiopie	Observations pour les conventions nos 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 138, 144, 158, 181, 182</i>
Ex-République yougoslave de Macédoine	Observation pour la convention no 13 <i>Demandes directes pour les conventions nos 119, 136, 139, 144, 148, 155, 161, 162, 177, 183, 187</i>
	Observation sur la soumission
Fidji	Observations pour les conventions nos 87, 98, 105, 138, 169, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 122, 138, 169, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 8</i>
	Observation sur la soumission <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 122, 150, 182</i>
Finlande	
France	Observation pour la convention no 122 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 63, 96, 122, 149, 182</i>
Nouvelle-Calédonie	<i>Demandes directes pour les conventions nos 63, 120, 122, 149</i>
Polynésie française	<i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 63, 82, 122</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 149</i>
Terres australes et antarctiques françaises	Observation générale <i>Demandes directes pour les conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 73, 74, 92, 108, 133, 134, 146, 147</i>
Gabon	Observation pour la convention no 87 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 98, 150, 151</i>
	Observation sur la soumission
Gambie	Observation générale Observations pour les conventions nos 98, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 100, 105, 111, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Géorgie	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98</i>
Ghana	Observation générale Observations pour les conventions nos 98, 150 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 30, 87, 89, 106, 108</i>
Grèce	Observations pour les conventions nos 87, 95, 98, 100, 102, 111, 122, 154 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 88, 100, 103, 111, 144, 149</i>
Grenade	<i>Demande directe générale</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 8, 81, 87, 108</i>
	Observation sur la soumission
Guatemala	Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 103, 122, 129, 161, 162, 169 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 81, 103, 129, 154, 161, 169</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Guinée	Observation générale Observations pour les conventions nos 62, 81, 94, 111, 115, 117, 118, 121, 134, 136, 139, 140, 142, 144, 148, 150, 152, 159 <i>Demandes directes pour les conventions nos 3, 16, 87, 90, 98, 100, 105, 111, 113, 118, 122, 132, 133, 143, 149, 156</i>
	Observation sur la soumission <i>Demande directe générale</i>
Guinée - Bissau	Observations pour les conventions nos 81, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 68, 69, 73, 74, 81, 91, 92, 106, 108</i>
	Observation sur la soumission

Guinée équatoriale	<p>Observation générale</p> <p>Observations pour les conventions nos 1, 30, 87, 98</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 30, 103, 105, 111, 138, 182</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Guyana	<p>Observations pour les conventions nos 29, 81, 98, 100, 115, 129, 137, 138, 139, 140, 150</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 94, 100, 111, 142, 144, 149, 150, 155, 166, 172, 175</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 95</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Haïti	<p>Observation générale</p> <p>Observations pour les conventions nos 12, 17, 24, 25, 42, 81, 87, 98</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 30, 87, 100, 106, 107, 111</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Honduras	<p>Observations pour les conventions nos 42, 81, 87, 98, 100</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 102, 127, 144</i></p>
Hongrie	<p>Observations pour les conventions nos 98, 122</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 140, 142, 154, 160, 183</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Iles Marshall	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p><i>Demande directe pour la convention no MLC, 2006</i></p>
Iles Salomon	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p><i>Demande directe pour la convention no 19</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Inde	<p>Observation pour la convention no 81</p> <p><i>Demande directe pour la convention no 81</i></p>
Indonésie	<p>Observation pour la convention no 106</p> <p><i>Demande directe pour la convention no 81</i></p>
Iran, République islamique d'	<p>Observations pour les conventions nos 95, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 108, 122, 142</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Iraq	<p>Observation pour la convention no 98</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 30, 89, 107, 122, 132, 135, 140, 142, 144</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 149</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Irlande	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observation pour la convention no 144</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 98, 108, 160</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Islande	<p>Observation pour la convention no 122</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 100, 129, 147</i></p>
Israël	<p>Observation pour la convention no 81</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 181</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 87</i></p>
Italie	<p>Observations pour les conventions nos 122, 159, 181, 183</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 117, 160</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 106</i></p>
Jamaïque	<p>Observations pour les conventions nos 87, 94, 98</p> <p><i>Demande directe pour la convention no 81</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Japon	<p>Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 159, 181</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 122, 144</i></p> <p><i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 16, 22</i></p>
Jordanie	<p>Observations pour les conventions nos 98, 135, 144</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 150</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Kazakhstan	<p>Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 135, 167</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Kenya	<p>Observation pour la convention no 81</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 98, 129, 144</i></p>

Kirghizistan	<i>Demande directe générale</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 98, 111, 115, 119, 120, 142, 148, 154, 157, 159, 184</i> Observation sur la soumission
Kiribati	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 105</i> Observation sur la soumission
Koweït	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 111, 117, 159</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 52</i> Observation sur la soumission <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Lao, République démocratique populaire	
Lesotho	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 155, 158</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Lettonie	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 81, 98, 111, 119, 120, 122, 129, 142, 148, 155, MLC, 2006</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 87</i>
Liban	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 71, 81, 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 30, 52, 81, 88, 89, 98, 100, 106, 111, 115, 120, 122, 127, 136, 139, 142, 148, 159, 170, 174, 176</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Libéria	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 87, 98, 114 <i>Demande directe pour la convention no 81</i> Observation sur la soumission
Libye	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 102, 121, 128, 130 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 88, 118</i> Observation sur la soumission
Lituanie	Observations pour les conventions nos 87, 183 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 98, 122, 127, 142, 181, 183</i>
Luxembourg	<i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 81 <i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 81, 87, 96, 127, 129, 135, 139, 148, 155, 161, 162, 167, 170, 174, 183</i>
Madagascar	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 119, 120, 127, 129, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 81, 88, 117, 159</i> Observation sur la soumission
Malaisie	Observations pour les conventions nos 29, 81, 98, 100, 187 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 100, 119, 187</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Péninsulaire	Observation générale Observation pour la convention no 19 <i>Demande directe pour la convention no 45</i>
Sabah	<i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 97 <i>Demande directe pour la convention no 97</i>
Sarawak	<i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 19 <i>Demande directe pour la convention no 14</i>
Malawi	Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 100, 111, 129 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 107, 111, 149, 158, 159</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Maldives, République des	<i>Demande directe sur la soumission</i>

Mali	<p>Observations pour les conventions nos 98, 138, 151, 182, 183</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 14, 26, 29, 52, 81, 87, 95, 100, 105, 111, 144, 159, 182</i></p>
Malte	<p>Observation sur la soumission</p> <p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 87, 98, 119</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 81, 96, 100, 106, 111, 117, 127, 129, 132, 136, 148, 149</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Maroc	<p>Observation pour la convention no 81</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 2, 13, 81, 98, 119, 129, 136, 154, 162, 181</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 45</i></p>
Maurice	<p>Observations pour les conventions nos 19, 87, 98</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 88, 159, 187</i></p>
Mauritanie	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 3, 29, 81, 87, 100, 102, 111, 122, 138, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 52, 62, 87, 89, 96, 98, 111, 112, 114, 122, 138, 182</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Mexique	<p>Observations pour les conventions nos 87, 155, 161, 167</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 45, 87, 96, 155, 161, 170</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Moldova, République de	<p>Observations pour les conventions nos 111, 142, 152</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 95, 98, 100, 111, 117, 122, 181, 183</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Mongolie	<p>Observations pour les conventions nos 100, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 100, 103, 111, 122, 123, 135, 138, 144, 155, 159, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Monténégro	<p><i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 45, 81, 114, 119, 126, 129, 136, 139, 148, 155, 158, 161, 162, 183</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 135</i></p>
Mozambique	<p><i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 30</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Myanmar	<p>Observation pour la convention no 87</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 2, 87</i></p>
Namibie	<p>Observations pour les conventions nos 87, 98</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98</i></p>
Népal	<p>Observation pour la convention no 98</p> <p><i>Demande directe pour la convention no 169</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Nicaragua	<p>Observations pour les conventions nos 87, 98, 119, 139</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 4, 13, 30, 45, 88, 111, 127, 136</i></p>
Niger	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 87, 98, 111, 135, 138</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 117, 119, 142, 148, 154, 155, 161, 187</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Nigéria	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 87, 88, 111, 144</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 111, 155, 159</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Norvège	<p>Observations pour les conventions nos 155, 167, 169</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 120, 129, 137, 139, 144, 148, 159, 162, 169, 170, 176, MLC, 2006</i></p>
Nouvelle-Zélande	<p>Observations pour les conventions nos 100, 111, 155</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 47, 81, 98, 100, 111, 155</i></p>
Tokélaou	<p><i>Demande directe pour la convention no 82</i></p>
Oman	<p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>

Ouganda	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 26, 105, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 12, 29, 45, 100, 105, 111, 144, 158, 159, 162</i> Observation sur la soumission
Ouzbékistan	Observations pour les conventions nos 47, 100, 105, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 105, 111, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 154</i>
Pakistan	Observations pour les conventions nos 81, 144 <i>Demande directe pour la convention no 81</i> Observation sur la soumission
Palaos	<i>Demande directe générale</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Panama	Observations pour les conventions nos 3, 30, 81, 117 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 88, 127, 138, MLC, 2006</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	<i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 103, 111</i> Observation sur la soumission
Paraguay	Observations pour les conventions nos 79, 169 <i>Demandes directes pour les conventions nos 117, 119, 120, 169</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Pays-Bas	Observations pour les conventions nos 81, 98, 129, 155, 162 <i>Demandes directes pour les conventions nos 62, 88, 97, 129, 135, 151, 174, 181</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Aruba	<i>Demandes directes pour les conventions nos 122, 135, 140, 142</i>
Curaçao	<i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 172</i>
Partie caribéenne des Pays-Bas	<i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 172</i>
Sint-Maarten	<i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 172</i>
Pérou	Observations pour les conventions nos 62, 67, 71, 81, 100, 111, 127, 139, 144, 151, 176 <i>Demandes directes pour les conventions nos 67, 81, 100, 111, 139, 151, 176</i>
Philippines	Observations pour les conventions nos 100, 176 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 144, MLC, 2006</i>
Pologne	Observations pour les conventions nos 144, 149 <i>Demandes directes pour les conventions nos 62, 100, 111, 119, 120, 127, 135, 151, 161, 170, 176, 181, MLC, 2006</i>
Portugal	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 1, 117, 122, 142, 144, 155, 173 <i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 100, 106, 111, 115, 139, 148, 155, 162, 171</i> <i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 149, 175</i>
Qatar	Observations pour les conventions nos 29, 81, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 111</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
République démocratique du Congo	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 29, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 135, 138, 150, 182</i> Observation sur la soumission
Roumanie	<i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 88, 100, 111, 135, 144, 154</i> <i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 127, 136</i>
Royaume-Uni	Observations pour les conventions nos 98, 100, 111, 144, 187 <i>Demandes directes pour les conventions nos 97, 100, 111, 120, 135, 151, 187</i> Observation pour la convention no 148
Anguilla	<i>Demande directe pour la convention no 151</i>
Ile de Man	<i>Demande directe pour la convention no 82</i>
Montserrat	<i>Demande directe pour la convention no 82</i>
Russie, Fédération de	Observations pour les conventions nos 100, 111, 149 <i>Demandes directes pour les conventions nos 47, 111, 113, 142</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>

Rwanda	<p>Observations pour les conventions nos 62, 100, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 89, 100, 111, 132, 138, 182</i></p> <p><i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 14, 135</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Sainte-Lucie	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observation pour la convention no 100</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 154, 158</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Saint-Kitts-et-Nevis	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Saint-Marin	<p>Observation générale</p> <p>Observations pour les conventions nos 148, 160</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 100, 103, 111, 140, 143, 150, 156, 159</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 144</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Samoa	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Sao Tomé-et-Principe	<p>Observation générale</p> <p>Observations pour les conventions nos 98, 100, 111, 144, 154</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 100, 135, 151, 155, 159</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Sénégal	<p>Observations pour les conventions nos 100, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 96, 100, 120, 144</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Serbie	<p>Observation pour la convention no 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 111, 135, 162</i></p>
Seychelles	<p>Observation pour la convention no 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 144, 148, 151, 155, 161</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Sierra Leone	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 17, 88, 95, 119, 125, 144</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 94, 100, 101, 111, 126</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Singapour	<p><i>Demandes directes pour les conventions nos 144, MLC, 2006</i></p>
Slovaquie	<p>Observations pour les conventions nos 100, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 52, 81, 98, 100, 111, 120, 129, 135, 136, 139, 144, 148, 151, 156, 161, 167, 176, 183, 184, 187</i></p> <p><i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 14, 154</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Slovénie	<p>Observations pour les conventions nos 13, 81</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 111, 119, 136, 139, 140, 144, 148, 149, 151, 154, 155, 161, 162, 174, 175</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 129</i></p>
Somalie	<p>Observation générale</p> <p>Observation sur la soumission</p>
Soudan	<p>Observations pour les conventions nos 81, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 111, 117</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Soudan du Sud	<p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Sri Lanka	<p>Observations pour les conventions nos 100, 103, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 45, 96, 100, 111, 135, 144</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>

Suède	<p>Observations pour les conventions nos 155, 187</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 100, 111, 119, 139, 140, 148, 155, 161, 162, 167, 170, 174, 176, 184, 187</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 149</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Suisse	<p>Observation pour la convention no 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 111, 142, 159, 162, MLC, 2006</i></p> <p><i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 139, 153</i></p>
Suriname	<p>Observations pour les conventions nos 144, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 62, 88, 181, 182</i></p>
Swaziland	<p>Observation sur la soumission</p> <p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observation pour la convention no 87</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 87, 96, 100, 111, 144, 160</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Syrienne, République arabe	<p>Observations pour les conventions nos 105, 115</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 96, 107, 117, 144</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Tadjikistan	<p>Observation générale</p> <p>Observations pour les conventions nos 111, 122</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 32, 47, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 95, 97, 98, 100, 103, 105, 106, 111, 113, 115, 119, 120, 126, 138, 142, 143, 148, 149, 155, 159, 182</i></p> <p>Observation sur la soumission</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 144, 148, 149, 154, 170</i></p>
Tanzanie, République-Unie de	
Tchad	<p>Observations pour les conventions nos 29, 87, 144, 151, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 105, 138, 173, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Tchèque, République	<p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 122, 138, 150, 171, 182</i></p>
Thaïlande	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 19, 88, 100, 105, 122, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 100, 105, 127, 159, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Timor-Leste	<p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Togo	<p>Observation pour la convention no 144</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 13, 81, 100, 111, 122, 129, 150, MLC, 2006, 187</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>
Tunisie	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p>Observations pour les conventions nos 62, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 88, 100, 107, 111, 117, 120, 122, 142, 159</i></p>
Turkménistan	<p><i>Demandes directes pour les conventions nos 138, 182</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Turquie	<p>Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 138, 155, 161, 182</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 81, 87, 105, 138, 142, 151, 153, 155, 161, 182</i></p>
Tuvalu	<p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Ukraine	<p>Observations pour les conventions nos 100, 111</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 140, 142, 144, 153</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 103</i></p>
Uruguay	<p>Observations pour les conventions nos 100, 111, 155, 161, 167, 181</p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 132, 136, 139, 144, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 167, 184, 189</i></p> <p><i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 148</i></p> <p><i>Demande directe sur la soumission</i></p>
Vanuatu	<p><i>Demande directe générale</i></p> <p><i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 105, 111, 182</i></p> <p>Observation sur la soumission</p>

**Venezuela, République
bolivarienne du**

Observations pour les conventions nos 26, 87, 100, 111, 144, 155, 158, 169

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 127, 139, 153, 155, 169

Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 13, 120

Viet Nam

Demande directe pour la convention no 144

Demande directe sur la soumission

Yémen

Observations pour les conventions nos 81, 182

Demandes directes pour les conventions nos 14, 81, 95, 132, 135, 144, 158, 182

Demande directe sur la soumission

Zambie

Observations pour les conventions nos 103, 176

Demandes directes pour les conventions nos 17, 100, 103, 111, 136, 144, 148, 159

Demande directe sur la soumission

Zimbabwe

Observations pour les conventions nos 111, 162, 170

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 144, 155, 161, 174, 176